



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

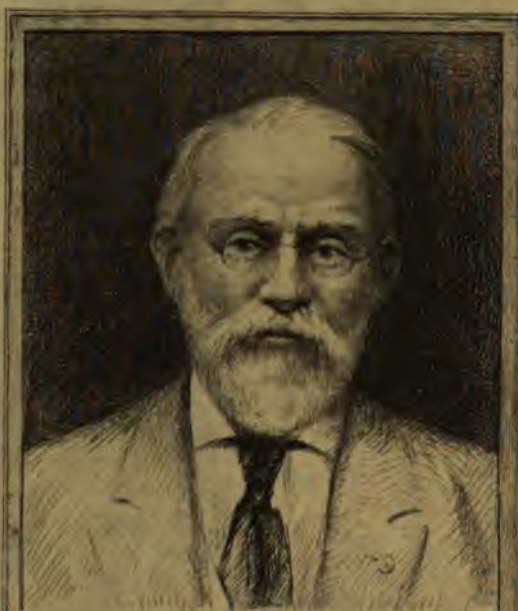
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

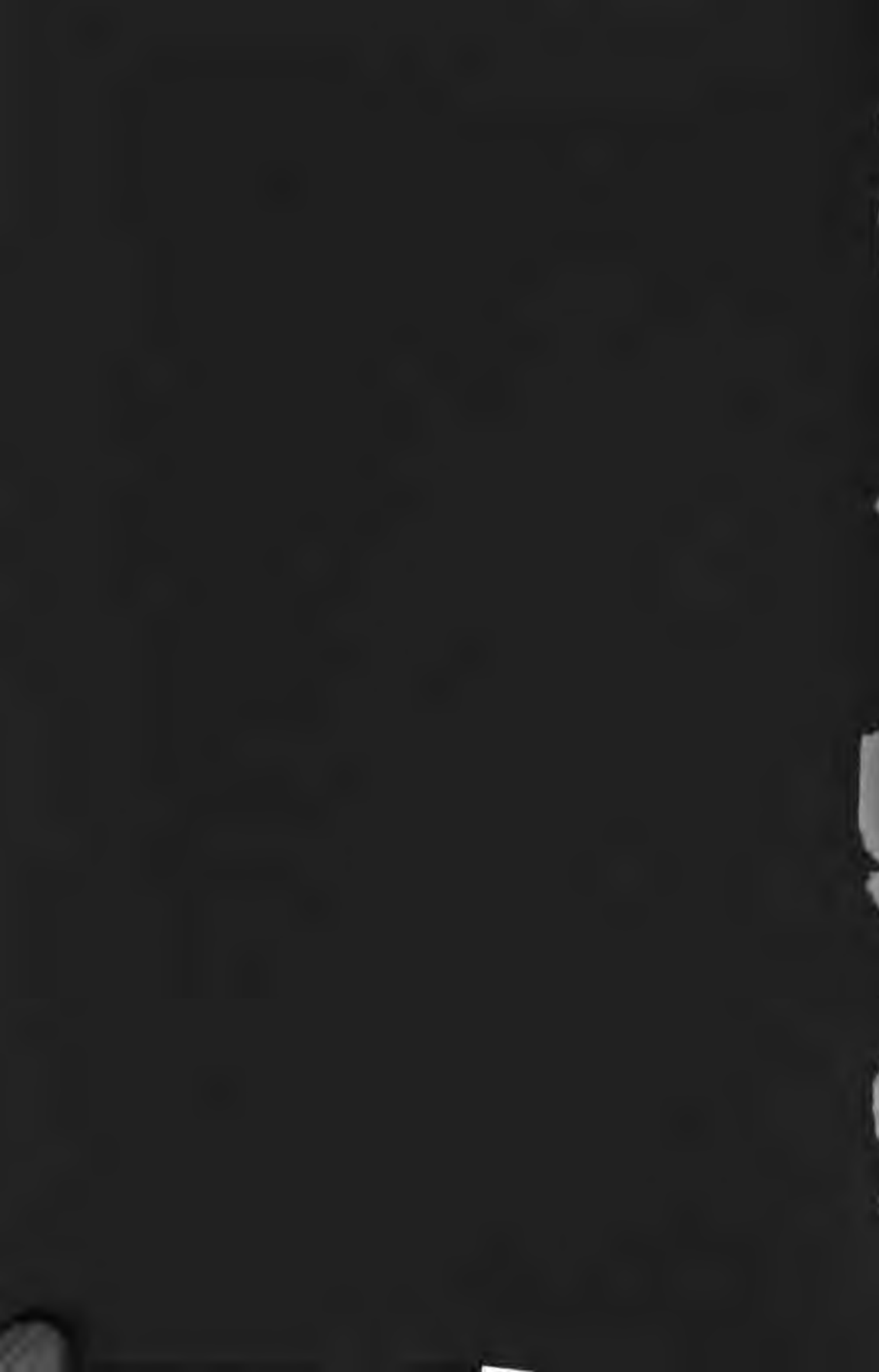
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 473068



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



DC
611
.L731
S8

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXVI

(TOME IV DE LA DEUXIÈME SÉRIE)



LIMOGES

IMPRIMERIE DE CHAPOULAUD FRÈRES

Rue Montant-Manigne, 7

— A PARIS, 3, RUE DE POISSY —

—
1878

✓

•



STATUTS
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN



Dunning
Nijhoff
2-4-28
14847

RECONNAISSANCE LÉGALE

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

« Paris, le 21 novembre 1877.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, pour être placée dans les Archives de la Société Archéologique et Historique du Limousin, une ampliation du décret qui lui accorde la reconnaissance légale.

» Vous trouverez également ci-joint un exemplaire des Statuts, modifiés par le Conseil d'État.

» Je vous prie de vouloir bien, le plus tôt possible,

me faire parvenir trois exemplaires des nouveaux statuts conformes à celui que je vous adresse.

» Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts,*

» JOSEPH BRUNET. »

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts,

Vu la demande formée, le 14 juillet 1877, par la Société Archéologique et Historique du Limousin, de Limoges, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts de ladite Société, l'état de sa situation financière à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis favorable du Préfet de la Haute-Vienne ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

La Société Archéologique et Historique du Limousin, à Limoges, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 2.

Les Statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés.
Aucune modification ne pourra y être apportée sans
l'autorisation du Gouvernement.

ART. 3.

Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et
des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent
décret.

Fait à Paris, le 14 novembre 1877.

Signé : M^{al} DE MAC-MAHON.

PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE :

*Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes
et des Beaux-Arts,*

Signé : J^h BRUNET.

POUR AMPLIATION :

Le Chef du Cabinet et du Secrétariat,

Signé : DUMINIL.

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

(Adoptés en séance générale le 28 décembre 1875.)

TITRE I^{er}.

Organisation de la Société.

ARTICLE 1^{er}.

La Société créée depuis le 3 décembre 1845 conserve le nom de *Société Archéologique et Historique du Limousin*.

ART. 2.

Elle a pour but :

De rechercher, de reconnaître et de décrire les monuments écrits ou figurés qui existent soit dans les archives publiques ou particulières, soit à la surface ou à l'intérieur du sol ;

De classer les monuments et les ruines de toutes les époques qui existent en Limousin, et d'en assurer la conservation ;

De conserver et augmenter le Musée déjà fondé par elle.

ART. 3.

La Société publie chaque année, sous le titre de Bulletin, un volume, formé de deux livraisons semestrielles, qui contient les

mémoires historiques ou archéologiques des membres de la Société, les documents inédits les plus importants de nos archives locales, les rapports des commissions, l'analyse des lectures et des communications faites en séance, le recueil des procès-verbaux et les autres renseignements qui concernent la Société, ses publications, son état et son administration.

La Société admet les travaux de littérature, de science et d'art, et les publie, s'il y a lieu, dans ses Bulletins.

Elle exclut les œuvres de pure imagination.

Elle s'interdit formellement toute discussion politique ou religieuse.

ART. 4.

Les séances de la Société auront lieu à Limoges.

La Société se compose de membres titulaires, de membres honoraires et de membres correspondants.

Le nombre des membres honoraires ne devra pas dépasser quinze.

Le nombre des membres titulaires et des membres correspondants est illimité.

Ne peuvent être membres correspondants que les personnes qui résident hors du département.

ART. 6.

Nul ne sera admis au nom des membres de la Société que sur sa demande écrite, et adressée au Président quinze jours au moins avant la plus prochaine réunion mensuelle.

Cette demande, qui devra être patronnée par deux sociétaires, sera déposée sur le Bureau en séance générale, et avis en sera donné dans la lettre de convocation de la séance suivante.

Au jour indiqué par les lettres de convocation, le candidat au titre de membre titulaire ou correspondant sera élu au scrutin secret et à la majorité des suffrages.

Les membres honoraires seront également élus au scrutin secret, sur la proposition du Bureau : le candidat devra réunir, pour être nommé, les trois quarts des voix des membres présents, quel que soit, au surplus, le nombre des suffrages exprimés.

ART. 7.

Chaque membre titulaire paie :

1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme ;

2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.

Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires : ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

ART. 8.

Les membres de la première Commission nommée, le 3 décembre 1845, par M. le Préfet de la Haute-Vienne sont fondateurs de droit.

Le titre de fondateur sera aussi acquis à tout membre qui, outre sa cotisation annuelle, fera, soit en argent, soit en objets d'art ou collections scientifiques, un don de 150 fr. au moins. L'importance du don en nature sera appréciée par le Conseil d'Administration.

ART. 9.

Les ressources de la Société se composent : du produit des cotisations et autres recettes énoncées dans les art. 7 et 8 ci-dessus, des revenus des biens appartenant à la Société, des subventions accordées par l'Etat, le département et les communes, du produit des dons et legs dont l'acceptation a été régulièrement autorisée.

ART. 10.

Les délibérations relatives à l'acceptation de dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

TITRE II.

Administration de la Société.

ART. 11.

La Société est administrée par un Conseil dont le Bureau fait essentiellement partie.

ART. 12.

Le Bureau est composé :

Du Préfet du département de la Haute-Vienne, Président d'honneur ;

Du Président ; — des Vice-Présidents, au nombre de deux ; — du Secrétaire général ; — d'un Secrétaire-Bibliothécaire et Archiviste ; — d'un Secrétaire-Trésorier.

ART. 13.

Le Président, ou, en son absence, l'un des Vice-Présidents, par rang d'âge, dirige les travaux de la Société. Le Conseil d'Administration est convoqué par lui, ou, s'il est empêché, par le Secrétaire général.

Le Président, ou le Vice-Président appelé à le suppléer, représente la Société en justice ou dans les actes de la vie civile.

ART. 14.

Le Trésorier fait rentrer les fonds de la Société, dont il reste dépositaire ; il tient registre des dépenses et des recettes ; il acquitte les dépenses, sur mandats ordonnancés par le Secrétaire général, qui en tient registre appuyé des pièces justificatives, qui doivent être signées par le Secrétaire général lorsqu'il s'agit des frais généraux du secrétariat, et par l'Archiviste lorsqu'il s'agit de la bibliothèque.

Chaque année, il présente ses comptes à la Commission de comptabilité, qui les arrête, et charge un de ses membres d'en faire rapport à la Société.

ART. 15.

Le Conseil d'Administration est composé :

1° Des membres du Bureau ;

2° De trois Conseillers adjoints.

Il choisit dans son sein une Commission de comptabilité , composée de trois membres, qui révisé chaque année les comptes du Trésorier, procède au récolement des archives et de la bibliothèque , et fait sur chacun de ces objets un rapport à la Société.

Le Conseil d'Administration propose, à la fin de chaque année, pour l'année suivante , un projet de budget , qui est discuté et arrêté en assemblée générale.

ART. 16.

Tous les fonctionnaires sont élus au scrutin secret et à la pluralité des suffrages. Chacun d'eux est élu pour trois ans , et est indéfiniment rééligible dans les mêmes fonctions.

Si une élection partielle devenait nécessaire avant l'expiration des trois ans , elle ne vaudrait que pour le temps de cette période restant encore à courir.

ART. 17.

La Société tient une séance ordinaire par mois.

ART. 18.

Il ne pourra être fait de modifications aux présents Statuts que sur une proposition prise en considération dans une séance générale et adoptée à la majorité absolue dans une des séances suivantes. La délibération sera soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 19.

Un règlement intérieur adopté par la Société en assemblée générale statuera sur tous les objets qui ne sont pas prévus par les Statuts.

ARTICLE TRANSITOIRE.

Il sera procédé aux élections générales de tous les fonctionnaires de la Société dans la première séance qui aura lieu en janvier 1878.

Vu à la section de l'intérieur, le 25 octobre 1877.

Le Rapporteur,

Signé : LELOUP DE SANCY.

Ces Statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'Etat dans la séance du 8 novembre 1877.

*Le Maître des Requêtes Secrétaire général
du Conseil d'Etat,*

Signé : G. FOUQUIER.

Pour copie conforme :

Le Chef du Cabinet et du Secrétariat,

DUMINIL.

CATHÉDRALE DE LIMOGES.

LE JUBÉ.

Le jubé est une tribune élevée, placée à l'entrée du chœur, du haut de laquelle on chantait l'Évangile ou quelques leçons de l'Écriture, dans plusieurs fêtes solennelles ou dans certaines cérémonies. Le jubé tire son origine de l'ambon de la primitive Église, qui servait au même usage et avait la même destination : le jubé, c'est un ambon monumental. Son nom vient de ce que le lecteur, avant de commencer à chanter la leçon d'Écriture sainte, demandait la bénédiction à l'Évêque ou au prêtre officiant, et pour cela prononçait cette formule — *Jube, domne, benedicere* — dont le premier mot a servi à nommer ce genre de monuments.

Il ne reste plus aujourd'hui, en France, qu'un très-petit nombre de ces jubés : la plupart ont été abattus, parce qu'ils gênaient la vue du sanctuaire. Parmi ceux qui restent, nous pouvons citer celui de Saint-Étienne-du-Mont, à Paris ; ceux de Sainte-Cécile d'Alby, de Notre-Dame de Brou, de Sainte-Madeleine de Troyes, de Villemaur (Aube), de Saint-Bertrand de Comminges. Celui de la cathédrale de Rodez a été mutilé ; ceux de la cathédrale de Limoges et de l'abbaye de la Chaise-Dieu en Auvergne ont été, non pas abattus, mais seulement déplacés.

§ 1^{er}. — HISTOIRE DU JUBÉ.

Le jubé de la cathédrale est un de ses plus beaux ornements : c'est un des chefs-d'œuvre de la Renaissance. Il fut élevé par l'évêque Jean de Langeac, qui voulut signaler par cet acte de munificence les premières années de son épiscopat. Il porte les dates 1533 et 1534 en chiffres arabes. La date 1533 se lit sur la

petite base d'un pilastre près de la porte à gauche (pour le spectateur); la date 1534 est inscrite à l'extrémité inférieure du dernier cul-de-lampe à droite : l'artiste a donc mis deux ans pour achever cette œuvre. Le P. Bonaventure donne à ce monument la date de 1535, sans doute parce que c'est en cette année qu'on l'inaugura dans la cathédrale (1).

Le jubé se trouvait autrefois à sa place naturelle, c'est-à-dire entre le chœur et le transept. Il était, suivant l'expression du P. Bonaventure, *devant la face du chœur*, dont il occupait toute la largeur entre les deux colonnes médianes qui séparent le chœur du transept. « Sous prétexte qu'il masquait le rond-point du sanctuaire, dit M. Bourassé, il fut déplacé, en 1789, par M. d'Argentré, qui le fit transporter à l'endroit où nous le voyons maintenant. La translation en fut opérée avec négligence : elle se faisait dans un temps où l'on professait un mépris ridicule pour les chefs-d'œuvre du style ogival. Les statues représentant les vertus théologiques et cardinales furent déplorablement mutilées : elles le furent plus cruellement encore, quelques années plus tard, par les vandales de 93 (2). »

Toutefois il ne faudrait pas mettre sur le compte de M^{re} d'Argentré, ou même « des vandales de 93 », toutes les dégradations que le jubé a subies. Nous voyons par l'article anonyme publié dans les *Éphémérides* de 1765, et dont l'auteur est M. Desmarest, alors secrétaire à l'intendance, et depuis membre de l'Institut, que quelques-unes de ces dégradations existaient déjà : « On ne peut guère, dit-il, juger du mérite des bas-reliefs qui décorent les cuvettes des niches et enfin de l'effet d'un grand nombre d'ornements : ils sont la plupart mutilés et dégradés d'une manière indécente. Il serait à désirer qu'on enfermât d'une balustrade ou d'un grillage les deux côtés du jubé, afin que ce qui est conservé intact ne fût plus exposé aux insultes des enfants et des faux dévots (3). »

§ 2. — DESCRIPTION D'ENSEMBLE.

On distingue d'abord, au milieu du jubé, la grande porte à

(1) — 1535. — « Mgr de Langeac, évêque de Limoges, orna la face du chœur d'ouvrages merveilleux. » (P. BONAVENT., T. III, p. 766.)

(2) *Cathédrales de France*, 1^{re} édition, p. 333.

(3) *Éphémérides* de 1765, p. 137.

plein cintre qui servait d'entrée au chœur, et dont on a fait la porte principale de la nef ; on remarque ensuite quatre colonnes arabesques, avec leurs piédestaux et leurs chapiteaux à l'ornementation capricieuse : deux intérieures, qui accompagnent les moulures de la porte des deux côtés, puis deux autres latérales, placées à chaque angle du monument, dont elles terminent la décoration.

Ces colonnes arabesques sont d'une rare élégance, et, à cause de leur cachet particulier, méritent une étude spéciale. Elles sont formées comme par des portions de vases antiques, qui sont superposés l'un à l'autre, de manière à former la hauteur du fût. Ces vases, de formes variées, sont couverts d'ornements et de sculptures délicates. Les divers renflements de ces colonnes offrent à l'œil étonné tantôt des cannelures, tantôt des rinceaux de fleurs en dessins courants, tantôt des bas-reliefs habilement fouillés. Autour de la base de ces colonnes on lit en caractères romains la devise du prélat : MARCESSIT IN OCIO VIRTUS. Dans la partie supérieure, le fût des colonnes se réduit en une tige très-déliée, que couronne un chapiteau à la corbeille fantastique. « L'élégance des formes, la pureté des ornements, tout annonce une composition délicate et pleine de recherches. Il y a une grande fécondité dans l'invention, et une heureuse facilité dans l'exécution (1). »

Des deux côtés de la porte, dans le champ compris entre les colonnes, figurent trois niches, aujourd'hui vides, ayant à leur base des cuvettes ornées, et surmontées de dais élégamment ouvragés.

Ces niches, avant la Révolution, renfermaient les statues de saint Pierre et de saint Paul, et aussi celles des quatre Pères de l'Église latine : c'étaient, d'un côté, en commençant par la gauche, saint Pierre, saint Jérôme et saint Augustin ; puis, de l'autre côté, de gauche à droite, saint Ambroise, saint Grégoire et saint Paul.

Voici ce que dit M. Desmarest dans l'article que nous avons déjà cité : « Les trois statues de saint Pierre, de saint Paul et de saint Jérôme sont d'un bon style, ainsi que quelques-unes des vertus ; les draperies en sont sagement traitées ; il y a de l'expression dans les têtes et dans les attitudes : c'est le genre gracieux

(1) *Ephémérides* de 1765, p. 137.

de Dominique et de Gentil, qui ont embelli les églises de Troyes par de semblables productions (1). »

Quel dommage que ces objets d'art aient été enlevés et brisés ! Pour le cas présent, on n'en peut douter, il faut mettre cet acte de vandalisme au compte des révolutionnaires de 93.

De chaque côté des niches qui renfermaient ces statues, le reste de l'espace des entrecolonnements était rempli par les armoiries de Jean de Langeac (*d'or à trois pals de vair*). Ces armoiries ont été grattées par la main inepte et barbare de la Révolution. Elles étaient encadrées par des guirlandes en relief dont le temps n'a pas encore effacé complètement les peintures ; on en compte quatre de chaque côté : elles sont deux à deux, l'une surmontant l'autre. Autour de ces guirlandes on lit encore la devise du prélat : MARCESSIT IN OCIO VIRTUS. — *La vertu languit dans l'oisiveté*.

Est-ce par allusion à cette devise de Jean de Langeac, et pour rappeler ses nombreuses ambassades et ses travaux diplomatiques, qu'on a placé là des bas-reliefs représentant les travaux d'Hercule ? — On l'a bien dit ; mais nous ne voudrions pas garantir la vérité de cette assertion. C'était la mode, à cette époque, de représenter les travaux d'Hercule : les artistes de la Renaissance aimaient ce thème, qui prêtait beaucoup à l'imagination ; et nous avons vu le même motif de décoration orner les salles de l'aile du nord du château de Rochechouart.

Quoi qu'il en soit, au-dessous des niches, un espace qui est de niveau avec la base des colonnes arabesques est occupé par six panneaux ornés de six bas-reliefs qui représentent les travaux d'Hercule, et que nous décrirons plus loin.

La partie supérieure du jubé, qui sert de tribune, forme une saillie en encorbellement, et se divise en cinq arcs polylobés, dont celui du milieu, qui correspond à la porte, est plus large que les quatre autres. De cette partie élevée et saillante pendent six culs-de-lampe, dans la longueur desquels on a sculpté des niches ornées de statues, et dont l'extrémité inférieure est d'une élégance exquise. Malheureusement toutes ces statues ont été décapitées ; le cul-de-lampe qui est sous les pieds de la première statue à gauche a disparu. D'ailleurs, la plupart des attributs qui les distinguaient ont été mutilés ; de sorte qu'il est difficile, dans l'état de dégradation où ces statues se trouvent, de désigner ce qu'elles représentent. Un écrivain du dernier siècle, qui a

(1) *Éphémérides* de 1765, p. 137.

décrit le jubé alors qu'il était moins endommagé, dit qu'elles figuraient les vertus théologiques et cardinales ; mais, pour cela , il faudrait sept statues, tandis qu'il n'y en a que six. « Les vertus théologiques et cardinales , dit-il , occupent les niches suspendues à la voûte : comme elles ont perdu leurs attributs, on ne peut ici les désigner par la place qu'elles occupent ; on ne distingue bien que la Charité (1). »

Nous pensons que la Charité c'est la troisième statue en comptant par la gauche . elle est représentée sous l'emblème d'une femme qui tient un petit enfant dans ses bras.

Les deux premières statues à gauche ont perdu leurs attributs distinctifs : on pourrait penser, par analogie, qu'elles figuraient la Foi et l'Espérance. Cette dernière tient à la main gauche un attribut où l'on pourrait voir une ancre, qui est, d'après saint Paul , le symbole de l'espérance chrétienne. (*Hebr.*, VI, 19.)

Les trois statues à droite seraient alors trois vertus cardinales.

La première, celle du milieu, paraît avoir tenu un sceptre ou un glaive : serait-ce la Justice ?

Près de la suivante, c'est-à-dire la cinquième, on voit une colonne : serait-ce la Force ?

Enfin la sixième à droite tient à la main une sorte de petit coffret dont les deux faces visibles sont ornées de sculptures symboliques ; une de ces faces représente un cadran : serait-ce la Prudence ?

Il est plus facile de poser ces questions que de les résoudre.

La balustrade de la tribune, qui sert d'entablement, est comme évidée à jour : elle est formée par des colonnettes d'une légèreté merveilleuse , dont les formes et les ornements arabesques sont très-variés.

« La pierre qui a servi à la construction de ce jubé est d'un fort beau grain : c'est une pierre calcaire tirée du Bas-Limousin , dans les environs d'Ayen.

» On monte dans la tribune du jubé par deux escaliers » en spirale placés à droite et à gauche du monument. » La cage de ces escaliers », à noyau évidé, « fait décoration par sa forme noble et simple... Ils sont construits avec le même granit qui a servi à bâtir la nef de la cathédrale (2). »

(1) *Éphémérides* de 1765, p. 136.

(2) *Id.*, p. 138.

§ 3. — TRAVAUX D'HERCULE.

Parlons maintenant des six bas-reliefs qui représentent les travaux d'Hercule.

I. — Dans le premier bas-relief, à gauche (pour le spectateur), on voit Hercule qui déchire, de ses mains puissantes, la gueule du lion de la forêt de Némée. C'est là un des exploits de ce héros fabuleux, qui porta depuis la dépouille de ce lion comme un trophée de victoire. La forêt de Némée se détache au fond du tableau, et, dans un angle à gauche, un petit bas-relief est relatif à la naissance d'Hercule.

II. — Le second bas-relief comprend deux sujets : dans le premier, Hercule étouffe dans ses bras, par une vigoureuse étreinte, le géant Antée, qu'il soulève de terre. D'après les traditions mythologiques, le géant Antée, fils de Neptune et de la Terre, puisait de nouvelles forces quand il s'appuyait sur la Terre, sa mère ; et voilà pourquoi Hercule le souleva dans les airs pour l'étouffer. — Dans le second sujet, Hercule élève sa massue pour frapper un quadrupède aux ailes de dragon. Sans doute il s'agit ici du dragon qui gardait les pommes d'or du jardin des Hespérides (1).

III. — Le troisième bas-relief représente Hercule tuant l'hydre de Lerne. On sait que, d'après les légendes païennes, Hercule tua, dans le marais ou la forêt de Lerne, une hydre, serpent monstrueux qui avait plusieurs têtes, lesquelles renaissaient à mesure que le héros les coupait. La forêt de Lerne se voit en perspective.

IV. — *Quatrième bas-relief.* — Hercule porte deux colonnes, qu'il va planter au sommet de deux montagnes. D'après la tradition des temps fabuleux, les deux montagnes Calpé et Abyla unissaient autrefois l'Europe à l'Afrique. En les séparant, Hercule joignit l'Océan à la Méditerranée, dont les eaux se réunirent dans le détroit de Gibraltar. Croyant que c'était là le bout du monde, le héros planta au sommet de ces deux montagnes deux colonnes, qu'on appela depuis colonnes d'Hercule, sur lesquelles on dit qu'il grava cette inscription : *Nec plus ultra* : — *Plus rien au-delà.*

(1) M. Desmarest, dans l'article sur la cathédrale de Limoges publié dans les *Éphémérides* de 1765, donne *Gérion* comme sujet du second bas-relief : — c'est une erreur.

— Au fond du tableau, on voit plusieurs navires à la voile, et les deux colonnes se dressent sur les deux montagnes Calpé et Abyla.

V. — *Cinquième bas-relief*. — Deux sujets : dans le premier, Hercule frappe le centaure Chiron, si fameux dans la fable. Le héros est représenté deux fois : d'un côté, levant sa massue ; de l'autre côté, tenant de la main gauche la tête du centaure, tandis que sa droite brandit un poignard. — Second sujet : Déjanire, enlevée par le centaure Nessus, s'attache aux bras d'Hercule, qu'elle ne veut pas quitter. Plus tard, Déjanire, poussée par la jalousie, donna une chemise teinte du sang de Nessus à Hercule, qui devint furieux et se donna la mort.

VI. — *Sixième bas-relief*. — Hercule tient par les cheveux et frappe de sa massue Cacus, qu'il a renversé, et qui, dans sa chute, lutte encore, et lève le pied pour repousser son adversaire. Au fond du tableau, on voit Cacus qui dérobe et traîne à reculons dans son antre, les troupeaux d'Hercule endormi.

Ceux qui s'étonnent de voir dans une église chrétienne des sujets empruntés à la mythologie païenne ne songent pas que le grand mouvement artistique qui signala le règne de François I^{er}, et qu'on a décoré pompeusement du nom de *Renaissance*, fut en réalité la *renaissance* de la littérature et de l'art païens.

§ 4. — AUTRES BAS-RELIEFS.

Les bas-reliefs qui représentent les travaux d'Hercule ne sont pas les plus remarquables du jubé : il faut admirer surtout ceux qui décorent les pilastres, autour des six niches, et dans le champ qui est borné par les armoiries enguirlandées de Jean de Langeac. Écoutons ce qu'en disait, au dernier siècle, M. Desmarest :

« Derrière les quatre colonnes arabesques, et tout autour des six niches, on trouve des pilastres enrichis d'ornements très-précieux. On ne peut suivre avec trop d'attention ce détail, qui paraît infini d'abord. Ce sont des fleurs à dessins courants et à ramages qui en remplissent le champ dans toute sa hauteur. On trouve dans les contours aisés et dans la distribution des ramages une élégance et une délicatesse qui occupent agréablement la vue à mesure qu'elle les suit : parmi ces dessins courants on aperçoit des vertus et des génies qui semblent occupés à régler la distribution de ces ramages. Les formes en sont si agréables et si régulières qu'elles me semblent copiées d'après l'antique. On y

voit aussi des masques et des trophées d'armes que l'on a fait entrer avec beaucoup de goût dans cette décoration. Ils paraissent avoir le même caractère que les figures (1). »

Envisagés au point de vue de l'art, ces bas-reliefs sont fort remarquables. Ils nous paraissent bien supérieurs à ceux du tombeau de Jean de Langeac, dont les sujets sont empruntés à l'Apocalypse. Disons néanmoins que tous ces personnages mythologiques qui décorent ces pilastres sont un vrai contre-sens dans une église chrétienne ; et ce jubé, à cause du paganisme et de la nudité de ses sculptures, serait beaucoup mieux placé à l'Ecole des Beaux-Arts que dans une cathédrale. De nos jours, où le sens moral est plus délicat, peut-être parce que l'esprit public est plus dépravé, nous nous étonnons de trouver, en face d'une chaire où l'on enseigne la morale évangélique, des compositions aussi païennes dans le fond que peu décentes dans la forme et dans les détails. Toutefois l'Eglise, qui est une *école de respect*, a conservé, par amour de l'art, ces sculptures païennes, que le génie révolutionnaire, essentiellement destructeur, n'a pas respectées malgré leur caractère païen.

Deux artistes de talent, MM. Bonneau et Baylac, ont photographié avec beaucoup de succès ces divers bas-reliefs, et les ont publiés dans une collection héliographique qui a pour titre : *La Renaissance de François I^{er}, Recueil des motifs et détails de sculpture provenant du jubé de la cathédrale de Limoges, de l'hôtel de ville d'Oudenarde, des châteaux de Blois et de Chambord, etc.* ; — Limoges, 1871. Malheureusement cette collection de photographies est dépourvue de texte explicatif, ce qui lui ôte une partie de son intérêt. Le jubé de la cathédrale de Limoges entre pour la plus large part dans cette publication. Ainsi les huit premières planches reproduisent les panneaux sculptés qui décorent les grandes bases ou piédestaux des pilastres, et qui sont, au point de vue de la composition et de l'exécution, de véritables chefs-d'œuvre. Les planches XVI-XX donnent le dessin des bas-reliefs plus détériorés qui couvrent les petites bases des pilastres, et qui sont, pour la plupart, inférieurs aux précédents. Les planches XXIV-XXXVIII reproduisent en deux parties les montants des pilastres qui encadrent les niches, et qui sont ornés d'arabesques, de figures et de moulures fort remarquables. Les planches XLI-XLV donnent la photographie des cuvettes ou culs-de-lampe placés

(1) *Éphémérides* de 1765, p. 135.

à la base des niches. Enfin dix autres planches sont consacrées à des détails d'ornementation, tels que fûts de colonnes, consoles en forme de feuillage, rubans, portions de colonnettes décorées de feuillage ou de fruits.

Les bas-reliefs qui couvrent les larges bases ou piédestaux, ainsi que les montants des pilastres, méritent une description détaillée. Pour indiquer plus clairement et désigner d'une manière plus précise les divers sujets qui les décorent, nous distinguerons dans chaque pilastre : d'abord une large base ou piédestal qui est de niveau avec les bas-reliefs des Travaux d'Hercule ; puis une autre base plus petite, qui est sur le même plan que les cuvettes ou culs-de-lampe placés au bas des niches, et enfin les montants des pilastres qui s'élèvent de chaque côté des niches où figuraient autrefois les statues des Pères de l'Eglise latine. Et, pour éviter la confusion, nous compterons les pilastres en nous plaçant sous la porte du jubé, et en indiquant les bases ou les montants de la manière suivante : le premier ou le second à droite ou à gauche de la porte.

(A). *Grandes bases ou piédestaux des pilastres.*

Côté droit.

1^{er} bas-relief à droite de la porte :

Au centre de ce panneau, dans un médaillon de forme ovale, on distingue un cavalier qui frappe de sa lance un animal qu'il a terrassé.

Au-dessous du médaillon, deux amours ou génies ailés, assis à califourchon et à reculons sur des chats, tiennent à la main, en les élevant, des espèces de vases où brûlent des flammes.

Au-dessus du médaillon, on voit deux oiseaux fantastiques, et, dans le champ du panneau, des ramages, des fleurs et des fruits. (*Collection Bonneau*, planche I.)

2^e bas-relief à droite de la porte :

Dans la partie supérieure, un amour debout, sous la forme d'un petit enfant, tient à la main un long bâton qui se termine en flambeau.

Au-dessous sont deux personnages mythologiques, placés en face l'un de l'autre : du côté droit, un personnage barbu ; du côté gauche, une nymphe. La partie inférieure du corps de ces deux personnages se termine en ramages et en fleurs.

Au-dessous d'eux, un génie, sous la forme d'une tête ailée; et, dans le champ du panneau, des arabesques et des ramages distribués avec élégance. (*Collection Bonneau*, planche II.)

3^e bas-relief à droite de la porte :

Au milieu, on voit le buste d'une femme.

Au bas du panneau, à droite et à gauche, deux satyres aux pieds de bouc tiennent par la gueule des dragons aux formes fantastiques.

Dans le haut, deux têtes de mort à la surface crevassée, au milieu de ramages et de fleurs. (*Collection Bonneau*, planche VIII.)

4^e bas-relief à droite de la porte :

Au sommet, Neptune (?), couronné, et ayant à la main un sceptre ou peut-être un trident, se tient debout sur un élégant bouquet de feuillage.

Au bas du tableau, deux tritons (?), montés sur des chevaux aux allures rapides, sonnent du cor. (*Collection Bonneau*, planche V.)

Côté gauche.

1^{er} bas-relief à gauche de la porte :

Au centre, on voit un médaillon circulaire, dans lequel on distingue deux lutteurs. De chaque côté de ce médaillon, deux petits amours s'exercent à tirer de l'arc; et au-dessous d'eux sont deux syrènes, dont le corps se termine en poisson sous forme de spirale, et qui se regardent en souriant tout en se tournant le dos. Dans le champ du bas-relief, belle distribution de fleurs et de ramages. (*Collection Bonneau*, planche IV.)

2^e bas-relief à gauche de la porte :

Dans le champ du tableau, on voit des fleurs, des oiseaux, des cornes d'abondance d'où sortent des fruits; au milieu, deux amours ailés à la pose pittoresque, qui s'appuient d'un pied sur des fleurs, et qui se donnent la main; au bas du panneau, dans un cadre de feuillage, deux génies sous forme de têtes ailées. (*Collection Bonneau*, planche VI.)

3^e bas-relief à gauche de la porte :

Au bas du tableau, deux amours ailés sonnent de la trompe et jouent au milieu des fleurs; dans la partie supérieure apparaissent deux syrènes dont le corps se termine par des plumes

d'oiseau. Entre elles, on voit une tête de mort flanquée de deux ailes; de sa bouche sortent deux cordages, qui, passant sur les épaules des syrènes, tiennent suspendues deux figures fantastiques : ce sont comme des génies ailés dont le corps se termine en cotte de mailles, et au bras desquels pendent des têtes de bœuf. Ce bas-relief est très-remarquable. (*Collection Bonneau*, planche III.)

4^e bas-relief à gauche de la porte :

Dans la partie supérieure, un petit médaillon ovale, dans lequel on distingue une femme, est environné de ramages et de fleurs; au-dessous du médaillon, on voit deux satyres aux pieds de bouc, tenant de la main une manière de cercle, dans lequel s'épanouit une fleur, et qui est surmonté d'un génie sous forme de tête ailée; au bas du panneau, c'est une tête de lion, vue de face, sur laquelle sont deux oiseaux aux ailes éployées, et au-dessous de laquelle se trouvent deux quadrupèdes ailés. (*Collection Bonneau*, planche VII.)

(B). *Petites bases des pilastres.*

Nous allons décrire sommairement les bas-reliefs des petites bases des pilastres qui sont de niveau avec les culs-de-lampe des niches. Ces bas-reliefs sont moins remarquables, et, en général, plus détériorés que les précédents. Nous les désignerons par le rang qu'ils occupent à droite ou à gauche de la porte du jubé, et nous indiquerons en même temps le numéro des planches photographiques qui reproduisent ces bas-reliefs dans le recueil de MM. Bonneau et Baylac qui a pour titre : *la Renaissance de François I^{er}*.

Côté droit.

1^{er} bas-relief à droite de la porte :

Au milieu du panneau, sous des arabesques, une femme se tient debout entre deux petits personnages, appuyant sa main gauche sur l'un d'eux. Ils sont comme agenouillés devant elle; et leur corps se termine en bouquet de fleurs, qui se relève en panache au-dessus de leur tête. (*Collection Bonneau*, planche XVI, n° 2.)

2^e bas-relief à droite de la porte :

Au bas du panneau, sous divers ornements, deux petits génies

ailés sont accroupis devant une tête d'animal monstrueux. Ils se regardent en gesticulant : leur corps se termine en ramages, et leur tête est surmontée d'une coiffure pittoresque. (*Collection Bonneau*, planche XVIII, n° 2.)

3° bas-relief à droite de la porte :

Cupidon, appuyant la main gauche sur son carquois, se tient debout sur un socle ; à ses pieds sont deux petits génies ailés, qui semblent le soutenir. Ce bas-relief, quoique détérioré, ne manque pas d'élégance. (*Collection Bonneau*, planche XVI, n° 1.)

4° bas-relief à droite de la porte :

Sur un autel, une espèce de crâne d'animal flanqué de deux grandes ailes. Sous l'autel, au milieu d'arabesques, sont assis deux petits génies qui se tournent le dos. (*Collection Bonneau*, planche XVII, n° 2.)

Côté gauche.

1^{er} bas-relief à gauche de la porte :

Au milieu du panneau, sur un cartouche entouré de génies, de fleurs et d'arabesques, on lit, en chiffres arabes, la date du jubé : 1533. (*Collection Bonneau*, planche XIX, n° 1.)

2° bas-relief à gauche de la porte :

Ce panneau est très-détérioré. On y remarque deux petits personnages assis au milieu des fleurs et autres ornements. (*Collection Bonneau*, planche XVII, n° 1.)

3° bas-relief à gauche de la porte :

Ce panneau est en mauvais état. Deux petits personnages, qui se donnent la main, sont comme assis sur une espèce d'autel : l'un d'eux porte une coiffure conique. Le reste du champ est orné de fleurs et d'arabesques. (*Collection Bonneau*, planche XVIII, n° 1.)

4° bas-relief à gauche de la porte :

Ce panneau est bien conservé. En haut, deux oiseaux fantastiques qui frappent du bec un petit quadrupède ; en bas, deux petits génies ailés, portés par des coursiers aériens. (*Collection Bonneau*, planche XIX, n° 2.)

(C). *Montants des pilastres.*

Dans les montants des pilastres, nous distinguerons, comme

nous avons déjà fait pour les piédestaux et les bases, le côté droit et le côté gauche.

Côté droit.

1^{er} montant à droite de la porte :

Dans la partie inférieure, on voit debout, sur des fleurs, une femme qui brandit un poignard. Serait-ce une des neuf muses, Melpomène, déesse de la tragédie, qu'on représente ordinairement « un poignard à la main » ? — Au-dessus d'elle, un génie sous la forme d'une tête ailée, et, dans la partie supérieure du montant, un personnage qui tourne le dos au spectateur. (*Collection Bonneau*, planche XXIX.)

2^e montant à droite de la porte :

Au bas du pilastre, on voit un personnage barbu qui s'appuie de la main gauche sur un carquois, et qui gesticule de la main droite; plus haut encore, c'est un guerrier qui, tenant un bouclier au bras gauche, brandit de la main droite un cimeterre qu'il a dégainé de son large fourreau. Entre ces figurines sont des rinceaux et de petits génies accolés deux à deux. (*Collection Bonneau*, planche XXXVII.)

3^e montant à droite de la porte :

Au-dessus d'un beau vase qui repose sur une cariatide, on voit une femme qui tient un casque à la main : elle a, à sa droite, une cotte de mailles; à sa gauche, un bouclier et un faisceau de flèches. Plus haut, on est étonné de trouver, au milieu de ces divinités mythologiques, le premier martyr saint Étienne. Couvert d'une longue tunique, il joint les mains et pose un genou en terre; il est lapidé par deux bourreaux placés à droite et à gauche. Au-dessus de lui, un autre bourreau, vu de profil, tient des pierres dans ses mains. (*Collection Bonneau*, planche..... (1).)

4^e montant à droite de la porte :

Dans la partie inférieure du pilastre, une femme apparaît, portant à la main gauche une houlette ou un long bâton. A ses pieds, une tête de mort est placée sur un ossement; plus haut, c'est une femme posant les mains sur la tête d'un petit enfant qui est debout à sa droite, et caressant du regard un autre enfant assis à sa gauche. Au-dessous d'elle, on lit, sur un petit

(1) Cette planche n'a pas de numéro : nous pensons que c'est le numéro XXV.

cartouche, ce mot en caractères romains : CHARITAS. L'artiste aurait-il voulu, par ces deux figures, mettre en regard l'Amour profane et la Charité?

Dans la partie supérieure du montant, figure un personnage que nous croyons être Apollon, si nous en jugeons par les attributs qui l'accompagnent : à sa droite est une lyre ; à sa gauche, un carquois. Au-dessus de cette divinité, deux petits génies sont assis sur des roses. Ces gracieuses figurines sont comme encadrées au milieu des fleurs. Mais — sans doute pour faire contraste — au sommet de ce montant, une horrible tête de mort, avec des ailes, domine toutes ces beautés. (*Collection Bonneau*, planche XXVI.)

A côté de la base de ce montant, nous avons remarqué un écusson, — le seul qui figure dans les sculptures du jubé en dehors de celui de Jean de Langeac, — *trois moutons passants, deux et un*. Quelles sont ces armoiries ? Sont-ce les armes de l'artiste ou du pays qui l'a vu naître ? (*Collection Bonneau*, planche XXXIX.)

Côté gauche.

1^{er} montant à gauche :

Au bas du pilastre, un guerrier brandit un cimenterre et pose le pied sur une tête gigantesque aux cheveux hérissés. Tout à côté, à gauche, on lit, sur un petit cartouche, en caractères romains, ce mot : DAVID. Ce personnage est donc David, qui foule aux pieds la tête de Goliath.

Dans la partie supérieure du montant, Cupidon, ayant des ailes aux épaules, et derrière lui un carquois, pose un genou en terre et bande son arc.

Au reste, entre ces deux figurines, comme partout ailleurs, des fleurs, des génies, des ornements variés. (*Collection Bonneau*, planche XXXIII.)

2^e montant à gauche :

Dans la partie inférieure, on voit Bacchus, qui tient d'une main un petit tonneau, et de l'autre une grappe de raisin. A ses pieds, à droite et à gauche, sont deux petits enfants, dont le premier porte une coupe et le second une large bouteille.

Dans la partie supérieure, une déesse mythologique, debout, s'appuie de la main gauche sur un carquois, et, de la droite, élève un vase d'où sortent des flammes. Derrière elle, deux gros serpents dressent leurs têtes menaçantes.

Sur le chapiteau de ce pilastre, le dieu Pan, le front orné de cornes, avec des pieds de bouc, tient de la main droite une flûte, et de la gauche un tambourin. Ces figurines sont sculptées avec beaucoup de délicatesse. Le reste du champ est orné d'arabesques et de fleurs. (*Collection Bonneau*, planche XXVII.)

3^e montant à gauche :

Dans la première partie du montant, un dieu mythologique (serait-ce Mercure ?) s'appuie de la main droite sur un bouclier ; un serpent est enroulé autour de la main gauche ; un casque orné d'ailes est étendu à ses pieds.

Dans la partie supérieure, une déesse (serait-ce Vénus ?) pose un genou sur deux têtes de mort, et tient à la main gauche un grand ossement autour duquel un serpent se déploie. Elle est sur un trône de fleurs, et des ossements en croix pendent au-dessous de sa main droite. L'artiste a-t-il voulu dire que les plaisirs coupables conduisent à la mort, et sont punis, dès ce monde, par des remords déchirants ?

Le champ est garni d'ornements variés et de figurines gracieuses ou fantastiques. (*Collection Bonneau*, planche XXXI.)

4^e montant à gauche :

Dans la première moitié du pilastre, on voit une divinité mythologique (serait-ce Pallas, la déesse de la guerre ?) qui s'appuie de la main droite sur une lance et de la gauche sur un carquois.

Dans la partie supérieure, un personnage pose la main droite sur la tête d'un petit enfant ; une élégante draperie pend sur son épaule et le long du bras gauche.

Le long du montant, des satyres, de petits génies, de gracieuses figurines. (*Collection Bonneau*, planche XXXIV.)

Dans ce recueil, qui a pour titre : « *La Renaissance de François I^{er}* », on trouve la photographie non-seulement de ces huit montants de pilastre, mais encore d'autres montants latéraux : ils portent les numéros XXVIII, XXX, XXXII, XXXV, XXXVI et XXXIX. Ils sont, comme les précédents, ornés d'arabesques, de cariatides, de génies et de fleurs.

Les culs-de-lampe des niches, dont les éditeurs de ce recueil ont aussi donné la photographie (XLI — XLV), ont été fort endommagés ; mais les ramages et arabesques qui les accompagnent sont d'une rare élégance, et méritent de fixer l'attention.

En somme, nous avons là l'œuvre d'un des artistes les plus dis-

tingués de l'époque de la Renaissance. Quelle richesse d'imagination dans ces tableaux, dans ces motifs si gracieux et si variés, parfois si capricieux et si bizarres ! quelle finesse d'exécution dans ces détails, dans ces arabesques, dans ces figurines, — si païennes, à la vérité, et si déplacées dans une église, — mais si légères et si délicates ! Ce jubé, — nous pouvons le dire, — c'est un poème en pierre ; et cette série de tableaux avait sans doute, dans la pensée de l'artiste qui les conçut, une signification mystérieuse, dont le secret, caché jusqu'ici, sera peut-être révélé dans l'avenir.

Nous regrettons de n'avoir pu découvrir le nom du sculpteur qui a exécuté ce chef-d'œuvre. Il a écrit plusieurs fois la devise de Jean de Langeac ; il a écrit le nom de *David* à côté d'une figurine qui représente le vainqueur de Goliath ; il a écrit le nom *Charitas* sous une figure qui personnifie la charité ; il a oublié d'écrire son nom : c'est grand dommage, car ce nom méritait de passer à la postérité.

Que fera-t-on du jubé dans les travaux d'achèvement de la Cathédrale ? — Si l'on devait abattre le clocher actuel, et élever à la place une façade magnifique avec un portail ogival flanqué de deux tours aux flèches aériennes, la question serait embarrassante. Mais il ne s'agit pas de cela pour le moment : il s'agit d'ajouter trois travées de plus aux deux travées de la nef actuelle. Or, il est évident qu'on ne peut remettre à son ancienne place, c'est-à-dire à l'entrée du chœur, ni donner à un musée de Paris, ni rejeter hors de la Cathédrale, ce monument historique et artistique. Il est donc tout naturel qu'on le place au bout de la cinquième travée, comme on le plaça, il y a près d'un siècle, au bout de la deuxième, afin qu'il serve de revêtement au mur de clôture de la nef, et en même temps de support à l'orgue monumental qu'on y a mis en 1842, et dont la puissante harmonie ajoute un nouvel éclat à nos solennités religieuses.

L'abbé ARBELLOT.

QUELQUES PROCÈS LIMOUSINS

DEVANT

LE PARLEMENT DE BORDEAUX

ÉTUDE HISTORIQUE

AVANT-PROPOS

Les anciens Parlements constituaient une des puissances les plus fortement organisées de la France. Leur autorité était telle qu'elle servait de contre-poids au pouvoir royal, et lui faisait même quelquefois échec. Le président Jeannin, annonçant au duc de Mayenne que le Parlement de Paris prenait parti pour lui contre Philippe II et les Etats de la Ligue, écrivait que « toutes les fois que les Etats généraux de France avaient été convoqués, les Etats avaient été comme requérants ; les rois avec les princes et les gens de son conseil avaient résolu ; les vœux de Parlement, vérifiés, approuvés, entérinés ; qu'autrement ce qui avait été résolu par le Roi n'avait ni force ni autorité ».

Les Parlements prenaient une large part à la vie politique, se mêlant aux querelles des partis, disposant tour à tour de leur influence au profit des ligueurs ou du prince, se jetant dans le camp de l'opposition ou se rangeant au contraire sous l'étendard du roi, combattant le plus souvent, il faut le reconnaître, pour une grande et juste cause : l'indépendance de l'Etat.

Si leur action politique se faisait sentir d'une façon énergique et, dans la plupart des cas, utile, ils rendaient au pays des services non moins signalés lorsqu'ils assuraient le règne de la

discipline et de la loi, lorsqu'ils mettaient fin, par leurs décisions souveraines, aux questions d'intérêts et de privilèges qui divisaient les sujets du royaume et allumaient entre les seigneurs des haines vivaces, quelquefois des guerres sanglantes.

La vieille société, en défilant à la barre des Parlements, y a laissé, pour ainsi dire, son image : elle revit dans les recueils du temps, avec les caractères successifs qu'elle a revêtus et les minutieux détails de son intéressante et mobile existence. On peut dire que chaque arrêt est la reproduction d'un trait, d'un geste de l'époque, la peinture d'un usage local. Il n'y a pas, en effet, d'observatoire plus propice pour les moralistes et les historiens que le poste élevé où se rend la justice, parlement ou tribunal. Les mœurs s'y révèlent au naturel ; les passions y parlent sans contrainte, quelquefois avec éclat. Les vanités, les faiblesses, les intérêts les plus divers, les compétitions les plus ardentes, s'y donnent rendez-vous et s'y étalent complaisamment. Rien n'est perdu de ce spectacle singulier et toujours nouveau : l'arrêt lui donne une forme solennelle et impérissable, le recueil de jurisprudence se charge de la publicité.

L'importance de ces recueils d'arrêts ne saurait être contestée. Montaigne, qui a été pendant treize ans conseiller au Parlement de Bordeaux, a écrit cependant dans ses *Essais* : « Nul juge n'a encore, Dieu merci ! parlé à moi comme juge pour quelque cause que ce soit, ou mienne ou tierce, ou criminelle ou civile » ; il a dit aussi : « Je sais grossièrement qu'il y a une jurisprudence » ; phrases étranges sous la plume d'un magistrat aussi judicieux et aussi éclairé, qui prouvent évidemment que Montaigne était bien plutôt l'homme des *Essais* qu'un magistrat proprement dit. Bien différent était le président Brisson, qui, au moment d'être conduit au gibet, demandait aux bourreaux le temps de mettre la dernière main à un ouvrage de jurisprudence.

Les vieux recueils d'arrêts appartiennent à l'histoire. En dehors même de l'étude du droit, ils sont une source de découvertes précieuses. On peut y faire, au point de vue de l'étude particulière des hommes comme au point de vue de l'histoire générale, les plus intéressantes trouvailles. Les usages des siècles passés, les mœurs, les croyances et les préjugés de nos pères y sont minutieusement mentionnés. Grâce à ces anciens documents, nous pouvons pénétrer dans la vie intime de nos ancêtres ; les surprendre, pour ainsi dire, en deshabillé ; assister au jeu des coulisses ; apprécier le motif réel des actions, et en discerner les intéressants mobiles. Les dissensions locales, si multipliées à ces

époques reculées, nous apparaissent dans leur vrai jour : les hommes se montrent à nous tels qu'ils étaient, avec leurs qualités ou leurs défauts, la grandeur ou la faiblesse de leur caractère. On assiste ainsi à la vie intime de l'ancienne société, à sa vie de tous les jours. C'est le petit côté de l'histoire, si l'on veut, mais c'est souvent le germe de la grande histoire; et, à ce titre, il nous a paru utile de relever dans les recueils et les mémoires qui ont passé sous nos yeux un certain nombre de décisions qui intéressent particulièrement le Limousin.

CHAPITRE I^{er}

LES PROCÈS DE FINANCES

- I. — Le droit de raillage. — Les Feuillants de Limoges contre le sieur Roby. — Arrêt du 1^{er} avril 1687.
- II. — La taille aux quatre cas. — Les cas ordinaires et les cas extraordinaires. — Les seigneurs de Ventadour contre leurs tenanciers. — Arrêt du 18 août 1628 et jugement de la sénéchaussée de Tulle.

I

Les plus anciens arrêts qui méritent d'être rapportés ont trait au paiement des impôts. C'est une phase de la lutte des contribuables contre les seigneurs que nous apercevons au travers des décisions des Parlements.

De tous les droits seigneuriaux celui qui devait fournir le plus matière à procès était incontestablement le *droit de raillage*. Le propriétaire d'un tènement payait la dîme au curé de paroisse. Mais, s'il transportait son domicile au dehors de la paroisse qui comprenait son tènement, le curé de la paroisse de son nouveau domicile était en droit de prendre la moitié de la dîme. L'impôt se partageait, en ce cas, en deux portions égales : l'une pour le curé de la situation du bien, l'autre pour le curé du lieu du domicile. Ce droit au partage, qu'avait le curé du nouveau domicile, était ce qu'on appelait le raillage. On comprend l'intérêt qu'avait le curé de la situation des biens à retenir le paroissien sur les lieux : aussi usait-il de son autorité et des moyens que pouvaient lui

donner les usages et les titres, pour éviter le partage de l'impôt.

Le jurisconsulte Lapeyrère raconte de la façon suivante un procès intenté par les Feuillants contre un sieur Roby qui avait transporté sa demeure dans la paroisse de Saint-Pierre-lès-Limoges : « Un abbé baille un tènement à un nommé Roby, en l'an 1430, pour le cultiver, le réédifier, et y demeurer, lui et ses successeurs, perpétuellement. Comme depuis ce temps les familles ont accru, le tènement a été divisé en plusieurs parties, dont l'une est allée demeurer dans la paroisse de Saint-Pierre-lès-Limoges et faisoit la culture du bien, et par ce moyen faisoit que le curé de Saint-Pierre prenoit la moitié de la dixme, à cause du droit de raillage qui s'observe dans le Limousin. C'est un droit par lequel un curé d'une paroisse voisine jouit de la moitié de la dixme sur le bien qui est cultivé par son paroissien dans une autre paroisse. Les Feuillants, qui sont à la place de cet abbé, disoient à Roby : « Satisfaites à votre bail emphytéotique, et » demeurez dans la paroisse, ou bien dédommangez-nous ». Roby répliquoit que la clause du contrat ne pouvoit les contraindre à faire leur demeure, n'étant pas probable que, si le tènement se divisoit entre cent parties, on eût entendu que chaque tenancier seroit obligé à se bâtir une maison ; d'autant mieux que, quoique l'abbé fut grand-dixmier, il n'en avoit fait aucune mention dans le titre. Les Feuillants répliquoient que la clause les obligeoit à tenir feu vif, à l'effet de cultiver les terres ; que si bien il leur étoit loisible de les diviser, c'étoit à la charge de ne porter aucun préjudice au seigneur, lequel étoit fort considérable, puisqu'il lui faisoit perdre la moitié de la dixme. Il est certain qu'il faut toujours s'en tenir au titre primordial suivant la loi *Non modus*, chap. *De Servit. et Aqua*, s'il n'a rien de contraire aux bonnes mœurs. Il a été jugé que le tenancier étoit obligé d'aller tenir feu vif, au rapport de M. Duval, le 1^{er} avril 1667 (1). »

II

Les impôts, déjà si lourds par eux-mêmes, étaient, dans certaines circonstances, singulièrement aggravés. Lorsque le seigneur avait un pressant besoin d'argent, il doublait la contribution de ses tenanciers. Ce droit s'appelait la *taille au quatre cas*. Le seigneur ne pouvait l'exercer que dans des circonstances déter-

(1) LAPEYRÈRE, *Décisions sommaires du palais*, p. 121.

minées : 1° pour payer sa rançon ; 2° pour subvenir aux dépenses d'un voyage d'outre-mer ; 3° pour marier ses filles, et 4° lorsqu'il était admis ou promu dans l'ordre de la chevalerie. Tels étaient les cas ordinaires.

Mais bientôt aux quatre cas ordinaires s'ajoutèrent les cas extraordinaires, qui permettaient de prélever double taille. Ils étaient au nombre de trois : 1° le mariage du seigneur ; 2° la naissance de ses enfants ; 3° l'acquisition de terres.

Ces occasions se renouvelaient fréquemment, et les tenanciers résistaient aux prétentions excessives de leurs maîtres. Les parlements étaient saisis des difficultés : « Le 18 août 1628, dit Lapeyrère, par arrêt rendu en robes rouges, président M. de Gourgue, jugé que les tenanciers de M. le duc de Ventadour lui paieraient le double des tailles la première année de sa promotion à l'ordre de la chevalerie du Saint-Esprit.

» Le même jour, il fut jugé contre un autre seigneur du Limousin que, cette espèce de taille ayant été payée au mariage de sa fille aînée, il ne la pouvait exiger pour le mariage des autres (1). »

Les seigneurs de Ventadour comptaient assurément parmi les plus riches et les plus puissants du Limousin. Leur vieux castel féodal était entouré de nombreux vassaux. Ils étaient au premier rang parmi les maîtres du pays. Mais leur autorité était d'autant plus grande qu'ils ne résidaient pas et faisaient de la Cour leur séjour habituel. Le Souverain les avait comblés de dignités, de fonctions honorifiques et lucratives. Aux revenus du duché de Ventadour, les princes de Soubise ajoutaient les revenus de leurs places : ils étaient en même temps capitaines des gendarmes de la garde et lieutenants généraux des armées du roi ; ils gouvernaient en outre la Flandre et le Hainaut. Leur fortune était grande ; mais l'or ne s'arrêtait pas entre leurs mains prodigues, et ils avaient besoin de temps à autre, pour combler les vides de leur budget, de pressurer les malheureux tenanciers, d'aggraver les contributions, de recourir à la taille aux quatre cas.

Le 3 mai 1753, une fille du prince de Soubise épousa le prince de Condé. Ce mariage fut célébré à Versailles en grande pompe. C'était un des cas ordinaires de la double taille, le duc de Ventadour ne manqua pas de la réclamer à ses tenanciers. Quelques-uns résistèrent et furent traduits en justice. Le seigneur obtint

(1) *Décisions sommaires du palais*, par Abraham LAPEYRÈRE, p. 472.

gain de cause. Le registre d'audiences de la sénéchaussée de Tulle contient le récit de ces divers procès (1).

CHAPITRE II

LES QUERELLES DU CLERGÉ

- I. — Le prieur et les vicaires de Turenne. — Cession des produits de la dîme au prieur de Nazareth. — Premier différend ; médiation du vicomte de Turenne et du curé de Martel, 1459. — Institution de quatre vicaires. — Second différend ; transaction du 18 avril 1475. — Troisième différend ; intervention de M^{re} d'Urfé, 1680. — Les vicaires prennent le titre de chanoine. — Quatrième différend ; intervention de M^{re} de Coëtlosquet, 1746. — Dernier procès, 1778-1779.
- II. — Les chanoines et les vicaires de Saint-Etienne de Limoges. — Premier procès, 1374. — Nouvelles difficultés, 1390. — Troisième procès, 1459 ; arrêt de 1462. — Autre querelle, 1535 ; transactions du 5 juin 1535 et du 4 novembre 1552. — Les baillies de Compeix et de Laurière. — Quatrième procès ; arrêt de 1693. — Cinquième procès ; arrêt du 7 août 1736. — Dernier différend. — Mobiles de ces divers procès. — Origine des vicaires.
- III. — La confrérie des Pénitents blancs et le chapitre de Notre-Dame de Guéret. — Translation du chapitre dans l'église des Pénitents, 1^{er} septembre 1764. — Enterrement du chanoine Forest. — Résistance des Pénitents. — Le curé empêche un scandale.

I

Le clergé occupait fréquemment les Parlements de ses litiges. Les biens considérables qu'il possédait, les impôts qu'il prélevait, donnaient matière à grand nombre de procès. Mais les discussions d'intérêt n'étaient pas les seules qu'il soumettait à l'appréciation des magistrats : il avait à défendre ses droits et ses prérogatives. Des contestations incessantes s'élevaient au sujet des questions de hiérarchie, de prééminence : il fallait des juges. La juridiction du premier degré ne suffisait souvent pas, et les parties portaient le procès à l'audience du Parlement.

Nous lisons dans un mémoire imprimé à Bordeaux, en 1779, le récit d'un différend entre le syndic de la paroisse et communauté de Turenne et le sieur Reyjal, curé de la paroisse

(1) Archives départementales de la Corrèze, B, 435.

L'église de Turenne n'était originairement gouvernée que par un prieur, gros décimateur, et un curé-vicaire perpétuel. Le prieuré dépendait du doyenné et monastère de Souilhac, de l'ordre de Saint-Benoît.

Vers le milieu du ^{xv}^e siècle, des contestations s'élevèrent entre le prieur et les habitants. En voici le sujet : un syndic de Turenne avait fait précédemment donation des fruits décimaux perçus sur les terres de la communauté des habitants à un prieur de Nazareth, à la charge de certaines augmentations du service divin dans l'église de Turenne. Le pape Nicolas V avait, par une bulle, confirmé cette donation. Le prieur de Nazareth, du même ordre que celui de Turenne, céda son droit de dîme à ce dernier ; mais les habitants résistèrent à la perception des fruits : ils arguèrent de fraude la donation de la dîme qui avait été faite au prieur de Nazareth. Ils ne l'avaient pas consentie, disaient-ils, et leur syndic avait commis un abus de pouvoir. Il y avait lieu d'annuler la donation. Par suite, la cession faite au prieur de Turenne devait être sans effet, et ils se considéraient comme affranchis du paiement de la dîme.

Le vicomte de Turenne et l'abbé Garnier, curé de Martel, furent choisis comme arbitres, avec la mission de régler le différend.

Par décision arbitrale du 10 juillet 1459, la régularité de la donation de la dîme au prieur de Nazareth et de sa cession au prieur de Turenne fut reconnue, et ce dernier fut autorisé à en jouir, à la condition d'instituer quatre prêtres pour le service de l'église.

Le règlement déferait au vicomte de Turenne et à ses successeurs le droit de présenter trois des quatre prêtres institués ; le prieur présentait le quatrième. La collation était attribuée au doyen de Souilhac. Il était stipulé enfin que les sujets destinés à remplir ces quatre prébendes devaient être choisis parmi les enfants de la ville ou de la paroisse de Turenne, à moins qu'il ne s'en trouvât pas un seul qui eût les qualités nécessaires pour les posséder.

Après la mort du prieur, son successeur se refusa à l'entretien des prébendés, et les habitants de Turenne s'opposèrent à la perception de la dîme.

Une transaction intervint le 18 avril 1475. Le prieur fut ressaisi de tous les fruits décimaux, à charge par lui de fournir au vicaire perpétuel et aux quatre prêtres prébendés cent setiers

de blé par moisson et quinze muids de vin dans les vendanges. On ne toucha pas au service paroissial.

Pendant plus de deux siècles, ce règlement fut exécuté sans difficulté. Mais, vers la fin du ^{xvii}^e siècle, le service paroissial dut être contesté au curé-vicaire, car, en 1680, M^{re} d'Urfé, évêque de Limoges, rendit une ordonnance portant que le curé ferait l'office de célébrant, soit aux messes, soit aux vêpres des dimanches et fêtes chômées, excepté les jours où le prieur serait en droit de le faire, et qui bornait aux services des autres jours l'exercice par jour ou par semaine de la même fonction entre lui et les autres prêtres.

Le Roi, devenu propriétaire de la vicomté de Turenne, eut le droit, qu'avait auparavant le vicomte, de présenter trois des prêtres institués. Il paraît même qu'il ne se contenta pas de présenter les sujets à l'agrément du collateur, mais qu'il les nomma lui-même, de sa propre autorité, se passant ainsi de l'institution réservée, d'après le règlement de 1459, au doyen de Souilhac. « Il est arrivé, dit le mémoire, vers ces dernières années, que, pour l'honneur du style ministériel, les brevets de nomination ont qualifié de chanoines les sujets présentés. »

Leur nouveau titre de chanoine flatta l'amour-propre des quatre ecclésiastiques, qui cherchèrent immédiatement à jeter les bases d'un véritable chapitre, au détriment du curé-vicaire, qui était en même temps prieur de Turenne.

Pressentant les empiétements des prébendés, le curé dénonça le fait à M^{re} de Coëtlosquet, évêque de Limoges, lors d'une visite pastorale que ce prélat fit à Turenne en 1746.

L'évêque rédigea un règlement sur le service canonial de l'église, diminua les exercices, changea l'heure des messes, et ne toucha pas du reste au titre de chanoine des prébendés.

L'ambition des nouveaux chanoines ne s'arrêta pas. Leur but était de supprimer le prieuré, pour jouir de ses revenus ; ils voulaient être les maîtres de l'église, garder le maître-autel pour le chapitre collégial, et reléguer le curé-vicaire dans une chapelle obscure pour le service de la paroisse.

De son côté, le curé ne s'opposait pas à la création du chapitre, mais il voulait en être le chef et prieur.

Cette résistance irrita les prébendés, qui dénièrent toute valeur au règlement de 1746. L'un d'eux demanda au sénéchal de Brive que, « si le curé, hors de son tour, s'avisait de célébrer la grand'messe et d'entonner les vêpres, il fût corrigé selon les lois et l'exigence des cas ».

Le défi était jeté. Le curé Reyjal le releva, et réclama à la Cour, le 1^{er} mai 1778, l'homologation du règlement de M^{re} de Coëtlosquet. Sa requête fut favorablement accueillie, et le règlement homologué. Mais cet arrêt ne devait pas mettre fin au différend. Les chanoines, en effet, formèrent opposition à l'arrêt de la Cour, appelèrent comme d'abus du règlement homologué; la communauté des habitants prit le parti des chanoines, intervint dans l'appel, et mit en cause le prieur de Turenne.

Le mémoire où nous avons puisé ces détails ne contient aucune indication sur le sort du procès.

II

La longue querelle des chanoines et du prieur de Turenne ne fut pas, dans le diocèse, un fait isolé, un accident local. Les questions de prérogative, mêlées aux questions d'intérêts, agitèrent plus d'une paroisse, et vinrent semer la division jusque dans l'église cathédrale de Saint-Etienne de Limoges, sous les yeux même de l'évêque.

L'usufruit des baillies de Laurière et du Compeix fut le prétexte de la lutte qu'engagèrent les vicaires de Saint-Etienne contre les chanoines de la même église; mais le désir qu'avaient les vicaires de secouer la dépendance du chapitre fut le véritable mobile de leur action. L'institution des vicaires et des chanoines remontait-elle à la même date? avaient-ils les uns et les autres une origine commune? ne fallait-il pas décider, au contraire, que le chapitre était le fondateur et le patron des vicaires, et qu'il était en droit de faire consacrer par la justice les prérogatives qui résultaient de son ancienneté d'origine et de son titre de fondateur? Tel était le point capital du procès.

Des deux côtés, les parties déployèrent la plus grande activité dans la recherche des documents utiles à leur cause. L'acte le plus ancien produit par les vicaires fut un parchemin de l'année 1374 qui portait requête à l'évêque Emery contre le receveur du chapitre, à raison du refus qui était fait aux vicaires de certaine portion de revenu. Ils en tiraient cette conséquence que, dès l'année 1374, la querelle qui se renouvelait aujourd'hui avait déjà pris naissance, et que les vicaires, pour la revendication de leurs droits, tenaient tête aux chanoines et traitaient avec eux d'égaux à égaux, non pas d'obligés à bienfaiteurs.

A côté de ce parchemin, les vicaires avaient dans leurs sacs

une bulle ou un bref comminatoire de Clément VII, en date de 1390. Le chapitre ayant fait de nouvelles difficultés pour le paiement des revenus des vicaires et serviteurs de l'église, ces derniers sollicitèrent un bref comminatoire, qui fut adressé par Julien Bouvard, juge apostolique, résidant à Avignon, aux curés de Limoges, pour le fulminer aux chanoines et à leurs receveurs. Ce bref enjoignait au chapitre de payer aux vicaires et serviteurs de l'église Saint-Etienne la portion de leurs revenus dans l'espace de neuf jours, sous peine d'excommunication, à moins toutefois que les réclamations des vicaires soient injustes et déraisonnables.

La publication de cette bulle fut suivie d'une paix de soixante ans. En 1459, la discorde reparut dans le sein du clergé de l'église cathédrale. Il s'agissait encore du paiement des revenus que le chapitre refusait aux vicaires. Un procès était inévitable, mais la puissance et le crédit des chanoines rendaient suspects, sans doute, les juges ecclésiastiques de Limoges, car une bulle du pape Calixte III commit l'official de Poitiers pour connaître du différend. Le roi donna son adhésion à cette attribution exceptionnelle de compétence, et, par une sentence en date du 28 septembre 1459, le sénéchal de Limoges renvoya les parties devant les juges de Poitiers.

Un arrêt de 1462, dont nous n'avons retrouvé ni le texte ni le résumé, fit sans doute droit aux réclamations des vicaires, et détermina l'allocation qui leur était due par le chapitre et leur part sur les anniversaires.

En 1535, de nouvelles plaintes survinrent. Les anniversaires ayant été réduits de quatre livres, les ressources des vicaires se trouvaient insuffisantes. Les chanoines, cette fois, n'attendirent ni un bref, ni une requête, pour s'exécuter ; ils augmentèrent de trois setiers de seigle les revenus de chaque vicaire, et le service de l'église cathédrale reprit son paisible cours. Les fruits des baillies de Laurière et de Compeix étaient divisés en deux parts : un quinzième pour les enfants de chœur et quatorze quinzièmes pour les vicaires.

Cette transaction, en date du 5 juin 1535, fut renouvelée le 4 novembre 1552. Mais la difficulté n'était pas pour toujours éteinte. Les vicaires souffraient de partager avec les enfants de chœur les revenus des baillies qui leur étaient attribués. Dans une requête du 18 novembre 1688, ils réclamèrent l'entière jouissance des terres. La chambre de réformation renvoya les parties devant le sénéchal de Limoges, qui prononça sa sentence le

22 août 1691, « Nous ordonnons, lit-on dans la sentence, que lesdits sieurs chanoines leur délivreront (aux vicaires) les chartaux ou départements nécessaires à lever ou percevoir les fruits et revenus qui leur appartiennent à raison de leursdits bénéfices, lesquels seront composés de tous les revenus provenus des baillies de Laurière et du Compeix, avec tous droits et devoirs, même les lods et ventes, sans aucune diminution, si ce n'est les droits de justice, nomination des officiers et autres droits d'honneur que nous avons réservés au corps du chapitre; ensemble les droits de charnelage de la paroisse du Compeix, qui entreront en bourse commune avec les autres droits de charnelage qui ont accoutumé d'y entrer, le tout suivant l'usage pratiqué jusqu'à présent; outre le provenu desquelles baillies sera aussi donné à chacun desdits grands vicaires quinze setiers de blé seigle et quatre setiers de froment, en ce que sur le revenu desdites baillies il en sera pris une quinzième portion pour être employée à la nourriture des enfants de chœur servant à la musique, lesdits doyens et chanoines supportant le surplus des frais nécessaires à l'entretien de ladite musique, etc. »

Cette décision, confirmée par un arrêt de 1693, consacrait pour les enfants de chœur le droit de percevoir un quinzième des revenus des baillies de Laurière et du Compeix. Mais elle ne disait pas si ce quinzième devait se prélever sur les lods et ventes aussi bien que sur les autres produits. Il y avait là matière à plaider. De nouvelles transactions intervinrent, et retardèrent le procès, sans l'éviter : il éclata en 1727 ; les parties transigèrent encore le 2 décembre de la même année. Une autre difficulté surgit au commencement de 1736 : elle fut tranchée par arrêt du Parlement du 7 août suivant. Enfin les parties se retrouvèrent devant les juges vers la fin du dernier siècle, et écrivirent, pour les besoins de leur cause, le mémoire où nous avons puisé les renseignements qui précèdent.

Le sénéchal de Limoges condamna le chapitre à délivrer aux vicaires une copie des rôles de distribution des revenus du Compeix et de Laurière. Les chanoines relevèrent appel de cette sentence. « Cette prononciation, disaient-ils, blesse essentiellement les droits d'honneur, de juridiction et de supériorité que le chapitre a toujours sur les vicaires. » Ils dévoilaient dans cette phrase le but de leur résistance. Les intérêts des enfants de chœur et les revenus des baillies de Compeix et de Laurière ne les préoccupaient pas autant que les prérogatives attachées à leur titre de fondateurs et dotateurs des vicaires et les droits de

prééminence qu'ils entendaient faire respecter. « Ces prérogatives, disaient-ils encore, qui ne peuvent être fondées que sur la qualité de donateur ou dotateur que porte le chapitre, annonçeroient assez qu'il est indécent d'assujettir le même chapitre à une reddition de compte. »

Aussi les chanoines mettaient-ils un soin particulier à établir que leur origine était plus ancienne que celle des vicaires, et que le chapitre de Saint-Etienne avait de longs siècles d'existence lorsqu'il s'adjoignit quelques vicaires pour donner une plus grande solennité au service divin. « Suivant le sentiment unanime des auteurs, dit le mémoire des chanoines (1), les anciennes cathédrales n'ont été dans le principe composées que de chanoines. L'ancienneté de celle de Limoges ne saurait être contestée : elle est fondée sur plusieurs monuments des plus authentiques, qui attestent que le siège et l'Eglise de Limoges existaient dès le premier siècle. Les auteurs qui reculent le plus son établissement le fixent, avec Grégoire de Tours, à l'an 250. A ces preuves viennent se joindre les donations faites, dès les premiers siècles de l'Eglise jusqu'au treizième, à Saint-Etienne et à ses chanoines, sans qu'il y soit parlé des vicaires. Ce ne fut que longtemps après, et dans la vue de donner plus de pompe au service divin, que les chanoines stipendièrent quelques desservants pour solenniser le chant des offices canoniaux. Dans la suite, on érigea quinze places auxiliaires en titres de vicaires ; la dernière de ces places fut affectée à la psalette. A ces nouvelles érections n'étaient d'abord attachées que des distributions quotidiennes et manuelles. Par le progrès du temps, le chapitre dota ces places : il leur affecta, entre autres objets, les revenus des terres ou baillies de Laurière ou du Compeix, pour être possédées conjointement par les vicaires et par les enfants de chœur et de la psalette. »

A l'appui de leur dire, les chanoines parlaient d'une bulle du pape Honorius, de laquelle il résultait qu'il n'y avait d'autres titulaires ou habitués fixés dans l'église de Limoges, servant *in divinis*, que les chanoines. Cette bulle, produite dans un des procès soutenus par le chapitre, fut égarée. Elle était mentionnée dans une requête du 20 mars 1690. Ils produisaient, en outre, la fondation d'un anniversaire de Gilbert de Malemort, évêque de Limoges, du 16 des calendes de mars 1289, dans lequel il est parlé des chanoines et des vicaires. « *Distribuetur*, est-il dit, *ad canonicos et novos vicarios*. » De cette qualification de nou-

(1) Mémoire imprimé à Bordeaux, sans date, chez Simon de la Court.

veaux vicaires, écrite dans un acte de 1289, ils tiraient cette conséquence que leur établissement ne pouvait remonter au-delà du ^{xiii}^e siècle.

Si les questions pécuniaires avaient leur place dans ces conflits toujours renaissants qui troublaient l'église cathédrale de Limoges du ^{xiv}^e jusqu'au ^{xix}^e siècle, il faut bien reconnaître que des questions d'un ordre plus élevé, la défense des droits de prééminence, la résistance à l'envahissement du clergé inférieur, y jouaient le plus grand rôle. Les documents qui sont parvenus jusqu'à nous ne sont pas suffisants pour nous permettre de juger la cause et de décider si les vicaires ne s'efforçaient pas de briser les règles de la hiérarchie, ou si, au contraire, les chanoines ne violaient pas des droits légitimement acquis, en voulant maintenir les vicaires dans une dépendance exagérée.

III

Nous pouvons citer encore, comme exemple des querelles intestines qui divisaient le clergé et les confréries religieuses à la fin du ^{xviii}^e siècle, le procès que soutinrent les Pénitents blancs, à Guéret, contre le chapitre de Notre-Dame de la même ville. Nous rapportons textuellement la *Notion préliminaire* qui précède le mémoire que nous avons consulté :

« Il existait à Guéret, dans la Marche, une congrégation laïque connue sous le nom de confrérie des Pénitents blancs. Son établissement en société formée remonte à l'année 1626. L'objet de son institut est de vaquer à certains offices de piété certains jours de l'année, de prier, de faire l'aumône, de visiter les malades, etc. Les exercices se font publiquement dans une église qui lui est particulière, sous l'invocation de la Vierge ; les confrères s'y rassemblent, au son de la cloche, dans une tribune, les jours marqués ; ils y chantent l'office, et laissent au public la liberté d'y assister dans l'intérieur de leur église.

» La compagnie se nomme tous les ans un recteur, un vice-recteur et un procureur syndic. Ces trois principaux officiers ont droit de correction et de discipline sur les autres confrères. M. le curé de la paroisse a pleine juridiction sur eux, tant en sa qualité de curé que comme délégué ordinaire de M^{re} l'évêque diocésain, de l'autorité duquel cette compagnie dépend immédiatement.

» Depuis le magistrat jusqu'à l'artisan honnête, tous ceux

qui sont connus pour avoir des mœurs et de la religion y peuvent être admis ; tout s'y passe avec décence et subordination. Ce n'est point un zèle aveugle qui la soutient : il suffit d'être humble et d'avoir le cœur humain pour désirer de prendre part aux fonctions qu'elle pratique. Et, sans vouloir ici faire l'éloge de ses suppôts, on peut dire à sa gloire qu'elle en a toujours eu d'aussi recommandables par leurs talents et leurs lumières que par leur état distingué et leur mérite personnel (1). »

On devine aisément que le mémoire qui est tombé sous nos yeux a été écrit dans l'intérêt des pénitents blancs, et que le récit des faits doit y être à l'avantage de ceux-ci.

« On n'avait pas encore cessé de former des vœux pour l'accroissement et le soutien de cette congrégation, lorsque le chapitre d'une collégiale fondée à deux lieues de Guéret par le cardinal de Tullefert, se voyant sur le point de succomber à la mauvaise administration de ses suppôts, demanda d'être transféré dans cette capitale pour s'y établir. Cette translation souffrit d'abord des difficultés, mais enfin elle fut ordonnée par arrêt du Conseil d'Etat du roi, le 27 novembre 1762.

» Le chapitre, préférant dès lors d'être placé dans l'église des pénitents blancs, leur fit faire la proposition de les y recevoir, moyennant certains arrangements pour l'office des uns et des autres. Les pénitents, jaloux de les seconder en cette occasion, voulurent bien se prêter à leur demande, sous les conditions stipulées en un traité du 17 novembre 1763. »

Il était stipulé dans ce traité que l'église demeurerait la propriété des pénitents ; que les réparations et améliorations à y faire leur profiteraient, et seraient entièrement à la charge du chapitre.

Toutes les choses étant ainsi réglées, l'évêque, par son décret du 26 novembre 1763, autorisa la translation, qui eut lieu le 1^{er} septembre suivant.

L'accord entre le chapitre et la congrégation fut parfait pendant les premières années ; mais bientôt quelques difficultés surgirent, et, le 13 mars 1768, un orage éclata à l'occasion de la sépulture d'un chanoine décédé.

En annonçant cette mort aux officiers des pénitents, le chapitre leur fit savoir qu'il voulait dans leur église un tombeau pour le défunt.

Les pénitents, surpris d'une pareille prétention, alors surtout

(1) Mémoire imprimé à Bordeaux.

que le chapitre avait formellement reconnu, par le traité de 1763, qu'il n'avait aucun droit de propriété sur l'église, les pénitents se réunirent pour en délibérer.

« Mais, dit l'auteur du mémoire, le chapitre, informé de cette assemblée, imagina un moyen de les troubler : ce fut d'envoyer ses sacristains sonner de toutes leurs forces les deux cloches qui se trouvent suspendues à une médiocre élévation au-dessus de la tribune, et cela dans l'idée que les pénitents, sachant qu'il est ordonné de faire savoir la mort des bénéficiers immédiatement après leur décès, ils n'oseraient s'y opposer.

» Mais les pénitents, parfaitement instruits que ce stratagème n'était imaginé que pour les déconcerter, firent cesser, pour un moment, le bruit de ces cloches. Alors il se présenta deux notaires, qui déclarèrent qu'ils allaient verbaliser tant sur la cessation du son des cloches que sur l'opposition que les pénitents pourraient former à l'inhumation du sieur Forest. »

Après un pareil incident, il était inutile de songer à la conciliation. Les esprits étaient aigris de part et d'autre, et les deux camps étaient résolus à la lutte. — Allez dresser votre procès-verbal ailleurs ! répondirent les pénitents aux deux notaires du chapitre.

Cependant les chanoines présentaient au juge une requête dans laquelle ils réclamaient le droit de sonner les cloches et d'inhumer leur confrère décédé dans l'église des pénitents, et le juge rendait une ordonnance conforme à leur demande.

Le syndic des pénitents forma immédiatement opposition à cette décision, et demanda à faire entendre ses moyens.

En attendant, les portes de l'église furent fermées et gardées par les confrères.

L'heure de l'inhumation était arrivée : les cérémonies funèbres achevées à l'église paroissiale de Guéret, le cortège des chanoines se mit en marche vers l'église des pénitents. Des notaires, des huissiers, « des gens de main », marchaient en tête : une effraction était imminente.

Ce scandale fut conjuré par l'intervention heureuse du curé de la paroisse, qui s'avança vers les pénitents, et les supplia d'éviter un coup d'éclat, en cédant aux circonstances, sauf ensuite à faire valoir leurs droits en justice. Ce conseil fut écouté : les portes s'ouvrirent ; l'inhumation se fit tranquillement, et les pénitents et les chanoines allèrent ensuite vider leur différend devant le juge.

CHAPITRE III

LES QUERELLES DES SEIGNEURS

Les seigneurs de Bord-Sainte-Marie. — Ils jouissent des droits de patronage dans l'église de Sainte-Marie. — Jalousie des seigneurs de Châteauneuf. — Pierre de Buffière commence les hostilités, 1556. — Invasion du château de Bord. — Plainte ; négociations. — Le seigneur de Bord, intimidé, cède la prééminence à son rival, 1557. — Nouvelles exigences de Pierre de Buffière. — Enquête du 5 décembre 1559. — Le patron de l'église Sainte-Marie est réintégré dans ses prérogatives. — Nouvel incident, 1689. — Saisie de la terre de Châteauneuf, 1715. — Le seigneur de Bord-Sainte-Marie est maintenu en jouissance de ses droits. — Il déjoue une tentative d'usurpation. — La querelle renaît en 1778.

Ces questions d'amour-propre, de hiérarchie et de prééminence qui agitaient si vivement le clergé et les confréries religieuses du xviii^e siècle divisaient aussi les seigneurs. Ils les discutaient avec acharnement, et portaient quelquefois dans la défense de leurs droits une violence extraordinaire.

Nous en donnons pour preuve la querelle qui, pendant plusieurs siècles, troubla le repos des seigneurs de Bord et de Châteauneuf.

Le fief de Bord-Sainte-Marie était en partie situé dans les limites de la terre de Châteauneuf, en Limousin. Il semble résulter d'un acte daté du mercredi avant la fête de l'Ascension de l'an 1312 que l'église paroissiale de Châteauneuf avait été construite sur ce fief. Cet acte porte en effet que Pierre de Sainte-Marie fils aîné, dit Chaynelot, vend et assigne à ses deux frères, Bernard et Pierre, seigneurs de Bord, un setier froment à prendre annuellement *in quodam horto suo magno, sito supra cimeterium de Sancta-Maria*. « Ce fonds, dit le mémoire (1), faisait partie du fief de Bord ; il joignait le cimetière de l'église : conséquemment elle devait avoir été fondée par les propriétaires de ce fief, qui, pour en perpétuer la mémoire, lui donnèrent leur nom de Sainte-Marie, qu'elle a toujours conservé. »

Les seigneurs de Bord jouirent, comme fondateurs et patrons de cette église, de tous les honneurs attachés à cette double qualité. Ils avaient droit notamment, pour la position de leur lit et de leur banc dans le chœur de l'église, à la prééminence sur le sei-

(1) Mémoire à consulter, imprimé à Bordeaux en 1782.

gneur haut-justicier de la terre de Châteauneuf, dans l'étendue de laquelle était située l'église Sainte-Marie.

Le banc des seigneurs de Châteauneuf était placé hors du chœur, au-dessous de celui des seigneurs de Bord. Leur amour-propre souffrait de cette position inférieure : aussi firent-ils construire, au-dehors et sur un des côtés de l'église, une chapelle, avec une galerie grillée ayant vue sur le maître-autel ; ils y placèrent leur tombeau, et cessèrent de paraître dans leur banc.

Cet arrangement satisfît pour un temps leur orgueil. Mais, dans la suite, en 1556, un sieur Pierre de Buffière, devenu possesseur de la terre de Châteauneuf, résolut de prendre le premier rang, au détriment des seigneurs de Bord.

Il essaya d'abord de la voie judiciaire, espérant que d'une enquête pourrait résulter son droit à la préséance. Les premiers témoins entendus ne lui furent pas favorables : il prit alors le parti d'user de violence. « Il s'arma, dit le mémoire, et, suivi d'une escorte redoutable, il vint attaquer le sieur de Sainte-Marie dans son repaire noble de Bord, ne se proposant rien moins que de l'exterminer lui et toute sa famille. Il en vint aux actes les plus prochains, mais heureusement sans effet. Le sieur de Sainte-Marie se trouva absent, et son fils s'en garantit par la fuite. »

L'expédition du seigneur de Châteauneuf est encore racontée dans la suite du mémoire avec plus de détails : « Il s'arma de toutes armes, et, se faisant accompagner par quatorze ou quinze hommes à cheval, armés de cotte et de maille, pistolets à feu, épées, dagues et autres engins de guerre, il se rendit avec cette escorte devant la maison noble de Bord. Il y entra avec une sorte de fureur, la parcourut dans toutes ses parties pour y chercher le sieur de Sainte-Marie. Heureusement il était absent. Il n'y rencontra que son fils aîné : sa colère s'en émut. Il fit courir sur lui, en criant à ses gens : « Tue, tue ! » Ceux-ci ne pouvant l'atteindre, il remonta à cheval, fut sur lui à toute bride, l'épée nue à la main. Le danger était pressant : ce jeune homme, épouvanté, se jeta dans le jardin par une brèche. Ce fut son salut. Son ennemi, arrêté dans cet endroit par le refus de son cheval d'y passer, engagea de nouveau ses gens de le poursuivre, ne cessant de leur crier : « Tue, tue ! » et protestant du ton le plus décidé que, en quelque lieu qu'il rencontrât quelqu'un de cette famille, il les tuerait et les ruinerait. »

Le seigneur de Bord dénonça le fait, porta plainte. Une information fut autorisée.

Il allait y être procédé, lorsqu'une démarche faite par le lieute-

nant de juge, le procureur et le greffier du seigneur de Châteauneuf, en suspendit l'exécution. Le haut-justicier comprenait tout ce que son autorité allait perdre dans un pareil débat : il proposa un arrangement au seigneur de Bord.

Sa nature violente, la fierté de son caractère, se prêtaient peu à des mesures conciliantes : la mission qu'il confia à ses émissaires s'en ressentit naturellement. Il voulait arrêter un procès qui devait lui être préjudiciable ; il tenait cependant, avant tout, à s'assurer la préséance, que les lois et les armes n'avaient pu lui donner.

Le mémoire de 1782 reproduit ainsi la démarche qui fut faite en son nom : « Ses émissaires s'en acquittèrent de leur mieux. Prévenus que les persécutions de toute espèce dont le sieur de Sainte-Marie était accablé n'avaient pour cause que son refus de céder au seigneur de Châteauneuf la prééminence dans les honneurs de l'église Sainte-Marie, ils tentèrent de le vaincre sur cet article, en lui représentant que ce n'était qu'en y renonçant qu'il acquerrait sa tranquillité et la paix ; que, d'après les extrémités auxquelles son adversaire s'était porté pour se procurer cette préséance, il avait tout à craindre de lui s'il ne déférait pas à sa demande ; qu'ils étaient chargés de lui dire de sa part et de celle de la dame son épouse que, s'il la leur accordait, ils consentiraient qu'il prit le plus beau lieu dans l'église après eux, qu'ils se désistèrent de tous les procès qu'ils lui avaient suscités, qu'ils le laisseraient tranquille et seraient bons amis ; que, s'il persistait à s'y refuser, ils agiraient comme auparavant. »

L'injonction était faite sur le ton de la menace. Ce qu'on voulait, c'était l'abdication du seigneur de Bord, il n'y avait pas à s'y méprendre.

Le seigneur de Bord comprit à quels dangers l'exposait la haine de son adversaire ; il voulut mettre sa famille et ses domaines en sûreté : il céda. C'est en l'année 1557 qu'il consentit à ce sacrifice. Le seigneur de Châteauneuf prit la première place dans l'église.

Ce premier avantage que Pierre de Buffière avait ainsi remporté sur son voisin ne lui suffit bientôt plus.

La présence auprès de lui, dans le banc honorifique, du seigneur de Sainte-Marie lui portait ombrage : il songea à l'expulser encore de cette place. Les querelles recommencèrent en 1559.

De Sainte-Marie sentit que toutes les concessions étaient impuissantes à lui assurer la paix : il eut de nouveau recours à la justice, et reprit l'enquête qu'il avait abandonnée. Les officiers de la juridiction de Châteauneuf lui étaient suspects : il requit la

nomination d'un enquêteur royal de la sénéchaussée et siège présidial de Limoges.

Les témoins furent entendus le 5 décembre 1559. Ils établirent que de tout temps ils avaient vu les seigneurs de Bord jouir de leur titre de fondateurs et patrons de l'église Sainte-Marie et des honneurs attachés à cette qualité ; ils racontèrent en détail l'irruption de Pierre de Buffière dans le château de Bord, et assurèrent que, s'il avait pu atteindre le sieur de Sainte-Marie et son fils, il les aurait tués, tant il était transporté de colère.

Le seigneur de Bord gagna sa cause, et fut maintenu dans son droit au banc et au tombeau dans le chœur, à droite, et à la litre à l'endroit où la possédaient ses devanciers.

La paix fut faite pour un temps. Le seigneur de Bord usa de son droit sans contestation, au su et vu de son voisin. Le 20 mars 1672, il avait été procédé à la nomination d'un marguillier, en présence du curé, des seigneurs et des paroissiens. L'acte capitulaire qui fut dressé de cette cérémonie porte en ces termes les signatures des seigneurs de Châteauneuf et de Bord : « LAUDIN, seigneur de Châteauneuf ; DE SAINTE-MARIE, fondateur de ladite église ». Le titre de fondateur et de patron cessa d'être discuté.

Un siècle et demi s'écoula ainsi sans incident. « Le premier trouble que le seigneur de Bord éprouva, dit le mémoire, vint de la part du curé, qui, sous prétexte de faire quelques changements dans le chœur et de réparer l'église, fit déplacer le tombeau et le banc de ce seigneur, pour les reculer et les mettre hors du chœur, et fit effacer la litre. »

Le seigneur de Bord était alors paralytique. Ne pouvant s'opposer en personne à ce changement, il somma, par acte du 12 décembre 1689, le curé de rétablir le chœur en état. Le curé évita un procès en remettant à leur place la litre, le banc et le tombeau.

La préséance des seigneurs de Sainte-Marie ne fit l'objet d'aucune difficulté jusqu'au commencement du XVIII^e siècle.

La terre de Châteauneuf était à cette époque passée aux mains d'un sieur Dubois, qui recommença la querelle. La contestation soulevée par le nouveau propriétaire n'était pas encore vidée lorsque, en 1715, la terre de Châteauneuf fut saisie sur la tête de son fils, à la requête d'un créancier.

Le fief de Bord, de son côté, avait, par suite d'une substitution, passé entre les mains d'un sieur Courteix, qui forma opposition à la saisie par acte du 5 août 1715 ; il demanda la distraction de certains immeubles, la reconnaissance de son titre de fondateur

et patron de l'église Sainte-Marie, et son maintien dans les droits de premier banc, tombeau et ceinture funèbre. Le créancier saisissant, qu'on appelait alors le demandeur en criées, comprit combien cette prééminence du seigneur de Bord sur le seigneur de Châteauneuf nuirait à la vente de la terre de Châteauneuf : aussi s'efforça-t-il de faire repousser la demande, et employa-t-il tous les moyens pour faire déclarer que son adversaire n'avait nul droit aux titres et honorifiques qu'il réclamait.

Le sénéchal de Limoges accueillit favorablement l'action du seigneur de Bord, et sa sentence du 22 octobre 1716 fut confirmée par arrêt de la cour en date du 1^{er} septembre 1718.

L'adjudicataire, devenu seigneur haut-justicier de Châteauneuf, ne tarda pas à envier la prééminence du patron. Il fit rétablir son banc, et le plaça au-devant de celui du seigneur de Sainte-Marie ; il fit peindre sa litre au-dessus de celle de ce seigneur.

On avisa de ce qui se passait le sieur de Sainte-Marie, qui s'empressa d'accourir, assisté d'un notaire et d'un peintre, fit déplacer le banc du haut-justicier, effacer sa litre, et dresser de l'opération un procès-verbal régulier.

Le nouveau seigneur de Châteauneuf introduisit sur le champ une instance en complainte ; mais, ayant jeté les yeux sur l'arrêt de 1718, il retira l'affaire, et vécut en bon voisin avec le sieur de Sainte-Marie, seigneur de Bord.

Ses successeurs imitèrent son exemple. Dame Magdeleine de Regnaudin, veuve de messire Joseph Limousin, seigneur de Neuviç, ayant acquis le fief de Bord-Sainte-Marie en 1764, son gendre, le sieur Dugarreau de la Seinie, fit restaurer sans obstacle les bancs des seigneurs de Bord.

Le curé, présent à l'opération, qui eut lieu le 14 juillet 1765, et le syndic-fabricien furent d'accord pour reconnaître qu'ils avaient toujours ouï dire par les paroissiens que les seigneurs de Bord étaient fondateurs de l'église, et ils indiquèrent l'endroit qu'avait toujours occupé le banc de ces patrons.

En 1775, deux cloches de l'église furent refondues et baptisées. On y grava des inscriptions qui sont la preuve de la possession des seigneurs de Bord dans leurs titres et droits de patron et de la reconnaissance de ces titres par le seigneur de Châteauneuf ; la plus grosse portait : « A eu pour parrain le sieur Dugarreau, seigneur de la Seinie, de Bord et autres places, patron et fondateur de l'église paroissiale de Sainte-Marie, et dame Marie de Guilthon, marquise de Châteauneuf, marraine ».

On lit sur la seconde : « A eu pour parrain Martial de la Bachélerie, marquis de Châteauneuf, et pour marraine, Valérie Limousin, dame de Neuvic, de Bord et autres places, épouse du sieur Dugarreau, fondatrice de ladite église ».

Ce même Martial de la Bachélerie qui avait laissé sculpter sur le bronze le titre du seigneur de Bord songea quelques années après à le discuter.

Sa requête fut repoussée par le sénéchal de Limoges le 4 septembre 1778. Il interjeta appel de cette sentence.

Nous n'avons pu retrouver l'arrêt de la Cour qui a dû mettre fin à cette querelle, vieille de deux siècles et demi.

R. FAGE.

ÉTUDE

SUR LES EMPLACEMENTS

DES STATIONS GALLO-ROMAINES

AUTOUR
D'AUGUSTORITUM (LIMOGES)
ET SUR LEURS DISTANCES RESPECTIVES

FRAGMENT

DE GÉOGRAPHIE GALLO-ROMAINE

COMPARÉ
AVEC LA CARTE DE L'ÉTAT-MAJOR

Ce travail expose l'identité surprenante qui existe, autour de Limoges, entre les mesures itinéraires des anciens et les distances à vol d'oiseau prises sur les cartes modernes; il précise, par le moyen de cette identité, l'emplacement, inconnu ou controversé jusqu'aujourd'hui, de quatre stations gallo-romaines; et enfin il résout la difficulté et il explique les contradictions que présentent les itinéraires au sujet de la distance qui séparait *Augustoritum* de *Vesonna*.

D'après les anciens, quatre grandes voies partaient d'*Augustoritum*, se dirigeant sur quatre points opposés; elles allaient, à l'ouest, sur *Cassinomagus* (Chassenon, route de Saintes); au nord, sur *Argentomagus* (Argenton); à l'est, sur *Acitodunum* (Ahun, route de Clermont); au sud, sur *Vesonna* (Périgueux).

Entre *Augustoritum* et *Cassinomagus*, il n'est signalé aucune

station intermédiaire. D'*Augustoritum* à *Argentomagus*, il y avait deux routes : la plus directe passait par *Augustomagus* ; la moins directe empruntait, jusqu'à *Prætorium*, d'où elle se détachait sur Bridier et *Argentomagus*, la voie de Clermont, dont le deuxième gîte d'étape était *Acitodunum* (Ahun). Enfin entre Limoges et Périgueux se trouvait la station *Fines*.

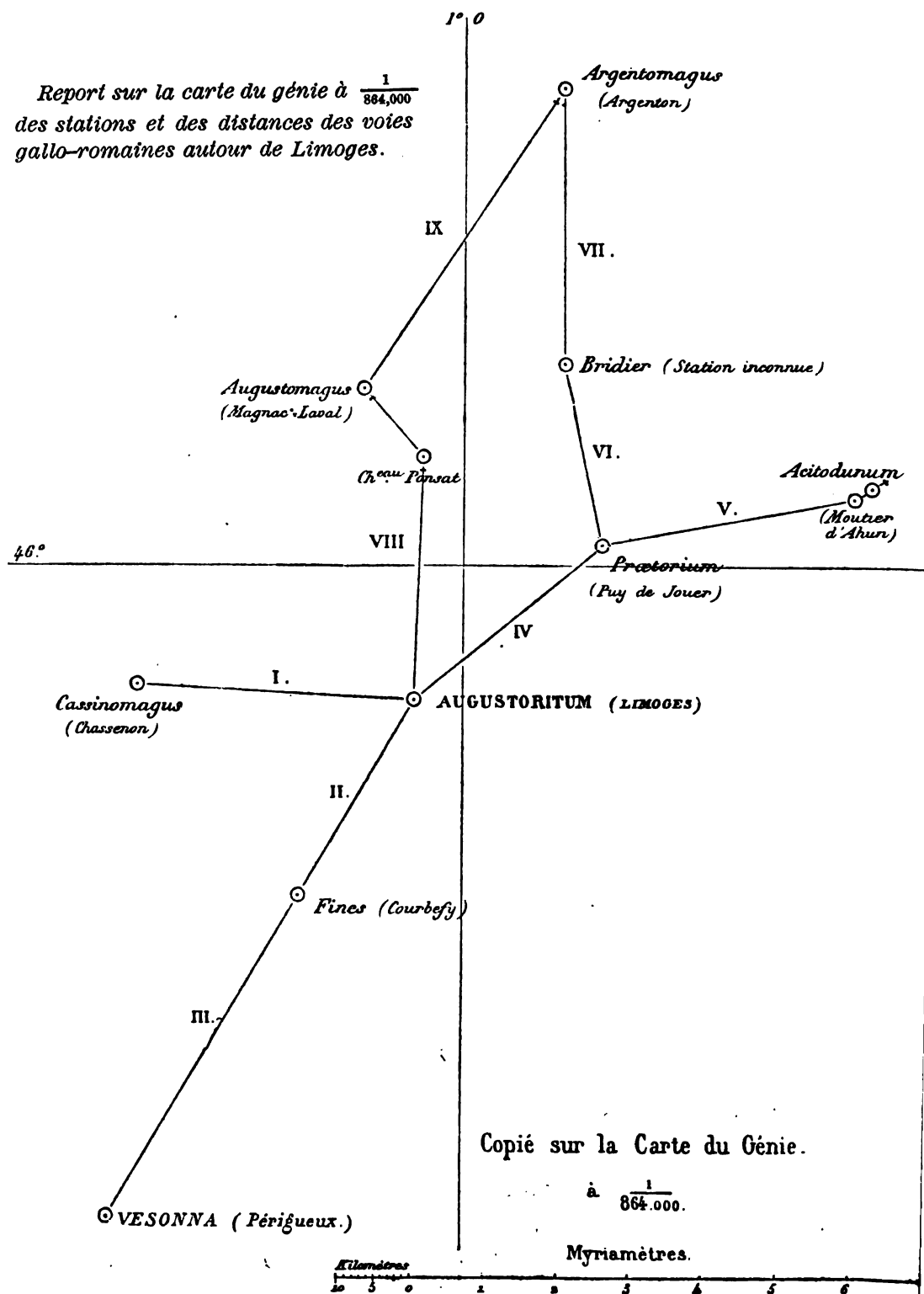
De ces neuf stations cinq sont parfaitement déterminées sur les cartes : ce sont *Augustoritum* (Limoges), *Cassinomagus* (Chassenon), *Argentomagus* (Argenton), *Acitodunum* (Ahun) et *Vesonna* (Périgueux). Il n'en est pas de même des quatre autres : *Augustomagus* est inconnu ; *Prætorium* est l'objet de vives discussions entre savants ; Bridier n'est pas classé dans les itinéraires, et n'a pas de nom gallo-romain ; et enfin le *Fines* des *Petrocorii* et des *Lemovices*, que la tradition place à Courbefy, est l'objet d'indications contradictoires dans les itinéraires anciens.

Grâce au tracé presque rectiligne des voies romaines, grâce à la précision des cartes de l'état-major et du génie, la recherche de ces quatre gîtes de stations a pu être ramenée à un simple calcul de topographie, à la conversion en mètres des lieues gauloises ou des milles romains indiqués sur les itinéraires, à leur réduction à l'échelle et à leur report sur la carte. Rappelons, avant d'opérer, que, d'après Walckenaër, le mille romain de 75 au degré vaut 1,481 mètres, et la lieue gauloise de 50 au degré 2,221 mètres. Partant de ces données, confrontons les distances des anciens avec celles de la carte, et nous obtiendrons un résultat d'une exactitude surprenante.

Voici d'abord la carte de nos stations copiée exactement sur la carte du génie à $\frac{1}{864,000}$, et à sa suite le tableau qui résume les données des anciens comparativement aux conclusions de cette étude topographique.

Les lignes coupées sur la carte au-dessous d'Argenton, de Magnac-Laval et de Châteauponsac, ainsi que la ligne prolongée au-dessus du Moutier-d'Ahun, indiquent les différences presque imperceptibles qui se trouvent entre les chiffres des anciens et la carte à $\frac{1}{864,000}$.

Report sur la carte du génie à $\frac{1}{884,000}$
des stations et des distances des voies
gallo-romaines autour de Limoges.



N. B. — Les lignes coupées au-dessous d'Argenton, de Magnac-Laval et de Châteauponsac, ainsi que la ligne prolongée au-dessus du Moutiers-d'Ahun, indiquent les différences presque imperceptible qui se trouvent entre les chiffres des anciens et la carte à $\frac{1}{884,000}$.

Voies et Stations gallo-romaines autour de Limoges.

NOMS des VOIES ET STATIONS	DISTANCES des ITINÉRAIRES ANCIENS.		DISTANCES des CARTES MODERNES.	DIFFÉRENCE
I. — D' <i>Augustoritum</i> à <i>Cassinomagus</i> (Chassenon).	Lieues gauloises. XVII = 37,757 m.	Milles romains. XXV 1/2.	1 ^o Carte à $\frac{1}{80,000}$: 0,48 = 38,400 m. — XVII lieues 643 m..... 2 ^o Carte à $\frac{1}{320,000}$; 3 ^o Carte à $\frac{1}{864,000}$ = XVII lieues 777 m.....	Nulle. Nulle.
II. — D' <i>Augustoritum</i> à <i>Fines</i> (Courbefy).	XIII = 31,094 m.	XXI.	2 ^o 0,094 = 30,080 m. = XIII lieues 1/2 + 197 m..... 3 ^o XIII lieues + 10 m.....	Nulle. Nulle.
III. — De <i>Fines</i> à <i>Vesonna</i> (Périgueux.)	XXIII = 51,083 m.		2 ^o 0,163 = 52,160 m. = XXIII lieues + 1,077 m..... 3 ^o XXIII lieues + 325 m..	Nulle. Nulle.
IV. — D' <i>Augustoritum</i> à <i>Prætorium</i> (Le Puy-de-Jouër).	XIII = 31,094 m.	XXI.	1 ^o 0,400 = 32,000 m. = XIII lieues + 906 m..... 3 ^o XIII lieues 1,722 m. ou XIII 1/2.....	Nulle. + 610 m.
V. — De <i>Prætorium</i> à <i>Actiodunum</i> (Ahun).	XVIII = 39,978 m.	XXVII.	3 ^o 0,0447 = 38,620 = XVII lieues + 863 m.....	— 247 m.
VI. — De <i>Prætorium</i> à <i>Bridier</i> (Cité gallo-romaine inconnue)			3 ^o 0,0295 = 25,488 m. = XI lieues + 1,057 m. ou XVII milles 311 m.	
VII. — De <i>Bridier</i> à <i>Argentomagus</i> (Argenton).		XXIII? = 35,544 m.	1 ^o = XXV milles + 575 m. 3 ^o 0,0439 = 37,929 = XXV milles + 876 m.....	+ 1,320 m. + 1,621 m.
VIII. — D' <i>Augustoritum</i> à <i>Augustomagus</i> (Magnac-Laval).	XXI.	XXXI 1/2.	1 ^o 0,581 = 46,480 = XXI lieues — 161 m..... 3 ^o XXII lieues 1,102 m.....	Nulle. + 2,217 m.
IX. — D' <i>Augustomagus</i> à <i>Argentomagus</i> (Argenton).	XXI.	XXXI 1/2.	1 ^o 0,548 = 43,340 m. = XIX ou XXI lieues — 2,801 m. ... 3 ^o 0,0568 = 49,075 = XXII lieues + 213 m. ou XXI lieues + 2,434 m.....	— 1,791 et + 1,324 m. Nulle.

I. — D'Ausrito à Cassinomago (Walckenaër, *Itinéraire* 210).

La table Théodosienne donne XVII lieues gauloises, valant 37,757 mètres ou XXV milles romains 1/2, valant 37,765 mètres.

La carte de l'état-major à $\frac{1}{80,000}$ donne, de la cathédrale de Limoges au clocher de Chassenon, 0,48 centimètres, qui valent 38,400 mètres, équivalant à XVII lieues gauloises 643 mètres ou à XXV milles romains 1/2 plus 635 mètres.

Les itinéraires ayant négligé les fractions qui n'atteignent pas la demi-lieue ou le demi-mille, nous sommes arrivé, pour la distance de Limoges à Chassenon, à un résultat identique à celui des anciens : XVII lieues gauloises ou XXVII milles 1/2, en nombre rond.

Cette étrange précision ne doit pas évidemment être prise à la lettre, parce que nous ignorons quels furent, à Limoges, le point précis de départ, et à Chassenon, le point d'arrivée; en outre, la distance réelle par la route est nécessairement plus longue que la distance à vol d'oiseau prise sur la carte, à cause des détours et des inégalités du sol. Nous soupçonnons donc, dès maintenant, que les équivalents en mètres de la lieue gauloise et du mille romain donnés par Walckenaër sont sensiblement trop longs.

Cette concordance de la carte avec les itinéraires anciens, quelque surprenante qu'elle soit, ne doit pas être jugée accidentelle, car elle se reproduira presque constamment dans la suite de ces recherches.

II. — D'Augustoritum à Fines.

La station *Fines*, située entre *Ausrito* et *Vesonna*, était fort difficile à déterminer, à cause des divergences qui se rencontrent entre les renseignements fournis par les anciens.

Nous trouvons en effet :

	D'AUSRITO A FINES.		DE FINES A VESONNA.	
	lieues.	milles.	lieues.	milles.
Itinéraire 199, de Walckenaër...			XIII	XXI
Table de Peutinger (édit. Maury)	XIII		XIII	
Itinéraire 202, de Walckenaër...	XXI	XXXI 1/2	XXI	XXXI 1/2
Itinéraire 204, de Walckenaër...	XXVIII	XLII	XXI	

Dans les deux premières colonnes et dans la quatrième, tous les chiffres sont différents l'un de l'autre; dans la troisième, nous trouvons deux chiffres différents pour quatre indications : c'est un vrai dédale.

Nous osons croire que la méthode de confrontation sur la carte nous a servi de fil conducteur à travers ces indications contradictoires, et que nous sommes en état de corriger les textes erronnés. Supposons d'abord que l'un quelconque des chiffres ci-dessus rapportés soit le vrai, et essayons sur la carte le premier qui se présente, soit XIII lieues gauloises d'*Augustoritum* à *Fines*. XIII lieues valent 31,094 mètres : or nous trouvons, dans la direction de Limoges à Périgueux, à 30,080 mètres de Limoges, le lieu de Courbefy, où la tradition place *Fines*, ce qui fait bien nos XIII lieues moins toutefois 1,014 mètres; mais ce chiffre, inférieur à une demi-lieue gauloise, a dû être négligé par les auteurs de l'itinéraire. Remarquons l'analogie de Courbefy avec *Curvi-Fines*.

Concluons : 1° pour la deuxième fois, les distances des anciens sont égales aux distances à vol d'oiseau prises sur la carte; 2° la station *Fines*, entre *Augustoritum* et *Vesonna*, était à Courbefy.

III. — De *Fines* à *Vesonna*.

De *Fines* ou Courbefy à *Vesonna*, la carte nous donne 52,161 mètres, soit XXIII lieues gauloises plus 1,077 mètres. Quand nous aurons justifié que XIII a pu et dû sortir de XXIII par une erreur de lecture très-facile à commettre, nous aurons rétabli le texte ancien, et nous l'aurons concilié avec les données de la carte. Courbefy, satisfaisant ainsi aux distances anciennes, tant du côté de Périgueux que du côté de Limoges, sera, à n'en plus douter, le *Fines* des itinéraires.

Pour l'établir, nous nous bornerons à parler aux yeux, en proposant trois lectures successives, qui nous semblent péremptoires :

1° Le texte vrai des anciens : XXIII;

2° Le texte vrai oblitéré par l'effacement de l'une des traverses du deuxième X : X/III;

3° La lecture fausse de la carte de Peutinger : XIII.

Il a donc suffi qu'un copiste n'ait pas aperçu ou qu'il ait oublié l'une des branches du deuxième X, pour métamorphoser en XIII le chiffre XXIII, qui s'impose de lui-même sur le terrain.

Pour discuter les autres chiffres du tableau ci-dessus, qui se

réfutent entre eux par leurs contradictions, nous dirons : « L'itinéraire 119 a été copié sur la carte de Peutinger, en laissant en blanc la distance d'*Ausrito* à *Fines* ».

L'itinéraire 202 est celui de Peutinger, transformé par la traduction des XIII lieues en leur équivalent XXI milles. En lisant cette traduction, on a commis l'erreur de prendre les XXI milles pour XXI lieues ; et, à côté de ces lieues supposées, on a placé le nombre de milles qui leur correspondent, soit XXXI 1/2. L'itinéraire 202, après notre double correction, doit donc s'écrire ainsi : « D'*Ausrito* à *Fines* : XIII lieues, XXI milles ; de *Fines* à *Vesonna* : XXIII lieues, XXXV milles ».

Dans l'itinéraire 204, les deux chiffres XXVIII lieues et XLII milles, donnés par la distance d'*Ausrito* à *Fines*, sont inconciliables tant avec les données des autres itinéraires qu'avec celles de la carte de l'état-major. Le chiffre XXI, pour la distance entre *Fines* et *Vesonna*, doit être entendu de XXI milles, qui valent XIII lieues. Ce dernier chiffre se corrige comme nous l'avons dit ci-dessus, de manière à donner la leçon XXIII lieues. Il n'y a à rejeter comme inexplicables que les chiffres XXVIII lieues et XLII milles, donnés par l'itinéraire 204, pour la distance d'*Ausrito* à *Fines*. Ainsi notre méthode confirme ou corrige neuf chiffres sur onze, et en rejette deux comme absolument inadmissibles.

Concluons : 1°, pour la troisième fois, les distances des anciens sont égales aux distances à vol d'oiseau prises sur la carte ; 2° la vraie lecture des itinéraires entre *Fines* et *Vesonna* est celle-ci : « XXIII lieues, XXXV milles » ; 3° pour la deuxième fois, la station *Fines* était à Courbefy.

IV. — D'*Augustoritum* à *Prætorium*.

Les savants sont divisés au sujet de l'emplacement de *Prætorium* : les uns lui assignent la ville de Breth ou Bridier, près la Souterraine ; les autres le Puy-de-Jouër, près Saint-Goussaud ; d'autres enfin, Sauviat ou un point de ses environs.

Sans entrer dans la discussion, procédons mathématiquement, et, le compas à la main, appliquons sur la carte les données des anciens. D'*Ausrito* à *Prætorio* ils comptaient XIII lieues gauloises (1) ou 31,094 mètres. $\frac{31,094}{80,900} = 0,388^{\text{mm}}$. Avec une ouverture

(1) Itinéraires de Walckenaër, 126, 129, 211.

de compas égale à 0,388^{mm}, décrivons au nord de la cathédrale de Limoges un arc de cercle, et observons chacune des localités qui se présentent sous la pointe du compas. Un seul des trois points discutés se trouve à la distance marquée par les anciens : la pointe du compas fixe *Prætorium* au pied du mont Jouër, à 0,007^{mm}, c'est-à-dire à 560 mètres en deçà du sommet; Breth est, au contraire, à 0,614^{mm} ou 22 lieues 248 mètres de Limoges, c'est-à-dire à 8 lieues 258 mètres trop loin de Limoges; Sauviat est à 0,343^{mm} ou 27,440 mètres, qui valent 12 lieues 788 mètres, c'est-à-dire 1 lieue 1,433 mètres trop près de Limoges.

Nous concluons, 1° pour la quatrième fois, que les distances des anciens sont égales aux distances à vol d'oiseau prises sur la carte; 2° pour la première fois, que *Prætorium* était au Mont-Jouër.

V. — De *Prætorium* à *Acitodunum*.

De *Prætorium* à *Acitodunum*, la table Théodosienne indique XVIII lieues; la carte à $\frac{1}{864,000}$ donne, du Mont-Jouër au Moutier-d'Ahun, 0,0447, qui valent 38,620 mètres ou XVII lieues gauloises 1/2 moins 247 mètres, concordance presque mathématique.

Nous concluons, 1°, pour la cinquième fois : « Les distances des anciens sont égales aux distances à vol d'oiseau prises sur la carte »; 2°, pour la deuxième fois, que *Prætorium* était au Mont-Jouër, et non à Bridier ni à Sauviat.

VI. — De *Prætorium* à *Bridier*.

La carte de Peutinger présente certainement une lacune entre *Prætorio* et *Argentomago* : en effet, la ligne qui, sur cette carte, représente la route de *Prætorio* à *Argentomago* est coudée sur son parcours, sans que cette déviation offre un nom de lieu, et soit précédée d'un chiffre de distance, comme cela a lieu presque constamment.

A nos yeux, le lieu laissé en lacune était, à n'en pas douter, la ville gallo-romaine de Breth; et, d'après les données de la carte du génie, nous émettons l'opinion que le chiffre de distance omis entre *Prætorium* et la ville de Breth était XI lieues 1/2 ou XVII milles.



VII. — De Bridier à Argentomagus.

Au-delà de la station oubliée que nous croyons être la ville de Breth, et pour marquer la distance qui la séparait d'*Argentomagus*, se trouve le chiffre XXIII, qui lèverait toute difficulté si de Breth à Argenton nous trouvions XXIII lieues gauloises : or nous en trouvons seulement XVII plus 483 mètres. D'autre part, du Mont-Jouër à Argenton par Breth nous trouvons XXVII lieues 733 mètres. C'est trop ou trop peu pour que l'indication de Peutinger soit admissible sans interprétation. Nous n'avons jamais rencontré un écart aussi important.

Y aurait-il eu ici confusion entre les lieues et les milles, comme nous l'avons vu au n° 3, et pouvons-nous supposer qu'il faille lire XXIII milles et non XXIII lieues ? L'affirmation ne nous paraît pas douteuse, puisque nous trouvons à vol d'oiseau, sur la carte, XXV milles 575 mètres ou XXIII milles 1/2 plus 1,320 mètres. Plus tard, nous verrons qu'un excédant analogue existe sur la voie qui d'*Augustomagus* allait aussi à Argenton ; ce qui nous ferait supposer que le milliaire servant, dans cette ville, de point d'arrivée aux deux routes, était sensiblement en deçà du pont d'Argenton, d'où sont prises ces mesures.

Il nous est donc permis de conclure : 1° On doit lire sur la carte de Peutinger XXIII milles et non XXIII lieues ; 2°, pour la sixième fois, les distances des anciens sont égales aux distances à vol d'oiseau prises sur la carte ; 3°, pour la troisième fois, la ville de Breth n'est pas *Prætorium*, mais une station intermédiaire entre *Prætorium* et *Augustomagus*, station fort importante, à en juger par les merveilles qu'y a découvertes M. Fesneau, mais dont le nom s'est perdu.

VIII. — D'*Augustoritum* à *Augustomagus*.

D'*Ausrito* à *Argentomago* par *Augustomagus*, les anciens comptaient XLII lieues gauloises ou LXIII milles romains ; *Augustomagus*, dont le gîte est demeuré jusqu'à ce jour inconnu, marquait le milieu de la distance.

Or, en supposant que l'emplacement gallo-romain des Tourettes, tout près de Magnac-Laval, ait été la station d'*Augustomagus*, nous avons, à vol d'oiseau, de la cathédrale de Limoges au pont de Châteauponsat, et du pont de Châteauponsat aux Tourettes de Magnac-Laval, c'est-à-dire d'*Augustoritum* à *Augustomagus*, d'après la carte de l'état-major, XXI lieues gauloises moins 161 mètres, soit exactement la distance donnée par les anciens.

Voici l'itinéraire d'Antonin, d'après Wesseling, p. 461 :

..... *Augustoritum*..... XXI lieues.
Augustomagus (dans le manuscrit du Vatican) XXI —
Argentomago..... XXI —

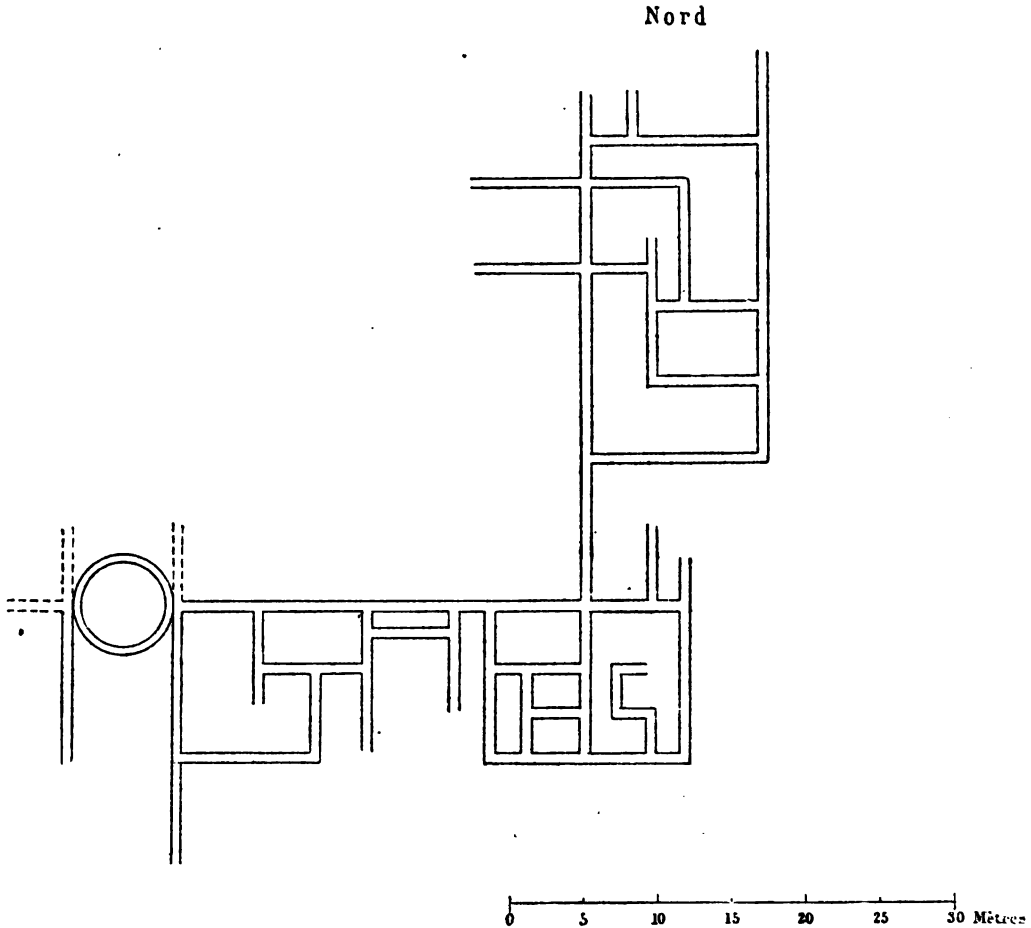
IX. — D'*Augustomagus* à *Argentomagus*.

D'*Augustomagus* à *Argentomagus* nous trouvons, sur la carte, XXI lieues gauloises moins 2,801 mètres, soit moins une lieue $\frac{1}{4}$. Cette différence serait notable; mais elle devient insignifiante par la contradiction qui existe sur ce point entre les deux cartes que nous avons à notre disposition, celle de l'état-major à $\frac{1}{80,000}$ et celle du génie à $\frac{1}{864,000}$. La première donne XXI lieues moins 2,801 mètres; la deuxième, XXI lieues plus 2,431 mètres. Ainsi se trouve également atténué l'excès de 1,621 mètres que nous avons signalé de Bridier à *Argentomagus* sur la carte à $\frac{1}{864,000}$.

Nous affirmons donc, d'après le rapport presque mathématique qui existe entre les données de la carte et celle des itinéraires, que topographiquement *Augustomagus* devait se trouver soit sur l'emplacement même de Magnac-Laval, soit à l'extrémité de son faubourg de Beaulieu, au tènement des Tourettes et des *Pièces-de-Rome*.

Nous ne faisons pas ressortir l'identité qui existe entre le radical de *Magus* et celui de *Magnac*; mais nous recommandons fortement à l'attention des hommes compétents l'existence, au point indiqué : 1° d'un amphithéâtre romain dont les fondations ont été reconnues de nos jours dans le champ dit des *Pièces-de-Rome*; 2° d'immenses substructions romaines qu'on fouille de temps à autre dans les vignes des Tourettes, afin d'en exploiter la pierre. Grâce à l'obligeance de M. Jules Dumónard, nous avons pu relever, en avril 1876, le plan de substructions romaines

que nous donnons ici. On venait de fouiller le sol afin de retirer les pierres des fondations, et afin de briser le béton de dallage des appartements du rez-de-chaussée, recouvert de quelques décimètres seulement de terre végétale. Une grande quantité de tuiles plates à rebord se trouvaient mêlées parmi des débris dont la provenance gallo-romaine ne peut être un seul instant douteuse.



*Etablissement gallo-romain aux Tourelles,
banlieue de Magnac-Laval.*

La voie romaine d'Argenton à Magnac-Laval a été relevée avec soin par M. de Beaufort depuis Argenton jusqu'à Saint-Léger-Magnazeix. Sur la place publique de Saint-Léger il existe un tronçon de borne milliaire sur lequel on lit :

IMP CAE
PIO ESVV
TETRICO PIO
AVC CELV

D'après nous, AVC serait l'initiale de *Augustomago*, et LV donnerait la distance d'*Augustomagus* à l'emplacement du milliaire, et devrait se lire *Leugæ V*. Or cinq lieues gauloises valent 11,105 mètres, et, Saint-Léger-Magnazeix étant à environ 11 kilomètres de Magnac-Laval, nous trouvons dans ce milliaire un puissant témoignage en faveur de notre hypothèse.

De ces indices nous concluons par une induction historique presque certaine que la station d'*Augustomagus* était située à l'extrémité du faubourg Beaulieu de Magnac-Laval. En ce qui concerne la distance d'*Augustomagus* à *Argentomagus*, nous concluons, pour la septième fois, que les distances des anciens sont, autour de Limoges, égales aux distances prises à vol d'oiseau sur les cartes modernes.

Il suit de ce travail que la lieue gauloise de 2,221 mètres et le mille romain de 1,481 mètres, s'adaptant beaucoup trop exactement aux distances à vol d'oiseau sur un sol accidenté, seraient trop longs d'un dixième au moins, et ne devraient valoir, entre chacune des stations étudiées, que : 2,000 mètres environ la lieue gauloise, et 1,333 mètres environ le mille romain. Nous nous bornerons à énoncer cette difficulté et cette hypothèse, et nous concluons en affirmant qu'*Augustomagus* était à Magnac-Laval; *Prætorium*, au Puy-de-Jouër; *Fines* des *Lemovices* et des *Petrocorii* à Courbefy, et enfin qu'entre *Prætorium* et *Argentomagus* existait une station dont le nom ancien est perdu, et qui s'appelle aujourd'hui la ville de Breth ou Bridier, près la Souterraine.

P.-E. ROUGERIE,
Archiprêtre de Rochechouart.

SCEAUX ET ARMES

DE L'HOTEL DE VILLE

DE LIMOGES

Les registres de l'*Armorial général*, ouverts dans toutes les provinces de la France, en exécution de l'édit royal de novembre 1696, donnent en ces termes le blason des armes de Limoges :

« La Maison de ville de Limoges porte de gueules à un buste de saint Martial de carnation, vêtu et diadémé (1) d'or, accosté des lettres **S** et **M** à l'antique de même, et un chef cousu d'azur chargé de trois fleurs de lis d'or » (2).

Particularité digne de remarque : tous les autres centres de population un peu importants de la généralité font alors enregistrer leurs armoiries avec la qualification d'armes de la ville : celles de Limoges seules sont attribuées, non à la cité elle-même, à la communauté des habitants, mais au siège de l'administration municipale, à l'hôtel de ville, à cette maison commune qui, pendant plus de six siècles, s'est appelée « le Consulat du Château », et qu'au temps de saint Louis les actes se rapportant aux démêlés entre les bourgeois et la fameuse vicomtesse Marguerite de Bourgogne, veuve de Guy IV, désignent constamment par ces mots : *Domus Consulatatus*, *Domus quæ dicebatur vel dicitur Consulatatus*.

C'est que la ville de Limoges n'eut jamais d'autres armoiries que celles de son consulat. Le corps des bourgeois s'était toujours refusé à adopter les emblèmes héraldiques de ses vicomtes ; car il

(1) A ce diadème l'usage, on le verra plus loin, a substitué un nimbe. Cette substitution s'observe dès le xv^e siècle.

(2) Registre de la Généralité de Limoges, improprement coté : *Limousin*, p. 220 (Cahier de 1696). — A la Bibliothèque nationale.

SCEAUX ET ARMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE LIMOGES.

1



Seau du Consulat du Château (1245)
Dimensions de l'original : 60 mill. — Archives de la H^{ie} Pierre.

2



Armoiries de l'Hôtel de Ville (XV^e Siècle)
Exécuté en cuivre émaillé, 320 mill sur 176. Musée de Limoges.

5



Seau du Consulat de la Cité
Dimensions : 55 mill. — Archives de l'Etat.
(1303)

3



Seau de l'Hôtel de Ville (1661)
Dimensions de l'original, 24 mill. Collection Port^{re}

4



Armoiries de l'Hôtel de Ville
Type adopté par l'Administration Mun^{icipale}
(Indications d'Émaux complètes :)

6



Contre-Seau de la Cité (1303)
Dim. 25 mill. — Archives de l'Etat



contestait à ces derniers leurs droits, ceux de justice surtout; et le sceau, qui reproduisait le plus souvent l'écu armorié, fut toujours considéré au moyen âge comme un attribut, un privilège de la suzeraineté et du droit de justice. La communauté du Château de Limoges aurait cru reconnaître d'une façon implicite les prétentions de ces seigneurs en consentant à laisser figurer, sur le sceau confié aux magistrats de la ville pour donner un caractère d'authenticité à leurs actes, soit les trois lions « d'azur, armés et lampassés de gueules, sur champ d'or », des vicomtes de la maison de Ségur, soit le lion de gueules « couronné d'azur, lampassé et armé de sable, en champ d'argent », des Comborn, — ou bien, quand la maison de Bretagne se fut greffée sur cette tige antique, l'écu d'hermine bordé de gueules, qui devint, à dater de la fin du XIII^e siècle, le blason de nos vicomtes. Les consuls résistèrent avec plus d'énergie encore aux prétentions de ces derniers, après que les habitants de la ville se furent solennellement donnés au roi de France, et que ce prince se fût déclaré le seul seigneur du Château de Limoges par les lettres-patentes du 28 décembre 1371.

L'agglomération qui devait former le *Château* de Limoges, et peu à peu attirer à elle le commerce et l'activité des deux autres groupes d'habitations établis sur le bord de la Vienne, paraît s'être constituée en ville distincte entre le VIII^e et le X^e siècles; elle existait certainement au neuvième. Les maisons se pressaient autour de l'église où reposaient les restes de l'apôtre d'Aquitaine. Le plus ancien document, croyons-nous, qui mentionne ce bourg, entièrement séparé de la vieille cité des évêques, est la donation par Louis le Débonnaire à l'abbaye de Saint-Martial, — titre fort suspect, du reste, — de ce nouveau Limoges, que l'acte qualifie du nom modeste de *Castellum* (1). Il est remarquable que plus tard, et à une époque où le Château de Limoges était devenu une ville d'une certaine importance, cette désignation de *Castellum* lui ait quelquefois été donnée concurremment avec celle de *Castrum*, qui devait rester sa qualification définitive (2).

(1) *Dono Domino et Sancto Martiali, de regali fisco, castellum ubi Sanctus quiescit humatus.* — Copie de cette donation, dont nul n'a vu l'original, se lisait, d'après plusieurs auteurs limousins, sur une bible manuscrite de l'abbaye de Saint-Martial, aujourd'hui conservée à la Bibliothèque nationale.

(2) Nous la trouvons notamment employée dans une lettre de Louis VIII aux bourgeois : « *Dilectis et fidelibus suis Burgensibus Castelli Lemovicensis.* » (Bull. Société Arch. et Hist. du Limousin, T. XV, p. 32.)

On ne peut douter que les magistrats municipaux de ce bourg n'eussent, dès les premiers temps de la constitution de la commune (et à partir de l'époque où, dans des circonstances que nous ignorons complètement, les bourgeois commencèrent à contester la suzeraineté effective et longtemps paisible de l'abbé de Saint-Martial (1), conséquence du patronage primitif exercé par lui sur les habitants de la nouvelle ville), un sceau spécial qu'ils apposaient sur leurs ordonnances et leurs contrats. A quelle date le droit de s'en servir leur fut-il reconnu ? Il paraît impossible de le préciser. A coup sûr, ils le possédaient, au moins de fait, dès le commencement du ^{xiii}^e siècle ; nous avons signalé ailleurs un titre de 1202 où il est parlé du sceau des seigneurs consuls de Limoges (2) : c'est le document le plus ancien où il en soit fait mention expresse. Les Archives possèdent un autre acte en patois, de 1207, donné sous le même sceau. Nous voyons en 1212 les magistrats du Château sceller de leur cachet une transaction conclue devant l'archidiacre Guy entre l'abbaye et les bourgeois. Le texte de ce document, dont le P. Bonaventure de Saint-Amable donne la traduction (3), indique expressément que l'archidiacre, l'évêque, l'abbé de Saint-Martial, le couvent et les consuls, ont apposé leurs sceaux au bas du traité. De plus, dans le premier des Registres consulaires que conserve la Bibliothèque de Limoges, on trouve, parmi les textes les plus anciens, un passage, à la

(1) Nous pensons, contrairement à l'opinion exprimée par M. Leymarie dans son beau livre sur la *Bourgeoisie* (Histoire du Limousin), que la constitution communale du Château de Limoges n'est pas la continuation directe et traditionnelle de l'ancien municpe romain. Dans la Cité, qui conservait les traditions en même temps qu'une partie de l'emplacement de la ville primitive, il a pu en être ainsi jusqu'à un certain point ; mais il ne semble pas douteux qu'aux ^{ix}^e et ^x^e siècles l'abbé ou plutôt le monastère de Saint-Martial a été le seigneur incontesté du Château, où il n'existait que des rudiments d'organisation municipale — s'il en existait. Ce n'est qu'avec le temps et l'accroissement de l'importance du bourg que les habitants ont cherché à se soustraire à une suzeraineté dont ils n'avaient d'abord considéré que les avantages, et qu'ils avaient recherchée en venant s'établir autour du monastère. La véritable charte de la commune ou un des premiers titres qui la constituent serait peut-être l'accord du milieu du ^x^e siècle, relatif à la justice des Combes.

(2) 1202. *Littera sub sigillo dominorum consulum Lemovicensium qualiter prior Grandimontis emit in Possa, in Castro Lemovicensi, sexaginta unam libras renduales.* (Destruction de l'ordre et de l'abbaye de Grandmont, p. 95, note.)

(3) *Histoire de saint Martial*, T. III : Annales du Limousin, p. 537.

vérité non daté, mais remontant aux premières années du ^{xiii}^e siècle, et faisant mention du sceau de la ville (1). Plusieurs documents d'une date postérieure, mais du même siècle, constatent l'apposition de ce sceau : nous citerons un titre relatif à une acquisition faite par les Frères mineurs, le mercredi avant la fête de saint Thomas, en 1264 (2); divers actes insérés au Registre consulaire A, et appartenant tous au ^{xiii}^e siècle, mentionnent le « saeu cuminal » de la ville (3).

Il n'est pas hors de propos de faire remarquer que l'usage du sceau ne paraît s'établir en Limousin qu'au commencement du ^{xiii}^e siècle. La première mention positive d'un sceau que nous ayons relevée aux Archives du département de la Haute-Vienne, se trouve dans le texte de la donation de l'église de Saint-Martin de Charniac à l'abbaye de Saint-Martial, par un évêque de Limoges (probablement Pierre, dit de Bordeaux), le 13 des calendes de mars 1108 (4).

Les coutumes du Château de Limoges consacrent en ces termes le droit de la commune à la possession d'un sceau spécial, — droit que la vicomtesse Marguerite, dans l'acte d'arbitrage dressé par les frères de Maulmont, en 1274, et soumis à l'approbation du roi de France, avait contesté, dont tout au moins elle prétendait restreindre l'exercice (5) :

« Les consuls dudit Château ont un sceau commun au nom et sous le nom de Consulat du Château de Limoges ; duquel sceau ils usent en leurs contrats et en leurs obligations, ou en toutes autres occasions, dans les affaires desdits consuls en ce qui concerne l'université ou la communauté susdite; — de même à l'égard des personnes privées et particulières dudit Château et de toute autre personne, quelle qu'elle soit. Auquel sceau il est cru et donné force en justice ; et, en tout autre lieu, pleine foi est audit sceau donnée et ajoutée » (6).

(1) « Et quand le compte sera fait, il sera scellé du sceau de la ville *E quant lo comtes er faih, sera saelatx deu saeu de la vila.* » (Reg. consulaire A, fol. 79 verso.) — Bibliothèque de Limoges.

(2) « *Presens letras testimoniais saeladas dau saeu cuminal de la vila deu chasteu de Lemotges.* » (Arch. dép., n° 8742 du classement provisoire.)

(3) Fol. 34 verso, 39 verso, 63 recto, etc.

(4) « *Nostro sigillo prædicti testamenti kartam signari præcepimus.* » (Archives départementales : fonds de Saint-Martial.)

(5) *Ordonnances des Rois de France*, T. III, p. 56.

(6) « *Que los Cossols dudich Chasteu an seel communal per e sos lo nom de Cossolat deu Chastel de Lemotges, deuqual uzèn en lor contraltz e en lor obliganssas o en totz autres negocis en las chausas deus avandichs Cossols,*

Un texte de 1377, cité par M. Leymarie dans son *Histoire du Limousin* (1), établit que la maison de ville avait alors un grand et un petit sceaux. Ce qui est certain, c'est que, dès les dernières années du xiv^e siècle, ou les premières du xv^e, il existait un tarif pour l'application du « grand sceau du Consulat » sur les pièces de procédure, les annonces de ventes, etc.

Quelle effigie, quels signes particuliers, quelle inscription, porta à l'origine le sceau du consulat du Château ? — L'abbé Legros a eu en sa possession un cachet que décrit M. Allou, dans son livre sur les *Monuments de la Haute-Vienne* (2). Cette curieuse relique de notre passé municipal était en bronze, de forme ronde, et avait vingt-trois lignes environ de diamètre. On y voyait le chef de saint Martial, avec la barbe traditionnelle, et le haut du buste revêtu des ornements pontificaux. Derrière la tête passait une bande sur laquelle on lisait : S. MAR-CIALIS. En légende : † SIGILLVM CONSVLATVS CASTRI LEMOVICENSIS. On trouve un mauvais dessin de l'empreinte sous le n° 84 des planches de numismatique, dans l'album de M. Tripon (3). C'est évidemment au même objet qu'a trait une note insérée dans la *Feuille hebdomadaire* de Limoges, année 1775, p. 29 : cet article constate que les caractères de la légende, attribués par M. Allou aux dernières années du xiv^e siècle, semblent appartenir au siècle précédent ; — que le buste de saint Martial est conforme au buste figurant dans les armoiries modernes de la ville ; — qu'il n'existe enfin sur cette empreinte aucune indication pouvant servir à déterminer les *émoux*, c'est-à-dire les couleurs, du champ et des pièces qui le chargent. — Nous croyons, au surplus, que peu de sceaux du xiii^e siècle offrent des indications de ce genre.

Grâce à l'aide obligeante de M. le Conservateur des Archives départementales de la Haute-Vienne, nous avons eu le bonheur de retrouver dans ce dépôt une empreinte — une seule — de ce sceau, appendue à un petit acte sur parchemin daté du mois de

quant a la universitat o a la communitat avandicha, eychamen de las privadas e particulars personas deudich Chasteu et de tota altra persona qualque sia. Amqual seel es creut e fermetat donada en jutgament, e en tot autre loc, planaria fidelitat es audich seeu donada e aiostada. » (Registre consulaire A, fol. 113 verso et 114 recto.) Le texte publié par M. Leymarie dans le *Limousin historique*, T. I, p. 580-581, présente beaucoup de petites inexactitudes.

(1) *Bourgeoisie*, T. I, p. 135, et Registre consulaire A, fol. 137 verso.

(2) *Description des Monuments de la Haute-Vienne*, p. 286.

(3) *Historique monumental de l'ancienne province du Limousin*.

janvier 1245, et constatant la reconnaissance, par J. Arnaus Lomazelliers, d'une rente due à W. de Villaivenc, sur un banc de marchand étalagiste, peut-être un banc-charnier, placé auprès du banc de Guy Boutin — « *jostau banx Guilo Boti* » (1). Cette empreinte est absolument conforme aux descriptions qui ont été données du sceau recueilli par l'abbé Legros, et le dessin vaut infiniment mieux que ne le ferait croire la lithographie de M. Tripon. La pièce excède toutefois de quelques lignes les dimensions indiquées par M. Allou. On ne lit, de la légende, que les mots : SIGIL... ENSIS, et de l'inscription du champ que les lettres placées à gauche de la tête de saint Martial : S. MAR... C. Le chef paraît ceint d'une sorte de torsade ou de cordelette, — probablement le diadème que signale le blason enregistré en 1698. Le contre-sceau porte l'agneau passant avec la houlette terminée en croix et le mot SECRETVM.

Il convient de remarquer qu'il n'est pas fait mention du consulat ni de la communauté du Château dans l'acte, lequel se borne à l'énoncé de la reconnaissance de la dette et du droit du créancier, sans désigner en aucune façon le certificateur qui authentique la déclaration ; mais l'absence même de cette mention, rapprochée de cette particularité que la pièce est en langue romane, et non en latin, suffirait à prouver que ce document n'émane d'aucun dignitaire de la hiérarchie ecclésiastique ou féodale ; en effet, l'emploi de cet idiome dans les actes est très-rare à cette époque à Limoges, en dehors des titres des communautés bourgeoises et confréries. De plus, l'acte est précédé de la formule placée en tête de beaucoup de textes de ce temps insérés aux Registres consulaires : — « *Conoguda chausa sia...* » La conformité parfaite du sceau appendu à cet acte et de la matrice décrite par l'abbé Legros, M. Allou, l'auteur de l'article de la *Feuille hebdomadaire*, et dessinée par M. Tripon, ne peut laisser aucun doute. Au plus ancien de nos registres municipaux, on trouve plusieurs reconnaissances du même genre, et W. de Villaivenc y est nommé dans un texte de 1262 (2). — Ajoutons que ce sceau ne peut être le sceau du consulat de la Cité, dont la seule empreinte connue n'a aucun rapport avec celle dont il s'agit.

(1) Cette pièce va être placée dans les vitrines qui renferment les documents les plus précieux et les plus rares de notre dépôt départemental.

(2) « W. de Vilaivenc... am sos companhos qui eran anat a Paris p. lafar deu vescomte... » (Reg. cons. A, fol. 37 verso.)

Nous n'avons découvert aucune empreinte du sceau des consuls remontant aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ; mais, dès les premières années du ^{xvi}^e, nous pouvons constater que rien n'a été modifié dans le dessin de ce cachet. L'exemplaire qu'en possèdent les Archives départementales (1) se trouve sur le *quitus* donné, le 27 novembre 1510, par les consuls en charge à leurs prédécesseurs, pour la gestion administrative de 1505-1506, et offre la plus grande analogie avec celui de 1245. Il est un peu moins grand toutefois : — 5 à 6 millimètres de diamètre de différence. — La tête de saint Martial, barbue et accostée des caractères gothiques **S M**, se dessine sur un fond plus orné, mais avec moins de relief. On ne peut distinguer si cette tête est diadémée ou nimbée. Les caractères de la légende sont fort effacés, et c'est à peine si on lit quelques lettres des mots *Lemovicensis consularatus*. Le contre-sceau reproduit le même dessin, avec de moindres dimensions ; on distingue le buste barbu et les lettres **S M**. Quant à la légende, elle paraît différente, ou du moins les mots semblent-ils disposés dans un autre ordre.

Au ^{xvii}^e siècle, et probablement dès la fin du précédent, le sceau du consulat reproduit, de la façon la plus exacte, les armoiries de la maison de ville, avec l'adjonction du chef de France, mais sans autre indication d'émaux que les raies horizontales blasonnant le chef *d'azur*. L'empreinte de ce cachet, de forme ovale, et de 24 millimètres sur 18, se retrouve au bas de plusieurs expéditions ou permissions délivrées par l'hôtel de ville à diverses dates comprises entre 1632 et 1675 (2). L'écu est placé entre deux branches de laurier dont les tiges se croisent au-dessous de la pointe. Dans le haut, plane un ange, une tête ailée, qui paraît porter les armoiries. Ni couronne, ni devise, ni légende quelconque.

L'ange n'est pas ici un accessoire de pure fantaisie : la tradition paraît en avoir fait l'accompagnement ordinaire, le support obligé

(1) Art. 8057 *bis* du classement provisoire.

(2) Les pièces où nous avons relevé ce sceau sont notamment : une expédition (de 1661) de la commission de capitaine donnée en 1632 par le consulat à Guillaume Pénicaud, à l'occasion de la peste (communiquée par M. E. Pénicaud, ancien greffier en chef de la Cour d'appel) ; une attestation, non datée, accordée en 1667 ou 1668 aux religieuses de la Providence par le corps municipal (Archives du couvent de la Providence), etc. On nous a affirmé qu'une pièce de 1632 portait ce sceau, dont on ne connaît aucun exemplaire aux Archives de la mairie.

de l'écu communal. Il figure sur un carton, daté de 1694, conservé à notre musée, et portant les armoiries de la ville assez correctement représentées; en 1710, quand on s'occupe de dresser le projet des réparations à exécuter à la maison du Consulat, alors presque en ruines, il est arrêté qu'on fera « peindre à fresque, entre les deux croisées du bout de la salle » (il s'agit de la salle de réunion du corps municipal), « et de la main d'un bon peintre, un ange de grandeur naturelle, qui supportera les armoiries de la ville (1). »

Il demeure bien établi par ce qui précède que, dès 1245, le buste de saint Martial était la pièce principale du sceau du consulat. Il doit en avoir été ainsi dès une époque beaucoup plus ancienne. Le chef de l'apôtre d'Aquitaine, séparé du reste de son corps par le pape Urbain II, lors du passage de ce pontife à Limoges, en 1095, avait été, durant quelques années, perdu, puis retrouvé, et solennellement reconnu en 1130. Cette tête sacrée fut depuis lors considérée non-seulement comme la plus insigne des reliques que renfermait la grande abbaye de Saint-Martial, mais aussi comme le *palladium* du Château et de ses habitants. De même que, en 994, on avait porté les ossements du saint à Montjovis, à l'occasion du Mal des Ardents, nous voyons, en 1183, à l'annonce de l'approche du roi Henri II, une procession s'organiser pour promener autour des murailles de la ville menacée le chef du premier évêque de Limoges. Dans tous les périls imminents, dans toutes les grandes calamités, le peuple demande qu'on lui montre, qu'on offre à sa dévotion la tête de saint Martial, et c'est à cette relique bien-aimée que sa confiance reste le plus fermement attachée à travers toutes les vicissitudes de l'histoire troublée de la commune.

Les plus anciennes monnaies qui aient été frappées dans le Château de Limoges par les bourgeois portent pour effigie, comme celles frappées par l'abbé, le buste, ou plus souvent la tête seule de saint Martial. Ce n'est pas uniquement le souvenir du saint qu'on a voulu rappeler : c'est la relique même, c'est le chef de l'apôtre d'Aquitaine, objet du culte particulier de la population, que les consuls ont entendu reproduire. De cette monnaie on connaît de nombreux exemplaires de plusieurs modules, dont quelques-uns paraissent antérieurs au XII^e siècle; beaucoup ont été certainement frappés avant le XIII^e. M. Allou fait remonter

(1) Registre consulaire D, fol. 130 verso.

ce type au règne de Charles le Simple, et même à celui de Louis le Débonnaire (1). Il est au moins douteux que les bourgeois du Château fabriquassent de la monnaie en 820 et même en 920. Sans vouloir discuter ici une question aussi obscure, bornons-nous à constater que, dès la première moitié du XII^e siècle, avant 1137, c'est-à-dire avant la date à laquelle l'autorité royale reconnaît aux communes le droit de posséder un sceau et d'avoir des armoiries, l'existence de monnaies limousines à l'effigie de saint Martial est bien établie. Un titre de 1126, signalé dans l'*Essai historique sur la ville de Limoges*, de l'abbé Legros (2); un autre de 1106, noté par le continuateur de Du Cange (3), mentionnent expressément ces *barbarins*, dont le nom se rencontre plusieurs fois dans les plus anciens textes de nos Registres consulaires, remontant aux premières années du XIII^e siècle. Ce nom, qui, dans notre pays, s'appliquait tout spécialement aux pièces à l'effigie de saint Martial frappées à Limoges (4), leur avait sans doute été donné à cause de la barbe dont la tradition a toujours garni la face de l'apôtre. L'expression « *Barbata moneta Lemovicensis* » qu'on remarque dans le texte de 1106 auquel nous faisons plus haut allusion, nous semble justifier cette étymologie, que plusieurs numismates limousins ont du reste adoptée avant nous. Le musée de notre ville possède quelques exemplaires intéressants de ces barbarins. L'album de M. Tripon, auquel nous avons déjà renvoyé le lecteur, nous offre, n^{os} 49 et 58 des planches de numismatique, le dessin de deux pièces d'argent de ce type, dont l'une, d'assez grandes dimensions, présente la tête de saint Martial avec la légende : S. MARCIALIS.

(1) *Description des Monuments de la Haute-Vienne*, p. 263 et 264. Nos *Annales manuscrites* vont plus loin : c'est le fils du fabuleux Lemovix, de la race des géants, qui, s'il faut les en croire, frappa le premier des *barbarins*, et l'empereur Auguste permit à la ville de fabriquer de la monnaie avec la même effigie.

(2) Manuscrit conservé à la bibliothèque du Séminaire de Limoges.

(3) « *Mille solidos Lemovicensis barbatae monetae.* » (Glossaire, au mot *Barbarini*.) — Notons encore, au milieu du XII^e siècle, un titre du Cartulaire de l'abbaye de Dalon, dont l'abbé Roy de Pierrefitte donne un extrait dans une note de ses *Monastères du Limousin*, art. Dalon : ... « *Quinque solidis de barbaris* ». — L'auteur de l'article inséré dans la *Feuille hebdomadaire* de 1784, n^o 1, p. 4, se trompe donc en assurant que cette monnaie ne remonte pas au-delà des premières années du XIII^e siècle.

(4) C'est du moins ce qui paraît résulter de l'ensemble des travaux des écrivains du pays. D'après Du Cange, le nom de barbarin ne serait applicable qu'à la monnaie des vicomtes.

Au revers, une croix cantonnée dans chaque angle d'une étoile et de deux points ou besans, avec la légende : LEMOVICENSIS. L'un de ces dessins est emprunté aux planches du curieux album de M. Allou (1). Un peu plus loin, sous le n° 69, on trouve un denier plus moderne, où est gravé non plus le chef seul, mais le buste de saint Martial, avec les ornements pontificaux. Ce denier paraît être sorti de l'atelier de l'abbé; il se rapproche beaucoup des méreaux qu'on distribuait encore, il y a cent ans, aux chanoines, et qui antérieurement étaient donnés, lors du renouvellement de l'année, à tous les habitants du monastère. Ces jetons, frappés souvent d'un seul côté, offraient soit le chef de saint Martial avec une simple invocation, soit les armes de l'abbaye, ou même, paraît-il, celles de la ville.

Avant d'adopter le chef de saint Martial pour son insigne préféré, pour le symbole de son existence collective, la communauté des bourgeois du Château eut-elle un autre emblème? Quelques savants, sans se laisser décourager par l'absence de tout élément sérieux d'étude, ont abordé ce difficile sujet. Mais quelle valeur peuvent avoir des hypothèses qui ne s'appuient sur aucun fondement, et qu'a créées de toutes pièces un effort d'imagination? Sur quoi repose, par exemple, la tradition d'après laquelle Limoges aurait eu primitivement pour emblème un cheval ou un lion? L'abbé Legros blasonne ainsi les premières armoiries de notre ville : — « Une tête de lion en champ de gueules » (2). Où a-t-il vu, à Limoges, un tel écu; et, s'il en a réellement rencontré un, quelle preuve a-t-il qu'à une époque quelconque cette tête de lion ait vraiment été le symbole de la commune, son signe distinctif, l'ornement caractéristique de son cachet ou de son drapeau? Que savons-nous de Limoges avant l'invasion des Barbares, sinon que la ville a existé sous la domination romaine; qu'elle possédait alors des temples, des arènes, un pont ou deux? Et, sauf le fait même, incontestable et incontesté, de la venue de saint Martial et de sa prédication, que peut-on affirmer de l'histoire de la cité avant le v^e siècle? — D'autres savants ont voulu voir, dans les antiques lions de pierre (3) que le voyageur

(1) Cet Album, auquel M. Tripon a fait de nombreux emprunts, mais dont quelques planches n'ont jamais été gravées, est conservé dans les archives de la Société Archéologique et Historique du Limousin.

(2) *Essai historique*, p. 6.

(3) Les recherches ou dissertations de l'abbé Nadaud, l'abbé Legros, Beaumesnil, MM. Duroux, Allou, Juge de Saint-Martin, etc., sur ces intéressants monuments, n'ont pas abouti à une conclusion certaine, et on peut dire que le sujet est encore à traiter.

remarque encore devant l'église de Saint-Michel, au coin du portail Imbert, au musée, l'emblème séculaire du peuple de Limoges. — Peut-être sont-ils un souvenir des armoiries des vicomtes, car nous avons vu plus haut que le lion figurait sur l'écu des Ségur et sur celui des Comborn ; mais cette hypothèse nous pousse jusqu'au moyen âge, et nous n'avons aucune raison de penser que les bourgeois aient jamais adopté cet emblème, trop hautain et trop guerrier pour les modestes allures d'une communauté bourgeoise à ses débuts. On trouve en 1303, comme nous le verrons plus loin, un lion couronné sur le contre-sceau des consuls de la Cité ; mais aucun document n'indique qu'antérieurement, ou même à cette époque, le lion ait été l'emblème de la bourgeoisie limousine. La couronne qu'il porte et la bordure besantée qui l'accompagne nous donneraient plutôt à penser qu'il y a là une imitation de quelque écu seigneurial. Du sceau dont il s'agit, au surplus, nous ne possédons qu'une empreinte, et elle est postérieure de cinquante-huit ans à celle du sceau consulaire du Château présentant le buste de saint Martial. — L'adoption, dès l'origine de la vie communale, du chef de ce saint comme symbole caractéristique, par les habitants du Château, est au contraire très-naturelle et s'explique d'elle-même. Tout a été dit sur la dévotion du peuple de Limoges à son apôtre. Cette dévotion, le corps consulaire l'affirma en tout temps par de solennels témoignages. Sur les premiers feuillets du plus ancien de nos Registres consulaires, on lit une invocation à « saint Martial, n^{re} vray protecteur », et le nom du patron de Limoges se retrouve en tête du texte des coutumes de la ville : « *Eu nom de Dieu e de midons S^{ra} Marie e de mosenior saint Marsal et de toz los sanz de Dieu* (1) ». — Dans les premiers siècles de l'existence du Château, les clefs des portes étaient attachées par une chaîne auprès du sépulcre de saint Martial, et le moine chargé de la garde du tombeau paraissait portant ces clefs suspendues au cou, lorsqu'on traitait des affaires de la commune (2). Dans la suite, les citoyens qui avaient été désignés pour remplir les charges municipales se rendaient, le soir même de leur élection, à l'église de l'abbaye et étaient conduits devant le chef du saint, puis auprès du sépulcre où avaient longtemps reposé ses restes. Ils y

(1) Registre consulaire A, fol. 71 recto.

(2) Il en était encore ainsi au xii^e siècle, comme l'attestent nos chroniqueurs limousins, Geoffroi de Viegeois en particulier.

retournaient encore le lendemain pour entendre la messe (1). Qu'on voie dans ces coutumes un acte traditionnel de dévotion, ou qu'on veuille y retrouver les derniers vestiges de l'hommage autrefois rendu par les magistrats de la commune aux abbés de Saint-Martial ou au monastère, il n'en ressort pas moins que, aussi loin que va l'histoire en remontant le passé, elle trouve adopté par les habitants du Château de Limoges, et proclamé par les consuls, comme par le peuple, le patronage de saint Martial. C'est autour du tombeau de l'apôtre, et sous la protection de ses reliques, que s'est formée la ville nouvelle; le premier lieu de réunion des bourgeois, la plus ancienne maison commune que mentionnent les chroniques, était situé dans l'enceinte même de l'abbaye, dans le cimetière du cloître (2); la première juridiction connue à Limoges est celle du sacristain de Saint-Martial. Quoi d'étonnant dès lors que la communauté naissante ait adopté comme symbole la relique qui protégeait ses premières assemblées; le plus noble reste du patron dont elle invoquait sans cesse le souvenir et l'assistance, auquel elle aimait à attribuer de préférence la garde de la ville, de ses murs et de ses habitants (3); le chef de l'évêque qui avait donné son nom au principal monastère de la contrée, et dont le corps, précieusement conservé, était la source de la puissance et de la richesse de la grande abbaye (4)?.... Nous ne croyons pas que notre ville ait eu, ait pu avoir d'autre emblème. De même qu'elle était l'effigie traditionnelle de la monnaie communale, de même qu'elle était la

(1) Bandel : *Dévotion à Saint-Martial*, 2^e édition, p. 80. — Ajoutons que les consuls entretenaient devant la relique trois cierges toujours allumés. Cet usage durait encore au siècle dernier; mais il n'avait pas son origine dans un acte spontané de piété : les consuls y avaient été condamnés par un arrêt du Parlement, en réparation de mauvais traitements exercés par les bourgeois sur un religieux du monastère, le jour de la Fête-Dieu de l'année 1327. (Arch. départem., 3,236, 3,401.)

(2) TEXIER-OLIVIER, *Statistique du département de la Haute-Vienne*.

(3) On a souvent reproduit l'inscription de la porte Manigne : *Dieu garde la ville, et saint Martial, le peuple, les murs et les portes, etc.*; ou, d'après une autre version : *le peuple [qui habite] dans ses murs et ses portes*.

(4) Le monastère, il n'est pas inutile de le faire remarquer, ne considérait pas les reliques de saint Martial comme sa propriété, et ne se croyait pas libre d'en disposer sans l'assentiment des bourgeois. Les chroniques nous représentent l'abbé Pierre du Barry, à la procession de la Toussaint, s'adressant au peuple, et le suppliant de permettre qu'il remette aux chanoines de Lincoln quelques parcelles du corps de l'apôtre.

marque naturelle de l'abbaye, la tête de saint Martial fut dès l'origine et l'emblème du sceau commun des bourgeois et la pièce capitale des armoiries de leur maison de ville. — Chose singulière ! nous trouvons précisément la confirmation de notre thèse dans les termes dont se sont servis les divers écrivains qui, en traitant avant nous ce sujet, ont émis une opinion contraire à la nôtre.

Le résultat de leurs travaux a été résumé par M. Allou dans son ouvrage sur les *Monuments de la Haute-Vienne* (1). Cet écrivain paraît s'être surtout inspiré des *Annales manuscrites* du *xvii^e* siècle (2) et des notes de Beaumesnil, dont l'autorité comporte, on le sait, très-souvent des réserves. D'après cet article, le dessin le plus anciennement connu des armes de Limoges — personne n'a jamais indiqué, notons-le bien, où a été trouvé et par qui relevé ce dessin — présenterait « un simple écu de gueules au chef d'argent ». Plus tard, le chef d'argent aurait disparu, et sur le champ de gueules se serait montrée « la tête de saint Martial ». Plus tard encore, le nimbe qui couronne cette tête et les deux lettres qui l'accostent auraient été ajoutés. Puis on aurait vu reparaitre, cousu sur le tout, le chef d'argent primitif, auquel se serait enfin substitué le chef de France, qui, depuis 1421, a définitivement complété les armoiries du consulat.

(1) P. 235 et 236.

(2) Voici les divers passages du *Manuscrit* de 1638 qui ont trait à cette question (*Annales manuscrites*, Limoges, Ducourtieux, 1867) :

P. 20 : « Communément on void les armoiries signifier ou démonstrer l'instanction de ceux que les proposent. Je dis cecy parce que nos peres antiens firent dépeindre les armoiries d'icelle (ville) en un chef d'argent enchanpt de guelles. Or le sit du pays est tel que ce qui lui deffaut il l'apprend aisément de ses voisins pour argent (!!) Du depuis, ez dites armoiries y ont estées adjoutées scavoir la face de saint Martial, et, par permission des rois de France, trois fleurs de lis dans une barre azurée. »

P. 22 : « L'autre oppinion est que la ville cytté de Lymoges fust fondée par un roy de Barbarie, nation des géans... l'an 978 après le déluge et 2482 avant l'incarnation du Filz de Dieu. Le roy Louis regna apres luy, qui fist grandes ordonnances et fist forger grande quantité de monnoye qu'on appelloit *barbarensis*, dans laquelle estoit ses armoiries, et dans l'escusson y avoit un chef ayant une grande barbe. »

P. 25, 26... « Les antiennes regestes du pays nous disent que Auguste empereur... conserva les armoiries de la ville, qui sont un chef d'argent en champt de guelles, donna pouvoir de forger monnoye merquée desdites armes, que les Romains appeloient *barbarins*, » etc.

Nous citons plus loin d'autres passages des mêmes chroniques qui ont trait aux armes de Limoges.

L'abbé Legros indique (1) une suite plus compliquée encore de transformations. D'après lui, la tête de lion dont nous avons déjà parlé, et qui fut, à une époque non déterminée, l'emblème primitif du peuple de Limoges, aurait un beau jour disparu de ses armoiries : le champ de gueules serait resté vide, et un chef d'argent se serait montré au sommet de l'écu. Puis une face humaine aurait paru dans le champ, précisément à la place de l'ancien masque léonin. A cette face, on aurait plus tard donné les traits traditionnels de l'apôtre d'Aquitaine.

Pour dire la vérité, nous ne croyons pas à cette succession inexpiquée et inexplicable de métamorphoses, qui rappellent un peu trop les images sans suite du kaléidoscope. Cette histoire pénible et embrouillée des armoiries, si simples, de notre ville, nous paraît avoir été composée non sur d'anciens dessins — nous n'en connaissons pas, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'en existe pas confirmant les données de Beaumesnil et de Legros, — mais sur des textes défectueux ou mal interprétés. Précisons : tout cet échafaudage repose sur l'évident malentendu auquel a donné lieu le double sens du mot *chef*, qui s'applique et à la partie supérieure de l'écu, et à la tête représentée dans le champ. — Oui, sans doute, les armes du Château de Limoges ont été dès le principe « de gueules à un chef d'argent » ; mais il faut s'entendre : le chef dont il s'agit est, non la « pièce honorable » que la langue spéciale de l'art héraldique désigne par ce mot, mais la tête de saint Martial, son « chef », comme l'appelaient nos pères et comme nous avons coutume de l'appeler. La livrée du drapeau, l'effigie de la monnaie, l'empreinte du sceau, la pièce capitale et originelle des armes, le *signum*, le *sigillum*, le *scutum*, tout cela n'offre qu'un seul et même emblème, et on y reconnaît toujours la relique à laquelle a été confiée, jusqu'au XII^e siècle, la garde des clefs du Château.

Nous ne hasardons pas ici une simple conjecture basée sur le double sens du mot *chef* et sur la composition postérieure des armoiries du consulat : l'auteur des Annales manuscrites de Limoges, connues sous le nom de *Manuscrit de 1638* (2), et après lui le P. Bonaventure de Saint-Amable, dans son grand ouvrage sur Saint-Martial (3), disent formellement que, avant

(1) *Essai historique*, p. 6.

(2) P. 293, passages cités plus haut en note.

(3) *Histoire de saint Martial*, T. III (Annales du Limousin), p. 693.

1420, les armes du Château étaient « *un chef d'argent en champ de gueules* ». L'interprétation de cette formule ne saurait être douteuse : c'est le « *saint Martial d'argent sur champ de gueules* » que M. Leymarie, mieux au fait que tout autre de l'histoire de la bourgeoisie limousine, donne comme ayant été la pièce caractéristique des anciennes armes du consulat (1). Nul ne parle ni du lion, ni du chef cousu d'argent et des apparitions et disparitions de ce dernier. L'abbé Legros lui-même, décrivant l'écu primitif de la ville, ou du moins le plus ancien après celui où aurait figuré la tête de lion, se sert des mêmes termes : « *Un chef d'argent en champ de gueules* ». Il les détourne, il est vrai, de leur sens ; mais son exactitude à reproduire les expressions mêmes des auteurs auxquels il fait des emprunts, a ici pour effet de mettre les lecteurs en garde contre l'erreur où il est tombé. On ne blasonnerait pas ainsi un écu de gueules au chef cousu d'argent. — Nous admettrions à la rigueur, si on nous apportait un texte quelconque à l'appui de l'hypothèse de quelques érudits, que le masque de lion fût devenu une face humaine, et qu'à cette face la pitié des bourgeois eût avec le temps donné les traits, la barbe et le nimbe du patron de la ville : ce qui est inadmissible, surtout en l'absence de tout monument, de tout texte, de toute explication, c'est la destinée de ce *chef* de lion effacé du champ et auquel succède cette bande d'argent en *chef*, puis ce second *chef* disparaissant à son tour, et le *chef* humain venant reprendre exactement la place de l'ancien masque de lion : tout cela non-seulement sans preuve, mais sans raison. — Et ce n'est pas seulement l'analogie des mots qui doit nous frapper ici. Tous ces *chefs* successifs, chef de lion, chef d'écu, chef humain, chef de saint Martial, sont blasonnés du même métal, d'*argent*. — N'avions-nous pas lieu de dire que nos adversaires eux-mêmes nous fournissent des preuves à l'appui de notre opinion sur la continuité et l'identité des armes du Château de Limoges dès l'origine de ces emblèmes ?

Ainsi l'enfantement laborieux de notre écusson municipal, l'histoire de ses mystérieuses transformations s'éclaircit. — Avant le ^{xii}^e siècle, on ne sait rien ; non-seulement on ne peut pas affirmer, mais toute hypothèse de tradition en dehors de celle indiquée tout naturellement par les faits constatés est téméraire et sans fondement sérieux. A cette époque, sur le champ de

(1) *Histoire du Limousin*, Bourgeoisie, T. II, p. 313.

gueules de l'écu, sur le fond à bande du sceau de la communauté, on trouve une tête qui n'est autre que celle de saint Martial, patron séculaire de la ville, et jusqu'en 1420 ce blason se modifie uniquement par l'adjonction d'ornements secondaires. — Toute autre version ne s'appuie sur aucun document, et s'explique par un malentendu. Nous croyons l'avoir bien établi par ce qui précède.

En 1421, les armoiries de la ville de Limoges furent complétées par l'addition du chef de France. Ce chef offre incontestablement, sur notre écu municipal, le caractère de « pièce honorable » qu'il devrait toujours avoir. On lira sans doute avec intérêt le passage du *Manuscrit de 1638* qui se rapporte à ce fait :

« Sur la fin de l'année 1420 [et ensuivant l'année 1421], le 20 janvier, Monseigneur Charles, Dauphin de Viennois, venant du Languedoc, passant par Lymoges, fust reçu des habittans en grant honneur. Lequel, s'estant informé de la resistance que fesoient les habittans, bourgeois et consulz de la ville contre les Anglois, pour accroistre le cœur ausditz habittans et (à ?) servir la couronne de France de mieux en mieux, donna aux armoiries de la ville, qui sont *un chef d'argent en champ de guelles*, une bande azurée [au chef dudit ecu] avec trois fleurs de lis d'or » (1).

Aucun texte antérieur à celui que nous venons de citer ne signale la concession de ce privilège à la ville de Limoges, et, l'avouons-nous ? nous avons été un moment tenté de douter de l'authenticité de ce détail, et sur le point de croire que la ville n'avait pris ou obtenu qu'au xvi^e siècle, comme bien d'autres, le droit de porter sur son écu le chef de France. L'absence de ce chef sur le sceau du consulat de 1510 nous semblait de nature à confirmer cette opinion ; mais un document irrécusable la détruit : l'écusson émaillé du musée de Limoges, dont nous parlerons plus loin, et qui remonte incontestablement au xv^e siècle.

Le consulat du Château de Limoges se montra toujours fort

(1) P. 293. — Le texte a été complété par les éditeurs à l'aide d'une copie de l'abbé Legros. — Bien que le droit de porter sur son écu les armoiries royales lui ait été constamment reconnu, et que sa magistrature consulaire jouît de privilèges assez importants, Limoges ne figurait pas, sous l'ancien régime, au nombre des quarante « bonnes villes » dont les maires assistaient au sacre du Souverain. L'Empire, qui remania la liste de ces cités privilégiées et la réduisit à trente-six, ne l'y ajouta point.

jaloux de son droit de posséder un sceau et des armoiries. Ce droit, qui lui avait toujours été contesté par les vicomtes, lui fut reconnu, au moins à titre provisoire, par le Parlement de Bordeaux, dans l'arrêt rendu le 6 septembre 1544, au cours du grand procès entre le roi de Navarre et la ville. Cet arrêt, une des pièces des plus intéressantes de nos Archives municipales, autorise les consuls à user d'un sceau spécial pour les affaires de la commune (1), et, en ce qui a trait aux armoiries, s'exprime en ces termes :

« Pourront lesd. consulz, ... faire convocation des manans et habitans pour aller en procession avec torches ayans les armes de la ville ».

« Semblablement, pourront lesd. consulz faire mettre et apposer les armoyries de lad. ville ès portes, tours et forteresses et par tous aultres lieux publiques de lad. ville ou bon leur semblera, pourveu que lesd. armoyries soient mises au dessoubz des armoyries du Roy et dud. viconte » (2).

Le corps municipal n'avait pas attendu la permission du Parlement. Dès 1436, s'il faut en croire les chroniques manuscrites, il fit graver au-dessus des portes de la ville les armes du consulat (3). Au siècle dernier, ces armoiries subsistaient encore, et Beaumesnil assure que, en 1747, on voyait auprès de la porte des Arènes une pierre de trois pieds de haut sur un peu plus de deux de large, représentant un écu très-allongé, avec la figure

(1) A cette époque, la ville de Limoges avait des sceaux en argent. L'inventaire des objets qui existent dans la chambre de l'hôtel du consulat, en 1523, mentionne « ung petit coffre ou sont les grandz seaulx et une boyte ou sont les petitz seaulx d'argent ». (*Reg. consulaires*, T. 1^{er} du registre B, publié par M. Em. Ruben et divers membres de la Société Archéologique, p. 129.) Un peu plus tard, une note rappelle que « lou coffre deu grand seel de la ville est dans une arche au tresort, et y a doux grandz seels d'argent » (Ib., p. 221). Ces sceaux furent engagés par les consuls, dans une nécessité pressante, en 1541, avec la masse de la commune et deux pièces d'artillerie, et dégagés l'année suivante (Ib., p. 336). Au commencement du xvi^e siècle, les sceaux étaient renfermés dans une boîte, dont trois consuls avaient chacun une clef. — Ils restèrent jusqu'après la mort de Martial Audier, en dépôt chez celui-ci et furent réintégrés, en 1522, dans le trésor de la maison commune (Ib., p. 22). Il en fut de même, en 1532, des Archives municipales, qui étaient longtemps restées dans une chambre basse, voûtée, de la maison de Mathieu Benoist, place des Bancs (p. 227).

(2) Registre consulaire B, T. I, p. 385.

(3) « L'an 1436 furent affichées ez quatre portes de la ville les armes de France et de la ville ». (*Annales manuscrites*, p. 301.)

de saint Martial en évêque et les deux lettres **S M** en beaux caractères gothiques. Au-dessus étaient sculptées les trois fleurs de lis, et au-dessous, en lettres du même style, et en relief, les trois mots : *Spes mea Deus* (1). Les armes de Limoges étaient également gravées, d'après Legros, au-dessus de l'arceau de la porte Manigne. Il est à remarquer que, dans le dessin donné par le savant abbé (2), la tête de saint Martial n'est pas nimbée.

Pour mieux affirmer le droit que leur avait reconnu l'arrêt de 1544, les consuls firent graver les armoiries du Château sur les médailles d'or « de la largeur d'un demi-pied », qui furent offertes à leur vicomtesse, la reine Jeanne d'Albret, et à Antoine de Bourbon, son mari, lors de leur entrée solennelle à Limoges, en 1556 (3). Plus tard, les médailles et les clefs présentées à Henri IV, notre dernier vicomte, en 1605, offraient ces armoiries unies à celles du Roi, de la Reine et du Dauphin (4). On voit encore figurer, quelques années plus tard, les armes de Limoges auprès de l'écu royal lors de l'entrée du maréchal de Schomberg (5).

En 1559, les consuls, après une discussion d'étiquette avec les officiers du Roi, ayant fait une procession particulière en réjouissance de la conclusion de la paix, eurent grand soin de rappeler, sur les registres de l'hôtel de ville, les détails de cette solennité, où figurait « l'estendar ou sont les armoyries de la ville » ; on y vit des enfants portant des torches, dont les panonneaux offraient ces armes et celles du Roi et du Dauphin (6); les consuls et leurs officiers tenaient chacun un flambeau « ayant les armoyries ».

M. E. Grignard, dans un dessin qui accompagne son plan topographique de Limoges, publié en 1851, donne, — d'après un titre de 1420, s'il faut en croire le texte, — un dessin des armes de Limoges, blasonnées contrairement à toutes les indications connues. D'après ce dessin, la ville aurait porté à cette époque : *de gueules au buste de saint Martial d'argent, vêtu et nimbé*

(1) Cette devise n'avait été gravée qu'à cette porte, et non au-dessous des écussons sculptés à toutes les entrées de la ville, comme le donnerait à supposer une note de M. l'abbé Lecler. (*Armoiries des évêques de Limoges*, Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin, T. XXI, p. 133.)

(2) *Essai historique*, p. 184.

(3) *Annales manuscrites*, p. 338, 339.

(4) *Discours* de Simon Descoustures, p. 32 et 33.

(5) Registre consulaire C, mss, p. 129.

(6) Registre consulaire B, publié, T. II, p. 173.

de même, accosté des deux lettres **S** et **M** aussi d'argent, et un chef cousu d'azur chargé de trois étoiles d'argent. N'ayant pu retrouver le titre qui a servi de modèle à la gravure, et ne connaissant pas d'autre exemple de ce blason, nous inclinons à penser qu'il y a là une erreur, bien qu'on voie souvent figurer des étoiles au revers des monnaies limousines offrant le *scutum Lemovicense* à l'effigie de saint Martial.

On doit considérer comme le blason exact et définitif de l'hôtel de ville de Limoges, celui enregistré dans les dernières années du *xvii^e* siècle à la diligence du corps municipal alors en fonctions, et dont nous avons reproduit les termes au début de cet article (1). Ainsi l'ont donné avec raison plusieurs publications de notre époque parmi lesquelles il convient de citer *les Villes de France* de M. Aristide Guilbert; ainsi l'a fait graver l'administration municipale sur les cachets et le papier de service de la mairie; ainsi nous le trouvons formulé dans le relevé qui accompagne le mémoire de Duret de Noinville, intitulé: *Recherches sur les fleurs de lis et sur les villes, les maisons et les familles qui portent des fleurs de lis dans leurs armes* (2); ainsi l'a dessiné, à la date de 1655, un apothicaire limousin, auteur d'une très-curieuse collection d'armoiries enluminées avec un grand soin et une grande finesse, et dont M. Eugène Ardant, imprimeur-éditeur à Limoges, possède aujourd'hui l'ouvrage; ainsi le représente un carton peint portant la date de 1694 et conservé au musée de Limoges. (L'encadrement est de fantaisie, sauf l'ange à mi-corps qu'on aperçoit derrière l'écu et qui le soutient). — Ainsi nous le montre un émail fort intéressant du même musée, attribué, avec toute apparence de raison, à la seconde moitié du *xv^e* siècle, et qui pourrait bien être cet « écusson de la ville, peint en émail », ayant surmonté jadis la porte de la salle basse de l'hôtel du consulat (3). La plaque dont il s'agit, de 230 millimètres sur 176, provient du cabinet de M. le baron de Théis,

(1) Bien entendu avec la substitution, consacrée par l'usage, du nimbe au diadème, ou plutôt à la mitre, dont le recueil de dessins joint à l'Armorial général coiffe saint Martial. (*Généralité de Limoges*, p. 58). La gravure des *Villes de France*, le type adopté par l'administration municipale, le dessin du manuscrit de 1655, l'émail et le carton du musée représentent saint Martial avec le nimbe.

(2) Ce mémoire a été imprimé à la suite du *Dictionnaire généalogique, héraldique, chronologique et historique* de La Chesnaye (Paris, 1757).

(3) *Limoges et le Limousin*, guide de l'étranger, T. II, p. 131. — Dans le devis des réparations à exécuter à l'hôtel de ville, en 1710, et dont nous

ancien préfet de la Haute-Vienne, et a été offerte au musée par les héritiers de M^{me} de Saint-Cricq. Elle représente exactement les armoiries enregistrées en 1698, avec cette seule différence que la face de saint Martial n'est pas « *de carnation* », tout le buste étant formé par le cuivre, et par conséquent devant être énoncé « *d'or* » (1). De plus, le diadème qui doit entourer la tête, et que nous avons cru reconnaître dans l'espèce de cordillère ceignant le chef du saint sur l'empreinte du sceau consulaire de 1245, est remplacé, en vertu d'une tradition constamment suivie depuis plusieurs siècles, par un nimbe. Ce nimbe est, contrairement à ce qu'on observe dans tous les dessins connus, même dans celui de la carte Grignard, et du reste à l'usage général, coupé par le chef d'azur, lequel n'occupe pas la portion de l'écu assignée à cette dernière pièce par les règles de l'art héraldique : le tiers en hauteur. Il faut sans doute attribuer ces inexactitudes de détail à l'importance qui a été donnée au buste de saint Martial, de cuivre repoussé, et très-largement traité. Les armoiries n'ont été pour l'artiste qu'un motif d'encadrement (2).

Le cachet de l'hôtel de ville, de 1661, que nous avons mentionné plus haut, offre des proportions plus exactes, et représente avec raison le buste du saint complètement dégagé de la bande du chef. Le cabinet de M. Astaix, directeur de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Limoges, possède un bois gravé des armoiries de la ville, d'assez grandes dimensions. Ce bois, qui ne remonte d'ailleurs qu'au dernier siècle, a dû servir pour l'impression

avons déjà cité un passage, il est question d'une « peinture à fresque », représentant les armoiries de Limoges, et qui ornera le fond de la grande salle de la maison commune. (Reg. consulaire D, f. 131).

(1) M. Traversier, dans un ouvrage récent (*Armorial national de France*, par H. Traversier, avec notice de Léon Vaïsse, Paris, 1843), donne, p. 43, un blason des armes de Limoges qui se rapporte exactement aux indications de cet émail : *de gueules à un buste de saint Martial d'or, accosté d'une S et d'une M gothiques, de même, au chef cousu de France*. Ce blason est reproduit par plusieurs mauvaises gravures sur bois.

(2) Les catalogues du musée font mention, sous le n° 403, d'un vitrail représentant les armoiries de la ville et provenant du cabinet de M. Maurice Ardant. Il nous a été impossible de consulter ce document, vu l'état où se trouve notre musée, — état provisoire, nous dit-on. Ce provisoire dure depuis cinq ans. Combien durera-t-il encore ? — Trouvera-t-on, quand on le voudra, des hommes dévoués et capables pour réorganiser les collections ? — En attendant, nous devons remercier la direction du musée de l'obligeance qu'elle a bien voulu mettre à faciliter nos recherches.

d'en-tête de placards et de pièces officielles. Le dessin est analogue à celui du cachet. Toutefois l'écu est surmonté d'une sorte de mortier, et, à l'exemple de l'écusson sculpté sur la porte des Arènes, la tête de saint Martial n'offre ni diadème, ni nimbe. D'autres bois du milieu du dernier siècle, en usage dans les diverses imprimeries de la ville, portent ces armoiries sans indication d'émaux ou avec des indications insuffisantes ; quelques-uns (1) omettent le nimbe, mais conservent l'ange et les branches de laurier du cachet municipal. Nous ne trouvons pas non plus le nimbe sur une sorte d'applique ovale, également du xviii^e siècle, conservée au musée de Limoges, et sur laquelle sont sculptées, d'une façon très-correcte, les armes de la ville. Cette applique offre toutefois cette particularité, qu'elle montre le buste de saint Martial porté sur un socle : ce n'est plus un buste, c'est un reliquaire qui orne le champ de l'écu.

L'émail du musée est la représentation la plus ancienne que nous connaissions — après le sceau du consulat de 1245 bien entendu — des armoiries de Limoges. Nous avons dit qu'il blasonne « d'or » le buste du saint. Cette pièce était très-certainement d'argent à l'origine, et, au xvi^e siècle, on continua à la blasonner ainsi (2). Ce n'est qu'à partir du xvii^e siècle que le buste est constamment « d'or » et la face « de carnation », c'est-à-dire de couleur naturelle.

Ce que nous venons de dire explique comment plusieurs auteurs modernes ont blasonné d'argent le chef de saint Martial. Ainsi M. Girault de Saint-Fargeau donne en ces termes nos armoiries : *De gueules au chef de saint Martial orné à l'antique d'argent, ombré de sable, au chef d'azur chargé de trois fleurs de lis*

(1) Par exemple, la gravure qui orne le frontispice de la *Feuille hebdomadaire*, et qui, à l'exemple du sceau municipal de 1661, ne blasonne que le chef d'azur.

(2) Nous avançons cette affirmation sur la foi des éditeurs des *Annales manuscrites de Limoges* : « Les gravures du xvi^e siècle indiquent toutes l'argent comme métal du buste de saint Martial », p. 293, note. Nous avouons n'avoir pu mettre la main sur une seule de ces gravures. On nous avait cité, comme un document à l'appui de cette assertion, les armoiries qui figurent sur le plan de Limoges, dit *des Trésoriers de France*, de Jouvin de Rochefort. Vérification faite, l'auteur de ce dessin paraît n'avoir pas indiqué les émaux des pièces qui figurent dans le champ et sur le chef : ou bien il faudrait admettre qu'il a entendu blasonner d'argent les fleurs de lis comme le buste de saint Martial. — Ajoutons que ce plan est du xvii^e siècle, et non du xvi^e.

d'or (1). Cette formule, que paraissent avoir reproduite, mais en la complétant, les éditeurs des *Annales manuscrites de Limoges*, omet les deux lettres qui accostent la tête et le nimbe qui la couronne. Ces omissions sont réparées à la planche gravée, où le chef de saint Martial porte une sorte de couronne d'or qui rappelle la torsade du sceau de 1245, et qui est évidemment le diadème mentionné aux armoiries de 1698.

La devise *Spes mea Deus*, qui accompagnait l'écu municipal placé sur une des portes de la ville en 1436, n'avait rien de traditionnel. Nous ne connaissons du moins aucune autre mention de cette devise, et nous ne la voyons à aucune autre époque reproduite, soit sur le sceau, soit au bas de l'écu de la maison commune. L'ange qui sert de support à cet écu aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles offre, nous l'avons déjà dit, le caractère d'un accessoire plus souvent adopté, sans être toutefois un complément de rigueur.

Le chef de saint Martial, que plusieurs sceaux et écussons de l'Abbaye et du Chapitre représentent coiffé de la mitre — les panonceaux de la Grande-Confrérie conservent cette tradition — et qu'on trouve reproduit avec cet ornement au Recueil de dessins qui accompagne l'Armorial général (2), a figuré quelquefois avec cette coiffure sur les armoiries de l'hôtel de ville (3). Mentionnons parmi les rares documents qui nous fournissent un exemple de cette anomalie une gravure sur bois assez ancienne qu'on retrouve sur plusieurs livres ou brochures imprimés à Limoges dans les premières années du *xvii^e* siècle, et notamment à la page 2 du *Discours contenant l'antique fondation de la ville et cyté de Lymoges*, par M. Descoustures, avocat du Roy. (Lymoges, Guillaume Bureau, *mdcvii*.) Ce dessin est, à notre connaissance, le seul qui représente la face de l'apôtre d'Aquitaine sans la barbe classique.

Nous avons réuni, dans les pages qui précèdent, tout ce qu'il nous a été possible de recueillir sur l'histoire du blason municipal de Limoges. Il nous paraissait utile et intéressant pour tous

(1) *Dictionnaire géographique, historique, industriel et commercial de toutes les communes de France*, art. *Limoges*.

(2) *Généralité de Limoges*, p. 58 : Bibliothèque nationale.

(3) M. R. Texier possède un poinçon qui paraît avoir été en usage au dernier siècle, pour la marque des poids et mesures : il présente, avec le chef de France, un buste de saint Martial mitré, accosté des lettres P. P.

de la rappeler au moment où vont s'élever les murs du nouvel hôtel de ville. La commune d'aujourd'hui doit conserver avec un respect filial les antiques emblèmes de la commune du moyen âge. Nous serons des ancêtres, soit : n'oublions pas que, d'abord, nous sommes une postérité. — Nous ne saurions d'ailleurs l'oublier longtemps ; la nature est là, notre existence même et notre raison, qui nous le crient : que nous le voulions ou non, nos devanciers ont déjà disposé en partie de nous. Il serait puéril de nier l'influence considérable qu'exercent les lois de l'atavisme sur l'organisation des sociétés comme sur celle des individus. Cette action, si puissante soit-elle, n'exclut pas le progrès : en y regardant bien, on voit qu'elle le prépare au contraire, lui fournit des éléments, et que seule elle peut les lui donner ; car seule elle sait élaborer les germes d'une amélioration durable. L'histoire continue ; elle ne recommence pas (1) : la vie des sociétés, grandes ou petites, comme celle des individus, n'est point une succession fortuite de phénomènes isolés, mais une série de faits qui s'enchaînent l'un à l'autre, qui ont leur cause dans les événements accomplis, et esquissent à leur tour les évolutions à venir. Ainsi mille nœuds étroits et forts nous rattachent au passé : aimons-le donc ! aimons-le d'un amour grave, réfléchi, intelligent, dont l'indépendance même assure à nos prédécesseurs une gratitude sincère pour tout ce qu'ils ont laissé de bon, une respectueuse admiration pour tout ce qu'ils ont fait de grand et de beau.

— « *Dieu et Patrie*, telle est la signification de notre blason », écrivait très-justement notre ami Henri Ducourtieux dans un article de l'*Almanach Limousin* de 1859. — Le chef de France rappelle en effet l'histoire laborieuse et tourmentée de la commune de Limoges, les menaces et les dangers au milieu desquels ont vécu nos pères, leur dévouement à l'unité française à partir du grand mouvement national qui marqua la fin du xiv^e siècle. Ces trois fleurs de lis sont, pour l'écu de notre hôtel de ville, une décoration aussi glorieuse que la croix de la Légion-d'Honneur placée aujourd'hui dans les armoiries de Châteaudun. Quant au chef de saint Martial, il conserve le souvenir de l'apôtre qui porta aux populations du centre de la France les lumières de l'Evangile, — du patron et, pour ainsi dire, du fondateur du Château

(1) « En fait d'histoire du reste, il vaut mieux continuer que recommencer. » — TAINÉ, *Origines de la société contemporaine*.

de Limoges ; car c'est autour de son tombeau, c'est à l'abri de son nom, à l'ombre de la royale église où reposaient ses restes, que notre industrielle ville s'est formée, a travaillé, a prospéré, a grandi. — Dans ces armoiries symboliques se condense et apparaît l'histoire tout entière de notre chère cité : elles résument les traditions de sa vieille bourgeoisie ; elles rappellent son origine, ses épreuves, ses combats, et nous y retrouvons non-seulement l'emblème, mais l'esprit même et le cœur du « commun peuple » de Limoges.

Ce travail semblerait incomplet si nous ne disions un mot des sceaux communs de la Cité de Limoges, qui était, on le sait, la plus ancienne des deux villes. Dès le ^{xiii}^e siècle, peut-être dès le ^{xii}^e, elle fut éclipsée par la prospérité commerciale du Château, et ne tarda pas à être réduite au rôle de satellite de la ville nouvelle : presque toute la bourgeoisie aisée la quitta. Ses magistrats municipaux perdirent de bonne heure l'autorité et les privilèges que ceux du Château devaient conserver jusqu'à l'établissement du régime de centralisation peu à peu organisé par la monarchie absolue. Nous ne saurions dire de quelles prérogatives jouissaient avant le ^{xiii}^e siècle les consuls de la Cité de Limoges, ni quelle était l'étendue de leur pouvoir. Au rapport de nos chroniques manuscrites, l'évêque Ebles, qui, d'après la *Gallia christiana*, vivait au milieu du ^x^e siècle, « usurpa sur les citoyens la juridiction temporelle » (1). Un acte de 1177 donne en effet à l'évêque qui siégeait alors le titre de comte de la Cité (2). Les bourgeois ne se résignèrent pas sans combat à la perte de leur indépendance et des antiques privilèges dont le consulat de la Cité avait hérité de l'ancienne municipalité romaine. Nous savons peu de chose des péripéties de cette lutte. On trouve, au ^{xiii}^e siècle, les consuls en possession d'un sceau dont l'apposition est mentionnée sur plusieurs ordonnances existant aux Archives départementales de la Haute-Vienne (3). Un acte de 1207 a été revêtu des sceaux de « los cossols de las doas vilas » (4). — En 1295, la commune

(1) *Annales manuscrites*, p. 122.

(2) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, T. I, p. 66.

(3) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, T. I, p. 36 et 136. — Il nous a été impossible, malgré de longues recherches, de découvrir dans nos Archives une seule empreinte du sceau de la Cité.

(4) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1,014 : fonds de la Règle (Maison-Dieu).

de la Cité est en guerre ouverte avec l'Evêque, et elle a su obtenir l'appui des officiers royaux (1); mais cet appui lui coûtera cher, car la réconciliation des deux puissances se fera aux dépens de ses dernières libertés, et elle perdra alors jusqu'à l'espérance de les jamais recouvrer. — C'est des dernières années de ce procès que date la seule empreinte connue du sceau de la magistrature bourgeoise de la Cité. On la trouve sur une déclaration de 1303, par laquelle les consuls adhèrent au procès du pape Boniface VIII, et à la convocation d'un Concile général. Ce sceau, de forme ronde, et de 55 millimètres de diamètre, représente « une enceinte crénelée avec porte ouverte à gauche, renfermant un donjon et deux tours voûtées ». Légende : ... GILLVM... VIT... ARUM — *sigillum [consulatus ?] civitatis Lemovicarum*. — Contre-sceau triangulaire : écu au lion couronné et à la bordure besantée (2).

Le sujet, à peu près analogue, des armoiries de la famille de la Porte (3), dont un des membres occupait alors le siège de Limoges, nous avait d'abord fait penser que le dessin du sceau municipal de la Cité était la reproduction de ces armes, et nous avions cru à un accommodement de l'évêque avec les bourgeois, ou même à la soumission de ces derniers antérieurement au traité entre le Roi et Reynaud de la Porte. Mais il est improbable que celui-ci eût laissé la commune en possession d'un sceau; de plus, s'il avait imposé aux consuls de la Cité un emblème de leur dépendance, c'eût été sans doute un symbole épiscopal (comme les évêques le firent à l'égard de la ville de Saint-Junien); ajoutons que les exemplaires, conservés par divers dépôts, du sceau de ce prélat offrent non les armes de sa famille, mais une simple effigie d'évêque. Tout porte donc à penser que le sujet du cachet ci-dessus décrit est bien l'emblème propre de la communauté de la Cité de Limoges et de ses magistrats. Nous faisons des réserves en ce qui concerne le contre-sceau, qui rappelle d'une façon trop

(1) « H. xxxiiij, ung sac ou sont les pieces du proces jadis intenté entre R. p. Monse^r de Lymoges et les consulz de la Cite de Lymoges, le Procureur general du Roy joint a eulx, à cause de la jurisdiction de lad. Cite. Despuis decide par transaction faicte entre le Roy et led. Sr Evêque... Et sont demeurez en commun pariage, tant en lad. Cite de Lymoges que Pont de Nobillat et ville de St-Léonard. » *Inventaire de 1576*. (Arch. de la Haute-Vienne, art. 1450, classement provisoire.)

(2) *Inventaire des Archives nationales* : Collection de sceaux, n° 5,693.

(3) De gueules, à la porte accolée de deux tours d'or.

frappante, les armes de plusieurs familles nobles du centre de la France, notamment celles des Cardaillac.

Il faut signaler du reste les rapports très-remarquables qui existent entre le sceau de la Cité de Limoges, en 1303, et celui de plusieurs communes, notamment celui d'Arles (1) : ce dernier représente une enceinte fortifiée avec un donjon et deux tours de moindre hauteur ; seulement la porte est placée au milieu du rempart et fermée. Sur le contre-sceau comme sur celui de la Cité, est gravé un lion, mais qui n'a pas la même attitude. — Nos recherches sur les cachets des villes de France nous ont donné l'occasion de faire une remarque assez curieuse : les sceaux du plus grand nombre de communes du midi, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, représentent les murs de la ville avec la principale porte ; dans le nord, c'est l'image du maire armé, parfois accompagné des échevins, que les municipalités ont placée de préférence sur leurs cachets.

La transaction de 1307, qui mit fin au procès relatif à la justice de la Cité de Limoges, sacrifia complètement les droits des bourgeois. Le Roi et l'Evêque furent déclarés seuls seigneurs et justiciers communs de la ville. Cet état de choses dura jusqu'en 1597, époque à laquelle M^{re} Henri de la Marthonie acquit de la couronne les droits qu'avait reconnus à Philippe le Bel le traité avec Reynaud de la Porte. Dès lors la juridiction de la Cité appartenait tout entière au prélat « en toute justice, civile, criminelle et de police » (2). Jusqu'à la Révolution, l'évêque eut son juge, ses officiers, ses mesureurs, courtiers et étalonneurs de poids. — On voit, en 1786, le commissaire de police de la Cité procéder, assisté d'un huissier et d'un agent spécial, à une visite dans les magasins et débits de ce quartier, pour s'assurer que tous les « pots, pintes, poids et mesures » en usage sont bien marqués aux armes de M^{re} d'Argenté (3).

Le droit d'user d'un sceau commun fut, selon toute probabilité, enlevé aux consuls de la Cité de Limoges lors de l'établissement

(1) *Recueil des sceaux du moyen âge, dits sceaux gothiques*. — Paris, Antoine Boudet, 1779 (attribué au marquis de Migieu).

(2) Mémoire pour l'évêque, ^{xvii}^e siècle. (Arch. départementales de la Haute-Vienne, art. 2,347 du classement provisoire.)

(3) Cette pièce (Archives départementales, 2,347) n'est pas sans intérêt. Le commissaire de police découvre dans un cabaret des pintes aux armes de la Ville, et, bien que la débitante soit munie d'une autorisation du juge de la Cité, il lui est enjoint de ne pas conserver de mesures qui n'aient pas été marquées des armoiries de l'Evêque.

du pariage. Ces magistrats gardèrent encore quelques attributions jusqu'au sac de cette ville par le prince Noir, et on les voit figurer à la prise de possession au nom du Roi de France (1); bien qu'ils soient encore nommés dans des lettres-patentes de 1393 (2), toute vie municipale semble éteinte dans la Cité à dater du grand désastre de 1370. Demeurée longtemps presque déserte, elle ne fut repeuplée que par de pauvres gens, et n'eut jamais de corps de bourgeoisie capable de reprendre la lutte contre l'Evêque pour la conquête de ses anciennes libertés. L'entreprise était au-dessus des forces de ces pêcheurs, de ces journaliers, de ces petits artisans. Ils ne semblent même pas y avoir songé. En 1660, les syndics de la Cité n'étaient que de simples collecteurs de tailles, n'ayant « ni maison commune, ni sceau, ni arsenal, ni marques d'officiers publics » (3); on leur refusait jusqu'au titre de consuls. Il est certain que nous ne les voyons figurer dans aucune cérémonie, jouer un rôle dans aucune entrée royale. Nous ne connaissons pas de cachet de cette municipalité de 1307 à 1789, et, dans les pièces se rapportant à l'histoire de la Cité au cours des ^{xv}^e, ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, nous n'avons nulle part rencontré ni dessin d'armoiries, ni mention d'un sceau commun (4).

(1) Le procès-verbal de cette prise de possession a été publié par la *Société Arch. et Hist. du Limousin*, T. III, p. 153. Il avait été précédé d'une sommation que rappelle cette mention de l'*Inventaire des tiltres, instrumens, etc., concernant les cens et rentes, justices et aultres droils et devoirs appartenus a Reverend pere en Dieu Monsr Levesque de Lymoges en la Cyté de Lymoges, etc.* (Archives de la Haute-Vienne, liasse 1,450):

« Lire du xxiiij^{or} d'aoust an mil iiii^e lxx contenant comment le duc Dauvergne, lieutenant du Roy, Loys duc de Bourbon, etc., sommaient de par le Roy les consuls de la Cité de Lymoges s'ilz vouloient recognoistre le Roy leur souverain seigneur, lesquelz consuls firent response pour eulx et les autres habitans de la ville que tres volontiers, et firent le serment de fidelité », etc.

(2) Livre d'hommages de l'évêché de Limoges, T. II, fol. 29. (Arch. de la Haute-Vienne.)

(3) Livre d'hommages, T. I, fol. 54 et 55.

(4) La Cité resta séparée de la ville jusqu'en 1792. Elle avait son Conseil municipal particulier et son maire. La dernière délibération de sa municipalité qui figure sur le registre conservé aux archives de l'hôtel de ville est relative à l'adjudication de la perception des impôts foncier et mobilier, et porte la date du 1^{er} décembre 1792.

SCEAUX ET ARMES

DES

VILLES, ÉGLISES, COURS DE JUSTICE, CHANCELLERIES,
COMMUNAUTÉS, CORPORATIONS
DES TROIS DÉPARTEMENTS LIMOUSINS

M. l'abbé Roy de Pierrefitte, chargé par la Société Archéologique et Historique du Limousin de la publication du *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges* (1), s'adressa à M. Auguste Bosvieux pour compléter, en ce qui avait trait au blason des villes, les notes de l'abbé Nadaud. Le savant archiviste de la Creuse lui fournit un relevé très-exact et fort bien fait, dont les articles ont été insérés à leur place respective dans les volumes du *Nobiliaire* imprimés jusqu'à ce jour. Cette liste, toutefois, ne nous a pas paru complète; ajoutons qu'elle ne fournit aucune indication concernant les sceaux; d'un autre côté, nous avons pensé qu'on trouverait plus d'intérêt et de commodité à la publication d'un relevé spécial des armoiries adoptées, avant 1789, par les communautés de toute espèce, laïques et ecclésiastiques, dans nos trois départements limousins : Haute-Vienne, Creuse et Corrèze, et conservées presque partout, malgré l'essai de réforme héraldique dont s'avisa l'Empire au commencement de notre siècle. Cette bizarre tentative échoua, et le nouveau système disparut avec le régime qui l'avait institué. Le retour à l'ancien état de choses fut du reste consacré légalement : une ordonnance royale du 26 septembre 1814 disposa que les villes, communes et corporations de tout ordre reprendraient leurs armoiries traditionnelles.

C'est une bien insuffisante preuve de noblesse que la possession,

(1) Publication continuée aujourd'hui par M. l'abbé A. Lecler.

même deux ou trois fois séculaire, d'armoiries : les bourgeois s'adjudgèrent, dès les xv^e et xvi^e siècles, le blason des seigneurs dont ils achetaient les terres. Au xvii^e, en dépit des ordonnances et des poursuites exercées par les officiers royaux, le désordre était arrivé à son comble. Il faut entendre les doléances des héraldistes sur les usurpations de la roture. — « On ne sauroit croire, dit d'Hozier, jusqu'à quel point les abus se sont multipliés de nos jours. Les roturiers s'arrogent les armes sans aucun droit. Pour peu de conformité qu'ils trouvent entre leurs noms et ceux de quelque famille noble, ils prennent le même symbole de noblesse. Souvent ils chargent leurs écussons des couronnes, des ornements et d'autres marques d'honneur réservées aux personnes du premier rang » (1). Et Thibault Cadot : « Depuis longtemps ce n'est plus le Roy qui donne ou autorise les armoiries : un chacun en prend selon son caprice ; on ne garde quasi plus de règle ni de blason dans leur composition, ni de bienséance dans leur port » (2). L'amateur limousin qui a dessiné, en 1655, le recueil d'armoiries aujourd'hui conservé dans la famille Eugène Ardant, de Limoges, s'exprime avec plus d'énergie encore : « On étoit autrefois fort religieux et exact au comportement des timbres, et chacun les portoit selon sa qualité, ce qui s'observe encore en Allemagne et ailleurs ; mais, en France, la liberté fait qu'on en use avec moins de circonspection, jusques à voir des coquins, sortis de la lie du peuple, qui mettent effrontément les tymbres de front sur leurs armes inventées du soir au lendemain, sans se connoistre, avec une impudence insupportable » (3).

L'édit du mois de novembre 1696, qui ordonna l'enregistrement de toutes les armoiries et créa des maîtrises d'armes pour leur examen et leur vérification, généralisa et légalisa ces usurpations au lieu de les réprimer : il avait surtout un but fiscal, et, si jaloux que fût Louis XIV des marques extérieures d'honneur qui demeuraient, avec certaines exemptions d'impôt, le principal privilège de sa noblesse, toute considération s'effaçait devant les nécessités d'argent. En réalité, l'édit de 1696 reconnaissait à tout le monde à peu près le droit d'obtenir des armoiries moyennant finance. Qu'on en juge : pouvaient posséder des armes non-seulement les « ecclésiastiques, gens de clergé, bourgeois des

(1) *Armorial de France* : Préface.

(2) *Le Blason de la France, ou note sur l'Edit concernant la police des armoiries*, p. 45.

(3) Page 103.

viles franchises, sujets possédant des terres nobles et personnes de lettres », mais d'une façon générale tous « ceux qui s'étoient signalés au service du Roy dans les armées, négociations et autres emplois remarquables ». Comme chacun était soi-même le juge du mérite de ses services, et que les maîtrises n'y regardaient pas de très-près une fois l'argent versé, on peut dire que ceux-là seuls n'eurent point d'armes qui n'en voulurent pas. Le fisc, avec son habileté traditionnelle, sa connaissance des travers et des faiblesses de l'humanité, avait fixé un droit peu élevé pour les particuliers. Aussi des milliers de bons bourgeois firent-ils inscrire leurs noms sur les registres de leur généralité. Les villes et communautés les imitèrent; les confréries religieuses, les corporations de métiers, voulurent aussi posséder le privilège de faire graver sur le cachet de leur syndicat, représenter sur leur bannière ou les pannonceaux de leur association, un symbole de leur choix, agréé par le Gouvernement. Les maîtrises se montraient fort accommodantes au sujet des armoiries, nouvelles ou anciennes, qui leur étaient soumises. Seules, les armes dans la composition desquelles entraient des fleurs de lis, et notamment des fleurs de lis sur champ d'azur, furent vérifiées avec soin : les communautés et particuliers durent « établir leur droit et leur possession » pour obtenir de les conserver; ces emblèmes ne figurèrent que dans un petit nombre de blasons nouveaux, et ils ne furent concédés que pour des services signalés ou des raisons exceptionnelles.

La plupart des armoiries imaginées dans ces circonstances n'offrent, il faut le reconnaître, aucun intérêt; beaucoup même n'ont pas de signification. — Les communautés qui faisaient vérifier des armes, ou qui en sollicitaient, durent, comme les particuliers, en fournir un dessin : les unes les composèrent laborieusement et les surchargèrent des emblèmes les plus hétéroclites : la vieille nomenclature héraldique n'avait jamais subi une pareille invasion de « pièces » barbares, de « meubles » roturiers. D'autres laissèrent le soin de leur donner des armoiries aux experts en blason, et ceux-ci procédèrent à ce travail d'invention d'une façon presque mécanique. Rien ne saurait être comparé à la rapidité de leur méthode : au rebours des communes et particuliers, les héraldistes choisirent pour les nouveaux blasons des sujets simples, qu'ils appliquèrent successivement à dix, quinze, vingt, cent personnes, en variant les métaux et les couleurs, en multipliant et en modifiant les pièces. Ainsi, étant donnés une barre ou un pal, ils y trouvaient de quoi

répondre à toute une série de demandes. Au premier inscrit ils assignaient la barre de gueules, au second d'azur, au troisième de sinople, au quatrième de sable, au cinquième de pourpre, sur champ d'or; une nouvelle catégorie avait la même pièce de couleur sur champ d'argent; pour d'autres, la barre (ou le pal) d'or ou d'argent était placée sur un champ de couleur; ainsi de suite. Puis c'étaient deux barres, trois barres; et les mêmes variations recommençaient sur ce *nouveau* thème. Après les barres simples, on passait aux barres ondées, etc., etc.

Dans la liste que nous donnons ci-après, nous avons fait suivre d'un point d'interrogation les armoiries manifestement fabriquées par ce procédé et celles dont la composition ne paraît pas antérieure à l'édit de 1696. — On remarquera que, dans la Marche, les villes et les abbayes seules firent enregistrer des armes. Les corporations de métiers ne présentèrent pas les leurs au contrôle des maîtrises, ou plutôt négligèrent de s'en pourvoir, au rebours de ce qui se passait en Limousin, où non-seulement toutes les localités importantes, mais toutes les communautés bourgeoises, même les plus infimes et les moins riches, s'inscrivaient à l'envi sur les registres où l'infaillible d'Hozier devait mettre son paraphe.

On sait combien sont étroits les rapports qui existent entre la sphragistique et le blason, et combien les études relatives à l'une et à l'autre de ces sciences mutuellement s'éclairent et se viennent en aide. — Nous avons complété chaque article en donnant le résumé des indications qu'il nous a été possible de recueillir sur le sceau de la ville ou de la communauté. Il va sans dire que nous ne nous sommes pas occupé des cachets de la période révolutionnaire, dont les sujets et les légendes ont presque toujours un caractère banal et ne sauraient présenter, pour l'étude de l'histoire locale, que bien peu d'intérêt. Nos notes s'arrêtent donc à 1789.

PROVINCE DU LIMOUSIN : *d'argent parti de gueules, chapé de l'un en l'autre*. (*Armorial général* : Généralité de Limoges (1),

(1) Nous faisons remarquer, une fois pour toutes, que les registres de la grande collection manuscrite déposée à notre Bibliothèque nationale sont très-improprement intitulés : *Limousin*, *Bourbonnais*, *Poitou*, etc. Ce Recueil a été formé par généralité et non par province. C'est donc : *généralité de Limoges*, *généralité de Moulins*, *généralité de Poitiers*, qu'il faut lire.

p. 417). Nous ne savons rien sur l'origine de ces armoiries ; nous serions étonné qu'elles fussent antérieures au ^{xvi}^e siècle.

PROVINCE DE LA MARCHÉ : *semé de France à la bande* (al. *cotice*) *de gueules, chargée de trois lionceaux d'argent* (al. *d'or*). Ces armoiries, qui ne furent pas enregistrées, n'étaient autres que celles des anciens comtes de la Marche. Détail curieux : elles figurèrent jusqu'en 1791 en tête des affiches émanant de l'autorité départementale de la Creuse, comme si la Marche féodale eût survécu à l'établissement des nouvelles divisions administratives. Nous devons ce renseignement à M. Louis Duval, archiviste à Guéret.

COMTÉ DE LA MARCHÉ. — Aucune des empreintes de sceaux des comtes de la Marche conservées soit aux Archives nationales, soit dans les dépôts départementaux sur lesquels nous possédions des renseignements, ne porte, à notre connaissance, d'indication de l'usage public de ces sceaux pour les contrats ou pour la justice (*curiæ, cancellariæ, ad contractus, ad causas, etc.*) Or à ce titre seulement nous aurions à en parler. Nous nous bornerons donc à renvoyer à la *Collection de sceaux*, publiée par M. Douët d'Arcq, et comprise dans l'*Inventaire des Archives nationales* (n^{os} 833 à 858).

VILLE D'AHUN : *fascé d'argent et d'azur* (Généralité de Moulins, p. 360), — *fascé d'argent et d'azur de six pièces* (H. TRAVERSIER, *Armorial national*). Le Recueil d'armoiries de la généralité de Moulins qui accompagnait l'*Armorial général*, et qui est, comme celui-ci, conservé à la Bibliothèque nationale, donne un dessin conforme à ce blason (p. 206). D'après l'*Histoire de l'antique ville d'Ahun*, imprimée à Clermont en 1857, les armes de cette ville seraient *d'azur à quatre barres d'argent traversantes*, ce qui est fort différent des indications ci-dessus. M. Girault de Saint-Fargeau (*Dictionnaire géographique, historique, industriel et commercial de toutes les communes de France*) ne mentionne pas le blason d'Ahun. — Cette ville était en possession, dès une époque assez reculée, d'importantes franchises communales. Le consulat d'Ahun avait un sceau dont on possède une matrice paraissant remonter au ^{xiv}^e siècle : ce type est en cuivre, de forme ronde, et a 33 millimètres de diamètre. Le sceau dont il s'agit, qui a appartenu à M. Jorrand, notaire, et se trouve aujourd'hui, croyons-nous, déposé au musée de Guéret, a été ainsi décrit par M. Fillioux, conservateur de ce musée : — « Dans le champ, écu chargé de *cinq* cotices chevronnées, avec trois fleurs de lis en dehors, l'une en tête, les deux autres à

droite et gauche de l'écu. » Légende : † s. CONSVLVM CASTRI AGEDVNEN. (*Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, T. III, p. 200). Le dessin qui nous a été communiqué par M. L. Duval, archiviste de la Creuse, ne présente qu'une seule fleur de lis, sommant l'écu. Nous devons à l'obligeance du même correspondant l'empreinte d'un autre sceau des magistrats municipaux d'Ahun. Celui-ci, de même forme, mais d'environ 40 millimètres de diamètre, représente le même écu coticé; au-dessus une fleur de lis. Légende : † SIGILLVM CONSVLATVS CASTRI AGEDVNI. Les caractères sont d'un type plus moderne.

ABBAYE DE NOTRE-DAME DU MOUTIER-D'AHUN : *losangé d'or et de gueules à un écusson d'argent brochant sur le tout, chargé d'une Notre-Dame de carnation, vêtue de gueules et d'azur, tenant le petit Jésus de carnation*. (Moulins, p. 201).

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES D'AIXE : *de sable à un pal d'or* — ? — (Limoges, p. 313). Il y a quelque raison de penser que la pièce caractéristique des armes de l'église d'Aixe ou de la communauté de prêtres qui la desservait a été jadis une croix de vair : cet emblème orne une des clefs de voûte de l'église ; mais on ne sait de quelle couleur était le champ de l'écu. (*Nobiliaire*, T. I, p. 118.)

COUR, TERRE ET JURIDICTION D'AIXE, POUR LE ROI ET LA REINE DE NAVARRE : Plusieurs actes de 1530 mentionnent l'apposition du sceau de cette Cour, mais ne l'ont pas conservé.

VILLE D'ALLASSAC : *de sable à une fasce componnée d'or et de sable* — ? — (Limoges, p. 442).

ABBAYE DES ALLOIS : *de gueules à un chevron d'argent*. — ? — (Limoges, p. 324.)

PRIEURÉ D'ANZÈME : *d'azur à un gonfalon d'or*. (Moulins, p. 608).

VILLE D'ARGENTAT : Cette ville aurait pour armes, d'après M. Bonnélye (*Histoire de Tulle et de ses environs*), et l'*Atlas topographique, agricole et géologique de la Corrèze*, publié en 1873-75 : *d'azur à deux clefs d'argent placées en pal et accolées* (1). Nous ne trouvons rien à l'Armorial général, ni ailleurs, qui confirme ces indications. Nous ferons au surplus remarquer

(1) Les indications données par l'*Atlas* de la Corrèze paraissent à peu près exactes comme dessin ; mais les armoiries sont mal blasonnées : rien ne distingue les métaux, et les couleurs ne sont pas notées d'une façon complète.

que le dessin de l'*Atlas* de la Corrèze est la reproduction exacte d'un sceau ogival de 37 millimètres, dont la matrice, en bronze, existe dans la petite collection sigillographique du musée de Limoges. Ce sceau est celui du curé d'Argentat, comme l'atteste la légende : S. CAPLLI DARGENTAT. Argentat n'a pas d'armoiries au *Dictionnaire* de Girault de Saint-Fargeau. La commune existait dès le XIII^e siècle. (MARVAUD, T. II, p. 141.) M. Maurice Ardant et, après lui, M. Bonnélye (*Hist. de Tulle*, p. 88-89) se sont demandés si ces clefs étaient l'emblème de saint Pierre, patron d'une église, ou un souvenir de la perception de certains droits qui s'était faite autrefois à Argentat. — M. Ardant, qui a signalé le sceau dont il s'agit dans le *Recueil des travaux de la Société de sphragistique de Paris*, a lu : CAPLLI au lieu de CAPLLI, et a attribué ce cachet à un Chapitre d'Argentat dont nous n'avons jamais entendu parler. Ce n'est pas, au surplus, la seule inexactitude qu'offrent et son dessin et son article.

ABBAYE D'AUBEPIERRE : *de gueules à un monde d'argent cintré et croisé de même*. (Moulins, p. 198.) Ces armoiries paraissent être la reproduction d'un ancien sceau.

VILLE D'AUBUSSON : *d'argent à un buisson de sinople*. (Moulins, p. 360.) Ces armoiries, bien que conformes au dessin qui figure au *Recueil de l'armorial général*, sont manifestement incomplètes. — Vers 1636, on sculpta sur le pont de la ville l'écu municipal, et celui-ci présente, outre le buisson, un croissant accosté de deux étoiles en chef; il est conforme à l'écusson qui figure à côté des armes de France sur la tapisserie exécutée vers le milieu du dernier siècle, et placée comme spécimen et hommage pieux de l'industrie locale dans l'église de la paroisse. Sur la demande de M. Roy de Pierrefitte, cette tapisserie fut examinée avec un soin tout particulier, et les couleurs du tissu vérifiées par un ouvrier compétent, qui ouvrit un fil de chaque nuance pour s'assurer du ton primitif des pièces. D'après cet examen, l'éditeur du *Nobiliaire* (T. I, p. 60 et 126) blasonne ainsi les armes d'Aubusson : *d'argent à deux arbrisseaux de sinople naissants d'un sol de même, au chef d'azur chargé d'un croissant d'argent, accosté de deux étoiles de même*. Toutefois, la plaque d'argent qui paraît avoir servi de modèle à ce dessin, et qui a été retrouvée par M. Cyprien Pérathon, membre de la Société Française d'Archéologie, chez un ancien maître tapissier de la ville, indique le chef *de gueules* et non *d'azur* : l'écu, ainsi modifié, paraît devoir être adopté de préférence.

PRIEURÉ D'AURIAT : *d'argent à trois barres onnées de gueules* — ? — (Limoges, p. 398).

PRIEURÉ D'AUTORS : *d'argent à trois barres onnées d'azur* — ? — (Limoges, p. 398. — On a écrit par erreur *Autoy*.)

VILLE D'AUZANCES : *fascé d'or et de gueules de six pièces, à un aigle d'argent brochant sur le tout*. (Moulins, p. 579.) Même blason dans l'Armorial national de M. H. Traversier.

VILLE DE BEAULIEU : Ne fit pas enregistrer d'armoiries. Elle en avait toutefois, et à une époque fort reculée ; car les armes figurant sur la pièce imprimée que signale M. l'abbé Roy de Pierrefitte (*Monastères du Limousin*, Beaulieu, p. 2), sont la reproduction de l'ancien sceau des consuls de cette commune, où, dès le XII^e siècle, se manifeste une forte organisation municipale. (MAX. DELOCHE, *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, introduction, p. xxxvij.) D'après le document dont il s'agit, M. Roy blasonne ainsi l'écu de Beaulieu : *de sable à une porte de ville surmontée de trois tours crénelées, celle du milieu accostée de deux tourelles, le tout d'argent; ces tours et tourelles sommées de croix pattées de même, et sous la porte un homme et une femme assis, également d'argent*. Légende de ces armoiries et de l'ancien sceau du consulat : *S. CONSVLVM ET COMMVNITATIS DE BELLOLOCO*. L'*Atlas topographique* de la Corrèze donne un blason très-différent : *d'azur à un dextrochère d'argent mouvant de dextre, et tenant une clef, aussi d'argent; en chef, un château (ou une porte de ville) à trois tours, aussi d'argent* (1).

VILLE DE BELLAC : *d'argent à un château de sable couvert d'un toit en dos d'âne, flanqué de deux tours et donjonné d'une autre tour, pavillonnées et girouettées de même, le tout sur une rivière d'azur; à un chef d'azur chargé de trois fleurs de lis d'or mal ordonnées*. (Limoges, p. 201, 202.) A peu près semblable est la formule donnée par Duret de Noinville, dans ses *Recherches sur les fleurs de lis et sur les villes, les maisons et les familles qui portent des fleurs de lis dans leurs armes* (2). Toutefois elle n'indique pas que les fleurs de lis soient « mal ordonnées ». Le blason décrit par M. Traversier, qui prétend l'avoir emprunté « à un manuscrit », diffère très-notablement du précédent : *d'azur à une tour crénelée d'argent*,

(1) Nous renouvelons, pour ne plus y revenir, nos réserves au sujet de l'exactitude des blasons donnés par l'*Atlas topographique de la Corrèze*.

(2) Imprimé à la suite du *Dictionnaire généalogique, héraldique, chronologique et historique* de La Chesnaye des Bois.

ouverte, ajourée et maçonnée de sable, naissante d'une mer au naturel, accompagnée en chef de trois fleurs de lis d'or. M. Girault de Saint-Fargeau se rapproche de M. Traversier : *d'azur à la tour d'argent crénelée, bâtie au milieu des ondes d'argent, et en chef trois fleurs de lis d'or.* Le blason enregistré conformément à l'édit de 1696 paraît être le plus exact. — Nous ne connaissons pas d'ancien sceau de la commune de Bellac, et M. V. Goujaud, chef de bureau à la mairie de cette ville, nous a affirmé qu'il n'en avait rencontré d'empreinte sur aucune pièce des Archives municipales.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE BELLAC : *de gueules à une cloche d'argent bataillée d'azur et sommée d'une croix pattée et alaisée d'or.* (Limoges, p. 292.)

COMMUNAUTÉ DES PÈRES DOCTRINAIRES DE BELLAC : *d'argent à un buste de saint Charles Borromée de carnation, posé de profil, vêtu d'un camail de gueules.* (Limoges, p. 292.) Probablement reproduction d'un cachet ou signet.

VILLE DE BÉNÉVENT : *d'or à une bande de sable* — ? — (Limoges, p. 317.)

ABBAYE DE BŒUIL : *d'azur à trois fasces ondées d'argent, et un chef cousu de gueules.* (Limoges, p. 220.)

ABBAYE DE BONLIEU. — Le cachet dont se servait le dernier prieur porte *d'azur à trois fleurs de lis d'or, au lambel à trois pendans d'argent* ; mais ces armes paraissent être des armes de prétention (communication de M. P. de Cessac), et on ne voit pas que l'abbaye les ait jamais portées.

ABBAYE DE BONNAYGUE : *d'or à trois barres ondées de sinople* — ? — (Limoges, p. 398.)

ABBAYE DE BONNESAIGNE : *d'or à trois chevrons de sable* — ? — (Limoges, p. 176.)

COMMUNE DE LA BORNE. — Les consuls du petit bourg de la Borne (Creuse) avaient un sceau commun dès 1265 ; c'est du moins ce qui semble résulter d'une reconnaissance donnée par eux à Ramnulf de Aubusson à cette date, et reproduite dans l'intéressante publication de M. Louis Duval, archiviste de la Creuse (*Chartes communales et franchises du département de la Creuse*, 1^{er} fascicule, p. 139) ; mais nous n'en connaissons pas d'empreinte.

VILLE DE BORT : *d'azur à trois bandes ondées d'or* — ? — (Limoges, p. 396.) Ces armes ne figurent pas à l'*Atlas* de la Corrèze.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA VILLE DE BORT : *de gueules à un calice d'or* — ? — (Limoges, p. 479.)

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS DE LA VILLE DE BORT : *d'azur à un saint Louis, roi de France, vêtu à la royale, d'or* — ? — (Limoges, p. 476.)

COMMUNAUTÉ DES HÔTELIERS, CABARETIERS ET ARTISANS DE LA VILLE DE BORT : *d'or à une Notre-Dame de carnation, vêtue d'azur et de gueules* — ? — (Limoges, p. 476.)

VILLE DE BOURGANEUF : *de sable à trois chevrons ondés d'argent* — ? — (Limoges, p. 404.) Girault de Saint-Fargeau ne lui donne pas d'armoiries.

VILLE DE BOUSSAC : *d'azur à trois brosses d'or* (Maltebrun). On lui a donné aussi : *d'azur à trois gerbes d'or* ; mais l'une et l'autre ne sont que des variantes du blason des de Brosse, qui ont été seigneurs de Boussac. Girault de Saint-Fargeau s'est abstenu d'attribuer des armoiries à la ville de Boussac.

VILLE DE BRIVE : *d'azur à neuf épis de blé, disposés en trois fleurs de lis d'or, 2 et 1*. (Traversier et Girault de Saint-Fargeau.) Cette ville ne fit pas enregistrer d'armoiries après l'édit de 1696. — Dès les premières années du XIII^e siècle (1207), les consuls de la commune de Brive possédaient un sceau sur lequel était gravé le blason indiqué par M. Traversier. Légende : SIGILLVM CONSVLATVS BRIVÆ. Contre-sceau : buste de saint Martin, martyr, patron de la ville, avec les mots : S. MARTINVS MARTYR BRIVÆ. (TREILLARD, *Mémoire pour la ville de Brive* ; MARVAUD, *Histoire du Bas-Limousin*, T. II, p. 12 ; *Histoire de Brive-la-Gaillarde et de ses environs, recueillie successivement par quatre citoyens de cette ville*, 1810, p. 40.) Au XVIII^e siècle, la légende seule de ce sceau avait changé : les Archives de l'Etat possèdent une empreinte du cachet de la municipalité de Brive, apposée sur un acte de 1789. M. Douët d'Arcq, dans son intéressante *Collection de sceaux*, comprise à l'inventaire des Archives nationales, en donne la description. Le sceau est ovale, de 27 millimètres de haut ; l'écu est entouré de palmes et timbré d'une couronne de perles. Légende : BRIVA INFERIO. LEMOVI. CAPUT (n° 5692). L'*Atlas* de la Corrèze, avec son exactitude ordinaire, blasonne *de gueules* le champ de l'écu, et ajoute à ces armes un chef semé de France ; nous ignorons où a été pris ce dessin, qui nous paraît de pure fantaisie.

BAILLIAGE DE BRIVE ET D'UZERCHE. — M. P. Huot (*Archives municipales de la ville d'Ussel*) décrit un sceau de ce bailliage, apposé sur un acte de 1407 : sceau de 30 millimètres présentant l'écu aux trois fleurs de lis. Légende : S. BALLIVIE BRIVE ET VSARCIE.

PRIEURÉ DU CHALARD : *écartelé en sautoir de sable et d'argent, à une croix de l'un en l'autre* — ? — (Limoges, p. 416.)

COUR DU VICOMTE DE LIMOGES A CHALUS. — M. Paul Raymond, dans son intéressant Recueil des sceaux des Archives des Basses-Pyrénées, signale sous le n° 666, et la date de 1551, l'empreinte du sceau de ce siège. Sceau rond, de 44 millimètres, portant un écu droit écartelé (au premier de Navarre, au second de Bretagne, au troisième écartelé de....., au quatrième deux léopards passants l'un sur l'autre), sommé d'une couronne. Fleurs de lis et rinceaux dans le champ. Légende : † ... VS R. N. VIC... PET. ET LEM. (*Henricus rex Navarræ vicecomes Petragorensis et Lemoicensis.*)

VILLE DE CHAMBON : *d'argent à quatre champignons de gueules, posés 2 et 2.* (Moulins, p. 578.)

MONASTÈRE DE CHAMBON. — Le sceau du XIII^e siècle, appendu à un acte de 1490, et que M. Douët d'Arcq (*Inventaire des Archives nationales*, collection de sceaux, n° 8181) attribue à l'abbaye de Chambon, au diocèse de Viviers, nous paraît appartenir au couvent de Chambon en Combraille. Ce sceau, ogival, de 55 millimètres, représente « une femme couronnée et nimbée, vue de face, en robe et manteau, tenant de la main droite une pomme ou globe, et de la main gauche un sceptre fleurdelisé : accostée à dextre d'un croissant, et à senestre, d'un soleil. » Légende : S. COVENTVS SCE VALIE CHAMBONENSI... Contre-sceau : « Une décollation (le martyre de la sainte); dans le champ, deux quintefeuilles ou deux étoiles ». CONTRASIGILLVM B. VA. Nous n'avons pas réussi à obtenir aux Archives communication de la pièce sur laquelle a été relevée cette empreinte, et dont le texte aurait éclairci nos doutes. On nous a dit n'avoir pu la retrouver.

CHAPITRE DE LA CHAPELLE-TAILLEFER : *de gueules à deux fasces d'or* — ? — (Moulins, p. 136.)

VILLE DE CHATEAUPONSAT : *d'azur à une fasce d'argent* — ? — (Limoges, p. 315.)

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE CHATEAUPONSAT : *d'argent à trois fasces d'azur* — ? — (Limoges, p. 343.)

PRIEURÉ DU CHATENET : *d'azur à une Vierge d'argent tenant l'Enfant-Jésus sur son bras dextre, sur un croissant d'or.* (Limoges, p. 121.) Ces armes sont la reproduction d'un signet.

VILLE DE CHÉNERAILLES : *de gueules à trois chênes d'or posés en bande.* (Moulins, p. 540.) M. Traversier, qui a mal compris et qui n'a pas consulté le Recueil des dessins, écrit : *chaines*, et les pose en barre. — La « déclaration rendue au

Roy par les consuls et habitants de Chénérailles » en 1535, rappelle que les habitants de cette commune sont en possession du droit d'avoir « scelz à contracts et contre-scel ». (L. DUVAL, *Chartes communales et franchises locales du département de la Creuse*.) Nous ne connaissons pas d'ancienne empreinte de ces sceaux.

PRIEURÉ DE CLERGOUX (on a écrit Cléjoux) : *d'argent à trois barres ondées de sable* — ? — (Limoges, p. 399.)

ABBAYE DE COIROUX. — Il existe au musée de Limoges une empreinte récente du sceau de cette communauté au XVIII^e siècle. — Dans un cadre ovale, de 49 millimètres, on voit, entre deux pilastres et sous une guirlande de fleurs, la Vierge, à mi-corps, tenant l'Enfant-Jésus. Au-dessous, dans un encadrement octogonal, un moine, de profil, à genoux devant un crucifix ; à droite et à gauche les mots : SAINT BERNARD. Dans le champ, de chaque côté de la Vierge, un drapeau plié et incliné. Légende : SCÉL. DES. DAMES. RELIGIEUSE. (*sic*) DU. MONASTÈRE. DE. COYROUX. Nous ignorons si ce monastère a jamais eu des armoiries.

VILLE DE CORRÈZE : *d'argent à trois bandes ondées de sinople* — ? — (Limoges, p. 396.) — L'*Atlas* de la Corrèze ne donne pas ces armoiries, que nous retrouvons dans l'*Armorial national* de Traversier.

PRIEURÉ DE CORRÈZE : *d'or à trois barres ondées de sable* — ? — Limoges, p. 398.)

ABBAYE DE DALON : *d'or à trois chevrons ondés de sinople* — ? — (Limoges, p. 401.)

VILLE DE DONZENAC : *de sable à une fasce componnée d'argent et de sinople* — ? — (Limoges, p. 441.) — Ces armoiries ne figurent pas à l'*Atlas* de la Corrèze.

VILLE DU DORAT : *d'azur à trois fleurs de lis d'or et une bande abaissée de gueules chargée de trois lions [passants] d'argent*. (Limoges, p. 202.) Ces armoiries sont reconnues à la ville du Dorat par Duret de Noinville, dans ses *Recherches sur les fleurs de lis*, et par M. Traversier, *Armorial national*. Ce blason n'est toutefois qu'une des variantes de celui des comtes de la Marche, qui prétendaient à la suzeraineté du Dorat. — La ville, à proprement parler, n'eut pas d'armoiries particulières. C'est l'avis de deux personnes compétentes auxquelles nous nous sommes adressé pour nous renseigner sur la question : M. Boucquet, ancien maire du Dorat, et M. Charles Blanchaud, de Mounfmes. Le Chapitre, après le monastère, fut de tout temps reconnu pour seigneur et justicier du Dorat. Ce sont donc les

armes du Chapitre dont on rencontre le plus souvent le dessin sur les monuments ou titres qui concernent la ville, et Girault de Saint-Fargeau a adopté cette manière de voir en donnant au Dorat un écu *de gueules à deux clefs* (et non pas *dés*) *d'argent passées en sautoir*. Ce sont encore les armes du Chapitre qui figuraient sur une des cloches de la collégiale, et que l'éditeur du *Nobiliaire de la généralité de Limoges* (voir ci-après) attribue sans raison suffisante aux bourgeois. — Disons-le cependant : les armoiries, que nous avons relevées au Recueil de la généralité de Limoges, furent enregistrées à la diligence des syndics ou conseillers de ville du Dorat, et le paiement du droit est constaté à l'Armorial de la Bibliothèque nationale. La mairie les a fait sculpter sur une fontaine monumentale ; mais la Société de secours mutuels a préféré orner son cachet des clefs du Chapitre, cantonnées de fleurs de lis.

CHAPITRE DU DORAT. — Les armoiries que lui assigne le registre de la généralité de Limoges (p. 311) : *d'argent à un pal de gueules*, ont été évidemment fabriquées par les héraldistes de la brigade de d'Hozier. — Un sceau appendu à une procuration de 1316, et décrit au n° 8215 de la collection Douët d'Arcq, nous en donne d'autres, plus anciennes et plus authentiques. Ce sceau, de forme ronde, a 38 millimètres de diamètre, et représente un bras mouvant à dextre et tenant deux clefs, sur champ étoilé. Légende : ... CAPITVLI ECCLESIE... Contre-sceau identique, mais de plus petites dimensions, avec la légende : † ... CAPLI DAVRAT. Plusieurs arrêts du Parlement, un notamment, daté de 1490, constatent que le Chapitre est en possession d'un sceau *ad contractus* depuis une époque fort reculée. Nous devons à l'obligeance de notre ami et confrère Charles Blanchaud, communication du dessin d'un sceau du Chapitre en usage au dernier siècle, et probablement au siècle précédent. Il est plaqué sur une commission de juge de 1726, et de forme ronde, de 41 à 42 millimètres ; il représente un pape coiffé de la tiare, tenant à la main une énorme clef et assis sur une *chaire à jour* ; au-dessous un écusson offrant deux clefs en sautoir. Légende : ...APITV-LI DE DO... Ces deux clefs en sautoir ont été de tout temps l'emblème de l'église du Dorat, placée sous l'invocation de saint Pierre, et ce sont les armes du Chapitre, et non de la ville, qui accompagnent l'inscription de 1660 gravée sur une des cloches de la collégiale, « faicte par M^{rs} les chanoines, consuls et habitants ». Ces armes sont ainsi blasonnées par M. l'abbé Lecler dans le *Nobiliaire*, T. II, p. 57 : *de gueules à deux clefs*

d'argent en sautoir, accompagnées de quatre fleurs de lis d'or, posées 1, 2 et 1. Ces fleurs de lis ont probablement remplacé le fond étoilé du sceau de 1316 : elles paraissent avoir été prises par les chanoines sans aucun octroi du Roi. — Un charpentier du Dorat possède un poinçon qui présente les deux clefs en sautoir, sans autre pièce ni indication.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA VILLE DU DORAT : *écartelé en sautoir de gueules et d'or, à une croix de l'un en l'autre* — ? — (Limoges, p. 414.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE LA TRINITÉ DU DORAT : *d'azur à un saint Benott d'argent posé de front et accosté en face des deux lettres S B de même.* (Limoges, p. 267.) Reproduit sans doute un signet.

PRIEURÉ DE LA DROUILLE-BLANCHE : *de gueules à deux pals d'argent* — ? — (Limoges, p. 327.)

VILLE D'EGLÉTONS : *échiqueté d'or et de gueules.* (Limoges, p. 170.) M. Traversier donne le même blason. L'éditeur du *Nobiliaire* fait avec raison remarquer que ces armes sont celles des Ventadour, seigneurs d'Egletons.

COMMUNAUTÉ DES BOURGEOIS DE LA VILLE D'EGLÉTONS (*sic*) : *d'azur à trois chiens d'argent passants l'un sur l'autre.* (Limoges, p. 475.) Ne seraient-ce pas les véritables armoiries de la ville ? Nous ignorons si ce blason remonte à une époque antérieure à 1696. Egletons possédait, au ^{xiii}^e siècle, des chartes communales dont M. Paul Huot a publié l'analyse et quelques passages pleins d'intérêt (*Bull. de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. VII, p. 47); mais ses consuls ne paraissent pas avoir eu anciennement de sceau commun.

COMMUNAUTÉ DES ARTISANS DE LA VILLE D'EGLÉTONS : *d'azur à un saint Joseph d'or, tenant en sa main dextre un lis au naturel* — ? — (Limoges, p. 475.)

VILLE D'EVAUX : *de sable à trois chevrons d'or, et une étoile de même en pointe.* (Moulins, p. 578, et *Dictionnaire* Girault de Saint-Fargeau.)

VILLE D'EYMOUTIERS : *de sinople à deux bandes d'or* — ? — (Limoges, p. 333.)

EGLISE COLLÉGIALE DE SAINT-ETIENNE D'EYMOUTIERS : *d'azur à un saint Etienne revêtu d'une aube d'argent et d'une dalmatique d'or, tenant une palme de même (d'or) à la main droite.* (Limoges, p. 6.) Au dessin, p. 156 du Recueil des armoiries de la généralité de Limoges, l'écu est entouré de l'inscription : SIGILLUM CAPITULI AENTENSES (*sic*). Ces armoiries ne sont donc

que la reproduction d'un sceau, peut-être ancien, mais dont nous ne connaissons pas d'empreintes.

PRIEURÉ DE LA FAYE : *de sable à trois bandes ondées d'or* — ? — (Limoges, p. 397.)

VILLE DE FELLETIN. — Ses armoiries, que Girault de Saint-Fargeau ne mentionne pas, étaient, dès 1397, comme il résulte d'un titre relatif à l'hôpital Dieu : *d'argent à la croix ancrée de gueules*, avec la devise : *In hoc signo vinces*. (Nobiliaire, T. II, p. 169.) Pour support, des lions. (QUEYRAT, *La ville et le collège de Felletin*, p. 16.) L'Armorial général (Moulins, p. 540) donne cependant, et M. Traversier après lui : *d'or à trois fasces de gueules, celle du milieu chargée de trois feuilles de laurier d'argent*. — Rappelons que les Aubusson portaient d'or à la croix ancrée de gueules : il serait très-possible que les prétendues armoiries de la ville de Felletin ne fussent autre chose que celles de ces seigneurs, inexactement ou insuffisamment blasonnées.

CHARTREUSE DU GLANDIER : *de sinople à une fasce componnée d'or et d'azur* — ? — (Limoges, p. 440.) M. J. Brunet a donné (*Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin*, T. X, p. 145) la description et le dessin du sceau du Glandier, dont la matrice fait partie de sa collection. Le musée de Limoges en possède une empreinte : Sceau ovale, de 34 millimètres, représentant la Vierge tenant l'Enfant-Jésus; ses pieds sont appuyés sur un écu à deux léopards passants l'un sur l'autre; la partie inférieure du champ est semée de glands. Légende : SIGILLVM MAGNYM CARTVSLE GLANDIERII. D'après M. Combet, d'Uzerche, l'écu serait celui des Comborn, fondateurs du monastère; mais l'assertion est-elle bien exacte? Les Comborn ont porté, croyons-nous, dans leurs armes, le plus souvent un lion, quelquefois trois, mais dans une autre attitude que les léopards figurés au sceau du Glandier.

ABBAYE DE GRANDMONT : *d'argent à un chef de gueules*. (Moulins, p. 136.) Sur un renseignement inexact, nous avons dit ailleurs (*Destruction de l'Abbaye et de l'Ordre de Grandmont*, p. 17) que l'inventaire des reliques de 1567 portait le sceau du monastère. Vérification faite, le sceau dont cette pièce porte l'empreinte a pu être employé par le monastère, mais est celui d'un prieur de Raroi, maison de l'ordre située près de Meaux. — Nous n'avons pu découvrir de sceau de Grandmont ni aux Archives nationales, ni au dépôt départemental de la Haute-Vienne. Dans les notes prises par nous au cours de nos recherches dans les archives des départements où étaient situées les maisons les plus importantes de la famille grandmontaine, nous retrouvons la

description de deux sceaux ogivaux du chef d'ordre. Ces empreintes remontaient au xv^e siècle, et représentaient, sous un dais d'architecture gothique, la sainte Vierge tenant l'Enfant-Jésus dans ses bras : devant elle, à genoux, saint Etienne de Muret ou un religieux de son ordre (deux sur un exemplaire).

Légende : † SIGILLVM ABBATIS ET CONVENTVS MONASTERII GRANDIMONTEN. Il résulte en effet de plusieurs documents des premières années du xv^e siècle, notamment d'une procuration de 1304 (*España Sagrada*, T. L, p. 466) que, à cette époque, le prieur général et la communauté du chef d'ordre n'avaient qu'un seul et même sceau. — Ajoutons que les sceaux des abbés, vicaires généraux, prieurs et correcteurs de l'ordre ne sont pas aussi rares que ceux du monastère. Plusieurs volumes provenant de la bibliothèque de l'abbaye, et appartenant à M. Sazerat, fabricant de porcelaines à Limoges, portent une étiquette gravée qui représente les armoiries enregistrées, avec la crosse et la mitre.

CHAPITRE DE GRANDMONT : Mêmes armoiries. (Moulins, p. 136.)

SÉNÉCHAUSSEE DE GRANDMONT : id. id.

CHATELLENIE DE GRANDMONT : id. id.

VILLE DE GUÉRET. — La Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse possède le brevet délivré par d'Hozier, le 21 janvier 1701, pour certifier l'enregistrement des armoiries de cette ville, que le Recueil de la généralité de Moulins, p. 361, blasonne ainsi : *d'azur à un cerf passant d'or en chef et trois arbres de même rangés en pointe*. Ces armoiries, bien qu'elles ne puissent pas avoir été très-anciennement possédées par la ville, dont la charte communale ne remonte qu'à 1406, sont antérieures à l'édit de 1696, et on les trouve sculptées au-dessus de la porte d'une maison, à Guéret, avec la date de 1610. Les arbres qui y sont représentés, et dont il est difficile de reconnaître l'espèce, ont été, ailleurs, diversement figurés. M. Coudert de la Villate, dans son introduction à la *Vie de saint Pardoux*, prétend (p. 52) que ce sont des chênes, et donne, comme étant les anciennes et véritables armoiries de la ville : « *Un cerf couché au milieu (sic) de trois chênes* ». A l'appui de cette assertion, il cite un dessin relevé par lui sur un volume publié en 1720, dessin qu'il a fait reproduire dans son ouvrage, et ne fournit du reste aucune autre preuve. — Les trois arbres figurant au brevet et au dessin donné par le Recueil d'armoiries de l'armorial (Moul., p. 207) ne sauraient en effet être des peupliers, et ressemblent assez à des chênes. — Ce qui est certain, c'est que l'usage a prévalu de placer sur l'écu de la ville de Guéret trois peupliers.

Ce sont des peupliers qu'on voit gravés sur le sceau de la municipalité d'avant 1789 reproduit à la fin de l'introduction de la *Vie de saint Pardoux*. — Sceau ovale, 38 millimètres sur 33 : d'azur à trois peupliers (de sinople?) au cerf passant d'or sur le tout; écu timbré d'un casque avec lambrequins. Légende : MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE GUÉRET. Nous ignorons absolument ce qui a porté M. Girault de Saint-Fargeau à attribuer, dans son Dictionnaire, à la ville de Guéret, un chef d'azur semé de fleurs de lis d'or. Il donne, du reste, pour les armoiries du chef-lieu actuel du département de la Creuse, deux leçons différentes, et qui s'écartent l'une et l'autre du blason authentique : — 1° *de gueules au cerf passant d'or, armé de huit rames de même, au chef d'azur semé de fleurs de lis d'or*; — 2° *d'azur à trois peupliers de sinople sur une terrasse de même, au cerf passant d'or sur le tout*. M. Traversier, dans son *Armorial national*, donne un blason différent dans les termes, mais tout à fait analogue au fond. M. Thuot (*la Forteresse vitrifiée du Puy-de-Gaudy et la ville de Guéret*, p. 203) indique une autre formule qui se rapproche du blason de d'Hozier : *d'azur à une forêt de sinople traversée par un cerf d'or*.

PRÉSIDIAL DE GUÉRET. — Nous devons à l'obligeance de M. Duval, archiviste de la Creuse, un dessin du sceau de cette cour. Sceau rond, de 70 millimètres, aux armes de France. Légende : † SEEL. POVR. LE. PRESIDIAL. DE. GVERET. EN. LA. MARCHE. (XVI^e siècle).

ELECTION DE GUÉRET. — M. Duval a bien voulu nous envoyer également le dessin de deux petits sceaux de l'élection de Guéret. Aucun ne remonte au-delà du XVII^e siècle. — Sceau rond, de 27 à 28 millimètres : écu à trois fleurs de lis 1 et 2 : s. DE L'ELECTION DE GUERET. — Sceau ovale, de 25 à 26 millimètres : écu à trois fleurs de lis posées 1 et 2. Légende : ÉLECTION DE GUERET.

HOTEL DE VILLE DE LIMOGES; CONSULAT DU CHATEAU (voir l'article qui précède).

CONSULAT DE LA CITÉ DE LIMOGES : id.

SÉMINAIRE DE LIMOGES : *d'azur à un Maria d'or, entouré d'une ovale rayonnante de même* — ? — (Limoges, p. 266.) Au Recueil de planches, p. 41, le *Maria* n'est composé que d'un M et d'un A entrelacés.

CHAPITRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE LIMOGES : *d'azur à cinq fleurs de lis d'or, posées 3 et 2*. (Limoges, p. 202.) Ces armoiries paraissent remonter au XV^e siècle; on les trouve exactement blasonnées sur les anciens vitraux des chapelles de gauche de la

nef à la cathédrale, et nous nous rappelons parfaitement avoir vu une empreinte d'un sceau où elles figurent, appendue à un titre de la fin du xvi^e ou de la première moitié du xvii^e siècle. Quoi qu'il en soit, le sceau du Chapitre, en 1458, représente un personnage à mi-corps, tête nue, et dont le front paraît découvert; il lève la main droite pour bénir; la gauche, qu'on ne distingue pas, semble ramenée devant lui. Dans le champ, à gauche, une branche avec des feuilles, et probablement une fleur à l'extrémité. De la légende on ne déchiffre que les lettres ...GIL... Le contre-sceau paraît être une main bénissant; en légende, quelques caractères fort effacés. Nous avons cru lire : ...INI. (*Manus Domini* ?) Ce sceau, de forme ronde, et de 52 à 53 millimètres environ, se trouve appendu à une pièce de la liasse 932 du classement provisoire, aux Archives de la Haute-Vienne. Le Chapitre cathédral a, selon toute vraisemblance, possédé un sceau dès le xii^e siècle; au xiii^e, il en avait incontestablement un. La collection de sceaux, comprise à l'Inventaire des Archives nationales, signale sous le n^o 7196 « un fragment de sceau rond, de 53 millimètres, offrant un personnage vu de face, à mi-corps, tête nue, bénissant de la main droite et tenant un livre de la gauche ». Légende : SIGILL. CAPLI LEMOVICE... ÆCLIE. La matrice de cette empreinte, apposée sur un acte de 1317, est évidemment la même que celle relevée sur un titre de 1458 et décrite ci-dessus : les indications de M. Douët d'Arcq complètent les nôtres. Toutefois le contre-sceau de l'exemplaire des Arch. de l'Etat est différent de celui de notre exemplaire : « Pierre gravée : un Mars ». Légende : ...GRACI. — ? — peut-être ...TRASI. (*Contrasisillum*). M. Maurice Ardant, archiviste de la Hte-Vienne, a donné un dessin de la même empreinte dans le *Recueil de la Société de Sphragistique de Paris*, T. III, p. 146. — Le musée de Limoges possède l'empreinte d'un sceau rond, de 38 millimètres, qui ne paraît pas remonter au-delà du xvii^e siècle. Il représente saint Etienne, revêtu des ornements de diacre, tenant de la main droite une palme, de la main gauche un objet peu distinct, qui pourrait être soit un cœur, soit une pierre de la lapidation. Dans le champ, cinq fleurs de lis, disposées 1, 2 et 2. De chaque côté du personnage, qui est à mi-jambes, les lettres ^{STE} ^{SNE} (*sancle Stephane*). Légende : SIGI. CAP. ECLESIE LEMOVIC^{IS} SEDE VACANTE. Le droit de porter des fleurs de lis dans ses armes est reconnu au Chapitre cathédral de Limoges par Duret de Noinville. Ajoutons que les méreaux de l'église de Limoges présentent en général sur une de leurs faces l'écu fleurdéliné des chanoines. L'*Album* de

M. Tripon en reproduit deux (n^{os} 83 et 85), dont le plus récent porte la date de 1582 et la légende : *SCVTVM ECCLESIE LEMOVICEN.* entourant l'écu, sommé d'une crosse. Sur l'autre, on voit la tête de saint Etienne nimbée, avec les lettres *s. st.*, et au-dessous, entre deux lignes de points, l'inscription *LEMV* ou *LEMOV.*

CHANTREBIE DU CHAPITRE CATHÉDRALE DE LIMOGES. — Dans le fonds de l'abbaye de la Règle, aux Archives départementales de la Haute-Vienne, on trouve plusieurs fragments d'un sceau ogival, de 33 millimètres, représentant, sur un champ semé d'étoiles, le chantré debout, et, à ce qu'il nous a paru, tenant le bâton cantoral. Légende ... *CANTORIS... EMOVIC.* Au contre-sceau, une croix avec légende illisible. Date des actes : 1312. Ce sceau y est mentionné comme étant celui de la juridiction de la « cour du chantré » : *Curie cantoris.* M. Raymond (*Sceaux des Basses-Pyrénées*, n^o 1015) a signalé un fragment de sceau ogival, de 40 millimètres, remontant à 1276, et représentant un moine debout, tenant un livre de la main gauche. Rien d'utile de la légende. Contre-sceau : un agneau nimbé passant à droite, portant une bannière. Légende douteuse : ...*ETVM (secretum).*

CHAPITRE DE L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES : *d'azur à un buste de saint Martial de carnation, vêtu et diadémé d'or, accompagné de trois fleurs de lis de même, deux en chef et une en pointe.* (Limoges, p. 203.) Ce blason est reproduit par le Recueil de dessins joint aux registres de l'Armorial général (*Généralité de Limoges*, p. 153); toutefois le nimbe s'y trouve substitué, suivant l'usage, au diadème ou à la mitre; substitution qui, nous l'avons fait remarquer plus haut, n'a pas été opérée sur l'écu de l'hôtel de ville, au même Recueil. Il y a tout lieu de croire que le Chapitre adopta ces armes aussitôt après la sécularisation de l'abbaye, 1535. Nous n'avons pu, toutefois, en trouver d'anciens dessins. — Les empreintes du sceau du Chapitre de Saint-Martial, au xviii^e siècle, ne sont pas rares : il est rond, de 35 millimètres, et offre un écu de gueules au buste de saint Martial accosté des lettres *S M*, accompagné de trois fleurs de lis 2 en chef et 1 en pointe. L'écu est timbré d'une couronne de fantaisie et surmonté d'une crosse. Légende : *SIGILLUM CAP. S^{ti} MARTIALIS LEMOVICEN.* — Ce blason, selon toute vraisemblance, s'est inspiré de celui adopté par le consulat du Château de Limoges depuis 1421. Toutefois, il est à remarquer que plusieurs contre-sceaux d'abbés, aux xiii^e et xiv^e siècles, présentent soit un buste d'évêque à mi-corps, soit une tête, accostée de deux étoiles,

ou ayant à dextre une fleur de lis. (Inventaire des Archives nationales, collection de sceaux, n^{os} 8,794 et 8,795.)

ABBAYE DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES. — L'abbaye de Saint-Martial a dû, dès l'origine, adopter pour emblème l'image de l'apôtre d'Aquitaine. L'abbé Legros (*Essai historique*, p. 207) a dessiné, et M. Allou (*Monuments de la Haute-Vienne*, p. 236) décrit le sceau dont faisait usage le célèbre monastère. M. Tripon en a donné une reproduction lithographiée, sous le n^o 79 des planches de numismatique de son Album. (*Historique monumental*.) Ce sceau ogival, et de 62 millimètres environ, appartient au XIII^e siècle. C'est celui, du reste, que M. Douët d'Arcq signale dans sa collection, art. 8262 : « Evêque assis, vu de face, mitré, bénissant de la main droite et tenant une croix processionnelle (?) de la gauche ». La légende est incomplète sur l'exemplaire qu'a examiné le savant sigillographe ; mais les dessins de l'abbé Legros et de M. Tripon permettent de la rétablir dans son entier : † SIGILLVM : CONVENTVS : SCI : MARCIAL : LEM. L'empreinte décrite à l'*Inventaire des Archives nationales* est apposée sur une déclaration de 1303.

ABBAYE DE SAINT-AUGUSTIN-LÈS-LIMOGES : *d'azur à un cœur d'or percé de deux flèches d'argent et enflammé de gueules, adextré de la lettre S d'argent, et senestré de la lettre A de même* — ? — (Limoges, p. 111.) On voit encore ces armoiries sculptées au-dessus d'une porte, à la caserne dite de la Maison centrale ou des Bénédictins. Il faut noter qu'elles sont à peu près celles de l'ordre des Augustins, et que l'abbaye les conserva, bien qu'elle appartint depuis longtemps aux religieux de Saint-Benoît. Nous avons rencontré des empreintes des sceaux de plusieurs abbés de Saint-Augustin, mais nous n'en connaissons aucune de celui de la communauté.

ABBAYE DE SAINT-MARTIN-LÈS-LIMOGES : *de gueules à une croix d'or cantonnée au premier et quatrième d'une couronne fermée, au deuxième et troisième d'une coupe couverte de même ; et un chef cousu d'azur, semé de fleurs de lis d'or*. (Limoges, p. 116.) Duret de Noinville ne mentionne pas ce blason dans ses *Recherches sur les fleurs de lis*.

ABBAYE DE LA RÈGLE EN LA CITÉ DE LIMOGES. — Nous avons été surpris que ce monastère, la plus importante et la plus ancienne abbaye de femmes du Limousin, n'ait pas fait enregistrer d'armoiries en 1696. La tradition veut que l'emblème caractéristique qui y figura fût une croix ancrée. On trouve en effet, sur une pierre provenant de la Règle, un écusson gravé d'une croix sem-

blable et timbré d'une crosse. Mais cet écusson est celui d'une abbesse de la maison d'Aubusson La Feuillade, et nous n'avons nulle part trouvé les armes du couvent. M. Maurice Ardant (*Recueil de la Société de Sphragistique*, T. IV, p. 33) a décrit, outre le sceau de Lucie, abbesse de la Règle au XIII^e siècle, celui dont faisait usage la communauté au XVII^e, et dont il a eu entre les mains la matrice, de cuivre jaune : — Sceau ogival, de 50 millimètres : sur une sorte d'estrade, entre deux chandeliers portant des cierges allumés, la Vierge, couronnée et nimbée, debout, avec l'Enfant-Jésus dans les bras. Au-dessous, entre deux rameaux d'olivier, un écusson à la croix pattée ou ancrée, timbré d'une crosse. Légende : NOSTRE. DAME. DE. LA. REGLE. 1679. Cette date est celle de la prise de possession de l'abbesse Elisabeth d'Aubusson La Feuillade, dont l'écusson porte les armoiries. Les mots de la légende sont séparés par de petits quatrefeuilles. L'encadrement du sceau est formé par une cordillière et par un rosaire dont la croix se trouve à l'extrémité inférieure.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA MISSION DE LIMOGES : *d'azur à un buste de saint Charles Borromée posé de profil, la tête de carnation entourée d'un cercle rayonnant d'or, le camail de gueules et une bordure de sable chargée de ces mots en caractères d'or* : SIGILLUM SEMINARIUM MISSION. LEMOVIC. (Limoges, p. 115, 116.) Cette inscription a été omise au Recueil des dessins, p. 249. On voit que ces armoiries ne sont que la reproduction d'un cachet.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE L'ORATOIRE DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'azur à ces deux mots écrits en lettres d'or* : Jesus, Maria, l'un sur l'autre, et enfermés dans une couronne d'épines de sable. (Limoges, p. 8.) La couronne est figurée d'argent au Recueil des dessins. Ces armes sont celles de la congrégation. (CHASSANT et DELBARRE, *Dictionnaire de Sigillographie*.)

JÉSUITES DU COLLÈGE DE LIMOGES : *d'azur à un nom de Jésus d'or entouré de rayons de même, en forme de bordure en ovale*. (Limoges, p. 12.) Au dessin, p. 249, le nom de Jésus est représenté par le monogramme habituel IHS au-dessous duquel sont placés trois clous d'or. Ces armes sont communes à toutes les maisons de Jésuites. — On trouve dans le *Recueil de la Société de Sphragistique*, T. II, p. 40, le cachet du recteur de Limoges, reproduisant exactement le dessin de l'armorial. Bordure engrêlée. Légende : † RECT. COLLEG. LEMOVICENSIS SOCIET. IESV. Sceau ovale, de 30 millimètres.

COUVENT DES DOMINICAINS DE LIMOGES. — Nous devons à l'obli-

geance de M. R. Texier, frère du savant abbé, communication de la matrice du sceau de ce couvent. Elle est en cuivre, de forme ogivale, 50 centimètres de hauteur, et représente saint Dominique, nimbé, revêtu de l'habit de l'ordre, assis sur le siège prioral et tendant la main à un religieux agenouillé à droite. Légende : SIGILLVM ORDINIS FRATRVM PRÆDICATORVM. Ce sceau est du xv^e ou du xvi^e siècle.

(?) CUSTODIE DES CORDELIERS DE LIMOGES. — Le musée de Limoges possède un beau sceau ovale, en cuivre, de 55 millimètres. Sur un champ semé de quatrefeuilles, un évêque revêtu des ornements pontificaux, debout, bénissant de la main droite, et, de la gauche, portant la crosse. Légende : SIGILLVM CUSTODIE LEMOVICENCIS, 1595. Les mots sont séparés par des quatrefeuilles analogues à ceux du champ et un fleuron termine la légende. — D'après M. Maurice Ardant (*Recueil de la Société de Sphragistique*, T. I^{er}, p. 30) et M. Tripon (*Historique monumental*), ce cachet aurait été celui de la milice bourgeoise de Limoges. Il nous est difficile de l'admettre, et nous estimons qu'il a servi soit au sacristain ou au trésorier de l'église cathédrale, ou au syndic du clergé du diocèse, — soit, ce qui est beaucoup plus vraisemblable, au gardien de la Custodie des Cordeliers de Limoges, dont la circonscription comprenait, outre les couvents de la ville épiscopale, ceux de Saint-Junien, Nontron, Donzenac et Brive.

COUVENT DES CARMES-DÉCHAUSSÉS DE LIMOGES. — Dans les feuilles d'un Recueil d'armoiries que possède M. R. Chapoulaud, ancien imprimeur, à Limoges, recueil qui probablement n'a jamais paru (*Nouvelle méthode des principes héraldiques ou l'art du blason*, par M. MARTINAUD, à Limoges, sans date ni nom de libraire), on trouve un dessin représentant les armoiries des Carmes-Déchaussés ainsi blasonnées : *de sable chapé (ou plutôt mantelé) d'argent, la pointe de sable terminée en croix pattée en chef, accostée de deux étoiles à six rais de....., et une autre étoile d'argent en pointe*. Peut-être n'est-ce qu'un dessin inexact d'armes identiques à celles du monastère ci-après, qui était du reste un blason commun à tous nos couvents du Carmel.

COUVENT DES CARMÉLITES DE LIMOGES : *de sable chapé d'argent, la pointe de sable terminée en croix pattée en chef, accompagné de trois étoiles à huit rais posées deux en chef, et une en pointe, de l'un en l'autre*. (Limoges, p. 15.)

GRAND COUVENT DE SAINTE-CLAIRE DE LIMOGES : *d'azur à une sainte Claire de carnation, vêtue de sable, tenant de sa dextre un soleil ou custode du Saint-Sacrement, et de sa senestre une crosse, le tout d'argent.* (Limoges, p. 16, 17.) Ces armes, comme plusieurs de celles ci-après, doivent être la reproduction d'un sceau.

PETIT COUVENT DE SAINTE-CLAIRE DE LIMOGES : *d'azur à une sainte Claire d'or, tenant de sa dextre le Saint-Sacrement, et de sa senestre une crosse de même.* (Limoges, p. 23, 24.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE LIMOGES : *d'azur à un Ave Maria d'or, composé d'un M et d'un A entrelacés, sommé d'une croix haussée et soutenu d'un bouquet de trois fleurs de même.* (Limoges, p. 106.)

COUVENT DE SAINT-JOSEPH DE LA PROVIDENCE DE LIMOGES : *d'azur à un saint Joseph tenant un petit Jésus par la main, le tout d'argent.* (Limoges, p. 19.)

RELIGIEUSES DE SAINTE-URSULE DE LIMOGES : *d'argent à une sainte Ursule de carnation, vêtue de sable, tenant sur sa main dextre un cœur de gueules percé d'une flèche en barre, d'or, et de sa main senestre tenant une palme de même sur une terrasse de sinople ; et autour de la sainte est écrit en caractères de sable : S^{TA} VRSVLA.* (Limoges, p. 107, 108.)

COUVENT DE LA VISITATION DE LIMOGES : *d'or à un cœur de gueules percé de deux flèches d'or empennées d'argent passées en sautoir, le cœur chargé d'un nom de Jesus d'or, et une croix de sable fichée dans l'oreille du cœur : le tout enfermé dans une couronne d'épines de sinople, ensanglantées de gueules.* (Limoges, p. 16.)

CONFRÉRIE DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES ou GRANDE-CONFRÉRIE. — Ne fit pas enregistrer d'armoiries. Avait adopté sur ses panonceaux de procession les armes du Chapitre de Saint-Martial, avec la tête du saint mitrée. Les panonceaux actuellement en service présentent encore le buste de saint Martial mitré, sur fond rouge ; mais les fleurs de lis ont disparu.

CONFRÉRIE DU SAINT-SACREMENT DE LIMOGES : *de gueules au nom de Jésus d'or.* On trouve ce blason au frontispice d'un registre de la Confrérie commencé au xvi^e siècle et enluminé par l'émailleur Pierre Raymond. (L'abbé TEXIER, *la Peinture sur verre en Limousin.*)

CONFRÉRIES DE PÉNITENTS. — Ne firent pas enregistrer d'armoiries, probablement par humilité. Leurs panonceaux de cierges et ceux qui ornaient les bâtons processionnels offraient

en général, soit l'image de leur patron, soit celle d'un pénitent agenouillé. D'anciens membres de ces confréries nous ont affirmé que celles-ci avaient autrefois possédé des sceaux, deux d'entre elles tout au moins : la Compagnie des Noirs et celle des Blancs. Nous n'en avons jamais rencontré une seule empreinte. Si les indications qu'on nous a données sont exactes, il est possible que le sceau des Pénitents blancs reproduisit une vignette gravée au frontispice de divers livres imprimés pour leur usage. (*Recueil des hymnes et pseauxmes que les confrères Penitents blancs de la ville de Limoges chantent en faisant leurs processions*. Limoges, Farne, 1725; — *Office à l'usage de MM. les Penitents blancs de la ville de Limoges*. Farne, 1789.) Cette gravure représente saint Jean-Baptiste debout, la houlette à la main, un mouton à ses pieds, et, de chaque côté, un pénitent, la tête voilée et à genoux. Comme cadre, une forêt; au fond un hermitage sur une colline, et un sentier, bordé de croix, qui y conduit. Peut-être le sceau des Pénitents noirs offrait-il le tombeau, ouvert et vide, la croix, la couronne d'épines, la lance, le roseau et l'éponge, avec la nue et les mots : *Hoc signo vinces*, qu'on trouve sur plusieurs ouvrages imprimés pour eux, notamment sur le *Recueil des litanies, hymnes et pseauxmes que les confrères penitents noirs de la ville de Limoges chantent en faisant leurs processions et en visitant les églises*. Jean Chapoulaud, 1680.

VICOMTÉ DE LIMOGES; CHANCELLERIE; COUR DU VICOMTE; SCEAUX *ad causas, ad contractus*, ETC. — Les vicomtes de Limoges ont porté d'or à trois lions léopardés d'azur, armés et lampassés de gueules, plus tard d'argent au lion de gueules couronné d'azur, armé et lampassé de sable, enfin d'hermines à la bordure de gueules. On trouve un très-grand nombre d'empreintes de leurs sceaux. Nous mentionnerons seulement les suivantes, par ordre de dates :

xiii^e siècle (1) : contre-sceau dont l'empreinte existe au musée

(1) Nous connaissons, antérieurement au xiv^e siècle, trois empreintes de sceaux particuliers des vicomtes de Limoges; on en lira peut-être avec intérêt la description : 1^o xii^e siècle : sceau rond, de 75 millim.; sceau équestre, le cavalier à gauche. Légende : SIGILLVM ADEMA.....CECOMITIS LEMOVICENSIS. Contre-sceau parti : à dextre un lion (?), à senestre un coticé. Légende : † SECRETVM A LEMO VICCOMITIS (Archives nationales, *Collection de sceaux*, par M. Douët d'Arcey, n^o 767); — 2^o 1249 : sceau rond, d'environ 65 millimètres; sceau équestre, le cavalier à

de Limoges, et dont M. Maurice Ardant signalait en 1863 la découverte du type, en bronze, et dans un bon état de conservation. (*Bull. de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. XIII, p. 212) : Sceau rond, de 18 millimètres, offrant un écu chargé de trois lions léopardés, posés 2 et 1, et la légende : * COTRA. S : CACELLARIE VICECOITAT. LEM. — M. Ardant émettait l'avis que ce sceau était antérieur à 1275; mais il s'appuyait sur des considérations que dément l'observation de beaucoup d'empreintes d'une date postérieure. — 1302 : sceau rond, de 45 millimètres, écu échiqueté au franc quartier d'hermines; rien de la légende. Contre-sceau semblable. — 1308 : sceau rond *ad causas*, de 35 millimètres, écu en bannière, échiqueté au franc quartier d'hermines. Légende : ...NIS VICECOMI... (L'acte est du vicomte Jean de Bretagne, et mentionne l'apposition du sceau de sa cour.) Contre-sceau : même écu, échiqueté au franc quartier de... Légende : † CONTS CVRI... COITATV. LE [?] (Archives de la Haute-Vienne, fonds de l'abbaye de la Règle, prieuré de Vars.) M. Douët d'Arcq mentionne (n° 769) un sceau particulier du même vicomte. — Même année, même empreinte. (Archives nationales, *Collection Douët d'Arcq*, n° 4,972.) — 1310 : fragment de sceau rond *ad causas*, 35 millimètres environ; même empreinte. Légende : ...RIE IOH... Contre-sceau identique. Légende : † CONT. S. CVR. IOHIS VICEC. LEMOVIC. (*Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*, n° 669.) — 1314 : sceau *ad contractus* : d'hermines au franc quartier de... chargé de trois lions, posés 2 et 1. (*Ibid.*, n° 842). — 1314, 1315, 1316, 1318 : fragments de sept sceaux ronds, de 45 millimètres environ. Ecu parti : le premier échiqueté, au franc quartier ou plutôt au chef d'hermines; le second chargé de trois lions, posés 2 et 1; rinceaux dans le champ. Fragments de légende qui, réunis, permettent de reconstituer ainsi l'inscription : S. QVO VTI [TVR?] IN

droite, l'épée à la main, robe flottante sur l'armure, bouclier parti : 1, trois lions rampants, 2 et 1; 2, quatre bandes; housse aux mêmes armes; dans le champ, rinceaux. Revers : écu droit aux mêmes armes, seulement le 2 est à six bandes (P. RAYMOND, *Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*); — 3° 1268 : sceau ogival, de 80 millimètres. Sous une arcade gothique la vicomtesse Marguerite, debout, en robe et manteau vairé, un oiseau au poing; à dextre un écu, qui semble un échiqueté; à senestre, le bandé à la bordure de Bourgogne ancien. Légende : S. MARGUARITE FIL. DVCS BVRGOD. VICECOMITISSE LEMOVICN. Contre-sceau : écu parti, au 1 trois lions rampants, au 2 un coticé. Légende : S. MARG. VICECOMITISSE LEMOVIC. (Coll. Douët d'Arcq, n° 768.)

VICECOITAT. LEM. PRO GVID. VICECOITE. Contre-sceau : même sujet, avec les mots : † CONTRASIGILLVM VICECOITAT. (Archives de la Haute-Vienne, liasses 5,016, 6,445, 7,600, du classement provisoire et fonds de l'abbaye de la Règle, prieuré de Vars.) — 1321 et 1323 : sceaux ronds, de 48 millimètres, écu parti : le premier d'hermines, le second coupé : 1, un château à trois tours; 2, un lion; rinceaux dans le champ. Lég. : ...GIL... Contre-sceau peu net. Lég. : CONTRASIGILLVM. (Arch. de la Haute-Vienne, prieuré de Vars.) — 1322 : même empreinte, avec légende détruite, mais offrant un contre-sceau rond aux mêmes armes, avec la légende : CONTRA SIGILLVM. (Sceaux des Basses-Pyrénées, n° 670.) — 1324, 1333 : fragments de trois sceaux ronds, de 45 millimètres environ. Ecu d'hermines. Légende détruite. Contre-sceau : même écu de dimension réduite, avec le mot : CONTRASIGILLVM. — 1342 : sceau *ad contractus*, sans indication de dimensions; écu écartelé au 1 et 4, d'hermines, au 2 et 3, une croix. Contre-sceau : écu aux mêmes armes ...ONTRASIGI... (Basses-Pyrénées, n° 843.) — 1367 : sceau *ad contractus*, de 35 millimètres; écu écartelé : au 1 et 4, deux léopards passants; au 2 et 3, fleur de lis. (*Ibid.*, n° 844.) — 1435 : fragment d'un sceau rond *ad causas* (dimensions non indiquées), écu d'hermines à la bordure. Contre-sceau : écu chargé de trois lions rampants, posés 2 et 1. Légendes détruites. (*Ibid.*, n° 671.) — 1454 : sceau rond, de 50 millimètres, *ad contractus*, écu d'hermines à la bordure, sommé de deux branches de feuillage. Légende : † s... AD CONTRACTVS... Contre-sceau : écu avec trois lions posés 2 et 1. † CONTRASIG. (Sceaux des Basses-Pyrénées, n° 845.) — Voir ci-dessus : *Cour d'Aixe* et *Cour de Châlus*.

OFFICIALITÉ DIOCÉSAINNE DE LIMOGES. — L'officialité a dû être un des pouvoirs ecclésiastiques le plus anciennement en possession d'un sceau. La mention de l'apposition de ce sceau est très-fréquente dans les actes, dès le commencement du xiii^e siècle. Toutefois nous n'avons pu en trouver d'empreinte distincte avant 1246. — 1246 : sceau ogival, 38 à 40 millimètres environ, évêque debout, mitre en tête, bénissant de la main droite, tenant de la gauche une crosse. Légende : ... ILLVM... IE LEMOVICEN... (*Curia Lemovicensis*). Contre-sceau : une main bénissant dans un nimbe crucifère; légende effacée. (Archives de la Haute-Vienne, liasse 6,521 du classement provisoire. — 1256 : fragments du même. (Archives de la Haute-Vienne, même liasse.) — 1259 : même effigie. Légende : SIGILLVM... LEMOVICENSIS. Contre-sceau : main bénissant dans un nimbe crucifère. Légende : MANVS DNI.

(Haute-Vienne, liasse 4,087.) — 1274 : fragments d'un sceau ogival, de 39 à 40 millimètres, représentant un personnage nimbé à genoux; au-dessus, un objet dont il est impossible de distinguer les contours. La partie de la légende placée à gauche est seule visible. On lit très-bien le mot LEMOVICENSIS. Contre-sceau rond, de 17 millimètres à peu près, complètement effacé. (Archives de la Haute-Vienne, liasse 6,521.) Ce sceau est évidemment le même que celui signalé dans la *Collection des sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*, sous le n° 987, et ainsi décrit par M. P. Raymond : « Sous un dextrochère bénissant, un moine dont le nimbe est formé d'un grénétis, à genoux, les mains jointes, vêtu d'une robe à dessin treillissé, semé de points ». Légende : ...EMOVIC...IS. Contre-sceau de 17 millimètres, offrant un buste de face (celui de saint Etienne probablement) avec le mot ...TRASIGIL.... L'empreinte du dépôt départemental de Pau a été relevée sur un titre de 1272. — 1292 : sceau analogue à celui décrit plus haut sous les dates de 1246 et 1259. Même contre-sceau. (Haute-Vienne, liasse non inventoriée du fonds de l'abbaye de Solignac.) — 1303, 1304, 1308, 1317, 1329, 1372 : sceau ogival de 39 à 40 millimètres : évêque debout, mitré, bénissant de la main droite, tenant de la main gauche une crosse. Légende : SIGILLVM LEMOVICENSIS CVRIE. Contre-sceau : main bénissant, placée dans un nimbe crucifère : MANVS DOMINI. La croix du nimbe est peu apparente dans presque tous. (Archives de la Haute-Vienne, liasses 4,087, 6,865 bis, 6,891, 8,237.) — 1502 : sceau ogival de 42 millimètres : évêque assis, élevant la main droite pour bénir, tenant une crosse de la gauche. Légende : SIGILLVM..... (Archives de la Haute-Vienne, liasse 4,161.)

Sur un contre-sceau de l'official, appendu à une procuration de 1317 (n° 6,983 de la Collection Douët d'Arcq, Inventaire des Arch. nationales), on voit deux mains qui s'étreignent, avec la légende : DOMINVS MEVS. Nous n'en connaissons pas d'autre exemple.

COUR ET PRÉVÔTÉ DES COMBES, JURIDICTION DE L'ABBAYE DE SAINT-MARTIAL DANS LE CHATEAU DE LIMOGES. — Nous avons trouvé sur beaucoup de pièces la mention du sceau du juge des Combes (*Judex Curiae de Cumbis pro venerabili et religioso viro domino praeposito dicti loci de Cumbis*); mais nous n'avons nulle part rencontré l'empreinte même de ce sceau, sauf un seul fragment qui est encore appendu à un acte de 1379 (liasse 8,730 du classement provisoire, Archives de la Haute-Vienne). Ce

fragment représente une tête mitrée : le sceau du juge de l'abbé portait probablement la même effigie que le sceau du monastère.

JUSTICE CONSULAIRE DU CHATEAU DE LIMOGES. (*Judex castri et castellanix Lemovicensis, pro venerabilibus et prudentibus viris Dominis Consulibus dicti castri.*) — La liasse 4,159 des Archives de la Haute-Vienne offre, appendus à un rouleau de parchemin, les fragments de trois sceaux ronds d'environ 40 à 45 millimètres de diamètre. On y voit, dans un encadrement à lobes, une tête barbue et à longs cheveux. Sur l'un d'eux on aperçoit très-distinctement, à droite, la lettre **Q** gothique. La légende, s'il y en avait une, a partout disparu. Ces fragments suffisent pour établir que, en 1367, date de l'acte écrit sur ce rouleau, le sceau du juge des consuls n'était que la reproduction du sceau du consulat du Château. Peut-être même les magistrats municipaux n'avaient-ils qu'un seul et même sceau pour la justice et pour les actes d'administration ? — Un autre titre de 1405 a conservé quelques fragments du sceau de la justice consulaire. L'un d'eux présente un contre-sceau dont le sujet est effacé ; on peut y lire seulement les trois lettres ...LVM (*consulum* ou *contrasigillum*).

COUR DU PARIAGE DE LA CITÉ DE LIMOGES ET DE SAINT-LÉONARD (justice exercée en commun par le roi et l'évêque de 1307 à 1597). — Deux titres seulement des Archives de la Haute-Vienne ont conservé des empreintes du sceau du pariage. Un acte de 1352 en garde plusieurs exemplaires offrant un écu parti, le premier aux armes de France, le deuxième de... à une crosse en pal. Cet écu a 18 millimètres de haut. On n'observe sur aucun des fragments de traces de légende ; néanmoins il est possible que partout elle ait disparu, et le sceau, qui semble avoir été de forme ronde, pourrait, dans ce cas, avoir eu de 35 à 40 millimètres de diamètre. Une des empreintes porte au contre-sceau, avec le même écusson, de dimensions réduites, la légende : c... TRA s... LVM. *Contrasigillum*. (Archives de la Haute-Vienne, liasse 3,166.) — Des actes de 1362 et 1363 ont gardé des empreintes du sceau du pariage sous la domination anglaise. L'écu est parti : le premier écartelé, aux premier et quatrième, des armes de France ; aux second et troisième, de celles d'Angleterre ; le second de.... à une crosse en pal. On ne trouve pas de traces de légende ; mais il est possible, comme nous le disions plus haut, que le bord ait disparu, et le sceau, au lieu de 25 millimètres, a pu en avoir de 35 à 38. Le contre-sceau paraît présenter un dessin différent ; mais il est à peu près complètement effacé. (Arch. de la Haute-

Vienne, liasse 6,692.) Le traité conclu en 1307 entre le Roi et l'évêque disposait que le pariage aurait un sceau commun avec la marque de l'un et de l'autre des co-seigneurs de la Cité : « *Erit in dictis curiis sigillum commune nobis et dicto episcopo, cum impressione signi sui et nostri.* » (Ordonnances des rois de France, T. XIII, p. 205.)

JUSTICE DE L'ABBAYE DE SAINT-MARTIN. — Le sceau de cette justice a été décrit comme suit, dans le T. I^{er} du *Recueil de la Société de Sphragistique de Paris* (p. 258 et suivantes), par M. Maurice Ardant : « Au milieu d'une couronne » (ou plutôt entre deux rameaux d'olivier), « dans le champ, se tiennent debout la sainte Vierge avec l'Enfant-Jésus et l'évêque de Tours, saint Martin, mitré, crossé, tenant de la main gauche un petit monument » — qui offre une façade de cathédrale gothique, à deux tours. — « Les têtes sont ceintes d'auréoles ; le bas du sceau représente un parquet. » Ce cachet est ovale, de 58 millimètres de haut. Il paraît ne pas remonter au-delà du xvi^e siècle. Légende : † SIGILL. IURISDIS. ABBATIE. S. MARTINI. LEMOVICENSIS. ET. B. MARIE FULLI. ORD. CIST.

BAILLIAGE DE LIMOGES. — Sceau rond, de 43 à 45 millimètres environ, présentant un écu chargé de dix fleurs de lis, posées 4, 3, 2, 1. Rinceaux dans le champ. Légende : ...IN BAL... Contre-sceau rond : grande fleur de lis qui projette de chaque côté de petites fleurs de lis et qui est accostée de deux autres, celles-ci de moindre dimension. (Archives de la Haute-Vienne, liasses non inventoriées, titre de 1330.) Fragments du même sceau en 1337. (Même dépôt, baronnie de Pierrefeu.) Sous le n° 672 de sa collection et la date de 1303, M. P. Raymond a décrit le même sceau ; au contre-sceau, il signale, accostant la fleur de lis principale, deux étoiles au lieu de deux autres fleurs de lis. Légende : ...LI ...ICENSIS. Sous le n° 673 et la date 1316, il décrit un autre sceau du bailliage : sceau rond, de 19 millimètres, avec écu droit chargé d'une bande. Légende : † SI... MOV. AD CAS. (*Sigillum baillivie Lemovicensis ad causas.* La Collection des Basses-Pyrénées offre un autre exemplaire du sceau du bailliage, celui-ci postérieur de deux siècles aux précédents : sceau aux contrats, rond, de 52 millimètres ; écu d'hermines à la bordure. Légende : † S. AVTENTICVM..... LEMOVICENSI... Contre-sceau : écu à trois lions rampants, posés 2 et 1. Légende : CONTRA S. CACELLARIE ET AD CONTRACTVS IN VICCOITATV LEMOVICENSI. (N° 846, date 1503.) — Le sceau le plus récent du bailliage que nous ayons trouvé aux Archives de la Haute-Vienne est rond, plaqué sur papier, et

remonte à 1485. On n'y distingue qu'une grande fleur de lis. (Liasse 7,939.)

SÉNÉCHAUSSEE (ANCIENNE) DE LIMOGES. — On trouve, aux Archives de la Haute-Vienne et dans des collections particulières, un assez grand nombre d'empreintes de sceaux de diverses grandeurs (30 à 48 millimètres), les uns ronds, les autres ovales, à l'usage de la sénéchaussée, et remontant aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Ils offrent uniformément l'écu de France, avec ou sans la couronne royale, et la légende : s. SENESCALLIE LEMOVICENSIS, ou SIGILL. SENESC. LEMOVICENSIS. M. Raymond en signale une empreinte sous le n° 706 des *Sceaux des Basses-Pyrénées*. Mais nous n'avons pu trouver que des fragments, sans aucune indication utile, des sceaux des sénéchaux commis par les rois d'Angleterre.

SIÈGE PRÉSIDENTIAL ET SÉNÉCHAL DE LIMOGES. — Au ^{xvi}^e siècle, nous rencontrons, à partir de 1573, quelques empreintes d'un sceau rond, de 30 millimètres, portant les armes de France, avec la couronne fermée et le collier. Légende : SEEL. DE. LA. SEN.... ET. ELECT. DV HAVT LIMOS. A. LIMOGES. (Archives de la Haute-Vienne, liasse 9,161 *bis*, etc.) Dans le cours du ^{xvii}^e siècle, beaucoup de dossiers de procédures offrent des empreintes plaquées sur papier, ou appendues à des parchemins, sur courte queue de papier, d'un sceau rond, de 28 millimètres environ, présentant les écus accolés de France et de Navarre, avec une très-large couronne au-dessus et un fleuron ou une fleur de lis au-dessous. En légende, le seul mot : LIMO-GES. Toutefois nous ne l'avons lu que sur deux ou trois exemplaires; les autres pourraient bien n'avoir offert aucune inscription. — LE CORPS DES OFFICIERS DU PRÉSIDENTIAL DE LIMOGES portait : *parti le premier de France et l'autre de Navarre*. (Limoges, p. 202.)

LE CORPS DES OFFICIERS DE LA JUSTICE ROYALE DE LIMOGES : *d'or à deux pals de sable* — ? — (Limoges, p. 325.)

GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES. — Nous n'avons pas d'empreinte de sceaux de l'Intendance; mais il n'est pas sans intérêt de relever les dessins et emblèmes successifs qu'ont présentés les estampilles dont on faisait usage pour timbrer le *papier marqué* dans l'étendue de la généralité. Les sigillographes n'ont pas dédaigné de décrire ces estampilles. Nous donnons ci-après la liste de celles que nous avons rencontrées au cours de nos recherches :

1674 : une fleur de lis entre deux *L* affrontées; tout autour la légende : GEN. DE LIMOGES. — 1675 : une fleur de lis entre deux *L* fleuronnées; au-dessus une banderolle portant le mot GENERALITE;

au-dessous une autre : DE LIMOGES. — 1676 : une couronne surmontant une fleur de lis ; de chaque côté, des palmes et des *L* majuscules entrelacées ; à droite et à gauche, deux fleurs de lis un peu plus grandes ; une banderolle au bas : GENERALITE DE LIMOGES. — 1676 : un fleuron formé de rinceaux et de *L* enchevêtrés et présentant la forme d'une fleur de lis ; tout autour, en ovale, les mots : GENERALITE. DE. LIMOGES. — 1679 : trois fleurs de lis et deux *L* qui les entourent en s'enlaçant. Palmes ; couronne fermée au-dessus ; au-dessous, banderolle : GENERALITE DE LIMOGES. — 1681 : un écu d'hermines entouré d'une bordure ; au-dessus une couronne fermée ; au-devant, dans le bas, une fleur de lis ; autour de l'écu : GENERALITE DE LIMOGES. — 1684 : sorte d'écu en cœur renfermant l'inscription : GEN. DE LIMOZIN ; couronne fermée ; de chaque côté, rameaux ornés de rinceaux, et sur chacun desquels est perché un coq assez mal dessiné. — 1693 : écu ovale, d'hermines ; il est sommé d'une couronne fermée ; autour de l'écu, une bordure avec l'inscription : GENERALITE DE LIMOGES ; de chaque côté, des rameaux et un motif en proue de navire, terminé par une tête de coq ; banderolle à droite et à gauche de la couronne. — 1698 : même motif d'encadrement ; seulement l'écu est semé de fleurs de lis au lieu d'être d'hermines. — 1698 : écu en cœur avec une fleur de lis et la légende : GEN. DE LIMOGES ; rinceaux de chaque côté ; au sommet, couronne fermée. — 1702 : une fleur de lis entre deux rinceaux terminés par des têtes de monstres se faisant face et vomissant des flammes ; au-dessus, on lit : GEN. DE LIMOGES ; banderolles ; le tout dans un ovale fermé. — 1705 : une grande fleur de lis ; les mots G. DE LIMOGES sur deux banderolles à rinceaux, avec animaux et fleurons de chaque côté ; double banderolle au-dessous. — 1706 : un soleil entouré de rayons dans un cartouche dont la bordure supérieure porte les mots : GEN. DE LIMOGES ; sur la bordure inférieure, le prix ; de chaque côté, entre deux palmes : BAIL = DE 1706. — 1712 : écu ovale, tout entier occupé par une grande fleur de lis, et entouré d'une bande où on lit : GEN. DE LIMOGES ; au-dessus, couronne fermée ; de chaque côté, rinceaux et fleurons ; au bas, une bande horizontale portant le prix. — 1712 : un soleil, et au-dessus une fleur de lis qui forme le sommet d'un motif composé d'enroulements et de rinceaux fleurronnés ; de chaque côté de la fleur de lis : G. DE ; au-dessous du soleil : LIMOGES, sur une banderolle. — 1716 : trois fleurs de lis, posées 2 et 1 ; entre les deux premières, un soleil rayonnant ; au-dessus, une couronne fermée, avec deux banderolles portant : G. LIM.-OGES. De chaque

côté de l'écu, en support, la partie antérieure du corps d'un griffon. — 1724 : les écus de France et de Navarre, penchés, séparés par un caducée et placés entre deux rameaux : GEN. DE LIMOGES ; l'ensemble du motif présente à peu près un demi-cercle. Cette estampille paraît avoir été en usage dans toutes ou presque toutes les généralités du royaume. — 1727 : écu sommé d'une couronne ouverte avec deux *L* entrelacées, entre deux rameaux ; au-dessous, sur une banderolle : G. DE LIMOGES. — 1729 : deux *L* affrontées et enlacées dans un écusson ovale surmonté d'une couronne ouverte ; deux branches avec des fleurs se croisant au-dessous de l'écu ; rinceaux ; au bas, sur une banderolle : G. DE LIMOGES. — 1733 : une fleur de lis formant le centre d'un motif assez élégant, où figurent des feuillages, des fleurons, deux marsouins ; au-dessus, on lit : G. DE LIMOGES ; couronne ouverte sur le tout. — 1740 : écu semé de France à la bande chargée de trois lions passants ; rinceaux ; légende au-dessus : G. DE LIMOGES. Il est assez singulier de voir les armoiries des comtes de la Marche remplacer les emblèmes royaux dans la généralité de Limoges, d'autant plus qu'une partie de la Marche appartenait à la généralité de Moulins. M. R. Texier possède le type de cette estampille ; il provient du cabinet du savant abbé Texier. — 1750 : une fleur de lis dans un encadrement qui affecte la forme d'un triangle isocèle renversé ; deux rinceaux dans les angles symétriques. Légende : G. DE LIMOGES (1). Le dernier mot est sur la bande horizontale du haut, le prix sur les deux autres. — 1752 : écu de France, rond, entouré d'une bande en collier, sur laquelle est écrit : G. DE LIMOGES ; au sommet de l'écu, au-dessous et de chaque côté, des fleurons dans des écussons ronds ; entre ces écussons, des rinceaux ; la banderolle qui porte le prix du papier cache la partie inférieure de l'écu. — 1782 : une fleur de lis ; au-dessus, le mot : LIMOGES ; au-dessous, la mention fiscale ; dans le bas, une seconde fleur de lis. L'encadrement est formé de rinceaux combinés avec des perles ou des besants, et formant une sorte de collier.

Tous les motifs que nous avons sommairement décrits offrent de plus des banderolles flottantes ou des bandes droites, portant l'indication du droit de timbre qui frappe le papier.

LE CORPS DES PRÉSIDENTS-TRÉSORIERES DE FRANCE, GÉNÉRAUX DES FINANCES, CHEVALIERS, CONSEILLERS DU ROI, JUGES ET DIRECTEURS

(1) En 1783, on trouve encore en usage cette estampille.

DU DOMAINE AU BUREAU DE LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES : *parti de France et de Navarre*. (Limoges, p. 202.)

LE CORPS DES OFFICIERS DE L'ÉLECTION DE LIMOGES : *d'azur à trois fleurs de lis d'or, l'écu couronné à la royale* (1). (Limoges, p. 203.)

MILICE BOURGEOISE DE LIMOGES. — Nous avons signalé plus haut (Custodie de Limoges) la méprise où, selon nous, seraient tombés MM. Ardant et Tripon, en attribuant à la garde bourgeoise un sceau dont la matrice est conservée au musée de Limoges, et qui est incontestablement un sceau ecclésiastique.

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS DE LIMOGES : *d'azur à un saint Yves vêtu d'une soutane et d'une robe longue, la tête couverte d'un bonnet carré, tenant de sa main dextre une plume à écrire, et de sa senestre un sac pendant, le tout d'or, sur une terrasse de même* — ? — (Limoges, p. 292.)

COMMUNAUTÉ DES NOTAIRES DE LIMOGES : *de sinople à deux cygnes affrontés d'argent, soutenus d'une foi de carnation, parée d'or et mouvante des flancs* — ? — (Limoges, p. 292.)

COMMUNAUTÉ DES PROCUREURS DE LIMOGES : *d'azur à un saint Nicolas d'or, accompagné en chef de deux sacs d'argent* — ? — (Limoges, p. 293.) Au Recueil de dessins, saint Nicolas est représenté ayant auprès de lui une sorte de baquet d'où surgissent trois enfants : allusion au fameux *miracle* de saint Nicolas.

COMMUNAUTÉ DES MÉDECINS ET APOTHICAIRES [DE LIMOGES ?] *d'azur à deux caducées d'argent passés en sautoir et un soleil d'or brochant en cœur sur le tout* — ? — (Limoges, p. 293.) Il se pourrait que ce blason s'appliquât à la communauté des médecins et apothicaires de Saint-Junien, les indications du Registre et celles du Recueil de dessins n'étant pas précises. — Ajoutons que le Recueil manuscrit d'armoiries communiqué par M. Eugène Ardant, de Limoges, présente, à la p. 89, les armoiries de « la communauté de MM. les Pharmatiens de Limoges », ainsi blasonnées : *d'or à trois vases d'argent entrelacés de deux vipères de sinople affrontées et passées en sautoir*. « Pour supports : Esculape et la Santé, tenant à la main le baston entortillé du serpent pour cimier. » Devise : *Ubi venenum, ibi remedium*, 1655. Ce blason recherché ne nous semble pas correct, et il pourrait bien n'être autre chose qu'une composition de fantaisie de l'auteur du manuscrit, apothicaire lui-même,

(1) Les membres de l'élection de Limoges n'avaient pas trouvé la jolie devise portée par leurs collègues de Nevers : *Les Elus sont pour le ciel*.

très-fin dessinateur d'armoiries, du reste. Dans le Recueil appartenant à M. R. Chapoulaud, un plaisant ou un philosophe a attribué au *Corps des médecins* un écu représentant un squelette jusqu'à mi-jambes dans sa fosse, auprès de laquelle fleurit, à droite, un énorme lis. En chef, le soleil entouré de rayons. Est-ce une allusion à la fécondation de la terre par les corps humains dont les médecins fournissent les cimetières? est-ce un acte de foi à la résurrection? n'est-ce qu'une fantaisie funèbre? Toujours est-il que la gravure est détestable.

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'or à un pal de sable* — ? — (Limoges, p. 310.)

COMMUNAUTÉ DES LIBRAIRES, IMPRIMEURS (1), SELLIERS, BATIERS, PEINTRES ET ÉPERONNIERS DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'azur à un pal d'or* — ? — (Limoges, p. 311.)

COMMUNAUTÉ DES BOULANGERS DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'or à une fasce d'azur* — ? — (Limoges, p. 313.)

COMMUNAUTÉ DES CABARETIERS ET PATISSIERS [DE LA VILLE DE LIMOGES?] *d'azur à un saint Nicolas d'or* — ? — (Limoges, p. 294.) Le nom de la ville n'est pas indiqué au registre, et il se pourrait que ce blason fût celui d'une communauté de Saint-Léonard.

COMMUNAUTÉ DES CHIRURGIENS ET PERRUQUIERS DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'azur à une fasce de gueules* — ? — (Limoges, p. 313.)

COMMUNAUTÉ DES CEINTURIERS, FOURBISSEURS, GANTIER, PELLETIER ET POTIER D'ÉTAIN DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'argent à un pal de sable* — ? — (Limoges, p. 311.)

COMMUNAUTÉ DES CORDONNIERS ET SAVETIERS DE LA VILLE DE LIMOGES : *de sinople à un pal d'argent* — ? — (Limoges, p. 313.)

COMMUNAUTÉ DES SERRURIERS, ARMURIERS, COUTELIERS, TAILLANDIERS ET MARÉCHAUX-FERRANTS DE LA VILLE DE LIMOGES : *de gueules à un pal d'or* — ? — (Limoges, p. 312.)

COMMUNAUTÉ DES TAILLEURS, TAPISSIERS, FRIPIERS, CHAUSSETIERS DE LA VILLE DE LIMOGES : *de sinople à un pal d'or* — ? — (Limoges, p. 313.)

COMMUNAUTÉ DES TANNEURS DE LA VILLE DE LIMOGES : *d'or à une fasce de sinople* — ? — (Limoges, p. 314.)

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE ET DES ARTS DE LIMOGES (fondée en 1759 et confirmée par arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai 1761). —

(1) A Angoulême, les imprimeurs étaient rangés dans la même communauté que les quincailliers, confiseurs, vitriers et marchands de sel.

Cachet en cuivre, ovale, 33 millimètres. Une Cérès debout, tenant d'une main une faucille, de l'autre une poignée d'épis. Légende : SOCIÉTÉ. DAG^{RES}. ET. DES. ARTS. LIMOGES (XVIII^e s., Musée de Limoges).

VILLE DE MAGNAC (probablement Magnac-Bourg) : *de sable à deux barres d'argent* — ? — (Limoges, p. 336.)

VILLE DE MAGNAC-LAVAL. — N'a eu d'organisation municipale complète qu'assez tard. En 1759, elle avait adopté les armes des Montmorency-Laval, ses seigneurs : d'or à la croix de gueules, cantonnée de seize alérions d'azur avec la devise *Ἀπλᾶθως* et le cri de guerre : *Dieu ayde au premier baron chrétien!* (NORMAND, *la Charte accordée aux habitants de Magnac-Laval*, p. 18.)

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA VILLE DE MAGNAC (probablement Magnac-Laval?) : *d'or à trois fasces de sinople* — ? — (Limoges, p. 342.)

PRIEURÉ DE MASGOUTIÈRE (et non Masgontier) : *de gueules à trois barres onnées d'or* — ? — (Limoges, p. 399.)

PRIEURÉ DE MANSANNES : *de gueules à une fasce d'or chargée de trois étoiles de sable*. (Limoges, p. 303.)

VILLE DE MEYMAC : *d'azur à trois pals onnés d'argent* — ? — (Limoges, p. 391.) L'*Atlas* de la Corrèze ne donne pas les armoiries de Meymac.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE MEYMAC : *de gueules à un calice d'or* — ? — (Limoges, p. 467.)

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS, PROCUREURS ET NOTAIRES DE LA VILLE DE MEYMAC : *d'argent à un saint Yves de carnation vêtu de sa robe de palais de sable, tenant en sa main un papier plié d'argent* — ? — (Limoges, p. 478.)

COMMUNAUTÉ DE TOUS LES MARCHANDS DE LA VILLE DE MEYMAC : *d'azur à un saint Louis, roi de France, vêtu à la royale, d'or* — ? — (Limoges, p. 478, 479.)

COMMUNAUTÉ DES HÔTELIERS ET ARTISANS DE LA VILLE DE MEYMAC : *de sinople à une Notre-Dame d'or* — ? — (Limoges, p. 479.)

VILLE DE NEUVIC : *d'argent à trois bandes onnées de gueules* — ? — (Limoges, p. 396.) L'*Atlas* de la Corrèze ne donne pas d'armoiries.

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS, PROCUREURS ET NOTAIRES DE LA VILLE DE NEUVIC : *d'or à un saint Yves de carnation, vêtu d'une robe de palais de sable, la tête couverte d'un bonnet carré de même, tenant en sa main dextre un papier plié d'argent, et à sa ceinture un sac de palais de même* — ? — (Limoges, p. 476.)

COMMUNAUTÉ DES ARTISANS DE LA VILLE DE NEUVIC : *de gueules*

à un saint Joseph d'or, tenant en sa main dextre un *lts au naturel* — ? — (Limoges, p. 476.)

BARONNIE DE PIERREBUFFIÈRE. — Sceau rond, de 42 millim.; écu représentant un lion, tenant entre ses pattes de devant un objet qu'on ne peut distinguer; rinceaux dans le champ. Légende : PETRABVFFERI... AD CONTRACTVS. Contre-sceau : une chimère dans un double encadrement quadrilobé; acte de 1317. (Archives de la Haute-Vienne, liasse 8,622.)

ABBAYE DU PALAIS : d'or à un chevron d'azur accompagné en pointe d'une montagne de sinople. (Limoges, p. 188.)

COMMUNAUTÉ DU PALAIS : de sinople à trois chevrons ondés d'argent — ? — (Limoges, p. 403.)

VILLE DE PEYRAT (Peyrat-le-Château?) : de sable à trois chevrons ondés d'or — ? — (Limoges, p. 404.)

PRIEURÉ DE PORT-DIEU : d'argent à trois barres ondées de sinople — ? — (Limoges, p. 399.)

VILLE DE ROCHECHOUART. — Porterait, d'après le Dictionnaire de M. Girault de Saint-Fargeau : *fascé nébulé d'argent et de gueules, de six pièces*, qui est le blason des vicomtes de Rochechouart : *fascé, nébulé et endenté, etc.* — Nous ne croyons pas que les bourgeois de cette ville, dont la charte remontait pourtant à 1296, aient jamais eu d'armes spéciales. Nous avons vainement cherché un article qui se rapportât à celles-ci dans les volumineux Registres de la généralité de Poitiers, de laquelle Rochechouart dépendait.

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS MERCIERS, TAILLEURS D'HABITS ET AUTRES DE LA VILLE DE ROCHECHOUART : de gueules à une paire de ciseaux d'or — ? — (Poitiers, p. 1492.)

VICOMTÉ DE ROCHECHOUART. — Le *Recueil* des travaux de la Société de Sphragistique a donné, T. IV, p. 321, comme la reproduction du sceau de la *vicomté* de Rochechouart, une réduction de la belle gravure que M. le général comte de Rochechouart a placée en tête du livre consacré par lui à l'histoire de cette illustre famille. Nous ne croyons pas que M. Ardant, auteur de l'article, ait jamais trouvé une seule empreinte reproduisant exactement ce prétendu sceau.

COUVENT DES RELIGIEUX BÉNÉDICTINS DE SAINT-ANGEL : de sable à trois fasces ondées d'argent — ? — (Limoges, p. 395.)

VILLE DE SAINT-GERMAIN-LES-BELLES : d'argent à une barre d'azur — ? — (Limoges, p. 319.)

CHAPITRE DE LA VILLE DE SAINT-GERMAIN : d'argent à une bande d'azur, accompagnée de six roses de gueules, trois en

chef posées en orle, et trois en pointe posées en bande. (Limoges, p. 149.) — Dans l'Inventaire des sceaux des Archives de Pau figure, sous le n° 972, un fragment de sceau rond, de 45 millimètres, appendu à un hommage de 1455. Ce sceau, dont la légende a disparu, offre la reproduction des armoiries enregistrées au Recueil de la généralité de Limoges : « Ecu à la bande accompagnée de six quintefeuilles, 3 en chef et 3 en pointe. »

VILLE DE SAINT-JUNIEN : *d'azur à un lion d'or couronné et lampassé de gueules.* (Limoges, p. 107.) Nous ignorons à quelle époque ces armoiries ont été adoptées par la ville de Saint-Junien, et nous nous sommes demandé s'il n'existait pas quelque lien historique ou féodal entre ces armes et celles que présente le contre-sceau dont se servaient, en 1303, les consuls de la Cité de Limoges. La Cité et Saint-Junien dépendaient également de l'évêque ; il y a donc quelque raison de croire que l'analogie des blasons des deux villes n'est pas fortuite. — Le compromis qui mit fin aux longs démêlés qui avaient éclaté au ^{xiii}^e siècle entre l'évêque et les bourgeois, laissa à ces derniers l'usage d'un sceau commun, mais à la condition qu'ils y feraient graver un insigne épiscopal, une mitre par exemple, ou une crosse, ou bien encore un buste d'évêque : *In sigillo vel contrasigillo communitatis signum episcopale ponatur, scilicet vel mitra, vel crossa, vel imago episcopi a pectore supra, cum mitra et crossa.* (LEYMARIE, *Histoire du Limousin*, Bourgeoisie, T. I, p. 136.) En 1303, en effet, le sceau de la ville de Saint-Junien (sceau rond, de 55 millimètres), représentait un évêque debout, vu de face, tenant de la main droite une crosse écartée, et de la gauche un cep de vigne chargé de grappes de raisin. Légende : SIGI... ..NIANI. Contre-sceau : évêque debout, vu de face, à mi-jambes, mitré, croisé et bénissant. Légende : SIGILLVM VILLE... IANI. (*Inventaire des Archives nationales, Collection de sceaux*, n° 5,694.) — Le Dictionnaire de Girault de Saint-Fargeau ne donne pas les armes de Saint-Junien.

CHAPITRE DE L'ÉGLISE COLLÉGIALE DE SAINT-JUNIEN : *d'or à trois lions de sinople, couronnés, lampassés et armés de gueules, deux en chef et un en pointe.* (Limoges, p. 111.) Ces armoiries sont celles des vicomtes de Limoges de la maison de Ségur, avec cette seule différence que les lions figurant sur l'écu de ces seigneurs étaient d'azur. — Le musée de Limoges possède la matrice en cuivre d'un sceau rond du ^{xiv}^e ou du ^{xv}^e siècle, qui représente un personnage nimbé, revêtu d'habits monas-

tiques et vu de profil, étendant la main droite avec un geste de commandement, et de la gauche tenant un long bâton dont il paraît guider ou frapper un dragon placé sous ses pieds. De chaque côté, dans le champ, des branches chargées de fleurs. C'est, comme on le voit, une allusion à un miracle de la légende du pieux solitaire, et un souvenir du « vieux aubespain » dont parle Collin dans sa *Très-belle vie et heureuse mort du glorieux saint Junien*. (Vie des Saints, p. 461 et suivantes.) Autour du sceau, qui est en cuivre, et a environ 44 millimètres, on lit : † S : CAPITVLII : ECCLE : SCI : IVNIANI. (*Sigillum capituli ecclesie sancti Juniani*.) — Au bas d'une investiture accordée par le Chapitre en 1646 (Arch. de la Haute-Vienne, liasse 5,194) est apposé un sceau ogival, de 47 millimètres, que l'acte donne pour le sceau du Chapitre, et qui représente un personnage nimbé, revêtu d'une sorte de robe, foulant aux pieds un dragon et le frappant d'une lance dont l'extrémité figure une croix. A droite et à gauche de cette figure, qui est presque de face, une étoile à six rais. La légende de ce sceau, dont les caractères accusent le xiv^e ou xv^e siècle, et dont la matrice, en cuivre jaune, est conservée au musée de Limoges, nous apprend que ce n'était pas le cachet du Chapitre, mais celui d'un ancien chanoine. On lit, en effet, autour du sujet : S. DNI HEL. BON.. EC (?) CANONISI S. IVN. (*Sigillum Domini Helice..... canonici sancti Juniani*.)

BARONNIE DE SAINT-JUNIEN. — M. l'abbé Arbellot possède un sceau de cette baronnie au dernier siècle : il est rond, d'environ 30 millimètres, et représente un écu timbré d'une crosse, et sur lequel on voit un buste d'évêque mitré et revêtu des ornements pontificaux. Légende : S : BARONIER : (*sic*) S : IVNIANI.

COUVENT DES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE LA VILLE DE SAINT-JUNIEN : *d'azur à un Ave Maria composé d'un M et d'un A d'or entrelacés, surmonté d'une croizette et accompagné en pointe d'un bouquet de trois fleurs de même*. (Limoges, p. 110.) Ces armes sont probablement la reproduction d'un sceau. Ce sont à peu de chose près les armoiries d'autres couvents que possédait la même congrégation.

COMMUNAUTÉ DES GANTIERES DE LA VILLE DE SAINT-JUNIEN : *d'azur à un gant d'or en pal et renversé, soutenu d'une paire de ciseaux ouverts d'argent*. (Limoges, p. 293.)

VILLE DE SAINT-LÉONARD : *d'azur à un lion passant d'or en chef et deux arcs de même, cordés d'argent et passés en sautoir, en pointe* (Limoges, p. 286). Girault de Saint-Fargeau n'a pas reproduit ces armoiries, qui, sauf les arcs, ont une certaine

analogie avec celles, indiquées plus haut, de la ville de Saint-Junien. Saint-Léonard possédait une organisation communale complète au ^{xiii}^e siècle. Les bourgeois, dit un mémoire produit à l'occasion des démêlés entre les consuls de cette ville et Gilbert de Malemort, qui occupait le siège épiscopal, « ont consulat et commune, et l'ont tenu et en ont use de si lonc temps quil nest memoire domme du contraire... et ont maison commune, arche et pappier et scel et armeures (1) communes et baniere. » (Archives de la Haute-Vienne, liasse 4,758.) Et l'évêque, dans sa réponse aux allégations des habitants de Saint-Léonard, affirme que ceux-ci faisaient peu auparavant usage d'un cachet portant ces mots : SIGILLUM PROBORUM HOMINUM VILLE DE NOBILIACO, *sceau des prud'hommes de la ville de Noblat*. (Arch. de la Haute-Vienne, liasse 4,759.) Malgré la défense de leur seigneur, les consuls conservaient encore, en 1308, leur sceau municipal (rond, 60 millim.) représentant sur un treillis de fleurs de lis, « un personnage debout, à droite, et tendant la main à un autre agenouillé devant lui, les cheveux hérissés et les mains jointes, et au-dessus duquel sont des ceps attachés à une chaîne ». On doit regretter que la légende ait disparu sur l'empreinte conservée aux Archives nationales (n° 5,695, coll. Douët d'Arcq); il eût été intéressant de constater si cette inscription était la même que celle signalée dans le factum de l'évêque. Le contre-sceau porte une main tenant des ceps et la légende : † SECRETVM. — Depuis une quinzaine d'années, l'Administration municipale de Saint-Léonard a fait graver sur le papier de service de l'hôtel de ville un écu offrant, sur champ d'azur, des ceps d'argent (ou d'or) en fasce, accompagnés de trois fleurs de lis d'or, deux en chef, la troisième en pointe; l'écu a une bordure qui est probablement de l'imagination du dessinateur. Ce dessin nous paraît soit une réminiscence du contre-sceau signalé plus haut, soit un mélange des deux portions de l'écu parti que nous décrivons à l'article suivant. Toutefois on nous assure qu'il est la reproduction exacte d'un écusson gravé sur une vieille pièce d'artillerie conservée à l'hôtel de ville de Saint-Léonard.

CHAPITRE DE LA VILLE DE SAINT-LÉONARD : *d'azur à un lambel d'argent en face surmonté d'un saint Léonard de carnation à demi-corps, vêtu d'une aube d'argent et d'une dalmatique de pourpre semée de fleurs de lis d'or, tenant à sa main*

(1) M. Leymarie, qui cite ce passage, a lu à tort : *armoiries communes*. (*Bourgeoisie*, T. II, p. 265.)

dextre des menottes de même, et trois fleurs de lis d'or, posées 2 et 1, sous le lambel. (Limoges, p. 266.) Le sceau du Chapitre, au dernier siècle, n'était pas conforme à ces armes, mais les rappelait : nous devons à l'obligeance de M. le curé de Saint-Léonard communication d'un certificat relatif à la remise dans sa châsse du chef du patron de la ville, après l'ostension de 1778. Cette attestation, donnée le 14 juin de ladite année, porte un sceau ovale, de 27 millimètres, présentant un écu parti : le premier, de gueules à des ceps [d'argent?] posés en fasce; le second, d'azur à trois fleurs de lis (d'or?), 1 et 2. L'écu est timbré d'une crosse ornée de feuillages. Comme le bas est un peu effacé, nous ne pouvons affirmer qu'il n'y ait pas une autre pièce au-dessous des menottes ; néanmoins, nous ne le pensons pas. — Les armes du Chapitre de Saint-Léonard ne figurent pas au catalogue, donné par Duret de Noinville, des armoiries dans la composition desquelles entrent des fleurs de lis.

PRIURÉ DE SAINT-LÉONARD : *d'or à deux barres de sinople.* (Limoges, p. 334.)

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA VILLE DE SAINT-LÉONARD : *échiqueté d'argent et d'azur à une croix de gueules, chargée de cinq sautoirs d'argent.* (Limoges, p. 293, 294.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE SAINT-LÉONARD : *d'azur aux deux lettres M et A entrelacées, surmontées d'une croix d'argent et soutenues de trois clous de la Passion appointés, le tout enfermé dans un cercle rayonnant, et le tout d'argent.* (Limoges, p. 140.)

PARIAGE DE SAINT-LÉONARD. — Voir PARIAGE DE LA CITÉ DE LIMOGES.

SÉNÉCHAUSSEE DE SAINT-LÉONARD. — Le musée de Limoges possède un sceau rond, en cuivre, de 34 millimètres, aux armes de France, avec la couronne et le collier de saint Michel. Légende : SERL. DE. LA. SEN. PRE. ET. ELECT. DV. HAVT. LIMOS. A. S. LEONR. (Probablement xvi^e siècle : ce cachet étant analogue de tous points à celui décrit plus haut à l'article *Siège présidial et sénéchal de Limoges.*)

COMMUNAUTÉ DES CABARETIERS ET PATISSIERS. (Voir ci-dessus, Cabaretiers et Pâtissiers de Limoges.)

PRIURÉ DE SAINT-VICTOUR : *d'or à trois barres onnées de gueules — ? —* (Limoges, p. 398.)

VILLE DE SAINT-YRIEIX : *d'or à trois pals de gueules — ? —* (Limoges, p. 339.) Girault de Saint-Fargeau assigne à cette ville un écu moins banal : *parti, le premier d'azur à trois fleurs de*

un écu moins banal : *parti, le premier d'azur à trois fleurs de lis d'or, 2 et 1, le second de gueules à une crosse d'or posée en pal*. Ces armes reproduisent tout simplement l'empreinte du sceau de la cour du pariage commun entre le Roi et le Chapitre, et point du tout le blason de la ville de Saint-Yrieix, laquelle probablement n'en avait pas avant 1696. Toutefois, dans les *Octavæ sancti Aredii abbatis et sancti Juliani martyris, ad usum capituli sancti Aredii*. (Lemovicis, ex typ. Martini Dessables, 1665), on trouve, sous la simple désignation SAINT YRIEIX, une gravure assez soignée de ces armes, avec une seule différence : la seconde part de l'écu est blasonnée de *sinople* au lieu d'être de *gueules*. Duret de Noinville ne fait pas figurer Saint-Yrieix dans son catalogue des villes et maisons portant des fleurs de lis dans leurs armes, et c'est avec raison, puisque les armoiries ci-dessus ne sont pas celles de la ville. — *Voir ci-après* : Pariage de Saint-Yrieix.

CHAPITRE DE L'ÉGLISE COLLÉGIALE DE SAINT-YRIEIX : *d'or à une croix potencée d'azur, chargée de neuf losanges d'argent et cantonnée de quatre triangles de sable*. (Limoges, p. 285.) Le sceau dont le Chapitre faisait usage en 1307 représente un personnage debout, nimbé, en costume ecclésiastique, tenant une crosse de la main droite et un livre de la gauche. Légende : SIGILL. DECANI ET CAPLI ECCE S. AREDII. Contre-sceau : une tête d'aigle à droite : † SECRETVM. Ce sceau porte le n° 7,316 de la collection de l'Inventaire des Archives nationales; il est ogival, et a 58 millimètres de haut.

CHANTRE DU CHAPITRE DE SAINT-YRIEIX. — 1304 : fragment d'un sceau ogival, de 30 millimètres. Dans une niche, flanquée de deux tourelles gothiques, à trois étages, la Vierge à mi-corps, tenant l'Enfant-Jésus debout à sa gauche; plus bas, sous une double arcature plein cintre, un personnage à genoux devant un évêque crossé, bénissant. Légende : ...I.... SCI ARE... (Basses-Pyrénées, n° 1,016.)

COUR DU PARIAGE DE SAINT-YRIEIX. — Nous n'avons pu trouver que la mention du sceau de ce tribunal, établi en 1307, comme celui du pariage de la Cité de Limoges et de Saint-Léonard; mais la transaction conclue à cette époque entre le Roi et le Chapitre de Saint-Yrieix donne la description minutieuse du sceau commun : celui-ci devra porter d'une part l'écu de France (*scutum Domini regis cum floribus lili*); de l'autre, l'image d'un abbé revêtu des ornements sacerdotaux et tenant une crosse;

en légende : SIGILLUM CURIE DOMINI REGIS FRANC. ET DECANI ET CAPITULI SANCTI AREDII. Le contre-sceau sera petit et portera une fleur de lis et une crosse avec les mots : SIGILLUM SANCTI AREDII. (*Ordonnances des Rois de France*, T. VI, p. 239.) Cette dernière inscription a probablement donné lieu à la méprise qui a fait attribuer ce blason à la ville de Saint-Yrieix.

COUVENT [DES RÉCOLLETS(?)] DE SAINT-YRIEIX. — Matrice en cuivre d'un sceau ovale, de 23 millimètres, ne remontant pas au-delà du XVII^e siècle et présentant un évêque mitré, bénissant de la main droite, tenant de la gauche une crosse : SIGILLVM PRO CONVENTV SANCTI AREDII. (Musée de Limoges.)

COUVENT DES RELIGIEUSES [CLAIRETTES?] DE SAINT-YRIEIX : *d'or à une barre de sable* — ? — (Limoges, p. 319.)

ABBAYE DE SOLIGNAC : *d'or à deux pals de gueules* — ? — (Limoges, p. 325.)

COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUX BÉNÉDICTINS DE LA VILLE DE SOLIGNAC (le Recueil de dessins donne par erreur : des religieuses Bénédictines) : *d'argent à un pal d'azur* — ? — Beaucoup de pièces des Archives de la Haute-Vienne (liasses de Grandmont, liasse 6,521, etc.) mentionnent aux XIII^e et XIV^e siècles l'apposition du sceau du monastère de Solignac; mais nous n'avons pu en retrouver une seule empreinte.

VILLE DE LA SOUTERRAINE : *d'azur à trois fasces d'or* — ? — (Limoges, p. 344.)

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE LA SOUTERRAINE : *d'argent à trois fasces de sable* — ? — (Limoges, p. 343.)

PRIEURÉ DES CÉLESTINS DES TERNES : *d'azur à une croix longue entortillée au pied d'une S, accostée de deux fleurs de lis, le tout d'or* — ? — (Moulins, p. 241.) On remarquera qu'aux émaux près, ce blason est celui de l'ordre même des Célestins. Nous devons à l'obligeance de M. P. de Cessac, Président de la Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse, communication du dessin d'un cachet représentant une tête de mort sur deux os en croix, sommée d'une couronne fermée et accompagnée d'une main de justice à droite, et d'un monde à gauche. Légende : MEMENTO MORI. Le cachet est d'acier, de forme à peu près ovale et d'environ 18 millim. de haut. Le manche est formé par un dauphin ou un marsouin, dont le corps est relevé en arrière, et dont la queue se recourbe. Ce cachet fut communiqué, il y a une vingtaine d'années, à la Société des Sciences archéologiques et naturelles de la Creuse par un de ses membres.

VILLE DE TREIGNAC : *d'argent à trois bandes ondées de sable*

— ? — (Limoges, p. 396.) Armorial national : même blason. — Ne figure pas à l'*Atlas* de la Corrèze.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE TREIGNAC : *d'argent à trois croix haussées de sable, rangées sur une terrasse de même, celle du milieu plus haute que les deux autres.* (Limoges, p. 462.) Reproduction d'un cachet.

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS, PROCUREURS ET NOTAIRES DE LA VILLE DE TREIGNAC : *d'argent à un saint Yves de carnation, vêtu d'une robe de palais de sable, la tête couverte d'un bonnet carré de même, tenant en sa main un sac de papiers d'or* — ? — (Limoges, p. 473.)

COMMUNAUTÉ DE TOUS LES MARCHANDS DE LA VILLE DE TREIGNAC : *d'azur à un saint Louis roi de France, vêtu à la royale, d'or.* — ? — (Limoges, p. 474.)

COMMUNAUTÉ DE TOUS LES ARTISANS DE LA VILLE DE TREIGNAC : *d'azur à un saint Joseph d'or, tenant en sa main dextre un lis au naturel* — ? — (Limoges, p. 473, 474.)

COMMUNAUTÉ DES HÔTELIERS ET CABARETIERS DE LA VILLE DE TREIGNAC : *d'argent à trois barils de sable, cerclés d'or, 2 et 1.* (Limoges, p. 474.)

VILLE DE TULLE : *de gueules à trois rocs d'échiquier d'or, 2 et 1.* (Limoges, p. 158). — Le dessin qui figure à la page 121 du Recueil d'armoiries de la généralité de Limoges est entièrement conforme à ce blason. Nous ignorons sur quelle autorité M. Girault de Saint-Fargeau, dans son *Dictionnaire*, et M. l'abbé Lecler dans un relevé des armoiries des évêques de Limoges (*Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin*, T. XXI, p. 150 et suivantes), ajoutent à ces armes, qui paraissent anciennes : *un chef d'azur chargé de trois fleurs de lis d'or*, et indiquent la devise : *Sunt rupes virtutis iter*. M. Tripon lui-même ne donne pas ce chef. La devise est, dans tous les cas, beaucoup plus moderne que le blason auquel elle fait une heureuse allusion. Ce qui est certain, c'est que Duret de Noinville ne comprend pas Tulle dans le relevé des villes ayant des fleurs de lis dans leur écusson, et que la municipalité de Tulle elle-même portait sur son sceau, au dernier siècle, un simple écu de gueules à trois rocs d'échiquier, 2 et 1, dans un cartouche (sceau ovale, de 30 millim. de haut). Légende : MUNICIPALITÉ DE TULLE. (Inventaire des Archives nationales, collection de sceaux, n° 5,707.) L'*Atlas topographique* de la Corrèze donne à Tulle un chef de France et la devise rapportée par M. Lecler. M. Marvaud (*Histoire du Bas-Limousin*) fait mention d'une autre devise, qui aurait été adoptée

en 1586, par la ville, délivrée des Huguenots : *In fide et fidelitate semper immota.*

EVÊCHÉ DE TULLE : *d'argent à une fasce componnée d'argent et de sinople* — ? — (Limoges, p. 435.)

SÉMINAIRE DE TULLE : *d'azur à un Jesus Maria d'or* — ? — (Limoges, p. 164.)

CHAPITRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE TULLE : *d'or à trois fasces ondées de sable* — ? — (Limoges, p. 393.) Dans un article sur les *Armoiries des Evêques de Limoges et de Tulle*, M. l'abbé Lecler attribue au Chapitre cathédral de cette dernière ville le blason suivant : *d'azur à un saint Martin à cheval, d'argent, coupant avec son sabre son manteau d'or qu'il donne à un pauvre mottié vêtu d'argent, le tout sur un sentier d'azur : un roc d'échiquier, du même en chef, à senestre.* (Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin, T. XXI, p. 150.) L'*Album* de M. Tripon donne un dessin conforme à ces indications. Nous n'avons pu obtenir d'empreintes ni du sceau du Chapitre, ni du sceau de l'ancienne abbaye de Tulle.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE SAINT-JULIEN DE TULLE : *d'azur à un nom de Jésus d'or enfermé dans un cercle ovale (sic) rayonnant de même* — ? — (Limoges, p. 252.) Le nom de Jésus est figuré par le signe IHS au Recueil de dessins. Ces armes sont celles adoptées par toutes les maisons de Jésuites ; elles y ajoutaient d'ordinaire un cœur avec trois clous de la Passion. (CHASSANT ET DELBARRE, *Dictionnaire de sigillographie pratique.*)

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE SAINT-PIERRE DE TULLE : *d'azur à un calice d'or* — ? — (Limoges, p. 474.)

MAISON DES JÉSUITES DE TULLE : *d'azur à un nom de Jésus d'or, enfermé dans un cercle ovale (sic) rayonnant de même.* (Limoges, p. 252.) — On remarquera que ce blason est absolument identique à celui assigné à la communauté des prêtres de Saint-Julien de Tulle.

COUVENT DES RELIGIEUSES DE SAINT-BERNARD DE TULLE : *de gueules à une fasce componnée d'argent et de sinople* — ? — (Limoges, p. 439.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE SAINTE-CLAIRE DE TULLE : *d'azur à une fasce componnée d'argent et d'azur* — ? — (Limoges, p. 437.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE SAINTE-URSULE DE TULLE : *d'azur à un lis au naturel, mouvant d'une touffe d'épines d'or* — ? — (Limoges, p. 466.)

COUVENT DES RELIGIEUSES DE LA VISITATION DE TULLE : *d'or à*

un cœur de gueules, percé de deux flèches d'or ferrées et em-pennées d'argent, passées en sautoir, et chargé d'un nom de Jésus écrit en lettres d'or, et une croix de sable au pied fiché dans l'oreille du cœur, le tout enfermé dans une couronne d'épines de sinople, les pointes ensanglantées de gueules — ? — (Limoges, p. 173, 174.) On remarquera que la maison des Visitandines de Limoges portait les mêmes armes.

SÉNÉCHAUSSEE DE TULLE. — Elle ne fit pas enregistrer d'armoiries. M. René Fage, avocat à Limoges, nous a communiqué deux pièces datées de 1719, et portant l'une et l'autre un sceau différent de cette sénéchaussée; le premier est ovale, de 28 millimètres sur 22, et offre l'écu de France couronné, avec la légende : S. DE LA SENESCHAVCEE DE LIMOSIN A TVLLE; sur le second, de forme ronde, est gravé également l'écu de France couronné, entouré de la légende : SCEL DE LA SENECHAVSSEE DE TVLLES; dimension : 25 millimètres. — Nous devons à l'obligeance de nos amis MM. Paul Ducourtieux et E. Ruben, qui ont bien voulu nous aider de leurs recherches, communication de l'empreinte d'un autre sceau de cette sénéchaussée (1748) qui existe aux Archives communales de Valenciennes : sceau rond, de 44 millimètres; écu de France couronné, entouré des ordres du Roi. Légende : SCEL. DU. SIEGE. ROYAL. DE. TULLES. EDIT de 1690. (G. DEMAY, *Inventaire des sceaux de la Flandre*, n° 4,916.)

CORPS DE L'ELECTION DE TULLE : *d'azur à trois fleurs de lis d'or, deux et une.* (Limoges, p. 249.)

CORPS DE LA MARÉCHAUSSEE DE TULLE : *d'argent à deux bâtons d'azur, chargés de fleurs de lis sans nombre d'or, passés en sautoir.* (Limoges, p. 471.)

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS ORFÈVRES, POTIERS D'ÉTAIN, CHAUDRONNIERS, TEINTURIERS ET CHAPELIERS DE LA VILLE DE TULLE : *d'argent à une fasce componnée d'or et de sable — ?* — (Limoges, p. 436.)

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS ÉPICIERS, HUILIERS, CHIRURGIENS, APOTHICAIRES, BARBIERS ET PERRUQUIERS DE LA VILLE DE TULLE : *d'argent à une Notre-Dame de carnation, vêtue d'azur et de gueules et couronnée d'or — ?* — (Limoges, p. 480.)

COMMUNAUTÉ DES MAÎTRES PATISSIERS, HÔTELIERS ET CABARETIERS DE LA VILLE DE TULLE : *d'argent à une fasce componnée d'argent et d'azur — ?* — (Limoges, p. 434.)

VILLE DE TURENNE. — Nous n'avons pu trouver dans aucun des ouvrages manuscrits ou imprimés que nous avons consultés les armoiries de cette ville, et elle ne paraît pas en avoir jamais

possédé. Un obligeant correspondant nous avait signalé, comme étant les armes de la commune de Turenne « une forteresse bâtie sur un rocher ». Il est probable qu'il y a là quelque confusion. Le contre-sceau qu'on trouve sur plusieurs titres émanant des vicomtes de Turenne a pu donner lieu à ce malentendu : on y voit « un château-fort, portes ouvertes, bâti sur un rocher », avec la légende : † CASTRVM TURENNE : IN RVPE SITVM. Ajoutons que Turenne avait de simples syndics au xvi^e siècle. On les voit figurer en 1532 aux obsèques de François de la Tour, vicomte de Turenne. (BALUZE, *Hist. de la maison d'Auvergne*.)

VICOMTÉ DE TURENNE. — Même observation qu'à l'art. *Comté de la Marche*. (Voir, pour les sceaux des vicomtes de Turenne, la Collection Douët d'Arcq, n^{os} 770 à 774, — et les n^{os} 141, 611, 612, 613 du Recueil de M. Raymond : *Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*.)

VILLE D'USSEL : *de gueules à trois bandes ondées d'or* — ? — (Limoges, p. 397.) Ces armoiries d'occasion, que s'est abstenu avec raison de reproduire M. Girault de Saint-Fargeau, n'ont aucun rapport avec les véritables armes de la ville d'Ussel, que M. P. Huot décrit comme il suit dans son ouvrage sur les *Archives municipales de la ville d'Ussel*, d'après un dessin qu'on trouve en tête d'une enquête du xvr^e siècle, au *Livre noir* de la mairie : *d'azur à l'huis d'or verrouillé de sable, accompagné de trois étoiles de même, 2 et 1*. L'Album de M. Tripon indique le champ *de pourpre* et les étoiles *d'argent*. L'*Atlas topographique* de la Corrèze donne une gravure représentant les mêmes figures, mais avec des indications d'émaux entièrement de fantaisie. Ussel a possédé une commune de fort bonne heure (dès le xi^e siècle? (MARVAUD, T. II, p. 13). Il est fait mention du sceau des consuls d'Ussel à partir de 1218. (HUOT, *ibid.*) — Le musée de Limoges possède l'empreinte moderne d'un sceau rond, de 48 millimètres, sur lequel est gravé un écu avec l'huis au verrou, et en chef une sorte de rateau rappelant un peu la disposition du lambel. Cette pièce, et la légende : SIGILLVM R. D'VSSSEL, prouvent que ce cachet n'est pas celui de la ville, mais d'un particulier.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES D'USSEL : *d'or à une croix haussée de sable* — ? — (Limoges, p. 467.)

COMMUNAUTÉ DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA VILLE D'USSEL : *d'or à un saint Yves au naturel, vêtu de sa robe de palais, de sable* — ? — (Limoges, p. 476.)

COMMUNAUTÉ DES PROCUREURS DE LA VILLE D'USSEL : *de gueules à trois barres ondées d'argent* — ? — (Limoges, p. 399.)

COMMUNAUTÉ DES MARCHANDS FINs, GROSSIERS ET « CLINCAILLERS » DE LA VILLE D'USSEL : *d'azur à une balance d'or surmontée en chef d'une aune couchée d'argent et marquée de sable* — ? — (Limoges, p. 479.)

COMMUNAUTÉ DES HÔTELIERS, CABARETIERS, PATISSIERS, APOTHI-CAIRES, BARBIERS ET PERRUQUIERS DE LA VILLE D'USSEL : *de gueules à une Notre-Dame d'argent* — ? — (Limoges, p. 477.)

VILLE D'UZERCHE. — Le corps de ville ne fit pas enregistrer d'armoiries, à moins que nous ne devions entendre, ce qui nous paraît peu admissible, dans le sens de magistrats municipaux, l'équivoque formule « officiers de la ville d'Uzerche », auquel le Registre de Limoges attribue (p. 442) des armes qu'il blasonne ainsi : *de sable à une fasce componnée d'argent et d'azur*. Uzerche avait d'autres armes, où figuraient des animaux qu'on qualifie tantôt de vaches, tantôt de bouveaux ou de taureaux, et qui rappelleraient, suivant M. Combet (*Histoire de la ville d'Uzerche*, 1^{re} livraison, p. 9), le taureau légendaire auquel les habitants de la vieille cité, assiégés par les Sarrasins, auraient dû leur délivrance. Le même historien assure que, en 1379, le sceau du consulat offrait un dessin identique à celui en usage à l'hôtel de ville au xviii^e siècle, et que M. Douët d'Arcq (Inventaire des Archives de l'Etat, collection de sceaux, n° 5,696) décrit ainsi : sceau ovale, de 25 millimètres de haut, représentant un écu chargé de deux vaches passantes l'une sur l'autre, au chef de France. Légende : DES COMMUNES D'UZERCHEs. Le chef de France aurait été accordé à Uzerche par Charles V. (COMBET, p. 113 et 114.) Le même auteur, et M. de Larouverade (*Etudes historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, p. 141), donnent comme suit le blason d'Uzerche : *d'or à deux taureaux de gueules et un chef de France*. Ce blason diffère de celui donné par l'Atlas de la Corrèze : *d'argent à deux taureaux de gueules passants, l'un sur l'autre, au chef de France*. M. Traversier, dans son *Armorial national*, dit : *d'azur semé d'étoiles à six rats d'argent, chargé de deux bouveaux passants l'un sur l'autre, d'or*. Nous soupçonnons fort ces étoiles d'avoir été changées en fleurs de lis sans la licence royale. Toujours est-il que Duret de Noinville n'a pas nommé la ville d'Uzerche dans son Catalogue. Pour M. Girault de Saint-Fargeau, il se tait. — La seule indication des deux bouveaux ou taureaux passants paraît certaine. Sur le reste, nous ne saurions avoir d'avis.

CORPS DES OFFICIERS DU SÉNÉCHAL D'UZERCHE : *d'or à trois chevrons ondés de gueules* — ? — (Limoges, p. 401.)

CORPS DES OFFICIERS DE LA VILLE D'UZERCHE (probablement des officiers royaux) : *de sable à une fasce componnée d'argent et d'azur.* (Limoges, p. 442.)

BAILLIAGE D'UZERCHE. — Voir Bailliage de Brive.

MONASTÈRE DE LA VALETTE : *d'azur à un chevron d'or, accompagné de deux fleurs de lis de même en chef, et d'une croix d'argent en pointe.* (Limoges, p. 173.) Armes omises au Catalogue de Duret de Noinville. M. Douët d'Arcq décrit (n° 8,432) le sceau de la communauté de la Valette en 1399 : sceau rond, de 27 millimètres ; la Vierge assise, avec l'Enfant-Jésus. Légende : † S. COVENTVS B^{re} MARIE DE BALLETA.

PRIEURÉ DE VEDRENNES : *d'azur à trois barres onnées d'or* — ? — (Limoges, p. 399.)

PRIEURÉ DE VENTADOUR : *d'azur à trois barres onnées d'argent* — ? — (Limoges, p. 399.)

VICOMTÉ DE VENTADOUR. — Même observation qu'à l'article *Comté de la Marche*. Pour les sceaux des vicomtes, voir les n° 775 à 778 de la Collection Douët d'Arcq.

MONASTÈRE DU VIGEOIS : *d'argent à un saint Benoît de carnation, contourné, vêtu de l'habit de son ordre de sable, et tenant de sa main dextre une crosse d'or, et de sa senestre un livre de même* — ? — (Limoges, p. 182.) Aucune empreinte du sceau de cette maison, dont les armes ci-dessus semblent n'être qu'une reproduction.

ADDITIONS

VILLE DE BÉNÉVENT. — *Votr cet article.* — Nous devons à l'obligeance du savant Président de la Société des Sciences Archéologiques et Naturelles de la Creuse le curieux passage qui suit, extrait des registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Bénévent : « L'écusson de la ditte ville, qui étoit un quarré de la hauteur de deux poulces, *semé de trois*

fleurs de lis et une quatrième coupée par le milieu, dont le côté sénestre étoit une clef et le dextre l'autre moitié de lad. fleur de lis. Et aux quatre côtés dud. carré étoit à chacun une coquille de la même hauteur, toutes quatre unies ensemble. Led. écusson n'ayant point été mis sur la présante (cloche) par Loubly des s^{rs} Etienne Coutaud et Léon^d Boisse M^{es} fondateurs de la ville de Limoges attendu le chagrin de l'avoir manquée (une première fois) faute de l'avoir faite trop épaisse. » (Procès verbal de la bénédiction d'une cloche de l'église paroissiale de Bénévent, 25 septembre 1725.)

COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUX BÉNÉDICTINS DE L'ABBAYE DE SAINT-AUGUSTIN-LÈS-LIMOGES. — *Voir cet article.* — Au cours de l'impression de ce travail, notre bienveillant confrère, M. l'abbé Lecler, curé de Marval, nous a communiqué la matrice, en cuivre jaune, du sceau dont faisait usage ce monastère aux deux derniers siècles : sceau ovale, de 24 millimètres de haut, à bordure engrêlée. Dans le champ, entre les lettres S A, saint Augustin debout, nimbé, coiffé de la mitre, revêtu des ornements épiscopaux, tenant de la main gauche la crosse, de la main droite présentant un cœur enflammé. Légende : † SIGIL CONVENT LEMOVICENSIS. Le point final est remplacé par une branche de fougère.

CUSTODIE DES CORDELIERS DE LIMOGES. — *Voir plus haut.* — M. l'abbé Bourgeois, membre de la Société Française de Numismatique et d'Archéologie, a étudié le sceau que MM. Ardant et Tripon ont attribué à la milice bourgeoise de la ville de Limoges, et que nous estimons avoir été celui du gardien des Cordeliers ou du custode de la cathédrale. D'après M. Bourgeois, ce cachet aurait été à l'usage du custode du Chapitre de Saint-Martial. (Comptes-rendus, T. II, p. 293.) Nous ne pouvons adopter cette attribution. En admettant qu'il s'agisse de l'office de prêtre-sacristain ou trésorier, les mots *custodiæ Lemovicensis* ne peuvent s'entendre que de la custodie de l'église cathédrale de Limoges.

VICOMTÉ DE LIMOGES. — *Voir cet article.* — MM. Ducourtieux et Ruben veulent bien nous signaler, dans l'*Inventaire des Sceaux de la Flandre*, de M. Demay (et sous les n^{os} 279 et 280), la description de deux sceaux des vicomtes. — 1398 : sceau rond, de 50 millimètres : écu d'hermine à la bordure, timbré d'un heaume couronné et cîmé d'une tête d'aigle mouchetée d'hermines, supporté par un lion et un griffon ; fleurs et feuillages dans le champ. — 1428 : sceau rond, de 52 millimètres ; identique au précédent, sauf le champ où l'on trouve deux équerres au lieu de fleurs et

feuillages. Légende : S. OLB. DE BRETAGNE.... NTE.. E PEN-
THEVRE, VICONTE DE LIMOGES.

Le Musée de Limoges possède une empreinte d'un sceau rond, du XVIII^e siècle, offrant l'écu de France, couronné, entre deux rameaux, et la légende : M. N. RE. ROYAL DES P. C. L. DE LIMOGES. La seule explication raisonnable que nous ayons trouvée de ces abréviations, *monastère royal des Pères Cordeliers de Limoges*, nous semble assez hasardée : aussi ne la donnons-nous que sous toute réserve.

A notre grand regret et malgré nos recherches, nous n'avons pu nous procurer aucune empreinte des sceaux de plusieurs des monastères les plus célèbres du pays, et de quelques-unes des Cours de justice les plus importantes qui y aient été établies. — Un de nos confrères, plus heureux, réussira peut-être à combler ces lacunes, particulièrement fâcheuses en ce qui concerne les abbayes de Saint-Martin de Limoges, de Solignac, de Tulle, d'Obazine et de Dalon ; la Cour des appeaux de Ségur, le présidial de Brive, etc.

LOUIS GUIBERT.

UNE QUESTION DE BIOGRAPHIE

RENÉ BENOIT ET PIERRE BENOIT

On ne trouve pas dans notre histoire une émotion plus poignante, plus universelle, que celle qui saisit la France en 1589, à la mort d'Henri III. Il n'avait pas d'enfants, et son unique héritier était un huguenot. Une foule de manuscrits du xvr^e siècle, des délibérations de parlement, des actes de corps de ville, des mémoires intimes nullement destinés à la publicité, contiennent l'expression des sentiments de la nation. Nous ne saurions dire tout ce qu'il y a dans ces pages de consternation, de stupeur, à la pensée d'un roi hérétique.

Après bien des hésitations et des expédients sans résultat, et comme il fallait une solution à l'état d'anarchie dans lequel se trouvait le royaume, la noblesse, à la suite d'une assemblée qu'elle venait de tenir, fit proposer à Henri de Bourbon de le reconnaître pour roi de France à certaines conditions. Et la première de ces conditions était qu'il se fit instruire des dogmes de la religion catholique dans six mois; car on présumait que l'instruction causerait nécessairement la conversion.

Enfin, en 1593, le Roi consentit à se faire instruire « par des moyens qui ne fissent pas de tort à sa dignité et à sa conscience ».

Il choisit alors lui-même les docteurs avec lesquels il voulait s'entretenir pour dissiper ses doutes. Il écrivit à plusieurs archevêques, évêques et doctes personnages du royaume, des lettres de cachet (1) pour les prier de se rendre auprès de lui, le 15 juillet, désirant être instruit par eux dans la religion catholique, apostolique et romaine. La lettre suivante, adressée, le 18 mai, à l'évêque de Chartres, contient ce qu'il dit à chacun d'eux :

(1) On appelait ainsi les lettres scellées du sceau secret du Roi.

« Le regret que je porte des misères où ce royaume est constitué par quelques-uns, qui, sous le faux prétexte de la religion, duquel ils se couvrent, ont enveloppé et traînent lié avec eux en cette guerre le peuple ignorant leurs mauvaises intentions, et le désir que j'ai de reconnaître envers mes bons sujets catholiques la fidélité et l'affection qu'ils ont témoignées et continuent chaque jour à mon service, par tous les moyens qui peuvent dépendre de moi, m'ont fait résoudre, pour ne leur laisser aucun scrupule, s'il est possible, à cause de la diversion de ma religion, en l'obéissance qu'ils me rendent, de recevoir au plus tôt instruction sur les différends dont procède le schisme qui est en l'Eglise, comme j'ai toujours fait connaître et déclaré que je ne la refuserai ; et n'eusse tant tardé d'y vaquer, sans les empêchements notoires qui m'y ont été continuellement donnés. Et, bien que l'état présent des affaires m'en pourrait encore justement dispenser, je n'ai pas toutefois voulu différer davantage d'y entendre, ayant à cette fin avisé d'appeler un nombre de prélats et docteurs catholiques par les bons enseignements desquels je puisse, avec le repos et satisfaction de ma conscience, être éclairci des difficultés qui nous tiennent séparés en l'exercice de la religion.

» Et d'autant que je désire que ce soient personnes qui, avec la doctrine, soient accompagnées de piété et prud'homie, n'ayant principalement autre zèle que l'honneur de Dieu, comme, de ma part, j'y apporterai toute sincérité, et qu'entre les prélats et personnes ecclésiastiques de mon royaume, vous êtes l'un desquels j'ai cette bonne opinion ; à cette cause je vous prie de vous rendre près de moi en cette ville (de Mantes), le 15^e jour de juillet, où je mande aussi à quelques autres de votre profession se trouver en même temps, pour tous ensemble tendre à l'effet les efforts de votre devoir et vocation ; vous assurant que vous me trouverez disposé et docile à tout ce que doit un roi très-chrétien, qui n'a rien de plus vivement gravé dans le cœur que le zèle du service de Dieu et le maintien de sa vraie Eglise (1). »

Notre compatriote Pierre Benoit, de Compreignac, fut ainsi convoqué, car il était un des docteurs que le Roi voulut consulter avant de prendre la grande détermination qu'attendait la France. Mais la similitude de nom avec un autre prêtre non

(1) Recueil de lettres missives de Henri IV, publié, par M. B. de Xivrey, dans la Collection des documents inédits sur l'Histoire de France, T. III, p. 771, 772.

moins célèbre a jeté la confusion dans l'esprit des historiens et des biographes. Personne, parmi les auteurs modernes, n'a fait la distinction entre ces deux docteurs, parce que personne n'a soupçonné qu'Henri IV ait eu deux catéchistes du même nom.

C'est à faire connaître le résultat de nos recherches sur cette question que nous consacrons ces lignes, persuadé qu'elles jetteront quelque lumière sur un fait historique, peu important il est vrai, mais qu'il est toujours bon d'élucider.

L'Anjou a vu naître René Benoit ; mais le Limousin, qui avait déjà donné le jour à saint Waast, catéchiste de Clovis, a aussi eu la gloire de compter au nombre de ses enfants Pierre Benoit, catéchiste d'Henri IV.

Il nous est d'autant plus facile de faire cette distinction entre René et Pierre Benoit (quoique ce soit une vraie nouveauté), que nous possédons sur ces deux personnages, aussi différents de famille que de pays, des documents contemporains, sur lesquels on ne peut formuler le moindre doute. Telles sont les chroniques de l'époque, l'építaphe de l'un et de l'autre, sans compter la tradition constante qui existe toujours dans les deux provinces.

Il serait trop long et fastidieux de rapporter ici le témoignage de tous les auteurs qui ont nommé les catéchistes d'Henri IV : il nous suffira de citer celui qui, seul, indique les deux Benoit. C'est Mézeray, dans son *Abrégé chronologique de l'Histoire de France*. Son texte, qui n'a été remarqué de personne, est parfaitement d'accord avec nos autres documents, et ne laisse pas subsister l'ombre d'un doute. Voici comment il s'exprime :

« Plusieurs prélats, quelques docteurs (entre autres le prévôt de Compreignac (Limousin), et même trois curés de Paris, étant venus à Saint-Denis, etc. (1). »

Le prévôt de Compreignac (Limousin) était Pierre Benoit, pendant que René Benoit était curé de Saint-Eustache, à Paris.

Une notice biographique sur chacun d'eux finira de mettre notre assertion hors de doute.

René Benoit, dit le Pape des halles (2), naquit de modestes parents, aux Charonnières, paroisse de Savennières, diocèse d'Angers, vers 1521. Admis à titre presque servile à l'abbaye de

(1) Edition d'Amsterdam, 1740, T. IX, p. 427.

(2) Nous devons à M. Denais, rédacteur en chef de l'*Écho du Velay*, tous les détails concernant le Pape des halles. Cet auteur a déjà publié une vie de René Benoit, sans soupçonner l'existence de Pierre Benoit.

Saint-Nicolas d'Angers, il y étudia avec ardeur d'abord la médecine, puis la théologie, fut bientôt docteur, reçut les ordres sacrés, et fut nommé à la cure de Saint-Maurille-des-Ponts-de-Cé. Parti pour Paris en 1548, appelé par le cardinal de Lorraine, qui l'attacha à Marie Stuart, il se présenta de nouveau à la Sorbonne et y obtint ses grades en 1559. L'année précédente, il professait au collège de Cambrai. Il revint à Angers, où il prêchait en 1560, et suivit, trois mois plus tard, la reine Marie Stuart en Ecosse à titre de confesseur et de prédicateur. De retour à Paris, il fut pourvu, en 1566, de la cure de Saint-Pierre-des-Arcis, au moment même où il publiait sa traduction de la Bible, qui attira sur lui les censures de la Sorbonne. Ce ne fut qu'en se soumettant, et après maints refus, qu'il put reprendre le titre de doyen de l'Université (1598). Son oncle, Jean Lecoq, curé de Saint-Eustache, résigna en sa faveur, en 1568. C'est là que sa bonhomie, sa popularité, lui firent décerner par ses paroissiens le titre de Pape des halles. En 1585, l'évêque d'Angers le nomma chanoine théologal. En 1591, lors du règne des Seize, il dut chercher un refuge au camp d'Henri IV. Dès que celui-ci voulut se convertir, il lui écrivit (le 9 juin 1593) pour demander son assistance. René Benoit prononça, le 27 février 1594, une harangue à la cérémonie du sacre. Nommé évêque de Troyes, aussi en 1594 : malgré dix années de négociations, la diplomatie ne put obtenir ses bulles de Rome, et il se démit de son évêché. Il mourut dans sa cure de Saint-Eustache, le 7 mars 1608, âgé de quatre-vingt-sept ans. Une colonne portant une statue lui fut élevée au côté droit du grand-autel, à Saint-Eustache, avec une inscription rédigée par son successeur. Cette dernière n'existe plus dans l'église, mais est conservée dans l'épithapier manuscrit de la bibliothèque de la rue Richelieu. En voici le texte :

D. O. M.

P. Q. M.

RENATI BENEDICTI

S.

VIATOR.

Ecce tibi effigies magni illius doctoris regni : Renatus cognomine, Benedictus appellatus est ; Andibus in Gallia natus, sacris juxta ac profanis litteris eruditus vir, qua dicendi facunditate, qua scribendi facilitate multum exercitatus supereminuit : rationis ut oppugnator, ita propugnator, periclitantibus animis manu medica est opitulatus ; commissos sibi greges qui ad canendum Christo carmen in hanc sedem

confluxerunt cum puratis studicis, tum publicis concionibus, per annos quadraginta labore indefatigato servavit : eo pietas hominem evexit, ut in sacris expiatoriis Henrico magno regi christianissimo fuerit ab aure delectus, expurgandæ vitæ censor acerrimus, et ab eodem Tre-carum episcopus designatus ; cui, si ad honores veneranda senectus pertinet, dignitatum cumulum auctoritas senilis accessit : ex hac societate ad felicioram vitam vocatus est annos 87 agens et theologorum collegium extulit, cum decanus decennio sedisset, mortuus est nonas Martii anno Domini 1608.

HIC JACET :

Immo ejus animus superest et inter beatos vivit, eaque quam expectamus vita fruitur, etiam inter mortales, fama et rerum gestorum gloria ; corpus vero

ιερόν ύπνον κοιμάται, θνήσκει μή αἶθε τοὺς ἀγαθοὺς.

Sacrum somnum dormit ; moritur non, aspirat ad sanctas.

M. Stephanus Tonnelier, doctor theologus et ab eodem Renato Benedicto hujus ecclesiæ pastor designatus, viro illi de se merito sepulcrum hoc.

D. J. P.

Nous ne pensons pas que la famille de René Benoit existe encore. La maison Benoit d'Azy, qui appartient aussi à l'Anjou, n'a, à notre avis, aucun lien de parenté avec celle du curé de Saint-Eustache.

Pierre Benoit, fils d'autre Pierre Benoit, élu en l'élection du Haut-Limousin, naquit à Limoges vers 1568, et reçut une excellente éducation de ses parents, qui tenaient un rang distingué dans cette ville. Son frère aîné, Martial Benoit, fut président des trésoriers généraux de France en la généralité de Limoges. Il était seigneur de Compreignac et du Mas-de-l'Age. Pierre embrassa l'état ecclésiastique. Dès l'âge de vingt ans, il enseignait avec succès la philosophie à Paris. Il fut pourvu d'un canonat au Chapitre de l'église cathédrale de Limoges, et nommé archidiacre de Malemort le 22 avril 1582. Déjà un de ses parents, peut-être son oncle, nommé aussi Pierre Benoit, avait été official du diocèse, et avait pris possession de l'évêché par procuration et au nom de M^{re} Antoine de Lascaris de Tende, le 19 juin 1530 (1). Il fut élu théologal de l'église de Limoges en 1593. La même année, il fut aussi choisi pour abbé de Saint-

(1) *Nobiliaire*, T. I, p. 197, — T. III, p. 462.

Augustin-les-Limoges, dont il fut le 46^e, ou, selon d'autres, le 47^e. (Un Martial Benoit avait été peu avant le 43^e abbé de ce monastère, de 1561 à 1563 (1).) Pierre Benoit était un des plus célèbres prédicateurs de son temps : sa science et sa piété étaient telles qu'il fut choisi, quoique fort jeune, par Henri IV, lorsque celui-ci voulut s'entretenir avec les plus grands docteurs de France au sujet de sa conversion. Il se rendit à Saint-Denis, le 22 juillet 1593. Le Roi s'y trouva le lendemain, et entra en conférence avec Pierre Benoit et les autres docteurs (2). Après sa conversion, Henri IV le protégea d'une manière toute particulière, et, pour lui témoigner sa reconnaissance, il lui fit une pension considérable. Mais il n'en jouit pas longtemps, car les calvinistes l'empoisonnèrent peu à près à Tours, où il était allé prêcher, soit qu'ils voulussent se venger de la part qu'il avait eue à la conversion du Roi, soit qu'ils sentissent combien un prédicateur tel que lui était à craindre pour eux et combien il pouvait discréditer leur secte. Il eut ainsi le bonheur de mourir victime de son zèle pour la religion catholique (3), le 22 septembre 1596, n'étant âgé que de vingt-huit ans. Il fut d'abord enseveli à Tours, puis transporté à Limoges, dans la chapelle des Benoit, que sa famille possédait depuis longtemps dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix, et où reposaient plusieurs de ses aïeux. Près du monument qu'on lui éleva, et qui existait encore sur la fin du siècle dernier, était une plaque en cuivre portant l'inscription suivante :

Christo Gentis Humanæ sospitatori sacrum.

Quod venerandâ canitie prominentibus, et ultra sexagesimum decembrem producto litterarum studio eruditis, vix aliquando concessum fuit, id florenti ætate, singulari quâdam divini numinis favore, Petrus ille Benedictus obtinuit, cujus hic ossa reconduntur; nam, cum lustra quatuor dumtaxat peregisset, Philosophiam publice, idque Lutetiæ-Parisiorum tantâ celebritate docuit, ut ejusdem disciplinæ professorum nemini cedere videretur; cumque annos huic ætati addidisset, sacra insignia Doctoris Sorbonici, undequaque plaudente christiano Lycæo adeptus est, ut vero omnigenæ doctrinæ sic egregia rotundi eloquii laude inter primarios divini verbi concionatores claruit :

(1) ROY DE PIERREFITTE, *Etudes sur les Monastères et Abbayes du Limousin*.

(2) LEGROS, *Dictionnaire des Hommes illustres du Limousin*, msc, p. 27.

(3) LABICHE DE REIGNEFORT, *Six mois de la Vie des Saints du Limousin*, T. II, p. 140.

hinc factum ut ex quator unus designatus fuerit, qui Henricum hujus nominis quartum, Gallorum regem, ab erroribus Calvinī recens liberatum, in ipsa Orthodoxæ fidei agnitione consilio ac doctrinā salutarī confirmaret. Insignem certè narrant operam tum publicis, tum privatis exhortationibus, quo eodem errorum labyrintho deceptos in viam veritatis adduceret, nihil æquè gratum habens ac hujusmodi officia, quibus præstandis feliciter versabatur. Totus reipsā, ut nomine Benedictus, præclaro denique illo honore Archidiaconi Ecclesiæ Lemovicensis quo fruebatur dignissimus, quod ea castissimis moribus confirmaret, quæ exuberanti facundiâ in medium proferebat. Hoc etiam additur (si tam claris ac per se fulgentibus meritis generis claritate lumen aliquod addi possit) ex illâ familiâ duxisse originem Benedictum : quā non alia Lemovicis vel antiquior vel illustrior prædicatur. Sed, proh dolor ! cum in dies magis ac magis Ecclesiæ illustrandæ vigilanter insudaret, vigesimum octavum ætatis annum agens, irrevocabili mortis statuto Turoni concidit, quin imo ad immortalitatis sedes ascendit, morteque mortalis esse desiit, cujus tantæ tamque celebrandæ virtutis ergo, mœstissimus ejus frater Martialis Benedictus Quæstor generalis Franciæ hoc elogium P. C.

On lit ensuite douze vers élégiaques, composés par J. de Beaubreuil. Le tout est terminé par ces mots :

Obit anno Domini M D XCVI, die vero XXII septembris.

La famille des Benoit existe encore à Limoges. Elle est divisée en deux branches. La branche aînée a été subdivisée en trois : M. Benoit de Vanteaux est le chef de la première ; M. Benoit de la Jourdanie, de la seconde ; M. Benoit de Lostende, de la troisième. La branche cadette est subdivisée en deux : M. Benoit d'Etivaud est chef de l'une, et M. Benoit du Buis, de l'autre.

Les armes de cette famille sont : *d'azur au chevron d'or accompagné de trois mains bénissantes d'argent* (1).

Nous croyons donc qu'il reste acquis à l'histoire que, au moment de la conversion d'Henri IV, il y avait en France deux prêtres portant le nom de Benoit, hommes d'un grand mérite et d'un grand talent, « n'ayant principalement autre zèle que la gloire de Dieu », que le Roi voulut consulter et entendre avant de prendre sa grande détermination : l'un était René Benoit, curé de Saint-Eustache, né en Anjou ; l'autre, Pierre Benoit, prévôt

(1) VITRAC, *Feuille hebdomadaire*, 1777 : *Biographie des Hommes illustres du Limousin*, p. 61.

de Compreignac, archidiacre et chanoine théologal de Limoges, né dans cette dernière ville.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le nombre de théologiens qui prirent part aux conférences demandées par Henri IV ; voici les noms de ceux qui nous sont connus, outre les deux dont nous venons de nous occuper : Renaud de Beaune, archevêque de Bourges ; Philippe du Bec, évêque de Nantes ; Nicolas de Thou, évêque de Chartres ; Claude d'Angennes, évêque du Mans ; Jacques David du Perron, nommé à l'évêché d'Évreux (1) ; puis les curés de Saint-Sulpice, de Saint-Gervais et de Saint-Merry (2).

A. LECLER.

(1) DE THOU, T. XII, p. 30.

(2) CH. BARTHÉLEMY, *Erreurs et Mensonges historiques*, T. II, p. 98.

MONNAIES ANTIQUES

TROUVÉES

DANS LE BAS-LIMOUSIN

M. l'abbé Lecler a bien voulu consacrer un paragraphe du remarquable travail sur les monnaies limousines publié dans le Bulletin de 1873 (p. 182-195) à la monnaie portant l'effigie de l'empereur Auguste trouvée à Lanteuil, et dont j'ai donné une description dans un de nos journaux. Mais d'autres pièces non moins intéressantes ont également passé sous mes yeux, et je croirais manquer à tous mes devoirs en ne signalant pas à la Société Archéologique du Limousin, qui m'a fait l'honneur de m'admettre parmi ses membres correspondants, quelques monnaies dont ne parle point la note communiquée à M. Lecler par M. Poulbrière sur *les pièces d'or trouvées en Bas-Limousin*.

Epoque gauloise.

38° Monnaie d'argent anépigraphe, trouvée au Puy-du-Chalard, commune d'Yssandon, publiée par M. A. Trémeau de Rochebrune, dans le Bulletin de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure, en 1866 :

« D. — Tête jeune, imberbe, tournée à droite, le cou chargé d'un collier perlé ; grènetis au pourtour.

» R. — Cheval trotant à droite, la poitrine et le cou serrés par un grènetis ; au-dessus, tête casquée, jeune, imberbe, le cou chargé d'un collier perlé ; sous le cheval, un anneau ; grènetis au pourtour. (Diamètre : 14 millimètres.) »

Cette monnaie appartient à M. Algay, propriétaire au Chalard. J'en ai communiqué une empreinte à M. Anatole de Barthélemy, et ce savant numismate pense que cette pièce est limousine. M. Algay m'a montré aussi quatre ou cinq monnaies gauloises en bronze, mais trop frustes pour être décrites. Sur l'une d'elles toutefois, on distingue, au droit, une tête humaine coiffée comme

celle de la monnaie d'argent; et, au revers, la tête et le cou d'un cheval regardant à droite; derrière le cou du cheval est un oiseau comparable à une grue ou à une cigogne.

Epoque mérovingienne.

41° Signalons ici deux triens trouvés sous le pavé des rues de Brive, et que M. Elie Massénat a vendus à un numismate parisien. Voici ce qu'a bien voulu m'en dire M. A. de Barthélemy : « Les deux triens de M. Massénat ne me paraissent pas pouvoir être encore ni attribués, ni datés bien exactement. Sur l'un je lis : CASTRO. Buste à droite. — K... M. O. N. (Avant l'M, il y avait peut-être un K.) Sur l'autre, je lis : au droit, † VENDOGILO, et au revers : † TEODELINO M. Cette pièce pourrait bien, par sa fabrication, être limousine (1). »

Monnaies capétiennes (moyen âge).

42° Je vais résumer un article publié, en 1867, par M. Alfred Doussaud, dans le *Conciliateur* de Brive, sur une trouvaille de onze pièces d'or, découvertes, en creusant une cave, par le sieur Cousty, aubergiste à Lubersac : « Sur une d'elles, on voit un agneau avec une auréole, portant une croix soutenant un oriflamme, et on y lit la devise : *Agnus Dei, qui tollis peccata mundi, miserere nobis*. Sur le revers, croix fleurdelisée, encadrée dans une rosace. Six autres pièces représentent, sur un champ de fleurs de lis, un roi couronné, assis sur un trône, tenant une épée et une main de justice. Sur la septième est celle d'un chevalier monté, couvert de son armure, et coiffé d'un casque couronné. Deux autres offrent sur la face une chimère avec un corps de lion et une tête humaine couronnée de fleurs de lis. La onzième porte l'image d'un roi, debout, tenant un glaive. »

(1) Je sors un peu des monnaies pour parler d'une magnifique bague mérovingienne en or, trouvée non loin de Turenne, et acquise par M. Massénat. Le cercle de cette bague est plat, d'une largeur remarquable, et orné de moulures en creux figurant des losanges. Ce cercle est interrompu par un chaton circulaire portant un monogramme; à l'opposé de ce chaton, le tour de la bague atteint sa plus grande largeur, et forme une sorte de plaque rectangulaire sur laquelle on lit facilement : ^{ALJ}_{VNI} Est-ce le nom de l'antique possesseur de ce bijou ?

Quant au monnayeur Teodelenus, son nom se trouve dans l'ouvrage de M. Deloche sur les monnaies mérovingiennes du Limousin.

Je n'ai point vu ces monnaies, et j'ignore ce qu'elles sont devenues.

43° En 1867, un cultivateur, nommé Jean Cheyssial, m'a présenté trois monnaies en or, trouvées par lui en défrichant une bruyère près de Monplaisir, commune de Cosnac (canton de Brive). Elles sont semblables entre elles.

Epoque romaine.

39° Monnaies en or trouvées à Estivals (Corrèze), canton de Brive); je n'en ai vu qu'une, dont j'ai envoyé une empreinte à M. A. de Barthélemy. C'est un *sou d'or* de l'empereur Honorius; — il a le diamètre de nos pièces de vingt francs, mais moins d'épaisseur.

Face : buste en profil; tête imberbe regardant à droite et coiffée en cheveux avec un double cordon de perles, dont les deux bouts retombent sur la nuque; manteau ou toge relevée sur l'épaule droite par une fibule. On lit au pourtour : DN HONORI VSPRAVG. (Dominus Noster Honorius Pius Felix Augustus.)

Revers : deux personnages en pied; l'un, debout, vêtu d'une tunique, tient de sa main droite une enseigne sur laquelle il s'appuie, en levant un de ses pieds sur un vaincu à demi-couché sur le dos; le premier personnage tient en outre, dans sa main gauche, une sphère surmontée d'une Victoire lui tendant une couronne. On lit au pourtour : VICTORI AAVGGG (VICTORIA AVGVSTORUM); dans le champ, les lettres M D, séparées l'une de l'autre par les deux personnages, sous lesquels on lit : COMOB, en un mot.

D'après M. de Barthélemy, les lettres M D indiquent que cette pièce a été frappée à Milan; quand au mot COMOB, il paraît que les numismates ne sont pas d'accord sur sa signification.

Cette monnaie appartient à M. Muzac, propriétaire à Estivals. Elle a été découverte, avec les autres, en 1872.

40° Pièce d'argent trouvée dans la commune d'Ussac, canton de Brive. J'en donne la description, à cause de son ancienneté. D'après M. A. de Barthélemy, c'est « un denier romain frappé vers l'an 703 de Rome. D'un côté, on voit la tête de Vesta, voilée et diadémée; derrière, un *simpulum*. Au revers, LONGIN. III. V. sénateur en toge, debout, tenant une tablette; à ses pieds, un panier. »

Bien que cette pièce ne soit pas en or, son ancienneté la rend intéressante; en l'an 703 de Rome (ou quarante-six ans avant

notre ère), il n'y avait pas longtemps que le vainqueur des Gaules pouvait se dire complètement maître de notre pays.

Ce *denier* fait partie de la collection de M. E. Massénat, à Brive; il a été recueilli en 1866.

Je dois ajouter aussi que M. Massénat a possédé pendant quelque temps un Majorien en or, ramassé près des restes du vieux pont. On peut observer à cet endroit des fragments de tuiles à rebords.

Une deuxième monnaie anépigraphe, en argent, recueillie également au Puy-du-Chalard, appartient à M. le docteur Pomarel, à Brive. En voici la description :

« D. — Tête diadémée aux traits prononcés, regardant à gauche, et beaucoup plus en relief que les effigies de nos pièces modernes.

» R. — Animal fantastique, trotant à gauche : il a le corps d'un cheval, une corne recourbée comme celles d'un bouquetin, une longue queue en S relevée sur le dos. L'artiste barbare n'a figuré que deux pattes; celle de derrière a des proportions contre nature. »

Cette monnaie doit être d'origine éduenne. Elle ressemble, à s'y méprendre, à une des monnaies trouvées au Mont-Beuvray (planches du *Dictionnaire Arch. de la Gaule*, — monnaies gauloises — n° 216). M. de Barthélemy attribue aux Eduens les monnaies de ce type.

Comment une monnaie éduenne est-elle venue se perdre à Yssandon? Les pièces éduennes avaient probablement cours chez les Lémovices, et réciproquement sans doute!

Face : roi debout, revêtu d'un haubert et, par dessus, d'une cotte d'armes fleurdelisée; il tient une épée nue et une main de justice. Cette figure est sous un portique ogival surmonté d'une croix. Le champ est semé de quatorze fleurs de lis, sept à droite, sept à gauche. On lit autour : KAROLVS. DEI : GR. FRANCOR. REX. croix. (Diamètre : 29 millimètres.)

Revers : croix fleuronée, cantonnée de deux couronnes et de deux fleurs de lis, encadrée dans un trèfle, dont les quatre lobes sont séparés par de petits frontons flanqués chacun de deux fleurs de lis. On lit autour : XPC. VINCIT. XPC. REGNAT. XPC. IMPERAT. croix. J'ignore quel a été le sort de ces monnaies, dont on remarquera l'identité avec les trois premières que décrit M. l'abbé Lecler dans le travail auquel j'ai fait allusion, et qui proviennent de l'église de Ladignac.

PHILIBERT LALANDE,

Membre correspondant de la Société.

CATHÉDRALE DE LIMOGES

CANONS D'AUTEL EN ÉMAIL

I

La Cathédrale de Limoges possède des canons d'autel en émail qui sont connus et estimés des amateurs. Ils sont l'œuvre de Noël Laudin, dont ils portent le chiffre (1). Au-dessus des prières liturgiques qui se disent à la messe, on voit des tableaux fort remarquables, dont le sujet se rapporte au sacrifice de l'autel. Le canon du milieu a trois sujets : 1° le Christ en croix, entre la sainte Vierge et saint Jean ; 2° à gauche, du côté de l'évangile, le sacrifice d'Isaac, figure du sacrifice du Fils unique de Dieu, immolé par la justice du Père éternel ; 3° à droite, du côté de l'épître, le meurtre d'Abel, qui est, d'après saint Jean, une figure de « l'agneau qui a été immolé dès l'origine du monde » (*Apoc.*, XIII, 8). Le canon du *Lavabo* représente les noces de Cana, où le changement miraculeux de l'eau en vin est une figure du mystère de la transsubstantiation ; le canon du dernier évangile, où le *Verbum caro factum est* rappelle l'incarnation du Fils éternel de Dieu, représente les Mages à genoux devant le *Verbe fait chair*.

Dans son *Essai sur les Émailleurs et les Argentiers de Limoges*, publié en 1843, l'abbé Texier a décrit ces tableaux. Citons ce passage : « Au-dessus des prières de la messe, tracées en or sur un émail bleu, sont représentées des scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, appropriées aux formules liturgiques

(1) Ce chiffre est formé par les initiales N et L, liées de telle sorte que le dernier jambage de la lettre N se confond avec le trait vertical de la lettre L.

qu'elles accompagnent. Le *Lavabo* est couronné des *Noces de Cana*, où l'eau fut changée en vin. L'*Évangile selon saint Jean*, qui célèbre la naissance éternelle du Fils de Dieu, nous montre les *Mages adorant* son humanité sur la terre. La représentation du *Sauveur en croix* est accompagnée de la *Mort d'Abel* et du *Sacrifice d'Abraham*, qui en furent la figure... Ces petits tableaux, de vingt-trois centimètres de largeur sur treize de hauteur, sont aussi remarquables par la composition que par la couleur et le dessin. Sous ces trois rapports, le xvr^e siècle n'a produit rien de supérieur à son *Adoration des Mages* (1). »

M. Maurice Ardant, dans les deux ouvrages qu'il a publiés, en 1842 et 1855, sur les *Émailleurs de Limoges*, n'a pas oublié ces tableaux, qu'il regarde comme le chef-d'œuvre de Noël Laudin. Il dit à propos du tableau des *Noces de Cana* : « Le bon goût des ornements, presque en relief, de la parure de la mariée, la fraîcheur du coloris, la transparence de l'émail, justifient la réputation de ce peintre (2) ».

II

Quel est ce Noël Laudin, l'habile artiste qui a peint les canons d'autel de la cathédrale ?

Il y a trente-cinq ans, vers l'époque où M. Maurice Ardant et M. l'abbé Texier publièrent leurs premiers travaux sur les émailleurs de Limoges, on ne connaissait qu'un seul émailleur du nom de Noël Laudin, auquel on attribuait toutes les œuvres qui portent la signature N. Laudin, Laudin l'aisné, et le monogramme N L; et l'on répétait ce qu'avait dit, il y a cinquante ans, l'auteur de la *Statistique du département de la Haute-Vienne*, que « M. Laudin, artiste émailleur, avait travaillé sous les yeux de Philippe de France, duc d'Orléans », et qu'il avait fait, « à la sollicitation du cardinal de la Rochefoucauld, le portrait extrêmement ressemblant du pape Benoît XIV (3) ». M. de Laborde lui-même, dans sa *Notice des Émaux du Louvre*, publiée en 1853, ne reconnaît qu'un seul émailleur du nom de

(1) *Essai sur les Émailleurs et les Argentiers de Limoges*, in-8°, 1843, p. 233.

(2) *Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, in-12, 1855, p. 151. — *Notice historique sur les émaux, les émailleurs, etc.* : *Bulletin de la Société d'Agriculture*, 1842, p. 75.

(3) *Statistique de la Haute-Vienne*, in-4°, 1808, p. 418.

Noël Laudin, et il consacre un assez long article à ses œuvres et à sa manière (1).

Mais depuis les patientes recherches de M. Auguste DuBoys dans les anciens registres des paroisses de Saint-Maurice et de Saint-Pierre, — recherches publiées dans le *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin* (2), — on a été forcé de reconnaître qu'il existait à Limoges, au xvii^e siècle et au xviii^e, plusieurs émailleurs du nom de Noël Laudin : M. l'abbé Texier en compte trois qui ont porté ce nom ; et il est assez difficile de distinguer leurs émaux de ceux qu'ont signés, de la même manière, deux autres émailleurs du nom de Nicolas Laudin (3) :

Noël Laudin I, mort en 1681, à l'âge d'environ quatre-vingt-quinze ans, né par conséquent vers 1586 : il habitait le faubourg Manigne, et fut inhumé à Saint-Maurice ;

Noël Laudin II, mort en 1727, à l'âge d'environ soixante-dix ans, né par conséquent vers 1657 : il habitait le faubourg Boucherie, et fut inhumé à Saint-Maurice ;

Noël Laudin III, qui a signé l'acte mortuaire du précédent : on cite une peinture sur vélin au bas de laquelle on lisait : *N. Laudin*, 1747 ; et, d'après l'abbé Texier, un émail, daté de 1749, portait également sa signature (4).

Ce Noël Laudin III, au dire de M. Maurice Ardant, était l'aïeul et avait été le parrain de M^{me} Blondeau née Laudin, morte à Limoges, en 1852, à l'âge de plus de quatre-vingt-dix ans. Il vivait encore en 1760 (5). Mais cinq ans plus tard (1765), il n'existait plus à Limoges d'émailleur du nom de Laudin (6).

III

Dans son Dictionnaire d'orfèvrerie, publié en 1856, M. l'abbé Texier attribue à Noël Laudin II les émaux de la Cathédrale. « Noël Laudin II, dit-il, est le maître par excellence de cette famille. Ceux qui n'ont pas vu les canons d'autel qu'il composa

(1) Cet article est cité dans le *Dictionnaire d'orfèvrerie*, par l'abbé TEXIER, col. 1110, 1111.

(2) Année 1854, T. V, p. 118.

(3) *Dictionnaire d'orfèvrerie*, MIGNE, 1856, col. 1109, 1149. — MAURICE ARDANT, *Emaillleurs et Emaillerie de Limoges*, 1855, p. 153.

(4) AUG. DUBOYS, *Bulletin de la Société Archéologique*, T. V, p. 118. — L'abbé TEXIER, *Dictionnaire d'orfèvrerie*, col. 1109, 1149.

(5) *Emaillleurs et Emaillerie de Limoges*, p. 153, 155.

(6) *Ephémérides de 1765*, p. 217.

pour la Cathédrale de Limoges seront toujours injustes pour lui. La fraîcheur des couleurs et la finesse des dessins rendent très-précieux ces petits tableaux, représentant *l'Adoration des Mages*, la *Mort d'Abel*, le *Sacrifice d'Abraham*, les *Noces de Cana*, et la *Crucifixion*. Le premier de ces sujets est arrangé d'après un dessin de Rubens conservé au Louvre. Nous possédons la copie, de la main de Laudin, qui a servi à l'exécution de l'émail : c'est une bonne gouache, beaucoup plus vigoureuse que l'émail qui en a été tiré. Le vulgaire préférera toujours les bonnes œuvres de ce maître aux *Léonard Limosin* les plus remarquables. C'est dire que Noël Laudin possède le fini, le dessin arrêté avec douceur, les contours fondus ; le tout rehaussé d'un coloris estimable (1).

Toutefois Noël Laudin II ne peut être cet habile émailleur qui, d'après l'auteur de la *Statistique de la Haute-Vienne*, exécuta, à la prière du cardinal de la Rochefoucauld, le portrait très-ressemblant du pape Benoît XIV. Les dates chronologiques s'opposent à cette attribution.

En effet, Benoît XIV ne fut élu pape qu'en 1740 ; le cardinal de la Rochefoucauld ne fut revêtu de la pourpre romaine qu'en 1747 ; et, comme il fut ambassadeur à Rome l'année suivante, il est probable que c'est en 1748 qu'il fit faire ce portrait pour l'offrir au Souverain-Pontife : donc l'émailleur du nom de Laudin qui a exécuté ce chef-d'œuvre ne peut être Noël Laudin II, lequel, comme nous l'avons dit déjà, était mort en 1727.

L'auteur de ce portrait de Benoît XIV serait donc Noël Laudin III, dont on a une peinture sur vélin datée de 1747, lequel encore, au témoignage de l'abbé Texier, a signé un émail en 1749. C'est le même Noël Laudin qui était l'aïeul, et qui fut, vers 1760, le parrain de M^{me} Blondeau, morte en 1852, âgée de plus de quatre-vingt-dix ans (2).

Comme les canons d'autel de la cathédrale sont une des œuvres les plus remarquables de toutes celles qui portent la signature *N. Laudin*, nous les attribuerions volontiers à Noël Laudin III, l'auteur du portrait de Benoît XIV.

L'ABBÉ ARBELLOT.

(1) *Dictionnaire d'orfèvrerie*, col. 1109, 1110.

(2) MAURICE ARDANT, *Emailleurs et Emaillerie de Limoges*, p. 153, 155. — L'abbé TEXIER, *Dictionnaire d'orfèvrerie*, col. 1149. — AUGUSTE DUBOYS, *Bulletin archéologique*, T. V, p. 118.

THÈQUE D'ALFRED LE GRAND

Poitiers, le 2 avril 1878.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Permettez-moi de compléter, par un document peu connu, la *Notice sur un amulette d'Alfred le Grand*, par M. de Las-teyrie, insérée au T. XXV du *Bulletin* de la Société.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet, au siècle dernier, Paciaudi, dans la préface de son ouvrage intitulé : *De sacris Christianorum balneis* (Rome, in-4°, 1758), p. XII, XIII et XIV :

« Atque hæc scribente convellenda mihi obiter fuit Angli scriptoris cavillatio. Est is Guilhelmus Musgravius, qui inepta subtilitate et frivola λογομαχία tricari videtur in explicatione aureæ bullæ, in Belgio sæculo superiore ad Tonæ fluvii ripam inventæ, cui Jesu Christi protome, encausto subducto, picta visebatur, adjecta circulatim epigraphe : *Aelfredus (rex) me jussit fabricari*. Namque hujus numismatis usum descripturus sic statuit. Aelfredus, Angliæ rex, a Leone IV, pontifice romano, sive baptizatus, sive instructus, quum sæpe adversus paganos decertaret, et quidem eventu belli vario, hanc *Icona* fieri curavit, ut in angustiis et rebus dubiis quibus sæpe premebatur, universi Sospitatoris inspecta imagine, solatium ex ea caperet, et, posita in eum fide, fortius in hostes irrueret. Ita enim bulla composita ut, collo dependens, gestari posset (1). Veritus tamen Musgravius, ne quid pro sacrarum imaginum cultu ex ea narratione elici posset, confidentissime addit : « Aelfredum nullum huic imagini exhibuisse honorem, sed illam tanquam *μνημόσμον* habuisse, qua nimirum conspecta, sibi in mentem venirent virtutes patientiæ, tolerantæ, etc., quarum Jesus Christus magnum

(1) « In libro qui inscribitur *Geta Britannicus*. Accedit Domus Severianæ synopsis chronol. et de icuncula quondam M. regis Aelfredi dissertatio. *Iscæ Dumnoniorum*, 1706. »

extitit exemplar ». Equidem non intercedo, quo minus dicatur, imagines virorum qui, præstanti virtute, et rerum sancte, fortiter, sapienter, gestarum magnitudine, tutissimam sibi ad cælum viam munierunt, christianis hominibus proponi ad recte factorum imitationem, sive ut Cyrillus contra Julianum dixit : Παρά τ' ἄπει' ἀνάμνησιν, *ad virtutis admonitionem* (1). Hac etiam mente fuisse Patres vii synodi (2) assentior. Verumtamen cum pietatis ardore, studioque, quare cultus erga præcellentes viros, quos imaginum ope quasi præsentis cogitatione intuemur, consociari haud poterit? Cur non etiam illorum simulacra, dum summam virtutem suspicimus, auxiliumque exposcimus, certa quadam observantia non licebit revereri, quum alterum ex altero proficiscatur? Non hic sane est animus vexatissimis argumentis, quæ ad indicandam malevolentiam apertissima sunt, ad nocendum levissima, refellendis operam navare : innumeri ex nostris theologis eas partes strenuissime egerunt, sed hæc libuit carptim commemorare, ut multo magis patesceret, quousque Anglum hominem insita menti perversa opinio a vero abduxerit, qui caussæ se satis prospexisse ratus est, scilicet sine teste, sine auctore, imo contra historiæ fidem affirmaret, Aelfredum iis temporibus, quibus imaginum cultus ubivis terrarum propalam vigeat, ex Christi icuncula nihil, præter quam in bellando constantiam, esse præstolatum. Quapropter, more suorum, nulla in scribendo cautione usus, haustæque a majoribus doctrinæ studio,

» Nostra sed impugnat, nos, nostraque lividus odit.

» In eum propemodum usum, quo sacræ bullæ, quo numismata, quo imagines collo appendebantur, etiam particulæ cerei, qui paschalibus diebus consecrabatur (3), inclusæ, populoque datæ sunt. »

Il importe de faire plusieurs observations sur ce texte du savant archéologue romain, tout en écartant le point de vue doctrinal auquel il s'est placé pour combattre l'auteur anglais. — D'abord, la donation du joyau par le pape ne peut se référer à l'objet tout

(1) Lib. vi.

(2) Sess. vi.

(3) « Ordo romanus, p. 52, edit. Romæ, 1591. Confer veteres rituales libros sub Alcuini nomine vulgatos in sabbato sancto, Amalarium de Eccles. Offic., lib. i, cap. xvii, inter Patres Liturgicos Melchioris Hitorpli. Romæ, 1591. »

entier, mais simplement, comme l'a fait remarquer M. de Lasteyrie, à l'émail cloisonné.

Le personnage représenté n'est point le Christ, car il manque des signes iconographiques ordinaires à cette époque, à savoir la barbe et le nimbe crucifère.

Paciaudi suppose que ce joyau contient un agnus ou un fragment d'agnus bénit. C'est possible, sans cependant que ce soit autre chose qu'une pure conjecture. On peut tout aussi bien supposer que Léon IV remit au souverain, avec la plaque d'émail, une relique quelconque, comme un morceau de la vraie Croix, de la limaille des chaînes de saint Pierre, etc.

Ce joyau, selon lui, aurait été porté au cou en manière d'*encolpium*. Cependant il n'y a pas trace d'anneau de suspension; et, si l'on admettait que l'objet fût attaché par la tête d'un animal qui le termine, le personnage se trouverait ainsi renversé.

Je terminerai par cette réflexion. Si nous avons là « une œuvre incontestable de la bijouterie anglo-saxonne au ix^e siècle », nous sommes à peu près certains d'être en possession d'un objet dont le style était qualifié *saxiscus* par Anastase le Bibliothécaire, dans ses *Vies* de Grégoire III, Léon III, Grégoire IV et Nicolas I^{er}. Du Cange ne se serait donc pas trompé en donnant, d'après une bulle de l'an 1023, *Saxiscus* comme synonyme de *Saxonicus*, « *nam, dit-il, saxiscus dicitur pro saxonicus* ».

Je ne puis accepter la qualification *amulette* employée par M. de Lasteyrie, car, d'après le sens ordinaire de ce mot, il s'y attacherait une idée de superstition que rien ne prouve. Je dirais donc plutôt, en me servant d'une expression d'Anastase, que ce médaillon est une *thèque*, faite pour recevoir un objet quelconque de dévotion, *theca*. Or les objets de cette sorte ne constituent pas par eux-mêmes ce qu'on appelle *amulette*, et l'abus seul peut les faire dégénérer en objets superstitieux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

X. BARBIER DE MONTAULT,

Prélat de la Maison de Sa Sainteté.

DOCUMENTS

NOTE SUR LE CHATEAU DE CHALUSSET

Au dos :

*Lettre par laquelle le Roy se obliga à mons^r de Sully à lui rendre
le chastel de Chalucet, qu'il lui avoit presté et baillé.*

Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui ces lettres verront, salut.

Comme nostre amé et féal cousin le sire de Sully ait autresfoiz mis en nostre main, par maniere de prest, le chastel et ville de Chalucet, en la sénéchaucie de Lymosin, lesquels sont son propre ancien héritage et domaine, pour les tenir et avoir par personne que nous y voudrions ordonner, afin de porter domage, et plus fort grever noz ennemis qui sont environ ladicte ville et chastel; savoir faisons que, encores et derrechief, nostredit cousin nous a baillé et mis en nostre main, par la maniere dessuzdicte, la ville et chastel dessuzdiz pour l'espace dun an advenir, à compter de la date de ces présentes. Lesquelx ville et chastel nous avons baillé, pour la cause dessuzdicte, et en la maniere que dit est, a nostre amé et féal le sire de Pierre-Buffiere, chevalier, et avons promis et promettons, en bonne foy et parole de Roy, par la teneur de ces présentes, à nostredit cousin, de faire tenir et gouverner ladicte ville et chastel à noz propres coux et despens et touz périlz, durant le terme dessuzdit; et obligons nous, noz hoirs et successeurs que, ledit terme passé, nous lui rendrons et restituerons pleinement et franchement, ou lui ferons rendre et restituer par ledit sire de Pierre-Buffiere ou autres ad ce noz députez, senz difficulté aucune et tout empeschement de fait et de droit par nous osté, ladicte ville et chastel de Chalucet royaument et de fait, à noz propres coux et missions : se non que, par tres grant et évident neccessité de nous et de nostre royaume, et du consentement et volonté expres de nostredit

cousin, ledit terme n'estoit proroguié et plus long pris entre nous et nostredit cousin; après lequel temps proroguié, nous promettons et obligons comme dessus. Et ou cas que ladicte ville et chastel seroient perduz ou occupez en nostre main, ou gouvernement dudit sire de Pierre-Buflere ou autres par nous députez ad ce ou autrement, par quelconque manière que ce soit, nous promettons et ad ce obligons nous, nosdiz hoirs et successeurs a nostredit cousin faire digne et juste recompensacion, tant en noblesce et forteresce de ville et chastel comme en assiete et valeur.

En tesmoing des quelles choses, nous avons fait mettre nostre sél a ces présentes. Donné à Paris, le derrenier jour d'avril, lan de grâce mil CCC LXXJ, et de nostre regne le viij^e.

Sur le replis :

Par le Roy,

J. TABARIN.

(Original en parchemin, jadis scellé sur double queue, Chartrier de Thouars.)

La présente copie, certifiée conforme, est offerte à la Société Archéologique et Historique du Limousin par

P. MARCHEGAY,

Membre non résidant du Comité des Travaux historiques.

Les Roches-Baritaud, par Chantonnay (Vendée), 1^{er} mai 1878.

CHRONIQUE

On vient de faire, à Limoges, une découverte d'une certaine importance. En démolissant, au-dessus du faubourg des Arènes, le mur de soutènement de la place d'Orsay, on a mis à nu quelques murs, de construction romaine, qui faisaient partie de l'amphithéâtre de Limoges. Le 7 mai 1878, la Société Archéologique, sur la proposition de son Président, avait décidé que, le lendemain, elle irait visiter ces ruines, ainsi que le musée lapidaire et l'ancien couvent des Grands-Carmes, où se trouve le sarcophage de Tève-le-Duc.

Le lendemain, la Commission s'est transportée sur les lieux ; elle se composait de MM. Astaix, de Montégut, Louis Guibert, Garrigou-Lagrange, Rivain, Fage, l'abbé Tandean de Marsac, Beure d'Augères, Léonce Pénicaut, Rayet, Camille Jouhanneaud, Ducourtieux, l'abbé Arbellot, etc. — En passant dans la rue de l'Amphithéâtre, la Commission a remarqué, au bas du mur de soutènement, quelques portions, en appareil romain, que M. Alluaud aîné, maire de Limoges, avait fait relever en 1831 ; puis elle a reconnu, au-dessus du faubourg des Arènes, presque en face de l'avenue du Sacré-Cœur, trois parties d'un mur en petit appareil, presque parallèle à la route, et qui mesurent, l'une, 7 mètres 50 ; l'autre, 6 mètres de longueur. Ces trois parties sont séparées par des vides, qu'on suppose être des couloirs.

La Commission a pu se rendre compte de la place que ces murs devaient occuper dans l'amphithéâtre, dont elle avait sous les yeux le plan, dressé, en 1852, par M. Fayette, architecte du département. Ce sont là les seuls vestiges de murs romains qu'on trouve dans l'intérieur de la ville. La Commission a constaté que, dans la restauration qu'on projette, on pourrait conserver utilement ces restes précieux d'un monument qui a une grande valeur historique, et qui prouve l'importance qu'avait la cité de Limoges à l'époque romaine.

Plusieurs membres de la Commission sont allés trouver M. le Maire, qui a bien voulu se rendre avec eux sur les lieux mêmes, et qui, après avoir pris connaissance de la question, a promis de faire tous ses efforts, auprès du Conseil municipal, pour conserver et utiliser ces restes antiques dans la restauration projetée.

En d'autres villes de France, à Poitiers par exemple, on a pris à cœur de conserver, avec le plus grand soin, des restes moins importants de l'ancien amphithéâtre.

Celui de Limoges avait de vastes dimensions. Le grand diamètre mesurait 138 mètres, et le petit 116 mètres. Le parement extérieur de la circonférence avait une étendue de près de 400 mètres.

L'amphithéâtre de Limoges joue un grand rôle dans notre histoire locale. Au moyen âge, c'était dans le *creux des Arènes* qu'on tenait les foires, les assemblées publiques ; c'est là qu'ont eu lieu quelques exécutions capitales. En 1713, M. Boucher d'Orsay, intendant du Limousin, en fit disparaître les derniers vestiges pour y établir la promenade publique à laquelle on a donné son nom.





Limoges. — Phot. BASTIER.

BAS-CHATEAU DE CHALUS

(Vue prise de l'ouest)

LA VÉRITÉ

SUR

LA MORT DE RICHARD CŒUR-DE-LION ⁽¹⁾

I

Richard Cœur-de-Lion est un de ces héros légendaires dont les aventures et les exploits chevaleresques ont été embellis à plaisir par l'imagination des peuples et les récits des chroniqueurs. On a poétisé ses faits d'armes, sa captivité, sa sortie de prison ; on a surtout poétisé sa mort (2).

On sait que ce prince, faisant le siège du château de Châlus en Limousin, fut atteint d'un coup d'arbalète à l'épaule, le 26 mars 1199, et mourut, des suites de cette blessure, le 6 avril suivant. Les détails de sa mort, tels qu'ils sont rapportés par les historiens modernes, soit de France, soit d'Angleterre, manquent d'exactitude. Au lieu de faire une étude critique et comparée des divers chroniqueurs et des écrivains contemporains qui ont parlé de la mort de Richard, les historiens modernes n'ont consulté qu'une seule source, c'est-à-dire Roger de Hoveden, chroniqueur anglais du ^{xiii}^e siècle. Or ce qu'on lit dans cet écrivain sur les derniers jours du roi d'Angleterre est plutôt une légende qu'une page d'histoire. Roger de Hoveden a donné au récit de la mort de Richard une couleur dramatique qui a séduit les écrivains des deux siècles précédents ; et nos historiens contemporains, anglais

(1) Ce mémoire a été lu en partie à la réunion des Sociétés savantes tenue à la Sorbonne (section d'histoire), le 24 avril 1878.

(2) Voir à l'*Appendice* l'article 1^{er}, qui a pour titre : *Légendes sur Richard Cœur-de-Lion*.

et français, tels que Lingard et Henri Martin, suivant les errements de leurs devanciers, ont reproduit, sans la contrôler, cette narration défectueuse. Le but de notre travail est de démontrer que ce récit est inexact en plusieurs points; nous allons signaler les erreurs qu'il renferme : 1° sur le nom de l'arbalétrier qui a blessé Richard; 2° sur le motif qui a porté Richard à faire le siège de Châlus; 3° sur plusieurs autres détails relatifs à la mort du roi d'Angleterre.

Citons d'abord le récit de Roger de Hoveden, qui a été reproduit de confiance et sans esprit de critique par tous les historiens modernes.

II

Récit de la mort de Richard d'après Roger de Hoveden.

« Sur ces entrefaites Widomar (lisez : *Adémar* ou *Aymar*), vicomte de Limoges, ayant trouvé dans sa terre un grand trésor en or et en argent, en envoya une bonne part à Richard, roi d'Angleterre, son seigneur; mais le roi la refusa, disant qu'il devait avoir ce trésor tout entier, en vertu de son droit de suzeraineté. Mais le susdit vicomte ne voulut nullement le lui concéder. Le roi d'Angleterre vint donc avec une grande armée dans ce pays [du Limousin] pour faire la guerre au vicomte, et il assiégea un de ses châteaux, qu'on appelle Châluz, dans lequel il pensait que le trésor avait été caché. Les chevaliers et les sergents d'armes qui étaient dans le château sortirent, et offrirent au roi de lui livrer le château à la condition de conserver la vie, les membres et les armes; mais le roi repoussa cette condition, et jura qu'il les prendrait de vive force et qu'il les ferait pendre. Donc les chevaliers et les servants rentrèrent dans le château dolents et confus, et se préparèrent à la défense.

» Le même jour, comme le roi d'Angleterre et Marchadier (1) [*chef de Brabançons*] faisaient le tour de la place pour reconnaître l'endroit le plus propre à donner l'assaut, un arbalétrier, nommé Bertrand de Gourdon, tira une flèche du haut du château, et, atteignant le roi au bras, lui fit une blessure incurable. Le roi, blessé, remonta à cheval et chevaucha jusqu'à son logis. Il donna

(1) *Marchadeus*, appelé *Marcadeus* par Coggeshale. Nous pensons que la véritable traduction de ce mot est *Marchadier*, comme le dit M. Laurentie. Nous verrons plus loin le nom véritable de ce chef de Brabançons.

l'ordre à Marchadier et à toute son armée d'attaquer le château sans relâche jusqu'à ce qu'il fût emporté, et c'est ce qui eut lieu.

» Après la prise du château, le roi fit pendre tous les prisonniers, à l'exception de celui qui l'avait blessé, se réservant, comme il est permis de le croire, de le condamner à la mort la plus infâme, si lui-même recouvrait la santé.

» Ensuite le roi se mit entre les mains d'un certain médecin attaché à Marchadier, qui, en s'efforçant d'extraire de la plaie le fer de la flèche, ne put en tirer que le bois, et laissa le fer dans la chair; et, après que ce bourreau (*carnifex*) eut tailladé tout autour le bras du roi sans aucune précaution, il en retira enfin le carreau.

» Le roi, ayant perdu tout espoir de guérison, transmit à Jean, son frère, le royaume d'Angleterre et toutes ses possessions. Il voulut que ceux qui étaient auprès de lui prêtassent serment de fidélité à ce prince; il commanda qu'on lui livrât ses châteaux et les trois quarts de son trésor; il fit don de ses bijoux (*parbella*) à son neveu Othon, roi des Allemands, et il ordonna que le dernier quart de son trésor fût distribué à ses servants et aux pauvres.

» Ensuite il fit venir devant lui Bertrand de Gourdon, qui l'avait blessé, et il lui dit : « Pourquoi m'as-tu donné le coup de mort ? » Gourdon lui répondit : « Vous avez tué de votre propre main mon père et mes deux frères, et vous avez voulu me faire périr. Exercez donc sur moi votre vengeance de la manière que vous voudrez. Je souffrirai volontiers les plus grands tourments que vous pourrez imaginer, pourvu que vous périissiez, vous qui avez causé au monde tant de maux et des maux si grands ! »

» Alors le roi ordonna qu'on lui ôtât ses chaînes, et il lui dit : « Je te pardonne ma mort ». Mais le jeune guerrier (*ici le chroniqueur parle en vers*),

Debout devant le roi, les yeux pleins de menace,
Se dresse noblement et demande la mort.
Le roi vit son désir de marcher au supplice,
Et comprit qu'il craignait d'obtenir son pardon.....
« Tu vivras malgré toi ! vis, car je te fais grâce,
Sois l'espoir des vaincus dans ces pays conquis !
De mon cœur généreux tu seras un exemple ! »

» Et ainsi [le prisonnier], délivré de ses chaînes, eut la permission de s'en aller. Le roi commanda qu'on lui donnât cent .

sous de monnaie anglaise (1). Mais Marchadier, à l'insu de Richard, mit les mains sur lui, et le retint en prison ; et, après la mort du roi, il le fit écorcher vif et le fit pendre.

» Ensuite le roi ordonna que son cerveau, son sang et ses entrailles fussent ensevelis à *Charrou*, son cœur à Rouen, et son corps à Fontevraud, aux pieds de son père. Il mourut le 8 des ides d'avril (6 avril), le mardi avant le dimanche des Rameaux, le douzième jour après qu'il avait été blessé ; et les siens l'ensevelirent dans les lieux susdits, comme il l'avait commandé (2). »

C'est en s'appuyant sur ce *témoignage isolé* de Roger de Hoveden que les historiens modernes ont composé leur récit de la mort de Richard : nous disons « *le témoignage isolé* », car nous ne comptons pas pour un second témoignage celui de l'annaliste anonyme du monastère de Burton, qui florissait en 1262 (3), et qui a reproduit mot pour mot le passage de Roger de Hoveden (4) ; nous ne comptons pas non plus pour un second témoignage celui de deux écrivains du xiv^e siècle que l'historien Hume a allégués, à savoir Jean Brompton (5), qui florissait à la fin du règne d'Edouard III (1370), et Henri Knyghton (6), qui écrivait en 1395, deux chroniqueurs qui ont copié le récit de Roger de Hoveden, sans ajouter la moindre valeur à son témoignage.

III

Ce récit de la mort de Richard a été accepté comme authen-

(1) Le sou anglais (*schelling*) valait à cette époque quarante deniers (Du CANGE, *Solidus anglicanus*). Aujourd'hui le schelling vaut 1 franc 10 centimes de notre monnaie.

(2) *Chronica Magistri Rogerii de Houedene*, edited by William Stubbs, London, 1871, T. IV, p. 82. — SAVILL, *Rerum Anglicarum Scriptores*, Francofurti, MDCI, in-fol. p. 790. — *Historiens de France*, T. XVII, p. 595. — Voir *Pièces justificatives*, n° 1.

(3) CAVE, *Historia literaria*, 1720, p. 640.

(4) *Annal. monaster. Burton.*, ab anno MIV ad ann. MCCLXIII; ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, T. I, p. 255.

(5) *Chronicon Joannis Brompton*, ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X* : Londini, 1652, in-fol. T. I, col. 1277. — Voir *Pièces justificatives*, n° 24.

(6) HENR. DE KNYGHTON, *de Eventibus Angliæ*, lib. II; ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X* : Londini, 1652, T. II, col. 2413. — Voir *Pièces justificatives*, n° 25.

tique par tous les historiens modernes depuis le ^{xvii}^e siècle jusqu'à nos jours. Parmi les historiens anglais, français, italiens, nous pouvons citer en particulier :

Isaac Barrow, mort en 1677 : *Histoire nouvelle et impartiale d'Angleterre*, traduction française de 1771, T. III, p. 278.

Mézeray, *Histoire de France*, 1687, in-fol T. I, p. 137.

Le P. Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, T. III, in-fol. (*Annales du Limousin*), p. 524. (L'auteur cite le fait d'après Henri Knyghton, copiste de Roger de Hoveden.)

De Larrey, *Histoire d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande*, in-fol. : Rotterdam, 1707, T. I, p. 445.

Le P. Daniel, *Histoire de France*, édit. in-4°, 1755, T. IV, p. 109.

De Chevrières, *Abrégé chronologique de l'Histoire d'Angleterre*, 1730 : Amsterdam, in-12, T. I, p. 199.

Le P. Fontenay (1740), continuateur de l'*Histoire de l'Eglise Gallicane* du P. Longueval, an 1199, — édit. 1826, in-12, T. XIII, p. 327.

Jean-Dominique Mansi, continuateur des *Annales de Baronius* (1747), in-fol. Lucæ, T. XX, p. 55.

Rapin de Thoyras, *Histoire d'Angleterre*. 1749, in-4°, T. II, p. 288.

David Hume, *Histoire d'Angleterre*, traduction française, 1819, T. II, p. 108.

Pufendorff, *Introduction à l'histoire moderne, générale et politique de l'Univers*, etc., augmentée par M. Bruzen de la Martinière, et continuée par M. de Grale, Paris, 1753, in-4°, T. III, p. 98.

L'abbé Velly, *Histoire de France*, 1770, in-4°, T. II, p. 188.

Feller, *Dictionnaire Historique*, art. *Richard Cœur-de-Lion*.

Encyclopédie Méthodique, 1790, in-4°. Histoire.

Goldsmith, *History of England* : London, 1800, p. 54.

[Rougier-Chatenet], *Statistique de la Haute-Vienne*, in-4°, 1808, p. 121.

Duroux, *Essai historique sur la Sénatorerie de Limoges*, in-4°, p. 158.

Art de vérifier les dates, édition de M. de Saint-Allais, 1818, T. X, p. 261.

Sismondi, *Histoire des Français*, 1823, T. VI, p. 177.

Michaud, *Biographie Universelle*, art. *Richard Cœur-de-Lion*.

John Lingard, *Histoire d'Angleterre*, traduite de l'anglais par M. le baron de Roujoux, Paris, 1846, T. II, p. 563.

Laurentie, *Histoire de France*, Paris, édit. 1873, T. II, p. 179-180.

Henri Martin, *Histoire de France*, Paris, édit. 1855, T. III, p. 556.

Amédée Gabourd, *Histoire de France*, in-8, 1856, T. V, p. 316.

Dictionnaire de la Conversation, 1857, art. *Richard Cœur-de-Lion*.

Nouvelle Biographie générale, publiée par MM. Firmin Didot, sous la direction du Dr Hofer : Paris, 1863, art. *Richard Cœur-de-Lion*.

IV

Ce récit de Roger de Hoveden n'est pas une page d'histoire, c'est plutôt un roman historique ; et, dans le cas présent, le

chroniqueur anglais nous semble un précurseur de Walter Scott. Quoiqu'on ait dit que le *roman historique* était *plus vrai* que *l'histoire*, signalons les erreurs que les historiens modernes ont empruntées à cet écrivain :

1° Ce n'est pas Bertrand de Gourdon qui a blessé Richard, mais un chevalier appelé Pierre Basile ;

2° Bertrand de Gourdon n'a pas été écorché vif et pendu par l'ordre de Marchadier ;

3° La revendication du trésor de Châlus n'est pas la véritable cause du siège de ce château ;

4° La blessure de Richard n'est pas indiquée d'une manière exacte par Roger de Hoveden et beaucoup d'autres historiens ;

5° Les entrailles du roi n'ont pas été ensevelies à Charroux, comme le dit Roger de Hoveden, ni à Poitiers, comme le prétendent d'autres historiens, mais à Châlus ;

6° Quelques historiens font mourir Richard entre les bras de Gautier, archevêque de Rouen : c'est une autre légende fabuleuse qu'il faut ajouter à la légende de Bertrand de Gourdon par Roger de Hoveden.

V

*Ce n'est pas Bertrand de Gourdon qui a blessé Richard,
mais un chevalier nommé Pierre Basile.*

Une première erreur de Roger de Hoveden, reproduite par les historiens modernes que nous avons cités plus haut, est relative au nom de l'arbalétrier qui a blessé Richard. Roger de Hoveden et les historiens qui l'ont suivi donnent à cet arbalétrier le nom de Bertrand de Gourdon : or, si l'on fait une étude critique et comparée des chroniqueurs et des historiens contemporains du roi Richard, on trouve que la majorité des chroniqueurs et les mieux informés appellent l'arbalétrier qui blessa le roi non pas Bertrand de Gourdon, mais Pierre Basile. Nous avons en faveur de ce dernier quatre témoignages contemporains.

1. Citons d'abord un écrivain limousin dont la note sur la mort de Richard se trouve à la fin de la Chronique de Geoffroy de Vigeois dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale (1).

(1) Fonds latin, nos 13,894 (xvi^e siècle), fol. 62 ; — 13,895 (xvi^e siècle), fol. 108 v°. — A la fin de ce dernier manuscrit, on lit ces paroles : *Explicit Cronica domni Gaufredi, cœnobitæ divi Martialis Lemovicensis.* — A la fin du premier on lit simplement : *Explicit Chronica Gaufredi.*

Le P. Labbe, qui a publié cette Chronique d'après un vieux manuscrit du château de Lastours et quatre autres anciennes copies (1), n'a pas cru que ce récit de la mort de Richard fût de Geoffroy de Vigeois, sans doute parce que cet écrivain, au dire de Bernard Itier (2), avait terminé sa Chronique en 1184; toutefois il a inséré dans le corps de cette Chronique (3) plusieurs faits relatifs à la première croisade qui, dans les deux manuscrits de la Bibliothèque nationale, suivent immédiatement le récit de la mort de Richard, tandis qu'il a rejeté *ad calcem* cette note importante, comme n'étant pas de Geoffroy de Vigeois (4).

Il semblerait que cette note a été écrite par Bernard Itier; en effet, dans les deux manuscrits déjà cités, elle est précédée de ce préambule que le P. Labbe a passé sous silence : « Bernard Itier écrivit, le jour de la sixième férie (*le vendredi*), la veille de Saint-Jean-Baptiste (5), que la même année mourut le roi Richard surnommé Cœur-de-Lion. Il fut enseveli avec son père dans le monastère de Fontevraud, plusieurs se réjouissant de sa mort, et d'autres déplorant cette perte (6). » Sur la foi de ce préambule, dom Estiennot a mis cette note au nom de Bernard Itier : *Hæc scripsit Bernardus Iterti* (7).

Quoi qu'il en soit, cet écrivain, qui entre dans les détails les plus précis sur le jour et l'heure de la mort de Richard, sur les circonstances qui l'ont précédée et qui l'ont suivie, — qui se montre parfaitement au courant de l'orthographe des noms d'hommes et de lieu, — cet écrivain est pour ainsi dire un journaliste qui a dressé un procès-verbal; et, comme il était sur les lieux mêmes, comme il était à portée d'être renseigné d'une manière exacte, il nous semble avoir plus d'autorité historique que les historiens anglais, trop éloignés du théâtre des événements. L'édition du P. Labbe renferme quelques fautes que nous

(1) Ex veteri Turrium in Lemovicensibus codice, aliisque mss. quorum habui apographa, VV. CC. Henrici Justelli, Joannis Bouchetii, Joannis Beslii, ac nostrum. (*Nova Bibliotheca mss. librorum*, T. II, p. 279.)

(2) DUPLÈS-AGIER, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 61.

(3) Cap. XXVII. (*Nova Bibliotheca*, etc., T. II, p. 292.)

(4) *Nova Bibliotheca*, etc., T. II, p. 342.

(5) La veille de Saint-Jean-Baptiste était un vendredi en l'an 1200. Bernard Itier aurait donc rédigé cette note quinze mois après la mort de Richard.

(6) Voir *Pièces justificatives*, n° 2.

(7) *Bibliothèque nationale*, fonds latin, 12,764, fol. 57. — *Pièces justificatives*, n° 2.

avons corrigées à l'aide des deux manuscrits de Geoffroy de Vigeois que possède la Bibliothèque nationale, collationnés avec deux anciennes copies, l'une de dom Estiennot, et l'autre de Pardoux de la Garde, conservée au grand-séminaire de Limoges. Voici cette note :

« L'an de l'Incarnation du Seigneur mil deux cent moins un (1199), Richard, le roi très-courageux des Anglais, fut atteint d'un coup de flèche à l'épaule, lorsqu'il assiégeait une tour d'un certain château (*castrum*) du Limousin, qu'on appelle *Châlus-Chabrol*. Il y avait dans cette tour deux chevaliers, avec environ trente-huit personnes, hommes et femmes. L'un de ces chevaliers s'appelait Pierre Brun (1); l'autre, Pierre Basile. Il est dit de ce dernier qu'il lança avec une arbalète une flèche qui blessa le roi. Richard mourut le douzième jour après, c'est-à-dire la troisième férie (*le mardi*) avant le dimanche où l'Eglise célèbre la procession des Rameaux, le 8 des ides d'avril (6 avril), à la première heure de la nuit (*sept heures du soir*).

» Pendant qu'il était malade, il avait donné l'ordre à ses soldats d'assiéger le château du vicomte Adémar, qu'on appelle Nontron, et un autre fort (*municipium*) (2) qu'on appelle Piégut (3); ce qu'ils firent. Mais, ayant appris la mort du roi, ils se retirèrent confus. Le roi avait formé dans son cœur le dessein de détruire tous les châteaux et les forteresses (*municipia*) du susdit vicomte de Limoges (4). »

2. Un historien anglais, contemporain du roi Richard, c'est-

(1) *Petrus Bru*. C'était le seigneur du château de Montbrun, situé aux environs de Châlus.

(2) *Municipium*, *castrum*, *castellum muris cinctum*. (DU CANGE, *Glossaire*, édition des Bénédictins, 1733, in-fol., T. IV, col 1097.) On pourrait ajouter le texte de cette chronique aux deux autres cités dans ce Glossaire, et dont voici le dernier : *Municipium quod... ibi erat constructum loco turris cujusdam ecclesie*.

(3) Il y a dans le texte : *Montagut*. Il s'agit ici, comme Nadaud l'avait soupçonné, et comme on le reconnaît dans la dernière édition de l'*Art de vérifier les dates* (T. X, p. 261), de Piégut, autrefois *Poi-Agut*, *Mons-Acutus*, qui fut, au témoignage de Bernard Itier, assiégé en 1199. (DUPLÈS-AGIER, p. 66.) Piégut-Pluviers, sur la lisière de la Dordogne, dans le canton de Bussière-Badil et l'arrondissement de Nontron, n'est pas éloigné de Châlus, et forme un triangle avec cette dernière ville et Nontron. La tour de Piégut, située sur un mamelon, se voit à une grande distance.

(4) LABBE, *Nova Bibliotheca mss. libr.*, T. II, p. 342. — PIÈCES JUSTIFICATIVES, n° 2.

à-dire Raoul de Diceto, qui florissait, d'après Cave, en 1197 (1), et qui est mort peu d'années après le roi, en 1210 (2), donne aussi au meurtrier de Richard le nom de Pierre Basile. L'ouvrage auquel nous empruntons cette citation, et qui a pour titre : *Imagines historiarum*, se termine en 1199, l'année de la mort de Richard. Voici ce passage :

« Richard, roi des Anglais, après avoir régné neuf ans six mois et dix-neuf jours, fut frappé d'un coup de flèche par Pierre Basile, le 7 des calendes d'avril (26 mars), au château de Châlus, dans le territoire limousin et dans le duché d'Aquitaine; et ensuite, le 8 des ides d'avril (6 avril), cet homme, livré aux travaux de Mars, mourut un jour de mars (un mardi), dans le susdit château. Il fut enseveli à Fontevraud, aux pieds de son père, le roi Henri II (3). »

3. L'annaliste de l'abbaye de Margan, qui acheva d'écrire ses Annales en 1231, et qui était par conséquent contemporain du siège de Châlus, donne aussi le nom de Pierre Basile au chevalier qui frappa Richard d'un coup mortel. Citons ce texte, qui est pour la première fois allégué dans la question : « L'an 1199, le roi Richard partit [en guerre], pendant le carême, contre le vicomte de Limoges, à cause d'un trésor qu'il avait appris avoir été découvert récemment dans sa terre; il assiégea le château de Châlus, qui lui appartenait; et, lorsqu'il était sur le point de s'en emparer, le 7 des calendes d'avril (26 mars), un chevalier des assiégés, un certain Pierre, surnommé Basile, ayant dirigé sur le roi un trait qu'on appelle vulgairement un *carreau*, l'atteignit à l'épaule gauche, et lui fit une blessure dont il mourut au même lieu le iv (4) des ides d'avril (10 avril). Il fut enseveli à Fontevraud, aux pieds de son père. Son cœur fut transporté à Rouen, et inhumé dans la grande église de la bienheureuse Marie (5). »

(1) CAVE, *Historia litteraria*, 1720, p. 601.

(2) MORÉRI, *Dictionnaire histor.*, art. *Radulphe de Diceto*.

(3) *Rerum Britannicarum medii ævi Scriptores : The Historical Works of master RALPH DE DICETO*, by WILLIAM STUBBS : London, 1876, vol. II, p. 166. — ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X*, Londini, 1652, in-fol., T. I, col. 705. — *Historiens de France*, T. XVII, p. 657. — *Pièces justificatives*, n° 3.

(4) Lisez le viii des ides (6 avril). Ce doit être une faute de copiste.

(5) *Annal. Margan. ab anno 1066 ad ann. 1231*; ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, in-fol., vol. II, p. 12. — Voir *Pièces justificatives*, n° 4.

4. Un célèbre historien anglais, Mathieu Paris, qui florissait en 1240 (1), et qui est mort en 1259, soixante ans après Richard, donne aussi le nom de Pierre Basile à l'arbalétrier qui blessa le roi d'Angleterre. Voici en quels termes il raconte sa mort :

« 1199. Dans le même temps, une trêve ayant été conclue, comme on l'a dit, entre Philippe, roi des Francs, et Richard, roi des Anglais, ce même roi des Anglais tourna ses étendards et ses armes contre quelques barons du Poitou qui s'étaient révoltés contre lui. Il mit le feu à leurs cités et à leurs villes; il saccagea leurs vignes et leurs vergers, et même il massacra sans pitié quelques-uns de ses adversaires. Puis, étant entré dans le duché d'Aquitaine et dans le territoire limousin, il mit le siège devant le château de Châlus; et, le 7 des calendes d'avril (26 mars), il y fut blessé, par Pierre Basile, d'un trait qui était, dit-on, empoisonné (2); mais d'abord il n'avait pas attaché d'importance à cette blessure. Enfin, dans les douze jours qu'il survécut, il poussa vivement le siège du château, s'en empara, et enferma dans une étroite prison les chevaliers et les servants [qui le défendaient]. Puis, ayant mis dans le château sa garnison à lui, il le fortifia suffisamment. Or la blessure qu'il avait reçue là, mal soignée d'abord, commença à produire de l'enflure; et certaines taches noires, qui se mêlèrent à la tumeur, attaquant la plaie de tous côtés, faisaient éprouver au roi des douleurs intolérables. Enfin ce prince très-prudent, voyant l'imminence du danger, se prépara à la mort par une vraie contrition de cœur et une sincère confession de bouche; il se fortifia par la communion du corps et du sang du Seigneur, et il pardonna sa mort à celui qui en était l'auteur, c'est-à-dire à Pierre [Basile] qui l'avait blessé; et, l'ayant délivré de ses chaînes, il lui permit de s'en aller en liberté.

» Il voulut que son corps fût inhumé à Fontevraud, aux pieds de son père, qu'il avait trahi; il légua à l'église de Rouen son cœur invincible; puis, ordonnant que ses entrailles fussent ensevelies dans l'église du château susdit (*Châlus*), il les légua, comme un présent, aux Poitevins. Et il révéla à quelques-uns de ses familiers, sous le sceau du secret, la raison pour laquelle il avait fait une telle distribution de sa dépouille mortelle. A son père il légua son corps pour la raison susdite; aux habitants de

(1) CAVE, *Historia Literaria*, 1720, p. 631.

(2) Un autre chroniqueur anglais, Thomas Wikes, qui florissait en 1290, affirme la chose plus nettement. Voir *Pièces justificatives*, n° 18.

Rouen, à cause de leur fidélité incomparable, dont il avait fait l'épreuve, il transmit son cœur comme un présent ; quant aux Poitevins, à cause de leur note de trahison, il leur assigna ses excréments, ne les jugeant pas dignes d'une autre partie de son corps. Après ces recommandations, l'enflure ayant envahi subitement la région du cœur, ce prince, livré aux travaux de Mars, rendit le dernier soupir un jour de mars (*un mardi*), le 8 des ides d'avril (*6 avril*), dans le château susdit. Il fut inhumé à Fontevraud, comme il l'avait ordonné de son vivant ; et, avec lui, au jugement de plusieurs, furent ensevelis en même temps la gloire et l'honneur de la chevalerie (1). »

5. Ainsi quatre chroniqueurs ou historiens, l'un limousin, les trois autres anglais, tous contemporains de Richard, s'accordent à donner le nom de Pierre Basile au chevalier qui lança la flèche dont la blessure occasionna la mort du roi d'Angleterre. Nous disons *quatre* chroniqueurs, car nous ne voulons pas compter ici le témoignage de Thomas Walsingham, historien anglais du *xv^e* siècle, qui, dans son *Ypodigma Neustriæ*, appelle aussi Pierre Basile le chevalier qui blessa Richard (2). Ce quadruple témoignage d'écrivains contemporains l'emporte évidemment sur les témoignages isolés soit de Roger de Hoveden, qui l'appelle Bertrand de Gourdon, soit de Gervais de Cantorbéry, qui le nomme Jean Sabraz, soit de Guillaume le Breton, qui, dans sa *Philippide*, lui donne le nom de Guy, — d'autant plus que ces trois derniers chroniqueurs, moins bien renseignés que les premiers, se sont certainement trompés sur d'autres points de leur récit.

Le meurtrier de Richard s'appelait donc Pierre Basile.

VI

Bertrand de Gourdon n'a pas été écorché vif et pendu par l'ordre de Marchadier.

Roger de Hoveden rapporte que, après la mort de Richard, Marchadier (*Marchadeus*) fit écorcher vif et pendre Bertrand de

(1) *Matthæi Parisiensis Chronica Majora*, edited by Henry Richards Luard : London, 1874, in-8, vol. II, p. 451. — Edition 1644, in-fol., Paris, p. 137. — Voir *Pièces justificatives*, n° 5.

(2) THOMÆ WALSHINGHAM, *Ypodigma Neustriæ*, edited by Henry Thomas Riley, in-8 : London, 1876, p. 121. — Voir *Pièces justificatives*, n° 26.

Gourdon. Or ce qui prouve que cette assertion est erronée, c'est que de nombreux documents attestent l'existence de Bertrand de Gourdon dans les trente années qui ont suivi la mort du roi.

1. Ainsi Bertrand de Gourdon fit partie, en 1209, de l'expédition contre les Albigeois, et il est cité deux fois dans l'*Histoire de la Croisade contre les hérétiques* écrite en vers provençaux par un contemporain, et publiée par M. Fauriel :

« L'armée [des Croisés] fut merveilleusement grande, par ma foi ;
[Il s'y trouvait] vingt mille chevaliers armés de toutes pièces,
Et plus de deux cent mille, tant vilains que paysans ;
Parmi ceux-là je ne compte ni les clercs, ni les bourgeois ;
Toute la gent d'Auvergne, et de loin, et de près,
De Bourgogne, de France et du Limousin.....
Là se trouve le comte Guy, un Auvergnat courtois,
Le vicomte de Turenne, fortement engagé [dans l'entreprise],
L'évêque de Limoges et celui de Bazas,
Et le bon archevêque de Bordeaux ;
L'évêque de Cahors et celui d'Agde,
Bertrand de Cardailhac et celui de Gourdon (1). » (309)

Et ailleurs, on lit encore :

8998. « Bertrand de Gourdon et l'abbé de Montauban (2). »

2. De plus, Bertrand de Gourdon fit hommage, en qualité de seigneur de Gourdon, à Philippe-Auguste en 1211, à Louis VIII en 1226, et à saint Louis en 1227. On en voit la preuve dans les actes pris dans le Trésor des chartes, publiés dans la bibliothèque de l'Ecole des chartes (3) par M. H. Géraud, qui devait à M. Lacabane la communication de ces documents. Nous les reproduisons dans les *Pièces justificatives* (4).

(1) La ost fo meravilhosa e grans si majut fes
XX. mella cavalliers armatz de totas res
E plus de cc. mella que vilas que pages
En oels ne comt pas ni clergues ni borzes
Tota la gens d'Alvernhe e de lonh et de pres
De Bergonha e de Fransa e de Lemozines....
Aqui es lo coms Guis us Alvernhas cortes
El vescoms de Torenas ques nes fort entremetz
Livesques de Limotges e cel de Bazades
Et lo bos arsevesques qui es de Bordaies
Levesques de Caortz et cel de Agnades
309. Bertran de Cardelhac e cel de Gordones.....

(*Croisade contre les Albigeois*, 1837, in-4°, p. 24.)

(2) 8998. En Bertran de Gordo e labas Montalbes...

(*Ibid.*, p. 606.)

(3) *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, T. III, p. 446.

(4) *Pièces justificatives*, n° 6.

3. Enfin Bertrand de Gourdon vivait encore en 1231, puisque, le 2 février 1231, il fit un traité de confédération avec les seigneurs du pays pour réprimer les excès des bandes de brigands qui infestaient le Quercy et le Limousin. « Cette alliance, placée sous la protection de Dieu et de Louis, roi de France, et sous le patronage immédiat de Raymond, vicomte de Turenne, de Bertrand de Gourdon, et de Bernard, abbé de Tulle, avait pour objet de réprimer le brigandage et la férocité des pillards (1). Le 2 février 1231, à Rocamadour, — en présence de la foule immense des pèlerins qu'avait attirés dans ce sanctuaire la fête de la Purification, — le pacte d'association fut solennellement et publiquement juré par le vicomte de Turenne, Bertrand de Gourdon, l'abbé de Tulle, les municipalités de Cahors et de Figeac, etc. (2). »

On pourrait objecter que peut-être ce Bertrand de Gourdon qui figure dans ces divers documents n'est pas le même que Bertrand de Gourdon qui, au dire de Roger de Hoveden, aurait blessé Richard. M. H. Géraud s'est chargé de répondre à cette objection. « Les généalogies du cabinet du Saint-Esprit, dit-il, fixent à l'an 1179 ou 1180 le mariage de Fortanier de Gourdon avec Aquiline, ou Aigline, fille d'Adémar V, vicomte de Limoges, qui mourut lui-même en 1199, à l'âge d'environ soixante ans. Ces mêmes généalogies ne donnent à Fortanier, sur quatre fils, qu'un seul du nom de Bertrand, dont elles font l'aîné de la famille. Il n'est donc pas possible d'imaginer que ce Bertrand ne soit pas le même personnage qui, en 1211, disposait de la seigneurie de Gourdon ; et, par conséquent, on ne peut admettre qu'il ait péri de mort violente douze ans auparavant (3). »

Voilà donc une double erreur commise par Roger de Hoveden : — d'abord, le meurtrier de Richard ne s'appelle pas Bertrand de Gourdon, mais Pierre Basile ; — ensuite, Bertrand de Gourdon n'a pas été écorché vif et pendu par l'ordre de Marchadier, puisqu'il a donné, dans le cours des trente années qui ont suivi la mort de Richard, plusieurs preuves de son existence. Il suit de là que le dialogue si dramatique entre le roi d'Angleterre et

(1) Ad reprimendam raptorum pravissimorum in his partibus, et suæ rapacitatis immanitatem nequissimam. (JUSTEL, *Hist. de la Maison de Turenne*, preuves, p. 43-45.)

(2) H. GÉRAUD, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, T. III, p. 442. — M. Lainé (*Archives de la Noblesse*, T. VIII, art. Lenthilac, p. 9), et l'abbé Nadaud (*Nobiliaire du Limousin*, T. II, p. 290), ont placé le fait en 1230.

(3) *Bibliothèque des Chartes*, T. III, p. 434.

Gourdon : « Pourquoi m'as-tu donné la mort ? etc. » est un détail d'imagination et un récit purement romanesque.

Et cependant, cette page légendaire de Roger de Hoveden, prise au sérieux par quelques historiens de Quercy (1), leur a fait supposer des faits dont on ne trouve la trace nulle part ailleurs. « Ils ont vu dans l'article 15 du traité signé, en 1195, entre Richard et Philippe-Auguste (2), que celui-ci s'était engagé à garder la neutralité dans la querelle qui pourrait intervenir entre Richard et Fortanier de Gourdon, au sujet des châteaux de Casals et de Peyrilles, en Quercy, châteaux qui étaient entre les mains de Fortanier, et que prétendait recouvrer le roi d'Angleterre. Ils ont supposé ensuite que la guerre s'était effectivement allumée à cette occasion ; que le seigneur de Gourdon et deux de ses fils y avaient perdu la vie ; que c'était enfin cette triple perte qu'avait voulu venger Bertrand de Gourdon, troisième fils de Fortanier, en tuant le roi Richard (3). » Or ces suppositions n'ont pour base que cette page légendaire de Roger de Hoveden dont nous venons de montrer la fausseté historique.

On voit, par les lignes qui précèdent, que nous ne sommes pas le premier à signaler cette erreur des historiens relativement au meurtrier de Richard Cœur-de-Lion. En 1842, un savant élève de l'École des Chartes, enlevé trop tôt à la science, M. H. Géraud, avait dit, dans un mémoire intitulé : *les Routiers au XIII^e siècle*, « qu'il faut bien se résigner à retrancher de la biographie de Bertrand de Gourdon l'héroïque action dont on a voulu lui faire honneur (4) ».

M. Félix de Verneilh, dans un article sur le château de Châlus, publié, en 1848, dans le *Bulletin Monumental*, avait donné la préférence à Pierre Basile (5) ; en 1863, M. Tamisey de la Roque avait ajouté de nouvelles preuves à celles de M. H. Géraud dans un article publié par les *Annales de Philosophie chrétienne*, et qui a pour titre : *M. Henri Martin et le meurtrier de Richard Cœur-de-Lion* (6).

(1) CATHALA-COTURE, *Histoire du Quercy*, T. I, p. 155, 158. — M. DELPON DE LIVERNON, *Statistique du département du Lot*, T. I, p. 483.

(2) RYMER, *Fœder.*, T. I, p. 91 et suivantes.

(3) H. GÉRAUD, *Bibliothèque de l'École des Chartes*, T. III, p. 433. — M. MARVAUD (*Histoire des Vicomtes de Limoges*) a donné le nom de *Fortuné* à Fortanier de Gourdon.

(4) *Bibliothèque de l'École des Chartes*, T. III, p. 494.

(5) *Bulletin Monumental*, T. XIV, p. 428.

(6) *Annales de Philosophie chrétienne*, 1863, p. 258.

VII

Au reste, Roger de Hoveden n'est pas le seul historien du temps qui se soit trompé sur le nom de l'arbalétrier qui a blessé Richard. Un autre chroniqueur anglais, Gervais de Cantorbéry, qui florissait, d'après Cave, en 1201 (1), et qui termine sa chronique en 1199, donne au meurtrier le nom de Jean Sabraz ; et, par une double erreur, il place la scène à Nontron, au lieu de la placer à Châlus, et il ajoute que le château de Nontron appartenait au comte d'Angoulême. Écoutons son récit :

« L'an de grâce 1199, le roi d'Angleterre assiégea un château qui appartenait au comte d'Angoulême, et qui s'appelait Nontron, et il le força à se rendre. Après avoir épuisé les vivres qui étaient dans le château, les assiégés envoyèrent des messagers pour implorer la miséricorde du roi et lui demander la vie. Le roi, inaccessible à la pitié, refusa la grâce qu'on lui demandait, et voulut obtenir uniquement par la violence ce que les assiégés lui offraient d'eux-mêmes, quoique un peu par force. Richard oublia peut-être que, en pareil cas, il est dangereux de pousser son ennemi au désespoir.

» Un jeune homme, nommé Jean Sabraz, qui se tenait sur le rempart du château, lança, au moyen d'une arbalète, un trait carré (*un carreau*), qu'il livra au hasard, en priant Dieu et en lui demandant qu'il dirigeât lui-même le coup, et qu'il délivrât de l'oppression l'innocence des assiégés. Le roi, qui était sorti de sa tente, entendit le sifflement fatal de l'arbalète, et, pour éviter le coup, il inclina sa tête royale et courba le corps ; mais il fut frappé mortellement à l'épaule gauche.

» Le onzième jour, le roi, désespérant de sa guérison, se frappa la poitrine avec repentir ; et il protesta de sa parole royale qu'il n'avait jamais fait de tort à l'église de Cantorbéry que d'après des suggestions étrangères.

» Ceux qui étaient auprès de lui avant sa mort racontent qu'il demanda avec instance quel était celui qui l'avait blessé ; et, quand celui-ci eut été amené, il s'approcha en tremblant, se prosterna aux pieds du roi, implora avec des larmes sa miséricorde. Le roi lui accorda la paix avec bonté, et lui pardonna sa blessure et sa mort. Et il défendit aux siens qu'on le molestât en aucune façon en raison de ce malheur.

(1) *Historia Litteraria*, 1720, p. 618.

» Donc le roi Richard mourut l'an de grâce 1199, la troisième année du cycle de dix-neuf ans, la dixième année de son règne, le mardi après le premier dimanche de la Passion du Seigneur, c'est-à-dire le 8 des ides d'avril (6 avril). Son corps, vidé de ses intestins et aspergé de sel, fut inhumé à Fontevraud, comme il l'avait ordonné; son cœur, remarquable par sa grosseur, fut porté à Rouen et enseveli avec honneur (1). »

Il ne faut donc pas s'étonner, en voyant Gervais de Cantorbéry donner au jeune soldat de Nontron le nom de *Jean Sabraz*, il ne faut pas s'étonner que Roger de Hoveden, écrivant une légende plutôt qu'une page d'histoire, ait appelé Bertrand de Gourdon le meurtrier de Richard. Il faut placer ces deux écrivains sur la même ligne que Guillaume le Breton, l'auteur de la *Philippide*, qui donne le nom de Guy à l'arbalétrier de Châlus.

VIII

Guillaume le Breton, dans un poème sur le règne de Philippe-Auguste, a fait un récit trop long et trop poétique de la mort de Richard pour que nous le rapportions en entier. Toutefois, comme on y trouve quelques détails intéressants, nous allons en donner quelques extraits.

Le poète s'adresse au roi après la victoire de Gisors : « O Richard, tu te repentiras d'avoir remporté cette victoire, lorsque, un rude *carreau* t'ayant atteint au milieu du corps, la mort frappera à ta porte, puisque ni la passion du Christ, ni le temps sacré du carême, ne peuvent te détourner des combats. Telle est la mort que te réserve devant Châlus celui qui doit être ton meurtrier...

» Déjà un peu de temps s'était écoulé depuis ces faits, on était au-delà de la mi-carême, et le peuple fidèle se disposait à célébrer la passion vénérable du Christ, lorsque, bien loin, dans le territoire de Limoges, un fait prodigieux arriva. Dans la terre de Châlus, un certain paysan, placé sous les ordres d'un seigneur qui se nommait Achard, retournait la terre avec sa charrue, lorsqu'il trouva dans le champ labouré un trésor caché; et, l'ayant trouvé, il alla le révéler à son seigneur. Celui-ci enleva l'or en cachette, n'ayant avec lui qu'un petit nombre de

(1) *Chronica Gervasii, monachi Dorobornensis, sive Cantuarensis* : ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores* X, T. II, col. 1627. — *Historiens de France*, T. XVII, p. 678. — *Pièces justificatives*, n° 8.

témoins, selon ce que rapportent ceux qui aiment à raconter les faits mensongèrement. Cet événement fut connu de Richard par les récits de la bavarde renommée, qui ajoute toujours de grandes choses aux choses moins grandes, et qui se plaît, dans ses bavardages, à mêler le faux avec le vrai. Réjoui par ces agréables rapports, Richard, négligeant tout autre soin, s'appliqua uniquement à cette affaire, afin d'amener Achard, de manière ou d'autre, soit de vive force, soit par affection, à lui remettre le trésor qu'il avait découvert. D'abord il lui écrivit, mais sans obtenir aucun résultat. Alors il rassembla ses cohortes et arriva en grand fracas sous les remparts de Châlus, proférant d'horribles menaces, et déclarant qu'il allait tout détruire, si Achard ne lui rendait au plus tôt l'or qu'il avait trouvé.

» Cependant Achard supplie, et demande une trêve pour les jours saints, jusqu'à ce que du moins la solennité de Pâques soit passée. Il se déclare parfaitement innocent du crime et ignorant du fait qu'on lui impute; mais il promet qu'il se soumettra très-volontiers à tout ce que décidera sur ce sujet la Cour de France, qui doit régir selon les lois les grands du royaume et Richard lui-même. Le roi, de plus en plus furieux, demeure sourd à toutes ces propositions...., et il fait en même temps les plus grands efforts pour s'emparer du château. Déjà la plus grande partie des murailles est tombée; la tour elle-même est ébranlée, et Achard n'aura bientôt plus rien pour se défendre. Mais il en est venu à ce point où le désespoir donne des forces; ce qui arrive lorsque la dernière infortune accable les malheureux et qu'ils ne peuvent enfin redouter de plus grands malheurs. Six chevaliers et neuf serviteurs combattent encore dans la tour, et déploient toutes leurs forces pour défendre le château... »

Puis le poète-historien fait intervenir les trois Parques, et met dans la bouche d'Atropos un long discours à ses deux sœurs, Clotho et Lachésis, auxquelles elle rappelle tous les méfaits de Richard. Et s'adressant au seigneur de Châlus : « Pourquoi trembles-tu, Achard?... Que dis-tu, qu'il n'y a plus de traits? Sous cette poutre encore ferme, à côté de toi, est suspendue une courte flèche, à la pointe carrée, que Richard a envoyée contre toi, désirant te frapper d'une mort subite. Présente cette flèche à Guy, qui porte une arbalète, afin qu'il renvoie à Richard ce que Richard a envoyé; je veux que Richard périsse de cette mort, et non d'une autre, afin que celui qui a montré le premier aux enfants de la France l'usage de l'arbalète en fasse lui-même

l'expérience, et sente en lui-même la force de l'instrument dont il a enseigné la pratique aux autres...

» Pendant ce temps, Richard continue à aller et revenir sans cesse tout autour des murailles du fort ; Guy, l'ayant reconnu du haut de la citadelle, fait tourner de son pouce gauche la noix de son arbalète, presse la clef de la main droite ; la corde a vibré, et, voilà ! la flèche fatale est entrée dans l'épaule du roi. Tout à coup un bruit de deuil se répand dans tout le camp ; tout chevalier regagne tristement sa tente ; les jeunes gens, déposant leurs armes, s'abandonnent aux lamentations ; ils rapportent le roi vers sa couche royale, et les soldats, vaincus par la douleur, n'attaquent plus que faiblement... Les assiégés se livrent aux transports de leur joie ; déjà Achard ne se cache plus ; n'ayant plus de crainte, il se complait à parcourir les remparts avec ses compagnons d'armes, car déjà l'ennemi s'est éloigné.

» Cependant les troupes se pressent pêle-mêle autour du roi. Les médecins appliquent des calmants, les chirurgiens taillent dans la blessure, afin d'en retirer le fer avec moins de danger. Le coup n'était pas mortel ; mais le roi refusa d'écouter les salutaires avis des médecins et de ses amis, et, préférant les mauvaises joies de la volupté aux conseils des sages, il attira la mort sur lui sans s'en douter (1). »

Pour revenir à la question qui fait l'objet de ce mémoire, le véritable auteur de la mort de Richard Cœur-de-Lion ce n'est ni Guy l'arbalétrier, mentionné par Guillaume le Breton, ni Jean Sabraz, nommé par Gervais de Cantorbéry, ni Bertrand de Gourdon, désigné par Roger de Hoveden : le véritable meurtrier de Richard, c'est Pierre Basile, ainsi nommé par quatre historiens contemporains, l'un limousin, savoir Bernard Itier, et les trois autres anglais, Raoul de Dicéto, l'annaliste de Margan, et Mathieu Paris.

IX

Trésor de Châlus. — La revendication du trésor de Châlus n'est pas la véritable cause du siège de ce château.

La légende du trésor de Châlus a fait fortune parmi les chroniqueurs du moyen âge, et a trouvé grâce même aux yeux des

(1) GUILLAUME LE BRETON, *la Philippide*, traduction française, collection Guizot, T. XII, p. 142-149. — *Pièces justificatives*, n° 9.

critiques modernes. A la suite des historiens des deux derniers siècles, les historiens les plus célèbres de notre temps, Sismondi, Lingard, Henri Martin, ont adopté comme un fait historique la légende du trésor de Châlus. « Richard Cœur-de-Lion, dit Michelet, périt au siège de Châlus, dont il voulait forcer le seigneur à lui livrer un trésor (1) ».

Disons toutefois que, il y a plus de trente ans, un magistrat de la Cour d'appel de Limoges, M. Grellet-Dumazeau, avait vivement attaqué cette légende dans un savant article publié par la Société Archéologique du Limousin (2). Et quand on étudie sérieusement la question, on voit que la revendication du trésor de Châlus n'est pas la véritable cause du siège de ce château. Avant d'en montrer la véritable cause, signalons les divergences des chroniqueurs et des historiens : 1° sur le trésor de Châlus; 2° sur l'inventeur de ce trésor.

1. Et d'abord, quel était ce trésor ? — Les uns, tels que Roger de Hoveden, Guillaume le Breton, dans sa *Philippide*, le continuateur de Guillaume de Tyr, disent que ce trésor consistait dans une grande somme d'or et d'argent.

Rigord, dans son Histoire de Philippe-Auguste, embellissait la légende. Écoutons-le : « Le trésor dont il s'agit se composait, dit-on, de statues d'or très-pur, représentant un empereur, sa femme, ses fils et ses filles, tous assis à une table également d'or, avec des inscriptions qui indiquaient à la postérité l'époque où ces personnages avaient vécu (3) ». A la suite de Rigord, les chroniqueurs disaient que ces statues étaient de grandeur naturelle et en or massif (4).

La légende ne s'arrêta pas là. Comme Rigord, en traduisant en latin, selon sa coutume, le nom que certaines localités portaient en langue romane, avait désigné le château de Châlus-Chabrol par ces mots : *Castra Lucti Capreoli*, — d'autres chroniqueurs, à leur tour, traduisirent ainsi en français cette phrase latine : le château de Lucius Capréolus. Dès lors ce Lucius devint un personnage historique. Les chroniqueurs du xvi^e siècle supposèrent que le château de Châlus-Chabrol avait été bâti par un proconsul romain du nom de Lucius Capréolus;

(1) *Histoire de France*, 1835, T. II, p. 443.

(2) *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin*, 1846, T. I, p. 130.

(3) *De Gestis Philippi Augusti*, ap. DUCHESNE, *Histor. Franc. Scriptor.*, T. V, p. 42. — *Pièces justificatives*, n° 10.

(4) Nicole Gilles, 1533, *Pièces justificatives*, n° 27.

ils attribuèrent à ce proconsul la construction, à Limoges, du temple de *Montjovis*, dédié à Jupiter, et d'un palais d'une grande magnificence, situé entre l'église des Dominicains et celle de Sainte-Valérie, qu'ils appelèrent palais de Lucius ; ils supposaient en outre que l'empereur Auguste l'avait surnommé Capréolus, parce que, type anticipé de la *furia francese*, il courait sus aux ennemis avec l'agilité d'un chevreuil (1).

Toutes ces broderies légendaires ne reposent que sur l'étymologie fantaisiste du mot de Châlus, qui, au lieu de dériver de *Castra Lucii*, comme le croyait Rigord, vient en réalité de *castellum*, *castellutium*, — petit château, en français, *châtel*, *châtelus*, par abréviation *Châlus*. Quant au mot *Chabrol*, ajouté au nom de Châlus en Limousin pour le distinguer des autres localités de ce nom, il doit venir du chevalier qui construisit ce château (2) : probablement Bernard Chabrol, qui, d'après Geoffroy de Vigeois, assista, en 1028, à la consécration de l'église d'Arnac (3). Avant Rigord, personne n'avait eu l'idée de désigner Châlus-Chabrol par ces mots *Castra Lucii Capreoli*. Les documents qui mentionnent Châlus, du *x^e* au *xiii^e* siècle, l'appellent Castellum-Chaluz (4), Chaluz-Chabrol (5), Chaluchevreo (6), Calucium-Chevrol (7), etc. Quelques écrivains anglais

(1) « Lequel Lucius, pour avoir combattu contre les ennemis au sommet d'une montagne, fut surnommé Cappareolus. » (*Annales manuscrites de Limoges*, in-8, 1873, p. 26.) — P. BONAVENT., T. III, p. 23. — DUROUX, *Essai sur la Sénatorerie de Limoges*, p. 54, 55. — ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 4.

(2) M. Grellet-Dumazeau (*Bulletin Archéolog.*, T. I, p. 136) pense que ce nom de Châlus-Chabrol ou Châlus-le-Chevreuil devait signifier *château dans la forêt*; M. Félix de Verneilh dit que « Chabrol est une épithète patoise, encore usitée d'ailleurs, qui se rapportait soit à l'emplacement, soit à l'ancienne physionomie du double château de Châlus. » (*Bulletin monumental*, T. XIV, p. 426.) L'étymologie que nous proposons nous paraît plus probable. Plusieurs châteaux, tels que La Roche-Aymon, La Rochefoucaud, tiraient leurs noms de leurs fondateurs.

(3) LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 283.

(4) ROGER DE HOVEDEN, *Pièces justificatives*, n° 1. — Vie de Hugues Lacerta, *xii^e* siècle. — RAOUL DE DICÉTO, *Pièces justificatives*, n° 3. — MATHIEU PARIS, *Pièces justificatives*, n° 5. — THOMAS WIKES, *Pièces justificatives*, n° 18.

(5) BERNARD ITIER, *Pièces justificatives*, n° 2. — DUPLÈS-AGIER, p. 66.

(6) *Chronique de Tours*, *Pièces justificatives*, n° 12.

(7) BALUZE, *Miscellanea*, T. IV, p. 355, 290.

l'appellent Chali-Chaperol, Caluca, Calux, —ucis (1); d'autres Calax, —acis (2).

2. A cette divergence des chroniqueurs sur le trésor de Châlus ajoutons leurs divergences relativement à l'inventeur de ce trésor.

Nous avons vu déjà ce que dit Roger de Hoveden, que Wi-domar (*Adémar*), vicomte de Limoges, avait trouvé dans sa terre un grand trésor en or et en argent; qu'il en envoya une part considérable à Richard, mais que celui-ci la refusa, parce qu'il voulait le trésor tout entier; et que, dans ce but, il vint assiéger le château de Châlus, dans lequel il pensait que le trésor avait été caché (3).

Mais cette version ne s'accorde pas avec celle des autres chroniqueurs. Ainsi Guillaume le Breton, l'auteur de la *Philippide*, raconte qu'un paysan des environs de Châlus trouva ce trésor en labourant sa terre. Après qu'Achard, seigneur de Châlus, s'en fut emparé, Richard le lui réclama, et, sur son refus, vint faire le siège de son château (4). Dans cette version, il n'est pas question du vicomte de Limoges.

Rigord et Vincent de Beauvais prétendent que, le seigneur qui demeurait au château de Châlus ayant trouvé un trésor, Richard exigea la reddition de ce trésor du vicomte de Limoges, chez qui ce seigneur s'était réfugié (5).

Nicolas Trivet, suivi par Thomas de Walsingham, dit que, le chevalier qui avait trouvé le trésor s'étant réfugié chez le vicomte de Limoges, Richard exigea du vicomte l'extradition du chevalier; et le refus du vicomte fut l'occasion de la guerre faite par Richard (6).

Or cette divergence des chroniqueurs relativement à l'inventeur du trésor et au trésor lui-même montre que c'est là une légende sans valeur. Aussi trois historiens contemporains, Bernard Itier, Gervais de Cantorbéry et Mathieu Paris, qui parlent

(1) Chali-Caperol (*Raoul de Coggeshale*, Pièces justificatives, n° 7). — Caluca (Nicolas Trivet, n° 21; Brompton, n° 24; Walsingham, n° 26). — Calux (Knyghton, n° 25; épitaphe de Richard, n° 30).

(2) Guillaume le Breton, n° 9 et 11.

(3) *Pièces justificatives*, n° 1.

(4) *Pièces justificatives*, n° 9.

(5) RIGORD, *Pièces justificatives*, n° 10; — VINCENT DE BEAUVAIS, *Pièces justificatives*, n° 16.

(6) NICOLAS TRIVET, *Pièces justificatives*, n° 21; — THOMAS DE WALSHINGHAM, *Pièces justificatives*, n° 26.

avec assez de détails de la mort de Richard, ont-ils passé cette légende sous silence ; et Raoul de Goggeshale ne la mentionne qu'en ces termes : « *Quelques-uns disent*, etc. ».

3. Chose remarquable ! aussitôt que Richard est arrivé devant la tour de Châlus, voici que le trésor s'évanouit. Les assiégés offrent de rendre la place, à la condition d'avoir la vie sauve et de garder leurs armes ; il n'est pas question de trésor à livrer. Richard pardonne à son meurtrier ; et, au lieu de réclamer de lui le trésor, il lui fait donner cent sous de monnaie anglaise. Le roi vient à mourir, et aucun chroniqueur ne raconte ce qu'est devenu le trésor, et ce qu'on a fait de ces statues en or massif et de grandeur naturelle.

Après la mort de Richard, on parle à la vérité d'un trésor, mais de son trésor à lui, qui était conservé dans le château de Chinon, et que le chevalier qui en avait la garde, nommé Robert de Turnham, livra à Jean sans Terre, frère et successeur de Richard (1).

Le trésor de Châlus est donc une pure légende, un produit de l'imagination du peuple pris au sérieux par les chroniqueurs. Le vulgaire ignorant, ne connaissant pas la véritable cause de la guerre faite par Richard à un de ses vassaux, aura trouvé pour prétexte de cette guerre la revendication d'un trésor.

Il faut chercher ailleurs la raison du siège de Châlus.

X

Quelle est la véritable cause du siège de ce château ? Bernard Itier, ou l'auteur de la note qu'on trouve à la fin de la Chronique de Geoffroi de Vigeois, dit que Richard, après avoir assiégé Châlus, avait donné l'ordre à ses gens de mettre le siège devant

(1) « 1199. Et ipse Johannes perrexit ad Chinonem, ubi thesaurus fratris sui erat, quem Robertus de Turnham habens in custodia tradidit ei, cum castello de Chinun, et castello de Saumur, et aliis castellis regis, quæ ipse custodiebat. » (ROGER DE HOVEDEN, edited by WILLIAM STUBBS : London, 1871, T. IV, p. 86.)

« Comes vero Joannes, dum hæc in Anglia agerentur, perrexit ad Chinonem, ubi thesaurus erat regis defuncti, quem Robertus de Turnham in custodia habens reddidit ei cum castellis de Chinone et Saumur et aliis castellis sub ipsius custodia deputatis. » (MATHÆI PARISIENSIS *Chronica Majora*, edited by HENRY RICHARDS LUARD : London, 1874, in-8, vol. II, p. 453.) — Voir encore COGGESHALL, ap. MARTENNE, *Ampliss. Collect.*, T. V, p. 859.

le château de Nontron et le fort de Piégut, et qu'il avait formé le dessein de détruire tous les châteaux et tous les forts du vicomte de Limoges (1). Et pourquoi cet acharnement? C'est parce que Adémar l'avait trahi, lui, son seigneur suzerain, en faisant un traité d'alliance avec Philippe-Auguste, roi des Français. Nous trouvons cette raison non-seulement insinuée par Mathieu Paris (2), mais encore clairement exprimée par un autre historien anglais contemporain, Raoul Goggeshale, qui s'exprime ainsi : « Richard conduisit son armée contre le vicomte de Limoges, qui, dans le temps de la guerre, s'était révolté contre le roi son seigneur, et avait fait un traité d'alliance avec le roi Philippe (3) ».

Le P. Bonaventure a vu ce traité d'alliance et l'a traduit en partie : « J'ai trouvé dans quelques manuscrits que cette année 1199 (*lisez* 1198), Aymar, vicomte de Limoges, fit au mois d'avril une transaction avec Philippe, roi de France, de cette teneur : « Moy, Aymar, vicomte de Limoges, fais connoître à tous qui verront cet écrit, que j'ay fait les accords et conventions suivantes avec mon seigneur Philippe, illustre roi des François ; parce que à cause des injures que Richard, roi d'Angleterre, m'a fait (*sic*), et à mon frère Aymar, comte d'Angoulême, il alla de ma part vers le roy, et je fis confédération avec lui de cette façon :

» Que je l'ayderay toujours selon mon pouvoir comme mon seigneur, et ne me retireray jamais de luy que par ses ordres ; et que s'il me joignoit a quelque autre, il me donnera ses lettres-patentes, qu'on me laissera en paix ; et, si on y manquoit, il m'aydera contre celuy-la.

» Que si un nouveau seigneur vouloit agir contre mon roy Philippe, je m'y opposeray, rendant de bonne foy secours et aide au susdit roy Philippe.

» Fait à Arède (*Saint-Yrieix*), l'an 1199, au mois d'avril (4).

» Il y a des lettres de confédération du roy Philippe contre Jean, successeur de Richard, au même lieu en faveur du même Aymar, que j'omets pour abréger (5). »

(1) *Pièces justificatives*, n° 2.

(2) *In quosdam barones Pictaviæ sibi rebelles vexilla direxit et arma.* Voir *Pièces justificatives*, n° 5.

(3) *Pièces justificatives*, n° 7.

(4) Il est évident qu'au mois d'avril 1199, Richard étant mort, Adémar n'a pas pu faire un traité d'alliance contre lui avec le roi Philippe : il faut donc lire : 1198.

(5) P. Bonavent., T. III, p. 524. — *Art de vérifier les dates*, édition de M. de Saint-Allais, 1818, T. X, p. 261.

Voilà la véritable raison du siège de Châlus, de Nontron et de Piégut : Richard voulait se venger de la trahison d'Adémar, vicomte de Limoges, qui, dans le temps de la guerre entre les deux rois, avait fait un traité d'alliance avec Philippe-Auguste, et abandonné son seigneur suzerain.

Et ce qui confirme l'existence de ce traité passé entre Philippe, roi de France, et les deux vassaux de Richard, c'est-à-dire Adémar, vicomte de Limoges, et son frère utérin, Aymar, comte d'Angoulême, c'est que, dans le traité conclu, après la mort de Richard, entre Philippe-Auguste et Jean sans Terre, on a inséré, en faveur du comte d'Angoulême et du vicomte de Limoges, une clause spéciale ainsi conçue :

« Quant au comte d'Angoulême et au vicomte de Limoges, le roi Jean les recevra comme ses vassaux, de telle sorte qu'il leur laissera leurs droits (1) ».

« Il est évident, dit M. Grellet-Dumazeau, que le roi Philippe n'aurait pas fait comprendre ces deux seigneurs dans son traité, et n'aurait pas exigé la restitution de leurs biens, s'ils ne s'étaient pas ligués avec lui et n'avaient pas été dépouillés par suite de cette alliance.

» Voilà ce qui explique authentiquement et d'une manière rationnelle le motif de l'invasion exécutée par Richard, en 1199, sur les terres du vicomte de Limoges ; et ce motif connu achève d'écarter la supposition d'un trésor à conquérir, supposition dont nous avons déjà démontré toute l'in vraisemblance (2). »

Voilà pourquoi Gervais de Cantorbéry, ayant, par erreur, fait blesser Richard devant le château de Nontron (dont on fit le siège effectivement pendant la maladie du roi), ajoute que ce château appartenait au comte d'Angoulême. Richard guerroyait en effet contre ses deux vassaux d'Angoulême et de Limoges, et nous en savons la raison.

Il faut donc biffer des pages de l'histoire la légende invraisemblable du trésor de Châlus.

(1) *De comite Engolismi et vicecomite Lemovicensi sic erit, quod rex Joannes recipiet eos in homines, ita quod jura eorum eis dimittet.* (ROGER DE HOVEDEN, edited by WILLIAM STUBBS : London, 1871, in-8, T. IV, p. 150.) — Voir ce traité dans RIGORD, *Historiens de France*, T. XVII, p. 52.

(2) *Bulletin Archéologique du Limousin*, T. I, p. 145.

XI

Blessure de Richard.

1. La blessure de Richard n'est pas indiquée d'une manière exacte par Roger de Hoveden et d'autres chroniqueurs et historiens. Ainsi Roger de Hoveden dit que Richard fut blessé au bras : *percutiens regem in brachio* (1) ; mais d'autres chroniqueurs contemporains, qui paraissent mieux renseignés, et qui s'accordent entre eux, indiquent la blessure d'une manière plus exacte en disant que Richard fut atteint à l'épaule, et quelques-uns disent d'une manière encore plus précise : *à l'épaule gauche*.

Écoutez Bernard Itier, ou l'écrivain limousin qui a rédigé la note qu'on trouve à la fin de la Chronique de Geoffroy de Vigeois : *In humero percussus est* (2). Guillaume le Breton, auteur des *Gestes de Philippe-Auguste*, parle aussi d'une blessure à l'épaule : *Ipsium in scapula vulneravit* (3). Un des continuateurs de Sigebert dit encore : *In scapula percussus* (4).

Gervais de Cantorbéry désigne l'épaule gauche : *In humero sinistro lethaliter percussus est* (5).

Raoul Coggeshale dit que le roi fut blessé à l'épaule gauche, près des vertèbres du cou : *Percussit regem super humerum sinistrum, juxta colli spondilia* (6) ; l'annaliste de Margan dit de même : *In scapula sinistra* (7).

D'autres chroniqueurs, venus plus tard, s'expriment avec la même précision. Voici les paroles de Nicolas Trivet : *In humero sinistro letali confoditur vulnere* (8) ; Thomas de Walsingham n'a fait que répéter ces paroles (9).

2. Faut-il maintenant signaler les divergences et les inexactitudes de plusieurs chroniqueurs sur ce point ?

(1) *Pièces justificatives*, n° 1. — Mansi, le continuateur des *Annales de Baronius*, a répété ce détail. (*Annal.*, T, XX, p. 55.)

(2) *Id.*, n° 2.

(3) *Id.*, n° 11.

(4) *Id.*, n° 15.

(5) *Id.*, n° 8.

(6) *Id.*, n° 7.

(7) *Id.*, n° 4.

(8) *Id.*, n° 21.

(9) *Id.*, n° 26.

Le moine Renier (1230) dit que Richard fut blessé au gosier : *percussus in gutture telo* (1);

Guillaume de Nangis (1300) dit qu'il fut atteint à l'œil : *quarrello balistæ oculo percussus* (2);

Le continuateur de Guillaume de Tyr (1261) dit qu'il fut frappé au milieu du corps : « *Si le fert par mi le cors* (3) »;

Nicole Gilles (1533) dit qu'il fut blessé au pied : « *Iceluy traict tomba sur le pied dudit roy d'Angleterre* (4) »;

Les Annales de Limoges (1638) trouvent l'opinion de Guillaume de Nangis (*blessure à l'œil*) plus vraisemblable que celle de Nicole Gilles (5).

On doit s'en rapporter aux chroniqueurs contemporains les mieux informés, qui s'accordent à dire que Richard fut blessé non pas au bras, ni à l'œil, ni au pied, mais à l'épaule gauche.

3. D'après Mathieu Paris, le trait qui frappa Richard était, dit-on, empoisonné : *telo, ut dicebatur, venenato* (6); un autre écrivain, Thomas Wikes (1290), affirme l'empoisonnement sans aucune restriction : *telo toxicato percussus* (7); il est évident que ce détail est une superfétation légendaire.

4. Un des continuateurs de Sigebert raconte que Richard fut atteint par le défenseur de Châlus lorsque lui-même dirigeait sur ce soldat un carreau d'arbalète (8); et l'auteur de la *Philippide* dit que le carreau qui frappa le roi avait été envoyé sur la tour de Châlus par le roi lui-même. Le même écrivain ajoute que Richard, qui avait enseigné le premier l'usage de l'arbalète, périt par l'instrument dont il était l'inventeur (9). Ces détails, répétés par plusieurs historiens, sont, à notre avis, d'autres superfétations légendaires.

(1) *Pièces justificatives*, n° 13.

(2) *Id.*, n° 20. — Jean Bouchet, dans ses *Annales d'Aquitaine*, dit la même chose. (Édit. 1557, fol. 89.)

(3) *Id.*, n° 17.

(4) *Id.*, n° 27.

(5) *Annales manuscrites de Limoges*, in-8, 1872, p. 176.

(6) *Pièces justificatives*, n° 5.

(7) *Id.*, n° 18.

(8) *Id.*, n° 15.

(9) *Pièces justificatives*, n° 9. — Voir plus haut, § VIII.

XII

Sépulture de Richard.

En exécution des dernières volontés de Richard, son corps fut inhumé à Fontevraud, auprès de son père, Henri II; son cœur, légué aux habitants de Rouen, fut transporté dans l'église de Notre-Dame : sur ces deux points, tous les historiens sont d'accord. Quant à ses entrailles, Roger de Hoveden dit qu'elles furent ensevelies à Charroux; et cette assertion a été reproduite par plusieurs historiens modernes, Fleury, le P. Fontenay, Henri Martin. D'autres historiens, tels que de Chevreton, de Larrey, le P. Bonaventure, les font inhumer à Poitiers.

Or ce sont là deux erreurs qu'il est bon de signaler. Il est certain que les entrailles de Richard n'ont pas été ensevelies à Charroux, ni à Poitiers, mais à Châlus.

En effet, Mathieu Paris dit positivement qu'elles furent inhumées, comme cela était très naturel, dans l'église du château où il avait été blessé, c'est-à-dire à Châlus. Voici ses paroles : « Puis, ordonnant que ses entrailles fussent ensevelies dans l'église du château susdit (*Châlus*), il les légua, comme un présent, aux Poitevins » : — *apud castrum præfatum, viscera sua in ecclesia recondi præcipiens, hæc pro munere Pictaviensibus concessit* (1). Mathieu de Westminster (1307) et Jean Brompton (1370) disent la même chose (2).

Une épitaphe de Richard, rapportée par Mathieu Paris, dit également que les entrailles du roi furent inhumées à Châlus :

Pictavis exta ducis sepelit, tellusque Chalucis...

« Le Poitou et la terre de Châlus couvrent les entrailles du duc... »,

Ou, d'après une variante que nous avons trouvée dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale :

(1) *Pièces justificatives*, n° 5.

(2) « *Apud castrum vero prædictum, viscera sua in ecclesia recondi jubens, stercora sua Pictaviensibus, propter suæ prodicionis notam reliquit.* » (MATHIEU DE WESTMINSTER, *Pièces justificatives*, n° 22.) — « *Apud castrum vero prædictum, viscera sua recondere in ecclesia ordinavit; stercora sua Pictaviensibus propter notam suæ prodicionis reliquit.* » (JOANN. BROMPTON, *Pièces justificatives*, n° 24.)

Pictavis exta ducis sepelis, rea terra Calucis (1)...

« O Poitou, terre coupable de Châlus, tu couvres les entrailles du duc... »

Pour bien comprendre cette phrase, il faut observer que, aux yeux des Anglais de cette époque, Châlus était en Poitou, — le Limousin n'étant considéré par eux que comme une annexe de cette province.

C'est probablement une mauvaise interprétation de ce vers, commençant par ces mots : *Pictavis exta ducis sepelis*, qui aura fait dire à quelques historiens que les entrailles de Richard avaient été ensevelies à Poitiers.

On lit encore dans une ancienne épitaphe rapportée par Henry de Knyghton :

Viscera Carleolum, corpus fons servat Ebrardi,
Et cor Rotomagum, magne Ricarde, tuum (2) ;

Tes entrailles sont à Châlus ,
A Fontevraud ton corps repose ;
Et Rouen [*ta ville fidèle*],
O Richard, conserve ton cœur.

L'auteur a traduit *Châlus* par *Carleolum*, ou mieux peut-être par *Casleolum*.

Ces vers ont été publiés sous le nom de Geoffroy Visesauf avec cette variante :

Viscera Caroleum, corpus fons servat Ebulfi (3).

C'est peut-être à cause de la ressemblance de *Caroleum* avec *Charroux* en Poitou que Roger de Hoveden a fait inhumer dans cette abbaye les entrailles du roi Richard ; mais Charroux se dit en latin *Carrofum* et Carroph (4), et jamais Caroleum.

Ce n'est donc ni à Charroux ni à Poitiers qu'a eu lieu cette inhumation, mais à Châlus, comme on le voit par Mathieu Paris et d'autres documents contemporains.

Seize ans avant la mort de Richard, son frère aîné, Henri *au Court Mantel*, avait eu une double sépulture. Les entrailles, les

(1) Fonds latin, n° 14,663, fol. 175 ; *Pièces justificatives*, n° 30.

(2) *Pièces justificatives*, n° 25.

(3) THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, T. II, p. 433.

(4) *Gallia Christiana nova*, T. II, col. 1271, 1278.

yeux et le cerveau du prince furent enterrés à Grandmont ; le reste du corps , embaumé , fut transporté à Rouen (1), et inhumé dans l'église de Notre-Dame , où Richard voulut que son cœur fût déposé.

XIII

Le confesseur de Richard.

Plusieurs historiens font mourir Richard entre les bras de Gautier , archevêque de Rouen : la chose serait étonnante , si elle était vraie ; on aurait de la peine à comprendre comment , dans l'espace de quelques jours , à une époque où les voyages n'étaient pas rapides , l'archevêque de Rouen aurait eu le temps d'être averti de la maladie du roi , et de se rendre de Rouen à Châlus ; — mais la chose n'est pas exacte. Ceci ne repose que sur un récit légendaire de Gautier d'Hemingford , moine de Gissebourne , qui mourut , dit-on , en 1347 : or ce récit est rempli d'erreurs , ou , pour mieux dire , n'est qu'un tissu de fables.

1° Il y est dit que Richard reçut le coup mortel , non pas devant Châlus , mais devant Château-Gaillard en Normandie , qu'il avait bâti dans l'espace d'une année , et dont les Français avaient réussi à s'emparer par ruse et par surprise ; 2° l'auteur fait venir , près du lit de mort de Richard , Gautier , archevêque de Rouen ; 3° il met dans la bouche du prélat le discours sur les trois filles que Richard avait à marier , savoir : la Superbe , l'Avarice , et la Luxure (2) : or ce discours a été tenu à Richard , non pas dans cette circonstance , non par l'archevêque de Rouen , mais , à une époque antérieure , par le saint prêtre Foulques de Neuilly , comme on le voit par le récit de Roger de Hoveden , antérieur d'un siècle et demi à Gautier d'Hemingford (3).

Un autre chroniqueur anglais , Jean Brompton , qui rapporte les mêmes détails légendaires , n'a fait que copier mot pour mot Gauthier d'Hemingford , qu'il cite nommément comme la source historique où il a puisé (4).

(1) *Gaufred. Vosiens.*, ap. LABBE, *Nova Bibliotheca*, etc., T. II, p. 338.

(2) *Chronica WALTERI HEMINGFORD* ; ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X*, T. II, p. 550. — *Pièces justificatives*, n° 23.

(3) ROGER DE HOVEDEN, edited by William Stubbs, 1871, T. IV, p. 76. — *Pièces justificatives*, n° 28.

(4) *Chronicon JOANNIS BROMPTON*, ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X* : Londini, 1632, T. I, col. 1277.

Nous ne relèverons pas les détails invraisemblables que le moine de Gissebourne donne sur la pénitence de Richard. D'après lui, le roi aurait commandé qu'on lui liât les pieds, qu'on le suspendît en l'air, et qu'on le flagellât jusqu'au sang, à plusieurs reprises. Richard, les pieds liés, se serait fait traîner avec une corde au-devant du saint Viatique; il aurait déclaré qu'il consentait, pour expier ses péchés, à ce que son âme restât en purgatoire jusqu'au jour du jugement, etc. (1). Gautier d'Hemingford, qui nous transmet ce récit, était trop éloigné des événements pour mériter la moindre confiance; et cependant de graves historiens se sont faits l'écho de ces détails fabuleux.

Ainsi un historien anglais du xvr^e siècle, Isaac Barrow, parle de la présence de Gautier de Coutances auprès du lit de mort du roi; et le P. Fontenay, un des continuateurs de l'*Histoire de l'Eglise gallicane*, dit que Richard « expira entre les bras de Gautier, archevêque de Rouen (2) ». C'est une erreur qu'il faut ajouter à celles que nous avons déjà signalées relativement à ce fait historique.

En effet, un chroniqueur anglais contemporain, Raoul Goggeshale, qui était très-peu connu avant que sa chronique eût été publiée par dom Martenne, dit que Richard reçut les derniers sacrements et les derniers devoirs par l'exhortation et les soins du seigneur Milon, son chapelain, moine de l'ordre de Cîteaux, abbé de l'abbaye du Pin, près de Poitiers, qui avait accompagné Richard à la croisade.

Un chroniqueur anglais qui florissait au commencement du xvr^e siècle (1307), Nicolas Trivet, dit que Richard se confessa à trois abbés de l'ordre de Cîteaux; mais évidemment c'était bien assez d'un. Ce chroniqueur, avant Gautier d'Hemingford, attribue à Richard cette parole : « Je consens volontiers, pour expier mes fautes, à souffrir les peines du purgatoire jusqu'au jour du jugement (3) ».

La critique doit s'en tenir au récit de Raoul de Coggeshale. Ce récit est un des plus intéressants et des plus détaillés qui aient été écrits sur la mort de Richard : c'est pourquoi nous allons le traduire et le reproduire en entier.

(1) *Pièces justificatives*, n° 23.

(2) *Histoire de l'Eglise gallicane*, an. 1179, édit. 1826, in-12, T. XIII, p. 328.

(3) NICOLAS TRIVET, ap. d'ACHERY, *Spicilege*, T. III, in-fol., p. 177, *Pièces justificatives*, n° 21. — Jean Brompton a emprunté ces détails à Nicolas Trivet, *Pièces justificatives*, n° 24.

XIV

« L'an de l'Incarnation du Seigneur 1199, vers le temps du carême, après une conférence qui eut lieu entre les deux rois pour le rétablissement de la paix, une trêve fut enfin conclue entre eux pour un certain temps. A cette occasion, le roi Richard, trouvant le moment favorable, conduisit, en carême, son armée à lui contre le vicomte de Limoges, qui, dans le temps de la guerre, s'était révolté contre le roi son seigneur, et avait fait un traité d'alliance avec le roi Philippe. Quelques-uns rapportent qu'un trésor d'un très-grand prix avait été trouvé dans la terre du vicomte. Le roi le manda auprès de lui et le somma de lui livrer ce trésor. Le vicomte, ayant refusé (ou ayant nié la chose), *quo a vicecomite negato*, excita de plus en plus contre lui l'animosité du roi. Pendant qu'il dévastait la terre du vicomte par le fer et la flamme, ne sachant pas s'abstenir de guerroyer pendant ce temps sacré, il arriva à Chali-Chaperol (*Châlus-Chabrol*), il assiégea une tour, il l'attaqua pendant trois jours furieusement, et il ordonna à ses mineurs de miner la tour, afin de la renverser : ce qui arriva en effet. Or dans la susdite tour il n'y avait pas de chevaliers, ni de guerriers capables de la défendre, mais seulement quelques servants du vicomte, qui attendaient en vain du secours de leur maître. Ils ne pensaient pas que le roi [d'Angleterre] fût présent et les assiégeât en personne : ils croyaient seulement que c'était quelqu'un de la maison du seigneur roi.

» Donc, pendant que les mineurs faisaient leur ouvrage, le roi, avec ses arbalétriers, attaqua les assiégés avec une telle vigueur, qu'à peine aucun d'eux osait apparaître vers les créneaux de la tour, ou la défendre en aucune manière. Toutefois, de temps en temps, ils lançaient du haut des machicoulis de très-grosses pierres, qui, tombant du haut de la tour avec impétuosité, jetaient la terreur parmi les assiégeants, mais toutefois ne renversaient point les mineurs, ni n'arrêtaient point leur ouvrage, car ils étaient protégés de tous côtés par leurs engins.

» Sur le soir du troisième jour, c'est-à-dire le lendemain de l'Annonciation de la bienheureuse Marie (*26 mars*), le roi, après dîner, s'était approché de la tour sans défiance, avec son escorte, sans autre armure que son casque de fer, et attaquait les assiégés selon sa coutume avec des traits et des flèches : voici qu'un homme armé, qui, presque pendant tout le jour s'était tenu avant dîner dans un des créneaux de la tour susdite, recevant,

sans être blessé, tous les traits de fer, qu'il repoussait avec son bouclier (1), voici que cet homme, qui avait observé avec soin tous les assiégeants, apparut tout à coup de nouveau, tendit son arbalète, et dirigea violemment un carreau sur le roi, qui le regardait, et qui poussa un cri. Il blessa le roi à l'épaule gauche, vers les vertèbres du cou, et ainsi le trait, décrivant une courbe, tomba en arrière et alla s'enfoncer dans le côté gauche, pendant que le roi ne se baissait pas assez sous l'écu carré qu'on portait devant lui.

» Après avoir reçu cette blessure, le roi, toujours admirable de courage, ne poussa aucun soupir, ne fit entendre aucune plainte, ne manifesta pour le moment aucune tristesse, ni sur son visage, ni par aucun geste, de peur de causer aux siens de la tristesse ou de la timidité, de peur aussi d'inspirer aux ennemis une plus grande audace à cause de cette blessure.

» Ensuite, comme s'il n'eût éprouvé aucun mal (la plupart des siens ignorant le malheur qui venait d'arriver), il rentra dans son logis, et, retirant de son corps le bois dans lequel le fer était fixé, il le brisa; mais le fer de l'arbalète, qui avait un palme de longueur, resta dans la chair.

» Donc, le roi étant couché dans sa chambre, un certain chirurgien de la suite abominable du très-impie Marchadier, faisant des incisions dans le corps du roi, à la clarté des flambeaux allumés dans la maison, le blessa grièvement et même mortellement; il ne put trouver facilement le fer dans un corps trop obèse, et, quand, à force d'incisions, il l'eût trouvé, il ne put le retirer qu'avec une grande violence.

» On appliqua avec soin des médicaments et des emplâtres; mais ensuite les blessures qu'on lui avait faites commencèrent à s'envenimer et à s'accroître, et elles enflèrent de jour en jour jusqu'à devenir mortelles, le roi se laissant aller à l'incontinence (2) et ne tenant pas compte des prescriptions des médecins. L'entrée de la chambre où il couchait était interdite à tous les siens, excepté à quatre personnages des plus nobles, qui entraient librement pour le visiter, de peur que le bruit de sa maladie ne se répandît dans le public. Mais le roi, très-incertain s'il recouvrerait la santé, manda par lettre sa mère, qui demeurait à Fon-

(1) Il y a dans le texte : *sartagine opposita*. Ce mot latin *sartago* veut dire : *poêle à frire*.

(2) C'est ce que confirment d'autres chroniqueurs et historiens : Guillaume le Breton, dans sa *Philippide*, Gautier d'Hemingford, etc.

tevrard ; il se prépara à la mort par le sacrement salutaire du corps du Seigneur, s'étant préalablement confessé à son chapelain (*a quodam suo capellano*). Depuis près de sept ans, dit-on, il s'était abstenu de recevoir ce sacrement, par respect pour un si grand mystère, parce qu'il nourrissait dans le cœur une haine mortelle contre le roi de France. Il pardonna de bon cœur à son meurtrier la mort qu'il en avait reçue, et ainsi, le 7 des ides d'avril (1), c'est-à-dire le onzième jour depuis sa blessure, après avoir reçu l'onction de l'Huile sainte, il mourut vers la chute du jour (2). Son corps, vidé de ses entrailles, fut porté à Fontevraud et inhumé auprès de son père par l'évêque de Lincoln, le dimanche des Rameaux, avec tous les honneurs dûs à son rang.

» Son règne, qui fut assez laborieux, dura neuf ans sept mois et vingt jours (3), si vous comptez avec exactitude depuis le jour de son couronnement, c'est-à-dire depuis le trois des nones de septembre (*3 septembre 1189*), où il fut couronné par le seigneur archevêque Baudoin ; il laissa à tous les princes ce bel exemple, vraiment digne d'éloges, que, au lieu de faire servir à son usage personnel les revenus des évêchés [vacants] ou des abbayes, ou les donations des églises, il les donna aussitôt avec libéralité.

» A l'égard de l'Office divin, il se plaisait beaucoup à y assister dans les fêtes principales ; il ornait avec soin sa chapelle de précieux vêtements, et il stimulait par ses encouragements et par ses dons les clercs qui avaient une voix sonore à chanter d'une manière plus solennelle ; et, se promenant çà et là dans le chœur, il les excitait de la voix et du geste à chanter plus haut. Pendant la secrète de la messe jusqu'à la communion, il gardait le silence et vaquait à la prière, quand même on serait venu lui parler de quelque affaire importante (4).

(1) 7 avril. — Coggeshale se trompe : tous les autres historiens du temps fixent la mort de Richard au VIII des ides d'avril (6 avril). Ce doit être une faute de copiste, puisque le chroniqueur ajoute : le onzième jour depuis sa blessure.

(2) Bernard Itier dit : « A la première heure de la nuit », c'est-à-dire vers sept heures du soir. (*Pièces justificatives*, n° 2.)

(3) Pour compter juste, il faudrait dire « trois jours ».

(4) Roger de Hoveden rend le même témoignage à la dévotion de Richard : « *Ipsè enim mane consurgens quotidie, primum quærebat regnum Dei, et justitiam ejus, et ab ecclesia non recedebat, donec more ecclesiastico omne divinum perageretur officium. Gloriosum siquidem est in principe quotidianos actus suos, et ab eo incipere et finire in eo, qui principium sine principio, et judicial fines terræ.* » (Ap. SAVILL, *Rerum Anglicarum Scriptores* :

» Il construisit une abbaye de l'ordre de Cîteaux qu'on appelle Bonport (1), et une maison de chanoines Prémontrés dans l'Aquitaine. Il répara l'abbaye du Pin (2), qui était presque anéantie, et l'enrichit de grands revenus. Aussitôt après son couronnement, il donna au Chapitre général de Cîteaux cent vingt marcs dans l'église de Scardeburgh, et confirma cette donation par la première impression de son nouveau scel. Après son couronnement, il se rendit dévotement en pèlerinage à Saint-Edmond, et il donna au très-saint roi martyr, avec son offrande, un revenu de quinze marcs pour l'entretien de deux cierges qui devaient brûler à perpétuité (*jugiter*) nuit et jour devant le corps du très-saint roi. Il fit couvrir de lames de plomb, à grands frais, le monastère de Pontigny et plusieurs autres bâtiments de moines. Toutes ces œuvres de piété et autres bonnes œuvres, combattant ses actions mauvaises, lui obtiendront, nous en avons l'espoir, un très-grand soulagement à ses peines, — Dieu le traitant avec miséricorde, — d'autant plus que, avant sa mort, il s'est confessé et s'est repenti : or, comme l'eau éteint le feu, ainsi l'aumône éteint le péché. (*Eccli.*, III, 33.)

» Il retint constamment auprès de lui, à sa cour, avec la permission du Chapitre de Cîteaux, le seigneur Milon, abbé du Pin, le constituant son aumônier, afin qu'il se chargeât de distribuer avec le plus grand soin les aumônes royales, et de soulager les pauvres. Plusieurs religieux qui fréquentaient la cour du seigneur roi pour diverses affaires ont éprouvé l'affabilité et la libérale générosité de ce vénérable personnage. Cet abbé partit avec le seigneur roi pour l'expédition de Jérusalem ; il exhortait instamment les chevaliers à combattre avec vaillance contre les ennemis de la croix du Christ, et à ne pas craindre de subir la mort pour le Seigneur. C'est lui qui assista le roi malade à ses derniers moments, qui l'avertit pieusement de confesser ses péchés, qui lui fit recevoir, avant sa mort, l'Onction sainte, qui ferma la bouche et les yeux au roi mourant, et répandit la liqueur du baume sur sa tête royale et ses mains (3). »

Francofurti, MDCI, in-fol., p. 7531). — Voir encore la Chronique de Tours, *Pièces justificatives*, n° 12.

(1) Bonport, abbaye d'hommes, de l'ordre de Cîteaux, en Normandie (Eure), diocèse d'Evreux, fondée en 1190 par Richard Cœur-de-Lion. (LUDOVIC LALANNE, *Dictionnaire Historique de la France*.)

(2) A deux lieues de Poitiers. Milon, chapelain de Richard, en était abbé en 1192 et 1212. (*Gallia Christ. nova*, T. II, col. 1350.)

(3) RADULPHI DE COGGESHALE, *Chronicon Auglicanum* (edidit JOSEPHUS

XV

Pierre Basile.

Qu'était-ce que Pierre Basile, le meurtrier de Richard ?

1. D'abord c'était un chevalier : — dans la note qui se trouve à la fin de la Chronique de Geoffroi de Vigeois, Bernard Itier le dit formellement : « Il y avait dans cette tour deux chevaliers, dont l'un s'appelait Pierre Brun, et l'autre Pierre Basile (1) ».

L'annaliste de Margan dit de même : « Un chevalier des assiégés, Pierre, surnommé Basile » : — « *Miles ex obsessis, Petrus, cognomento Basilius* (2) ».

Geoffroy Vinesauf, un autre contemporain, dans son poème sur la mort de Richard, s'exprime ainsi :

Quid miles, perfide miles,
Perfidie miles, pudor orbis, unica sordes
Militie miles, manuum factura suarum,
Ausus es hoc in eum ? miles, scelus istud es ausus (3) ?

Guillaume le Breton, chapelain de Philippe-Auguste, dit encore que c'était un chevalier (4).

Et Thomas Walsingham, historien anglais du ^{xv}^e siècle, rend le même témoignage (5).

2. Toutefois ce n'était pas un chevalier d'une grande famille, comme était par exemple Bertrand de Gourdon ; et voilà pourquoi plusieurs historiens anglais, tels que Mathieu Paris, Raoul de Dicéto, etc., n'ont pas mentionné ce titre de chevalier. Raoul de Coggeshale dit que, dans cette tour qu'assiégeait Richard, il n'y avait pas de chevaliers ni de personnages de marque, mais seulement quelques servants du vicomte, qui attendaient vainement du secours de leur maître ; et, en parlant du meurtrier de Richard, il s'exprime ainsi : « *Un homme armé* (6) » ; Gervais

STEVENSON) : London, 1875, p. 94-98. — MARTENNE, *Amplissima Collectio*, T. V, col. 855-858. — *Bibliothèque nationale*, fonds latin, n° 15,076, fol. 69 v°. — Voir *Pièces justificatives*, n° 7.

(1) *Pièces justificatives*, n° 2.

(2) *Id.*, n° 4.

(3) *Id.*, n° 30.

(4) *Id.*, n° 11.

(5) *Id.*, n° 26.

(6) *Id.*, n° 7.

de Cantorbéry l'appelle simplement un jeune homme (1); et d'autres se contentent de dire : un arbalétrier (2).

3. A cette époque, l'ordre de la chevalerie était conféré en Limousin avec une facilité qui devait en déprécier l'honneur. Non-seulement les vicomtes de Limoges (3), mais les abbés de Saint-Martial avaient le droit de créer des chevaliers. Il paraît même que les abbés de Saint-Martial se réservaient ce droit dans certaines limites, car nous voyons que, l'an 1159, l'abbé Pierre intenta un procès à Pierre Bernard, de Verneuil, qui, n'étant que valet, avait usurpé injustement le ceinturon de la milice (4). Nous lisons dans la Chronique de Bernard Itier que, l'an 1167, le jour de la Nativité de saint Jean-Baptiste (24 juin), on fit, à la cour de Saint-Martial, deux cent quarante nouveaux chevaliers (5). Ce qui suit est encore plus étonnant : « L'an 1205, dit le même chroniqueur, on créa mille chevaliers à la cour de Saint-Martial (6) ». Que Pierre Basile eût reçu le ceinturon de la milice des mains du vicomte ou de celles de l'abbé, il n'en est pas moins certain qu'il était chevalier.

4. M. Félix de Verneilh a conjecturé que Pierre Basile était, comme Pierre Brun, son compagnon, un chevalier des environs de Châlus : la conjecture est assez vraisemblable. Mais il a cru lire, dans une vieille carte du Limousin, le nom de Basile-Champagnac, et il en a conclu que le bourg de Champagnac, situé à dix kilomètres au nord-ouest de Châlus, était l'apanage de Pierre Basile (7) : c'est une erreur. On ne lit pas sur ces anciennes cartes Basile-Champagnac, on y lit le nom de deux localités voisines qui forment deux communes différentes, et dont l'une s'appelle Saint-Basile, et l'autre Champagnac.

5. Pierre Basile, à qui Richard Cœur-de-Lion avait fait grâce,

(1) *Juvenis quidam.* (*Pièces justificatives*, n° 8.)

(2) GUILLAUME D'ANDRES, n° 14; — VINCENT DE BEAUVAIS, n° 16; — THOMAS WIKES, n° 18.

(3) « Guillelmo (Arnaldi) Ademarum vicecomes, apud Castrum de Segur cingulum militiæ tradiderat. » (GAUFRED. VOSIENS., ap. LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 332.)

(4) « Petrus abbas tunc placitum habuit cum Petro Bernardi de Vernolio, qui contra jus ex bajulo militiæ cingulum usurpaverat. » (GAUFRED. VOSIENS., ap. LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 310.)

(5) « An. 1167. — In Nativitate sancti J. Baptiste ad curiam S. Martialis ducenti XL. milites novi fiunt. » (DUPLÈS-AGIER, p. 57.)

(6) « An. 1205. — Ad curiam Sancti Martialis M. milites fuerunt. » (DUPLÈS-AGIER, p. 70.)

(7) *Bulletin monumental*, T. XIV, p. 426.

a-t-il été, après la mort du roi, écorché vif et pendu par l'ordre de Marchadier ? Roger de Hoveden, qui s'est trompé au sujet de la personnalité de Bertrand de Gourdon, pourrait bien être dans le vrai au sujet de cette circonstance relative à l'arbalétrier qui fit à Richard une blessure mortelle. En effet, un autre chroniqueur du XIII^e siècle, le moine Renier, dit que, après la prise du château de Châlus, pour venger la mort d'un si grand prince, ceux qu'on y trouva furent, les uns écorchés, les autres déchirés par divers supplices (1).

XIV

Merchadier.

Le chef de Brabançons qui se trouvait avec Richard devant le château de Châlus est appelé Marchadier (*Marchadeus*) par Roger de Hoveden et Raoul de Coggeshale ; et c'est ainsi qu'on prononce aujourd'hui ce nom, qui est assez répandu en Limousin. Toutefois la véritable orthographe est *Merchadier*. Nous avons en effet de ce célèbre routier un acte authentique, une pieuse donation à l'abbaye de Cadouin ; et, dans cet acte, on lit ces paroles : « Moi, Merchadier, *Ego Merchaderius* (2) ». De plus, deux écrivains limousins de cette époque, Geoffroy de Vigéois et Bernard Itier, l'appellent *Mercaders* (3), comme ils appellent Guillelmus *Tempers* (4) le saint évêque de Poitiers Guillaume *Tempier*.

Merchadier était, depuis quinze ans au moins, à la solde de Richard. C'est sous son couvert (*sub umbra ducis*) que, le 26 février 1184, à la tête de sa bande, il était entré en tapinois (*quasi ex obliquo*) dans la province d'Adémar, vicomte de Limoges ; et, au point du jour, favorisé par un épais brouillard, il s'empara d'Excideuil, et ravagea cruellement cette bourgade et ses faubourgs (5).

L'année précédente, au mois d'octobre, il avait porté la dévas-

(1) *Pièces justificatives*, n^o 13.

(2) *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, T. III, p. 444.

(3) LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 339, 341 ; — DUPLÈS-AGIER, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 67.

(4) LABBE, *Nova Bibliotheca*, p. 340 ; DUPLÈS-AGIER, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 65.

(5) LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 342.

tation dans les campagnes de Lubersac et de Pompadour, pillant les meubles, capturant les hommes et les animaux, n'épargnant ni les vieillards, ni les infirmes, ni les enfants, rançonnant les églises et les monastères (1). De sinistres présages, dit Geoffroy de Vigeois, avaient annoncé la venue du cruel Merchadier (2).

Quand Richard fut de retour de la croisade, en 1194, Merchadier, fidèle à son ancien maître, combattit à ses côtés contre Philippe-Auguste (3); la même année, il s'empara d'Issoudun en Berry, et y laissa garnison pour le comte du roi d'Angleterre (4).

A Châlus, Merchadier se trouve à côté de Richard quand celui-ci est atteint; c'est le chirurgien de la bande de Merchadier qui extrait le fer de la plaie; c'est Merchadier qui donne l'assaut et s'empare de la place; c'est lui qui, pour venger la mort de son maître, fait périr les assiégés par divers supplices; c'est lui qui, au mépris de la parole du roi, fait écorcher vif et pendre le chevalier qui l'avait blessé.

Merchadier ne survécut pas longtemps à son ami Richard. Le lundi de Pâques de l'année suivante (10 avril 1200), il périt à Bordeaux, assassiné par un routier aux gages de Brandin, autre chef de bande (5); et, cette même année, Adémar, vicomte de Limoges, fut tué par un fils naturel de Richard, nommé Philippe, à qui son père avait donné le château et la seigneurie de Cognac (6).

XVII

Château de Châlus.

Le 31 août 1878, nous avons fait un voyage à Châlus, pour y compléter notre étude sur la mort de Richard Cœur-de-Lion.

(1) LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 340.

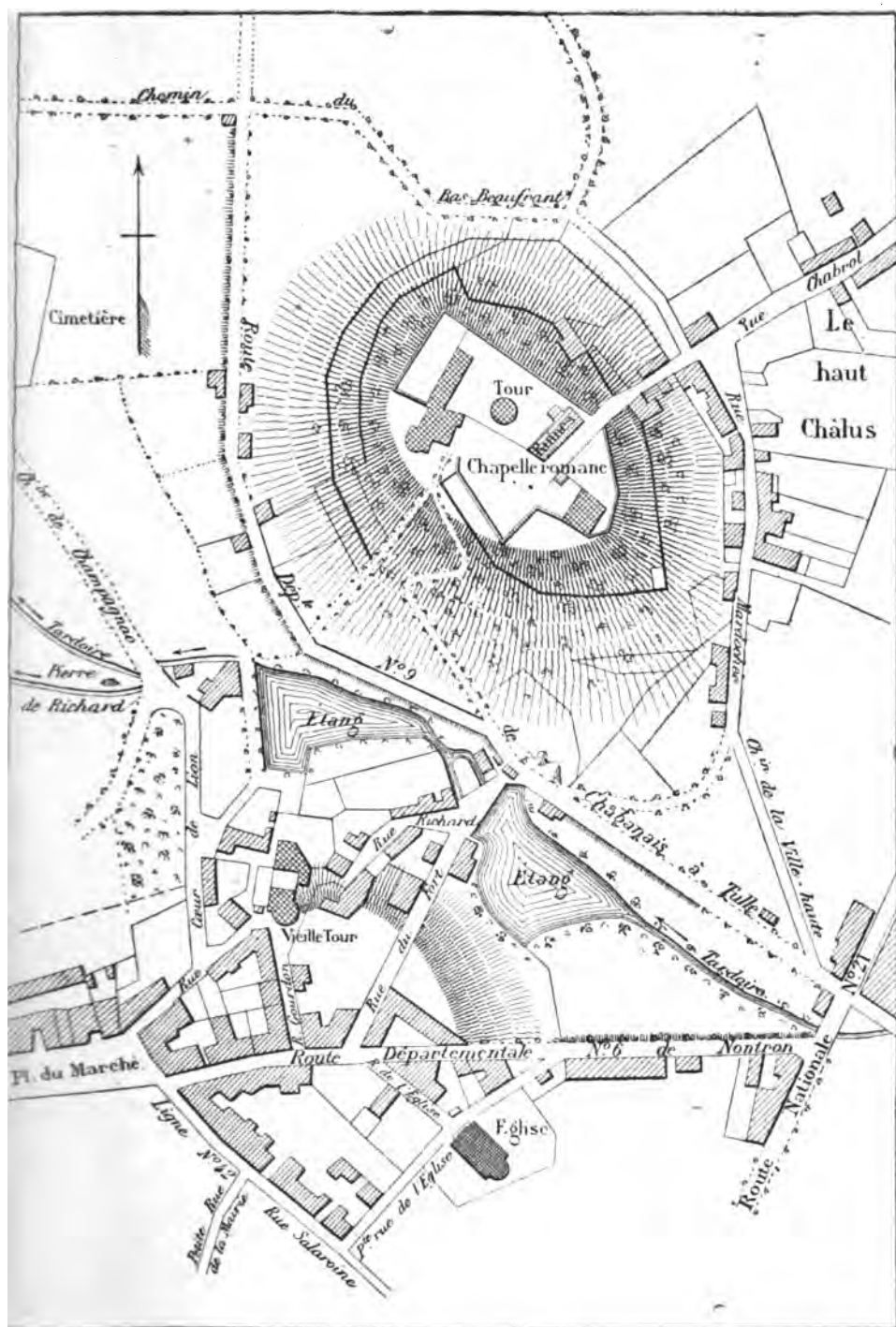
(2) Dans l'église de Lascaux (*canton de Juillac*), non loin de Pompadour, on avait vu, pendant plusieurs jours, sur le linge de l'autel, un grand nombre de croix, d'une couleur indéfinissable. (LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. II, p. 341.)

(3) ROGER DE HOVEDEN, *Historiens de France*, T. XVII, p. 570.

(4) RIGORD, *ibid.*, p. 42; — GUILL. BRIT., *ibid.*, p. 72.

(5) BERNARD ITIER, *ap. DUPLÈS-AGIER*, p. 67; — ROGER DE HOVEDEN, *Historiens de France*, T. XVII, p. 601, 603.

(6) « Eodem anno Philippus, filius Ricardi regis Angliæ nothus, cui prædictus rex pater suus dederat castellum et honorem de Cuignac, interfecit memoratum vicecomitem de Limoges in vindictam patris sui. » (ROGER DE HOVEDEN, edited by WILLIAM STUBBS, 1871, T. IV, p. 97.)



CHATEAU DE CHALUS.

(Le château indiqué, dans la planche ci-dessus, par les mots *Vieille-Tour*, est celui qui a été assiégé par Richard.)



Il y a à Châlus deux châteaux : 1° le bas-château, auprès duquel s'est bâtie la ville actuelle; 2° le haut-château, dont le bâtiment principal est occupé par les Sœurs de l'Instruction-Chrétienne du Puy, et qui forme, avec deux petits faubourgs, ce que les habitants appellent la ville haute.

1. D'après la tradition du pays, c'est du bas-château qu'est parti le carreau d'arbalète qui a blessé Richard. Dans le vallon que ce château domine, on voit un rocher grisâtre qui émerge au-dessus des herbes de la prairie, et c'est là, dit la tradition locale, que se tenait Richard quand il reçut le coup mortel. Cette tradition est très-vraisemblable. La tour que les mineurs anglais firent tomber, comme le raconte Raoul de Coggeshale (1), et comme on le voit dans la Chronique de Rouen (2), cette tour, dont la chute permit aux assiégeants de pénétrer dans la place et de s'en emparer, devait occuper l'angle nord-ouest du bâtiment rectangulaire dont on ne voit plus qu'une partie; et l'emplacement qu'elle occupait, sur la pointe escarpée de la colline, était plus rapproché du rocher où se tenait le roi que la tour qui subsiste encore.

Quant à celle-là, qui occupe l'angle sud-est du château, elle est au moins contemporaine de Richard; et on pourrait même en faire remonter la construction au XI^e siècle. Elle est de forme ronde : un rez-de-chaussée, dont la voûte est très-élevée, servait autrefois de prison. On monte dans les trois étages supérieurs, non par un escalier à vis, mais par un escalier en spirale, qui fait le tour de l'édifice; de telle sorte qu'il y a de chaque côté de l'escalier une muraille extérieure et une muraille intérieure qu'on traverse pour pénétrer dans les appartements. Cette disposition est peu commune; et c'est, paraît-il, la même disposition qui règne dans le donjon du haut-château.

Les chambres des trois étages supérieurs sont octogones, et ont une voûte en forme de coupole; dans la plus élevée on remarque une large cheminée et une fenêtre géminée en plein cintre. Du haut de la plate-forme, qui est dépouillée de ses créneaux, on jouit d'un beau coup d'œil sur le haut-château et sur la vallée où coule le ruisseau de la Tardoire.

(1) « *Præcipiens fossoribus suis, ut turrim suffoderent, atque subfossam subruerent : quod postmodum factum est.* » (*Pièces justificatives*, n° 7.)

(2) « 1199. Hoc anno, octavo idus aprilis, obiit illustris rex Ricardus, apud Chaluz, ex vulnere quod ibidem recepit, cum turrim loci subverti faceret. » (*Chronicon Rotomagense*, ap. LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. I, p. 370.)

Il ne reste actuellement que les débris d'une moitié de l'ancien château de Châlus. L'autre moitié, située au nord, et où se trouvait la tour démolie par Richard, a presque entièrement disparu : des maisons particulières en ont envahi l'emplacement, et la main des hommes et celle du temps en ont effacé les vestiges. Au reste, du côté du vallon, l'escarpement était considérable; et l'on s'explique comment les mineurs anglais ont pu facilement renverser la tour la plus avancée.

Dans le corps de bâtiment qui, du côté du sud, est attenant à l'autre tour, on remarque une fenêtre géminée, en style ogival, qui est certainement postérieure à Richard. Au bout de la muraille de l'ouest, on voit également une porte ogivale, à double rang de voussours, qui est fortifiée par un arc de décharge à plein cintre. De même que l'angle sud-ouest de ce bâtiment a été reconstruit en pierres de taille de granit, cette fenêtre et cette porte ont dû être refaites à la fin du ^{xiii}^e siècle, vers l'an 1280, lorsque le château de Châlus fut donné à maître Gérard de Maumont par Arthur, comte de Bretagne, vicomte de Limoges, et son épouse Marie (1). Ce Gérard de Maumont, clerc, d'une famille de chevaliers, était conseiller du roi de France et gouverneur de la vicomté de Limoges (2). C'est dans son château de Châlus que Gérard de Maumont reçut, en 1285 et 1290, Simon, archevêque de Bourges (3); c'est dans son château de Châlus-Chabrol qu'il mourut en 1299 (4).

Du rocher où, d'après la tradition du pays, Richard fut blessé, on embrasse d'un coup d'œil et le bas-château, d'où partit le carreau d'arbalète, et le haut-château, dont le donjon, avec la brèche qu'on remarque au dernier étage, fait un effet très-pittoresque.

2. Le haut-château, placé au sommet d'une colline que le ruisseau de la Tardoire sépare de la ville, se compose d'abord d'un bâtiment flanqué d'une tour du ^{xiii}^e siècle, qui menace ruine; puis, sur le même plan, à l'ouest, s'élève un édifice moderne (^{xvii}^e siècle), où la famille de Bourbon-Châlus entretient des Sœurs de l'Instruction-Chrétienne du Puy.

(1) « Anno Domini M^o CC^o octuagesimo, Arturus, comes Britannie et vicecomes Lemovicensis, et Maria, uxor sua, Castrum Lucii cum omni honore suo dat in beneficium magistro G. de Malo-Monte. » (DUPLÈS-AGIER, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 176.)

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 134.

(3) BALUZE, *Miscellan.*, T. IV, p. 290, 355.

(4) DUPLÈS-AGIER, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 185.

Au sommet du plateau, le donjon, isolé de toutes parts, se dresse fièrement à vingt-cinq mètres de hauteur, et domine toute la contrée. Il est en style roman, et paraît remonter, comme la tour du bas-château, au ^{xr} siècle. Il est de forme ronde, et mesure trente mètres de circonférence. Il n'a point de porte au rez-de-chaussée; on y entre, comme dans beaucoup d'autres tours de cette époque, par une porte pratiquée au premier étage. Un escalier en spirale, semblable à celui dont nous avons déjà parlé, conduit aux appartements supérieurs. Au dernier étage, une large brèche, qui se produisit à une date mémorable, dans la nuit du 4 septembre 1870, permet de voir dans l'intérieur. On remarque dans cette tour une fenêtre géminée à plein cintre.

Près du donjon, à droite, on voit les ruines d'une église romane qui se composait de trois travées, d'un chœur et d'une abside à trois pans coupés. Cette église est antérieure à Richard. C'est dans le chœur de cette église que les entrailles du roi ont dû être inhumées.

Une porte ogivale, ouverte après coup dans le chœur, du côté gauche, formait une entrée réservée aux gens du château.

Sur la colline, on trouve deux petites rues qui appartiennent à la ville haute; d'abord la rue *Chabrol*, qui rappelle l'ancien nom du château, *Châlus-Chabrol*; puis la rue *Mardochee*, qui vient sans doute, par corruption, du nom de *Marchadée* ou *Marchadier*, ce chef de Brabançons qui se trouvait avec Richard au siège de Châlus.

Dans la ville proprement dite, auprès du bas-château, le nom de plusieurs rues rappelle le grand événement historique qui a rendu cette contrée illustre : ce sont les rues *Cœur-de-Lion*, *Richard*, *Gourdon* (qu'il faudra nommer *Pierre-Basile*), puis la rue *Salardine*, qui dérive de Saladin, vainqueur de l'Orient, et vaincu par Richard.

3. Ce fut la destinée de ce prince de trouver la mort dans une petite guerre faite à un de ses vassaux rebelles. C'est au pied de cette bicoque de Châlus, dans un coin obscur du Limousin, que le héros de la troisième croisade devait terminer sa vie aventureuse. C'est là que devait tomber le vainqueur de Saladin, « ce roi des Anglais qui, selon l'expression d'un chroniqueur, ne fut vaincu que par le souverain Juge (1) », celui, dit un autre chroniqueur,

(1) « MCXCIII. In hoc anno obiit Richardus, rex Anglorum, solo a summo judice superatus. » (*Chronica Andegav.*, ap. LABBE, *Nova Bibliotheca*, T. I, p. 290.)

« qui inspirait des sentiments de crainte et d'admiration à presque tout l'univers (1) ». C'est là que « la flèche de Limoges devait tuer le lion d'Angleterre », celui qui avait rempli l'Europe et l'Orient du bruit de ses exploits ; celui qui, sur les rives de la Syrie, s'était acquis une telle renommée, que, cent ans après sa mort, les cavaliers sarrasins se servaient de son nom pour gourmander leurs chevaux, et les mères pour effrayer leurs enfants.

C'est là que ce cœur invincible, ce *Cœur-de-Lion*, accoutumé aux traits héroïques de bravoure, couronna sa carrière chevaleresque par un trait héroïque de charité. Grâce aux inspirations de sa foi, devenant plus grand que lui-même, il pardonna sa mort à celui qui en était l'auteur ; et, pour prouver la sincérité de son pardon, non-seulement il ordonna qu'on le mît en liberté, mais il lui fit remettre une forte somme d'argent (2). Richard, sur son lit de mort, nous apparaît plus triomphant qu'à Saint-Jean-d'Acre et à Jaffa, plus victorieux que dans les campagnes d'Arsur, car « celui qui triomphe de lui-même est plus grand que celui qui prend d'assaut des villes fortifiées (3) ». Cela fait espérer que les faiblesses de sa vie auront été rachetées par les sentiments de repentir et de piété qu'il manifesta à l'heure de la mort ; cela nous autorise à penser qu'il aura été reçu avec miséricorde par Celui qui a dit cette parole : « Pardonnez, et il vous sera pardonné ».

(1) « Cum itaque ipsum Regem Richardum Angliæ fere totus vel timeret vel prædicaret orbis, subito de hac vita raptus est. » (*Pièces justificatives*, n° 14.)

(2) Cent schellings. — Ce trait a fait admirer la générosité de son caractère. (FALCONNET, *Mém. de l'Acad. des Inscriptions*, T. XVII, p. 168.)

(3) « Melior est... qui dominatur animo suo, expugnatore urbium. » (*Proverb.*, XVI, 32.)

APPENDICE

ARTICLE 1^{er}

LÉGENDES SUR RICHARD CŒUR-DE-LION

Richard Cœur-de-Lion est un personnage légendaire sur lequel l'imagination des peuples a brodé des faits merveilleux : on a poétisé ses faits d'armes, sa captivité et sa sortie de prison ; on a surtout poétisé sa mort.

1. Et d'abord on a poétisé ses faits d'armes. Un historien du dernier siècle, après avoir raconté quelques exploits de Richard en Orient, ajoute ces paroles : « On oserait à peine rapporter ses autres exploits, et on craint que ses historiens n'en aient fait un héros de roman. Il ne faut pourtant pas supprimer tout ce qui paraît incroyable, et rien quelquefois n'est plus vrai que ce qui semble le moins vraisemblable (1) ».

2. On a poétisé sa captivité et sa sortie de prison. Richard, qui était poète à ses heures, et qui a mérité de prendre rang parmi nos troubadours, a composé sur sa captivité un petit poème assez remarquable (2). La légende de sa sortie de prison est trop poétique pour être vraiment historique. On lit dans une ancienne chronique qu'un troubadour, très-attaché à Richard, et qui avait composé avec lui quelques poésies, le cherchait partout en Allemagne, s'informant de tout ce qui pourrait le mettre sur sa trace. On lui indique, en Autriche, un château-fort, dans lequel se trouvait un prisonnier de distinction. Il s'y rend aussitôt. Arrivé au pied de la tour, Blondel (c'était son nom) se met à chanter une chanson en langue romane, qu'il avait composée autrefois avec Richard. A peine a-t-il chanté le premier couplet, qu'on lui répond

(1) DE LARREY, *Histoire d'Angleterre* : Rotterdam, 1707, in-fol., T. I, p. 440.

(2) Voir *Pièces justificatives*, n° 32.

de la tour en lui chantant le second. Blondel reconnaît le roi à ce signe, et se hâte de donner avis aux grands du royaume d'une si importante découverte (1). Assurément il y a là beaucoup de poésie, mais y a-t-il autant de vérité ?

3. On a poétisé la mort de Richard, et sa fin précoce a servi de thème à de curieuses légendes.

Citons d'abord ce que raconte, dans ses Annales, Godefroy, moine de Saint-Pantaléon de Cologne, écrivain du ^{xiii}^e siècle (1237) :

« Richard faisait le siège d'un certain château [situé dans le territoire] de Limoges. Il en faisait le tour, cherchant le lieu le plus favorable pour donner l'assaut, lorsqu'il fut frappé d'un trait mortel ; et ce ne fut pas sans un secret jugement de Dieu, comme le prouve le fait suivant : — un certain évêque avait, sans aucun motif, encouru sa disgrâce. Richard le persécuta tellement qu'il le chassa de son siège, en lui défendant de se présenter jamais devant ses yeux. Cet évêque se rendit à Rome, auprès du Pape. Un jour qu'il se tenait devant un autel, — au moment même où Richard mourut d'un coup de flèche, — il vit ce même trait tomber au bord de l'autel. Un billet s'y trouvait attaché, portant ces paroles de la prédiction qu'avait faite autrefois Merlin : « Le trait de Limoges a tué le lion d'Angleterre » : — « *Telum Limogiæ occidit leonem Angliæ* (2) ».

Citons encore le trait suivant :

Un saint personnage, ami de Richard Cœur-de-Lion, Hugues, évêque de Lincoln, ressentit un trouble extraordinaire dans la nuit même où mourut le roi ; on expliqua ce trouble par la coïncidence de cet événement. Laissons la parole au biographe de saint Hugues de Lincoln :

« Une nuit que de graves soucis et de vives sollicitudes assié-

(1) MILLOT, *Histoire littéraire des Troubadours*, T. I, p. 57.

(2) « Dum quoddam castrum, Limogiæ scilicet, obsideret, et circuiens quæreret ubi assultus opportunos faceret, telo lethaliter percutitur, quod non sine iudicio factum hoc modo probatur. Siquidem episcopus quidam dum sine causa offensam ejus incurrisset, in tantum eum est persecutus, ut a propria sede eum exturbaret, præcipiens ei ne deinceps ejus se oculis offerret. Ille, Romam progressus, ad Apostolicum se contulit. Qui dum quadam die astaret altari, ipso momento quo Ricchardus obiit telo, videt ipsum telum secus altaris crepidinem lapsum, cui charta fuerat innexa, secundum vaticinium Merlini olim prædictum : « *Telum Limogiæ occidit leonem Angliæ* ». (GODEFRID., in *Annal.*, an. 1198, ap. MANSI, *Annal. Baronii*, T. XX, p. 56.)

geaient son esprit et le fatiguaient d'une manière inaccoutumée, comme il ne pouvait les chasser en raison de leur tumulte et de leur importunité, il ressentit une angoisse extraordinaire. Mais bientôt, revenant à lui-même, il se frappe la poitrine, il pousse de longs gémissements : de grand matin il fait venir son confesseur, il lui déclare qu'il a beaucoup péché, parce qu'il n'a pas jeté toutes ses inquiétudes dans le sein de Dieu, comme il convient à un chrétien de le faire ; mais qu'il s'était tourmenté et fatigué vainement, comme s'il n'eut compté que sur ses propres forces ; et toutefois qu'il s'était trouvé dans un pas si dangereux, que, si les cheveux lui eussent blanchi à cause de ses soucis, il n'y aurait eu là rien d'étonnant. — On apprend plus tard que c'était dans cette même nuit que le roi Richard était mort ; et c'est ainsi que ce trouble si extraordinaire et si véhément du saint homme ne fut pas exempt du mystère (1). »

Richard délivré du purgatoire.

Mathieu Paris raconte que, d'après une vision de Henri, évêque de Rochester, Richard fut délivré, trente-trois ans après sa mort, des peines du purgatoire, et il ajoute le récit d'une poétique légende, dont le fond a dû être emprunté à la vie de saint Jean-Galbert. Mais laissons parler cet historien :

« Vers le même temps (mars 1232), Henri, évêque de Rochester, après avoir célébré la cérémonie de l'ordination à Sidingburn, devant l'évêque nouvellement élu de Cantorbéry, le samedi où l'on chante : *Sitientes, venite ad aquas* (2), dit d'un air profon-

(1) « Nocte quadam, cum graves curæ et sollicitudines præter morem animum ejus distraherent et infestarent, easque pro tumultu earum et importunitate excutere non valeret, admodum cœpit animo perturbari. Sed illico ad se reversus, pectus percutit, graviter ingemiscit, primo mane confessarium accersit, valde se peccasse pronuntiat, quod non ita ut decet hominem christianum, omnem curam suam jactasset in Dominum ; sed, perinde ac si propriis adinventionibus ipsi fidendum foret, discrucuari et angui inaniter cœpisset : revera tamen in tam periculoso tum erat itinere, ut, si præ curis canuissêt, mirum videri non debuerit. Compertum est postea illa eadem nocte mortuum fuisse Ricchardum regem. Nec mysterio vacavit viri sancti turbatio tam insolita, tam vehemens. » (Ap. SURIUM, T. VI, die 16 novembris ; — *Annales Baronii*, MANSI, T. XX, p. 56.)

(2) Paroles d'Isaïe, LV, 1. — M. Huillard-Bréholles a traduit de la sorte : « Venez aux eaux desséchées ». (MATHIEU-PARIS, T. III, p. 473.)

dément convaincu, pendant qu'il prêchait devant le clergé et le peuple, ces paroles : « Mes frères, qui êtes ici présents, réjouissez-vous tous dans le Seigneur. Sachez à n'en pas douter que le même jour sont sortis du purgatoire, pour être admis à contempler la divine Majesté, le feu roi des Anglais Richard, — Etienne, archevêque de Cantorbéry, et un chapelain du même archevêque. Et, ce même jour, eux trois seulement sont sortis de ce lieu de supplices. Et, afin que vous donniez une foi pleine et entière à mes paroles, sachez que ce fait m'a été révélé à moi et à une autre personne dans une vision qui s'est renouvelée trois fois, mais avec une telle clarté que tout doute et toute incertitude se sont éloignés de mon esprit. »

Puisque nous faisons ici mention du glorieux roi Richard, racontons, pour l'édification des lecteurs, une de ses actions qui, pensons-nous, a été agréable à Dieu :

Le Chevalier exilé.

Pendant le règne dudit roi Richard, un chevalier du royaume d'Angleterre, habitant dans la Forêt-Neuve, qui, depuis longtemps avait l'habitude de chasser clandestinement le gibier royal, fut saisi un jour, avec la venaison dont il venait de s'emparer, et relégué en exil par le jugement de la cour du roi. En effet, le roi Richard, très-clément pendant la paix, avait tempéré la rigueur de la loi sur la maraude du gibier royal. Sous les rois ses prédécesseurs, tout homme surpris en fraude de venaison était condamné soit à avoir les yeux crevés, soit à être mutilé, soit à perdre les pieds ou les mains. Mais de pareilles lois parurent trop inhumaines au pieux roi Richard : il ne voulut pas que des hommes créés à l'image de Dieu perdissent la vie ou les membres pour des bêtes, qui, d'après la loi naturelle, sont données à tous en général ; et il craignit, en faisant observer cette loi, d'être plus mauvais que les bêtes sauvages.

Il jugea que la réparation serait suffisante si ceux qui étaient pris pour un délit de cette nature étaient condamnés ou à sortir d'Angleterre, ou à subir un emprisonnement, ou à payer une certaine amende, en conservant la vie et les membres. Le chevalier dont nous avons parlé fut donc envoyé en exil, et forcé, avec sa femme et ses enfants, de mendier son pain au milieu des étrangers, lui qui jouissait auparavant de toutes les délicatesses du luxe. Enfin ce chevalier, rentrant en lui-même, songea à

implorer la miséricorde du roi, pour mériter d'être réintégré dans l'héritage qu'il avait perdu. Etant venu trouver le roi en Normandie, il le rencontra de grand matin dans une église où il était venu entendre la messe. Le chevalier entra tout tremblant dans l'église, n'osant pas lever les yeux sur le roi, parce que, si Richard était le plus beau des hommes, parfois il paraissait terrible. Alors le chevalier se dirigea vers un crucifix qui était dans l'église, et, faisant de fréquentes génuflexions en versant des larmes, il suppliait humblement le Christ que, par sa clémence ineffable, il obtînt miséricordieusement la grâce du roi, de manière à recouvrer l'héritage qu'il avait perdu. Le roi, regardant attentivement ce chevalier qui priait avec larmes et avec une dévotion sincère, s'aperçut d'un prodige digne d'être rapporté. Toutes les fois que ce chevalier (que le roi ne savait pas être son vassal) fléchissait les genoux pour adorer l'image du Christ, le Christ, à chacune de ses génuflexions, inclinait la tête et le cou assez bas; et le roi, qui vit plusieurs fois ce prodige avec étonnement, en fut saisi d'admiration. Aussitôt que la messe fut achevée, le roi fit venir ce chevalier pour lui parler, et lui demanda avec intérêt, qui il était, et d'où il venait. Celui-ci répondit au roi, non sans trembler : « Seigneur, je suis votre homme-lige, ainsi que tous mes ancêtres l'on été ». Et alors, commençant son récit, il raconta au roi comment il avait été surpris en fraude de venaison, et pour cela deshérité, et exilé avec sa famille. Le roi dit au chevalier : « N'as-tu pas fait dans ta vie quelque bonne œuvre par égard et par respect pour la sainte Croix ? » Alors le chevalier, cherchant dans les souvenirs de sa vie passée, raconta au roi l'action suivante, qu'il avait faite en l'honneur du Dieu mort sur la croix :

« Mon père, dit-il, et un autre chevalier possédaient par moitié un manoir qu'ils tenaient de droit héréditaire. Mon père abondait en toutes sortes de biens : l'autre chevalier, au contraire, était pauvre et indigent. Dévoré par l'envie, il tendit des embûches à mon père, et le tua. A cette époque, je n'étais qu'un enfant; mais, quand j'eus atteint l'âge d'homme, et quand j'eus été mis en possession de l'héritage paternel, je résolus fermement dans mon cœur de venger mon père en tuant ce chevalier. Il fut averti de mon dessein, et il évita adroitement, pendant plusieurs années, tous les pièges que je lui tendais avec ardeur. Un jour enfin (c'était le Vendredi-Saint, où Jésus-Christ fut attaché à la croix pour le salut du monde), je me rendais à l'église pour entendre le service divin, lorsque j'aperçus mon ennemi qui

me précédait, se dirigeant également vers l'église : je tirai mon épée, et courus après lui pour le tuer. Cet homme, s'étant retourné par hasard, et me voyant accourir à grands pas, se réfugia vers une croix qui s'élevait le long du chemin, car il était si vieux qu'il ne pouvait se défendre. Au moment où, levant l'épée, je me disposais à tuer ce malheureux, qui tenait embrassé le bois de la croix, il me conjura, au nom de ce Dieu crucifié qui était mort en ce jour sur la croix pour le salut du monde entier, d'épargner ses jours, faisant vœu et promettant solennellement d'instituer à perpétuité un chapelain qui prierait pour les morts, à l'intention de l'âme de mon père qu'il avait tué. A la vue de ce vieillard qui pleurait, mes entrailles s'émurent : je fus vaincu par la pitié, et je remis mon épée dans le fourreau, ne voulant pas faire de mal à cet homme. Ainsi, par respect et par amour pour la croix qui vivifie, j'ai pardonné à ce vieillard la mort de mon père. » — A ces mots, le roi s'écria : « Tu as agi sagement, et aujourd'hui le Christ mort sur la croix t'a rendu le bien pour le bien ». Aussitôt il appela les évêques et les barons qui l'accompagnaient, et leur révéla à tous la vision qu'il avait eue ; comment, à chacune des génuflexions du chevalier, l'image du Christ inclinait la tête et le cou assez bas. Puis le roi fit venir son chancelier, et lui dit : « Adressez au vicomte que ce chevalier vous nommera des lettres-patentes par lesquelles vous lui ordonnerez, aussitôt qu'il les aura reçues, de rendre à ce chevalier sa terre dans son intégrité, et dans l'état où elle se trouvait quand il fut envoyé en exil ». Cet acte de miséricorde et plusieurs autres bonnes œuvres faites par le pieux roi Richard lui valurent, nous le croyons (dit Mathieu Paris), d'être délivré plus tôt des supplices du purgatoire et des périls de la damnation (1). »

On lit dans la Vie de saint Jean Galbert le trait suivant : Hugues, son unique frère, ayant été tué par un de ses cousins, — Jean Galbert, armé et environné de soldats, rencontra un jour le meurtrier de son frère seul et sans armes. C'était un Vendredi-Saint. L'homicide, s'étant mis à genoux, et ayant demandé pardon, les bras en croix, — Jean, par respect pour la Sainte-Croix et pour un jour si saint, lui fit grâce de la vie ; puis, étant entré pour prier dans l'église de Saint-Miniat (voisine de Florence), il vit l'image du Christ qui inclinait la tête, comme pour

(1) MATHIEU-PARIS, édit. 1644 : Paris, in-fol, p. 256, *Pièces justificatives*, n° 29. — Nous avons utilisé, en la modifiant quelquefois, la traduction de M. Huillard-Bréholles. (T. III, p. 473.)

le féliciter de sa belle action (1). Ce fait, qui date du *xi^e* siècle, a pu servir de thème à la légende du *Chevalier exilé*. »

ARTICLE 2

ÉPITAPHES DE RICHARD CŒUR-DE-LION

Nous allons rapporter et traduire quelques épitaphes de Richard que nous trouvons : 1^o dans Mathieu Paris ; 2^o dans Roger de Hoveden ; 3^o dans Henry de Knyghton ; 4^o nous ajoutons le texte d'une épitaphe que nous avons découverte dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale :

1^o *Épitaphes de Richard d'après Mathieu Paris.*

Pictavis exta ducis sepelit, tellusque Chalucis ;
Corpus dat claudi sub marmore Fontis Ebraudi ;
Neustria tuque tegis cor inexpugnabile regis ;
Sic loca per trina se sparsit tanta ruina,
Nec fuit hoc funus cui sufficeret locus unus.

Aliusque super hoc damnoso et irrestaurabili funere sic satis eleganter ait versificator :

*A Chalus cecidit rex regni cardo Richardus ;
His ferus, his humilis, his agnus, his leopardus ;
Casus erat (2) lucis Chaluz : per sæcula nomen
Non intellectum fuerat ; sed nominis omen
Nunc patuit (3) ; res clausa fuit, sed, luce cadente,
Prodiit in lucem, pro casu lucis adeptæ (4).*

En voici la traduction :

« 1. Le Poitou et la terre de Châlus couvrent les entrailles du

(1) *Bréviaire romain*, 12 juillet.

(2) Il y a *casus erit* dans l'édition de Londres (1874) et dans l'édition de Paris (1844) : il faut *casus erat*, comme on le voit dans le manuscrit 14,663 (fol. 175) de la Bibliothèque nationale.

(3) Il y a *non potuit* dans l'édition de Paris, et *non patuit* dans l'édition de Londres : il faut *nunc patuit*, comme le sens l'exige, et comme on le trouve dans le manuscrit cité plus haut.

(4) Il y a *lucis adeptæ* dans l'édition de Paris et dans l'édition de Londres : le manuscrit déjà cité porte *lucis adeptæ*. — Voir *Pièces justificatives*, n^o 5.

duc; il a donné son corps pour être renfermé sous le marbre de Fontevraud. Et toi, Neustrie, tu possèdes le cœur invincible du roi. C'est ainsi qu'une si grande ruine s'est dispersée en trois lieux différents : un seul lieu ne suffisait pas à de telles funérailles.

» Un autre versificateur a composé l'épitaphe suivante :

» 2. A Châlus est tombé le roi Richard, le pivot du royaume. Pour les uns, il était terrible; pour les autres, il était doux. Pour ceux-ci, c'était un agneau; pour ceux-là, c'était un léopard. Chaluz voulait dire « chûte de la lumière ». Ce nom n'avait pas été compris dans les siècles passés; mais le présage que renfermait ce nom est maintenant dévoilé. Longtemps ce secret fut caché; mais, quand la lumière tomba, ce présage fut mis en lumière, comme pour compenser la perte de la lumière qui était enlevée. »

2. *Epitaphes de Richard d'après Roger de Hoveden.*

De morte autem illius quidam sic ait :

In hujus morte perimit formica leonem :
Proh dolor ! in tanto scelere mundus obit.

Et alius sic :

Virus, avaritia, scelus, enormisque libido,
Fœda fames, atrox elatio, cœca cupido,
Annis regnarunt his quinis : arcubalista
Arte, manu, telo, prostravit viribus ista.

Et alius sic :

Si genus et probitas metas transcendere mortis
Possent, intrassem non ego mortis iter.
Stare putas hominem, cui mors ab origine finem
Nunciat, et « meus est, ingeminat, meus est ! »
Longa manus morti ; mors fortior Hectore forti ;
Expugnant homines oppida, mors homines (1).

« 1. Dans la mort de ce [héros], la fourmi a tué le lion. O douleur ! dans de si grandes funérailles, le monde entier semble mourir.

» 2. Le poison (2), l'avarice, le crime, la passion effrénée, — la honteuse faim [des richesses], l'orgueil farouche, la cupidité aveugle, — ont régné deux fois cinq ans : un arbalétrier, — par

(1) Voir *Pièces justificatives*, n° 1.

(2) M. Henri Martin a traduit ainsi : *L'adultère*, etc. T. III, p. 558.

son adresse, par son bras, par son trait, par sa vigueur, a abattu tout cela.

» 3. Si la noblesse, si la valeur pouvaient mettre des bornes à l'empire de la mort, je n'eusse pas suivi le sentier du trépas.

» Pensez-vous que l'homme puisse rester debout, lui à qui, dès sa naissance, la mort annonce sa fin : « Il est à moi ! répète-t-elle ; oui, il est à moi ! »

» Oh ! la mort a le bras bien long ! la mort est plus forte qu'Hector le fort ; — les hommes attaquent les forteresses, et la mort prend les hommes d'assaut ! »

3^e *Épitaphe rapportée par Henry de Knyghton.*

Viscera Carleolum, corpus fons servat Ebrardi,
Et cor Rotomagum, magne Ricarde, tuum.
In tria dividitur unus, quia plus fuit uno,
Nec superest uno gratia tanta viro.
Christe, tui calicis prædo fit præda Calucis,
Ære brevi deicis (1) qui tulit æra crucis.
Hic, Ricarde, jaces : sed mors si cederet armis,
Victa timore tui, cederet arma tuis (2).

Ces vers, rapportés aussi par Brompton (3), sont attribués par quelques écrivains à Geoffroy Vinesauf. On les trouve en effet, sous le nom de cet auteur, à la suite de son *Itinéraire de Richard à Jérusalem*, et de son *Poème sur la mort de Richard*. Mais on ne cite que les vers suivants :

Versus ejusdem de eodem rege :

Rex Richarde, jaces : quod si mors cederet armis,
Victa timore tui, cederet ipsa tuis.
Viscera Caroleum, corpus fons servat Ebulfi,
Et cor Rothomagum, magne Richarde, tuum.
In tria dividitur unus, qui plus erat uno (4).

Quoi qu'il en soit, voici la traduction des vers que rapporte Henry de Knyghton :

(1) On trouve cette variante dans les *Annales de Waverley* :

Ære brevi ruit is, qui tulit æra crucis.

(Pièces justificatives, n° 19.)

(2) *Pièces justificatives*, n° 25.

(3) *Id.*, n° 24.

(4) Ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, vol. II, p. 433.

« 1. Châlus garde tes entrailles, Fontevraud garde ton corps;
et Rouen, ô grand Richard, conserve ton cœur. »

Ou encore :

« Tes entrailles sont à Châlus,
A Fontevraud ton corps demeure ;
Et Rouen [ta ville fidèle],
O Richard, conserve ton cœur ».

« 2. Un seul homme est divisé en trois, parce qu'il était plus
qu'un seul homme : et à un seul homme n'est pas réservée une si
grande faveur.

» 3. O Christ, le voleur de ton calice devient la proie de Châlus :
tu rejettes [de ce monde] avec une pointe d'airain celui qui pillà
l'airain de tes croix. »

Ou encore :

« O Christ ! celui qui vola ton calice
Sous les murs de Châlus reçut le coup mortel :
Un morceau d'airain fit justice
De celui qui pillà l'airain de ton autel ».

« 4. O Richard, tu es couché là [dans le tombeau] ; mais, si la
Mort pouvait être vaincue, effrayée à ton approche, devant toi
elle mettrait bas les armes. »

De Larrey a traduit ce dernier distique par le quatrain
suivant :

« Richard, ton ombre ici réduite
De la mort a subi la loi :
Mais la mort fuirait devant toi
Si rien pouvait la mettre en fuite ».

*4^e Épitaphe de Richard d'après un manuscrit de la Bibliothèque
nationale.*

Nous avons découvert, dans un manuscrit de la Bibliothèque
nationale, l'épitaphe suivante de Richard :

Epitaphium inclite recordationis Ricardi, conda[m] regis Anglie,
dicti Cor leonis :

A Chalus cecidit rex regni cardo Ricardus ;
His ferus, his humilis ; his agnus, his leopardus.
Causus erat lucis Chalus : per secula nomen
Ignotum fuerat ; sed certum nominis omen (1)

(1) Mathieu Paris rapporte ainsi ce vers :

« Non intellectum fuerat : sed nominis omen... »

Nunc patuit ; res clausa fuit, sed, luce cadente,
Prodiit in lucem pro casu lucis adempte.
Anno milleno ducenteno minus uno,
Ambrosii festo, decessit ab orbe molesto.
Pictavis exta ducis sepelis, rea terra Calucis ;
Neustria tuque tegis cor inexpugnabile regis ;
Corpus dat claudi sub marmore Fontis Ebraudi.
Sic loca per trina se sparsit tanta ruina,
Nec fuit hoc funus cui sufficeret locus unus.
Ejus vita brevis cunctis plangetur et evis (1).

Il y a là quelques variantes avec les épitaphes publiées par Mathieu Paris. On y lit, en outre, trois vers qui ne se trouvent pas ailleurs. Dans l'un de ces vers, on place la mort de Richard au jour de la fête de saint Ambroise, que l'on célébrait à Paris le 4 avril. Le dernier vers est remarquable : « Sa vie a été courte, mais il sera pleuré dans tous les siècles ».

ARTICLE 3

POÈMES SUR LA MORT DE RICHARD

Nous nous bornerons à citer deux poèmes sur la mort de Richard Cœur-de-Lion : l'un, en latin, a été composé par Geoffroy Vinesauf ; l'autre, en langue romane, est l'œuvre d'un célèbre troubadour limousin, Gaucelm Faydit, né à Uzerche.

1^o Poème de Geoffroy Vinesauf sur la mort de Richard.

Geoffroy Vinesauf, historien et poète normand, qui florissait sous le règne de Philippe-Auguste, l'auteur d'un *Itinéraire de Richard, roi des Anglais, à Jérusalem* (2), a composé un petit poème sur la mort de ce prince. En voici la traduction :

« O Neustrie, [autrefois] défendue par le bouclier du roi Richard, maintenant sans défense, témoigne ta douleur par tes gestes [de désespoir].

» Que tes yeux répandent des larmes, que la pâleur altère ton

(1) *Fonds latin*, n^o 14,663, fol. 175 (xv^e siècle).

(2) AP. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, T. II, p. 245-429.

visage, que la torture noue tes doigts, que la douleur fasse saigner ton cœur, et que tes cris frappent les airs!

» Tu pérís tout entière par sa mort : sa mort ne fut pas la sienne, mais la tienne; ce ne fut pas une mort isolée, ce fut une mort publique.

» O jour lamentable de Vénus (*vendredi*)! ô mauvaise étoile! Ce jour devint ta nuit, et cette Vénus un poison : celle-ci fit la blessure ; mais ce jour, le plus mauvais des jours, le premier en avant de ce onzième jour, qui, mauvais père de la vie, en tarit le cours : l'un et l'autre jour furent homicides par une horrible tyrannie.

» Celui qui était renfermé [dans des murailles] a percé d'un trait celui qui n'était pas protégé ; celui qui était à couvert a blessé celui qui marchait à découvert ; celui qui observait a frappé celui qui n'était pas sur ses gardes ; le chevalier armé de toutes pièces a frappé celui qui était sans armes ; [le sujet] a frappé son roi !

» Pourquoi donc, ô chevalier, chevalier félon, chevalier de perfidie, honte de l'univers, chevalier déshonneur de la chevalerie (*unica sordes*), ouvrage des mains royales, pourquoi as-tu osé le frapper de la sorte ? Pourquoi, ô chevalier, as-tu osé commettre ce crime ? — O douleur ! — mais c'est plus qu'une douleur ! — O mort ! cruelle mort ! plutôt au ciel que tu fusses morte !

» Pourquoi t'es-tu souvenue de lui, et as-tu osé [commettre] un si grand forfait ? Il t'a plu d'enlever le soleil, et de condamner la terre aux ténèbres ? Sais-tu quel est celui que tu nous a ravi ? C'était un flambeau pour nos yeux, une douceur pour nos lèvres, une admiration pour notre esprit. O mort impie, qui as-tu ravi ? C'était le maître en fait d'exploits, c'était la gloire des rois, les délices du monde ; il ne pouvait rien ajouter à sa gloire. Il fut tout ce que la nature put faire [de plus grand] ; mais c'est pour cette raison que tu nous l'as ravi : tu choisis les choses de prix ; mais, pour les choses viles, tu les dédaignes et tu les délaisses.

» Et je me plains aussi de toi, ô Nature ! N'étais-tu pas avec lui lorsqu'il était encore un enfant pur et innocent ; lorsque, à peine née, tu étais couchée dans un berceau, pleine de soins pour lui ; et tes égards ne lui ont pas manqué avant sa vieillesse. Pourquoi un si grand effort a-t-il introduit cette merveille dans le monde, puisque une heure si courte devait le ravir ? Il t'a plu, ô Nature, de donner au monde un si grand ouvrage, et de retirer ensuite ta main, c'est-à-dire de donner et de retirer ce don ? Pourquoi as-tu irrité l'univers ? Ou bien rends celui qui est enseveli, ou formes-en un semblable. Mais cela n'est pas en ton pouvoir. Tout ce

qu'il y avait en toi d'admirable, de précieux, tu l'as dépensé pour lui : des trésors de délices ont été là épuisés ; tu étais devenue très-riche par cet ouvrage : tu sens que tu deviens très-pauvre par suite de cette perte. Si auparavant tu as été heureuse, tu deviens d'autant plus misérable que tu as été plus heureuse autrefois.

» Ah ! s'il est permis, j'accuse Dieu lui-même... : « O Dieu, le
» meilleur des êtres, pourquoi perds-tu ta gloire, pourquoi
» renverses-tu l'ami de l'univers ? Si tu y fais attention, ta
» ville de Jaffa parle en faveur de son roi, cette ville qu'il a dé-
» fendue tout seul contre des milliers d'ennemis, — et la ville
» d'Acre aussi plaide sa cause, car c'est lui qui, par son courage,
» te l'a rendue. Et les ennemis de la croix ! il les a tellement
» effrayés de son vivant qu'ils le redoutent encore après sa mort.
» C'est sous son règne que tes domaines ont été en sûreté.

» Si, comme on doit le croire, tu es un Dieu fidèle et exempt
» de malice, pourquoi donc as-tu abrégé ses jours ? Tu aurais
» pu épargner [cette douleur] au monde : le monde avait besoin
» de lui. Mais tu aimes mieux qu'il soit avec toi qu'avec lui : tu
» aimes mieux enrichir le ciel que le monde.

» Seigneur, s'il est permis de le dire, je le dirai avec le respect
» que je te dois. Tu pouvais faire cela plus convenablement ;
» tu pouvais moins te hâter ; [tu pouvais du moins attendre]
» qu'il eût mis un frein [à la fureur] des ennemis, et cela aurait
» été fait sans aucun retard. La chose allait s'accomplir : alors
» il aurait pu s'en aller d'une manière plus honorable et re-
» tourner vers toi. Mais en cela tu nous a donné à comprendre
» combien les joies de ce monde sont éphémères, et combien sont
» nombreux ses jours de larmes et de deuil (1). »

*2^e Complainte historique de Gaucelm Faydit, troubadour limousin,
sur la mort de Richard Cœur-de-Lion.*

Oh ! le triste événement ! c'est la plus grande perte
Et la plus grande peine, hélas ! que j'ai jamais éprouvée !
Ce malheur dont je me plaindrai en tout temps avec des larmes
Je m'en vais le dire et le raconter dans mes chants.
Celui qui était le chef et le père de la valeur,
Le très-vaillant Richard, roi des Anglais...,
Il est mort ! Ah ! Dieu ! quelle perte et quel dommage !
Il a le cœur bien dur celui qui peut l'endurer.

(1) *Pièces justificatives*, n° 30.

Le roi est mort ! Depuis plus de mille ans
Il n'y eut pas un homme si brave : on ne vit jamais,
Jamais il n'y eut un homme semblable à lui,
Si large, si brave, si hardi, si généreux.
Alexandre, le roi qui vainquit Darius,
N'était pas, je crois, aussi libéral, aussi noble ;
Ni Charles (*Charlemagne*), ni Artus, ne le valaient :
Il se faisait, — je veux dire le vrai, —
Craindre des uns et aimer des autres.

Je m'étonne que dans ce siècle faux et pervers
Il puisse y avoir encore un homme sage et courtois.
Puisque ni les belles paroles ni les belles actions ne servent de rien,
Pourquoi donc s'évertuer et faire des efforts ?
La mort nous a montré tout ce qu'elle peut faire :
D'un seul coup elle a pris au monde ce qu'il avait de mieux,
Tout l'honneur, toutes les richesses, tous les biens ;
Et, puisque nous voyons que rien ne peut lui échapper,
Nous devrions bien moins redouter de mourir.

Ah ! seigneur, roi vaillant, que deviendront
Désormais les joutes et les brillants tournois,
Et les cours splendides, et les dons riches et magnifiques,
Puisque vous n'y êtes plus, vous qui en étiez le chef ?
Et que feront ceux qui portaient vos livrées,
Ceux qui s'étaient mis à votre service
Et qui attendaient de vous une récompense ?
Et que feront ceux qui devaient s'élever,
Et que vous aviez fait parvenir à une grande richesse ?

Ils auront une vie triste et pire que la mort ;
En tout temps ils se plaindront de leur infortune.
Et les Sarrasins, les Turcs, les Payens, les Persans,
Qui vous redoutaient plus que tout homme au monde (1),
Verront tellement accroître leur orgueil et leur prospérité,
Que plus difficilement sera conquis le Saint-Sépulcre ;
Et Dieu le veut ! car, s'il ne l'eût pas voulu,
Vous, seigneur, vous vivriez, et, sans mentir,
De la Syrie vous les auriez fait fuir.

Je n'ai plus d'espoir qu'il y aille jamais
Rois ou princes qui puissent la recouvrer :
Mais tous ceux qui seront à votre place
Devront savoir ce que vous valûtes,
Et ce que furent aussi vos deux vaillants frères,

(1) Il y a dans le texte : « Plus qu'homme né de mère ».

Le jeune roi et le brave comte Geoffroy (1) :
Et ceux qui seront à la place de vous trois
Devront avoir vaillant cœur et bon conseil
Et s'exercer aux exploits glorieux.

Beau Seigneur Dieu, vous qui aimez vraiment à pardonner,
Vrai Dieu, vrai homme, vraie vie, miséricorde !
Pardonnez-lui, car il a besoin de pardon :
Et ne regardez pas, Seigneur, à ses fautes,
Et souvenez-vous comment il alla vous servir (2).

(1) Le premier, Henri au Court-Mantel, couronné du vivant de
Henri II ; l'autre, Geoffroy, comte de Bretagne.

(2) *Pièces justificatives*, n° 31.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1

ROGER DE HOVEDEN

Roger de Hoveden, historien anglais, né à York, florissait en 1198. Il a écrit les *Annales d'Angleterre*, en deux livres, depuis l'an 731 jusqu'en 1202 (1). Voici l'article relatif à la mort de Richard :

« Interim Widomarus, vicecomes de *Ltmoges*, invento magno thesauro auri et argenti in fundo suo, misit inde Ricardo, regi Angliæ, domino suo, partem non modicam ; sed rex eam refutavit, dicens se debere totum illum thesaurum habere, de jure dominationis suæ ; quod prædictus vicecomes nullo modo concedere voluit. Venit ergo rex Angliæ cum exercitu magno in partes illas, ad prædictum vicecomitem debellandum ; obseditque castellum suum qui dicitur *Chaluz*, in quo sperabat thesaurum illum esse absconditum ; et cum milites et servientes, qui erant in castello, exeuntes obtulissent ei castellum illud, salvis vita et membris et armis illorum, noluit rex recipere, sed juravit quod eos vi caperet et suspenderet. Reversi sunt igitur milites et servientes in castellum, dolentes et confusi, et paraverunt se ad defendendum.

Ricardus rex Angliæ vulneratur plaga insanabili, apud Chaluz.

» Eodem die, cum rex Angliæ et Marchadeus circumirent castellum hinc et inde, explorantes in quo loco esset commodius insultum facere, quidam arcubalista, nomine Bertrannus de *Gurdun*, traxit sagittam de castello, et, percutiens regem in brachio, vulneravit eum plaga insanabili ; et sic rex vulneratus ascendit equum suum, et ad hospitium suum equitavit, et præ-

(1) CAVE, *Historia Literaria*, 1720, p. 602.

cepit Marchadeo et exercitui suo universo, ut insultum facerent indesinenter in castellum donec caperetur, et factum est ita.

» Quo capto, præcepit rex omnes suspendi, excepto illo solo qui eum vulneraverat, quem, ut fas est credere, turpissima morte damnaret, si convaluisset.

» Deinde rex commisit se manibus cujusdam medici Marchadei, qui, cum conaretur ferrum extrahere, solum lignum extraxit, et ferrum remansit in carne; et, cum carnifex ille circumquaque brachium regis minus caute incideret, tandem sagittam extraxit. Cum autem rex de vita desperaret, divisit Johanni fratri suo regnum Angliæ, et omnes alias terras suas; et fecit fieri prædicto Johanni fidelitates ab illis qui aderant, et præcepit ut traderentur ei castella sua et tres partes thesauri sui; et omnia baubella (1) sua divisit Othoni nepoti suo, regi Alemannorum; et quartam partem thesauri sui præcepit servientibus suis et pauperibus distribui. Deinde fecit coram se venire Bertrannum *de Gurdun* qui eum vulneraverat, et dixit ei: « Quid male tibi feci? quare me interemisti? » Cui ille respondit: « Tu interemisti patrem meum et duos fratres meos manu tua, et me nunc interimere voluisti. Sume ergo vindictam quamcumque volueris; libenter enim patiar quæcumque excogitaveris majora tormenta, dummodo tu interficiaris, qui tot et tanta mala contulisti mundo. » Tunc præcepit eum rex solvi, et dixit: « Remitto tibi mortem meam ». At juvenis

• Constitit ante pedes regis, vultuque minaci
Nobilitus recta ferrum cervice poposcit,
Sensit rex pœnamque peti, veniamque timeri:
« Vive, licet nolis, et nostro munere », dixit,
« Cerne diem; victis jam spes bona partibus esto,
Exemplumque mei ».

Et sic, laxatis vinculis, permissus est abire, et præcepit rex ei dare centum solidos Anglicanæ monetæ. Sed Marchadeus, rege nesciente, injecit manus in eum, et tenuit, et post obitum regis, excoriatum suspendit.

» Deinde præcepit rex, ut cerebrum et sanguis ejus et viscera sua sepelirentur apud Charrou, et cor suum apud Rothomagum, et corpus suum apud Fontem-Ebraudi (2), ad pedes patris sui.

(1) Au lieu de *baubella*, un manuscrit porte *jocalia*.

(2) William Stubbs: *Frontem-Ebraudi*.

Ricardus rex Angliæ obiit.

» Decessit autem viii^o idus aprilis, feria tertia ante dominicam in Ramis Palmarum, xi^o die (1) postquam percussus fuerat; et sui sepelierunt eum in supradictis locis, sicut præceperat. De morte autem illius quidam sic ait :

« In hujus morte (2) perimit formica leonem,
Proh dolor ! in tanto funere mundus obit ! »

Et alius sic :

« Virus, avaritia, scelus, enormisque libido
Fœda fames, atrox elatio, cœca cupido,
Annis regnarunt bis quinis; arcubalista
Arte, manu, telo prostravit viribus ista. »

Et alius sic :

« Si genus et probitas metas transcendere mortis
Possent, intrassem non ego mortis iter.
Stare putas hominem, cui mors ab origine finem
Nunciat : « Et meus est, ingeminat, meus est ! »
Longa manus morti ; mors fortior Hectore forti :
Expugnant homines oppida, mors homines. »

Et alius sic :

« Hujus debellare nequivit virtutem magnorum turba laborum (3)
Cujus iter, gressus, obstacula nulla retardant,
Non strepitus, non ira maris, non vallis, abyssus,
Non juga, non celsi præceps audacia montis,
Asperitasque viæ saxis callosa, nec ipsæ
Limitis ambages, desertaque nescia gressus,
Non rabies venti, non imbribus ebria nubes,
Non tonitrus horrenda lues, non nubilus aer.

» Quin experiretur, quid Siculi, quid Cyprus, quid Saladinus,
quidque gens pagana possent in armis ;

» Nec pede lento
Affectum sequitur effectus, sed simul instant ;
Nascitur effectus, cum nascitur ipsa voluntas. »

» Defuncto itaque Richardo rege, Philippus, rex Franciæ,

(1) Il y a dans l'édition des Historiens de France : *duodecimo die*.

(2) Les *Historiens de France* et trois manuscrits cités par M. Stubbs lisent : *Istius in morte*.

(3) Il faudrait, ce semble, lire de la sorte :

... Debellare nequivit
Hujus virtutem magnorum turba laborum.

statim bello invasit civitatem Ebroicarum, et cepit, et totum comitatum sibi subjugavit. » (*Chronica Magistri Rogerii de Houedene*, edited by WILLIAM STUBBS : London, in-8°, 1871, T. IV, p. 85, inter *Rerum Britannicarum medii ævi Scriptores*. — SAVILL, *Rerum Anglicarum Scriptores*, Francofurti, MDCI, p. 790. — *Historiens de France*, T. XVII, p. 595, 596.)

N° 2

CHRONIQUE LIMOUSINE OU BERNARD ITER

Comme la note limousine sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, note attribuée à Bernard Iter, a une importance capitale, nous allons en donner le texte : 1° d'après deux manuscrits de la Chronique de Geoffroy de Vigeois que possède la Bibliothèque nationale, collationnés avec une copie de Pardoux de la Garde; 2° d'après une copie de dom Estiennot qu'on trouve dans ses *Fragments de l'Histoire d'Aquitaine*; 3° d'après l'édition qu'en a donnée le P. Labbe, à la suite de la Chronique de Geoffroy de Vigeois, dans son livre qui a pour titre : *Nova Bibliotheca mss. librorum*.

Texte de la Note limousine d'après deux manuscrits de la Bibliothèque nationale (1) et un manuscrit de Pardoux de la Garde (2).

Obitus Richardi regis (3).

« Scripsit B[ernardus] Iterii feria sexta vigilia S[ancti] Johannis Baptistæ quod ipso anno obiit rex Richardus cognominatus Cor Leonis, qui sepultus fuit cum patre suo in monasterio Fontis Ebraudi, multis letantibus et aliis dolentibus (4).

» Anno ab Incarnatione Dni mill[esim]° CC° minus uno, Ri-

(1) Fonds latin, n° 13,894, fol. 62 (xvi^e s.); n° 13,895, fol. 108, r° (xvi^e s.).

(2) Vers la fin du *Speculum Grandimontense* (xvi^e s.), dans la Bibliothèque du Grand-Séminaire de Limoges.

(3) Ms. 13,895 : *De obitu supradicti regis Richardi*.

(4) Pardoux de la Garde a laissé ce préambule : seulement à côté de cet article il ajoute ces paroles sur les marges : *In obitu illustri[s] R[egis] multis letantibus et aliis dolentibus*.

chardus, rex Anglorum fortissimus (1), ictu sagitte in humero percussus (2), cum obsedisset turrim qua[m]dam in quodam castro Lemo[vicensis] pagi q[uo]d appellatur Chasluxt Chabrol. In ipsa turri erant duo milites cu[m] aliis circiter (3) xxx^a viii^o viris et mulieribus. Unus ex militibus vocabatur Petrus Bru, alter Petrus Basillii; de quo dicitur q[uo]d sagitta[m] cum arbalista tractam emiseric, qua percussus rex infra duodecimu[m] diem vitam finivit, videlicet feria III^a ante diem dominicam qua celebratur ab Ecclesia processio Ramis Palmarum, octavo ydus aprilis, prima hora noctis.

» Ipse interim, dum ægrotaret, præceperat suis ut obsiderent castellum vicecomitis Ademari (4) q[uo]d appellat[u]r Numtrum et quoddam aliud municipium quod appellatur Montagut : q[uo]d et fecerunt. Sed, morte regis audita, confusi recesserunt. Proposuerat ipse rex in corde suo o[mn]ia castella et municipia predicti vicecomitis destruere (5). »

*Texte de la Note limousine d'après une copie de
dom Estiennot.*

Dom Estiennot, dans ses *Fragments d'Histoire d'Aquitaine* (6), a donné une copie de la Note limousine relative à la mort de Richard Cœur-de-Lion : on la trouve dans un Recueil qui a pour titre : *Fragments historiques tirés des manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Martial*, etc. (7). Le préambule qui est en tête de la note et que nous avons cité plus haut a été scindé par lui en deux parts, dont l'une se trouve au commencement, et l'autre à la fin de l'article. Nous mettons en caractères italiques les leçons défectueuses ou les variantes de cette copie.

(1) Ms. 13,895 : *vir fortissimus*.

(2) Copie d'Estiennot : *percussus est*.

(3) Pardoux de la Garde a laissé le mot *circiter*.

(4) Pardoux de la Garde : *vicecomitis Lemovicensis Ademari*.

(5) Ms. 13,895 : *vicecomitis Lemo[vicensis] destruere*.

(6) *Fragmenta Historiæ Aquitanicæ*, T. II, fol. 57. (*Bibliothèque nationale*, fonds latin, n° 12,764.)

(7) V. — *Centones histor. ex mss. codd. Bibliothecæ S. Martialis Lemovicensis aliisque excerpti, et ut occurrere descripti*. (A fol. 41 ad 61.)

XVIII (T. II, fol. 57).

« *Hæc scripsit Bernardus Ilerti.* — Anno ab Incarnatione Domini MCXCIX Ricardus rex Anglorum fortissimus ictu sagittæ in humero percussus est cum obsedisset turrinam quandam in quodam castro pagi Lemovicensis quod appellatur Chalus Chabrol ob statuas aureas Lucii Capreoli quæ ibi repertæ sunt (1). In ipsa turri erant duo milites cum aliis xxxviii viris et mulieribus. Unus ex militibus Petrus Bru. Alter Petrus Basilii de quo dicitur quod sagittam cum balista tractam emisit, qua percussus rex infra xii^m diem vitam finivit, videlicet feria III^a ante diem dominicam palmarum viii. Id. Aprilis, I^a hora noctis. Ipse enim dum ægrotaret præceperat suis ut obsiderent castellum vicecomitis quod appellatur Nontron, et quoddam aliud municipium quod vocatur Montagut, quod et fecerunt. Sed morte regis audita confusi recesserunt. Proposuerat autem ipse rex in corde suo omnia castella et municipia dicti vicecomites destruere. — In vigilia sancti Joannis Baptistæ ipso anno sepultus est rex supradictus (2) cum patre suo in monasterio F. E. multis lætantibus, aliis dolentibus. » (Ex ms. cod. S. Marcialis, et schedis V. P. Bonavent. à S. Amab.) (3).

Texte de la Note limousine d'après l'édition de Labbe.

Voici le texte de cette Note limousine tel qu'il a été publié par le P. Labbe, à la suite de la Chronique de Geoffroy de Vigeois, dans sa *Nova Bibliotheca mss. librorum*. Le P. Labbe a supprimé le préambule de cette note. Nous signalerons par des caractères italiques les variantes et les leçons défectueuses, notamment *decima hora noctis*, au lieu de *prima hora noctis*.

Hactenus Gaufredi Vostensis Chronica : nam quod sequitur fragmentum aliunde assutum videtur.

« Anno ab Incarnatione Domini 1199. Richardus rex Anglorum fortissimus ictu sagittæ ad humerum percussus, cum obsedisset

(1) Les mots soulignés ne se trouvent dans aucun des autres manuscrits, et sont évidemment une *fourrure*.

(2) Cette note, ainsi scindée, a fait croire à quelques chroniqueurs que Richard était mort le 23 juin. (Ap. Bonavent., T. III, p. 524.)

(3) Nadaud avait copié cette note (*Mém. mss.* T. II, p. 443, Séminaire de Limoges), et M. Marvaud l'a publiée d'après Nadaud (*Histoire des Vicomtes de Limoges*, T. I, p. 272).

turrim quandam in quodam castro Lemovicensis pagi, quod appellatur Chalus-Chabrol. In *prædicta* turri erant duo milites, cum aliis circiter 38. viris et mulieribus. Unus ex militibus vocabatur Petrus Bru, alter Petrus Basilii, de quo dicitur quod sagittam cum arbalista tractam *emisit*, qua percussus rex intra duodecimum diem vitam finivit, videlicet feria tertia ante diem Dominicam qua celebratur ab Ecclesia processio *in Ramis Palmarum*, octavo idus aprilis *decima* hora noctis. Ipse interim dum ægrotaret præceperat suis ut obsiderent castellum vicecomitis quod appellatur Nuntrum, et quoddam aliud municipium quod appellatur Montagut, quod *effecerunt*, sed morte Regis audita *confuse* recesserunt : proposuerat ipse rex in corde suo omnia castella et municipia prædicti *Ademari* vicecomitis destruere (1). »

N° 3

RAOUL DE DICÉTO

Raoul (*Radulphus*) de Dicéto, anglais de nation, doyen de l'église de Saint-Paul de Londres, illustre non moins par sa doctrine que par ses voyages dans les pays étrangers, florissait en 1197 (2).

L'ouvrage dans lequel il parle de la mort de Richard a pour titre : *Ymages historiarum, ab anno 1148 ad annum 1200*. Voici ce passage :

« Richardus, rex Anglorum, cum regnasset annis novem, mensibus sex, diebus decem et novem, in Aquitannico ducatu, Lemovico territorio, castello *Chaluz*, vii^{mo} kal. aprilis a Petro Basilii sagitta percussus est, et postmodum viii^{mo} idus aprilis, die Martis, vir operi Martio deputatus, diem clausit extremum apud prædictum castellum. Sepultus autem est apud Fontem Ebraldi secus pedes patris sui regis Henrici secundi (3). »

(1) *Nova Bibl. mss. librorum*, T. II, p. 342.

(2) CAVE, *Historia Litteraria*, 1720, p. 601.

(3) The Historical works of master RALPH DE DICETO, by WILLIAM STUBBS : London, 1876, vol. II, p. 166, inter *Rerum Britannicarum mediæ ævi Scriptores*. — ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X* : Londini, 1652, in-fol., T. I, col. 705. — *Historiens de France*, T. XVII, p. 657, E.

L'ANNALISTE DE MARGAN

L'annaliste de l'abbaye de Margan (*Angleterre*), qui a écrit les annales de son abbaye depuis l'année 1066 jusqu'en 1231, était contemporain de Richard. Voici l'article qu'il consacre à la mort de ce prince :

« MCXCIX. — Rex Richardus in Quadragesima contra vicecomitem Lemovicensem, pro thesauro quem nuper audierat inventum in terra ipsius, profectus, castellum *Calucis* quod ejus erat, obsedit : cumque jam fere cepisset, vii. kal. aprilis, miles ex obsessis, unus *Petrus* cognomento *Basilius*, directo in eum spiculo, quod vulgo *quadrellum* vocatur, percussit in scapula sinistra : quo vulnere accepto, decessit ibidem iv. idus aprilis : sepultus est apud *Fontem Ebraudi* ad pedes patris sui : cor autem ejus delatum est Rothomagum et in ecclesia beatæ *Mariæ* majori tumulatum (1). »

MATHIEU PARIS

« 1199. Eodem tempore, statutis ut dictum est induciis inter regem Francorum Philippum et regem Anglorum Ricardum, idem rex Anglorum in quosdam barones Pictaviæ sibi rebelles (2) vexilla direxit et arma. In civitates autem eorum et oppida ignem accumulavit, vineas et pomeria succidit, nonnullos etiam ex adversariis suis immisericorditer trucidavit. Tandem in Aquitannicum perveniens ducatum, in territorio Lemovico (3) Chaluz castellum obsidione vallavit; ubi septimo Kalendas aprilis a Petro Basilii, telo, ut dicebatur, venenato percussus est, quam percussione quasi pro nihilo reputabat (4). Denique diebus duodecim quibus supervixit, castellum acriter invasit et

(1) Ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ scriptores quinque*: Oxoniæ, 1687, in-fol., vol. II, p. 12.

(2) Edition de Paris : *rebellantes*.

(3) Edition de Paris : *et in territorio Limozinico*.

(4) Edition de Paris : *reputaverat*.

cepit, militesque et servientes sub arctiori custodia mancipavit : impositis autem in castello ministris suis, illud sufficienter munivit. Vulnus autem quod ibidem receperat, male interim custoditum tumescere incipiens, et nigredo quædam tumori permixta, locum vulneris circumquaque inficiens, regem intolerabiliter torquebat. Tandem rex sapientissimus, cum periculum sibi cerneret imminere, exitum suum cordis contritione, oris pura confessione, corporis et sanguinis Domini communione munivit, et necis suæ auctori Petro scilicet qui eum percusserat, mortem suam condonavit, atque liberatum a vinculis abire præcepit. Corpus vero suum apud Fontem Ebraudi, secus pedes patris sui, cujus proditorem se confitebatur, sepeliri jubens, Ecclesiæ Rothomagensi inexpugnabile cor suum legavit. Sicque apud castrum præfatum, viscera sua in ecclesia recondi præcipiens, hæc pro munere Pictavensibus concessit. Quare igitur de corpore suo talem fieri distributionem decreverit, quibusdam familiaribus suis sub sigillo secreti revelavit. Patri enim corpus suum ratione prædicta assignavit; Rothomagensibus propter incomparabilem fidelitatem, quam in eis expertus fuerat, cor suum pro exennio (1) transmisit. Pictavensibus quoque propter notam prodicionis stercora sua reliquit, quos non alia sui corporis portionè dignos judicavit. Et his dictis, tumore ad cor ejus subito penetrante (2) octavo idus aprilis, die Martis, vir Martio operi deditus, apud castrum prædictum spiritum exhalavit. Sepultus est autem apud Fontem Ebraudi, sicut ipse adhuc vivens ordinaverat; cum quo etiam multorum judicio Esperis (3) decus et honor militiæ pariter sepulta sunt. De cujus morte simul et sepultura quidam epitaphium edidit in hunc modum :

Pictavis exta ducis sepelit, tellusque Chalucis,
Corpus dat claudi sub marmore Fontis Ebraudi ;
Neustria tuque tegis cor inexpugnabile regis ;
Sic loca per trina se sparsit tanta ruina,
Nec fuit hoc funus cui sufficeret locus unus.

Aliusque super hoc damnoso et irrestaurabili funere sic satis eleganter ait versificator :

A Chaluz cecidit rex regni cardo Richardus ;
His ferus, his humilis, his agnus, his leopardus.

(1) Edition de Paris : *xenio*.

(2) Edition de Paris : *præveniente* : peut-être faudrait-il : *perveniente*.

(3) Ce mot a été omis dans l'édition de Paris.

Casus erat (1) lucis Chaluz; per sæcula nomen
Non intellectum fuerat : sed nominis omen (2)
Nunc patuit (3); res clausa fuit, sed luce cadente
Prodiit in lucem, pro casu lucis adeptæ (4).

(Matthæi Parisiensis Chronica majora, edited by Henry Richards
Luard : London, 1874, in-8°, vol. II, p. 451. — Edition de
Paris, in-fol., 1664, p. 187.)

N° 6

BERTRAND DE GOURDON

*Vidimus par le roi saint Louis d'un hommage-lige fait à Philippe-Auguste
par Bertrand de Gourdon (5).*

(Décembre 1256.)

« Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi pre-
sentes pariter et futuri quod, nos litteras inclite recordationis
regis Philippi, avi nostri, vidimus in hec verba. »

(Septembre 1211.)

« Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis ad quos littere
iste pervenerint, salutem. Noveritis quod, dilectus et fidelis
noster Bertrannus de Gordonio, fecit nobis homagium ligium
contra omnes homines. Nos autem ei creantavimus quod neque
ipsum neque ea de quibus fecit nobis homagium in aliam manum
mittemus, præterquam in nostram vel in manum filii nostri. Et
nos volumus quod idem Bertrannus habeat et teneat omnia jura
sua de quibus ipse est tenens, quamdiu ipse sustinere poterit

(1) Il y a *casus erit* dans les deux éditions de Paris et de Londres :
nous préférons la leçon *casus erat* du manuscrit de la Bibliothèque
nationale que nous avons publié plus haut.

(2) Dans le manuscrit que nous avons publié, le vers est ainsi conçu :
Ignotum fuerat : sed certum nominis omen...

(3) Il y a *non potuit* dans l'édition de Paris, et *non patuit* dans l'édition
de Londres : la leçon *nunc patuit*, du manuscrit 14,663, nous semble
préférable.

(4) Il y a *adeptæ* dans les deux éditions de Londres et de Paris : le sens
exige *ademptæ*, comme on lit dans le manuscrit que nous avons publié.

(5) Les copies de ces actes ont été prises dans le Trésor des chartes.

rectum curie nostre. Actum in civitate Ebroicensi, anno Domini MCCXI^o, mense septembri.

» In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum apud Nogentum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, mense decembri. »

Au mois de mars 1226, au moment où Louis VIII partait pour le midi de la France, à la tête d'une armée, Bertrand de Gourdon lui adressa la lettre suivante :

« Illustrissimo domino suo Ludovico, Dei gratia regi Francorum, B. de Gordonio salutem et ipsius dominium observare. Ego Bernardus (1) de Gordonio recognosco dominium et homagium vobis vestrisque successoribus super personam meam castraque mea, villas meas et super omnia que possideo vestre proprie voluntati. Denique homagium prestiti domino meo Philippo, bone memorie, patri vestro, qui mihi promisit et concessit me semper et immediate sub potestate regia retenturum. Unde majestatem vestram suppliciter exoro quatenus istud vestre dignemini memorie commendari. Datum apud Gordonium, mense martii, anno Verbi incarnati MCCXXV (1226). »

Enfin, en 1227, Bertrand de Gordon obtint du roi saint Louis des lettres semblables à celles que Philippe-Auguste lui avait fait expédier en 1211, et que nous venons de rapporter d'après le *vidimus* de 1256 (2).

N^o 7

RAOUL DE COGGESHLE

Raoul de Coggeshale, moine de l'ordre de Cîteaux, ensuite sixième abbé du couvent de Coggeshale, dans le comté d'Essex, florissait, d'après Cave, en 1228. Sa *Chronique anglicane*, qu'on trouve dans le manuscrit 15,076 de la Bibliothèque nationale, a été publiée par Martenne et Durand dans l'*Amplissima Collectio*; une nouvelle édition de cet ouvrage a été donnée tout récemment (1875) à Londres par M. Joseph Stevenson. Nous citons ici le passage relatif à la mort de Richard, en indiquant quelques variantes du manuscrit ou de l'édition Martenne :

(1) C'est une faute de copiste. Le sceau de la lettre, dont la légende est en partie conservée, porte très-lisiblement : *sigillum Bertrandi*...

(2) *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, T. III (1841-42), p. 446.

« Igitur anno ab Incarnatione Domini MCXCIX. circa tempus quadragesimale, habito inter utrumque regem colloquio de pacis reformatione, tandem treugæ inter eos usque ad quoddam tempus præfinitum captæ sunt. Ex hac autem occasione rex Ricardus nactus opportunitatem movit privatum exercitum suum in quadragesima contra vicecomitem Lemovicensem, qui, tempore hostilitatis, contra regem dominum suum rebellaverat, et fœdus amicitiae cum rege Philippo pepigerat. Nonnulli vero referunt quod quidam thesaurus inestimabilis pretii in terra vicecomitis sit repertus (1) : quem rex mandat, et jubet sibi dari ; quo a vicecomite negato, amplius regis animositatem erga eum exacuit. Cumque terram vicecomitis ferro et flammis devastaret, ut pote ab armis infra illud sacrum tempus feriari nesciens, tandem devenit apud *Chali-Cheperol* (2), turrimque obsedit, et atrociter per tres dies expugnavit, præcipiensque fossoriis suis, ut turrim suffoderent, atque subfossam subruerent (3) : quod postmodum (4) factum est. In turri vero prædicta non erant alicujus miliciæ (5), vel defensionis viri, nisi quidam ex famulis vicecomitis, qui frustra præstolabantur auxilium domini sui, non æstimantes regem fore præsentem qui eos obsederat, sed aliquem fore ex familia domini regis (6). Hos igitur rex ipse (7) cum arcubalistis ita aggressus est, dum cæteri circumfoderent, ut vix aliquis auderet circa propugnacula turris apparere, aut eam quolibet modo defensare. Attamen aliquoties lapides pergrandes de summis propugnaculis præcipitabant, qui, magno impetu deorsum ruentes, circum astantes terrificabant ; fossorios minime poterant prosternere nec ab incœptis impedire, quippe qui consuetis ingeniis suis undique erant protecti. Jamque die tertia advesperascente (8), in crastino videlicet Annuntiationis beatæ Mariæ, cum rex post prandium inermis, excepto capello ferreo, cum suis ad turrim confidenter accessisset, atque obsessos telis et sagittis more solito impeteret, ecce quidam armatus, qui fere per totam diem illam ante prandium in quodam propugnaculo turris prædictæ astiterat, atque omnia tela ferrea sartagine

(1) Martenne : *reperitus fuerat*.

(2) Id., *Chali-Chaperol*.

(3) Id., *subverterent*.

(4) Le mot *postmodum* a été omis par Martenne.

(5) Mss. 15,076 : *malicie*.

(6) Le mot *domini* a été omis dans l'édition de Londres.

(7) Le mot *ipse* omis par Martenne.

(8) Martenne : *advesperante*.

opposita illæsus exceperat, omnesque obsidentes diligenter exploraverat, iterum subito adveniens tetendit arcubalistam, atque quoddam quarellum violenter direxit ad regem, ipso perinspiciente et acclamante, percussitque regem super humerum sinistrum juxta colli spondilia, sicque arcuato vulnere telum dilapsum est (1) deorsum, ac lateri sinistro immersum, dum rex se non satis incurvaret sub quadrato scuto quod ante eum præferabatur; pro quo vulnere inflicto rex, audacitate semper prædicabilis, nulla cordis suspiria, nullam plangentis vocem emittebat, nullam tristitiam in vultu aut in gestu tunc ad præsens præferbat, ne suos tristes aut timidos redderet, atque inimicis de illato vulnere majorem audaciam præberet. Postea vero quasi nihil mali perpessus fuisset pluribusque ignorantibus quid infortunii accidisset, hospitium suum quod e vicino erat ingreditur, lignumque ferro infixum de corpore extrahens, confregit, sed ferrum unius palmi longitudinem habens in corpore remansit. Rege itaque in conclavi procumbente, quidam chirurgus ex nefanda illa familia impiissimi Marcadei (2), corpus regium secando, graviter immo lethaliter sauciavit, lucernis in domo accensis, nec potuit ferrum in corpore nimis obeso (3) immersum leviter reperire, aut secando repertum sine magna violentia extrahere.

» Appositis igitur diligenter medicaminibus et emplastris, postmodum coeperunt vulnera inflicta deteriorari et nigrescere (4), atque de die in diem intumescere, tandemque mortem minari, rege incontinentem se habente, et præcepta medicorum non curante. Arcebantur omnes sui ab introitu cubiculi in quo decumbebat, exceptis quatuor de nobilioribus, qui ad eum visitandum libere introibant, ne fama ægritudinis ejus citius (5) per publicum divulgaretur. Rex autem, de sospitate consequenda nimis incertus, matrem quæ apud Fontem Ebraldi morabatur litteris accersivit, exitum suum vivifico sacramento Dominici corporis munivit, confessione præmissa a quodam suo capellano, a cujus sacramenti perceptione, ob tanti mysterii reverentiam, fere septennium, ut dicunt, abstinuerat, eo quod mortale odium erga regem Galliæ in corde gestaverat. Mortem etiam sibi illatam percussori suo libenter indulsit, sicque septimo idus

(1) Martenne : *delapsum est*.

(2) Id. *Marcaderi*.

(3) Ms. 15,076 : *obesso*; Martenne : *obesso* (f. *obeso*).

(4) Martenne : *increscere*.

(5) *Cilius* omis par Martenne.

aprilis, scilicet undecimo die a vulnere sibi illato, oleo sacro inunctus, cum jam dies clauderetur, diem clausit extremum; cujus corpus exenteratum et apud sanctimoniales Fontis Ebraldi delatum, dominica in Palmis juxta patrem suum regio honore ab episcopo Licolniensi (1) humatum est.

» Regnavit autem satis laboriose ix. annis et vii. mensibus ac xx. diebus, si recte computes a die coronationis suæ, scilicet a tertio nonas septembris, quo a domino Baldewino archiepiscopo coronatus est; qui præclarum ac merito prædicabile cunctis principibus in hoc reliquit exemplum, quod redditus vacantium episcopatum vel abbatiarum, sive ecclesiarum, donationem in proprios usus, sicut prædecessores sui fecerant, diutius minime retinuit; sed confestim liberaliter donavit. Circa divinum officium in præcipuis solemnitatibus plurimum delectabatur, vestibisque pretiosissimis (2) capellam suam adornabat, clericosque sonora voce modulantes donis et precibus ad cantandum festivius instimulabat (3), atque per chorum huc illucque (4) deambulando, voce et manu, ut altius concrepant, excitabat. In secreto missæ usque post communionem silentium tenebat, orationibus vacans, etiamsi de aliquo negotio fuisset interpellatus.

» Unam abbatiam ordinis Cisterciensis construxit, quæ vocatur *Bonus Portus*, et quamdam domum canonicorum Præmonstrantensium in Aquitannia. Abbatiam etiam de Pinu fere adnihilatam reparavit, ac magnis redditibus ampliavit. Mox etiam ut coronatus fuerat, novi sigilli sui impressione confirmavit, et dedit generali capitulo Cisterciensi redditum centum viginti marcharum in ecclesia de Scardeburgh. Post coronationem etiam suam sanctum Edmundum orationis causa devotus expetiit, et cum oblatione sua obtulit sanctissimo regi et martyri redditum xv. marcharum ad inveniendum (5) duos cereos qui jugiter ardeant diebus ac noctibus circa corpus sanctissimi regis. Monasterium Pontiniacense et plura monachorum ædificia non sine magnis sumptibus laminis plumbeis cooperire fecit.

» Hæc ergo et [alia] hujusmodi pietatis opera cum pravis actibus suis compugnantia, maximam pœnarum suarum allevationem, Deo misericorditer cum illo agente, ut speramus,

(1) Martenne : *Lincolnensi*; ms. 15,076 : *Lincolliensi*.

(2) Id., *pretiosis*.

(3) Id., *exstimulabat*.

(4) Sic Martenne : — édition de Londres : *per chorum illucque*.

(5) Martenne : *incendendum*.

præstabant, præcipue cum in fine confessus et poenitens fuerit, quia sicut aqua extinguit ignem, ita eleemosyna extinguit peccatum.

» Domnum etiam Milonem, abbatem de Pinu in curia sua, ex licentia capituli Cisterciensis, secum assidue retinuit, eleemosinarium suum illum constituens, ut de eleemosinis regiis et de pauperibus cum omni sollicitudine curam gereret. Cujus venerabilis viri affabilitatem et munificam liberalitatem nonnulli religiosorum experti sunt, qui curiam domini regis pro diversis negotiis frequentabant. Hic autem abbas cum domino rege in expeditionem Jerosolymitanam profectus (1), milites instantur hortabatur, ut contra inimicos crucis Christi viriliter decertarent, nec mortem pro Domino subire formidarent. Infirmanti regi in fine affuit, quem de confessione criminum pie admonuit, ipsumque ante exitum sacra unctione perungi fecit, os atque oculos morientis (2) clausit, caputque regium cum manibus balsami liquore perfudit. » (RADULFI DE COGGESHALE, *Chronicon Anglicanum*, edidit JOSEPHUS STEVENSON : London, 1875, p. 94-98. — MARTENNE ET DURAND, *Amplissima Collectio*, T. V, col. 855-858. — *Bibliothèque nationale*, fonds latin, n° 15,076, fol. 69 v°. — Voir ci-dessus, § XIV.)

N° 8

GERVAIS DE CANTORBÉRY

« Anno MCXCIX. — Rex castrum comitis *Engolismi* quod *Nontrum* erat appellatum obsedit et tandem compulit ad dedicationem : nam expensis in ipso castro cibariis, missis nunciis obsessi misericordiam ab ipso rege petebant et vitam. Qui cum petitam respueret pietatem, et sola violentia vellet obtinere quod obsessorum benigna licet coacta voluntate fuerat eidem oblatum, oblitus forsitan quod in talibus periculosa esset desperatio, juvenis quidam *Johannes Sabraz* agnomine stans castelli in muro quadratum telum mediante balista direxit in incertum, orans Deum et petens ut ipsius dirigeret ictum, et obsessorum innocentiam ab ipsa liberaret oppressione, jecitque sagittam

(1) Martenne : *profectus fuit*.

(2) Id., *morienti*.

Verum, cum rex tentorio (1) egressus balistæ sonum audisset infaustum, et ut ictum evitaret, caput regium inclinaret et corpus, in humero sinistro lethaliter percussus est. Desperatus autem rex, undecima die, pectus tundens et pœnitens, verbo regio protestatus est quod Cantuarii nunquam nocuisset Ecclesiæ, nisi per suggestionem aliorum. Fertur vero ab his qui tunc temporis, antequam moreretur, astabant, quod instanter quæreret quisnam eum jaculo confodisset. Qui cum trepidus accederet adductus, et regis pedibus prostratus lacrymabiliter peteret misericordiam, rex eidem benignam pacem impendit, mortem suam et vulnus indulsit, prohibuitque suis ne quis, occasione hujus infortunii, aliquam ei inferret molestiam. Obiit itaque rex Richardus anno gratia MCXCIX, cycli decemnovalis anno tertio, regni vero sui anno decimo, feria tertia post primam Dominicam passionis Domini, viii. scilicet idus aprilis. Qui effusis intestinis (2), saleque conspersis, apud Fontem Ebraudi, ut ipse præceperat, sepultus est. Cor autem ipsius, grossitudine præstans, Rotomagum delatum est, et honorifice tumulatum. » (*Chronica GERVASII, Monachi Dorobornensis sive CANTUARENSIS*, ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X*, T. II, col. 1627; — *Historiens de France*, T. XVII, p. 676. — Voir ci-dessus, § VII.)

Nº 9.

GUILLAUME LE BRETON, AUTEUR DE LA PHILIPPIDE.

.
» Hæc cedet, Richarde, tibi victoria damno,
» Inque brevi flet quod eam gessisse, tuoque
» Te domino quocumque modo pugnasse pigebit,
» Cui tua te docuit nunquam conflagere mater,
» Sed domino deferre tuo reverenter honorem;
» Cum tibi quadrello medium per corporis acto
» Mors erit in foribus, dum te nec passio Christi
» Nec quadragenæ cohibent sacra tempora bellis.
» Hac tibi morte *Calax* tuus est homicida futurus »...
.
» Temporis haud multum post hæc effluxerat, et jam

(1) Edition Twisden et *Historiens de France* : *tentorium*.

(2) Edition Twisden : *visceribus*.

Post quadragenæ medium veneranda fideli
Præbebat celebrem populo se passio Christi;
Lemovica regione procul, mirabile factum
Contigit. In *Calacis* patria dum vomere quidam
Rusticus imperio domini, cui nomen Achardus,
Sulcat humum viciam miliumve saturus in illa,
Census absconsos in arato repperit agro,
Inventosque suo domino detexit : at ille
Sustulit inde latens paucis sub testibus aurum,
Ut perhibent qui rebus amant mendaciter uti,
Cognita Richardo res præconante fit ista
Garrulio famæ, quæ magna minoribus addit,
Et gaudet miscere loquax mendacia veris;
Dulciloquo famæ garritu lætus, omissis
Omnibus, huic operæ nisus accomodat omnes,
Ut quocunque modo, vel vi, vel amore, repertum
Reddere thesaurum sibi compellatur Achardus.
Primo scribit ei, nec proficiit : ergo cohortes
Concitât, et *Calacis* se mœnibus applicat, armis
Horridus et minis, confundere cuncta minatus,
Ni sibi suspectum mox ille refuderit aurum.

» Supplicat et sacris treugas petit ille diebus,
Transierint saltem donec solemnia Paschæ;
Criminis immunem se protestatur, et ejus
Ignarum facti quod rex imponit eidem.
Se quoque promittit passurum mente benigna
Quidquid ei super his Francorum curia dicet,
Quæ regni procures distringere debet, et ipsum.
Rex magis ille furens surdescit ad omne quod ille
Proponit verbum, non attendit rationes,
Non jus, non æquum : quod ei placet, hoc sibi rectum
Judicat, et toto nisu instat prendere castrum.
Jam pars murorum ruerat quamaxima; turris
Ipsa labat, nec habet quo se defendat Achardus.
Est ubi dat vires sibi desperatio, quod fit
Quando premit miseros fortuna miserrima rerum,
Quando fit ut nequeant jam deteriora timeri.
Sex equites pignant in turre, novemque clientes
Qui certant totis defendere viribus arcem :
Quoque minus se posse vident evadere mortem,
Hoc magis audaces morti pugnando resistunt.
Nec timor ullus adest ubi spes est nulla salutis.
Pro jaculis tabulata, trabes et fragmina turris
(Missile quando manus aliud non invenit ullum)
Certatim jaciunt, nec cessant multiplicatis
Jactibus hostilis numerum attenuare cohortis.

« Quid trepidas, quid Acharde times? tua turris in arcto
» Nunc posita est..... Quid spicula nulla
» Esse tibi dicis? In muro respice fixa,
» Sub trabe te juxta quadratæ cuspidis una
» Pendet arundo brevis, quam Richardus tibi misit,
» Dum dare te morti subitæ desiderat; hanc tu
» Porrige Guidoni balistam qui tenet arcum,
» Ut sua quæ misit Richardo missa remittat.
» Hac volo non alia Richardum morte perire,
» Ut qui Francigenis balistæ primitus usum
» Tradidit, ipse sui rem primitus experiatur,
» Quamque alios docuit in se vim sentiat artis. »

» Non minus interea Richardus mœnia circum
Itque, reditque frequens, quem contemplatus ab arce
Guido, nucem volvit balistæ pollice lævo;
Dextra premit clavem, sonat una nervus, et ecce
In regis scapula stabat fatalis arundo.
Omnia luctificus subito per castra tumultus
Exoritur; miles repetit tentoria mœstus,
Armis depositis; ruit in lamenta juvenus;
Ad stratum primum regem regale reducant;
Parcius insiliunt victi mœrore manipuli;
Obliti pugnæ, lacrymas non tela profundunt.

» Obsessi exultant, nec jam se celat Achardus,
Depositoque metu per propugnacula tutus
Cum sociis gaudet discurrere, jam hoste remoto.

» Interea regem circumstant agmina mixtim;
Apponunt medici fomenta, secantque chirurgi
Vulnus, ut inde trahant ferrum levioere periclo.
Nec lethalis erat percussio, sed medicorum
Rex et amicorum monitus audire salubres
Aufugit: unde malæ Veneris dum gaudia sano
Præfert consilio, mortem sibi nescius adscit. »

(GUILLERMUS BRITO, *Philippidos lib. V*, ap. *Historiæ Francorum
Scriptores veteres XI*: Francofurti, MDXCVI, p. 289 et seq. —
Voir ci-dessus, § VIII.)

prince qu'il dédia à Louis VIII, son fils, en 1224. Voici le passage de son histoire relatif à la mort de Richard Cœur-de-Lion :

« Anno Domini MCXCIX, sexto idus aprilis (1), Ricardus rex Angliæ juxta Lemovicam civitatem graviter vulneratus occubuit. Obsederat enim castrum quoddam quod *Castrum Lucii de Capreolo* Lemovicenses vocant, hebdomada Passionis Dominicæ, occasione cujusdam thesauri, a quodam milite ibidem inventi, quod ex nimia ambitione a vicecomite Lemovicensi instantissime sibi reddi petebat. Miles enim qui thesaurum invenerat ad ipsum vicecomitem confugerat. Dum vero rex in obsidione castri moram faceret, et per singulos dies ipsum castrum impugnaret, balistarius quidam ex improvise quarello transmissio regi Angliæ lethale vulnus intulit, et paucis revolutis diebus, viam universæ carnis ingressus est. Sepultus vero quiescit apud Fontem Ebrardi, in quadam abbazia monialium, juxta patrem suum. *Thesaurus enim prædictus, ut ferebatur, fuerat imperator quidam de auro purissimo, cum uxore et filiis et filiabus ad mensam auream residentibus, qui posteris, quo tempore fuerant, certam dabant memoriam.* » (*De Gestis Philippi Augusti*, ap. DUCHESNE, *Histor. Franc. Scriptores*, T. V, p. 42-43. — Voir ci-dessus, § IX.)

N° 11

GUILLAUME LE BRETON, CHAPELAIN DE PHILIPPE-AUGUSTE

« Anno Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo nonagesimo nono, visitavit Deus regnum Francorum. Nam Richardus rex occiditur in pago Lemovicensi, ubi obsederat castrum quoddam nomine *Calax*, in Passione Domini septimana prima, occasione cujusdam thesauri ibidem, ut dicebatur, inventi. Quidam enim miles de turri emissio quadrello ipsum in scapula vulneravit, et ita infra paucos dies obiit. » (*De Gestis Philippi Augusti*, ap. DUCHESNE, *Historiæ Francorum Scriptores*, T. V, p. 80.)

(1) Rigord se trompe : c'est le viii des ides d'avril (6 avril), et non le vi des ides (8 avril), que Richard est mort.

CHRONIQUE DE TOURS (1227)

« Anno MCXCIX. et Philippi imperatoris II. et Philippi regis XXI, Richardus, rex Angliæ, dum quoddam castrum comitis Lemovicensis, quod de *Chaluchevreo* dicitur, oppugnat, sagitta transfigitur, nec longo post eodem ictu moritur, anno regni X. et apud Fontem Ebraudi sepelitur : vir quidem animosus et bellicosus, donis largissimus, armis strenuissimus, in militari negotio circumspectus, a militibus dilectus et a clero et populo honoratus, Ecclesiæ patronus, et divini officii auditor indefessus, cujus bella et facta in libro dierum regum Angliæ sunt conscripta. » (Ap. MARTENNE ET DURAND, *Amplissima Collectio*, T. V, col. 1037.)

LE MOINE RENIER (1230)

« Richardus, rex Anglicus, vir bellicosus, obiit gravi infortunio, ante quoddam castrum quod obsederat, percussus in gutture telo a sagittario. Cui successit Johannes Sine Terra cognomento, frater suus. Capto vero castro, qui inventi sunt in eo, pro morte tanti principis, quidam sunt excoriati, quidam diversis suppliciis laniati. » (*Chronicon Lamberti Parvi, a Reimero monacho continuatum*, ap. MARTENNE, *Amplissima Collectio*, T. V, col. 22. — Voir ci-dessus, § XI et XIII.)

GUILLAUME D'ANDRES (1234)

« Cum itaque ipsum regem Richardum Angliæ fere totus vel timeret vel prædicaret orbis, subito de hac vita raptus est : nam in obsidione cujusdam castelli in territorio Leviomensis (*lisez* : Lemovicensi) telo balistarii graviter vulneratus, in brevi postmodum est defunctus; prius tamen per Dei gratiam tanquam fidelis christianus peccatum confessus est, ecclesiasticis munitus

sacramentis. Huic successit in regnum frater ejus. » (*Chronique du monastère d'Andres* (1), par Guillaume, abbé, — de 1082 à 1234; — ap. D'ACHÉRY, *Spicilège*, in-fol., T. II, p. 808.)

N° 15

CONTINUEUR ANONYME DE SIGEBERT (1237)

« In diebus quadragesimæ in pago Lemovicensi thesaurus inventus est, quæm sibi vendicat Lemovicensis comes. Richardus, rex Anglorum, summus ipsius terræ princeps, thesaurum a comite repetit, set minime obtinuit. Inde rex stomachatus, cum armata multitudine castellum ejusdem comitis et ipse armatus obsedit; ubi ictu baliste quendam percutere idem rex cupiens, ab eodem eadem balista in scapula percussus, post dies vii obiit, et apud Fontem Ebraldi cum patre suo sepulturam accepit. » (*Continuatio Aquicinctina, manuscrit d'Anchin. — Patrologie de Migne*, T. CLX, col. 343.)

N° 16

VINCENT DE BEAUVAIS (1250)

« Anno Domini 1199, Richardus rex Angliæ juxta Lemonicas (pour *Lemovicas*) graviter vulneratus occubuit. Obsederat enim quoddam castrum propter quendam militem ibi manentem, qui thesaurum invenerat, quem Richardus ambiciose sibi reddi a vicecomite Lemonicensi petebat, ad quem miles ille confugerat. Dum ergo rex castrum illud fortiter impugnaret, balistarius quidam ex improvise quarellum transmittens, vulnus ei lethale infixit, et post paucos dies mortuus, apud Fontem Ebrardi sepultus quievit. » (*Speculum Historiale*, in-fol. : Duaci, 1624, p. 1206.)

(1) Diocèse de Térouanne, puis de Boulogne.

CONTINUATEUR DE GUILLAUME DE TYR (1261)

« Quant li rois d'Engleterre ot trives prisez au roi de France, l'en li fist assaveir, si come l'en dit, que un suens home avoit trové en terra un grant tresor d'argent et d'or. Li rois d'Engleterre li manda que il li envoiast cel avoir que il avoit trové; et se il ne le faisoit, il le iroit asseir et prendre. Li chevalier li manda que il feist au mieux que il porroit, que il n'aureit rienz dou suen, ne riens ne li envoieiroit. Li rois d'Angleterre y ala et assist le chastel. Cil chasteauz est en la terre de Limoges. Quand li rois fut devant le chastel, si lor dist que il li rendissent; et se il ne se rendoient, seussent il bien que il les pendroit toz par les goles. En dementiers que il les menaceit, si vint uns aubelestriers dou chastel, si tendit nne aubalestre, si le feri par mi le cors. Li rois geta la main au quarrel, si le sacha hors. Ne demora puis gaires que il fu morz. Ensi fu morz li rois d'Engleterre, si come l'en dit. » (*L'Estoire de Eracles, empereur*, XXVII^e livre, chapitre XIX; *Histoire des Croisades*, in-folio : imprimerie nationale; *Historiens occidentaux*, T. II, p. 241.)

THOMAS WIKES (1290)

« MCXCIX. — Rex Richardus singularis (pour *singulare* ?) militiæ decus in orbe, subjugata sibi Normannia, cum processisset in Aquitaniam, rediens inde, obsedit castrum de Chaluz in Normannia (*sic*), quod rex Francorum dobo occupaverat, ibique a quodam sagittario, telo toxicato percussus vii. kal. aprilis, heu proh dolor! interiit. Corpus ejus delatum apud Fontem Ebrandi (*sic*); sepultum est ibidem ad pedes patris sui Henrici. » (Ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, vol. II, p. 35.)

ANNALISTE DE WAVERLEY (1291)

« MCXCIX. — Richardus illustris rex Anglorum apud castrum Lemovicense sagitta percussus vii. kalendas aprilis, XII.

dies supervixit ; tandem mortuus est viii. id. aprilis et sepultus est ad pedes patris sui in monasterio sanctimonialium Fontis Ebraldi, iv. id. aprilis; apud castrum Limovicense de Caluz (*sic*).

» Christe, tui calicis prædo fit præda Chalucis,
Ære brevi ruit is, qui tulit æra crucis. »

(*Annales Waverleenses*, ab anno 1066 ad annum 1291, ap. THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, T. II, p. 166.)

N° 20

GUILLAUME DE NANGIS (1300)

« MCXCIX. — Richardus rex Angliæ dum castrum quoddam Vicecomitis Lemovicensis oppugnat, quarello balistæ oculo percussus, non multo post moritur, cui frater ejus Joannes, qui *Sine Terra* dicebatur, in regno successit. Sepultus vero fuit Richardus rex apud Fontem Ebraudi. » (D'ACHÉRY, *Spicilege*, in-fol., T. III, p. 19.)

N° 21

NICOLAS TRIVET (1307)

« Ricardus rex cum militem quemdam super inventionem thesauri convenire voluisset, quem solent sibi principes vindicare, tamquam in hoc eis singulariter natura deserviat : veritus ille severitatem regiam, ad vicecomitem Lemovicensem aufugit. Qui rogatus a rege ut militem redderet, cum parere neglexisset, rex terras ejus ingressus, castrum quoddam quod *Caluca* dicitur juxta Lemovicas obsedit, ac fortiter impugnavit. Septimo vero kal. aprilis dum castrum considerando circuiret inermis, subito balistæ jaculo in humero sinistro letali confoditur vulnere. Incipiens autem periclitari, tres Ordinis Cisterciensis accersisse fertur Abbates, quibus omnia peccata sua confessus est cum singultu et fletu. Quos cum ad injungendam sibi vel innotescendam poenitentiam salutarem cerneret stupefactos, dixit : Ut placetur justus Judex Deus poenam purgatoriam usque ad diem judicii libens pro meis admittam delictis. Prolem vero non habens,

Joannem fratrem suum regni ac terrarum suarum omnium testamento suo designavit heredem. Thesauri vero sui tres partes Othoni nepoti suo in regem Romanorum jam coronato contulit, reliquam servientibus suis pauperibusque divisit. Tandem dierum undecim languore vexatus, die duodecimo, octavo videlicet idus aprilis, ætatis suæ anno quadragesimo secundo, diem clausit extremum. Hic Ricardus propter magnanimitatem cordis, quia ardua quæque aggredi non refugit, Cor Leonis appellatus est ab Anglicis et Normannis. » (D'ACHÉRY, *Spicilège*, in-fol., T. III, p. 177. — *Bibliothèque nationale*, fonds latin, n° 16,018.)

N° 22

MATHIEU DE WESTMINSTER (1307)

Mathieu de Westminster, bénédictin de l'abbaye de ce nom, en Angleterre, florissait au commencement du xiv^e siècle. Sa chronique, qui a pour titre : *Flores Historiarum*, s'étend depuis le commencement du monde jusqu'à l'année 1307. Dans son article sur la mort de Richard, il n'a fait qu'abrégér Mathieu Paris :

« Anno gratiæ MCXCIX... Eodem tempore statutis, ut dictum est, treugis inter regem Richardum et regem Francorum, rex Richardus in quosdam barones Pictavie sibi rebelles formidabile vexillum direxit, et dum castrum Chalucis obsidione vallasset, vii. kal. aprilis, quodam baliste spiculo vulneratus est, et vulnere male custodito, cœpit mortis imminenti sentire periculum. Castrum tamen violenter occupavit, et authorem mortis liberum, pro amore Dei, abire permisit. Moriturus igitur, corpus suum apud Fontem Evraudi, secus pedes patris sui, cujus proditorem se confitebatur, sepeliri jubens, Ecclesiæ Rothomagensi cor suum inexpugnabile, propter præcipuam dilectionem quam adversus Normannos gerebat, legavit. Apud castrum vero prædictum, viscera sua in ecclesia recondi jubens, stercora sua Pictaviensibus, propter suæ proditiōis notam, reliquit. » (*Flores Historiarum*, in-fol. : Londini, 1570, lib. II, p. 75.)

Cap. XCIII. — *De morte regis Richardi.*

« 1199. Ædificato itaque castro (*de Gaillard*), et infra eundem annum plenarie completo, fertur ipsum regem hujusmodi verba protulisse, circumstantibus magnatibus suis: « Ecce quam » pulcra filia unius anni! » Dilexit enim eundem locum et gloriabatur in hoc facto. Cumque ad alia divertisset se rex Richardus, et custodes ejusdem castri in sua custodia extitissent (egressæ enim erant ex more lotrices per posticum ad lavandos pannos, et alia quæque in lacu subtus castrum; nec suspicabantur custodes accessum haberi posse ex parte illa), et ecce ingeniosi Franci et sibi multociens a longe prævidentes, præordinatis scaphis et allatis, dum quadam die egrederentur lotrices, lacum cum scaphis transierunt, et apprehensis lotricibus, castrum ingressi sunt, fugientibus ad eorum introitum quibusdam ex custodibus, et aliis comprehensis; confestimque attraxerunt alios, et facti sunt quasi robur immensum. Quod cum audisset rex Richardus, mox omni summa festinatione accurrit, et sic inveniens castrum præoccupatum iratus est valde, et commota sunt viscera ejus in hoc facto; declinavitque ad manerium suum de Andelle (sic nominato *Andelle*), quod situm est ex opposito ejusdem castri, interjecto flumine; cumque die quadam spaciatum pergeret, castrumque et loci situm circumspiceret, cognitus est a quodam balistario, et emissio ab eo telo graviter vulneratus est. Vocatique sunt chirurgici qui dicunt ei, quod ob gratiam recuperandæ sanitatis abstinendum esset ei ab omni contactu mulierum. Locus enim scapulæ, in quo percussus est, periculosus erat et profundus: propter quod interdixerunt ei omnem uxoris amplexum, visum etiam et tactum. Qui cum esset lubricus valde, et in amore mulierum excandescens, noluit reprimere delicias suas; sed salubre consilium parvipendens, non curavit de vulnere: eo quod modicum erat; et infestatum est. Crevit enim venenum, et desperatio vitæ secuta est.

» Cumque vitæ ipsius nulla esset spes, et horrenda mors jam pateret in januis, ingressus est ad eum ille Walterius, Rothomagensis archiepiscopus, de quo supra proxime fecimus mentionem, et ait ei: « Dispone domum tuam, ô Rex! quia morieris

» tu et non vives ». Cui rex : « Minæ sunt, episcope, et quasi
» trufæ, quas loqueris ». Cui episcopus : « Non sunt trufæ, rex,
» sed infallibilis mors in januis te expectat ». Cui rex : « Quid
» ergo vis ut faciam ? » At ille : « Cogita de filiabus tuis mari-
» tandis, et age pœnitentiam ». Et rex : « Hoc est quod primo
» dixi, trufæ sunt, quas loqueris : tu enim nosti me filios aut
» filias numquam procreasse ». Et episcopus : « Imo, ô rex,
» tres habes filias, et diu est quod eas habuisti, et aluisti.
» Primogenitam enim tuam habes Superbiam; secundam, Ava-
» ritiam, et tertiam, Luxuriam. Has enim habuisti et supra-
» modum dilexisti a juventute tua ». — « Verum, inquit rex,
» istas habui, et eas sic maritare volo. Primogenitam enim
» meam, scilicet Superbiam, concedo templariis, qui fastu tument,
» et præ cœteris sunt elati. Secundam, scilicet Avaritiam, do
» monachis griseis, qui omnibus vicinis per avaritiam nocent
» ut diaboli effrænati. Ultimam autem, scilicet Luxuriam,
» assigno monachis nigris, qui assata et fricta comedunt,
» nunquam satiati. » Ista enim tria hominum genera odio
habet rex, et ideo præ cæteris nominatas filias eis maritavit.
Ad hæc ille episcopus : « Non loquaris ita, rex, quoniam tempus
» resolutionis tuæ instat jam, et prope est ». Et rex : « Quid,
» inquit, mihi faciendum est ? » At ille : « Age, inquit, pœniten-
» tiam, et confitère peccata quæ commisisti, confidens in Christo
» crucifixo et misericordia ejus quæ est super omnia opera ejus,
» cui promptius est peccata dimittere quam peccatori veniam
» postulare ». Motus itaque rex in verbis episcopi prorupit in
lacrymas, et ait : « Pœniteo valde, et pœnitentiæ signa videbis,
» episcope, et testificaberis ». Moxque, accito confessore suo,
peccata sua gravia cum immenso dolore confessus est, et bene-
ficio absolutionis consecutus; præcepitque sibi pedes ligari et
in altum suspendi, nudumque corpus flagellis, cædi et lacerari,
donec idem ipse præciperet ut silerent. Cumque diu cæderetur,
ad modicum ex præcepto siluerunt. Et iterum reassumpto spiritu,
hoc idem secundo et tertio in abundantia sanguinis compleve-
runt. Tandem in se revertens, præcepit Viaticum sibi afferri, et
se velut proditorem et hostem contra Dominum suum ligatis
pedibus cum fune trahi. Acceptoque Viatico cum magna cordis
reverentia et tremore, adjecit : « Misericordia Domini magna
» est, qui vult omnes homines salvos fieri; justitia tamen ejus
» recta est, quæ vult omne delictum flagellari et puniri : verum
» in misericordia confidens, et de justitia timens, lego me et
» corpus meum vermibus corrodendum, animam autem meam

» usque in diem iudicii igne purgatorii cruciandam, in spe
» misericordiæ Dei in qua credo me posse salvari in illum
» diem ». Et aliis dictis, modico supervixit tempore ; et mortuus
est, sepultusque juxta patrem suum in monasterio Fontis Ebraudi,
mense aprilis anno Domini millesimo C. nonagesimo IX. Sicque
leo ferox, qui vivens in corpore cor et animum leonis habuisse
ferebatur, per industriam discreti pontificis ad Christum diri-
gitur velut agnus mitissimus, et pœnitens gloriosus. Audito
itaque rumore mortis ejus in curia regis Franciæ, gavisii sunt
gaudio magno valde, et congratulabantur regi suo dicentes :
« Gaudendum tibi est, ô Rex ! quia hostis tuus immanis corruit
» et mortuus est. » Quibus rex : « Non quidem gaudendum est,
» sed potius condolendum, quia corruit princeps nobilis et miles
» strenuissimus totius Christianitatis, et licet in jure suo eum ad
» tempus sensissem adversarium, sperabam tamen mihi haberi
» posse et hominem et amicum. Vobis etiam in morte ipsius
» doloris materia orta est, quia qui contra eum stipendiis meis
» jamdudum sumptuosissime militastis, nunc propriis potestis
» stipendiis militare. » Et sic licentiati incidenter doluerunt qui
materiam solatii intexere nitebantur. Interfectori etiam ipsius
regis Richardi, dum magna se meruisse crediderat, ait rex :
« Quia principem strenuissimum occidisti, non quidem in bello,
» sed in dolo, mala morte morieris (1) ». Præcepitque, et equis
tractus dilaceratus est, et ad furcas suspensus. » (*Chronica*
WALTERI HEMINGFORD, *canonici de Gisseburne, de gestis*
regum Angliæ, ab anno Dni MLXVI. ad annum MCCLXXIII,
ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X* :
Londini, 1652, in-fol., T. II, p. 550.)

Nº 24

JEAN BROMPTON (1360)

« Treugis inter reges Franciæ et Angliæ, ut dictum est,
statutis, rex Ricardus in quosdam barones Pictaviæ sibi
rebelles formidabile vexillum direxit. Et cum militem quandam

(1) C'est sur la foi de cette fausse légende que quelques historiens ont
attribué au roi Philippe-Auguste le supplice du meurtrier de Richard.
VOIR DE LARREY, *Histoire d'Angleterre*, T. I, p. 445 ; — Velly, *Histoire de*
France, T. II, p. 188 ; — ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 358.

super inventione thesauri, quem solent sibi principes vendicare, convenire voluisset, ille severitatem regiam veritus, ad vicecomitem Lemovicensem aufugit. Qui a rege ut militem redderet rogatus, et parere neglexit, rex terras ejus ingressus, quoddam castrum quod *Caluca* dicitur juxta *Lemovicas* obsedit, et fortiter impugnavit : septimo vero kal. aprilis dum castrum considerando inermis circuiret, quidam Bertramus Gordon spiculo balistæ suæ ipsum regem in humero sinistro sive in musculo brachii subito letaliter vulneravit. Vulnere, ut dicebatur, male custodito, cœpit mortis imminenti periculum rex sentire. Ad quem fertur tres abbates Cisterciensis ordinis accessisse, quibus omnia peccata sua cum singultu et fletu confessus est, quos cum ad injungendam vel innotescendam sibi pœnitentiam salutarem cerneret stupefactos, dixit : « Si placeat Deo justo judici meo, » libens pœnam purgatoriam usque in diem judicii pro delictis meis admittam ».

» Castro demum capto et dicto Bertramo occisore suo coram eo ducto, rex ab eo quæsit : « Quid tibi mali feci ? quare me » interemisti ? » At ille audacter respondit : « Quia tot mala » mundo intulisti, et patrem meum alias occidisti, sume de me » quamcumque volueris vindictam ». Sed rex tunc pietate commotus, mortem suam sibi pro amore Dei condonavit, et liberum abire permisit, centum que solidos Anglicanæ monetæ sibi dare præcepit. Sed quidam Marchadeus rege nesciente ipsum tenuit, et post obitum regis excoiatum suspendit. Rex vero moriturus thesaurum suum in tres partes divisit, unam Othoni nepoti suo in regem Romanorum jam coronato, alteram servientibus suis, et tertiam pauperibus reliquit. Corpus suum apud *Fontem Ebrulfi* ad pedes patris sui, cujus proditorem se confitebatur, sepeliri jussit. Cor suum inexpugnabile Rothomagensi Ecclesiæ propter præcipuam dilectionem quam adversus illam gerebat, legavit; apud castrum vero prædictum viscera sua recondere in ecclesia ordinavit; stercora sua Pictavensibus propter notam suæ proditionis reliquit. Tandem dierum undecim labore vexatus, die duodecimo, viii. idus aprilis, ætatis suæ anno quadragesimo secundo, diem clausit extremum.

» Iste rex Ricardus, propter magnanimitatem cordis sui, quæque ardua aggredi non refugit, *Cor leontis* appellatus est ab Anglicis et Normannicis : nam tremor illius non solum finitimas sed externas invasit gentes, cujus fama per totum mundum volavit. Occulto tamen Dei judicio, et justo, hoc genere mortis occubuit. Ipse siquidem hoc genus sagittandi, quod *arcubalis*-

tarum dicitur, jamdudum sopitum, in usum, ut dicitur, revocavit, unde et in eo peritus plures manu propria peremit quo et ipse postmodum in terra propria inpræmunitus et inopinate interiit, neque enim lex ulla æquior est

Quam necis artifices arte perire sua.

» In Cronicis autem Walteri de Gisebourn scribitur quod rex Ricardus non apud dictum castrum de *Caluca*, sed apud memoratum castrum de *Gaillard*, quod in uno anno, ut præscribitur, construxerat, jaculo balistæ occubuit. Nam ibi commemorat, quod dicto castro de Gaillard ædificato, et treugis, ut prædicitur, inter reges ad tempus firmatis, et rex Angliæ se ad alia divertebat, custodes dicti castri negligentes in sua custodia exstiterunt. Lotrices namque ex more ad pannos lavandos in lacu subtus castrum egressæ erant, nec suspicabantur custodes accessum ex parte illa haberi posse. Et ecce ingeniosi Franci sibi multociens a longe prævidentes, præordinatis scaphis et allatis, dum quadam die lotrices egrederentur, lacum cum scaphis transierunt, et apprehensis lotricibus, castrum ingressi sunt, quibusdam ex custodibus ad eorum introitum fugientibus et aliis comprehensis, confestim alios attraxerunt, et facti sunt quasi robur immensum. Quod cum audisset rex Richardus, mox cum summa festinatione concurrit, et castrum sic inveniens præoccupatum iratus est valde, et commota sunt viscera ejus in hoc facto. Qui cito ad manerium suum de *Andele*, quod situm erat ex opposito ejusdem, interjecto flumine, declinavit; cumque die quadam spaciatus pergeret, castrumque et loci situm circumspiceret, a quodam balistarium cognitus est, et telo ab eo emisso graviter vulneratur. Vocatique sunt chirurgici, qui dicunt ei quod, ob gratiam recuperandæ sanitatis, ab omni contactu mulierum est ei totaliter abstinendum. Locus enim scapulæ in quo percussus est periculosus erat et profundus; propter quod interdixerunt ei omnem uxoris amplexum, tactum etiam atque visum. Qui, cum esset lubricus valde, et in amore mulierum excandescens, delicias suas reprimere noluit; sed salubre consilium parvipendens, de vulnere eo quod modicum sibi videbatur non curavit. Quo infestato, venenum crevit, et vitæ desperatio secuta est.

» Cumque vitæ illius nulla spes esset, et mors horrenda in januis jam pateret, ingressus est ad eum dictus dominus Walterus, Rothomagensis episcopus, sibi dicens: « Dispone domui tuæ, ô rex! quia morieris et non vives ». Cui rex: « Minæ sunt, episcope, et quasi truffæ quas loqueris ». Cui episcopus:

« Non sunt truffæ, rex, sed inevitabilis mors in januis te expectat ». Cui rex : « Quid ergo vis ut faciam ? » — « Cogita de filiabus tuis maritandis, et age pœnitentiam ». Et rex : « Hoc est quod primum dixi, truffæ enim sunt quod loqueris : tu enim nosti me nunquam filias procreasse ». Et episcopus : « Imo, rex, tres habes filias, et diu est quod eas habuisti et aluisti. Primogenitam tuam habes Superbiam, secundam Avaritiam, et tertiam Luxuriam : has enim habuisti et supra modum a juventute tua dilexisti ». — « Verum, inquit rex, istas habui, et sic eas volo continuo maritare. Primogenitam enim meam concedo Templariis, qui fastu tument, et præ cæteris sunt elati. Secundam, scilicet Avaritiam, do monachis griseis, qui omnibus vicinis suis per avaritiam nocent, ut diaboli effrænati. Et ultimam, scilicet Luxuriam, assigno monachis nigris, qui assata et frixa comedunt nondum satiati. » Ista enim tria genera hominum rex odio habuit, et ideo eis nominatas filias præ cæteris maritavit. Ad hæc ille episcopus : « Non loquaris ita, rex, quia tempus resolutionis tuæ jam instat et prope est ». Et rex : « Quid, inquit, mihi faciendum est ? » — « Age, inquit, pœnitentiam, et peccata quæ commisisti confitere, confidens in Christo, et misericordia ejus, quæ est super omnia opera ejus, qui promptior est dimittere quam est peccator veniam postulare ». Rex itaque in verbis episcopi motus, in lacrymas prorupit, et ait : « Pœniteo valde, et pœnitentiæ signa testificaberis, episcope, et videbis ». Moxque, confessore suo accito, peccata sua gravia cum immenso dolore confessus est et absolutionis beneficium assecutus. Præcepitque pedes sibi ligari et in altum suspendi, nudumque corpus flagellis cædi et lacerari, donec idem ipse præciperet ut silerent. Cumque diu caderetur, ex præcepto ad modicum siluerunt. Et spiritu iterum assumpto, hoc idem secundo et tertio in habundantia sanguinis compleverunt. Tandem in se revertens afferri viaticum sibi jussit, et se velut proditorem et hostem contra Dominum suum ligatis pedibus fune trahi. Et viatico cum magna cordis reverentia et tremore accepto, adjecit dicens : « Misericordia Domini magna est, quæ vult omnes homines salvos fieri, justitia tamen est ejus recta, quæ vult omne delictum puniri et debite flagellari : verum in misericordia ejus confidens, et de justitia timens, lego me et corpus meum vermibus corroendum, animam autem meam usque in diem judicii igne purgatorii cruciandam, in spe misericordiæ Dei in qua credo me posse salvari in illum diem ». Et hiis dictis, modico supervixit tem-

pore ; et mortuus, est sepultus juxta patrem suum, in monasterio Fontis Ebrardi, mense aprili anno Domini MCXCIX. »

» Sicque leo ferox, qui vivens in corpore cor et animum leonis habuisse fertur, per industriam discreti pontificis ad Christum dirigitur velut agnus mitissimus et poenitens gloriosus. Rumore itaque mortis ejus in curia regis Franciæ audito, gavisī sunt gaudio magno valde, et congratulabantur regi suo dicentes : « Gaudendum est tibi, ô rex, quia hostis tuus immanis corruit » et 'mortuus est ». Quibus rex : « Non michi, inquit, gaudendum est, sed potius condolendum, quia corruit princeps » nobilis, et strenuissimus miles totius Christianitatis ; et licet » in suo tempore eum ad tempus adversarium sensissem, sperabam tamen michi haberi posse integrum amicum et hominem » fidelem. Vobis eciam in morte ipsius doloris materia orta est, » quia qui contra eum stipendiis meis jamdudum sumptuose » militastis, nunc potestis stipendiis propriis militare. » Et sic licentiati incidenter doluerunt qui materiam solacii intexere nitebantur. Et ut dictus Walterus consequenter in Chronica sua scribit, rex Franciæ interfectori suo, qui magna se meruisse crediderat, ait : « Quia principem strenuissimum occidi » disti, non quidem in bello, sed in dolo, mala morte morieris ». Unde ex regis præcepto equis ad furcas tractus suspensus est.

De divisione corporis regis Richardi, in tribus locis sepulti, quidam metricus ait :

Viscera *Daroelum* (sic), corpus Fons servat Ebrardi,
Et cor Rothomagum, magne Ricarde, tuum.
In tria dividitur unus, qui fuit plus uno (sic) :
Nec superest uno gratia tanta viro.
Christe, tui calicis prædo fit præda Calucia :
Ære brevi deicis qui tulit æra crucis.

Mortem istius regis Ricardi magister Galfridus de Nine Salvo (*pour Vtne-Salvo*) in libro quem de Eloquentia composuit, versibus hiis deplorat :

Neustria, etc.

(Voir ces vers plus bas, n° 30. Cette pièce est suivie des vers suivants) :

Rex Ricarde, jaces : sed si mors cederet armis,
Victa timore tui, cederet arma tuis.
Laus tibi prima fuit *Siculi*, *Ciprus* altera, *Joppe*
Tercia, quarta *Dromo*, quinta *Taverna* fuit,
Suppressi *Siculi*, *Ciprus* pessundata, *Joppe*
Tenta, *Dromo* mersa, capta *Taverna* fuit.

(*Chronicon* JOANNIS BROMPTON (abbatis Jornalensis), ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores* X, T. I, col. 1277-1281.)

HENRY DE KNYGHTON (1395)

Henry de Knyghton était chanoine régulier du monastère de Leicester. Voici le jugement qu'en porte Cave, dans son *Histotre Littéraire* : « Melioris notæ historicus, quo non alius res Anglicas majori fide ac diligentia prosecutus est (1) ». Dans son article sur la mort de Richard, il n'a fait que reproduire Roger de Hoveden : seulement il a donné au chef des Brabançons, qui accompagnait Richard, et qui fit périr son meurtrier, le titre de *duc de Brabant* ; et c'est pourquoi quelques historiens ont attribué à Baudoin IX, comte de Flandre, le supplice du meurtrier de Richard (2).

« Anno gratiæ M.C.LXXXXXIX. — Hoc ultimo anno regis Ricardi Widomarus vicecomes Lemovicensis in *Britannia minore (sic)*, homo regis Angliæ, invento immenso thesauro auri et argenti in fundo suo, misit magnam thesauri partem regi Ricardo; sed ille recusavit, dicens se totum habere debere de jure dominationis suæ, quod tamen alius recusavit. Obsedit igitur rex castrum vicecomitis, quod vocabatur *Caluz*, putans ibi thesaurum inesse: cui ministri castri exeuntes, optulerunt regi castrum cum contentis, salvis eisdem vita, membris et armis; renuit rex, imponens illis ut redeuntes viriliter se defendant. Cum igitur rex die quadam et dux Brabantiae circumirent castrum, ut infirmiora explorarent, quidam arcubalista Bertramus Gurdon telo regem in brachio vulneravit: quare præcepit rex omnino, ut castrum caperetur et omnes intus suspenderentur, excepto suo vulneratore: quod et factum est. Cum igitur extracto teli ligno, sed manente ferro, ex venarum et nervorum incisione, nono post hoc die rex esset moriturus; advocari fecit vulneratorem suum, sic inquires: « Quid unquam mali tibi » feci, quod me ad mortem vulnerasti? » Et ille: « Patrem » meum et duos fratres meos occidisti, et me modo occidere » voluisti: placet mihi quamcumque pœnam subire, dummodo tu » succumbas ». Tunc jussit rex eum libere abire, dans illi centum

(1) *Historia Literaria*, 1720, suppl., p. 55.

(2) Voir DE LARREY, *Histoire d'Angleterre*, T. I, p. 445; — Velly, *Histoire de France*, T. II, p. 188; — ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 358.

solidos sterlingorum. Sed post regis obitum fecit dux Brabantiae eum excoriatum suspendi. Mortuo igitur Ricardo, vii. idus aprilis, corpus ejus, in tres partes divisum, in tribus locis sepelitur, unde quidam metricus sic ait :

» Viscera Carleolum, corpus Fons servat Ebrardi,
Et cor Rothomagum, magne Ricarde, tuum.
In tria dividitur unus, quia plus fuit uno,
Nec superest uno gratia tanto viro.
Christe, tui calicis prædo fit præda Calucis,
Ære brevi deicis qui tulit æra crucis.
Hic, Ricarde, jaces ; sed mors si cederet armis,
Victa timore tui, cederet arma tuis.

» Obiit igitur rex Ricardus x. anno regni sui in Normannia, septimo kalendarum aprilis, et juxta patrem suum Henricum apud Fontem Ebrardi sepulta est pars ejus corporis anno gratiæ M.C.LXXXXIX. » (HENRY DE KNYGHTON, *De Eventibus Angliæ*, lib. II, ap. ROGER TWISDEN, *Historiæ Anglicanæ Scriptores X*: Londini, 1652, in-fol., T. II, col. 2413.)

Nº 26

THOMAS WALSINGHAM (1450)

« Anno millesimo centesimo nonagesimo nono, Ricardus Rex, cum militem quemdam super inventionem thesauri convenire voluisset, ille, veritus severitatem regiam, ad vicecomitem Lemovicensem fugit. Qui rogatus a rege ut militem redderet, cum parere neglexisset, Rex, terras ejus ingressus, castrum quoddam quod « Caluca » dicitur, juxta Lemovicas, obsedit, ac fortiter impugnavit : septimo vero kalendas aprilis, dum castrum considerando circuiret inermis, subito balistæ jaculo in humero sinistro letali confoditur vulnere, a quodam milite, qui « Petrus Basilii » dicebatur. Sequentibus diebus undenis, languens ex vulnere, die duodecimo, octavo videlicet idus aprilis, ætatis suæ anno quadragesimo secundo, diem clausit extremum. Hic, propter magnanimitatem cordis, cognominatus est ab Anglicis et Normannis « Cor Leonis ». Sepultus est autem apud Fontem Ebraudi, in monasterio monialium, ad pedes patris sui, Henrici regis : cum regnasset annis novem, mensibus totidem,

sexque diebus (1). » (THOMÆ WALSINGHAM, *Ypodigma Neustriæ*, edited by Henry-Thomas Riley, in-8° : London, 1876, p. 121-122, inter *Rerum Britannicarum medii ævi Scriptores*.)

N° 27

NICOLE GILLES (1533)

(*Du grant tresor trouue en Lymosin, et de la mort du roy
Richard dangleterre.*)

« En l'an mil. C.IIIIXX.XIX. il advint au pays de Limosin que ung chevalier trouua en sa terre ung moult grand tresor. Et estoit ledit tresor sicomme on disoit ung empereur, sa femme, ses fils et ses filles qui estoient de leur grandeur et de leur grosseur assis a une table, et estoient lesditz personnages, tables et treteaulx de fin or massifz et y avoit lettres escriptes qui donnoient a entendre les noms et le temps que avoit regne ledit empereur que ce avoit faict faire. Le roy Richard dangleterre qui en fut adverty le voulut avoir disant quil estoit souuerain audit pays de Lymosin, et par ce lui devoit appartenir par droit daubeyne. Mais le chevalier qui lavoit trouué en sa terre qui estoit du fief du viconte de Lymoges ne luy voulut bailler et le porta, et se retira devers ledit viconte de Lymoges. Par quoy ledit Richard les alla assieger dedans ung chastel appelle Chaulus de Capreol ouquel ilz sestoient retirez. Et ainsi que ledit Richard tenoit le siege et que ung jour il alloit a lentour de la place, advint que ung de ceulx qui estoient dedans ladite place dune arbalestre quil avoit tira un traict a ladventure et a la vollee sans regarder ou ne a qui il tiroit. Il advint que icelluy traict tomba sus le pied dudit roy dangleterre et le blessa ung peu. Et dudit coup aucuns jours apres icelluy Richard mourut. Et fut porte enterrer en labbaye de Frontevaulx aupres du roy Henry son pere, et son cuer porte enterrer en leglise Nostre Dame de Rouen. Icelluy Richard fut en son vivant homme vaillant en armes, large donneur, cault et subtil en ses affaires,

(1) This account of the death of Richard is derived from the text of Trivet, but the line stating the name of the soldier, « Petrus Basilii », is taken from the *Abbreviated Annals* toward the close of the text of Ralph de Diceto. (*Note de l'éditeur.*)

fort ayme de ses gens. Et a ceste cause pour la magnanimité de son courage fut surnomme Cœur de Lyon. Mais il se monstra trop de fois desloyal, rebelle et contumax au roi de France son souverain et naturel seigneur sans cause raisonnable. Et luy rompit plusieurs fois sa foy et son alliance, tellement que de son vivant et jusques a ores la hayne sen est enracinee aux cueurs des Francois et des Anglois les ungs contre les autres plus quelle nestoit paravant. » (*Les Grandes Chroniques et Annales de France*, 1533, fol. 94, v°.)

N° 28

ROGER DE HOVEDEN

(*Dialogue entre Richard et Foulques de Neuilly. — Voir ci-dessus, § XIII.*)

« 1198. Prædictus autem Fulco quadam die accessit ad Ricardum regem Angliæ, et ait ille : « Dico tibi ex parte omnium » potentis Dei ut tres filias tuas, quas habes pessimas, citius » marites, ne aliquid tibi deterius contingat.

» O, digito compesce labella,
Accusator erit, qui verum dixerit (1).

» Cui fertur regem respondisse : « Hypocrita, mentitus es in » caput tuum, quia filiam non habeo ullam ». Ad quod Fulco respondens ait : « Certe non mentior : quia, ut dixi, tres habes » filias pessimas, quarum una est Superbia, altera Cupiditas, » tertia Luxuria ». Convocatis igitur ad se comitibus et baronibus multis, qui aderant, ait rex : « Audite universi commonitionem » hujus hypocritæ, qui dicit me habere tres filias pessimas, » videlicet Superbiam, Cupiditatem et Luxuriam ; et præcipit ut » eas maritem. Do igitur Superbiam meam superbis templariis, » et Cupiditatem meam monachis de ordine Cisterciensi, et » Luxuriam meam prælatis ecclesiarum.

» O nimis indignum miseris inferre cachinnum (2) ! »

(ROGER DE HOVEDEN, edited by William Stubbs, 1871 : London, T. IV, p. 76.)

(1) JUVÉNAL, *Sat.* I, 160.

(2) Voici une note de M. William Stubbs, éditeur de Roger de Hoveden :
« The story is told by Giraldus Cambrensis also : *Itiner. Cambriæ* (ed.

(*Richard délivré des peines du purgatoire. — Légende du chevalier exilé.*

— Voir ci-dessus, *Appendice*, art. 1^{er}.)

« Sub eisdem diebus Henricus Roffensis episcopus, cum in Sabbato quo cantatur *Sittentes venite ad aquas*, apud Sidin-geburniam, præsente Cantuariensi electo, ordines celebrasset solemnes, astante clero et populo, fiducialiter cum sermonem faceret protestatus est, dicens : « Gaudete omnes in Domino, » fratres, qui hic præsentes estis, scientes indubitanter, quod » uno et eodem die exierunt de purgatorio rex quondam An- » glorum Richardus, et Stephanus Cantuariensis archiepiscopus, » cum uno capellano ejusdem archiepiscopi, ad conspectum » divinæ majestatis. Et eadem die, non nisi tres illi de locis » pœnalibus exierunt. Et ut his dictis meis fidem adhibeatis » plenissimam et certam, [sciatis] quia mihi et cuidam alii tertia » jam vice hoc per visionem revelatum est ita manifeste, quod » ab animo meo omnis dubitationis ambiguitas removetur. » — Et quoniam hic mentio facta est de magnifico rege Richardo, unum de actibus ejus Deo beneplacitis, ut credimus, ad ædificationem audientium referamus.

» Regnante dicto rege Richardo, miles quidam de regno Angliæ, in *Nova* degens *Foresta*, qui longo tempore et usu bestias regis furtive venari consueverat, quadam vice interceptus est cum venatione furata, et per judicium curiæ ipsius regis in exilium relegatus. Hanc enim legem de venatione sublata, rex ille in pace clementissimus in hoc temperavit, quod cum apud reges antecessores ejus, si quilibet in fraude venationis deprehensi fuissent, eruebantur oculi eorum, abscindebantur virilia, manus vel pedes truncabantur. Sed tale judicium pio regis Richardo visum est nimis inhumanum, ut homines ad imaginem Dei creati, pro feris, quæ juxta legem naturalem generaliter omnibus sunt concessæ, de vita vel membris periclitarentur, ut id faciendo feris ac bestiis deterior videretur. Hoc enim solum-

Dimock), p. 44. — WALTER OF HEMINGBURGH, T. II, p. 239, gives it in another shape, making Walter of Coutances the reprover, and placing the scene at the king's death bed. »

modo sufficebat ei, ut quilibet in tali culpa deprehensi, vel Angliam abjurarent, vel pœnam carceralem subirent, vel pœna punirentur pecuniali, salvis omnibus vita et membris. Miles igitur, ut dictum est, in exilium trusus, coactus est cum uxore et liberis panem inter extraneos mendicare, qui prius exquisitis deliciis fruebatur. Tandem in se reversus miles, cogitavit a rege misericordiam implorare, ut in hæreditate sublata restitui mere-retur. Et veniens ad regem in Normannia, invenit eum summo mane in quadam ecclesia, ut missam audiret. Et miles ecclesiam tremens intravit, non ausus in regem oculos erigere, quia cum esset visu quasi speciosissimus hominum, quandoque tamen terribilis videbatur. Et ante imaginem Crucifixi, quæ in ecclesia erat, se conferens, et genuflexiones cum lacrymis multoties iterans. Crucifixum humiliter precabatur ut, per ineffabilem clementiam suam, gratiam sibi regis misericorditer reconciliaret, qua hereditatem recuperaret amissam. Rex autem, militem in-tuens sollicitè orantem cum lacrymis, et devotione non ficta, vidit de illo rem mirabilem, et relatione condignam. Nam quo-tiescunque miles (quem de familia sua non esse deprehendit) genua flexit, ut imaginem adoraret, imago e contra Crucifixi ad genuflexiones ejus caput et collum satis humiliter inclinavit, et regem hoc cum stupore sæpius conspicantem in admirationem commovit. Rex autem statim officio Missæ completo, fecit militem ad suum accersiri colloquium, et diligenter sciscitabatur ab eo, quis et unde fuisset. At ille cum timore regi respondens ait : « Domine (inquit), homo vester ligius sum, sicut omnes anteces- » sores mei fuerunt » ; et narrationem incipiens, retulit coram rege quo ordine, cum venatione deprehensus, exhæredatus fuerat, et cum sua familia relegatus. Dixit ergo rex ad militem : « Fe- » cistine aliquando in vita boni aliquid ad sanctæ Crucis reve- » rentiam et honorem ? » At miles, de actibus præteritis sollicitè cogitans, regi rem quam egerat ob Crucifixi reverentiam enarravit :

« Pater meus (inquit) et alius quidam miles villam quandam » inter se dimidiabant, quam jure hæreditario possidebant (1). » Et cum pater meus in omnibus divitiis abundaret, alius e » contra miles semper pauper erat et egenus. Contra patrem » meum invidia ductus, paratis insidiis interfecit eum. Ego » autem, qui tunc puer erant, cum annos viriles attigissem, et » in hæreditate paterna confirmatus fuisset, cogitavi immuta-

(1) Il y a dans le texte imprimé : *possidebam*.

» biliter ultionem patris mei, militem illum interficere; sed ille,
» super his præmonitus, per annos plurimos ab insidiis, quas ei
» studiose paraveram, callide [se] custodivit. Tandem cum in
» die parasceves, qua crucem subiit Christus Jesus pro salute
» mundi, ad ecclesiam properarem servitium auditurus, vidi
» inimicum præcedere me, ut similiter ad ecclesiam iret. Fes-
» tinavi post tergum ejus, ut eum interficerem gladio educto.
» Sed ille casu retro respiciens, cum me rapido cursu advenire
» conspiceret, ad crucem quandam, quæ secus viam stabat, con-
» fugit, quia, nimia senectute gravatus, se defendere non
» valebat. Et cum illum qui lignum crucis inter brachia tenebat
» amplexatum, erecto gladio vellem perimere, et cerebrum
» effundere, adjuravit me per nomen Crucifixi illius, qui in
» ligno crucis ea die pro totius mundi salute pependit, ne eum
» interficerem: votum faciens et firmiter promittens, quod pro
» anima patris mei quem occidit, capellanum unum assignaret
» in perpetuum, ad obsequium defunctorum. Ego autem senem
» illum videns lacrymantem, commotus visceribus, victus fui pie-
» tate, et reposui gladium in vaginam, nolens ei nocere. Et sic
» ob amorem et reverentiam vivificæ crucis, mortem patris mei
» militi condonavi. » Tunc rex militi respondens, ait: « Sapienter
» egisti, quia Crucifixus tibi nunc vice pro vice sufficienter per-
» solvit ». Et advocans episcopos et barones qui aderant, revelavit
audientibus cunctis visionem quam rex viderat: quomodo scilicet
imago Crucifixi ad singulas militis genuflexiones caput cum collo
humiliter inclinavit. Et rex continuo ad se vocans cancellarium
suum, præcepit ut per litteras suas patentes vicecomiti, quem
miles sibi nominaret, daret in mandatis: quatenus visis lit-
teris, militi terram suam redderet totam, in eo statu quo eam
recepit, quando a patria sua miles exulavit. Et hæc misericordia
quam fecit pius rex Richardus, cum aliis hujus operibus, ipsum,
ut credimus, a periculis damnationis et cruciatuum citius
liberavit.

» Nec illud de virtutibus magnifici regis loquentes credimus
negligendum: quod statim coronatus in regem, rectam semper
justitiam cunctis exhibuit, pro munere nunquam judicium sub-
verti permisit. Episcopatus et abbatias vacantes, continuo et
absque venalitate, viris canonice electis concessit, nec eas ali-
quando sub laicorum custodia deputavit. Prælatos omnes ordi-
natos, et præcipue viros religiosos honoravit, et pro reverentia
Jesu Christi eos offendere adeo metuit, ut tempore quodam cum
ad mandatum domini Papæ, omnes prælati totius regni coram

rege congregati fuissent, ut partem vicesimam mobilliorum suorum ad subventionem *Terræ Sanctæ* concederent, et seorsum sederent super præfato negotio colloquentes, rex ait Galfrido, filio Petri, et Willielmo Brivuerre, qui apud pedes ejus sedebant, voce demissa : « Videtis prælatos illos, qui ibi sedent? » — « Videmus, domine », inquiunt. Et rex ad eos : « Si scirent » quomodo eos, ob reverentiam Dei, timeo, et quam invite » offenderem illos, ipsi me conculcarent, quemadmodum conculcatur calciamentum vetus et dejectum (1). » (MATHIEU PARIS, edit. 1644 : Paris, in-fol., p. 256, 257.)

N° 30

GEOFFROY VINESAUF (1200)

« Hujus (*Ricardi*) mortem magister Galfridus de Vinosalvo, in libro suo quem de Eloquentia composuit, versibus his deplorat :

« Neustria, sub clypeo regis defensa Ricardi,
Indefensa modo, gestu testare dolorem,
Exsudent oculi lacrymas, exterminet ora
Pallor, connodet digitos tortura, cruentet
Interiora dolor, et verberet æthera clamor.
Tota peris ex morte sua : mors non fuit ejus,
Sed tua ; non una, sed publica mortis imago.
O Veneris lacrymosa dies, o sydus amarum !
Illa dies tua nox fuit, et Venus illa venenum.
Illa dedit vulnus, sed pessimus ille dierum
Primus ab undecimo qui vitæ vitricus ipsam
Clausit ; uterque dies homicida tyrannide mirâ.
Trajecit clausus exclusum, tectus apertum,
Providus incautum, miles munitus inermem,
Et proprium regem. Quid miles, perfide miles,
Perfidie miles, pudor orbis, unica sordes
Militiæ miles, manuum factura suarum,
Ausus es hoc in eum ? miles scelus istud es ausus ?
O dolor, o plus quam dolor ! ô mors, ô truculenta
Mors, esses utinam mors mortua. Quid meministi,
Ausa nefas tantum ? placuit tibi tollere solem,

(1) Suit un magnifique éloge de la conduite de Richard pendant la croisade, et de ce qu'il fit en Orient pour la délivrance de la *Terre-Sainte* et les intérêts de la religion.

Et tenebris damnare solum ? scis quem rapuisti ?
Ipse fuit jubar in oculis, et dulcor in ore
Et stupor in mente. Mors impia quem rapuisti ?
Ipse fuit dominus armorum, gloria regum,
Deliciæ mundi ; nihil addere noverat ultra.
Ipse fuit quidquid potuit natura ; sed illud
Causa fuit quare rapuisti ; res pretiosas
Eligis, et viles quasi dedignata relinquis.
Et de te natura queror, quia nonne fuisti
Dum mundus puer esset adhuc, dum nata jaceres
In cunis in eo studiosa, nec ante senectam
Desiit hoc studium. Cur sudor tantus in orbem
Attulit hoc mirum, si tam brevis abstulit hora ?
Sudorem tantum placuit tibi tradere mundo,
Et revocare manum : dare sic et tollere donum.
Cur irritasti mundum ? aut redde sepultum,
Aut forma similem. Sed non tibi suppetit unde,
Quidquid erat tecum, vel mirum vel pretiosum,
Huic erat impensum ; thesauri deliciarum
Hic sunt exhausti ; ditissima facta fuisti
Ex hac factura : fieri pauperrima sentis
Ex hac jactura. Si felix ante fuisti
Tanto plus misera, quanto felicior ante.
Si fas est accuso Deum : Deus optime rerum,
Cur hic degeneras, cur obruis orbis amicum ?
Si recolis, pro rege facit Japhe tua, quam quot
Millibus appositis solus defendit, et Achon,
Quam virtute sua tibi reddidit, et crucis hostes,
Quos vivus semper sic terruit, ut timeatur
Mortuus : ipse fuit sub quo tua tuta fuerunt.
Si Deus es, sicut esse decet, fidelis, et expers
Nequitia, justus, rectus, cur minuisti
Ergo dies ejus ? Potuisses parcere mundo.
Mundus egebat eo, sed eum magis eligis esse
Tecum quam secum, mavis succurrere cœlo
Quam mundo. Domine, si fas est dicere, dicam
Pace tua : Poteras fecisse decentius istud,
Et properasse minus, saltem dum frœna dedisset
Hostibus, et facti tamquam mora nulla fuisset.
Res erat in foribus, tunc posset honestius ire,
Et remeare tibi : sed in hac re scire dedisti
Quam brevis est risus, quam longaue lacryma mundi (1). »

(1) Cité par Nicolas Trivet, ap. D'ACHÉRY, *Spicilege*, in-fol., T. III, p. 177. — Voir encore THOMAS GALE, *Historiæ Anglicanæ Scriptores quinque* : Oxoniæ, 1687, T. II, p. 430. — Voir ci-dessus, *Appendice*, art. III.

COMPLAINTÉ HISTORIQUE DE GAUCELM FAYDIT SUR LA MORT
DE RICHARD CŒUR-DE-LION

Fortz chausa es, que tot lo maior dan
E'l maior dol, las ! qu'ieu ancmais agues,
E so don dei totz temps plaigner ploran,
M'aven a dir en chantan e retraire ;
Que selh qu'era de valor caps et paire
Lo rics valens, Richartz, reys dels Engles,
Es mortz, ai dieus ! quals perd' e quals dans es !
Quant estrang mot, e quant greu per auzir !
Ben a dur cor totz hom qui 'l pot souffrir.

Mortz es lo reys, e son passat mil an
Qu'anc tan pros hom no fo ; ni no vi res,
Ni ja non fo mais hom del sieu semblan,
Tan larcz, tan pros, tan arditz, tals donaire ;
Qu'Alixandres, lo reys que venquet Daire,
Non cre que tan dones ni tan messes ;
Ni anc Charles ni Artus tan valgues ;
Qu'a tot lo mon se fes, qui 'n vol ver dir,
Als us doptar et als autres grazir.

Meravil me qu' el fals secgle truan
Auza esta savis hom ni cortes,
Pus ren no i val belh ditz ni fait prezan ;
E doncs per que s'esfors' om pauc ni guayre ?
Qu'era nos a mostrat mortz que pot faire,
Qu'a un sol colp a lo mielh del mon pres,
Tota l'onor, tot lo pretz, tot lo bes ;
E pus vezem que res no i pot guandir,
Ben deuriam meins duptar al murir.

Ai ! senher reys valens, e que faran
Hueimais armas ni gran tornei espes,
Ni ricas cortz, ni belh donar ni gran,
Pus vos no i etz qu'en eras capdelaire ?
Ni que faran li liurat a maltraire,
Silh que s'eran en vostre servir mes,
Qu'atendion qu'el guazardon vengues ?
Ni que faran sels que s degran aucir
Qu'aviatz faitz en gran ricor venir ?

Avol vida e piez de mort auran
En tos temps dol, qu'en aissi lor es pres ;
E Sarrazi, Turc, Payan e Persan,
Que us duptavon mais que hom nat de maire,
Creisseran tan d'orguelh tot lor afaire
Que plus greu n'er lo sepulcres conques ;
Et dieus o vol, quar si 'l non o volgues,
E vos, senher, visquessez, ses mentir
De Suria los avengra a fugir.

Jamais non ai esperansa que i an
Reys ni princeps qui cobrar lo pogues ;
Pero tug silh qu'el vostre loc seran
Degran saber cum fos de pretz amaire,
E qual foron vostre dui valen fraire,
Le joves reys e'l cortes coms Jaufres ;
E qui en loc remanra de vos tres
Ben deu aver fin cor e ferm cossir
De totz bos aips enansar e grandir.

Bel senher dieus, vos qu'etz vers perdonaire
Vers dieus, vers hom, vera vida, merces,
Perdona li, que ops e cocha l'es,
E non gardetz, senher, al sieu falhir,
E membre vos com vos anet servir (1).

GAUCELM FAYDIT.

Nº 32

SIRVENTE DE RICHARD SUR SA CAPTIVITÉ

I

Ja nuls hom pres non dira sa rason
Adrechament, si com hom dolens non ;
Mas per conort deu hom faire canson :
Pro n'ay d'amis, mas paure son li don,
Ancta lur es, si per ma rezenson
Soi sai dos yvers pres.

(1) RAYNOUARD, *Choix de Poésies des Troubadours*, T. IV, p. 54, 55, 56. —
Voir ci-dessus, *Appendice*, art. III.

II

Or sapchon ben miey hom e miey baron,
Angles, Norman, Peytavin e Gascon,
Qu'ieu non ay ja si paure compaignon
Qu'ieu laissasse, per aver, en preison :
Non ho dic mia per nulla retraison,
Mas anquar soi ie pres.

III

Car sai eu ben per ver, certainament,
Qu'hom mort ni pres n'a amic ni parent,
Et si m laissan per aur ni per argent,
Mal m'es per mi, mas pieg m'es per ma gent,
Qu'apres ma mort n'auran reprochament,
Si sai mi laisson pres.

IV

No m meravilh s'ieu ay lo cor dolent,
Que mos senher met ma terra en turment ;
No li membra del nostre sacrament
Que nos feimes el Sans cominalment ;
Ben sai de ver que gaire longament
Non serai en sai pres.

V

Suer comtessa, vostre pretz sobeiran
Sal dieus, e gard la bella qu'ieu am tan,
Ni per cui soi ja pres.

RICHARD CŒUR-DE-LION.

(RAYNOUARD, *Choix de poésies des Troubadours*, T. IV, p. 183. —
Voir la traduction dans MILLOT, *Histoire littéraire des Trouba-*
dours, T. I, p. 58. — Voir une autre poésie de Richard dans
ROCHEGUDE, *Parnasse Occitanien*, p. 13.)

L'ABBÉ ARBELLOT.

LA
MAISON DE SÉGUR
SON ORIGINE, SES VICOMTES

ORIGINE DE SÉGUR

I.

De toutes les questions obscures de l'histoire du Limousin, l'origine de la maison de Ségur n'est pas la moins difficile à résoudre. Les vieux chroniqueurs en parlent à peine, ne donnent que des indications peu précises; les auteurs modernes se contredisent souvent, et ne sont même pas toujours d'accord avec eux-mêmes. L'histoire de Ségur se confond, dans le principe, avec l'histoire des vicomtes de Limoges, et il n'y a, dans les annales de notre province, rien de plus malaisé à établir que la généalogie des premiers vicomtes. Les remarquables travaux de dom Clément, dans l'*Art de vérifier les dates*, les patientes recherches de M. Marvaud, les études savantes de M. Robert de Lasteyrie, n'ont pu jeter un jour complet sur la question.

Nous n'espérons pas dissiper aujourd'hui tous les doutes et présenter un travail à l'abri de toute critique. Le dernier mot ne sera dit sur la maison de Ségur et les vicomtes de Limoges que lorsque des chartes nouvelles auront été découvertes, et que des documents, encore inconnus, seront venu confirmer et changer en réalité ce que les uns ou les autres ont proposé, jusqu'à présent, comme des hypothèses.

II.

Il semble que l'origine de la forteresse de Ségur doive remonter au temps de la deuxième invasion normande dans le Limousin.

M. Marvaud dit, il est vrai, que *cette position militaire était célèbre dès le VIII^e siècle* (1); mais il ne cite aucun document à l'appui de cette assertion, et nous n'avons trouvé, dans les annales du Limousin, les chartes et les mémoires que nous avons consultés, aucune indication de nature à justifier l'existence de Ségur avant le IX^e siècle.

Son nom latin *Securus*, qu'on retrouve dans les actes et les annales du moyen âge, s'explique tout simplement par l'usage que l'on faisait à cette époque de la langue latine, sans qu'il faille admettre que Ségur se soit élevé sur les ruines d'un retranchement gallo-romain (2).

(1) MARVAUD, *Histoire des Vicomtes et de la Vicomté de Limoges*, T. I, p. 137.

(2) M. de Larouverade attribue à Ségur une origine gallo-romaine. « Elle [la province du Limousin] obéit d'abord à trois vicomtes, fonctionnaires de second ordre, créés par Eudes. L'un, et le premier en dignité, issu de la maison gallo-romaine de Ségur, avait sa résidence à Limoges, et sa juridiction s'étendait sur une partie du Haut-Limousin. » (*Études historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, p. 117.)

Un auteur du siècle dernier, Adam de Sychar, prête à la maison de Ségur une origine plus ancienne encore, et fait descendre, en droite ligne, Fulcherius des Romains. Voici le passage de son *Traité sur la Maison de Rochechouart-Mortemar* tel qu'il est cité, à titre de pièce curieuse, par M. le général comte de Rochechouart : « Plusieurs généalogistes sont d'accord avec certains auteurs sur l'origine romaine de la maison de Rochechouart : ils la font descendre du fameux Fabricius, vainqueur de Pyrrhus. Un poète poitevin a bien soin de rapporter cette origine illustre dans son poème héroïque en l'honneur de la maison de Rochechouart-Mortemar; en voici le début :

« Je chante les lauriers dont les mains du dieu Mars
Ont couronné le chef de tant de Mortemars;
Je chante leur Fabrice et leur race divine,
D'où les plus grands héros de race poitevine,
Depuis quinze cents ans, sont descendus, et d'où
Les Poitevins encore font leurs roys de Poitou, etc.....

» Lorsque saint Martial vint répandre la lumière chrétienne chez les Lémovices, il était accompagné par trois chevaliers romains : Fabricius, aïeul des Rochechouart, était un de ces chevaliers. Les Rouffigniac accueillirent parfaitement saint Martial et ses compagnons, se convertirent à la religion de Jésus, et pressèrent Fulcherius de se fixer parmi eux. Il y consentit, et s'établit dans les environs de Limoges, etc. » (*Histoire de la Maison de Rochechouart*, par le général comte de Rochechouart, T. I, p. 35.)

D'ailleurs, dans le même ouvrage (1), M. Marvaud fait remonter à une époque moins ancienne, en 888 environ, la fondation de la forteresse de Ségur. Les Normands avaient envahi la province; les villes d'Aquitaine avaient été prises et pillées; les populations fuyaient devant les barbares. « On se retirait, dit M. Marvaud, dans les lieux les mieux fortifiés par la nature, au milieu des rochers, sur les collines entourées de forêts ou protégées par quelques cours d'eau. Ces positions devinrent les citadelles du moyen âge. Ségur, en latin *Securus*, fut une des premières construites à la hâte avec d'énormes blocs de rochers et quelques troncs d'arbres. Les habitants des campagnes, chassant devant eux leurs troupeaux, emportant des provisions pour quelques jours, s'y réfugièrent à l'approche de l'ennemi. Ces fortifications furent l'ouvrage d'un des lieutenants des comtes de Limoges, nommé Foucher (*Fulcherius* et aussi *Fulcardus*), peut-être fils d'Eudes Lui seul dans cette partie du Limousin avait pu arrêter les bandes des Normands conduites par Raynald, le roi de la mer, qui, deux fois, attaqua vainement les remparts de ce chef de clans, et descendit à la hâte vers la Dordogne, mais non sans laisser des ruines sur les bords de la Vienne et de la Vézère (2). » D'après le même auteur, pour récompenser Foucher de cette action d'éclat, « en considération de sa valeur et de ses talents », le roi Eudes créa pour lui le titre de comte (3) de Limoges, vers 888 (4).

Le récit de M. Marvaud nous paraît difficilement acceptable. Dans quels documents, en effet, l'historien du Bas-Limousin a-t-il puisé les détails de cette défaite des Normands? Il ne le dit pas et n'indique aucune source. — Il s'agit cependant d'un fait considérable : la double victoire de Foucher à Ségur, qui aurait été le signal de la déroute des barbares. Un événement de cette importance aurait laissé sa trace dans les annales du pays. Or nos vieilles chroniques sont muettes sur ce sujet; notre histoire n'a pas même recueilli le nom du roi de la mer Raynald. Ce silence des écrivains du moyen âge, alors qu'il s'agit d'un fait aussi mémorable, doit nous mettre en garde contre l'épisode dramatique raconté par M. Marvaud.

(1) MARVAUD, *Histoire des Vicomtes et de la Vicomté de Limoges*, T. I, p. 64

(2) MARVAUD, *Histoire des Vicomtes, etc.*, T. I, p. 64 et 65.

(3) C'est vicomte qu'il faut dire.

(4) MARVAUD, *Histoire du Bas-Limousin*, T. I, p. 92.

Ce qu'il faut retenir du passage que nous avons reproduit, c'est la date de la fortification de Ségur (888). Le renseignement donné par l'auteur de l'*Histoire du Bas-Limousin* nous paraît sur ce point suffisamment justifié. Le château existait déjà; sa situation se prêtait merveilleusement à une résistance opiniâtre, mais il n'était pas à l'abri d'un coup de main : Foucher en fit une position militaire, en l'entourant à la hâte de remparts improvisés.

Quoique la plupart des historiens n'aient mentionné que deux invasions des Normands en Limousin, la première qui aurait commencé en 846, et la dernière en 930 (1), il y a eu, en réalité, trois invasions dans notre province; la seconde se place vers 885 ou 888, et concorde, par conséquent, avec la date de la fortification de Ségur (2).

À la nouvelle de l'arrivée des barbares, le château fut mis en état de défense. Nous lisons, en effet, dans un *Extrait des titres originaux du Limousin* la phrase suivante : « En l'an 888, les nobles du Limosin fortifièrent le chasteau de Ségur contre les infideles (3). »

Foucher était-il à la tête des gentilshommes qui s'apprêtaient ainsi à la résistance derrière les remparts improvisés de Ségur ?

(1) HENRI MARTIN, *Histoire de France*, T. II, p. 433 et 514.

(2) M. le chanoine Arbellot, dans une lecture faite à la Société Archéologique et Historique du Limousin, a signalé cette seconde invasion. Il en a déterminé la durée à l'aide de plusieurs textes d'Hauteserre, du Père Bonaventure-Saint-Amable et du moine de Reims Richer.

Hauteserre raconte qu'en l'année 885 on transporta au château de Turenne les reliques de saint Martial, pour les empêcher de tomber entre les mains des Normands : « *Odo Cluniacensis, in vita S. Geraldii, Aureliacensis comitis : THESAURUM QUIPPE S. MARTIALIS TORRENÆ CUSTODIEBAT (Odofedus, Turennensis comes) QUI PRIDEM OB METUM PAGANÆ GENTIS ILLIC FUERAT DEPORTATUS* ». (HAUTESERRE, *Histoire des Choses d'Aquitaine*, T. II, p. 103.)

Le Père Bonaventure rapporte le même fait, et indique la date du retour du corps de saint Martial à Limoges : « Translation à Turenne vers l'an 885, et rapporté à Limoges vers l'an 894. » (BONAVENTURE-SAINT-AMABLE, *Histoire de saint Martial*, T. II, p. 640 ; voir aussi T. III, p. 334.)

Enfin le moine Richer place en 892 ou 893 le meurtre, dans l'église Saint-Martial, du chef normand Catillus, qui s'était réfugié à Limoges, après avoir été défait sur les bords de l'Allier. Voir RICHER, *Histoire de son temps*, traduction de J. Guadet, édition de la Société de l'Histoire de France, T. I, p. 19, 23, 24.

(3) Bibliothèque nationale, collection Gaignières, portefeuille 186, T. III, p. 181.

Nous ne pouvons l'affirmer, mais cela est probable, et M. Marvaud doit être dans le vrai en le disant, car Foucher vivait à cette époque et avait acquis une certaine célébrité comme fabricant de machines de guerre : il était, dit M. Maximin Deloche, ingénieur militaire habile (1).

Quant à la défaite des Normands devant les murs de Ségur, nous ne pouvons contrôler le récit de M. Marvaud, et il est difficile de l'admettre en l'absence de preuve. Les vieux chroniqueurs Geoffroy de Vigeois et Adémar de Chabannes n'ont enregistré ni la double victoire de Foucher, ni le nom du roi de la mer Raynald. Nous devons ajouter que l'échec des hommes du Nord que raconte l'historien du Bas-Limousin aurait, d'après lui, mis fin à la deuxième invasion, les ennemis ayant immédiatement pris la fuite vers la Dordogne. Or il est établi que les barbares n'ont pas aussi précipitamment quitté notre province. Ils y étaient encore en 892, puisque c'est à cette date qu'a eu lieu à Limoges ; d'après Richer, le meurtre du chef ennemi Catillus, père de Rollon. Il semble enfin résulter du séjour prolongé des reliques de saint Martial au château de Turenne (885-894) que le Limousin est resté pendant plusieurs années après 888 la proie des hommes du Nord.

Nous pourrions peut-être trouver dans le texte d'Adémar de Chabannes et dans la Chronique de Saint-Mexent la source de l'erreur de M. Marvaud. Adémar (2) parle, en effet, d'une défaite du comte Raino, qui combattait avec les Normands, vers 868, près de Brillac, bourg de la Charente : ce même comte est appelé Raynald dans la Chronique de Saint-Mexent (3). Une lecture trop précipitée de ces textes pourrait avoir entraîné dans une confusion l'auteur de l'*Histoire du Bas-Limousin*, et il ne serait pas impossible que de leur interprétation erronée soit sorti l'épisode glorieux de la victoire de Foucher.

Nous estimons donc que Ségur a une origine moins ancienne que celle que lui prêtait M. Marvaud, lorsqu'il avançait que sa position militaire était déjà célèbre dans le VIII^e siècle. Il nous est impossible de préciser la date de la fondation de son château ;

(1) M. MAXIMIN DELOCHE, *Etudes sur la Géographie historique de la Gaule*, p. 251.

(2) Adémar de Chabannes, *ap. Labbe, Bibliotheca nova*, T. II, p. 162 ; *id.*, *ap. Migne, Patrologie latine*, T. CXLI, p. 34.

(3) Chronique de Saint-Mexent, *ap. Labbe, Bibliotheca nova*, T. II, p. 197.

mais son existence nous est attestée dans le courant du siècle suivant, et nous savons qu'en 888 il fut fortifié par les nobles du Limousin. Si les assauts du chef normand Raynald n'ont pas rendu célèbres ses murailles nouvelles, nous verrons bientôt qu'à cette époque il avait été le berceau des premiers vicomtes de Limoges, et qu'il allait devenir, pour quelque temps, le siège d'une vicomté particulière, la vicomté de Ségur.

LA VICOMTÉ DE LIMOGES ET LA VICOMTÉ DE SÉGUR

I.

« Le château de Ségur, situé à quatre lieues d'Uzerche, dit l'auteur d'un nobiliaire limousin, a été le berceau d'une race puissante, dont sont sortis les premiers vicomtes héréditaires de Limoges (1). » — Ce point nous paraît incontestable.

Baluze reconnaît que les premiers vicomtes de Limoges sont originaires de Ségur (2). M. Maximin Deloche émet la même opinion (3). Dans ses *Études historiques*, M. de Larouverade s'exprime d'une façon aussi formelle lorsqu'il écrit que le premier vicomte, institué par Eudes, était issu de la maison gallo-romaine de Ségur (4). Les auteurs qui ont fait de Foucher le premier vicomte de Limoges, Baluze (5), M. Marvaud (6), M. Maurice Ardant (7), le présentent comme propriétaire du château de Ségur, avant la création, en sa faveur, de la vicomté. Enfin M. Robert de Lasteyrie (8), en commentant la charte où

(1) LAINÉ, *Archives de la Noblesse*, T. VIII; *Nobiliaire du Limousin*, verbo Ségur.

(2) « Emma, quam paulo supra diximus fuisse uxorem Guidonis, fuit unica proles Ademari et Melisendis, ut apparet. Nam, cum ea castrum Segurense, ubi cæperant vicecomites lemovicenses, accessit bonis Guidonis et vicecomitum Lemovicensium qui postea fuere. » (BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 62.)

(3) M. DELOCHE, *Études sur la Géographie historique de la Gaule*, p. 251.

(4) DE LAROUVERADE, *Études historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, p. 117; voir aussi p. 219.

(5) BALUZE, *Historia Tutelensis*, p. 17.

(6) M. MARVAUD, *Histoire des Vicomtes et de la Vicomté de Limoges*, T. 1^{er}, p. 66; *Histoire du Bas-Limousin*, T. 1^{er}, p. 92.

(7) *Congrès scientifique de France*, XXVI^e session, Limoges, T. II, p. 296.

(8) M. ROBERT DE LASTEYRIE, *Études sur les Comtes et Vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*, p. 76.

Foucher est appelé *vicecomes de Segur*, explique, avec Baluze, que ce titre lui vient de son fief originaire.

Cette tradition constante est confirmée par le choix que firent les premiers vicomtes du lieu de Ségur pour siège de leur gouvernement. Dans la suite, ils y séjournèrent longtemps, et s'y réfugièrent chaque fois que la fortune cessa de leur être favorable. Nous pouvons dire par conséquent, en toute certitude, que cette petite bourgade du Limousin a été le berceau de la famille qui la première dans le royaume (1) fut investie de la dignité vicomtale.

II.

Un vieux chroniqueur qui a écrit la vie de Bertrand de Born, s'étonnant sans doute de ce qu'un personnage aussi puissant que le seigneur de Ségur ait voulu changer son titre illustre pour celui que lui donnait le roi Eudes (2), dit, en dérision, du premier vicomte de Limoges : « *El vescoms de Segur so fo lo vescoms de Lemogas* (3) ».

Y a-t-il eu en Limousin des vicomtes de Ségur et des vicomtes de Limoges, une vicomté de Limoges et une vicomté de Ségur ? Faut-il admettre, au contraire, que les fonctionnaires créés par le comte Eudes ont pris en même temps le titre de vicomte de Limoges, et, en souvenir du lieu de leur naissance, la qualification de vicomte de Ségur ?

M. Robert de Lasteyrie estime qu'il n'y a pas eu de vicomté de Ségur distincte de la vicomté de Limoges : « Les seuls vicomtes, dit-il, qu'il y eut encore en Limousin (dans le x^e siècle)

(1) « La ville de Limoges a eu des vicomtes héréditaires du Limousin, et qui sont les plus anciens du royaume. » NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 90.

(2) D'après l'opinion générale, la création des vicomtes de Limoges serait le fait du roi Eudes : or ce dernier n'est monté sur le trône qu'en 887. Les chartes nous révélant l'existence d'un vicomte de Limoges dès l'année 876, il faut admettre que ces fonctionnaires ont été institués, non par le roi Eudes, mais par le comte de Limoges Eudes, fils et successeur du comte Raymond, qui gouvernait le Limousin en 876. (Voir M. ROBERT DE LASTEYRIE, *Etudes sur les comtes et vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*, p. 58 et 59.)

(3) BALUZE, *Historia Tutelensts*, p. 63. — DE LAROUVERADE, *Etudes historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, p. 219.

étaient ceux d'Aubusson, de Turenne, de Tulle, de Comborn et de Limoges (1) ».

Nous ne pensons pas que l'opinion du savant élève de l'école des Chartes puisse être suivie.

En effet, nous voyons dans une charte de 947 la mention d'un vicomte de Ségur : Foucher y est appelé « *vicecomes de Segur* (2) ». Dans l'introduction au cartulaire d'Uzerche, le nom d'Adémar était suivi de la qualification « *vicecomes Seguris* (3) ».

Les généalogies et les nobiliaires font foi de l'existence de la vicomté de Ségur. Elle est indiquée dans l'ouvrage de M. le comte de Rochechouart (4).

Nadaud, dans la partie encore inédite de son *Nobiliaire*, lui consacre un chapitre : « Ségur, dit-il, vicomté qui appartenait autrefois aux vicomtes de Limoges. Elle a pris son nom d'une petite ville du Bas-Limousin, où les vicomtes de Limoges ont fait longtemps leur résidence (5). » D'après cet auteur, trois vicomtes de Ségur se seraient succédé : le premier serait Adémar, fils de Foucher, entre 945 et 980 ; le nom de son fils et successeur n'a pas été conservé ; le dernier vicomte serait Adémar ou Aldemarus, époux de Rothilde.

Lainé est aussi formel que l'abbé Nadaud ; il enseigne que Foucher eut deux fils, le premier, qui fut vicomte de Limoges, et le second, qui fut vicomte de Ségur. « La postérité de celui-ci, ajoute-t-il, finit dans Adémar, vicomte de Ségur, qui vivait sous le règne d'Hugues-Capet et fit la guerre contre Aldebert I^{er}, comte de Périgord. Emme, fille et héritière d'Adémar, vicomte de Ségur, épousa, avant l'an 1000, Guy I^{er}, vicomte de Limoges, qui, du chef de sa femme, réunit à son fief le château et la vicomté de Ségur (6). »

L'auteur des *Annales manuscrites de Limoges* parle à plusieurs reprises de la vicomté de Ségur, et la distingue de la

(1) M. ROBERT DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*, p. 77.

(2) M. ROBERT DE LASTEYRIE, *ouvrage cité*, p. 118.

(3) BALUZE, *Historia Tutelensis*, append., col. 827.

(4) COMTE DE ROCHECHOUART, *Histoire de la maison de Rochechouart*, T. II, p. 236.

(5) L'abbé NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, ms., p. 2358.

(6) LAINÉ, *Archives de la Noblesse* ; T. VIII, *Nobiliaire du Limousin, verbo Ségur*.

vicomté de Limoges, notamment lorsqu'il raconte l'incident qui fit échouer le projet de mariage que saint Louis avait formé entre son fils Robert et Marie, fille de Guy, vicomte de Limoges (1).

Avant l'auteur des *Annales manuscrites*, Geoffroy de Vigéois avait signalé la vicomté qui nous occupe ; il dit en effet, dans sa Chronique, que Guy de Lastours avait élevé le château de Pompadour contre le vicomte de Ségur : « *contra vicecomitem de Segur* (2) ».

Nous ne manquerons pas de nous prévaloir de l'autorité du savant Baluze, qui, s'il pense que Foucher était vicomte de Limoges, établit, au contraire, qu'Adémar était vicomte de Ségur (3).

Sans vouloir ajouter plus de prix qu'il ne convient au témoignage de Duroux, nous pouvons citer de lui cette phrase : « Au commencement du x^e siècle, disent nos anciennes chroniques, ou plutôt sur la fin du ix^e, les barons du Limousin commencèrent à tenir leurs terres en perpétuelle autorité du roi, comme seigneur suzerain, et prirent le titre de vicomtes, au moins les seigneurs de Turenne, de Ventadour, *de Ségur*, d'Aubusson, de Comborn, de Breuil-en-Fa, de Brigueil, de Bridiers, de Brosse, de Rochechouart et autres (4) ».

Enfin M. Marvaud soutient que Foucher porta le premier le titre de vicomte de Ségur, « qui, après lui, resta toujours dans la famille des vicomtes de Limoges (5) ». Il ajoute plus loin que la vicomté de Ségur fut séparée, dans la suite, de celle de Limoges, et qu'elle fut de nouveau confondue avec elle après la mort d'Adémar (6).

(1) *Annales manuscrites de Limoges*, dites *Manuscrit de 1638*, p. 126, 127, 202, et 226.

Saint Louis mettait pour condition au mariage de Robert avec Marie de Limoges que le château de Limoges reconnaît l'autorité de la jeune vicomtesse. Les consuls lui répondirent « qu'ils feroient tels hommages qu'il désireroit, mais non comme estant chef ny partie de la vicomté; car le chasteau de Lymoges, c'est-à-dire la ville de Lymoges, ils la tenoient nuement du duc de Guienne, et non du vicomte de Ségur ». Le roi, froissé de cette réponse, ne consentit pas au mariage.

(2) BALUZE, *Historia Tutelensis*, p. 62.

(3) Id., *ibid.*, p. 59, 61, 62, et append., col. 851.

(4) J. DUROUX, *Essai historique sur la Sénatorerie de Limoges*, p. 121.

(5) M. MARVAUD, *Histoire du Bas-Limousin*, p. 92.

(6) Id., *ibid.*, p. 124.

Devant des autorités aussi nombreuses, auxquelles nous pourrions ajouter les témoignages de dom Clément (1), de M. Bonnélye (2), de M. de Larouverade (3), aucune contestation ne nous paraît possible. Nous n'entendons pas soutenir que les vicomtes de Ségur aient eu, dès le principe, comme les vicomtes de Limoges, une circonscription administrative déterminée ; mais ce qu'il faut admettre, à notre avis, c'est qu'ils ont érigé en vicomté leur fief d'origine, ont créé eux-mêmes leur indépendance, et se sont séparés de la souche commune des vicomtes de Limoges, ainsi qu'ont fait, dans la suite, ceux de Rochechouart, ceux de Brosse et probablement aussi ceux de Comborn et d'Aubusson.

GÉNÉALOGIE DES PREMIERS VICOMTES DE LIMOGES
ET DES VICOMTES DE SÉGUR

I.

Il nous reste à rechercher, dans les chartes que nous possédons et dans les textes, contradictoires en plus d'un point, que nous ont laissés les annalistes et les historiens de notre pays, quels ont été les vicomtes de Ségur, à quelle date ils se sont séparés des vicomtes de Limoges, et comment ces deux vicomtés se sont trouvées plus tard réunies sur la même tête. C'est là, nous le répétons, un des problèmes les plus difficiles de notre histoire limousine. Si nous l'abordons après tant d'auteurs érudits, ce n'est pas avec la prétention d'établir une généalogie définitive, qu'aucune révélation nouvelle ne viendra modifier : nous présentons seulement un système qui, dans l'état actuel de la science, nous semble parfaitement d'accord avec la chronologie, et concorde exactement avec les documents découverts jusqu'à ce jour.

Tous les historiens qui ont donné la généalogie des vicomtes de Limoges se sont basés sur la chronique d'Adémar de Chabannes, où on lit que le roi Eudes établit à Limoges le vicomte

(1) *Art de vérifier les dates*, continué par M. de Saint-Allais, édition de 1818, T. X, p. 245 et 249.

(2) M. FRANÇOIS BONNÉLYE, *Histoire de Tulle et de ses environs*, p. 108.

(3) M. DE LAROUVERADE, *Etudes historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, p. 219.

Foucher, et divisa le Limousin en vicomtés, de même que le Berry (1).

Le moine Geoffroy de Vigeois, qui a écrit après Adémar, s'exprime ainsi : « Fulcherius (Foucher) fut fait premier vicomte de Limoges par le roi Eudes (2) ».

Etienne Baluze met aussi Foucher en tête de la série des vicomtes, et il se fonde sur le prieur de Vigeois « *qui primus seriem vicecomitum texuit* (3) ».

Après eux, dom Clément (4), Moréri (5), M. Marvaud (6), M. Gay de Vernon (7), M. le comte de Rochechouart (8), M. Maurice Ardant (9), ont pris le même point de départ.

M. Robert de Lasteyrie ne s'est pas laissé arrêter par des autorités si nombreuses et si considérables : il n'a pas craint de soutenir que la généalogie adoptée péchait par sa base, et que le vicomte Foucher devait disparaître de la place où il avait été jusque-là laissé sans conteste.

Sa savante dissertation a le mérite de s'étayer sur les chartes mêmes signées et datées par les vicomtes. Pour qu'on ne puisse pas lui opposer le témoignage du plus ancien des chroniqueurs limousins, Adémar de Chabannes, qui a été aveuglément copié par tous ses successeurs, il a soin de démontrer, par l'appatronnement des divers manuscrits, qu'Adémar n'a pas parlé de Foucher; que la phrase relative à la division du Limousin en vicomtés est l'œuvre d'un interpolateur; que cette phrase fourmille d'erreurs et n'est digne d'aucune confiance (10).

(1) ADÉMAR DE CHABANNES, *ap. LABBE, Bibli. nova*, T. II, p. 163.

(2) *Chronique de Geoffroy de Vigeois*, traduite par François Bonnélye, p. 62.

(3) BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 58.

(4) *Art de vérifier les dates*, T. X, p. 243.

(5) MORÉRI, *Grand Dictionnaire historique*, verbo Limoges.

(6) M. MARVAUD, *Hist. du Bas-Limousin*, T. I, p. 92; — *Hist. des Vicomtes et de la Vicomté de Limoges*, T. I, p. 66.

(7) GAY DE VERNON, *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. I, p. 78.

(8) M. le général comte DE ROCHECHOUART, *Histoire de la maison de Rochechouart*, T. I, p. 13.

(9) M. MAURICE ARDANT, *Congrès scientifique de France*, XXVI^e session, Limoges, T. II, p. 296.

(10) M. ROBERT DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*, p. 55 et 56. — Voici le texte de la chronique d'Adémar de Chabannes, tel qu'il est reproduit par Labbe, *Bibli. nova*, T. II, p. 163 : « Defuncto rege Ludovico, regnavit pro eo filius

Les plus anciens documents authentiques où il est fait mention de Foucher sont deux chartes du Cartulaire de l'abbaye de Tulle, reproduites par Baluze dans l'histoire de sa ville natale. L'une est datée du mois de septembre 947 (1), et l'autre a été souscrite entre 940 et 950 (2). Or le Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges nous révèle l'existence de deux vicomtes qui ont successivement gouverné le Limousin, de 876 (3) jusqu'en 934 au moins (4) : Aldebert et son fils Hildegare.

Carolus, cognomento Insiapiens vel Minor... Tunc Franci, conjurantes contra Carolum Insiapientem, ejiciunt eum de regno, et Odonem, ducem Aquitanie, in regno elevaverunt. *Hic Odo fuit filius Raimundi, comitis Lemovicensis, et primo in Aquitania rex ordinatus est apud Lemovica... Constituit in ea urbe vicecomitem Fulcherium, industrium fabrum in lignis, et Lemovicinum per vicecomites, similiter et Bituricam, et secundo anno in Francia rex elevatus est.* »

D'après M. Robert de Lasteyrie, toute la partie du texte en italique (qui du reste n'existe pas dans le manuscrit publié par l'abbé Migne, *Patrologie latine*, T. CXLI, p. 37) serait l'œuvre d'un interpolateur.

Il est à remarquer que Baluze, en parlant de Foucher, ne se réfère qu'à Geoffroy de Vigeois ; mais, ce dernier ayant copié Adémar de Chabannes, il n'est pas étonnant que l'erreur découverte par M. Robert de Lasteyrie se rencontre dans le texte du bibliothécaire de Colbert.

(1) Donation à titre de précaire, par Adace, abbé de Saint-Martin de Tulle, à Foucher, vicomte de Ségur : «... *Fulchardus, vicecomite de Segur... Facta est conventio ista in mense septembrio, regni Ludovici, anno XII* » (septembre 947). Extrait du Cartulaire de l'abbaye de Tulle ; — BALUZE, *Hist. Tutel.*, append., col. 369. — R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes, etc.*, p. 118.

(2) Donation du village du Lonzac à l'abbaye de Tulle, par Géraud, abbé de Solignac : «... *Actum est autem hoc, consentiente Fulcherio vicecomite... Facta concessione ista in mense junio anno C. sub Ludovico rege, tempore domini Adacii, abbatis.* » Extrait du Cartulaire de l'abbaye de Tulle, ap. BALUZE, *Hist. Tutel.*, append., col. 369. (Adace a été abbé de 940 à 950.) — R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges, etc.*, p. 119.

(3) Donation de la ville de Cavaliac, par Charles le Chauve à Aldebert ou Hildebert : « *Data XVI Kal. Augusti, anno XXXVII, regnante Karolo gloriosissimo imperatore in Francia, et in successione Hlotarii regni anno VI, imperit autem ejus anno I. Actum Pontigone, palatio imperiali. In Dei nomine feliciter. Amen.* » (17 juillet 876.) Extrait du Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges ; ap. BALUZE, *Armoires*, vol. XLI, folio 89 ; ap. ROBERT DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*, p. 100.

(4) Donation à l'église de Limoges par Blatilde : «... *Signum Eldegario vicecomite... Facta cessione ista mense augusto, anno XII regnante Radulfo rege.* » (Août 934.) Extrait du Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges ; ap., de collect. dom Col. ; ap. R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 117.

C'est donc avec raison que M. R. de Lasteyrie affirme que Foucher n'est pas le premier vicomte de Limoges ; et, comme aucun document ne parle des vicomtes avant l'acte du 17 juillet 876, il est autorisé à soutenir qu'Aldebert est réellement le fondateur de la première dynastie vicomtale du Limousin.

Nous croyons que cette première partie de la thèse de M. de Lasteyrie est irréfutable ; mais nous ne pouvons en accepter la suite, et admettre avec lui qu'Hildegair e eu pour successeur Foucher. Nous reconnaissons d'ailleurs que le savant élève de l'école des Chartes ne donne cette succession que comme une hypothèse. Il y est amené parce qu'il constate une lacune entre Hildegair e et Géraud, et aussi parce que, l'existence du vicomte Foucher étant incontestable, il faut bien lui trouver, dans la série des vicomtes, une place qui concorde avec les dates des actes auxquels il a concouru.

Cette double considération ne saurait nous arrêter.

D'abord, la lacune que M. de Lasteyrie cherche à combler par le règne de Foucher, entre 934, date du dernier titre qu'il rapporte concernant Hildegair e, et 976, date de la première charte où il est question de Géraud, n'existe pas en réalité. Rien ne démontre, en effet, que le vicomte Hildegair e soit mort en 934, et que Géraud ait pris le gouvernement de la vicomté de Limoges en 976 seulement. Nous savons, au contraire, que le règne d'Hildegair e s'est prolongé après la date du dernier titre reproduit par M. de Lasteyrie. Les Archives de la Haute-Vienne possèdent une charte de 941, par laquelle Ramnulf e fait donation au vicomte Hildegair e, à sa femme Teotberge et à leur fils Géraud, d'une terre située près de Dun, *in urbe Biturico* (1). Nadaud, dans son *Nobiliaire*, relate une autre donation faite par Hildegair e postérieurement à 934, et qui a échappé aussi à l'auteur des *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000* (2). Cette charte, qui est conservée dans les archives de la Haute-Vienne, a été publiée dans le *Bulletin de*

(1) Donation d'une terre située *in urbe Biturico*, faite par Ramnulf e à Eldejere vicomte, à sa femme Tetberge et à leur fils Girald : « *Datum in mense idus marci, anno V, regnante Luddovico rege* ». (Archives de la Haute-Vienne, fonds Saint-Martial.)

(2) « Sa femme (est) Tetberge, suivant une donation faite à l'église de Saint-Martial, dans les *Preuves du Pouillé*, p. LXXVII, où il est dit avoir pour fils Girald et Eldebert. » NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*.

la *Société Archéologique et Historique du Limousin*, par M. Camille Rivain, archiviste du département (1). Elle porte la signature d'Aimeric, abbé de Saint-Martial, de 943 et 974. Hildegair, qui a signé cet acte, vivait donc entre 943 et 974.

Nous pouvons donner à la mort de ce vicomte une date précise. Une chronique du Poitou, parlant de la guerre qu'eut à soutenir Ebles de Thouars contre Adémar de Ségur, indique, pour déterminer l'époque ou la cause de cette prise d'armes, que le conflit éclata après le décès du vicomte Hildegair (2). La mort du vicomte ne saurait être, par conséquent, de beaucoup antérieure à cet événement. Or M. de Lasteyrie donne lui-même la date de cette querelle, et la place en l'année 963 (3).

D'un autre côté, nous savons que Géraud, fils d'Hildegair, était vicomte de Limoges avant 974, puisqu'à cette date il avait pris le commandement des troupes de la vicomté, et combattu victorieusement, avec son fils, contre Boson de la Marche et Elie de Périgord (4). Dom Clément place d'ailleurs en 963 son arrivée au pouvoir (5). Il a donc été le successeur immédiat de son père Hildegair, et entre le décès de ce dernier (963 environ) et l'avènement du vicomte Géraud (même date) il ne reste aucune place pour Foucher (6).

(1) Donation de neuf mas, sis à Benayes, vicairie de Meuzac, en Limousin, faite à l'abbaye Saint-Martial, par Eldegair, vicomte, sa femme Téotberge et leurs enfants Géraud et Eldebert, Aimeric étant abbé, c'est-à-dire entre 943 et 974. « Igitur ego in Dei nomine Eldegarius vicecomes, et uxor mea Teotberga, et filii nostri Giraldu et Eldebertus, cogitantes de remedio animarum nostrarum, nobis placuit ut aliquid de hereditate nostra sanctissimo discipulo Xristi Martiali ejusque rectoribus concederemus; quod et fecimus: (Suit la donation.) ... Signa Eldegarii et uxoris ejus Teotberge, qui hanc donationem fieri [vel firmare] rogaverunt. Signum Aimerici, abbatis. Signum Adelgaldi, vicarii, etc... » *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. XXV, p. 391.

(2) « [Ebles de Thoarcio] contendebat armis cum Ademaro in Lemovicensi pago, defuncto Hildegario vicecomite, unde maximum Lemovicensibus pervenisset exilium, nisi Willermus, dux Aquitanensis, brevi obiisset. » MARTENNE, *Ampliss. coll.*, T. V, p. 1147. Voir aussi NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 91.

(3) M. R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes, etc.*, p. 81.

(4) NADAUD, *Nobiliaire du diocèse, etc.*, T. III, p. 92.

(5) *Art de vérifier les dates*, T. X, p. 245.

(6) La longévité d'Hildegair, qui, associé au gouvernement de son père dès 884, ne serait décédé qu'en 963, peut causer quelque étonnement. Il est difficile cependant de ne pas l'admettre, car les deux chartes

Est-il nécessaire d'ajouter que, la dignité vicomtale étant de fait héréditaire, il est invraisemblable d'admettre entre Hildegare et Géraud, qui avait atteint l'âge mûr au décès de son père, l'intrusion de Foucher ? A ce compte, Foucher eût été un usurpateur, et son coup de main n'eût pas manqué d'amener des démêlés sanglants, que les chroniqueurs du moyen âge nous auraient fait connaître.

Il faut, par conséquent, éliminer Foucher de la place que lui a assignée M. de Lasteyrie, et reconnaître que, s'il n'a pas été le fondateur de la dynastie des vicomtes de Limoges, il n'a pas été non plus le successeur d'Hildegare.

II

Que devient le vicomte Foucher ?

Si nous avons affaire à un vicomte de Limoges, la question est embarrassante, car deux chartes nous le montrent vivant entre 940 et 950, et rien ne nous autorise à penser qu'à cette époque Hildegare ait partagé avec lui le gouvernement du Limousin.

Tous les historiens cependant l'ont considéré comme un vicomte de Limoges, et ils expliquent, d'après Baluze, que, s'il est appelé dans une charte « vicomte de Ségur », cela vient de ce qu'il était propriétaire du château de Ségur (1). M. Robert de Lasteyrie pense même qu'il n'y a eu ni vicomté ni vicomtes de Ségur dans le x^e siècle ; que Foucher, aussi bien qu'Adémar, a été vicomte de Limoges (2).

Quelque autorité qui s'attache à l'opinion de Baluze, quelque ingénieuse que soit la thèse de M. de Lasteyrie, quelque nombreux que se rencontrent les auteurs que nous allons contredire, nous pensons qu'il faut renoncer à voir dans Foucher un vicomte de Limoges.

Si la chronique d'Adémar de Chabannes n'avait pas contenu la phrase de l'interpolateur qui fait de Foucher le premier vicomte de Limoges, et si Geoffroy de Vigeois n'avait pas reproduit cette assertion erronée, il est probable que les historiens qui

extrêmes qui concernent ce vicomte, celle de 884, conservée par Baluze (*Armoires*, T. LXXVI, f° 94), et celle qui a été publiée par M. Rivain, et qui est souscrite entre 943 et 974, mentionnent l'une et l'autre le nom de sa femme Theotberge, et ne laissent aucun doute sur son identité.

(1) BALUZE, *Historia Tutelensis*, p. 17.

(2) M. ROBERT DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes, etc.*, p. 77.

ont suivi auraient hésité à attribuer à un vicomte de Limoges les chartes dans lesquelles Foucher est intervenu.

Aucun ancien document, en effet, en dehors du passage apocryphe de la Chronique d'Adémar, n'autorise à faire de Foucher un vicomte de Limoges. Les deux chartes qui ont conservé son nom ne lui donnent pas ce titre. Dans la donation du village de Lonzac à l'abbaye de Tulle (entre 940 et 950), il est appelé simplement : Foucher, vicomte, « *Fulcherio vicecomite* » ; dans la concession à titre de précaire qui lui fut consentie par l'abbé de Tulle (947), il est qualifié : vicomte de Ségur, « *Fulchardo vicecomite de Segur* ».

Le texte des actes qui mentionnent le nom de Foucher s'oppose donc à ce qu'on le considère comme un vicomte de Limoges ; la chronologie y met un obstacle plus absolu encore, puisque, au moment où les chartes nous font voir un Foucher vicomte, nous savons que la vicomté de Limoges était régie par Hildegair.

Foucher n'a pas été vicomte de Limoges ; dans la charte de septembre 947, il est appelé vicomte de Ségur : recherchons donc s'il n'est pas le fondateur de cette dynastie des vicomtes de Ségur dont nous avons précédemment établi l'existence.

Comme nous l'avons reconnu avec M. Robert de Lasteyrie, Aldebert a été le premier vicomte de Limoges. Il vivait en 876. Charles le Chauve lui fit donation à cette époque de la ville de Cavaliac (1). Sa femme se nommait Adaltrude (2). Il en eut deux enfants : Hildegair et Foucher.

Avant sa mort, Aldebert associa son fils aîné à son gouvernement. Nous lisons, en effet, dans une charte de 884, que Hugues, abbé de Saint-Martin, concède en précaire, à Hildegair, *Lemovicinorum vicecomes*, et à sa femme Tetberge, la ville de Brugolium (3). Or, à cette époque où Hildegair était déjà investi du titre de vicomte, son père n'était pas mort, et devait vivre près de trente années encore. Nous voyons, dans un acte du Cartulaire de l'abbaye de Nouaillé, que le comte Ebles de Poitiers le condamna, le 14 mai 904, à se dessaisir, au profit de

(1) Voir la charte du 17 juillet 876, déjà citée.

(2) Charte du 1^{er} mai 914, ap. M. R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes*, etc., p. 108.

(3) Cette donation est ainsi datée : « Datum anno DCCCLXXXIV, regnante Ludovico ». *Armoires* de BALUZE, T. LXXVI, f^o 94 ; — ap. R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges*, etc., p. 104.

ladite abbaye, d'une forêt qu'il avait usurpée sur les confins du Limousin et du Poitou (1).

Il n'est fait mention de son décès que dans une charte du 1^{er} mai 914 (2), par laquelle Hildegairé donne à l'église de Limoges, pour le repos de l'âme de son père Aldebert, le lieu de Cavaliac, qui avait été concédé à ce dernier par Charles le Chauve, en 876. Cette donation suivit évidemment de très-près le décès d'Aldebert ; son but pieux le démontre. Nous ne pouvons admettre que le premier vicomte était mort en 884 (date de la charte la plus ancienne où il est parlé du vicomte Hildegairé), car on ne saurait supposer que le fils ait attendu plus de trente ans pour assurer le repos de l'âme de son père. Nous pensons donc que dom Clément est dans le vrai lorsqu'il écrit qu'Hildegairé avait succédé au vicomte Aldebert vers l'année 914 (3). Il avait été antérieurement associé à son pouvoir et avait partagé avec lui la charge du gouvernement (4) ; mais, en réalité, c'est seulement à la mort de son père qu'il a eu la pleine et entière administration de la vicomté de Limoges.

Il est infiniment probable que, à la mort d'Aldebert, son second fils, Foucher, laissant à son frère aîné la vicomté de Limoges, conserva seulement la seigneurie de Ségur, qu'il avait recueillie dans la succession paternelle. La charte où il est appelé vicomte de Ségur (septembre 947) est postérieure au décès de son père. Il devint le chef de la branche cadette des vicomtes ; et, voulant bénéficier du titre honorifique dont le comte Eudes avait doté sa famille, tout en se distinguant de la branche aînée, il prit la qualification de vicomte de Ségur.

(1) Extrait du Cartulaire de Nouaillé, collect. Moreau, T. III, f^o 188 ; — M. R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 106.

(2) « ... Ego in Dei nomine Eldegarius vicecomes tractavi de Domini timore pro remedio animæ meæ seu Aldeberti vicecomiti patri meo (*patris mei*), nec non et matri (*matris*) meæ nomine Adaltrude, ...ut nobis pius Dominus, in die iudicii, de gehenna ignis evadere dignetur, ... Facta cessione ista kalendis maii, anno Incarnationis Domini nostri Jesu Christi DCCCCXIII... » (1^{er} mai 914). Extrait du Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges ; — *ap.* dom Col ; — M. R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 108.

(3) *Art de vérifier les dates*, T. X, p. 244.

(4) M. R. de Lasteyrie admet lui-même qu'Hildegairé a pu prendre le titre de vicomte du vivant de son père Aldebert : « Il est fort possible, dit-il, que le père et le fils aient porté ce titre simultanément, ainsi qu'on peut le constater fréquemment dans d'autres provinces. » *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges*, p. 63.

Nous reconnaissons qu'aucune charte ne représente Foucher comme étant le fils d'Aldebert et le frère d'Hildegair. Nous n'hésitons pas cependant à l'admettre.

Qu'ils fussent unis par des liens de parenté les plus étroits, cela n'est contesté par personne. Nadaud, Castelnau (1) et Lainé (2) pensent que Foucher (premier vicomte de Limoges selon eux) eut deux fils : Aldebert, qui lui succéda, et Adémar, qui fut premier vicomte de Ségur. M. de Lasteyrie estime que Foucher pourrait bien être le fils d'Hildegair et le petit-fils d'Aldebert (3). Cette contradiction dans l'établissement de la filiation des vicomtes vient de ce que les uns font de Foucher le fondateur de la dynastie, tandis que l'autre le considère comme le successeur d'Hildegair ; mais ils sont d'accord pour reconnaître, — et c'est le point à retenir, — qu'Hildegair et Foucher étaient du même sang.

Nous avons reconnu qu'Aldebert était le premier vicomte de Limoges ; il embrassait dans son gouvernement tout l'ancien pays des *Lemovices*, dont l'étendue peut être représentée, suivant M. Maximin Deloche, par la circonscription diocésaine d'avant 1317 (4). Il gouvernait seul, sans partage ; aucune fraction du Limousin ne s'était séparée, de son vivant, de la vicomté originaire. Les chartes et les chroniqueurs ne nous signalent, en effet, l'existence d'aucun autre vicomte dans le même temps que lui.

A sa mort, il a pour successeur, dans la vicomté de Limoges, Hildegair, son fils. Mais, en même temps qu'Hildegair, les chartes nous révèlent un autre vicomte dans le Limousin : Foucher ; et, tandis qu'Hildegair est appelé vicomte de Limoges, Foucher est appelé vicomte de Ségur. D'où nous devons conclure que, après le décès d'Aldebert, le Limousin a été divisé en deux fractions : la vicomté de Limoges et la vicomté de Ségur.

De quel droit Foucher a-t-il pris part dans la succession d'Aldebert ? Pourquoi Hildegair a-t-il consenti à laisser morceler, au profit de Foucher, le gouvernement paternel ? — Cette division s'étant opérée sans bruit, car les annales du pays n'ont

(1) NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 90. Voir aussi le supplément, par l'abbé LECLER, p. 571.

(2) LAINÉ, *Nobiliaire du Limousin; verbo Ségur*.

(3) R. DE LASTEYRIE, *Etudes sur les Comtes et Vicomtes*, etc., p. 80.

(4) M. MAXIMIN DELOCHE, *Congrès scientifique de France, 26^e session*, Limoges, T. II, p. 405.

signalé, à cette occasion, aucune querelle, nous sommes autorisé à répondre qu'Hildegair et Foucher avaient l'un et l'autre des droits à la succession d'Aldebert, et que c'est, par conséquent, en qualité de cohéritiers qu'ils se sont partagé l'autorité de leur père défunt. Hildegair et Foucher sont donc les deux fils du vicomte Aldebert.

Un passage de la chanson de Gérard de Roussillon vient confirmer notre système. Il y est question en ces termes du vicomte Gérard, fils d'Hildegair :

Manuscrit d'Oxford :

« E viscoms de Limoges c'a nom Girau,
Qui fut filz Audoin e neis Fouchau ».

Variante du manuscrit de Paris :

« Qui fu filhs Andevi e nebs Folquau ».

Variante du manuscrit de Londres :

« Qui fu nies Audoin et nies Folquau (1) ».

Si les trois manuscrits sont en désaccord pour le nom du père de Gérard, ils ne laissent aucun doute sur le compte de Foucher : le vicomte Gérard, dans les trois versions, est appelé neveu de Foucher. Or nous savons que Gérard est fils d'Hildegair (cela résulte de la charte publiée par M. Rivain dans le T. XXV du *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin* (2) : donc Hildegair est frère de Foucher.

La chanson de Gérard de Roussillon n'est pas le seul document dont nous puissions nous prévaloir. Un texte de Baluze et une charte du Cartulaire de l'abbaye d'Uzerche nous donnent pleinement raison. Le vicomte Gérard, fils d'Hildegair, et le vicomte Adémar, que nous allons bientôt rencontrer comme fils et successeur de Foucher dans la vicomté de Ségur, font ensemble, à l'abbaye d'Uzerche, une donation qui commence par ces mots : « *Ego Ademarus vicecomes, et Geraldus vicecomes, consanguineus meus* ». Etienne Baluze, s'appuyant sur cette charte, pose en principe que Gérard de Limoges et Adémar de Ségur

(1) Citation faite par M. R. de Lasteyrie, dans les *Etudes sur les Comtes et Vicomtes de Limoges*, etc., p. 80, note 2.

(2) Donation faite à l'abbaye de Saint-Martial par Hildegair, sa femme Téotberge, et leurs enfants Gérard et Eldebert, entre 943 et 974, déjà citée.

étaient cousins (1). S'ils sont issus du même sang, cousins germains, *consanguinei*, leurs pères sont frères, et descendent tous les deux de l'auteur commun Aldebert (2).

Le personnage qui, après Foucher, porte le titre de vicomte de Ségur, est, avons-nous dit, Adémar, époux de Melisende (3). M. de Lasteyrie voit en lui, il est vrai, un vicomte de Limoges, et il argumente de la chronique du Poitou qui raconte la guerre d'Ebles de Thouars contre Adémar; guerre qui, d'après le chroniqueur, faillit devenir funeste au Limousin (4). Comment, demande l'auteur des *Etudes sur les Comtes et Vicomtes*, Adémar en serait-il venu aux mains avec un prince aussi éloigné de Ségur et aussi puissant que l'était Ebles de Thouars? comment une guerre, à laquelle prendrait part seulement un vicomte de Ségur, aurait-elle pu être dangereuse pour le Limousin (5)?

Cette objection n'a pas une grande force.

En effet, Ebles de Thouars était cousin par alliance d'Adémar, puisqu'il avait épousé Adaltrude, fille d'Hildegair (6) et sœur de Géraud. On comprend donc que des discussions d'intérêt aient pu leur mettre les armes à la main, alors surtout que cette guerre a éclaté au lendemain du jour où venait de s'ouvrir

(1) « Statuendum est hunc Geraldum et Ademarum vicecomitem Segurensem fuisse consanguineos, adeoque amborum genus ad eandem originem esse referendum. Consanguineos autem fuisse docet idem Ademar, testis omni exceptione major, in veteri charta monasterii Uzercensis, in qua scriptum est : Ego Ademar, vicecomes, et Geraldus vicecomes consanguineus meus... » BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 58.

(2) Le mot *consanguineus*, issu du même sang, ne se traduit, dans le langage usuel, que par *frère germain* ou *cousin germain*. Or, dans la charte de l'abbaye d'Uzerche et le texte de Baluze, il ne peut avoir le sens de frère germain, puisque Géraud et Adémar, auxquels il est appliqué, sont fils : le premier, d'Hildegair, et le second, de Foucher. On ne saurait donc le traduire dans l'espèce que par cousin germain.

(3) « Un acte du Cartulaire d'Uzerche fait vivre Adémar et sa femme Melisende en l'an XXXIII du règne de Lothaire... » (vers 952). R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 78.

(4) Voir le passage de cette chronique déjà cité.

(5) M. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 79.

(6) « Le nom de la femme d'Hildegair, dit dom Clément, est inconnu; et on ne peut leur donner, avec assurance, d'autre enfant qu'une fille, nommée, comme son aïeule, Adaltrude, qui eut pour époux Ebles, vicomte de Thouars. » (*Art de vérifier les dates*, T. X, p. 245.)

la succession du vicomte Hildegair (1). D'un autre côté, la présence à la tête des troupes ennemies d'un personnage aussi redouté qu'Ebles de Thouars, tandis que dans l'autre camp il n'y avait que les faibles troupes du vicomte de Ségur, explique précisément pourquoi le chroniqueur du Poitou redoutait ce choc pour les Limousins.

L'argument de M. R. de Lasteyrie ne démontre donc pas qu'Adémar fût vicomte de Limoges.

Baluze, qui avait fait de Foucher un vicomte de Limoges, bien qu'il n'ait jamais eu ce titre dans les anciennes chartes, et qu'il ait été appelé, au contraire, vicomte de Ségur, n'hésite pas à voir dans Adémar un vicomte de Ségur (2). Le bénédictin dom Clément dit aussi que ceux qui placent Adémar dans la série des vicomtes de Limoges commettent une confusion (3). « Il fut, à la vérité, vicomte, dit M. Marvaud, mais ce fut de Ségur seulement (4). »

Ajoutons que, dans une donation de biens à l'abbaye d'Uzerche, Guy I^{er}, fils du vicomte de Limoges Géraud et gendre d'Adémar, appelle ce dernier : *Antecessor noster* (5). Or les prédécesseurs directs de Guy dans la vicomté de Limoges étaient son aïeul Hildegair et Géraud, son père. La qualification qu'il donne à Adémar ne peut donc s'expliquer qu'en admettant que par son mariage avec Emma il recueillit, au décès de son beau-père, la vicomté de Ségur. Uzerche dépendait, en effet, de cette vicomté. Ce sont les vicomtes de Ségur, Foucher et Adémar, qui avaient fait des donations à l'abbaye d'Uzerche, ou avaient obtenu des concessions de terre dans ses dépendances. Il était naturel que

(1) « Elle [Adaltrude, épouse d'Ebles de Thouars] faisait la guerre à Adémar, en Limousin, après la mort du vicomte Hildegair, et les Limousins auraient essuyé toutes les horreurs et tous les dommages, si le duc d'Aquitaine n'avait fait la paix, en faisant rendre à chacun ce qui lui appartenait. » NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 91.

(2) BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 59, 61, 62, et append., col. 851.

(3) *Art de vérifier les dates*, T. X, p. 245.

(4) MARVAUD, *Hist. des vicomtes et de la vicomté de Limoges*, T. I, p. 73. Voir aussi NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 90.

(5) « ... *Hanc itaque novellæ plantationis, coram testibus, propriis manibus libenter volumus firmari, tam pro animabus nostris, quam pro animabus filiorum nostrorum, sed et pro anima antecessoris nostri Ademari vicecomitis, qui ante nos quamdam donationem fecerat loco Usercensi...* » M. R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 133.

Guy, contractant avec les moines d'Uzerche, ses nouveaux vassaux, rappelât qu'il était, en cette circonstance, l'héritier et le successeur du dernier vicomte de Ségur.

Adémar apparaît dans l'histoire avec le titre de vicomte de Ségur, aussitôt après le décès de Foucher. Il succéda à ce dernier, dit Baluze, sans interruption (1). Nous savons, en effet, par une charte du Cartulaire de Tulle, rapportée dans l'*Histoire de Tulle* de Baluze, que Foucher vivait entre 940 et 950. Or un acte du Cartulaire d'Uzerche nous apprend qu'Adémar était déjà vicomte de Ségur en l'an 952 (2).

L'abbé Nadaud enseigne qu'il était fils de Foucher (3), et place son avènement entre 945 et 980 (4).

La concordance des dates est frappante, et il faut bien avouer qu'il serait difficile d'expliquer la transmission immédiate de la vicomté de Ségur à Adémar, si Foucher ne lui avait donné le jour.

Ce qui confirme l'assertion de Nadaud et donne une certitude presque absolue à notre filiation des vicomtes de Ségur, c'est le passage de Baluze où le célèbre historien expose, en se fondant sur une charte de l'abbaye d'Uzerche, que Géraud, fils d'Hildegair, et Adémar étaient cousins germains et avaient l'un et l'autre la même origine (5).

La conséquence à tirer de ce texte est que Géraud et Adémar étaient séparés chacun par deux degrés de l'auteur commun.

En résumé, et étant données les dates des chartes qui font mention des différents vicomtes de Limoges et de Ségur et les liens de parenté qui résultent des documents que nous avons produits, on arrive à cette conclusion : Aldebert, premier vicomte, a eu deux enfants ; il a laissé à l'aîné, Hildegair, la vicomté de Limoges, et au puîné, Foucher, la vicomté de Ségur ; Hil-

(1) « Ademarus vicecomitatum Segurensem tenuisse reperitur statim atque nomen Fulchardi desiit, id est ea tempestate qua Ebolus erat episcopus Lemovicensis, quem constat Ecclesiæ Lemovicensi præfuisse ab anno DCCCCXLV usque ad annum DCCCCLXXX aut circiter, quo Hildegarius Gerdaldi filius ei substitutus esse videtur. » BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 59.

(2) M. R. DE LASTEYRIE, ouvrage cité, p. 78.

(3) NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, T. III, p. 90.

(4) NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, partie encore manuscrite, p. 2358.

(5) BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 58.

degaire a eu pour fils et successeur Géraud ; Foucher a été remplacé, à sa mort, dans la vicomté de Ségur, par son fils Adémar. Le vicomte Géraud est bien neveu de Foucher, comme dit la chanson de Géraud de Roussillon, et cousin germain d'Adémar, comme l'enseignent Adémar de Chabannes et Baluze.

Foucher et Adémar furent les deux seuls vicomtes de Ségur. Le second n'eut, de son mariage avec Melisende, qu'une fille unique, Emma, qui épousa Guy I^{er}, vicomte de Limoges, fils et successeur de Géraud (1). Par cette union, les deux vicomtés, séparées pendant plus d'un demi-siècle, furent de nouveau confondues sur la même tête pour ne plus se diviser.

RENÉ FAGE.

(1) BALUZE, *Hist. Tutel.*, p. 62.

COUTUMES SINGULIÈRES

DE QUELQUES CONFRÉRIES ET DE QUELQUES ÉGLISES

DU DIOCÈSE DE LIMOGES

REPRÉSENTATIONS ET MYSTÈRES. — PROCESSIONS ET DANSES

— LES CORNARDS DE PAYZAC —

On a beaucoup disserté sur l'origine et le sens exact des bizarres cérémonies connues au moyen âge sous les noms de *Messe de l'Ane* ; *Fête des Fous*, *des Innocents* ; *Processions* ou *Fréries des Cornards*, et dont quelques vestiges subsistaient encore, à l'époque de la Révolution, dans un petit nombre de localités. Tous ces usages n'avaient pas une source commune : ils semblent, à qui les étudie avec attention, avoir emprunté à des cultes différents leurs rites primitifs, que le temps et l'ignorance devaient peu à peu dénaturer. S'il est fort possible que la Messe de l'Ane, par exemple, eût une origine chrétienne, on ne saurait mettre en doute que la plupart des divertissements du même ordre étaient d'allures toutes païennes, et conservaient, au sein des populations éclairées par l'Évangile, les antiques traditions des Saturnales et des Fêtes de Bacchus.

Notre dessein n'est pas d'insister sur des généralités qui pourraient nous mener fort loin, et excèderaient les bornes de notre compétence en même temps que les limites de cet article. L'unique but de notre travail est de signaler quelques vestiges, subsistant encore ou à peine disparus, de ces singulières réjouissances et de fêtes du même genre, dans l'ancien diocèse de Limoges, gardien si fidèle, si respectueux, si jaloux de ses vieilles traditions, et où se sont longtemps conservées tant de coutumes dignes de tout l'intérêt des érudits.

On a lieu d'être surpris de ce que nos chroniques et les docu-

ments de nos Archives n'offrent pas plus de traces de ces grossières fêtes. — Disons-le bien vite, si elles mentionnent quelques naïfs usages, les annales de l'Eglise de Limoges ne signalent nulle part des désordres et des scandales analogues à ceux qui, sous prétexte de divertissements populaires, souillaient ailleurs jusqu'à l'autel des cathédrales. Et cependant l'ignorance de nos populations a toujours été grande, et non moins grand leur goût pour les spectacles et les cérémonies. La Révolution a passé sans pouvoir déraciner nombre d'anciennes coutumes, que, la tourmente une fois apaisée, on a vu soudain refleurir. Si nous n'allons plus, comme nos aïeux, assister, dans le cimetière de Saint-Martial ou dans l'enclos de l'abbaye, « sous les Arbres », à la représentation de ces mystères où les acteurs rappelaient les commencements du Christianisme dans nos contrées (1), — où Virgile, à la suite des prophètes et des sibylles, venait adorer l'Enfant-Jésus (2); — si on ne se presse plus aux scènes naïves de *Job*, de *Joseph en Egypte*, de l'*Enfant Prodigue*, du *Mystère de la Passion* (3), — nous avons encore, chaque année, dans nos églises, la représentation de la Crèche, avec les Mages et avec les bergers vêtus de l'habit de droguet et coiffés du large chapeau des paysans limousins; tous les sept ans se rouvrent les cérémonies célèbres de l'Ostension; nous voyons, le dimanche de Quasimodo, *aux Châsses*, le jour de la Fête-Dieu et aux fêtes de certaines confréries, s'avancer, entre deux haies de membres de l'association, le petit saint Jean, avec son mouton et sa houlette, — sainte Madeleine, les cheveux épars sur ses épaules, — saint Martial, la mitre au front, la crosse à la main, — sainte Véronique, présentant au peuple la sanglante effigie. Ceux de nous

(1) *Nota quod burgenses de Caturco fecerunt ludum de miraculis Beati Marcialis in cimiterio Santi Marcialis, prope crucem lapideam.* (Anonymum S. Martialis Chronicon.) Cette représentation, qui eut lieu la veille du jour de l'Ascension, en 1298, ne fut pas la seule donnée à Limoges par les bourgeois de Cahors : nos Chroniques en signalent une autre à la date du 3 des calendes de juin 1302, veille de l'Ascension également.

(2) *Mystère* provenant de la Bibliothèque de Saint-Martial. — Rapprochement curieux : d'après l'*Ordinarium*, ms de la Bibliothèque de Rouen, où se trouve l'*Ordo processionis Asinorum secundum Rothomagensium usum*, Virgile et la sibylle d'Erythrée marchaient à la suite des prophètes, dans la procession qui se faisait le second jour de la fête. (DE BUSSEROLLE, *Notice sur les fêtes des Anes et des Fous*.)

(3) Actes capitulaires de Saint-Martial (xvi^e siècle) copiés par l'abbé Legros d'après un manuscrit de M. de Lépine. (Mss du Séminaire de Limoges.)

qui ont dépassé la trentaine ont pu voir de pieuses sociétés essayer de reprendre la tradition séculaire du drame sacré ; nous avons entendu les dernières tirades des rapsodies informes qui avaient jadis été les *mystères* de Sainte-Félicité et de Sainte-Valérie. Nos pénitents de toute couleur, dont la défroque, disposée avec art, excitait, il y a deux ans, la curiosité, presque la stupéfaction des visiteurs du palais des Champs-Élysées (1), viennent à peine de disparaître. Les confréries de Saint-Martial et de Saint-Aurélien, à Limoges ; de Saint-Léonard, dans la ville qui a gardé le nom de l'anachorète ; de Saint-Michel, à Solignac, etc., subsistent toujours, et beaucoup d'entre nous n'ont pas perdu le souvenir du temps, peu éloigné, où des enfants, revêtus de costumes assurément pittoresques, mais d'une fidélité historique qui n'était pas toujours irréprochable, jouaient, au milieu des processions, les principales scènes de la passion de Jésus-Christ, et figuraient les apôtres, les prophètes, les Macchabées (2). La religion, plus vive qu'éclairée, du public témoin de ces pieux spectacles le poussait à prendre à son tour un rôle dans la pièce, et ce n'était point le paisible rôle du chœur dans la tragédie antique. Plus d'une fois, dit-on, Judas fut maltraité et même poursuivi à coups de pierres, comme l'était souvent l'acteur chargé de représenter le personnage de Gautier Pradeau, dans la cérémonie instituée en commémoration de la découverte du complot tramé, en 1426, par un consul de ce nom, contre les franchises et l'indépendance de la ville de Limoges.

De même, à Saint-Léonard, on voyait, dans les rangs des membres de la Grande-Confrérie, s'avancer le saint ermite, le roi Clovis, la reine et leur *cour*, des troupes de captifs portant leurs fers brisés, etc. (3). Des scènes analogues étaient représentées, aux processions, dans les autres villes de la province.

Ces représentations furent interdites par M^{sr} de Tournefort, évêque de Limoges, en 1827, et l'autorité ecclésiastique ne toléra

(1) Exposition de 1875, dite « Galerie de l'Histoire du Costume en France ».

(2) Les sept Macchabées marchaient toujours dans les rangs des pénitents violets (confrérie de l'Annonciation de l'Incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ et du *Stabat*).

(3) La confrérie de Saint-Léonard conservait plusieurs anciens usages en apparence fort étranges, et dont la signification s'était totalement perdue ; on sait qu'à certains jours, par exemple, les confrères, la main gantée, se jetaient l'un à l'autre du mortier ou de la boue, en répétant la formule consacrée : *Engácho mé, l'engáchoraï !*

plus la présence dans les rangs des confréries que d'un ou deux enfants représentant les patrons de l'association.

Le P. Bonaventure de Saint-Amable nous a, dans son *Histoire de saint Martial*, conservé le récit d'une série de processions organisées par les Jésuites du collège de Limoges, en 1610, et qui surpassèrent en magnificence tout ce qui se fit par la suite et tout ce qui avait été fait jusqu'à ce moment. Le dimanche gras, 20 février, les élèves de cinquième, au nombre de 114, représentant « les hiérarchies célestes », et portant « les mystères de la Passion », parcoururent la ville; puis ce fut le tour des 104 écoliers de la classe de quatrième, « habillés en vierges, toutes en équipages blancs »; le lendemain, les 100 élèves de troisième, représentant les sibylles et les vierges martyres; ensuite les 60 membres de la Congrégation, habillés en pénitents; les 60 élèves de seconde, représentant les pères de l'ancienne loi, patriarches, rois, prophètes; les 40 élèves de la première classe, représentant les apôtres, les évangélistes, les docteurs. Une procession générale couronna ces solennités.

Notre diocèse n'avait pas le monopole de ces sortes d'exhibitions. A Aix, par exemple, dans la procession de la Fête-Dieu, figuraient, au dernier siècle, Jésus-Christ portant sa croix, Ponce-Pilate, Judas, les évangélistes, les animaux symboliques. Ailleurs, dans plusieurs villes de l'Espagne et de cette Flandre où se sont conservés tant d'usages espagnols, on promène encore des mannequins gigantesques, affublés quelquefois des plus riches vêtements.

En Catalogne, en Roussillon, on voit de loin en loin, dans les processions, apparaître, au-dessus des têtes, entre les haies formées par le clergé et les confréries, les représentations, en bois ou en plâtre, de diverses scènes du Nouveau-Testament. Ces groupes, qu'on désigne sous le nom de *mystères*, sont placés sur des brancards dont les porteurs font certaines évolutions. Ainsi, à Perpignan, dans les fêtes de la semaine sainte et de la semaine de Pâques, la statue de la sainte Vierge va au-devant du *mystère* de la Résurrection, et salue son Fils par trois fois, les porteurs de la statue se baissant et les deux premiers se mettant même à genoux.

En dehors des représentations dont nous parlions plus haut, et qui ont longtemps conservé à Limoges les vestiges de la fête des Innocents, — vers le milieu du xvi^e siècle, on faisait encore, ce jour-là, des distributions extraordinaires aux enfants de

chœur (1), — nous trouvons, dans la ville épiscopale, des traces non douteuses de réjouissances analogues à celles que nous mentionnions en tête de cet article. Nous voulons parler des danses par lesquelles le peuple célébrait certaines fêtes, notamment celle du patron de la cité. Pierre Bonnet, ancien payeur des gages au parlement, signale cet usage dans son *Histoire générale de la Danse sacrée et profane* (2), écrite au commencement du xviii^e siècle : « On voyoit encore, dit-il, vers le milieu du siècle précédent, à Limoges, à la fête de saint Martial, apôtre du Limousin, le peuple danser en rond dans le chœur de l'église de ce saint, et qu'à (*sic*) la fin de chaque psaume, au lieu de chanter *Gloria Patri*, ils chantoient le langage du pays : *Saint Marceau, pregas per nous, et nous epingaren per vous !* Cette coutume s'est depuis abolie. » Nous ne sachions pas que, dans le cours du xviii^e siècle, aucun de nos savants limousins ait démenti cette indication.

L'*Encyclopédie* et, après elle, le *Dictionnaire de la conversation* et plusieurs autres recueils du même genre ont reproduit presque textuellement ce passage du livre de Bonnet. Ils ont toutefois parlé de ces danses à l'article BRANDONS, et donné à entendre qu'elles avaient lieu le dimanche des *Brandons*, qui était le premier dimanche du carême. L'*Encyclopédie* fait également mention des coutumes limousines à l'article DANSE SACRÉE ; mais elle prétend, nous ignorons absolument sur quelle autorité, que le clergé prenait part aux danses de la fête de saint Martial ; elle ajoute que ces réjouissances avaient pour théâtre « l'église de Saint-Léonard, à Limoges », laquelle n'a jamais existé. Cette erreur a été religieusement reproduite par un assez grand nombre d'écrivains, et tout récemment par l'auteur d'une intéressante *Histoire de la Danse*, publiée dans le *Musée des familles*. — Notons que le P. Menestrier, dans la préface de son livre *des Ballets anciens et modernes*, assure que, dans quelques villes, les ecclésiastiques prenaient part aux danses par lesquelles on célébrait l'anniversaire de la résurrection ; rien ne prouve, d'ailleurs, il faut le reconnaître, qu'il eût en vue, dans ce passage (3), la coutume existant dans l'église de Limoges.

(1) *Actes capitulaires de Saint-Martial*, mss déjà cité.

(2) Paris, d'Houry fils, rue de la Harpe, 1723,

(3) Voici la phrase textuelle : « *J'ai vu*, en quelques églises, le jour de Pâques, les chanoines prendre par la main les enfants de chœur, et, en chantant des hymnes de réjouissance, danser dans l'église ».

A propos de ce qui se passait le jour de la fête du patron de l'Aquitaine, nous avons relevé, dans les Actes capitulaires de Saint-Martial, déjà plusieurs fois cités, quelques lignes qui pourraient se rapporter aux réjouissances dont parle Bonnet. Le 10 juin 1539, le Chapitre décide qu'on ne fera point d'offrande le jour de la fête de saint Martial, de peur de scandale. Pourquoi redoutait-il du scandale ce jour-là et non les autres ? N'était-ce point à cause des anciennes coutumes auxquelles nous faisons allusion ? — Dans le même recueil, on trouve un peu plus loin un passage bien plus significatif et plus précis, touchant la fête de saint Nice, dont la célébration avait donné lieu, au moyen âge, dans plusieurs localités, à certaines réjouissances de l'ordre de celles que nous signalons : « Le 6 mars 1544, ordonné qu'on ne feroit plus DANS L'ÉGLISE les vigiles de S. Nice, A CAUSE DES EXCÈS QUI SE COMMETTOIENT LA NUIT, et d'après l'avis du Conseil, qu'on avoit pris pour cela ».

En ce qui a trait à la fête des Brandons, nous ne saurions affirmer d'une façon catégorique, sur la seule autorité de l'*Encyclopédie*, de l'*Almanach Limousin* et d'écrivains de notre siècle, qu'elle fût célébrée à Limoges par des danses. On ne peut nier toutefois que, dans certains diocèses, le peuple n'ait longtemps conservé l'habitude de se livrer, le jour qu'on désignait sous ce nom, à des divertissements profanes et médiocrement édifiants. Une récente publication, due à la Société des Antiquaires de Picardie : l'*Histoire de la ville de Doullens*, par M. Delgove, curé de Long, constate (chap. VIII, § 1) qu'à Doullens il existait, le jour des Brandons, des usages analogues à ceux qu'on a signalés à Limoges. Beaucoup d'écrivains ont fait allusion à ces bizarres coutumes. Jean Deslyons notamment en parle dans plusieurs passages d'un curieux livre, devenu rare aujourd'hui : — « Qui ne sait, dit-il, la vanité des feux, des danses effrenées qu'il (le Diable) avoit fait passer en coutume parmi les païsans, et qui règne encore en plusieurs lieux de la France, sous le titre de Dimanches aux Brandons. C'est ainsi qu'il a baptisé les premiers dimanches de Caresme (1). »

Aucun écrivain limousin ne nous a laissé de détails précis sur les danses *religieuses* qui ont pu se conserver dans la contrée,

(1, *Discours ecclésiastiques contre le Paganisme des roys de la Feve et du Roy-boit*, par Jean Deslyons, prestre, docteur de la maison et Société de Sorbonne, doyen et théologal de l'église cathédrale de Senlis. Paris, Guillaume Desprez, 1664.

même après la période du moyen âge. Nous trouvons cependant la mention très-expresse de ces danses dans les Chroniques de l'abbaye de Saint-Martial, dont M. Duplès-Agier, sous les auspices de la Société de l'Histoire de France, a récemment donné une édition préparée avec soin, mais malheureusement incomplète. Sans parler de l'expression *tripudium*, qui y a été relevée, et qui ne nous semble pas tout à fait claire, le texte de Bernard Itier, auteur de la plus importante de ces chroniques, offre à plusieurs reprises le mot très-caractéristique de *chorea*, qui était le terme consacré, non-seulement dans le langage ordinaire, mais dans la langue ecclésiastique, pour désigner les danses accompagnées de chants qui avaient lieu, soit dans les églises, soit dans les cimetières ou sur les parvis (1) : — « Anno gracie M^oCC^oV^o corea facta (p. 70). ... Anno gracie M^oCC^oXV^o corea facta est in octavis sancti Marcialis, et gaudium magnum (p. 93) (2).

Il n'est pas douteux que cette danse, *chorea*, ne fût exécutée à Limoges, et il n'y a rien de téméraire à supposer qu'elle avait pour théâtre l'abbaye, peut-être l'église même de Saint-Martial, puisqu'elle était destinée à célébrer la fête de l'apôtre d'Aquitaine. Les extraits de la chronique du xiii^e siècle ne semblent-ils pas corroborer le passage que nous citons plus haut du livre de Pierre Bonnet ?

Les chroniques du pays nous font connaître que la veille de la fête de saint Jean-Baptiste et son octave étaient célébrées par des danses, comme celle de saint Martial. Quant aux feux de la Saint-Jean, la coutume n'en a pas encore disparu, malgré les

(1) *Prælati cum suis clericis ludunt vel in claustris, vel in domibus episcopaliibus, ita ut etiam descendant ad ludum pilæ, vel etiam ad choreas.* (Durand, évêque de Mende : *Rational.*, lib. VI, c. 86.) — *Statuimus ut in Sanctorum vigiliis, in ecclesiis, histrionice saltationes seu choreæ non fiant.* (Actes du Concile d'Avignon de 1209, chap. XI.) — *Prohibeant sacerdotes ne fiant choreæ, maxime in tribus locis : in ecclesiis, in cæmeteriis et processionibus.* (Eudes ou Odon, évêque de Paris, *Constit. synod.*, cap. 36.) — *Item si laici et mulieres intrant chororum et ducunt choreas in locis sacris...* (Gerson, *De Visit. prælatorum.*) — *Non licet ducere choreas in ecclesia, quando fit divinum officium.* (Décret, en forme de lettre, de l'Université de Paris, 1444), etc., etc.

(2) Dans un autre passage de la même chronique, nous retrouvons ce mot de *chorea*, appliqué à des réjouissances de même nature par lesquelles on célébrait l'octave de la Nativité de saint Jean-Baptiste : « Anno MCCLxxiiij, infra octavas Nativitatis Beati Joannis Baptiste, quidam pessimus murtrarius apud Petrasiam ducebat coream, et dum cantaret, etc. (*Chronicon B. Itherii*, ed. Duplès-Agier, p. 161, 162.)

arrêtés de police municipale, qui, depuis bien longtemps, les proscrivent. A Tulle, le 23 juin, des feux de joie s'allument sur tout le parcours de la procession qui se fait encore ce jour-là en l'honneur du saint.

Presque partout dans le diocèse, on trouve trace de représentations de scènes bibliques ou de traits du Nouveau Testament, mêlées aux cérémonies religieuses. Nulle part elles ne paraissent avoir eu lieu dans l'église; mais les acteurs y entrent, revêtus de leurs costumes et mêlés aux membres de l'association à laquelle ils appartiennent. Ils ont souvent une place spéciale dans le chœur, pendant l'office. Les confréries conservent, du reste, le monopole de ces spectacles. Dans une réunion préparatoire, on met les rôles aux enchères, et les parents se disputent, à beaux deniers comptant, le plaisir et l'honneur de voir leurs enfants représenter Jésus-Christ, la Vierge, sainte Madeleine ou sainte Valérie. Le roi et la reine, l'empereur et l'impératrice, paraissent aussi dans ces défilés symboliques, où la puissance séculière a sa place auprès de l'autorité ecclésiastique, — et ces rôles ne sont pas les moins recherchés, à cause de la richesse des vêtements dont on affuble les petits acteurs. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on ne voit dans beaucoup de fréries figurer que des personnages de cet ordre. Nous avons en notre possession une curieuse pièce intitulée : *Etat de la frérie du Très-Saint-Sacrement de la paroisse du Vigen, en 1783*, et qui donne la liste complète des *figurants* que cette Compagnie fournissait à la procession : *porte-croix, premier porte-enseigne, second porte-enseigne, le roi, la reine, le dauphin, la dauphine, porte-pavillon, porte-bannière, porte-bourse, porte-flambeau, le mignon, la mignonne*, etc. Un document publié par M. A. Leymarie (1) reproduit une nomenclature analogue pour la *frérie* de Saint-Antoine d'Ambazac, en 1624-1626. On y voit figurer des personnages caractéristiques : *le premier danseur, le premier tireur de bagues, le Fou-du-Roi, le Taste-Vin; Faire-à-sa-guise*, etc. Dans plusieurs paroisses de la Creusé, M. Auguste Bosvieux a relevé des listes analogues. Les *états* de la confrérie de la Nativité-de-Notre-Dame de Saint-Sylvain de Guéret en 1605 et 1609 comprennent toutes les grandes charges de la couronne, cinq demoiselles d'honneur, la lingère et la chandelière de la Reine, plus le mignon du Roi et la mignonne de la Reine. A Saint-Pardoux-les-Cards, en 1618, on

(1) *Le Limousin Historique*, p. 70.

trouve une quantité de fonctions encore plus considérable. A côté de l'archevêque, de l'évêque, du connétable et de l'amiral, paraissent les mignons, le cuisinier du Roi, Va-à-sa-guise, Danse-à-la-file, Danse-quand-il-lui-plaît et autres semblables (1). Partout c'était, comme nous le disions tout à l'heure, à prix d'argent que la confrérie concédait ces dignités éphémères, ces emplois burlesques à ses membres ou aux parents ambitieux de voir leurs enfants jouer un rôle en vue dans les cérémonies. On appelait ces enchères la *mise des états*. Plusieurs compagnies de Pénitents, à Limoges, faisaient ainsi payer à leurs membres l'honneur de porter la croix de la Compagnie dans les processions. Certaines confréries de la même ville, celles notamment des Blanchisseuses (*lou Peyteu*), des Bouchères (*lou Pitti-Ventréi*), de Notre-Dame-de-Lorette (*lou Lorient*), ont conservé jusqu'à nos jours cet usage, au moins en ce qui a trait à la désignation du roi et de la reine. — De même, dans certaines villes du Nord, on mettait aux enchères le bâton, qui était un des principaux insignes des joyeuses confréries établies à Beauvais, Doullens, Amiens, Corbie et dans bien d'autres localités.

Ajoutons que les festins et les danses qui accompagnaient la célébration de ces fêtes étaient souvent signalés par des désordres. On trouve aux Archives de la Haute-Vienne plusieurs ordonnances épiscopales ayant trait à l'interdiction des réjouissances profanes qui marquaient certaines fréries.

Plus de quarante villes ou bourgs du diocèse possédaient des associations de Pénitents ayant les mêmes statuts et, à peu de chose près, le même costume que les Pénitents de Limoges : sac à longues manches, capuchon maintenu par un chapeau pointu, et d'où pendait un voile cachant la face, cordon en guise de ceinture. Dans les principales localités, une confrérie spéciale avait reçu ou s'était donné la mission de fournir une garde aux reliques des saints pendant la durée des Ostensions (2) et surtout de relever l'éclat de ces solennités soit par des processions ou des promenades en armes, comme c'est encore l'usage dans la ville épiscopale, soit par des réjouissances de diverses sortes, et en particulier par des représentations de sujets pieux. En 1850, on joua pour la dernière fois, à Limoges, devant l'église cathédrale,

(1) Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, T. II, p. 414.

(2) *Almanach Limousin*, années 1862 et 1863.

un très-ancien mystère, dit de *Sainte-Félicité*, et dont nous ne croyons pas que le texte, souvent remanié du reste, et confié à la mémoire des membres d'une confrérie, ait jamais été écrit ou imprimé. A Saint-Junien, en 1869, des scènes de la vie de saint Amand et de son disciple étaient reproduites sur des théâtres en plein vent. L'année 1876, qui a vu le retour des fêtes septennales de l'Ostension, nous a fait assister au réveil de plusieurs de ces compagnies, dont la plupart ne donnent guère signe de vie qu'à cette époque.

Parmi les associations fondées dans un but de piété ou de charité, et dont les membres n'avaient gardé de leurs anciennes coutumes que l'habitude de se réunir de loin en loin pour fêter, par des banquets et des réjouissances, certains anniversaires consacrés, il faut donner une place à part aux sociétés connues sous le nom de *Confréries de Cornards*, et qui paraissent avoir existé dans plusieurs localités de l'ancien diocèse de Limoges. Les us et coutumes de ces joyeux compagnons se rapprochaient sur plusieurs points de ceux des *Fous* et des *Cornards* du moyen âge. A notre grand regret, nous n'avons pu découvrir, sur ces sociétés, que de rares indications. Il n'est pas douteux cependant qu'elles n'eussent de fort anciennes racines dans les endroits où elles s'étaient conservées.

Une lettre attribuée, à tort peut-être, à l'abbé Lebœuf, et insérée au *Mercure* du mois d'avril 1725, donne quelques renseignements précieux sur le personnage qu'on désignait, à Evreux, sous le titre grotesque d'*abbé des Cornards*. C'était le président d'une société qui, avec l'autorisation du Parlement, se livrait à des facéties d'un goût souvent contestable. — *Cornard* ou *conard* serait un vieux mot ayant le sens de chansonnier, diseur de bons mots et de plaisanteries. Tout le monde lui connaît une autre signification, et ce n'est pas d'hier qu'elle lui a été donnée : quelques anciens auteurs se servent de mots réputés *gaulots* en leur attribuant le même sens, exactement, qu'ils ont dans Rabelais, et Artémidore (*des Songes*, livre II, chap. 12), dit très-catégoriquement : Ἡ γυνή σου πορνεύσει, καὶ τὸ λεγόμενον κάρατα ἀνθρωποποιήσει... On ne saurait mieux parler en français.

Quoi qu'il en soit de la première étymologie que nous avons indiquée, et qui, nous le confessons, ne nous paraît pas la bonne, les membres des soi-disant confréries de *Cornards* la justifiaient pleinement, étant avant tout de bons compagnons et des amateurs de joyeusetés de toutes sortes. S'ils méritaient d'une autre façon le titre dont ils aimaient à se parer, c'était par surcroît,

et la chose, n'ayant rien d'archéologique, ne saurait nous regarder.

L'honneur d'être abbé des Cornards fut longtemps recherché. Les compères de ce noble personnage lui faisaient, à certaines époques, un grotesque triomphe. Ils se réunissaient et sortaient en grande pompe d'Evreux, escortant leur chef, lequel était monté sur un âne et affublé du plus bizarre accoutrement. Le jour de Saint-Barnabé était la date ordinaire des réjouissances des Cornards; réjouissances qui parfois donnèrent lieu à de graves désordres.

A Rouen, il existait, dans l'église de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, une confrérie de Cornards dont la fête se célébrait pendant le carnaval. On connaît d'autres sociétés du même genre en Picardie, en Flandre, etc.

Un assez grand nombre de conciles, celui de Bâle notamment, avaient pros crit les représentations théâtrales qui étaient données dans les lieux sacrés et les ridicules cérémonies par lesquelles on célébrait, dans certaines villes, la fête des Fous et celle des Innocents; les bouffons virent se fermer devant eux les portes des églises. Toutefois, si leurs bruyants ébats en furent bannis (1), et si l'autorité ecclésiastique les obligea de transporter la scène de leurs divertissements soit sur les parvis ou les places publiques, soit à l'intérieur des édifices, les confréries de cet ordre n'en conservèrent pas moins l'habitude d'assister en corps à des messes pour le repos de l'âme des membres de la compagnie. Ce fut, en général, le dernier usage religieux qui subsista parmi ces sociétés, dont la plupart s'éteignirent aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, et dont il ne restait qu'un bien petit nombre aux approches de 1789.

Depuis longtemps on désigne, à Limoges et dans la banlieue,

(1) Ne faut-il pas voir un dernier vestige de ces réjouissances dans un usage qui ne s'est éteint qu'à la Révolution ? Le jour de la frérie de Montjovis, près Limoges, les membres d'une association religieuse qui a subsisté jusqu'en 1832 assistaient en corps à une messe qu'ils faisaient dire dans l'église de Saint-Michel-des-Lions. Ils étaient précédés de joueurs de musettes et de drapeaux ornés de grappes de raisins. Les musettes se faisaient entendre à l'élévation et remplaçaient l'orgue. Ainsi le voulait la coutume. — Une autre confrérie, celle de Notre-Dame-la-Joyeuse ou des Pastoureaux, payait chaque année des joueurs de hautbois pour accompagner pendant la nuit de la Nativité ses membres, qui visitaient en cortège les églises, et pour exécuter de vieux Noël's devant la crèche où était représenté l'Enfant-Jésus.

sous le nom de *Frérie des Cornards*, l'assemblée annuelle qui a lieu au village de Saint-Lazare, à peu de distance de la ville. Nous ne saurions préciser ni la raison ni l'origine de cette dénomination. Une seule particularité caractéristique mérite d'être relevée à ce sujet : les cabaretiers de l'endroit décorent l'entrée de leurs maisons de cornes de bédons ornées de rubans. Cet insigne remplace, ce jour-là, le bouchon traditionnel. — Cette *ballade* est, de temps immémorial, fixée au dimanche de la Passion. Avant la Révolution, on exposait toute la journée à la vénération des fidèles, dans l'église de la localité, aujourd'hui détruite, une relique de saint Lazare, à laquelle le peuple de Limoges était fort dévot; mais, comme, de l'aveu de l'abbé Legros, cette fête donnait lieu à des abus, le curé de Sainte-Félicité, dont la paroisse avait englobé celle de Saint-Lazare, transporta, en 1779, la relique dans son église. La population en manifesta un vif mécontentement (1).

Il n'est pas improbable qu'une association de *Cornards*, établie à Limoges, et tenant, comme la plupart de celles du Nord, ses réunions hors des murs, eût choisi Saint-Lazare pour lieu favori de ses joyeuses agapes. Le nom que prenaient les bons confrères serait resté à la fête patronale dont le retour les appelait chaque année autour de la table de quelque hôtelier renommé de la banlieue..., mais c'est là une pure hypothèse, que ne justifient pas d'une façon suffisante les vagues renseignements donnés à ce sujet par une tradition d'apparences très-peu sûres. Ajoutons que, à notre connaissance, il n'a pas été découvert un seul document qui mentionne, à une époque quelconque, l'existence à Limoges d'une confrérie de cette espèce. — Nous trouvons seulement, dans une note de l'abbé Legros et dans un passage des manuscrits de dom Col, mention d'une société qui pouvait avoir quelque analogie avec les *Cornards* : elle était connue à Limoges sous le nom de *Bande-Joyeuse*, et ses exploits furent assez bruyants pour appeler l'attention du parlement de Bordeaux, qui rendit, en 1565, un arrêt à l'effet de réprimer les excès commis par ses membres.

Une autre *ballade*, qui se célèbre aussi aux portes de Limoges, sur la route d'Ambazac, porte le nom de *frérie des Cornardes* ou des *Cornettes*. Nous ignorons d'où lui vient cette dénomination,

(1) LEGROS, *Abrégé des annales du Limousin*, T. II, p. 247. (Mss du Séminaire de Limoges.)

moins ancienne au surplus, croyons-nous, que celle donnée à la frérie de Saint-Lazare.

Nous n'avons pas été heureux dans nos recherches sur quelques autres sociétés du même genre qui nous avaient été signalées. Il nous a été impossible d'en retrouver non-seulement les traces, mais même le souvenir, dans les localités où elles auraient autrefois existé. Toutefois, en feuilletant, aux Archives départementales de la Haute-Vienne, les anciens dossiers du fonds de l'Evêché, nous avons eu la bonne fortune de mettre la main sur des pièces concernant la *Confrérie des Cornards* de Payzac. — Payzac, bourg du département de la Dordogne, appartenait au diocèse de Limoges avant la Révolution.

A quelle époque remontait la fondation de cette compagnie, c'est ce qu'il serait difficile de dire, et ni M. le Curé actuel de Payzac ni M. du Mas-Payzac, que nous avons consultés, n'ont pu, à cet égard, nous donner de réponse satisfaisante. Ils connaissent l'un et l'autre l'existence de la prétendue confrérie, et le second nous confirme ce qui nous avait déjà été dit de l'existence d'autres associations semblables en Périgord et en Limousin ; mais de données précises ils n'ont pu nous en fournir aucune.

Ce qu'il y a de certain c'est qu'il s'était formé, au bourg de Payzac, une société dont les usages rappelaient ceux des Cornards d'Evreux et des Flandres, d'une façon, il est vrai, fort imparfaite, mais offraient avec certaines pratiques ordinaires aux associations de cette espèce une analogie remarquable, et qui ne saurait être attribuée au hasard. Cette société prenait le nom de confrérie, et ses facéties faisaient depuis longtemps sans doute le désespoir des curés de l'endroit, lorsque, en 1770, cinq prêtres de Limoges, MM. Lagasnerie, Cabanis, Gourseaud, Brunie et Lenoir, furent envoyés à Payzac pour y prêcher une mission. L'ecclésiastique qui administrait alors cette paroisse, M. de Vaugoulour, leur fit connaître les « excès et scandales » dont la prétendue confrérie se rendait chaque année coupable. Tous ses efforts pour parvenir à l'abolition de ces ridicules usages demeurèrent infructueux, comme l'avaient été ceux de ses prédécesseurs. Les missionnaires réconfortèrent M. de Vaugoulour : il fut arrêté qu'on s'adresserait à l'évêché pour dénoncer les pratiques des *Cornards*, et obtenir que l'autorité portât remède à de tels abus. Les six ecclésiastiques envoyèrent donc à M^{gr} du Plessis d'Argentré un mémoire assez détaillé signalant en ces termes les désordres auxquels ils espéraient voir mettre fin :

« MM. les bourgeois de l'endroit auroient un grand bois de

cerf et même de daim, avec quelques autres cornes de différentes espèces, qu'ils attacheroient ensemble avec des rubans de diverses couleurs, et les porteroient en grande cérémonie chez tous les nouveaux mariés pour les leur faire honorer de la manière suivante :

» On choisit ordinairement un homme dont la réputation est hors d'équivoque sur cet article ; on le fait monter d'une manière ridicule sur un âne encore plus ridiculement paré, et on le conduit avec un pompeux désordre à la porte du nouveau prosélyte, qui vient les recevoir en cérémonie. Il se met à genoux, les baise (les cornes) avec respect, les reçoit avec reconnaissance sur la tête, et est agrégé dès lors à cette honorable Société des Cornards, dont il se fait gloire d'augmenter le nombre. Si, par principe d'honneur, ou mieux encore de religion, il refuse de rendre à ces honteux et ridicules symboles du libertinage l'hommage humiliant qu'on leur rend dans le pays, les confrères se croient en droit d'entrer de force dans sa maison, et d'y commettre toutes sortes d'abus, sans qu'il puisse s'en défendre ni se faire rendre justice des vexations injustes et odieuses qu'on y exerce contre ses meubles, que l'on brise, et quelquefois contre sa propre personne, s'il entreprend de faire quelque résistance. Il y a aussi une coquille de mer qu'on appelle la coquille de Jupiter (1), qu'ils prennent pour patron, — Dieu voulût qu'ils ne le prissent pas aussi pour modèle ! Ils la remplissent de vin, et plusieurs de la lie du peuple y boivent, sans observer aucune règle de bienséance ni de sobriété, faisant ainsi servir la coquille de Jupiter à solenniser Bacchus par les excès qu'y commettent ces nouveaux (*sic*) bacchantes, qui semblent vouloir faire revivre les dieux de la fable.

» Ces cornes et cette coquille, avec quelques autres instruments ridicules, sont ordinairement déposées chez le dernier marié, qui est tenu de les représenter toutes les fois qu'il en est requis par les prétendus confrères ; ce qui arrive à chaque nouveau mariage, mais particulièrement le jour du Carnaval, qui est comme le jour de leur fête.

» Ce jour-là, les associés s'assemblent sous la halle, devant la porte de l'église. Six d'entre eux sont commis à la garde de ces prétendues reliques, — car c'est ainsi qu'ils osent les appeler, — pendant que les autres vont forcer tous les gens mariés qu'ils

(1) Sans doute un coquillage de l'espèce de ceux connus sous le nom de *Corne d'Ammon*.

rencontrent, de quelque pays qu'ils soient, de venir leur faire hommage ; ce qui a fait faire bien du mal et a pensé quelquefois occasionner des meurtres, sans compter l'offense de Dieu par les paroles obscènes auxquelles cette honteuse cérémonie donne lieu ; ce qui empêche même les gens du voisinage de venir ce jour-là à la messe pour y satisfaire leur dévotion. Lesdits bois de cerf, de daim, coquilles et autres meubles de cette nature sont évalués, par une délibération des confrères, à la somme de cinq cent trente-six mille livres, dont le dépositaire répond et fournit caution ; et le moindre accident qui leur arrive, on estime le dommage à proportion, et on le fait payer au dépositaire, ou par une amende arbitraire, ou par la confiscation de ses meubles, ou en denrées, — ainsi qu'on dit être arrivé plusieurs fois, et notamment à un pauvre cabaretier chez qui on fut boire et manger pendant l'espace de six mois ou même davantage, sans jamais payer ; ce qui le dérangerait tellement dans son commerce qu'il fut obligé de vendre une partie de son bien pour se relever, n'étant plus en état de le soutenir autrement ; et la cause de cette injustice... fut un accident arrivé à ce bois de cerf, qui était en dépôt dans sa maison, des étrangers qui y logèrent l'ayant vu, et en ayant, par dérision, coupé un très-petit morceau (1). »

On ne peut s'empêcher de reconnaître, dans ce tableau, divers traits de ressemblance très-marqués avec les usages des confréries ou sociétés des *Fous* de la Bourgogne, et notamment avec celle de la *Mère-Folle* de Dijon. C'était aussi pendant le Carnaval que l'*Infanterie dijonnaise* se livrait à des réjouissances particulières, et revêtait son uniforme, dont la pièce principale était le bonnet à deux cornes. De grotesques délibérations, où certaines formules de droit étaient grossièrement parodiées, évaluaient aussi à des sommes énormes l'étendard et les autres insignes de la Compagnie. Quand une amende était prononcée par le *procureur* de l'association, — désigné sous le nom de *Fiscal vert*, — et que le coupable ne s'exécutait pas, « on envoyait chez lui en garnison, dit l'auteur de très-intéressants *Mémoires pour servir à l'histoire de la fête des Fous* (2), six gardes de la Mère-Folle, qui se faisaient régaler splendidement par le traiteur le plus voisin, jusqu'à ce qu'il eût satisfait ;

(1) Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds de l'Evêché, art. 164 du classement provisoire.

(2) Du TILLOT, Genève, 1751 : petit in-8°.

on détendoit ses tapisseries ; on vendoit ses meubles, et le tout sans modération ni appel ». On trouve quelques rapports entre les formules employées dans certains actes émanant de la société dijonnaise et celles dont se servent, dans deux pièces dont nous parlerons plus loin, les plaisants de Payzac. Faisons toutefois observer que l'association bourguignonne n'avait pas les allures cyniques des *Cornards* périgourdins, et que ses fêtes ne présentaient pas, du moins d'une façon aussi apparente, le côté scabreux des réjouissances de ces derniers, bien que les aventures scandaleuses et les démêlés des mariages mal assortis fussent souvent l'occasion d'une prise d'armes de la fameuse *Infanterie* et d'une sortie de la *Mère-Folle*. — A Limoges, on avait, dans des cas semblables, les *charivaris*, dont l'usage n'a complètement disparu que depuis une trentaine d'années.

Comme l'*abbé des Cornards* d'Evreux, c'est sur un âne (1) et dans un grotesque attirail, avec une pompe ridicule, que les *Cornards* de Payzac promènent leur chef. Par une citation qu'on trouvera un peu plus loin, on verra que le bâton est un des attributs de cette « ancienne et respectable Confrérie », et qu'il a son rôle dans ses fêtes comme dans l'antique fête des Fous (2). Les *Cornards* périgourdins ne vont pas en corps à l'église, comme leurs confrères normands ; mais, à un jour donné, ils s'installent à la porte du lieu saint, et parodient les cérémonies du culte, comme le faisaient leurs devanciers du moyen âge,

(1) L'âne apparaît dans presque toutes les cérémonies grotesques du moyen âge. Y figurait-il en vertu de la tradition païenne ? y avait-il été introduit soit par le symbolisme chrétien, soit en souvenir du rôle qu'il avait joué dans certaines circonstances ? L'une et l'autre opinions peuvent être soutenues et l'ont été tour à tour. Si l'âne, au moment de la naissance du Sauveur, se trouva dans la crèche, s'il servit de monture à Jésus-Christ lors de son entrée triomphale dans Jérusalem, on ne doit pas oublier qu'il avait été le fidèle compagnon de Silène, et qu'à ce titre on lui donnait une place dans les fêtes de Bacchus. On sait, de plus, que cet animal était consacré à Priape, en mémoire d'un exploit attribué à ce dernier au cours de l'expédition de Bacchus dans les Indes.

(2) ... *A festis follorum, ubi baculus accipitur, omnino abstinatis* (Concile de Paris de 1212). — La fête du Bâton — *festum Baculi*, — se célébrait en même temps que la fête des Fous. Il en est fait mention dans l'*Histoire Littéraire de la France*, T. XIII, p. 439. Nous avons dit plus haut que le bâton était un des principaux insignes des confréries facétieuses de la Picardie et de la Normandie : il était orné d'attributs rappelant soit la profession des confrères, soit le but de l'association. Le droit de le porter était mis aux enchères entre les membres de la compagnie.

avant que le temple ne fermât ses portes à ces scandaleuses mômèries.

Dans un procès-verbal relatif à la remise à un nouveau sociétaire des *insignes* de la Confrérie, dont il doit prendre soin « en bon père de famille », ces insignes sont ainsi décrits : « Deux grandes cornes, ornées d'un ruban couleur de rose (?) dans le milieu de la tête; le bâton royal y est placé, orné d'un petit ruban couleur de rose (?). La couronne desdites cornes est incarnate; le chapeau est du prix qu'on ne peut l'estimer. — Outre une autre grande corne qui sert de fourreau au grand sabre d'honneur, la poignée dudit sabre est armée de petites cornes où il y a un petit ruban couleur de rose (?). En outre, une coquille où (*sic*) Jupiter se servoit pour boire : lesdites cornes, cornichons, sabre, couronne, bâton royal, coquille, le tout évalué à la somme de cent cinquante mille francs, de l'aveu de toute la Frérie des *Cornards* (1). »

Un autre document, qui entre dans de plus grands détails, débute ainsi :

« Aujourd'hui, année de grâce 1770, dans l'assemblée de *Messieurs* tenant le palais de la coutume ancienne et moderne des vénérables cornes et cornichons, après avoir fait lecture devant MM. les présidents desdits cornichons, et donné connaissance aux jeunes mariés de cette noble et respectable Confrérie, etc., etc..., ont tous, anciens et nouveaux, réitéré leur foi, qu'ils se conservoient dans cette noble Confrérie, en ce que les jeunes mariés de 1770 seront reçus pour en jouir perpétuellement ainsi que leurs prédécesseurs en avoient joui. En même temps avons déposé lesdites cornes qui doivent servir d'armes à tous les respectables cornards de 1,000 (lieues) à la ronde, chez le vénérable N...; lesdites cornes, suivies de quatre cornichons attachés à la plate; un sabre de Roland; une coquille de Jupiter avec trois rubans; un grand neuf, fond jaune, double frange en or, évalué 4,000 livres; un autre, fond rose (?) avec des raies; un autre, aussi neuf, rouge; lesdites cornes, rubans et coquilles, sabre, fourreau, chapeau, coquarde, estimés et appréciés par nous, président, à 536,000 francs, non compris dans ladite estimation trois grands (*mot illisible*) de bois d'Inde, un bâton royal, estimé 1,400 livres; lesquelles armoiries de la présente communauté avons déposées chez un nouveau cornard, nommé P...; mais, s'y trouvant des difficultés par l'insolvabilité d'icelui, s'est présenté

(1) Archives de la Haute-Vienne, art. 164.

M. N..., plus ancien cornard, qui se rend pleige-caution et s'oblige de fournir, si besoin est, lesdites armoiries (1). »

L'évêque intervint-il ? Il ne le paraît pas ; et nous n'avons pu retrouver la réponse qu'il fit à la requête de M. de Vaugoulour et des missionnaires. Mais ceux-ci mirent le temps à profit en attendant cette réponse, et réussirent, en unissant leurs efforts à ceux du curé, à obtenir de plusieurs membres de la confrérie une adhésion à la suppression de cette société. Le dimanche 2 décembre 1770, à la tombée de la nuit, M. Lenoir, accompagné d'un des vicaires de la paroisse, se présenta chez le chirurgien P....., bourgeois de Payzac, lequel était, depuis le carnaval précédent, dépositaire des insignes de la confrérie, et exhiba une pièce dont voici la teneur :

« Aujourd'hui, deuxième jour du mois de décembre, au bourg de Peizac, par^{tes} dudit Peizac, nous soussignés consentons volontairement à la suppression d'une société où l'on fait la cérémonie de baiser et même de se mettre à genouil devant des cornes qu'on porte avec pompe chez tous les nouveaux mariés. En conséquence, permettons au S^r P....., chirurgien de ce bourg de Peizac, de remettre ces cornes entre les mains de M^{re} de la Mission, pour les faire brûler, sans qu'ils puissent être inquiétés (2). » Suivaient onze signatures.

Bien qu'au nombre de ces signatures figurât celle du confrère qui s'était porté caution pour lui lors de la remise des insignes de la Compagnie à son domicile, le chirurgien fit des difficultés pour livrer ces objets ; il objecta que tous les membres de l'association n'avaient pas adhéré à la déclaration dont le missionnaire Lenoir était porteur : il craignait sans doute que les récalcitrants ne s'en prissent à lui, et ne le frappassent de quelque amende énorme. N'allait-il pas fournir un nouvel exemple de la terrible vengeance de la compagnie, comme ce malheureux cabaretier dont le mémoire adressé à l'évêché rappelait la pitoyable aventure ? Mais les deux ecclésiastiques, sans écouter ses raisons, se saisirent des insignes de la confrérie, et, triomphants, revinrent au presbytère avec ces trophées.

Ces insignes étaient, paraît-il, la propriété du marquis de Payzac, membre ou patron de la Société, lequel les réclama au curé dès le lendemain. Sur le refus de celui-ci de les restituer, le presbytère reçut, le 4 décembre, la visite de maître

(1) Archives de la Haute-Vienne, art. 164

(2) *Ibidem*.

Geoffroi Dupinet, « sergent ordinaire immatriculé en la cour de haut et puissant seigneur messire François Dumas, chevalier, seigneur marquis de Payzac, vidame de Limoges, seigneur de Laboire, Laperre et autres places, habitant en son château de Payzac ». Dupinet venait protester contre l'enlèvement « des bois de cerf et de daim, ensemble de la grande coquille de mer » ; — ce qui, ajoutait-il, était « un attentat manifeste, fait de nuit ». Il sommait le curé, de la part du marquis, d'avoir à rendre sur-le-champ les insignes des *Cornards*, déclarant à lui et aux missionnaires que, « à défaut de ce, le seigneur marquis se pourvoieroit comme il verroit bon être, même par la voie criminelle, qu'il se réservoir expressément, n'entendant pas *civiliser* l'affaire ».

Là s'arrêtent les renseignements que nous a fournis le dossier de l'évêché, et c'est grand dommage. Nous ne saurions dire si les « reliques » furent, ou non, restituées au marquis. Ce qu'il y a de certain, c'est que la Confrérie des *Cornards* de Payzac n'existait plus. Le coup d'andace des deux ecclésiastiques l'avait abattue : elle ne put se relever, et on n'entendit plus, depuis cette époque, parler de ses exploits.

Au verso de la pièce que le missionnaire Lenoir avait présentée au chirurgien, on lit les premiers mots d'un procès-verbal : — « Cejourd'hui, septième du mois de décembre, nous... », — qui devait constater soit la restitution, soit l'anéantissement des insignes de la grotesque confrérie sur laquelle nous nous sommes peut-être un peu trop étendu. L'écrivain s'est brusquement arrêté, et nous le regrettons sincèrement : nous eussions sans doute trouvé là l'épilogue de l'histoire des *Cornards* de Payzac.

LOUIS GUIBERT.

Nous donnons ci-après le texte de l'ordonnance rendue par M^{gr} de Tournefort, évêque de Limoges, en vue d'interdire toute représentation de drames ou scènes religieuses au cours des cérémonies de l'Ostension. Ce curieux document nous a paru être l'appendice nécessaire de notre travail, et il mérite à plus d'un titre d'être conservé :

« PROSPER DE TOURNEFORT, par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siège apostolique, Evêque de Limoges.

» Informé que, dans les processions qui ont lieu à l'occasion de l'Ostension solennelle des reliques, dans la ville et le diocèse de

Limoges, on se permet des représentations de nos plus augustes mystères et des actions des saints ; que, loin d'exciter à la piété et de contribuer à l'édification des fidèles, ces représentations, par l'attitude inconvenante des personnages et leur costume, n'offre qu'un spectacle profane propre à faire tourner en dérision ce qu'il y a de plus élevé dans notre sainte religion ; voulant obvier à un aussi grand désordre,

» Nous avons défendu et défendons, tant dans le cours des processions que dans les visites des églises et des reliques, toutes représentations des mystères de Notre-Seigneur et des actions des saints, ainsi que tous discours, récitation en vers ou en prose, en quelque langue que ce soit, qu'on prononcerait à haute et intelligible voix, en l'honneur des saints, et toutes prières autres que celles prescrites ou approuvées par le rit du diocèse ;

» Ordonnons, en conséquence, à MM. les Curés et Desservants de faire fermer la porte de leurs églises respectives à toutes processions, confréries de pénitents, associations, paroisses en corps et à tout individu qui se présenterait avec des habits et costumes autres que ceux qui conviennent à leur état ou à leur confrérie, et d'interdire à toute personne, même revêtue d'habit ordinaire, les discours et récitation ci-dessus défendus.

» Et sera Notre présente ordonnance publiée dans toutes les paroisses et églises où se réunissent les confréries de pénitents.

» Fait à Limoges, le 30 mars 1827.

» † PROSPER, *Evêque de Limoges.*

» Par mandement :

» VENASSIER, *secrétaire.* »

QUELQUES NOTES

SUR

LA DESTRUCTION DE LA CITÉ DE LIMOGES

PAR LE PRINCE NOIR

La Société Archéologique n'a pas perdu le souvenir de la discussion intéressante à laquelle donnèrent lieu, il y a une quinzaine d'années, entre deux de ses membres, les récits du sac de la Cité de Limoges laissés par Froissart, Montaigne et l'Annaliste limousin. On retrouverait dans le *Bulletin* de la Société, dans les *Almanachs* de 1862 et de 1863, dans le *Courrier du Centre*, les articles et les lettres publiés à ce sujet. M. Buisson du Masvergnier acceptait, sans y regarder de bien près, les exagérations manifestes de la tradition et de la chronique : M. Henri Ducourtieux, au contraire, avec une indépendance et une hardiesse de critique auxquelles il faut rendre justice, cherchait à établir que les faits avaient été dénaturés, singulièrement grossis tout au moins, et, sur quelques points, réussissait à le prouver. Par malheur, il arrivait, emporté par l'ardeur du débat, à substituer aux exagérations des écrivains en cause des atténuations excessives : le critique ne s'apercevait pas qu'il faisait, dans son travail d'analyse historique, une part léonine au raisonnement, — et à son raisonnement, à ses idées ; qu'en définitive il accordait trop aisément à sa propre imagination ce qu'il refusait d'une façon si absolue aux témoignages de ses devanciers. Le prince Edouard, il l'admettait, avait fait ou laissé piller et saccager une partie de la ville, massacrer un millier au plus de personnes inoffensives pour la plupart. Ces données acceptées, M. Ducourtieux prétendait démontrer que le vainqueur n'en avait pas moins apporté de la modération dans le traitement infligé à Limoges. C'était vouloir prouver trop, et là se mani-

festait la tendance au paradoxe que reprochait à son adversaire M. Buisson du Masvergnier. — Qu'on y réfléchisse, en effet, en se rappelant ce qu'on voit constamment se reproduire à cette époque : une fois la première fureur satisfaite et le coup frappé, les hommes de ce temps-là se laissaient volontiers, et sans que la clémence jouât un grand rôle dans l'affaire, apitoyer par la perspective d'une rançon. On ne saurait tenir compte au prince de Galles, comme d'un acte de générosité ou même de simple humanité, d'avoir permis aux habitants du Château de racheter ce qui restait de leurs malheureux voisins de la Cité et de leurs familles. Edouard avait besoin d'argent : il trouvait là une occasion de s'en procurer. Peut-être aussi ne fut-il pas fâché d'être agréable aux bourgeois qui lui étaient restés fidèles. Quant à la sauvegarde dont furent couverts les édifices religieux et certaines communautés, on en connaît la raison : le prince redoutait de s'attirer des difficultés avec le Saint-Siège, et il avait pour cela ses motifs. De ce fait que les églises et les couvents furent en partie respectés, est-il permis d'inférer, contre le dire des chroniqueurs, que les bourgeois et leurs propriétés furent également épargnés, au moins dans une large mesure ? Nous ne le croyons pas et ne voyons en aucune manière de corrélation nécessaire entre le traitement infligé aux habitants et celui réservé aux gens d'église.

Notre intention n'est pas de rouvrir le débat, mais seulement d'en éclairer un côté. Nous avons noté, au cours de récentes recherches dans les archives de la Haute-Vienne, certains passages significatifs de documents, d'un caractère tout local, appartenant à la période qui a suivi les événements de 1370. Ces passages non-seulement portent la trace du désastre de la cité, mais permettent, nous semble-t-il, d'en mesurer l'étendue.

Le P. Bonaventure de Saint-Amable, s'appuyant sur nos chroniques manuscrites, assure que la Cité fut tout entière brûlée, qu'il ne resta, de cette malheureuse ville, que les édifices religieux, avec deux tours (celles de l'évêché, selon toute probabilité), et que pendant soixante-quinze ans cette partie de Limoges eut pour seuls hôtes des pêcheurs, des meuniers, de pauvres gens. D'après M. Ducourtieux, « la seule chose qu'on puisse raisonnablement admettre, c'est que, pendant ces soixante-quinze ans, la cité resta privée d'enceinte ». Les indications fournies par les textes que nous allons mentionner nous semblent donner raison au P. Bonaventure.

Faisons d'abord remarquer que, dans un assez grand nombre de titres, copies ou résumés de titres, relatifs à des ventes ou acensements dans la Cité, entre 1380 et la fin du xv^e siècle, on retrouve le témoignage des dévastations commises par le prince Noir et ses soldats. Il est sans cesse question de bâtiments ruinés, d'emplacements restés sans usage, de « soulars » (*solaria*) inoccupés depuis les événements de 1370. On rencontre encore, en 1492 et 1493, au *Livre d'hommages* de l'évêché, plusieurs mentions de ce genre.

Mais on pourrait objecter que ce sont là des traces de faits particuliers, et qu'elles ne suffisent pas à établir l'universalité du désastre. Nous passons donc à un autre ordre de témoignages, ceux-ci d'une portée plus générale.

Voici d'abord des lettres du roi de France, données en 1393, c'est-à-dire *vingt-deux ans* après l'événement. Charles VI, par ces lettres, « exempte et veult estre exemptez les habitants de la Cité de Lymoges de ne luy payer aucun subside durant le temps de V ans, à telle fin qu'ils peussent restaurer la Cité de Lymoges (1) ». Notons que ces lettres sont mentionnées dans plusieurs documents, et que l'un de ces derniers se sert de termes impliquant une exemption générale d'impôts (2).

Soixante-dix ans plus tard, Louis XI, par lettres-patentes données le 3 juillet 1463, relève l'évêque de Limoges des effets de la prescription qui pourrait lui être opposée par les détenteurs des biens et fonds appartenant à l'évêché. Un des motifs allégués pour justifier cette grâce par les lettres de 1463, — renouvelées neuf ans plus tard, — est la dévastation de la résidence de l'évêque, « lorsque, quatrevingt et onze ans en ça, ou environ, la Citty de Limoges fut prise et *détruite* par feu Audouart d'Angleterre, prince de Galles; ladite eglise et hôtel épiscopal furent lors pillés et robbés, et tous et chaquun les gens de quelque age, état et condition qu'ils feussent, occis et murdris (3) ».

On sait que, à la suite de la ruine de la cité, les évêques résidèrent tantôt à leur manoir d'Isle, tantôt dans la ville du Château,

(1) *Inventaire des tillres, etc., concernant les cens et rentes, justice et aultres droicts et devoirs apptenens à Reverend pere en Dieu Mgr l'Evesque de Lymoges, en la cyté de Lymoges*, H.xxj. (Archives de la Haute-Vienne, art. 1450 du classement provisoire.)

(2) *Livre d'hommages* de l'évêché (T. II, p. 29). Ce recueil, dont l'étude est d'un très-grand intérêt pour toutes les personnes qui s'occupent d'histoire locale, est l'œuvre d'un frère du savant abbé Nadaud.

(3) *Ibid.*, T. II, p. 35.

où ils possédaient un hôtel. Les bourgeois de cette dernière ville firent abattre, dans l'intérêt de la sécurité publique, ce qui restait de l'ancien palais épiscopal : ces murs, dont quelques parties étaient fortes encore, servaient de repaire à des brigands. La démolition, ordonnée par les consuls, amena, en 1444, un procès entre l'évêque et ces magistrats. Le *Livre d'hommages* de l'évêché nous a conservé l'analyse des pièces du dossier, où nous relevons quelques lignes caractéristiques :

« Il y a environ 75 ans, la Cité fut *du tout abattue et détruite*, et les *maisons* et murs de laditte cité mis à feu, excepté les églises. Depuis laditte destruction ainsi faite par le prince de Galles, *laditte cité est demourée comme inhabitée*, et seulement demouroient en icelle cité pescheurs et meusniers et autre menu peuple *en petit nombre* (1). Aussi n'y faisait il sûr habiter.....

» Grand partie de la salle episcopale cheut et tomba, et y creurent ronces et buyssons tout ainsy que emmy les champs. Et vint icelle salle a toute ruyne et desolation, et fut du tout inutile à l'evêque, et ne servoit et ne valoit mais que pour embuscher larrons et murdriers et espieurs de chemins, *comme tout ce est notoire audit pais de Limosin* (2). »

Ne fallait-il pas que ce coteau fût bien peu habité, en effet, pour que ces voleurs de grand chemin aient pu faire, durant un certain temps, leur retraite des ruines de la salle épiscopale, et s'y retirer sans être inquiétés jusqu'au moment où les magistrats du Château, émus de leurs brigandages, se décidèrent à faire de ce repaire ce qu'ils devaient faire, en 1593, de Châluçet. Et, qu'on le remarque bien, ce fut vers 1415 ou 1416 seulement, quarante-cinq ans après le sac de la Cité, que les consuls, avec l'agrément des chanoines, procédèrent à cette démolition. Il est probable qu'il ne s'y résolurent que poussés à bout, et presque contraints par les circonstances, car ils empiétaient sur le domaine de l'Eglise, et ils avaient appris ce qu'il pouvait leur en coûter.

Le xv^e siècle s'écoule tout entier : dans les premières années du xvi^e, nous allons trouver un autre témoignage de l'étendue des dévastations commises par les bandes du prince de Galles en 1370 : c'est l'acte d'approbation de la communauté de prêtres de Saint-Maurice qui nous le fournit. Ce document rappelle que, à

(1) Ce sont presque les expressions du P. Bonaventure.

(2) *Livre d'hommages*, T. II, fol. 30 v^o et suivants.

la suite de la destruction de la cité par les Anglais, la paroisse de Saint-Maurice fut pour ainsi dire privée de tous ses paroissiens; que tout le reste de la Cité se trouva dans le même cas, et qu'elle fut relevée par de nouveaux habitants venus du dehors (1).

Maintenant laissons de côté ces textes, auxquels on ne peut refuser quelque crédit : il est des faits connus, incontestables, qui nous semblent de nature à fournir des témoignages également précieux sur l'événement dont nous nous occupons. Il est difficile de ne pas considérer comme des preuves de la grandeur du désastre de 1370 la ruine presque complète de la vie municipale dans la Cité à partir de cette date, et l'abaissement irrémédiable de sa magistrature communale; ruine et abaissement tels que les consuls de la Cité, après avoir joué un certain rôle dans les événements mêmes de 1370, sont à peine nommés une ou deux fois en quatre siècles dans nos annales. On ne les voit figurer dans aucune fête, se montrer au passage d'aucun prince, exercer aucune action sur les événements politiques; dans les incidents mêmes de la vie locale ils n'apparaissent pas. Quand une contribution extraordinaire est demandée par le Roi aux habitants de Limoges, ce sont les consuls du Château qui présentent les réclamations de la Cité (2). Ajoutons que nous n'avons trouvé mention d'eux dans aucun dossier de procédure postérieur à la catastrophe. Les difficultés que rencontre quelquefois l'évêque dans l'exercice de son pouvoir lui sont suscitées, non par les pauvres syndics de la Cité, mais par les seuls consuls du Château.

Un autre fait bien frappant aurait dû appeler l'attention des personnes qui ont traité ce sujet. Les quartiers compris dans l'ancienne enceinte du Château de Limoges offrent, de nos jours encore, un certain nombre de maisons antérieures à la seconde moitié du xiv^e siècle. Dans la Cité, nous ne connaissons pas un seul édifice civil dont une notable partie puisse remonter au xv^e siècle. Et cependant la cité a été, à toutes les époques, respectée beaucoup plus que la ville proprement dite par les

(1) « *Cum propter desolationem et destructionem dicte civitatis per Anglicos factam et eventam, fuerit ipsa parrochia ac etiam tota civitas quasi omnibus parrochianis orbata, donec pauco tempore citra quod incepta fuit (communitas? parrochia? civitas?) per foraneos et adventicios relevata est.* » (Arch. de la Haute-Vienne : fonds de Saint-Maurice-en-la-Cité.)

(2) *Registres consulaires*, passim, notamment deuxième volume du 1^{er} registre publié, p. 440.

plans d'alignement et les projets d'édilité de toute sorte. N'est-ce pas là une trace visible de la destruction ordonnée ou permise par le prince Noir, un témoignage saisissant de la ruine complète de la Cité en 1370 et de l'abandon où elle resta après cette dévastation ?

Il en existe une autre trace qui nous paraît plus sensible encore et qu'il est plus difficile de méconnaître. — Si l'on regarde, du haut des galeries supérieures de la cathédrale de Limoges la ville dont les maisons s'étagent au pied de l'élégant et solide édifice, on remarquera avec surprise l'étendue relativement très-considérable des terrains non bâtis qui, sur ce plan en relief, apparaissent comme des vides dans les quartiers dont le périmètre dessine la vieille ceinture des remparts de la Cité. On observe notamment, entre la rue Sainte-Affre et la rue Neuve-Saint-Etienne, un vaste espace offrant des jardins, des chantiers, des terrains vagues, et dont l'abandon, dans une ville fermée et aussi étroitement contenue que le fut la Cité de Limoges, semblerait étrange, si cette anomalie, qui frappera tous les voyageurs ayant visité d'anciennes places fortifiées, ne trouvait son explication dans les événements de 1370.

LOUIS GUIBERT.

DESTRUCTION MATÉRIELLE

DE LA CITÉ DE LIMOGES

EN 1370

Dans les notes sur le siège de la Cité de Limoges lues par M. Guibert à la séance du 26 mars dernier, notre savant collègue a cherché à établir l'étendue des dégâts matériels causés par les Anglais. Il résume ainsi son travail : « N'est-ce pas là une trace visible de la destruction ordonnée ou permise par le prince Noir, un témoignage saisissant de la ruine complète de la Cité en 1370, et de l'abandon où elle resta après cette dévastation ? »

Que M. Guibert nous permette de le lui dire : suivant nous, il a ajouté une nouvelle exagération à celles trop nombreuses qui existent déjà, comme nous allons essayer de le démontrer en discutant les textes cités par lui, et en fournissant de nouveaux renseignements sur ce point d'histoire limousine.

I

Assurément le prince de Galles, entrant dans la Cité de Limoges dans les circonstances que l'on connaît, ne le fit pas sans tuer un certain nombre de personnes ni sans ruiner un certain nombre de maisons. Mais, pour tous ceux qui ont fait une étude approfondie de l'histoire limousine, il n'est pas permis d'admettre qu'il ait fait un carnage aussi épouvantable des habitants, ni qu'il ait détruit complètement la Cité. Froissart, Lingard, Montaigne, sur lesquels presque tous les historiens se sont appuyés, étaient étrangers à notre pays, et, par conséquent, n'ont pu raconter cet événement que d'après des rapports plus ou moins exacts.

Nous avons d'abord demandé aux histoires d'Angleterre ce

que nos histoires de France ne nous donnent pas, un récit simple et vrai du siège : nous n'avons trouvé dans celles qui en parlent que la reproduction de Froissart (1). Cependant les récits de Froissart et des chroniqueurs ne s'accordent pas. Le premier (édition Buchon, T. I, p. 619) fait détruire toute la Cité, sauf les églises et le monastère de la Règle. Baluze (*Vies des Papes d'Avignon*, T. I, p. 392) cite une chronique latine d'après laquelle, ayant rendu la Cité inhabitable, le prince de Galles ne laissa debout au milieu des ruines que la seule église cathédrale. Pierre Mesnagier (ms appartenant à la Bibliothèque communale de Limoges, p. 129), qui a voulu ajouter au récit de Froissart, termine ainsi sa relation : « Et fit mettre le feust par toute la » sicté qui brullât les autres maisons tours et palles et belles » églises de Saint Estienne et autres ; et dressant des instrumens fect espres pour mettre par terre le grand clochier de » Saint Estienne. Il fut toute fois préservé et demeura en son » entier, encore l'on le voit. »

L'exagération est trop évidente dans tous ces récits pour que nous insistions. Elle existait sur le nombre des personnes tuées, il ne pouvait en être différemment pour les dégâts matériels.

La note raisonnable nous est donnée par les *Chroniques de Saint-Martial*, publiées par M. Duplès-Agier, dans lesquelles la *Petite Chronique limousine* de l'an 804 à l'an 1370 se termine ainsi (p. 154) :

« En l'an mil ccc Lxx, a xix de septembre fut preise et arduede » la Citat et meis a mort may de iij^e (2) personas a cause de la » rébellion quavian fach contre Mosseu Audouart, duc d'Aquitaine. »

(1) D. HUME, *Histoire d'Angleterre depuis les temps les plus reculés jusqu'à la révolution de 1688* : Paris, Janet et Cotell, 1819, vingt-deux volumes in-8°. — RAPIN THOYRAS, *Histoire d'Angleterre* : la Haye, 1749, seize vol. in-4°. — M. T. SMOLLET, M. D., *Histoire d'Angleterre depuis la descente de Jules-César jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748* : Orléans, Rouzeau-Montaut, 1759, seize vol. in-12. — *Histoire nouvelle et impartiale d'Angleterre depuis l'invasion de Jules-César jusqu'aux préliminaires de la paix, en 1763*. Traduite de l'anglais par J. Barrow : Paris, Costard, 1771, dix vol. in-12.

(2) On nous a objecté que le chiffre iijc de cette chronique pourrait bien être iij^m sur le manuscrit original copié par Gaignières. M. Duplès-Agier, auquel nous avons demandé la vérification de ce chiffre, nous a répondu que le chiffre iijc est bien celui de la copie de Gaignières, dont l'original n'existe pas à la Bibliothèque nationale. D'après lui, l'exactitude des copies de Gaignières n'a jamais été contestée.

Voilà un document authentique, écrit par un moine de Saint-Martial au moment même du siège, en dehors des préoccupations politiques qui animaient Froissart et les autres chroniqueurs.

Il constate d'une façon générale que la Cité a été brûlée ; ce qui permet de supposer qu'une partie seulement se brûla, comme on le verra plus loin.

Il accuse un nombre de trois cents personnes tuées, qui est plus en rapport avec l'étendue et l'importance de la Cité à cette époque, et qui certainement doit se rapprocher davantage de la vérité que les dix-huit mille personnes de nos chroniqueurs ou les trois mille de Froissart (1).

Comment admettre, après le dire du moine de Saint-Martial, « que tous et chacun les gens de quelque âge, état et condition qu'ils fussent feurent occis et meurtris », comme le disent les lettres de Louis XI à l'évêque (3 juillet 1463), qui avaient intérêt à exagérer la situation ?

Dans la circonstance, les Anglais n'en voulaient qu'aux murailles de la Cité, afin d'empêcher que, par la suite, les troupes du roi de France ne puissent s'abriter derrière elles. La destruction complète de la Cité eut été tout à fait préjudiciable à leurs intérêts, et il leur était au contraire plus profitable de laisser subsister, à côté de la ville *ouverte* du Pont-Saint-Martial, celle du Pont-Saint-Etienne.

Nous n'avons pas à revenir sur le nombre des personnes tuées par les soldats du prince de Galles, ni sur la générosité de ce dernier, les faits invoqués à l'appui de sa thèse par M. Henri Ducourtieux n'ayant pas été infirmés. Nous ne nous occuperons que des dégâts matériels de la Cité pendant la période de soixante-quinze ans dont il s'agit (1370-1445), en prenant pour point de départ le texte de l'*Almanach Limousin* (2).

II

M. Henri Ducourtieux s'appuyait sur des renseignements dont nous allons indiquer les sources, en écrivant (3) :

(1) D'après le recensement officiel de 1876, l'emplacement de la Cité en 1370 ne contient aujourd'hui que 100 maisons, 375 ménages, et 1,200 habitants.

(2) *Almanach Limousin* pour 1862 et pour 1863.

(3) *Id.*, pour 1862, p. 60.

«... Nous sommes porté à croire que la Cité fut promptement » déblayée et rebâtie, et ce avec d'autant plus de raison que » l'évêque Aymeric Chati n'eut pas songé à faire réparer à » grands frais le clocher de Saint-Etienne si son troupeau eût » été sans abri. La seule chose que l'on puisse raisonnablement » admettre c'est que, pendant ces soixante-quinze ans (1370 à » 1445), la Cité resta privée d'enceinte. »

Il est incontestable que le service divin fut à peine interrompu dans les paroisses de la Cité, et que les communautés restèrent intactes. Le *Pouillé du diocèse*, de Nadaud, la *Chronologie ecclésiastique*, les *Mélanges manuscrits* (T. III, p. 254 et suivantes) de Legros, et le P. Bonaventure, en fournissent la preuve irréfutable (1). On y trouve de nombreuses nominations de curés et fondations de vicairies. Des quêtes étaient faites dans toutes les églises pour les réparations de la cathédrale. Des ostensions des reliques et des processions auxquelles prenaient part toutes les paroisses de la Cité se succédaient à des intervalles très-courts, pendant la période de 1370 à 1445, d'après le *Traité de la dévotion des anciens chrétiens à saint Martial*, par Jean Bandel, complété par les recherches autorisées de M. l'abbé Texier.

Si les églises étaient ouvertes aux fidèles, c'est qu'il y avait des fidèles, qui probablement habitaient autour de leur église, en moins grand nombre qu'avant le siège, il est vrai, mais enfin dans une certaine proportion ?

Le Chapitre de Saint-Etienne avait obtenu du prince de Galles, avant la fin de 1370, des lettres-patentes qui le relevaient de toute complicité dans la trahison de l'évêque Jean de Cros (2). Les dommages que leur causaient les soldats anglais les obligèrent, comme les bourgeois de Limoges, à recourir à Charles V. Le 27 janvier 1371, celui-ci leur accordait des lettres dans lesquelles on lit que, « voulant récompenser le doyen et le Chapitre de Limoges, qui, ayant reconnu son droit de souveraineté sur le duché d'Aquitaine, s'étaient exposés à un siège, et, cette ville ayant été prise, avaient perdu leurs biens et les bijoux de leur église, qu'ils avaient été obligés de racheter à un prix

(1) Voyez plus loin les notes sur chacune des paroisses de la Cité.

(2) BONAVENTURE, T. III, p. 659 ; LEGROS, *Abrégé des Ann. du Limousin*, p. 375. Il est dit dans ces lettres que « les chanoines l'avoient prié de ne les punir point comme complices de la faute de leur évêque, où ils n'avoient aucunement trempé ».

EXORBITANT », il ordonna que les affaires connues de ce Chapitre seraient jugées en première instance au Parlement de Paris. — Par d'autres lettres du même jour, Charles V renouvela les lettres de sauvegarde royale qui leur avaient été données par ses prédécesseurs. Le sénéchal de Limoges nommera des sergents pour être les gardiens spéciaux de ce Chapitre (1).

Comme on vient de le voir, les chanoines avaient racheté leurs biens et les joyaux de leur église aussitôt après le siège. D'après le P. Bonaventure, « on fit, en 1375, un nouvel inventaire des reliques de la cathédrale; on y distinguait le chef de sainte Valérie, celui de saint Celse, avec plusieurs ornements et vases sacrés, donnés par les papes, entre autres un beau calice donné par Innocent VI ». Ces richesses s'augmentèrent d'année en année par les dons des évêques et des cardinaux, notamment par celui du pape Grégoire XI en 1376 (2).

Est-il supposable que des objets aussi précieux aient été abandonnés au milieu de ruines n'ayant que des brigands pour habitants ?

Quatre chanoines restèrent dans la Cité après le siège pour célébrer l'office divin : c'étaient Mathieu de Felletin, Hélie Lamy, Pierre de Soubrebost et Pierre de Lubersac (3). Il est à croire qu'ils y vinrent tous en 1372 avec leur évêque, Aymeric Chati, qui, d'après les *Annales manuscrites* (4), habitait son palais épiscopal. Les guerres l'obligèrent à le quitter; et, comme il fut emmené prisonnier en Angleterre, où il dut payer une rançon de 40,000 écus (5), ses successeurs ne voulurent pas s'exposer au même sort. Ils résidèrent tantôt dans la ville, tantôt dans leur château d'Isle, jusqu'au moment où ils purent se croire en sûreté dans la Cité.

Les chanoines qui avaient pris parti pour l'évêque schismatique, Ramnulphe de Peyrusse, durent habiter dans la Cité de 1412 à 1426, car nous lisons que plusieurs d'entre eux furent pris par Jean de Laigle. Après la destruction de la salle épiscopale en 1426, et non en 1415 (6), ils durent se fixer définitivement.

(1) *Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, T. V, p. 446 et 447.

(2) BONAVENTURE, T. III, p. 673, 675 et 684; LEGROS, *Abrégé des Annales du Limousin*, p. 381 et 387.

(3) BONAVENTURE, T. III, p. 664 et 665.

(4) *Annales manuscrites de Limoges*, p. 275.

(5) *Livre d'hommages*, T. II, p. 35.

(6) *Livre d'hommages*, T. II, p. 31; BONAVENTURE, T. III, p. 706.

vement dans le monastère qu'ils faisaient réparer et reconstruire en 1408, et qui devait être achevé dix-huit ans plus tard (1). Le calme relatif du Limousin après cette date autorise à le penser.

Il nous reste à parler des travaux de la cathédrale pendant la période de 1370 à 1445. Notre éminent président a rendu notre tâche très-facile sur ce point, et nous n'avons eu qu'à consulter son remarquable travail sur la *Cathédrale de Limoges* (2) pour nous rendre un compte exact de ce qui fut fait. Nous en extrayons les passages suivants (p. 199 et 200) :

« Grégoire XI, touché des malheurs de l'Eglise de Limoges, voulut exciter les fidèles à faire des aumônes pour réparer les dommages qu'elle avait soufferts (en 1370). Il doubla l'indulgence qu'avait donnée Clément VI : il accorda deux ans et deux quarantaines à ceux qui donneraient quelque chose pour le *bâtiment* et visiteraient l'église..... En 1378, quatre archevêques et seize évêques firent ensemble un acte solennel par lequel ils accordaient, chacun en particulier, cent jours d'indulgence à tous ceux qui donneraient quelque chose pour la réparation de la chapelle Saint-Martial, située à l'extrémité orientale du transept du nord. (BONAV., T. III, p. 660.) »

D'après le *Livre de compte manuscrit de l'œuvre de la cathédrale (1388-1391)*, sur lequel nous reviendrons, « les offrandes faites par les fidèles à l'occasion de la vénération des reliques, les émoluments qui provenaient de certains droits épiscopaux, les produits de l'arche de l'œuvre, les dons pieux des chevaliers, des nobles, des dames, des pèlerins, des Anglais même, les legs testamentaires des chanoines, des évêques et des cardinaux, formaient au total des sommes assez considérables pour restaurer convenablement ce que l'armée du prince de Galles avait dévasté (3)... ».

« De 1384 à 1389, on travailla au revêtement extérieur du clocher de la cathédrale, qui masque sur trois faces ses trois étages

(1) BONAVENTURE (T. III, p. 686) et LEGROS, *Abrégé des Annales du Limousin* (p. 399) s'expriment ainsi : « En 1408, on réparait et on travaillait à renouveler la maison commune des chanoines de Saint-Etienne sous le nom de *monastère*, ce qui marque qu'ils y vivaient en commun dans l'observance régulière. On faisait venir des pierres de la carrière de Neuf-Planches [près de Saint-Jouvent] ».

(2) *Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin*, T. III, p. 169.

(3) L'abbé ABBELLOT, *La Cathédrale de Limoges*, au *Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin*, T. III, p. 200.

romans, mais qui assure la solidité de l'ensemble..... Ce revêtement extérieur, construit peu solidement sans doute, s'écroula quarante ans plus tard du côté de l'évêché. » Le P. Bonaventure (T. III, p. 699) dit que, « en 1431, la muraille fondamentale qui soutient le clocher de Saint-Etienne, du côté de l'évêché, fut commencée de bâtir (1) ».

On fit encore d'autres réparations à la cathédrale jusqu'en 1391. (BONAV., T. III, p. 673.)

Comment admettre que tout ceci se soit passé au milieu d'un repaire de larrons, meurtriers et espieurs de chemin ?

Nous pensons avoir surabondamment établi que la vie religieuse existait dans la Cité après 1370, et que, par conséquent, elle ne devait pas être abandonnée.

III

Voici ce que nous avons pu trouver sur la vie civile, qui elle aussi n'était pas éteinte :

Après le siège, Edouard se saisit de la juridiction temporelle de l'évêque. Le sénéchal du Limousin l'y exerça en son nom. Jacques Digne, capitaine anglais, se tint à Isle pour y exercer la juridiction et y recevoir les émoluments. Guillaume du Dorat fut fait juge de la salle épiscopale. Cette saisie du temporel de l'évêque dura deux ans, d'après le P. Bonaventure et Legros.

Le *Livre d'hommages de l'évêché* contient un grand nombre d'actes qui nous montrent que, sous l'évêque Aymeric Chati et ses successeurs, le juge de la salle épiscopale remplissait son office dans la Cité.

En mars 1434, Charles VII confirma les lettres du pariage de 1307. En juin 1462, Louis XI, par des lettres adressées au sénéchal de Limoges, confirma aussi les mêmes lettres.

Si les évêques faisaient ratifier l'exercice de leurs droits seigneuriaux, c'est qu'il y avait des habitants sur lesquels ils avaient occasion de les faire valoir ?

On sait très-peu de chose sur les habitants de la Cité : les histoires n'ont jamais été faites pour les peuples. Le *Livre d'hommages* et le P. Bonaventure nous disent que c'étaient des meuniers, pêcheurs et autre menu peuple en 1370. Le *Livre de comptes manuscrit* du chanoine Etienne de Sérac, trésorier de

(1) L'abbé ARBELLOT, *La Cathédrale de Limoges*, au *Bull. de la Société Arch. et Hist. du Limousin*, p. 228 et 229.

l'œuvre de la cathédrale (1388-1391), si bien traduit par M. l'abbé Arbellot (1), nous met en présence d'une population de charriers, maçons, charpentiers, layetiers, tuilliers, serruriers, cordiers, etc.

Les bourgeois de la Cité furent rachetés par leurs frères du Château, parce qu'eux seuls pouvaient les indemniser plus tard du prix de leur rançon (2). Ces bourgeois sans asile restèrent dans le Château jusqu'au moment où ils purent faire reconstruire leurs maisons, à la fin du xv^e siècle.

Il n'en fut pas de même du menu peuple de la basse Cité, qui, n'ayant pas grand'chose à perdre, ne se déplaça pas. C'est lui plus particulièrement que Charles VI (3) exempta de tout subside pendant cinq ans, en 1394, à la condition qu'il *restaure* la Cité.

S'il n'y avait pas de tailles à payer, quelle nécessité d'avoir des collecteurs de tailles ou des consuls? Car, depuis 1307, le rôle très-effacé des consuls se bornait à cet office; et l'abaissement de leur magistrature ne peut donc être attribué au prince de Galles. Cet état de choses dura probablement jusqu'à la fin du xv^e siècle, car, en 1480, le Chapitre de Saint-Etienne sévissait contre les consuls et les sous-consuls de la Cité (4) pour un motif inconnu, mais qui, suivant nous, devait être la revendication de quelques-uns des privilèges dont ils demandaient la confirmation le 24 août 1370 (5).

(1) L'abbé ARBELLOT, *La Cathédrale de Limoges*, au *Bull. de la Société Arch.*, T. III, p. 236 et suivantes.

(2) Dans les privilèges accordés par Charles V aux bourgeois de Limoges, en 1371, on remarque celui-ci, qui doit s'appliquer au rachat des bourgeois de la Cité : « Déclare les consuls et habitants quittes des dépôts que le prince de Galles fit prendre en leurs maisons lorsqu'il ruina la Cité de Limoges ». (BONAV., T. III, p. 661.)

(3) *Livre d'hommages*, T. II, p. 15.

(4) « *Statut contre les consuls de la Cité de Limoges*. — Au Chapitre général de Saint-Etienne de l'an 1480, on fist un statut que doresnavant on ne fist au Chapitre aucune eslection de personne qui sortit de la race des consuls ou des sous-consuls de la Cité de Limoges, jusqu'au quatrième degré, et on apposa cette ordonnance dans la forme du jurement que faisoient les chanoines dans leur réception; ils ajoutèrent que les susdits consuls n'auroient pas l'honneur de la sépulture dans l'église cathédrale, et qu'on ne sonneroit point les cloches à leur mort. On n'explique pas pour quel sujet on leur imposa cette peine; mais il faut conclure que ce vénérable Chapitre en usa ainsi pour quelque persécution des consuls qui méritoit le châtiment décerné. » (BONAVENTURE, T. III, p. 728.)

(5) Le *Livre d'hommages* (T. II, p. 25), en rendant compte de la soumission de la Cité au roi de France, le 24 août 1370, nous donne la liste des

D'après M. Guibert, les consuls de la Cité sont à peine nommés une ou deux fois en quatre siècles dans nos annales, et il en conclut à la ruine complète de la vie municipale de la Cité après 1370. Ils sont cependant désignés dans les lettres du 15 juillet

privilèges que les consuls de la Cité, Pierre Sapiensis et Jean Alan, *alias* de Chambareu, suppliaient le duc de Berri et d'Auvergne, le duc de Bourbon, le comte de la Marche et le maréchal Louis de Sancerre, de vouloir bien leur accorder ou faire accorder par le Roi :

« 1^o La confirmation des privilèges que les précédents rois de France et ensuite le prince d'Aquitaine avoit accordés à leur consulat et citoïens ;

» 2^o Que lesdits consuls et habitants soient et demeurent perpétuellement sous la protection et spéciale sauvegarde du roi ;

» 3^o Que le roi ne les mette point en d'autres mains que les siennes ;

» 4^o Que le roi leur accorde à perpétuité la portion du Naveys et les cens et rentes qui lui appartiennent à cause du pariage de ladite Cité, laquelle portion du Naveys vaut annuellement 60 livres, et les cens et rentes valent 8 livres ;

» 5^o Que le roi, par grâce spéciale, leur donne 10,000 fr. d'or pour les réparations et fortifications de ladite Cité, dont ils tiennent le fort, et les clefs des portes et du consulat dudit seigneur roi ;

» 6^o Que le roi leur cède le bannage qui a accoutumé d'être levé dans la Cité, et qui vaut annuellement 20 livres ;

» 7^o Qu'il leur soit permis de tenir deux foires dans l'année : une à la fête de saint Christophe, et l'autre à la fête de saint André, apôtre, et les marchés tous les lundis, suivant l'usage de tous tems, et que ceux qui y viendront soient sous la sauvegarde ;

» 8^o Que pendant dix ans les citoïens et chacun d'eux soient dispensés de payer aucun peage, bannage, fouage, taille, subside, gabelle, ni autre imposition royale quelconque ;

» 9^o Que lesdits habitants de la Cité et chacun d'eux puissent aller par tout le royaume et tout le duché d'Aquitaine avec leurs marchandises et bêtes de charge, et qu'à perpétuité ils soient francs et exempts partout où ils iront de tout peage, tribut, exaction, gabelle, imposition et autres subsides quelconques.

» Lesdits seigneurs Jean, duc de Berri et d'Auvergne, lieutenant pour le roi son frère ; Louis, duc de Bourbon ; Jean, comte de la Marche, et Louis de Saint-Sérar [Sancerre], maréchal de France, ayant entendu lecture des articles demandés par lesdits consuls, et considérant la vraie obéissance, la bonne et sincère affection que lesdits consuls et citoïens montraient pour le roi, leur accordent leurs demandes, et promettent par serment fait sur les saints Évangiles de faire tout leur possible pour les leur faire accorder par le roi.

» Acte reçu par Jean Ramnulphi, en présence de R. P. en Dieu sieur Hugues de Crozo, abbé du monastère du Bourg de Limoges ; de noble Hugues de la Roche, chevalier, et Roger de Beaufort, damoiseau, et de Jean de La Fosse, *alias* Codet. »

1394, pour l'exemption des subsides (1), dans l'arrêt de 1480 prononcé par le Chapitre de Saint-Etienne (2), et à des dates postérieures que les limites de notre cadre ne nous permettent pas de relever.

IV

Les habitants que nous venons de montrer priant, construisant et plaidant, devaient habiter la basse Cité, à laquelle le siège ne fit pas grands dommages.

En effet, il résulte de tous les documents consultés par nous que la population de la Cité n'avait, en 1370, que deux points d'agglomération d'une certaine importance : la haute Cité, qui s'étendait de la place de la Cathédrale jusqu'à la porte Trasboreu (la Planchette), d'un côté, et, de l'autre, depuis cette place jusqu'à Saint-Maurice ; — la basse Cité, qui s'étendait depuis la cathédrale jusqu'à Sainte-Affre, d'un côté, et, de l'autre, depuis la cathédrale jusqu'à la porte du Naveix (à l'entrée de la rue des Petits-Carmes).

L'espace compris entre Saint-Jean (3), Sainte-Affre (4), Saint-

(1) *Livre d'hommages*, T. II, p. 29.

(2) BONAVENTURE, T. III, p. 728.

(3) « Saint-Jean dans la Cité, cure en ville murée. Cette église, qui avait été détruite en 1105, étant dépourvue de paroissiens, presque réduite à rien et très-appauvrie, afin qu'à l'avenir le culte divin ne dépérît pas, mais qu'il y fût augmenté, statué dans le Chapitre de la cathédrale, le 15 mars 1403, qu'on y annexerait la première des grandes vicairies vacantes, en ce que le chapelain de cette cure se contentera de ce qu'un des grands-vicaires reçoit dans les anniversaires de l'église, et que, pour la robe qu'il demande pour un chanoine mort, il aura 20 sols. Le 9 may 1410, le Chapitre supplia l'évêque d'unir à cette cure la première vicairie vacante, en ce que le curé serviroit à l'église comme les autres grands-vicaires et auroit le même revenu. Le curé, ayant eu une bulle pour l'union de la première grande-vicairie vacante, l'aquilaire y nomma, et le Chapitre ratifia, le 17 décembre 1482. — Jean Arnault, fils de Gui, jurisconsulte, fonda une vicairie avant 1375, qui existoit en 1404 ». (*Pouillé du diocèse*, p. 121.)

Le cimetière de Saint-Jean était situé au-dessous de l'église, d'après le Plan manuscrit de Limoges, dressé par Legros en 1774, appartenant à M. Nivet-Fontaubert.

(4) « Sainte-Affre, mal Saint-Jephrem ou Saint-Gephian, église qui étoit dans l'enclos de la Cité, 1479. On la bâtissoit en 1539 ; en ruines, lorsqu'il fut ordonné, en 1545 (BONAV., T. III, p. 772), de transférer le service dans l'église de Saint-Julien. Celle de Sainte-Affre étoit une église paroissiale ou prieuré-cure (1365-1395), annexe de Saint-Julien, 1398. » (*Pouillé du diocèse*, p. 98.)

Maurice (1) et Saint-Genest (2) était presque entièrement occupé par les cimetières de ces paroisses, sauf celui de Saint-Maurice, et par les jardins ou vergers dépendant des cures et du Chapitre de Saint-Etienne.

S'il y avait eu des habitations dans l'espace restreint qui restait, il est permis de supposer qu'elles ne furent pas reconstruites après les désastres de 1105 et de 1182, dans lesquels les quatre églises ci-dessus furent détruites, comme l'indique le *Pouillé*. Celle de Saint-Genest, incendiée en 1105, ne fut pas relevée depuis cette époque (3).

Le quartier riche, celui que les bourgeois de la Cité avaient dû préférer à cause de sa situation élevée, son éloignement de la rivière et sa proximité du Château, devait être la haute Cité. De nos jours encore, c'est le quartier le mieux construit de la Cité.

A cause de cela, il fut le plus éprouvé par le siège de 1370; car, au moment où ils entrèrent inopinément par la brèche, les Anglais, sans s'arrêter aux mesures de la basse Cité, durent se

L'ancienne cure de Sainte-Affre était connue sous le titre de prieuré dès 1383. (*Cal. Lim.* de 1781, p. 96.)

« L'église de Sainte-Affre, qui étoit proche de celles de Saint-Maurice et de Saint-André, vers la Porte-Panet, tombant en ruines (1545), il fut conclu de faire le service accoutumé dans l'église de Saint-Julien, où sont maintenant les pénitents blancs. Il n'y a plus aucune marque de cette église, sinon quelques tombeaux proche du clos des religieuses de Sainte-Claire, qui témoignent qu'en ce lieu il y a eu un cimetière. » (BONAV., T. III, p. 772.)

(1) « Saint-Maurice fut incendié en 1105, à la suite d'une discussion entre les habitants du Château et ceux de la Cité. Elle fut détruite de nouveau, en 1182, pendant les guerres des rois d'Angleterre Henri le Vieux et Henri le Jeune, son fils. » (LEGBOS, *Essais historiques sur Limoges*, p. 307.)

(2) Saint-Genier ou Genest fut incendié, en 1105, par les habitants du Château de Limoges, d'après GAUFRED., *Chron.*, T. II, p. 275, et le *Pouillé du diocèse*, p. 140.

Les religieuses urbanistes de Sainte-Claire s'y établirent le 18 novembre 1630. D'après le *Pouillé*, leur monastère était un des plus vastes et des plus considérables de la ville. Les religieuses des Allois les remplacèrent en 1750.

« La cure de Saint-Genest fut unie à celle de Saint-Maurice. » (*Calendrier du Limousin* de 1781, p. 93.)

(3) « La Cité de Limoges fut détruite, en 1182, par Henri II, roi d'Angleterre, qui ne laissa pas pierre sur pierre. » (GRELLAT-DUMAZEAU, *De la Domination anglaise dans les provinces d'Outre-Loire*, au *Bulletin de la Société Archéologique*, T. II, p. 210.)

ruer sur la petite troupe des trois chevaliers défenseurs, qu'ils acculèrent à un petit mur de la place de la Cathédrale. C'est donc bien dans la haute Cité qu'ils trouvèrent une résistance, et que, après s'être rendus maîtres de la situation, ils durent piller et détruire les seules maisons susceptibles d'être pillées et offrant une certaine apparence.

Cette idée s'appuie sur les actes de vente mêmes mentionnés par M. Guibert d'après le *Livre d'hommages*. Ces actes, qui témoignent d'une certaine activité dans la Cité à la fin du xiv^e siècle, se rapportent à des maisons « de la rue qu'on va de l'église cathédrale aux bancs charniers de la Cité, de la place de la Cathédrale ou près des prisons de la Cité », situées dans l'angle de la place de la Cité, autrefois place des Bancs-Charniers, derrière l'hôpital Saint-Maurice (1).

Non-seulement la haute Cité fut en grande partie détruite, mais encore l'Entre-deux-Villes, qui eut à supporter les combats que se livrèrent le duc de Berry, qui assiégeait la Cité, et Jean Chandos, qui tenait le château de Limoges pour le prince de Galles (août 1370). Dès que la Cité ouvrit ses portes au duc de Berry, Jean Chandos escarmoucha de plus belle contre la Cité, jusqu'à l'arrivée d'Edouard, au commencement de septembre 1370 (2).

Ainsi donc, l'acte d'approbation de la communauté de prêtres de Saint-Maurice, en 1505, cité par M. Guibert, vient appuyer ce que nous avançons. Car, au dire de Legros (3), et d'après sa carte manuscrite de 1774, que M. Nivet-Fontaubert a bien voulu nous permettre de consulter, la paroisse de Saint-Maurice comprenait toute la haute Cité, les faubourgs de Manigne et de Boucherie, une partie des Petites-Maisons et les Tanneries, c'est-à-dire ce que l'on désignait sous le nom d'Entre-deux-Villes. Ce fut la paroisse la plus éprouvée de la Cité, et qui fut, *pour ainsi dire*, privée de ses paroissiens. Il en restait cependant quelques-uns pour assister aux cérémonies du culte, puisque, d'après le *Pouillé*

(1) « *Hôpital ou aumônerie Saint-Maurice*. — Jean Roche, citoyen de Limoges, de la paroisse de Saint-Julien, donne sa maison qu'il avait devant l'église Saint-Maurice de la Cité, près des prisons ou des murs de ladite Cité, pour faire un hospice, le 6 des calendes de février 1318, signé : Petrus Ginordonus Cloricus. — Uni au monastère de la Providence en 1718. » (*Pouillé du diocèse*, p. 138.)

(2) BONAV., T. III, p. 658.

(3) LEGROS, *Essais historiques sur Limoges*, p. 307.

du diocèse (p. 138), « Maître Jacques de Rinhatto ou de Rin hac avait fondé, en 1370, une vicairie qui existait encore en 1403. Hélie de Bellagier, Bollagier, Vallegier ou Vellegier fut nommé le 24 août 1387. Le Chapitre de la cathédrale nomma en 1419 Pierre Las Sanchas ». Les Archives du département possèdent une pièce de 1433, relative à un procès entre deux prêtres (Jean Gaudinaud et Jean Bonnet) pourvus de l'église paroissiale de Saint-Maurice, vacante par suite du décès du curé. (N° 2987, fonds de Saint-Maurice.)

V

Les Anglais laissèrent la Cité de Limoges respirer un peu de 1372 à 1391. Ce fut pendant cette trêve qu'on répara la cathédrale. Mais ils revinrent, et ils occupèrent et pillèrent toutes les places dépendant de l'évêché de Limoges, « qu'il fallut racheter à gros deniers (1) ». En 1412, l'évêque schismatique Ramnulphe de Pérusse, dont l'élection par le Chapitre n'avait pas été ratifiée par le Pape, « qui estoit grant et puissant audit païs et allié de plusieurs parents et amis, tint et tenoit toutes les places et forteresses dudit évêché en sa main, comme le chastel d'Isle, de Heymoutiers, ... et maismement la salle épiscopale, laquelle il fit fortifier, et esquelles places il mit garnison de gens de guerre, afin de tenir de fait et de force, et demeurer maître et seigneur desdites places (2) ».

Aux Anglais se joignirent donc, contre les habitants du Château, les gens de guerre de la salle épiscopale, « qui firent plusieurs maux, comme prendre plusieurs gens prisonniers, ravir et violer femmes, piller, battre, rançonner, tuer les sujets du roi venus et issus de ladite ville de Limoges et païs environ »... « N'y avoit hommes, ne les officiers du roy, ne autres, qui osassent issir de ladite ville de Limoges, maismement du côté de ladite Cité... » — « En tel danger furent les habitants de Limoges pendant quinze ans [que dura le schisme], par le moyen de la salle épiscopale (3). »

C'est pour cela que les habitants du Château ne manquaient pas de faire confirmer et proroger à chaque échéance les lettres que Charles VI leur avait accordées le 26 juin 1382, pour imposer

(1) *Livre d'hommages*. T. II, p. 35.

(2) *Ibid.*, T. II, p. 30.

(3) *Ibid.*, T. II, p. 31.

une aide sur l'entrée des farines et du pain, afin de pouvoir réparer et fortifier leur ville. Dans toutes les ordonnances à ce sujet, il est dit, en parlant du château de Limoges : « Vu l'importance de ladite place, *chef et clef* de tout le refuge, secours et résistance contre les Anglais descendus au duché de Guienne (1) ».

On comprend maintenant comment il se fait que, pendant les quinze ans que dura le schisme, la basse Cité n'eut rien à souffrir de son seigneur, l'évêque Ramnulphe de Pérusse, tandis que les gens de guerre de ce dernier épiaient à travers les ruines de la haute Cité et de l'Entre-deux-Villes les gens qui entraient ou sortaient du château. Mais, en 1426, les choses changèrent de face pour la basse Cité : Jean de Bretagne dit de Laigle, dont l'entreprise contre le Château venait d'être découverte, se réfugia avec ses Bretons et ses Anglais dans la salle épiscopale, et se conduisit dans la Cité comme dans une ville conquise. Il fit prisonniers plusieurs chanoines ; le capitaine Jean de la Roche et sa compagnie logèrent dans l'abbaye de la Règle, respectée par le prince de Galles en 1370 (2).

Les passages suivants, dans lesquels M. Achille Leymarie a résumé mieux que nous ne saurions le faire les pages 31 et 32 du *Livre d'hommages* (T. II), donnent la situation exacte de la salle épiscopale en 1426 (3) :

« Jean de Bretagne pensait toujours à s'emparer de Limoges, et comptait revenir prochainement se fortifier dans la salle épiscopale, qu'il estimait être un lieu très-propre à tenir la ville en échec. Cette forteresse était encore très-formidable : deux grosses tours, dont le château était accosté, avaient échappé à la fureur du prince de Galles et dominaient le monastère de la Règle, qui était lui-même parfaitement fortifié ; une muraille facile à relever et les vieux fossés de la Cité, larges et profonds, ceignaient ce pâtre de constructions, où les Anglais songeaient aussi à s'établir, afin de se répandre plus facilement dans le Poitou, l'Auvergne et le Berry.

» Il importait beaucoup aux habitants de Limoges de ne pas laisser s'établir, à une portée d'arc de leurs murailles, une forteresse qui les tiendrait comme bloqués. Décimés par la contagion, inquiétés sans cesse par les Anglais qui couraient la province,

(1) *Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, T. X, p. 358 et 359 ; T. XI, p. 84 et 85.

(2) *Livre d'hommages*, T. II, p. 31.

(3) A. LEYMARIE, *Histoire du Limousin : la Bourgeoise*, T. II, p. 350 à 352.

guettés par Jean de Bretagne, de son château d'Aixe, que plus d'une fois déjà ils avaient trouvé trop près de Limoges, les bourgeois étaient trop affairés à se garder pour souffrir que Jean de Bretagne exécutât son projet. C'est pourquoi, après en avoir conféré avec les chanoines de Saint-Etienne, le procureur du roi et l'official de l'évêque, les consuls ordonnèrent que ce qui restait de la salle épiscopale, avec les deux tours *et toutes autres fortifications* de nature à pouvoir être occupées par des gens de guerre, serait détruit, conformément d'ailleurs à l'édit royal par lequel il était ordonné de démolir toutes les places dans lesquelles il n'y avait pas de garnisons françaises, de crainte qu'elles ne servissent de retraites aux Anglais. »

Parlant du même fait, les *Annales manuscrites de Limoges* (p. 300) disent : « Pour obvier à tant d'inconvénients et dommages, il fut ordonné que le palais [épiscopal] *et autres édifices* ez environs de cette qualité seraient démolis, ce qui fust fait aussitôt ». C'est qu'évidemment il restait quelque chose à démolir; et, dans l'espèce, ce ne devait être que les fortifications et les édifices qui pouvaient nuire aux habitants du Château par leur situation entre la salle épiscopale et ce dernier.

Le P. Bonaventure (T. III, p. 706) et Legros (*Abrégé des Ann. du Limousin*), d'après lui, font détruire par les habitants du Château les *maisons canoniales*. Mais ils se trompent, parce que les chanoines, qui avaient prêté les mains à la démolition de la salle épiscopale, n'avaient pu autoriser la destruction inutile de leurs maisons. Nous en avons la preuve dans le *Livre d'homages* (T. II, p. 31), qui dit « que la démolition de ladite salle a été très-profitable à icelle église [de Limoges]; car depuis, ladite Cité a été *mieux* peuplée et y ont été et demeuré plus souvent les chanoines, gens d'église et autres habitants, sans avoir logis de gens d'armes ».

Les bourgeois du château achevèrent donc dans la haute Cité, en 1426, l'œuvre de destruction du prince de Galles en 1370.

Nous pensons qu'à partir de 1426 la Cité revint peu à peu à son ancien état. La trêve avec Jean de Bretagne fut renouvelée en 1434; la guerre contre les Anglais touchait à sa fin; et, après le passage de la bande de Rodrigues de Villandras, en 1438, nous ne voyons plus les habitants de la Cité à la merci des gens de guerre (1).

(1) « En 1438, le quatrième jour après son arrivée à Limoges, Charles VII, venant de dîner, sortit à cheval avec ses barons par la porte

VI

M. Guibert est frappé de l'absence d'édifices civils du ^{xiv}^e siècle dans la Cité, et il ajoute : « Cependant la Cité a été, à toutes les époques, respectée beaucoup plus que la ville proprement dite par les plans d'alignements et les projets d'édilité de toute sorte ».

Nous ne partageons pas sa surprise, étant donnés les faits qui précèdent. D'après M. de Caumont (*Abécédaire d'archéologie, Archit. civile*), qui cite précisément Limoges, on construisait beaucoup en bois aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Or les bourgeois seuls avaient pu construire en pierre dans la haute Cité; mais le menu peuple avait des habitations en bois analogues à celles que nous voyons aujourd'hui, qui par cela même ont dû être transformées bien des fois (1).

Combien le Château, qui avait une superficie trois fois plus grande que la Cité, possède-t-il aujourd'hui de maisons des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ? Quatre ou cinq au plus, que leurs propriétaires ont sauvé de la ruine à force d'argent. La présence de plusieurs maisons du ^{xv}^e siècle dans la haute Cité est donc une preuve palpable de ce que nous avons avancé plus haut.

Quant au respect de l'édilité pour la Cité, il faut bien faire entrer en ligne de compte : le prolongement de la rue des Allois à partir de la rue de la Providence jusqu'au boulevard de la Cité; le prolongement de la rue Neuve-Saint-Etienne, de cette même rue de la Providence à la place de la Cathédrale; la transformation et l'agrandissement de la place de la Cathédrale; la

Montmailler, tira vers Saint-Martin, et entra dans l'église Saint-Etienne, où on lui montra la chemise de sainte Valérie, première martyre des Gaules, avec ses mâchoires. Après ses adorations, il visita la Cité..... » Extrait d'un vieux registre de la Chamberrie de Saint-Martial, traduit par Legros et reproduit dans la note B de la *Description des Monuments des différents âges observés dans le département de la Haute-Vienne*, par Allou.

(1) Toutes les maisons de la Cité possèdent des caves profondes et spacieuses, dans lesquelles on descend par de larges escaliers en pierre de vingt à trente marches. Au-dessous de celles-ci, on en rencontre de plus profondes encore, dont les escaliers sont creusés dans le tuf. De loin en loin, des trous sont percés dans la voûte, et semblent faire croire à des prises d'air. Ces caves sont certainement très-anciennes; elles ont probablement dû servir de retraite aux habitants en plusieurs occasions.

rectification d'alignement de tout un côté des rues Porte-Panet et des Petits-Carmes. Il nous semble que c'est bien quelque chose.

En résumé, nous pensons avoir suffisamment démontré que la Cité ne fut détruite que dans sa partie supérieure, en 1370; que les bourgeois qui habitaient cette partie restèrent dans le Château jusqu'au moment où ils purent faire reconstruire leurs maisons, à la fin du x^v^e siècle; que les artisans et le menu peuple de la basse Cité ne cessèrent jamais d'y habiter, même après le siège; et qu'enfin M. Henri Ducourtieux ne se laissa aller ni à son raisonnement, ni à ses idées, ni à son imagination, puisque nous n'avons fait que développer les faits qu'il avait indiqués.

PAUL DUCOURTIEUX.

ROULEAU DES MORTS

DE L'ABBAYE DE SOLIGNAC

(1240-1241)

INTRODUCTION

Au moyen âge la plupart des églises et des monastères étaient unis entre eux par les liens d'une association spirituelle : ils se promettaient mutuellement de prier pour leurs morts, de traiter comme des frères les membres de leurs congrégations respectives. Les bonnes œuvres des couvents associés constituaient en quelque sorte un patrimoine commun entre tous.

Pour assurer l'exécution des conventions intervenues, de temps à autre un moine sortait d'une abbaye porteur d'un rouleau de parchemin. En tête de ce rouleau était écrite une lettre-circulaire ou encyclique annonçant à toutes les églises associées la mort d'un abbé ou d'un bienfaiteur du couvent. Ce moine partait, il se rendait d'église en église, de prieuré en prieuré, d'abbaye en abbaye, implorant des prières pour le repos des défunts, et réclamant leur inscription sur les nécrologes.

Tous s'empressaient d'accéder aux désirs du porte-rouleau (*rolliger*), se mettaient en prières, puis inscrivaient sur le parchemin qui leur était présenté le titre de leur église, la mention des prières qu'ils avaient faites ou promettaient de faire, la date du passage du *rolliger*, quelquefois des réflexions générales sur la mort et la vanité des biens de la terre, ou bien encore des pièces de vers plus ou moins longues en l'honneur des défunts. A mesure que le parchemin se couvrait d'écriture, de nouvelles bandes étaient ajoutées aux premières, jusqu'à ce que le porteur,

ayant achevé sa tournée, vint remettre à ses supérieurs le rouleau dont il avait été chargé, et raconter les péripéties de ses voyages.

Ces rouleaux des morts étaient ensuite conservés dans les archives des abbayes. Un certain nombre sont parvenus jusqu'à nous. Ils contiennent des indications précieuses sur les titres des églises, prieurés et abbayes, leur existence, leur emplacement, les noms de leurs abbés et de leurs moines, leur état de prospérité ou de décadence à une date donnée. Tôt ou tard ils devaient attirer l'attention des savants.

La Société de l'Histoire de France confia à M. Léopold Delisle la mission de recueillir et de publier tous les rouleaux et fragments de rouleaux connus. Ce travail, paru en 1866, signale quatre-vingt-sept rouleaux des morts, dont le plus ancien est de la fin du ^{viii}^e siècle, le plus récent du commencement du ^{xvi}^e. L'ancienne province du Limousin a peu contribué à grossir ce volume : elle n'y figure que par la mention de cinq ou six fragments sans importance provenant des manuscrits de l'ancienne bibliothèque de Saint-Martial, et par quelques titres d'églises et prieurés sans intérêt.

Seule l'abbaye de Solignac a fourni à M. Delisle un rouleau bien défini, celui de l'abbé Hugues, mort vers 1240 (1) :

« Les auteurs du *Gallia christiana* (T. II, p. 571), dans l'article qu'ils ont consacré à Hugues, abbé de Solignac, mort suivant eux vers 1240, disent que le rouleau de cet abbé, conservé dans le monastère de Solignac, n'avait pas moins de quatorze aunes de long. Lancelot nous a transmis sur ce document une note (Biblioth. nation., fonds latin, n° 9858, fol. 170), qui mérite de trouver place ici : « Il fut, dit-il, envoyé dans toute la France, » dans la Flandre et dans l'électorat de Cologne. Ce tour ne » fut fait qu'en plus d'un an ; c'estoit pour l'abbé Hugues, » qui mourut en 1240. » La formule ordinaire estoit ainsi : « Titulus conventus vel ecclesie N... Anima domni Hugonis, » Sollempniacensis abbat, et omnium fidelium defunctorum per » misericordiam Dei requiescant in pace! Oravimus pro vestris, » orate pro nostris. Rotulus iste, *vel* rotliger vester, *vel* minister » vester, devenit ad nos tali die ». Quelques-uns y ajoutoient des vers en l'honneur du défunt, d'autres marquoient qu'ils avoient ordonné des prières particulières. »

Le monastère de Solignac avait en effet conservé le rouleau de

(1) *Rouleaux des morts du ix^e au xv^e siècle*, publiés par M. Léopold Delisle, p. 421.

l'abbé Hugues. En 1676, dom Claude Estiennot et dom René du Cher avaient pu le voir, le consulter, en donner quelques extraits dans leur troisième partie des *Antiquités bénédictines du diocèse de Limoges* (1).

Ce rouleau n'a point disparu avec les moines de la célèbre abbaye, aujourd'hui transformée en fabrique de porcelaine : il existe encore aux Archives départementales de la Haute-Vienne. Moins complet qu'au XVIII^e siècle, il ne mesure plus que 13 mètres 10 cent. au lieu des 14 aunes ou 16 mètres 80 cent. qu'il mesurait alors. Tel qu'il est cependant, si le savant directeur de la Bibliothèque nationale l'eût connu, il n'eut pas hésité à publier dans son Recueil le relevé des titres du rouleau de Solignac et les quelques petites pièces de poésie qu'il contient.

Retranchant de ce rouleau tout ce qui n'est que formule se répétant indéfiniment, nous en publions ci-après le texte aussi complet que possible.

Fondé sous le règne du roi Dagobert par saint Eloi, le monastère de Solignac avait eu pour premier abbé saint Remacle, qui devint, vers 650, évêque de Maëstricht. De tous temps, les abbés prirent un soin tout particulier de conclure des associations spirituelles avec les abbayes de France les plus célèbres. En 942, quatre moines de Fleury, passant à Limoges, s'arrêtaient à Saint-Martial, puis à Solignac, et passaient avec ces monastères un acte d'association dont le texte se trouve transcrit dans le travail de dom Estiennot (2).

(1) Un exemplaire de ce manuscrit existe aux Archives du département de la Haute-Vienne, fonds de l'abbaye de Solignac.

(2) « Initur societas inter cœnobîa Solemniaci et Floriaci ac Sancti Martialis Lemovicensis anno DCCCCXLII^o ex manuscripto codice Sancti Martialis Lemovicensis.

» In nomine Domini nostri Jesu Christi, anno ab Incarnatione ipsius DCCCCXLII^o, indictione xva, factum est ut venirent beati Benedicti servi Lemovicas, scilicet Ramnaldus, Ademar, Andræas, Closbertus, religiosi monachi sub regimine domni Odonis abbatis constituti; ibique, dum morarentur aliquantisper, religionis gratia, ab abbate Sanctissimi Marcialis, apostoli Christi, Aymone impetrare quatenus invicem domini Odonis abbatis sui societatis suæ sortirentur commune compendium, ita ut ab ea die in reliquum ævum nulla esset differentia inter monachos ejusdem loci et Sancti Benedicti Floriacensis famulos, sed utrinque dum ad se invicem transirent communis conversatio et quasi una haberetur congregatio.

» Exinde transeuntes jamdicti fratres ad Solemniacum, beati Petri,

Vers 1178, Adémar II, abbé de Solignac, conclut une association de même nature avec l'abbé de Conches ; Hugues I^{er} de Maumont, en 1214, avec l'abbé de Saint-Eloi de Noyon ; Maurice II, en 1234, avec l'abbé de Stavelo. La liste des églises associées avec Solignac devait être longue, mais elle ne nous est pas parvenue.

Les rouleaux mortuaires de Bertrand de Baux, mort en 1181, et de Mathilde, fille de Guillaume le Conquérant et abbesse de la Trinité de Caen, morte vers 1113, furent présentés au monastère de Solignac, qui ne fit que mentionner le passage du *rotliger*. Nous ne trouvons aucune trace de rouleaux partis de Solignac et expédiés dans toute la France avant celui de l'abbé Hugues.

Les auteurs du *Gallia christiana* ne nous fournissent aucun détail sur la vie de cet abbé. Il succéda, vers 1237, à Maurice II, et mourut au commencement de l'année 1240. L'encyclique du rouleau contenait très-probablement quelques renseignements biographiques sur le défunt : elle n'existe plus aujourd'hui, et n'existait probablement plus dès le xvi^e siècle, car dom Estiennot se fût empressé de nous la transmettre. Il ne faut pas chercher ces détails dans les pièces de vers composées en l'honneur de l'abbé Hugues : ce sont de pures amplifications poétiques, qui ne précisent aucune des actions du héros défunt. Seuls les Cordeliers de Châtellerault nous apprennent que, avant de devenir abbé de Solignac, Hugues avait été chanoine du Chapitre cathédral de Limoges.

Dans tous les cas, la mort de l'abbé Hugues parut digne d'être annoncée aux couvents associés, et de resserrer les liens qui les unissaient à Solignac. Un rouleau fut préparé, et un moine fut chargé de le colporter par toute la France. Le voyage fut long, et ne s'acheva pas en une seule fois. Parti de Solignac très-probablement vers le mois d'avril ou le mois de mai 1240, le porte-rouleau rentre à son abbaye au mois d'août de la même année ; il repart le 1^{er} janvier suivant, et rentre définitivement au mois de juillet 1241. Ces deux tournées consécutives avaient duré huit mois environ. Malgré les nombreuses lacunes

apostolorum principis, cœnobium, eadem constituere ab abbate ejusdem loci, Geraldo nomine, et a fratribus inibi Deo famulantibus.

» Facta est hæc conscriptio mutuæ agnitionis et societatis, et in conventu utrorumque fratrum recitata, atque in memoriam futurorum in libello regulæ jussa conscribi, quam ipse corroborare dignetur, qui est constitutus ut multitudo credentium esset cor unum et anima una in ipso. Datum mense februario, anno VI^o, regnante Ludovico rege. Ubraldus, patris Benedicti, utinam non ingratus, servulus. »

que présente ce document, nous avons recueilli les titres de trois cent vingt-trois églises, abbayes et prieurés visités : aucun des rouleaux publiés par M. L. Delisle n'en contient un aussi grand nombre.

La date du passage du *rotliger*, soigneusement indiquée, nous a permis d'établir ces titres dans leur ordre naturel, et de suivre, presque jour par jour, le moine de Solignac dans ses pérégrinations. Il nous a semblé utile, pour l'intelligence du texte, de signaler les points principaux de ce voyage, et en même temps les noms français et l'emplacement des églises.

De Solignac pour se rendre au diocèse de Lodève, quelle route suivit notre voyageur ? C'est ce qu'il est absolument impossible de savoir : cette première partie du rouleau manque. Nous le rencontrons pour la première fois, le 6 juin 1240, à l'abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert, près de Lodève, aujourd'hui département de l'Hérault.

Du 6 au 17 juin il s'arrêtait successivement à Lodève, Joncels, Villemagne, Cassan, au diocèse de Lodève ; à Saint-Tibery, Saint-Étienne d'Agde, au diocèse d'Agde ; à Saint-Afrodise, Saint-Nazaire et Saint-Jacques de Béziers, au diocèse de Béziers ; à Narbonne, Fontfroide, au diocèse de Narbonne ; à Notre-Dame de la Grasse, Carcassonne, Saint-Hilaire, au diocèse de Carcassonne ; à Saint-Polycarpe, Notre-Dame d'Alet, Limoux, églises qui faisaient alors partie du diocèse de Narbonne, et devaient être englobées plus tard dans le diocèse d'Alet, créé en 1318.

Remontant ensuite au nord, il se dirigea vers la Prouille, célèbre prieuré de dominicaines, fondé en 1206, alors au diocèse de Toulouse ; de la Prouille il passa à Montolieu et à Villelongue, au diocèse de Carcassonne, et se trouvait le 19 juin à Saint-Papoul, qui ne fut érigé en évêché qu'en 1317.

A partir du 19 juin nous perdons la trace du porte-rouleau, et ne pouvons le suivre que de loin en loin, grâce aux indications que nous a transmises dom Estiennot.

Pour arriver à Bordeaux dès les premiers jours de juillet, il dut suivre le cours de la Garonne, et traverser rapidement les diocèses de Toulouse, Montauban, Agen et Bazas. Il s'arrêta à Grand-Selve, la Réole, Bazas, la Sauve-Majour. Arrivé à Bordeaux le 2 ou le 3 juillet, il s'empressa de visiter les églises et couvents de cette ville : Saint-Séverin, Sainte-Croix, l'église cathédrale, les Cordeliers.

L'accueil fait au voyageur dans tout le Midi avait été favorable, mais n'avait amené aucun incident digne de remarque. Églises,

abbayes et prieurés s'empressaient d'accorder les prières demandées, et de signaler le passage du *rotliger*, le tout selon la formule consacrée. Les Cordeliers de Bordeaux firent plus : ils célébrèrent dans un quatrain en vers latins rimés les vertus de l'abbé Hugues. L'honneur d'entrer les premiers dans cette voie appartenait aux Cordeliers, qui paraissent avoir compté cet abbé parmi leurs bienfaiteurs. On n'était plus au ^{xir} siècle, à cette époque où la plupart des abbayes comptaient parmi leurs membres un ou plusieurs versificateurs toujours prêts à chanter les mérites des défunts ; cependant l'exemple des Cordeliers allait être suivi.

Après avoir quitté Bordeaux, notre voyageur s'arrêta, le 4 juillet, à Saint-Vincent de Bourg et à Blaye ; le 5, à Sainte-Marie-Madeleine de Pleine-Selve, dont les moines inscrivirent quelques vers sur le rouleau. Le 8 juillet, les moines d'Agudelle imitaient leur exemple.

D'Agudelle près de Jonzac, aujourd'hui département de la Charente-Inférieure, le porte-rouleau continuait sa route entre la Seudre et la Gironde, en passant par la Tenaille, Mortagne, Notre-Dame-du-Masdion, paroisse de Saint-Germain-de-Seudre ; Sablonceaux, au diocèse de Saintes. Suivant ensuite le littoral de la mer, il s'arrêtait successivement à Sainte-Gemme, Trizay, Tonnay et la Rochelle, où il arrivait le 18 juillet. La Rochelle faisait encore partie du diocèse de Saintes, et ne devait devenir siège épiscopal qu'en 1648.

Après avoir visité les abbayes cisterciennes de la Chaume, tout près de la Rochelle et de la Grâce-Dieu, paroisse de Benon, le moine de Solignac inclinait vers le sud et traversait de nouveau le diocèse de Saintes dans toute sa longueur, en passant successivement, du 21 au 24 juillet, par Saint-Vivien, Surgères, Saint-Jean-d'Angély, Saintes, Fontdoux, Cognac, la Frenade, Pons. Le 25, il était à Baignes, alors au diocèse de Saintes, aujourd'hui département de la Charente ; il pénétrait ensuite dans le diocèse d'Angoulême par Bords ; le 27 juillet, il s'arrêtait à Blanzac. Dans cette abbaye se trouvait un poète. La petite pièce de douze vers hexamètres qu'il composa en l'honneur de l'abbé Hugues est la plus longue de celles que contient le rouleau. Les règles de la prosodie latine sont à peu près observées, et les vers ne sont pas exempts d'une certaine recherche. Le poète n'hésite pas à faire un saint de son héros, à le comparer à David, à Salomon et même à Homère. L'éloge peut paraître emphatique et exagéré aujourd'hui.

Spiritus istius, pius, inclitus atque reatus,
Menda mundatus, vivat celis trabeatus ;
Fovit, correxit, cognovit, rexit, amavit,
Egros, errantes, jus, justos, juris amantes.
Sanctus, sanctorum melior melioribus iste
Exstitit, o Xriste, Xristorum gemma tuorum.
Abbatum lumen, fecundans omnia flumen
Hic fuit, archa boni, sensu similis Salomoni
Ecclesie tutor fuit hic, fideique secutor
Et cultor verus, alter David, alter Homerus.
Hunc Deus absolvat, noceat sibi ne qua rubigo ;
Vincula dissolvat sua, virgo salutis origo.

Quoique cette poésie n'ait aucun mérite littéraire, nous regrettons sincèrement qu'il ne se soit pas trouvé dans chacune des églises visitées un poète comme celui de Blanzac.

Le *rotliger* ne s'arrêta guère à Blanzac, puisque le même jour, 27 juillet 1240, il était chez les Cordeliers de Barbezieux. Le 28, il traversait rapidement Bouteville, Bassac, la Couronne, et visitait, le 29, Saint-Pierre, Saint-Cybard, Saint-Ausonne et les Cordeliers d'Angoulême. Que devint-il pendant la journée du 30 juillet ? Impossible de le savoir : le rouleau présente ici une lacune. Le 31, il rentrait sur le territoire de l'ancien diocèse de Limoges, et se présentait à l'église de Bussière-Badil, aujourd'hui département de la Dordogne, puis à l'église des Salles, probablement les Salles-Lavauguyon. La petite abbaye de Boubon, paroisse de Cussac, arrêta également notre voyageur le 1^{er} août : les religieuses de l'ordre de Fontevraud, qui y étaient installées, l'accueillirent avec empressement. La mention qu'elles inscrivirent sur le rouleau, quoique d'un latin un peu barbare, témoigne que cette langue ne leur était pas absolument inconnue. Notre-Dame du Chalarud et le Chapitre de Saint-Yrieix marquèrent les deux dernières stations du porte-rouleau de Solignac, qui dut rentrer à son abbaye le lendemain, 3 août.

Ce premier voyage n'avait pas duré moins de deux mois. Malgré les nombreuses lacunes que présente le rouleau, nous connaissons les titres de quatre-vingt-deux églises ou abbayes visitées.

L'accueil empressé qu'avait reçu le *rotliger*, les nombreux témoignages de sympathie donnés, les abondantes prières promises, tout, jusqu'aux éloges en vers à l'adresse de l'abbé Hugues inscrits sur le parchemin par les quelques versificateurs du Midi et de l'Ouest, durent engager le couvent de Solignac à

faire entreprendre un nouveau voyage, ou plutôt à faire continuer le premier dans une autre partie de la France. C'était un moyen d'entretenir avec les célèbres monastères de ces contrées des relations qui n'avaient jamais été complètement interrompues.

Cinq mois après son retour, le porte-rouleau de Solignac quittait de nouveau l'abbaye, emportant son précieux parchemin, et se dirigeait vers le nord-ouest. Le 2 janvier 1241, il s'arrêtait à Beuil, paroisse de Veyrac, diocèse de Limoges. Impossible de suivre jour par jour les commencements de ce second voyage : le rouleau présente très-probablement plus d'une lacune en cet endroit. Il n'est guère admissible en effet que, contrairement à ses habitudes, le *rottiger* ait visité trois églises seulement en deux mois : Beuil, le 2 janvier; Fontaine-le-Comte près-Poitiers, le 17; les Cordeliers de Châtellerault, le 22 du même mois; que du 22 janvier au 1^{er} mars il se soit rendu seulement à Notre-Dame-des-Châtelliers en l'île de Ré, et à Notre-Dame-d'Evron, au diocèse du Mans. Toutefois les débuts de cette tournée ne sont pas insignifiants, et les titres de Fontaine-le-Comte et des Cordeliers de Châtellerault méritent d'être signalés. Les Cordeliers se souvinrent que l'abbé Hugues avait été admis à la participation aux bonnes œuvres de l'ordre, lorsqu'il n'était encore que chanoine de Limoges, et s'empressèrent d'accorder les prières demandées : ils nous apprennent en outre le nom du porte-rouleau, Jean Faugères.

Le 7 mars, Jean Faugères était à Savigny près Mortain, au diocèse d'Avranches; le 11 du même mois, chez les Prémontrés de la Luzerne. Le poète de ce dernier couvent se montra peu sensible à la triste nouvelle qui venait de lui être annoncée, et, au lieu d'inscrire sur le rouleau une maxime tirée de l'Écriture sainte, comme avait fait le versificateur de Fontaine-le-Comte, il se permit à l'égard des abbés une épigramme assez mordante : « Pourquoi me plaindre, pourquoi m'attrister de la mort de cet abbé? S'il vous plaît, ô mon Dieu, recevez-le parmi les bienheureux, mais n'épargnez pas les vivants ».

Que mihi dolendi ratio, que causa merendi,
Hujus ob abbatis obitum? Conjunge beatis,
O Deus, hunc, si vis, sed noli parcere vivis.

Il devait être imité un mois plus tard par un moine d'Abbeville, qui, reprenant la même idée, se montrait encore plus explicite et plus méchant.

A partir du 11 mars, il devient plus facile de suivre le porterouveau. Cinq jours lui suffirent pour parcourir le diocèse de Coutances. Du 12 au 17 mars il s'arrêtait successivement à la Bloutière, à Hambye, à Coutances, Lessay, Blanche-Lande, Saint-Sauveur, Montebourg, Saint-Fromond, enfin à Saint-Lô. A Coutances, pour la première fois, nous remarquons une coutume spéciale à la Normandie, celle d'indiquer sur le rouleau les noms des chanoines, moines ou bienfaiteurs morts depuis peu, afin de les recommander aux prières de tous.

En un seul jour, notre voyageur visita Saint-Lô, Cerisy, Bayeux et Longues. A Bayeux se trouvaient huit Cordeliers errants : ils crurent devoir nous transmettre leurs noms en magnifiques lettres gothiques qui font honneur aux talents du calligraphe.

Le rouleau présente en cet endroit des lacunes importantes et une certaine confusion dans l'ordre des titres, le porteur ayant fait écrire tantôt sur le recto, tantôt sur le verso du parchemin, ou dans les espaces laissés en blanc. Nous avons autant que possible comblé les lacunes au moyen du relevé de dom Estiennot, et nous avons rétabli les titres dans l'ordre chronologique; ce qui nous permet de suivre plus facilement l'itinéraire du voyageur.

A Longues le 17 mars, le moine de Solignac se trouvait le 21 à Saint-Gabriel-sur-Seulle, le 28 à Saint Léger de Préaux, le 29 à la Valasse, le 2 avril, à Jumièges, le 5 à Rouen, sans que nous sachions ce qu'il est devenu dans l'intervalle compris entre ces dates. De Rouen il se dirigea vers le diocèse d'Evreux, s'arrêtant tout d'abord, le 6 avril, à la célèbre abbaye du Bec; il passa ensuite à Bernai; le 8 avril il était à Lyre, les jours suivants à Evreux, le 11 à Saint-Leufroi, puis à Lyons-la-Forêt. Il lui fallut retraverser le diocèse de Rouen pour se rendre de Lyons à Tréport, où nous le trouvons peu après; mais il ne reste aucune trace de cette partie du voyage.

De Tréport à Abbeville la distance n'est pas considérable : Jean Faugères se trouvait dans cette dernière ville le 18 avril. C'est là que le versificateur de l'église Saint-Pierre-Saint-Paul renouvela les attaques du moine de la Luzerne contre les abbés de l'époque : « O Mort, s'écrie-t-il, que de priures les abbés ne te donneraient-ils pas si, autant qu'ils le désirent, tu consentais à retarder leur trépas! O Mort, je t'en conjure, que les abbés seuls succombent sous tes coups, et épargne les pauvres moines! »

Quot tibi donarent abbates, Mors, prioratus,
Si, quantum vellent, velles differe meatus !
Mors, precor attente, moriantur, te feriente,
Abbates soli : claustrales tangere noli.

L'indifférence pour la mémoire de l'abbé Hugues croissait en raison de la distance qui séparait le porte-rouleau de son point de départ. Il poursuivait cependant sa route sans se laisser décourager, ne laissant de côté aucune église, aucune abbaye importante.

Du 18 au 23 avril, il visitait successivement Saint-Riquier-en-Ponthieu, Saint-Josse-au-Bois ou Dommartin, Montreuil, Saint-Josse-sur-Mer, Saint-Vulmer-au-Bois, qui est devenu Samer, Boulogne-sur-Mer, Saint-Vulmer de Boulogne, Notre-Dame de Beaulieu, église ou prieuré qui ne doit pas être confondu avec Beaulieu-lès-Sin près de Douai. Le 22 avril, Jean Faugères était encore à Guines : le 23, il s'arrêtait à Ardres et Liques ; le 24, à Saint-Omer, puis à Théroutanne, alors ville épiscopale importante, qui, détruite par les Espagnols en 1553, n'est plus aujourd'hui qu'une petite commune de 1,000 habitants à peine. Remontant ensuite vers le nord, il passait, le 25, à Aire ; le 26, à Notre-Dame de Clairmarais, à Waten, à l'abbaye de femmes de Ravensbergh, à Bergues, à Hondtschoote, ville sur l'extrême frontière de la France.

Le lendemain, 27 avril 1241, il avait passé cette frontière, et se trouvait sur le territoire actuel de la Belgique, à Furnes, sur les bords de la mer. Il avait quitté Solignac depuis près de quatre mois, et avait traversé les plus riches provinces de la France.

L'itinéraire du voyageur devient plus difficile à suivre dans ce pays lointain. Suivant le littoral de la mer, il s'arrêtait, le 28, à Oudembourg ; le 29, à Bruges, dont il visitait la plupart des églises, y compris l'abbaye cistercienne de Ter-Doest (*de Capella Thosan*). Se dirigeant ensuite du nord au sud-est, il passait par Gand, Terneuse, Afflighem, la Chambre, au diocèse de Malines, célèbre abbaye de femmes de l'ordre de Cîteaux, fondée, au commencement du xiii^e siècle, par Henri I^{er}, duc de Lorraine et de Brabant. Arrivé à Bruxelles le 4 mai, il visitait Notre-Dame au pays de Jeth, que les auteurs du *Gallia Christiana* croient être Dilighem, tout près de Bruxelles ; du 5 au 7 mai, Cortenberg, Louvain, Fliderbeke, qui n'est autre qu'Ulierbec, aux portes de Louvain ; quittant le diocèse de Malines, il entrait ensuite dans celui de Namur, par Notre-Dame-de-Villers.

A partir du 7 mai, nous perdons sa trace, et ne le retrouvons que le 15 mai à Gembloux et à Namur. Se dirigeant alors vers l'est, il descend le cours de la Meuse, et passe, le 16 mai, à Huy; le 17, à Flone; le 19, à Liège. Il mit dix jours pour se rendre de Liège à Cologne, sur le Rhin, où il resta les journées des 29, 30 et 31 mai, pendant lesquelles il ne visita pas moins de quinze églises, prieurés et abbayes. Cologne fut le point le plus éloigné qu'atteignit le porte-rouleau de Solignac. Arrivé là, il dut songer au retour.

A Aix-la-Chapelle le 2 juin; le 5, à Saint-Remacle en Ardennes, puis à Malmédy, il repasse à Liège le 10 du même mois. Saint-Remacle en Ardennes n'est autre que Stavelo; au diocèse de Maëstricht, tout près de Malmédy au diocèse de Cologne. Saint Remacle, premier abbé de Solignac, et plus tard évêque de Maëstricht, était le fondateur de ces deux abbayes : aussi fit-on au porte-rouleau un accueil empressé. Les moines de Stavelo inscrivirent sur le parchemin un titre entièrement composé de lettres majuscules, alternativement rouges et noires, et ceux de Malmédy composèrent en l'honneur de l'abbé Hugues une petite pièce de huit vers latins rimant deux à deux :

« Abbas Ugo decus hac est de carne solutus,
Quem non tartareus turbo premat ! Una secutus
Nostre carnis iter, Abrahe gremio societur ;
Cum superis pariter vivens vita satietur ,
Eterne lucis niteat fulgore supernè,
Eternique ducis vigeat dulcore supernè.
Sit sine nube dies, sit nocte quies sine penâ ;
Celica pax, requies, huic detur, et horrea plena. »

Le *rotliger* reprenait, le 10 juin, le chemin de Liège à Namur, en passant par Andenne, célèbre abbaye de femmes, fondée au vi^e siècle, poursuivait sa route par Notre-Dame de Geronsart, tout près de Namur ; Maloigne, célèbre abbaye fondée par saint Bertin, et appartenant alors au diocèse de Liège, quoique beaucoup rapprochée de Namur. Suivant les limites de ces deux diocèses, et passant presque alternativement de l'un dans l'autre, il visitait ensuite Florennes près Philippeville. Les moines de cette abbaye profitaient de son passage pour faire savoir à toute la chrétienté les miracles obtenus dans leur monastère par l'intercession de saint Jean-Baptiste. La veille même, 13 juin 1241, un possédé du démon avait été guéri, et, par reconnaissance, s'était donné à l'abbaye, lui, sa famille et sa postérité.

Le porte-rouleau s'arrêtait le 14 juin à Saint-Foillan-de-Fossé; dans la nuit du 14 au 15, à Brogne, au diocèse de Namur; le 15, à Leffie près Dinant, et à Dinant, au diocèse de Liège.

De Dinant il revint sur ses pas et se dirigea vers l'ouest par Wasor, au diocèse de Namur; Hastières, diocèse de Liège; Notre-Dame-du-Jardin, au diocèse de Namur; Valcurie, Aulne et Thuin, au diocèse de Liège.

Le 17 juin, il entra dans le diocèse de Cambrai, et s'arrêtait successivement, du 17 au 20, à Lobbes, sur la Sambre; à Bonne-Espérance, de l'ordre des Prémontrés; à Saint-Foillan-des-Roeux, à Broqueroy, à Sainte-Vaudru de Mons, célèbre abbaye de femmes; à Saint-Germain, à Mons, à Epinlieu, abbaye de femmes de l'ordre des Cîteaux fondée en 1218, à Saint-Guilain, dans ces montagnes qui séparent le Hainaut de Valenciennes. Il rentra sur le territoire français actuel par Crépin, et arrivait, le 20 juin, à Saint-Sauve de Valenciennes, département du Nord.

Il était sorti du territoire français le 27 avril : il y rentrait le 20 juin, après une tournée de près de deux mois dans la Belgique et l'Allemagne.

De Valenciennes, Jean Faugères se dirigea sur Tournai, en passant par Vicogne et Saint-Amand-en-Pevèle, aujourd'hui Saint-Amand-les-Eaux, sur la Scarpe. Les moines de Saint-Amand écrivirent sur le rouleau un vers hexamètre mi-français mi-latin, d'autant plus facile à traduire :

« Il est mort ! que Dieu ait son âme ; ainsi soit-il ! »

Ce vers naïf dut probablement inspirer le poète de Saint-Martin de Tournai, qui ne craignit pas d'ajouter à la même idée une pointe de malice :

« Il est mort le moine, dit-il, parce qu'il n'a pu vivre davantage ! »

L'épigramme parut trop hardie au poète ou à ses supérieurs ; elle fut effacée, et remplacée dans deux autres vers beaucoup plus élogieux.

Le porte-rouleau de Solignac n'avait pas voulu passer à une journée de marche de Tournai sans s'y arrêter ; mais, aussitôt les églises de la ville visitées, il revint sur ses pas, et rentra dans le diocèse de Cambrai par Château-l'Abbaye, tout près de Montagne, petite ville frontière au confluent de la Scarpe et de l'Escaut. Le 23 juin, il était à Hasnon, puis à Marchiennes et à

Anchin ; le lendemain , à Beaulieu-lès-Sin , célèbre abbaye de femmes , et à Douai. De Douai il se rendit à Arras , en passant par Hénin-Liétard. Les églises et couvents de la ville et de la banlieue arrêterent deux jours notre voyageur ; ce qui ne l'empêchait pas de se trouver , le 26 , à Notre-Dame-du-Vivier , abbaye de femmes de l'ordre de Cîteaux , fondée depuis peu , et , le même jour , à Cambrai. Du 27 au 29 il visite successivement Cantipré , aux portes de Cambrai ; Vaucelles , près de Crèvecœur ; Honnecourt-sur-l'Escaut , aujourd'hui département du Nord ; Mont-Saint-Martin , au diocèse de Cambrai ; Saint-Quentin en Vermandois. De Saint-Quentin il se rend à Amiens , en suivant le cours de la Somme , par Corbie et Vermand. Au titre de cette dernière église sont ajoutés trois vers latins , dont le dernier s'explique difficilement ; le texte , que nous avons emprunté à dom Estiennot , nous paraît être incorrect.

Après avoir visité Saint-Martin de Jumel et Saint-Acheul , où se trouve le tombeau de saint Firmin , le moine de Solignac ne pouvait manquer de se rendre à Noyon , au tombeau du bienheureux saint Eloi , fondateur de son abbaye. Ourcamp , monastère dépendant de Clairvaux , sur l'Oise , à l'ouest de Noyon ; Saint-Paul-aux-Bois (Aisne) , le berceau de l'ordre fondé par saint Norbert ; Saint-Nicolas-aux-Bois (Aisne) ; Nogent près Coucy arrêterent également les pas du voyageur , qui arrivait le 9 juillet à Laon , le lendemain à Soissons , et visitait les principales églises et couvents de ces deux villes. Toujours en marche , on le trouve , le 11 juillet , à Longpont , puis au couvent de Longprat , ordre de Fontevraud , commune d'Haramont (Aisne) ; à Crépy (Oise) ; le 12 juillet , à Valsery (commune de Cœuvres) , à Lieu-Restauré (diocèse de Soissons) ; le 13 , à Morienval (Oise) , à Saint-Jean-aux-Bois , à Compiègne ; le 14 , à Senlis. Le 17 , il traversait Paris , et ne s'arrêtait qu'à Saint-Martin-des-Champs et à Saint-Pierre-des-Fossés ; deux jours plus tard , il était à Etampes. Il avait hâte de rentrer à son couvent ; peut-être se dirigea-t-il rapidement sur Solignac , sans entrer dans aucune des églises qui s'échelonnaient sur sa route ; peut-être et plus probablement continua-t-il son pieux pèlerinage.

Dans tous les cas , le titre des Cordeliers d'Etampes est le dernier en date de tous les titres du rouleau , qui se trouve ainsi terminé ou interrompu le 19 juillet 1241. Cette seconde tournée durait depuis le 1^{er} janvier , c'est-à-dire depuis six mois et dix-neuf jours : 241 églises et prieurés avaient été visités ; ce qui , joint aux 82 de l'année précédente , formait un total de 323.

Jamais rouleau des morts n'avait été présenté à un aussi grand nombre d'églises ; jamais porte-rouleau n'avait parcouru un aussi long trajet. Depuis les bords de la Méditerranée et de la Gironde jusqu'aux bords du Rhin et de la mer du Nord, l'itinéraire suivi est toujours méthodique, et s'explique par la présence d'une abbaye célèbre, d'une église dont l'histoire se trouve intimement liée avec l'histoire de Solignac. Il ne nous semble pas douteux, par exemple, que les abbayes de Stavelo et de Malmédy, au diocèse de Cologne, n'aient été spécialement recommandées au porte-rouleau, parce que saint Remacle, leur fondateur, avait été le premier abbé de Solignac. On avait dû lui prescrire également de ne pas manquer de se rendre à Notre-Dame de Noyon, où reposait le corps du bienheureux saint Eloi. Les couvents des Frères Mineurs avaient encore été signalés à son attention, parce que l'abbé Hugues, lorsqu'il était chanoine de Limoges, avait été associé aux prières de l'ordre : c'est pourquoi nous constatons l'existence sur le rouleau de vingt-huit titres écrits par les Cordeliers : ils étaient déjà répandus par toute la France et l'Allemagne, et cependant cet institut était fondé depuis moins de quarante ans. On remarquera en outre les titres de nombreuses abbayes de femmes.

Tous les spécimens de l'écriture gothique sont représentés sur ce rouleau : très-grossière dans le Midi, elle devient plus régulière, plus déliée, plus ornée, dans le Nord : autant de titres, autant d'écritures différentes, ce qui prouve d'abord que ces titres ont été inscrits par différentes mains, et que la calligraphie d'un siècle, tout en conservant un caractère général particulier à l'époque, variait à l'infini.

Les titres sont presque tous datés : on indique généralement le mois, le jour des ides, des nones ou des calendes, la férie, la fête la plus rapprochée, quelquefois l'an de l'Incarnation. On peut constater une fois de plus à ce sujet que l'usage de commencer l'année à Pâques était suivi dans les pays traversés par le porte-rouleau de Solignac.

Si ce rouleau contient seulement douze petites pièces de vers latins rimés, formant à peine un total de cinquante vers, il faut peut-être en conclure que la poésie latine était moins en honneur au ^{xiii}^e siècle qu'au siècle précédent. Les quelques épigrammes qui se rencontrent çà et là nous portent à croire également que la discipline commençait à se relâcher dans certains monastères ; que les rouleaux des morts étaient présentés, non-seulement

aux églises associées, mais un peu partout, et que le porteur n'était pas toujours accueilli avec le même empressement.

Telles sont les conclusions générales qui se peuvent tirer du rouleau de Solignac. Certains titres renferment en outre des renseignements précieux pour l'histoire locale : nous laissons à chacun le soin de les utiliser et de les mettre en lumière.

C. RIVAIN.

28 décembre 1877.

Rouleau de Hugues, abbé de Solignac, mort en 1240.

TEXTE.

PREMIÈRE PARTIE.

(L'encyclique et les premiers titres du rouleau manquent.)

.
1. Titulus monasterii Beati Guillelmi in Deserto. Anima domini Ugonis, abbatis Sollempniacensis, et anime omnium fratrum defunctorum per misericordiam Dei requiescant in pace Amen. Oravimus pro vestris, orate pro nostris. Animam vero ipsius et omnium fratrum Sollempniacensium recepimus in decem missis et aliis beneficiis. Anno dominice Incarnationis MCCXL^o, viii^o idus junii, fuit iste rotulus apud dictum monasterium (6 juin).

2. Titulus Fratrum Minorum de Lodova..... Anno dominice Incarnationis MCCXL^o, feria quinta post festum Pentecostes (7 juin).

3. Titulus ecclesie Lodovensensis... Animam vero ipsius et aliorum fratrum dicti monasterii recepimus in xxx missis et aliis beneficiis. Anno dominice Incarnationis MCCXL^o, feria quinta post festum Pentecostes fuit rotulus iste apud ecclesiam Lodovensem, suffraganeam ecclesie Narbonnensis.

4. Titulus Sancti Salvatoris Lodove... Animam vero ipsius et

aliorum fratrum dicti monasterii recepimus in septem missis et aliis beneficiis (7 juin).

5. Titulus ecclesie Sancti Petri Gincellensis... Animam vero ipsius et aliorum fratrum dicti monasterii recepimus in x missis et aliis beneficiis. Anno dominice Incarnationis MCCXL°, feria sexta post festum Pentecostes (8 juin), fuit rotulus apud monasterium Sancti Petri Gincellensis.

6. Titulus monasterii Sancti Martini Villemagne... Recepimus animam domni Ugonis abbatis et animas omnium fratrum monasterii Sollempniacensis in tribus missis et in septem psalmis semel.... Oratio dominica dicitur pro ipso Lxx vicibus, et unica disciplina pro (ipso) recipietur, et in conventu unicam missam pro ipso sollempniter celebravimus. Anno dominice Incarnationis M°CC°XL°, feria septima post festum Pentecostes (9 juin), fuit rotulus iste apud monasterium Sancti Martini Villemagne. Item eodem die domnus P., abbas ipsius monasterii, obligavit se in commemorationem x missarum, item sacrista in aliis.

7. Titulus monasterii Sancte Marie de Casciano.... Recepimus animam domni Ugonis abbatis et animas omnium fratrum monasterii Sollempniacensis in triginta missis et in septem psalmis vicibus undesim, tercenties Pater noster. Anno dominice Incarnationis M°CC°XL°, dominica die post Pentecostem, fuit apud nos rotulus iste (10 juin).

8. Titulus monasterii Sancti Tiberii.... Recepimus animam dicti domini in triginta missis. Item frater Rostannus, monachus nostre congregacionis, roguabit pro eo in vii missis et quingentis vicibus dicit pro eo Pater noster (10 juin).

9. Titulus Beati prothomartyris Stephani Agathensis... Recepimus animam dicti domini Ugonis in x missis. Feria secunda, in festo beati Barnabe apostoli, fuit apud Agatham rotulus iste (11 juin). Bertrandus Audebertus monachus orabit in tribus missis.

10. Titulus Beati Affrodisii Bitericensis.... Recepimus vos in ix missis et quatuor vices *Jesu pie*, feria secunda in festo beati Barnabe apostoli. Item quidam dominus illius loci recepit predictum abbatem in tribus missis, et eleemosinarius ejusdem loci in vii psalmos. Item quidam clericus ejusdem loci in vii psalmos, et in eadem die qua superius scriptum est.

11. Titulus ecclesie Sancti Nazarii Biterris.... Recepimus animam dicti domini Ugonis in xx missis. Pridie idus junii fuit apud Biterrim rotulus iste (12 juin).

12. Titulus ecclesie Sancti Jacobi Biterris..... Recepimus animam domini Ugonis in decem missis (12 juin).

13. Titulus ecclesie Sanctorum Justi et Pastoris Narbone.... Recepimus animam dicti domini U. in viginti missis. Idus junii fuit apud Narbonam rotulus iste (13 juin).

14. Titulus Sancti Pauli Narbone.... Recepimus animam dicti domini U. in toto servicio ecclesie nostre unius diei, in matutinis missis et vespers (13 juin).

15. Titulus Beate Marie Fontis Frigidi, Cisterciensis ordinis. Recepit humiliter animam domini Ugonis, Sollempniacensis abbatis, in xxx missis... Rotulus iste fuit apud Fontem Frigidum xvm kalendas julii (14 juin).

16. Titulus beate Marie Crassensis. Recipit humiliter animam domini Ugonis, abbatis Sollempniacensis, in xxx missis....

17. Titulus Fratrum Minorum de Carcassona... Anno gratie M^oCC^oXL^o, feria sexta, xvii kalendas junii (1) (15 juin), fuit rotulus apud nos.

18. Titulus ecclesie cathedralis Sanctorum Nazarii et Celsi Carcassonensis. Feria sexta post dominicam qua cantatur de Sancta Trinitate (15 juin)....

19. Titulus Sancti Ylarii, Carcassonensis diocesis.... Poro animam ipsius recepimus et omnium fratrum monasterii Sollempniacensis in orationibus nostris, et vos recipiat nos et nostros in orationibus vestris. Anno Dominici M^oCC^oXL^o, die sanctorum Cyrici et Julite (16 juin).

20. Titulus Sancti Policarpi, Narbonensis diocesis, Dominica die qua cantatur primo *Deus omnium* (2) (17 juin).

21. Titulus Sancte Marie Electensis, Narbonensis diocesis.... Dominica die qua primo cantatur *Deus omnium*.

22. Titulus ecclesie Beati Martini de Limos, Narbonensis diocesis. Concedit anime domini Ugonis, abbatis Sollempniacensis, participationem omnium bonorum spiritualium, et dominus Guillelmus capellanus specialiter orabit pro illo in tribus missis. Oravimus pro vestris, orate pro nostris. Dominica die qua primo cantatur *Deus omnium*. Dominus Michael capellanus in tribus missis orabit pro eo.

23. Titulus monasterii Sancte Marie de Prolano, Tholosani diocesis.... Porro animam ipsius recepimus et omnium fratrum

(1) Pour julii.

(2) M. Natalis de Wailly, dans ses *Éléments de Paléographie*, dit que *Deus omnium* est le commencement du deuxième répons du premier nocturne du troisième dimanche après la Pentecôte : ce serait ici du deuxième dimanche après la Pentecôte

monasterii Sollempniacensis in orationibus nostris, et vos recipiat nos in vestris. Anno Domini M° CC° XL°, die lune post dominicam in qua cantatur *Deus omnium*, fuit rotlifer apud nos (18 juin).

24. Titulus monasterii Sancti Johannis Montis Olivi, Carcassonensis diocesis.... Poro animam ipsius recepimus et omnium fratrum monasterii Sollempniacensis in orationibus nostris, et vos recipiat nos et nostros in vestris... (18 juin).

25. Titulus Beate Marie Ville Longe, Cisterciensis diocesis.... Anno M° CC° XL°, xiii° kalendas julii, fuit apud nos (19 juin).

26. Titulus monasterii Sancti Papuli, Tholosani diocesis.... (19 juin).

[27. Titulus Sancti Petri de Grandi Silva.

28. Titulus Sancti Petri de Regula.

29. Titulus ecclesie sedis Vasatensis.

30. Titulus Sancti Johannis Baptiste.

31. Titulus Sancte Marie Silve Majoris.

32. Titulus ecclesiarum Sancti Severini et Sancte Crucis Burdegalensis.

33. Titulus ecclesie cathedralis Burdegalensis.

34. Titulus Fratrum Minorum Burdegalensium]... mense julio, anno Domini M° CC° XL°.

[Benigne bonis celi sociata] colonis

[Vita sit Ugonis æternis] prædita donis.

Istius abbatis, totius fons pietatis,

Parcas peccatis, animam conjunge beatis (1).

35. Titulus Sancti Vincentii de Burgo.... Quarta feria post dominicam qua cantatur *Dominus illuminatio*, fuit rotulus iste apud nos, anno gratie M° CC° quadragesimo (4 juillet).

36. Titulus Sancti Salvatoris de Blavia (4 juillet).

37. Titulus Sancti Romani de Blavia... (5 juillet).

38. Titulus Beate Marie Magdalene de Plana Silva, Premontracensis ordinis.... Rotulus iste fuit apud nos in vigilia reoctabarum apostolorum Petri et Pauli, anno Domini M° CC° XL°.

Ugo propiciam sibi postulet esse Mariam

Ut sibi cum Christo provideat in paradiso.

(1) Les passages entre crochets sont restitués d'après le résumé du même rouleau des morts fait par dom Estiennot, *Antiquitatum in diocesi Lemovicensi benedictarum pars tertia*. Les parties du rouleau qui les contenaient n'existent plus aujourd'hui.

39. Titulus Beate Marie de Agudella, ordinis de Corona.... In festo sancte Margarite virginis et martyris fuit rotulus iste apud nos, anno gratie M^oCC^oXL^o (8 juillet).

Cernitur a cunctis abbas Sollempniacensis
In tumulo, Christo Ugo dilectus ab ipso.
Huic requies detur et sanctis associetur.

40. Titulus Beate Marie de Tenallia, ordinis Fontis Dulcis.... Rotulus iste fuit apud nos in festo beate Margarite, anno Domini M^oCC^oXL^o.

41. Titulus Sancti Stephani de Mauritania super Girondam... Rotulus iste fuit apud nos in festo sancti Cipriani, anno Domini M^oCC^o quadragesimo.

42. Titulus Sancte Marie Romelie..... Donavimus septem psalmos cum classibus. Rotulus iste fuit apud nos in die sancti Cipriani martiris, anno Domini M^oCC^oXL^o.

43. Titulus Sancte Marie de Masdion.... Rotulus iste fuit apud nos dominica qua cantatur *Exaudi Domine*, anno Domini M^oCC^o quadragesimo (1).

44. Titulus Sancte Marie de Salbluncellis.... Titulus iste fuit apud nos dominica qua cantatur *Dominus fortitudo*, anno Domini millesimo CC^o quadragesimo (15 juillet).

45. Titulus Sancte Gemme de Bacones.... Rotulus iste fuit apud nos feria secunda post dominicam in qua cantatur *Exaudi Domine* (28 mai ou plutôt 16 juillet).

46. Titulus Sancti Johannis de Triziaco.... Titulus iste fuit apud nos feria secunda post dominicam qua cantatur *Exaudi Domine*, anno Domini M^oCC^oXL^o (16 juillet).

47. Titulus Sancte Marie de Talniaco.... Rotulus iste fuit apud nos feria tertia post dominicam qua cantatur *Exaudi Domine*... (17 juillet).

48. Titulus Fratrum Minorum Ruppellensium.... Feria tertia ante festum beate Marie Magdalene (17 juillet).

49 Titulus Fratrum Predicatorum Ruppellensium....

50. Titulus Sancti Leonardi de Calmis, Cisterciensis ordinis....

(1) *Exaudi Domine*, introït du dimanche dans l'octave de l'Ascension, d'où la date du 27 mai ; ce qui pourrait amener à croire que le porteur du rouleau, avant d'arriver à Saint-Guilhem-le-Désert, aurait traversé le diocèse de Saintes. Mais les titres de Notre-Dame de Masdion, de Sablonceaux, de Sainte-Gemme, se suivent sans intervalle sur l'original du rouleau.

Rotulus iste fuit apud nos feria quarta ante festum beate Marie Magdalene (18 juillet).

51. Titulus ecclesie Sancte Marie de Gratia Dei, Cisterciensis ordinis... Rotulus iste fuit apud nos feria quinta ante festum beate Marie Magdalene, hoc est xiii kalendas augusti (19 juillet).

52. Titulus ecclesie Sancte Marie Sancti Viviani, Fontis Ebraudi ordinis.... Rotulus iste fuit apud nos feria quinta post *Exaudi Domine*.

53. Titulus ecclesie domus helemosinarie Beati Egidii de Surgeriis.... Rotulus iste fuit apud nos feria quinta ante festum beate Marie Magdalene (19 juillet), anno Domini M^oCC^oXL^o.

54. Titulus ecclesie Sancti Johannis Angeliacensis.... Concessimus ei officium et missam in conventu. Rotulus iste fuit apud nos feria sexta ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini M^oCC^o quadragesimo (20 juillet).

55. Titulus Fratrum Minorum Sancti Johannis Angeliacensis... (20 juillet).

56. Titulus ecclesie Sancti Petri Xanctonensis. Pervenit ad nos rolliger vigilia beate Marie Magdalene, anno Domini M^oCC^o quadragesimo (21 juillet).

57. Titulus ecclesie Beate Marie Xanctonensis.... Concessimus ei septem psalmos et missam cum classu.... (21 juillet).

58. Titulus ecclesie Sancti Eutropii Xanctonensis... (21 juillet).

59. Titulus Sancti Viviani Xanctonensis....

60. Titulus Fratrum Minorum Xanctonensium....

61. Titulus Sancte Marie Fontis Dulcis.... Pervenit ad nos rolliger iste feria secunda post festum beate Marie Magdalene, anno Domini M^oCC^oXL^o (23 juillet). Concessimus ei omnia bona spiritualia que fient in abbacia nostra usque in finem seculi ad salutem anime sue.

62. Titulus Fratrum Minorum de Compniaco... (23 juillet).

63. Titulus Sancte Marie de Fraineda, Cisterciensis ordinis.... Datum in vigilia beati Jacobi apostoli, anno gratie M^oCC^oXL^o (24 juillet). Concessimus ei Collectam in missis privatis, et clerici septem psalmos.

64. Titulus ecclesie Sancti Martini de Ponte, Salmuriensis ordinis.... (24 juillet).

65. Titulus Fratrum Minorum de Ponte.... (24 juillet).

66. Titulus ecclesie Beati protomartiris Stephani Beanie.... Rotulus iste fuit apud nos in festo beati Jacobi apostoli (25 juillet).

. (1).

(1) Manque un titre, parchemin en mauvais état.

67. Titulus Sancte Marie de Borneto.... Concessimus ei omnia bona spiritualia que fiunt in abbatia nostra usque in finem seculi ad salutem anime sue.

68. Titulus Sancti Arthemii Blanziacensis.... Rotuliger iste fuit apud nos sexta feria post festum beati Jacobi apostoli (27 juillet), anno gratie M^oCC^oXL^o.

Spiritus istius, inclitus atque reatus,
Menda mundatus, vivat celis trabeatus.
Abbatum lumen, fecundans omnia flumen,
Hic fuit, archa boni, sensu similis Salomoni.
Ecclesie tutor fuit hic, fideique secutor
Et cultor verus, alter David, alter Homerus.
Fovit, correxit, cognovit, rexit, amavit,
Egros, errantes, jus, justos, juris amantes.
Sanctus sanctorum melior melioribus iste
Exstitit, O Christe, Christorum gemma tuorum.
Hunc Deus absolvat, noceat sibi ne qua rubigo,
Vincula dissolvat sua, virgo salutis origo.

69. Titulus Fratrum Minorum de Berbezillo.... In die Pantaleonis fuit rolliger apud nos (27 juillet).

70. Titulus Sancte Marie de Berbezillo....

71. Titulus Sancti Papuli Botaville.... Rotulus iste fuit apud nos sabbato post festum beati Jacobi (28 juillet)

72. Titulus Sancti Stephani Baciensis.... Concessimus ei plenum officium et missam in conventu. Rolliger fuit apud nos sabbato post festum beate Marie Magdalene (28 juillet).

73. Titulus Sancte Marie de Corona, Engolismensis diocesis.... Concessimus ei officium unius diei. Sabbato ante festum sancti Petri ad vincula fuit apud nos rolliger iste (28 juillet).

74. Titulus ecclesie Sancti Petri Engolismensis.... Pervenit apud nos rolliger in octabis beate Marie Magdalene (29 juillet).

75. Titulus ecclesie Sancti Eparchii Engolismensis... (29 juillet).

76. Titulus ecclesie Sancti Ausonii Engolismensis... (29 juillet).

77. Titulus Fratrum Minorum apud Engolismam peregrinantium (1).

78. Titulus ecclesie Beate Marie de Bux[er]ia Badiou.... Rotulus iste fuit apud nos vigilia beati Petri ad vincula (31 juillet), anno ab Incarnatione Domini M^oCC^oXL^o.

79. Titulus ecclesie Sancte Marie de Salis, Lemovicensis diocesis.... Rotulus iste fuit apud nos vigilia beati Petri ad vincula.

(1) Ici existe une lacune par suite du mauvais état du parchemin.

80. Titulus Sancte Marie Bobonis. Anima domni Ugonis, abbatis Sollempniacensis, et anime omnium fidelium defunctorum per misericordiam Dei requiescant in pace, amen. Oravimus pro vestris, oramus (*sic*) pro nostris. Concessimus ei omnia bona spiritualia que fient in abaia nostra usque in finem seculi, sicut unius sorori vel fratri nostro misimus in calendrarium nostrarum. Rotulus iste fuit apud nos in festivitate sancti Petri ad vincula, anno Domini M^oCC^oXL^o (1^{er} août).

81. Titulus Sancte Marie Castaliensis. Anima domni Ugonis, abbatis Sollempniacensis, et anime omnium fidelium defunctorum per misericordiam Dei requiescant in pace, amen. Oravimus pro vestris, orate pro nostris, et persolvimus ei debitum secundum quod in nostra et sua societate continetur. Rotulus iste fuit apud nos iii nonas augusti, anno Domini M^oCC^oXL^o (2 août).

82. Titulus iste fuit apud Sanctum Aredium factus quarto nonas augusti, et anima domni abbatis Sollempniacensis fuit per nos canonicos seculares post vespervas cum devotione humili absoluta, volentes esse participes orationum continentium (*sic*) in presenti rotulo (1).

DEUXIÈME PARTIE.

83. Titulus Sancte Marie Buliensis, Cisterciensis ordinis. Anima dompni Ugonis, abbatis Sollempniacensis, et anime omnium fidelium defunctorum per misericordiam Dei requiescant in pace, amen. Oravimus pro vestris, orate pro nostris, et concessimus ei De profundis et Pater. Rotulus iste fuit apud nos anno Domini M^oCC^oXL^o, in crastino Circumcisionis Domini (2 janvier 1241).

84. Titulus Beate Marie de Fonte Comitum.... Sexto decimo kalendas februarii fuit rotulus iste apud nos.

Preterit ut ventus caro candida, pulchra juvenus;
Debilis et fortis transibunt per hostia mortis.

Anno Domini M^oCC^oXL^o. Concedimus vestris beneficium spirituale : nostris vestrum, si placuerit, concedatis (17 janvier).

85. Titulus Fratrum Minorum apud Castrum Ayraudi commo-

(1) Les titres de l'église des Salles, de Boubon, de Notre-Dame du Chalard, de Saint-Yrieix, de Fontaine-le-Comte et des Cordeliers de Châtellerault, sont reproduits en *fac-simile* dans l'album héliogravé publié, en vue de l'Exposition universelle de 1878, par M. le Ministre de l'Intérieur, sous le titre de *Musée des Archives départementales*.

rantium.... Dompnus Hugo Sollempniacensis receptus fuit in bonis que fiunt et fient de cetero in ordine nostro, dum adhuc viveret in capitulo Lemovicensi. Post decessum vero ipsius, concessum fuit iddem officium pro ipso fieri quod pro nostris fratribus statutum fuit faciendum. Johannes Faugeres rollifer fuit apud nos in die jovis post festum sancti Vincentii (24 janvier).

86. Titulus Sancte Marie de Castellisis in Heremo.... Kalend[ari] martii fuit rotulus iste apud nos (1^{er} mars).

87. Titulus Beate Marie de Ebroino, Cenomanensis diocesis....

88. Titulus Beate Marie de Savigniaco.... Rotulus iste fuit apud nos nonis marcii (7 mars).

89. Titulus Sancte Trinitatis de Lucerna, Premonstracensis ordinis.... Feria secunda post *Letare Jerusalem* fuit apud nos (11 mars).

Que mihi dolendi ratio, que causa merendi
Hujus ob abbatis obitum ! Conjunge beatis,
O Deus, hunc, si vis ; sed noli parcere vivis.

90. Titulus Sancti Thome martiris de Bloteria, Constantiensis diocesis, Sancti Augustini ordinis.... Die martis proxima post *Letare Jherusalem* fuit apud nos (12 mars).

91. Titulus Sancte Marie de Hamberia, Constantiensis diocesis.... Die martis proxima post *Letare Jherusalem* fuit rotulus iste apud nos (12 mars).

92. Titulus ecclesie cathedralis Beate Marie Constanciensis.... Datum die mercurii post dominicam qua cantatur *Letare Jerusalem*, anno Domini M^oCC^oXL^o, qua die pervenit rotulus iste apud nos. Radulfus, Agnes, Thomas, Arnulfus, Rogerius, Albereda, Philipus, Nigellus, Haisia (1).

93. Titulus Sancte Trinitatis Exaquii, Const.... (2).

94. Titulus Sancti Nicholai de Blancalanda in Constantino, Premonstracensis ordinis.... Concessimus ei unum plenarium servicium in conventu. Feria quinta post *Letare Jerusalem* fuit apud nos rotulus iste (14 mars).

95. Titulus Sancti Salvatoris de Constantino.... Die jovis ante *Isti sunt dies* fuit rotulus iste apud nos (14 mars). Pro amicis nostris, pro W., Ham., Petro, Gaufrido, Willelmo, Hamelino, Hunfrido, Nichola, Willelmo, Rad., Nich., Thoma, Matilde,

(1) Ce sont probablement des noms de chanoines de Coutances morts depuis peu.

(2) Le parchemin est déchiré en cet endroit.

Adeliza, Margarita, Mabilia, et pro cunctis fratribus et sororibus nostris : Petro Gremdor, Rob., Emma, Rad., Rob., Theophania, Ranuffo, Alano, Sabina, Unnarca, Thom., Ricardo.

96. Titulus Sancte Marie Montis Burgi.... Die veneris ante *Isti sunt diès* fuit rolliger apud nos (15 mars).

97. Titulus Sancte Marie Sanctique Fromondi, Constanciensis diocesis.... Die dominica qua cantatur *Isti sunt dies* fuit rolliger iste apud nos (17 mars).

98. Titulus Sancti Laudi de Constentia.... Die dominica qua cantatur *Isti sunt dies* fuit rolliger apud nos, anno Domini M^oCC^oXL^o.

99. Titulus Sancti Petri Sanctique Vigoris Ceraciensis.... Orate pro nostris, pro Bertrano abbate, pro Ansketillo, pro Petro Anglico et uxore ejus, pro Johanne et uxore ejus, pro Gisla, pro Margareta.

100. Titulus Beati Marie de Baiocis... Anno Domini M^oCC^oXL^o, xvr^o kalendas aprilis fuit rolliger apud nos (17 mars).

101. Titulus Sancti Vigoris de Baiocis... (17 mars).

102. Titulus Fratrum Minorum apud Baiocas deperegri-
nantium.... Anno Domini M^oCC^oXL^o, xvr^o kalendas aprilis,
fuit rotulus iste penes nos : Willelmus, Egidia, Thomas,
Eva, Radulfus, Guillelmus, Willelmus, Dionisia, Aeliza,
Hugo, Willelmus, Alveredus, Willelmus, Maria, Willelmus,
Robertus.

103. Titulus Sancte Marie de Longis... Anno Domini M^oCC^oXL^o,
xvr^o kalendas aprilis fuit rotulus iste penes nos : Gauf., Will.,
Johanna, Beatrix, Nichol., Martino, et pro Willelmo, Ric., Sac.,
Rog., Mabilia.

104. Titulus Sancti Gabrielis super Sellam..... Die sancti
Benedicti ante Ramos palmarum fuit rotulus iste apud nos
(21 mars) : Willelmo, Aeliz, Philippa, Roberto, Radulfo, Wil-
lelmo, Ricardo, Willelmo, Anthonio, Willelmo.

. (1).

105. Titulus Sancti Leodegarii de Pratellis.... Datum in cena
Domini (28 mars).

106. Titulus Sancte Marie de Voto.... In Paraceve fuit rotulus
iste apud nos (29 mars).

(1) Le rouleau présente ici une lacune que nous avons comblée autant
que possible au moyen du relevé des titres fait par dom Estiennot.
Nous avons rétabli les titres dans l'ordre chronologique, afin de pouvoir
suivre plus facilement l'itinéraire du *rolliger*.

107 Titulus Sancte Marie Sanctique Petri Gemmeticensis...
Feria tertia post Pascha fuit rolliger apud nos (2 avril).

108. Titulus Sancti Laudi Rothomagensis.... Feria sexta post
Pascha fuit rolliger apud nos (5 avril).

[109. Titulus Sancti Amandi Rothomagensis.

110. Titulus Beate Catharine de Monte Rothomagensis.

111. Titulus Beate Marie de Prato.]

112. Titulus Beate Marie Becci... Sabbato infra octavas Pasche
fuit rotulus apud nos (6 avril).

[113. Titulus Beate Marie de Bernaio.]

114. Titulus Sancte Marie de Lyra, Ebroicensis diocesis....
Feria secunda post octabas Pasche fuit rolliger vester apud nos.

[115. Titulus Sancti Salvatoris Ebroicensis.

116. Titulus Sancti Taurini Ebroicensis.]

117. Titulus Sancte Crucis Sanctique Leufredi, Ebroicensis
diocesis... Feria quinta post octabas Pasche (11 avril) fuit rolliger
vester apud nos : Johannes, Johannes, Maltildis, Hugo, Inger-
rannus, Ingerrannus, Jocelmus, Maltildis, Ad., J. Hodierine,
Petrus, Richildis, Richardus, A.

[118. Titulus Sancti Laurentii in Leonibus.

119. Titulus Sancti Michaelis de Ultri portu.

120. Titulus Sanctorum Petri et Pauli Abbatisville.

Quot tibi donarent abbates, Mors, prioratus,
Si, quantum vellent, velles differre meatus !
Mors, precor attente, moriantur te feriente
Abbates soli, claustrales tangere noli.]

121. Titulus Beati Wulfranni in Abbatisvilla.... Feria quinta
post *Misericordia Domini* fuit rotulus iste apud nos (18 avril).

122. Titulus Sancti Richarii in Pontivo.... Feria quinta post
Misericordia Domini fuit rolliger apud nos (18 avril).

123. Titulus Sancti Judoci in Nemore.... Feria sexta post *Mi-*
sericordia Domini fuit rotulus iste apud nos (19 avril).

124. Titulus Sancte Marie de Balancuc.... Feria sexta post
Misericordia Domini fuit apud nos (19 avril).

125. Titulus Sancti Andree in Nemore... Sabbato post *Miseri-*
cordia Domini (20 avril).

126. Titulus Sancti Salvii in Mosterolo... Sabbato post *Mise-*
ricordia Domini fuit apud nos (20 avril).

127. Titulus Sancte Austreberte virginis in Mosterolo.... Sab-
bato post *Misericordia Domini* fuit apud nos.

128. Titulus Sancti Judoci supra Mare....

129. Titulus ecclesie Beati Wlmari in Nemore... Dominica qua cantatur *Jubilate Deo* fuit apud nos rolliger vester, anno Domini M^oCC^o quadragesimo primo (21 avril).

130. Titulus Beate Marie in Bolonia.... Feria secunda post dominicam qua cantatur *Jubilate Deo* fuit rolliger vester apud nos, anno Domini M^oCC^oXL^o primo (22 avril).

131. Titulus Beati Wulmari in Bolonia supra Mare....

132. Titulus Beate Marie de Bello Loco.... Feria secunda post *Jubilate* fuit apud nos (22 avril).

133. Titulus Sancti Leonardi de Gines... Feria secunda post *Jubilate* fuit apud nos (22 avril).

134. Titulus Sancti Salvatoris Adiensis.... Feria tertia post *Jubilate* fuit apud nos (23 avril).

135. Titulus Beate Marie de Liskes... Feria tertia post *Jubilate* fuit rolliger iste apud nos.

136. Titulus ecclesie Beati Audomari... Feria quarta post *Jubilate* fuit rolliger iste apud nos (24 avril).

137. Titulus Sancti Bertini in Sancto Audomaro....

138. Titulus Beate Marie Morinensis... Feria quarta post *Jubilate* fuit apud nos.

139. Titulus Beati Augustini Morinensis.... Eodem die fuit apud nos.

140. Titulus Sancti Johannis Morinensis.... Eodem die fuit apud nos.

141. Titulus Sancti Andree juxta Ariam.... In die sancti Marchi evangeliste fuit rollifer vester apud nos (25 avril).

142. Titulus Sancti Petri Ariensis.... Die festo beati Marchi evangeliste fuit rolliger vester apud nos.

143. Titulus..... in Sancto Audomaro... Die festo beati Marchi evangeliste fuit rolliger apud nos.

144. Titulus Beate Marie de Claro Marischo.... In crastino sancti Marchi evangeliste fuit apud nos rolliger (26 avril).

145. Titulus ecclesie Beate Marie de Watanis... Anno dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quadragesimo primo in crastino beati Marci evangeliste fuit rolliger apud nos.

146. Titulus Sancte Marie de Raneulberga....

147. Titulus Sancti Winnoci in Bergis.... Feria sexta post *Jubilate* fuit rolliger apud nos (26 avril).

148. Titulus domus ordinis Sancte Trinitatis et Captivorum de Clarovivario in Hondeschote.

149. Titulus Sancte Walburgis Furnensis... Sabbato post *Jubilate* fuit rolliger apud nos (27 avril).

150. Titulus Sancti Nicholai Furnensis... Sabbato post *Jubilare* fuit roliger apud nos.

151. Titulus Sancti Petri in Aldenburgo... Dominica qua cantatur *Cantate* fuit rotulus iste apud nos (28 avril).

O Flos pastorum, tibi pro mercede laborum
Sit sine fine quies, et sine nocte dies.

152. Titulus Fratrum Minorum Brugis morantium.... Feria secunda post *Cantate* fuit apud nos (29 avril).

Manducare fabas pater Hugo noluit abbas (1)...

153. Titulus Sancti Andree juxta Brugas... Feria secunda post *Cantate* fuit apud nos (29 avril).

154. Titulus Fratrum Predicatorum in Brugis...

155. Titulus Beati Donati in Brugis.... Feria secunda post *Cantate* fuit apud nos.

156. Titulus Beatissime Dei genitricis et semper virginis Marie de Capella Thosan, Cystericiensis ordinis, juxta Brugas in Flandria juxta mare.... Feria secunda post *Cantate Domino* fuit rotulus iste apud nos (29 avril).

157. Titulus Sancti Bartholomei in Brugis... Feria tertia post *Cantate Domino* fuit rotulus iste apud nos (30 avril).

158. Titulus Beate Marie in Brugis... (30 avril).

159. Titulus Beate Marie Trunesiensis ecclesie... (1^{er} mai).

160. Titulus Beate Pharaïldis ecclesie... (1^{er} mai).

161. Titulus Beati Francisci apud fratres in Gandavo... (1^{er} mai).

162. Titulus de Portu Beate Marie Gandensis... (1^{er} mai).

163. Titulus Fratrum Predicatorum in Gandavo... In die Philippi et Jacobi fuit apud nos (1^{er} mai).

164. Titulus Sancti Bavonis in Gandavo... (1^{er} mai).

165. Titulus Sancti Petri Gandensis... (1^{er} mai).

166. Titulus Beatorum Apostolorum Petri et Pauli Haffigiensium... Feria quinta post Philippi et Jacobi fuit apud nos nuncius vester (2 mai).

167. Titulus Sancte Marie in Vigandavo (?)... In Inventione sancte Crucis fuit apud nos (3 mai).

(1) Ce vers, qui suit immédiatement le titre des Cordeliers de Bruges, ne doit cependant pas leur être attribué. L'écriture diffère notablement. C'est probablement l'œuvre d'un moine que le *rotliger* ne laissa pas achever.

168. Titulus Sancte Marie de Camera... In Inventione sancte Crucis fuit apud nos.

169. Titulus Beate Katerine juxta Bruxellam... Anno Domini M^oCC^oXL^o, sabbato ante Ascensionem Domini, fuit apud nos (4 mai).

. (1).

170. Titulus Sancte Gudile Bruxellensis... (4 mai).

171. Titulus Sancte Marie in Jeth... (4 mai).

172. Titulus Beate Marie in Cortenberge.... Dominica ante Ascensionem Domini (5 mai).

173. Titulus Beati Petri in Lovanio... (5 mai).

174. Titulus Beate Marie Sanctique Medardi in Fliderbeke...

175. Titulus Fratrum Predicatorum in Lovanio.... In festo Johannis ante portam Latinam (6 mai).

176. Titulus Fratrum Minorum in Lovanio.

177. Titulus Sancte Marie Magdalene...

[178. Titulus Sancte Gertrudis in Lovanio.

179. Titulus Sancte Marie de Wavura (*sic*).]

180. Titulus Sancte Marie de Villari... Nonas maii fuit apud nos (7 mai).

.

181. Titulus Beati Petri in Gemblaco.... Feria quarta ante Pentecostem fuit apud nos (15 mai).

182. Titulus Beate Marie Vallis Sancti Georgii, Cisterciensis ordinis, juxta Namurum... (15 mai).

183. Titulus Fratrum Minorum Namurcensium... (16 mai).

184. Titulus Sancti Stephani de Namera... in octabis Ascensionis (16 mai).

185. Titulus ecclesie Hoiensis...

186. Titulus ecclesie Novi monasterii Hoiensis...

187. Titulus Fratrum Minorum de Hoyo... (16 mai).

188. Titulus Sancti Victoris in Hoyo...

189. Titulus Sancti Mathei Flonensis... Feria sexta ante Pentecostem (17 mai).

190. Titulus Puplici Montis Leodici... In Pentecostes die fuit apud nos (19 mai).

Cum cor non orat, sine fructu lingua laborat.

In rebus vetitis est scita nostra sitis.

(1) Parchemin en mauvais état.

191. Eodem die fui apud Sanctum Laurentium (1). Titulus Sancti Laurentii Leodiensis... (19 mai).

192. Titulus Beati Petri in Colonia.... Proxima quarta feria post octavam Pentecostes fuit apud nos (29 mai).

193. Titulus Sancti Martini in Colonia... (29 mai).

194. Titulus Sancte Marie in Colonia... (29 mai).

195. Titulus Sancte Marie ad gradus in Colonia... (30 mai).

196. Titulus Sancti Andree in Colonia... (30 mai).

197. Eodem die fui apud Predicatores in Colonia, qui faciunt ydem.

198. Titulus Sancti Pantaleonis in Colonia... (30 mai).

199. Titulus Sancte Marie ad Martires extra muros Colonie....

200. Titulus Sanctarum Virginum in Colonia... (30 mai).

201. Titulus Fratrum Minorum in Colonia...

202. Titulus Sancte Marie Magdalene in Colonia... (30 mai).

203. Titulus Sancte Cecilie in Colonia... (31 mai).

204. Titulus Sancte Marie virginis Sanctique Johannis evangeliste... Petronille virginis fui ad piscinam.

205. Titulus Sancti Gereonis in Colonia... (31 mai).

206. Titulus Sanctorum Machabeorum in Colonia... (31 mai).

207. Titulus Fratrum Minorum in Aquis... Secunda dominica post Pentecostem fuit apud Fratres Minores in Aquis Grani (2 juin).

208. Titulus Beati Remacii episcopi et confessoris in Ardenna... Orate pro nostris. In die beati Bonifacii (5 juin), fuit apud nos Johannes roligifer : videlicet pro Arnulfo, Bonifacio, Garsilio, Goberto, sacerdotibus, pro Cunone, converso.

[209. Titulus Sancti Petri in Mamundario...

Abbas Ugo decus, hac est de carne solutus,
Quem non Tartareus turbo premat, imo secutus
Nostre carnis iter, Abrahe gremio societur.
Cum superis pariter vivens vita satiatur.
Æterne lucis niteat fulgore superne,
Æternique ducis vigeat dulcore superne.

(1) Ce passage ainsi que le titre de Saint-Laurent de Liège paraissent avoir été écrits par le *rolliger*; écriture gothique, demi-grosso, angles un peu arrondis, très-régulière.

Sol sine nube die sit, nocte quies sine pœna :
Cœlica pax, requies huic detur et horrea (?) plena (1).]

.
210. Titulus Sancti Lamberti in Leodico....
.

211. Titulus Beatorum duodecim apostolorum Cornelii Montis
juxta Leodium... In vigilia Barnabe fuit presentium lator apud
nos (10 juin).

212. Titulus ecclesie Beati Martini in Leodico...

213. Titulus Beate Marie Vallis sancti Lamberti, ordinis Cis-
terciensis... In die sancti Barnabe (11 juin).

214. Titulus Vallis Beate Marie, Cysterciensis ordinis... FERIA
quarta post festum sancti Barnabe apostoli (12 juin).

215. Titulus ecclesie Beate Begge Andanensis... FERIA quinta
post dominicam *Factus est* fuit apud nos (13 juin).

216. Titulus Beate Marie in Namuco.... FERIA quinta post
festum Primi et Feliciani martirum fuit apud nos (13 juin).

217. Titulus ecclesie Beate Marie Beatique Augustini de Ge-
roldi Sarto, ordinis Vallis scholarium... FERIA quinta post festum
Barnabe (13 juin).

218. Titulus Beati Bertuini in Malonia... FERIA quinta post
dominicam *Factus est* fuit apud nos (13 juin).

219. Titulus Beati Johannis Baptiste et Precursoris Domini,
quo memoratur surrexisse [a mortuis] mulierem in Florinis...
Oravimus et debito fraternitatis modo semper oramus pro vestris,
orate pro nostris. FERIA sexta post predictam dominicam fuit apud
Florinas (14 juin). Laudate Dominum omnes gentes, et collaudate
eum omnes populi. Gratias debitas et honorificentiam debitam
[reddite] beatissimo Precursori Domini, qui proxima quinta feria
a Domino meruit obtinere quod per ejus orationes sanavit imo
potius liberavit.... spatio demoniacum a decem et amplius homi-
nibus per vim in ecclesia ipsius Precursoris in Florinis adductum
verum potius apportatum. Qui quidem..... liquias licet...., statim
demone mugitum horrendissimum intonante, ita ut omnes
astantes timore turbarentur, et cum fumo... magno et fetidissimo

(1) La partie du rouleau sur laquelle se trouvait cette pièce de vers
n'existe plus. Obligé de citer ces vers d'après le texte défiguré que nous
a transmis dom Estiennot, nous leur avons fait subir au préalable
quelques corrections indiquées par le sens. Ainsi, au cinquième vers,
nous avons dû restituer : *Æterne lucis*, au lieu de *Æterna succis*, etc.

exeunte, statim mirabili Dei potentia, dictus homo est liberatus, et quomodo qualiterque ei contigerit et fuerit liberatus, statim narravit, se sub censu annuo donans ecclesie predicte cum omni ejus sobole in perpetuum subsequenti. Sed ne (1) putare hoc solum fecisse miraculum : noverint omnes Christi fideles et dilecti Precursoris quod, nobis videntibus, multa operatus est sepius mirabilia, mutos loqui faciens, et mortuos suscitans (2).

220. Titulus Sancti Foillani Fossensis... (14 juin).

221. Titulus Sancti Petri Broniensis... Roliger vester fuit apud nos in nocte beati Landelmi confessoris (15 juin).

222. Titulus Beate Marie Lefflensis... Roliger vester in die Viti et Modesti fuit apud nos (15 juin).

223. Titulus Sancte Marie Dynantensis... Sabato proximo post dominicam *Factus est* fui apud Dynantum (15 juin).

224. Titulus Fratrum Minorum Dionantensium... (15 juin).

225. Titulus Sancte Marie Walsiodorensis... (15 juin).

226. Titulus Beate Marie Hasteriensis... (16 juin).

227. Titulus de Jardino Beate Marie... (16 juin).

228. Titulus Beate Marie Walcure... Feria secunda ante festum beati Johannis Baptiste (17 juin).

229. Titulus Sancte Marie de Alna... (17 juin).

230. Titulus Sancti Theobardi Tadiniensis... (17 juin).

231. Titulus Beati Petri Lobiensis... (17 juin).

232. Titulus Beate Marie in Bona Spe... (18 juin).

233. Titulus Beati Foyllani in Karboneriis...

234. Titulus Sancti Dyonisii in Broqueroia... (18 juin).

235. Titulus Beate Waldetrudis Montensis... (19 juin).

236. Titulus Beati Germani Montensis (19 juin).

237. Titulus Fratrum Minorum in Montibus (19 juin).

238. Titulus Beate Marie de Spinleu...

239. Titulus Sancti Gylleni... (19 juin).

240. Titulus Sancti Landelini de Crispino... (20 juin).

241. Titulus ecclesie Sancti Salvii episcopi et martiris juxta Valencenas... (20 juin).

242. Titulus Fratrum Predicatorum in Valencenis... (20 juin).

243. Titulus Sancti Johannis in Valencenis... (20 juin).

244. Titulus Fratrum Minorum de Valencenis... (21 juin).

(1) Nolite.

(2) Ce titre est en très-mauvais état sur l'original : c'est ce qui explique certaines lacunes que nous n'avons pu combler.

245. Titulus Beate Marie in Viconia... (21 juin).
246. Titulus Sancti Amandi in Pabula... (21 juin).

Mortuus est, *mors soit*; requiem sibi det Deus, *or soit*.

247. Titulus Beate Marie Tornacensis... (22 juin).
248. Titulus Sancti Martini Tornacensis... (22 juin).

Mortuus est monachus quia vivere non potuit plus (1).

O custos humilis, o provide pastor ovilis,
Det Pastor magnus ut summi sis gregis agnus.

249. Titulus Fratrum Minorum in Tornaco... (21 juin).
250. Titulus Beati Nicholai de Pratis juxta Tornacum....
(22 juin).
251. Titulus Sancti Martini de Castello juxta Mauritaniam,
Premonstracensis ordinis... (22 juin).
252. Titulus Beatorum Apostolorum Petri et Pauli Hasno-
niensis ecclesie... (23 juin).
253. Titulus Beatorum Apostolorum Petri et Pauli et Sancte
Rictrudis Marchianensis... (23 juin).
254. Titulus Sancti Salvatoris Aquinctensis... (23 juin).
255. Titulus Beate Marie de Bello Loco juxta Duacum... (24 juin).
256. Titulus Fratrum Minorum in Duaco... (24 juin).
257. Titulus Beati Petri in Duaco... (24 juin).
258. Titulus Sancti Amati Duacensis... (24 juin).
259. Titulus Beate Marie de Hiniaco... (24 juin).
260. Titulus Fratrum Domus ordinis sancte Trinitatis et cap-
tivorum in Atrebatu... (25 juin).
261. Titulus Beati Vindiciani de Monte Sancti Eligii... (25 juin).
262. Titulus ecclesie Beati Amandi de Mareolo... (25 juin).
263. Titulus Beate Marie Attrebatensis... (25 juin).
264. Titulus Fratrum Predicatorum Attrebatocommorantium...
Datum anno Domini M^oCC^o quadragesimo primo, in crastino
beati Johannis Baptiste fuit apud nos (25 juin).
265. Titulus Sancti Vedasti Attrebatensis... Feria quarta post
festum Nativitatis beati Johannis Baptiste (26 juin).
266. Titulus Fratrum Minorum Attrebatocommorantium... In
die beatorum Pauli et Johannis martyrum fuit apud nos (26 juin).

(1) Ce vers, qui est de la même écriture que le titre de Saint-Martin de Tournai, a été effacé sur le rouleau au moyen d'un trait qui n'empêche nullement de le lire.

267. Titulus Sancte Marie de Vivario... (26 juin).
268. Titulus Sancti Aucterti Cameracensis... (26 juin).
269. Titulus Beate Marie Cameracensis... (26 juin).
270. Titulus Beati Gaugerici Cameracensis. Feria quinta post
Nativitatem beati Johannis Baptiste fuit rolliger vester apud nos
(27 juin). In primis dicimus : Orate pro nobis, oramus pro vobis.
Tandem (1).

-
271. Titulus Sancte Marie de Cantinprato... Feria quinta post
festum Nativitatis beati Johannis Baptiste (27 juin).
272. Titulus Beate Marie de Valcellis... (28 juin).
273. Titulus Beati Petri Hunocurtensis... (28 juin).
274. Titulus ecclesie Beate Marie de Monte Sancti Martini...
(28 juin).
275. Titulus ecclesie Beati Quintini Viromandensis... (28 juin).
276. Titulus Sancti Prejecti juxta Sanctum Quintinum...
(28 juin).
277. Titulus Sancti Quintini in Insula... (29 juin).
[278. Titulus Beate Marie de Vermand...

Vir bonus et justus, humilis, pius atque venustus,
Hugo decessit : oretis, ei requies sit.
W....., si moritur abbas, leviter reperitur.]

279. Titulus Fratrum Minorum...
280. Titulus Beate Marie de Viar... (2).
281. Titulus Beatorum Apostolorum Petri et Pauli in Cor-
beiensi ecclesia.... (30 juin).
282. Titulus Beate Marie Ambianensis... (1^{er} juillet).
283. Titulus Beati Martini de Jumellis (?) Ambianensis...
(1^{er} juillet).
284. Titulus Fratrum Minorum Ambianensium... (1^{er} juillet).
285. Titulus Sancti Johannis Ambianensis... (1^{er} juillet).
286. Titulus Sancti Acceoli ad sepulcrum sancti Firmini
martiris extra muros Ambianenses... (1^{er} juillet).
287. Titulus Beate Marie Noviomensis, in qua corpus Eligii
confessoris Dei requiescit... (3 juillet).
288. Titulus Sancti Bartholomei Noviomensis... (3 juillet).

(1) Ce qui suit est effacé, et le parchemin paraît avoir été déchiré
avec intention.

(2) Le parchemin est encore déchiré en cet endroit.

289. Titulus Fratrum Minorum Noviomensium... (5 juillet).
290. Titulus Beati Eligii Noviomensis... (5 juillet).
291. Titulus Sancte Marie Ursicampi... (6 juillet).
292. Titulus Sancti Pauli in Bosco, Suessionensis diocesis... (7 juillet).
293. Titulus Beate Marie Sanctique Johannis Baptiste Premonstracensis, Laudunensis diocesis... (8 juillet).
294. Titulus Sancte Marie Sanctique Nicholai in Bosco, Laudunensis diocesis... (8 juillet).
295. Titulus Beate Marie de Nogento... (8 juillet).
296. Titulus Beate Marie Laudunensis... (9 juillet).
297. Titulus Beati Nicholai Laudunensis, de ordine Vallis scolarium... (9 juillet).
298. Titulus Sancti Martini Laudunensis, ordinis Premonstracensis... (9 juillet).
299. Titulus Sancte Marie Sanctique Johannis Baptiste Laudunensis... (9 juillet).
300. Titulus Fratrum Minorum Laudunensium... (9 juillet).
301. Titulus Beati Vincentii Laudunensis... (9 juillet).
302. Titulus Sancti Medardi Suessionensis... (10 juillet).
303. Titulus Beate Marie et beatorum martirum Gervasii et Protasii Suessionensium...
304. Titulus Beate Marie Suessionensis...
305. Titulus Sancti Crispini Majoris Suessionensis... In die translationis sancti Benedicti fuit apud nos (11 juillet).
306. Titulus Sancti Johannis in Vineis, Suessionensis... (11 juillet).
307. Titulus Sancti Leodegarii Suessionensis...
308. Titulus Sanctorum Martirum Crispini et Crispiniani Suessionensium in Cavea... (11 juillet).
309. Titulus Fratrum Minorum Suessionensium... (11 juillet).
310. Titulus Sancte Marie Longi Pontis... (11 juillet).
311. Titulus Beate Marie Vallis Serene... (12 juillet).
312. Titulus Sancte Marie Longi Prati... Oravimus pro vestris, orate pro nostris : Audebue... sorores, et Bernardus sacerdos, et Radulfus canonicus, et Audeardis laica.
313. Titulus Beati Thome de Crispeio...
314. Titulus Sancte Marie Loci Restaurati... (12 juillet).
315. Titulus Beate Marie de Morgneval... (13 juillet).
316. Titulus Sancti Johannis Baptiste in Nemore Quisie... (13 juillet).
317. Titulus Fratrum Minorum de Compendio... (13 juillet).

318. Titulus Sancte Marie et Sanctorum Martirum Cornelii et Crispiniani de Compendio... (13 juillet).

319. Titulus Beate Marie Silvanectensis... Die dominica, secundo idus julii fuit apud nos (14 juillet).

320. Titulus Beatissimi Martiris Vincentii Silvanectensis... (14 juillet).

321. Titulus Sancti Martini de Campis Parisiensis... Die mercurii post festum beati Benedicti fuit apud nos (17 juillet).

322. Titulus Sancti Petri Fossatensis... (17 juillet).

323. Titulus Fratrum Minorum Stampensium... Die veneris ante festum beate Marie Magdalene fuit rotulus iste apud nos (19 juillet).

.

TABLE DES NOMS DE LIEU.

[Les chiffres renvoient aux numéros des titres.]

A

Abbatisvilla, 120, 121 : Abbeville, Somme.

Adiensis, 134 : Ardres, Pas-de-Calais, arrondissement de Saint-Omer.

Agathensis, 9 : Agde, Hérault, arrondissement de Béziers.

Agudella, 39 : Agudelle, Charente-inférieure, arrond. de Jonzac.

Aldenburgus, 151 : Oudenbourg, sur le canal de Nieuport à Ostende, Belgique.

Alna, 229 : Alne, près de Thurin, diocèse de Liège.

Ambianensis, 262 à 286 : Amiens, Somme.

Andanensis, 215 : Andenne, entre Hui et Namur, Belgique.

Aquæ Grani, 207 : Aix-la-Chapelle, sur la rive gauche du Rhin, Allemagne.

Aquinctensis, 254 : Anchin près Pecquencourt, Nord, arr. de Douai.

Aria, Ariensis, 141, 142 : Aire-sur-la-Lys, Pas-de-Calais, arrond. de Saint-Omer.

Atrebatum, Attrebatensis, 260 à 266 : Arras, Pas-de-Calais.

B

Baciacensis, 72 : Bassac, Charente, canton de Jarnac.

Bacones, voyez *Sancta Gemma*.

Baiocæ, 100, 101, 102 : Bayeux, Calvados.

Beania, 66 : Baignes-Sainte-Radegonde, Charente, arrondissement de Barbezieux.

Beccum, 112 : Le Bec-Hellouin, Eure, arrond. de Bernai.

Bellus Locus, 132 : Beaulieu près Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais.

Bellus Locus juxta Duacum, 255 : Beaulieu-lès-Sin près Douai, Nord.

Berberzillum, 69, 70 : Barbezieux, Charente.

- Bergis* (*Sanctus Winnocus in*), 147 : Bergues-Saint-Winoc, Nord.
Bernaïum, 113 : Bernai, Eure.
Biterræ, *Bitericensis*, 10, 11, 12 : Béziers, Hérault.
Blanca Landa in Constantino, 94 : Blanche-Lande-en-Cotentin, près la Haye-du-Puits, Manche, arrondissement de Coutances.
Blanziacensis, 68 : Blanzac, Charente, arrond. d'Angoulême.
Blavia, 37 : Blaye, Gironde.
Bloteria, 90 : La Bloutière, Manche, canton de Villedieu.
Bobo, 80 : Boubon, commune de Cussac, Haute-Vienne, arrondissement de Rochechouart.
Bolonia supra Mare, 130, 131 : Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais.
Bona Spes, 232 : Bonne-Espérance près Valenciennes, Nord.
Bornetum, 67 : Bors-de-Baignes, Charente, arrond. de Barbezieux.
Botavilla, 71 : Bouteville, Charente, arrond. de Cognac.
Broniensis, 221 : Broigne, ancien diocèse de Namur, Belgique.
Broqueroia (*Sanctus Dyonisius in*), 234 : Saint-Denis-de-Mons, ancien dioc. de Cambrai, Belgique.
Brugæ, 152, à 158 : Bruges, Belgique.
Bruzella, *Bruzellensis*, 169, 170 : Bruxelles, Belgique.
Buliensis, 83 : Bœuil, commune de Veyrac, Hte-Vienne, arrond. de Limoges.
Burdegalensis, 32 à 34 : Bordeaux, Gironde.
Burgus, 35 : Bourg-sur-Gironde, Gironde, arrond. de Blaye.
Buxeria Badieu, 78 : Bussière-Badil, Dordogne, arrond. de Nontron.
- C**
- Calmis* (*Sanctus Leonardus de*), 50 : St-Léonard-des-Chaumes, commune de Dompierre-sur-Mer, Charente-Inférieure, arrond. de la Rochelle.
Camera, 168 : La Chambre, près d'Elsen, ancien dioc. de Malines, Belgique.
Cameracensis, 268 à 270 : Cambrai, Nord.
Cantinpratum, 271 : Cantimpré près Saily, Nord, arrond. de Cambrai.
Carcassona, 17, 18 : Carcassonne, Aude.
Cascianum, 7 : Cassan, prieuré à Pézenas, Aude, arrond. de Béziers.
Castaliensis, 81 : Le Chalard, commune de Ladignac, Hte-Vienne, arrond. de Saint-Yrieix.
Castellaria in Heremo, 86 : Les Châteliers en l'île de Ré, Charente-Inférieure.
Castellum juxta Mauritaniam, 251 : Château-l'Abbaye près Mortagne, Nord, arrond. de Valenciennes.
Castrum Ayraudi, 85 : Châtellerault, Vienne.
Ceraciensis, 99 : Cérisy-la-Forêt, Manche, arrond. de Saint-Lô.
Clarus Marischus, 144 : Clairmarais, Pas-de-Calais, arr. de St-Omer.
Colonia, 191 à 206 : Cologne sur le Rhin, Allemagne.
Compendium, 317, 318 : Compiègne, Oise.
Compniacum, 62 : Cognac, Charente.
Constanciensis, 92 : Coutances, Manche.
Corbeiensis, 281 : Corbie, Somme, arrond. d'Amiens.
Corona, 73 : La Couronne, Charente, canton d'Angoulême.
Cortemberge, 172 : Cortenberg, entre Bruxelles et Louvain, Belgique.
Crassensis (*Beata Maria*), 16 : Notre-Dame de la Grasse, Aude.
Crispetium, 213 : Crépy-en-Valois, Oise, arrond. de Senlis.
Crispinum, 240 : Crespin, Nord, arrond. de Valenciennes.

D

Dinantum, Dynantensis, Dyonantensis, 223, 224 : Dinant, ancien diocèse de Liège, Belgique.

Duacum, Duacensis, 255 à 258 : Douai, Nord.

E

Ebroicensis, 115, 116 : Evreux, Eure.

Ebroinum, 87 : Evron, Mayenne, arrond. de Laval.

Electensis, 21 : Alet, Aude, arrond. de Limoux.

Engolisma, Engolismensis, 74 à 77 : Angoulême, Charente.

Ezaquium, 93 : Lessay, Manche, arrond. de Coutances.

F

Fliderbeke, 173 : Fliderbecque ou Ulierbecque, près Louvain, Belgique.

Flœnensis, 189 : Flone, près Liège, Belgique.

Florinæ, 219 : Florennes, diocèse de Liège, Belgique.

Fons Comitit, 84 : Fontaine-le-Comte, Vienne, canton de Poitiers.

Fons Dulcis, 61 : Fontdouce, commune de Saint-Brice, Charente, arrond. de Cognac.

Fons Frigidus, 15 : Fontfroide, abbaye, près Saint-Martin-de-Touques, arr. de Narbonne, Aude.

Fossatensis, 322 : Saint-Maur-les-Fossés, Seine.

Fossensis, 220 : Fosses, entre la Sambre et la Meuse, ancien diocèse de Namur, Belgique.

Fraineda, 63 : La Frenade, commune de Merpins, Charente, arrond. de Cognac.

Furnæ, Furnensis, 147, 150 : Furnes, sur le canal de Bruges à Dunkerque, Belgique.

G

Gandavum, Gandensis, 161, à 165 : Gand, au confluent de la Lys et de l'Escaut, Belgique.

Gemblacum, 181 : Gembloux, au nord-ouest de Namur, Belgique.

Gemmaticensis, 107 : Jumièges, Seine-Inférieure, arrondissement de Rouen.

Geroldi Sartum, 217 : Géroisart près Namur, Belgique.

Gincellensis, 5 : Joncels, Hérault, arrondissement de Lodève.

Gines, 133 : Guines, Pas-de-Calais, arrond. de Boulogne-sur-Mer.

Grandis Silva, 27 : Grandselve, commune de Grisolles, Tarn-et-Garonne, arrondiss. de Castel-Sarrasin.

Gratia Dei, 51 : La Grâce-Dieu, commune de Benon, Charente-Inférieure, arrond. de la Rochelle.

H

Hafligeniensis, 166 : Afflighem, près Gand, Belgique.

Hamberia, 91 : Hambye, Manche, commune de Gavray.

Hasnoniensis, 252 : Hasnon, Nord, arrond. de Valenciennes.

Hasteriensis, 226 : Hastières, ancien diocèse de Liège, Belgique.

Hiniacum, 259 : Hénin-Liétard, Pas-de-Calais, arrond. de Béthune.

Hoium, Hoiensis, 185 à 188 : Hui, ancien diocèse de Liège, Belgique.

Hondeschoote, 148 : Hondschote, Nord, arrond. de Dunkerque.

Hunocurtensis, 273 : Honnecourt, Nord, arrond. de Cambrai.

J

Jardinum Beate Marie, 227 : Le Jardin, ancien diocèse de Namur, Belgique.

Jeth (Beata Maria in) : Pays de Jeth, Dilighem, près Bruxelles, Belgique.

L

Laudunensis, 296 à 301 : Laon, Aisne.

Lefflensis, 222 : Leffle, aux faubourgs de Dinant, Belgique.

Leodicum, Leodium, Leodiensis, 190, 191, 210 à 212 : Liège, Belgique.

Leonibus (Sanctus Laurentius in), 118 : Lyons-la-Forêt, Eure, arrondissement des Andelys.

Limos, 22 : Limoux, Aude.

Liskes, 135 : Licques, Pas-de-Calais, canton de Guines.

Lobiensis, 231 : Lobbes, ancien diocèse de Cambrai.

Locus Restauratus, 314 : Lieu-Res-tauré, près de Vèz, Oise, arrond. de Senlis.

Lodova, 2 à 4 : Lodève, Hérault.

Longe, 103 : Longues, Calvados, arrond. de Bayeux.

Longum Pratium, 312 : Longpré, commune d'Haramont, Aisne, arrond. de Soissons.

Longus Pons, 310 : Longpont, Aisne, arrond. de Soissons.

Lovanium, 173 à 178 : Louvain, Belgique.

Lucerna, 89 : La Luzerne, commune de Saint-Léger, près de la Lucerne - d'Outremer, Manche, commune de la Haye-Pesnel.

Lyra, 114 : Lire près Champignolles, Eure, arrond. d'Évreux.

M

Malonia, 218 : Maloigne, ancien diocèse de Liège, Belgique.

Mamundarium, 209 : Malmédy, ancien diocèse de Cologne, Allemagne.

Marchianensis, 253 : Marchiennes, Nord, arrond. de Douai.

Mareolum, 262 : Mareuil-lès-Arras, Pas-de-Calais.

Masdion, 43 : Masion près Virollet, Charente-Inférieure, arrond. de Saintes.

Mauritania, 251 : Mortagne, Nord, arrond. de Valenciennes.

Mauritania super Girondam, 41 : Mortagne-sur-Gironde, Charente-Inférieure, arrond. de Saintes.

Mons Burgi, 96 : Montebourg, Manche, arrond. de Valognes.

Mons Olivi, 24 : Montolieu, Aude, arrond. de Carcassonne.

Mons Sancti Martini, 274 : Mont-Saint-Martin, commune de Gouy, Aisne, arrond. de Saint-Quentin.

Mons Sancti Eligii, 261 : Mont-Saint-Eloi-lès-Arras, Pas-de-Calais.

Montes, Montensis, 235 à 237 : Mons en Hainaut, ancien diocèse de Cambrai, Belgique.

Morgneval, 315 : Morienval, Oise, arrond. de Senlis.

Morinensis, 138 à 140 : Théroutanne, Pas-de-Calais, canton d'Aire-sur-la-Lys.

Mosterolum, 126, 127 : Montreuil-sur-Mer, Pas-de-Calais.

N

Namera, Namurcum, Namurum, Namurcensis, 182 à 184, 216 : Namur, Belgique.

Narbona, 13, 14 : Narbonne, Aude.

Nogentum, 295 : Nogent près Coucy-le-Château, Aisne, arr. de Laon.

Noviomensis, 287 à 290 : Noyon, Oise, arrond. de Compiègne.

P

Parisiensis, 321 : Paris, Seine.

Plana Silva, 38 : Pleneselve, Gironde, arrond. de Blaye.

Pons, 64, 65 : Pons, Charente-Inférieure, arrond. de Saintes.

Pratella, 105 : Préaux, Eure, arrond. de Pont-Audemer.
Premonstracensis, 293 : Prémontré, commune de Coucy, Aisne, arrondissement de Laon.
Prolanum, 23 : Prouille, commune de Fanjeaux, Aude, arrond. de Castelnaudary.

R

Raneulberga, 146 : Ravensberg, à Vatten, Nord, arrond. de Dunkerque.
Regula, 28 : La Réole, Gironde.
Romelia, 42 : Romeille? entre Mortagne et Virollet, Charente-Inférieure, arrond. de Saintes.
Rothomagensis, 198 à 111 : Rouen, Seine-Inférieure.
Ruppellensis, 46, 49 : La Rochelle, Charente-Inférieure.

S

Salbluncellæ, 44 : Sablonceaux, Charente-Inférieure, arrondissement de Saintes.
Salis (*Sancta Maria de*), 79 : Les Salles-Lavauguyon, Hte-Vienne, arrondissement de Rochechouart.
Sanctus Amandus in Pabula, 246 : Saint-Amand-en-Pevèle, Nord, arrond. de Valenciennes.
Sanctus Andreas in Nemore, 125 : Saint-André-au-Bois, commune de Maresquel, Pas-de-Calais, arrond. de Montreuil-sur-Mer.
Sanctus Aredius, 82 : Saint-Yrieix, Haute-Vienne.
Sanctus Audomarus, 137 à 143 : Saint-Omer, Pas-de-Calais.
Sancta Crux, Sanctusque Leufredus, 117 : Croix-Saint-Leufroi, Eure, arrond. de Louviers.
Sanctus Foyllanus in Karboneritis, 233 : Saint-Foyllan de Rœux, près de Mons, ancien diocèse de Cambrai, Belgique.

Sanctus Fromondus, 97 : Saint-Fromond, Manche, arrondissement de Saint-Lô.
Sanctus Gabriel super Sellam, 104 : Saint-Gabriel, Calvados, arrond. de Caen.
Sancta Gemma de Bacones, 45 : Sainte-Gemme, Charente-Inférieure, arrond. de Saintes.
Sanctus Guillelmus in Deserto, 1 : St-Guilhem-le-Désert, Hérault, arrond. de Montpellier.
Sanctus Gyllenus, 239 : St-Guilain, ancien diocèse de Cambrai, dans les montagnes qui séparent le Hainaut de Valenciennes.
Sanctus Johannes Angeliancensis, 54, 55 : Saint-Jean-d'Angély, Charente-Inférieure.
Sanctus Johannes in Nemore Quisie, 316 : Saint-Jean-aux-Bois, Oise, arrond. de Compiègne.
Sanctus Judocus in Nemore, 123 : St-Josse-au-Bois ou Dommartin, commune de Tortefontaine, Pas-de-Calais, arr. de Montreuil-sur-Mer.
Sanctus Judocus supra Mare, 128 : Saint-Josse, Pas-de-Calais, canton de Montreuil-sur-Mer.
Sanctus Laudus in Constentia, 98 : Saint-Lô, Manche.
Sanctus Nicholas in Bosco, 294 : Saint-Nicolas-aux-Bois, Aisne, arrond. de Laon.
Sanctus Papulus, 26 : Saint-Papoul, Aude, arrond. de Castelnaudary.
Sanctus Paulus in Bosco, 292 : Saint-Paul-aux-Bois, Aisne, arrond. de Laon.
Sanctus Policarpus, 20 : Saint-Polycarpe, Aude, arrond. de Limoux.
Sanctus Quintinus Viromandensis, Sanctus Quintinus in Insula, 255 à 257 : Saint-Quentin, Aisne.
Sanctus Remaclus in Ardenna, 208 : Stavelo, ancien diocèse de Liège, Belgique,
Sanctus Richarius in Pontivo, 122 :

Saint-Riquier, Somme, arrond. d'Abbeville. *Tudinensis*, 230 : Thuin, ancien diocèse de Liège, Belgique.

Sanctus Salvator in Constantino, 95 : St-Sauveur-le-Vicomte, Manche, arrond. de Valognes.

Sanctus Tiberius, 8 : Saint-Thibéry, Hérault, canton de Pézenas.

Sanctus Vivianus, 52 : Saint-Bibien, commune de Vouhé, Charente-Inférieure, arrond. de Rochefort-sur-Mer.

Sanctus Wulmarus in Nemore, 129 : Samer, Pas-de-Calais, arrond. de Boulogne-sur-Mer.

Sanctus Ylarius, 19 : Saint-Hilaire, Aude, arrond. de Limoux.

Savigniacum, 28 : Savigni-le-Vieux, Manche, canton de le Teilleul.

Silvanectensis, 319, 320 : Senlis, Oise.

Silva Major, 31 : La Sauve-Majour, Gironde, arrond. de Bordeaux.

Spinleu, 238 : Epinlieu, ancien diocèse de Cambrai.

Stampensis, 323 : Etampes, Seine-et-Oise.

Suessionensis, 302 à 309 : Soissons, Aisne.

Surgeria, 53 : Surgères, Charente-Inférieure, arrond. de Rochefort-sur-Mer.

T

Talniacum, 46 : Tonnay-Charente, Charente-Inférieure, arrondissement de Rochefort-sur-Mer.

Tenallia, 40 : La Tenaille, commune de Saint-Sigismond-de-Clermont, Charente-Inférieure, arrondissement de Jonzac.

Tornacum, Tornacensis, 247 à 250 : Tournai, Belgique.

Triziacum, 46 : Trizay, Charente-Inférieure, arrondissement de Saintes.

Trunsiensis, 159 : Terneuse, près de Gand, Belgique.

U

Ultri Portu (Sanctus Michael de), 119 : Tréport, Seine-Inférieure, arrondissement de Dieppe.

Ursicampus, 291 : Ourscamps, commune de Chiry, Oise, arrond. de Compiègne.

V

Valcellæ, 272 : Vaucelles, commune de Crèvecœur, Nord, arrond. de Cambrai.

Valencenæ, 241 à 244 : Valenciennes, Nord.

Vallis Beate Marie, 214 : Val-Notre-Dame, entre Liège et Hui, Belgique.

Vallis Sancti Lamberti, 213 : Val-Saint-Lambert, entre Liège et Hui, Belgique.

Vallis Serena, 311 : Cœuvres-et-Valséry, Aisne, arrondissement de Soissons.

Vasatensis, 29 : Bazas, Gironde.

Vermand, 278 : Vermand, Aisne, arrond. de Saint-Quentin.

Viconia, 245 : Vicoigne, commune de Raismes, Nord, arrond. de Valenciennes.

Villare, 180 : Villers, anc. diocèse de Namur, Belgique.

Villa Longa, 25 : Villelongue, Aude, arrond. de Limoux.

Villa Magna, 6 : Villemagne, Hérault, arrondissement de Béziers.

Vivarium, 267 : Le Vivier, commune de Waucourt, Pas-de-Calais, arrondissement d'Arras.

Votum, 106 : Le Valasse, commune de Gruchet-le-Valasse, Seine-Inférieure, arrondissement du Havre.

W

Watanæ, 145 : Watten, Nord, arrondissement de Dunkerque.

Walcura , 228 : Walcourt , sur l'Heure, ancien dioc. de Namur, Belgique.

X

Walsiodorensis , 225 : Wasor près Dinant , ancien dioc. de Namur, Belgique. *Xanctonensis* , 56 à 60 : Saintes , Charente-Inférieure.

CIMETIÈRE GALLO-ROMAIN DE BERSAC

MESSIEURS,

A la suite de la communication si intéressante de M. Langlade, instituteur à Bersac, vous avez désigné une Commission pour pratiquer de nouvelles fouilles dans le terrain qui vous était signalé dans cette commune.

Le 26 avril 1877, favorisée par un temps superbe, votre Commission, composée de notre président, M. l'abbé Arbellot, de MM. Hervy, Lemas, Ducourtieux et Taillebois, et guidée par M. Langlade, se rendait au cimetière gallo-romain.

Ce cimetière est situé à deux kilomètres environ du bourg, près de la route de Bessines, sur un point culminant, duquel la vue découvre de tous côtés un gracieux paysage.

Nous savons que, pour l'emplacement de leurs cimetières, les Romains recherchaient, autant que possible, des sites agréables. La limite nord de celui-ci est indiquée par un exhaussement en contrefort d'une dizaine de pieds, obtenu au moyen de terres rapportées et de grosses pierres. La déclivité du terrain, à l'ouest et au sud, indique probablement son contour ; mais le temps ne nous a pas permis de nous en assurer par des fouilles et même de simples sondages. Dans ces directions, le sol, depuis longtemps en friche, opposait à des recherches faites à la hâte un obstacle sérieux.

A l'est, des emblavures limitaient forcément nos travaux. Ce fut donc uniquement la partie nord-ouest du champ de repos que nous explorâmes.

Une vingtaine de sépultures, précédemment découvertes par M. Langlade et moi, nous permirent de mieux diriger nos recherches. La symétrie et l'ordre dans lesquels les tombes sont alignées, à une profondeur moyenne de 90 cent., les intervalles réguliers — de 1 mètre environ — qui les séparent, font éviter les tâtonnements. Aussi pûmes-nous mettre à jour une trentaine de sépultures.

Ce sont des cubes en granit à gros grain, celui du pays, de dimensions variables, mais généralement de 70 cent. carrés de surface sur 60 cent. de hauteur. Une cavité, tantôt ronde tantôt carrée, de 15 cent. de diamètre ou de côté, sur autant de profondeur, est ménagée dans le milieu pour recevoir les ossements évidemment concassés après l'incinération.

Certaines pierres tumulaires sont de dimensions doubles, et présentent alors deux cavités égales.

Le plus grand nombre de ces sépultures a été visité à une autre époque; on le reconnaît à l'absence du couvercle, au mélange de la terre avec les ossements et à la disparition de la pièce de monnaie destinée à Caron. Des débris de poteries et de verreries, mêlés aux cendres, aux charbons du bûcher, jonchent les alentours.

Les sépultures respectées jusqu'à ce jour présentent un plus grand intérêt. Protégés par un couvercle de pierre, tantôt plat tantôt pyramidal ou conique, ayant parfois une hauteur de 80 cent., les ossements s'y retrouvent sans mélange.

Des pièces de monnaie en cuivre, aux effigies de Vespasien, d'Adrien et d'Antonin le Pieux, permettent d'assigner une époque précise à ces vestiges gallo-romains. C'est donc au 1^{er} et au 1^{re} siècles de l'ère chrétienne que l'on peut faire remonter ce cimetière, dont nous nous sommes efforcés de rapporter quelques souvenirs assez bien conservés pour être dignes de passer sous vos yeux, et de figurer dans notre musée. La plupart des tombes sont accompagnées de poteries renversées, l'orifice en bas, remplies au deux tiers d'ossements recouverts de charbons, puis de cendres, et enfin d'une couche de terre.

De formes variées, parfois gracieuses, mais en général grossiers comme matière, ces vases étaient évidemment destinés à des usages domestiques. Plusieurs portent encore des traces de frottement et de feu. Des marmites à trois pieds, des pots en grès noir, des plats creux, ont été, après le décès du propriétaire, transformés, à cette occasion, en urnes funéraires. Les cruches, trouvées au contraire complètement vides, ont dû être remplies de liquides destinés à rafraîchir les mânes attendant leur tour pour entrer dans la barque. Certains petits pots, des soucoupes, dont quelques-unes sont de formes délicates, en pâte fine rouge ou vernissée, placées entre les urnes, bien que ne recélant pas d'ossements, servirent probablement à contenir des aliments.

L'agglomération d'urnes en poterie rangées contre les tombes

de granit indique-t-elle une sépulture de famille, le groupement des descendants autour du chef dont les restes occuperaient la place d'honneur ?

Je serais porté à le supposer.

Nous avons, en effet, trouvé jusqu'à cinq urnes de grosseurs variées, remplies d'ossements, rangées le long d'une seule tombe, et, dans le nombre, deux d'une capacité au moins égale à la cavité ménagée dans le bloc de granit. Enfin le peu d'épaisseur de certains ossements contenus dans des vases de dimensions moindres indiquaient que ces restes provenaient de sujets très-jeunes.

Ailleurs la réunion de six sépultures en granit superposées sur deux rangs paraîtrait indiquer que là aussi on avait intentionnellement réuni, après des morts successives, les cendres d'une famille.

Quelques observations générales ne seront peut-être pas superflues. Les poteries sont toujours placées au sud de la sépulture principale, et tout contre. Sur cinquante tombes environ ouvertes jusqu'à ce jour, on n'a trouvé qu'une seule exception à cette règle. Presque toujours protégés par quelques pierres, les vases sont invariablement recouverts d'une couche de cendres et de charbons, dans lesquels on retrouve, en grande quantité, des clous, ayant servi, sans doute, à fixer la charpente extérieure du bûcher. Les fioles lacrymatoires ou à parfum dont on entourait le mort ne figurent qu'à l'état de fragments de verrerie peu épaisse, fondue par le feu. L'absence, sur les poteries, de ces belles décorations empruntées aux Etrusques par les Romains, puis importées par eux dans les Gaules, indiquerait que nous n'avons trouvé qu'un cimetière de population pauvre. Sa partie orientale pourrait cependant être la place d'honneur, réservée aux plus riches. Le champ voisin, fouillé après l'enlèvement de la récolte, nous réserve peut-être une moisson d'objets plus curieux (1). Deux tombes, relativement monumentales par leurs cotivercles coniques soigneusement travaillés, et trouvées à l'extrême nord-est du terrain que nous avons la permission de fouiller, autoriseraient cette hypothèse.

Trois petits anneaux, très-minces, en cuivre jaune, évidemment faits pour des doigts d'enfants, ramassés par M. Langlade; deux perles de verroterie, l'une bleue et l'autre tricolore, débris

(1) Des fouilles postérieures, exécutées dans ce champ, n'ont donné aucun résultat. (*Note du Bureau.*)

d'un collier, et recueillies par moi dans les cendres ; un bouton de cuivre, ayant sans doute attaché la toge sur l'épaule, et une jolie anse de fine verrerie, sont les seuls objets de luxe trouvés jusqu'à ce jour.

Nous avons décidé le transport, à Limoges, de la plus remarquable des tombes en granit, et notre Président a laissé les ordres nécessaires.

Ce rapport serait incomplet, Messieurs, si je n'adressais ici, au nom de la Commission tout entière, un juste hommage de reconnaissance à notre dévoué coopérateur M. Langlade.

La direction intelligente qu'il a su donner à nos travaux entre pour une grande part dans les heureux résultats que nous avons obtenus. Invitée à s'asseoir à sa table, votre Commission a reçu chez lui l'accueil le plus chaleureux, l'hospitalité la plus large et la plus cordiale.

Enfin, Messieurs, au risque de m'étendre un peu trop peut-être, permettez-moi d'appeler votre attention sur cette station de Bersac et ses environs, qui nous promettent d'autres découvertes intéressantes. A cent mètres du village, sur la route de Bessines, existait un cimetière chrétien du moyen âge. Une vingtaine de sarcophages en pierre, qui en furent retirés il y a quelques années, en témoignent. Des fouilles précédées de sondages, et pratiquées après les moissons, ne seraient pas probablement sans résultat.

Dans les environs, un lieu dit le « *Massacro* » mérite probablement aussi notre attention. Une tradition orale prétend qu'un grand carnage eut lieu à cet endroit. Des légendes aussi merveilleuses qu'effrayantes ont cours parmi les paysans : « *A minuit, le jour de Noël surtout, des fantômes se donnent rendez-vous là, et s'y livrent à des danses fantastiques* ». Sourions de ces superstitions naïves, mais ne les dédaignons pas : elles renferment souvent, pour l'archéologue, des indices précieux. C'est en grattant le sol, sur ces points désignés par les traditions populaires, qu'il retrouve le plus souvent les vestiges d'un passé tombé dans l'oubli, et arrive à reconstituer les pages effacées de notre histoire.

Le Rapporteur de la Commission,

E. TAILLEBOIS.

SUPPLÉMENT AU MÉMOIRE

QUI A POUR TITRE

« La Vérité sur la mort de Richard Cœur-de-Lion »

Depuis l'impression de notre Mémoire sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, nous avons découvert à la Bibliothèque nationale de nouveaux documents qui confirment les principaux points de notre Dissertation, et que nous allons publier comme complément de notre travail.

ARTICLE 1^{er}.

Ce n'est pas Bertrand de Gourdon qui a blessé Richard, mais un chevalier appelé Pierre Basile.

Nous avons cité, dans notre Dissertation, quatre chroniqueurs ou historiens, l'un limousin, c'est-à-dire Bernard Itier; les trois autres anglais, à savoir : Raoul de Dicéto, puis l'annaliste de l'abbaye de Margan; enfin Mathieu Paris, tous contemporains de Richard, qui s'accordent à donner le nom de Pierre Basile au chevalier qui blessa le roi d'Angleterre. A ces quatre témoignages nous pouvons ajouter celui d'un autre historien anglais contemporain, Roger de Wendover, qui, dans sa chronique, donne au meurtrier du roi le nom de Pierre Basile. Cette chronique, qui se termine à l'an 1135, a pour titre : *Chronica, seu Flores historiarum*. Elle a été publiée, en 1841, par H.-O. Coxe. C'est là que Mathieu Paris a puisé les détails qu'il donne sur cet événement. En voici le texte, qui présente quelques variantes avec celui de Mathieu Paris; nous les signalons par des caractères italiques :

« 1199. Eodem tempore, statutis, ut dictum est, *treugis* inter regem Francorum Philippum et regem Anglorum Ricardum, idem rex Anglorum in quosdam barones Pictaviæ sibi rebelles vexilla direxit et arma. In civitates autem eorum et oppida ignem accumulavit, vineas et pomeria succidit, nonnullos etiam ex adversariis suis immisericorditer trucidavit. Tandem, in Aqu-

tannicum perveniens ducatum, *et* in territorio Lemovico, Chaluz castellum obsidione vallavit; ubi septimo kalendas aprilis a Petro Basilli telo, ut dicebatur, venenato percussus est, quam percussione quasi pro nihilo reputabat. Denique diebus duodecim quibus supervixit, castellum acriter invasit et cepit, militesque et servientes sub arctiori custodia mancipavit: impositis autem in castello ministris suis, illud sufficienter munivit. Vulnus autem quod ibidem receperat, male interim custoditum tumescere incipiens, et nigredo quædam tumori permixta, locum vulneris circumquaque inficiens, regem intolerabiliter torquebat. Tandem rex sapientissimus, cum periculum sibi cerneret imminere, exitum suum cordis contritione, oris pura confessione, corporis et sanguinis Domini communionem munivit, et necis suæ auctori Petro scilicet qui eum percusserat, mortem suam condonavit, atque liberatum à vinculis abire præcepit. Corpus vero suum apud Fontem Ebraudi, secus pedes patris sui, cujus proditorem se *confitetur*, sepeliri jubens, Ecclesiæ Rothomagensi inexpugnabile cor suum legavit. Sicque apud castrum præfatum, viscera sua in ecclesia recondi præcipiens, hæc pro munere Pictavensibus concessit. Quare igitur de corpore suo talem fieri distributionem decreverit, quibusdam familiaribus suis sub sigillo secreti revelavit. Patri enim corpus suum ratione prædicta assignavit; Rothomagensibus, propter incomparabilem fidelitatem quam in eis expertus fuerat, cor suum pro exennio transmisit. Pictavensibus quoque propter notam proditionis stercora sua reliquit, quos non alia sui corporis portione dignos judicavit. Et his dictis, tumore ad cor ejus subito penetrante, octavo idus aprilis, die Martis, vir Martio operi deditus, apud castrum prædictum spiritum exhalavit, *postquam regnaverat annis novem et dimidio*. Sepultus est autem apud Fontem Ebraudi, sicut ipse adhuc vivens ordinaverat: cum quo etiam multorum judicio Hesperiae decus et honor militiæ pariter sepulta sunt. De cujus morte simul et sepultura quidam epitaphium edidit in hunc modum:

Pictavis exta ducis sepelit, tellusque Chalucis,
Corpus dat claudi sub marmore Fontis Ebraudi;
Neustria tuque tegis cor inexpugnabile regis;
Sic loca per trina se sparsit tanta ruina,
Nec fuit hoc funus cui sufficeret locus unus.

Explicit de rege Richardo (1).

(1) ROGERI DE WENDOVER, *Chronica, sive Flores historiarum*; edidit H.-O. COXE, 1841, T. III, p. 135.

ARTICLE 2.

Véritable cause du siège de Châlus.

Nous avons dit que la véritable cause du siège de Châlus ce n'était pas la revendication d'un trésor imaginaire : ce fait, qu'ont adopté nos modernes historiens, nous l'avons relégué dans le domaine des légendes. La véritable cause du siège de Châlus, la voici : Richard voulait se venger d'Aimard, vicomte de Limoges, et le punir de l'avoir trahi, lui son seigneur suzerain, en faisant un traité d'alliance avec Philippe-Auguste.

Grâce aux savantes indications de M. Léopold Delisle et à la communication de son ouvrage qui a pour titre : *Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, nous avons trouvé le texte de quatre traités ou actes publics relatifs à cette alliance entre Philippe-Auguste et le vicomte de Limoges.

1. Voici la traduction du premier de ces traités :

« Sachent tous présents et à venir que moi, Aimard, vicomte de Limoges, et Guy, mon fils, avec tous nos hommes, à cause des injustices que nous a faites Richard, roi des Anglais, nous nous tournons du côté du seigneur Philippe, roi des Français, qui nous défendra, nous gouvernera, nous protégera toujours comme ses vassaux.

» Et, afin que ce pacte passé entre nous et le seigneur roi Philippe fût stable à jamais, j'ai fait revêtir et confirmer de notre sceau la présente charte. » (*Voir le texte latin ci-après, n° 1.*)

Ce traité n'est pas daté, mais la date en est donnée dans l'acte suivant, par lequel Philippe-Auguste s'engage à défendre ceux qui se joindront au vicomte de Limoges :

2. « Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, à tous ceux à qui parviendront les lettres présentes, salut. Vous saurez que tous ceux qui se tiendront avec nous, sous la main de notre amé le vicomte de Limoges, et nous donneront l'assurance qu'ils nous aideront loyalement et le susdit vicomte à cause de nous, nous les maintiendrons contre tous comme nos aides, en temps de paix et en temps de guerre, toujours. — Fait à Paris, l'an de l'Incarnation mil cent quatre-vingt-dix-huit, au mois d'avril. » (*Voir le texte latin ci-après, n° 2.*)

Ainsi c'est pendant la guerre entre Richard et Philippe-Auguste, au mois d'avril 1198, que fut passé ce traité d'alliance entre le vicomte de Limoges et le roi des Français, et c'est pour

se venger de cette rébellion que Richard, au carême de l'année suivante, après avoir fait une trêve avec Philippe-Auguste, alla ravager le territoire du vicomte de Limoges et mettre le siège devant les châteaux de Châlus, de Piégut et de Nontron.

Pendant cette guerre, Audemar, comte d'Angoulême, qui avait épousé le parti d'Aimard, comte de Limoges, son frère utérin, alla de sa part trouver Philippe-Auguste, qui se tenait au château d'Anet; et tous deux conclurent séparément avec ce prince, après la mort de Richard, des traités d'alliance, dont nous avons retrouvé le texte, grâce aux indications de M. Léopold Delisle.

Nous avons déjà publié la mauvaise traduction qu'a donnée le P. Bonaventure du traité passé entre Aimard et Philippe-Auguste; nous allons de nouveau traduire ce traité d'après le texte original :

3. « Moi, Aimard, vicomte de Limoges, je fais connaître à tous ceux qui verront le présent écrit que j'ai fait les conventions suivantes avec mon seigneur Philippe, illustre roi des Français : — à cause des injustices faites par Richard, feu roi d'Angleterre (*quondam rex Angliæ*), à moi et à Audemar, comte d'Angoulême, mon frère, le susdit comte alla trouver de ma part le seigneur Philippe, illustre roi des Français, et je fis alliance avec lui de cette manière :

» (a) Que je l'aiderai tous les jours, de tout mon pouvoir, comme mon seigneur, et ne me retirerai de lui que par son ordre ;

» (b) S'il m'adjoignait à un autre, celui auquel il m'adjoindra me jurera sur les très-saints [Évangiles] qu'il me laissera toutes choses en paix au témoignage des honnêtes gens du pays ;

» (c) Que s'il agit de la sorte, c'est bien, et cela plaît au roi ; que s'il ne le faisait pas, mon seigneur roi serait à mon secours contre lui ;

» (d) Si celui auquel il m'adjoindra voulait agir en quelque chose contre mondit seigneur le roi Philippe, je serais contre lui, prêtant loyalement aide au seigneur roi Philippe tous les jours.

» Fait à Anet (1), l'an de l'incarnation mil cent quatre-vingt-

(1) Le P. Bonaventure (T. III, p. 524) a traduit ce mot par *Arède* ; et dom Bouquet, qui a lu *Airetum*, au lieu de *Anetum*, dans le traité d'Audemar, a traduit ce mot par *Saint Irieux de la Perche* (*Historiens de France*, T. XVIII, p. 89, note D.). C'est ainsi qu'il a été encore traduit dans l'*Art de vérifier les Dates*, édition de 1818, T. X, p. 261.

dix-neuf, au mois d'avril. » (*Voir ci-après, n° 3, le texte original de ce traité, resté inédit jusqu'à ce jour.*)

4. Quant au traité conclu entre Audemar, comte d'Angoulême, et Philippe-Auguste, comme il est rédigé à peu près dans les mêmes termes que celui d'Aimard, nous nous bornerons à en publier le texte latin. (*Voir ci-après, n° 4.*)

Voilà donc la véritable cause de la guerre faite par Richard au vicomte de Limoges. Le roi d'Angleterre voulait se venger d'Aimard, qui, selon les expressions de Raoul de Coggeshale, « dans le temps de la guerre, s'était révolté contre le roi son seigneur, et avait fait un traité d'alliance avec Philippe-Auguste (1) ».

A ce témoignage de l'historien anglais nous pouvons ajouter le témoignage d'un autre écrivain contemporain, l'auteur de la *Généalogie des Comtes de Flandre*, qui s'exprime ainsi : « Par la médiation de Pierre, cardinal de Sainte-Marie *in Via Lata*, et légat du siège apostolique, une trêve fut conclue entre les deux rois. Richard, faisant le siège d'un château appelé *Zaluth*, château appartenant au vicomte de Limoges, lequel s'était éloigné de lui, fut là blessé d'une flèche, et mourut (2).

Ce texte a été écrit vers 1214, peu d'années après la mort de Richard. La manière d'écrire Chaluz (*Zaluth*), conforme à la prononciation périgourdine, nous montre que ce document n'a pas été puisé ailleurs, et que nous avons là un texte de *première main*. Or la raison que cet écrivain donne à la guerre faite par Richard au vicomte de Limoges c'est que Aimard s'était éloigné de lui, et l'avait trahi en faisant alliance avec Philippe-Auguste.

Ainsi la démonstration des deux points principaux de notre thèse, savoir : le véritable nom du meurtrier de Richard, puis la véritable cause du siège de Châlus, cette démonstration nous paraît complète et irréfutable.

N° 1.

A[imardus] Lemovicensis vicecomes et Guido filius ejus, propter injurias regis Angliæ, se convertunt ad Philippum, regem Franciæ.

« Noverint tamquam præsentis quam futuri, quoniam ego A., Lemovicensis vicecomes, et Guido filius meus, cum omnibus

(1) Voir plus haut, *Pièces justificatives*, n° 7.

(2) Mediante vero Petro cardinale sanctæ Mariæ *in Via Lata* et apostolicæ sedis legato, datæ sunt treugæ inter reges. Richardus ergo obsidens

nostris, propter injurias quas nobis Ricardus rex Anglorum faciebat, convertimus nos ad dominum Philippum regem Francorum, qui nos quasi suos homines proprios in perpetuum defenderet, gubernaret, protegeret.

» Et ut hæc pactio inter nos et ipsum dominum regem Philippum stabilitatem in perpetuum haberet, præsentem cartulam sigillo meo corroborari et confirmari feci. »

(*Ex Origin' sub sigillo.*)

(RYMER, *Fœdera, Litteræ et Acta publica*, 1816, T. I.
p. 52. *Bibl. Bodl. Oxon.* Mss. carte, p. p. p. 1.)

Rymer a classé cet acte à l'an 1190.

Dom Bouquet, dans les *Historiens de France*, l'a donné en note au passage de Raoul de Coggeshale relatif au traité passé entre Jean-Sans-Terre et Philippe-Auguste. Voici cette note :

Aimardus, Lemovicensis vicecomes, fratris sui uterini comitis Engolismensis fortunam expertus, has quoque litteras regi Philippo dedit, ex eodem archivo (*regto*) depromptas, Plut. J. 716.

« Noverint tam præsentem quam futuri, quod ego Aimardus Lemovicensis comes et Guido filius meus, cum omnibus nostris, propter injurias quas nobis Richardus rex Anglorum faciebat, convertimus nos ad dominum Philippum regem Francorum, qui nos quasi suos homines proprios in perpetuum defenderet, gubernaret ac protegeret; et ut hæc pactio inter nos et ipsum dominum regem Philippum facta stabilitatem haberet, præsentem cartulam sigillo nostro corroborari et confirmari feci. » (*Historiens de France*, T. XVIII, p. 89, note C.)

M. Léopold Delisle a classé cet acte vers 1199, avril, et il en indique les sources : « *Origin.*, T. des ch., Angleterre, sans date, n° 12 (suivant l'inventaire de Dupuy), Reg. 31, fol. 83, n° 142. Collection Duchesne, 56, fol. 264, v°. — Serilly, 429, 3, p. 716 (d'après le reg. 31).

(*Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, p. 131.)

N° 2.

« Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis ad quos Littere presentes pervenerint, salutem. Noveritis quod universi qui se tenebunt nobiscum in manu dilecti nostri vicecomitis

castellum quoddam vicecomitis Lemovicensis, qui à se recesserat, quod appellant *Zaluth*, ibi sagitta vulneratus est et defunctus. (*Ex Genealogia Comitum Flandriæ*, 1214, ap. *Historiens de France*, T. XVIII, p. 563.)

Lemovicensis, [et] facient nobis securitatem quod nos juvabunt bona fide et eundem vicecomitem ex parte nostra, eos manutenebimus contra omnes tanquam nostros coadjutores et per pacem et per guerram diebus omnibus. Actum Parisius, anno ab Incarnatione Domini M^oC^oXC^o octavo, mense aprili (1). »

N^o 3.

Ego Aimardus vicecomes Lemovicensis notum facio universis ad quos præsens scriptum pervenerit, quod hæc sunt conventiones inter me et dominum meum Philippum illustrem regem Francorum. Quia propter injurias quas Ricardus quondam rex Angliæ mihi et Audemaro comiti Engolismensi fratri meo fecerat, venit idem comes ad dominum regem Francorum Philippum ex parte mea, et ego confœderatus cum eo hoc modo. Quod eum omnibus diebus juvabo toto posse meo sicut dominum meum, neque ab eo recedam nisi per eum. Si autem ipse alii me adjungeret, ille cui me adjunget, jurabit mihi super sacrosancta, et literas suas patentes exinde mihi dabit, quod omnia ad testimonium proborum hominum terræ mihi dimittet in pace. Quod si fecerit, bonum est et beneplacet domino Regi. Si autem non faceret, dominus Rex esset mihi in auxilium contra illum. Quod si ille cui me adjunget, vellet eidem domino regi Philippo in aliquo contraire, ego contra eum essem bona fide domino regi Philippo in auxilium omnibus diebus. Actum apud Anetum anno ab Incarnatione Domini MCIC, mense aprili.

» Scélé sur queue de parchemin de cire jaune, la première face empreinte en bosse d'un chevalier à cheval, le visage en profil regardant à gauche, l'escu au bras mi-parti d'Angoulême et Lymoges, l'épée nue en la droite, et le chapeau de fer en teste. La légende *Sigillum Ademari vicecomitis Lemovicensis*. Le revers est empreint du petit sceau dudit vicomte, à un escu aux mêmes armes; la légende ne se peut lire.

» L'accord dudit vicomte de mesme date 5 (?) avril MCIC est au trésor. Layete *diversarum materialiarum* XII^{xx}III, TILLET, des Traités, etc., p. 29. »

(*Bibliothèque Nationale*, collection Dupuy, 822, p. 125.

(1) LÉOPOLD DELISLE, *Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, 1856, — Appendice, p. 502.

Reg. 34 du T. des Ch., fol. 45. Copie par Besly, collection Dupuy, 828. f. 362 (d'après le reg 34.).

(LÉOPOLD DELISLE, *ibid.*, p. 131.)

Voici sur cette pièce la note de M. Léopold Delisle :

« Orig. T. des Ch., Transactions et Traités, n° 1, J. 387. Copie par Besly, Collection Dupuy, 822, fol. 123 (d'après l'orig.). Traduit dans *Art de vérifier les dates*, X, 261. »

(*Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, p. 131.)

N° 4.

« Ego Audemarus, comes Engolismensis, notum facio universis ad quos præsens scriptum pervenerit, quod hæ sunt conventiones inter me et dominum meum Philippum, illustrem regem Franciæ, quod propter injurias quas Richardus quondam rex Angliæ mihi et Aimardo vicecomiti Lemovicarum, fratri meo, fecerat, veni ad dominum meum regem, et confederatus sum cum eo hoc modo, — quod eum omnibus diebus juvabo toto posse meo sicut dominum meum, neque ab eo recedam nisi per eum.

» 2. Si autem ipse alii me adjungeret, ille cui me adjunget jurabit mihi super sacrosancta, et litteras suas patentes exinde mihi dabit, quod omnia jura mea, sicut pater meus et frater meus Volgrinus ea tenuerunt, ad testimonium proborum hominum terræ, mihi dimittet in pace : quod si fecerit, bonum est, et beneplacet domino regi; si autem non faceret, dominus rex esset mihi in auxilium contra illum.

» 3. Quod si illè cui nos adjunget, vellet eidem domino regi in aliquo contraire, ego contra eum essem bona fide domino regi in auxilium omnibus diebus.

» 4. De comitatu Marchiæ faciet mihi dominus rex rectum in curia sua.

» Quod ut firmum sit et stabile, præsens scriptum sigilli nostri auctoritate jussimus communiri. Actum apud Anetum (1) anno Domini millesimo centesimo nonagesimo nono, mense aprili.

(Orig. T. des Ch., La Marche. n° 1, J, 270. — D. BOUQUET, *Historiens de France*, T. XVIII, p. 89, note D, ex archivo regio, Pluteo J, 323. — LÉOPOLD DELISLE, *Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, p. 131.)

ARTICLE 3.

Légendes sur Richard Cœur-de-Lion.

Nous allons ajouter deux légendes à celles que nous avons

(1) Dom Bouquet a lu : *Airetum*, qu'il a traduit par *S. Iriez de la Perche*.

déjà publiées sur Richard Cœur-de-Lion : la première est relative à sa captivité, la seconde à sa mort.

Captivité de Richard.

Nous empruntons cette légende à la *Chronique de Rains*, écrite au xiii^e siècle (vers 1263), par un anonyme, et publiée de nos jours par M. Louis Paris.

CHAPITRE VIII.

Coment li rois Ricars fu mis hors de prison par Blondiel le menestrel.

« Dés oremais vous dirons del roi Richart que li dus d'Osterriche tenoit en prison, et ne savoit nus nouvelles de lui, fors seulement li dus et ses consaus. Si avint qu'il avoit longuement tenu .I. menestrel, qui nés estoit deviers Artois, et avoit à nom Blondiaus. Cius afferma en soi qu'il querroit son seigneur par toutes terres tant qu'il l'auroit trouvé ou qu'il en oïroit nouvelles. Et se mist en chemin et tant erra l'un jour et l'autre, par laid et par biel, qu'il ot demouré an et demi, n'onques ne pot oïr nouvelles del roi. Et tant aventura qu'il entra en Osterriche ensi come aventures le menoït. Et vint droit au castiel où li rois estoit en prison, et se hiébrega ciès une vaine feme, et li demanda à cui cis castiaus estoit, qui tant estoit biaux et fors et bienseans ? Li ostesse respondi et dist qu'il estoit au dus d'Osterriche. — « O » bièle ostesse, dist Blondiaus, a-il ore nul prisonier dedens ? » — « Ciertes, dist-elle, oil, un qui ja estoit bien a .IIII. ans : » mais nous ne poons savoir qui il est certainement. Mais on le » garde moult sougneusement, et bien esperons qu'il est gentius » hom et grant sires. » — Et quant Blondiaus entendit ces paroles si fu merveilles liés et li sambla en son cuer qu'il avoit trouvé çou qu'il queroit. Mais ains ne fist samblant al ostesse. La nuit dormi et fu aise et quant il oi le gaite (1) corner le jour, si se leva et ala à l'eglise proïer Dieu, qu'il li aidast ; et puis vint au castiel et s'accointa au castelain de laiens, et dist qu'il estoit menestreus de vièle et volentiers demourait avoec lui, s'il lui plaisoit. Li castelains estoit jouenes chevaliers et jolis et dist qu'il le retenroit volentiers. Adonc fu liés Blondiaus et ala querre sa vièle et ses estrumens et tant servi le castelain qu'il fu moult bien de laiens

(1) Sentinelle, corps de garde.

et de toute la maisnie (1) et moult plot ses siervices. Ensi demoura laiens tout l'iver, onques ne pot savoir qui li prisoniers estoit. Et tant qu'il aloit .I. jour, ès fiestes de Pasques, par le jardin qui estoit lès la tour, et regarda entour, savoir se par aventure poroit veoir le prisonier. Ensi come il estoit en cette pensée, li rois regarde et vit Blondiel et pensa coment il se feroit à lui conoistre; et li souvint d'une canchon qu'il avoient fait entr'eaux deux, que nus ne savoit fors que eux deus. Si comencha haut et clèrement à canter le premier vier, car il cantoit très bien. Et quant Blondiau l'oi, si sot certainement que c'estoit ses Sires. Si ot à cuer la plus grant joie qu'il ot onques mès à nul jour. Et se parti maintenant dou vergier et entra en sa cambre où il gisoit, et prist sa vièle et comencha à vièler une note, et en vièlant se délitoit de son seigneur qu'il avoit trouvé. Ensi demoura Blondiaus deschi à Pentecouste, et si bien se couvri que nus ne se pierchut de son affaire. Adonc vint Blondiaus au castelain et li dist : « Sire, s'il vous plaist, je me iroie volentiers en » mon pays, car lonc tans a que je n'i fui. » — « Blondiel, biau » frère, ce dist li castelains, ce ne feres vous mie, se vous m'en » créés. Mais demorés encore, et je vous ferai grant bien. » — « Certes, Sire, dist Blondiaus, je ne demouroie en nule manière. » Quant li castelains vit quil ne le pooit retenir, si li octria le congier et li donna boine ronchi (2) noeve. A tant se parti Blondiaus dou castelain et ala tant ses journées qu'il vint en Engleterre et dist as amis le roi et as barons, où il avoit le roi trouvé et coment. Quant ils orent entendu ces nouvièles si en furent moult liés. Car li rois estoit li plus larges chevaliers qui onques cauçast esporon. Et prisent conseil entr'aus quil envoieroient en Osterriche au duc pour le roi raiembre : et eslurent .III. chevaliers qui là iroient, des plus vaillans et des plus sages. Et tant alèrent par lor journées qu'il vinrent à Osterriche au duc et le trouvèrent en .I. sien castiel et le saluerent de par les barons d'Engleterre et li disent : « Sire il vous mandent et prient que » vous prendés de lor signor raenchon; et il vous en donront » tant qu'il vous venra en gré ». Li dus lor respondi qu'il s'en conselleroit. Et quant il s'en fu conselliés si dist : « Signeur se » vous le volés ravoïr, il le vous convient racater de .II. cens mil » mars d'esterlins; et si n'en reprendrés plus ma parole, car ce » seroit paine perdue ». Atant prisent li message congiet au duc

(1) Maison.

(2) Roussin, cheval de zelle.

et disent que ce reporteroient il as barons et puis si en eussent conselg. Adonc revinrent en Engleterre et disent as barons cou que li dus lor avoit dit. Et ils disent que jà pour cou ne demouroit. Adonc fisent aprestor lor raenchon et le fisent envoyer au duc, et li dus delivra le roi. Mais anchois li fist douner boine sureté que jamais il n'en seroit moliesté.

» Ensi avint que li rois Richars fu raiéens; et fu recheus en Engleterre à grant honneur : mais sa terre en fu moult grevée et les eglises del regne, car il lor convint mettre jusques as calices et cantèrent lonc tans en calices d'estain. (*La Chronique de Rains*, par Louis Paris, 1837 : Paris, Techener, p. 53-57). »

Mort de Richard.

Albéric, moine des Trois-Fontaines, dont la chronique se termine à l'an 1241 (1), rapporte une légende sur le trait ou carreau qui blessa Richard. Il s'appuie sur le témoignage d'Hugues de Nesle, abbé d'Ourcamp (2), près de Noyon. Voici cette légende :

« L'armurier qui fabrica ce trait avec beaucoup d'autres, traça en particulier sur ce trait, et non sur les autres, le signe de la croix, afin de le reconnaître, et en voici la raison : au moment où il le fabriquait, un grand nombre de personnes passaient devant sa forge, successivement et par intervalles, se rendant à une foire ou à la dédicace d'une église; et, à mesure qu'elles passaient, ces personnes saluaient l'armurier en lui disant : « *Dieu vous aide! Dieu vous aide!* » Cet armurier remarqua ces salutations, à ce moment si fréquentes; il crut qu'elles renfermaient un pronostic : et voilà pourquoi il grava le signe de la croix sur ce trait qui fit à Richard la blessure dont il mourut. »

Nous citons le texte d'Albéric d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, en mettant en marge les variantes du texte de ce chroniqueur que dom Bouquet a publié dans les *Historiens de France* :

« Anno MCXCIX, rex Anglorum Richardus in expugnatione cujusdam turris in pago Lemovicensi, Dei judicio, jaculo lethalliter vulneratus occubuit. *Ex historia Regum* : turrim illam seu castrum obsederat in Passione Domini septimana prima,

(1) LELONG, *Biblioth. Histor.*, édit. FONTETTE, T. II, n° 16,803.

(2) Hugo, monachus Ripatorii, factus abbas anno 1195, rexit ad annum 1197. (*Gallia Christiana*, T. IX, col. 1131.)

occasione cujusdam thesauri ibidem, ut dicebatur, inventi. Quidam autem armiger, de turri emisso quadrello, ipsum in scapulis vulneravit, et ita infra paucos dies obiit. De quarello (1) sive jaculo, teste domno Hugone de Nigella, qui fuit abbas de Ursicampo et posmodum de Ripatorio, aliquid vulgatum est, quod hic depingere dignum duxi.

» Faber ille qui jaculum hoc et multa alia fabricavit, in isto specialiter, et non in aliis, signum crucis ad recognoscendum idcirco inseruit, quod multus populus in ipsa hora sparsim et per intervalla ante fornaculam ejus transiens, ad quasdam nundinas seu ad dedicationem ejusdem ecclesiæ tendens (2), salutabat eumdem fabrum creberrime dicens : *Deus te adjuvet! Deus te adjuvet!* Unde faber idem (3) salutationes tam crebas illius horæ animadvertit esse quoddam pronosticum, et idcirco formavit in dicto jaculo quo rex iste ita occubuit, signaculum crucis (4).

» Tamen dictus rex Richardus, licet multa egerit vituperabilia atque reprehensibilia, egit tamen multa commendabilia et laude digna, quia Capitulo Cisterciensi largos redditus assignavit, per annos singulos apud Scadeburch in Anglia percipiendos; et abbatiam de Bono-Portu juxta Rothomagum ipse fundavit; et sicut ipse erat strenuus in armis, ita etiam dicitur fuisse largus in donis. Cor suum misit Rothomagum, ubi nobilis ejus sepultura constructa est; corpus vero ipsius sepultum est in abbazia Fontis-Ebraldi, ubi jacent et pater et mater illius; quæ mater adhuc vivebat in isto anno, regina videlicet Alienordis, quæ vitam suam ita correxit, quod in bono statu tandem finivit. Hugo vero Brunus, tendens insidias, eam cepit et ad hoc compulsi quod ipsa quittavit ei Comitatum de Marchia Pictaviæ. » (*Bibliothèque nationale*, ms. 4896 A, fol 217, vº. — *Historiens de France*, T. XVIII, p. 761, 762.)

ARTICLE 4.

AUTRES DOCUMENTS SUR LA MORT DE RICHARD.

1º *Nécrologue de Fontevraud.*

« Richardi nomen in Fontebraldensi necrologio inscribitur cum

(1) D. Bouq. : *De quo quadrello.*

(2) D. Bouq. : *Dedicationem ecclesiæ transiens.*

(3) D. Bouq. : *Faber ille.*

(4) D. Bouq. : *Quo rex occubuit, signum crucis.*

hoc elogio quod ad calcem vitæ beati Roberti de Arbrisello descripsit B. Pavillon, p. 584 :

« Migravit a sæculo carissimus ac dilectissimus noster Richardus Anglorum rex potentissimus, benignissimi patris nostri Henrici II Regis filius. Fuit etenim Richardus rex admodum cautus, ingenio astutus, peritia quoque et virtute in armis pervalidus, omni agilitate corporea strenuus, circa benevolos et sibi fideles mansuetus, rebellibus autem et perfidis terribilis et ingratus, sed terrenis nimium curis implexus. Interea vero patris sequens vestigia, amore præcipuo nos dilexit, immensa nobis beneficia a patre illius et prædecessoribus suis illata assensu suo confirmavit, et sigilli sui auctoritate tenenda corroboravit, insuper et redditum quo medietas nostrum singulis annis pellicias posset habere, compatiens in opem claustralium donavit, et sagaci industria constituit ut devoto ejus animo erga nos plurimum esse videretur. Illo namque in pace regnante, et maxima regni sui administratione functus, parata expeditione anno regni ejus secundo, ob impugnationem inimicorum Dei Jerosolymam petiit, ubi plurimum laboravit. Illinc compulsus regni sui necessitate remeans, ab Allemanis captus est, in carcere longo tempore mancipatus, ubi Dei misericordiam et Conventus Fontis-Ebraldi interventionem apud Deum lacrymabiliter implorabat. Ut autem, Deo volente, qui quem amat, corrigit, a vinculis solutus regressus est, benigne nos visitavit, ecclesiamque nostram, quam inter cæteras regni sui præcipuam habebat, reliquiis præcipuis ditavit et honoravit, videlicet ligno crucis dominico, capillisque Dei Genitricis quos ipse obtulit. Anno scilicet quo regnare cœperat decimo, contigit eum in partes Lemovicensium ire, ibique lethali vulnere accepto, nimio dolore tactus in lecto decubuit. Dum autem se discessurum à præsentī vita sensisset, suos videlicet qui ad eum confluerant tam pontifices quam milites accersiri præcepit : qui videntes eum morientem nimio gemitu consternati, eum, ut mos est Christianis, confessionem et corporis Christi perceptionem admonere cœperunt. At ille spiritalem gratiam à Deo sibi commissam agnoscens, se corde fideliter credere in Deum et ore confessus est. *Licet enim, inquit, juvenis fidem servans mundo innumerabiliter peccaverim, tamen illum non negavi;* et ita in Christi confessione, testibus illis qui aderant, corpus Christi et sanguinem cum reverentia magna sumpsit. His ita gestis, sciscitabantur ab eo quo se vellet habere sepulturam. Ille corde contrito reminiscens enormitatem criminum suorum, dixit eis : « *Scio enim quod, meis malis exigentibus, vix aut nulla-*

tenus pœnas infernales me, cui nihil boni inest, posse evadere, nisi Dei misericordia et orationibus ancillarum Christi apud Fontem-Ebraldi illi servientibus, quas vivens dilexi plurimum, modo moriens me illis trado. Quapropter vobis omnibus præcipio ut corpus meum illic deferatis, et pedibus patris mei, quem me olim nimium offendisse scio, quamvis indignum ponatis, ut, si non vivens, saltem moriens satisfaciam ». Quo defuncto, jussa ejus complentes, fere quinque dierum spatium peragentes, in die Ramis palmarum in ecclesia Fontis-Ebraldi, ut res gesta habetur, corpus ejus regaliter paratum ad pedes patris ipsius tumulaverunt. »

(*Historiens de France*, T. XVIII, p. 85, note A.)

2^o Robert d'Auxerre (1220).

« Anno MCXCIX, Richardus rex Angliæ, dum castrum quoddam vicecomitis Lemovicensis oppugnat, sagitta transfigitur, nec multo post moritur : vir quidem antimosus ac bellicosus, et armis strenuissimus et in militario negotio circumspectus, à militibus vero valde dilectus (1), verum nimis in flagitia lubricus, et qui vix unquam cum finitimis principibus pacem habuerit, maximeque adversus regem Franciæ factiosus extiterit, ac per hoc totum fere principatus sui tempus duxerit bellis turbidum, laboribus inquietum. » (*Ex Chronologia Roberti Altissidorensis*, ap. *Historiens de France*, T. XVIII, p. 263.)

3^o Bernard Itier (1224).

« Anno gratiæ M^oC^oXCIX, obiit Ricardus rex..... Multe ville obsesse, scilicet civitas Lemovicensis, Sancta Jema, Nuntrum, Noalas, Chaluz-Chabrol, Autafort, S. Magri, Albusso, Salanac, Clois, Briva, Aiguranda, Sancta Livrada, Poi-Agut (2). » (*Chroniques de Saint-Martial*, par Duplès-Agier, 1874, p. 66.)

(1) Les paroles soulignées se trouvent dans la *Chronique de Tours* (1227) et dans la *Chronique de Gérard de Frachet* (1268).

(2) Dans une Chronique limousine copiée par dom Estiennot, on trouve la note suivante : « M.C. nonagesimo nono. Obit Ademarus vicecomes Lemovicensis. Hoc anno fuit obsessa civitas Lemovicensis, Sanctus Junianus, Nohalhacs, Chalut, Nuntros, Autafort, Albuso, Cloys. » (*Chronicon de Rebus Lemovicensibus*, ab anno 1012 ad annum 1199, ap. ESTIENNOT, *Fragments d'Histoire d'Aquitaine*, T. I, p. 213, Bibliothèque nationale.)

4^e Pierre Coral (1247).

« Anno milleno bis centeno, minus uno,
Ambrosii festo, rex transit ab orbe molesto.

« Iste fuit Richardus, filius dicti Henrici, quem occidit quidam miles, apud Chaslut-Chabrol quod obsederat, cum quodam quadrilla. » (*Biblioth. nation.*, ms. 5452, fol. 3 r^o. — *Historiens de France*, T. XVIII, p. 239.)

5^e Gérald de Frachet (1268).

Anno Domini M.C.XCIX, Richardus, rex Angliæ, dum castrum quoddam vicecomitis Lemovicensis (1) expugnat, sagitta configitur, nec multo post moritur : vir quidem animosus et bellicosus, et in armis strenuissimus, et in militari negotio circumspectus, a militibus vero valde dilectus, nec non à summo pontifice cum omni clero et populo honoratus. Hic Ecclesiæ patronus, cujus bella quæ fecit et facta ejus in libro dierum regum Angliæ scripta (2) sunt plenius. » (*Bibliothèque nationale*, ms. 5005 B, fol. 104 v^o, — XIV^e siècle.)

6^e Chronique de Rains (1263).

« Et avint .I. jour que li rois Richars aloit remirant le castiel (3) une targe (4) devant lui, et fu pierchus d'un arbalestrier qui estoit en une touriële. Si mist .I. quariel en coche et traïst au Roi, et le feri à descouviert au tournant de la drete espaule, et le navra durement. Quand li rois se sentit navré, si se traïst arrière, et furent li Mire apparelliet qui li traïsent le quariel hors de l'espaule tout entier, et li ciercièrent la plaie, et li disent que il n'auroit garde, sé il ne voloit bien se garder. Mais li rois qui estoit de grand cuer ne pris a riens la plaie, né le conseilg des mires (5); si but et manga tant comme li plot et jut à femme, et sa plaie comencha à foursanner (6) et li feus i feri, et en poi

(1) Ms. *Lunovicensis*.

(2) Les paroles soulignées sont empruntées à la Chronique de Tours, et se trouvent, en partie, dans la Chronique de Robert d'Auxerre.

(3) De Loche.

(4) Bouclier.

(5) Chirurgiens.

(6) S'envenimer.

d'eure en fu tous pouris li costés et li bras. Et quant li rois vit qu'il ardoit tout et que morir le convenoit, si comencha à plaindre soy meyme et à regretter et disoit ensi : « Ha ! rois Richars » morras tu donc ! haa ! Mors come i es hardie quant tu oses » assalir le roi Richart ! hée chevalerie, come ore iras à declin ? » hé povres dames et povre chevaliers que devenrés vous ? hée » diex qui retenra mais chevalerie, larghèce né courtoisie ? » — Ensi se complaignoit li rois. Et quant i vit qu'il le convenoit morir, si comenda que ses cuers fust enfouis à Roem, pour l'amour qu'il il avoit : et ses cors fust emportés à *Londres* et enfouis en la mère église. Atant trespassa et rendi esperit : qui soit en la joie de Paradis s'il plaist à Dieu ! (1). »

7^o *Chroniques de Saint-Denys.*

« En l'an de l'Incarnation MC et XCIX, ot li rois Richars un chastel assis près Limoges en la premiere semaine de la Passion nostre Seigneur. Au viscomte de Limoges estoit cil chastel, si avoit nom Chau-Liez. La raison poucquoi il ot ce chastel assis, si fu pour ce que uns chevalier du païs avoit trove un tresor en terre, et cil trésors, si come l'on disoit, si estoit un empereres de fin or, sa fame, si fil et ses filles, et tuit séoient à table d'or pur ; si i'etoient lettres escrites qui donnoient à entendre à ceus qui les lisoient que cil empereres avoit esté et come grant tens estoit coruz puis que il régna. Ce trésor demandoit li rois Richars à ce chevalier : mais il estoit traiz à garant au viscomte, et s'estoit mis en ce chastel. Ensi tenoit li rois le siege, et fesoit assalir chascun jor moult efforcement. — En dementiers que il estoit un jor à assaut, uns arbalestiers de la garnison du chastel traist un quarrel à la volée attaignist le roi Richart, par aventure, non mie a penscement, si que il li fist mortel plaie. Par cele plaie qui guarir ne pot, mourut li rois en poi de tans après. » (*Chroniques de Saint-Denis*, citées par Louis Paris, *Chronique de Rains*, p. 81.)

L'abbé ARBELLOT.

(1) *La Chronique de Rains*, par Louis Paris, p. 79, 80 : Paris, 1837, Techener.

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

Nous empruntons à la séance du 13 septembre 1878 une note qui intéresse la numismatique et la géographie du Limousin.

L'ordre du jour appelle la nomination d'un lecteur pour la prochaine séance trimestrielle des cinq Académies.

M. Deloche est désigné pour donner lecture à cette réunion d'un mémoire dont il est l'auteur, et qui est intitulé : *Association du nom gallo-romain et du nom plus récent d'une cité gauloise sur un sou d'or du VII^e siècle*. Le sou a été trouvé en Angleterre, dans le sol de l'ancienne abbaye de Merton, située à huit milles de Londres, dans le comté de Surrey. Au droit, la médaille présente une tête casquée et un buste orné de perles; devant la face est un objet ressemblant à une crosse. La légende circulaire porte :

LEMOVIX. AGVSTOREDO. ANSOIN. DO. MO.

Au revers se trouve une croix surmontée d'une couronne; le tout est entouré de la légende suivante :

DOMNVS. DAGOBERTHVS. REX. FRANCORVM.

Cette dernière légende prouve qu'il s'agit d'un sou royal de Dagobert, frappé à Limoges (*Lemovix Augustoredo*), de 628 à 631. Il résulte de la première légende que la ville épiscopale de Limoges a porté deux noms : l'un, *Augustoritum*, dont *Augustoredo* est la forme corrompue; l'autre, *Lemovix*, emprunté à l'ancienne tribu gauloise des Lemovices. La même association des deux vocables se retrouve dans le dictionnaire de noms de villes et de peuples attribué au grammairien Magnon, publié d'abord par Gruter dans son *Recueil d'inscriptions*, et plus tard par Félix Bourquelot dans l'*Annuaire de la Société des Antiquaires de France* (1851).

ERRATA ET ADDITIONS

AU MÉMOIRE INTITULÉ

« Sceaux et Armes des Villes , etc. »

(P. 89 et suivantes)

ABBAYE ET COUVENT DE BEUIL. — Nous devons à l'obligeance de M. Astaix, directeur de l'Ecole de médecine de Limoges, communication de l'empreinte d'un sceau de ce monastère, dont il possède la matrice : — Sceau rond, de 35 millimètres de diamètre, représentant la Vierge, debout, couronnée, portant l'Enfant-Jésus, et tenant de la main droite une branche qui paraît terminée par trois fleurs. A droite et à gauche, une fleur de lis : ces deux fleurs non symétriquement disposées, celle de droite étant placée plus haut, et de plus grandes dimensions que celle de gauche. Légende : † S. CVET ABBIE. SCE. ME. DE. BVLIO (XIII^e siècle).

VILLE DU DORAT, CHAPITRE DU DORAT. — Un de nos bienveillants correspondants, M. l'abbé Lecler, nous fait connaître que la cloche portant l'écusson décrit par nous d'après lui subsiste encore, et sert de timbre à l'horloge.

SCEAUX OU MARQUES DE FABRIQUE DES DIVERS CORPS DE MÉTIERS DE LA VILLE DE LIMOGES. — Les statuts des *Pintiers* du Château de Limoges (*la ordonnansa de la Pintaria*), qui remontent à 1394, disposent que le baile poinçonnera les ouvrages de pinterie faits dans le Château de Limoges, avec un cachet qui servira pour la fabrication de cette ville, et qui représentera un château avec trois tours : « *Ordanen que y aya un senhal commun de la vila, aus la ella y an uns chasteu contrefach de tres tors, que tenha lo bayle, loqual aya a marcar la dicha obra, quant laura jutjada per bona.* » (LEYMARIE, *Limousin historique*, T. II, p. 50.) — Il y a lieu de faire remarquer l'analogie qui existe entre cette marque et le sceau de la Cité de Limoges. — Les statuts des *Argentiers*, dont nous avons un texte de 1389, mentionnent souvent la marque que devaient porter tous les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans la ville, mais n'en donnent pas la description. Tout ce que nous savons, c'est que le poinçon était déposé entre les mains des consuls.

On sait que la fabrication des sceaux était jadis une des industries principales de Limoges : nous voyons en effet les graveurs de sceaux former un des trente-trois corps de métiers appelés à faire tour à tour le guet, en 1234.

VILLE DE MAGNAC-LAVAL. — Devise : *απλαθως*; lisez : *απλανως* ou *απλανος*.

VILLE DE LA SOUTERRAINE. — La mairie de cette ville fait actuellement usage d'un cachet où sont gravées les armoiries enregistrées en vertu de l'édit de 1696; seulement les fascés sont figurées d'*argent* et non d'*or*.

Sous le n° 960 des *Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*, M. Raymond décrit un sceau qu'il attribue « au Chapitre de Saint-Nicolas-de-Bar (Corrèze) ». — Sceau ogival, 43 mill. sur 34; buste de saint Nicolas, nimbé, revêtu de l'étole, bénissant de la main droite et tenant un lion de la gauche. Légende : ... ILLVM SANC... COLAI. DE. BA... 1317. Le Chapitre de Bar en Bas-Limousin nous est absolument inconnu. La seule localité de ce nom qui existe dans le pays est une petite paroisse du canton de Corrèze. Il ne saurait être question de Bort, qui n'a pas eu de Chapitre, et dont les deux monastères, Notre-Dame et le Port-Dieu, ne peuvent pas être le « Saint-Nicolas-de-Bar » de M. Raymond. Si le sceau dont il s'agit se rapporte vraiment à une localité du Bas-Limousin, il y aurait lieu de croire à une mauvaise lecture : il serait possible que le sceau portât ΤΕΡΗΑΙ ou ΤΡΗΑΙ au lieu de COLAI, et fût celui du monastère d'Obazine.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Thézard, Guibert, Fage, Jouhanneaud, Palisson, Taillebois, G. Noualhier, l'abbé Tandean de Marsac, des Monstiers-Mérinville, Lemas, Beure d'Augères, Ducourtieux, Nivet-Fontaubert et Hervy.

En l'absence de M. Garrigou-Lagrange, M. Hervy remplit les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président fait connaître les publications reçues depuis la dernière séance. La Société remercie les personnes qui ont fait ces envois. Il sera rendu compte à une prochaine séance d'un ouvrage de M. L. Drapeyron, professeur d'histoire au lycée Charlemagne, intitulé : *Essai sur le caractère de la lutte de l'Aquitaine et de l'Austrasie sous les Mérovingiens et les Carolingiens*.

M. Thézard, vice-président, offre à la Société, de la part de M. J. Girardin, ancien doyen de la faculté des sciences de Lille, directeur de l'Ecole supérieure des sciences de Rouen, seize notices sur divers sujets. Il en sera rendu compte à une prochaine séance.

M. Melchior de la Pomélie est admis au scrutin secret comme membre résidant.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandean de Marsac présentent, comme membre résidant, M. l'abbé Laporte, vicaire à Saint-Léonard.

MM. Guibert et Jouhanneaud présentent, comme membre résidant, M. Emile Gérard, négociant à Limoges.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique relative à la quinzième réunion des délégués des Sociétés savantes des départements, qui doit avoir lieu à la Sorbonne les 4, 5 et 6 avril prochain. La désignation des délégués de la Société aura lieu dans une prochaine séance.

M. Lemas demande si quelques membres de la Société pourraient fournir des renseignements inédits sur la famille du pape Clément VI (Pierre Roger). MM. Arbellot, des Monstiers-Mérinville et Fage indiquent divers documents.

La Société charge M. des Monstiers-Mérinville de prier la famille de Rochechouart de vouloir bien lui donner deux exemplaires de l'*Histoire de la Famille de Rochechouart*, l'un pour sa collection et l'autre pour la bibliothèque de la ville.

M. Guibert donne lecture de la protestation adressée au Département, le 4 juin 1793, par cinq députés de la Haute-Vienne à la Convention nationale.

Cette pièce a été signalée par M. Mortimer Ternaux, mais il n'avait pu en découvrir le texte.

M. Fage continue la lecture de son travail sur d'anciens procès limousins.

M. Arbellot communique le commencement d'une étude sur Gouffier de Lastours.

La séance est levée à dix heures.

Pour le Secrétaire général:

E. HERVY.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1877.

Présidence de M. THÉZARD, Vice-Président.

Sont présents MM. Hervy, l'abbé Tandean de Marsac, Rivain, Ducourtieux, Jouhannaud, Fage, Guibert, Drouet, l'abbé Lecler, Dalpeyrat, l'abbé Joyeux, Taillebois, Boudet, l'abbé Malabard, Nivet-Fontaubert, Beure d'Augères.

M. Garrigou-Lagrange étant empêché, M. Beure d'Augères remplit les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président fait part à la Société du décès de deux de ses

membres, M. le général Dalesme et M. Mougenc de Saint-Avid, conseiller à la Cour ; il exprime, au nom de la Société, tous les regrets que fait naître la perte de deux hommes si distingués à différents titres.

M. le Président indique les ouvrages que veulent bien adresser les Sociétés correspondantes.

Il est procédé à la nomination de deux membres nouveaux, présentés à la dernière séance : MM. l'abbé Laporte et Emile Gérard sont admis comme membres résidants.

MM. le marquis de Lambertye et Léon Sazerat, négociant à Limoges, ont adressé à M. le Président deux lettres par lesquelles ils demandent à faire partie de la Société ; ils sont présentés, le premier, par MM. l'abbé Lecler et Thézard, vice-président ; le second, par MM. Guibert et Fage. Il sera statué sur leur admission à la prochaine séance.

M. de Lasteyrie envoie un exemplaire de son ouvrage *les Merveilles de l'Orfèvrerie*, et, dans une lettre des plus gracieuses pour la Société, il exprime le regret que des affaires urgentes l'aient empêché, malgré son grand désir, en retournant à Paris, de s'arrêter à Limoges pour assister à l'une de nos séances. La Société décide que des remerciements lui seront adressés pour cette double marque de bienveillant intérêt.

M. le Président dit que, ayant appris que M. Beaure d'Augères avait depuis quelque temps entrepris la transcription du plus ancien registre consulaire, il croit devoir demander à la Société si elle ne pense pas qu'il serait utile de donner d'ores et déjà à M. Beaure d'Augères la mission expresse de préparer et de réunir, pour la Société, les éléments nécessaires à la publication qu'elle se propose de faire de ce registre si intéressant. La Société adopte cet avis.

M. le Maire a écrit pour informer la Société que l'Administration municipale a fait transporter dans la salle de ses réunions un tableau représentant *Ptolémée au tombeau d'Alexandre*, et demande qu'un certificat attestant que la Société renonce à tout droit sur ce tableau lui soit adressé. Aucun tableau n'ayant encore été reçu, il en sera donné avis à qui de droit.

On procède ensuite à la nomination des membres qui veulent bien consentir à représenter la Société à la réunion des Sociétés savantes qui doit avoir lieu à Paris les 5 et 6 avril prochain. La Société sera dignement représentée, puisque les délégués sont : MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Lemas, l'abbé Joyeux, Jouhaneaud et Ducourtieux.

M. Guibert donne lecture de partie d'un article pris dans *la Gazette de France*, concernant un poète, limousin de naissance, Jean du Chemin, qui fut évêque de Condom, et demande si quelques membres ont connaissance de *l'Inventaire des biens meubles et immeubles de Martial de Douhet*, qualifié *secrétaire de la reine de Navarre*. Les renseignements doivent être adressés à un écrivain de *la Gazette des Beaux-Arts*, qui croit savoir que cet inventaire se trouve à la Bibliothèque communale. Malheureusement personne ne peut fournir la moindre indication sur ce document, qui contient sans doute des détails précieux.

M. Guibert donne ensuite lecture d'une étude fort intéressante sur les établissements de l'ordre de Grandmont en Angleterre et en Espagne. Il dit, avec raison, qu'on pourrait écrire un chapitre curieux de notre histoire locale sur les rapports que des étrangers ont eus avec le Limousin; il rappelle, comme exemple, qu'un chanoine de Lincoln fut mandé à Limoges, et que des émailleurs limousins ont plusieurs fois été appelés en Angleterre; que des chevaliers limousins assistaient, en 1212, à la bataille de Las Navas de Tolosa; qu'on a tout récemment signalé l'existence de relations entre l'hôpital de Roncevaux et le diocèse de Limoges, etc. — Il ajoute que, à force de patientes recherches, il est parvenu à retrouver la situation et à reconstituer sommairement l'histoire de cent cinquante, sur les cent soixante-dix établissements que possédait l'ordre de Grandmont, tant en France que hors de France.

Cette lecture est écoutée avec le plus grand intérêt.

La Société prend plaisir aussi à entendre la lecture de l'étude, fort curieuse à divers titres, que M. Fage poursuit sur d'anciens procès limousins : son récit porte sur un épisode de l'histoire de Rochechouart.

La séance est levée à dix heures.

Pour le Secrétaire général :

G. BEAURE D'AUGÈRES.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Nivet-Fontaubert, Sengensse, l'abbé Tandeau de Marsac, Drouet, Ducourtieux, Camille

Jouhanneaud, Thézard, Lemas, Hervy, Fage, Rivain, Gérard, Beure d'Augères, l'abbé Rougerie, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le marquis de Lambertye et M. Léon Sazerat, présentés à la dernière séance, sont successivement, et au scrutin secret, admis comme membres résidants.

MM. Lemas et Guibert présentent comme membre résidant M. Adrien Delor, maire du Vigen.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandau de Marsac présentent comme membres correspondants M. Paul de Montcheuil, avocat à la cour de Bordeaux, et M. l'abbé Libouroux, aumônier du collège de Cognac (Charente).

MM. Fage et Garrigou-Lagrange présentent en la même qualité de membre correspondant le Cercle de l'Union, établi à Limoges.

Conformément au règlement, il sera statué sur ces présentations à la prochaine séance.

M. Sengensse, trésorier de la Société, présente son compte de recettes et de dépenses pour l'année 1876. M. Hervy est chargé de vérifier ce compte, et d'en faire un rapport à la prochaine séance.

M. Guibert, ne pouvant assister à la séance, envoie à la Société le questionnaire archéologique qu'il était chargé de préparer, et qui devra être ultérieurement adressé à diverses personnes, curé, maire, instituteur, etc., dans chaque commune.

La Société décide que ce projet de questionnaire sera remis successivement à chacun des membres de la Commission nommée pour en arrêter la rédaction définitive, afin que chacun d'eux puisse l'examiner et y faire ses observations.

M. le Président fait connaître les publications et bulletins reçus depuis la dernière séance, et il signale particulièrement, à l'admiration de la Société deux magnifiques ouvrages : le premier, sous le titre : « *Des Antiquités et Monuments du département de l'Aisne* », par M. Edouard Fleury, offert à la Société au nom du Conseil général de l'Aisne et au nom de l'auteur ; le second, sous le titre : « *Collection Caranda aux époques préhistoriques, gauloise, romaine et franque* » ; album des principaux objets recueillis dans les sépultures de Caranda (Aisne), offert à la Société par l'auteur, M. Frédéric Moreau.

La Société remercie les donateurs.

On procède ensuite au renouvellement partiel du Comité de

publication. MM. Guibert, Rivain, Lemas et Guillemot sont, à la pluralité des voix, proclamés membres du Comité de publication.

La Société nomme une Commission chargée de rechercher les monuments du musée lapidaire de Limoges, d'en faire une description sommaire, et de rédiger sur ces précieux débris un mémoire qui sera adressé à M. le Ministre de l'instruction publique. Les membres de cette Commission sont MM. l'abbé Arbellot, Hervy, Fage et Camille Jouhanneau.

Sur la proposition de M. le Président, la Société décide que, outre les séances mensuelles, qui restent fixées au dernier mardi de chaque mois, il y aura, à l'avenir, le deuxième lundi du mois, dans un local qui sera ultérieurement désigné, des réunions de ceux des membres qui auraient à conférer ensemble sur des sujets d'archéologie.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Langlade, instituteur à Bersac, relative à la découverte que ce dernier vient de faire d'un cimetière romain, à un kilomètre de Bersac. La Société remercie M. Langlade de cette intéressante communication; elle nomme une Commission, composée de MM. l'abbé Arbellot, Nivet-Fontaubert, Lemas, Fage et Beaure d'Augères, pour se transporter sur les lieux, et elle vote un crédit de 20 fr. pour faire faire quelques fouilles.

M. Camille Jouhanneau rend compte d'une série de brochures, et notamment de deux mémoires, dont l'auteur, M. J. Girardin, doyen de la faculté des sciences de Lille, a fait don à la Société. Dans ces mémoires, insérés au Recueil de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Girardin étudie un grand nombre d'objets antiques trouvés dans les grandes fouilles de Normandie; et de cet examen résulte pour lui la conviction que les anciens étaient nos maîtres sur bien des points de technologie. Suppléant par l'expérimentation à la science qui leur manquait, ils étaient arrivés aux plus magnifiques résultats dans les arts industriels. Ils excellaient dans la fabrication du verre et du cristal, la composition et l'application des couleurs; ils connaissaient même l'émail; et, non moins habiles métallurgistes, ils pratiquaient la plupart des procédés modernes, tels que l'argenture et le plaqué d'argent. Quant à l'étamage, c'est une découverte dont l'honneur revient à nos pères, les Gaulois.

M. Jouhanneau, en terminant, exprime le regret de ne pouvoir faire ressortir d'une manière plus complète le mérite et la portée scientifique des études de M. Girardin.

Sur la proposition du même membre, la Société émet le triple vœu : que, à la réunion générale des Sociétés savantes des départements, à Paris, il soit créé une section spéciale et distincte pour la philologie, la philosophie et toutes questions pouvant s'y rattacher ; qu'il soit établi dans l'ordre des lectures une classification régulière, dont il sera donné connaissance aux intéressés et aux assistants, et qu'enfin les sommaires des lectures annoncées, et même de celles qui ne pourraient venir en ordre utile, soient insérés aux documents officiels, au même titre, et sans autre différence que la mention « *Lu* », ou « *N'a pu être lu* ».

M. Fage achève la lecture de son travail sur quelques procès limousins devant le Parlement de Bordeaux. Son manuscrit est envoyé au Comité de publication.

M. l'abbé Arbellot lit un travail sur le lieu de naissance de saint Vaast, catéchiste de Clovis, et établit d'une manière indubitable que le saint était originaire de Courbefy, en Limousin.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 27 MAI 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. Hervy, l'abbé Rougerie, Guibert, l'abbé Lecler, l'abbé Joyeux, Nivet-Fontaubert, Thézard, Ducourtieux, Fage, Faure, Drouet, Pénicaut, Palisson, Sengensse, Rousselle, C. Jouhannaud, Fizot-Lavergne, Beure d'Augères, Bourdery.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Secrétaire général, empêché par un deuil de famille, n'assiste pas à la séance.

MM. le marquis de Lambertye et A. Delor, MM. Paul de Montcheuil, avocat à Bordeaux, et l'abbé Libouroux, aumônier du collège de Cognac (Charente), présentés à la dernière séance, ont été successivement admis, les deux premiers comme membres résidants, les deux autres comme membres correspondants.

Le Cercle de l'Union, de Limoges, a été admis comme membre correspondant.

MM. l'abbé Arbellot et Hervy présentent comme membre résidant M. Langlade, instituteur à Bersac.

MM. l'abbé Arbellot et Beaure d'Augères présentent comme membre résidant M. Bonnet-Laborderie, avocat, docteur en droit.

Il sera statué sur ces présentations à la prochaine séance.

M. Hervy présente le rapport dont il a été chargé sur les comptes du Trésorier. La Société les approuve et remercie M. le Trésorier.

M. Ducourtieux lit, au nom de M. Taillebois, absent, le rapport sur les fouilles pratiquées à Bersac devant la Commission de la Société.

De ce rapport et de la discussion qui en a suivi la lecture il résulte que ce qui fait l'intérêt principal de la découverte de M. Langlade, c'est moins le mode de sépulture en lui-même que le nombre et la réunion de ces sépultures. Cinquante environ ont été déblayées et ouvertes. Elles se composent de deux pierres, l'une recouvrant l'autre ; dans la pierre inférieure est creusé un trou, de 20 cent. environ de diamètre sur 15 ou 18 cent. de profondeur, où sont déposés les os calcinés et réduits en fragments assez petits. On a trouvé quelques monnaies, dont trois sont assez bien conservées pour être encore lisibles, l'une de Vespasien, l'autre d'Adrien, une d'Antonin le Pieux ; et, à côté de quelques-unes des pierres, des vases de formes différentes destinés sans doute à des usages domestiques, des cendres provenant du bûcher, des clous, deux petits anneaux de cuivre, une grande cuiller en fer.

Quelques-uns des objets trouvés dans les fouilles ont été apportés à la séance.

Des remerciements doivent être adressés à M. Langlade pour le zèle et l'extrême obligeance dont il a fait preuve dans ces recherches.

M. le Président met sous les yeux de la Société un petit bas-relief en plâtre, représentant une dame du xvi^e siècle à cheval. Ce bas-relief n'est pas une œuvre d'art ; mais l'archéologie, qui ne doit rien dédaigner, a su y reconnaître Marguerite, femme du roi de Navarre, qui vint à Limoges en 1537.

Une courte notice a été lue par M. le Président sur Geoffroy, fondateur de l'abbaye du Châlard, au ix^e siècle. Cette Vie, copiée sur un manuscrit de la Bibliothèque nationale, a été traduite et publiée par M. Tenant de Latour, président honoraire, qui a éclairé la traduction d'un commentaire intéressant, où l'on trouve des observations très-judicieuses sur quelques circonstances et sur quelques personnages de notre histoire.

D'après quelques manuscrits du British-Museum, M. Walter

de Gray-Birch, directeur de cette bibliothèque, a récemment publié, à Londres, une Vie de saint Martial, apôtre, dont l'auteur, qui se cache sous le nom d'Aurelianus, vivait probablement dans la première moitié du ^{vi}^e siècle.

Le savant anglais, dans la préface de son livre, parle avec la plus grande considération de la *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*; et la Société apprendra avec plaisir que toutes les idées émises dans cet ouvrage de son savant Président ont été approuvées et adoptées par M. de Gray-Birch.

M. l'abbé Rougerie lit un travail fort ingénieux, dans lequel il expose la concordance qui existe, autour de Limoges, entre les mesures itinéraires des anciens et les distances géométriques données par les cartes de l'état-major et du génie. La conclusion pratique de cette observation est qu'il lui a été possible de déterminer l'emplacement si discuté de *Prætorium*. S'il est vrai, en effet, que les distances entre Limoges et les villes environnantes, après avoir été converties en mesures modernes, sont exactement celles relevées sur les cartes de l'état-major, il est tout naturel de prendre avec le compas la distance que les anciens disaient séparer Limoges et *Prætorium*, soit 31,094 mètres, et reporter sur la carte cette distance. Or le compas indique un point situé à quelques centaines de mètres en deçà du Puy-de-Jouër, sans passer sur aucun des autres points où jusqu'ici l'on a voulu trouver le même *Prætorium*. Et précisément, au Puy-de-Jouër, le point indiqué correspond à un lieu où se voient encore des vestiges de voie romaine et des ruines.

Par le même procédé, la situation d'Augustomagus, aujourd'hui Magnac-Laval, a été reconnue, et des fouilles récentes sont venues admirablement confirmer la justesse de ce procédé. Il en a été de même de l'ancien Acitodunum, aujourd'hui Ahun, et de Fines, qui n'est autre que Courbefy.

La séance est levée à dix heures.

Pour le Secrétaire général:

G. BEAURE D'AUGÈRES.

SÉANCE DU 26 JUIN 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Fizot-Lavergne, Bourdery, Taillebois, Ducourtieux, Palisson, Fage, Drouet, Guibert, Thézard, Camille Jouhanneaud, Rivain, Hervy, Nivet-Fontaubert, Sengensse, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Langlade, instituteur à Bersac, et Bonnet-Laborderie, avocat, docteur en droit, demeurant à Bersac, sont successivement, et au scrutin secret, admis comme membres résidants de la Société.

MM. l'abbé Arbellot et Beaure d'Augères présentent comme membre résidant M. Barthélemy Saint-Marc-Girardin.

A la prochaine séance, il sera statué sur cette présentation.

M. le Président indique les publications et bulletins reçus depuis la dernière séance.

M. l'abbé Lecler, curé de Marval, dans une lettre dont M. le Président donne lecture, rappelle à la Société qu'elle a promis d'imprimer dans son Bulletin le cartulaire du monastère de Taveau, mis obligeamment à sa disposition par M. de Rancogne, archiviste de la Charente.

La Société exprime le regret de n'avoir pu faire encore la publication de cet intéressant document, et elle espère pouvoir l'insérer dans un de ses plus prochains Bulletins.

Dans la même lettre, M. l'abbé Lecler conjecture, de divers rapprochements et d'un passage de dom Villevieille, vol. LV, fol. 128, que les deux chevaliers qui défendaient la tour de Châlus contre Richard Cœur-de-Lion, et que Geoffroi de Vigeois nomme *Petrus Bru* et *Petrus Basile*, étaient, le premier, du château de Montbrun, et l'autre, de Marval.

M. le Président lit une notice de M. Ferdinand de Lasteyrie, membre de l'Institut, sur une amulette d'Alfred le Grand, roi d'Angleterre au ix^e siècle. Ce petit bijou, d'origine byzantine, est, d'après l'auteur, un émail cloisonné, enchâssé d'or, et c'est un des plus curieux spécimens de l'orfèvrerie et de l'émaillerie au moyen âge.

M. Guibert complète par des documents nouveaux sa notice sur certains usages anciens remarquables par leur singularité.

M. Nivet-Fontaubert communique à la Société un parchemin de sa collection, contenant le testament de Jean Pirotord, fait le 14 août 1485, devant notaire, au pied de la croix, sur le pont Saint-Etienne, le testateur ne pouvant entrer en ville, parce qu'il était atteint de la contagion.

M. le Président lit divers passages d'un opuscule publié et envoyé à la Société par M. Louis Brière, du Mans, sur dom Jean Colomb, bénédictin de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, né à Limoges, le 12 novembre 1868. La Société remercie l'auteur de cet envoi.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE

SÉANCE DU 31 JUILLET 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Thézard, l'abbé Tandeau de Marsac, Rivain, l'abbé Pinot, Bourdery, Fage, Camille Jouhanneau, l'abbé Rougerie, Drouet, Guibert, Francez, Fizot-Lavergne, Raymondau, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Barthélemy Saint-Marc-Girardin est, au scrutin secret, admis comme membre résidant de la Société.

MM. l'abbé Tandeau de Marsac et l'abbé Rougerie présentent, comme membre résidant, M. Charles-Junien Boutant, négociant, demeurant à Saint-Junien. Il sera statué sur cette présentation à la prochaine séance.

M. le Président met sous les yeux de la Société les publications et ouvrages reçus depuis la dernière séance, et fait surtout remarquer un exemplaire de *l'Histoire de la Maison de Rochechouart*, par M. le général comte de Rochechouart, que M. le comte de Mérinville a obtenu, de la famille de l'auteur, pour notre Société. Ce don est d'autant plus précieux, que ce magnifique ouvrage n'est pas dans le commerce. La Société en remercie la famille de Rochechouart et M. le comte de Mérinville.

M. Brunet, ministre de l'Instruction publique, des Cultes et

des Beaux-Arts, par lettre du 18 juillet courant, dont le Secrétaire général donne lecture, exprime à la Société combien il lui est reconnaissant de l'avoir inscrit au nombre de ses membres honoraires.

Le même Ministre fait annoncer à M. le Président qu'il a attribué à la Société une allocation de 500 fr., et qu'il a mis à l'étude le projet de la faire déclarer Société d'utilité publique.

M. le Président se fait l'interprète des sentiments de gratitude de la Société, et des remerciements sont, à l'unanimité, votés à M. le Ministre.

Dans une lettre, dont M. le Président donne lecture, M. Ed. Louvet, demeurant à Sussac (Haute-Vienne), décrit un tombeau de granit, découvert par un propriétaire, en 1856, au village de Champ, commune de Sussac. Dans la cavité, de forme ronde, que recouvre un dessus conique, se trouvait une urne cinéraire en verre, que le propriétaire s'empressa de briser *pour avoir le trésor*. Le trésor consistait en une sorte de cuillère en argent à long manche, qui fut vendue, au poids, à un orfèvre de Limoges; en fragments d'os carbonisés, et en une monnaie d'argent de l'empereur Adrien, que l'inventeur a cédée à M. Louvet avec le monument funéraire. La Société remercie M. Louvet de cette communication.

M. Fiquet, négociant à Miallet (Dordogne), propriétaire de l'ancien monastère de Taveau, près Dournazac; écrit à M. le Président pour lui signaler la découverte faite près de Taveau, en construisant la route n° 6, d'un souterrain, large de 10 mètres environ, dans lequel se trouve un petit lac servant de lavoir, et que la route va faire disparaître.

La Société invite M. Fiquet à faire faire un dessin de ce souterrain avant sa destruction.

M. Langlade, par une lettre adressée à M. le Président, invite la Société à faire une deuxième excursion au cimetière gallo-romain qu'il a découvert à Bersac.

M. Guibert lit un travail sur les suppositions, interpolations et falsifications de lettres, chartes de rois et bulles de papes dont les Grandmontains de Rouen furent accusés vers le milieu du xiii^e siècle.

M. Rivain communique à la Société un précieux document déposé aux Archives du département de la Haute-Vienne : c'est un rouleau des morts des abbés de Solignac. Au décès de l'abbé, le porte-rouleau partait de Solignac, et allait d'abbaye en abbaye, demandant des prières pour l'âme du défunt, et faisant noter

exactement, sur son rouleau, les nom et titres de chaque monastère et ce qu'on y disait de l'abbé trépassé. Le rouleau qu'a trouvé M. Rivain est celui se rapportant à l'abbé Hugues, mort en 1240. Il constate que le porte-rouleau, Pierre Faugères, visita plus de quatre cents abbayes, et il n'omet ni les éloges funèbres, ni les malicieuses épigrammes dont la mémoire du défunt fut souvent l'objet durant cette visite.

Sur la demande de la Société, M. Rivain voudra bien faire, pour le Bulletin, un extrait de ce curieux document.

M. l'abbé Rougerie lit quelques passages de la notice qu'il vient de publier à la librairie de M^{me} Dumont, à Limoges, sur saint Gaultier, abbé de Lesterps, né à Confolens en 990, et disciple de saint Théobald et de saint Israël. Cette lecture est écoutée avec le plus vif intérêt.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 21 AOUT 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Fizot-Lavergne, Astaix, Bourdery, Drouet, Sengensse, l'abbé Rougerie, l'abbé Tandean de Marsac, Camille Jouhanneau, l'abbé Joyeux, Faure, Faye, Ducourtieux, l'abbé Lecler, Guibert, Francez, Henri Tandean de Marsac, Taillebois, Thézard, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Charles-Junien Boutant, présenté à la dernière séance, est admis au scrutin secret, comme membre résidant de la Société.

M. Perdoux, ancien professeur de dessin et de modelage, envoie à M. le Président sa démission de membre de la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, répondant au désir exprimé par M. le Président, écrit, à la date du 31 juillet dernier, qu'il est disposé à présenter au Conseil d'Etat un projet de décret tendant à accorder la reconnaissance légale à la Société, et demande qu'on lui fasse

parvenir à cet effet, dans le plus bref délai possible, toutes les pièces nécessaires.

La Société, consultée, remercie M. le Ministre de ses dispositions bienveillantes, et, à l'unanimité, elle émet le vœu qu'il veuille bien lui continuer son patronage et la faire déclarer Société d'utilité publique.

A cet effet, toutes les pièces nécessaires seront immédiatement transmises à M. le Ministre, avec un extrait de la présente délibération.

M. le docteur Mabaret du Basty, de Saint-Léonard, membre de la Société, écrit à M. le Président qu'un journal médical vient de publier un extrait des registres de la Faculté de médecine de Paris, du 26 juin 1651, sous le décanat de Guy Patin, relatif au procès que Gabriel Naudet, médecin de Louis XIII, soutenait alors contre les Jésuites, au sujet du prieuré de l'Artige. M. Mabaret du Basty, se proposant de rechercher l'origine et l'issue de ce procès, prie les membres de la Société de vouloir bien l'aider dans ses recherches, et lui indiquer où il pourrait trouver des documents relatifs à l'abbaye de l'Artige.

M. Coulaud, instituteur à Meilhac, signale par sa lettre du 30 juillet dernier, l'existence, sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-Laurière, entre la montagne fortifiée du Châtelard et le village de Poperdu, de nombreux monticules composés de pierres, de terre rougie par le feu, de cendres et de charbons, et conjecture que sur cet emplacement s'élevait peut-être une ville. La Société invite M. Coulaud à continuer ses explorations, qui peuvent conduire à d'utiles découvertes.

M. l'abbé Lecler lit une note de M. Taveau de la Vigerie, relative à une charte trouvée par ce dernier aux Archives de l'Etat (Trésor des chartes, registre JJ. 76, charte 290, fol. 169, v^o) par laquelle le roi Philippe ratifie, en 1346, les lettres que Jean de Normandie, fils aîné de France, avait accordées, en 1315, aux habitants de Limoges, pour leur permettre de relever les murs, tours et forteresses du château. Cette charte avait été déjà signalée dans le *Limousin historique*, p. 386.

L'*Academia eraldica italiana* de Pise demande un exemplaire du *Nobiliaire du Limousin*, et propose en échange quelques-unes de ses publications.

La Société accepte l'échange proposé.

M. Ch. Robert, membre de l'Institut, demande à compléter sa collection des publications faites par la Société depuis sa fondation : Bulletin, Nobiliaire et Registres consulaires.

Sur la proposition de M. Sengensse, la Société, à l'unanimité des voix, admet au nombre de ses membres honoraires M. Maximin Deloche, membre de l'Institut.

Une deuxième excursion au cimetière gallo-romain de Bersac est fixée au jeudi 14 octobre prochain, et les membres qui voudraient y prendre part sont priés d'en donner avis au Secrétaire.

M. l'abbé Arbellot lit un travail sur le jubé de la cathédrale de Limoges. Il fait l'historique de ce chef-d'œuvre de la Renaissance, érigé en 1533 par l'évêque Jean de Langheac, dont les armes et la belle devise : *Marcessit in otio virtus*, sont sculptées sur le monument. Il décrit les sujets pieux et les sujets profanes qui le décorent, et ne trouve rien de comparable à la délicatesse et à la perfection de ces sculptures, dues au ciseau d'un artiste dont le nom est resté inconnu.

Après l'échange de quelques observations au sujet d'indications données par quelques auteurs, et desquelles il résulterait que le pape Sixte-Quint est originaire d'Arnac-la-Poste, en Limousin, la séance est levée à neuf heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Fizot-Lavergne, Bourdery, l'abbé Rougerie, de Font-Réaulx, Palisson, Fage, l'abbé Tandean de Marsac, Hervy, Guibert, Ducourtieux, Rousselle, Rivain, de Lesterps, Beaure d'Augères, Taillebois, Nivet-Fontaubert, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président fait connaître les nombreux bulletins et publications que la Société a reçus depuis la dernière séance.

La Société de Borda, établie à Dax, propose l'échange de ses publications. La proposition est adoptée.

MM. Hervy et Beaure d'Augères présentent comme membre résidant M. Eugène Muret, président de la Société d'Agriculture, demeurant à Limoges.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandean de Marsac présentent, en la même qualité, M. Deluret de Feix, propriétaire à Limoges, et, comme membres correspondants, M. Paul de Montvailler, avocat à Confolens ; M. Edouard Aubusson de Soubrebost, propriétaire à Boussac (Creuse), et le petit-séminaire d'Ajain.

MM. Dubouché et Guibert présentent, comme membre résidant, M. Ferru, sculpteur à Limoges.

Conformément au règlement, il sera statué sur les présentations à la prochaine séance.

M. Sengensse, nommé juge au tribunal civil de Tulle, envoie sa démission de membre résidant, et demande à la Société de vouloir bien l'admettre comme membre correspondant. La demande de M. Sengensse, à l'unanimité, est accueillie favorablement.

On procède ensuite au scrutin pour la nomination d'un secrétaire-trésorier en remplacement de M. Sengensse, démissionnaire. M. Hervy, à l'unanimité des voix, moins une, est nommé secrétaire-trésorier.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Brunet, ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, annonçant que, par décret de M. le Président de la République en date du 14 novembre 1877, la Société Archéologique et Historique du Limousin est reconnue comme établissement d'utilité publique. Une ampliation du décret est jointe à la lettre de M. le Ministre, ainsi que les statuts approuvés par le Conseil d'Etat ; le tout restera déposé aux archives de la Société.

M. Guibert lit un extrait de divers manuscrits conservés au grand-séminaire de Limoges, sur ce que, en 1789, on a appelé la Peur. Cette alarme fut répandue le 29 juillet 1789, et à la même heure, dans toute la France, et occasionna plusieurs incidents curieux à Limoges et dans le reste de la province.

M. Taillebois lit un rapport sur quelques monuments celtiques et romains qu'il a observés dans les environs de Saint-Sulpice-les-Feuilles, arrondissement de Bellac.

M. Fage lit un travail sur l'introduction de l'imprimerie à Tulle.

M. l'abbé Arbellot donne lecture d'une notice sur les émaux qui décorent les canons d'autel de la cathédrale de Limoges. Ces émaux, d'après le Président, sont de Noël Laudin III, le même qui fit le portrait de Benoît XIV, élu pape en 1740, à la prière du cardinal de La Rochefoucauld, qui ne fut revêtu de la pourpre romaine qu'en 1747.

Les manuscrits de MM. Guibert, Taillebois, Fage et l'abbé Arbellot sont envoyés au Comité de publication.

M. Remy Texier ayant offert obligeamment de mettre à la disposition de la Société les papiers de feu M. l'abbé Texier, son frère, la Société nomme une Commission, composée de MM. l'abbé Arbellot, Rousselle, Guibert, Nivet-Fontaubert, l'abbé Tandeau de Marsac et Fizot-Lavergne, pour en prendre communication au domicile de M. Remy Texier.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1877.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Fizot-Lavergne, Bourdery, Guibert, Noualhier, l'abbé Tandeau de Marsac, Boutant, Hervy, Nivet-Fontaubert, Léobon-Létang, Camille Jouhanneaud, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications reçues depuis la dernière séance, parmi lesquelles l'ouvrage de M. Guibert sur la destruction de l'ordre et de l'abbaye de Grandmont, et cinq brochures de M. le baron de Verneilh sont l'objet d'une mention particulière.

MM. Eugène Muret, Deluret de Feix et Ferru sont successivement, et au scrutin secret, admis comme membres résidents.

La Société admet également, au scrutin secret, MM. de Montvallier, Edouard Aubusson de Soubrebost, et le petit-séminaire d'Ajain, au nombre de ses membres correspondants.

MM. Fage et Garrigou-Lagrange présentent, comme membre résident, M. Berger, professeur au lycée de Limoges.

Sont également présentés en la même qualité : M. Thézard, notaire à Limoges, par MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandeau de Marsac, et M. Georges Nivet-Fontaubert par MM. Nivet-Fontaubert père et l'abbé Tandeau de Marsac.

MM. Fage et Gadon présentent, comme membre correspondant, M. Philibert Mazaudois, avocat, demeurant à Surdoux.

Conformément au règlement, il sera, à la prochaine séance, statué sur ces présentations.

M. le Président donne ensuite lecture d'une lettre par laquelle M. le Maire de Limoges rappelle que les armoiries de la ville de Limoges doivent être placées sur la façade du palais de l'Exposition, au Champ-de-Mars, et demande à la Société de lui en faire connaître le dessin exact. Sur les indications de M. l'abbé Arbellot et de M. Nivet-Fontaubert, la Société signale la reproduction de ces armes sur un émail du xv^e siècle, qui a été donné au musée par M^{me} de Saint-Cricq, fille de M. de Théis, ancien préfet de Limoges, et elle délègue M. Guibert, l'un de ses membres, pour examiner la question, et faire à ce sujet une communication à M. le Maire.

M. l'abbé Joyeux écrit qu'un de ses paroissiens a trouvé, près de Vicq, un fragment de statuette égyptienne, et promet à la Société un travail sur cet objet.

M. Guibert lit une description d'un monument connu sous le nom d'autel de Texon : c'est un bloc de pierre sur lequel sont sculptés une tête de bœuf, des vases de formes diverses, et des objets dont on ne peut guère déterminer la nature.

M. l'abbé Arbellot lit un article du *Bulletin monumental*, dans lequel M. Léon Palustre, sous le titre : *Le défunt Musée de Limoges*, déplore la dispersion des richesses que contenait notre musée, et le triste état où se trouve le musée lapidaire.

M. l'abbé Arbellot lit un passage de Henri Martin sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, au siège de Châlus, et indique les erreurs nombreuses dans lesquelles est tombé cet historien.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

POUR L'ANNÉE 1877.

BUREAU.

Président. — M. l'abbé ARBELLOT, A. .

Vice-Présidents. — MM. MAURAT-BALLANGE *, THÉZARD.

Secrétaire général. — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

Secrétaire-bibliothécaire et Archiviste. — M. GUILLEMOT, A. .

Secrétaire-trésorier. — M. HERVY.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. ASTAIX, *, I. P. .

M. GUIBERT, A. .

M. HERVY.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM. LE PRÉSIDENT, LES VICE-PRÉSIDENTS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

M. GUIBERT, A. .

M. LEMAS, A. .

M. GUILLEMOT, A. .

M. RIVAIN.

DIRECTION DU MUSÉE (1).

Directeur. — M. DUBOUCHÉ (Adrien), A. .

Sous-directeurs : MM. GUILLEMOT (Albert), A. .

— NIVET-FONTAUBERT.

— LEMAS (Elie), A. .

— LINARD (Albert).

— ARDANT (Henri), A. .

(1) Par arrêté de M. le Maire de Limoges, les membres de la direction du Musée général ont été nommés directeurs du Musée céramique municipal:

MEMBRES RÉSIDANTS.

1845.

MM.

ARBELLOT (l'abbé), A. , chanoine de Limoges, correspondant du Comité des travaux historiques, 11, avenue de la Corderie.

ASTAIX, *, I. P. , directeur de l'Ecole de médecine, 6, rue Pont-Hérisson.

BOURDEAU DE LAJUDIE, 9, rue Cruchedor.

FIZOT-LAVERGNE, avoué à la Cour d'appel, 16, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, ancien capitaine d'état-major, 2, cours Jourdan.

MALLEVERGNE, O. *, président de chambre honoraire, ancien député, 6, place Dauphine.

NIVET-FONTAUBERT, agent d'assurances, 12, place Tourny.

NOUALHIER (Armand), *, ancien député, à la Borie, près Limoges.

POUYAT (Emile), *, négociant, 2, cours Jourdan.

TARNEAUD (Firmin), banquier, 7, rue Banc-Léger.

1850.

BOURGOING-MÉLISSE, à Saint-Junien.

BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil, 14, avenue de Juillet.

LAMY DE LA CHAPELLE (Edouard), ancien banquier, 15, rue du St-Esprit.

1851.

GRAVES (le comte de), propriétaire, à Verneuil-sur-Vienne.

1856.

LANSADÉ (J.-B.), architecte, rue Encombe-Vineuse.

1857.

DUVERT DE LA GABIE, propriétaire, maire de Verneuil.

1858.

ROGUES DE FURSAC (Victor), juge au tribunal civil, 13, avenue de Juillet.

1859.

LECLER (l'abbé), curé de Marval, canton de St-Mathieu (Haute-Vienne).

ROUGERIE (l'abbé), curé-archiprêtre de Rochechouart.

TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine honoraire, 12, rue Porte-Tourny.

1860.

CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur, 7, rue Montant-Manigné.

GUILLEMOT (Albert), A. , rédacteur en chef du *Courrier du Centre*, 6, rue Turgot.

LABONNE (Martial DE), propriétaire, au château de Montbrun par Châlus.

1861.

MM.

GARRIGOU-LAGRANGE, avoué au tribunal civil de Limoges, 1, rue Léonard-Limosin.

1862.

DUBOUCHÉ (Adrien), *, A. , négociant, à Jarnac (Charente).

FONTANEAU (El.), *, officier de marine en retraite, 8, cours Bugaud.

FONT-BÉAULX (Théophile DE), notaire, à Saint-Junien.

HERVY (Emile), notaire, 13, boulevard Sainte Catherine.

LEMAS (Elie), A. , professeur de rhétorique au lycée, avenue du Midi.

1865.

LE SAGE (Charles), *, ingénieur civil, ancien maire de Limoges, 8, faubourg des Arènes.

LINARD (Albert), architecte, capitaine des pompiers, 1, place du Champ-de-Foire.

1866.

ARDANT (Henri), *, A. , président de la Chambre de commerce, fabricant de porcelaine, 17, rue Manigne.

MAUBLANC (DE) fils, propriétaire, à Saint-Junien.

1869.

JABET (Edmond), propriétaire, 3, place des Bances.

MAURAT-BALLANGE, conseiller à la Cour d'appel, 7, faubourg des Arènes.

1870.

DUCOURTIEUX (Paul), imprimeur-libraire, 5, rue des Arènes.

DUFOUR DE NEUVILLE (Louis), propriétaire, au château de Combas par Magnac-Bourg.

1871.

DEIGNAT-LAVAUD, *, avocat, anc. maire de Limoges, 6, place Jourdan.

LAGRANGE (Paul), 18, rue Manigne.

THÉZARD, notaire honoraire, juge de paix, à Limoges, 5, place de la Cité.

1872.

ARDANT (Georges), imprimeur, 12, rue Pont-Hérissou.

BAJU (Henri), avocat, 1, boulevard du Collège.

BLEYNIÉ (Francis), docteur en médecine, 32, rue Manigne.

DUBREUIL (Alfred), négociant, 2, rue d'Isly.

FAGE (René), avocat, 9, boulevard Sainte-Catherine.

FAURE, chef de division à la préfecture, 3, rue des Charseix.

FRANCEZ (René), propriétaire, 16, faubourg Boucherie.

GOURSOLLE, bibliothécaire de la ville, 7, rue Vigne-de-Fer.

GUIBERT (Louis), A. , homme de lettres, 4, rue Sainte-Catherine.

HENRY (Charles), *, avocat, 7, rue Neuve-Sainte-Valérie.

JOHANNEAUD (Camille), avocat, 19, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

JOYEUX (l'abbé), curé de Vicq, par Magnac-Bourg.

MM.

LARUE (Armand), avocat agréé au tribunal de commerce de Limoges, 23, avenue du Crucifix.
MAZEAUD (Henri), substitut du procureur général, 9, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.
PINOT (l'abbé), curé de Saint-Michel, impasse des Clairettes.
ROMANET DU CAILLAUD, 48, avenue de Juillet.
SÉNÉMAUD, greffier au tribunal de commerce, 13, rue du Consulat.
SENGENSSE, A. $\frac{1}{2}$, docteur en droit, juge au tribunal de première instance de Tulle.
TANDEAU DE MARSAC (Henri), propriétaire, 18, boulevard de la Pyramide.

1873.

BOULLANGER, architecte diocésain, place de l'Evêcaud.
CHOUFFOUR, avocat, 22, boulevard Sainte-Catherine.
CLAPIER (Amable), avocat, 7 boulevard de la Poste-aux-Chevaux.
CRESSAC-BACHELLERIE (DE), percepteur, au Dorat.
GADON (Abel), avoué à la Cour d'appel, 3, boulevard Montmailler.
MERX, architecte, 26, boulevard Sainte-Catherine.
TOURNOIS, O $\frac{1}{2}$, sous-intendant militaire, 32, avenue de Juillet.
VANDEBOMARQ (Eugène), fabricant de porcelaine, 7, rue Neuve-Sainte-Valérie.

1874.

BOUDET (Gabriel), docteur en médecine, 1, rue Neuve-Sainte-Valérie.
DALPAYRAT, peintre-émailleur, rue des Pénitents-Rouges.
RAYMONDAUD, docteur en médecine, 28, faubourg Manigne.
RIVAIN, archiviste du département, 11, avenue de la Gare.

1875.

BOURDERY (Louis), avocat, 1, rue des Combes.
CHARPENTIER (Eugène), à Vergnas, commune de Vicq, par Magnac-Bourg.
CONSTANTIN (Jérémie), avocat, 27, avenue de Juillet.
DESCHAMPS (Frédéric), propriétaire, à la Celle, par Eymoutiers.
DUMAS, ancien juge de paix, 3, avenue du Crucifix.
LESTERPS DE BEAUVAIS (Henri DE), chef d'escadrons au régiment de cavalerie territoriale du Limousin, à la Chabroulie, commune d'Isle, près Limoges.
LÉOBON-LÉTANG, notaire, à Saint-Priest-Ligoure, par Nexon.
MONTÉGUT (Emile), $\frac{1}{2}$, homme de lettres, à Thias, commune d'Isle, près Limoges.
PÉNICAUT (Léonce), négociant, 3, place Dauphine.
PEYRAMAURE DE BORT (Emile-Aubin), propriétaire, à Magnac-Bourg.

1876.

BEAURE D'AUGÈRES (Jean-Baptiste-Gustave), avocat, 13, rue du Saint-Esprit.
CALLIER (Georges), propriétaire, à Villepréaux, par Vaulry (Creuse).
DROUET (Philippe), greffier en chef de la Cour de Limoges, 18, place d'Aisne.

MM.

DU BASTY, (Gabriel), docteur en médecine, à Saint-Léonard.
DUFOUR DE NEUVILLE (Louis), propriétaire, au château de Combas, par
Magnac-Bourg.
GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William), fabricant de porcelaine, 54,
faubourg Montmailler.
MALABARD (l'abbé), curé d'Isle, près Limoges.
MAURY (Arsène), notaire, à Morterolles.
MONSTIERS-MÉRINVILLE (le comte Jean DES), au château du Fraisse,
par Mézières.
NOUALHIER (Gabriel), propriétaire, à Linards.
PALISSON (Adrien), libraire, 9, rue Porte-Tourny.
GOURIO DE REFUGE (Marie-Georges - Edgard), receveur particulier à
Rochechouart.
TAILLEBOIS, dentiste, 10, rue d'Aguesseau.
VIGIER (l'abbé), curé de Saint-Martial-de-Noblat, à Saint-Léonard.

1877.

BONNET-LABORDERIE, à Bersac (Haute-Vienne).
BOUTANT (Charles-Junien), à Saint-Junien (Haute-Vienne).
DELOR (Adrien), maire du Vigen, 22, rue Manigne.
DELURET DE FEIX, propriétaire, 17, avenue du Crucifix.
GÉRARD (Emile), négociant, 10, cours Jourdan.
LAMBERTYE (le marquis DE), au château de Cons-la-Grand'Ville (Meurthe-
et-Moselle).
LAPORTE (l'abbé), vicaire, à Saint-Léonard.
MURET (Eugène), président de la Société d'agriculture de la Haute-
Vienne, cours Vergniaud.
POMÉLIE (Melchior DE LA), propriétaire, au château de Montjoffre, près
Saint-Léonard.
SAINT-MARC-GIRARDIN (Barthélemy), Conseiller général, à Paris, rue
Bonaparte.
SAZERAT (Léon), fabricant de porcelaine, 16, faubourg Montjovis.

MEMBRES HONORAIRES (1).

1845-1876.

MM.

PEYRAMONT (DE), conseiller à la Cour de cassation, sénateur, à Versailles.

1846.

CHEVALIER (Michel), O *, ancien sénateur, membre de l'Institut, à Paris.

1852-1876.

BRUNET (Joseph), O. *, conseiller à la Cour de Paris, sénateur, ancien
ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, à Paris.

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre
de Membre honoraire.

1855.

MM.

LASTEYRIE (le comte DE), membre de l'Institut, 11, quai Voltaire, à Paris.

1857.

BERTAUD (Mgr), *, ancien évêque de Tulle.

1864-1869.

LAROMBIÈRE, O *, premier-président de la Cour d'appel de Paris.

1867-1874.

DUBÉDAT, conseiller à la Cour d'appel de Toulouse.

1872.

ALLOU, *, avocat à la Cour d'appel de Paris.

DUQUESNAY (Mgr Alfred), *, évêque de Limoges.

TEISSERENC DE BORT, O *, ministre de l'agriculture et du commerce, sénateur, à Versailles.

1855-1877.

DELOCHE (Maximin), *, membre de l'Institut, à Paris.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

1845.

MM.

BARDY (Gustave), ancien conseiller à la Cour d'Alger.

GÉRY (Charles), *, ancien préfet de l'Ardèche, de la Corse et d'Alger, ancien conseiller d'Etat.

1857.

SIMON-CLÉMENT, avocat général, à Pau.

1858.

LAGARDE (Henri DE), docteur en médecine, à Confolens.

NADAUD DE BUFFON (Henri), *, avocat général, à Rennes.

SÉNÉMAUD (Edouard), archiviste du département des Ardennes, à Mézières.

1860.

LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la Cour de Bordeaux, à Tulle.

1861.

CARDAILLAC (le comte DE), ancien chef de division au ministère.

GAY DE VERNON (le baron), *, colonel du 5^e chasseurs, à Vesoul.

LAPORTE (Armand DE), chirurgien-major du 138^e d'infanterie, à Limoges.

1864.

DEBORT (Gabriel), négociant, à Montaigut, arrondissement de la Palisse (Allier).

1865.

MM.

COUSTIN DE MANADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat, par Bénévent (Creuse).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, 14, place Dauphine, à Paris.

1866.

CESSAC (DE), au château de Mouchetard, près Guéret (Creuse).

MARTIN DE BRETTE, O *, chef d'escadrons d'artillerie.

1867.

LALANDE (Philibert), rue Haute, à Brive.

1870-1878.

PICHON (François), avocat, 36, rue Carpenteyre, à Bordeaux.

1871-1874.

AUBÉPIN, archiviste du département du Cantal, à Aurillac.

1872.

DECOUX-LAGOUTTE, juge à Bordeaux.

POULBRIÈRE (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Servières (Corrèze).

1874.

CLARETTE (Jules), homme de lettres, 8, rue Paradis-Poissonnière, à Paris.

DEMARTIAL, substitut du procureur de la République, à Guéret.

1875.

BOUTELLER (l'abbé), vicaire à Vallière, par Felletin (Creuse).

DENAI (Joseph), rédacteur de *l'Echo de Velay*, au Puy (Haute-Loire).

DUPLESS-AGIER, 16, rue Saint-Louis, à Versailles.

LASTEYRIE (Robert DE), archiviste, 86, rue du Bac, à Paris.

MASBARET DU BASTY, receveur de l'enregistrement et des domaines, à Bourgneuf.

1876.

BARBIER DE MONTAULT (Mgr), à Maris, par Jaulnay (Vienne).

BONNET (Adolphe), architecte, 5, rue Barouillère, à Paris.

1877.

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), propriétaire, à Boussac (Creuse).

CERCLE DE L'UNION, à Limoges.

LIBOUROUX (l'abbé), aumônier du collège de Cognac, à Cognac (Charente).

MONTCHEUIL (Paul DE), avocat à la cour de Bordeaux, 44, place Dauphine, à Bordeaux.

MONTVAILLER (Paul DE), avocat, à Confolens (Charente).

PETIT-SÉMINAIRE d'Ajain (Creuse).

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

POUR L'ANNÉE 1877.

AISNE :

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry.
Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons.
Société Académique de Laon.

ALGÉRIE :

Société Historique algérienne, à Alger.
Société Historique de la province de Constantine.
Société de l'Académie d'Hippône, à Bône.

ALLIER :

Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.

ALPES-MARITIMES :

Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.

AUDE :

Société des Arts et des Sciences, à Carcassonne.

AVEYRON :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

BOUCHES-DU-RHÔNE :

Société de Statistique de Marseille.

CALVADOS :

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

CHARENTE :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

CHER :

Société Historique, Littéraire, Artistique et Scientifique du Cher, à
Bourges.
Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

CORRÈZE :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.
Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

CÔTE-D'OR :

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Dijon.

CREUSE :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

DORDOGNE :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

DOUBS :

Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.

EURE-ET-LOIR :

Société Dunoise, à Châteaudun.

FINISTÈRE :

Société Académique, à Brest.

GARD :

Académie du Gard, à Nîmes.

GARONNE (HAUTE-) :

Académie des Jeux-Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

GIRONDE :

Société Archéologique de Bordeaux.

HÉRAULT :

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire, à Béziers.

ILLE-ET-VILAINE :

Société Archéologique, à Rennes.

INDRE-ET-LOIRE :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

ISÈRE :

Académie Delphinale, à Grenoble.

JURA :

Société d'Émulation du Jura, à Lons-le-Saulnier.

LANDES :

Société de Borda, à Dax.

LOIR-ET-CHER :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Société des Sciences et des Lettres, à Blois.

LOIRE :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Saint-Étienne.

LOIRE-INFÉRIEURE :

Société d'Archéologie, à Nantes.

LOIRET :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

LOT :

Société des Études Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot, à Cahors.

LOT-ET-GARONNE :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

MAINE-ET-LOIRE :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

MARNE :

Société des Sciences et Arts, à Vitry-le-Français.

MEURTHE-MOSELLE :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Société d'Archéologie de Lorraine et du Musée Historique Lorrain, à Nancy.

MORBIHAN :

Société Polymatique du Morbihan, à Vannes.

NORD :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Société Dunkerquoise, pour l'encouragement des Sciences, Lettres et Arts, à Dunkerque.

OISE :

Société Académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.
Comité Archéologique, à Senlis.

PAS-DE-CALAIS :

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

PUY-DE-DOME :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Clermont-Ferrand.

PYRÉNÉES (BASSES-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

PYRÉNÉES-ORIENTALES :

Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

RHÔNE :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Société Littéraire, Historique et Archéologique de Lyon, à Lyon.

SAONE-ET-LOIRE :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société d'Histoire et d'Archéologie, à Chalon-sur-Saône.

Société Éduenne, à Autun.

SAVOIE :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

SAVOIE (HAUTE-) :

Société Florimontane, à Annecy.

SEINE :

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Société Philotechnique, à Paris.

SEINE-ET-OISE :

Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts, à Versailles.

Société Archéologique, à Rambouillet.

SEINE-INFÉRIEURE :

Société Havraise d'études diverses, au Havre.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

SÈVRES (DEUX-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts du département des Deux-Sèvres,
à Niort.

SOMME :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce,
à Amiens.

TARN-ET-GARONNE :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

VAR ;

Société d'Études Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.

Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à
Toulon.

Société des Sciences naturelles, des Lettres et Beaux-Arts, à Cannes.

VAUCLUSE :

Société Littéraire, Scientifique et Artistique, à Apt.

Vienne :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Société d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts, à Poitiers.

VOSGES :

Société d'Émulation des Vosges, à Épinal.

Yonne :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique, à Sens.

Société d'Études, à Avallon.

BELGIQUE :

Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.

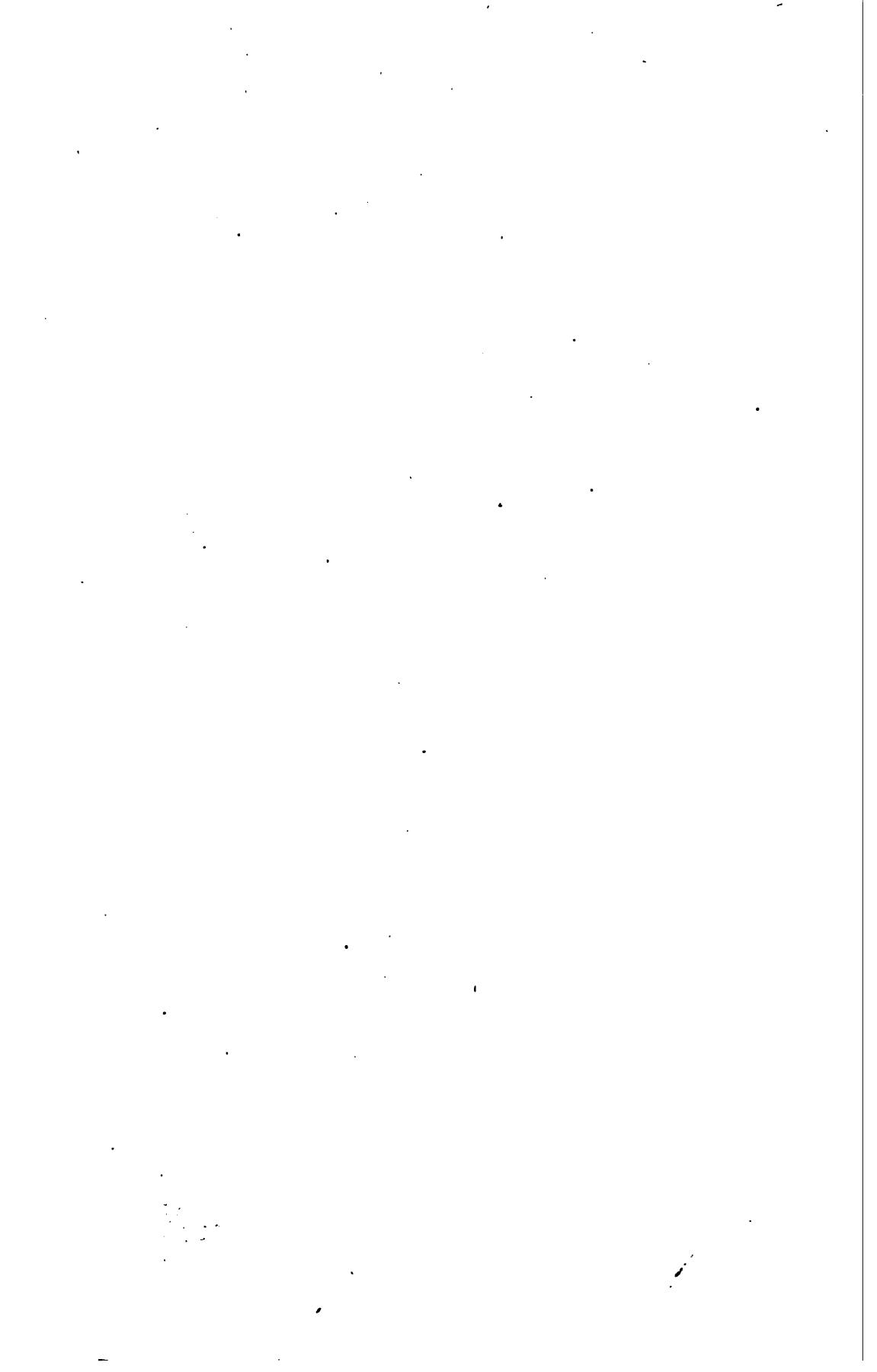


TABLE DES MATIÈRES.

MÉMOIRES.

	Pages.
Statuts de la Société Archéologique et Historique du Limousin....	1
Cathédrale de Limoges : le Jubé, par M. l'abbé ARBELLOT.....	13
Quelques procès limousins devant le Parlement de Bordeaux, par M. René FAGE.....	29
Etude sur les emplacements des stations gallo-romaines autour d'Augustoritum (Limoges) et sur leurs distances respectives, par M. l'abbé ROUGERIE.....	50
Sceaux et Armes de l'Hôtel de Ville de Limoges, par M. Louis GUIBERT.....	62
Une question de biographie : René Benoît et Pierre Benoît, par M. l'abbé LECLER.....	139
Monnaies antiques trouvées dans le Bas-Limousin, par M. Philibert LALANDE.....	147
Cathédrale de Limoges : canons d'autel en émail, par M. l'abbé ARBELLOT.....	151
Thèque d'Alfred le Grand : lettre par M ^{re} BARBIER DE MONTAULT...	155
Note sur le château de Chalusset, communiquée par M. P. MAR- CHEGAY.....	158
Chronique.....	159
La Vérité sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, par M. l'abbé ARBELLOT.....	161
La Maison de Ségur, son origine, ses vicomtes, par M. René FAGE	261
Coutumes singulières de quelques confréries et de quelques églises du diocèse de Limoges, par M. Louis GUIBERT.....	284
Quelques notes sur la destruction de la Cité de Limoges par le prince Noir, par M. Paul DUCOURTIEUX.....	304
Rouleau des Morts de l'abbaye de Solignac : texte et commentaire, par M. C. RIVAIN.....	327
Cimetière gallo-romain de Bersac : rapport par M. E. TAILLEBOIS..	368
Supplément au mémoire qui a pour titre : « <i>La Vérité sur la mort de Richard Cœur-de-Lion</i> », par M. l'abbé ARBELLOT.....	372
Extrait du compte-rendu d'une séance de l'Académie des Inscrip- tions et Belles-Lettres.....	388
Errata et addition au mémoire intitulé : « <i>Sceaux et armes des villes, etc.</i> », par M. Louis GUIBERT.....	389

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Séance du 30 janvier 1877.....	391
— du 27 février.....	392
— du 24 avril.....	394
— du 27 mai.....	397
— du 30 juin.....	400
— du 31 juillet.....	401
— du 21 août.....	403
— du 27 novembre.....	405
— du 28 décembre.....	407
Liste des membres de la Société pour l'année 1877.....	409
Membres résidants.....	410
Membres honoraires.....	413
Membres correspondants.....	416

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXVII. — PREMIÈRE LIVRAISON

(TOME V DE LA DEUXIÈME SÉRIE)

LIMOGES
IMPRIMERIE DE CHAPOULAUD FRÈRES
Rue Montant-Manigne, 7

—
1879





LES CONFRÉRIES DE PÉNITENTS EN FRANCE

ET NOTAMMENT DANS LE DIOCÈSE DE LIMOGES

§ 1^{er}. — Origine, but, ancienneté des Associations de pénitence. — Les Pénitents de la primitive Eglise. — Les Flagellants.

Les confréries de Pénitents ont incontestablement une origine fort ancienne. S'il est difficile de saisir l'institution à ses débuts et d'en suivre les progrès à travers le moyen âge, on peut du moins constater avec une entière certitude, sur beaucoup de points et à diverses dates, l'existence d'associations fondées sur l'idée, vieille comme le monde, de la pénitence volontaire, — de l'utilité et de la nécessité, tant pour le genre humain que pour l'individu, d'expiations spontanément offertes à la Divinité. Ce serait élargir outre mesure notre cadre que de rechercher les exemples fournis soit par l'antiquité païenne, soit par les religions orientales, de cette croyance, si profondément enracinée dans le cœur de l'homme, et des pratiques diverses dont elle est l'évidente inspiratrice et la seule explication possible. Bornons-nous à rappeler qu'elle se manifeste avec éclat dès le commencement de notre ère. A vrai dire, Jésus-Christ lui-même nous apparaît, au seuil de l'histoire du Christianisme, comme le premier des Pénitents et leur parfait modèle. Aussi rencontrerons-nous souvent, dans les prières et les statuts des confréries de cet ordre, le désir exprimé d'une participation plus intime aux souffrances du Christ durant les derniers jours de sa vie terrestre.

L'objet de l'institution est, on le voit, bien déterminé, et le mot ici dit tout. Exciter, développer dans son âme et dans celle du prochain le sentiment et le regret des fautes commises ; offrir au Ciel des satisfactions volontaires, pour se soustraire aux peines éternelles ou même aux châtimens dont il frappe parfois les coupables dès cette vie ; s'efforcer d'obtenir de la miséricorde de Dieu la rémission de ses propres péchés et la pitié pour les crimes du monde ; poursuivre ce but par tous les moyens que la religion met au service du chrétien : la prière, la mortification, l'obéissance, la charité sous ses formes les plus diverses, dans ses manifestations les plus élevées, comme dans ses emplois les plus humbles, — telle était la fin que se proposaient, à l'exemple de toutes les associations de Pénitents, les compagnies si longtemps chères à la population de Limoges, et éteintes depuis peu d'années.

On s'est donc étrangement trompé en confondant quelquefois ces confréries pieuses avec les fréries des corporations. La *frérie* était à l'origine et resta longtemps le lien religieux du groupe industriel sous l'ancien régime, la fête patronale des gens appartenant au même métier, — et sous ce nom on désignait aussi tout ce qui se rapportait au culte du patron et aux manifestations pieuses du groupe : ce n'était en somme qu'un côté de l'organisation corporative. Les associations de Pénitents étaient, au contraire, formées entre gens de diverses professions, de conditions très-inégales, sans aucun lien social, sans autres rapports l'un avec l'autre que ceux créés par la confraternité de la Compagnie. C'est ce dont témoignent expressément plusieurs des brefs d'institution ou d'indulgences accordés à ces Compagnies par les Souverains-Pontifes. Il s'agit, y est-il dit, d'associations qui n'ont pas été établies pour des gens d'un seul corps de métier : — « *Non pro hominibus unius specialis artis instituta (1)* ».

Relevons ici, au sujet des confréries en général, une opinion qui nous paraît avoir été bien légèrement émise, et que nous sommes surpris de trouver reproduite dans les écrits de savants

(1) Brefs de Clément X pour les Pénitents Bleus de Limoges (1672), pour les Pénitents Noirs de Guéret (1673), de Clément XI pour les Pénitents Blancs de Montpellier (1702), etc., etc.

estimés de notre pays (1). On a prétendu que, avant le xv^e siècle, il n'exista d'autres confréries que celles annexées aux corporations. Les associations formées dans un but purement religieux ou charitable seraient toutes postérieures à l'an 1400. Une pareille thèse ne peut se soutenir : l'histoire générale et l'histoire locale la démentent également. N'ayant à traiter ici la question qu'à un point de vue spécial et d'une façon tout accessoire, nous n'irons pas chercher d'éléments de controverse en dehors du Limousin. Sans remonter aux pieuses confréries dont nos annales attestent l'existence dans la province aux premiers siècles du Christianisme, nous savons, et des documents authentiques, des pièces originales établissent qu'il y avait à Limoges, au xiii^e siècle, c'est-à-dire deux cents ans avant la date indiquée plus haut, diverses associations fondées en dehors de l'organisation corporative, et dont les membres se proposaient un but exclusivement religieux ou charitable : celles de Notre-Dame-de-Saint-Sauveur (plus tard de Saint-Martial), de Notre-Dame-du-Puy, et des Pauvres-à-Vêtir, pour ne citer que les plus célèbres.

Nous avons dit que les compagnies de Pénitents n'avaient rien de commun avec les corporations de métiers et leurs fréries. Ajoutons qu'on ne saurait non plus y voir des associations analogues à nos modernes sociétés de secours mutuels. On a fait fausse route en voulant établir un rapprochement entre deux ordres d'institutions qui, pour un petit nombre de points de contact, offrent dans leur esprit, dans leur origine, dans leur objet, de profondes différences. Il est assurément d'un réel intérêt de retrouver dans le passé le germe des choses d'aujourd'hui ; on doit néanmoins se garder d'admettre avec trop de facilité des assimilations hasardées et des généalogies douteuses. La tendance est trop commune de tout accommoder aux idées actuelles :

(1) Aug. Bosvieux, *Documents relatifs aux Confréries de la Marche*. (Bulletin de la Société des Sciences archéologiques et naturelles de la Creuse, T. II, p. 414.) Dans son *Traité des Indulgences*, M^{re} Bouvier prétend que la plus ancienne confrérie connue est celle du Gonfalon de Rome. Cette assertion tombe d'elle même en présence d'une foule de documents relatifs à des confréries purement religieuses ou de charité, et dont la fondation est certainement antérieure à 1264, date de l'établissement du Gonfalon.

on doit savoir y résister en face d'institutions ne présentant pas l'une avec l'autre ces traits frappants de ressemblance auxquels il est impossible de se méprendre. — En ce qui concerne les confréries de Pénitents, il faut ne les avoir étudiées ni dans leur histoire ni dans leurs statuts, pour leur prêter comme but principal un de leurs objets les plus secondaires. Sans doute la charité de leurs membres s'exerçait, si besoin était, à l'égard des confrères, et les associés se devaient l'un à l'autre, non-seulement l'aide de leurs conseils pieux, de la prière et du bon exemple, mais aussi la visite en cas de maladie, et, avec des secours spirituels et des consolations, l'assistance matérielle que pouvait comporter une situation gênée : les statuts de quelques compagnies sont à cet égard très-explicites ; toutefois ils ne s'occupent que des confrères accidentellement malades. Ceux de trois ou quatre associations tout au plus, notamment de la confrérie du *Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Dieu* de Marseille, obligent les membres à prêter assistance aux associés infirmes ou simplement nécessiteux (1) ; mais ce devoir, ces préceptes, sont tout accessoires dans le principe. L'objet de la confrérie n'est pas là. Le cas dont nous nous occupons devait du reste se présenter rarement au début. Les fondateurs avaient eu d'autant moins à s'en préoccuper que les Compagnies, à l'origine, s'étaient surtout recrutées dans les rangs du clergé et de la bourgeoisie aisée. Il faut ajouter que la corporation de métier avait des secours pour ceux de ses membres mis par l'âge ou les infirmités dans l'impossibilité de travailler. Les artisans qui appartenaient à une compagnie de Pénitents durent s'adresser, dans leurs maladies et leurs épreuves, à la corporation, qui était la véritable société de secours mutuels, avant de recourir à la confrérie, où ils ne virent et ne purent voir pendant longtemps qu'un lien religieux. A la fin du xvii^e siècle, et surtout au xviii^e, cette manière d'envisager les choses changea ; mais ce fut l'effet de la décadence de l'institution. Nous le répétons : l'idée première qui a présidé à la formation des confréries de Pénitents est une pensée exclusive—

(1) « Si quelqu'un de cette Compagnie se trouvoit réduit à une telle nécessité qu'il ne pût pas travailler pour gagner sa vie, il seroit assisté de l'argent qu'on tireroit de la boîte destinée pour les pauvres ; s'il n'y en avoit pas assez pour suffire à son entretien, tous les Pénitents y contribueroient en particulier, selon leur pouvoir et leur dévotion. »

ment pieuse, et qui voudra y chercher autre chose méconnaîtra le véritable esprit de ces sociétés.

« Le motif de ceux qui ont formé les confrairies de Pénitents, dit Etienne Molinier dans son curieux *Traité sur la matière* (1), a été le désir de..... suivre le chemin que la bonté de Dieu, riche en miséricorde, ouvre et présente à ceux qui se sont égarés de l'innocence et n'ont plus d'autre ressource que la pénitence. »

On ne saurait indiquer, même d'une façon approximative, la date de l'organisation de la plus ancienne confrérie permanente de cette espèce : on ne constate avec certitude qu'au ^{xiii}^e siècle l'existence d'associations de pénitence; encore faut-il remarquer que leurs membres, à bien peu d'exceptions près, n'ont pris le nom de Pénitents qu'aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Il paraît toutefois certain que, dès les premiers temps de l'Eglise, les chrétiens soumis à des pénitences publiques ou les Pénitents volontaires se réunissaient pour assister à certaines cérémonies ou vaquer en commun à certains exercices. On a peu de détails sur ces réunions; on sait seulement que les personnes rangées dans cette classe de fidèles se répartissaient en plusieurs catégories, dont chacune était désignée sous une qualification spéciale et avait ses exercices particuliers.

Parmi les précurseurs de l'institution dont nous nous occupons, on ne peut omettre les Flagellants. Ce nom fut donné à des troupes d'hommes qui parcoururent à diverses époques certaines contrées de l'Europe, en prêchant au peuple la pénitence, et en cherchant à l'émouvoir par les sanglantes macérations auxquelles on les voyait se livrer publiquement et avec une sorte de fureur.

Les historiens ne sont pas d'accord sur la date de l'apparition de ces bandes de fanatiques. La plupart ne les signalent qu'au ^{xiii}^e siècle; quelques-uns font remonter cette sorte d'épidémie religieuse à l'an 1020; mais les indications données par ces derniers ne sont pas très-précises, en sorte qu'il est assez difficile de se prononcer pour l'une ou l'autre opinion. Ce qui semble certain c'est que, en 1170, des compagnies de Flagellants

(1) *Des Confrairies pénitentes, ou il est traité de leur institution, reigles et exercices*, par M. E. Molinier, prestre et docteur. — Tolose, Raymond Colomiez, 1625.

s'étaient déjà montrées sur plusieurs points de l'Allemagne et de l'Italie.

Selon l'abbé Boileau, — qui a écrit une curieuse histoire des Flagellants (1), et qui retrouve dans les confréries permanentes de Pénitents les principaux traits de ces associations toutes spontanées et éphémères, nées d'un élan de ferveur et d'une crainte exagérée de la justice divine, — l'usage de la discipline volontaire aurait été peu répandu ou même n'aurait pas été connu du tout avant le *xr*^e siècle, époque où le sentiment religieux subit une assez profonde modification. Ce qu'il y a de certain, c'est que, à ce moment, sous l'influence de souffrances réelles, mais plus encore d'appréhensions vagues, de terreurs sans objet défini, un réveil de l'esprit de pénitence se produisit dans les masses, et avec une vivacité dont l'histoire n'avait pas offert encore d'exemple en Occident. Le besoin de souffrir volontairement, de se sacrifier, d'expier, se fit sentir dans tous les rangs de la société, qui reçut un ébranlement profond. Les Croisades entretenirent cette fièvre pendant un siècle et demi, mais eurent aussi pour résultat d'en atténuer singulièrement les dangers. Les expéditions d'outre-mer, en ouvrant une carrière presque sans bornes à l'activité des inquiets, des aventureux, des ambitieux, débarrassèrent l'Europe de ferments que la féodalité et l'Eglise elle-même n'avaient pu voir se développer sans concevoir de sérieuses craintes.

Au *xiii*^e siècle, les Flagellants reparurent en Italie. Un moine dominicain de Pérouse, nommé Reynier, touché des maux que causaient aux peuples les discordes intestines dont la Péninsule était le théâtre, se mit à parcourir les villes et les campagnes en prêchant la pénitence. Ses accents passionnés émurent ses auditeurs ; beaucoup le suivirent, et on vit pendant quelque temps errer sur les places et sur les chemins des troupes d'hommes, à moitié vêtus, armés de fouets ou de lanières dont ils se frappaient jusqu'au sang, en appelant à grands cris la miséricorde de Dieu sur eux et sur le monde. De l'Italie ces manifestations gagnèrent l'Allemagne. Un contemporain, moine de Sainte-Justine de Padoue, nous a laissé la description du singulier spectacle qu'offraient les troupes de Flagellants. « On voyait, dit cet auteur, marcher confondus dans leurs rangs des personnes

(1) *Historia Flagellantium*. — Paris, Anisson, 1700.

de naissance illustre et des hommes de la plus basse condition, des vieillards et des jeunes gens, jusqu'à des enfants de cinq ans, — tous entièrement nus à l'exception du vêtement qu'exige la pudeur. Ils s'avançaient en procession, deux à deux, sur les places des cités; chacun tenait à la main un fouet formé de lanières de cuir, et, avec de grands gémissements et des larmes, ils se frappaient violemment les épaules, jusqu'à ce que le sang jaillît. Ce n'était pas seulement durant le jour qu'ils donnaient un pareil spectacle : on en vit la nuit, au milieu de l'hiver le plus rigoureux, parcourir les villes et les églises, tenant à la main des cierges allumés. Et ces processions comptaient cent, mille, dix mille personnes..... On n'entendait partout que la psalmodie lugubre de ces pénitents (1)... » Des prêtres, des religieux marchaient à la tête de la multitude. A chaque halte, l'un d'eux prenait la parole, et exhortait le peuple à expier ses péchés. Quand il se taisait, c'était une explosion de cris, de coups, de hurlements. Les larmes et le sang coulaient tout autour de l'orateur. Puis la troupe se remettait en marche. — De telles scènes devaient frapper vivement l'imagination des masses. La contagion s'étendait de proche en proche. Dans certains villages, presque tous les habitants avaient abandonné leurs demeures. Des femmes se mêlaient aux Flagellants, et, comme eux, à demi-nues, partageaient leurs cruels exercices. Ces foules ne pouvaient se déplacer et vagabonder ainsi sans causer sur leur passage des désordres qui émurent les autorités ecclésiastique et laïque. On donna la chasse aux Flagellants; ils furent dispersés par la force, et leurs dernières bandes se dissipèrent d'elles-mêmes. En 1349, après la grande peste, ils reparurent. Mais, cette fois, on eut à leur reprocher autre chose que les excès inséparables de l'existence nomade qu'ils avaient embrassée : les Flagellants du xiv^e siècle propagèrent des hérésies que condamna l'Eglise, et voulurent les imposer aux populations par la vio-

(1) « ... *Nobiles pariter et ignobiles, senes et juvenes, infantes etiam quinque annorum, nudi per plateas civitatum, operti tantummodo pudendis, bini et bini processionaliter incedunt : singuli flagellum manibus de corrigiis continentes, et cum gemitu et ploratu se acriter super scapulis usque ad effusionem sanguinis verberantes...* Non solum itaque in die, verum in nocte cum cereis accensis in hieme asperissima centeni, milleni, decem millia quoque per civitates et ecclesias currebant... Sola cantatio pœnitentis lugubris audiebatur ubique. » — Ce mot : *pœnitentis* doit être remarqué.

lence. On prêcha contre eux de véritables croisades ; évêques et seigneurs se mirent à la poursuite de ces fanatiques. Beaucoup furent tués ; ceux de leurs chefs qui tombèrent aux mains des troupes envoyées contre eux montèrent sur le bûcher. Les rois de France surent préserver leurs Etats, en interdisant sévèrement l'entrée du royaume aux débris de ces bandes. Plusieurs manifestations du même genre se produisirent néanmoins dans le pays au cours du même siècle. On vit notamment à Montpellier, en 1313, une foule d'hommes et de femmes parcourir pendant quatre nuits consécutives les rues de la ville en se flagellant jusqu'au sang, et se rendre ensuite à Notre-Dame-des-Tables pour implorer la cessation de la sécheresse (1). En 1334, des faits analogues se passèrent à Avignon (2). — En 1414, nouvelle explosion du mal en Thuringe et en Saxe. Cette fois, d'énergiques mesures furent prises pour comprimer le mouvement dans la contrée même où il venait d'éclater. L'Inquisition fit brûler une centaine de ces malheureux. Les théologiens s'efforçaient, du reste, de réagir contre l'abus des macérations volontaires. Gerson s'élevait avec force contre l'exagération de certaines doctrines qu'avait professées saint Pierre Damien : il soutenait que l'homme n'a pas plus le droit de verser lui-même son sang par un excès de ferveur religieuse qu'il n'a celui de se mutiler (3).

Mais la question n'est pas de notre ressort et nous n'avons pas à la traiter. — L'idée de la pénitence, de l'expiation spontanée, de la souffrance volontaire, est de toute évidence une des sources de la grandeur morale de l'homme. Toutes les religions et toutes les philosophies qui ont professé un idéal digne de ce nom ont vanté le détachement et le sacrifice. La conservation de l'espèce, les nécessités sociales, les devoirs de l'homme envers les siens et envers lui-même, tracent, en semblable matière, au commun des humains, une limite que la prudence interdit de dépasser : au-delà, on ne trouve que des fous — et des saints.

(1) Garonne, *Histoire de la Ville de Montpellier*. — Montpellier, Tournel, 1828, 2 vol.

(2) Journal de J. Laurent, drapier, docteur ès droit, cité par M. de Laincel : *Avignon, le Comtat et la principauté d'Orange*. — Paris, Hachette, 1872, p. 414.

(3) « *Sicut non licet hominem seipsum propria auctoritate mutilare vel castrare..., sic nec licet, ut videtur, quod a seipso quis sanguinem violenter ejiciat, nisi causa medicinæ corporalis.* »

§ 2. — Le tiers-ordre de Saint-François. — Saint Bonaventure. — La Confrérie du Gonfalon. — Les Pénitents de la Miséricorde à Rome. — Pénitents italiens et espagnols.

Saint François d'Assise peut être considéré comme le législateur des confréries de Pénitents. Il en donna, en effet, le modèle en créant, vers 1221, le *Tiers-Ordre*, pour les personnes que leurs devoirs de famille retenaient dans le monde. — « Ça esté Monsieur Saint François, dit Cheffonteines, qui a esté le premier instituteur des sociétés, congregations et ordres de Pœnitens qui se voyent tant frequentes par toute l'Italie et l'Espagne, et en plusieurs lieux de la France (1). » Honorius III, Grégoire IX, Innocent IV, Nicolas IV, confirmèrent cette institution et lui accordèrent des privilèges. Les préceptes que saint François donna à ses disciples ont visiblement inspiré les auteurs de la plupart des règlements des anciennes confréries de Pénitents, et on peut l'affirmer, de ceux de toutes les compagnies sans exception, établies dans les trois derniers siècles. Outre l'obligation de remplir exactement leurs devoirs religieux, de se confesser et de communier à des époques déterminées, d'observer certaines abstinences, certains jeûnes particuliers, de s'astreindre à des pratiques spéciales de piété, les membres du tiers-ordre devaient s'abstenir de tous spectacles, danses, festins, fuir les procès, vivre en paix et en union avec tout le monde, spécialement avec leurs confrères ; visiter ceux-ci dans leur maladie, leur prodiguer les secours spirituels et temporels dont ils pouvaient avoir besoin, assister à leurs obsèques, venir en aide aux pauvres, les ensevelir et prier pour eux (2). Les compagnies de Pénitents ne se proposaient pas un autre programme, et ce résumé de la règle du tiers-ordre est le tableau exact et complet des obligations imposées à tous les membres de ces sociétés. — Celles d'entre elles qui ne procédaient pas du tiers-ordre n'apportèrent à l'institution qu'un petit nombre de traits nouveaux : le principal fut une dévotion spéciale au Saint-Sacrement.

(1) *Apologie de la Confrerie des Pœnitens*. — Paris, Julian, 1583.

(2) *Vie de saint François d'Assise*, par le P. Candide Chalippe, récollet, nouvelle édition. — Avignon, Seguin aîné, 1824, T. II, p. 2. — *Histoire des Ordres Monastiques, Religieux et Militaires*, par Hélyot, etc.

Peu après l'établissement du tiers-ordre, on vit se former des communautés régulières de Tiertiaires, auxquels on donna le nom de *Pénitents-de-Saint-François*. Ils eurent des couvents d'hommes et de femmes, dont les membres vivaient sous une règle et une direction communes, mais en gardant une certaine liberté. Les béguinages de Flandre, qui appartiennent à la grande famille franciscaine, peuvent donner une idée de ces communautés.

Quarante-trois ans après l'établissement du tiers-ordre, un disciple de saint François, saint Bonaventure, traçait des statuts inspirés par la règle des Tiertiaires, à une association charitable qui prit le nom de *Confrérie des Recommandés-de-la-Sainte-Vierge*, et un peu plus tard celui de *Confrérie de Notre-Dame-du-Gonfalon*, sous lequel elle est devenue célèbre. Formée à la suite d'une révélation miraculeuse dont un religieux franciscain, nommé Venuto, avait été favorisé, la pieuse société se composa d'abord de dix membres; peu après elle comptait un nombre considérable d'affiliés. Les dons qu'elle reçut furent employés en œuvres charitables. Les confrères visitaient les malades, fondaient des hôpitaux, dotaient les filles pauvres. Clément IV approuva leurs statuts. — Cette association semble avoir poursuivi accessoirement, et dans des circonstances qu'il serait trop long d'exposer, un but analogue à celui que s'étaient proposé les *Pacifères* du Puy : on la voit à plusieurs reprises s'opposer aux excès de pouvoir des seigneurs et protéger contre eux le peuple; elle fait même élire, sous le pontificat d'Innocent VI, pendant le transfert du Saint-Siège à Avignon, un gouverneur du Capitole, chargé de veiller au maintien de la paix. C'est à cette occasion, paraît-il, que les Recommandés-de-la-Sainte-Vierge prirent le nom de Confrères du Gonfalon, de l'étendard sous lequel ils accouraient se ranger au premier signal.

Les guerres qui désolèrent l'Italie dans le cours des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles portèrent un coup funeste à cette association. Dans le sac de Rome par les bandes du connétable de Bourbon, elle perdit ce qui lui restait de ses archives. La chancellerie apostolique n'ayant pu retrouver l'original des privilèges du Gonfalon, la confrérie, qui s'était réorganisée, obtint du pape Grégoire XIII un bref destiné à remplacer tous ses anciens titres. Ce bref, daté du 12 octobre 1576, rappela la fondation de la pieuse société, les témoignages de faveur qu'elle a reçus à diverses époques du Saint-Siège, les indulgences attachées à la récitation, par les

associés, de certaines prières et notamment de la *couronne* ; on appelait de ce nom une sorte de chapelet ainsi composé : vingt-cinq fois l'Oraison dominicale et la Salutation angélique avec le verset *Gloria Patri*, et sept fois l'Oraison dominicale et la Salutation angélique avec le verset *Requiem æternam*.

La confrérie du Gonfalon avait à sa tête deux *Gardiens* ; un membre du Sacré-Collège portait le titre de vice-protecteur, le protectorat étant réservé au Souverain-Pontife lui-même. Une église était spécialement attribuée à cette compagnie, qui, au xv^e siècle, en avait possédé cinq ou six et autant d'hôpitaux. Ajoutons que les indulgences pouvaient être gagnées non-seulement par les associés de la confrérie de Rome, mais par ceux des compagnies qui lui seraient agrégées (1).

Les membres de l'association du Gonfalon portaient un vêtement blanc, avec une sorte d'écusson circulaire sur l'épaule : cet écusson offrait une croix pattée, blanche et rouge.

A Rome et dans presque toutes les villes d'Italie, il se forma des congrégations du même ordre, qui se firent agréger au Gonfalon, d'où l'association primitive prit le nom d'archi-confrérie.

Telle fut l'origine des compagnies de Pénitents Blancs. — En 1488, Rome vit se former la première des confréries de Pénitents Noirs, dits *de la Miséricorde* ou *de la Décollation-de-saint-Jean-Baptiste*. Celle-ci se proposa surtout pour objet d'assister les criminels au moment du supplice, de leur rendre les derniers devoirs et de prier pour le repos de leur âme. Les confrères conservèrent longtemps le privilège d'accorder chaque année, à certains jours, la grâce d'un condamné à mort, et de le délivrer sur-le-champ, privilège concédé d'ailleurs à plusieurs autres associations, mais dont elles abusèrent et qui leur fut retiré.

Aux xvi^e et xvn^e siècles, il y eut en Italie, comme en Espagne, comme en France, des Pénitents de toute couleur : bleus, gris, verts, rouges, violets. La seule ville de Rome en comptait cin-

(1) *Bullarum, Privilegiorum ac Diplomatum Romanorum Pontificum amplissima Collectio*, ed. Rom., T. IV, pars III, p. 319 : De Confraternitate Recommandatorum B. Mariæ Virginis, Confalonis postea nuncupata, Romæ anno 1264 a nonnullis patritiis Romanis instituta, ac de modo orandi sive *corona* a S. Bonaventura ejus confratribus præscripta, indulgentiarum largitione.

quante ou soixante confréries : les Pénitents Blancs de l'archiconfrérie du Gonfalon, de la Nativité-de-Notre-Seigneur, de la Sainte-Vierge, des Saints-Innocents, de Sainte-Hélène, du Saint-Sacrement à Saint-Jean-de-Latran, des Plaies-de-Saint-Laurent *in Damaso*, de l'Ange-Gardien, du Saint-Suaire, etc. ; les Pénitents Noirs de la Miséricorde, du Crucifix, de la Mort, de Jésus-et-Marie, etc. ; les Pénitents Gris des Stigmates, de Sainte-Croix des-Lucquois, de Saint-Homme-Bon, de Sainte-Rosalie de Palerme, de Sainte-Rose de Viterbe, etc. ; les Pénitents Rouges de l'archiconfrérie de Sainte-Ursule et de Sainte-Catherine à la Tour des Miroirs, ceux des Quatre-Couronnés, de Saint-Sébastien, etc. ; les Pénitents Bruns de Saint-Barthélemy et de Saint-Alexandre, de Notre-Dame de *Planctu*, etc. ; les Pénitents Verts de Notre-Dame-de-Pitié, de Saint-Roch, etc. ; les Pénitents Violets du Saint-Sacrement, les Pénitents Bleus de Saint-Julien, de Saint-Joseph, de Saint-Grégoire, de Notre-Dame-du-Jardin, etc. Dans toutes les grandes villes des deux péninsules, on trouve la même multitude, la même variété de confréries. Nous n'avons pas à entrer dans le détail de l'histoire et des réglemens de ces innombrables sociétés, qui se consacraient chacune plus particulièrement à une œuvre déterminée de charité ou de dévotion, mais dont l'institution offre toujours le même point de départ et la même fin : la foi en la nécessité, en l'efficacité de la pénitence, et l'espoir de désarmer la justice de Dieu.

Les associations de Pénitents ne conservèrent pas leur première ferveur : le relâchement s'introduisit peu à peu dans la plupart de ces confréries. L'esprit de l'institution paraît s'être éteint chez celles du royaume de France bien avant d'avoir perdu sa force au sein des compagnies de l'Espagne et de l'Italie. Il faut toutefois reconnaître que jamais nos Pénitents n'offrirent au public le repoussant spectacle dont leurs confrères d'au-delà des Alpes et des Pyrénées régalaient les curieux. — « Quel sentiment de componction, écrivait en 1730 un dominicain français à propos des processions de Cadix, peut produire dans un homme un peu sage la vue d'une troupe de Pénitents chargés de rubans et de dentelles, qui se fouettent en cadence et par mesure, qui redoublent les coups sous les fenêtres de leurs maîtresses, ou qui aspergent de leur sang les belles qu'ils rencontrent dans les

(1) Labat, *Voyage en Espagne et en Italie*.

églises ou dans les rues, et qui, dans ces occasions, ont soin de se *détaper*, c'est-à-dire de se découvrir le visage (1) ! » On eût sans doute peu goûté chez nous ce grossier mélange de la mortification et de la galanterie.

§ 3. — Les compagnies de Pénitents en France. — Traits généraux. — Rôle de ces confréries durant les guerres religieuses et la Ligue. — Pénitents et pèlerins. — Pénitents Bleus de Bourges. — Développement, prospérité et décadence de l'institution. — Date d'érection des principales compagnies. — Costume. — Les confréries de Pénitents depuis la Révolution.

On ne saurait avoir la prétention d'écrire l'histoire de toutes les confréries de Pénitents qui se sont établies dans les diverses provinces de la France : c'est par centaines qu'aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles on compte ces associations. Qui entreprendrait la tâche de raconter les mille détails de l'existence de ces petits groupes, la plupart sans lien entre eux, s'imposerait un énorme et fastidieux travail, avec la perspective d'un bien médiocre résultat. Une fois, en effet, les lignes principales de l'histoire de l'institution tracées, que resterait-il pour remplir ce cadre ? Une multitude de faits locaux, se reproduisant à l'infini de ville à ville, de province à province, avec des différences presque imperceptibles et ne jetant aucune lumière sur les événements contemporains ; une interminable série de dates d'érection de confréries, de construction de chapelles, d'ordonnances épiscopales, sans corrélation et sans suite ; des milliers de noms obscurs, dont une monographie peut à la rigueur enregistrer quelques-uns, mais dont l'histoire n'a nul intérêt à surcharger ses pages.

Il est cependant un certain nombre de compagnies dont on ne peut passer l'histoire particulière sous silence, soit à cause de l'influence qu'elles ont exercée sur l'organisation ou la conduite des confréries de Pénitents du royaume en général, soit à raison de l'importance du rôle rempli par elles dans la vie provinciale, de leur action sur les mœurs, sur l'esprit du milieu où elles se sont formées, où elles ont grandi, où beaucoup se sont éteintes, après avoir joui d'une immense popularité. Telles sont les grandes associations de Montpellier, de Toulouse, d'Avignon,

(1) Labat, *Voyage en Espagne et en Italie*.

de Lyon, de Marseille. Nous parlerons successivement de ces diverses confréries, en nous bornant à insister sur les particularités de leurs statuts ou de leurs annales qui sont de nature à mériter quelque intérêt. Nous traiterons ensuite avec quelques détails des associations limousines, qui ont de tout temps été célèbres, et sur lesquelles nous avons pu réunir une quantité assez considérable de documents.

Constatons, avant de commencer cette revue, qu'en France comme en Italie les compagnies dont nous nous occupons, sous la plus grande variété d'aspect, offrent toutes des traits communs permettant de les reconnaître et les séparant nettement des autres confréries. Si les prières, les formalités de réception, les œuvres de charité adoptées dans chaque association de Pénitents diffèrent, on n'en trouve pas moins, derrière ces rites ou ces exercices divers, la même pensée et le même but. Non-seulement l'objet capital, mais les caractères principaux de ces compagnies ne varient pas : c'est toujours la pénitence, l'expiation volontaire qu'elles ont surtout en vue ; c'est toujours la miséricorde de Dieu qu'elles sollicitent, sa justice qu'elles cherchent à désarmer, le Christ souffrant qu'elles invoquent comme un frère et qu'elles se proposent pour modèle. Aux fêtes, aux joies, aux scandales dont le monde donne le spectacle, elles opposent à certains jours une manifestation publique et solennelle de foi, d'humilité, d'austérité. Avec leur robe grossière, avec leurs chants lugubres, elles rappellent les prophètes de Dieu parcourant les places des villes maudites, et sommant le peuple de faire pénitence pour arrêter le bras vengeur du Très-Haut. Les membres de ces associations retracent l'image des Pénitents de l'Eglise primitive et des siècles héroïques du moyen âge. Ils sont comme eux revêtus du sac et marchent les pieds nus. Et non-seulement leurs exercices, mais les dates mêmes auxquelles ont lieu les principales manifestations de la confrérie, coïncident avec certaines époques où les Pénitents des anciens jours avaient des cérémonies particulières. C'est ainsi qu'on les voit visiter en corps les églises le Jeudi-Saint, jour où jadis l'évêque et le clergé introduisaient solennellement dans le temple les fidèles soumis à des pénitences publiques.

A ces pénitences primitives, à ces longs mois d'humiliation, d'amende honorable, d'austérités, de séparation d'avec le reste des fidèles, l'esprit plus actif, la dévotion plus militante du moyen âge avaient substitué les lointains pèlerinages, et surtout le pèlerinage par excellence, la visite des saints lieux, plus tard

le combat pour leur délivrance : la croisade (1). Les confréries de Pénitents conservèrent aussi cette tradition. Il n'en est aucune que nous ne voyions s'imposer de longues fatigues pour aller porter ses supplications au pied de quelque autel vénéré. Henri III lui-même visita avec les membres de la compagnie qu'il avait fondée, plusieurs sanctuaires célèbres, notamment Notre-Dame de Chartres. — Chez les membres de toutes ces sociétés on retrouve la même foi, la même confiance dans l'intercession de la Vierge, la même dévotion particulière au Saint-Sacrement, la même charité inépuisable et ingénieuse, et au début les mêmes austerités.

L'esprit d'indépendance, commun à toutes les anciennes confréries, est poussé à l'excès par les Pénitents : ils ne supportent qu'avec peine le contrôle de l'autorité diocésaine ; quant aux droits du clergé de second ordre, ils refusent de les reconnaître, et leurs luttes avec les curés des paroisses où ils sont établis forment presque partout les principaux incidents de leur histoire. On les voit ouvrir largement leurs rangs aux ecclésiastiques pour n'avoir pas besoin du ministère du curé et de ses vicaires. Presque partout, ils s'installent dans une chapelle particulière ou dans une église abandonnée qu'ils font restaurer, afin d'échapper à l'ingérence de l'autorité paroissiale. S'ils sont obligés, dans quelques localités, d'accepter un aumônier pris hors de la compagnie, ils lui refusent le droit de prendre part à leurs délibérations (2). A ces traits il faut en ajouter d'autres : d'abord la recherche jalouse d'une complète égalité. Les membres de la confrérie des Pénitents Blancs de Montpellier (3) et de plusieurs autres associations du même genre doivent se donner entre eux le nom de *frères*, sous peine d'amende à chaque contravention ; ceux des compagnies de Lyon, de Limoges et de la plupart des villes du midi ne gardent, pendant les exercices et les processions, ni bijou, ni ornement ou signe quelconque qui puisse les faire reconnaître. Les livres mêmes dont ils se servent ont une reliure absolument sem-

(1) L'obligation de guerroyer contre les Sarrasins d'Espagne fut aussi imposée à beaucoup de pénitents.

(2) Statuts de la confrérie des Pénitents Bleus de Figeac.

(3) Delalain, *Les Pénitents Blancs et les Pénitents Bleus de la ville de Montpellier*. — Montpellier, J. Martel, 1874, p. 71.

blable (1). A Marseille, à Aix et dans d'autres villes, ils portent des gants pour que le peuple ne voie même pas leurs mains (2). Ce sont là de petits côtés : ce qu'il faut admirer sans réserve c'est l'étroite union dans laquelle vivent les associés, la paix qui règne entre eux, la déférence qu'ils manifestent pour leurs supérieurs, que la règle constitue arbitres de leurs différends; enfin et surtout l'empressement et la charité qu'ils apportent dans l'assistance des confrères malades. Cette union, cette solidarité, ne se manifestent pas seulement chez les membres d'une même compagnie ou des diverses sociétés d'une ville : elles ne sont pas limitées au groupe local. Un Pénitent entreprend-il un voyage ou quitte-t-il la localité pour aller en habiter une autre, grâce à une lettre de recommandation des supérieurs de sa confrérie, il est reçu et trouve aide et secours dans toutes les compagnies affiliées à celle-ci (3). Beaucoup de ces associations se rattachent à la même archiconfrérie, et constituent une espèce de franc-maçonnerie dont les membres s'engagent quelquefois à ne pas révéler le nom de leurs confrères (4).

A la plupart de ces traits on reconnaît sans peine quel élément a dominé dans les confréries dont nous nous occupons. Les Pénitents sont bien les représentants de cette bourgeoisie ombrageuse, parfois passionnée et turbulente, mais toujours fortement unie, au sein de laquelle l'institution s'est développée et a pris la physionomie sous laquelle elle apparaît à nos regards.

Si les organisateurs de toutes les compagnies de Pénitents se sont inspirés de la même idée fondamentale; si toutes ces associations révèlent un esprit et des tendances identiques, il ne s'ensuit pas que toutes les confréries de cette nature appartiennent à une seule observance, et que leur filiation puisse être aisément établie. On retrouve partout l'écho des préceptes donnés par saint François d'Assise aux Tierçaires; on constate sans peine les emprunts faits par les dernières venues des compagnies aux statuts et aux usages des sociétés plus anciennes; mais on

(1) Voir plus bas, chap. V, et *passim*.

(2) Id. chap. VI, et *passim*.

(3) Statuts de plusieurs confréries de Lyon et de Toulouse.

(4) Statuts des Pénitents du Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Dieu, à Marseille. — A Limoges et ailleurs, les confrères devaient seulement garder le secret sur ce qui se passait dans les réunions.

ne saurait affirmer que celles-ci procèdent l'une de l'autre. Loin de là, il est visible qu'elles n'ont pas eu une origine commune. Chacune est née dans des circonstances particulières, et s'est formée sur place, recourant quelquefois aux réglemens et à l'expérience de ses voisines, mais n'en conservant pas moins son indépendance, ses libres allures, sa physionomie propre. Toutes n'ont pas un seul et même centre, ne se sont pas développées simultanément : on les voit au contraire partir de dix points différents. Elles doivent leur naissance aux évènements les plus divers : l'une est éclosée d'un élan de ferveur pendant la croisade albigeoise ; une autre, d'un sentiment de charité ; une troisième est due à l'inspiration italienne ; une quatrième perpétue le souvenir d'un pèlerinage ou d'une épidémie miraculeusement arrêtée. Celle-ci se rattache au tiers-ordre de Saint-François ; celle-là, au tiers-ordre de Saint-Dominique. A dire vrai, sauf certaines familles de Pénitents Blancs sur lesquelles les grandes compagnies de Lyon, de Marseille, de Montpellier, exerçaient un patronage et une direction ; sauf les associations de Pénitents Bleus de Saint-Jérôme, qui ont vraiment, en France, constitué une famille à part, et dont les membres, unis par une affiliation commune, suivaient la même règle, les diverses confréries de cette espèce ne formaient pas de catégories déterminées. Nous ne chercherons pas à établir entre elles un classement impossible à justifier : on l'a tenté, et on n'est arrivé, après beaucoup d'erreurs, qu'au chaos. Il faut les prendre, comme elles se sont produites, l'une après l'autre, les étudier isolément, sans prétendre introduire dans cette étude un ordre tout d'apparence, des catégories tout à fait artificielles, dont l'adoption amènerait infailliblement l'écrivain à fausser le caractère de l'institution, et le lecteur à se méprendre sur sa véritable nature.

Il est donc, on le voit par l'exposé qui précède, non-seulement difficile, mais pour ainsi dire impossible d'écrire une histoire générale et méthodique des compagnies de Pénitents ; car il ne s'agit pas ici du développement successif d'une œuvre, mais de l'éclosion plus ou moins spontanée, de l'efflorescence à diverses époques, sous des influences et dans des milieux différents, de sociétés offrant beaucoup d'analogie entre elles, mais que ne relie aucun système d'organisation. Tous ces éléments sont isolés, épars, réfractaires à un classement, et n'ont leur entière valeur que sur la scène locale. Pour traiter un sujet qui se présente ainsi, il n'y a qu'une seule marche à adopter : recueillir et dégager du fatras des recherches monographiques quelques indications générales,

les énoncer d'une façon succincte, et, cela fait, aborder successivement l'étude de l'établissement, de l'organisation et des phases diverses de l'existence des principales compagnies; l'histoire particulière de celles-ci est à vrai dire celle de l'institution elle-même : ce plan est celui que nous avons annoncé plus haut.

En France, comme de l'autre côté des Alpes, c'est au ^{xiii}^e siècle qu'apparaissent les premières associations séculières et permanentes de Pénitents. Il existait, à cette époque, un ordre monastique dit *de la Pénitence-de-Jésus-Christ*, dont le peuple désignait les membres sous le nom de *Sachets* ou *Frères-aux-Sacs* (1), à cause de la forme de leur habit. Ces religieux, qui se rattachent à la grande famille des ermites de Saint-Augustin, avaient des couvents, dès le commencement du ^{xiii}^e siècle, en Italie, en France, en Espagne et dans les Flandres. On trouve que, avant l'an 1300, ils possédèrent des maisons dans plusieurs des villes où ont pris naissance les plus importantes compagnies séculières de Pénitents : à Lyon, à Marseille, à Montpellier, à Toulouse, au Puy, à Paris. Sauf cette particularité, que nous devons signaler, et le fait de la direction, par les Sachets, de quelques béguinages dans les Flandres et les provinces voisines, à Valenciennes notamment (2), on ne saurait affirmer qu'il ait existé un lien entre cet ordre et les confréries dont nous nous occupons. L'affinité, au contraire, est bien visible entre celles-ci et les diverses branches de l'ordre de Saint-François.

C'est en effet des couvents franciscains que dans beaucoup de villes on voit sortir les associations séculières de Pénitents. Ce sont des Frères Mineurs ou des Minimes qui les dirigent. Ce sont surtout les règles du tiers-ordre qui les gouvernent et l'esprit de son fondateur qui les anime. En divers lieux du royaume, ces confréries s'établissent à côté de communautés de Tierçaires réguliers, dont la parenté avec elles n'est pas douteuse. Ces communautés, approuvées dès 1289 par le Saint-Siège (3), furent soumises à plusieurs réformes. Paris comptait au dernier siècle deux maisons de religieux pénitents du tiers-ordre de

(1) *Fratres Saccorum, fratres de Sacco, fratres Saccarii, Saccitæ, Saccati, etc.*

(2) Dès 1251, d'après l'*Histoire de Valenciennes*, de Doutreman.

(3) Nicolas IV donna à cette date une bulle à la maison de Toulouse, dont on constate l'existence deux ans plus tôt.

Saint-François : l'une à Picpus, fondée vers 1600 ; l'autre, dite de Notre-Dame-de-Nazareth, près du Temple, dont l'existence ne remontait qu'à 1630 (1). — Mais les confréries régulières de Tertiaires ne furent jamais très-nombreuses. Quant aux associations séculières d'hommes du tiers-ordre, dont l'autorité civile avait cherché à entraver le développement, en Allemagne surtout, les considérant comme un danger pour l'Etat, elles ne justifèrent pas ces appréhensions. On les vit, après une courte période de prospérité, peu à peu décliner, puis s'éteindre. Il leur manquait ce sentiment un peu étroit de solidarité, sans lequel, le premier enthousiasme une fois passé, les associations de cette nature ne peuvent longtemps subsister au milieu du monde ; il leur manquait aussi les manifestations extérieures, les occasions d'affirmer publiquement leur foi, leur existence, leurs résolutions, leur but ; ce qui leur faisait encore défaut, c'était l'indépendance et l'initiative. Viennent les confréries nouvelles avec leur ardeur, leur activité, leurs exercices en commun, leurs processions solennelles, leur esprit de corps. Celles-là seront comprises de leur siècle, verront rapidement s'accroître le nombre de leurs rejetons et réussiront longtemps à se maintenir en possession de la faveur publique.

Si la règle donnée par saint François d'Assise à son tiers-ordre a servi incontestablement de modèle aux statuts de la plupart des confréries de Pénitents, il n'en faut pas conclure que toutes ces sociétés doivent être considérées comme appartenant à la famille franciscaine, de même que ce n'est pas, dans beaucoup de villes, un couvent franciscain qui est leur premier abri. A côté de compagnies, — celles de Lyon et de Montpellier par exemple, — que leur origine permet d'y rattacher avec certitude, il s'en trouve d'autres qui ont évidemment pris naissance en dehors de cette filiation. Telle est l'association des Pénitents Gris d'Avignon, que nous voyons s'établir, en 1226, sous les auspices du roi Louis VIII, dans des circonstances toutes particulières, à la suite d'un grand acte de foi des chefs de la croisade albigeoise, et qui se proposait surtout de faire amende honorable au Saint-Sacrement en réparation des sacrilèges dont il avait été l'objet.

Notons que ni les membres de cette confrérie, ni ceux des autres associations de pénitence, n'étaient alors connus sous le

(1) L'abbé Lebœuf, *Histoire de la ville et du diocèse de Paris*, édition Cocheris. — Paris, Durand, 1864, T. II, p. 321, 492, et III, *passim*.

nom de Pénitents. Sauf un petit nombre d'exceptions, ils ne paraissent l'avoir adopté qu'à la fin du xv^e siècle. Jusque-là, on les désignait sous des dénominations très-diverses, parmi lesquelles la plus usitée était celle de *Batteurs* ou *Battus*, qu'ils conservaient encore dans quelques villes du Midi, au temps de Henri IV : on les appelait ainsi parce que, à certaines dates, ils prenaient publiquement la discipline.

Avant les troubles qui signalèrent le règne de Charles IX et celui de son successeur, il n'existait guère de confréries de cette espèce en dehors du Languedoc, de la Provence, de la vallée du Rhône et de quelques petites provinces limitrophes : encore n'étaient-elles pas très-nombreuses; il s'en forma de nouvelles au cours des guerres civiles, et l'institution dut à un caprice de Henri III, non moins qu'à un élan général de piété et à l'exaltation des passions religieuses, un rapide développement.

L'autorité ecclésiastique et le pouvoir civil avaient toujours tenu en suspicion les confréries laïques. La première les obligeait formellement, dès le xiii^e siècle, à soumettre leurs statuts à l'évêque et à obtenir l'approbation du curé de la paroisse, prohibant toute réunion des confréries qui n'auraient pas rempli ces obligations (1); quant aux rois, ils adoptèrent, à diverses reprises, des mesures sévères à l'égard de ces sociétés. Quelques-unes avaient en effet poursuivi, sous le manteau de la religion, un but politique. Dans leurs assemblées, on avait tramé des complots contre le souverain ou des entreprises contre la tranquillité de l'État. Le fameux Etienne Marcel avait été à la tête d'une confrérie établie à Notre-Dame, et dont les réunions devaient présenter un tableau peu différent de celui des conseils tumultueux de la Ligue ou des clubs de la période révolutionnaire. Charles VIII et François I^{er} renouvelèrent, à ce sujet, les ordonnances de leurs devanciers.

Dans un certain nombre de villes du royaume, les compagnies de Pénitents furent établies par des hommes d'action, pour protester, au moyen de démonstrations publiques de piété, contre les doctrines ou l'intolérance des calvinistes; on les vit surtout appa-

(1) On trouve les statuts d'un certains nombres de Conciles sur cet objet dans le *Dictionnaire des Confréries et Corporations d'arts et métiers* de la collection Migne : Introduction, p. 31 et suivantes.

raître sur les points où le parti huguenot se montrait le plus remuant. Le Saint-Siège encouragea l'établissement de ces compagnies qu'il jugeait avec raison très-propres à défendre la foi (1) et à résister aux entreprises des protestants. Aussi, entre 1550 à 1580, peut-on constater la création, dans les localités où les divisions religieuses avaient le plus de violence, d'un assez grand nombre de sociétés de ce genre, qui jouèrent un rôle actif au cours des troubles du xvr^e siècle. Elles formaient, dans quelques localités, le noyau du parti catholique, et leurs assemblées paraissent avoir été de véritables clubs d'où partirent plus d'un mouvement populaire. — Les Huguenots avaient, dès le commencement de la prédication de la doctrine calviniste, trouvé dans les Pénitents de redoutables adversaires, non moins déterminés, non moins ardents, non moins violents qu'ils l'étaient eux-mêmes : aussi les poursuivaient-ils d'une haine toute particulière. Dans les villes où le parti protestant se trouvait en force, les *Batteurs*, comme on les appelait, étaient l'objet de toutes sortes de mauvais traitements : on les insultait, on les huait, on les frappait ; les confrères n'en continuaient pas moins leurs exercices, et on les voit, à Aigues-Mortes, faire leurs processions sous les outrages et les coups de leurs ennemis (2). Là où dominaient les catholiques, au contraire, les membres des compagnies traquaient les réformés, troublaient le prêche, dispersaient les assistants, donnaient la chasse aux pasteurs. Les Pénitents de Montpellier, dont les réunions avaient été interrompues, paraissent n'avoir pas été étrangers aux scènes de violence qui eurent lieu, le 4 août 1568, et qui signalèrent le rétablissement du culte catholique dans cette ville : le temple fut incendié, les exercices interrompus, et les ministres durent quitter la ville. — A Aix, les Pénitents Noirs se trouvèrent plus particulièrement mêlés aux scènes qui signalèrent dans cette capitale les périodes les plus troublées de la lutte (3).

(1) *Quas confraternitates, fidei catholicæ conservandæ accommodatas... magnopere frequentari celebrarique cupimus.* — Lettre de Pie V aux consuls d'Avignon, du 16 juillet 1569.

(2) Em. di Pietro, *Histoire d'Aigues-Mortes.* — Paris, Furne, 1849.

(3) Renseignements dus à l'obligeance de M. le Conservateur de la Bibliothèque Méjane, à Aix.

Ces faits se répétèrent sur plusieurs points. Aussi les réformés profitaient-ils de chaque trêve pour dénoncer à la régente, au roi et à la reine de Navarre, à l'amiral, les « *Batteurs* » comme des conspirateurs, des ennemis du souverain, des fauteurs de désordres, et pour réclamer la suppression de ces compagnies. On rapporte que ceux de Marseille envoyèrent à Coligny la « figure peinte » d'un Pénitent, pour lui faire connaître le costume de leurs persécuteurs les plus acharnés ; ils n'hésitaient pas à déclarer à leurs chefs que, tant que ces associations subsisteraient dans la ville, « il leur seroit impossible d'y prêcher la parole de Dieu et d'y demeurer eux-mêmes en assurance (1) ». Soit que de tels rapports eussent à la fin éveillé quelques inquiétudes, soit que Catherine de Médicis voulût seulement donner satisfaction à l'amiral, l'édit d'Amboise, plus tard un arrêt du Conseil et des lettres-patentes de 1571, remirent en vigueur l'édit rendu, au mois d'août 1539, par François I^{er}, et supprimèrent les « confréries de Batteurs et autres » établies depuis cet édit (2). Les Pénitents Blancs de Montpellier se virent refuser par les Commissaires du roi l'autorisation de reprendre leurs exercices, bien que la fondation de la compagnie fût antérieure à 1539 (3).

Mais ces mesures furent rapportées après le massacre de la Saint-Barthélemy. La lutte continua aussi vive que par le passé entre les Pénitents du midi et les Huguenots. Ceux-ci mirent le feu aux chapelles de plusieurs confréries, notamment en 1575, à celle des Pénitents Gris d'Aigues-Mortes (4).

Des faits analogues se passaient à Lyon. Un des chefs les plus influents des confréries de cette ville était Maurice Du Peyrat, fils du lieutenant du roi. Du Peyrat, qui avait fait à Paris un voyage dont nous ignorons la cause, était revenu peu avant la Saint-Barthélemy, porteur d'instructions spéciales et de lettres de la reine-mère. Il les avait, dit-on, signifiées au gouverneur,

(1) *Histoire de la ville de Marseille*, recueillie de divers auteurs, par Antoine de Ruffi, seconde édition. — Marseille, Martel, 1696, T. II, p. 89 et suivantes.

(2) DD. de Vic et Vaissette, *Histoire générale du Languedoc*, T. V. p. 407, etc., etc. — De Ruffi, *Histoire de Marseille*, citée plus haut.

(3) D'Aigrefeuille, *Histoire de la ville de Montpellier*. — Montpellier, J. Martel, 1787-1789, in-folio.

(4) Di Pietro, *Histoire d'Aigues-Mortes*, déjà citée.

et, en présence des hésitations de celui-ci, il s'était décidé à organiser le massacre, avec quelques bourgeois déterminés. Il reforma peu après la compagnie des Pénitents Blancs de Lyon, dont les Huguenots avaient brûlé les archives et probablement fait cesser les assemblées.

Du Peyrat suivit plus tard Henri III à Paris, et devint vice-recteur de la compagnie de Pénitents établie par ce prince dans sa capitale.

Comme nous le dirons plus loin, le dernier Valois ne se contenta pas d'ériger à Paris une confrérie de Pénitents : il déclara, dans des lettres-patentes données au mois de décembre 1583, prendre sous sa protection spéciale les compagnies déjà existantes comme toutes celles qui s'établiraient par la suite. Aussi en vit-on surgir sur tous les points de la France, et il s'en forma dans les provinces où les Pénitents avaient été jusque-là inconnus. Il faut reconnaître qu'une fantaisie royale ne fut pas la seule cause de ce rapide développement. La ferveur des catholiques avait grandi dans la lutte et la persécution : ils sentaient le besoin de se grouper, de s'organiser, pour résister aux entreprises qu'ils redoutaient dans l'avenir, pour soutenir les nouveaux combats qu'ils prévoyaient. Les ravages et les destructions commis par les Huguenots étaient très-considérables dans certaines régions : des villes importantes ne possédaient plus une seule église. Beaucoup d'anciennes associations avaient été anéanties : de nouvelles confréries se formèrent pour les remplacer ; elles étaient animées d'un esprit plus militant, et l'élément populaire y était largement représenté.

Les fléaux de toute sorte qui s'abattirent à cette époque sur la France frappèrent vivement l'imagination du peuple. Le sentiment religieux s'exalta. Dans plusieurs provinces, on vit les populations, le plus souvent organisées en confréries, entreprendre de pénibles pèlerinages pour obtenir du ciel soit la fin des discordes religieuses et de la guerre civile, soit la cessation d'épidémies ou de disettes. Des Ardennes, de la Brie et de plusieurs contrées de l'est, affluèrent à Reims, à Chartres et à Notre-Dame de Liesse, des milliers de Pénitents des deux sexes ; des paroisses entières prenaient part à ces pèlerinages, qui rappelaient, à certains égards, les processions des Flagellants des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. — « Les peuples donnent maintenant dans une dévotion nouvelle, écrivait à l'empereur Rodolphe II le seigneur de Busbecq, son ambassadeur en France : les bourgeois de quelques villes et les habitants de la campagne,

de tous âges et de différents ordres, vêtus de blanc, portant en main des croix de bois, font des processions de deux ou trois journées dans les églises célèbres par des dévotions anciennes. Ce qui en est le motif, à ce que quelques-uns racontent, sont quelques prodiges, qui ont jeté les peuples dans la crainte, et qui les portent à ces cérémonies pour apaiser la colère de Dieu et détourner les malheurs dont ils sont menacés par ces présages ; d'autres disent que c'est pour demander à Dieu qu'il veuille donner des héritiers au roi (1). » Les mêmes causes, à quatre siècles d'intervalle, produisaient, on le voit, les mêmes effets. Lestoille rapporte que, le 10 septembre 1583, on vit arriver à Paris une procession composée de huit ou neuf cents personnes, hommes et femmes, « vestus de toille blanche, avec mantelets aussy de toille, portans chapeaux de feutre gris chamarrés de bandes de toille (2) ou tous couverts de toille sur leur teste ». Ces pèlerins tenaient les uns des croix de bois, les autres des cierges, et ils marchaient deux à deux, pieds nus, accompagnés par leurs seigneurs. Le 19 et le 20 du même mois, cinq autres processions semblables se montrèrent dans les rues de la capitale : elles se rendirent à Notre-Dame, à la Sainte-Chapelle et à Sainte-Geneviève ; dans chacune de ces églises, les pèlerins récitèrent en commun certaines prières et laissèrent des offrandes (3).

Mais la plupart des nombreuses associations formées en vue des pèlerinages dont nous venons de parler ne survécurent pas à ces manifestations et aux terreurs qui les avaient inspirées. Beaucoup de confréries fondées durant les dernières années du xvi^e siècle disparurent dans la première moitié du siècle suivant, et cinquante ans s'étaient à peine écoulés que, sauf en Lorraine, et dans trois ou quatre localités du bassin de la Seine et de celui de la Loire, il ne subsistait plus de compagnies de Pénitents au nord du Berry. Dans quelques villes où elles avaient pris part aux agitations qui signalèrent la période troublée de la Ligue, ces sociétés s'étaient dissoutes d'elles-mêmes après l'abjuration de Henri IV et le rétablissement de la paix dans le royaume.

(1) *Lettres d'Auger de Gisen, seigneur de Busbecq*, traduites par l'abbé Béchot : du 9 octobre 1583.

(2) Ces bandes de toille sont encore, dans plusieurs contrées du nord de la France et des pays voisins, l'enseigne du deuil et de la douleur. C'est avec de semblables bandes qu'en Picardie par exemple, on tend, après un décès, l'entrée de la maison mortuaire.

(3) Journal du règne de Henri III, année 1583.

Dans le Midi, au contraire, non-seulement les anciennes compagnies et celles qui s'étaient créées après 1580 ou 1590 continuaient à prospérer, mais il s'en établissait de nouvelles; on peut toutefois constater que, à partir de la seconde moitié du *xvii*^e siècle, l'élan des populations se ralentit d'une façon très-sensible.

Nous venons de dire que dans certaines villes les Pénitents avaient joué un rôle durant la Ligue. De ce rôle il ne subsiste en général que quelques indices; mais tout porte à croire qu'il fut actif et violent. On en retrouve la trace à Montpellier, à Lyon, à Marseille, à Aix, à Toulouse. Dans cette dernière ville, il paraît s'être produit une scission dans les confréries. — Vu le rôle joué par les associations séculières de piété dans la lutte contre les Réformés, il était impossible que la plupart de ces groupes populaires n'entrassent pas avec enthousiasme dans les rangs de la Sainte-Union, et ne missent pas à son service leur force, leurs passions et leur influence considérable sur les masses. On connaît quel parti les prédicateurs de la Ligue et les Seize tirèrent de quelques confréries, notamment de celle dite *du Cordon et du Saint-Nom-de-Jésus*, fondée, en 1590, à Saint-Gervais, et de celle *du Chapelet*, établie chez les Jésuites de la rue Saint-Jacques (1). Au surplus presque tous les chefs de la Sainte-Union appartenaient à des sociétés de Pénitents, et s'étaient signalés par leur zèle. Le cardinal de Lorraine, celui-là même, dit-on, qui avait conçu le plan d'une alliance de tous les catholiques en dehors du Gouvernement, contracta, à une procession de Pénitents d'Avignon, la maladie à laquelle il devait succomber (2); les Joyeuse comptaient parmi les principaux fondateurs des compagnies de Toulouse. Nous verrons plus loin que le cardinal de Bourbon, le cardinal de Guise et le duc de Mayenne remplissaient les premières charges de la Congrégation des Pénitents de l'Annonciation.

Nous verrons aussi que les membres de cette même confrérie de l'Annonciation, qu'avait fondée Henri III malgré les avertissements de ses plus fidèles conseillers, servirent d'éclaireurs et

(1) Dulaure, *Histoire de Paris*. — Paris, Guillaume, 1821, T. III, p. 367, etc., et les histoires générales.

(2) Lestoille, *Journal du règne de Henri III*, année 1574.

d'espions aux Ligueurs de Paris, au lendemain de la journée des Barricades (1).

Sur quelques points, ceux des parlements qui étaient restés fidèles au roi luttèrent énergiquement contre les confréries affiliées à la Sainte-Union. Ils étaient armés des articles de l'ordonnance de 1579, qui avait interdit les associations et qui demeurait en vigueur, les lettres-patentes de Henri III en faveur des Pénitents (2) n'ayant pas expressément rapporté cette ordonnance. Aux Etats de Blois, les Ligueurs réussirent à faire introduire dans le cahier du Tiers une réclamation en faveur du rétablissement des confréries (3) : elle fut sans effet; mais, dans beaucoup de provinces, l'acte de 1579 restait lettre morte, et les associations religieuses et politiques continuèrent à jouir presque partout de la plus entière liberté.

On a dit que, après la complète défaite de la Sainte-Union, on vit se dissoudre d'elles-mêmes un certain nombre de confréries de Pénitents particulièrement compromises durant les dernières années. Plusieurs néanmoins, parmi celles qui s'étaient le plus avancées, continuèrent leurs réunions, animées du même esprit hostile au nouveau Gouvernement. Les intendants et les cours de justice durent mettre ordre à un tel état de choses et extirper ces derniers rejetons de la Ligue. La suppression de la compagnie des Pénitents Bleus de Saint-Jérôme de Bourges est, dans cet ordre de faits, un des épisodes sur lesquels nous ayons les indications les plus précises. De création récente, confirmée par lettres-patentes royales de 1584, cette société avait adhéré avec ardeur à la Sainte-Union et manifesté des sentiments fort exaltés. Les membres s'engageaient, par un serment analogue à celui des confrères du Saint-Nom-de-Jésus de Paris, à ne jamais accepter pour roi un prince nourri dans l'hérésie, et à considérer comme des ennemis tous ceux qui se rallieraient à sa cause. Laissèrent-ils subsister leurs statuts intacts après le rétablissement de la paix, et continuèrent-ils à imposer aux récipiendaires de semblables engagements ? il est difficile de l'admettre. Ce qui est hors de doute, c'est qu'ils conservèrent les rancunes et les haines qu'on a appelées si bien « le vieux levain de la Ligue ». Six ou sept ans

(1) J. A. De Thou, *Histoire universelle*, livre 90.

(2) Le texte de ces lettres se trouve plus bas, ch. VIII.

(3) Henri Martin, *Histoire de France*, T. X, p. 121.

se passèrent sans qu'ils fussent inquiétés. Pendant que plusieurs compagnies de Pénitents du Languedoc étaient supprimées, celle de Bourges ne fut l'objet d'aucune mesure ; tout au plus la surveillait-on. Ce fut à l'occasion d'un procès intenté à cette association par l'ancien propriétaire du local où elle tenait ses assemblées, que le Parlement fut amené à s'occuper d'elle. Cet homme réclamait l'annulation de la vente de l'immeuble, son consentement lui ayant été, prétendait-il, arraché « par force et violence », et l'acquisition faite à vil prix par « ceux qui avoient autorité dans la Ligue ». Une fois l'affaire entamée, les gens du roi la poursuivirent pour leur compte. Le procureur général appela devant le Parlement de Paris du jugement rendu par le bailliage de Bourges, lequel avait reçu les Pénitents en tant que confrérie comme partie au procès. Dans un plaidoyer, assez bizarre du reste, même pour le temps, l'avocat général Servin soutint l'appel, fondé sur ce que cette confrérie n'était pas régulièrement établie ; que, si elle avait obtenu l'autorisation du pouvoir civil, c'était par surprise et contre l'intérêt public, et qu'elle ne pouvait d'autre part invoquer l'approbation de l'archevêque. D'abord les Pénitents ne produisaient pas cette dernière ; l'eussent-ils exhibée, « ce qu'iceluy archevêque auroit fait durant les troubles, estant captif à Bourges parmy ceux qui le tyrannisoient et ne le vouloient laisser en liberté », ne pouvait avoir aucune valeur. Servin déclara que les statuts de la compagnie étaient « impies, pleins de conspirations et de détestations exécrables » ; qu'ils contenaient « une protestation de continuelle desobéissance au deffunct roy, et de ne recognoistre jamais celuy que Dieu avoit monsté qu'il avoit destiné pour son successeur, de n'espargner pere et mere ny parens qui ne voudroient faire pareil serment (1), et vivre et mourir en leur foy ». — « Ces gens, ajouta-t-il, par leurs conspirations secrètes et par leurs bacchanales furieuses, ont donné cause à l'abominable parricide du deffunct roy... Les accidents qui sont arrivez de telles congrégations ont esté si grands et la mémoire en est si fraische, que sy nous aymons la France, il faut obvier à semblables périls... Que defenses soient faictes, tant aux intimez qu'à tous autres, de faire

(1) Malgré la furieuse orthodoxie de la Ligue, il est permis de se demander, en l'absence du texte même du serment, s'il allait réellement jusque-là.

telles confrairies, et si aucunes y a en quelque lieu du royaume que ce soit en ce ressort, qu'elles soient abolies. »

On voit que, sur la question de l'existence des compagnies de Pénitents, l'opinion et le langage des gens du roi ressemblaient tout-à-fait à ceux des protestants.

Conformément aux conclusions de l'avocat général, le Parlement, par un arrêt du 7 juin 1601, admit l'appel, déclara la confrérie des Pénitents Bleus de Bourges et ses assemblées illicites, défendit « aux sujets du roy tant de la ville de Bourges qu'autres du ressort de les continuer, à peine d'estre attaints et convaincus du crime de lèse-majesté (1) ».

L'arrêt nomme douze confrères seulement : le curé de Saint-Austrille, un chanoine, un autre ecclésiastique, un élu, un sergent, un archer, et six bourgeois ou artisans.

Les vieux ressentiments du parti réformé contre ces confréries ne s'éteignirent pas quand l'avènement de Henri IV au trône eut clos l'ère des luttes religieuses. On voit en effet l'assemblée des Huguenots du Languedoc et de la Haute-Guyenne, réunis à Castres au mois de février 1600, solliciter (2) du roi avec instance l'abolition de ces sociétés, et en particulier de celles qui s'étaient établies à Montpellier, Aigues-Mortes et autres villes dont les protestants avaient la garde. Les Réformés dénonçaient les réunions de Pénitents comme un foyer de séditions, de ligues, de complots, et prétendaient qu'elles ne devaient pas être moins suspectes au Gouvernement qu'elles l'étaient à eux-mêmes. Henri IV fit à cette requête une réponse pleine de modération et de sagesse : il déclara que ses commissaires rechercheraient et corrigeraient les abus qui pouvaient exister dans ces confréries ; mais qu'il ne croyait pas devoir supprimer, par une mesure générale et sans enquête préalable, des associations créées dans un but religieux, vouées à des œuvres de piété et de charité (3). Le roi prescrivit en effet aux intendants de surveiller ces confréries, et de n'en pas laisser établir de nouvelles sans sa permission. Une ordonnance du 17 mai 1610 confirma les ordres donnés à ce

(1) *Actions notables et plaidoyez* de messire Louis Servin. — Paris, Richer, 1639, T. I, p. 45 et suivantes.

(2) Cahier de doléances, remis au duc de Ventadour le 13 août 1600.

(3) De Vic et Vaissette, *Histoire générale du Languedoc*, T. V, p. 407, 492, etc.

sujet, et deux actes postérieurs, la déclaration du 16 juin 1659 et l'édit de décembre 1666, rappelèrent qu'aucune association religieuse laïque ne pouvait s'établir dans le royaume sans l'approbation des évêques et l'assentiment de l'autorité civile. Ces mesures n'empêchèrent pas que plusieurs souverains se fissent admettre au nombre des membres de ces confréries : Louis XIII et Louis XIV appartenaient à la Congrégation des Pénitents Bleus de Toulouse, la plus puissante, la plus célèbre de toutes les sociétés du royaume, et à laquelle étaient unies par une affiliation spéciale un grand nombre de compagnies.

Le xvii^e siècle fut, pour les associations de Pénitents, une période de calme et de prospérité ; mais il n'avait pas encore pris fin que déjà se révélaient, au sein de ces confréries, de graves symptômes de décadence. La piété diminuait ; les exercices se faisaient avec moins de régularité ; les articles les plus rigoureux des statuts étaient tombés en désuétude. Vers le milieu du siècle suivant, l'institution n'avait presque plus rien de l'esprit qui l'avait longtemps animée : de toutes les vertus et de toutes les œuvres dont l'exercice avait rendu ces confréries si populaires il ne restait plus que des formes, des usages, des cérémonies, des fêtes surtout. La charité seule était encore vivante sur ces ruines ; mais elle avait presque partout changé d'objet, et, au lieu de se répandre au dehors, elle s'exerçait surtout à l'égard des confrères. A l'époque de la Révolution, le principe religieux de l'institution s'était affaibli à ce point que beaucoup de confrères ne remplissaient même pas le devoir de la communion pascalle (1).

Les confréries furent supprimées par un décret de l'Assemblée législative en date du 18 août 1792 (2). Défense fut faite aux membres de ces associations d'en porter le costume. Leurs biens furent déclarés propriétés nationales et mis sous le séquestre ; on vendit les immeubles ; quant au mobilier et aux ornements, les municipalités en dressèrent un inventaire, et les administra-

(1) Nous avons trouvé ce détail signalé dans les archives de plus de vingt confréries du Lyonnais, du Limousin, du Périgord et de la Marche.

(2) Titre 1^{er}, article 1^{er}. — « Les corporations connues en France sous le nom de congrégations séculières ecclésiastiques, etc., etc., les familiarités, confréries, les pénitents de toute couleur, les pèlerins et toutes autres associations de piété ou de charité sont éteintes et supprimées à dater du jour de la publication du présent décret. »

en vente ou leur affectation à un service public, conformément aux propositions des districts (1).

On a cherché à classer les confréries de Pénitents en catégories distinctes, en *ordres*; on les a généralement groupées soit d'après la couleur de leur sac, soit d'après le patronage sous lequel elles s'étaient placées. Nous avons dit que ces distinctions étaient absolument artificielles. Toutes les compagnies habillées d'un sac de la même nuance n'avaient pas adopté le même titre, n'obéissaient pas à des statuts identiques, et ne se rattachaient nullement à la même observance : ainsi, tandis que les Pénitents Gris de Limoges relèvent de l'ordre de Saint-François, les Pénitents Gris d'Avignon appartiennent à celui de Saint-Dominique; ici les Blancs, comme à Paris et à Lyon, sont sous l'invocation de Notre-Dame; là, comme dans beaucoup de localités de la Marche, du Limousin et du Périgord, sous celle de saint Jean-Baptiste; à Montpellier, sous celle du Saint-Sacrement; à Avignon, sous celle des Cinq-Plaies-de-Notre-Seigneur. Dans certaines villes, ce sont les Pénitents Noirs qui assistent les captifs et les condamnés à mort; ailleurs, ce sont les Blancs; dans d'autres, cette mission est plus spécialement dévolue aux Bleus ou aux Rouges. — Toutefois les Pénitents Bleus de Saint-Jérôme ont formé un ordre spécial, comme nous l'avons dit plus haut. On trouve des Pénitents Bleus à Marseille en 1506 (2), à Avignon vers 1547, à Toulouse en 1575, à Cahors vers 1585, à Limoges en 1598, à Paris vers la même époque, à Carcassonne en 1615, en 1645 à Aix, en 1746 à Montpellier, etc. Les Pénitents Noirs, que plusieurs écrivains rattachent, ce qui est vrai seulement pour quelques sociétés, à l'ancienne confrérie de la Décollation-de-Saint-Jean-Baptiste, érigée à Rome en 1488, s'étaient en général placés sous l'invocation de la Sainte-Croix; il en existe dès 1521 à Marseille, en 1563 à Aix, en 1576 à Toulouse, en 1589 à Lyon, en 1595 à Avignon, en 1598 à Limoges, en 1612 à Car-

(1) Décret du 18 août 1792, titre I^{er}, art. 9; titre II, art. 1^{er}; titre V, art. 16 et 17.

(2) Nous n'avons pu vérifier qu'une partie de ces dates : nous donnons les autres d'après l'ouvrage déjà cité de M. Delalain sur les Pénitents Blancs et les Pénitents Bleus de Montpellier, et les indications de plusieurs obligeants correspondants de Marseille, d'Aix et d'Avignon.

cassonne. Quant aux compagnies qui avaient adopté un costume d'une autre couleur, elles étaient placées sous le patronage d'une multitude de Saints et de Saintes, et suivaient des règlements très-divers. Des Pénitents Gris (souvent sous l'invocation de Saint-François et de ses Stigmates) s'établissent en 1523 (réorganisation de la confrérie des Battus-de-la-Croix) à Avignon, en 1555 à Marseille, avant 1565 à Aigues-Mortes, en 1577 à Toulouse, avant 1600 à Paris, vers 1611 à Limoges ; les Pénitents Blancs, dès le xiv^e siècle à Martigues et à Marseille (?), en 1517 à Montpellier et à Aix (?), en 1527 à Avignon, en 1558 à Grenoble, en 1570 à Toulouse, en 1576 (réorganisation) à Lyon, en 1583 à Paris, en 1584 au Puy, en 1591 à Narbonne, en 1604 à Limoges, en 1605 à Carcassonne, en 1623 (1) à Aigues-Mortes, en 1703 à Gourdon. On ne connaît que cinq ou six compagnies de Feuille-Morte. Limoges seul eut des Pénitents Pourpres. Les Rouges, les Verts et les Violettes, assez communs en Italie, comptèrent peu de compagnies en France, et n'en eurent guère que dans la Provence et sur le littoral de la Méditerranée. L'abbé Molinier, dont nous avons eu occasion de citer déjà le curieux ouvrage (2), explique le symbolisme des couleurs diverses adoptées par les membres de ces confréries pour leur costume : « Le noir, couleur de deuil et de larmes, exprime, dit-il, la sainte tristesse qui accompagne la pénitence ; le bleu, couleur du ciel, la consolation qu'elle engendre ; le blanc, couleur d'innocence, la pureté qu'elle acquiert ; le gris, couleur du travail, la mortification qui la suit ».

Le costume de toutes ces compagnies, à la couleur près, était identique : il se composait d'un sac étroit, avec une ceinture de cuir, un cordon ou une cordelette, et d'un capuchon cousu aux épaules, d'où descendait un voile couvrant le visage et percé de deux trous vis-à-vis des yeux. Dans beaucoup de confréries, les associés portaient, brodé sur l'épaule, un écusson qui représentait soit un *ecce homo* ou un *agnus Dei*, soit les attributs de la Passion, une colombe entourée de rayons, ou quelque autre symbole. Dans un petit nombre de villes, à Perpignan, et à Limoges notamment, le capuchon était remplacé par un

(1) C'est la date indiquée par l'*Histoire d'Aigues-Mortes* de M. E. di Pietro, déjà citée. D'autres auteurs donnent 1613.

(2) *Des confrairies Pénitentes, ou il est traité de leur institution, reigles et exercices.* — Tolose, 1625.

chapeau en forme de cornet renversé, dont la pointe élevée de deux ou trois pieds exhaussait la taille du Pénitent, et ajoutait à l'étrangeté de son aspect. Ailleurs cette coiffure était de plus modestes proportions. Ainsi les Pénitents Gris ou *Consorts* du tiers-ordre de Saint-François, établis à Paris, en avaient une haute d'un demi-pied (1), et semblable à celle des Sœurs de la Charité de Lyon; beaucoup de confréries du Périgord et du Languedoc portaient aussi le chapeau conique, haut « d'un pied ou environ ».

Nous verrons plus loin que la plupart des compagnies du Midi admirent des femmes; dans quelques-unes, les enfants étaient également reçus.

Quand les compagnies de Pénitents se réorganisèrent après la Révolution, — quelques-unes avaient repris sinon leurs exercices de piété, du moins leurs pratiques de charité et d'assistance fraternelle au lendemain même de la Terreur, — il fut interdit aux confrères de baisser le voile destiné à leur cacher la figure, et on ne toléra leurs processions qu'à la condition qu'ils marcheraient le visage découvert. Dans quelques villes néanmoins, la tradition peu à peu reprit le dessus, et l'on revit bientôt les Pénitents exactement accoutrés comme ils l'avaient été sous l'ancien régime.

Ces confréries se sont reformées dans une grande partie des villes où elles existaient avant la Révolution. A Avignon, à Limoges, à Montpellier, à Perpignan, à Aix, à Toulouse, à Gourdon, à Marseille, et dans nombre de petites localités, on les a vu reparaitre. Sur beaucoup de points, elles n'ont pu résister à l'envahissement des idées nouvelles et à la guerre acharnée qui est faite aux anciennes institutions. Ailleurs elles ont réussi à traverser toutes les phases difficiles, et, sans être dans un état très-prospère, elles se maintiennent, grâce au goût du peuple pour ces confréries et à la puissance de la tradition, encore plus que par l'effet de la piété. Sur un petit nombre de points seulement, grâce au zèle de quelques pasteurs dévoués, l'institution reste florissante; elle prend même un accroissement remarquable dans une certaine région du Midi. Le diocèse de Montpellier fournit un frappant exemple de ce singulier mouvement. En 1873, plus de cinq cents confrères sont accourus de toutes les

(1) Règles manuscrites citées par l'auteur du *Dictionnaire des ordres religieux*, compris à la collection Migne, T. I, col. 1097.

paroisses de l'Hérault pour se joindre aux Pénitents Blancs du chef-lieu et suivre la procession du Saint-Sacrement; le 17 août de la même année, on a vu quinze cents Pénitents prendre part à un pèlerinage à Notre-Dame-du-Grau d'Agde.

§ 4. — Pénitents d'Avignon. — Procession du 14 septembre 1226. — Les Battus-de-la-Croix. — Autres confréries d'Avignon. — Pénitentes. — Associations toulousaines. — La royale Compagnie des Pénitents Bleus de Saint-Jérôme. — Le président Duranti.

Parmi toutes les associations de Pénitents qui existaient en France au siècle dernier, la Compagnie des Pénitents Gris d'Avignon passait pour la plus ancienne : en effet, alors que les deux principales sociétés de Toulouse et de Lyon n'avaient été établies, celle-ci qu'en 1274, celle-là qu'en 1287, la Confrérie avignonnaise faisait remonter son origine à 1226. Son existence était donc antérieure de près de quarante ans à la fondation du Gonfalon lui-même. Aussi ses membres se flattaient-ils de ne connaître aucune compagnie séculière de leur ordre qui pût lui disputer le premier rang.

Cette société avait pris naissance à la suite d'une imposante manifestation des chefs de la Croisade organisée contre les hérétiques albigeois. Le 14 septembre 1226, jour de l'Exaltation de la Sainte-Croix, on vit sortir d'Avignon, qui venait d'ouvrir ses portes aux Français après trois mois de siège, une procession nombreuse où figuraient le roi Louis VIII, le cardinal de Saint-Ange, légat du Pape, plus de soixante évêques et les principaux seigneurs de l'armée, suivis d'une brillante escorte de chevaliers et de soldats. L'objet de cette cérémonie était de faire une solennelle amende honorable au Saint-Sacrement, en expiation de tous les sacrilèges commis par les hérétiques sur l'Eucharistie. « Ce fut, dit l'auteur d'une curieuse notice sur *les Pénitents d'Avignon*, à laquelle nous empruntons ce récit, la première procession solennelle du Saint-Sacrement qui fut faite dans l'univers catholique (1). »

Le prince et les seigneurs de sa suite s'étaient montrés au milieu des fidèles et des soldats, tête nue, couverts d'un sac couleur de

(1) *Notice historique sur la confrérie et la procession jubilaire des Pénitents Gris d'Avignon*, par un Confrère. — Avignon, Aubanel, 1851.

terre, ceints d'une corde et un flambeau à la main. La chapelle de Sainte-Croix-hors-les-Murs, où la procession s'était arrêtée et où le Saint-Sacrement, exposé pendant toute la durée du séjour de Louis VIII, avait chaque jour reçu les hommages du pieux souverain, devint le but d'une sorte de pèlerinage. Les habitants de la ville, ceux-là mêmes, dit-on, qui s'étaient déclarés pour l'hérésie, s'y rendirent en foule vêtus d'un sac semblable à celui dont le roi s'était couvert. On y vit bientôt affluer, de toutes les parties de la province, les catholiques désireux de s'associer à l'acte réparatoire du 14 septembre. Sous l'impulsion de ce sentiment, il s'établit dans cette chapelle une confrérie de Pénitence, dont Louis VIII se déclara le protecteur, et dont le légat approuva les statuts, œuvre de Pierre de Corbie (1).

Cette Société subsista longtemps sous le nom de *Confrérie de la Sainte-Croix* (2). Les associés furent plus tard désignés sous celui de *Battus-de-la-Croix* ou *Disciplinés* : on les appela ainsi à cause de la flagellation à laquelle ils devaient se soumettre chaque vendredi, en récitant les psaumes de la Pénitence. Ils furent agrégés à l'ordre de Saint-Dominique, et devinrent une des associations les plus nombreuses et les plus florissantes du midi de la France.

Quand Clément V eût transporté le Saint-Siège à Avignon, la cour pontificale, retrouvant dans cette ville une confrérie analogue à celle du Gonfalon, ne dut lui ménager ni les libéralités ni les privilèges. Néanmoins cette compagnie, qui prit dans la suite, en 1523 seulement, la dénomination de Pénitents Gris, et celle des Pénitents Blancs érigée en 1527 sous l'invocation des Cinq-Plaies-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ et vraisemblablement fille de la société de la Sainte-Croix, n'atteignirent leur plus haut degré de prospérité qu'à la fin du xvi^e siècle. Celle des Pénitents Blancs comptait alors cinq cents membres ; son trésor était d'une grande richesse : il renfermait un crucifix haut de quatre palmes, en argent massif, et un reliquaire contenant

(1) Il est regrettable que le curieux poème sur la Croisade albigeoise, *la Cansos de la Crozada contr'els Ereges d'Albeges*, publiée par M. Fauriel dans la collection des *Documents inédits sur l'Histoire de France*, s'arrête à l'an 1219. Nous eussions été curieux de relever le passage du poète méridional relatif à la procession du 14 septembre 1226.

(2) D'après l'auteur de la notice que nous avons citée plus haut, elle aurait aussi porté le nom de *Confrérie des Disciples-de-Louis-VIII*.

une épine de la couronne de Jésus-Christ. Toutes les nobles familles du pays lui fournirent des recteurs. Ses registres présentent, à chaque page, d'illustres noms : « On dirait un armorial comtadin », a écrit un de nos amis dans un livre plein d'intérêt sur Avignon et ses environs (1). Ajoutons qu'elle compta parmi ses membres trois papes : Jules II, Clément XIII et Clément XIV.

Louis VIII n'est pas le seul de nos rois qui ait appartenu à ces confréries : Charles IX, dit-on, se fit agréger à celle des Pénitents Blancs. Son frère, Henri III, arrivant de Pologne, se rendit, en 1574, de Lyon à Avignon. Il suivit avec beaucoup d'intérêt les exercices dans la chapelle de cette compagnie, assista aux offices avec les principaux seigneurs qui l'accompagnaient, revêtu comme eux du sac de la pénitence, — on prétend même qu'il porta la croix dans une procession, — et voulut être reçu au nombre des associés. Plusieurs grands seigneurs l'imitèrent, notamment le duc d'Alençon et le roi de Navarre, qui, pour sauver sa vie, avait abjuré le protestantisme dans la nuit de la Saint-Barthélemy, mais qui passait pour un médiocre catholique : aussi Henri III plaisantait-il son beau-frère sur cette fantaisie, et disait-il à ce prince qu'il ne le trouvait guère propre à porter un tel habit (2). Celui qui devait être Henri le Grand n'était pas homme à s'étonner d'aussi peu, et il suivit, dit-on, de très-bonne grâce, la procession à côté du nouveau roi. Les Pénitents avaient fait hommage à celui-ci d'une petite discipline de fils d'argent ; il leur donna à son tour trois douzaines de gros flambeaux de cire avec les armes de France et de Pologne (3).

Le costume des confrères de la Croix d'Avignon consistait en un sac gris retenu à la ceinture par une cordelette. Ils avaient sur l'épaule un écusson en forme de croix, rappelant l'emblème de l'expédition dont les chefs avaient été ses premiers fondateurs. Les Pénitents Blancs portaient une robe d'étoffe blanche moins grossière. Au xvr^e siècle seulement, les confrères paraissent avoir commencé à se voiler la figure. Toutefois nous ne saurions rien affirmer sur ce point.

(1) Louis de Laincel, *Avignon, le Comtat et la Principauté d'Orange*. — Paris, Hachette, 1872.

(2) Lestoille, *Journal de Henri III*, année 1574.

(3) *Journal de Lestoille*. — *Journal de L. Machon*. — *Notice historique sur les Pénitents Gris d'Avignon*, déjà cité. — Joudou, *Essai sur l'Histoire de la ville d'Avignon*. — Avignon, Fischer, 1853.

Une association de Pénitents Noirs fut érigée à Avignon vers 1586 ; elle se rattachait à la confrérie des Pénitents de la Décollation-de-Saint-Jean-Baptiste de Rome, fondée cent ans auparavant par des réfugiés florentins (1). Comme ces derniers, les confrères d'Avignon, qui étaient connus sous le nom de Pénitents de la Miséricorde, obtinrent du Saint-Siège le beau privilège de délivrer, le 29 août de chaque année, jour de leur fête patronale, un criminel condamné à mort. Cette royale prérogative concédée à l'association par Clément VIII, en 1605, fut confirmée l'année suivante par Paul V, et l'exercice en fut étendu en ce sens que les confréries purent l'exercer un jour quelconque de chaque année, à leur choix. On prétend que, en vertu de ce privilège, il leur arriva un jour, depuis la Révolution, de réclamer un sursis à une exécution, que ce sursis fut accordé et la grâce du condamné obtenue (2).

Les Pénitents de la Miséricorde portaient, cousu sur leur sac noir, à la hauteur de l'épaule, un écusson représentant, en broderie, la tête de saint Jean-Baptiste dans un bassin. Ils s'occupaient d'œuvres charitables, dotaient chaque année dix jeunes filles pauvres, secouraient les prisonniers, assistaient et ensevelissaient les condamnés à mort. Ils soignèrent aussi les fous, dont l'hôpital fut construit à côté de leur chapelle (3).

Avignon possédait quatre autres compagnies de Pénitents : des Rouges, des Blancs, des Violets et des Bleus. Ce fut à une procession de ces derniers que, s'il faut en croire le *Journal de Lestoille*, le cardinal Charles de Lorraine contracta la maladie à laquelle il devait succomber.

A certains jours, les confrères prenaient la discipline dans leur oratoire. On les vit aussi se frapper cruellement en public aux processions. Les statuts des Pénitents Blancs, par exemple, nous donnent à cet égard des indications établissant que cette flagellation n'était pas une comédie. On en jugera par cet extrait :

(1) Plusieurs auteurs signalent la fondation, en 1488, à Avignon, d'une compagnie de Pénitents Noirs de cet ordre. Il nous semble qu'il y a ici confusion, et qu'il faut rapporter à la société-mère de Rome ce qu'ils ont dit de la prétendue confrérie florentine d'Avignon.

(2) Louis de Lancel : *Avignon, le Comtal et la principauté d'Orange*, p. 311.

(3) *Ibidem*.

« Ceux, y est-il dit, qui se seront ainsi disciplinés et battus, se viendront faire accoutrer à l'infirmerie de la chapelle après que la procession sera achevée, à raison de quoi le recteur donnera ordre qu'il y ait des gens pour les accoutrer. Et si, par la ville, leur venait quelque défaillance, ne pouvant se soutenir tout le tour de la ville, leur sera permis de s'en venir faire accoutrer à la chapelle, sans aller en autre maison ni chapelle de compagnie étrangère; et, s'ils s'excusaient de trop grande maladie, leur sera donné suffisante compagnie pour les secourir (1) ».

Nous ne parlerons pas ici des statuts des compagnies d'Avignon : leur règle ne différerait pas sensiblement de celle à laquelle étaient soumises les associations lyonnaises et limousines, et nous en exposerons les points principaux en traitant de ces dernières.

Nous ferons seulement remarquer que, dans plusieurs des confréries d'Avignon, et dans celles de beaucoup d'autres villes du Midi, on admettait des femmes. La plupart des brefs donnés par les Souverains-Pontifes à ces associations les dénomment : *Confréries de fidèles de l'un et l'autre sexe* (2). — La reine Catherine de Médicis, désireuse de donner une marque de sa bienveillance à l'association d'origine florentine dont nous avons parlé plus haut, voulut, « comme bonne pénitente », dit ironiquement Lestoille, que son nom figurât sur les registres de la compagnie. Les femmes admises dans l'association ne portaient pas l'habit et ne prenaient aucune part aux exercices qui avaient lieu dans l'oratoire. Elles assistaient seulement aux processions, ayant pour tout signe distinctif, une cordelette ou un cordon de couleur à la ceinture. A Perpignan toutefois, elles avaient et ont encore le visage voilé.

Dans le Centre et dans l'Est, les femmes n'étaient pas, en général, agrégées aux confréries dont nous étudions ici l'organisation. Les statuts de plusieurs sociétés les excluaient même en termes formels. Remarquons néanmoins que, dans l'admission des femmes au nombre des associés, on retrouvait la tradition de l'Eglise primitive. N'avait-on pas vu, à Rome, de grandes dames revêtues du cilice, la tête couverte de cendre, se prosterner dans le vestibule des basiliques, au milieu de la foule des Pénitents ?

(1) Article 55 des statuts des Pénitents Blancs d'Avignon.

(2) *Christifidelium confraternitas utriusque sexus*.

Toulouse passe pour avoir eu des Pénitents dès 1287, c'est-à-dire treize ans après l'établissement de la confrérie fondée à Lyon avec le concours de saint Bonaventure, et soixante-un ans après l'érection de celle instituée à Avignon sous les auspices de Louis VIII. Il serait assez difficile, croyons-nous, de trouver des preuves à l'appui de cette indication, qu'on peut relever dans plusieurs ouvrages se rapportant à l'histoire de Toulouse. Après cette première confrérie dont l'origine est peu connue et dont on constate en 1570 l'existence sous le nom de Compagnie des Pénitents-Blancs, — elle aurait obtenu une bulle ou un bref du pape Nicolas IV, — la plus ancienne des compagnies toulousaines serait celle des Pénitents Bleus, qui devint la plus nombreuse et la plus célèbre de toutes les confréries du royaume. Cette association fut établie sous la protection spéciale de la sainte Vierge et le patronage nominal de saint Jérôme. Elle comptait parmi ses premiers membres Georges d'Armagnac, archevêque de Toulouse; Jean de la Barrière, fondateur de la congrégation des Feuillants; François, Henri et Scipion de Joyeuse; Thomas Bonzius, évêque de Béziers; Duranti, avocat général au Parlement, et d'autres hommes marquants du clergé, de la noblesse, de la magistrature et de la bourgeoisie. Le jésuite Auger, confesseur de Henri III, avait rédigé les statuts de l'association, qu'approuva le Saint-Siège. Notons que ce fut dans la chapelle du collège de Saint-Martial, fondé par un pape limousin en faveur des étudiants de sa province natale, que les Pénitents Bleus tinrent leur première assemblée, le jour de la Saint-Michel de 1275. En 1622, Louis XIII, se trouvant à Toulouse, alla entendre les vêpres dans l'oratoire de cette compagnie et assista à sa procession. Beaucoup de seigneurs de la suite du roi appartenaient à la compagnie, qui comptait parmi ses membres tout ce que la capitale du Languedoc avait de plus distingué. Louis XIII exprima le désir d'être admis au nombre des associés, et posa, le 22 mars, la première pierre de la nouvelle chapelle de la confrérie; l'édifice, qui fut achevé en 1625, coûta cent neuf mille livres. — Louis XIV, à son tour, se fit inscrire sur le registre des confrères. De là le titre de compagnie royale que portaient les Pénitents Bleus de Toulouse et qu'ils avaient le privilège de communiquer à toutes les confréries affiliées. En 1777, un des frères de Louis XVI, Monsieur, comte de Provence, se fit inscrire sur le registre des membres de l'association. A son passage dans la capitale du Languedoc, il visita la chapelle de la compagnie. L'archevêque lui présenta l'eau bénite, et à son entrée on chanta le *Domine salvum* en

musique (1). Six ans plus tard, le même prince accepta la charge ou plutôt le titre de prieur.

Les Pénitents Bleus se firent toujours remarquer par leur zèle pour la foi et leurs démonstrations d'attachement au chef de l'Etat. A partir de 1577, ils se rendirent processionnellement, chaque mois, à Saint-Sernin, pour implorer du ciel la cessation des sacrilèges commis par les calvinistes et l'extirpation de l'hérésie. Néanmoins ils n'épousèrent pas les passions furieuses de la Ligue, et, en 1589, ils firent chanter un service solennel pour le repos de l'âme de Henri III. Peu après, ils commencèrent des prières et des pèlerinages pour obtenir la conversion de son successeur ; quand arriva la nouvelle de ce grand événement, ils le célébrèrent par une procession solennelle connue sous le nom de procession du 25 mars, et qu'ils continuèrent, dans la suite, de faire chaque année à la même date. Lors de l'assassinat de Henri IV et de la mort de Louis XIII, à la naissance du duc de Bourgogne, pendant le siège de la Rochelle, au départ de Louis XIV pour la Hollande et dans plusieurs autres circonstances heureuses ou graves, on les vit renouveler ces manifestations et donner des témoignages éclatants de leur loyauté et de leur patriotisme.

Les membres de cette confrérie portaient un sac bleu « de toile d'Allemagne » avec « une petite image de saint Jérôme » sur l'épaule gauche et un chapelet blanc à la ceinture. On vit jusqu'à neuf cents Pénitents paraître en public avec ce costume, lors des grandes processions de 1622. Dès 1576, les confrères firent, nu-pieds et un flambeau allumé à la main, la visite des églises, le Jeudi-Saint, à la tombée de la nuit. Ils ajoutèrent plus tard à cette procession celle de la fête du Saint-Sacrement. Le premier vendredi de chaque mois ils se réunissaient, le matin à quatre heures en été, à six ou sept heures en hiver, pour réciter matines, entendre la messe et communier ; et l'après-midi, à trois heures, pour chanter vêpres, complies, et recevoir la bénédiction du Saint-Sacrement. Tous les vendredis, pendant le carême, ils assistaient à une prédication spéciale. Ils jeûnaient souvent et s'obligeaient à réciter diverses prières.

(1) *Relation de tout ce qui s'est passé de remarquable dans la ville de Toulouse à l'arrivée de Monsieur, frère du roi, et à son départ, par un jeune citoyen.* — Toulouse, 1777, in-4°.

Les Pénitents Bleus de Toulouse étaient considérés comme la confrérie-mère de l'ordre de Saint-Jérôme ; ils adressaient à toutes les compagnies de cet ordre des circulaires et des instructions, et comptaient, dans toutes les provinces méridionales du royaume, une immense clientèle, formée d'une multitude de confréries rattachées à eux par les liens de l'affiliation. — Ils avaient obtenu d'abondantes indulgences de Grégoire XIII, de Clément VIII, de Paul V et d'Urbain VIII (1). Le premier de ces papes avait confirmé leurs statuts, dont Paul V approuva plus tard la rédaction définitive en confirmant les privilèges accordés aux confrères par ses prédécesseurs (2).

Toulouse vit s'élever deux autres compagnies de Pénitents : celle des Noirs, créée en 1576, et celle des Gris, érigée l'année d'après.

Les premiers commencèrent leurs exercices dans la chapelle de Rieux, que les Cordeliers avaient mise à leur disposition ; quelques mois plus tard, ils s'installèrent dans un édifice, plus commode et mieux approprié à cette destination, qu'ils avaient fait construire. Leur compagnie était érigée sous le titre de *Confrérie de l'Exaltation-de-la-Sainte-Croix*. Nous n'examinerons pas ici les statuts de cette association, les Pénitents Noirs de Limoges, dont nous parlerons plus loin avec détail, leur ayant emprunté les dispositions essentielles de leur règlement. — Nous rappellerons seulement que, à la différence des Pénitents Bleus, qui témoignèrent toujours de leur respect au prince, la compagnie de l'Exaltation-de-la-Croix se fit remarquer par son zèle ardent pour la Ligue. Les Pénitents Noirs, à la nouvelle de l'assassinat des Guise, organisèrent d'imposantes manifestations. Un service funèbre fut chanté, le 17 février 1589, dans leur oratoire. Il y avait, disent les annalistes toulousains,

(1) On nous a assuré que les registres de cette compagnie, jadis déposés à la Bibliothèque de la ville de Toulouse, en ont disparu.

(2) Dans un volume plein d'intéressants détails, qui paraît au moment où s'imprime notre ouvrage, et dont le plan se rapproche du nôtre : *Les Pénitents : origines, histoire, statuts des Pénitents du midi de la France et plus particulièrement des Pénitents Bleus de Toulouse*, — M. l'abbé Massabie, curé de Figeac, consacre plusieurs chapitres aux Pénitents de Saint-Jérôme, et donne le texte des actes pontificaux se rapportant à cette compagnie. — Nous devons aussi des indications précieuses à M^{lle} Faure, de Toulouse.

plus de deux mille chandelles blanches à la chapelle ardente. Le duc de Guise et son frère le cardinal étaient représentés en plusieurs endroits ; on avait notamment exposé leurs images à la porte de l'église, et les Ligueurs montraient à la foule les deux princes « poignardez en plusieurs endroits sur leur visage et sur leur corps (1) ».

Les Pénitents Gris, établis sous l'invocation de saint Jean-Baptiste, eurent pour fondateurs vingt-quatre bourgeois de Toulouse qui se réunirent pour la première fois le 11 avril 1577, dans le cloître des Dominicains. L'église de Saint-Martin, qui leur fut assignée pour leurs exercices, devint bientôt trop étroite pour servir d'oratoire à la compagnie, de plus en plus nombreuse. Celle-ci fit construire une chapelle spéciale où elle s'installa en 1609, et où elle demeura jusqu'à la Révolution. Le pape Sixte-Quint avait approuvé les statuts des Pénitents Gris de Toulouse.

Outre la visite des *tombeaux*, le Jeudi-Saint, les quatre compagnies de Toulouse et la confrérie « royale et impériale » des Pèlerins, qui prétendait avoir été fondée par Charlemagne, faisaient ensemble une grande procession le jour de l'Annonciation. Elles en avaient — tout au moins celle des Bleus et celle des Blancs — une autre particulière le mardi-gras, pour demander pardon à Dieu des scandales qui se commettaient pendant le carnaval (2).

Ces confréries ont reparu à Toulouse après la Révolution ; mais là, comme dans presque toutes les villes où l'institution avait jadis fleuri, les événements de 1830 et de 1848 leur ont porté un coup mortel. Depuis longtemps les Pénitents de Toulouse ne se montrent plus en public. La plupart des compagnies ont un acte de décès officiel : l'une d'entre elles a même, paraît-il, disparu en faisant faillite, tout comme une société financière. C'est une fin d'un goût bien moderne pour une confrérie de cette nature.

L'avocat général Duranti, qui devait être élevé en 1588 à la première-présidence, fut un des partisans les plus zélés de l'ins-

(1) Du Mège, *Institutions religieuses et politiques de la ville de Toulouse*. — Toulouse, 1844, T. II, passim. — *Histoire véritable de ce qui s'est passé à Tholose en la mort du président Duranti*, réimprimée par Abadie. — Toulouse, 1861, etc.

(2) Du Mège, *Institutions, etc.*, T. I^{er}, p. 167, et passim.

titution des Pénitents. Il ne fut étranger à la création d'aucune des compagnies établies à Toulouse de son temps, et prêta à celles-ci, en diverses occasions, le précieux appui de ses conseils et de son influence. Malheureusement il ne put contenir la violence des passions que les guerres religieuses avaient déchaînées autour de lui. La Ligue s'implanta dans les villes du Languedoc où ne dominait pas le parti huguenot. Les membres de plusieurs des confréries que le premier-président avait plus que personne contribué à établir ne se montrèrent pas les moins ardents à entrer dans la lutte et à imiter le fanatisme des confrères du Saint-Sacrement, devenus les gardes-du-corps du belliqueux évêque de Comminges. Toulouse se trouva à la merci d'une partie de la populace, soulevée par deux prélats remuants et quelques bourgeois fanatiques. Duranti, tout fervent catholique qu'il fût, n'oublia pas les obligations que lui imposait sa charge. On sait quelle noble attitude il garda en face du danger, et comment il fut massacré par une foule affolée. On exposa son corps aux insultes de la multitude; derrière le cadavre, on avait cloué en dérision un portrait de Henri III, arraché de son cadre : ce fut dans cette toile qu'on plia les restes de Duranti, quand les ligueurs eurent permis à sa famille de lui donner la sépulture : suaire d'honneur pour un magistrat mort victime de sa fidélité à son devoir et à son roi (1).

§ 5. — Confréries lyonnaises : la Royale Compagnie des Pénitents Blancs du Gonfalon; Pénitents Noirs du Très-Saint-Crucifix; Pénitents Noirs de la Miséricorde; Pénitents de la Sainte-Croix; Pénitents Pèlerins de Notre-Dame-de-Lorette.

Le nom de l'auteur des statuts de la société du Gonfalon se trouve mêlé à l'histoire de la fondation d'une des plus anciennes confréries de Pénitents qui aient été établies en France : celle des Pénitents Blancs de Lyon. Ce fut en effet sous les auspices de saint Bonaventure que, pendant la tenue du Concile convoqué dans cette ville par Grégoire X en 1274, il s'y forma une association analogue à celle instituée dix ans plus tôt à Rome. Les

(1) *Histoire véritable, etc.*, p. 94 et 112. — Du Mège, T. II, p. 350, ajoute que cette toile enveloppait encore les restes de Duranti lorsqu'ils furent exhumés pour être déposés dans une sépulture de famille.

confrères se réunissaient dans le cloître des Cordeliers, du côté du Rhône. Les traces de l'existence de cette pieuse société sont assez rares jusqu'au xvi^e siècle, ses archives et papiers ayant été brûlés par les calvinistes en 1562. A cette époque, la confrérie n'existait plus de fait. Elle fut réorganisée, quatorze ans plus tard, sous les auspices du prévôt des marchands, des échevins et du conseil de ville, et prit alors le nom de compagnie des Pénitents Blancs. Le jésuite Auger, célèbre par ses prédications, et que nous avons vu donner un règlement à la compagnie des Pénitents Bleus de Toulouse, présida à cette reconstitution. Grégoire XIII approuva en 1578 les statuts de l'association lyonnaise, qui s'affilia au Gonfalon de Rome. En 1582, Henri III, à son passage à Lyon, témoigna le désir d'assister aux exercices de la compagnie, et se fit admettre au nombre de ses membres. On le vit suivre la procession, « en habit de pénitent, sans garde ni distinction des autres confrères ». Le roi fut très-satisfait et très-édifié de la tenue, de la piété des Pénitents de Lyon. Il fit présent à leur chapelle d'un calice de vermeil, et accorda à l'association le titre de *Royale Compagnie*. Quand il repartit, il demanda à l'un des membres qui avaient travaillé avec le plus de zèle à la réorganisation de la confrérie, Maurice du Peyrat, de l'accompagner à Paris, afin de l'aider à y établir une société analogue.

Nous avons dit plus haut que ce du Peyrat avait apporté à Lyon les ordres de la régente pour le massacre de la Saint-Barthélemy. Il suivit le roi non moins pour se soustraire aux vengeance qu'il avait lieu de redouter que pour pousser sa fortune. Il devint gentilhomme de la Chambre de Henri III, chevalier de son ordre, et fut vice-recteur de la congrégation des Pénitents de l'Annonciation.

En souvenir de l'honneur que leur avait fait le prince, les Pénitents Blancs suspendirent à la voûte de leur chapelle deux couronnes, allusion à la double royauté de Henri III : ce qui ne les empêcha pas d'adhérer pour la plupart à la Ligue, et de s'en montrer les zélés défenseurs.

À l'imitation du souverain, plusieurs grands seigneurs voulurent que leurs noms fussent inscrits sur les registres de la compagnie. Celle-ci se recruta, au surplus, durant plus de deux siècles, parmi les personnages les plus considérables de la ville et de la province. Les fonctions de recteur étaient le plus souvent remplies par un magistrat ou un fonctionnaire d'ordre élevé : en 1583, c'est à François de Mandelot, gouverneur de Lyon, qu'elles sont confiées ; en 1588, à Charles de Neufville, marquis de Villeroy ;

en 1593, au marquis de Saint-Sarlin, gouverneur du Dauphiné; en 1716, à un autre Neuville de Villeroy, archevêque de Lyon. En 1715, le maréchal de Villeroy, gouverneur de la ville et chef du Conseil, se fait recevoir membre de la confrérie.

Le costume des associés se composa, à partir du xvi^e siècle, d'un sac de toile blanche avec une cagoule cachant la figure. Le sac était retenu à la ceinture par une cordelette ou une lanière de cuir, à laquelle pendait un chapelet.

S'il faut ajouter foi aux éloges qu'elle se décerne à elle-même, la compagnie des Pénitents Blancs de Lyon « servit de modèle et d'arbitre à toutes les autres fondées depuis dans les diverses provinces du royaume ». Il est certain que son règlement fut adopté, à peu de modifications près, par un assez grand nombre d'entre elles, et que beaucoup sollicitèrent leur agrégation à cette confrérie. Comme la plupart des associations de ce genre, elle voulut avoir sa chapelle particulière, qu'elle fit élever sur l'emplacement de l'ancienne église des Cordeliers, où était inhumé saint Bonaventure; l'archevêque posa la première pierre de ce nouvel oratoire le 29 décembre 1631.

Rien de plus magnifique et de plus riche que cette chapelle : elle eut pour architecte Ferdinand de la Monce, très-renommé à Lyon; les sculptures et dessins étaient de Simon et Lamoureux. D'excellentes peintures de Vignon, Blanchet, Mignard, La Fosse, Le Beau, Trémolière, Crétet, Sarrahat et Corneille en ornaient les murs. La perle de ce musée était un Christ de Rubens. « Cette petite église, dit Dulaure, est, aux yeux des amateurs des beaux-arts, la plus curieuse de Lyon (1). »

Les confrères devaient s'y réunir « chaque jour de dimanche et festes solennelles de Jésus-Christ et de Nostre-Dame », pour entendre la messe et chanter l'office de la Vierge, le matin à six heures en été, à sept en hiver. Le troisième dimanche de chaque mois et aux fêtes, ils s'y rendaient, à trois heures de l'après-midi, pour assister aux vêpres; à Noël et à Pâques seulement, ils étaient tenus d'entendre la messe à leur paroisse : ces jours-là on n'allait à la chapelle que l'après-midi. Tous les samedis, à trois heures, on chantait les complies et les litanies. Tous les vendredis du carême, à la même heure, les Pénitents récitaient en commun

(1) *Description des principaux lieux de France*, sixième partie, p. 327.

l'office de la Passion, écoutaient une exhortation sur un sujet emprunté aux grands événements qui marquèrent les derniers jours de l'Homme-Dieu, puis ils chantaient le *Miserere*. Ils assistaient à Ténèbres les mercredi, jeudi et samedi de la Semaine sainte; à l'office de la Passion et à la messe du Saint-Sacrement, le Jeudi-Saint; à l'office et à l'adoration de la Croix, le Vendredi. — En dehors des fréquentes processions qu'ils faisaient dans leur cloître, ils en avaient chaque année plusieurs à l'extérieur. La principale était celle du Jeudi-Saint, qui comportait notamment une station dans l'église des Cordeliers, en souvenir de l'hospitalité que, pendant trois siècles, ces religieux avaient accordée à la compagnie. Le 29 août, ils se rendaient à la chapelle de Saint-Roch-hors-les-Murs, et le 2 avril à l'Île-Barbe, pour accomplir deux vœux.

Les associés étaient tenus de communier le troisième dimanche de chaque mois et à toutes les grandes fêtes du Sauveur et de la Vierge. Le jour de l'Assomption et tous les troisièmes dimanches, le Saint-Sacrement était exposé dans leur chapelle, et les Pénitents se relevaient pour l'adoration, suivant un ordre réglé à l'avance. Outre ces obligations de piété, la pratique de certaines bonnes œuvres leur était plus particulièrement recommandée : ainsi ils devaient visiter les malades, donner des aumônes pour les prisonniers, rendre les derniers devoirs aux défunts, aux pauvres surtout, et prier pour eux.

Quand un membre de la compagnie mourait, les confrères assistaient à son enterrement et étaient tenus de prier tout spécialement pour le repos de son âme. Il y avait du reste, chaque année, un service solennel pour les associés défunts.

Le nombre des officiers ou dignitaires de la confrérie était assez considérable : la liste que nous en donnent les registres de l'association comprend un recteur, un vice-recteur, des conseillers en nombre indéterminé — outre six confrères spécialement élus, chaque année, pour remplir les fonctions de conseillers, et qui devaient avoir fait preuve de capacité et de zèle dans les emplois de sacristain et de maître des cérémonies, le Conseil se composait de tous les recteurs et vice-recteurs anciens ou en charge, — un grand-custode et maître du chœur (seule charge à vie, réservée à un ancien recteur), un directeur des bâtiments, un trésorier général, un trésorier-adjoint, un trésorier particulier, un trésorier particulier adjoint, des maîtres des cérémonies, des sacristains, des choristes, des infirmiers, un secrétaire, un procureur, un

portier. C'était l'élection qui, dans le principe, pourvoyait à tous ces offices, et les membres de la confrérie étaient, sans exception, appelés à y prendre part. Dans la suite, il n'y eut de scrutin que pour les principaux emplois.

Si un confrère allait en voyage, il se munissait de lettres de recommandation pour les compagnies affiliées.

Une des préoccupations principales des auteurs des statuts qui avaient remplacé l'ancien règlement donné par saint Bonaventure aux confrères était d'assurer l'égalité absolue des membres; il n'y avait d'autre supériorité dans la compagnie que celle qui résultait des charges, et les associés étaient obligés, pendant les exercices, à une entière obéissance envers les officiers. Toute parure, toute marque extérieure de nature à distinguer les confrères l'un de l'autre était prohibée. Aux offices comme aux processions, les Pénitents ne devaient avoir « ni manchettes, ni rubans, ni gants frangez, ou rosettes de souliers, ni aucune autre marque qui pût les faire connoître (1) ».

On trouve la même recherche d'égalité dans les statuts d'une association à peu près semblable, érigée à une époque plus récente, celle des *Pénitents Noirs du Très-Saint-Crucifix*. — « Nul », y est-il dit, « ne portera botes, botines, gans ni aneau aux doigts, ny autre chose par laquelle il puisse estre reconnu; les flambeaux des confrères seront de cire blanche, esgaux en poids, longueur et grosseur, lesquels ils ne feront porter en aucun lieu ni par leurs valets ou autres, pour ne pas donner sujet d'estre reconnus. Laurs habits, ceintures, seront semblables, et auront des livrets pour lire de mesme couverture, etc. »

Les Pénitents Noirs de Lyon ne furent établis qu'en 1589. Leur institution est donc postérieure de quinze ans à celle des Pénitents Noirs de Toulouse, dont nous avons parlé plus haut, mais antérieure de quatre années environ à la fondation de la compagnie d'Annecy, érigée par les soins de saint François de Sales. La confrérie lyonnaise se proposait « d'apaiser le courroux du ciel par de bonnes œuvres ». Ce sont les termes de l'indult qui

(1) Sur les Pénitents Blancs de Lyon, consulter : *Statuts et réglemens que doivent observer les confrères de la royale et devote compagnie des Pénitents Blancs de Notre-Dame-du-Consalon de Lyon*; Lyon 1730, — et les manuscrits de la Confrérie, à la bibliothèque de la ville de Lyon.

lui fut accordé par le cardinal Caietan, légat du Saint-Siège. Cette association s'installa dans la chapelle et recluserie de Saint-Marcel. Ses membres se réunissaient le premier dimanche de chaque mois et à divers anniversaires pour entendre la messe, réciter l'office et les vêpres, assister à des prédications, et communier ; ils devaient être revêtus de leurs sacs pendant tous les exercices, et ne s'approcher que pieds nus de la sainte Table. Ils s'assemblaient également tous les vendredis dans leur tribune : ce jour-là était consacré à des oraisons et à des exhortations édifiantes, puis on prenait la discipline ; mais il n'y avait dans ce dernier point rien qui fût obligatoire, et les statuts laissaient sagement l'exécution de cet article au jugement de chacun.

Les confrères devaient réciter chaque jour le *Vexilla Regis*, et y ajouter, le vendredi, le *Petit Office de la Croix*.

Les bonnes œuvres dont la pratique était recommandée aux Pénitents Noirs consistaient surtout en actes charitables : consoler les affligés, secourir les indigents, doter les filles pauvres, assister les malades, ensevelir les morts, « donner l'instruction et quelque mestier aux enfants, etc. ». Ce sont exactement les mêmes prescriptions que celles des règlements adoptés par les associations italiennes.

Les Pénitents Noirs avaient deux processions particulières : l'une le Jeudi-Saint, après le soleil couché ; la seconde, le dimanche après l'octave de la Fête-Dieu. Les statuts contiennent les dispositions les plus explicites pour assurer le bon ordre au cours des exercices, surtout pendant la procession du Jeudi-Saint, qui était, on l'a vu, une des cérémonies caractéristiques des confréries de cet ordre. On jugera de la minutie de ces règlements par le résumé que nous en avons fait, d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Lyon (1) :

Le vice-recteur, portant un bâton processionnel et n'ayant pas de flambeau à la main, guide la compagnie. Puis viennent deux confrères « portant les lanternes ou fallots hauts, prenant et suivant chacun un costé de la rue », et « au milieu, un peu esloigné, celui qui porte le crucifix ». Suit le reste de la confrérie. Les Pénitents marchent deux à deux, distants l'un de l'autre de trois ou quatre pas « en mesme contenance, tenans les bras croisez, et de la main qui est en dedans de la rue le livret

(1) *L'ordre du service divin et le devoir des officiers et confrères*. 1645.

ouvert; et de l'autre, du costé des maisons, le flambeau, non trop haut, ni trop penché ». Le censeur et le maître des cérémonies veillent au bon ordre. Le recteur, avec un bourdon, ferme la marche. Sauf excuse légitime, tout le monde est nu-pieds. L'attitude de tous doit respirer l'humilité; le chant être « fort lent et posé, déclaratif d'une grande componction ». Si l'on rencontre les Pénitents Blancs, on doit leur céder le pas et cesser sur-le-champ la psalmodie.

Le nombre des officiers de la confrérie du Saint-Crucifix était un peu moins considérable que celui des dignitaires des Pénitents Blancs. En voici la nomenclature : recteur, vice-recteur, censeur, conseillers, secrétaire, trésorier, sacristain, maître des cérémonies, choristes, dizeniers, concierge. — Comme dans les statuts de l'association du Gonfalon, on relève dans ceux de cette compagnie un article ayant trait aux relations existant entre les sociétés de la même nature : « Aucun des confrères voulant aller en voyage, en advertissant les officiers majeurs, ils luy feront expédier des lettres nécessaires pour estre admis en semblables confraternitez qui pourroient estre ès lieux ou ils iroient ». Il y avait donc entre Pénitents une sorte de franc-maçonnerie, de compagnonnage qui étendait les avantages et les devoirs de l'association au-delà des limites de la confrérie locale (1).

Les deux confréries dont nous venons de parler ne sont pas les seules associations de Pénitents que possédât la ville de Lyon. En 1625, un charitable bourgeois, César Lauro, d'origine milanaise, en fonda une troisième, celle dite de la Miséricorde, spécialement en vue de secourir les captifs, de procurer quelques adoucissements, quelques consolations aux condamnés à mort dans leurs derniers jours, et d'assurer à ces malheureux une sépulture décente. Lauro avait conçu son pieux dessein en voyant un jour des chiens s'arracher les restes d'un supplicié, dont le corps avait été, suivant l'usage, jeté aux Terreaux et à peine recouvert d'un

(1) Manuscrits de la compagnie et notamment *Indult de l'institution de la confraternité du Très-Saint-Crucifix, érigée en la chapelle de Saint-Marcel de Lyon en 1589*, à la Bibliothèque de Lyon; — *Mémoire pour la compagnie des Pénitents du Très-Saint-Crucifix établis en la chapelle de Saint-Marcel, dans la ville de Lyon*, mss 1760; — *Ordre des offices et exercices spirituels qui se feront dans la chapelle des Pénitents du Très-Saint-Crucifix pendant la Semaine sainte de l'année 1788*, etc.

peu de terre. Il obtint des religieux Carmes, qui avaient près de là leur couvent, l'emplacement nécessaire à l'érection d'une chapelle. Cet édifice devait renfermer des caveaux destinés à l'inhumation des condamnés à mort et des membres de la confrérie. En 1636 seulement, celle-ci fut constituée d'une manière définitive ; elle s'aggrégea en 1645 aux confréries de Rome, et fut autorisée à recevoir des legs en faveur des prisonniers. Les associés visitaient les captifs, leur distribuaient des vivres, de l'argent, des vêtements, prenaient soin de leur famille, rendaient à la liberté les détenus pour dettes en soldant leurs créanciers, accompagnaient les criminels au supplice et assistaient à leur obsèques. Ils portaient le même costume que les Pénitents de la Miséricorde de Rome et d'Avignon : le sac noir orné d'un écusson avec la tête de saint Jean-Baptiste et ces mots : *Misericordia Societas*. A leur ceinture, qui pouvait être de laine ou de soie noire, était passé un chapelet de la même couleur, terminé par une tête de mort en os. Leur chapelle renfermait plusieurs tableaux de prix ; le principal était une Vierge de Rubens.

Chassés de leur oratoire par la Révolution, les Pénitents de la Miséricorde tentèrent, dès l'an V, de réorganiser leur compagnie ; mais ils ne purent alors en obtenir l'autorisation (1).

Il faut noter, dans les statuts de la confrérie de la Miséricorde, l'interdiction formelle de recevoir des associés avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis. Les autres compagnies lyonnaises se montraient moins rigoureuses, et leur facilité sur ce point se justifie du reste par la différence des œuvres que se proposaient les associations. La plupart d'entre elles admettaient les candidats à vingt ans. — Les *Pénitents de la Sainte-Croix, associés sur la mort et passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, recevaient même à dix-sept ans les fils de confrères. Cette quatrième compagnie s'était formée à la fin du xvii^e siècle et avait vécu assez longtemps sans statuts. Le nombre des membres s'étant accru dans une proportion considérable, les associés rédigèrent quelques articles ; mais ce règlement parut bientôt incomplet, et l'on sentit le besoin de lui donner l'autorité de l'approbation

(1) *Processionnaire à l'usage des Penitents de la Misericorde*; Lyon, Valfray, 1749. — *Règlement de la confrérie de la Misericorde, érigée à Lyon l'an 1636*; Lyon, Valfray, 1749. — *La chapelle des Pénitents de la Miséricorde, depuis sa fondation jusqu'à sa démolition*, par Léon Boitel; Lyon, Sauvignat, 1837.

épiscopale. La confrérie s'adressa donc à l'archevêque de Lyon, qui commit l'abbé de Lacroix, vicaire général, pour présider à la rédaction de statuts définitifs. Ceux-ci furent dressés et approuvés en 1716 ; ils ont beaucoup d'analogie avec ceux de la compagnie du Très-Saint-Crucifix. Les confrères ne doivent pas pénétrer dans leur chapelle sans être revêtus de leur costume. La procession du Jeudi-Saint est encore ici minutieusement réglée. L'écusson de cette confrérie offrait la croix avec la lance et le roseau portant l'éponge. On y lisait ces deux mots : *Societas Passionis* (1).

Il y avait à Lyon une cinquième confrérie de Pénitents, celle des *Pénitents Pèlerins de Notre-Dame-de-Lorette* ; elle était composée d'ecclésiastiques et de bourgeois : on n'y recevait que les hommes ayant fait « affectueusement » le voyage de Notre-Dame de Lorette en Italie. Cette association, dont l'établissement avait été autorisé par ordonnance épiscopale du 11 avril 1658, se réunissait dans la chapelle de Notre-Dame de Lorette. Les membres portaient un voile sur la tête et un sac « ayant à l'imitation des archiconfréries de Rome et d'Ancône, la marque de la sainte maison sur l'épaule droite ». Autour de cette image se lisait le titre de la compagnie : *Societas almæ domus Lauretanæ*. Les confrères transférèrent dans la suite leur oratoire près de Bellecour. Leurs statuts ne différaient pas de ceux des autres associations de Pénitents ; comme eux, ils recommandaient l'exercice de la charité, l'aumône, l'assistance des malades, la visite des hôpitaux et des prisons (2).

On trouvera peut-être que nous nous sommes étendus trop longuement sur la fondation et les statuts des confréries de Pénitents de Lyon ; mais ces détails nous ont paru indispensables pour l'intelligence de l'histoire générale des compagnies de cet ordre en France. Seules, en effet, les associations lyonnaises peuvent revendiquer l'existence entre elles et le Gonfalon, prototype des confréries de Pénitents, d'un lien remontant au ^{xiii}e siècle et d'une affinité de règle qui constitue pour ainsi dire

(1) *Statuts de la compagnie des Pénitents de la Croix, associés sur la mort et passion de Notre-Seigneur Jesus-Christ.* — Lion (sic), Laurens, 1716.

(2) *Statuts et réglemens de la desvoté compagnie des Penitens Pelerins de Notre-Dame-de-Lorette établie à Lyon.* — Lyon, Vialon, 1684.

une communauté d'origine avec la grande association romaine. Il convient d'ajouter que les compagnies de Lyon sont moins connues que celles du Midi, et que, à ce titre, elles s'imposaient plus particulièrement à notre attention.

§ 6. — Pénitents de Marseille. — Compagnie du Saint-Esprit. — Association du Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Jésus. — *Bourras, Gazélos et Bavaires*. — Confrérie marseillaise d'enfants (1).

Parmi les villes de France où l'institution des Pénitents s'était le plus solidement implantée, et demeurait le plus en faveur vers le milieu du xviii^e siècle, Marseille et Limoges tenaient le premier rang. Aucune cité du royaume ne comptait un aussi grand nombre de compagnies que la métropole maritime de la Provence : elle en eut, dit-on, jusqu'à quinze, et en posséda tout au moins quatorze simultanément, se recrutant dans toutes les classes de la société et donnant aux cérémonies religieuses la plus pittoresque physionomie. Limoges, avant 1789, n'en comptait que six (2); mais elles avaient une excellente organisation et étaient fort nombreuses.

Il serait assez difficile de faire l'histoire des associations marseillaises. On n'est du reste fixé ni sur l'origine ni sur la date de la fondation de plusieurs d'entre elles. Quelques auteurs font remonter aux premières années du xiv^e siècle l'établissement de la confrérie des Pénitents Blancs de Notre-Dame de *Bono Ajudo*, qui, en 1789, était la plus riche des compagnies marseillaises, et possédait près d'un million. Toutefois on ne trouve pas de trace bien certaine de son existence avant 1514, époque à laquelle les associés se réunissaient au couvent de la Trinité-Vieille, d'où ils

(1) Nous devons une partie, et la meilleure, des renseignements qui nous ont permis d'écrire ce chapitre et le suivant, à MM. Lieutaud, conservateur de la Bibliothèque de la ville de Marseille; Gout, conservateur de la Bibliothèque Méjanes à Aix, et à notre ami le marquis de Laincel, ancien bibliothécaire du palais de Compiègne. Qu'ils reçoivent ici nos remerciements pour leurs obligeantes communications !

(2) Nous ne faisons pas figurer dans le nombre des confréries de Pénitents de Limoges l'association des Jacquier ou Pèlerins de Saint-Jacques, qui ne fut jamais, à proprement parler, une association de pénitence, et dont les membres ne paraissent avoir à aucune époque porté le nom de *Pénitents*.

prireut le nom de Pénitents de la Trinité. L'autorité ecclésiastique ne reconnaissait pas l'authenticité des traditions de la confrérie sur ce point, puisque, dans l'ordre de préséance établi entre les quatorze associations de la même nature existant à Marseille en 1759 (1), le quatrième rang seulement lui était assigné. C'était aux Pénitents de Sainte-Catherine, venus cent quatre-vingt-treize ans après ceux de Notre-Dame-de-Bonne-Aide, qu'on attribuait la première place dans les processions. Il convient cependant de noter que de Ruffi, dans son *Histoire de Marseille*, parle d'une confrérie de pénitence instituée avant 1370, et dont les exercices avaient lieu, à cette époque, dans une chapelle dédiée à saint Antoine (2).

Les Pénitents Blancs de Sainte-Catherine furent établis à Marseille le 1^{er} mars 1499. Cette compagnie était, à ce qu'on croit, fille de la grande association de l'Isle-en-Martigues, généralement reconnue comme la plus ancienne confrérie de Pénitents de la Provence, laquelle avait été fondée en 1306 et dont l'histoire mériterait d'être écrite (3).

Sept ans après l'érection des Pénitents de Sainte-Catherine, le 20 mai 1506, fut instituée la compagnie à laquelle était réservé le second rang dans les grandes cérémonies, celle des Pénitents Bleus ou *Pers* de Saint-Martin, qui paraît être la première association de Pénitents Bleus établie dans le royaume (4). Elle n'était du reste qu'un rameau de la grande confrérie de Sainte-Catherine; car elle eut pour fondateurs quinze Pénitents Blancs. Peut-être cette association, érigée d'abord à Notre-Dame-du-Roet, est-elle celle-là même qui desservit quelque temps l'hôpital de Saint-Jacques de Galice, et qu'on voit un peu plus tard se diviser et donner naissance, à son tour, à deux confréries, dont la plus importante est celle de Notre-Dame-de-Pitié ou de la Miséricorde.

(1) *Calendrier spirituel* de 1759.

(2) *Histoire de la ville de Marseille, recueillie de divers auteurs*, par Antoine de Ruffi, 2^e édition. — Marseille, Martel, 1696, deux in-fol., T. II, p. 86 et suivantes.

(3) A. Saurel, *Venise en Provence; Histoire de Martigues et de Port-de-Bouc*. — Marseille, Boy, 1862, p. 83 et *passim*. Martigues possédait d'autres compagnies : celle des Pénitents Bleus, à Notre-Dame-de-Pitié; celles des Blancs de l'Annonciade, et des Noirs du Saint-Nom-de-Jésus, à Jonquières.

(4) De Ruffi paraît les avoir confondus avec la compagnie des Pénitents de Notre-Dame-de-Pitié.

C'est encore à des membres de la confrérie de Sainte-Catherine qu'on doit l'établissement des Pénitents Blancs du Saint-Esprit. Ceux-ci commencèrent leurs exercices dans une salle de l'hôpital de ce nom et donnèrent des soins aux malades ; mais il ne faut pas les confondre avec les membres de l'ancienne confrérie laïque du Saint-Esprit, qui avait fondé l'hôpital au ^{xiii}^e siècle, et qui, parallèlement à son œuvre charitable, poursuivait un but politique et social (1). Les Pénitents du Saint-Esprit, dont la création date de 1511, se firent dans la suite bâtir un oratoire particulier dans le cimetière des Accoules. Un usage assez bizarre se conserva longtemps dans cette compagnie : chaque année, le jour de la Pentecôte, pendant la bénédiction du Saint-Sacrement, on lâchait au milieu de la chapelle une colombe « enflammée » qui représentait le Saint-Esprit descendant sur les disciples (2). Ce singulier jeu avait ses dangers ; on le vit en 1573 : la colombe, effarée par les lumières et le bruit des pièces d'artifice qui éclataient autour d'elle, mit le feu à l'autel, qui fut entièrement consumé. A la suite de l'accident, on renonça à cette symbolique représentation.

Nous avons signalé plus haut l'établissement ou la réorganisation, à la date de 1514, des Pénitents Blancs de Notre-Dame-de-Bonne-Aide. En 1521, les Pénitents Noirs de Saint-Jean-Baptiste, probablement d'importation romaine ou avignonnaise, demandèrent leur premier asile à l'église de l'Observance. En 1531, apparaît la confrérie des Pénitents Bleus dite des Grands-Carmes. D'après de Ruffi, l'année 1550 aurait vu naître deux nouvelles associations, l'une érigée au couvent de la Trinité : celle des Pénitents Blancs de Saint-Lazare, qui donnaient un banquet à Noël et faisaient une distribution de fleurs au mois de mai ; — l'autre, dans la chapelle des Antonins : les Gris de Saint-Antoine, qui portaient le titre de Compagnie Royale, on ne saurait dire pour quelle raison. Toutefois on ne fait généralement remonter qu'à 1555 la fondation de la seconde de ces confréries.

(1) Mortreuil : *L'Hôpital Saint-Esprit à Marseille*, dans le *Répertoire des travaux de la Société de statistique des Bouches-du-Rhône*, T. XXVIII, p. 137 et suivantes.

(2) Cet usage n'était pas spécial à la confrérie dont nous nous occupons. On le trouve conservé au siècle dernier dans plusieurs églises de la Provence.

Les Pénitents Bleus de la Miséricorde, dits de la Trinité nouvelle, et qui ont pour souche la compagnie des *Pers* de Saint-Martin, apparaissent en 1566.

Toutes ces compagnies montrèrent pendant de longues années la plus édifiante ferveur ; nous avons parlé ailleurs du rôle qu'elles jouèrent dans la résistance du parti catholique aux progrès de la propagande des Réformés, et signalé les plaintes énergiques et répétées des calvinistes de Marseille contre les membres de ces associations. Les mesures prises à l'égard de celles-ci (1) à l'instigation de Coligny ou de la reine de Navarre ne subsistèrent que peu de temps, et ne firent qu'accroître l'acharnement des Pénitents contre leurs persécuteurs.

Une nouvelle confrérie, celle des *Pénitents disciplinés du Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Jésus*, érigée en 1591 (2) dans la chapelle de la commanderie de Saint-Antoine, surpassa toutes ses devancières par ses austérités et son zèle pour la cause catholique. Il était permis à ses membres de porter des sandales ; mais ils devaient avoir les jambes nues sous leur robe. Le sac dont ils étaient vêtus avait au milieu du dos une large ouverture dissimulée par une pièce de toile — *lo pécéto* — que le Pénitent pouvait aisément écarter pour s'administrer la discipline. Celle-ci était obligatoire : *sèche* ou *sanglante*, suivant le cas.

Aucune compagnie n'a joui à Marseille d'une plus grande popularité. Avant la Révolution, il existait entre les confrères et l'autorité municipale un échange séculaire de bons procédés. Les échevins assistaient à certaines solennités ou processions de la confrérie du *Très-Saint-Nom-de-Jésus*, et les confrères allaient, la veille du premier de l'an, faire la révérence aux

(1) Avant le commencement des guerres religieuses, on trouve la trace de mesures de rigueur adoptées par l'autorité à l'égard des confréries de Marseille. Aussi, en 1542, toutes leurs chapelles sont fermées. (Regis de la Colombière, *Fêtes patronales des corporations et associations qui existaient à Marseille avant 1789*. — Paris, Aubry, et Marseille, Boy, 1863, p. 49.) Il s'agit probablement de l'exécution de l'édit de 1539.

(2) Quelques ouvrages et notamment le manuscrit cité par plusieurs écrivains marseillais sous le titre de *Livre des Pénitents de Saint-Antoine*, ne font remonter qu'à 1593 l'érection de cette compagnie.

échevins, et leur présenter un gâteau désigné sous le nom de *brassadeau* (1).

On trouve dans les statuts de cette confrérie un des articles les plus précis et les plus curieux que nous ayons relevés dans les règlements des associations de pénitence, touchant l'obligation d'assistance mutuelle imposée à leurs membres :

« Si quelqu'un de cette compagnie se trouvoit réduit à une telle nécessité qu'il ne put pas travailler pour gagner sa vie, il seroit assisté de l'argent qu'on tireroit de la boîte destinée pour les povres ; s'il n'y en avoit pas assez pour suffire à son entretien, tous les Pénitents y contribueroient en particulier, selon leur pouvoir et leur dévotion. »

Nous avons déjà fait remarquer, à ce sujet, que les prescriptions analogues des règlements des compagnies de cette espèce n'avaient trait, en général, qu'au cas de maladie grave et accidentelle. L'article que nous venons de citer se rapporte plutôt à un état habituel d'infirmité, dont les statuts de peu de confréries de Pénitents se sont préoccupés. Il y a donc ici une extension inusitée donnée au devoir de l'assistance entre confrères, et il convenait de signaler cette disposition. Nous n'en trouverons d'analogues que dans les règlements de deux ou trois compagnies, notamment dans ceux des Pénitents Bleus de Saint-Léonard en Limousin.

Ce n'est pas au surplus le seul article des statuts de la confrérie du Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Jésus qui mérite l'attention. Nous en avons déjà signalé un autre interdisant aux associés de « déclarer ceux qui sont de la compagnie ». C'était pousser un peu loin l'amour du mystère. Les règlements de la plupart des confréries de Pénitents se bornaient à prescrire le secret sur ce qui se passait ou se disait dans les réunions, et à défendre aux confrères de paraître en public le visage découvert. Des précautions prises par les statuts des Pénitents du Nom-de-Jésus faut-il tirer cette induction que, sous prétexte d'exercices religieux, les affiliés tramaient dans leurs assemblées ces « complots », ces « monopoles » que les Réformés dénonçaient avec tant de persévérance et de vivacité, et qu'en somme leur société n'était que la fille et l'émule de celle du même nom établie à

(1) R. de la Colombière, *Fêtes patronales*, p. 13.

Saint-Gervais de Paris par des Ligueurs fanatiques, sous la direction du fameux Lincestre (1) ? L'affirmer serait peut-être aller trop loin ; mais on peut l'inférer sans trop de témérité de ce qu'on sait sur la conduite et les sentiments du fondateur de cette compagnie, Antoine Mascaron, catholique zélé, l'un des Ligueurs les plus déterminés de la ville. Quand, grâce au capitaine Libertat, Marseille eut été remise, en 1596, au pouvoir de Henri IV, le roi laissa subsister la confrérie du *Très-Saint-et-Très-Auguste-Nom-de-Jésus*, mais à la condition expresse qu'elle expulsait de son sein Antoine Mascaron et son fils Pierre (2). L'un et l'autre reçurent l'ordre de quitter la ville.

Les confrères, qui étaient affiliés à l'association de la Miséricorde de Rome, portaient à la ceinture une corde à laquelle pendaient d'un côté un chapelet, de l'autre une discipline. Ils assistaient et ensevelissaient les condamnés à mort, et, dans la suite, ils remplirent la même mission auprès des forçats. En 1597, ils s'établirent dans une chapelle particulière qui a donné à la rue où elle fut construite son nom actuel de rue du *Bon-Jésus* (3). C'était sous la dénomination de Pénitents du *Bon-Jésus* que le peuple désignait les membres de la compagnie, et ceux-ci prirent officiellement ce titre, qu'ils portent encore, après la fondation d'une œuvre placée sous cette invocation, à laquelle ils coopèrent avec beaucoup de zèle, et qui avait pour objet de secourir les enfants et en particulier ceux des marins. Le nombre des associés de cette confrérie était limité : il ne pouvait excéder celui des disciples : soixante-douze.

On voit de même les statuts des Pénitents de Sainte-Croix, qui s'étaient établis entre 1600 et 1607 dans la chapelle des Antonins, et qui portaient un sac de couleur tannée, fixer le nombre des confrères à quatre-vingt-seize, « en mémoire des années réunies de Notre-Seigneur et de la très-sainte Vierge ». — La

(1) Les membres de cette dernière confrérie juraient de ne jamais consentir à paix ou à trêve avec Henri de Navarre et ses partisans. — *Articles accordés et jurés entre les confrères du Saint-Nom-de-Jésus* ; Paris, Bichon, 1590. — Henri Martin, *Histoire de France*, T. X, p. 209. — Du-laure, *Histoire de Paris*, etc.

(2) A. Jullien, *Chronique historique de l'Archiconfrérie des Pénitents disciplinés sous le titre du Saint-Nom-de-Jésus de la ville de Marseille*. — Marseille, 1865, p. 55.

(3) A. Fabre, *Les Rues de Marseille*, T. I, p. 206 et suivantes.

— 61 —

compagnie des Carmélins ou Pénitents Gris de Notre-Dame-des-Carmes, fondée en 1621, dont les membres se réunissaient le Jeudi-Saint pour faire ensemble la cène, revêtus de leur sac, se composait de cent vingt associés ; celle des Pénitents Gris de la Charité, sous la protection de saint Maur, de trente-trois seulement : cette dernière, érigée en 1662, se proposait surtout pour objet de donner la sépulture aux indigents, d'accompagner leurs corps au cimetière, et de prier pour eux.

La dernière venue des compagnies marseillaises, celle des Pénitents Gris de Saint-Henry, ne fut créée qu'en 1717 (1).

Le costume de toutes ces associations était semblable à celui adopté par les compagnies des autres villes du Midi. Les confrères ne devaient se montrer que revêtus de leur sac, gantés, les manches rabattues et le visage couvert par la bavère du capuchon, qui était généralement assez long et pointu comme celui des capucins. Seuls, les Pénitents du *Bon-Jésus* portaient un capuchon arrondi, court, et qui modelait à peu près la forme de la tête (2) : de là, dit-on, le surnom de *Bourras* (de *Bout-ras*) qui leur fut donné et sous lequel on désigne communément les membres des confréries du même ordre dans plusieurs villes de la Provence (3). Beaucoup de personnes attribuent à cette dénomination une autre étymologie plus simple peut-être, et la font dériver de l'étoffe grise grossière qui forme le sac du Pénitent.

A Marseille et à Aix, le peuple appelle *Gazétos* les membres de certaines confréries de Pénitents, et ces confréries elles-mêmes. On n'a pu nous fournir aucune explication satisfaisante de cette dénomination. Chaque compagnie marseillaise avait, du reste, son sobriquet particulier. Le plus connu était celui de *Bavaires* donné aux Pénitents Gris de Saint-Antoine. Il leur venait d'une statue de saint Antoine qui surmontait la fontaine adossée à leur chapelle : on avait eu l'idée saugrenue de faire jaillir l'eau de la bouche du saint.

(1) De Ruffi en mentionne une autre, celle de la Transfiguration, qui doit faire double emploi avec une des confréries qu'on vient d'énumérer.

(2) Le costume des Bourras est reproduit par la gravure placée en tête de la *Chronique historique de l'archiconfrérie des Pénitents disciplinés*, citée plus haut.

(3) Cette étymologie, qui est donnée par Régis de la Colombière, dans son livre sur les *Fêtes patronales* (p. 11), déjà cité, nous est confirmée par M. le Conservateur de la Bibliothèque de Marseille.

Dans la plupart des villes où il existait plusieurs associations de Pénitents, l'autorité ecclésiastique, ou même les conseils des compagnies, qui s'assemblaient parfois pour délibérer sur des questions d'intérêt commun, interdirent aux officiers de chaque confrérie de recevoir au nombre des membres toute personne appartenant ou ayant appartenu à une autre association de même nature. De semblables admissions offraient en effet des inconvénients de plusieurs sortes. A Marseille néanmoins, conformément au principe admis, en matière de vœux monastiques, par l'Eglise, qui ne s'opposait pas aux translations *ad arctiorem*, il était permis aux Pénitents Blancs de passer dans les compagnies de Pénitents Bleus ou Gris, dont la règle était plus sévère.

• Une compagnie de Pénitents Blancs, sous le titre de Notre-Dame-de-l'Annonciation, fut établie à Marseille en 1592 : elle procédait très-probablement de la congrégation du même nom fondée à Paris neuf ans auparavant par le roi Henri III ; mais ses statuts offraient cette particularité, qu'ils n'autorisaient l'admission d'aucun confrère âgé de plus de vingt ans, et qu'on y était reçu à partir de dix ans (1). C'est le seul exemple que nous connaissions d'une confrérie de pénitence entièrement composée d'enfants et d'adolescents.

Les écrivains qui se sont occupés de l'organisation des confréries en général, et de celles des Pénitents en particulier, ne sont pas d'accord sur la convenance et l'opportunité de l'admission des enfants. Les statuts d'un certain nombre de compagnies prohibaient d'une façon absolue la réception de toute personne âgée de moins de vingt ou même de vingt-cinq ans ; ailleurs cette limite était abaissée jusqu'à quinze ans. Dans beaucoup de villes on recevait des enfants de tout âge ; mais, s'ils figuraient avec le costume dans les processions, ils n'assistaient jamais aux exercices qui avaient lieu dans la tribune, non plus qu'aux assemblées générales. A Limoges, à Montpellier et ailleurs, on les inscrivait sur les registres de la confrérie le jour même de leur naissance ; ajoutons que cette faveur était uniquement accordée aux fils des confrères, et que l'usage seul autorisait ces admissions ; la plupart des règlements ne renfermaient à cet égard ni permission ni défense.

(1) De Ruffi, *Histoire de la ville de Marseille*, déjà citée.

. La plupart des confréries de Marseille se réorganisèrent après la Révolution ; sous l'Empire, elles furent l'objet, dans cette ville comme ailleurs, d'une surveillance défiante et taquine. Au mois de novembre 1809, le préfet Thibaudeau, en exécution d'une circulaire du Ministère de la Police générale dont l'application paraît avoir été adoucie dans d'autres villes, supprima ces compagnies. Elles se reformèrent peu après, et sept subsistent encore : les Pénitents Blancs de Saint-Lazare et de Sainte-Catherine réunis, les Bleus de Notre-Dame-de-Pitié, les Blancs du Saint-Esprit, les Blancs de la Sainte-Trinité, les Noirs de la Décollation-de-Saint-Jean-Baptiste, les Carmélins et les Pénitents du Bon-Jésus.

Les membres des compagnies marseillaises firent en corps, à diverses époques, des pèlerinages aux sanctuaires les plus renommés de la Provence, à la Sainte-Baume, à Saint-Maximin, à Apt, à Lérins, etc. Ils fondèrent dans la région du sud-est un assez grand nombre de confréries qui restèrent unies aux sociétés-mères par les liens de l'affiliation et de l'association des prières.

Les confréries de Sainte-Catherine et du Très-Saint-Nom-de-Jésus furent celles qui comptèrent la plus nombreuse clientèle de compagnies affiliées. La seconde prit même le nom d'archi-confrérie.

Chacune des associations de Pénitents de Marseille avait ses armoiries particulières ; on les trouve dessinées dans l'ouvrage de R. de la Colombière, sur les fêtes patronales des corporations et confréries marseillaises avant 1789.

§ 7. — Les Pénitents d'Aix et la revanche de la *Journée des Epinards*. — Compagnies de Montpellier. — Les Pénitents du Midi et les Charités normandes. — Pénitents du Puy-en-Velay ; processions du Puy et de Perpignan.

La confrérie des Pénitents Blancs d'Aix en Provence fut-elle, comme l'assurent quelques auteurs, un rejeton de la grande association marseillaise de Sainte-Catherine, fille elle-même de celle de Martigues ? Cela semble assez probable. Cette confrérie, la plus ancienne de celles de cette espèce établies dans l'antique capitale de la Provence, était communément désignée sous le nom de compagnie des Pénitents de l'Observance. Elle atteignit un très-haut degré de prospérité, et eut à sa tête des gouverneurs de la province, des premiers-présidents au Parlement et des représentants des plus illustres familles du pays. Elle ne le cède sous ce

rapport à aucune autre, pas même à celle des Pénitents Blancs d'Avignon. — La principale œuvre de charité que se proposaient ses membres était de rendre les derniers devoirs aux indigents, de prier et de faire prier pour eux.

Il se produisit, vers 1563, une scission dans cette société ; les dissidents prirent d'abord la robe noire, puis ils revinrent à leur ancien costume, sans cesser toutefois de former une confrérie distincte. Installés primitivement dans l'église des Carmes, ils firent construire, quand ils purent disposer de ressources suffisantes, un oratoire spécial, où il se réorganisèrent après la Révolution. Cette compagnie, qui s'était éteinte, vient de se reconstituer (1).

C'est à l'année 1517 que remonte l'érection de la confrérie des Pénitents Noirs d'Aix. Celle-ci se fit remarquer par l'ardeur qu'elle déploya au cours des luttes religieuses ; les annales de la province ont même conservé le souvenir du principal de ses exploits : ce fut à elle que les catholiques de la ville, opprimés par les protestants, dûrent leur délivrance.

On trouve dans plusieurs ouvrages relatifs à l'histoire d'Aix le récit des scènes qui marquèrent dans cette ville le 25 avril 1560, journée qui a conservé, dans la tradition locale, le nom de *Journée des Epinards*. — C'était une dévotion ancienne et fort commune dans le peuple d'aller ce jour-là en pèlerinage, pieds nus, à la chapelle de Saint-Marc-hors-les-Murs. Les Huguenots, maîtres de la ville, voulurent empêcher ces pieuses manifestations de se produire ; pour y parvenir, ils s'avisèrent de semer d'une grande quantité de graines d'épinards le chemin qui menait au sanctuaire. Les pèlerins, qui étaient, selon l'usage, partis de grand matin, dûrent bientôt renoncer à leur projet, et rentrèrent chez eux, les pieds meurtris, au milieu des huées de leurs ennemis. Les artisans et les cultivateurs, qui avaient été plus particulièrement les victimes de cette mauvaise plaisanterie, jurèrent de se venger. A cet effet, ils tinrent plusieurs réunions secrètes, s'abouchèrent avec des capitaines catholiques qui tenaient la campagne aux environs, et tout fut préparé pour chasser les Huguenots. Les officiers des Pénitents Noirs, dont la confrérie

(1) Renseignements fournis par M. le Conservateur de la Bibliothèque Méjanes.

comptait dans ses rangs un assez grand nombre de manouvriers, se chargèrent de donner le signal du mouvement et de soutenir le premier choc.

Le recteur de cette compagnie manifesta l'intention de faire paver la chapelle et y rassembla une grande quantité de pierres; puis il annonça que les confrères se rendraient en pèlerinage à Notre-Dame-de-Grasse, à l'occasion des fêtes de Pâques. Chaque associé fut invité à se munir d'une besace pour y renfermer ses provisions.

Au jour fixé, les Pénitents se réunissent dans leur chapelle. Le recteur les harangue, leur rappelle les vexations et les outrages dont les catholiques sont continuellement l'objet de la part des Réformés; il les excite à combattre et à mourir s'il le faut pour le triomphe de la cause catholique. On s'encourage, on s'exalte; chacun remplit sa besace de pierres, et les confrères sortent de leur chapelle pour courir sus aux protestants. En tête, un Pénitent porte la croix processionnelle; autour d'elle marchent les officiers, leur bourdon à la main. La troupe, ainsi formée, se jette sur le corps de garde huguenot établi à la porte des Cordeliers et s'en empare; puis elle fond sur un autre, l'enlève également; le peuple vient à son aide; on ouvre les portes aux partisans catholiques qui ont été prévenus, et les protestants sont chassés (1).

Là confrérie prit part, dans la suite, aux luttes de la Ligue et au siège d'Aix; mais la revanche de la Journée des Epinards resta le plus célèbre et le plus populaire de ses hauts faits.

Cette compagnie disparut avant la Révolution. Elle fut obligée de se dissoudre en 1771, et de vendre, pour payer ses dettes, sa chapelle et son trésor.

Nous ignorons si ce fut aux Pénitents Noirs dont nous venons de parler ou à la compagnie formée après le démembrement de la confrérie de l'Observance, que se fit agréger, dans d'assez singulières circonstances, le Grand-Prieur, duc d'Angoulême, fils naturel de Henri II, gouverneur de la Provence. Ce personnage, qui avait pour les arts un goût plus vif qu'éclairé, remplissait, à l'instar de plusieurs de ses prédécesseurs dans le gouvernement

(1) Pitton. *Histoire de la ville d'Aix, capitale de la Provence*. — Aix, Charles David, 1666, in-fol., p. 286 et suivantes.

de la province, la charge de recteur des Pénitents Blancs. Il se mit en tête d'obtenir de la confrérie la cession d'un morceau de sculpture qui ornait la chapelle. Les officiers s'étant refusés à se prêter à cette fantaisie, il abandonna leur compagnie et se fit admettre, en dépit des statuts, dans celle des Pénitents Noirs, qui, pour lui être agréables, changèrent la couleur de leur costume et adoptèrent le sac blanc (1).

Il y avait à Aix deux autres confréries de Pénitents : celle des Bleus, dits de Saint-Joachim, fondée en 1645 par Mathieu Arnaud, prêtre de l'Oratoire, et confirmée par lettres-patentes de 1653, s'était donné la mission de recueillir et d'inhumér les restes des suppliciés. Elle subsiste encore, et se réunit dans son ancienne chapelle, rues de l'Ecole et du Bon-Pasteur. Les Pénitents Gris, que le peuple désigne, comme à Marseille ceux du Bon-Jésus, sous le nom de Bourras, durent leur établissement à un archevêque d'Aix, le cardinal de Grimaldi. Les premières réunions de cette confrérie remontent à l'an 1677 ; les associés portaient eux-mêmes le corps des indigents au cimetière, et faisaient dire à leurs frais des messes pour le repos de l'âme de ceux qu'ils avaient ensevelis.

La plus ancienne des associations de Pénitents établies à Montpellier eut pour fondateurs quarante membres du tiers-ordre de Saint-François, jadis puissant, désorganisé au xv^e siècle : ces pieux citoyens se réunirent en 1517 pour former une confrérie spéciale sous la dénomination de « Frères-Pénitents-Blancs-du-Benoist-Saint-Esprit ». La compagnie prospéra, et compta, aux xvi^e et xvii^e siècles, plus de cinq cents membres. Elle admettait des associés de l'un et de l'autre sexe.

Parmi les œuvres de piété et de charité auxquelles se vouèrent les Pénitents du Saint-Esprit, il faut mentionner l'assistance des condamnés à mort : cette pénible tâche ne figurait pas à l'origine parmi les obligations imposées aux confrères ; ils sollicitèrent la faveur de la remplir, et s'en acquittèrent avec un remarquable dévouement. Une seule fois ils perdirent de vue le rôle qui leur était départi, et essayèrent d'arracher un coupable à la justice. C'était en 1762. L'aide-major de la place, à la tête de la maréchaussée, réussit à contenir les mutins jusqu'à l'arrivée d'un

(1) Ludovic Legré, *la Ligue en Provence*. — Paris, Hachette, 1867, p. 6.

renfort, et fit échouer la tentative (1). On voulut bien oublier ce fâcheux incident, et, en 1804, lorsque la compagnie se fut reconstituée, le procureur général près la Cour d'appel lui écrivit officiellement pour l'inviter à reprendre la mission d'humanité et de charité qu'elle avait longtemps remplie à la grande édification du public.

L'assistance des confrères malades était un des principaux articles du règlement, et nulle part on n'avait pris des mesures plus sages pour l'assurer. Un des officiers de la compagnie, qui avait le titre de visiteur, était spécialement chargé de s'occuper de ce soin et de veiller à ce que tous les associés s'acquittassent du même devoir.

Outre la procession du Jeudi-Saint, cette confrérie en faisait une autre, qui n'était pas, comme celle-là, commune à toutes les associations de Pénitents, mais que nous avons déjà vue en usage à Toulouse : nous voulons parler de la cérémonie expiatoire du mardi gras, qui offrait un saisissant contraste avec les bruyantes réjouissances et les désordres du carnaval.

Les Pénitents de Montpellier eurent beaucoup à souffrir sous la domination tyrannique des Réformés. Ils s'étaient vus forcés d'interrompre leurs assemblées : ils voulurent les reprendre en 1568, après que les troupes royales eurent rétabli le libre exercice du culte catholique dans la ville, où les Huguenots n'avaient pas laissé debout une seule église. A peine la compagnie s'était-elle réorganisée que, sur les vives réclamations des Réformés, les commissaires envoyés par le roi dans la province, après l'édit de pacification publié en 1571, défendirent aux confrères de se réunir (2). Quand Henri IV eut rétabli la paix, l'association put se reconstituer et fit approuver ses statuts par l'autorité diocésaine ; elle recommença ses exercices dans une chambre voûtée appelée *la Grotte*, dépendant du couvent des Frères Prêcheurs ; mais les protestants n'avaient pas pardonné aux membres de cette confrérie leur zèle ardent pour l'orthodoxie : ils accusèrent de nouveau les Pénitents de conspirer contre le repos public, et

(1) Delalain, *Les Pénitents de la ville de Montpellier*, déjà cité. — Nous mentionnerons plus loin un fait analogue qui s'était passé vingt années auparavant à Limoges.

(2) D'Aigrefeuille, *Histoire de la ville de Montpellier*. — Montpellier, Jean Martel, 1737-1739.

réussirent encore une fois à faire interdire leurs assemblées. Néanmoins on permit peu après à la compagnie de reprendre ses exercices, à la condition que ses membres ne se montreraient pas en public avec leur costume.

Ces incessantes tracasseries n'arrêtèrent pas le développement de la confrérie, qui acheta les ruines de l'ancienne église Sainte-Croix, détruite par les protestants ; elle la fit réédifier et venait de s'y installer, lorsque la lutte recommença entre les catholiques et les calvinistes. Ces derniers en arrivèrent à créer dans le Bas-Languedoc un véritable gouvernement, qui brava ouvertement l'autorité royale et rouvrit l'ère des persécutions religieuses. A Montpellier, la messe fut interdite et les chefs de la Ligue protestante ordonnèrent que « les Papistes seraient retenus prisonniers dans la ville avec leurs biens, pour y recevoir le même traitement que ceux de la Religion dans les villes papistiques ». C'était l'application de la vieille théorie des otages. On vit recommencer la guerre aux édifices du culte, et l'église Sainte-Croix, comme les autres, fut de nouveau abattue. Le joug des Réformés devint de plus en plus insupportable. Il fallait en finir. Louis XIII alla en personne mettre le siège devant Montpellier, qui capitula le 19 octobre 1622.

Les Pénitents avaient dû interrompre leurs exercices ; mais l'association subsistait toujours. Après l'entrée du roi à Montpellier, elle obtint la permission de se réunir dans une salle du palais de la Cour des Aides, et, en 1623, elle reprit enfin ses anciennes cérémonies et ses processions. On la voit, dans la suite, s'établir à l'église Sainte-Foy, où elle avait déjà son oratoire avant 1568, et qu'elle fit réédifier. Son histoire, depuis cette époque, n'offre que des incidents d'un intérêt tout privé ; le principal est un procès soutenu par la compagnie contre les Oratoriens, qu'appuyait l'évêque : elle eut gain de cause.

Les Pénitents Blancs du Saint-Esprit, à qui Clément XI avait accordé un bref d'approbation et d'indulgences, possédaient avant la Révolution une fort belle argenterie. Ils la devaient aux libéralités dont ils furent souvent l'objet de la part de prélats et de grands personnages de la province, et aussi à la générosité des confrères, jaloux de rehausser l'éclat de leurs cérémonies. Leurs registres n'offrent pas moins de noms illustres que ceux des compagnies de Lyon, d'Avignon et d'Aix. La Cour des Aides avait sollicité, en 1623, l'inscription de ses membres sur la liste des associés. Les « seigneurs présents et futurs des États généraux du Languedoc » furent également admis en 1758 sur leur demande.

Cette même année, au mois de juillet, des lettres-patentes royales confirmèrent les statuts et privilèges de la compagnie. — Celle-ci avait un écusson représentant l'Esprit-Saint entouré de rayons et de nuées. A droite et à gauche, un Pénitent agenouillé, capuchon baissé, pieds nus, balançant un encensoir. Devise : *Spiritus Sanctus ubi vult spirat*.

Quand la Révolution eut supprimé les confréries, un certain nombre de zélés Pénitents continuèrent, dit-on, à se réunir en secret dans une maison située derrière le Jardin des Plantes, à Montpellier. Aussitôt que les églises se furent rouvertes, l'association se reconstitua. Nous avons dit à quelle merveilleuse renaissance de l'institution des Pénitents assiste de nos jours le diocèse de Montpellier. L'honneur de ce mouvement, secondé avec beaucoup de tact et d'entrain à la fois par M^{re} de Cabrières, revient à quelques hommes de bien profondément dévoués aux véritables intérêts des classes ouvrières, persuadés que la religion seule peut rendre à l'association son ancienne efficacité et faciliter la solution du plus difficile des problèmes : la *question sociale*.

M. Delalain, dans son intéressant volume sur les Pénitents de Montpellier, évalue à plus de seize cents (1) le nombre d'associés des deux sexes de cette compagnie, véritable archiconfrérie, qui compte aujourd'hui soixante-dix sociétés environ de l'Hérault, de l'Aude, du Gard, du Tarn, du Lot-et-Garonne unies à elle par l'affiliation (2).

Les Pénitents Blancs n'étaient pas la seule compagnie de pénitence qui existât à Montpellier. Une autre société analogue s'était formée, au xvr^e siècle, dans cette ville, de la réunion de trois anciennes confréries, dont l'une, celle de Saint-Barthélemy, existait, dit-on, avant l'an 1000, et avait pour principal objet d'enterrer les pauvres, de prier pour les morts, et d'entretenir les sépultures d'un des cimetières de la ville. Les membres de cette compagnie, qui avaient adopté pour costume un sac bleu, ne prirent toutefois le nom de Pénitents qu'en 1746. En 1780, à l'instar de la plupart des sociétés de Saint-Jérôme établies dans le Midi, ils quittèrent le vêtement bleu et y substituèrent une robe

(1) *Les Pénitents de Montpellier*, déjà cité, p. 83, 97, 140.

(2) Elle en comptait soixante-sept en 1874 d'après le relevé publié dans le livre de M. Massabie, curé de Figeac, mentionné plus haut.

blanche avec une croix écarlate sur le cœur ; ils gardèrent un cordon bleu en souvenir de leur ancienne livrée.

La confrérie des Pénitents-Bleus de Montpellier n'est pas moins florissante aujourd'hui que celle des Blancs. Elle n'a point toutefois la même nombreuse clientèle d'associations affiliées. Son ancienne devise, qu'elle n'a pas abandonnée, témoignait de sa foi, de son dévouement au prince, de sa charité envers les vivants et les morts : *Christo et Regi, egenis et defunctis*.

Cette piété pour les morts est un des traits caractéristiques de la physionomie de beaucoup de confréries pénitentes établies dans le Midi. Nous venons de rencontrer, dans les statuts de celles de Marseille, d'Aix, de Lyon et de Montpellier, l'obligation imposée aux confrères de rendre les derniers devoirs aux pauvres et de prier pour eux. Souvent même ses membres se consacrent d'une façon presque exclusive à cette mission : c'est par cette pratique spéciale qu'ils se proposent de racheter leurs fautes et celles de leurs concitoyens. — Une œuvre analogue était poursuivie dans quelques provinces du nord de la France, et notamment en Normandie, par des confréries offrant certains rapports avec les compagnies de Pénitents du Midi : ces associations, connues sous le nom de *Charités* (1), et qui jouissaient dans cette région d'une popularité presque égale à celle des Pénitents en Languedoc et en Provence, avaient pour objet principal « de rendre les derniers devoirs à tout habitant de la paroisse (2) » ou des paroisses comprises dans la circonscription de la *Charité* ; elles se composaient en général de personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition sociale. Elles paraissent néanmoins avoir eu quelquefois, au moins à l'origine, un caractère corporatif : ainsi celle de Vernon fut organisée par les tailleurs d'habits de cette ville.

Ces sortes de confréries, dont plusieurs subsistent encore en Normandie, sont fort anciennes ; celle de Saint-Martin-de-Landepeureuse remonterait à 1080 (3). Toutefois le plus grand nombre

(1) Cette analogie nous a été signalée par le savant et bienveillant administrateur général de la Bibliothèque nationale, M. Léopold Delisle, dont nos recherches ont confirmé les précieuses indications.

(2) *Chartes de la Charité de Notre-Dame-de-la-Coulure de Bernai*, par M. Mévil. — Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, T. 1^{er} de la 4^e série, année 1855, p. 147.

(3) *Ibidem*.

paraît avoir été fondé au xv^e siècle. Elles comptaient beaucoup de membres. Sur le registre de celle de Surville, on n'a pas relevé moins de deux mille cinq cents noms d'associés, inscrits durant une période de quatre-vingt-deux ans (1); sur ceux de la Charité de Tourgéville, on trouve neuf mille huit cent quatre-vingt-quatorze inscriptions en cent vingt années (2). Il faut dire que cette dernière comptait dans son rayon quarante-sept paroisses.

Ces confréries ne se contentaient pas d'accompagner les défunts à leur dernière demeure et de prier pour eux : leurs statuts imposent aux membres, dès une époque reculée, l'obligation de se secourir mutuellement, non-seulement en cas de maladie, mais en cas d'infirmité. Le mode et l'importance de l'assistance sont réglés d'une façon beaucoup plus précise dans ces associations que dans les confréries de Pénitents. Nous citerons comme exemple cet article des statuts de la Charité de Notre-Dame-de-la-Couture de Bernai, fondée en 1398 :

« Item se aucun des freres ou seurs estoit en telle enfermeité de son corps que il ne peust gaignier ou n'eust de quoy vivre sans mendier, s'il requiert ou fait requerir des biens de ladicte Carité à la table de la recepte, le prouchain vendredi suivant le dimanche qu'il viendra demander l'aide de la Carité, les serviteurs ou officiers seront tenus de lui distribuer 35 deniers tournois pour chascune sepmaine durant le temps de la maladie, ou plus ou moins, selon la quantité des malades et la revenue de la Carité (3) ».

Les associés étaient tenus, sous peine d'amende, d'assister aux enterrements pour lesquels ils se trouvaient requis. En dehors des funérailles, la confrérie avait certaines solennités, certaines exhibitions publiques. Ainsi, quand on entreprenait des pèlerinages, elle accompagnait en corps les pèlerins, avec la croix et la bannière de l'association. Les confrères se distinguaient par divers insignes, mais n'avaient pas de costume particulier.

(1) Ch. Vasseur, *Registres de la Charité de Surville*. — Caen, Le Blanc-Hardel, 1864.

(2) Ch. Vasseur, *Le Martologe de la Charité de Tourgéville*. — Caen, Le Blanc, 1875.

(3) Article 21 des statuts de la Charité de la Couture.

On voit par ces indications quels traits de ressemblance et quelles différences existaient entre ces sociétés et les compagnies de Pénitents. Pour ces dernières, la charité n'était qu'un des moyens employés pour arriver au but. Pour les confréries normandes, l'assistance des morts et accessoirement des associés vivants était l'objet même de l'association : ces dernières offrent donc avec les modernes sociétés rurales de secours mutuels des rapports beaucoup plus certains que ceux qu'on a essayé d'établir entre ces institutions et les confréries de Pénitents. Nous ne reviendrons pas sur ce point : nous croyons y avoir assez insisté au commencement de cet ouvrage.

Faisons enfin remarquer que, dans plusieurs villes du Midi, à Montpellier notamment, ce même nom de *Charité* était donné à des confréries qui avaient pour mission spéciale d'ensevelir les morts et d'entretenir les sépultures. Plusieurs de ces Charités se transformèrent plus tard en associations de Pénitents.

Parlant de la confrérie des Pénitents Blancs du Puy, un auteur du xvr^e siècle, Hugues Davignon, seigneur de Monteils, a dit qu'elle était « comme la métropolitaine sur toutes les autres compagnies de France (1) ». Si on voulait ajouter foi au témoignage que se rendent elles-mêmes dans leurs registres ou leurs annales toutes les associations un peu importantes de Pénitents, chacune de ces compagnies aurait été non-seulement le modèle, mais le chef d'ordre de toutes les confréries analogues établies dans la province, ou même dans le royaume. Cette prétention est si commune qu'elle tombe d'elle-même. Nous avons dit que la confrérie de Sainte-Catherine de Martigues paraît être la société-mère des Pénitents Blancs de la Provence ; le Gonfalon de Lyon, les Battus-de-la-Croix d'Avignon, les Pénitents Blancs de Montpellier, les Pénitents Bleus de Toulouse, furent autant d'archiconfréries qui groupèrent autour d'elles un assez grand nombre d'associations. — L'exemple donné par la confrérie du Puy fut suivi dans un assez grand nombre de villes et bourgs voisins. Au Velay et à quelques cantons environnants a été limitée son action : on voit dans quelle modeste mesure sont

(1) Hugues Davignon, *La Velleyade, ou délicieuses Merveilles de l'église Notre-Dame du Puy et pays de Velay*. — Lyon, Muguet, 1630.

justifiées la haute prétention et le pompeux langage de l'écrivain que nous venons de citer.

Existe-t-il un lien entre cette compagnie de Pénitents, établie par M^{re} de Senecterre en 1584, et la célèbre association des *Pacifères* ou Chaperons Blancs (1) instituée au xiv^e siècle à la suite d'une prétendue apparition de la sainte Vierge à un charpentier enthousiaste et simple d'esprit nommé Durand, — apparition préparée, dit-on, par un chanvinière patriote que secondait un intelligent complice (2)? Nous nous étions posé cette question, et il y avait là quelque chose qui piquait notre curiosité. — Les Chaperons Blancs se proposaient de rétablir la paix publique, la sûreté des routes et du commerce : c'était certes une belle entreprise. Nous avons vu le Gonfalon poursuivre le même but à Rome, et les rapports que l'on peut constater entre le programme des deux associations frappent les esprits attentifs. Toutefois les confrères du Puy, après avoir organisé une véritable croisade contre les routiers que les guerres de Henri II avec ses fils venaient d'attirer dans le pays et avoir défait une de leurs principales bandes, furent à leur tour mis en déroute, et l'association fondée par Durand semble n'avoir pas survécu longtemps à cette catastrophe. Quoi qu'il en soit, on ne trouve plus trace au Puy de cette ligue de la paix, et aucun document n'autorise à rattacher à la confrérie des Chaperons Blancs la compagnie dont nous avons à dire seulement quelques mots (3).

Les Pénitents Blancs ou *Battus* du Puy firent d'abord leurs exercices dans l'église Saint-Pierre-le-Vieux. L'association, qui comptait, quelque temps après son établissement, une centaine de membres, prit un rapide accroissement, et dut bientôt songer à faire bâtir un édifice particulier pour abriter ses réunions. La marquise douairière d'Alègre offrit aux confrères l'hôtel que les

(1) Ce nom leur fut donné parce qu'ils devaient porter « un chaperon de toile blanche ayant une enseigne de plomb ou d'estain » avec l'inscription : *Agnus Dei qui tollis peccata mundi, dona nobis pacem*.

(2) *Chronique d'Etienne de Médicis, bourgeois du Puy*. — Marchessou, 1869-74 ; — Odo de Gisse, *Discours historique de la très-ancienne dévotion de Notre-Dame du Puy*. — Le Puy, 1644, p. 350 et suivantes.

(3) Nous devons à la bienveillante et libérale obligeance de M. Charles Rocher, avocat au Puy, tous les renseignements que nous avons pu recueillir sur cette compagnie.

seigneurs d'Alègre possédaient dans la partie de la ville appelée le Cloître-de-la-Cathédrale ; la confrérie fit réparer ce bâtiment et s'y installa. C'est là qu'elle s'assemble encore aujourd'hui. La nouvelle chapelle fut consacrée par l'évêque en 1586 (1). Alexandre VII en 1659 et Pie VI en 1782 approuvèrent l'association et lui accordèrent des indulgences. Les Pénitents du Puy rendaient les derniers devoirs aux suppliciés. Récemment ils ont eu à remplir cette pénible mission.

Bien que leur confrérie eût été fondée en pleine crise politique et religieuse, dans un moment où les esprits étaient fort surexcités en Velai, les Pénitents Blancs du Puy ne paraissent avoir pris aucune part à la Ligue. On les voit figurer en corps au convoi d'Antoine de Saint-Vidal, chef de la Sainte-Union dans le pays (2); mais il n'est pas dit qu'ils aient été mêlés à aucun tumulte populaire. Peut-être furent-ils détournés de suivre l'exemple d'un trop grand nombre de compagnies par leur fondateur, M^{re} de Senecterre, que sa haute prudence et son patriotisme avaient su garder des entraînements de la Ligue, où il s'était cependant, au début, engagé avec ardeur (3).

Dès la première année de son existence, la confrérie avait fait la procession du Jeudi-Saint, cérémonie qu'elle accomplit chaque année pendant deux siècles, et qu'elle reprit après sa réorganisation en 1810. Le cortège a un aspect des plus pittoresques. D'abord apparaît un Pénitent, pieds nus, la figure voilée, élevant le calice; ses bras sont soutenus par deux confrères. Entre deux files d'associés, ayant à la main divers attributs de la Passion : les verges, l'échelle, la lance, le coq, etc., des enfants s'avancent, tenant des écriteaux où se lisent des versets de l'Evangile relatifs aux souffrances du Christ. La marche est terminée par un Pénitent également nu-pieds, portant sur l'épaule une lourde croix et se traînant sur les genoux ; un second, représentant Simon le Cyrénéen, soutient l'extrémité de cette croix. De temps en temps les deux acteurs sont remplacés par d'autres confrères. Derrière

(1) *Mémoires de Jean Burel, bourgeois du Puy.* — Le Puy, Marchessou, 1875, p. 86 et 87.

(2) *Ibid.*, p. 260.

(3) Nous voudrions pouvoir reproduire un noble portrait de ce prélat, tracé par notre savant confrère M. Rocher, dans sa notice sur *la Ligue au Puy*. (*Mémoires de la Société des Amis des Sciences, de l'Industrie et des Arts de la Haute-Loire* : année 1878.)

eux vient un prêtre en étole, entouré des dignitaires de la confrérie. Le cortège faisait jadis plusieurs stations sur les places publiques, et des écrivains du dernier siècle rapportent que, à chaque arrêt, les Pénitents prenaient la discipline.

Si caractéristiques et intéressantes que soient les processions des compagnies du Puy, d'Aix, de Marseille, de Montpellier, elles le cèdent en étrangeté à celles des Pénitents de Perpignan. Il nous a été donné d'assister, il y a une dizaine d'années, à ces dernières. L'effet en est saisissant, presque terrible ; et, malgré les burlesques incidents qui parfois s'y mêlent, elles produisent encore une très-forte impression sur le spectateur. Le génie du peuple espagnol s'y manifeste avec son réalisme grossier et puissant. Nous sommes ici en Catalogne, et la populace donne volontiers aux Français, c'est-à-dire aux gens nés au nord de Rivesaltes et de Cases-de-Pène, l'épithète méprisante de « gavàchs ».

Les Pénitents de Perpignan faisaient autrefois leur première procession le vendredi avant les Rameaux ; c'était comme l'annonce et le prologue de la Semaine-Sainte.

Le Jeudi-Saint, entre cinq et six heures du soir, le portail de l'église cathédrale de Saint-Jean s'ouvre, et donne passage à un funèbre cortège, qui se déroule lentement dans les rues de la ville. En tête marche un enfant de chœur, tenant une cloche, qu'il sonne de temps en temps. Derrière lui, un Pénitent portant un drapeau noir ; à droite et à gauche de ce dernier, deux confrères élevant de petites bannières carrées de velours, également noir ; puis un quatrième, ayant toute la peine du monde à tenir en équilibre une immense croix, chargée des attributs de la Passion.

Viennent ensuite les confréries de femmes, toutes avec des vêtements de deuil ; les associations d'hommes les suivent. Chaque confrère porte un énorme cierge renversé, dont la flamme se redresse et vacille avec des crépitements et une fumée lugubres. Après eux, une multitude d'enfants, vêtus de petites robes noires, coiffés de calottes de même couleur, un chapelet à la ceinture, portant à la main les uns des croix, les autres des lances, des échelles, des roseaux, des sabres, des attributs de la Passion ou des armes. Enfin apparaissent les compagnies de Pénitents ; dans leurs rangs marche un homme représentant Jésus-Christ et portant une grande croix sous laquelle il paraît succomber. Les confrères sont tous vêtus de noir, et leurs diverses associations ne se distinguent que par la couleur du cordon. Ils sont coiffés

de chapeaux pointus, semblables à des cornets renversés, et très-élevés; ils nous ont semblé mesurer plus d'un mètre de haut. — Le voile qui cache la figure retombe sur les épaules et forme une espèce de pèlerine; chaque confrère porte un cierge ou un bourdon terminé par un panonceau ou une statuette argentée. — Il y a aussi des Pénitentes : celles-ci ne portent pas la coiffure conique, mais le capuchon rabattu avec le voile sur le visage. D'espace en espace, entre les deux haies de femmes et d'hommes, au-dessus des têtes de la foule, apparaissent des statues de saints et de martyrs couverts de blessures et de plaies saignantes. La Vierge y figure : c'est Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, le front entouré de poignards en guise d'auréole. La plupart des statues qu'on promène ainsi sont couvertes d'oripeaux de couleurs éclatantes, de lambeaux de soie et de velours. La marche est close par le clergé : il entoure un catafalque porté sous un dais de velours noir; sur ce catafalque repose une énorme croix à laquelle est attaché le Christ : un crêpe de deuil le recouvre, et la blessure qui saigne à son flanc est cachée par une cocarde noire.

Nouvelle procession le lendemain, à la même heure. Celle-ci part de l'église de Notre-Dame-la-Réal. On porte au milieu du cortège un grand Christ avec une longue chevelure, qui tantôt flotte au vent, tantôt pend sur les épaules de la statue, et retombe le long de la croix, comme un manteau en haillons. Plusieurs personnes nous ont assuré qu'il n'est pas rare de voir des femmes se dépouiller de leurs cheveux pour en parer ainsi le Crucifix ou quelque statue de saint : le vœu de les sacrifier ainsi était autrefois assez fréquent parmi la population perpignanaise. — Ce n'est plus une croix couchée sur un catafalque qui termine la procession ce jour-là, c'est le Christ au tombeau, porté par des Pénitents pieds nus : un cadavre sanglant, hideux, entouré de linges, un spectacle de la Morgue. On n'a pas la fibre délicate dans ce pays.

Jadis, à ces deux processions, tous les Pénitents marchaient pieds nus, les épaules découvertes, et beaucoup d'entre eux se donnaient publiquement la discipline.

Le Samedi-Saint, les confrères, cette fois sans leurs incommodes couvre-chefs, portent dans les rues de la ville le tombeau du Christ. Le cortège, triste encore, a perdu cependant l'aspect effrayant des jours qui précèdent. Un de nos amis, qui a été, depuis notre départ de Perpignan, témoin de ces cérémonies, et à la mémoire duquel nous avons dû recourir pour confirmer

l'exactitude de nos souvenirs personnels, nous raconte à ce sujet un détail assez plaisant. Il voyait passer la procession du haut d'une fenêtre de la place de la Loge. Tout le monde s'inclinait sur le trajet du cortège. Soudain notre correspondant aperçut, en plongeant le regard dans les profondeurs du tombeau, un amas de casquettes et de chapeaux de toute espèce : blancs, gris, noirs, en paille, en feutre, vieux, neufs, droits, mous, crasseux, bosselés... Les Pénitents avaient utilisé sans façon ce commode et sûr abri : les flancs du tombeau recélaient un vestiaire !

Nous voici arrivés au dernier jour de la Semaine-Sainte. Le Christ est ressuscité, et les fidèles quittent le deuil. Les Pénitents font avec le clergé, le dimanche de Pâques, une grande procession destinée à clore la série de ces curieuses cérémonies. Cette fois les voiles noirs, les poignards, les lances, les plaies, le sang, ont fait place aux dorures, aux paillettes, aux verroteries, aux fleurs; la douleur à l'allégresse. Tout s'est transformé; tout reluit. Les « mystères » qu'on porte sur des brancards, — on appelle de ce nom toute représentation de scène pieuse figurant dans les processions, — sont uniquement des *mystères* joyeux. On en remarque un dans le nombre orné avec un luxe particulier : il montre le Christ s'élançant du tombeau. — Arrivée sur la place du Marché-aux-Herbes, la procession se divise en deux tronçons, dont chacun fait le tour de la place en sens contraire; avec le premier marchent les porteurs du *mystère* dont nous venons de parler; en tête du second est une statue de la Vierge. Au moment où les deux cortèges se rencontrent, on voit Marie s'incliner trois fois devant son Fils (les porteurs se baissent, ceux de devant se mettent même à genoux). Le Christ salue à son tour, au son de la musique militaire et des *alleluia* du clergé et des confréries; puis la procession se reforme et continue sa marche.

§ 8. — Henri III et la congrégation des Pénitents de l'Annonciation-de-Notre-Dame : costumes; statuts; officiers. — Chapitre du 20 mars 1583 et procession du 25 mars. — Le prédicateur Poncet.

Nous avons dit plus haut que le roi Henri III, dont le goût pour les processions et les cérémonies religieuses en général est connu, s'était fait affilier aux confréries de Pénitents d'Avignon (1574) et de Lyon (1582), et qu'il avait, en quittant cette dernière

ville, emmené avec lui un des officiers de la compagnie des Pénitents Blancs, Maurice du Peyrat, dans le dessein de charger celui-ci d'organiser dans la capitale une association du même genre.

Le roi, de retour à Paris, s'occupa activement de l'exécution de son projet. En vain on lui objecta que la création d'une confrérie de Pénitents ne serait pas vue d'un œil favorable par le clergé et le peuple de la capitale ; que plusieurs compagnies de ce genre s'étaient trouvées, pendant les luttes religieuses du règne précédent, mêlées à des troubles d'un caractère grave, et que, sur les plaintes énergiques des Huguenots, Charles IX avait dû en supprimer un certain nombre ; en vain des hommes dont il appréciait le dévouement, le premier-président de Thou par exemple, et le président aux enquêtes Brûlart, cherchèrent-ils à détourner le roi de ce projet (1) : Henri consentit à peine à en retarder la mise à exécution, et après la mort de De Thou il ne voulut plus rien entendre. A sa grande satisfaction, l'évêque de Rimini, nonce du Pape, applaudit à son idée et l'encouragea à y donner suite. Le P. Auger, jésuite et confesseur du prince, celui-là même qui avait donné aux Pénitents Bleus de Toulouse leur règlement, fut chargé de rédiger des statuts pour la nouvelle confrérie. Le roi y fit entrer les plus grands seigneurs du royaume, ses mignons, des magistrats et quelques-uns des principaux bourgeois de sa bonne ville.

La confrérie fut érigée sous le titre de *Congrégation des Pénitents de l'Annonciation-de-Notre-Dame*. Le costume des associés consistait en un sac « allant jusques sur les pieds, assez large, avec deux manches non trop justes, et un capuchon cousu sur la cousture du collet par le derrière, assez pointu par en-haut, et par devant allant en pointe jusques à demy pied au dessouz de la ceinture, n'y ayant que deux trous pour regarder à l'endroit des yeux... le tout d'assez grosse toile de Hollande, blanche ». Cette robe, « jusques à bas cousue sans aucune ouverture » et n'ayant que « deux boutons devant », était retenue à la ceinture par « une cordelière avec plusieurs nœuds, pendante jusques au dessouz des genoux pour le moins, et de filet blanc ». A ce cordon étaient passés un chapelet blanc et une discipline. A la hauteur de l'épaule gauche, le sac portait un écusson « de veloux tanné—

(1) A. de Thou, *Histoire universelle*, livre 78.

cannelé », sur lequel se détachait « une croix de taffetas blanc, avec arrière-point de soye blanche (1) ».

Les novices (on était soumis à une année de probation avant d'être admis dans la compagnie) avaient le même costume, à l'exception de l'écusson. Il en était de même des musiciens, au nombre de douze, et des gens à gages attachés à l'association. Le roi lui-même fit acheter l'étoffe nécessaire pour confectionner deux cents habits de Pénitents (2).

Outre le recteur, le maître des cérémonies et quelques autres hauts-dignitaires choisis parmi les prélats et les favoris du roi, la compagnie comptait un assez grand nombre d'officiers d'ordre inférieur, dont la liste nous a été conservée; elle ne comprend pas moins de 38 personnes : un sous-recteur, qui n'était autre que Du Peyrat, huit chapelains, un trésorier, un secrétaire, trois sacristains, deux choristes, deux procureurs, quatre chantres, deux enfants de chœur, quatre mandeurs, quatre portiers, deux *bailleurs*, un imprimeur et un horloger (3).

En 1585, le roi s'avisa d'accorder à tous les titulaires de ces fonctions les privilèges octroyés aux chantres de sa chapelle, qui avaient été sous le règne précédent assimilés aux officiers de la maison du roi, et jouissaient de toutes les prérogatives et exemptions de ces derniers, notamment du droit de *committimus* à la Chambre des requêtes du palais. Des lettres-patentes préparées à cet effet et portant la date du 15 septembre furent adressées au parlement. Celui-ci refusa, le 19 décembre, de les vérifier. Elles furent retirées; mais, deux ans plus tard, Henri III les envoya de nouveau à la Cour, qui, cette fois, ne fit aucune difficulté pour les enregistrer. L'arrêt est du 23 mars 1588 (4).

Le règlement de la congrégation de Notre-Dame s'était inspiré des statuts des compagnies fondées à une époque antérieure; il

(1) *La façon de l'habit des confreres, a quoy il ne se pourra jamais augmenter ne diminuer.*

(2) « Pour deux mil aulnes de serge d'escot, pour faire deux cents robes pour servir aux Penitens de l'Annonciation-Nostre-Dame, establis par Sa Majesté en l'esglise des Augustins, à Paris : 1,500 livres. » (*Comptes de dépenses de Henri III, 1580-1588, aux Archives nationales.*)

(3) *Histoire de la Ville de Paris, composée par dom Michel Félibien, revue, augmentée et mise en ordre par dom Guy Alexis Lobineau.* — Paris, 1725, T. V (III des Pièces justificatives), p. 301, 302, 303.

(4) *Ibidem.*

offrait cette particularité qu'il y avait deux observances dans la congrégation. Les confrères « de la commune règle » devaient, à leur réception, signer de leur main une profession de foi catholique très-explicite. Ils récitaient « au sortir du lict et devant que se coucher » trois *Pater* et trois *Ave*, en baisant la terre à chacun, et disaient chaque jour le chapelet ou tout au moins un dizain. Tous les matins ils entendaient la messe, et tous les mercredis, ou le premier mercredi au moins de chaque mois, ils se réunissaient à leur oratoire, établi dans l'église des Grands-Augustins. Il y avait deux jeûnes par an, fixés à la veille de l'Annonciation et à celle de l'Assomption. Le confrère malade recevait les visites et les consolations des associés. S'il venait à mourir, une députation de la compagnie assistait à ses obsèques et marchait autour du cercueil « avec torches et les habits ». Le défunt devait être enterré le visage découvert, mais revêtu de son sac « fors les évêques, prélats et princes qui le voudront autrement, lesquels, en ce cas, l'auront pour le moins sur leur cercueil ». Le lendemain des obsèques d'un confrère, on célébrait dans la chapelle de la compagnie une messe pour le repos de son âme, et, le jour de la Commémoration des trépassés, les Pénitents assistaient à un service pour tous les associés défunts. — Nous passons sur les recommandations générales que nous avons déjà signalées dans les statuts des autres compagnies et qui se réfèrent à l'obéissance due aux officiers, à la tenue des confrères, à leur réconciliation avec leurs ennemis, à la visite des hôpitaux, des prisons, au mariage des filles pauvres et autres œuvres de charité. La fête de la confrérie est fixée au jour de l'Annonciation; chaque membre doit la célébrer par une communion. Les Pénitents royaux font trois processions par an : le jour de leur fête, le Jeudi-Saint, et le jeudi dans l'octave de la fête du Saint-Sacrement, où ils accompagnent la procession de la paroisse la plus voisine « ayant la torche au poing dévotement ». — Le droit d'entrée est de dix écus d'or (1).

Les Pénitents « de la seconde et estroicte reigle » étaient tenus, outre les obligations communes à tous les membres de l'association, de se confesser tous les quinze jours et de communier le premier mercredi de chaque mois, de dire tous les jours les

(1) *Statuts généraux de tous les Penitens de la congregation de l'Annonciation-Nostre-Dame, irrevocables.*

heures de Notre-Dame, de faire chaque soir leur examen de conscience, de jeûner au pain et à l'eau le Vendredi-Saint et un autre vendredi à leur dévotion, enfin de ne pas manger de viande le dernier mercredi de chaque mois et « tous les sabmedis qu'on nomme de Nostre-Dame en couche jusques à la Chandeleur (1) ».

Quand un associé contrevenait au règlement qu'il s'était engagé « sur l'honneur » à observer, il était condamné soit à payer une amende, soit à jeûner ou à demeurer à genoux devant l'autel pendant l'office. L'exclusion était prononcée dans les cas graves (2).

Le roi s'était réservé, pour la première année, le choix des officiers, qui, dans la suite, devaient être élus par les membres de l'association. Le cardinal de Bourbon fut désigné pour remplir la charge de recteur.

La première assemblée de la compagnie se tint le dimanche 20 mars 1583. Elle avait été précédée de l'envoi d'une sorte de manifeste « à tous bons chrétiens », où la *Congrégation des Pénitents de l'Annonciation-de-Notre-Dame* faisait connaître son but et son programme. La cérémonie, qui était présidée par le Nonce, commença par un sermon du P. Auger. Ensuite chaque confrère vint successivement se mettre à genoux devant l'évêque de Rimini, qui bénit son sac et l'en revêtit. Cela fait, on porta au prélat, dans un bassin, tous les écussons et tous les chapelets, qui, après qu'ils eurent été bénits, furent distribués aux Pénitents. Ceux-ci, tenant chacun un cierge à la main, sortirent pour achever de s'habiller, puis rentrèrent, la figure voilée, précédés des musiciens et chantant le *Miserere*. Une basse messe fut dite par le Nonce, à l'issue de laquelle tous les confrères reçurent la communion. La cérémonie se termina par la lecture à haute voix d'une solennelle profession de foi et des statuts de la confrérie. Le même jour, on tint un chapitre dans lequel tous les membres signèrent cette profession de foi et ces statuts. Le roi fit connaître le nom des confrères qu'il avait choisis pour remplir les charges jusqu'au lendemain de l'Annonciation de l'année

(1) *Statuts irrevocables des Penitens de la seconde et estroicte reigle.*

(2) *Les corrections et punitions des confreres Penitens, contrevenans à tous les statuts.*

1584. Ces officiers occupèrent le soir, aux vêpres, les places réservées à leurs fonctions (1).

Ces cérémonies furent célébrées avec une grande magnificence. Les princes, les grands dignitaires de l'Etat, les seigneurs de la Cour y assistaient. On y remarqua surtout des partisans de la Sainte-Union, « ravis, dit de Thou, de voir que ces sortes d'assemblées faites par l'autorité du roi leur ouvraient une belle porte pour la conjuration qu'ils méditaient (2) ». Le chancelier de Birague et le garde des sceaux Chiverny se trouvaient parmi les Pénitents.

Cinq jours après, le vendredi fête de l'Annonciation, les Pénitents firent leur première sortie. Les contemporains nous en ont laissé le récit. Les confrères, marchant deux à deux sous une pluie battante, se rendirent de l'église des Augustins à la cathédrale. Le roi était sans gardes, mêlé aux autres Pénitents, et rien ne le distinguait d'eux. Le cardinal de Guise portait la croix (3); le duc de Mayenne remplissait les fonctions de maître des cérémonies. On voit que Henri III avait fait entrer dans la compagnie les principaux meneurs de la Ligue : nous avons déjà dit que le cardinal de Bourbon, le futur roi de Paris et le premier Charles X, était recteur de la congrégation. — En tête du cortège marchaient les musiciens avec les chantres. A Notre-Dame, on exécuta un *Salve Regina* en musique, et, leurs exercices achevés, les Pénitents revinrent aux Augustins, transpercés par la pluie et le sac collé au dos (4).

Le peuple de Paris s'amusa fort de ce spectacle : on en fit mille plaisanteries, et Lestoille nous a conservé cet inpromptu « d'un homme de qualité, qui regardoit passer la procession » :

(1) *La forme et la création et réception des confrères de la congrégation de l'Annonciation-Notre-Dame pour le dimanche 20 mars 1583 seulement.* — Ce document et ceux que nous citons plus haut ont été imprimés ensemble en 1583, par Jamet Mettayer, à Paris, sous ce titre : *Les Statuts de la congrégation des Penitens de l'Annonciation-de-Notre-Dame, par le commandement et privilege du roy.* Ils ont été réimprimés en 1836 dans le T. X, première série, des *Archives curieuses de l'Histoire de France.*

(2) J.-A. de Thou, *Histoire universelle*, livre 78.

(3) *Cardinale Guisio crucem ferente.* (Baluze, *Historia Tutelensis*, p. 20.)

(4) *Journal de Henri III*, de Pierre de Lestoille.

Après avoir pillé la France
Et tout son peuple dépouillé,
N'est-ce pas belle pénitence
De se couvrir d'un sac mouillé?...

Quelques jours après la cérémonie du 25 mars, on fut obligé de fouetter cent vingt pages ou laquais du palais qui s'étaient avisés de parodier la procession royale dans une salle basse du Louvre.

Les Ligueurs ne voulurent voir, dans cette procession, qu'un scandale de plus. Henri III, en effet, passait si vite des désordres de la vie la plus relâchée aux exercices de la plus minutieuse dévotion, qu'il était permis de se demander si cette dévotion était sincère. On avait vu le roi, peu de jours avant la cérémonie dont nous venons de parler, courir les rues de Paris toute la nuit avec ses mignons et « rôder de maison en maison », faisant « mille insolences, lascivetés et vilénies ». Il s'était attiré à cette occasion de vertes apostrophes de la plupart des prédicateurs de la capitale. L'un d'eux, le fameux Poncet, qui prêchait à Notre-Dame, ne craignit pas, le lendemain même de la procession des Pénitents, de tonner contre cette nouvelle fantaisie royale. Il traita les confrères d'hypocrites et d'athées. — « J'ai été averti de bon lieu, ajouta-t-il, que, hier au soir vendredi, jour de leur procession, la broche tournait pour le souper de ces bons Pénitents, et que, après avoir mangé le gras chapon, ils eurent pour collation de nuit le petit tendron qu'on leur tenait tout prêt. Ah! malheureux hypocrites! vous vous moquez donc de Dieu sous le masque, et portez pour contenance un fouet à votre ceinture. Ce n'est pas là, de par Dieu! où il faudrait le porter; c'est sur votre dos et vos épaules, et vous en étriller très-bien : il n'y a pas un de vous qui ne l'ait bien gagné (1). »

§ 9. — Dernières processions des Pénitents de l'Annonciation. — Lettres-patentes de décembre 1583. — Les confréries de Pénitents se multiplient. — Leurs apologistes et leurs adversaires. — Cheffontaines. — Saint François de Sales. — Les Pénitents de Nîmes et Fléchier.

Malgré les invectives de la chaire et les brocards de la rue, les Pénitents de l'Annonciation continuèrent leurs exercices. Ils

(1) Lestoille, *Journal de Henri III*; année 1583.

firent, le Jeudi-Saint 7 avril, « en grande magnificence de lumineuse et musique excellente », une procession qui dura la nuit entière. Cette fois, tous les confrères ne gardèrent pas leur discipline à la ceinture, et quelques-uns se flagellèrent publiquement. De nouvelles épigrammes furent composées sur cette « fouetterie (1) ». La confrérie Royale fit, en 1584 et 1585, plusieurs pèlerinages. La procession de la fête de l'Annonciation n'eut point lieu en 1586; mais le roi, accompagné d'une soixantaine de Pénitents, se rendit à pied à Chartres pour visiter le sanctuaire célèbre de Notre-Dame; le Jeudi-Saint, il parcourut les églises de Paris avec deux cents confrères. En 1587, on vit encore la compagnie prendre part à la procession solennelle organisée par le cardinal de Bourbon. — Les Pénitents de Notre-Dame s'assemblèrent plusieurs fois, dans les derniers temps, à Vincennes, où le roi avait acquis de l'ordre de Grandmont un de ses plus célèbres monastères pour y installer les Hiéronymites, et où il allait volontiers faire ses dévotions. Les graves événements qui survinrent détournèrent Henri III de ses distractions préférées, et le forcèrent à s'occuper de sujets plus dignes d'un prince.

La compagnie ne fut pas désorganisée par le départ du roi après la Journée des Barricades : elle continua de subsister, étant composée surtout, comme nous l'avons vu, de ligueurs zélés. Les Pénitents prirent part à la singulière procession de moines et de confréries qui, le 17 mai 1588, s'achemina vers Chartres, et en tête de laquelle marchait *Frère Ange*, Henri de Joyeuse, costumé en Jésus-Christ, et portant une croix sur les épaules (2). Mais ce n'était ni pour un pieux pèlerinage, ni dans un but de pacification, que la compagnie se rendait dans la ville où venait de se retirer Henri III. Son dessein était tout simplement de reconnaître de plus près l'état des affaires du roi, et « de disposer le peuple de Chartres », jusqu'ici resté fidèle, « à secouer à la première occasion le joug de l'obéissance (3) ». Dans les rangs de la compagnie se trouvait le président de Neuilly, chargé d'une mission spéciale par les chefs de la Ligue. Il devait recevoir le

(1) *Journal de Henri III*, 1583.

(2) H. Martin, *Histoire de France*, T. X, p. 81.

(3) J.-A. de Thou, *Histoire universelle*, édit. de Londres, 1734, T. X, p. 183, 184.

nouveau serment que les affiliés de la Sainte-Union avaient à prêter au duc de Guise (1). Il remplit sa mission impunément, et la procession retourna à Paris sans avoir été l'objet d'aucune vexation, d'aucune menace. Les conseillers de Henri III le supplièrent de faire arrêter au moins les chefs de cette bande d'espions : il ne voulut jamais y consentir.

Nous ignorons si la congrégation de l'Annonciation-de-Notre-Dame joua un rôle pendant le siège de Paris. Il est vraisemblable qu'elle participa aux bizarres processions qui furent organisées par le clergé ligueur, et où on vit un jour figurer la duchesse de Montpensier, fort peu vêtue. Ce qui paraît certain c'est que les exercices des Pénitents avaient cessé lors de l'entrée de Henri IV à Paris. Les joyaux, mobilier et ornements à l'usage de la confrérie étaient restés entre les mains de quelques membres. Le Parlement ordonna, en 1598, que ces objets seraient remis à l'Hôtel-Dieu, pour être utilisés par lui ou vendus à son profit (2).

L'institution des Pénitents n'eut pas grand succès à Paris ; trois compagnies seulement s'y établirent outre la congrégation Royale : une confrérie de Pénitents Bleus, une de Noirs, et une de Gris (3) ; elles paraissent n'avoir jamais acquis ni importance ni popularité. A la dernière cependant appartinrent, dit-on, le chancelier Marillac et le cardinal de Bérulle.

En province, au contraire, ces associations qui n'existaient, avant 1583, que dans un petit nombre de villes, se multiplièrent avec une rapidité extraordinaire, dans le Midi surtout. Au commencement du XVII^e siècle, il n'était guère, dans cette région, de bourg un peu peuplé qui n'eût une ou plusieurs compagnies de pénitence. Ce fut une mode et une fureur. Dans les lettres-patentes données au mois de décembre 1583 pour l'établissement de la compagnie de l'Annonciation, Henri III manifestait du reste le désir de voir se fonder partout des confréries de ce genre, et promettait d'avance à celle-ci le patronage royal :

« Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Poulongne, à tous presens et advenir, salut. Comme ainsy soit que nous ayons toujours

(1) De Thou, *Histoire universelle*, T. X, p. 184.

(2) D. Félibien, *Histoire de Paris*, déjà citée, T. V, p. 37.

(3) Collection Migne, *Dictionnaire des ordres religieux*, T. III, col. 210, T. I^{er}, col. 1097, etc., — et les diverses histoires de Paris.

desire dez nostre advenement à la couronne, que la piete et la devotion chrestienne s'augmentast tous les jours entre nos bons subjects par tout nostre royaume, pour estre le vray ciment qui maintient et conserve l'Estat en sa force et vigueur, liant par ensemble les peuples avec Dieu, par qui les roys regnent en toute paix et assurance, Nous avons, entre aultres moyens pour y parvenir, advise avec ceux de nostre conseil qu'avons juge nous y pouvoir le mieux servir, de dresser une congregation des Penitens en l'honneur de Dieu, soubz le nom et tiltre de l'Annonciation de la glorieuse vierge Marie, mère de nostre Sauveur Jésus-Christ, en nostre bonne ville de Paris, en laquelle peussent entrer et estre receuz principalement les personnes seculieres, encore que les ecclesiastiques y soyent admises, pour y servir Dieu en repos, et retirez à part vacquer plus à loysir aux œuvres propres à leur qualite et vocation. Ce qui nous auroit si bien succede, par la grace et misericorde celeste, que le nombre et le fruit croissant ensemble tous les jours, nous aurions faict supplier nostre Saint-Pere, comme chef de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, à qui le droit appartient de confirmer et auctoriser toutes telles religieuses assemblees, de nous vouloir assister de sa faveur et puissance spirituelle, affin que les statuts qu'avons dressez pour la direction et conduite de ceste congregation fussent par luy approuvez, esmologuez (*sic*), ratiffiez et enrichis des graces, privileges et benedictions qu'il adviseroit estre convenables à la devotion des confreres et à nostre bonne et ardente affection. Ce qu'ayant este faict par luy si liberallement que nous avons juste occasion de nous en contenter, nous les avons voulu mettre en lumiere pour deux principales raisons : l'une, affin que chacun des nostres eust en main le contenu de son devoir et obligation venant à estre agrege à ceste famille, d'autant que ce n'est pas tout que la belle promesse qu'on faict de servir Dieu, si les actions de bien prez aussy ne l'accompagnent; ce qui est pratique alors mieulx et plus franchement, quand, par la lecture des reglemens, la memoire rend une chaleur à la volonte de bien entendre; — l'autre, que ne doubtant point que plusieurs de nos bons subjects seront commis [conviés?] à nostre exemple par toutes les meilleures villes de nostre royaume de dresser semblables congregations et escolles de piete et devotion, et d'y voulloir aussy comme joindre et incorporer celles que nous scavons desja estre establies en plusieurs endroicts à nostre grand contentement, Nous avons voulu par ces presentes, en tant qu'a Nous touche, leur faire ceste declaration de nostre volonte, qui est de prendre telles congregations en nostre sauvegarde et protection, et d'exhorter tous ceulx qui auront devotion de s'y ranger et mettre pour les mesmes fins et intentions qu'avons establie la nostre, assavoir de prier Dieu et estudier à toute vertu et œuvre sainte, suivant les statuts tels que les nostres, ou les mesmes, ou ainsy qu'ils auroient esté deja approuvez par notre Saint-Pere, en y adjoustant de ceulx cy la partie qu'ils

pourront la mieulx observer. Voulant sur tout que toutes lesdictes congregations facent le service divin à l'usage de Rome, reforme par auctorite du pape Pie V, suyvant les heures que à ceste occasion nous en avons fait imprimer en nostre ville de Paris. Remettant, quant à ce qui touche la communication des graces, privileges et indulgences apostoliques octroyees à ceste congrégation nostre, au recteur et conseil tout ensemble d'y proceder ainsy que la bulle l'ordonne, apres en avoir este requis auctentiquement par acte des aultres congregations, ausquelles ils donneront telles lettres de communication de tout ce que dessus qu'ils adviseront, scellees du grand scel de ladicte congrégation nostre. Si donnons en mandement, etc. (1). »

Ces lettres-patentes furent enregistrées par le Parlement, le 9 mars 1584, sans autres réserves que celles consacrées par l'usage en ce qui avait trait à la bulle.

Peu de personnes prirent à la propagande faite en faveur des associations de Pénitents une part aussi active que l'ancien franciscain Cheffontaine, archevêque de Césarée. Ce prélat avait été un des plus actifs promoteurs de la réorganisation de la confrérie lyonnaise érigée en 1274 par un des patriarches de son ordre; il avait également contribué à l'établissement de la congrégation de l'Annonciation. Il dédia à Henri III l'apologie de leur œuvre commune, petit livre qui mérite à plusieurs titres d'être lu, et qu'il faut toujours citer lorsqu'on traite de l'histoire des compagnies de Pénitents en France. L'auteur voit dans l'institution de la confrérie de Notre-Dame un premier pas vers la réforme de la Cour voluptueuse du dernier Valois. Il s'efforce de dissiper les préventions dont les sociétés de Pénitents sont l'objet, et de répondre à toutes les attaques formulées contre elles. Il discute sérieusement, bien qu'il ait commencé par déclarer qu'il serait trop long de répondre aux « rioteries crépitées et proposées » par ses adversaires.

Au nombre des questions qu'aborde l'archevêque de Césarée, se rencontre naturellement celle de la flagellation volontaire. L'auteur rappelle les controverses auxquelles ce sujet a donné lieu dans les siècles précédents. Les ennemis des Pénitents, dit-il, « alleguent que le docteur venerable Gerson a escrit un traicté contre ceux qui se fouëtent. Je respons que ceux cy ne se fouëtent point. A quoy donc, disent-ils, portent-ils le fouët? Je respons

(1) D. Félibien, *Histoire de Paris*, T. V, p. 300; — Collection Migne, *Dictionnaire des confréries et corporations*, col. 609.

que c'est pour protester qu'ils ont mérité estre chastiez pour leurs pechez, et pour avoir souvenance de la peine que Nostre-Seigneur a enduré pour nous... Et, quand ils se fouëtteroient, je dy qu'ils feroient une bonne œuvre en chastiant par ce moyen leur corps rebelle à l'esprit et le reduisant à la servitude d'iceluy. A Rome, ou est la fontaine de la vraye foy et religion, l'on a approuvé les confrairies de ceux qui, pour leurs pechez, ou par la devotion à la passion de Nostre-Seigneur, se fouëtent discrettement et raisonnablement. L'an du dernier Jubilé, ceux des confraternitez des Penitens qui venoient pour gagner les pardons à Rome, quasi de toutes les villes d'Italie, avoient un certain nombre d'eux qui se flagelloient publiquement sur les espaules nûes, en passant en procession par la ville, jusques à l'esglise Saint-Pierre, ou le Pape leur donnoit l'absolution et benediction publique ».

Parmi les pieux personnages qui ont le plus contribué à la fondation des compagnies de Pénitents, saint François de Sales mérite une des premières places; nous devons toutefois faire remarquer qu'on nous semble avoir exagéré l'importance de son rôle comme législateur de ces confréries. Le règlement de celle des *Pénitents de la Sainte-Croix, de l'Immaculée-Conception et des Apôtres saint Pierre et saint Paul*, qu'il institua à Annecy étant prévôt du chapitre de Genève, et dont l'érection remonte seulement à 1593, se rapproche beaucoup des statuts donnés antérieurement aux autres associations de ce genre. Si la forme et quelques détails appartiennent au saint le plus justement illustre de la Savoie, on peut dire que la plupart des articles sont empruntés au fonds commun de toutes les associations de cet ordre.

Les confréries de Pénitents ont eu des apologistes enthousiastes; en revanche, elles ont rencontré un très-grand nombre d'adversaires et de détracteurs. Et nous n'entendons nullement parler ici des Huguenots, qui détestaient ces compagnies autant qu'ils les redoutaient; des prédicateurs de la Ligue, dont les sarcasmes et les injures s'adressaient à Henri III bien plus qu'aux exercices de la congrégation de Notre-Dame, ou de la population

(1) *Apologie de la confrairie des Pénitens érigée et instituée en la ville de Paris par le très-chrestien roi de France et de Pollongne Henry troisième de son nom*, par C. de Cheffonteines, archeveque de Cesarée. — A Paris, chez Michel Ivlian, au mont Saint-Hilaire, à l'Estoille-Couronnée, 1583.

de quelques villes, portée par tempérament à ne voir que le côté extérieur, parfois singulier, ou même bizarre, de l'institution. Sous l'ancien régime, comme de nos jours, il s'est trouvé dans le clergé beaucoup d'esprits prévenus contre les Pénitents, ou mis en défiance par les abus qui s'étaient produits au sein de quelques-unes de leurs confréries. Plusieurs évêques, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, refusèrent de laisser établir dans leurs diocèses des associations de cette nature. Ils redoutaient l'esprit remuant et l'ardeur de leurs membres, les difficultés qu'ils avaient suscitées en beaucoup d'endroits à l'autorité ecclésiastique, surtout leur humeur belliqueuse et leur intolérance à l'endroit des Réformés. Il convient de citer, parmi ces prélats, l'illustre Fléchier, évêque de Nîmes. — Quelques habitants de la ville épiscopale, jaloux de la renommée et de la popularité des compagnies que possédaient les localités voisines, avaient imaginé de fonder une confrérie de Pénitents Blancs. A leur tête étaient des hommes d'une vie peu exemplaire. Fléchier tenta de s'opposer à l'exécution de ce projet, qu'il considérait tout au moins comme inopportun. Ce fut en vain : on brava son autorité; le Pape accorda une bulle d'approbation et d'indulgences, et les meneurs de l'entreprise le sommèrent d'avoir à permettre l'établissement de la compagnie, le menaçant, s'il persévérait dans sa résistance, des foudres du Saint-Siège et de celles du Parlement. L'évêque, craignant de voir ce conflit s'aggraver et prendre des proportions fâcheuses à cause des hautes protections dont pouvaient disposer ses adversaires, se décida à recourir à M. de Baviile, intendant du Languedoc, et à réclamer son intervention. Il lui écrivit à ce propos la lettre qui suit :

« Il a pris ici à nos gens, Monsieur, une nouvelle espèce de folie, dont vous allez être surpris. Nous en avons vu de fanatiques, d'autres ont vécu et vivent encore en athées; en voici qui veulent, à quelque prix que ce soit, se faire Pénitents Blancs. Il y a quelques années, dans le temps même des troubles, on me fit pressentir si je voulois établir une confrérie de Pénitents, qu'il étoit honteux que Nîmes n'eût pas des gens de cette dévotion et de cet habit; que cet ordre étoit fort du goût des nouveaux convertis; que, au reste, en faveur de mon nom, on les appellerait les confrères du Saint-Esprit(1). Comme c'étoit alors la mode

(1) Pour sentir l'allusion, il faut se rappeler qu'*Esprit* étoit un des prénoms du célèbre évêque.

des imaginations et des fantaisies , je pardonnai celle-là ; je me contentai de leur dire que des assemblées de nouvelle institution et des processions masquées n'étoient guère de saison en ce pays-ci. J'avois cru que l'affaire finiroit là. J'appris, dans la suite, que la ferveur de ces gens de bien ne faisoit que croître ; qu'ils tâchoient sourdement de s'attirer des camarades ; qu'ils avoient retenu la chapelle du présidial ; qu'ils sollicitoient une bulle à Rome, et qu'ils espéroient que le Saint-Père auroit pitié de la ville de Nismes, et leur accorderoit, pour la rendre sainte, une compagnie de Pénitents. J'écoutois encore ces discours comme des contes faits à plaisir, lorsque je vis venir chez-moi cette vénérable troupe destinée à réparer par sa piété tous les péchés commis par les hérétiques et même par les catholiques. Les deux chefs de ces Messieurs étoient : M., qui portoit la bulle et qui me la présenta, homme qui n'avoit jamais donné de ces espérances de religion, qui n'a pas laissé d'avoir ses aventures scandaleuses, et dont la vie auroit à la vérité besoin d'être pénitente. L'autre est le sieur, qui, n'ayant pu vivre en repos dans la confrérie du Saint-Sacrement, dont il étoit, voudroit se faire le fondateur d'une autre dont il fût le maître. Ils m'expliquèrent leurs désirs, et je leur répondis qu'on s'étoit passé si longtemps, dans Nismes, de ces sortes de congrégations, qu'il y avoit tant d'autres moyens de se sanctifier ; qu'ils avoient leurs paroisses, où ils pouvoient assister aux saints offices ; que le nom de Pénitent n'étoit rien si l'on ne faisoit pénitence, et que, pour se disposer à la pénitence, il falloit quitter les mauvaises habitudes et les mauvais commerces qu'on avoit ; que, à l'égard de la compagnie qu'ils vouloient établir, je croyois que cet établissement ne convenoit ni à la religion de mon diocèse, ni peut-être aux affaires présentes de la ville et de la province. Je pris la bulle, où le Pape leur accorde ce qu'ils ont demandé pour l'érection de leur confrérie ; je la leur rendis, et leur conseillai de n'y plus penser. Depuis ce temps-là, ils ont eu l'insolence de me faire faire trois significations dont je me suis moqué. Mais enfin ce dernier acte, que j'ai l'honneur de vous envoyer, m'a paru aller un peu trop loin. Je sais bien que ni le Pape ni le Parlement ne me peuvent obliger d'établir une confrérie dans mon diocèse malgré moi. Mais les tracasseries sont toujours désagréables, et je crois que vous aurez la bonté d'arrêter ces fous par autorité, citer incessamment devant vous le sieur et ceux qui sont nommés dans l'acte, faire entendre que vous vous informez des autres, leur faire une bonne réprimande, leur ordonner de me venir faire

satisfaction, et de se désister de cette folle prétention. M. le duc de Roquelaure voudra bien aussi leur faire sa petite correction, si le cas y échoit (1). »

La compagnie ne s'en établit pas moins un peu plus tard.

§ 10. — Les Pénitents à Limoges. — Popularité acquise par l'institution.
— Le vénérable Bardon de Brun.

On a vu que Limoges passait, avant la Révolution, pour être la ville du royaume où l'on trouvait le plus de Pénitents. — « On peut dire, écrit Dulaure dans sa *Description des principaux lieux de France* (2), qu'elle en est en grande partie peuplée. » Et il ajoute : « Dans le Limosin, ces sociétés sont malheureusement plus nombreuses que les sociétés savantes ».

Le mot de Dulaure est à peine exagéré. Dans le courant des xvn^e et xviii^e siècles, de ce dernier surtout, il n'y avait, pour ainsi dire, pas un seul chef de famille, à Limoges, qui ne fût membre de quelque confrérie à laquelle, avant lui, son père, son grand-père, ses ancêtres, avaient appartenu, — et qui, de son vivant, ne fût admettre au nombre des associés au moins un de ses fils. L'enfant tenait tout particulièrement à honneur cette admission. « Grands et petits, dit un écrivain limousin, avaient pour leur confrérie un zèle incroyable (3) ».

Or les compagnies de Pénitents étaient de beaucoup les plus nombreuses de toutes les confréries limousines. C'est par centaines qu'elles comptaient leurs membres. L'abbé Bullat, dans son curieux *Tableau ecclésiastique et religieux de la ville de Limoges jusqu'à l'époque de la prétendue constitution civile du clergé* (4), affirme avoir vu quatre cent soixante Pénitents Pourpres assister à la procession, revêtus de leurs sacs, une année d'Ostension (5). Et les renseignements que nous avons

(1) *Lettres choisies*, T. II, p. 158, du 17 novembre 1707.

(2) Quatrième partie, *Description du Limousin*, p. 280.

(3) Juge, *Changements survenus dans les mœurs des habitants de Limoges*. — Limoges, Bargeas, 1817.

(4) M. le chanoine Arbellot a bien voulu nous communiquer une copie de ce manuscrit, dont l'original est entre les mains d'un ecclésiastique du diocèse, neveu, croyons-nous, de l'auteur.

(5) On sait que les *Ostensions* sont des solennités particulières à quelques diocèses de la France et de l'Allemagne. Pendant toute la

recueillis ne nous permettent pas d'évaluer à moins de deux mille cinq cents le nombre total des membres des six associations existant à Limoges vers le milieu du siècle dernier. Un document officiel, cité plus loin, et ayant trait à l'effectif des compagnies de Pénitents de cette même ville en 1809, le porte à près de *quatre mille* hommes.

Comment une institution, destinée à acquérir un tel degré de popularité dans notre pays, s'y implanta-t-elle aussi tard ? comment Limoges attendit-il, pour avoir des Pénitents, qu'un assez grand nombre de villes eussent suivi l'exemple de Lyon, d'Avignon, de Montpellier et de Toulouse ? comment, par exemple, n'en avons-nous eu que huit ans après nos voisins de Tulle ? Il faut, croyons-nous, chercher l'explication de cette apparente singularité dans le grand nombre de confréries déjà établies, et surtout dans le caractère bien connu des habitants de la province, lents à accepter une idée et peu portés aux innovations. Quoi qu'il en soit, notre ville n'eut pas de Pénitents avant l'année 1598, et, si la confrérie des Pénitents Bleus fait, dans quelques mémoires, remonter sa fondation à 1575 ou 1576, c'est par l'effet d'une petite supercherie dont on surprend le secret sans un grand effort d'imagination. Cette compagnie appartenait à l'ordre de Saint-Jérôme, et s'était fait agréger à celle de la même observance érigée à Toulouse en 1575, comme nous l'avons dit plus haut. La fille, on le voit, s'attribuait tout simplement l'acte de naissance de la mère. Les associations et les familles ne ressemblent pas en ce point aux individus, et il ne leur déplait pas de se donner quelques années, voire quelques siècles de plus qu'elles n'en comptent en réalité.

La première association de ce genre établie à Limoges fut celle des Pénitents Noirs. La mémoire du fondateur de cette pieuse confrérie est encore en honneur dans notre ville, où ses restes, déposés dans l'église Saint-Pierre-du-Queyroix, ont été longtemps l'objet de la vénération particulière de ses concitoyens.

Bernard Bardon de Brun était né à Limoges en 1564. Il appartenait à une famille honorable ; son père exerçait la profession d'avocat. Dès son enfance, Bernard montra les plus heureuses

durée de ces fêtes, les reliques des saints sont exposées, dans chaque église, à la vénération des fidèles.

dispositions, et dès lors il fut permis de prévoir ce qu'il serait un jour. Son amour pour l'étude n'avait d'égal que sa piété. On l'envoya au grand collège des Jésuites de Paris, où il se forma aux lettres et à la philosophie; puis à Toulouse, pour suivre des cours de droit et prendre ses grades. Il y acquit en peu de temps une très-grande influence sur ses compagnons, et devint en quelque sorte le chef, en même temps que le modèle, de la jeunesse studieuse de cette grande cité, alors, plus encore que de nos jours, la ville savante et la métropole du Midi. Revenu dans sa famille, le jeune homme se consacra tout entier à des œuvres de piété. Ses parents voulaient lui voir acquérir une charge au présidial : il refusa énergiquement, avec cette belle parole que rapportent ses contemporains : « Je ne saurois vendre la justice, et ne la veux point acheter ». Il demeura donc simple avocat au siège de Limoges; mais il ne plaidait que pour les indigents, pour les orphelins, pour les veuves; en un mot, sa science et son talent de parole étaient au service de ceux-là seuls qui ne pouvaient lui payer d'honoraires. Aussi mérita-t-il le beau surnom d'*avocat des pauvres*, que lui donnaient ses concitoyens, et que lui ont conservé ses biographes. Après avoir perdu sa femme, Bernard reçut les ordres sacrés. Il mourut à Limoges, en 1625. Son existence avait été remplie de bonnes œuvres. Notre ville, dans le cours de son histoire déjà longue, a compté peu d'hommes aussi zélés pour le bien, peu de citoyens à la fois aussi humbles et aussi utiles. Plusieurs communautés se disputèrent l'honneur de donner asile à sa dépouille dans leur chapelle; mais Saint-Pierre-du-Queyroix, sa paroisse, fit valoir ses droits et enlever de vive force le corps, qui fut inhumé dans l'église. La tête de celui que Collin appelle « l'ornement du clergé du Limosin et une image parfaite de la plus éminente vertu (1) » est encore conservée à Saint-Pierre, dans une coupe de marbre déposée sous une grille auprès des restes du patriarche Lamy, dans la seconde chapelle à gauche de la principale entrée. Avant la Révolution, le corps de Bardon de Brun était placé sous une arcade du clocher. On l'y transporta en 1666 (2); il avait été, dans

(1) Collin, *Histoire sacrée de la vie des Saints principaux... du diocèse de Limoges*. — Limoges, Martial Barbou, 1672, p. 12.

(2) Notes manuscrites de l'abbé Legros sur l'exemplaire de l'*Histoire de Saint-Martial* du P. Bonaventure de Saint-Amable conservé à la Bibliothèque de la ville de Limoges.

le principe, inhumé devant l'autel de Saint-Fiacre, auprès de sa famille.

Le portrait de ce saint personnage, à qui la voix publique donna, dès le jour de sa mort, le titre de bienheureux, — nous ne croyons pas que le Saint-Siège le lui ait officiellement reconnu, — et dont la sainteté fut, dit-on, proclamée par les possédées de Loudun, se trouve joint à plusieurs ouvrages, notamment au Psautier à l'usage des Pénitents Noirs, publié en 1680. Il est accompagné d'une inscription latine à la louange de Bardon de Brun :

En speculum quod intueamini, virgines : innocentiam in sæculo.

En spectaculum quod miremini, conjuges : virginitatem in thalamo.

En exemplum quod sequamini, sacerdotes : pietatem in sacerdotio.

Pendant son séjour à Toulouse, Bardon de Brun s'était fait admettre dans la confrérie des Pénitents Noirs : il en fut un des membres les plus zélés, et l'association garda longtemps le souvenir de sa vie exemplaire et de son ardente charité ; mais c'est par erreur qu'Etienne Molinier, dans son livre : *le Mystère de la Croix*, et après lui le P. Petiot (1), M. P. Laforest (2), et plusieurs autres écrivains, l'ont signalé comme en ayant été un des fondateurs. Ni Bardon de Brun ni saint François de Sales, dont on associe ici le nom au sien, n'ont pu contribuer à la création de la confrérie toulousaine. Il suffit de rappeler que celle-ci fut établie en 1576. Or, à cette date, Bernard n'avait que douze ans, et n'était pas allé encore à Toulouse, puisqu'il s'y rendit seulement après avoir achevé ses études de philosophie. Quant à François de Sales, il était alors âgé de neuf ans à peine. Ajoutons que la compagnie des Pénitents Noirs d'Annecy ne fut érigée qu'en 1593, c'est-à-dire dix-sept ans après la confrérie toulousaine de l'*Exaltation-de-la-Sainte-Croix*.

Bardon de Brun, de retour à Limoges, forma le projet de doter sa ville natale d'une institution dont il avait apprécié, à Tou-

(1) *La vie admirable et exemplaire de Monsieur Bardon de Brun, prestre, natif de Limoges*, par le R. P. Estienne Petiot, de la Compagnie de Jésus, seconde édition. — Limoges, Martial Chapoulaud, 1668.

(2) *Limoges au xvii^e siècle*, par M. P. Laforest, p. 326. — Dans l'ouvrage de Molinier, le portrait de Bardon de Brun figure auprès de ceux de saint François de Sales et du vénérable César de Bus.

louse, les excellents fruits. Il ne pouvait concevoir aucun doute sur le succès final de son entreprise : l'esprit de la population limousine lui était connu ; il savait combien les associations égalitaires du genre de celle qu'il se proposait d'importer parmi ses concitoyens convenaient au caractère de cette vieille bourgeoisie, ombrageuse et dévote, et quelles racines profondes avaient poussées dans le peuple les confréries fondées dans les siècles précédents. Il réunit donc quelques pieux amis, des prêtres, des magistrats, des marchands, et leur fit part de son dessein. Comment furent accueillies ces premières ouvertures et quels pourparlers, quelles démarches, précédèrent l'érection de notre première compagnie de Pénitents, nous l'ignorons absolument. Il n'est pas impossible que le pouvoir civil, encore ému du rôle que les confréries avaient joué durant la Ligue, se soit montré peu favorable à cette innovation ; il est permis de supposer aussi que la lenteur habituelle du caractère limousin mit quelque temps obstacle à la réalisation du pieux désir de Bernard : celui-ci, en effet, bien qu'il eût, selon toute apparence, jeté, dès son retour à Limoges, le germe de l'institution projetée, ne parvint à l'implanter dans cette ville d'une façon définitive qu'en 1598, c'est-à-dire une douzaine d'années plus tard.

§ 11. — Les Pénitents Noirs de la Sainte-Croix à Saint-Michel de Pistorie : statuts ; processions ; costume ; réception. — Les confréries voilées. — Différends avec le clergé paroissial

Le 10 septembre 1598, l'évêque Henri de la Marthonie autorisa l'érection dans sa ville épiscopale de la « compagnie des Pénitents Noirs de la Sainte-Croix », et approuva les statuts de l'association. Celle-ci ne se greffait, on le voit, sur aucune confrérie ancienne. Aussi, tout en empruntant quelques traits de leur physionomie au milieu dans lequel ils vivaient, les Pénitents de Limoges copièrent-ils à peu près, dans leur règlement, celui des sociétés déjà établies. Ces statuts avaient été rédigés par Bardon de Brun. Ils s'inspirent surtout de ceux des Pénitents de Toulouse et de Lyon, et du règlement donné par saint François de Sales à sa chère confrérie d'Annecy ; ils s'en distinguent toutefois par un accent plus austère, où se trahit le caractère personnel de leur auteur. Les archives de nos confréries limousines nous offrent peu de documents aussi dignes d'intérêt.

Ce règlement exige des confrères l'observation exacte des statuts et une entière obéissance aux officiers de la compagnie,

dont l'élection annuelle a lieu au scrutin secret et à la pluralité des suffrages, la veille de la fête de l'Exaltation de la Croix. — Ces officiers sont au nombre de vingt : un recteur, « homme d'autorité, de bonne vie et de grande prudence » ; un lieutenant ou collatéral, « sage et avisé, pour présider en l'absence du recteur » ; six conseillers, « hommes prudents et de très-grand jugement » ; un syndic, « bien expérimenté et diligent » ; trois censeurs, « personnages graves et vénérables, chargés de remarquer les vices des confrères » ; un trésorier, « responsable et loyal » ; un contrôleur, « de très-entière vie et de bonne foy » ; un secrétaire, « fidel et discret » ; un aumônier « devot et loyal » ; enfin deux marguilliers ou bailes, « pour la garde et super-intendance de la chapelle », et deux mandes ou courriers, « chargés de convoquer les confrères ». — Au titre de recteur, donné dans le principe au premier dignitaire des diverses compagnies de Pénitents, l'usage substitua peu à peu celui de prieur.

La nouvelle confrérie obtint la permission d'établir une tribune, qui lui servit d'oratoire particulier et de lieu d'assemblée, dans la petite église paroissiale de Saint-Michel-de-Pistorie, une des plus anciennes de la ville, et déjà fort délabrée au xvi^e siècle. Cet oratoire fut souvent le témoin des veilles pieuses de Bardon de Brun. Il y passait, en prières, toute la nuit du Jeudi au Vendredi-Saint, « la tête nue et les bras en croix (1) ».

Relevons, sans nous y arrêter, une particularité digne de remarque. Sauf les Pénitents Gris, toutes les compagnies de Limoges ont établi leur tribune non dans un oratoire particulier, comme l'ont fait presque toutes les confréries de la même nature, ou dans la chapelle d'un couvent, mais dans une église paroissiale. Les Pénitents Blancs, dans la suite, se firent bâtir une chapelle particulière ; mais les Noirs, les Bleus, les Pourpres et les Feuille-Morte, ne paraissent pas y avoir songé : ce qui semble surprenant, au moins en ce qui concerne les deux premières, vu les fréquents démêlés qu'elles eurent avec le clergé paroissial. Peut-être aussi l'évêque leur refusa-t-il l'autorisation de construire un oratoire spécial.

Les Pénitents Noirs se réunissaient le premier vendredi de chaque

(1) Le P. Petiot, *La Vie admirable et exemplaire de Monsieur Bardon de Brun*, p. 20.

mois, dans l'après-midi, à leur tribune, pour réciter l'office et entendre un sermon prêché « par quelque docte prédicateur, bien catholique » et approuvé par l'ordinaire, ou « l'exhortation faicte particulièrement entre les confrères ». Après quoi ceux-ci devaient prendre la discipline, mais en secret, et seulement s'ils avaient « commandement ou dévotion » de le faire. Le second dimanche du mois, ils se réunissaient à quatre (puis à cinq) heures du matin en été, à six heures en hiver, pour entendre la messe et communier. Celui qui avait des raisons graves pour se dispenser, ce jour-là, de s'approcher de la sainte table était tenu de s'acquitter de ce devoir le dimanche d'après, en présence d'un confrère qui pût en témoigner. Mêmes obligations et mêmes assemblées aux cinq grandes fêtes de la Vierge, à celles de saint Martial, de sainte Valérie, de l'Invention et de l'Exaltation de la Croix. Les associés qui manquaient aux réunions sans excuse légitime payaient une amende de cinq sols. Les officiers qui se trouvaient dans ce cas récitaient de plus un *Miserere*; ces derniers, s'ils retombaient dans la même faute, étaient condamnés à une amende de quinze sols, et devaient demander pardon au supérieur; à la troisième absence non justifiée ils étaient déchus de leur charge, et on les remplaçait. Nul ne pouvait quitter l'assemblée avant la fin des exercices, s'il n'en avait obtenu la permission.

Le chapitre des amendes est fort long, et nous ne donnerons pas le fastidieux détail de tous les manquements qui emportaient l'application d'une peine pécuniaire. Quand un membre de l'association s'était rendu coupable d'une faute grave, il était condamné à jeûner au pain et à l'eau pendant tout un carême; pour la seconde fois, il était soumis en outre à une forte amende; à la troisième, son exclusion de la compagnie était prononcée.

Les ressources de l'association se composaient, en dehors du produit des amendes, qui devait être assez considérable, du droit d'entrée, fixé dans le principe à quatre écus, et plus tard fort abaissé, d'une cotisation annuelle de trois livres dix sols, payée par chaque membre, enfin des offrandes et aumônes volontaires déposées dans le tronc ou *coffre* de la tribune. Les confrères qui se mariaient étaient invités à faire un cadeau à la chapelle; ils donnaient tantôt une petite somme, tantôt un objet destiné à l'ornement ou au service religieux. Quand arrivait une année d'ostension, on ouvrait une souscription extraordinaire, qui produisait toujours une somme importante.

Les Pénitents devaient tenir « fort secret » ce qui se disait et se passait aux réunions. L'assemblée générale était, dans les premiers temps de l'institution, très-souvent consultée. Le recteur ne pouvait, sans l'avis des confrères, « ordonner sur aucune chose de conséquence ni de la contravention aux statuts ». — La direction des compagnies passa, dans la suite, tout entière au Conseil de l'association.

Il était expressément recommandé à tous les confrères de fuir les « hôtelleries, cabarets, danses, jeux, masques et comédies ». Ils devaient se réconcilier avec leurs ennemis autant qu'il dépendait d'eux, et le recteur chargeait, en cas de besoin, un associé de « traicter l'accord et satisfaire de la part de celui de la compagnie, s'il avoit donné quelque sujet au différend ». S'il s'élevait une contestation entre les membres de l'association, ceux-ci la soumettaient à l'arbitrage d'un des officiers.

Dans l'origine, la compagnie faisait deux processions : la première, « dans l'octave du *Corpus Christi* » ; l'autre, le Jeudi-Saint. — Nous avons déjà mentionné cette dernière procession en faisant brièvement l'histoire de diverses confréries, et nous l'avons signalée comme une des cérémonies caractéristiques particulières aux compagnies de Pénitents. Nous la trouvons, en effet, soigneusement réglée dans les statuts de toutes les associations de ce genre. Elle avait lieu à la tombée de la nuit. Les confrères parcouraient les rues, portant les uns des cierges allumés, les autres des lanternes fixées au bout de longs bâtons. Ils marchaient pieds nus, psalmodiant par intervalles quelques versets d'une voix traînante, leur croix processionnelle couverte d'un crêpe. Le peuple aimait ce spectacle, qui frappait fortement son imagination, et ajoutait à la pompe lugubre que déploie l'Eglise pendant les jours de deuil de la Semaine-Sainte. La population tenait à assister au défilé des confréries le Jeudi-Saint, et, pour se trouver sur leur passage ce jour-là, elle avait pris l'habitude d'avancer l'heure du dîner (1).

Le soir du Jeudi-Saint, à cinq heures ou cinq heures et demie, les Pénitents Noirs se réunissaient dans leur tribune ; puis, revêtus de leurs sacs, ils allaient se prosterner devant le grand-

(1) J. Juge, *Changemens survenus dans les mœurs des habitants de Limoges depuis une cinquantaine d'années* (2^e édition). — Limoges, Bargeas, 1817.

autel de Saint-Michel-de-Pistorie, où l'on chantait deux strophes de l'hymne : *O Crux, ave* ; après une oraison dite par le recteur, la compagnie se mettait en marche, et on entonnait une hymne de la Passion : *Recordare sanctæ Crucis*. Une strophe chantée par les *choristes* alternait avec une strophe chantée par tous les confrères. Nous n'avons pas l'itinéraire primitif de cette procession : il devait être à peu de chose près celui suivi vers le milieu du XVIII^e siècle ; à cette époque, les Pénitents Noirs visitaient successivement la chapelle de l'Oratoire, celle des Ursulines, Saint-Michel-des-Lions, les Filles de Notre-Dame, Saint-Martial, Saint-Pierre-du-Queyroix, les Jésuites, les Carmélites et les Jacobins (1). Puis on rentrait à Saint-Michel-de-Pistorie, où les confrères, après avoir de nouveau chanté : *O Crux, ave*, et fléchi le genou devant le Saint-Sacrement, se retiraient deux à deux et remontaient dans leur tribune. Quand, dans ses processions, la compagnie visitait Saint-Pierre-du-Queyroix, elle faisait une station devant le tombeau de Bardon de Brun, et récitait le psaume : *Laudate Dominum*, suivi du verset : *In memoria æterna erit justus*.

La procession du Jeudi-Saint, à cause de l'heure avancée à laquelle elle se faisait, causait un certain trouble dans les églises. Elle se prolongeait parfois jusqu'au milieu de la nuit. De fréquentes plaintes avaient été adressées à ce sujet à l'autorité ecclésiastique. En 1698, l'évêque de Limoges, M^{re} de Carbonnel de Canisy, prit occasion de quelques désordres qui avaient signalé les dernières processions pour décider que, à l'avenir, celles-ci devraient être rentrées à sept heures du soir. A dater de cette époque, toutes les chapelles des Pénitents furent fermées à cette heure le jour du Jeudi-Saint.

Outre les processions annuelles du Saint-Sacrement et du Jeudi-Saint, auxquelles la compagnie ajouta plus tard celle de l'Invention de la Sainte-Croix, les Pénitents Noirs faisaient, tous les sept ans, le jour de l'ouverture de l'Ostension, une procession

(1) Quand la compagnie se fut réorganisée à Saint-Pierre, après la Révolution, les stations de la procession du Jeudi-Saint furent les suivantes : chapelles de la Maison d'arrêt de la Visitation, de la Maison de Force, des Sœurs de la Croix, Saint-Michel, chapelle des Prisons (ancien présidial), Saint-Aurélien, la Mission, Sainte-Marie, Filles de Notre-Dame, Clairettes, Saint-Etienne, Sœurs de la Visitation, Carmélites, la Providence et Saint-Pierre.

solennelle pour vénérer les reliques des saints. Les autres compagnies adoptèrent le même usage. Elles étaient admises à faire leurs dévotions suivant l'ordre d'ancienneté. Cette procession des Ostensions fut celle où, dans la suite, les confréries déployèrent le plus de luxe, et qui attirait le plus grand concours d'étrangers. Au ^{xvii}^e siècle, les Pénitents commençaient, ce jour-là, par se rendre à la basilique de Saint-Martial, pour vénérer les restes du patron de Limoges ; ils visitaient ensuite les églises ou chapelles de la Visitation, des Augustins, de Saint-Michel-des-Lions, de Saint-Aurélien, des Ursulines, de Saint-Pierre, de Saint-Etienne, de Notre-Dame-de-la-Règle, de Saint-Domnolet, des Carmes-Déchaussés, de l'abbaye de Saint-Augustin et de Saint-Maurice ; celles des Carmes des Arènes et des Cordeliers furent, plus tard, ajoutées à cet itinéraire.

Les Pénitents Noirs étaient tenus de faire, chaque soir, avec un soin particulier, leur examen de conscience, et de réciter tous les jours, « pour le bien et l'augmentation de la compagnie », cinq *Pater* et cinq *Ave*, ou l'antienne : *O Cruce, ave*. Chaque matin ils devaient entendre la messe. Au lieu de s'adresser à un confesseur de leur choix, ils étaient obligés de prendre un directeur désigné par les supérieurs. En dehors des prescriptions spéciales de l'observance, les statuts recommandaient la pratique des diverses œuvres de charité auxquelles s'étaient, de tout temps, consacrés les Pénitents de l'Italie et du midi de la France : — « Iront les confrères visiter prisonniers et pauvres pour les consoler et subvenir à leurs nécessitez, afin que ceux qui n'ont de quoy se substanter soyent secourus en leur maladie. N'oublieront aussy les pauvres filles orphelines, pour les aider à marier, et les enfants pour leur aider à faire apprendre quelque mestier ou art pour gagner leur vie. Se souviendront pareillement des pauvres honteux, et auront soin de faire ensevelir les pauvres trespassez lesquels n'auront laissé aucun bien pour les aider à leurs funérailles et faire prier Dieu pour eux après leur deceds. »

La compagnie célébrait sa principale fête le jour de l'Invention de la Croix, 3 mai (1). Ce jour-là seulement, on chantait une grand'messe dans la tribune. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les Pénitents Noirs firent, dans l'après-midi, leur troisième procession.

(1) La célébration en fut remise plus tard au dimanche suivant.

Ils se préparaient dès la veille à célébrer cette solennité en réci- tant en commun l'office. Le lendemain de la fête, il y avait encore une réunion : toute la compagnie assistait à un service pour les membres défunts de l'association.

Quand un confrère tombait malade, les associés devaient le visiter « pour le consoler et de bonne heure faire disposer sa conscience ». Cette obligation incombait surtout aux officiers, plus spécialement aux censeurs. Si le malade venait à mourir, on le revêtait de ses habits de Pénitent, et la compagnie en costume accompagnait son corps jusqu'au lieu de la sépulture. Chacun des confrères, dans les premiers jours qui suivaient les obsèques, devait faire dire une messe pour le repos de l'âme du défunt.

Plus tard, l'usage s'établit que la confrérie allât chercher le corps à la maison mortuaire et le portât dans la chapelle de l'as- sociation, où un *Miserere* était chanté. On se rendait de là à l'église paroissiale, où les obsèques devaient être célébrées. Les choristes chantaient à l'*introït* le psaume : *Benedictus Dominus Deus Israël*, et à l'élévation le *De profundis*. Ils accompa- gnaient ensuite le clergé au cimetière, et, après une dernière prière, retournaient à leur tribune.

Pour être admis dans la confrérie de la Sainte-Croix, il fallait réunir l'unanimité des suffrages. Le candidat qui ne l'obtenait pas pouvait, si le Conseil le jugeait convenable, être renvoyé à un scrutin ultérieur et soumis à une nouvelle probation de trois ou quatre mois. S'il n'avait pas eu les deux tiers au moins des voix, il était définitivement écarté. — Ces rigoureuses disposi- tions des statuts furent plus tard adoucies ; on abaissa en même temps le taux du droit d'entrée et celui de la cotisation annuelle.

Le postulant dont l'admission avait été prononcée se rendait, un jour de réunion de la compagnie, dans l'église où les Péri- tents avaient établi leur tribune. Un officier l'introduisait, et l'amenait au pied de l'autel. Là le récipiendaire se mettait à genoux, pendant que tous les confrères chantaient le *Veni Creator*, suivi de divers versets ou oraisons récités par le recteur. Notons la dernière :

« O Dieu, qui avez dit : « Que celui qui voudra me suivre renonce » à soi-même, porte sa croix et marche derrière moi », écoutez nos prières, et faites que toutes les personnes admises dans cette con- grégation placée sous l'invocation de votre sainte Croix portent

sans cesse cette croix dans leur cœur et s'efforcent de vous servir en toutes choses (1) ».

Puis le recteur, adossé à l'autel, interpellait le nouveau Pénitent :

« Mon frère, que demandez-vous ?

— La miséricorde de Dieu, la paix et la charité de cette congrégation ».

Alors le recteur jetait de l'eau bénite sur le sac du récipiendaire, sur sa ceinture, son chapelet et sa discipline, en disant :

« Bénissez, Seigneur, cet habit, cette ceinture, ce chapelet et cette discipline, au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il (2) ».

Puis il ajoutait, pendant qu'un maître des cérémonies habillait le nouveau confrère, lui passait la ceinture, et mettait dans sa main un cierge allumé :

« Que le Seigneur vous fasse revêtir un homme nouveau, semblable à l'homme qui a été créé à l'image de Dieu, dans la justice et la sainteté de la vérité !

» Que vos reins soient ceints ; et que vos mains tiennent des flambeaux ardents (3) ! »

Le récipiendaire allait alors prendre place auprès des autres confrères, après avoir prononcé à haute voix, à genoux devant l'autel, l'oraison suivante :

« O Jésus, rédempteur des humains, moi, votre indigne serviteur, me présente aujourd'hui pour être admis et associé en la compagnie qu'il vous a plu d'ériger en l'honneur de votre sainte Croix, qui a été autrefois irrisoire aux juifs et aux gentils, mais aux chrétiens un support admirable et une douce consolation :

(1) *Deus, qui dixisti : Qui vult venire post me abneget semetipsum, tollat crucem suam et sequatur me, — exaudi preces nostras, ut omnes qui in hanc congregationem sub nomine sanctæ Crucis admittuntur, crucem in corde suo jugiter ferant et in omnibus tibi servire studeant.*

(2) *Benedic, Domine, hanc vestem cum cingulo, rosario et flagello, in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti. Amen.*

(3) *Induat te Dominus novum hominem qui secundum Deum creatus est in justitia et sanctitate veritatis. Per Christum Dominum nostrum. Amen.*

Sint lumbi vestri præcincti et lucernæ ardentes in manibus vestris. Per Christum, etc.

Ces formules furent plus tard fort allongées et délayées, comme on peut le voir dans le livre des *Offices et Processions*, imprimé en 1823.

afin de me faire la grâce que je sois digne d'être votre disciple, et que désormais vos épines me soient roses, vos liens mes plaies (*sic*), vos larmes me soient perles, votre pourpre mes atours, votre croix ma couche de parade, ma consolation et ma prospérité en l'adversité, ma force en la faiblesse, mon contentement en l'accomplissement de vos commandements. Je vous supplie donc, mon Sauveur, de me recevoir au giron d'icelle; car je promets de vous y servir fidèlement tout le temps de ma vie et d'en garder ses règles, aidé de votre grâce, et qu'après cette vie misérable, armé du précieux bouclier de votre croix, je puisse être reçu en l'éternité pour vous louer à jamais dans la compagnie de vos bienheureux. Ainsi soit-il. »

Le cérémonial de la réception des confrères fut plus tard très-amplifié dans certaines compagnies, et dans celle même de la Sainte-Croix; au fond rien ne fut changé : tout se résumait, en définitive, à l'interpellation adressée au postulant, à la bénédiction du costume et à la vêtue du nouveau confrère.

Le costume des confrères de Limoges était analogue à celui de toutes les autres compagnies du même genre; seulement, au lieu de porter le capuchon généralement adopté, ils avaient, comme nous l'avons dit, un chapeau pointu, en forme de cornet, d'environ deux pieds de haut, d'où tombait un voile couvrant le visage. Ils portaient à la ceinture « un chapelet sans pompe ni superfluité ». Cette recommandation, bien qu'on la trouve reproduite dans le règlement de plusieurs de ces associations, ne fut pas longtemps observée. Dès le *xvii^e* siècle, les Pénitents ornaient leurs chapelets de médailles et de médaillons émaillés à double face. Il y avait souvent une douzaine de ces médaillons attachés à un seul chapelet; les membres de la confrérie des Pénitents Pourpres surtout se faisaient remarquer par une véritable profusion de ces ornements. On trouvait encore à Limoges un grand nombre de ces chapelets au commencement de ce siècle (1).

D'après l'abbé Bullat (2), la première compagnie de Pénitents fondée à Limoges adopta des vêtements de couleur noire, parce

(1) L'abbé Texier, *Essai historique et descriptif sur les émailleurs et argentiers de Limoges* : avertissement.

(2) *Tableau ecclésiastique de Limoges*, déjà cité.

que cette couleur était « celle dont on se sert dans le Romain pour l'office du Vendredi-Saint, et dont on se servoit dans le diocèse, avant qu'on eut un breviaire particulier ». Nous croyons que Bardon de Brun donna tout simplement aux membres de la nouvelle association un costume semblable à celui de la confrérie toulousaine à laquelle il avait appartenu, et qui a, de toute évidence, servi de modèle à la compagnie limousine.

Les statuts primitifs des Pénitents Noirs furent, dans le cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, revus à plusieurs reprises ; néanmoins ils ne reçurent pas de bien profondes modifications. Aux fêtes de la compagnie on ajouta plus tard l'anniversaire de saint François de Sales, fondateur des Pénitents d'Annecy, et le scrutin pour l'élection des officiers fut fixé au 28 janvier, veille de cette fête (1).

L'écusson des Pénitents Noirs de Limoges rappelle celui des Pénitents de la Sainte-Croix de Lyon. Au-dessus du sépulcre ouvert se dresse, au milieu des nuées, la croix accompagnée de la lance et du roseau portant l'éponge. La couronne d'épines entoure la croix. Au bas, on lit ces mots : *In hoc signo vinces*. Ce dessin se voit sur tous les livres à l'usage de la compagnie.

Notons que, au début, la compagnie des Pénitents Noirs se recruta uniquement parmi les ecclésiastiques, les membres de la magistrature, du barreau, les possesseurs de charges publiques et les marchands aisés. Les artisans n'y entrèrent que beaucoup plus tard, et ils ne paraissent pas s'être trouvés jamais en majorité dans cette compagnie comme ils le furent dans la plupart des autres ; celles-ci eurent cependant pour fondateurs, comme la confrérie de la Sainte-Croix, des membres du clergé et de la classe la plus relevée de la bourgeoisie ; mais elles

(1) Une copie des statuts originaux des Pénitents Noirs de Limoges se trouve dans la liasse 2257 (classement provisoire, fonds de l'Evêché) des Archives départementales de la Haute-Vienne. — Voir aussi : *Recueil des litanies, hymnes et psaumes que les confreres Penitens Noirs de la ville de Limoges chantent en faisant leurs pocessions* (sic) *et en visitans les eglises*. — Limoges, Jean Chapoulaud, 1680. — En tête figure le portrait de Bardon de Brun avec une inscription latine à sa louange. — *Offices et processions à l'usage de MM. les Pénitents Noirs de la ville de Limoges*. — Limoges, Ardillier, 1823. Ces deux livres offrent une vignette reproduisant l'écusson de la compagnie.

ouvrirent plus largement leurs rangs : les dernières venues surtout dûrent, pour rendre plus facile le recrutement des associés, se montrer de meilleure composition que leurs devancières. Elles ne se bornèrent pas à accepter des postulants appartenant à toutes les classes de la société, — ce qui était du reste conforme aux traditions et ce que firent sans exception toutes les confréries limousines : le désir de montrer dans les processions un cortège plus nombreux amena peu à peu les compagnies à se départir des règles prudentes que leur avaient tracées leurs statuts : elles cessèrent d'exiger de leurs membres les garanties morales les plus indispensables. L'abus fut poussé très-loin au dernier siècle, et rien ne contribua davantage à la décadence de ces confréries.

On sait qu'on désignait autrefois, à Limoges, un certain nombre d'associations pieuses sous le nom de *confréries voilées*. Suivant l'opinion commune, ce nom leur aurait été donné à cause du voile qui couvrait la figure des confrères ; mais comme, outre les compagnies de Pénitents, on comprenait dans cette catégorie la confrérie des Pèlerins de Saint-Jacques (1), établie à Saint-Christophe, et dont les associés n'avaient point le visage caché, il faut chercher ailleurs la raison de cette qualification. Ce mot se rapporterait donc au *voile* des croix, large banderolle d'étoffe précieuse qui encadrait la croix processionnelle de chacune de ces compagnies, et dont les extrémités pendantes des deux côtés étaient tenues en général par un enfant revêtu du costume de la confrérie.

Le clergé de Saint-Michel-de-Pistorie et les confrères de la Sainte-Croix ne vécurent pas toujours en parfaite intelligence. L'esprit d'indépendance qui animait les compagnies de Pénitents s'affirma souvent aux dépens des curés des églises où elles avaient reçu l'hospitalité. Les confrères refusaient de payer certains

(1) Dans plusieurs villes, il existait des confréries de Pèlerins analogues à celle-ci, et elles ont été souvent comptées parmi les compagnies de Pénitents. Il faut noter que quelques-unes en portaient le nom, par exemple celle des Pénitents-Pèlerins de Notre-Dame de Lorette à Lyon. A Limoges, les *Jacquiers* n'ont jamais été considérés comme des Pénitents, et nous n'avons pas cru devoir les faire entrer dans le cadre de notre étude. Leur association n'eut ni le but ni les allures des compagnies dont nous nous occupons.

droits dus à la paroisse, prétendaient s'affranchir de tout contrôle, et affectaient parfois, dans leurs rapports avec le clergé, un sang-eêne et une arrogance qui n'étaient pas supportables. Les ordonnances de l'évêché ne les trouvaient pas toujours très-soumis. Ainsi, l'état de délabrement où était Saint-Michel-de-Pistorie ayant motivé l'interdiction de cette église par les vicaires généraux, les Pénitents appelèrent dans leur tribune des prêtres étrangers à la paroisse et y firent chanter des services pour les associés défunts (1). Ils s'emparèrent, vers 1740, de l'ancien presbytère pour y donner les repas par lesquels ils célébraient, depuis longtemps déjà, le jour de leur fête (2), malgré les défenses répétées de l'autorité ecclésiastique. A diverses reprises, les réclamations adressées à la compagnie, soit par le clergé, soit par la fabrique, donnèrent lieu à des scènes peu édifiantes, dont quelques-unes furent marquées par des voies de fait (3).

Lors de l'installation de leur tribune à Saint-Michel-de-Pistorie, les Pénitents avaient fait exécuter d'importantes réparations à l'édifice, qui était dès lors en très-mauvais état. Pendant cinquante ou soixante ans, leur zèle pour la maison du Seigneur ne se ralentit pas, et ils furent vraiment les bienfaiteurs de la pauvre église. Mais la ferveur des premières années fit peu à peu place à une indifférence qui touchait au dédain. Non-seulement la compagnie se refusait à contribuer, comme elle l'avait fait pendant longtemps, aux dépenses d'entretien du bâtiment et à payer au curé d'autre redevance qu'une modeste offrande annuelle de six livres; mais elle montrait peu de souci d'entraver le service de la paroisse. Les exercices des Pénitents, dans une très-petite église, troublaient parfois les cérémonies. Il arrivait par exemple qu'ils récitaient des psaumes pendant les catéchismes, ou que ce qui se passait dans leur tribune détournait des offices l'attention des assistants. Le curé et la fabrique, après de nombreuses et inutiles réclamations, portèrent leurs plaintes devant l'autorité épiscopale. Mis en demeure d'y déférer, les Pénitents alléguèrent que l'église, au xvii^e siècle, avait été réparée à leurs frais; qu'ils avaient fait réédifier le maître-autel, mettre en état la toiture, et entretenaient, une lampe devant le

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1591.

(2) *Ibid.*, liasse 1121.

(3) *Ibidem.*

Saint-Sacrement. M^{re} d'Argentré sut concilier le différend : une ordonnance épiscopale du 20 juin 1767 décida que la compagnie supporterait la moitié de la dépense occasionnée par de récents travaux auxquels elle n'avait pas voulu participer ; il fut prescrit toutefois à la fabrique de n'entreprendre, à l'avenir, aucune réparation qu'après une entente avec les officiers des Pénitents. Ceux-ci conservèrent la jouissance de leur tribune, haute et basse, et de la chapelle de Saint-François-de-Sales, ainsi que le droit d'inhumer dans cette dernière les confrères pauvres ; mais il leur fut interdit de faire célébrer pour les défunts des services dans l'église, même dans leur tribune, par un autre ecclésiastique que le curé ; de faire dire des messes dans cette tribune avant la fin de l'office paroissial, et, les jours de catéchisme, de commencer le chant des vêpres avant la sortie des enfants. De plus, l'autorité ecclésiastique régla les honoraires dus au clergé de Saint-Michel pour la participation aux cérémonies intéressant la confrérie, en particulier aux enterrements (1).

Nous n'avons pu retrouver, concernant cette compagnie, qu'un bref d'approbation et d'indulgences accordé aux confrères par le pape Urbain VIII, en 1627 ; mais il nous paraît difficile d'admettre qu'elle n'ait obtenu, antérieurement à cette époque, aucun privilège des Souverains-Pontifes, et qu'elle n'ait été reconnue par le Saint-Siège que longtemps après plusieurs autres associations du même genre établies dans la suite à Limoges.

§ 12. — Les Pénitents Bleus de Saint-Jérôme à Saint-Paul. — Brefs apostoliques. — Les femmes n'étaient pas admises, à Limoges, dans les compagnies de Pénitents. — Statuts des Pénitents Bleus. — Les Pénitents et les Curés de Saint-Paul. — Agrégation de plusieurs confréries limousines à la Compagnie Royale des Pénitents Bleus de Toulouse.

L'institution importée de Toulouse par le vénérable Bardon de Brun répondait si bien à la tournure d'esprit de la population limousine de ce temps-là, à ses goûts, à ses traditions, à son genre de dévotion particulier, que peu de mois après l'établissement de la confrérie de la Sainte-Croix, et dans la même année 1598, il se forma une seconde compagnie de Pénitents.

(1) Archives de la Hte-Vienne, liasses 1121, 1532, etc., du classement provisoire.

Cette pieuse entreprise n'obtint pas moins de succès que celle menée à si bonne fin, vers la même époque, par l'*Avocat des pauvres*. On ignore du reste et le nom de l'homme qui en fut le promoteur et les circonstances dans lesquelles se fonda la compagnie des Pénitents Bleus : celle-ci se rattachait au plus célèbre des ordres de Pénitents, l'observance dite de Saint-Jérôme, qui possédait à Toulouse une importante confrérie, créée en 1575.

Nous avons déjà dit que, à plusieurs époques, l'association limousine avait prétendu faire remonter son origine à 1575 ou 1576, et, à l'appui de ses allégations, mentionné comme à elle adressés des bulles ou brefs envoyés à la compagnie toulousaine par plusieurs souverains-pontifes, Grégoire XIII et Clément VIII notamment (1). La vérité est que le premier bref apostolique connu qui nomme les Pénitents Bleus de notre ville est celui de Paul V, donné à Saint-Pierre, le 4 des calendes de novembre 1605. Ce document, la plus ancienne des lettres pontificales qui concernent nos associations de Pénitents, accordait aux confrères des indulgences étendues, notamment une indulgence plénière le jour de leur admission dans la compagnie et à l'article de la mort (2). Un bref de Clément X, daté de Sainte-Marie-Majeure, le jour des calendes de mars 1672, leur en concéda de nouvelles.

(1) Mémoire manuscrit, aux Arch. de la Hte-Vienne, liasse 2257, etc.

(2) Legros, *Mélanges manuscrits*, T. I, p. 100 et 101. (Mss du Séminaire de Limoges). Voici le texte de ce bref, tel qu'il est donné par l'abbé Legros :

« Paulus episcopus, servus servorum Dei, universis Christifidelibus præsentes litteras inspecturis salutem et apostol[icam] benedictionem[...] Super gregem Dominicum vigilantie nostre creditum, prout nobis ex alto cer[et]tur, intenti speculatoris exercentes officium, ad ea per que Christi fideles prefert... et inter se ad pia et meritoria opera exercenda ineuntes, salutem animarum suarum Deo ...oppitio valeant promereri, nostre considerationis aciem libenter intendimus ipsos... muneribus, indulgentiis videlicet..... peccatorum remissionibus invitamus, ut exinde reddant... Divinæ gratiæ aptiores. Cum itaque, sicut accepimus, in civitate Lemovicensi un... ..ens Christifidelium et confraternitas pœnitentium ceruleorum nuncupata sub invocatio[ne] seu denominatione sancti Hieromini, ad Dei omnipotentis laudem et animarum salut.... subventionem convenire, non tamen pro hominibus unius specialis artis instituta existat; cu... ilecti filii, confratres, quamplurima charitatis et misericordie opera exercere consue... ac pro tempore existentes dicte confraternitatis confratres, in hujusmodi piorum operum exerc... confoveantur, ac magis ad ea in posterum exercenda; nec non alii Christifideles... ..tatem ingrediendam per amplius invitentur, ac illius ecclesie in debita venera-

Il faut remarquer ici que, d'après les termes de la plupart de ces brefs, il semblerait que les compagnies de Pénitents du diocèse de Limoges admissent, comme celles de Montpellier et d'Avignon, par exemple, des confrères de l'un et de l'autre sexe.

tione habeatur et ab ipsis Christifidelibus congruis frequentetur honoribus; illique eo libentius... is causa confluant quo.....no celestis gratie conspexerint se uberius esse refectos : de ejusdem omnipotentis Dei misericordia ac Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus a... omnibus et singulis ut.... ti fidelibus, vere pœnitentibus et confessis, qui dictam confraternitatem de cætero ingredientur, die primo illorum ingressus, si Sanctissimum Eucharistie Sacramentum sump..... in ipsis que ad præsens et pro tempore existentibus dicte confraternitatis confratribus, etiam vere pœnitentibus et confessis, ac sacra communione, si id commodè potuerit, refectis, in eorum mo... pium nomen Jesu corde, si ore nequiverint, invocantibus, aut aliquod aliud pœnitentie signum facientibus, plenariam : preterea tam ipsis confratribus quam omnibus et singulis.... usque sexus Christifidelibus vere pœnitentibus et confessis, ac sacra communione refectis, qui ecclesiam prædictam in festivitate ejusdem sancti Hieronimi, a primis vespers usque ad solis diei festivitatis hujusmodi devote visitaverint et inibi pro sancte matris Ecclesie exaltatione, hæresumque extirpatione, hæreticorum ad unitatem Ecclesie catholice reductione ac..... principes christianos conservanda pace, pias ad Deum preces effuderint quo die prædicto id fecerint, eisdem confratribus etiam plenariam omnium et singulorum peccatorum suorum indulgentiam et remissionem, apostolica auctoritate, tenore præsentium concedimus et elargimur : quoad alios vero præmissa peragentes hujusmodi septem annos et totidem quadragenos : nec non confratribus prædictis, qui similiter vere pœnitentes et confessi, sumpto eodem Eucharistie sacramento, ecclesiam prædictam in Domini nostri Jesu Christi et Beate Marie virginis Nativitatem, ac ejusdem Beate Marie Annuntiationis festivitatis; necnon in Dominica in Pentecoste singulis annis etiam devote visitaverint, et, ut præfertur, oraverint, quolibet die festivitatum et dominice id fecerint, alios septem annos et totidem quadragenas; postremo, ipsis confratribus quoties divinis officiis in eadem ecclesia, more confratrum celebrandis, ac congregationibus publicis et secretis, pro quocumque opere pio exercendo interfuerint, aut ipsum sanctissimum Eucharistie sacramentum, dum ad aliquem infirmum defertur, devote associaverint; vel qui, hoc facere impediti, campane ad id signo dato, genibus flexis, semel orationem dominicam et salutationem angelicam pro eodem infirmo recitaverint, aut processionibus ordinariis et extraordinariis, tam prædictæ confraternitatis, quam aliis quibuscumque, de licentia ordinarii celebrandis, ac sepeliendis mortuis officiose interfuerint, seu infirmos consolati fuerint in eorum adversitatibus, vel pauperes peregrinos hospitio exceperint, seu eleemosinis vel aliis officiis adjuva... pacem cum inimicis composuerint, seu demum aliquem ad viam salutis reduxerint, et ignorantes Dei præcepta et que ad salutem sunt docuerint, aut quodcumque aliud ... charitatis opus exerceverint, toties, pro quolibet præmissorum operum sexa... a dies de injunctis eis, aut alias, quomodolibet debitis pœnitentiis, auctoritate et teno... orditer in Domino perpetuo relaxamus præsentibus : Quoad Christifideles non confratres, ut præfertur, visitantes, ad decennium proximum tantum; quoad alios vero ...es

Il n'en était pas ainsi, et nous n'avons jamais rencontré aucune indication établissant que les femmes pussent être affiliées à ces sociétés; les statuts de plusieurs confréries disposent même expressément qu'elles ne doivent pas y être reçues. L'association des Pénitents Violets du *Stabat* seule, dont nous parlerons plus loin, les admettait. Il ne faut donc voir dans ces mots : *una pia et devota utriusque sexus christifidelium confraternitas*, employés par les lettres apostoliques, qu'une formule d'usage général et sans conséquence.

Les *Pénitents Bleus de Saint-Jérôme* avaient établi leur tribune dans l'église paroissiale de Saint-Paul, qui dépendait de l'abbaye bénédictine de Saint-Augustin-lès-Limoges. L'édifice n'était pas en meilleur état que Saint-Michel-de-Pistorie, et là, comme ici, la prise de possession par les Pénitents fut marquée par des réparations importantes.

On ne saurait affirmer que le texte connu et imprimé des statuts de la confrérie de Saint-Jérôme soit celui des statuts primitifs; nous avons lieu de croire que le règlement adopté par les fondateurs avait tout au moins été l'objet de quelques modifications. Les articles principaux ont, du reste, la plus grande analogie avec ceux des statuts donnés aux Pénitents Noirs. La pratique des mêmes œuvres charitables est recommandée aux confrères. Les assemblées du matin sont fixées, dès la seconde moitié du *xvii^e* siècle, au premier dimanche de chaque mois et aux fêtes de la sainte Vierge; les réunions de l'après-midi ont lieu les premier et troisième dimanches, les jours de fêtes de la Vierge, tous les dimanches depuis Pâques jusqu'à l'octave de la fête de l'Invention et Translation de Saint-Jérôme (9 mai). Tous les soirs, pendant l'octave du Saint-Sacrement, les confrères récitent ensemble l'office dans leur tribune; ils ont aussi des exercices particuliers pendant la Semaine-Sainte. —

hujusmodi perpetuis duraturis. Volumus autem quod si confratribus et aliis Christifidelibus hujusmodi ratione præmissorum aliqua alia indulgentia in... ad certum tempus uratura, per nos concessa fuerit, eædem præsentibus... Illius sint roboris vel momenti. — Datum Romæ, apud Sanctum Petrum a..... acionis Dominice esimo quinto, quarto kalendas novembris, Pontificatus nostri....
pria .

On trouve une copie très-peu différente de cette pièce dans la liasse 2257 des Archives départementales.

L'élection des dignitaires, d'abord fixée au jour de la Saint-Michel, fut plus tard remise au second dimanche de l'Avent; on se réunissait, le dimanche précédent, pour entendre les comptes du Trésorier. Les officiers sont désignés au scrutin et à la pluralité des voix. Ceux-là seuls des confrères qui n'ont pas payé leur cotisation ne doivent point prendre part au vote. La confrérie des Pénitents Bleus est moins rigoureuse que celle des Noirs pour les admissions, et il suffit au postulant d'obtenir la majorité des suffrages.

Un différend, qui amena plusieurs disputes pendant les processions, s'éleva entre les officiers de cette compagnie. Il s'agissait de l'importance respective des diverses charges et du rang qui devait être attribué à chacune. Pour faire cesser les tiraillements et en prévenir le retour, les confrères, réunis le 13 juin 1773, prirent une délibération à l'effet de régler, une fois pour toutes, la question des préséances. Le procès-verbal de cette assemblée nous donne la liste complète des officiers de la confrérie, avec le rang qui leur fut assigné : prieur, sous-prieur, assistant, trésorier, substitut du trésorier, maître des cérémonies, conseillers, visiteurs des malades, collecteur des messes, sacristains, choristes. Les *mandes* ou *courriers*, que nous avons vu figurer à l'origine parmi les officiers des Pénitents Noirs, ne furent plus, dans la suite, que les serviteurs à gages de la confrérie.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que dans la compagnie des Pénitents de Saint-Jérôme, comme dans plusieurs autres, aux sacristains était dévolu le droit de tenir, dans les processions, les cordons du voile de la croix. Ailleurs, ce privilège, ainsi que celui de porter la croix elle-même, était mis aux enchères. C'était au surplus la tradition de toutes nos confréries limousines de mettre à prix, dans une réunion des associés, toute prérogative, toute charge, toute distinction non déterminée et concédée par les statuts. Encore un témoignage de cette jalousie d'égalité que nous avons déjà signalée comme un des traits saillants des compagnies dont nous nous occupons, et qu'on retrouve, à vrai dire, dans toutes les anciennes associations laïques.

La fête principale de la compagnie se célébrait naturellement le jour de la fête de saint Jérôme. Il y avait, dans l'après-midi, une procession dont les stations étaient, au xviii^e siècle, Saint-Maurice, la chapelle des Clairettes, Saint-Etienne, les Carmélites, l'Oratoire, les Ursulines, Saint-Michel-des-Lions, les Filles de Notre-Dame, Saint-Martial, Saint-Pierre, les Jésuites et les

Frères-Mineurs. Le soir du Jeudi-Saint, les Pénitents Bleus faisaient de plus une visite à l'église Saint-Julien, voisine de Saint-Paul, et où étaient établis les Pénitents Blancs (1).

Le règlement contient des dispositions analogues à celles des statuts des Pénitents Noirs, en ce qui a trait à l'assistance spirituelle à donner aux confrères malades, — que le prieur doit visiter en personne, ou faire visiter par deux confrères désignés, — et à l'enterrement des défunts, dont le corps doit être porté à la chapelle par quatre confrères. Le matin qui suit les funérailles, un service y est célébré pour le repos de l'âme du mort ; de plus, toute la confrérie doit assister, le lendemain de la fête de Saint-Jérôme, à un service pour les confrères défunts.

Il n'y a d'autre différence entre le costume des Pénitents Noirs et celui des Bleus que la couleur du sac et du cordon.

Les Pénitents Bleus avaient obtenu dans le principe, de l'abbaye de Saint-Augustin, l'autorisation de faire leurs exercices à Saint-Paul, sans autre condition que de remettre en état l'édifice. Au bout d'un demi-siècle, cette église ayant de nouveau besoin d'urgentes réparations, la compagnie, avant d'en accepter la charge, voulut s'assurer la paisible jouissance de son oratoire. Un traité intervint donc, le 8 juin 1647, entre les Pénitents Bleus d'une part, et l'abbé et la communauté de l'autre, pour donner aux premiers les garanties qu'ils demandaient. L'abbaye abandonnait la jouissance de l'église à la confrérie pour tout le temps qu'elle subsisterait. Celle-ci prenait en retour l'engagement de réparer l'édifice et de ne pas troubler, dans l'exercice de son ministère, le vicaire perpétuel que les religieux devaient y entretenir (2). Dès que cet arrangement eût été conclu, les Pénitents firent élever un petit clocher, construire deux salles pour leurs réunions, une sacristie, et achetèrent divers ornements pour le service commun de la paroisse et de la confrérie.

Tout alla à merveille pendant que les Bénédictins demeurèrent en possession de l'église Saint-Paul ; mais la bonne intelligence qui avait régné entre les Pénitents Bleus et le vicaire de l'abbé de Saint-Augustin ne put se maintenir quand ce vicaire eût été

(1) *Ordre des processions et stations de MM. les Penitens Bleus de Limoges, sous le titre de Saint-Hierosme.* — Limoges, Barbov, 1673.

(2) Legros, *Mélanges manuscrits*, T. I, p. 103.

remplacé par un curé séculier. Plusieurs liasses des Archives de la Haute-Vienne sont gonflées de mémoires relatant les griefs de l'une et de l'autre parties.

Les Pénitents Bleus, comme les Noirs, avaient pris des habitudes d'indépendance dont les curés ne purent s'accommoder. De là d'interminables querelles, dont nous nous bornerons à rapporter quelques incidents.

Le 21 du mois de juin 1753, le curé de Saint-Paul, s'étant rendu à son église pour dire la messe, à l'issue de laquelle devait avoir lieu la procession du Saint-Sacrement, trouva la porte du clocher fermée, la corde de l'une des cloches coupée, la serrure de la sacristie enlevée; il constata de plus que le dais et l'ostensoir n'étaient plus à leur place habituelle. On lui apprit que tout cela était l'œuvre des Pénitents Bleus, ses hôtes. Il porta aussitôt plainte à l'évêché. La confrérie, invitée à fournir des explications, répondit que le clocher et les bâtiments y joignant lui appartenaient, qu'ils étaient indépendants de l'église, avaient été bâtis par elle, à ses frais; que le dais et les cloches étaient également sa propriété; si les Pénitents laissaient à la paroisse l'usage de l'une des cloches et de l'ostensoir, s'ils permettaient aux fidèles de se servir du passage pratiqué sous le clocher, c'était un effet de leur libre volonté et de leur zèle pour le culte. Quant au dais de la confrérie, le curé n'en avait pas besoin, puisqu'il en avait emprunté un autre la veille. « Cet ecclésiastique, ajoutaient-ils, s'était conduit d'une façon peu convenable, en plusieurs occasions, à l'égard de la compagnie : tout récemment, il avait refusé avec éclat de laisser célébrer le service d'un confrère défunt, et on n'avait pu vaincre sa résistance qu'en lui comptant, séance tenante, ses droits sur ce service et sur trois autres déjà célébrés. » Le mémoire énonçait plusieurs griefs accessoires, contenait quelques malignes allusions, et était émaillé d'assez gros mots.

Le curé contesta les faits, et accusa les Pénitents d'usurpation. Leurs taquineries étaient, d'après lui, une vengeance de ce qu'il n'avait pas voulu donner la bénédiction du Saint-Sacrement après la tombée de la nuit, se conformant en cela aux ordonnances épiscopales qui interdisaient la célébration de toute cérémonie dans les oratoires des Pénitents à une heure aussi avancée. — Prenant en considération ses plaintes, l'évêque ordonna, le 23 juin, à la confrérie, de laisser libre, à l'avenir, le passage sous le clocher, de remettre les cordes des cloches, de rendre le dais et un ostensor au curé, de donner enfin à ce

dernier une clef de la sacristie, à laquelle serait posée une serrure (1).

La compagnie s'exécuta d'assez mauvaise grâce. Néanmoins il n'y eut pas de nouveaux conflits entre elle et le clergé paroissial durant les dernières années de l'épiscopat de M^{re} du Coëtlosquet et les premières de l'administration de son successeur. — Celui-ci procéda en personne, en 1779, à la visite des divers cimetières de Limoges, afin d'examiner leur situation, leur étendue, et d'arrêter les mesures nécessaires à l'exécution de la récente ordonnance royale sur les sépultures (2). Il se rendit, le 19 avril, à Saint-Paul, et jugea le cimetière de cette paroisse insuffisant. Le curé, M. Farne, lui ayant proposé d'y annexer une bande de terrain à l'usage des Pénitents, mais qu'il assura appartenir à la cure, et abandonner volontiers, l'évêque accepta l'offre : il fut décidé que ce terrain serait incorporé au cimetière, et que la porte pratiquée de ce côté par les Pénitents dans le mur d'enceinte serait murée. M. Farne profita de la présence de M^{re} d'Argentré et de ses bonnes dispositions pour achever la défaite de la compagnie. Celle-ci reçut l'ordre de laisser au curé seul la jouissance de la sacristie, jusqu'alors commune au clergé et aux Pénitents, et dont ceux-ci avaient enlevé les serrures pour empêcher M. Farne de se l'approprier. — La compagnie se réunit aussitôt et protesta. Elle poussa de si hauts cris que l'évêque dut se transporter de nouveau sur les lieux. Après un examen attentif des griefs et des droits des parties, il maintint son ordonnance en ce qui avait trait à l'agrandissement du cimetière, mais la modifia sur la question de jouissance de la sacristie, dont le curé et la compagnie durent avoir chacun une clef.

Malgré cette satisfaction donnée à leur amour-propre, les Pénitents se montrèrent fort irrités contre M. Farne, et, quelques semaines après, ils refusèrent de lui remettre leur ostensor pour la célébration de la fête du Saint-Sacrement. Prévenu par le curé, M. de Montesquiou, vicaire général, remplaçant l'évêque absent, rendit, le 4 juin, une ordonnance rappelant celle du 23 juin 1753, et prescrivant à la compagnie de s'y conformer

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1605.

(2) On trouve dans ces procès-verbaux, notamment dans ceux de la liasse 1287 des Archives départementales, des indications très-utiles à l'étude de la topographie de Limoges avant la Révolution.

sur-le-champ. Les Pénitents firent la sourde oreille, et pas un n'assista à la messe le jour de la fête. Ils se tenaient aux abords de l'église, narguant le curé. La présence de M. de Montesquiou, qui s'était rendu à Saint-Paul pour veiller lui-même à l'exécution de ses ordres, ne les intimida point. On espérait qu'ils se décideraient à se rendre à leur tribune dans l'après-midi : ils ne se montrèrent pas, et il ne put y avoir ni exposition du Saint-Sacrement ni procession. Les particuliers avaient cependant orné leurs maisons et préparé des reposoirs. — Un tel défi devait être relevé. Le 5, une ordonnance épiscopale frappait la confrérie d'interdit ; elle n'obtint de reprendre ses exercices que le 9, après avoir donné au curé toute satisfaction. Elle dut même, en signe de soumission et de repentir, envoyer, le 10, à Saint-Paul, deux de ses membres, qui assistèrent à la messe de la paroisse, en costume et un cierge allumé à la main (1).

On a vu plus haut que la confrérie des Pénitents Bleus de Toulouse portait le titre de compagnie Royale et jouissait de certains privilèges. En vue de partager ce titre et ces privilèges bien plus que dans le but de participer aux indulgences dont plusieurs Souverains-Pontifes avaient doté cette association, les Pénitents Bleus de Limoges demandèrent à lui être affiliés. La requête adressée par leurs officiers, conformément à une délibération du 15 mai 1782, prise en assemblée générale, fut examinée à Toulouse dans une réunion tenue le 4 juin, sous la présidence du sous-prieur, M. de Guy, lieutenant-colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, commandant de la place de Prats-de-Mollo, assisté du syndic, M. Gratian, avocat au Parlement. La faveur sollicitée par les confrères de Limoges leur fut accordée ; les termes du procès-verbal de la séance nous ont été conservés par l'abbé Legros :

« L'assemblée générale de MM. les Pénitens Bleus de la ville de Toulouse agrège, associe et affine MM. les Pénitens Bleus de la ville de Limoges à leur royalle compagnie ; et, en conséquence, les fait participans des bonnes œuvres qu'on fait et qu'on fera à l'avenir dans cette auguste confrérie, soit prières, jeûnes, disciplines, aumônes, visites des malades et des prisonniers, pèlerinages, mortifications, veilles, retraites, pénitences

(1) Archives départementales, liasses 1237, 2136, etc.

et communions... de toutes les grâces, privilèges, indulgences et autres biens spirituels qui ont été accordés à leur Royale Compagnie par les papes Grégoire XIII, Clément VIII, Paul V et Urbain VIII, comme aussy leur communique les privilèges spirituels dont jouit la Royale Compagnie par son association et agrégation à l'archiconfrérie des Confalons à Rome, à tous les ordres de Saint-François, à ceux des Pères Feuillans, de l'ordre de la Trinité, de la Doctrine chrétienne, des Pères Minimes.

» Laditte assemblée générale exhorte de plus Messieurs les Pénitents Bleus de la ville de Limoges d'entrer dans l'esprit de la Royale Compagnie, et dans l'obligation particulière qu'elle s'est imposée et par où elle s'est toujours distinguée, de faire des vœux et des prières pour la sacrée personne du Roy, de la Reine et de toute la famille royale, et singulièrement de chanter le psaume : *Exaudiat*, suivi du verset et de l'oraison propre, toutes les fois qu'ils s'assembleront dans leur chapelle pour y faire leurs pieux exercices, ou qu'on donnera la bénédiction du Très-Saint-Sacrement. La Royale Compagnie prie enfin les nouveaux et zélés confrères, Messieurs les Pénitents Bleus de Limoges, de lui faire part de toutes les bonnes œuvres qu'ils feront à l'avenir, ensemble de leurs indulgences et privilèges spirituels, etc. (1). »

Cette délibération fut aussitôt notifiée aux Pénitents Bleus de Limoges ; ceux-ci, le 25 août suivant, célébrèrent en actions de grâce une fête solennelle, accompagnée de réjouissances qui attirèrent, à Saint-Paul et aux abords de l'église, un concours énorme de peuple (2). La confrérie fonda, pour perpétuer le souvenir de cette affiliation, une messe qui devait être chantée, chaque année, le dimanche après la fête de saint Louis. Ajoutons qu'elle prit depuis cette époque le titre de Compagnie Royale, et que, au frontispice des livres imprimés pour son usage, elle fit placer l'écu de France couronné.

Plusieurs autres compagnies de l'ordre de Saint-Jérôme établies dans le diocèse se firent, à l'exemple des Pénitents Bleus de la ville épiscopale, affilier à la confrérie toulousaine : celles notamment de Saint-Léonard, Eymoutiers, Saint-Yrieix, Felletin, Bourgneuf, Brive et Ussel.

(1) Legros, *Mélanges manuscrits*, T. I, p. 476.

(2) Id., *Continuation des Annales du Limousin*, p. 282.

La compagnie des Pénitents Bleus de Toulouse, dont les statuts avaient servi de modèle aux autres associations de ce genre fondées sous l'invocation de saint Jérôme, avait, du reste, depuis longtemps, noué des relations avec ces sociétés, qu'elle considérait comme ses filles. C'est ainsi que, en 1777, elle avait adressé à toutes les confréries de la même observance établies dans le royaume, une circulaire pour leur annoncer l'inscription sur ses registres du nom du comte de Provence, frère du roi. Bien que les Pénitents Bleus de Limoges ne fussent pas encore agrégés à la Royale Compagnie, ils se crurent autorisés à prendre leur part de cet honneur et à célébrer par une fête l'admission de Monsieur. La solennité fut annoncée, le 23 août au soir, par l'explosion d'un grand nombre de boîtes. Le lendemain matin, on chanta une messe dans l'église de Saint-Paul, toute tendue de tapisseries fleurdelisées. Le soir, il y eut vêpres, allocution sur ce texte : *Princeps Dei, es apud nos, — Te Deum* en musique et bénédiction donnée par l'abbé de Saint-Martial. Un feu de joie et un feu d'artifice terminèrent la fête. D'autres compagnies de Pénitents Bleus du diocèse se livrèrent à des réjouissances analogues, celles de Meymac et de Bourgneuf en particulier (1).

La confrérie des Pénitents Bleus de Toulouse s'avisa plus tard de renoncer au vêtement de couleur qu'elle avait adopté depuis sa fondation, et d'y substituer un sac blanc, avec un simple cordon bleu. Elle notifia à toutes les compagnies de Saint-Jérôme la délibération qu'elle avait prise à ce sujet. Beaucoup d'entre elles suivirent cet exemple, et, parmi celles-ci, plusieurs associations limousines; mais il faut rendre aux Pénitents Bleus de la ville épiscopale cette justice qu'ils résistèrent au caprice de la confrérie-mère, et conservèrent leur costume traditionnel.

§ 13. — Les Pénitents Blancs de Saint-Jean-Baptiste à Saint-Julien.

La troisième compagnie de Pénitents établie à Limoges, celle des Pénitents Blancs de Saint-Jean-Baptiste, fut érigée en 1604, s'il faut en croire une attestation délivrée en 1781 par le curé de Saint-Julien-Saint-Affre (2). Il est certain qu'elle existait

(1) Mss de l'abbé Legros, *passim*.

(2) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257.

antérieurement à l'année 1611. Nous ne savons rien de ses fondateurs. Le pape Paul V l'approuva et lui accorda diverses indulgences. Elle prit un assez rapide développement. Installée dans l'église paroissiale de Saint-Julien, elle y tint ses réunions pendant un siècle et demi, et on ne voit pas qu'elle ait eu, avec le clergé, aucun différend. En 1769, les Pénitents Blancs firent construire, auprès de l'église, une chapelle spéciale que bénit en grande pompe M^{re} d'Argentré. Le prédécesseur de ce prélat, M^{re} du Coëtlosquet, appartenait à cette compagnie. C'est, dit-on, le seul évêque de Limoges qui ait été membre d'une association de ce genre avant la Révolution.

Les Pénitents Blancs passaient pour être une des compagnies les plus riches, — sinon la plus riche, — de la ville. Ils reçurent des donations et des legs considérables. Des inscriptions gravées sur des plaques de métal qui ornaient la tribune conservaient le souvenir des auteurs de ces libéralités. Un de ces legs, celui de M. Joussent, avait été employé à l'achat de quatre bâtons processionnels et de six panonceaux d'argent fin.

Les assemblées de cette confrérie étaient fixées : celles du matin, au premier dimanche de chaque mois et aux fêtes de la sainte Vierge; celles de l'après-midi, aux premier et troisième dimanches et à diverses solennités : tantôt on récitait les vêpres de la sainte Vierge; tantôt les psaumes de la Pénitence et les litanies des Saints. Les confrères devaient communier une fois par mois; jeûner tous les premiers vendredis, et en outre à certaines dates; réciter chaque jour le cantique de Zacharie, avec l'antienne : *Inter natos*, et l'oraison : *Præsta, quæsumus*, et, ceux qui ne savaient lire, huit *Pater* et huit *Ave* : trois en l'honneur de la Sainte-Trinité, et cinq en souvenir des Cinq-Plaies. Le samedi, tous disaient le *Stabat*. La Nativité et la Décollation de Saint-Jean-Baptiste étaient leurs principales fêtes. Ces jours-là, ils communiaient pieds nus et faisaient une procession particulière, dont les stations étaient Saint-Maurice, les Clairettes, Saint-Jean-en-Saint-Etienne, les Carmélites, les Oratoriens, les Ursulines, Saint-Michel-des-Lions, les Filles de Notre-Dame, Saint-Martial, Saint-Pierre, les Jésuites et les Cordeliers. L'itinéraire de la procession du Jeudi-Saint était le même. A l'issue de cette dernière, tout le monde prenait la discipline. Comme les autres confréries, les Pénitents Blancs faisaient célébrer, le lendemain de leur fête et le 2 novembre, un service pour les défunts. Nous trouvons dans leurs statuts l'obligation d'as-

sister aux obsèques des confrères décédés, et de faire dire des messes pour le repos de leur âme; chacun doit donner cinq sols à cet effet lors de chaque décès.

Au xvii^e siècle, le droit d'entrée était fixé à dix livres « pour l'entretien de la compagnie ». Avant d'être admis, les postulants devaient avoir été présentés à trois reprises consécutives et être restés un mois au moins en probation. — Ne pouvait être reçue dans la compagnie aucune personne ayant appartenu à une autre association de Pénitents. Cette mesure fut plus tard adoptée par toutes les confréries.

Lors de la réception d'un nouveau confrère, tous les membres de la compagnie présents venaient, l'un après l'autre, lui donner le baiser de paix, en lui disant : *Pax tibi, frater*. A quoi le récipiendaire et le maître des cérémonies qui l'assistait répondaient : *Et cum spiritu tuo*. De plus, le prieur, après avoir formulé la question consacrée : « Que demandez-vous, mon frère » ? et reçu la réponse : « La miséricorde de Dieu et la paix de cette compagnie », reprenait : « Nous vous prions que vous gardiez et observiez les commandements de Dieu et les statuts de votre confrérie, et vous recevrez entière consolation ». — « Dieu lui en fasse la grâce ! » ajoutait l'assistance.

La compagnie avait à sa tête un recteur et un vice-recteur. Les autres officiers étaient : six conseillers, deux maîtres des cérémonies, deux choristes, deux sacristains et un trésorier. L'élection, fixée d'abord au premier dimanche du carême, plus tard au jour de l'Ascension, avait lieu à la majorité des suffrages et au scrutin secret pour le recteur, le vice-recteur et le trésorier; chaque membre écrivait sur un bulletin le nom de son candidat, et allait le déposer sur l'autel. Pour les autres officiers, ils étaient désignés après une conférence à voix basse.

Les statuts des Pénitents Blancs prescrivent aux confrères la pratique de l'examen de conscience, la réconciliation avec les ennemis et l'exercice de toutes les œuvres de miséricorde spirituelles et corporelles : enseignement des principales vérités de la religion et des commandements de Dieu, assistance aux funérailles, visite des confrères malades, des indigents, des prisonniers. Il leur est recommandé tout particulièrement d'accompagner le Saint-Sacrement lorsqu'on le porte aux malades, et des indulgences spéciales sont attachées à cet acte de dévotion.

Sur la plupart des livres imprimés pour la confrérie des Pénitents Blancs figure une assez mauvaise gravure représentant

saint Jean-Baptiste debout sur un tertre, un agneau couché devant lui ; à ses pieds, deux Pénitents agenouillés, la tête couverte d'un capuchon (et non d'un chapeau en cornet). De chaque côté, des arbres ; au fond, à gauche, un ermitage bâti sur le flanc d'une montagne. Au bas de la gravure on lit ces mots : *Pœnitentiam agite*. — L'écusson de l'association, qui est reproduit sur quelques circulaires et imprimés du dernier siècle et du commencement de celui-ci, offre un agneau passant avec la croix en houlette, au milieu d'un ovale rayonnant. Légende : *Ecce agnus Dei*. Les confrères, paraît-il, portèrent, à une certaine époque, cet écusson brodé sur l'épaule (1).

§ 14. — Les Pénitents Gris de Saint-François à Saint-Christophe, puis dans la chapelle de Saint-Antoine. — Les Pénitents de la Miséricorde, couleur feuille-morte, à Saint-Martial-de-Montjovis.

Les prescriptions de toute nature contenues dans les statuts des Pénitents Blancs se trouvent reproduites dans ceux de deux autres compagnies limousines approuvées par le pape Paul V et érigées l'une, celle des Pénitents Gris, vers 1611, dans l'église de Saint-Christophe-hors-les-Murs (2), — elle s'installa peu après dans la chapelle Saint-Antoine, au cimetière des Arènes ; — l'autre, celle des Pénitents Feuille-Morte, en 1615, dans l'église paroissiale de Saint-Martial-de-Montjovis.

Saint François d'Assise était le patron de la première de ces compagnies, qui avait pris pour fête le jour de la Commémoration de ses Stigmates, et célébrait cette solennité le premier dimanche de juin. Les Pénitents Gris faisaient ce jour-là leur procession particulière. Le dimanche qui suivait le 17 septembre, ils célé-

(1) *Les offices de S. Jean-Baptiste tant du jour de la Nativité que décoration, pour l'usage des Penitens Blancs à Limoges*. Limoges, Jacques Farne, 1715. — *Recueil des hymnes et psaumes que les confreres Penitens Blancs de la ville de Limoges chantent en faisant leurs processions et visitant les Eglises*. Limoges, Jacques Farne, 1725. — *Office à l'usage de MM. les Penitens Blancs de la ville de Limoges*. — Limoges, Jacques Farne, 1789.

(2) C'est le P. Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de Saint-Martial*, T. III, p. 846, qui nous apprend que cette confrérie fut érigée à Saint-Christophe. Les papiers de l'association ne mentionnent pas ce fait et ne parlent pas d'un oratoire antérieur à la chapelle de Saint-Antoine.

braient également la fête de l'Impression des Stigmates. Les réunions de cette confrérie avaient lieu le matin du premier dimanche de chaque mois ; tous les dimanches elle s'assemblait dans l'après-midi pour chanter les vêpres. Il y avait encore des exercices extraordinaires aux cinq grandes fêtes de la Vierge, à l'Ascension et à la Circoncision. Les confrères récitaient chaque matin trois *Pater*, trois *Ave*, le *Credo*, et chaque soir ils disaient, les bras en croix, après leur examen de conscience, cinq fois le *Pater*, l'*Ave* et le *Gloria* ; ils communiaient une fois par mois, et, ce jour-là, ils étaient tenus de prendre la discipline en récitant le *Miserere* et certaines prières. Ceux qui avaient de sérieux motifs de s'en dispenser devaient présenter leurs raisons au recteur, se faire excuser, et « se tenir en croix » pendant la durée de la flagellation.

Le jour de la Fête-Dieu, il y avait, dans la chapelle des Pénitents Gris, messe chantée et exposition du Saint-Sacrement. Il est à remarquer que, de toutes les confréries de Pénitents établies à Limoges, celle-ci seule tenait presque dès l'origine (elle était restée fort peu de temps à Saint-Christophe) ses réunions dans un édifice spécial. Saint-Antoine était en effet une simple chapelle sans circonscription paroissiale, et qui ne servait que pour l'usage des Pénitents. La compagnie, après avoir obtenu de l'autorité diocésaine la permission d'y faire ses exercices, la répara complètement. Cet oratoire était, les jours de fêtes, tendu de tapisseries d'un grand prix représentant les principales scènes de la vie de saint François d'Assise. On remarquait surtout le panneau qui avait pour sujet la naissance du saint (1).

L'élection des officiers était fixée au premier dimanche de l'Avent. Les confrères nommaient, à la pluralité des voix, le prieur, le sous-prieur et le trésorier : ceux-ci désignaient les officiers subalternes. Les postulants étaient également admis à la pluralité des voix. — Il faut remarquer que deux des confréries de Limoges seulement, celle dont nous venons de parler et celle des Pénitents Feuille-Morte, ouvraient leurs rangs aux bouchers : toutes les autres compagnies se refusèrent jusqu'à la Révolution à les recevoir (2).

L'association des Pénitents Gris comptait environ cinq cents membres au siècle dernier : l'abbé Legros rapporte que, à la

(1) L'abbé Bullat, *Tableau ecclésiastique de Limoges*.

(2) Id., *ibidem*.

procession particulière faite par cette compagnie le 24 avril 1785 (1), assistaient deux cent vingt confrères revêtus de leur sac et plus de cent cinquante sans leur costume. A celle du Jubilé de 1776, figuraient environ deux cents Pénitents Gris, dont cent cinquante-deux avec leur livrée.

Sur les livres imprimés pour l'usage de cette compagnie, on voit une vignette représentant saint François agenouillé, en extase, et recevant les stigmates ; à genoux devant lui, à droite, un Pénitent les mains jointes (2).

La confrérie des Pénitents Feuille-Morte fut fondée par une pieuse société composée de huit prêtres : Mathias Magnon, Léonard Fournier, Antoine Farne, Pardoux Rebière, Léonard Belut, Léonard Baresge, Bernard Arasse, Jean Cheysson, et d'un bourgeois, Jean Lemoine. Ils choisirent, comme nous l'avons dit, pour tenir leurs réunions, l'église de Saint-Martial-de-Montjovis, bâtie, en mémoire du célèbre miracle des Ardents, à l'endroit même où avaient été déposées les reliques de l'Apôtre d'Aquitaine, lors de la grande manifestation de 994. Le bref qui confirme l'institution des « Pénitents de la Miséricorde couleur feuille-morte, sous l'invocation de sainte Marie-Madeleine », est du 13 septembre 1619. — Ils s'assemblaient le matin du premier dimanche du mois et le lendemain de certaines fêtes pour réciter l'office de la Vierge, entendre la messe et communier, et l'après-midi du troisième dimanche du mois (dans l'origine tous les dimanches), à l'Ascension et aux fêtes de la Vierge pour chanter vêpres. Leur fête était naturellement celle de sainte Marie-Madeleine, et, ce jour-là, ils faisaient une procession. Ils célébraient aussi celle de saint Martial et assistaient, le dimanche après le jour anniversaire du miracle des Ardents, à la messe basse que faisait célébrer, à Montjovis, la confrérie du Saint-Sépulcre (3).

(1) Legros, *Continuation des Annales*.

(2) *Recueil des hymnes et psaumes que les confrères Pénitents Gris de la ville de Limoges chantent en faisant leurs processions et visitant les églises* ; ensemble l'office du glorieux et seraphique Père saint François, pour la feste de l'impression de ses sacrés stigmates. Limoges, veuve Barthélemy Voysin, 1733. — *L'office de saint François pour la feste de l'impression de ses sacrés stigmates, pour l'usage des Penitents Gris*. — Limoges, veuve Barthélemy Voysin, 1733.

(3) Très ancienne confrérie érigée dans la vieille église du Saint-Sépulcre, laquelle fut englobée dans l'édifice de Saint-Martial.

Depuis la fête de saint Martial jusqu'à celle de sainte Madeleine, il y avait des réunions extraordinaires chaque dimanche. Il était prescrit aux confrères de communier une fois par mois, de dire la prière du matin et du soir « telle qu'elle est dans le catéchisme », de réciter tous les jours soit sept *Pater* et sept *Ave*, soit l'antienne de sainte Madeleine : *Mulier quæ erat peccatrix* (plus tard celle : *Surgens Jesus mane*) et la collecte : *Beata Mariae Magdalene*. Tous les vendredis de l'avent et du carême, les membres de la confrérie se réunissaient à la tribune pour entendre une prédication, à l'issue de laquelle ils prenaient la discipline ; ils la prenaient encore chacun des jours de la Semaine-Sainte, pendant la durée d'un *Stabat* et d'un *Miserere*, après la récitation de l'office de la Passion.

Les statuts primitifs interdisaient aux confrères d'entrer dans les cabarets et tavernes, et de jouer aux cartes ou aux dés « à peine de dix sols d'amende pour la première fois, à la seconde de vingt sols, et pour la troisième, d'estre chassés de la compagnie comme indignes ». Il leur était enjoint de visiter tous les premiers dimanches du mois les hôpitaux et les prisons, d'y faire « une charité proportionnée à leurs ressources », d'aller voir les confrères malades, et de « les assister, pendant leur maladie, de toutes sortes de secours spirituels et temporels s'ils en ont besoin ». — « Tous les associés, est-il écrit dans un autre article, vivront en paix, union et charité, comme de bons chrétiens, se prévenant les uns les autres par toutes sortes de marques d'une vraie affection et évitant entre eux tout sujet de querelle et de contestation. Que s'il leur survenait quelque différend, ils tâcheront de se réconcilier au plus tôt, sans avoir recours à d'autre voie qu'à celle de la médiation et s'en rapportant entièrement à la décision du conseil de la compagnie. »

Le droit d'entrée était de six livres : on le réduisit à trois. Chaque membre devait payer de plus une annuité de trois livres, qui fut remplacée dans la suite par une cotisation mensuelle de deux sols six deniers.

On n'était reçu dans la compagnie qu'après avoir été présenté aux officiers et aux plus anciens confrères. Les statuts en vigueur au *xviii^e* siècle fixent les termes mêmes de l'exhortation qui doit être adressée par le nouvel associé le jour de sa réception : — « Monsieur, puisque vous êtes aujourd'hui enrôlé dans notre confrérie par la grâce que Dieu vous a faite, vous devez l'aimer et le servir avec plus de fidélité que vous n'avez fait jusqu'à présent. Vous devez avoir une grande dévotion à la sainte Vierge, à saint

Martial et à sainte Marie-Madeleine que vous avez le bonheur d'avoir pour protecteurs. Vous obéirez au prieur et sous-prieur; en l'absence de ces deux, aux autres officiers en charge, et en l'absence de tous les officiers, aux plus anciens confrères, etc. ».

Les dignitaires étaient, au siècle dernier, au nombre de huit seulement : un prieur, un sous-prieur, un trésorier, un substitut du trésorier, un maître des cérémonies, son substitut, et deux visiteurs des malades. Les confrères les désignaient le jour de Quasimodo, après les vêpres; le trésorier rendait ses comptes le dimanche suivant.

Quelques imprimés du siècle dernier ou du commencement de celui-ci, à l'usage de la compagnie, portent une affreuse gravure sur bois représentant sainte Madeleine dans son désert, une tête de mort à ses pieds, une croix à sa droite. De chaque côté, à genoux, un Pénitent, le crucifix à la main et le chapelet à la ceinture (1).

Il est inutile d'ajouter que les statuts des Pénitents Gris et des Pénitents Feuille-Morte renferment les mêmes prescriptions que les règlements des autres compagnies, touchant l'assistance aux obsèques des confrères, les prières pour les défunts, etc.

§ 15. — Les Pénitents Pourpres de la Charité à Saint-Cessateur. — Harangue de l'avocat Gendraud. — Les litanies pour les condamnés à mort. — Funérailles des suppliciés. — La pendaison de Michel Pascault et l'arrêt du Parlement du 3 avril 1743. — Statuts et processions des Pénitents Pourpres de Limoges.

Il faut croire qu'après l'établissement de la compagnie des Pénitents Feuille-Morte la nouvelle institution avait épuisé sa première sève, et que les cinq confréries existantes suffisaient à la dévotion des habitants de Limoges : près de cinquante ans s'écoulèrent sans qu'on vît s'élever d'autre association de ce genre. Vers 1660, les Pénitents Noirs, qui, depuis leur établissement, assistaient les suppliciés, ayant refusé de remplir cette mission à l'égard d'un membre de la confrérie condamné à mort (2),

(1) Consulter, pour ce qui a trait aux statuts des Pénitents Feuille-Morte, les Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257; — Pièces diverses conservées dans la sacristie de Saint-Aurélien; — *Offices et prières à l'usage des confrères Pénitents Feuille-Morte de Limoges, conformes au nouveau bréviaire*. — Limoges, Martial Sardine, 1751.

(2) Bullat, *Tableau ecclésiastique de Limoges*.

quelques personnes pieuses eurent la pensée de créer, à Limoges, une confrérie analogue à celle de la Miséricorde de Lyon, et dont l'objet spécial fût de soulager le sort des prisonniers et de procurer aux criminels ayant encouru la peine capitale, avec des consolations, des secours de tout genre. L'entreprise rencontra mille obstacles, suscités surtout par les compagnies de Pénitents, qui ne voyaient pas sans jalousie l'établissement d'une sixième association formée sous les auspices de personnages fort estimés : elles craignaient, non sans quelque raison, que la faveur du public se détournât d'elles pour s'attacher à cette nouvelle confrérie. Singulières appréhensions, étranges pensées, bien éloignées, sans doute, des sentiments qu'on devrait s'attendre à rencontrer dans l'âme de vrais Pénitents ; mais les Pénitents sont des hommes, et, de si bonne foi qu'ils professent l'humilité, ils n'en sont pas moins accessibles par quelque côté aux faiblesses humaines. La jalousie est du reste fréquente au sein des associations qui vivent côte à côte avec d'autres associations de même nature. — Plût à Dieu que nos Pénitents n'eussent jamais mérité d'autre reproche !

Malgré les obstacles, la compagnie des *Pénitents Pourpres de la Charité, sous le titre de Jésus-Pâtissant*, parvint à obtenir l'autorisation de M^{re} de la Fayette ; mais elle n'y réussit que grâce au curé de Saint-Aurélien et Saint-Cessateur, Jean Goudin (1). Ce vénérable ecclésiastique jouissait alors d'une assez grande popularité. Il avait été le principal organisateur de la nouvelle confrérie, et celle-ci, grâce à son zèle, devint en peu d'années la plus nombreuse et la plus florissante de toutes les associations de Pénitents que possédait la ville de Limoges. On a conservé la liste des fondateurs ; on y voit figurer des citoyens dont le nom est encore honorablement connu parmi nous : Maledent, Fournier, Dhéralde, Poncet, Limousin, Laudin, Cibot, Andraud.

La permission de l'évêché obtenue, il restait à avoir celle du présidial. Ce n'était pas chose difficile : la conduite des Pénitents Noirs, à l'occasion du fait que nous avons mentionné plus haut, avait, selon toute apparence, indisposé les magistrats, et ceux-ci accueillirent favorablement la requête que leur présenta, au nom des Pénitents Pourpres, un avocat du siège, M^e Aymeric Gendraud. Cette harangue, qui nous a été conservée, débute par un

(1) *Annales manuscrites de Limoges*. — Limoges, V^e Ducourtieux, 1870, p. 95.

exorde pompeux , où le sanctuaire de la justice est comparé au temple de Jérusalem , le juge au prêtre , le condamné au bouc émissaire de l'ancienne loi. Puis l'orateur entame le panégyrique de la nouvelle confrérie :

« Voicy, Messieurs, voicy une troupe de chérubins incarnez ! Voicy une compagnie de Pénitens qui s'offrent pour ce faire (expier les péchés du peuple), voicy, Messieurs, des martyrs volontaires de la charité, de la miséricorde et de l'humilité, qui, avec l'apostre, ne se proposent plus d'autre objet d'honneur et de gloire que la croix et les souffrances d'un Iesus patissant, et qui, par une sainte ambition, choisissent pour armes un cœur enflammé et couronné d'épines, pour devise : *Charitas*, ou bien ces paroles des cantiques : *Dilectus meus candidus et rubicundus*, — et pour livrée une robe empourprée du sang glorieux de l'agneau. Ne voilà pas, Messieurs, un beau crayon de douleur et de pénitence ? Voyons si les effets respondent aux paroles, et si ces nouveaux athletes accomplissent en détail ce qu'ils promettent en abrégé.

» Pour vous le faire cognoistre, Messieurs, ie ne veux pas parcourir tous leurs louables exercices. Et tant pour marquer l'obeissance que ie dois à leur ordre, en espargnant leur modestie, que pour eviter la longueur excessive, qui produit ordinairement la confusion en celui qui parle, et le degoust en ceux qui escoutent, ie me contente de vous dire que le principal institut des sieurs Penitens pour lesquels i'ai l'honneur de parler en ce iour, et le statut qu'ils se proposent par excellence, est de visiter et secourir les prisonniers, de descendre dans leurs cachots, — *descendere cum illis in foveam*, — d'adoucir, par des largesses et par des consolations, leurs misères et leurs chaisnes, — *in vinculum non delinquere illos*, — et, suivant le motif qui anime leur esprit, qui est de se conformer à cet homme de douleur, à ce Dieu patissant qu'ils ont pour objet continuellement devant les yeux, et de le chercher plutôt chez Herodes et sur le Calvaire que sur le Thabor, ou pour le moins, ne le pouvant plus trouver luy mesme dans les tourmens, après sa resurrection, l'y chercher en ses membres plus deslaisesz, accourir dans ce Palais toutes les fois qu'il y aura des criminels à exécuter, leur faire compagnie processionnellement iusqu'au lieu de leur supplice, pendant qu'un des prestres de leur société tâchera de gagner à Dieu l'âme de ces coupables, leur apprenant à mesnager utilement les momens de vie qui leur restent, et leur

enseignant le secret de la chymie celeste, par lequel ils peuvent changer l'eschelle du gibet à celle de Iacob, et les degres avec lesquelz ils vont à un infame trespas à tout autant de marches pour se porter vers le ciel et la vie éternelle; et enfin de les suivre quand tout les abandonne, les consoler quand tout se déclare et se soulève contre eux, prier pour eux dans leur agonie, se tenir presens pendant ce triste et honteux spectacle, et recueillir, après le départ de l'ame, les misérables restes de ces membres de leur maistre, pour les enterrer et continuer leurs assistances pour le soulagement de leur âme, par les prières, suffrages et messes qu'ils sont obligez d'offrir et de faire dire pour elle (1). »

L'avocat poursuit l'éloge des Pénitents Pourpres, explique le symbolisme de leur livrée, signale les usages semblables des confréries d'Italie, d'Avignon, de Lyon, et appelle toute la bienveillance des magistrats sur l'objet de leur supplique, qui est d'obtenir la permission de visiter les prisonniers, « d'entrer deux à deux, successivement, revestus de leurs sacs, dans le lieu où seront les condamnés à mort, pour les consoler et les fortifier contre l'effroy qu'elle leur peut inspirer, de les prendre processionnellement à la porte du Palais, les conduire et accompagner iusques au lieu destiné pour le supplice, et, après les avoir veu expirer dans ces tourmens, prendre les corps, si autrement n'en est ordonné par vous, pour les inhumer en terre sainte, dans un endroit qui sera marqué pour cet effet (2) ».

A partir du 13 mai 1662, date de l'arrêt du Présidial qui fit droit à cette requête, jusqu'en 1743, c'est-à-dire pendant quatre-vingt-un ans, les Pénitents Pourpres remplirent avec un zèle au-dessus de tout éloge leur mission de charité auprès des condamnés à mort et des prisonniers. Chaque année la compagnie désignait un syndic et douze visiteurs spécialement chargés de faire la quête à la porte des églises où le Saint-Sacrement était exposé, et de parcourir trois fois par semaine la Boucherie et le Marché pour y recueillir des offrandes en nature destinées aux malheureux détenus. Ceux-ci, grâce aux confrères, avaient des

(1) *Harangue des sieurs Penitens Pourpres de la Charité de la ville de Limoges, faicte à Messieurs du Presidial par maistre Aymeric Gendraud, avocat en Parlement et audit siege, le 13. iour de may mil six cens soixante-deux.* — Limoges, Martial Chapoulaud, 1662, in-4°.

(2) *Ibidem.*

aliments plus sains, plus variés, des vêtements chauds, une couche moins dure, du linge propre. Leurs familles recevaient quelque argent, étaient visitées; elles n'étaient pas condamnées à l'horrible abandon où trop souvent on les voit aujourd'hui, en dépit des efforts de la bienfaisance officielle.

Quand un criminel était condamné au dernier supplice, les visiteurs passaient dans tous les quartiers de la ville, un petit tronc à la main, pour solliciter des aumônes qui devaient être employées soit à procurer quelques adoucissements au condamné ou quelques secours à sa famille, soit à faire dire des messes pour le repos de son âme, après l'exécution. S'il ne s'agissait que d'un châtement moins sévère et d'une simple peine corporelle, on ne négligeait rien pour fournir à l'instant au patient tous les soulagements que réclamait son état, et pour lui donner ensuite les remèdes et les soins nécessaires à une prompte guérison (1).

Parmi les prières que les Pénitents Pourpres récitaient pendant la semaine précédant une exécution, et le jour même du supplice, en accompagnant le criminel à l'échafaud ou au gibet, il y en avait de toutes spéciales, et parmi celles-ci les *Litanies pour les condamnés à mort* méritent une mention à part. On trouve dans ces litanies quelque chose de barbare et de touchant à la fois, qui rappelle la note étrange de la fameuse prose des Morts. — Après les invocations d'usage adressées à Dieu, à la Vierge, à quelques saints, parmi lesquels figurent les saints Innocents, saint Martial, sainte Valérie, saint Loup, saint Léonard, « qui brise les fers des captifs », — *compedium confractor*, — on supplie Jésus-Christ de délivrer le patient de la puissance du démon, de le préserver de ses embûches, de l'aveuglement et de l'endurcissement, de la faiblesse et du désespoir, de la crainte de la mort et de la terreur du châtement; de la honte et du trouble où pourrait le jeter la pensée de son ignominie, de tout mouvement de colère, de toute haine et de tout mauvais sentiment (2). On adjure le Rédempteur des hommes, au nom des maux qu'il a soufferts, d'accorder au condamné le courage dont il a besoin

(1) Bullat, *Tableau ecclésiastique de Limoges*.

(2) « *A cœcitate et duritia cordis, — a pusillanimitate spiritus et tristitia cordis, — a timore mortis et formidine pœnæ, — a conturbatione verecundiæ et ignominia, — ab ira et odio et omni mala voluntate.* »

pour expier son crime, la résignation, la contrition et le salut. Avant et pendant l'exécution, le recteur dit l'oraison : « O Dieu qui justifies l'impie et qui ne prends en haine aucune de tes créatures, oubliant leurs crimes en faveur de leur pénitence, accorde à ton serviteur la grâce de connaître ses fautes, de les pleurer, et de supporter, en expiation, tous les tourments avec patience (1) ».

Quand la date d'une exécution était fixée, le présidial en avisait officiellement le recteur des Pénitents Pourpres. Celui-ci devait aussitôt prévenir le syndic et les visiteurs : la compagnie commençait dès lors à faire dire des messes pour le condamné. Bien que les confrères s'assemblaient d'ordinaire dans l'ancienne église paroissiale de Saint-Cessateur, où était établie leur tribune, ils se réunissaient le matin de l'exécution à Saint-Aurélien, qui était dans l'intérieur de la ville, et où l'on avait fait porter la croix processionnelle ainsi que les costumes. Les Pénitents en sortaient deux à deux et se rendaient à la prison, tenant chacun un flambeau allumé. De là, quand l'heure était venue, ils se dirigeaient processionnellement vers le lieu du supplice, marchant devant le condamné, que soutenaient et exhortaient deux ecclésiastiques, membres de la confrérie, revêtus d'étoles noires. Le funèbre cortège avançait à pas lents, récitant les litanies des condamnés à mort et celles des agonisants, auxquelles on ajouta plus tard le *Salve Regina*. La lugubre psalmodie continuait autour du gibet ou au pied de l'échafaud jusqu'à ce que l'exécution fût achevée et toutes les prescriptions de l'arrêt remplies. Alors la compagnie tout entière tombait à genoux, et souvent la foule avec elle. On récitait un *De profundis*; on invoquait Jésus-Christ, saint Cessateur et le patron du supplicié. Puis le cadavre était détaché de la potence ou de la roue par les confrères, qui avaient, la veille ou l'avant-veille, dans une réunion préparatoire, acquis aux enchères le droit de remplir ce ministère; il était mis dans un suaire « à la vue de tout le monde ». Quatre membres de la compagnie, qui devaient avoir « requis ce pieux et charitable office, prenaient la bière, et l'on s'acheminait

(1) « *Deus, qui justificas impium et nihil odisti eorum quæ fecisti, dissimulans peccata propter pœnitentiam, da famulo tuo propria peccata cognoscere et deplere, cunctaque pro illis æquo animo tolerare.* »

vers Saint-Cessateur ou vers Saint-Aurélien, « suivant l'ordre du recteur et la commodité du temps ». Derrière le cercueil de cet assassin, de ce voleur, marchaient confondus dans le cortège, couverts du sac de la pénitence, des magistrats, des prêtres, des officiers du roi, donnant à l'âme qui paraissait à cette heure devant Dieu leurs plus ardentes, leurs meilleures prières. Tableau qui nous paraît touchant et sublime, et qui semblera plus admirable encore si l'on considère la distance que mettaient à cette époque entre un homme et un autre homme les distinctions sociales, les préjugés, les mœurs et les lois.

Le corps restait dans l'église toute la nuit, veillé par des Pénitents en prières. On l'inhumait le lendemain dans le cimetière qui entourait Saint-Cessateur, et qui était abandonné depuis la grande peste de 1632, presque toutes les personnes mortes de la contagion y ayant été alors enterrées. C'était le lieu destiné à recevoir les restes des suppliciés. Chaque année, le jour de la fête des Morts, après le service célébré pour les défunts, les Pénitents Pourpres sortaient processionnellement de leur tribune, et descendaient au cimetière, où ils chantaient le *Miserere* et le *Requiem*. Puis toute la compagnie, à genoux, récitait un *De profundis* pour le repos de l'âme de ceux qui avaient été ensevelis en ce lieu. Souvent des confrères, par un sublime raffinement d'humilité et de charité, ordonnèrent que leur corps fût inhumé auprès de la dépouille des criminels.

On a conservé à Limoges un vague souvenir du fait qui amena le Parlement de Bordeaux à s'occuper des Pénitents Pourpres de notre ville, et à interdire non-seulement à eux, mais à toutes les confréries analogues, dans l'étendue du ressort, d'assister les suppliciés à leurs derniers moments. C'était à la fin de 1742 ou dans les premiers mois de 1743 : un déserteur de la milice nommé Pascault, ayant tué l'archer qui était venu le surprendre dans sa cachette, fut condamné au gibet. La victime passait pour avoir précédemment accepté de l'argent de ce pauvre diable ou de sa famille, et s'être engagée à ne le point arrêter. En outre, la sentence n'avait pas été prononcée par un tribunal ordinaire : l'intendant seul avait statué, la connaissance du crime lui étant attribuée à cause des circonstances particulières dans lesquelles il avait été commis. Cette dernière considération n'était peut-être pas étrangère à l'intérêt tout-à-fait exceptionnel que témoignait la population au meurtrier. L'opinion publique était surexcitée à un si haut point que les écoliers de la ville formèrent le com-

plot d'arracher le condamné au bourreau ; les Pénitents leur promirent leur concours. La corde de la potence fut sciée sur une partie de son épaisseur, ou, d'après la tradition, frottée de vitriol ; quand le bourreau y eut attaché Pascault, elle ne put supporter son poids, et se rompit. Le patient, tombé sur le sol, fut aussitôt entouré par les Pénitents, qui tenaient un déguisement prêt, — le sac d'un confrère, dit-on, — et le lui jetèrent sur les épaules. Les écoliers, disséminés dans la foule, leur prêtèrent assistance, et le peuple, ému de pitié, protégea la fuite du meurtrier, qui fut sauvé (1).

Nous n'avons pu trouver aucune trace des poursuites qui furent, sans nul doute, exercées contre les auteurs, ou tout au moins contre les chefs de ce petit complot ; mais le fait eut un assez grand retentissement et parut assez grave au parlement de Bordeaux pour motiver un arrêt peu connu, et dont on nous saura peut-être gré de reproduire la teneur :

ARREST de la Cour du Parlement, qui fait très expresses inhibitions et défenses à tous Penitens rouges et blancs et autres de quelque couleur qu'ils soient ou puissent être, d'assister en habits de Penitens ni en corps de confrérie aux exécutions des condamnés à mort, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de trois cens livres d'amende, etc.

(Du 3 avril 1743.)

— Extrait des Registres du Parlement. —

Ce jour, le Procureur Général du Roy est entré et a dit : Qu'il est informé que, par un usage établi dans plusieurs Villes et Lieux du Ressort de la Cour, certaines espèces de Confréries, qu'on appelle des

(1) Plusieurs livres ou manuscrits du siècle dernier font allusion à cet événement, sur lequel l'abbé Bullat seul donne quelques détails précis, et qui a fourni à M. Elie Berthet le sujet d'une nouvelle. — Les émeutes à l'occasion d'exécutions criminelles, bien qu'elles fussent sévèrement réprimées, n'étaient point rares. Les seuls registres des Pénitents Noirs de la Miséricorde d'Avignon en mentionnent plusieurs : — En 1672, un voleur, que le bourreau ne pouvait venir à bout d'étrangler, est délivré, l'exécuteur et son valet massacrés, la potence jetée dans le Rhône, et le vice-légat accorde la grâce du condamné ; en 1695, le peuple, ému de pitié par les souffrances du patient, fait pleuvoir une grêle de pierres sur le bourreau, et le force de se réfugier au palais de justice : on coupe la corde, et on porte secours au pendu ; mais cette fois la troupe intervient et l'exécution s'achève. Bien que les livres des Pénitents n'en disent mot, il

Pénitens, dont les uns sont distinguez par Pénitens Blancs, les autres Pénitens Gris, Rouges, Blûs, et autres couleurs, assistent en corps de Confrérie aux exécutions des condamnez à mort, sous prétexte de prendre ensuite le soin de l'inhumation du cadavre du supplicié, et de faire dire des prières. Que cet usage, qui paroît avoir la piété pour principe, est sujet à de très grands inconvéniens, puisque, sous l'Habit dont ces prétendus Pénitens ont la précaution de se revestir dans ces sortes d'occasions, et qui les empêche d'être reconnus de personne, il seroit aisé d'attrouper et aposter des gens armez et mal intentionnez, qui enlèveroient à force ouverte, à la Justice, ceux qu'elle auroit jugés dignes du dernier suplice. Qu'on vient même d'éprouver tout récemment, dans la Ville de Limoges, l'abus de la charité des Pénitens Rouges de cette ville, dont le Corps de Confrérie s'étoit assemblé pour assister à l'exécution du nommé Michel Pascault, condamné à mort pour un meurtre dont la connoissance avoit été attribuée à M. le Commissaire départi de la Province du Limousin (1); la corde à laquelle ce condamné étoit suspendu ayant cassée, et le patient tombé par terre, ces Pénitens Rouges s'étoient jettés sur lui, aussi bien que sur l'Exécuteur, et, avec le secours de la populace, qui s'étoit émue en cette occasion, ils étoient venus à bout d'arracher le coupable des mains de la Justice et de le garantir du suplice auquel il avoit été condamné. Que comme l'on peut et doit craindre ailleurs des pareils événemens si le même usage de l'assistance des Pénitens y avoit lieu, il paroît de la prudence et de la sagesse de la Cour de les prévenir en faisant des défenses à tous Pénitens Rouges ou autres, de quelque couleur qu'ils soient, dans toutes les Villes et Lieux du Ressort de la Cour, d'assister aux exécutions des condamnez à mort en habit de Pénitent, ni en Corps de Confrérie, etc., etc.

LA COUR, faisant droit de (*sic*) la Réquisition du Procureur Général du Roy, fait très expresses inhibitions et défenses à tous Pénitens Rouges et Blancs, et autres de quelque couleur qu'ils soient ou puissent être, dans toutes les Villes, Bourgs et autres Lieux du Ressort de la Cour, d'assister en Habits de Pénitens, ni en Corps de Confrérie, aux exécutions des condamnez à mort, qui se feront dans lesd. Villes et Lieux, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de 300 livres d'amende contre-chacun des contrevenans, applicable aux

est difficile de croire qu'ils soient restés étrangers à ces scènes. etc., etc.
— Désandré, *Essai historique sur le Christ d'ivoire de Jean Guillermin et sur la confrérie des Pénitents Noirs dils de la Miséricorde*. — Avignon, Roumanille, 1865, p. 140, 148, etc.

(1) On sait que les parlements n'admirent jamais officiellement l'institution des intendans, et qu'ils ne les désignaient que sous le nom de Commissaires départis.

Hopitaux des Lieux, ou les plus prochains, même de punition exemplaire si le cas y échéoit; pour raison de quoi, en cas de contravention au présent Arrêt, il sera informé, à la requête et diligence des Substituts dudit Procureur Général, devant les Juges Royaux des Lieux, même par les Officiers des Haut-Justiciers dans les Justices Seigneuriales, pour, les informations faites, aud. Procureur Général du Roy communiquées et à la Cour rapportées, être statué ce qu'il appartiendra : Enjoint auxdits Substituts dans les Bailliages, Sénéchaussées et autres Juridictions Royales, même aux Officiers des Justices Seigneuriales, et aux Maires, Jurats, Echevins, Consuls et autres Officiers Municipaux du Ressort de la Cour, de tenir, chacun en droit soi, la main à l'exécution du présent Arrêt, etc. — Fait à Bordeaux, en Parlement, le trois avril 1743 (1).

Le fait qui venait d'appeler l'attention du parlement sur les inconvénients et les dangers de la présence des confréries de Pénitents aux exécutions capitales se reproduisit dans d'autres villes : on vit, dix-neuf ans plus tard, à Montpellier, se répéter la tentative des Pénitents de Limoges; mais, cette fois, le complot échoua, grâce à la fermeté de l'aide-major de la place, qui était présent à l'exécution, et qui réussit à maintenir la foule jusqu'à l'arrivée d'un renfort (2).

Les Pénitents Pourpres de Limoges durent, à la suite de cet événement, s'abstenir de paraître aux exécutions. La compagnie fut même menacée de suppression, et on doit être étonné que l'autorité l'ait laissée subsister après un fait de rébellion aussi grave; mais tels étaient, à cette époque, la popularité des Pénitents et le crédit dont jouissaient ces grandes associations, étroitement unies l'une à l'autre par une affiliation s'étendant parfois à une partie du royaume, qu'on n'osa pas interdire leurs exercices : on se borna à prendre les dispositions nécessaires pour que l'événement de 1743 ne pût se renouveler. Toutefois nous avons la preuve que le Présidial, après quelques années, toléra la présence d'une députation au moins des confrères aux côtés des condamnés à mort; mais la compagnie en corps n'était admise sur le lieu du supplice que l'exécution une fois terminée. Quant à l'assistance

(1) Un exemplaire de cet arrêt, imprimé à Bordeaux, chez J.-B. Lacomée, imprimeur du Parlement et de l'Hôtel de ville, rue Saint-James, est conservé à la bibliothèque de la ville de Limoges.

(2) *Journal de Ferrar*, cité par M. Delalain. (*Les Pénitents de Montpellier*.)

des détenus dans les prisons par la compagnie ou ses délégués, il n'y fut mis obstacle que pendant peu de temps ; les confrères furent alors réduits à employer, pour secourir ces malheureux, le ministère de quelques pieux magistrats, de quelques dames charitables appartenant à la haute société. Quand on leur rendit l'accès des prisons, certaines précautions furent prises pour prévenir les abus. Néanmoins le Présidial se relâcha peu à peu de sa sévérité, et, quarante ans plus tard, les Pénitents Pourpres avaient repris dans toute sa plénitude l'exercice de leur principale mission, sauf qu'il ne leur était permis qu'exceptionnellement d'escorter en corps le condamné dans le trajet de la prison à l'échafaud. — Un membre de l'association se rendait chaque jour à la geôle ; la compagnie distribuait à la fin de la semaine du linge propre à tous les détenus ; elle donnait des paillasses, des draps, des couvertures, aux plus faibles et aux malades. Elle faisait porter à la prison du bois de chauffage, des vivres supplémentaires et des ustensiles pour la préparation des aliments (1).

Les statuts des Pénitents Pourpres, arrêtés en assemblée générale dans l'église de Saint-Cessateur, le 20 janvier 1662, et approuvés le 7 avril suivant par l'autorité épiscopale, avaient été à peu près calqués sur le règlement de la confrérie de la Miséricorde de Lyon, dont les organisateurs de l'association avaient sollicité les conseils. Les confrères se réunissaient le deuxième dimanche de chaque mois, dans l'après-midi, et le quatrième dimanche, matin et soir ; plus aux fêtes de la Vierge, tous les dimanches de l'avent et du carême, et tous les dimanches de juillet jusqu'au jour de la Transfiguration, qui était la fête de la confrérie. Chaque soir, les associés devaient réciter cinq *Pater* et cinq *Ave* en souvenir des cinq Plaies de Jésus-Christ, plus le *Salve Regina* et le *De profundis* pour les confrères défunts et les suppliciés. L'élection des officiers avait lieu le dimanche après la Transfiguration. Le recteur dressait,

(1) Bullat, *Tableau ecclésiastique de Limoges* : Archives de la Hte-Vienne, liasses 2257, etc. Plusieurs documents de la période révolutionnaire attestent les services rendus par les Pénitents aux prisonniers, et le dénuement où ces derniers furent réduits après la suppression de cette confrérie. (Registres de la Société populaire de Limoges, de l'Hôtel de ville, et pièces diverses aux Archives de la Haute-Vienne.)

de concert avec le vice-recteur et les conseillers, une liste de quatre candidats, sur lesquels la confrérie en désignait deux au scrutin secret : l'un pour l'emploi de recteur, l'autre pour celui de vice-recteur. Les nouveaux chefs de la compagnie, ainsi institués, désignaient à leur tour, après avoir pris l'avis des recteur et vice-recteur sortants, les autres officiers, savoir : quatre conseillers, un trésorier, deux maîtres des cérémonies, un sacristain, deux choristes, deux visiteurs, un secrétaire et un portier. Ces choix devaient être confirmés par les confrères assemblés.

Dès l'origine, les statuts disposèrent qu'aucun Pénitent ayant appartenu à une autre association, « quel que fût son rang et sa qualité », ne serait admis dans la compagnie. Le nombre des membres de la confrérie avait été primitivement limité à cent. Nous avons signalé une disposition semblable dans le règlement de plusieurs compagnies, notamment de celles du Saint-Nom-de-Jésus, des Pénitents Gris de la Charité, des Pénitents de la Sainte-Croix et des Carmélins de Marseille (1). Et, au point de vue de la régularité, du bon ordre et du recueillement, cette limitation du nombre des confrères était une mesure fort sage. Aussi y a-t-il lieu de s'étonner qu'aucune des autres sociétés de Pénitents de Limoges ne l'eût adoptée. Ajoutons que la faveur croissante dont jouit la nouvelle compagnie et les nombreuses sollicitations auxquelles furent en butte les officiers ne permirent pas de la maintenir : au XVIII^e siècle, la confrérie ne comptait pas moins de six ou sept cents affiliés. On a dit plus haut que l'abbé Bullat affirme avoir vu quatre cent soixante Pénitents Pourpres assister, revêtus de leur sac, à une procession d'ostensions, peu d'années avant 1789.

Les processions particulières des Pénitents Pourpres étaient, de tous les spectacles de ce genre, si communs et si populaires à Limoges, ceux qui attiraient le concours le plus considérable de curieux. Le jour où la procession devait avoir lieu, les paysans de toutes les paroisses des environs ne manquaient jamais d'accourir. On voyait, lors de ces solennités, marcher au milieu de la compagnie un cortège de personnages de l'Ancien et du Nouveau Testaments, revêtus de riches costumes : on y remarquait

(1) V. ci-dessus, chap. VI, p. 60 et 61.

surtout les douze apôtres et les saintes femmes. Depuis le xvi^e siècle, les Pénitents Pourpres avaient le privilège d'offrir au public la représentation de diverses scènes de la Passion, et le même cortège reparut dans les rangs de la compagnie, quand celle-ci se fut réorganisée après la Révolution. M. Leymarie décrit en ces termes les scènes représentées par les pieux acteurs à la procession de l'Ostension de 1820 :

« Après la croix de la compagnie venaient, des anges qui portaient les instruments de la Passion. Les douze apôtres suivaient avec leurs attributs particuliers ; puis défilaient les saintes femmes de Jérusalem, parmi lesquelles on remarquait sainte Véronique, avec le linge traditionnel. Un groupe de soldats juifs apparaissait ensuite, entourant Notre-Seigneur, conduit par les bourreaux et portant sa croix ; derrière lui était Simon le Cyrénéen. Bientôt Jésus, succombant sous le poids de l'arbre du Calvaire, le front ruisselant de sang, la figure couverte de crachats, tombait ; alors Simon relevait la croix ; Véronique s'approchait, ouvrait son linge, essuyait le visage du Sauveur et montrait au peuple la face du Rédempteur du monde ; aussitôt les Juifs, poussant des cris, frappaient le Fils de l'Homme, qui reprenait sa croix, et le cortège se remettait en marche jusqu'à une autre station, où la même scène se renouvelait de point en point (1). »

La procession du jour de la Transfiguration et celle du Jeudi-Saint étaient de la part des statuts l'objet de prescriptions toutes spéciales : « On ne parlera ensemble sans nécessité et (*sic*) tout bas ; on ne découvrira pareillement la face, ni fera paraître aucuns cheveux, ni manchettes, ou chemise au bras. Il ne sera loisible de porter aucune bague au doigt, ni rubans à la main, au col, ni même au chapelet, gardans en toutes choses une modestie et uniformité qui édifie le prochain et soit convenable à de vrais Pénitens » (2). La compagnie visitait ces jours-là les Carmes des Arènes, les Clairettes, Saint-Michel-des-Lions, les Filles de Notre-Dame, Saint-Martial, Saint-Pierre, les Jésuites, l'Oratoire, les Ursulines et Saint-Aurélien ; le jour du Saint-Sacrement, où elle faisait aussi une procession, elle se rendait de plus à la cha-

(1) Leymarie, *Histoire du Limousin*, la Bourgeoisie, T. I, p. 307. — Limoges, Ardillier fils, 1845.

(2) Rapprochez ces prescriptions de celles des statuts des compagnies Lyonnaises, chap. V ci-dessus.

pelle des Prisons. Les années d'Ostension, on ajoutait à son itinéraire ordinaire les églises de Saint-François, des Jacobins, de Saint-Etienne, de Notre-Dame-de-la-Règle, de Saint-Domnolet, des Carmes-Déchaussés, de Saint-Maurice, des Bénédictins, des Cordeliers et de Saint-Augustin.

Les confrères donnaient les mêmes soins que les membres des autres associations à leurs malades, qu'ils devaient assister dans leurs « nécessités corporelles et spirituelles », — et les mêmes témoignages de piété à leurs défunts. Tous les associés faisaient dire des messes pour le repos de l'âme du décédé. — Les statuts ajoutent à ce sujet : « Sont exhortez de s'acquitter du même devoir de charité en faveur des suppliciez ». — Nous avons dit que, le jour des Morts, la compagnie tout entière, après avoir assisté au service pour les associés et les suppliciés, descendait processionnellement dans le cimetière qui entourait l'église de Saint-Cessateur, et y récitait des prières pour le repos de l'âme de tous ceux dont le corps y avait été inhumé.

Les Pénitents de la Charité de Limoges portaient un sac de couleur pourpre ou plutôt rouge-sang, avec un écusson représentant « l'image de Jésus patissant » sur le haut de la manche. Quand ils ne sortaient pas pieds nus, ils devaient porter « des bas de couleur pourpre, couvrant le dessus du soulier ». Leur ceinture était un cordon de laine noire ; le chapelet était également noir et une couronne d'épines entourait la croix. Nous avons dit que les chapelets des Pénitents Pourpres se distinguaient par la profusion de médaillons d'émail dont ils étaient ornés. Nous en avons vu d'une richesse vraiment surprenante.

Sur les livres imprimés pour cette compagnie est gravée une vignette représentant Jésus-Christ courbé sous le poids de l'instrument de son supplice, et accompagné d'une foule d'hommes portant leur croix comme lui (1).

(1) Pour les statuts et offices des Pénitents Pourpres, voir la liasse 2257 des Archives de la Haute-Vienne ; — le *Recueil des litanies, hymnes et pseumes que MM. les Pénitens Pourpres de la Charité de Limoges chantent en faisant leurs processions du Jeudi-Saint, de la Transfiguration, de l'octave de la Feste-Dieu, de l'Ostension des reliques des saints, et aux sépultures des confrères morts et suppliciés*. Limoges, F.-M. Sardine, 1715 ; — *Offices et prières que la compagnie de MM. les Pénitens Pourpres de la Charité de Limoges ont accoutumé de dire dans leur tribune ou dans leurs*

Nous venons de consacrer quelques pages à chacune des compagnies de Pénitents qui s'étaient successivement établies à Limoges, et que 1789 trouva vivant l'une à côté de l'autre, toujours en rivalité, mais s'unissant au moindre incident pour défendre leurs privilèges et leur indépendance soit contre le clergé, soit contre le pouvoir civil. Nous avons cherché à faire connaître le but qu'elles se proposaient, le résumé de leurs statuts, leurs exercices, leur organisation, l'esprit qui les animait. On trouvera peut-être que nous sommes entré dans de trop longs détails ; mais les confréries dont nous avons à parler appartiennent maintenant au passé : leurs traces vont disparaître ; il nous a paru utile de les fixer pendant qu'elles sont encore distinctes.

Si, après ce coup d'œil jeté sur chaque association en particulier, nous cherchons à retenir les traits communs qui ont dû nous frapper au cours de notre étude, nous y trouverons la confirmation d'une thèse énoncée aux premières pages de ce livre. Il n'y a aucun lien, aucune relation quelconque entre ces associations et l'organisation corporative. Elles sont instituées pour tous les fidèles, uniquement dans un but de piété, et non dans l'intérêt des hommes d'un métier, d'une catégorie spéciale de personnes : « *Non pro hominibus unius specialis artis* ». Les associés appartiennent à toutes les classes de la société ; les fondateurs sont des membres du clergé et des bourgeois instruits. Partout les magistrats, les prêtres, les négociants, les hommes du barreau ou de la finance, fournissent les premières générations de la confrérie ; ce n'est qu'un peu plus tard qu'on voit s'adjoindre à cette élite les artisans et les ouvriers ; mais alors seulement la confrérie atteint tout son développement, et accuse tous les traits caractéristiques de l'institution.

processions, seconde édition, revue, corrigée et augmentée par un des confrères. Limoges, F.-M. Sardine, 1715. — Ces deux volumes ont été réimprimés sous les mêmes titres, avec quelques changements, en 1817, chez François Chapoulaud. Ils portent la mention : *troisième édition*.

Les compagnies de Pénitents étaient avant tout, nous l'avons dit, des associations de piété; elles n'avaient en vue que la pénitence, l'expiation des fautes, la rentrée en grâce du pécheur auprès de Dieu, la participation plus intime du chrétien aux souffrances de Jésus-Christ, l'application aux fidèles vivants ou morts des mérites acquis par les confrères; en un mot, la gloire de Dieu et le salut de l'homme, tel fut l'unique objet des fondateurs. La prière, la mortification, les œuvres de charité, n'étaient que les moyens employés pour atteindre ce but. Il faut reconnaître toutefois que, pour n'être qu'un accessoire de leur programme, les pratiques charitables n'en furent pas moins en réalité la principale occupation de ces compagnies. Par elles surtout, on peut le dire, elles grandirent et obtinrent cette popularité extraordinaire dont nous nous faisons à peine une idée.

La charité! nulle part on ne la trouve plus féconde, plus ingénieuse, plus attentive, plus délicate : répondant à tous les besoins, ne se rebutant d'aucun dégoût, ouvrant les bras aux plus indignes, descendant à toutes les misères, sachant accepter les plus humbles emplois et s'élever aux missions les plus sublimes. Nous rencontrons le Pénitent partout où il y a des maux à secourir, des douleurs à consoler : sur les places, au bord des chemins, auprès des grabats; dans les hôpitaux, au chevet du malade; dans les prisons, à côté du captif; au pied du gibet, la main dans la main du condamné. Et quand l'expiation est achevée, quand la justice humaine, son œuvre accomplie, s'éloigne abandonnant le corps du supplicié, c'est le Pénitent qui recueille ces restes infâmes, c'est lui qui les porte devant l'autel que domine l'image du Dieu crucifié, les dépose en terre sainte, et prie sur eux comme sur la dépouille d'un ami. Et chaque année, le jour où les familles pensent à leurs morts, il revient s'agenouiller sur la terre qui recouvre cette poussière. Pour ces misérables, depuis longtemps oubliés par la société, il aura toujours, lui, un souvenir et une prière. Le sentiment profond de la solidarité humaine a-t-il jamais produit rien de plus admirable? Fraternité ou charité, l'amour de l'homme pour son semblable est-il jamais allé plus loin? a-t-il pu s'élever plus haut?

L'idée charitable, dans les confréries qui font l'objet de cette étude, a une largeur et une puissance que la vivacité du sentiment religieux peut seule expliquer. Peu de personnes de nos jours se rendent bien compte de ce que fut l'ancienne société; on ne la voit en général qu'à travers les déclamations des philo-

sophes et des pamphlétaires, à travers les vices et les misères des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la décadence de l'esprit religieux, le relâchement de la vie monastique, la ruine des libertés municipales et provinciales, la transformation amenée par une concentration excessive du pouvoir et par le renversement de toutes les forces sociales de nature à porter ombrage à l'autorité du Roi. Avant cette période de transition et de décadence, pendant laquelle se développèrent les ferments qui devaient provoquer la grande explosion de 1789, l'existence était assurément dure et laborieuse pour la plupart, et même, à dire vrai, pour tous; mais, si rude qu'elle fût, elle avait souvent une indépendance et une dignité que nous sommes condamnés à ignorer. Il ne faut pas faire du moyen âge un âge d'or : l'homme, au contraire, y était sans cesse entouré de menaces et de périls, et on a pu dire sans exagération que sa vie ressemblait à celle d'un soldat dans une place assiégée. Le danger et le combat étaient de tous les jours : il y avait de profondes angoisses, de grandes infortunes, de terribles douleurs; mais à côté d'immenses misères surgissait une infatigable et inépuisable charité. Il n'était pas besoin, il n'était pas question d'engagements réciproques, de limitation de l'assistance, de règles pour assurer des secours aux pauvres et aux malades : dans le milieu chrétien et libre où elle se produisait, la bienfaisance ne connaissait ni lois, ni bornes. La générosité spontanée des détenteurs de la fortune nationale pourvoyait à tous les besoins avec une largesse qu'on ne peut se lasser d'admirer. Les associations philanthropiques, fondées toutes sans exception sur l'idée chrétienne de la charité, — c'est-à-dire des obligations plus étroites de l'homme vis-à-vis de son semblable à cause de leur fraternité en Jésus-Christ, le Dieu incarné, — n'avaient pas alors pour objet de procurer à leurs membres certains secours dans des cas déterminés, mais d'unir les efforts de tous les adhérents en vue d'une œuvre de bienfaisance extérieure. Non-seulement le but était presque toujours rempli; mais les confrères mettaient leur honneur et leur orgueil à ce qu'il le fût pleinement, surabondamment, magnifiquement dans certains cas. Telles étaient les traditions d'assistance de la société chrétienne. Les troubles et les déchirements du ^{xvi}^e siècle ne purent les obscurcir, et les confréries de Pénitents qui les avaient recueillies les conservèrent avec une fidélité admirable : c'est là, pour nous, leur principal mérite et leur véritable titre au souvenir reconnaissant de la postérité.

Outre les œuvres de charité extérieure auxquelles ils étaient voués, il va sans dire que les membres de ces compagnies pratiquaient dès l'origine la bienfaisance à l'égard des associés malheureux. Toutes les confréries avaient inscrit dans leurs statuts l'obligation de visiter les confrères malades et de leur donner l'assistance spirituelle; la plupart ajoutaient à ce devoir celui de leur fournir des secours matériels, si besoin était; mais cette prescription était tout accessoire; elle n'avait trait qu'au cas de maladie, et semblait se rapporter plutôt à des soins affectueux qu'à des aumônes nécessitées par l'indigence ou la gêne du confrère malade. Nous l'avons déjà dit : le cas auquel nous venons de faire allusion devait rarement se présenter, et cette éventualité ne s'était sans nul doute offerte que d'une façon très secondaire à la pensée des fondateurs. Aussi ce côté de leurs obligations paraît-il avoir, pendant longtemps, préoccupé fort peu les compagnies, vu le petit nombre d'associés qui avaient besoin de secours et la certitude qu'il y était largement pourvu par la charité individuelle et spontanée des confrères. Vers la fin du ^{xvii}^e siècle, les pauvres se multipliant dans les rangs de ces sociétés, en raison même de l'extension qu'elles avaient prise, et aussi des éléments moins relevés qui concouraient à leur recrutement, l'assistance matérielle des membres nécessiteux commença à exciter la sollicitude du corps; au ^{xviii}^e, elle devint une des principales préoccupations de ces confréries et absorba une partie de leurs ressources.

Si le sentiment large et élevé de la solidarité humaine s'affirme dans toutes les œuvres des compagnies de Pénitents, leur charité éclate surtout dans les rapports individuels des confrères entre eux. On peut dire que ces associations avaient conservé quelque chose de l'esprit de fraternité qui animait les premiers chrétiens. Les obligations imposées par les statuts aux confrères à l'égard des malades étaient remplies avec empressement et affection. Chaque fois que la mort, le malheur, la gêne, entraient dans la maison d'un Pénitent, l'assistance apparaissait aussitôt, sous la forme la plus cordiale, la plus aimable, la plus simple surtout. On s'appelait frères : n'était-il pas tout naturel de remplir l'un envers l'autre les devoirs qu'imposait ce nom? Nous avons trouvé dans les papiers de quelques-unes des compagnies les traces de la libéralité de l'association envers ses membres nécessiteux; mais le souvenir de l'assistance individuelle des confrères, de leurs soins affectueux, de leur généreuse sollicitude, existe encore dans

beaucoup de familles, et nous en avons plus d'une fois, au cours de nos recherches, recueilli la touchante expression : — « Il n'y a pas de pauvres parmi nous », disaient en 1782, dans un mémoire que nous citerons plus loin (1), les prieurs des six compagnies de Limoges. — Ils pouvaient le dire en toute vérité. Cetesprits'affirma avec éclat en plusieurs occasions. Lors du grand incendie qui détruisit plusieurs quartiers de la ville, en 1790, les Pénitents se firent remarquer par la générosité avec laquelle ils vinrent en aide aux confrères atteints par le fléau. Le lendemain même du sinistre, toutes les compagnies s'assemblèrent et prirent les mesures nécessaires pour secourir sur le champ les victimes. Les Pénitents Bleus comptaient vingt-quatre membres qui avaient perdu leur avoir dans la catastrophe : la confrérie leur distribua d'abord tout ce qu'elle avait en caisse; puis elle ouvrit en leur faveur une souscription à laquelle s'associèrent beaucoup de compagnies de la province et même des parties du royaume les plus éloignées, invitées par une circulaire pressante à venir au secours de confrères malheureux (2).

Après du mot de Charité, partout on trouve cet autre mot : **Paix** ! inscrit en tête du règlement des confréries de Pénitents. — Partout, à cette question du prieur : « Que demandez-vous, mon frère ? » le récipiendaire répond : « La paix ». Il n'entend pas seulement par ce mot le calme intérieur que donnent une vie pure, une conscience tranquille, la pratique des œuvres pieuses auxquelles il va se vouer : le Pénitent doit vivre en paix non-seulement avec lui-même, mais aussi avec le prochain. Nous avons partout signalé l'obligation pour le nouveau confrère de se réconcilier avec ses ennemis, et pour les officiers d'intervenir, si besoin est, pour opérer la réconciliation. Nous avons vu partout l'arbitrage des supérieurs recommandé, imposé même, dans les différends entre associés. Combien de procès, sources de dépenses considérables, cause de ruine parfois, et point de départ de longues inimitiés, furent ainsi évités ! A ce point de vue encore, les compagnies rendirent à la société d'immenses services.

Disons du reste que nous trouvons dans les Statuts synodaux du clergé du diocèse, notamment dans le *Règlement général pour toutes les confréries et congrégations*, publié en 1619

(1) Voir le chapitre suivant.

(2) Papiers divers communiqués par M^{me} veuve Audoin.

par M^{re} Raymond de la Marthonie, le germe de toutes les excellentes pratiques de ces associations. L'objet qui leur est proposé n'est pas seulement la gloire de Dieu, le salut, l'éducation du prochain : c'est « le secours et soulagement des pauvres » ; c'est « l'aide et assistance mutuelle » que les confrères « se doivent rendre charitablement les uns aux autres, soit pour le temporel, soit pour le spirituel, soit en la vie ou en la mort, ou après qu'ils sont décédez ». Les personnes qui sont placées à la tête des confréries « s'employeront à accorder les différends », à réconcilier les ennemis, « et à retrancher tout ce qui peut blesser, refroidir ou diminuer la charité chrétienne, soit entre eux ou entre les autres (1) ».

Après avoir rendu justice aux grands et beaux résultats de l'institution des Pénitents, nous nous sentirons plus à l'aise pour parler des abus qui s'étaient glissés dans les compagnies, et des incidents fâcheux qui marquèrent leur décadence. Nous n'avons pas ici, grâce à Dieu, à nous occuper du rôle joué par les Pénitents dans la lutte des partis. Les confréries de Limoges, venues après l'apaisement des discordes civiles, n'ont pas d'incidents politiques dans leur histoire.

Les compagnies avaient, dans les commencements, fait de grandes dépenses pour réparer et orner les églises où elles s'étaient établies. « Ces esglises ont receu, déclarait le P. Bonaventure de Saint-Amable dans la seconde moitié du xvi^e siècle, un grand accroissement par les confréries de Pénitens, qui ont pris à tâche d'ornez et d'embellir les lieux sacrez qui leur ont esté accordez pour y faire leur exercice (2) ». Mais les rapports de ces associations avec le clergé paroissial laissèrent souvent à désirer. Nous avons parlé des démêlés des Pénitents Bleus avec le curé de Saint-Paul ; d'autres compagnies, pour n'avoir pas des débats aussi bruyants avec les desservants, n'en vivaient pas moins en assez mauvaise intelligence avec le clergé, vis-à-vis duquel les associations de ce genre affectaient en général de regrettables allures d'indépendance, en dépit des ordonnances synodales

(1) *Ordonnances synodales du Diocèse de Limoges*, revues et imprimées de nouveau par l'ordre de M^r de Carbonnel de Canisy. — Limoges, Pierre Barbou, 1703.

(2) *Histoire de Saint-Martial*, T. III, col. 846.

attribuant la direction de toutes les confréries au curé ou à un autre prêtre de la paroisse : cet article ne paraît pas avoir été sérieusement appliqué aux Pénitents avant la Révolution. Les confrères de la Sainte-Croix eux-mêmes, qui avaient si longtemps édifié la ville, étaient accusés, en 1767, de n'apporter aux pasteurs et aux paroissiens de Saint-Michel-de-Pistorie que du trouble et de l'incommodité (1). Souvent, soit à Limoges, soit sur d'autres points du diocèse, les curés durent solliciter l'intervention de l'évêque pour mettre fin aux taquineries ou aux empiètements des compagnies.

Cette intervention était aussi réclamée par les confréries elles-mêmes, pour réprimer les abus qui s'étaient introduits dans leur sein ou pour y rétablir la paix. Ces fréquents recours au pouvoir ecclésiastique pour trancher des questions d'ordre intérieur que les supérieurs de l'association auraient pu et dû résoudre en vertu de l'autorité conférée à leur charge par les statuts, amenèrent peu à peu l'ingérence abusive des évêques dans le gouvernement intérieur des compagnies. Ainsi on voit ces prélats intervenir quelquefois dans l'élection des officiers, ou ordonner aux confrères de rouvrir leurs rangs à des sujets qui en ont été exclus par des délibérations régulières. Le fait se passa notamment en 1777 : sur l'ordre de M^{re} d'Argentré, les Pénitents Pourpres durent recevoir plusieurs membres renvoyés par application des statuts (2). — Disons néanmoins que, presque toujours, l'action de l'autorité épiscopale s'exerça pour prévenir ou réprimer des abus, et rappeler les confrères à l'observation des articles les plus essentiels de leur règlement.

Le but que s'étaient proposé les fondateurs des compagnies en ordonnant des processions était certainement d'édifier le public par la tenue humble, l'extérieur contrit, la ferveur des confrères. Au bout de quelque temps, les Pénitents se départirent de leurs traditions premières de simplicité et d'uniformité : on les vit porter des rubans, des bijoux, chercher à se distinguer par des habits d'étoffe plus fine que ceux de la foule des associés. Les processions devinrent pour eux l'exercice principal en même temps que le grand attrait de la confrérie ; le désir d'avoir un rôle dans ces solennités, d'y figurer sous un costume, était trop

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1121.

(2) Id., liasse 1605, et collection Audoin.

souvent l'unique mobile des nombreuses demandes d'admission sur lesquelles avaient à statuer les confréries. Peu à peu il s'établit entre celles-ci une sorte de concurrence de luxe et de représentation. Chacune voulut surpasser les autres et éblouir la population par sa magnificence : « Richesses du voile de la croix, des bâtons, des panonceaux, de l'habillement des courriers, musique pour les recevoir dans chaque église, rien n'était épargné (1) ». C'était à qui, dans les processions générales surtout, aurait les ornements les plus coûteux, les plus gros cierges; c'était surtout à qui offrirait le plus nombreux cortège. Cette rivalité, qui était poussée fort loin, amena, comme nous l'avons dit, les compagnies à admettre, pour grossir leurs rangs, les postulants sans exiger d'eux les garanties morales les plus indispensables. On vit enfin les associations travailler à s'enlever réciproquement leurs membres. D'un autre côté, la facilité avec lesquelles plusieurs d'entre elles recevaient les confrères chassés des autres associations ou les ayant quittées par légèreté, était un encouragement pour ces derniers. Ces pratiques amenèrent un relâchement et une insubordination tels qu'il fallut enfin s'entendre et arriver à une mesure générale pour en arrêter les progrès. Sur demande des officiers des six compagnies, M^{sr} d'Argentré défendit expressément, en 1765, l'admission dans aucune d'elles de confrères indociles ou peu zélés ayant appartenu à une autre (2). Les statuts de deux de ces associations avaient, on se le rappelle, dès le principe, formulé la même exclusion, qui était du reste prononcée dans d'autres villes où existaient aussi plusieurs confréries de Pénitents.

La coutume s'était introduite de laisser figurer aux processions, dans les rangs des compagnies, des confrères ne portant pas l'habit, ou des membres de la famille des associés, des enfants en particulier : à la demande des vicaires généraux, toutes les confréries prirent en 1776 une délibération pour décider qu'à l'avenir les Pénitents en costume figureraient seuls aux processions (3).

Dès 1698, comme on l'a vu plus haut, M^{sr} de Carbonnel de

(1) Bullat, *Tableau ecclésiastique*.

(2) Legros, *Mélanges manuscrits*, T. I, p. 411-412.

(3) Legros, *Continuation des Annales*.

Canisy avait dû, pour éviter les désordres de la promenade nocturne du Jeudi-Saint, arrêter que les processions des Pénitents devraient être rentrées avant sept heures du soir et ordonner qu'après cette heure toutes leurs chapelles seraient fermées. — Plusieurs évêques durent rappeler les dispositions des statuts du diocèse qui interdisaient toute danse, tout festin, à l'occasion de la fête patronale des compagnies (1). On fut néanmoins obligé de tolérer un banquet, mais à la condition expresse qu'il ne se ferait pas dans une taverne ou autre lieu public. Malgré des défenses cent fois répétées, l'usage se conserva de payer sur la caisse commune, chaque fois qu'il y avait une procession, un repas aux choristes, dont quelques-uns souvent n'appartenaient pas à la compagnie (2). Cette coutume ne s'est éteinte qu'avec les confréries elles-mêmes. Les repas dont il s'agit passaient pour être arrosés de libations trop abondantes, et rien ne contribua davantage à donner aux Pénitents la mauvaise réputation qu'à tort ou à raison ils avaient naguère sur cet article (3).

(1) Ordonnances synodales de Mgr Raymond de la Marthonie (1619) : « Défendons à tous confrères de faire aucun fou de feste, de se masquer, de courir la bague, d'avoir aucuns menestriers, tambours ou trompettes, de faire des dances ou des bals en public ou en particulier, aux jours qu'ils s'assemblent pour la célébration de leur festes, ou de porter des armes, des espées, des enseignes, des massues, de prendre leurs repas dans les tavernes, les cabarets, ou les hôtelleries publiques ».

(2) A Toulouse on avait voulu remédier à des abus semblables. Un accord conclu en 1602, sous les auspices de l'archevêque, entre les compagnies de cette ville, interdisait de donner « aucune somme d'argent à ceux qui chanteroient » et de faire chanter dans les processions d'autres personnes que les confrères : les membres des diverses associations devant s'assister les uns les autres en cas de besoin et se fournir mutuellement les éléments qui pourraient manquer au chœur de chacune d'elles.

(3) On connaît les proverbes :

Couloumbaîré, pipeyaîré, péniten,
Soum tref meytiéy de vaurien.

Le matin blanc, bleu, rouge ou noir,
Gris le soir.

Pénitent, blanc par dehors, rouge dedans : goût de canaille, etc., etc.

§ 17. — Quelques dates importantes de l'histoire des compagnies limousines. — Leur admission aux processions générales. — Procession du 20 juin 1686. — Les Pénitents et le curé de Saint-Pierre. — Affaire de 1781 : les compagnies menacées d'être supprimées. — La Révolution.

Pendant quarante-cinq ans, les Pénitents n'eurent que des processions particulières : chaque compagnie visitant à son tour, comme nous l'avons dit, au jour de sa fête patronale et le Jeudi-Saint, un certain nombre d'églises ; mais ces associations ne prenaient part à aucune des grandes processions faites par le clergé et les communautés religieuses de la ville. — En 1643, le Prieur des Pénitents Noirs, M. Du Boys de Chamboursat, adressa à l'évêché, au nom des cinq confréries alors existantes, une demande pour obtenir l'autorisation d'accompagner celle de l'Octave du Saint-Sacrement. Cette autorisation fut accordée le 26 mai par le vicaire général, en l'absence de l'évêque. Le Présidial s'en émut ; les Consuls furent mandés le 6 juin devant les magistrats du siège, et défense fut faite aux prieurs d'innover aux usages établis. Les Pénitents obtinrent la levée provisoire de cette défense, mais sans qu'il fût rien préjugé sur le fond même de la question. L'affaire portée devant le Conseil privé, celui-ci cassa, le 7 août 1643, les arrêts du Présidial, reconnut à l'évêque seul le droit d'ordonner et de régler les processions, décida que les Pénitents continueraient, en vertu de la permission à eux donnée par le vicaire général, à assister à celle de l'Octave du Saint-Sacrement (1). Ils furent plus tard appelés à prendre part aux autres cérémonies de ce genre, notamment à la procession du 15 août, conformément au mandement de M^{sr} de Carbonnel de Canisy en date du 14 juin 1700.

Ces jours-là, nous l'avons dit, les compagnies faisaient assaut de luxe et de magnificence. Une des plus belles processions dont les annales limousines nous aient conservé le souvenir est celle qui fut faite le jour de l'Octave de la Fête-Dieu, 20 juin 1686. Dans la curieuse relation qui nous en a été transmise, le passage concernant les Pénitents nous paraît offrir un intérêt tout spécial. L'auteur anonyme fait défiler devant nous chaque confrérie,

(1) Legros, *Mélanges mss.*, T. I, p. 409. — P. Laforest, *Limoges au XVIII^e siècle*, p. 214.

l'une après l'autre, suivant l'ordre que lui assigne la date de sa fondation. Ce sont d'abord les Pénitents Pourpres, chantant les litanies du Saint-Sacrement, tenant tous un cierge à la main, et précédés de leur croix processionnelle « couverte d'un voile de brocard rouge à fleurs »; puis les Feuille-Morte, dont la croix est garnie d'un « tabis feuille-morte, semé de larmes de fil d'argent, brodé de dentelle d'argent ». Les Gris suivent, avec six panonceaux d'argent et « un voile faict d'une moile à fond d'argent »; celui des Blancs est « d'une toile d'Hollande » qui a « une bordure dentelée fort propre »; la croix, « d'un bois fort luisant, travaillée avec bien de l'esprit, bordée tout autour de lames d'argent », a « un beau Christ et un soleil aussi d'argent ». Les officiers de la confrérie portent quatre bâtons d'argent surmontés de la figure d'un « agneau dans un soleil, aussi d'argent ». Derrière eux viennent les Pénitents Bleus, « qui ont l'honneur d'avoir un de nos rois pour confrère (1) dans le chemin royal de la croix », et dont le voile est « d'un très beau tabis, semé de fleurs de lis d'or, faites à l'aiguille, et bordé d'une dentelle d'or ». Les Noirs s'avancent les derniers; le prieur et le sous-prieur tiennent chacun à la main un bâton d'ébène, semé de larmes d'argent; deux autres officiers ont des cierges garnis de panonceaux du même métal. Leur croix est recouverte d'un voile de moire à franges d'argent. On évalue à six cents environ le nombre des confrères qui assistent à cette procession (2).

Notons que, pendant cent cinquante ans, les Pénitents de Limoges se montrèrent en public pieds nus; aux obsèques des confrères seulement, ils portaient des chaussures. Au xviii^e siècle, la ferveur diminuant, l'usage prévalut parmi eux de paraître chaussés aux processions; mais le porte-croix et ses acolytes conservèrent l'ancienne coutume, et nous les avons vus jusqu'à nos jours y demeurer fidèles. Le droit de porter la croix était

(1) Allusion à l'affiliation aux Pénitents Bleus de Toulouse de Louis XIII (1622) et de Louis XIV. — V. ci-dessus, chap. IV, p. 42.

(2) Le TRIOMPHE DU TRÈS-SAINT-SACREMENT ou la Procession célèbre qu'on fit à Limoges le jour que finissoit l'Octave de la Fête-Dieu, le 20 juin 1686, procession qu'on fait tous les ans, mais qu'on n'avoit plus fait avec tant de pompe et de magnificence. A Limoges, par Jean Legier, imprimeur et libraire, proche la Halle des Bancs. — Ce curieux opuscule a été réimprimé de nos jours (Limoges, Chapoulaud frères, 1877), par les soins de M. l'abbé Tandeau de Marsac.

conféré, par les statuts de certaines compagnies, aux titulaires d'offices déterminés; ailleurs ce privilège était mis aux enchères, comme l'étaient, dans la confrérie des Pourpres, celui de détacher le supplicié du gibet et celui de porter son cercueil.

En 1736, il s'émut une assez vive querelle entre les Pénitents et M. Juge, curé de Saint-Pierre. Celui-ci se plaignit à l'évêché de ce que, dans les enterrements des confrères, une place d'honneur fût réservée au chef de la compagnie. L'usage en effet s'était établi que, aux obsèques des associés, un officier, en costume et le bourdon à la main, marchât devant le corps, pour veiller au bon ordre et, en particulier, au remplacement des porteurs au fur et à mesure qu'ils étaient fatigués. Le curé alléguait plusieurs disputes et scandales, et demandait le retrait de l'espèce de privilège que les Pénitents s'étaient ainsi arrogé dans une cérémonie religieuse dont l'ordonnance appartenait au clergé seul. Les six compagnies adressèrent à M^{sr} de Charpin de Genétines un mémoire signé : pour les Pénitents Noirs, du prieur Faulte; pour les Bleus, du sous-prieur de La Borderie; pour les Blancs, de Peyroche, conseiller; pour les Gris, du sous-prieur de Jayat et des trésoriers Messié et Texier; pour les Feuille-Morte, du sous-prieur Besse, et pour les Pourpres, du prieur David et du sous-prieur Laforêt. Ces honorables citoyens défendent leurs confrères et leurs associations d'avoir voulu usurper une place d'honneur au détriment du clergé; ils expliquent dans quel but un officier, aux funérailles des Pénitents, marche devant le cercueil, et affirment qu'aucun scandale ne s'est produit à l'occasion de l'usage dont il s'agit. Ils se rappellent seulement que, aux obsèques de l'archidiacre Michelin, l'hebdomadier chargé de célébrer le service funèbre repoussa l'officier de Pénitents qui était venu prendre la place accoutumée. Celui-ci n'insista pas, et cet incident ne donna lieu à aucune dispute fâcheuse. La plainte semble n'avoir pas reçu de suite. L'évêque se borna sans doute à exhorter les deux parties à la tolérance, à la charité et à la paix (1).

Les bayles des âmes du purgatoire de la paroisse de Saint-Michel eurent aussi de fréquentes altercations avec les compagnies de Pénitents, dont les membres leur disputaient le droit de porter les cordons du drap mortuaire aux enterrements des

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1128.

confrères ou des personnes de marque. « Maintes fois », s'il faut en croire les doléances des Amiers, les Pénitents s'emparèrent « de force » des cordons, et se livrèrent « à des voies de fait scandaleuses ». L'évêque avait décidé, en 1748, pour mettre fin à ces discussions, que les bayles des âmes porteraient les cordons dans les églises et les cimetières, et que les Pénitents les prendraient dans les rues (1). Cette équitable décision ne fit pas cesser tout conflit, et les disputes continuèrent jusqu'à la Révolution entre Pénitents et Amiers.

Dans les processions, les compagnies de Pénitents étaient souvent accompagnées de personnages richement costumés, d'enfants surtout, représentant diverses scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament. A la grande procession du Saint-Sacrement de 1686, trois enfants habillés en anges marchaient en tête des Pénitents Pourpres, et portaient des cartouches sur lesquels étaient peints un saint-sacrement et deux cœurs, avec les devises : *Caritas* et *Facile pœnitentiam*; les Blancs étaient également précédés d'un « garçon habillé en S. Jean », portant un « feston de feuillages » avec ces paroles : *Parate viam Domini* (2).

Cette confrérie a continué jusqu'à nos jours de faire marcher dans ses rangs, en souvenir de son patron, un enfant vêtu d'une peau de mouton, une houlette à la main, un cercle d'or sur la tête et menant un petit agneau attaché par un ruban. — Les Pénitents Pourpres donnaient au peuple un plus attrayant spectacle : au milieu d'eux s'avancait un nombreux cortège, où l'on reconnaissait le « collège des apôtres » à la suite duquel figurait toujours saint Martial, et les saintes femmes, parmi lesquelles on distinguait Marie-Madeleine à sa riche chevelure blonde ou rousse, et la Véronique, à l'image sanglante qu'elle présentait aux fidèles. Nous verrons plus tard les Pénitents Violets du *Stabat* escorter les Macchabées. Ces représentations survécurent à la période révolutionnaire : elles subsistaient encore en 1827, époque à laquelle elles furent interdites, comme nous le dirons plus loin, par M^{sr} de Tournefort, évêque de Limoges. Nous avons vu que des personnages et des scènes analogues figu-

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 164.

(2) *Le Triomphe du Très-Saint-Sacrement*, etc.

raient et figurent encore aux processions de Perpignan ; dans plusieurs autres villes ces usages ont longtemps subsisté.

En 1781, un incident de peu de gravité en lui-même faillit compromettre l'existence de nos compagnies de Pénitents. Les officiers du régiment Dragons-d'Artois, alors en garnison à Limoges, avaient, en plusieurs occasions, manifesté peu de respect pour les ecclésiastiques et pour les choses de la religion. L'un d'eux, se trouvant en face des séminaristes, dans une rue étroite, avait injurié les directeurs et affecté de faire avancer sur eux son cheval et ceux des hommes qui le suivaient, au risque d'écraser plusieurs personnes. Le chapitre de Saint-Martial, faisant la procession des Rogations, avait, à plusieurs reprises, rencontré des détachements de dragons qui avaient refusé de s'arrêter et forcé les chanoines et les fidèles à se disperser ; le chapitre s'en était vengé en faisant fermer un jour, au moment même où se présentait la garde montante, les portes de la place des Arbres, dont il laissait la jouissance au public et où avait lieu tous les jours la parade (1). — Le 14 juin 1781, pendant le défilé de la procession du Saint-Sacrement, un officier de dragons entra dans les rangs de la compagnie des Pénitents Gris, et affecta d'y marcher le casque sur la tête. Cette inepte bravade troublait l'ordre de la cérémonie et blessait le sentiment de toutes les personnes présentes. Un des dignitaires de la confrérie alla à ce militaire et l'invita à se retirer. L'officier s'emporta : une altercation assez vive s'ensuivit. Toutefois, il ne paraît pas que le Pénitent ait frappé ou même touché le dragon du bâton processionnel qu'il tenait à la main. L'intervention du major du régiment, qui se trouvait à une fenêtre, mit fin à la scène ; mais, au lieu de punir l'auteur de cette incartade, ce fut au Pénitent que l'on s'en prit (2). L'autorité voulut le faire saisir et jeter en prison : ses confrères prirent fait et cause pour lui ; on réussit longtemps à le dérober aux recherches. Les compagnies furent alors dénoncées comme un ramassis de fanatiques et d'hommes malintentionnés. On pressa le Gouvernement de supprimer ces associations. Celui-ci, avant de décider de leur sort, voulut s'éclairer sur leur passé. L'intendant de la généralité reçut de

(1) Bullat, *Tableau ecclésiastique*.

(2) Legros, *Continuation des Annales*, p. 277.

M. Amelot, secrétaire d'Etat, l'ordre de transmettre à Paris les statuts des diverses confréries de Pénitents avec les titres relatifs à l'institution de chacune d'elles. Les prieurs, à la réception de la lettre de M. d'Aine qui leur réclamait ces documents, se réunirent et adressèrent une supplique collective à M^{sr} d'Argenté pour solliciter la protection du prélat et protester en même temps contre les imputations dont les Pénitents étaient l'objet, et contre la partialité qu'avait montrée l'autorité locale dans toute cette affaire :

« Tous les citoyens vertueux et patriotes, écrivaient-ils, s'accordent à dire qu'avant de condamner le Pénitent à perdre sa liberté pendant quelques mois, l'autorité auroit dû s'instruire fidèlement du délit. Cette marche si naturelle auroit dévoilé le coupable, et la religion de M. Amelot n'auroit pas été surprise. Ils ajoutent qu'on devoit porter une plainte criminelle; qu'il falloit que M. le curé intervînt pour demander la réparation du peu de décence de l'officier. Une foule de témoins auroient déposé de la réalité, et la raison du plus fort n'auroit pas été la meilleure (1). »

Au bas de cette lettre, on lisait les signatures de MM. du Vigneau, chevalier de Saint-Louis; Muret, secrétaire du roi, ancien prieur des Pénitents Feuille-Morte; le comte de Clavières, lieutenant des maréchaux de France; Cramouzaud, chanoine théologal de Saint-Martial, ancien prieur des Pénitents Noirs; Dumay, prieur des Pénitents Feuille-Morte; Dufaure de Viallebois, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, prieur des Pénitents Pourpres; Bourdeau, prieur des Blancs; Fournier, sous-prieur des Pourpres; Devoyon, ancien prieur et doyen des Gris; Pétiniaud, ancien prieur des Blancs; Faugère, ancien prieur des Gris; de Roulhac, ancien syndic; Chapoulaud, prieur des Bleus, et Vitrac, prêtre, ex-prieur des Bleus.

Les signataires de la supplique à l'évêque adressaient en même temps à M. Amelot ce mémoire, que M. P. Laforest a déjà publié dans son beau livre (2), en louant avec raison la force et la dignité du langage tenu au ministre par les délégués des compagnies :

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257.

(2) *Limoges au XVII^e siècle*, p. 225,

MONSEIGNEUR,

Les Pénitens de Limoges doivent leur institution primitive au zèle d'un saint prêtre, le bienheureux Bardon de Brun, qui, à l'exemple de saint François de Sales, et peut-être de concert avec lui, érigea la compagnie des Pénitens Noirs de la Croix, avec l'approbation de M^{re} Henri de la Marthonie, en 1598.

Les autres compagnies se sont établies vers la même époque, avec le même esprit, des statuts semblables, et des approbations dont les titres se trouvent dans la collection de pièces que nous avons l'honneur de vous adresser.

Grâce au ciel, notre ville, où il n'y a ni académie, ni écrivains philosophes, croit en Dieu, aime la religion et respecte des institutions que la philosophie regarde d'un œil de mépris, mais qui entretiennent la piété, contribuent au culte public, rappellent aux sacrements et par là maintiennent le règne des vertus.

Oui, Monseigneur, si quelques confrères fréquentent les compagnies de Pénitens comme des compagnies profanes, ou uniquement pour figurer dans des processions, plusieurs y vont par un véritable esprit de religion, et leurs fêtes solennelles ne se passent pas sans qu'on y donne des sujets d'édification.

Mais n'y eût-il que le zèle que ces compagnies font paraître pour le culte extérieur, elles mériteroient la protection d'un gouvernement religieux. Les églises où elles sont érigées, églises paroissiales la plupart, mais très pauvres, ont été rebâties ou entièrement réparées aux frais de ces compagnies, qui les entretiennent encore avec le plus grand soin, et en augmentent chaque année la décoration.

Et ce n'est pas seulement dans l'intérieur de ces églises que les Pénitens marquent leur pieuse émulation pour le culte divin. Quand ils se produisent au dehors dans les processions, c'est dans un éclat qui ne contribue pas peu à la pompe de ces marches solennelles, et le bon ordre qu'ils y observent se trouve ici attesté par MM. les doyen, grand-chantre et chanoines de la cathédrale, directeurs et surveillants par état des processions générales.

Mais la religion de ces compagnies ne se borne pas au culte extérieur. La principale des vertus chrétiennes, la charité, y répand des bienfaits journaliers, et parmi les Pénitens, comme chez les premiers chrétiens, il n'y a point de pauvres, du moins de pauvres souffrants, et jamais il n'y en aura tant qu'il y en aura de riches : outre le témoignage de MM. les curés sur ce point essentiel, nous attestons ici les inquiétudes touchantes et les vives alarmes de plusieurs familles indigentes, quand la nouvelle s'est répandue que les compagnies de Pénitens pouvoient être menacées de perdre leur existence.

Ce seroit surtout un cri général de plaintes et de regrets, si l'on voyoit supprimer celle des Pénitens Pourpres, ou de la Charité, que leur institution particulière dévoue au soin des prisonniers... Ils sont

coupables la plupart, a-t-on dit. Coupables la plupart? Il peut donc, dans le nombre, y en avoir d'innocents; il peut y en avoir qui soient touchés d'un vrai repentir. Et n'y en eut-il jamais eu qu'un seul, on ne pourroit assez bénir et encourager une compagnie de citoyens zélés, qui vont journellement essuyer les larmes, porter la consolation, entretenir la propreté, procurer toutes sortes d'adoucissements dans l'horreur des cachots, préviennent le dernier des malheurs comme le dernier des crimes : le désespoir, et empêchent que les victimes de la justice ne souffrent, durant des années entières, mille tourments, mille morts, pendant que la loi ne peut ni ne veut les condamner qu'à un seul jour de supplice.

Se pourroit-il, Monseigneur, si vous daignez faire quelque usage de ces représentations, qu'il se trouve des cœurs assez durs pour blâmer ce genre de bienfaisance? Nous voudrions les dénoncer à notre bon Roi, qui, par ses ordonnances sur les prisons, vient de marquer un intérêt si touchant pour ses sujets, même criminels, jusqu'à ce que la loi les ait condamnés.

Il ne faut donc pas qu'on représente ces compagnies religieuses comme des fréries inutiles, établies pour la superstition, conservées par l'aveugle coutume et animées d'un vain esprit d'ostentation. Ne fissent-elles pas tout le bien qu'on vient d'exposer, on ne peut douter qu'elles n'intéressent un très grand nombre de citoyens, ecclésiastiques, militaires, magistrats, négociants, artisans, riches et pauvres. Or, un gouvernement distingué par la sagesse et la bonté se prêteroit difficilement à détruire ce qu'il saura intéresser presque toute une ville; car, outre les Pénitents eux-mêmes, on peut dire que le corps des marchands a un intérêt réel à la conservation de ces compagnies : c'est principalement l'ordre qu'elles gardent dans les processions générales, leur nombre, la richesse des croix et des images qu'elles y portent, peut-être même la forme et la variété de leurs habillements, qui attirent le grand concours des étrangers et des gens de la campagne dont le voyage à la ville ne se fait jamais sans quelque opération de mercantile. Cette considération est si digne de l'attention du Gouvernement, que le respectable M. Poncet, ancien évêque d'Angers, ayant formé le projet d'interdire les torches et représentations en cire qu'on porte à la Fête-Dieu, éclairé par les plaintes des habitans, qui attribuent à ce spectacle l'affluence des étrangers, voulut bien faire céder ses vûes de réforme à l'intérêt de sa ville épiscopale.

Nous espérons que toutes ces considérations réunies décideront l'autorité supérieure en faveur de l'existence des Pénitents; mais on a peut-être représenté le voile dont ils se couvrent comme un déguisement dangereux, propre à favoriser l'esprit de rébellion, et il pourroit intervenir un ordre de supprimer cette partie de leur habillement; ce seroit prononcer équivalement la destruction de ces compagnies. Elles ne subsistent que par la réunion de tous les ordres de citoyens : l'ancien militaire, le magistrat, les gens de la première dis-

inction, qui rougiroient de figurer en public avec le simple peuple, n'ont aucune peine de se couvrir du sac de la pénitence avec l'artisan, le manouvrier, le cultivateur; et c'est surtout cette fraternité entre les grands et les petits qui, en leur rappelant qu'ils sont tous frères en Jésus-Christ, assure aux pauvres les secours des riches. Si on ôtoit leurs voiles, on excluroit de ces compagnies tous ceux qui en sont le soutien, et elles retomberoient dans la classe de toutes les autres confréries, qui n'ont presque plus de consistance dans cette ville.

Et quand on dit que quatre ou cinq cents hommes, ainsi déguisés, pourroient se porter aux plus grands excès avant que la surveillance du magistrat eût pu reconnaître les coupables et les réprimer, on sait bien qu'on veut faire un épouvantail d'une chimère. Cinq à six cents citoyens honnêtes, abusant de la solennité d'une fête, d'une cérémonie religieuse, d'un habit de pénitence, pour répandre le désordre et le trouble au sein de leur patrie, cela ne fut jamais, ni ne peut s'imaginer. Par quelle fatalité d'ailleurs, ce qui est sans danger à Toulouse, à Lyon et dans d'autres villes considérables du royaume, pourroit-il devenir si funeste à Limoges? Si on détruisoit tous les établissemens qui, dans des suppositions chimériques, pourroient entraîner quelque abus, quels sont ceux qu'on conserveroit?

Sur quoi nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir bien, sans égard aux préjugés qu'on auroit pu vous inspirer contre les compagnies des Pénitens de Limoges, prendre lesdites compagnies sous votre protection, les maintenir dans tous leurs droits et usages, et, en tant que besoin seroit, assurer de plus en plus leur existence, et ferés bien (1).

Diverses attestations favorables aux compagnies étaient jointes à ce mémoire; notamment des certificats émanant du chapitre et des curés de toutes les paroisses où étaient établis des Pénitents. Ces derniers se tirèrent sains et saufs de ce mauvais pas, grâce aux démarches actives de leurs prieurs, d'une partie du clergé et de quelques protecteurs influents. Il faut dire aussi que l'opinion publique s'était prononcée en leur faveur avec une rare énergie. On réussit à faire comprendre au Gouvernement qu'il serait imprudent et impolitique de s'attaquer à une institution aussi populaire que l'était à Limoges celle des Pénitents, et en même temps aussi complètement inoffensive, vu l'esprit de ces associations et les garanties qu'offraient les personnes placées à leur tête.

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257.

La Révolution arriva : les compagnies de Pénitents, comme toutes les autres confréries religieuses, en subirent le contre-coup; elles ne cessèrent complètement leurs exercices qu'en 1792. A cette époque, M. Dépéret, négociant, était prier des Pénitents Noirs; M. Voisin, prêtre, des Bleus; M. Boutet, directeur des domaines, des Blancs; le P. Cruvelhier, religieux carme, des Gris; le P. Darsonval, récollet, des Feuille-Morte; le P. Cacatte, récollet de Sainte-Valérie, des Pourpres (1).

Les confréries religieuses ayant été supprimées par le décret de l'Assemblée législative du 18 août 1792, la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de Limoges invita ceux de ses membres qui avaient appartenu à ces associations à persuader à leurs confrères « de déposer toute l'argenterie et bijoux précieux ou effets sur l'autel de la patrie, après le prélèvement de leurs dettes (2) ». Nous ne croyons pas que toutes les compagnies aient accueilli cette insinuation avec empressement, bien qu'on rencontre parmi les habitués du club un certain nombre de membres des anciennes confréries, bien qu'on voie la Société populaire décidant un peu plus tard que la liste de ses adhérents sera placée dans des cadres ayant jadis servi à recevoir le « catalogue » des Pénitents Gris, et dont certains de ces derniers avaient fait hommage à la Société (3). Les compagnies ne se résolurent pas sans peine à se dissoudre. Quelques-unes même, celle des Pénitents Pourpres notamment, tentèrent de subsister sous une nouvelle dénomination (4). Les confrères gardèrent les traditions de charité et de fraternité qui étaient l'honneur de leurs vieilles associations. Grâce aux liens qui subsistèrent entre eux, bien des douleurs furent secourues et bien des maux évités durant les années de crimes et de misère que traversa le pays.

(1) Calendrier de Limoges et du département de la Haute-Vienne pour 1791.

(2) Registres de la Société populaire, à l'Hôtel de ville de Limoges, séance du 1^{er} mai 1792.

(3) *Ibid.*, séance du 3 décembre 1792. Il est bon de noter que la Société populaire de Limoges conserva le mode de votation des confréries de Pénitents, au moyen de fèves blanches ou noires.

(4) Une supplique du courrier des Pénitents Pourpres, qu'a bien voulu nous communiquer M. Ch. Nivet-Fontaubert, et qui est postérieure à la suppression de la confrérie, est adressée « aux citoyens Pénitents Pourpres de la Charité, de présent de la Société d'humanité ».

Le mobilier, l'argenterie et les objets précieux que possédaient les diverses compagnies furent, ainsi que leurs chapelles, de par le décret de l'Assemblée, remis à l'autorité : un arrêté pris par le Directoire du district de Limoges, à la date du 29 septembre, ordonna qu'une expédition de cette loi serait sur le champ envoyée aux conseils généraux des communes de Limoges et de la Cité, avec ordre de faire procéder dans les vingt-quatre heures, par deux commissaires, à un inventaire exact et détaillé de tous les objets garnissant les églises, oratoires et chapelles. L'une et l'autre municipalités s'empressèrent de se conformer à cet arrêté. L'état général de l'argenterie trouvée dans les édifices consacrés au culte mentionne :

Chez les Pénitents Noirs, une grande croix, six petites croix placées dans les cartouches des bâtons processionnels, un calice et une patène, en tout 15 marcs 3 onces 8 gros d'argent ;

Chez les Bleus, un christ, un soleil, six bâtons complets, quatre panonceaux, un calice et sa patène, en tout 48 marcs 2 onces 4 gros d'argent ;

Chez les Gris, une croix de bois avec dentelle d'argent pesant 4 marcs 3 onces 4 gros d'argent ;

Chez les Feuille-Morte, une custode de 5 onces (1).

Un inventaire spécial de l'argenterie et des ornements appartenant aux Pénitents Noirs comprend les objets suivants :

« Une croix d'ébène garnie en argent et son christ de même métal, six bâtons de bois garnis de lames d'argent et les cartouches de cuivre blanchi ; — un calice d'argent doré avec sa patène ; — trois aubes ; — trois chasubles complètes ; — deux voiles avec lames d'argent et dentelle de même métal ; — six petites croix d'argent placées dans les cartouches ; — un autel avec son tableau (2).

De la confrérie des Pénitents Pourpres, dont le mobilier ne figure pas à l'état général que nous avons cité plus haut, il nous reste un inventaire plus détaillé et plus intéressant.

« Trois aubes ; — un devant d'autel rose en damas, avec la garniture de la table et sa frange en argent ; — un ornement noir avec deux dalmatiques et une aube brodé (*sic*) en laine ; — plus deux autres mauvaises chasubles noires ; — plus deux

(1) Documents communiqués par M. Nivet-Fontaubert.

(2) *Ibidem*.

chapes rouges, dont l'une garnie en argent, ainsi que l'autre, avec les voiles garnis l'un en or et l'autre en argent ; — plus deux chapes violettes, l'une garnie en système d'argent faux ; — plus une autre chape noire en coton galonnée en laine ; — plus une autre chape de drap de coton garnie en laine ; — plus une chape blanche avec ses garnitures ; — plus trois étoiles de différentes couleurs, sans ornements ; — plus trois autres mauvaises ; — plus deux mauvais manipules ; — plus un voile rose pour quand on expose le Saint-Sacrement ; — plus douze purificateurs ; — plus cinq amicts ; — plus une nappe pour la petite table ; — plus six corporaux : — plus une dentelle de la nappe ; — plus une crédence avec sa garniture ; — plus un voile noir de croix pour les enterrements ; — plus un voile rouge de croix ; — plus un autre voile rouge de croix, neuf ou le meilleur ; — plus quatre burettes d'étain avec le plat ; — plus huit chandeliers de cuivre ; — plus quatre panonceaux de cuivre garnis en émail ; — plus une hallebarde ; — sept bâtons avec leurs cartouches de cuivre argent, et les *ecce homo* d'argent, les six bâtons garnis en argent et l'autre en cœur (*sic*) d'argent ; — plus deux calices d'argent avec leurs patènes ; — plus un petit soleil d'argent sans pied ; — plus une petite custode d'argent ; — plus habit, veste, chapeau, baudrier du courrier, le tout galonné en or et en soie ; — plus la croix garnie en argent. » Il n'y avait pas pour plus de 24 marcs 6 onces d'or et d'argent (1).

Tous les objets de métal furent envoyés à la Monnaie. Quant aux costumes, ils étaient la propriété particulière des Pénitents, et chacun garda le sien. Malheureusement, par oubli ou par peur, un certain nombre de confrères avaient négligé de reprendre leurs sacs, déposés dans les tribunes des compagnies : ces habits furent transportés à Saint-Michel avec les dépouilles des églises, et le costume des Pénitents parut dans quelques-unes des horribles mascarades dont Limoges fut témoin au temps de la Terreur. Ainsi, dans le cortège qui accompagnait, le 15 frimaire an II, les chariots amenant les suspects de Tulle, et qui fit halte au pied de la guillotine où fut exécuté le malheureux diacre Rampnoux, condamné à mort par le tribunal criminel sur une injonction de la Société populaire, on voyait figurer des individus

(1) Cabinet de M. Nivet-Fontaubert. On trouvera plus loin d'autres inventaires plus récents.

affublés de sacs de Pénitents et balançant des encensoirs devant « de vaines idoles » : des reliques sans doute ou des statues enlevées aux églises (1).

§ 18. — Les confréries de Pénitents dans le diocèse de Limoges. — Pénitents de Felletin, de Saint-Léonard, de Saint-Junien. — Confrérie nationale de Brive. — Les Pénitents de Guéret et le Chapitre de la Chapelle-Taillefer. — Pénitents de Treignac, de Bellac, de Meymac. — Liste des compagnies du diocèse. — Les Pénitents Bleus de Tulle.

A l'exemple de Limoges, toutes les villes, tous les bourgs un peu importants du diocèse et de la province, eurent leurs compagnies de Pénitents. Les principales localités possédèrent même plusieurs de ces confréries : on en comptait deux à Saint-Junien, Saint-Yrieix, Eymoutiers, Confolens, Meymac, Donzenac, Bourgaueuf, Guéret, Aubusson ; trois, à Saint-Léonard, Brive, Ussel et Felletin.

Felletin paraît être la première ville du diocèse qui ait, après Limoges, adopté l'institution. C'est à l'année 1606 que, d'après l'abbé Nadaud (2), remonte l'érection de la compagnie des Pénitents Noirs établie dans cette localité. Nous avons peu de renseignements sur la confrérie dont il s'agit : on sait seulement que ses statuts étaient la reproduction de ceux donnés par Bardon de Brun à la compagnie de la Sainte-Croix, et qui furent, au surplus, adoptés par presque toutes les compagnies limousines. Le fonds de l'Evêché, aux Archives de la Haute-Vienne, en conserve plusieurs copies manuscrites qui furent envoyées aux organisateurs de ces associations. Quelques compagnies, en Bas-Limousin notamment, empruntèrent directement aux confréries toulousaines leurs anciennes règles.

La confrérie des Pénitents Blancs de Felletin, érigée en 1612, s'établit plus tard dans la chapelle de Notre-Dame-de-l'Espérance, dont la construction remonte à 1620 (3). Quant aux Pénitents

(1) Journal du Département de la Haute-Vienne, n° 15 : 22 frimaire an II.

(2) *Chronologie des Evêques de Limoges*, art. Henri de la Marthonie.

(3) Queyrat, *Notice historique sur la ville et le collège de Felletin*. — Limoges, Ducourtieux, 1862.

Bleus, dont la création ne datait que de 1635, (1) ils avaient leur tribune dans la chapelle dite de l'Hôpital.

Chacune des trois confréries de Saint-Léonard faisait ses exercices dans une chapelle particulière, qui portait le nom de son patron. Les Pénitents Bleus se réunissaient dans celle de Saint-Jérôme; les Blancs, dans celle de Saint-Jean; les Feuille-Morte, dans celle de Sainte-Madeleine. De ces associations, les deux premières avaient été fondées en 1612, presque à la même époque.

Les Pénitents Blancs ont laissé dans nos Archives départementales peu de traces; mais on conserve l'ancien registre de la compagnie, et il nous a été permis de le feuilleter (2). Le « livre de l'humble congrégation des Pénitents Blancs de la ville de Saint-Léonard-de-Noblac », qui est orné d'un très curieux frontispice dessiné à la plume, s'ouvre par la mention de l'établissement de la confrérie. Elle fut érigée en l'église de Saint-Martin-de-Champmain. Ses fondateurs furent : Léonard Oubier, prêtre; Jean de la Chambre, Léonard Lacroix, Jean Pommier, Léonard Beure, et Jean Debruxelle, qui prirent, par acte notarié, vis-à-vis du clergé de l'église, l'engagement de « l'aggrandir et accommoder » moyennant l'autorisation d'y faire leurs exercices. La compagnie fut aussitôt formée, et elle compta bientôt cent dix membres. L'évêque l'approuva le 1^{er} mai 1612. Son règlement était à peu de chose près la reproduction des statuts des Pénitents Blancs de Limoges.

Les Pénitents Bleus de Saint-Léonard avaient des livres imprimés spécialement pour l'usage de leur compagnie, et composés par l'abbé Oroux, chanoine de la collégiale, et auteur d'une assez intéressante *Vie de saint Léonard* (3). Cette association ayant été, comme nous l'avons dit plus haut, agrégée à la compagnie

(1) D'après la *Chronologie des Evêques de Limoges* de Nadaud, l'institution des Pénitents Bleus de Felletin remonterait à 1612.

(2) Grâce à l'obligeance de M. le chanoine Arbello, président de la Société Archéologique du Limousin.

(3) *Offices et prières à l'usage de la compagnie royale de MM. les Pénitents Bleus de la ville de Saint-Léonard*. — Limoges, Pierre Chapoulaud, 1784. — *Processionnal à l'usage de la compagnie royale de MM. les Pénitents Bleus de la ville de Saint-Léonard*. — Limoges, Pierre Chapoulaud, 1784.

royale des Pénitents Bleus de Toulouse, ces livres portent, à leur frontispice, l'écu de France couronné.

La confrérie dont il s'agit avait été fondée par une pieuse société composée de vingt-et-une personnes : cinq prêtres, Etienne Rougerie, Bertrand Jousseaulme, Léonard de Lavaud, Jean Pichaud, Léonard de Mergoux, et seize bourgeois : Léonard Beaure, Léonard Fornier, Jean Fargeaud, Jean Daniel, Léonard Magin (Magy ?) Léonard Gay, Claude Veyrier, Léonard de Lavaud le jeune, Pierre Beaure, Jean Lacroix, Léonard Lestrade, Jean Besse, Léonard Poumiers, Florin Ledot, Léonard Marsat du Maslevaud, J.-B. Francillion. Les Pénitents Bleus commencèrent leurs exercices dans l'église paroissiale; en 1630, ils se firent bâtir une chapelle spéciale. Cette association obtint des brefs d'approbation et d'indulgences de quatre souverains-pontifes : Paul V, Innocent X, Alexandre VII et Innocent XI. Ses statuts sont analogues à ceux des autres confréries de Pénitents. Ils renferment toutefois quelques dispositions particulières qu'il est bon de noter. Par exemple, un des deux supérieurs doit être un ecclésiastique et l'autre un laïque : si, lors des élections, le confrère désigné pour remplir les fonctions de prieur n'a pas reçu les ordres sacrés, l'assemblée est tenue de choisir un prêtre pour celles de sous-prieur, et *vice versa*. Lors des cérémonies de la réception, la formule de la réponse du postulant à la question sacramentelle du supérieur : « Mon frère, que demandez-vous ? » est : « Paix et pénitence », — et non, comme dans les associations dont nous nous sommes occupé jusqu'ici : « La miséricorde de Dieu et la paix (ou la charité) de cette compagnie ». Relevons enfin cet article (n° 31) du règlement, que nous avons déjà signalé :

« Si quelqu'un d'entre nous étoit grandement nécessaire ou accablé de grande maladie, il sera secouru et assisté de l'argent qui se trouvera au coffre de la confrérie. Que s'il n'y en avoit pas, les prieur et sous-prieur commettront quelqu'un d'entre nous pour faire collection des charités et libéralités qu'un chacun voudra donner, afin que le nécessaire ou le malade soit soulagé, tant des prières qui se feront expressément pour lui dans la frérie, que des libéralités d'un chacun (1). »

(1) On peut rapprocher cet article de dispositions analogues renfermées dans les statuts de plusieurs compagnies du Midi, notamment de la confrérie du Très-Saint-Nom-de-Jésus de Marseille.

La confrérie faisait une procession le jour de la fête de saint Louis. Cet usage ne paraît avoir été établi qu'après l'affiliation de la compagnie à la Confrérie Royale de Toulouse. Nous avons dit que cette dernière s'avisa, à la fin du siècle dernier, de modifier son costume et d'inviter toutes les associations de son ordre à renoncer aux vêtements de couleur. Les Pénitents Bleus de la ville épiscopale refusèrent de suivre cet exemple ; mais ceux de Saint-Léonard demandèrent et obtinrent de l'autorité diocésaine la permission de porter un sac blanc. Le voile de la croix processionnelle et le cordon qui servait de ceinture à chaque confrère conservèrent seuls la couleur de l'ancienne livrée de la compagnie (1).

L'existence des Pénitents Feuille-Morte de Saint-Léonard remontait à l'année 1627. Cette confrérie, fondée par trois prêtres, Pierre Valegeaud, premier prieur ; Léonard Tarneau, Jacques Daniel, et par neuf bourgeois ou marchands : Martial Veirier, notaire royal ; Constant, Cathelot, Bordes, Belezit, Durand, Roumefort, Masbaret et Nicard, reçut des indulgences du Pape Urbain VIII, en cette même année 1627. Leurs statuts et offices sont, à peu de chose près, ceux de la compagnie érigée douze ans plus tôt à Limoges. Ils ont été imprimés en 1765 (2).

Nous avons dit que les réunions de cette confrérie se tenaient dans la chapelle de Sainte-Marie-Madeleine ; celle-ci était située hors des murs de la ville, dans le cimetière de Champmain. — Les Pénitents Feuille-Morte faisaient, comme leurs confrères de Limoges, une procession particulière le jour de la fête de sainte Madeleine, outre celle de l'Ostension et celle du Jeudi-Saint. A cette dernière ils assistaient encore pieds nus peu de temps avant la Révolution.

Les trois compagnies dont nous venons de parler ayant refusé de se conformer à une ordonnance épiscopale rendue par M^{sr} du

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1932.

(2) *Offices et prières à l'usage des confrères Pénitents Feuille-Morte de Saint-Léonard, conformes au nouveau bréviaire*. Limoges, veuve Sardine, 1765. Ce livre avait été composé par Joseph Géry, curé de Saint-Jean-en-Saint-Etienne, dans la Cité de Limoges, ancien prieur des Pénitents Feuille-Morte de Montjovis.

Coëtlosquet au cours d'une visite, le 3 avril 1745, furent l'objet d'une mesure d'interdiction qui ne fut levée qu'en 1749 (1).

Les confréries de Saint-Léonard furent dissoutes en 1792; mais, si les exercices extérieurs cessèrent, la loi révolutionnaire ne put briser les liens de la charité et du dévouement qui unissaient les confrères. Une touchante note que nous relevons dans le registre des Pénitents Blancs atteste que, pendant la Révolution, « aucun confrère décédé ne fut porté au sépulchre par des hommes à gages, mais bien par les membres les plus zélés, qui portoient le cadavre sans aucune marque distinctive (2) ».

L'oratoire des Pénitents Feuille-Morte servit de chapelle aux prêtres insermentés, qui y célébraient encore la messe à la fin de juillet 1791. — La chapelle des Blancs fut utilisée, en août 1792, pour tenue de l'assemblée électorale.

D'après les procès-verbaux du district de Saint-Léonard, l'argenterie des trois chapelles de Pénitents de cette ville, jointe à celle des diverses communautés, ne pesait pas plus de quatorze livres (3). Il y aurait lieu de s'étonner de ce que ces compagnies, nombreuses et riches, ne possédassent pas d'objets d'un plus grand prix, s'il n'était permis de supposer que la meilleure partie de leur trésor ne fut pas livrée à l'administration révolutionnaire.

Comme Saint-Léonard, Brive avait trois compagnies de Pénitents. Nous ne connaissons pas la date de l'érection de deux d'entre elles : celles des Bleus et celle des Blancs, qui faisaient leurs exercices dans des chapelles particulières ; les Noirs, établis en 1681, se réunissaient dans l'église paroissiale de Saint-Sernin. Ces derniers adressèrent, en 1786, une singulière requête à l'évêque. Leur mémoire expose que, chaque fois qu'ils assistent en costume à une cérémonie, ils éprouvent « combien la teinte en noir de leur sac porte et nuit à leur santé, les drogues employées à faire cette teinte étant d'une odeur très forte et très subtile ». Aussi la plupart des confrères n'osaient-ils plus revêtir cette robe empoisonnée, et personne ne se présentait pour se faire

(1) Archives du Département, liasse 792, et Livre de la confrérie des Pénitents Blancs.

(2) *Livre de l'humble congrégation des Pénitents Blancs de Saint-Léonard-de-Noblat.*

(3) Archives de la Haute-Vienne, L. 25.

admettre dans la compagnie. L'évêque aurait pu les engager tout simplement à changer de teinturier ; mais il savait à quoi s'en tenir sur la valeur de l'allégation. C'était tout bonnement un prétexte destiné à couvrir le désir qu'avaient les confrères de modifier leur costume à l'exemple de beaucoup de compagnies du Midi. M^{sr} d'Argentré feignit de croire à l'empoisonnement, et accorda aux Pénitents Noirs de Brive ce qu'ils désiraient : l'autorisation de porter un sac blanc avec un cordon dont la couleur rappelait seule la nuance de l'ancien costume de la compagnie (1).

Les Pénitents de Brive accueillirent sans trop d'hostilité la Révolution. Invités, le 18 novembre 1790, par la Société populaire de cette ville à donner en offrande patriotique, pour acheter des armes, « le superflu en argenterie du nécessaire au culte divin dans leurs églises », et divers autres objets, notamment une cloche fêlée de la chapelle des Bleus, ils s'exécutèrent de bonne grâce, et la confrérie des Pénitents Noirs fit la motion que les trois compagnies n'en formassent plus qu'une seule, « unie par la piété et le patriotisme le plus pur ».

Cette proposition sourit à la municipalité. Les membres des diverses sociétés furent convoqués, et décidèrent la fusion de ces trois compagnies en une seule, sous le titre de *Confrérie nationale*. Il fut décidé que les cordons de différentes nuances, en usage jusqu'ici, seraient remplacés par des ceintures uniformes, aux trois couleurs ; qu'on se réunirait désormais sous une même croix et dans une même église, celle des Pénitents Bleus ; que les trésoriers rendraient incessamment leurs comptes ; qu'enfin les effets mobiliers et les habillements seraient vendus, et le prix, ainsi que l'argent en caisse, remis aux agents de la commune. Ce vote fut ratifié par le Conseil général le 2 janvier 1791. Quelques Pénitents Blancs protestèrent ; mais ils furent bientôt ramenés à de meilleurs sentiments, et consentirent à la fusion comme à la vente du mobilier, ne réservant que le voile de la croix « de glaciis d'argent galonné d'or ».

Il avait été convenu que, pour inaugurer les réunions de la nouvelle compagnie, une messe solennelle du Saint-Esprit serait chantée dans la chapelle des Pénitents Bleus, et que les confrères, le Conseil général de la commune et la garde nationale y assis-

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1132. — Sur les Pénitents de Brive, voir aussi Marvaud, *Histoire du Bas-Limousin*, T. II, p. 242.

teraient. Cette cérémonie eut lieu le 20 mars. On avait placé les trois voiles sur la même croix ; un Pénitent blanc la portait ; un bleu et un noir tenaient les cordons. Les confrères défilèrent devant le maire et le corps municipal, et prêtèrent l'un après l'autre ce serment :

« Je jure d'être fidèle à la nation , à la loi et au roi , de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale et acceptée par le roi , et de rester uni à la Confrérie nationale des Pénitents et d'en remplir les devoirs. »

Cette transformation ne sauva pas les Pénitents de Brive : leur confrérie fut abolie comme toutes les autres en 1792 (1).

A Saint-Junien , les deux confréries de Pénitents étaient nombreuses et remuantes. Elles paraissent néanmoins avoir toujours eu à l'égard du chapitre une attitude convenable. Les Pénitents Bleus étaient la plus ancienne des trois associations et la première qu'ait possédée en Limousin l'ordre de Saint-Jérôme, après celle de la ville épiscopale. Leurs statuts ne diffèrent pas sensiblement de ceux des autres compagnies de la même observance ; ils se rapprochent surtout du règlement des Pénitents de Saint-Léonard : on y trouve les mêmes prescriptions touchant les malades et les nécessiteux. Certains articles sont néanmoins plus rigoureux : ainsi, les confrères doivent prendre la discipline tous les premiers vendredis du mois en récitant un *Miserere*, et ils ne peuvent être exempts de cette pénitence que « moyennant serment qu'ils sont malades ». Ici encore, on trouve une variante à la formule de la réponse du postulant au recteur, lors de la réception. Le nouveau confrère demande « pénitence, paix et obéissance (2) ».

La compagnie avait les mêmes processions que les autres sociétés du même ordre. Celle de l'Octave de la Fête-Dieu était particulièrement solennelle et renommée.

Ce spectacle attirait à Saint-Junien tous les habitants des environs, et ce jour-là était devenu une véritable fête publique.

(1) Registre des délibérations du Conseil général de la commune de Brive, Reg. D n° 1. — Nous devons la communication des extraits de ce registre à l'obligeance de M. Taillebois, de la Société Historique de Brive.

(2) Leymarie, *Limousin Historique*, T. I, p. 339.

Pendant un siècle et demi, les confrères se bornèrent à faire le tour du cimetière, dont la chapelle leur servait de lieu de réunion; en 1773, ils demandèrent et obtinrent, en considération de leur nombre (la compagnie comptait alors plus de cent-cinquante membres), la faveur d'allonger leur itinéraire et d'aller jusqu'à la croix du champ de foire, où un reposoir serait établi (1). Mais nous avons dit que le plaisir de figurer aux cérémonies et d'y paraître avec le costume de Pénitent était, à cette époque, le principal attrait de ces confréries. Si la prospérité extérieure de la compagnie ne laissait rien à désirer, il n'en était pas de même de son esprit et de sa piété, qui avaient singulièrement dégénéré. Les supérieurs n'obtenaient de beaucoup de confrères l'assistance aux exercices et le strict accomplissement des devoirs religieux qu'en les menaçant de l'exclusion. Parfois ces menaces n'aboutissaient qu'à leur aliéner la compagnie : on en avait vu la preuve en 1770, où, lors du scrutin pour le choix des officiers, les Pénitents Bleus avaient désigné deux laïques pour remplir les fonctions de prieur et de sous-prieur, au mépris des statuts, qui disposaient expressément que les charges, tout au moins celle de prieur, devaient être confiées à des ecclésiastiques. L'évêque dut intervenir, et cassa l'élection (2).

Les difficultés qu'avait à trancher l'autorité diocésaine provenaient surtout de conflits entre le clergé paroissial et les confréries. L'évêché était aussi appelé à se prononcer sur des questions de préséance entre les associations, sur leurs droits et prérogatives : les Pénitents Blancs de Treignac eurent de longs démêlés avec le Consulat et la confrérie du Saint-Sacrement établie dans la même ville sur la question de savoir à qui appartenait le droit de porter le « pavillon » dans les processions. Les Pénitents prétendaient posséder exclusivement ce privilège. Le débat fut soumis à l'arbitrage de M^{sr} d'Argentré à sa première visite pastorale, en septembre 1755. Il fit la part de chacun, et décida que le dais serait porté, le jour de la Fête-Dieu, par les confrères du Saint-Sacrement; à la procession de l'Octave de la Fête-Dieu par les Pénitents, et le dimanche de l'Octave du Saint-Sacrement, par les consuls de la ville (3).

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 562.

(2) Id., liasse 792.

(3) Id., liasse 1605.

Ailleurs, les compagnies cherchaient à se mettre sous la protection d'un haut dignitaire ou d'un chapitre pour échapper à l'autorité du clergé paroissial. Ainsi les Pénitents Bleus de Saint-Yrieix reconnaissaient pour patrons les chanoines, mais prétendaient se soustraire à la juridiction du curé. M^{re} d'Argentré dut leur enjoindre, sous peine d'interdit, d'obéir à ce dernier (1).

Dans un intéressant mémoire sur *Quelques procès Limousins devant le Parlement de Bordeaux* (2), nous trouvons le récit d'un différend qui surgit, en 1768, entre les Pénitents Blancs de Guéret et le chapitre de la Chapelle-Taillefer. Ce dernier avait été transféré cinq ans auparavant au chef-lieu de la Haute-Marche, et avait obtenu l'hospitalité, à certaines conditions, dans la modeste église de la confrérie. Les chanoines, ayant perdu un des leurs, réclamèrent, comme un droit, l'inhumation du mort dans la chapelle. Les Pénitents se réunirent pour délibérer sur cette prétention; mais le chapitre envoya ses sacristains, qui se mirent à sonner les cloches à toute volée, en sorte qu'il ne fut pas possible aux confrères de s'entendre; en même temps les chanoines obtenaient du juge local une décision conforme à leurs désirs. Sur-le-champ, les Pénitents forment opposition à cette sentence, ferment les portes de leur église, et se préparent à défendre leur propriété contre le Chapitre, qui, après la célébration des obsèques dans l'église paroissiale de Guéret, s'était mis en marche, escortant le cercueil et précédé de notaires, d'huissiers et de « gens de main »; une lutte semblait imminente. Le curé intervint et réussit à prévenir le scandale. Sur ses conseils et ses prières, la confrérie consentit, en faisant toutes réserves, à laisser enterrer le défunt dans sa chapelle. « L'inhumation se fit tranquillement, et Pénitents et chanoines allèrent ensuite vider leur différend devant le juge. »

Au cours du procès, une ordonnance épiscopale du 27 mai 1768 interdit la confrérie, et remit l'église et la sacristie au chapitre. L'affaire ayant été terminée nous ne savons trop comment, l'interdit fut levé, et les confrères reprirent leurs exercices (3).

(1) Archives de la Haute-Vienne. Notes de visites de 1763.

(2) Par M. R. Fage. — Tulle, Crauffon, 1877, p. 31.

(3) Archives de la Haute-Vienne, liasses 1605 et 2358.

Les querelles des Pénitents Blancs de Chabanais et des Pénitents Noirs d'Aubusson avec le clergé paroissial nécessitèrent à plusieurs reprises l'intervention de l'évêque. Les premiers, dont la fondation ne paraît pas remonter au-delà de 1614, prétendaient exister depuis le xvr^e siècle, et même le xv^e, s'il faut en croire un de leurs mémoires (1). Ils se rendirent tellement insupportables que le curé finit par leur fermer les portes de son église ; ils se retirèrent alors dans la chapelle de Notre-Dame-de-Lorette, au cimetière. — Les Pénitents Noirs d'Aubusson refusaient de reconnaître les droits de la paroisse, et d'acquitter une redevance réclamée par la fabrique à chaque inhumation qu'ils faisaient dans la chapelle de Saint-Nicolas, où ils avaient établi leur tribune. Ils en vinrent, en 1742, à se passer, pour l'enterrement d'un confrère, de l'assistance du clergé. Le fait était grave et méritait un châtiment exemplaire. La chapelle fut interdite, et la confrérie supprimée. Au bout de deux ans seulement, et après que toute satisfaction eut été donnée au clergé, l'évêque consentit à laisser les Pénitents reprendre leurs exercices ; encore plaça-t-il la compagnie sous la dépendance complète du curé. Celui-ci eut le droit d'assister à toutes les assemblées, et nul ne put être admis dans l'association sans son aveu. Les auteurs du scandale qui avait provoqué l'intervention épiscopale furent exclus de la compagnie sans espoir d'y jamais rentrer (2).

En 1755, les Pénitents Blancs de Bellac furent à leur tour menacés d'une mesure de rigueur, mais pour une autre cause. Leur compagnie avait été érigée dans l'église de Saint-Michel, dont le bâtiment était en fort mauvais état. Ils furent mis en demeure de le réparer ou de le quitter. Comme les confrères ne se pressaient point de répondre, l'église fut frappée d'interdit ; ils firent mine de protester, mais renoncèrent bientôt à toute résistance et transportèrent leur tribune à Notre-Dame, dans la chapelle de Sainte-Catherine (3).

Parmi les confréries qui, au dernier siècle, eurent de sérieux démêlés avec le clergé paroissial, nous pouvons encore citer celle des Pénitents Bleus de Meymac. Cette compagnie, qui faisait ses exercices dans la chapelle de Saint-Roch, n'en était pas

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257.

(2) Id., liasses 519, 1129, 1130, 2429, etc.

(3) Id., liasse 1932.

moins une de celles qui avaient adopté le plus sévère. Comme leurs confrères de la ville épiscopale, les Pénitents Bleus de Meymac, à la rentrée de la procession du Jeudi-Saint, devaient prendre « à leur dévotion » la discipline « étant retirés dans leur tribune, les lumières éteintes ou couvertes. » Les malades seuls pouvaient s'en dispenser. L'association avait reçu divers legs assez considérables, l'un entre autres pour acquitter les frais d'une retraite annuelle qui devait être prêchée dans l'Octave de saint Jérôme (1).

Les compagnies de Pénitents faisaient parfois en corps des pèlerinages avec l'autorisation de l'évêque. On en vit souvent venir de très-loin, les années d'ostensions, pour vénérer les reliques de l'apôtre d'Aquitaine dans la basilique de Saint-Martial. — En 1775, les Pénitents Bleus d'Eymoutiers, pour remplir un vœu en vue de la cessation de la dysenterie qui désolait le pays, se rendirent à pied à Limoges, entendirent une grand'messe, communierent, et reprirent le lendemain la route de leurs montagnes (2).

Quoique les termes employés par les brefs des Souverains-Pontifes puissent faire supposer que les confréries de Pénitents admissent toutes des associés de l'un et de l'autre sexes, les compagnies limousines en général, nous l'avons dit, paraissent avoir été uniquement composées d'hommes. Dans un très petit nombre seulement, les femmes furent reçues. Quant aux enfants, nous ne trouvons leur admission expressément autorisée, avant 1789, que dans les statuts de deux ou trois confréries, de celle notamment des Pénitents Blancs d'Ussel (3). Ailleurs on tolérait leur présence aux processions lorsqu'ils arrivaient à la tribune avec leur père, et revêtus du costume de l'association; mais, comme nous l'avons dit dans un chapitre précédent, ils ne pouvaient assister aux exercices, alors même qu'ils étaient inscrits, comme membres, sur les registres de l'association.

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasses 1134, 1605, 2063, etc.

(2) Manuscrits de l'abbé Legros, au Séminaire. — Suivant les procès-verbaux du directoire du district de Saint-Léonard (Archives de la Haute-Vienne, L 25), le poids de l'argenterie des deux chapelles des Pénitents d'Eymoutiers s'élevait à 30 livres, poids de marc.

(3) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1157.

Nous ne croyons pas qu'on puisse évaluer à moins de soixante-quinze à quatre-vingts le nombre des confréries de Pénitents érigées dans le diocèse de Limoges. La plupart s'étaient établies dans le cours du *xvii*^e siècle, beaucoup durant la longue et féconde administration de M^{sr} de la Fayette. L'abbé Nadaud en a donné, dans son *Pouillé* du diocèse (1), une liste qui présente beaucoup de lacunes; nous ne nous flattons pas d'avoir réussi à les combler toutes, et le relevé suivant est sans nul doute incomplet :

PÉNITENTS NOIRS : à Limoges (1598) (2) ; — à Felletin (1606) (3) ; — à Chateauponsac (1663) (4) ; — à Guéret (1673) ; — à Donzenac (avant 1681) (5) ; — à Brive (1681) (6) ; — à Colonges (1681) (7) ; — à Aubusson (1682) ; — à Aixe (17..) (8) ;

PÉNITENTS BLEUS : à Limoges (1598) ; — à Saint-Junien (1611) ; — à Saint-Léonard (1612) ; — à Felletin (1612, *al.* 1635) ; — à Chabanais (1617?) ; — à Nedde (1618) ; — à Peyrat-le-Château (1629) ; — à Eymoutiers (avant 1644) ; — à Meymac (1647) (9) ; — à Confolens (1656) (10) ; — à Saint-Yrieix (1664) ; — à Ussel (1670) ; — à Beaulieu (1684) (11) ; à Saint-Pierre-Château (...?) ; — à Bourgageueuf (...?) ; — à Brive (...?) ;

(1) Pouillé dit *Pouillé rayé*. Chronologie des évêques de Limoges, — à la Bibliothèque du Séminaire.

(2) La date qui figure après l'indication de chaque confrérie est celle de son érection, ou, pour quelques-unes, la date la plus ancienne à laquelle soit constatée son existence. Les dates qui ne sont pas accompagnées d'un renvoi sont presque toutes empruntées à la *Chronologie des évêques de Limoges*, de l'abbé Nadaud. (Bibliothèque du Séminaire de Limoges.)

(3) *Chronologie des évêques*, et Bosvieux, *Documents relatifs aux confréries de la Marche* : Société des Sciences historiques et naturelles de la Creuse, T. II, p. 414 et suivantes.

(4) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2358, et *Chronologie des évêques de Limoges*.

(5) La chapelle particulière des Pénitents Noirs de Donzenac tombait en ruines en 1681 ; ils s'installèrent à cette époque dans une salle du vieux château que le duc de Ventadour mit à leur disposition.

(6) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1932.

(7) Id., liasse 1131.

(8) Id., liasse 2358. — Les Pénitents Noirs d'Aixe occupaient la chapelle de l'ancien château.

(9) Archives de la Haute-Vienne, liasse 1134.

(10) Id., liasse 1543.

(11) Id., liasse 1072, et notes fournies par M. l'abbé Tandeau de Marsac.

PÉNITENTS BLANCS : à Limoges (1605 ?) ; — à Moûtier-Rozeille (1609 ?) (1) ; — à Felletin (1612) ; — à Saint-Léonard (1612) ; — à Chabanaïs (1614) ; — à Guéret (1626) ; — à Saint-Vaury (1630, *al.* 1634) ; — à Meyssac (1631) ; — à Treignac (1637, *al.* 1641) (2) ; — à Saint-Setier (1641) (3) ; — à Ahun (1643) ; — à Eymoutiers (1644) ; — à Aubusson (1657, *al.* 1689) (4) ; — à Allassac (1665) (5) ; — à Donzenac (1667) ; — à Ussel (1673 ?) (6) ; — à Bellegarde (1680, *al.* 1682) (7) ; — à Saint-Sylvain (1681) (8) ; — à Chambon (1717) (9) ; — à Neuvic (1719) ; — à Sainte-Féréole (1719) ; — à Bellac (1726) ; — à Bourganeuf, à Brive, à Meymac, à Chamberet, à Egletons (10), à Confolens, à Turenne (11), à la Jonchère (?), à Saint-Sylvestre (12) (... ?) ;

PÉNITENTS GRIS : à Limoges (1610) ; — à Saint-Junien (1628, *al.* 1670) ; — à Ussel (1670, *al.* 1673) (13) ; — à Châlus (1684) ;

PÉNITENTS FEUILLE-MORTE : à Limoges (1615) ; — à Saint-Léonard (1627) ;

PÉNITENTS POURPRES : à Limoges (1661) ;

PÉNITENTS VIOLETS : à Limoges (1805). — Nous parlerons plus loin de cette confrérie.

Un petit nombre seulement des compagnies du diocèse portaient le bonnet pointu des Pénitents de Limoges. Presque toutes adoptèrent le capuchon généralement en usage dans le Midi.

(1) Cette date est donnée par M. Bosvieux.

(2) Cette compagnie a fait l'objet d'un intéressant opuscule de M. l'abbé Soullier : *Histoire de la confrérie des Pénitents de Treignac*. — Ussel, 1861.

(3) Note de M. Tandeau de Marsac.

(4) La date de 1698, donnée par M. Bosvieux et l'abbé Nadaud, est celle de leur translation de l'église de Notre-Dame-du-Mont au prieuré de Sainte-Croix.

(5) Archives de la Haute-Vienne, liasse 2257.

(6) Id., liasse 1157.

(7) *La Chronologie des évêques* donne même 1681.

(8) Archives de la Haute-Vienne, liasse 292.

(9) Id., liasses 1743 et 2621.

(10) Note de M. Tandeau de Marsac.

(11) Idem.

(12) Registres paroissiaux de Saint-Sylvestre.

(13) Note de M. l'abbé Tandeau de Marsac.

Tulle et son petit diocèse possédaient aussi des compagnies de Pénitents. La ville épiscopale avait même eu une confrérie de ce genre dès le mois d'octobre 1590 (1), c'est-à-dire huit ans avant l'établissement de celle de la Sainte-Croix à Limoges. Il y avait à Tulle, au dernier siècle, deux compagnies de Pénitents : les Blancs (?) à Saint-Julien et les Bleus dans le cimetière de la paroisse de Saint-Pierre (2). Ces derniers avaient porté dans le principe un costume gris ; mais, comme ils avaient été fondés sous l'invocation de saint Jérôme et que ce saint était devenu, en France, le patron commun de toutes les confréries de Pénitents Bleus, ils sollicitèrent et obtinrent, en 1733, de l'autorité épiscopale, la permission de prendre un habit de cette couleur avec un cordon rouge. Bien que plusieurs évêques eussent été membres de la confrérie, celle-ci fut, peu après ce changement de costume, en butte à l'hostilité déclarée du curé de Saint-Pierre, M. Dumirat. Cet ecclésiastique, à la suite d'un différend auquel ne paraît pas avoir été étrangère l'autorisation donnée à l'association, en 1737, de faire, suivant la coutume, une procession pour demander à Dieu la cessation des pluies persistantes, articula de graves accusations contre la compagnie, et, ne pouvant rien obtenir de l'autorité diocésaine, s'adressa au pouvoir civil pour la faire supprimer. Il reprochait à la compagnie de faire ses exercices dans une chapelle éloignée de toute surveillance, de cacher « de mauvais desseins » sous des dehors pieux, de se livrer au « désordre » et au « libertinage », de « se masquer », de frapper le peuple à coup de bâtons pour se faire faire place dans les cérémonies, enfin de le frustrer lui-même de ses droits curiaux. A dire vrai, c'était là le point qui tenait au cœur du bon pasteur, et on est fondé à croire, eu égard à la protection accordée par l'évêché à la confrérie, qu'il n'y avait pas autre chose de sérieux dans les allégations de M. Dumirat. Celui-ci

(1) Baluze, *Histoire de Tulle*, et mémoires judiciaires divers.

(2) M. Fage veut bien nous signaler deux livres publiés pour l'usage spécial des Pénitents tullistes, et dont feu M. Bonnélye possédait un exemplaire : 1^o *Ordre des cérémonies et prières que les Pénitents Gris de Saint-Jérôme de la ville de Tulle gardent quand ils accompagnent les condamnés au lieu de leur supplice et à leur enterrement, avec quelques autres exercices de piété*. Tulle, Pierre Viallanes, 1693, petit in-8^o ; — 2^o *Statuts et Règlements de la compagnie ou confrérie des Pénitents Blancs*. — Tulle, Chirac, 1748, in-12.

invoquait le souvenir des complots des confréries sous la Ligue, et des serments imposés aux Pénitents de Bourges, supprimés par arrêt du Parlement de Paris. Ce dernier fait remontait à près d'un siècle et demi : l'argument n'avait donc qu'une médiocre valeur. Il est à croire du reste que les Pénitents de Tulle, eussent-ils, à l'époque de leur établissement, partagé les passions et les haines de la Ligue, et pris part, — ce que nous n'avons pu constater, — aux agitations et aux luttes de cette époque, avaient eu depuis 1594 le temps d'oublier leurs griefs contre Henri IV et les siens. Ce qui tendrait à l'établir, c'est qu'ils s'étaient fait agréger aux Pénitents Bleus de Toulouse, dont on connaît la *loyauté* presque fanatique pour le souverain. — Les confrères répondirent victorieusement, et nous ne croyons pas que l'affaire ait eu de suite (1).

Plusieurs autres villes ou bourgs du diocèse de Tulle avaient des confréries de Pénitents sur lesquelles on a peu d'indications. Argentat en possédait deux : une de Bleus et l'autre de Blancs.

§ 19. — Après la Révolution. — Les Pénitents devant l'autorité civile et le pouvoir ecclésiastique. — Règlement général de M^r Du Bourg. — Les Pénitents violets du *Stabat* ou de l'Annonciation de l'Incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ, à Sainte-Marie.

La tourmente révolutionnaire était à peine passée et les églises n'avaient pas encore rouvert leurs portes, que les compagnies de Pénitents s'occupaient de se réorganiser. Dès 1797, celle des Pénitents de la Miséricorde de Lyon avait demandé, sans pouvoir l'obtenir, la permission de reprendre ses exercices ou tout au moins ses pratiques charitables. La reconstitution de ces confréries fut également une des premières manifestations du réveil de l'esprit religieux à Limoges. Dès 1804, les six anciennes associations avaient réuni leurs affiliés d'avant 1792, et la plupart vauquaient à leurs exercices dans leurs tribunes, à peu près aussi librement qu'au temps de l'ancien régime ; sur un point cependant, on s'était heurté à une défense catégorique de l'autorité : celle-ci n'avait pas voulu entendre parler des processions et du port du costume. Or, supprimer ceci et cela, c'était enlever aux

(1) Collection de mémoires judiciaires (recueil factice) à la Bibliothèque de Limoges, DI-E.

confréries ce qui avait fait leur plus vif attrait, et ce qui était resté, dans leur relâchement, la principale manifestation extérieure de leur existence. Les Pénitents avaient la population pour eux et réclamaient sans cesse. En 1806, le Ministre des cultes, à qui les prieurs s'étaient adressés, les renvoya à l'évêque et au préfet, seuls chargés d'apprécier la limite de la tolérance dont ils pouvaient être l'objet; une autorisation formelle, une reconnaissance, il n'y fallait pas penser. A une requête à l'administration, présentée en 1807 par les prieurs, il fut répondu par cette fin de non-recevoir :

« Le Préfet du département de la Haute-Vienne, membre de la Légion-d'Honneur, considérant que les confréries des Pénitents ne sont point des corporations religieuses, mais de simples associations accidentelles, placées sous la surveillance de l'autorité publique; — que ces associations ne sont autorisées par aucune loi, mais seulement tolérées, en ce que leurs réunions ne blesseront d'aucune manière les lois de l'État;

» Considérant que cette tolérance ne peut s'étendre à porter dans les actes de leurs réunions un habit différent de celui des autres citoyens, sans laisser croire d'une part à l'existence de corporations que le gouvernement ne reconnaît pas, et sans que, de l'autre, *l'harmonie sociale ne soit troublée ou menacée de l'être;*

» Considérant que l'exercice des actes de piété, de charité et d'humanité dont les associations de Pénitents sont en possession, tient et doit tenir beaucoup plus aux sentiments dont leurs membres font profession qu'à l'action de porter un habit plus ou moins long, et que leurs bonnes œuvres sont le seul moyen qu'ils doivent avoir d'établir entre eux et les autres citoyens une différence que la loi n'a pas jugé à propos de conserver,

» Arrête qu'il n'y a lieu à délibérer (1). »

(1) Archives de la Haute-Vienne, pièces non classées. Les signataires de la supplique sont : Lapeyrère, trésorier de la compagnie des Pénitents Noirs; Chapoulaud, chanoine, prieur des Bleus; Peyroche, prieur des Blancs; Tarnaud, prieur des Gris; Cibot, vicaire de Saint-Etienne, prieur des Feuille-Morte; Bancaud, prieur des Rouges (Pourpres); Vigoureux, prieur des Violets.

Le préfet reçut plusieurs lettres anonymes de menaces; il en a placé lui-même dans le dossier une assez curieuse, dont l'auteur le traite de « gredin », tout en se disant « son vray ami ».

Le préfet paraît néanmoins, peut-être sur l'intervention de M^r Du Bourg ou de la mairie, ou, ce qui semble plus probable, pour satisfaire au vœu de la population, avoir laissé les Pénitents suivre en 1807 les processions générales, à la seule condition que les confrères ne rabattraient pas leurs voiles sur la face et se montreraient à visage découvert. Les Pénitents d'Aixe, de Saint-Léonard et d'Eymoutiers, qui s'étaient réorganisés à l'instar de ceux de la ville épiscopale, crurent pouvoir profiter de la même tolérance ; ils reprirent leurs sacs, et parurent même avec leurs voiles rabattus sur la figure. Le préfet dut écrire, le 26 mars, aux maires de ces trois localités pour leur rappeler qu'il ne pouvait permettre une telle infraction aux lois. — Les Pénitents se décidèrent alors à s'adresser à l'Empereur lui-même. Leur supplique passa sous les yeux de Napoléon, qui demanda au Ministre de l'Intérieur, M. Bigot de Préameneu, un rapport sur ces confréries. Nous n'avons pas le rapport du ministre ; mais les archives de la Haute-Vienne ont conservé la minute de celui du préfet, daté du 8 novembre 1809. Celui-ci, non-seulement se montre peu favorable aux demandes des confrères, mais conclut à l'interdiction de leurs compagnies, dont les exercices n'ont d'autre résultat, selon lui, que de « faire perdre un temps précieux à des ouvriers qui pourraient l'employer plus utilement ». M. Texier Olivier considère comme « très dangereux » l'usage qu'ont les Pénitents de se voiler la figure, et leur reproche « de quitter journellement leur travail pour assister à des cérémonies religieuses, des enterrements, des processions, des retraites, et d'aller ensuite dans un cabaret consommer dans un jour tout le gain d'une semaine, sans s'occuper de leur famille, qui, par cette conduite, souvent manque de pain ».

Ces appréciations sont sévères. Il faut bien que la conduite des Pénitents ne donnât lieu à aucun reproche grave, puisque M. Texier Olivier ne spécifie pas un seul fait à ajouter aux généralités de son rapport.

La réponse dont nous venons de donner la substance n'ayant pas paru complètement satisfaisante, le ministre réclama un complément d'informations, et, le 29 novembre, M. Texier Olivier lui adressa un relevé qui nous fournit les plus précieuses indications sur l'état des confréries de Pénitents reconstituées à cette date dans toute l'étendue du département de la Haute-Vienne ; on en comptait quatorze :

113

Sept à Limoges (1) : les Noirs, qui se composaient d'environ 500 membres ; — les Bleus, 600 ; — les Blancs, 400 ; — les Gris, 700 ; — les Feuille-Morte, 600 ; — les Rouges, 700 ; — les Violets, récemment fondés, 400.

Trois à Saint-Léonard : les Bleus, 300 ; — les Blancs, 200 ; — les Feuille-Morte, 200.

Deux à Eymoutiers : les Bleus, 100 ; — et les Blancs, 100.

Une à Aix : les Noirs, 200.

Une à Bellac : les Blancs, 200.

Une à Saint-Junien : les Bleus, 300.

Ce serait, on le voit, un total de 5,500 confrères, dont près de 4,000 dans la seule ville de Limoges, qui ne comptait pas alors plus de 25,000 âmes. Nous sommes porté à croire qu'il y a quelque exagération dans ce chiffre ; toutefois les évaluations du préfet prouvent combien étaient encore populaires, à Limoges, les compagnies de Pénitents.

En 1808, les Pénitents Pourpres avaient exercé leur ancien et charitable ministère auprès de deux condamnés à mort ; mais ils n'avaient pas obtenu sans difficulté la permission des autorités. L'état déplorable des prisons au lendemain de la Terreur et le dénûment des prisonniers, qui appelèrent la sollicitude de la Société populaire elle-même (2), avaient amené la municipalité à provoquer, dès l'an III, la formation d'une société de bienfaisance dont l'objet fût de remplir auprès des prisonniers la mission que s'étaient autrefois donnée le curé Goudin et ses confrères. Cette société eut pour noyau une Commission désignée par l'autorité communale le 26 messidor ; en thermidor, le nombre des membres fut porté à cinquante, et l'association, à dater de cette époque, fonctionna régulièrement. Elle eut d'abord à sa tête un syndic ; puis, cette charge ayant été jugée trop lourde, on en divisa les attributions entre cinq commissaires généraux.

Les Pénitents Pourpres tentèrent à plusieurs reprises de res-

(1) Le relevé comprend les Pèlerins de Saint-Jacques, qui comptaient 200 membres. Nous avons déjà dit que cette association figurait au nombre des confréries dites *voilées*, mais non parmi celles des Pénitents. Les Pèlerins portaient une robe brune, avec un mantelet ou chaperon garni de coquillages ; ils n'avaient pas de coiffure.

(2) Troisième Registre de la Société populaire, à la mairie de Limoges. Voir aussi les Registres de la Municipalité.

saisir le monopole exclusif de l'exercice de la charité à l'égard des détenus, mais ils ne purent même, pendant longtemps, obtenir l'accès des prisons ; la municipalité, tout en reconnaissant les services que la compagnie avait jadis rendus et les intentions louables de ses membres, craignait non sans raison les conflits, demandait le maintien de la Société de bienfaisance des prisons dans ses droits acquis, et s'opposait à ce que les Pénitents fussent autorisés, comme ils le demandaient, à distribuer eux-mêmes des secours aux détenus et à assister les condamnés à mort (1). Sous la Restauration, dès 1816 probablement, la compagnie entra en possession de son privilège. Au mois de janvier de cette même année 1816, les Pénitents d'Avignon recueillaient de leur côté la succession d'une société de bienfaisance fondée en faveur des détenus, et reprenaient la jouissance de leurs prérogatives séculaires (2).

L'attachement des confrères à leurs anciennes coutumes et le goût très vif de la population pour ces compagnies finirent par triompher de toutes les résistances. M^{sr} du Bourg favorisait les dispositions de ses diocésains, qui semblaient témoigner d'un retour sincère aux sentiments chrétiens et aux pratiques publiques de piété ; mais il avait cru devoir, en même temps, prendre toutes les précautions suggérées par la prudence pour prévenir les conflits, si fréquents au xvm^e siècle, entre les compagnies et le clergé paroissial. Dans cette vue, le nouvel évêque donna à toutes les confréries du diocèse un règlement général qui est daté du 17 mars 1807, et dont nous rappellerons sommairement les principales dispositions.

Le curé devient le véritable chef de l'association ; le prieur n'est que son lieutenant, et toutes les mesures sont prises pour qu'aucune autorité ne puisse balancer ou contrecarrer la sienne au sein de la confrérie. C'est lui qui convoque les assemblées et les préside lorsqu'il juge convenable d'y assister. Son suffrage est prépondérant en cas de partage des voix. C'est au curé que s'adresse le postulant pour être admis dans la compagnie : le Conseil informe et statue sur la réception du candidat ; celui-ci

(1) Archives du Département, pièces non classées.

(2) Désandré, *Essai sur le Christ de Jean Guillermin*, etc., ouvrage déjà cité, p. 59 et 60.

ne peut faire partie de la confrérie sans avoir produit un billet de confession et payé un droit d'entrée.

Le règlement rappelle aux associés qu'ils doivent donner en toutes choses le bon exemple à leurs concitoyens, se distinguer par leur dévotion à la sainte Vierge et à leurs patrons particuliers. Ceux d'entre eux qui n'auront pas une bonne conduite seront avertis à deux reprises par les officiers; puis, s'ils ne se corrigent pas, leur exclusion sera prononcée. Il en sera de même pour les confrères qui ne rempliraient pas exactement leurs devoirs religieux. L'assemblée générale se tient le lendemain de la principale fête patronale de chaque confrérie. Elle ne doit s'occuper que de l'élection des officiers majeurs qui forment le Conseil; cette élection a lieu au scrutin et à la simple majorité des suffrages. Le Conseil est composé d'un prieur, d'un sous-prieur, d'un assistant, d'un trésorier, d'un substitut du trésorier et de quatre conseillers; une fois constitué, il désigne quatre visiteurs des malades, un ou deux maîtres des cérémonies, deux ou quatre sacristains, quatre zélateurs ou *préfets de modestie*, chargés de veiller au bon ordre et à la décence, enfin quatre ou six choristes. Ces derniers devront être choisis parmi les plus jeunes confrères, pour qu'ils apprennent et perpétuent le chant propre à la compagnie. Ils seront invités à se familiariser avec le plainchant, et deux d'entre eux pourront être admis au lutrin, avec le costume de leur confrérie, si le curé le juge convenable. — Chacun est tenu d'accepter les fonctions qui lui sont conférées. Le Conseil a mission de dresser la liste des sujets qui peuvent être élus aux charges; il n'y fait figurer que les personnes assises aux exercices et fréquentant les Sacrements. Le Conseil statue sur les admissions; ses délibérations, comme celles de l'assemblée générale, sont inscrites sur un registre. Les anciennes traditions des compagnies sont reprises en ce qui concerne les obsèques des confrères : les associés doivent y assister, et un service est célébré pour chaque défunt. Les malades sont visités et secourus; s'il arrive toutefois qu'ils refusent les Sacrements, on les considérera comme n'appartenant plus à la compagnie, et celle-ci ne leur devra aucune assistance. — Les processions, même celle du Jeudi-Saint, seront rentrées avant le coucher du soleil. Si les maîtres des cérémonies, au cours des exercices, ne s'acquittent pas convenablement de leurs fonctions, le curé peut les réprimander et même les interdire. Chaque année il est prêché, pendant le carême, une retraite de trois jours au moins, à des heures choisies pour détourner le moins possible les associés

de leurs occupations. Enfin plusieurs articles concernent les cotisations : le Conseil peut dispenser du paiement de l'annuité les confrères dont la position est peu aisée ; quant aux associés non dispensés de ce paiement qui seront en retard pour s'acquitter, on ne leur donnera pas de cierge aux exercices et aux processions, jusqu'à ce qu'ils se soient mis en règle (1).

Ces dispositions furent assez mal accueillies par les Pénitents, qui se voyaient avec peine placés sous la dépendance absolue du clergé paroissial. Ils essayèrent d'obtenir que l'évêque modifiât sur ce point son règlement ; n'ayant pas réussi dans leurs négociations, les compagnies voulurent manifester avec éclat leur mécontentement, et décidèrent qu'elles s'abstiendraient de paraître aux processions. Elles se soumirent pourtant devant la menace d'un interdit ; mais il faut bien reconnaître que les nouveaux statuts, quoiqu'ils ne fissent qu'appliquer les principes de tout temps professés par l'autorité ecclésiastique, modifiaient profondément les traditions. Toutes ces mesures n'étaient guère propres à ranimer l'ancien esprit des confréries et le zèle de leurs membres. Au temps de leur plus grande prospérité, elles avaient toujours joui d'une large indépendance, dont les inconvénients éclatèrent au XVIII^e siècle, mais qui avait assurément contribué pour une grande part à leur développement et à leur popularité pendant la période de ferveur. Les confrères ne se sentirent plus chez eux dans leurs tribunes ; ils se montrèrent moins attachés à des exercices qui étaient soumis à une surveillance étrangère, moins jaloux de l'honneur d'une compagnie qui n'avait plus sa libre initiative et des chefs de son choix. Les dispositions prises par M^{re} du Bourg, et qui pouvaient sembler nécessaires à l'autorité ecclésiastique, en présence de la simple tolérance accordée par le Gouvernement aux confrères et du peu de goût de l'Empereur pour les associations de toute nature, n'empêchèrent pas le retour des difficultés qu'on avait voulu éviter. Celles-ci eurent moins de vivacité et de retentissement ; mais il faut reconnaître que l'état de choses établi en 1807 ne fut pas étranger à la ruine de l'institution.

Parmi les auteurs qui ont écrit sur les confréries, la plupart ont reconnu combien l'indépendance avait été favorable au dé-

(1) Mandement portant règlement pour les compagnies de Pénitents et autres confréries du diocèse. — Limoges, Barbou.

veloppement de ces associations et était nécessaire à leur prospérité, à leur existence même. Tous ceux qui ont étudié avec soin et retracé avec fidélité l'esprit des compagnies de Pénitents en particulier ont proclamé cette vérité. Nous la trouvons énoncée dans les très remarquables ouvrages de M. Leymarie sur *la Bourgeoise* (1), et de M. P. Laforest sur *Limoges au XVII^e siècle* (2): A son tour, M. l'abbé Massabie, curé de Figeac, qui a publié tout récemment un curieux livre sur les Pénitents du midi de la France, recherchant les conditions au prix desquelles cette institution pourra encore subsister, formule ainsi la première et la plus essentielle : « Indépendance de toute direction active et autoritaire ecclésiastique (3) ».

Le clergé paroissial, fatigué des prétentions des Pénitents et du trouble que leurs exercices causaient dans les églises, se montra souvent peu hospitalier. Les *Statuts du Diocèse*, publiés en 1838 par M^{re} de Tournefort (4), maintinrent les dispositions principales du règlement de M^{re} du Bourg, et rappelèrent que les confréries étaient soumises « en tout et pour tout » aux curés : défense était renouvelée de « faire dans les églises aucune réunion bruyante, comme de percevoir les fonds, de crier les *états*, de mettre les *insignes* aux enchères, etc. ». Il ne restait plus rien des privilèges des compagnies. Celles-ci du reste étaient déjà, à cette époque, s'il faut en croire une note des mêmes statuts, « diminuées et comme anéanties ». Elles existaient, on les voyait à l'église, aux processions; mais le nombre de leurs membres avait décroît; l'ancien esprit de dévouement, de fraternité, d'attachement à l'institution, s'affaiblissait. L'émulation disparut à son tour. Les compagnies, ne sachant pas se résigner à la nouvelle situation qui leur était faite, s'aliénèrent de plus en plus le clergé paroissial. Elles n'étaient plus qu'une gêne et une source de difficultés pour ce dernier : aussi tentait-il peu d'efforts pour réveiller la ferveur et empêcher les associations de s'éteindre. *L'Instruction et Règlement sur les confréries* donnée par le même M^{re} de Tournefort, affecte très visiblement de ne pas s'occuper des Pénit-

(1) *Histoire du Limousin* : la Bourgeoisie, ouvrage déjà cité.

(2) *Limoges au XVII^e siècle*, déjà cité.

(3) *Les Pénitents : origines, histoire, statuts*. — Toulouse, Marqueste et Figeac, chez l'auteur, 1879, p. 271.

(4) *Limoges*, Barbou, 1838, p. 235 et suivantes, chap. XXXIX.

tents. L'autorité épiscopale semblait par là leur signifier que leur temps était passé (1).

Une seule association de Pénitents refusa de prendre part aux protestations de nos compagnies contre le règlement de M^{re} du Bourg et à leur tentative de révolte : c'était la dernière venue, celle des Pénitents Violets, dits de l'*Annonciation-de-l'Incarnation-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ* ou du *Stabat*. Sous ce nom s'était réorganisée l'ancienne confrérie du *Stabat*, établie autrefois à Sainte-Félicité, et qui avait obtenu, en 1662, un bref d'indulgences du pape Alexandre VII. Grâce à la protection de M^{re} du Bourg, qui fut un de ses premiers membres, la compagnie des Pénitents Violets parvint à s'établir, malgré les obstacles de tout genre que lui suscitèrent les anciennes associations. Elle fut instituée et autorisée par un bref de Pie VII, daté de Milan, le 13 avril 1805. Seule de toutes les compagnies de la ville épiscopale, elle admettait des associés de l'un et de l'autre sexes.

Le règlement de cette confrérie, qui faisait ses exercices dans l'ancienne église des Dominicains, devenue en 1791 l'église paroissiale de Saint-Thomas-d'Aquin, et plus tard de Sainte-Marie, avait emprunté la plupart de ses dispositions aux statuts des autres compagnies. Il conservait toutefois une ancienne pratique propre à l'association du *Stabat* : quand un de ses membres était dangereusement malade, et surtout lorsque arrivait l'agonie, les confrères, prévenus par le tintement d'une cloche spécialement affectée à cet usage, se réunissaient dans leur chapelle pour réciter le *Stabat* et les litanies de la Vierge.

Les associés devaient s'assembler tous les dimanches et fêtes, tous les samedis, enfin pendant le carême, tous les jours pour chanter le *Stabat*, suivi des litanies de la Vierge et du *De profundis*. S'ils ne pouvaient se rendre à la chapelle, ils étaient tenus de réciter le *Stabat*, cinq *Pater* et cinq *Ave*. Le quatrième dimanche de chaque mois et les jours de fête, ils assistaient à la bénédiction du Saint-Sacrement ; ils chantaient laudes de l'office de la Vierge aux grandes fêtes ainsi qu'aux fêtes de la Mère de Dieu, et complies pendant la durée de la retraite annuelle et pendant l'octave du Saint-Sacrement. Le jour des Morts, il y

(1) Limoges, O. Laferrière, 1844.

avait un service suivi de l'absoute pour les confrères défunts. Aux processions particulières de la confrérie, le Lundi-Saint et le jour de l'Annonciation, on portait toujours l'image de la Vierge, et deux Pénitents marchaient à ses côtés, tenant les panonceaux de l'association.

La formule de la réponse du nouveau confrère à la question traditionnelle du prier, lors de la cérémonie de l'admission, est loin d'être aussi caractéristique et aussi brève que celle adoptée dans les autres compagnies :

— « Mon frère, que demandez-vous ? »

— » La grâce d'être reçu dans la compagnie pour y honorer, d'une manière profitable à mon salut, le mystère de l'Annonciation de l'Incarnation du Verbe dans le sein de Marie, m'associer aux douleurs de la Mère de Dieu au pied de la croix, participer aux biens spirituels attachés à la compagnie, promettant, avec la grâce de Dieu, de vivre en bon confrère et de me soumettre à tous les réglemens de Monseigneur notre Evêque ou de ses successeurs légitimes qui pourront concerner la compagnie. »

Les Pénitents Violets portaient un sac blanc avec un cordon de couleur violette à la ceinture; comme dans le Midi, les femmes avaient seulement le cordon. Les confrères, suivant les traditions des anciens associés du *Stabat*, étaient accompagnés, dans les processions, d'un cortège représentant soit sainte Félicité marchant au supplice avec ses enfants, soit les Macchabées et leur mère. — Les personnages qui figuraient dans ces représentations récitaient tour à tour de longues tirades où revivait, dans toute sa naïveté, le drame sacré du moyen âge. C'étaient, du reste, paraît-il, les mêmes costumes, le même poème pour l'une et l'autre scènes, — si tant est que le public n'ait pas désigné sous deux dénominations différentes, et dont l'une était nécessairement inexacte, la représentation d'une seule scène. M^{re} de Tournefort crut devoir, lors des Ostensions de 1827, interdire ces sortes de spectacles. La confrérie des Pénitents Violets survécut peu de temps à la mise à exécution de cette mesure, qui souleva de vives réclamations et ne fut pas adoptée sans résistance : la dernière venue des compagnies de la ville épiscopale s'éteignit la première de toutes, après trente ans à peine d'existence (1).

(1) Cette compagnie a fait imprimer, en 1808, chez Martial Ardant, à

Aucune des églises ou chapelles qui avaient servi d'oratoires aux Pénitents avant la Révolution ne subsistait en 1804 : celles qui n'avaient pas été démolies se trouvaient appropriées à l'usage des particuliers. Les compagnies durent chercher ailleurs un asile. Saint-Pierre donna l'hospitalité aux Pénitents Pourpres, puis aux Noirs et aux Blancs, que Sainte-Marie avait d'abord recueillis ; Saint-Michel fournit un oratoire aux Bleus, aux Gris et aux Feuille-Morte : ces derniers, qui comptaient un certain nombre de membres appartenant à la Boucherie, allèrent dans la suite s'installer à Saint-Aurélien. Chacune de ces associations reprit ses exercices et ses œuvres de charité, retrouva même ses traditions de luxe, comme en témoignait la richesse des voiles de croix et de certains accessoires (1) ; mais l'esprit des confréries

Limoges, un *Manuel contenant les offices, prières et réglemens à l'usage des confrères Pénitens de l'Annonciation-de-l'Incarnation-de-Notre-Seigneur-Jésus-Christ, dits Pénitens Violets ou du Stabat.*

(1) Nous croyons, à ce sujet, qu'on lira avec intérêt les deux pièces qui suivent : la première est l'inventaire fait, en 1828, des objets appartenant à la compagnie des Pénitents Bleus ; la seconde, celui dressé, en 1845, du matériel de la compagnie des Pénitents Blancs.

Effets, argenterie et autres objets appartenant à la compagnie de Messieurs les Pénitents Bleus.

Un voile soie et or, galonné or fin ; — un autre voile velours, galonné or mi-fin ; — une croix garnie argent avec son étui ; — deux panonceaux massifs argent ; — deux id. cuivre et plaqué ; — deux id. en fer-blanc ; — six cartouches argentées avec leur bâton ; — cinq falots servant à la procession du Jeudi-Saint ; — vingt-huit figures pour collection de la quarantaine de Noël ; — Enfant-Jésus avec sa boîte ; — six petits lustres ; — deux boîtes ; — une malle ; — une commode ; — un coffre ; — trois bancs ; — une croix en bois ordinaire ; — deux sacs pour les panonceaux en escot vert ; — un habillement complet velours, galonné or fin, pour le courrier ; — un autre habillement complet velours, galonné or fin, pour le second courrier ; — trois chapeaux galonnés or fin, dont un garni de plumes ; — deux cartons à chapeaux ; — une paire boucles de souliers argent, garnis de pierres ; — deux baudriers galonnés or fin, parsemés de fleurs de lis, avec chacun deux lions... or fin ; — deux hallet ardes garnies ; — deux paires de bottes galonnées or fin, avec leurs

de Pénitents ne put se réveiller avec son ancienne ferveur ; aucune de ces compagnies ne recouvra son importance et sa prospérité passées. Les événements de 1830, ceux de 1848 et le courant d'idées qui s'établit alors dans la bourgeoisie et la classe ouvrière portèrent le dernier coup à l'institution des Pénitents. Celle-ci ne bénéficia pas du retour du goût public et de la mode vers les choses du moyen âge : le côté artistique et poétique, dont

houppes massives or fin, dont une paire à torsades et l'autre à graine d'épinard ; — une paire d'épaulettes or fin à torsades ; — une paire d'épaulettes or fin à graine d'épinard ; — deux épées, dont une neuve ; — un lustre de cristal.

(Archives de la compagnie, à Saint-Michel.)

Inventaire des objets appartenant à la compagnie de Messieurs les Pénitents Blancs établie à Limoges à la paroisse Saint-Pierre, reconnu le 14 avril 1845.

Une croix plaquée en argent, renfermée dans un étui en bois, le Christ argenté ; — six bâtons avec leurs cartouches en cuivre blanchi et le fourreau en serge ; — deux panonceaux en cuivre blanchi ; — quatre panonceaux en tôle, garnis d'un agneau argenté ; — quatre panonceaux en tôle peinte avec ornements découpés à jour ; — deux panonceaux massifs en argent (façon vigne en garniture), et pesant cent quarante-huit grammes ; — quatre chandeliers, une croix, et six bouquets artistiques argentés ; — une couronne ; — six vases en porcelaine dorés ; — une croix d'environ 30 centimètres de hauteur, argentée ; — une épée pour le courrier, avec son ceinturon et sa dragonne ; — deux paires de boucles, ardillon en argent, pour souliers et culotte ; — une croix pour l'autel de la tribune, en bois, de 30 centimètres, Christ argenté ; — quatre chandeliers en cuivre jaune, de 28 centimètres de hauteur, pieds triangulaires ; — dix-huit habits blancs, appartenant à la compagnie, avec leurs cordons ; — six falots en bon état ; — deux voiles en coton, avec frange, pour la croix ; — un voile neuf en tissu moiré argenté, avec deux saint Jean brodés, et trois glands demi-fin dans une boîte en bois ; — un crêpe noir en mauvais état ; — pour le courrier, deux habits galonnés en demi-fin ; — et un habit pour les grandes cérémonies, garni de galons argent ; — une paire de culottes neuves et un gilet garnis argent fin ; — un gilet et culotte garnis argent faux ; — un chapeau fin blanc panaché, galons en argent, avec sa boîte ; — un de simple, blanc, galons argent ; — une paire d'épaulettes en demi-fin ; — une paire de souliers blancs et une paire de corvées (*sic*) ; — une paire de bas blancs en coton ; — un jonc avec une pomme en argent ; — une robe en serge pour le bedeau, avec un bonnet carré blanc ; — une paire de souliers en castor noir ; — une verge pour le bedeau, en cuivre blanchi ; — un grand livre d'offices ; — un petit livre d'offices ; — un

l'attrait avait été le principal élément de cette espèce de renaissance, faisait ici à peu près défaut. Le clergé paroissial paraît avoir tenté, vers 1851, des efforts pour empêcher la désorganisation des confréries de Pénitents; mais ce fut en vain. Le nombre des confrères qui assistaient aux processions décrut peu à peu. L'une après l'autre, les compagnies se décidèrent à n'y plus paraître. Le 27 avril 1862, la grande procession de l'ouverture de l'Ostension vit pour la dernière fois les six anciennes confréries occuper leur place accoutumée dans le cortège. A l'Ostension suivante, en 1869, les Pénitents Pourpres ne répondirent pas à la convocation. Les événements de 1870-71 ont achevé de désorganiser les compagnies qui subsistaient encore. Elles se sont, une à une, éteintes, malgré le zèle de quelques pieux ecclésiastiques et de quelques confrères dévoués. On ne trouve même pas, dans leurs registres, la trace d'une dernière crise, d'une lutte suprême, et aucune n'a laissé de testament. On voit insensiblement les exercices s'arrêter, les élections tomber

timbre en bois pour modèle d'agneau; — une banne pour porter les cierges; — cinquante-six souches en fer-blanc, y compris les quatre de l'autel.

Inventaire de la tribune.

Tribune dans tout son entier, comprenant les boiseries, grilles en bois, bancs à coffres, montée d'escaliers, bancs des choristes rembourrés, banc du prieur, sous-prieur et trésorier, couverts d'un tapis; — autel garni de son tabernacle, gradins, pierre d'autel; — deux consoles en cuivre; — un devant d'autel en perles, paille (sic); — deux reliquaires; — un tableau de saint Jean-Baptiste dans le désert; — un d° de saint Jean-Baptiste visitant la sainte Vierge; — un d° de la Nativité de saint Jean; — un d° de la Décollation de saint Jean; — un d° fondateur de l'ordre des Pénitents Blancs; — deux catalogues en bois, sans clef, et un garni d'un verre; — deux pupitres; — deux bâtons en bois, argentés à l'huile; — un bénitier en bois; — deux boîtes en fer-blanc pour les visiteurs; — quatre petits chandeliers en bois; — trois registres neufs : un catalogue général, un de dépenses et recettes et un de délibérations; — deux vieux registres restant aux archives, dont un servant de brouillard.

(Archives de la compagnie, au Musée de Limoges.)

Nous avons nous-même fait le récollement de cet inventaire en 1876, lors du dépôt, au Musée de Limoges, des objets appartenant aux Pénitents Blancs, et nous avons constaté l'existence de presque tous ces objets. — Ajoutons que ce relevé ne mentionne pas le beau voile en dentelles que possédait la compagnie.

en désuétude, les admissions se faire rares, le nombre des membres diminuer, le chiffre des cotisations devenir de plus en plus dérisoire..., puis plus rien. La plume du trésorier s'est arrêtée comme par lassitude : il n'y a plus ni trésorier ni compagnie.

Les Pénitents Noirs ont, jusqu'au dernier moment, compté dans leurs rangs les membres des plus riches familles bourgeoises de Limoges. Ainsi, à la dernière élection, qui eut lieu en 1869, M. Eugène Ardant, imprimeur, fut désigné pour remplir les fonctions de prieur, et M. Firmin Tarneaud, banquier, celles de sous-prieur. M. Armand Noualhier, alors député au Corps Législatif, avait le titre de syndic perpétuel de la compagnie. Celle-ci n'était pas très nombreuse; ses registres ne mentionnent pas plus d'une cinquantaine de membres sous la Restauration; nous y relevons quarante noms environ en 1852; dix-huit membres seulement paient leurs cotisations en 1869, neuf en 1874. Les Pénitents Noirs avaient, en 1871, pour la dernière fois, paru à une procession; en 1875, ils firent encore chanter, à Saint-Pierre, une messe le jour de la fête de la Sainte-Croix. C'est le dernier signe de vie qu'aient donné les compagnies de Pénitents dans notre ville, et c'est à la plus ancienne de toutes qu'appartient l'honneur d'avoir succombé la dernière. Les costumes et les ornements appartenant à cette association sont restés entre les mains des héritiers de son dernier trésorier, M. Cheyrout, épiciier, place d'Aine. — La compagnie, depuis son transfert à Saint-Pierre, tenait ses réunions dans l'ancienne chapelle de Sainte-Claire; on s'étonna qu'elle n'eût pas choisi de préférence celle de Notre-Dame-des-Agonisants, où étaient déposés les restes de son fondateur.

Après avoir, comme les Pénitents Noirs, fait quelque temps leurs exercices à Sainte-Marie, les Pénitents Blancs allèrent, à leur exemple, s'établir à Saint-Pierre. Ils y élevèrent une grande tribune, qui a été démolie lors de la restauration de l'église. Cette compagnie avait, le 14 octobre 1807, voté en assemblée générale un règlement qui rappelait plusieurs des mesures prescrites au dernier siècle par l'autorité diocésaine; ces nouveaux statuts consacraient l'admission des enfants, mais excluaient de la société les domestiques. On y trouve quelques dispositions assez naïves relatives à la tenue des Pénitents aux cérémonies; celle-ci par exemple : « Il ne sera permis à aucun confrère de faire la procession en habit particulier, sans que, au préalable, il ne soit vêtu modestement et proprement en habit ou lévite et non

en veste courte : ce costume étant seulement permis pour les petits confrères de six jusqu'à douze ans. Il faudra également être peigné, et chaussé en souliers bons et nettoyés. » Détail digne d'être mentionné : lors de la réorganisation de la compagnie, beaucoup d'anciens membres versèrent toutes les cotisations qui n'avaient pas été perçues depuis le commencement de la Révolution, et dont ils se considéraient comme débiteurs envers la caisse du trésorier.

En 1825, les associés étaient au nombre d'environ quatre-vingts ; nous trouvons parmi eux plusieurs chanoines, un substitut du procureur du roi, un juge de paix, deux capitaines retraités, le commandant des pompiers, — M. Chardon, sous-prieur, — un notaire, un chirurgien, des négociants. A dater de 1830, l'élément bourgeois s'en retire peu à peu. En 1848, la compagnie ne compte plus qu'une vingtaine de membres, et il n'y a plus d'exercices. En 1851, on constate une tentative de réorganisation. M. Faucher, banquier, est nommé prieur, et les registres accusent soixante-seize membres ; on en compte encore soixante-huit en 1858 ; mais une vingtaine seulement paient leur cotisation, et il n'y a plus ni élections ni assemblées. Un seul des officiers nommés en 1851 demeure en fonctions : c'est le trésorier, M. Marsaudon, dont le zèle ne peut donner à la confrérie la vie qui l'abandonne, mais réussit à lui conserver un semblant d'existence. A la mort de M. Marsaudon, tout est fini. Les confrères sont convoqués dans la sacristie de Saint-Pierre ; il est établi qu'il n'en reste plus que cinq ou six, et que, aux dernières processions où la compagnie a figuré, elle a été presque uniquement représentée par les ouvriers du zélé trésorier, revêtus des habits des associés. Malgré les touchantes exhortations de M. le curé Delor, il faut renoncer à une résurrection impossible ; on se rend à l'évidence : la confrérie est bien morte. Il est décidé que les archives, les livres, les costumes et les ornements, notamment la croix processionnelle et son riche voile en dentelle, seront remis, à titre de dépôt, au Musée de Limoges, conformément à la demande du directeur, M. Adrien Dubouché, membre de la compagnie. Toutefois la fabrique de Saint-Pierre garde, pour le service de l'église, deux panonceaux en argent, achetés avec le produit d'un legs de M. de Beaubreuil.

Les Pénitents Pourpres avaient repris, avec leurs autres œuvres de piété et de charité, leur office de dévouement auprès des suppliciés. Ils l'ont rempli pour la dernière fois en 1854, à l'égard

d'un parricide guillotiné à Limoges, sur le Champ de Foire, en exécution d'un arrêt de la Cour d'assises. On les avait vu paraître au pied de l'échafaud, pour la première fois depuis leur réorganisation, le 3 octobre 1808. Le *Journal du département de la Haute-Vienne* fait mention de ce détail (1), et témoigne de la bonne impression que produisit sur le public un tel spectacle. Les restes de la suppliciée — c'était une femme de soixante ans — furent portés par les confrères à Saint-Pierre, où l'on célébra le service religieux. Les Pénitents suivirent ensuite la bière jusqu'au cimetière.

Nous voyons, sous l'Empire, figurer parmi les noms des membres de cette compagnie ceux du général Dupuy ; du capitaine Guibert, commandant de place ; de M. Fournier, receveur général ; de MM. Estienne de la Rivière, conseiller ; Bardy, notaire ; François Alluand, etc. En 1842, les confrères étaient encore au nombre de soixante-dix à quatre-vingts. Sur la liste, on trouve encore les représentants de plusieurs familles connues de Limoges : Albin, Alluand, Bardy, Chevalier, David, Dhéralde, Fournier, Guibert, Maurensanne, Sohet-Thibaut. Mais la compagnie, à partir des dernières années de la Restauration, s'était recrutée avec peine. On constate qu'il n'y eut pas une seule réception de 1828 à 1837. Le dernier candidat admis fut reçu le 20 avril 1848. — En 1862, quelques personnes tentèrent de galvaniser ce corps alangui. Quinze confrères seulement répondirent au chaleureux appel qu'elles avaient adressé à tous les anciens Pénitents Pourpres et à tous les hommes appréciant les services que pouvait rendre l'institution ; encore comptait-on dans ce nombre six membres honoraires. L'entreprise avorta, et la compagnie s'éteignit définitivement ; elle disparut la première de toutes les associations de ce genre dont l'existence fût antérieure à 1789. Une discussion survenue entre un ecclésiastique et un confrère, à une procession, ne fut pas étrangère, nous a-t-on dit, à la rapide disparition de la plus célèbre de nos confréries limousines. En 1863, il n'y avait plus que trois Pénitents Pourpres : on les voit se cotiser pour satisfaire à une réclamation du courrier, à qui il était dû quelques mois de traitement, et qui menaçait de poursuivre la compagnie devant le juge de paix.

(1) *Journal du département de la Haute-Vienne*, 7 octobre 1808.

Les seuls documents que nous ayons pu consulter sur les dernières années de cette compagnie sont, outre quelques pièces détachées, un livre de comptabilité et un registre de délibérations, qu'a bien voulu nous communiquer la famille Grenier. Ce dernier ne remonte qu'à 1841 ; le registre auquel il fait suite, et qui paraît avoir été perdu, embrassait toute la période comprise entre 1757 et 1841. Il devait renfermer les indications les plus intéressantes, et ce n'est qu'après de longs mois de recherches que nous avons renoncé à l'espoir de le consulter. A peine trouve-t-on trace dans les documents subsistants de la mission que remplissait la compagnie auprès des condamnés. En 1846, toutefois, il est fait mention de l'achat d'un cercueil et de la restauration du brancard des suppliciés.

La confrérie faisait ses exercices à Saint-Pierre, dans la chapelle de Saint-Léonard. Son dernier trésorier, M. Blémont, menuisier, faubourg Montmailler, a en dépôt une partie des papiers et ornements de la confrérie. Le reste est entre les mains d'autres associés. Nous avons lieu de croire que plusieurs objets ont été vendus.

Les confrères, depuis la réorganisation de la Compagnie, portaient indifféremment le nom de Pénitents Pourpres ou celui de Pénitents Rouges.

Saint-Michel-des-Lions avait donné asile à la compagnie des Pénitents Bleus ; celle-ci, que nous trouvons réorganisée et fonctionnant dès 1802, parut un moment devoir retrouver son ancienne prospérité ; mais la chute du gouvernement de la Restauration fut le signal de l'irremédiable décadence de cette association, qui devint en peu d'années la moins nombreuse de toutes les confréries limousines. On admirait encore, aux processions, son magnifique voile de croix en velours bleu crépiné d'or (1) ; mais une douzaine de confrères seulement marchaient à la suite. Les registres et papiers de cette compagnie sont conservés à Saint-Michel, avec tout le matériel ; les procès-verbaux de réception de confrères vont du 7 avril 1803 au 11 mai 1851.

(1) Le dernier voile fut acheté en 1845 à Lyon ; il coûta seize cents francs. La facture, que nous avons retrouvée, le désigne ainsi : « Un voile velours bleu de roi, tout sole, brodé en or, orné de cinq glands et galon tout or fin, crépiné de grains d'épinard et à torsades ».

La livre des recettes et dépenses des visiteurs des malades s'arrête au 29 janvier 1860. En réalité, les exercices de la compagnie avaient cessé plus de dix ans avant cette date, à l'époque où fut démolie la chapelle de Notre-Dame-des-Aides, qui faisait saillie entre la place de la Préfecture et la place Fontaine-Saint-Michel; toutefois on la vit aux processions jusqu'en 1865 ou 1866. La dernière élection d'officiers date du 5 décembre 1847. Furent nommés ce jour-là, prieur : M. Rouffignac, prêtre; sous-prieur, M. Bernard père; assistant, M. Jean-Baptiste Audoin. M. Martin du Gravier, syndic perpétuel, était mort la même année : cette perte fut vivement ressentie par la confrérie, et il ne fut pas remplacé dans cette dignité. M^{re} Bertaud, évêque de Tulle, faisait partie des Pénitents Bleus, qui avaient, depuis la Révolution, compté parmi leurs confrères beaucoup de personnes appartenant à des familles connues du pays : des Laforest, des Châtenet, des Meytadier, des Martin, des Guingamp de Saint-Mathieu, des de Vaucourbeil, des Boisse, des Chapoulaud, des Montégut, etc. Le nom du colonel Mourier, depuis général et baron de l'Empire, figure sur un *catalogue* de Pénitents Bleus conservé à Saint-Michel. Ce catalogue, qui paraît être des premières années de ce siècle, est placé dans un cadre fort curieux, portant la date de 1780, et en haut duquel on voit les armoiries en relief de la ville de Limoges; il renferme deux cent vingt-six noms; toutefois les listes d'associés portent cent quarante à cent cinquante noms seulement sous la Restauration; on n'en trouve plus que quarante à cinquante sur celles de 1835 à 1845. Plusieurs pièces imprimées pour les Pénitents Bleus portent l'écu royal et une gravure qui est censée représenter saint Jérôme assis devant un pupitre et lisant. La confrérie était sous l'invocation « de Saint-Jérôme et de l'Assomption de la Sainte-Vierge ». Elle avait conservé le titre de Compagnie Royale. — C'était à ses frais que chaque année, à Noël, la crèche de Saint-Michel était établie et ornée.

La même église avait reçu les Pénitents Gris, dont la tribune était placée au-dessus de la porte d'entrée ouvrant sur la place de la Préfecture, à l'endroit même où a été construit le nouvel orgue. On leur donna de plus une chapelle du même côté. Aucune compagnie ne s'était retrouvée, au lendemain de la révolution, plus florissante et plus nombreuse. Nous ignorons si cette association compta jamais le chiffre de membres que lui donne le préfet Texier-Olivier dans l'état fourni par lui au Ministre en 1809; mais elle en eut de deux cent trente à deux cent

quarante à un certain moment ; dans les dernières années de la Restauration elle était déjà descendue bien au-dessous de ce chiffre, et, en 1851, elle gardait à peine cinquante associés. Les registres du trésorier mentionnent en 1864 trente-quatre cotisations acquittées ; à partir de cette époque, on n'y voit plus figurer qu'une douzaine de noms. Les Pénitents Gris parurent en public, pour la dernière fois, en 1868, le jour des obsèques d'un de leurs anciens prieurs, M. Fromant, ex-avoué. Quelques difficultés à propos de la gestion du trésorier sortant nécessitèrent, vers cette époque, une réunion qui devait être la dernière. Sauf des panonceaux d'argent, qui ont été vendus il y a quelques années, et dont le prix a été en partie appliqué au paiement des dettes de la compagnie, le matériel des Pénitents Gris est conservé à Saint-Michel. Un des confrères, M. Gérard, rue des Petits-Carmes, a bien voulu nous communiquer les livres et papiers restés en sa possession.

Quant aux Pénitents Feuille-Morte, après avoir reçu pendant quelques années l'hospitalité à Saint-Michel, ils quittèrent cette paroisse pour s'installer à Saint-Aurélien ; le choix de la chapelle de la boucherie s'explique par le grand nombre de bouchers qui appartenaient à cette compagnie. On sait que ceux-ci, avant la Révolution, n'étaient admis que dans cette confrérie et dans celle des Pénitents Gris. Les Pénitents Feuille-Morte, dont la sacristie de Saint-Aurélien conserve les registres de 1814 à 1865, et le matériel (à l'exception de la croix processionnelle, déposée chez un membre de la famille Plainemaison), se soutinrent, grâce à la fidélité des habitants du quartier aux anciennes pratiques de dévotion ; ils n'eurent jamais un nombre de confrères aussi élevé que la compagnie des Gris ; mais ils subsistèrent plus longtemps. En 1865, trente-un membres payaient encore la cotisation ; le dernier scrutin pour l'élection des officiers avait eu lieu l'année d'avant, et c'était un boucher, Aurélien Cibot dit le Chantre, qui avait été désigné pour remplir les fonctions de prier.

Dans un assez grand nombre de villes et de bourgs du diocèse de Limoges et du diocèse de Tulle, les compagnies de Pénitents ont survécu à la Révolution ; beaucoup ont disparu ; on en cite néanmoins quelques-unes qui subsistent, et où se conservent toutes les traditions de piété et de charité qui ont été autrefois l'honneur des confréries de Pénitents. Dans ce nombre, une mention particulière est due aux Pénitents

blancs de Treignac, dont M. l'abbé Sollier, curé de Merlines, a écrit l'histoire (1).

Après un coup-d'œil jeté sur l'histoire des confréries de Pénitents en général, après quelques pages consacrées aux plus célèbres de ces sociétés, nous nous sommes plu à parler avec détails des compagnies limousines, qui devaient, tout naturellement, nous tenir davantage au cœur. Il nous a paru utile de consacrer par une sérieuse étude le souvenir de ces puissantes associations au moment même où elles viennent de disparaître, sans doute pour toujours. Si nous ne devons plus revoir ces pittoresques confréries, si chères à nos aïeux, il faut que Limoges garde du moins une notion exacte de l'esprit qui les anima, de leur objet, de leurs services, du rôle important joué par elles dans le passé. — On se moquait volontiers des Pénitents; et certes, à l'étranger qui s'attachait à l'extérieur et n'allait pas au fond des choses, ces longues files d'hommes mal alignés, ces croix processionnelles couvertes de larges banderolles des plus riches étoffes, ces lanternes placées au bout de longs bâtons, ce fantastique cortège (2), cette barbare psalmodie, cet accoutrement rappelant le costume classique du magicien des ombres chinoises, pouvaient sembler d'une originalité un peu étrange; mais les Limousins étaient habitués à tout cela : si la population répétait certains dictons traditionnels, certains brocards séculaires s'adressant surtout aux écarts de conduite et de régime qu'on reprochait aux Pénitents (3), elle n'en gardait pas moins, dans ce bon coin du cœur où vit encore la mémoire et le respect des choses graves, un faible très prononcé pour ces confréries. Elles avaient un passé utile et glorieux; elles étaient la vieille note locale dans le concert catholique des grands jours. Cette note avait sa valeur, et il nous arrive souvent de la regretter, quand une procession passe aujourd'hui sous nos fenêtres, semblable à toutes les processions.

Pendant deux cent soixante-dix ans, tous les habitants de

(1) *Histoire de la confrérie des Pénitents de Treignac*. — Ussel, 1861.

(2) A l'Exposition du Costume organisée en 1874 au palais des Champs-Élysées par l'Union centrale des Beaux-Arts, on a pu voir une curieuse procession de Pénitents de Limoges disposée avec une rare entente de l'effet. La gravure placée en tête de ces pages la reproduit avec fidélité.

(3) Voir ci-dessus la note 3 de la page 146.

Limoges, riches et pauvres, prêtres, magistrats, marchands, ouvriers, se sont confondus dans les rangs de ces confréries, ont revêtu cet humble costume, et pratiqué, à l'ombre de la croix, la véritable solidarité humaine, l'union, la fraternité, la charité. Un tel passé aurait peut-être dû assurer à nos anciennes compagnies un peu plus de bienveillance et de ménagements de la part de l'autorité ecclésiastique. Il faut reconnaître, d'un autre côté, que les Pénitents affectaient vis-à-vis du clergé paroissial une indépendance hors de saison; que dans toutes ces confréries il existait des abus; que les associés montraient en dernier lieu peu d'attachement à l'institution, et cherchaient dans les cérémonies plutôt un prétexte de banqueter qu'une occasion de satisfaire et de manifester leurs sentiments de piété. Enfin on ne recrutait plus de nouveaux confrères. N'avons-nous pas vu, en dernier lieu, le zélé trésorier des Pénitents Blancs en être réduit, pour faire figurer cette compagnie aux processions, à habiller ses ouvriers avec les costumes déposés chez lui, et mener ainsi à travers la ville un cortège presque entièrement composé de personnes étrangères à l'association?

La dernière heure avait sonné pour ces confréries. Les conserver telles qu'elles étaient, il n'y fallait pas songer. Une transformation en temps opportun les eût peut-être sauvées, tout au moins eût prolongé leur existence : elles ne s'y prêtèrent pas. Elles étaient restées jusqu'à ces dernières années ce qu'elles avaient été dans la période qui précéda 1789; néanmoins, parmi leurs membres, la foi et la charité diminuaient tous les jours, et la raison d'être de ces associations disparaissait avec elles. On ne saurait donc ni s'étonner de leur disparition, ni en accuser personne; mais il est permis de regretter les compagnies de Pénitents comme une des institutions les plus bienfaisantes et les plus populaires du passé : c'est le devoir de l'histoire locale de conserver leur souvenir, et, en racontant leur décadence, de rendre témoignage de leurs vertus, de leurs services, de leur grandeur.

LOUIS GUIBERT.

NÉCROLOGIE

M^{GR} BERTEAUD

ÉVÊQUE DE TULLE

M^{GR} Berteaud, ancien évêque de Tulle, membre honoraire de la Société Archéologique du Limousin, est mort le 2 mai 1879.

M^{GR} Berteaud était né, à Limoges, le 30 novembre 1798, dans une maison de la rue du Collège que l'on montre encore. Ordonné prêtre à Paris en 1822, pendant la vacance du siège épiscopal de Limoges, il fut nommé professeur de philosophie au petit-séminaire du Dorat. En 1831, M. Labiche de Reignefort, chanoine théologal de la cathédrale de Limoges, résigna son canonicat en sa faveur. Pendant dix ans, il parut avec éclat non-seulement dans la chaire de la cathédrale, mais encore dans les chaires de Paris et des grandes églises de France. Son éloquence était d'un genre à part : il parlait à l'esprit plutôt qu'au cœur ; c'était la philosophie chrétienne exposée avec des formes poétiques de langage dont lui seul avait le secret. Doué d'une mémoire prodigieuse et d'une immense érudition, il avait pour thème favori la philosophie du Verbe appliquée au mystère de l'Incarnation. Il avait puisé cette haute doctrine dans les écrits des Pères de l'Eglise, et notamment dans ceux de saint Augustin, qu'il traduisait et citait en toute occasion. Son imagination créatrice lui faisait jeter des fleurs et comme un manteau de poésie sur les matières philosophiques les plus élevées et les plus abstraites. Il s'appliquait surtout à réfuter les erreurs contempo-

raïnes. Il avait, comme improvisateur, sans s'inquiéter si son auditoire pe dans les hauteurs du dogme, dans l théologie, sans aucun souci des règles, blait dédaigner. Nous l'avons connu jeunes gens surtout suivaient ses préd Michelet, qui l'avait entendu à Paris pour son talent, et l'avait prié de prendre communion.

Nommé évêque de Tulle en 1842, et de Limoges le 21 septembre, il a, par son copat, évangélisé les villes et les campagnes semé partout, sans se lasser, les fruits de la foi. Maintes fois il a été appelé à prêcher des circonstances solennelles : signal qu'il donna, au mois de septembre 1862, à Rome, où il se trouvait en 1862, il se adressa aux Français, et dans l'enceinte du Vatican à son auditoire. Pie IX a dit de lui que c'était la tradition vivante de l'Eglise, ornée de la robe de la charité.

Dans sa longue carrière épiscopale, un très grand nombre de mandements qu'il a publiés avec une facilité prodigieuse avait besoin, pour être lus, sur lui-même. Ses mandements et ses lettres pastorales ont été imprimés et recueillis en volumes. Si l'on veut un enchaînement méthodique, on trouvera dans ses ouvrages les mystères de la foi, sur la vie surnaturelle, l'Eglise et le Souverain-Pontife, de nombreux détails.

Sa conversation n'était ni moins brève que ses discours. Avec les ressources d'une immense érudition, avec son style simple et charmant, il attirait ses auditeurs.

M^{sr} Berteaud était membre honoraire de l'Académie depuis 1857. Il aimait passer tout ce qui se rattachait à sa chère patrie pour sa ville de Tulle l'honneur du premier siècle, par saint Martial. Il avait une bibliothèque riche, non-seulement en manuscrits et les plus recherchées des Pères de l'Eglise, mais un grand nombre d'ouvrages recueillis par lui-même, et surtout un grand nombre de livres écrits par des auteurs de l'histoire du pays. Lui-même était un

Le Limousin peut se glorifier d'avoir vu naître des orateurs célèbres : au xvr^e siècle, Marc-Antoine Muret s'est distingué dans l'éloquence académique ; au xvii^e, d'Aguesseau s'est fait un nom dans l'éloquence du barreau ; au xviii^e, Vergniaud a brillé dans l'éloquence de la tribune ; au xix^e, M^{sr} Berteaud s'est illustré dans l'éloquence de la chaire.

La Société Archéologique perd en lui un de ses membres les plus éminents.

L'abbé ARBELLOT.

TOMBEAU DE FABRICATION LIMOUSINE

A FOUCARMONT

Nous ne croyons pas qu'on ait encore signalé, parmi les produits de l'art limousin au xiii^e siècle, le tombeau de cuivre exécuté dans notre ville pour Jean, petit-fils du roi de Jérusalem Jean de Brienne, et pour sa mère. Ce tombeau, qui avait été *marchandé*, à Limoges, par ce seigneur lui-même, se voyait dans l'église de l'abbaye de Foucarmont en Normandie. Nous reproduisons ci-après le passage de la *Chronique des comtes d'Eu* qui nous a révélé l'existence de ce monument.

L. GUIBERT.

« Cedit Jehan.... trespassa a Clairmont en Beauvoisin, l'an (M) CCLXXXIII, et se feist apporter a laditte eglise (de Foucarmont) et gist dedans le cueur on cousté de sa mere, et fist moult noble testament, et laissa grand foison de deniers a l'eglise dessus dite et ailleurs. Ledit Jehan en son vivant marchanda en la ville de Limoges de faire unes tombes pour luy et pour sa mere. Ledit maistre Jehan (Jean des Forges, conseiller de ce seigneur), les feist parfaire et achever et apporter a laditte abbaye, et assair sur le corps de son seigneur et de sa mere. Ils sont de fin cuyvre et y a deux ymaiges enlevez tres grands pour luy et pour sa mere gesans soubz laditte tombe, et est tout l'ouvrage qui est suroré d'or fin. »

(*Recueil des Historiens de France*, T. XXIII, p. 444.)

ORIGINES CHRÉTIENNES

DE LA GAULE.

CHAPITRE 1^{er}.

Réfutation de Grégoire de Tours.

I. — La question des origines chrétiennes de la Gaule, qui souleva, dans le cours du xvi^e siècle et jusque dans le siècle suivant, des discussions si savantes et de si vifs débats, semblait avoir été, au siècle dernier, résolue dans le sens d'une prédication tardive, conformément à ce texte fameux de Grégoire de Tours qui ne place que sous l'empire de Dèce, c'est-à-dire en l'an 250, la mission des principaux fondateurs de nos églises, Trophime d'Arles, Paul de Narbonne, Saturnin de Toulouse, Martial de Limoges, Austremoine d'Auvergne, Gatien de Tours, Denys de Paris.

Cette question, réveillée de nos jours, à la suite de quelques documents nouveaux qui placent la mission de ces évêques aux temps apostoliques, a soulevé, depuis trente ans, une polémique nouvelle et très ardente : plus de cinquante ouvrages ou brochures ont été publiés sur ce sujet ; et, quoique les savants du clergé de France qui ont étudié et traité la question se soient prononcés en grande majorité pour l'opinion qui fixe l'évangélisation des Gaules au 1^{er} siècle, toutefois cette opinion n'a pas trouvé chez les membres de l'Institut une adhésion aussi complète, et c'est à peine si quelques-uns d'entre eux, M. Augustin Thierry par exemple, se sont montrés favorables à ce sentiment.

Il y a donc aujourd'hui deux écoles en présence : une école qui s'appelle *historique*, et qu'on avait d'abord appelée *Grégorienne*, parce qu'elle s'appuie principalement sur Grégoire de Tours, « le

père de l'histoire de France » ; l'autre école s'appelle *traditionnaliste*, et les opposants l'ont appelée *légendaire*, parce qu'elle se base sur *les légendes*, c'est-à-dire sur les vies ou passions des premiers évêques qui ont évangélisé nos contrées, légendes qui, dépositaires de l'ancienne tradition, s'accordent à faire remonter leur mission au temps des apôtres.

À la vérité, l'école qui s'appelle *historique* mérite aussi bien que l'autre le nom de *légendaire*, parce que, si elle s'appuie sur Grégoire de Tours, cet historien ne s'appuie lui-même que sur une *légende*, à savoir celle de saint Saturnin de Toulouse. Voici en effet ses propres paroles : « Du temps de Dèce, sept personnages ordonnés évêques furent envoyés pour prêcher dans les Gaules, comme le rapporte l'histoire du martyre de saint Saturnin ; car elle dit : « Sous le consulat de Dèce et de Gratus, comme on » en garde le souvenir fidèle, la ville de Toulouse commença à avoir » saint Saturnin pour premier évêque ». Voici donc ceux qui furent envoyés : aux habitants de Tours, l'évêque Gatien ; à ceux d'Arles, l'évêque Trophime ; à Narbonne, l'évêque Paul ; à Toulouse, l'évêque Saturnin ; aux habitants de Paris, l'évêque Denys ; aux Arvernes, l'évêque Austremonius ; aux Lémovices, l'évêque Martial (1). »

Ce texte est le seul document *positif* sur lequel l'école historique se fonde pour retarder jusqu'au milieu du III^e siècle la prédication évangélique dans les provinces des Gaules mentionnées plus haut.

Dans notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, nous avons réfuté ce passage de Grégoire de Tours. Nous avons montré que ce passage n'a aucune autorité : 1^o parce qu'il s'appuie sur une citation inexacte, et fait dire à la légende de saint Saturnin ce qu'elle ne dit pas, à savoir que ces sept évêques

(1) « Hujus (*Decii*) tempore, septem viri episcopi ordinati ad prædicandum in Gallias missi sunt, sicut historia passionis sancti martyris Saturnini denarrat. Ait enim : « Sub Decio et Grato consulibus, sicut » fidei recordatione retinetur, primum ac summum Tolosana civitas » sanctum Saturninum habere cœperat sacerdotem ». Hi ergo missi sunt : Turonicis, Gatianus episcopus; Arelatensibus, Trophimus episcopus; Narbonæ, Paulus episcopus; Tolosæ, Saturninus episcopus; Parisiacis, Dionysius episcopus; Arvernibus, Stremonius episcopus; Lemovicinis Martialis est destinatus episcopus. » (*Hist. Franc.*, l. I, C. XXVIII, edit. RUINART, col. 23; — *Patrolog.*, T. LXXI, col. 175.)

furent envoyés dans les Gaules du temps de Dèce (1) ; 2° parce que ce passage est en contradiction avec des écrivains antérieurs à Grégoire de Tours, tels que saint Irénée, Tertullien, saint Jérôme, etc., qui montrent le christianisme établi, avant l'an 250, dans les contrées où, d'après cet historien, le premier évêque ne serait venu qu'à cette époque ; 3° parce qu'on trouve dans ce passage des faits particuliers dont on démontre la fausseté, tels que la mission de saint Trophime d'Arles au milieu du III^e siècle ; 4° parce que, dans ce passage, Grégoire de Tours est en contradiction avec lui-même, attendu que, dans d'autres endroits de ses ouvrages, il regarde quelques-uns de ces premiers missionnaires comme *disciples des apôtres*, ou envoyés par saint Clément ; 5° parce que les partisans de Grégoire de Tours conviennent eux-mêmes que ce passage est très défectueux, et sont forcés de l'abandonner sur plusieurs points, tels que saint Trophime d'Arles, saint Paul de Narbonne, le consulat de Dèce, etc.

II. — Nous allons aujourd'hui ajouter un nouvel argument à ceux que nous avons déjà donnés contre ce passage de Grégoire de Tours : — c'est que la légende ou passion sur laquelle cet historien s'est appuyé pour assigner la date de la mission de saint Saturnin et, par suite, des six autres évêques, est une légende interpolée ; et nous prouvons cette interpolation en publiant les Actes primitifs et authentiques de saint Saturnin, que nous avons eu l'heureuse fortune de découvrir.

La légende de saint Saturnin, telle que Grégoire de Tours la cite, a été publiée trois fois : d'abord par Surius, en 1575 ; ensuite par le P. Chifflet, en 1676 (2) ; enfin par dom Ruinart, en 1689, dans les *Acta sincera martyrum*. Comme ces trois éditions, et même la dernière, donnée par dom Ruinart d'après neuf manuscrits, renferment un certain nombre de fautes, nous en avons préparé une édition nouvelle en collationnant les trois précédentes avec des manuscrits de Turin, de Florence, et des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris.

C'est en faisant ce travail que nous avons eu la surprise de découvrir les *Actes primitifs et authentiques* de saint Saturnin.

(1) La légende de saint Saturnin ne parle que de saint Saturnin, et pas des six autres.

(2) *Dissertatio de uno Dionysio*, 1676, p. 107.

Ils se trouvent dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale, l'un du x^e siècle, provenant de l'ancienne abbaye de Saint-Martial de Limoges, et portant le numéro 5301 (1); l'autre provenant de la bibliothèque Colbert, et portant le numéro 3820 (2). Ces deux manuscrits n'ont pas été copiés l'un sur l'autre, puisqu'ils offrent quelques légères variantes, dont la comparaison sert à retrouver la leçon exacte.

L'interpolation de cette passion de saint Saturnin avait été soupçonnée d'un grand nombre de savants et d'écrivains (3): nous sommes heureux de la mettre en pleine lumière.

Or ces Actes authentiques ne disent pas que le premier évêque de Toulouse ait reçu sa mission sous l'empire de Dèce; ils disent seulement ceci :

« Dans ce temps où, après la venue corporelle du Sauveur, le soleil de justice s'était levé dans les ténèbres, et après avoir visité d'abord les parties de l'Orient, répandant ses lumières, avait commencé à éclairer des rayons de la foi la plage occidentale; — parce que le son des Evangiles s'est répandu peu à peu et par degrés sur toute la terre, et que la prédication des apôtres a brillé par une marche tardive dans nos contrées; — lorsque déjà, dans quelques cités, l'Eglise du Christ s'élevait par la dévotion d'un petit nombre de fidèles, et que néanmoins de nombreux temples, élevés dans le monde par la misérable erreur des païens, fumaient d'un encens fétide, la ville de Toulouse avait déjà commencé à avoir le très hienheureux Saturnin pour premier et suprême pontife de la religion catholique (4). »

(1) Folio 273.

(2) Folio 216, v^o.

(3) MACEDA, *De celeri propagatione Evangelii*: Bononiæ, 1798, p. 1-6. — DOM PIOLIN, *Histoire de l'Eglise du Mans*, 1851, T. I, *Introd.*, p. LXIX. — RAVENEZ, *Essai sur les origines religieuses de la ville de Bordeaux*, ap. Congrès de Bordeaux, 1862, T. I, p. 386. — L'abbé LATOU, *Vie de saint Saturnin*, 1864, p. 116. — L'abbé CORBLET, *Origines de la foi chrétienne dans les Gaules*, 1870, p. 52. — DOM CHAMARD, *Les Eglises du monde romain*, 1877, p. 344-350.

(4) « Tempore illo, quo post corporeum Domini Salvatoris adventum, exortus in tenebris sol justitiæ, post primam orientalium partium visitationem diffusus, fidei radiis illustrare occidentalem coeperat plagam, quia sensim gradatimque in omnem terram evangeliorum sonus exivit, tardeque processu in regionibus nostris apostolorum prædicatio coruscavit; cum jam in aliquibus civitatibus Ecclesia Christi paucorum

On voit que, dans ces anciens actes, il n'est pas question du consulat de Dèce et de Gratus. La lumière de l'Evangile, après avoir éclairé d'abord les contrées de l'Orient, se répand ensuite dans l'Occident ; la prédication des apôtres n'éclaire ces dernières régions qu'en second lieu ; et c'est au moment où le soleil de justice commençait à jeter ses rayons sur les plages occidentales, lorsque l'Eglise du Christ s'élevait par la dévotion de quelques fidèles, alors que les temples païens fumaient partout d'un impur encens, que la ville de Toulouse commença à avoir saint Saturnin pour premier évêque. La date précise de sa mission n'est pas indiquée ; mais cet exorde désigne évidemment plutôt le premier siècle que le troisième, et la période apostolique plutôt que le règne de Dèce, époque où, selon les expressions de Lactance, « l'Eglise avait étendu ses bras à l'Orient et à l'Occident, en sorte qu'il n'y avait aucun coin de la terre si reculé où la religion du vrai Dieu n'eût point pénétré, aucune nation si barbare dont elle n'eût adouci les mœurs (1) ».

III. — « Mais, nous dira-t-on, comment établissez-vous que ce sont là les actes primitifs et authentiques de saint Saturnin ? et comment montrez-vous que les actes publiés par Surius et dom Ruinart, et sur lesquels Grégoire de Tours s'appuie, ont été interpolés ? »

— Pour établir que les premiers actes sont authentiques et que les seconds sont interpolés, il suffit de les mettre en regard et de les comparer.

D'abord les actes interpolés ont reçu plusieurs additions qui ne se trouvent pas dans les actes authentiques : ces additions consistent :

(a) Dans un exorde ou préface oratoire d'un ton très solennel et presque emphatique ;

(b) Dans l'insertion maladroite du consulat de Decius et de Gratus, donnant la date non pas du martyre (ce qui eût été plus vraisemblable), mais de la mission de saint Saturnin ;

fideliū devotiōne consurgeret, sed nihilominus crebra per mundum, miserabili errore gentiliū, fetidis nidoribus templa fumarent, primum ac summum Tolosana civitas beatissimum Saturninum habere jam cōperat catholicæ religionis antistitem. »

(1) LACTANT., *De Mortibus persecut.*, cap. III et IV ; — *Patrolog.*, T. VII, col. 199 et 200.

(c) Dans la mention des faits suivants qui concernent les reliques de saint Saturnin : — saint Hilaire, évêque de Toulouse, fait élever une voûte et une petite église sur le tombeau du saint martyr ; — saint Silve, un de ses successeurs, bâtit à grands frais une belle et spacieuse basilique pour y transférer les reliques du saint évêque ; — mais, l'œuvre étant inachevée, son successeur, saint Exupère, met la dernière main à la basilique, et en fait la dédicace ; — grand éloge de saint Exupère, qui non-seulement n'était pas inférieur aux autres évêques de son temps, mais pouvait même être comparé à saint Saturnin par les mérites de ses vertus ; il s'adresse aux religieux empereurs (*Arcadius et Honorius*), et en obtient l'autorisation de faire la translation des reliques ; — la manière dont cet interpolateur parle de saint Exupère et de son époque montre qu'il n'écrivait qu'assez longtemps après la mort du saint évêque (1), par conséquent à la fin du v^e ou dans la première moitié du vr^e siècle.

(d) Ces additions consistent enfin dans une péroration ou épilogue oratoire de même genre que l'exorde.

Avant d'aller plus loin, nous ferons observer que, d'après le jugement des critiques les plus autorisés, les Actes des saints les plus courts sont d'ordinaire les plus anciens :

« Ces sortes d'ouvrages, dit Tillemont, vont plutôt en augmentant qu'en diminuant, comme on le voit par expérience (2). »

« L'une des règles les plus sûres de notre critique, dit Baillet, est que les Actes des saints les plus simples et les plus courts sont les meilleurs et portent un caractère d'authenticité (3). »

« Les Actes des saints les plus courts et les plus simples, dit le P. Honoré de Sainte-Marie, ont toujours été jugés les meilleurs (4). »

IV. — De plus, ce qui démontre l'interpolation de cette phrase de la légende citée par Grégoire de Tours, « sous le consulat de Dèce

(1) « Acta illa composita sunt longo intervallo post obitum Exuperii Tolosani. » (DE MARCA, *Epistola ad H. Valesium*, edit. BALUZE, *Dissertationes tres*, 1669, p. 445. — Acta SS., T. V junii, p. 551.)

(2) TILLEMONT, *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique*, T. II, p. 551.

(3) BAILLET, *Discours*, p. 138.

(4) HONORÉ DE SAINTE-MARIE, *Réflexions sur les règles et sur l'usage de la critique*, T. I, part. II, p. 19.

et de Gratus », c'est que ces paroles sont en contradiction avec le contexte, comme plusieurs critiques en ont fait la remarque.

En effet, dans le préambule de ces Actes, au milieu duquel cette phrase a été intercalée, on lit ces paroles :

« *Dans le temps où, après la venue corporelle du Sauveur, le soleil de justice, se levant dans les ténèbres, avait commencé à éclairer des splendeurs de la foi la plage occidentale* » : — ces paroles n'indiquent-elles pas le premier siècle du christianisme plutôt que le troisième ?

« *La prédication des apôtres brilla dans nos contrées* » : — ces paroles n'impliquent-elles pas l'origine apostolique de nos Eglises ?

Au reste, ce préambule a subi d'autres altérations : il y a en effet dans les actes authentiques : « *Comme déjà, dans quelques cités, l'Eglise du Christ s'élevait par la dévotion d'un petit nombre de fidèles* » : — au lieu de ces paroles, on lit dans les actes interpolés : « *Lorsque, dans quelques cités, de rares églises s'élevaient par la dévotion d'un petit nombre de fidèles* ». — Cette substitution des mots « *de rares églises* », au lieu de « *l'Eglise du Christ* », ne sent-elle pas l'interpolation ?

Il y a dans les actes authentiques que « *le soleil de justice, après avoir visité les parties de l'Orient, commença à éclairer des rayons de la foi la plage occidentale* » : — n'est-ce pas plus naturel que la phrase de la passion interpolée, qui a supprimé les contrées de l'Orient ?

Mais l'interpolation principale consiste dans cette phrase : « *Sous le consulat de Dèce et de Gratus* », qui est en contradiction avec le contexte.

V. — Signalons une autre interpolation qui se trouve dans le texte des actes de saint Saturnin que dom Ruinart a publiés dans ses *Actes sincères des martyrs*.

Il y a dans cette édition un passage qui donnerait à ce document une grande autorité : c'est celui qui fixerait la rédaction de ces actes à cinquante ans après le martyre de saint Saturnin, c'est-à-dire à l'an 300. Voici ce passage :

« *Ante annos L, sicut actis publicis, id est sub Decio et Grato consulibus, sicut fidei recordatione retinetur...* ».

« Il y a cinquante ans, comme on le voit dans les actes publics, c'est-à-dire sous le consulat de Dèce et de Gratus, comme on en garde le souvenir fidèle, la ville de Toulouse commença à avoir saint Saturnin pour évêque... ».

« L'auteur de ces Actes, disait dom Ruinart, mérite une foi entière, puisqu'il vivait cinquante ans seulement après la venue de saint Saturnin (1). » Comment, en effet, ne pas adopter une date qu'on trouve dans les actes publics, et dont on garde, depuis cinquante ans, le fidèle souvenir ?

Malheureusement pour l'école qui s'appelle *historique*, c'est là une nouvelle interpolation qui n'est due qu'à une lecture inexacte de dom Ruinart, et qui, en outre, n'a pas sa raison d'être.

Dom Ruinart a publié ce passage, non pas d'après les neuf manuscrits qu'il a collationnés, mais d'après un seul, — un manuscrit qui appartenait autrefois à l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, et dont il assignait la date au ix^e siècle (2). Ce manuscrit est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque nationale, où tout le monde peut l'examiner. C'est le manuscrit du fonds latin 11,748, précédemment Saint-Germain latin, 487.

On y lit, folio 75, la phrase suivante, que nous avons transcrite en 1855, que nous avons vérifiée depuis plusieurs fois, et que nous avons tout récemment soumise à l'examen d'habiles paléographes :

« *Ante annos. I. subtis plurimis ide[st] sub decio et grato consessores, sicut fidei relatione retinetur, primum et summum Xpi tolosana civitas saturninum sanctum habere coeperat sacerdotem* ».

La lettre *L* qu'a vue Ruinart, et qu'il a traduite par *quinquaginta*, n'existe pas : c'est un *I*, placé entre deux points, qui est parfaitement visible. Dans la même colonne du manuscrit, et dans la seconde colonne plus loin, on peut voir plusieurs *I* qui ont exactement la même forme (3). — Le copiste aurait-il commencé d'écrire *Id est*, puis se serait-il arrêté, en s'apercevant qu'il avait omis deux mots ? Les deux mots qui suivent, c'est-à-dire *subtis plurimis*, sont évidemment une faute de copiste pour *satis*

(1) « Quorum (actorum) auctor, etsi rebus gestis non interfuerit, cum tamen paulo post, id est quinquagesimo inde anno, ut habet codex Fossatensis, hæc scripserit, integram fidem meretur. » (*Acta martyrum, admonitio prævia.*)

(2) Admonitio in passionem S. Saturnini.

(3) Voir en effet un *I* exactement semblable huit lignes plus haut (*In regionibus nostris*), vingt lignes plus haut (*In eadem civitate*), vingt-deux lignes plus haut (*In quo vir beatissimus*), deuxième colonne plus loin, cinquième ligne (*Interficere*), onzième ligne (*Inter hec ergo*), etc.

— 233 —

plurimos, qu'on trouve dans tous les autres manuscrits des actes interpolés, tant dans ceux qu'ont lus Ruinart, Surius, le P. Chifflet, que dans les manuscrits qu'on lit encore à la Bibliothèque nationale et dans les bibliothèques de Florence et de Turin. Il faut donc lire là, comme partout ailleurs : *Ante annos satis plurimos*.

VI. — Au reste, cette interpolation de Ruinart n'a pas sa raison d'être : c'est ce que le contexte montre surabondamment. En effet, dans cette phrase ainsi conçue : « Ante annos L, *sicut* actis publicis, id est Decio et Grato consulibus, *sicut* fideli recordatione retinetur », pourquoi ce double emploi et cette répétition de la conjonction *sicut*? N'y a-t-il pas entre ces deux phrases une contradiction manifeste? Pourquoi s'appuyer sur la tradition, si le fait est attesté par les registres publics?

Dom Rivet avait déjà fait cette remarque à propos de cette leçon fautive adoptée par dom Ruinart. « Il y a toute apparence, dit-il, que cet endroit est erroné. C'est ce que prouvent les paroles qui suivent immédiatement dans le même manuscrit et qui ne signifient rien : *subtis plurimis*, à la place desquelles on a substitué *actis publicis*, qui ne s'accordent pas avec les suivantes : *sicut fideli recordatione retinetur*, ce qui marque qu'il n'y avait alors sur ce sujet qu'une seule tradition et point d'écrit (1). »

Et quand bien même cette leçon défectueuse (que Ruinart a interpolée dans son texte) se trouverait en toutes lettres dans ce manuscrit, pourquoi préférer cet unique manuscrit, cette leçon isolée, à la leçon uniforme de vingt autres manuscrits, dont quelques-uns sont aussi anciens et proviennent de pays différents?

N'est-ce pas une règle de critique adoptée par tous les savants — qu'il faut suivre la leçon portée par le plus grand nombre d'exemplaires et abandonner la leçon qui n'est que dans un seul (2)?

Voici le jugement du P. Honoré de Sainte-Marie sur le point spécial qui nous occupe : « Suivant la règle qu'on vient d'établir, les sept manuscrits qui portent que l'auteur des Actes a vécu plus

(1) *Histoire littéraire de la France*, T. II, p. 161.

(2) HONORÉ DE SAINTE-MARIE, *Réflexions sur les règles et sur l'usage de la critique*, T. I, part. I, p. 239.

de cinquante ans après la mort de saint Saturnin sont d'un plus grand poids que le manuscrit qui porte que cet auteur n'a pas vécu plus de cinquante ans après ce saint martyr (1) ».

Ce n'est pas seulement sept manuscrits contre un, c'est vingt manuscrits contre un qui portent la leçon *Ante annos satis plurimos*. Il faut donc effacer de l'édition des *Actes amplifiés* de saint Saturnin la leçon contradictoire *Ante annos L, sicut actis publicis*, que dom Ruinart a donnée d'après un seul manuscrit, et qui, par le fait, n'est qu'une interpolation maladroite (2).

Ainsi s'évanouit la preuve que l'école historique prétendait tirer des Actes de saint Saturnin; ainsi disparaît ce fameux texte qui, en fixant la rédaction de ces Actes à l'an 300, et en appuyant cette date sur les registres publics, donnait à ce document une grande autorité.

VII. — Après avoir constaté cette double interpolation des Actes de saint Saturnin, — l'une, antérieure à Grégoire de Tours, qui fixe la mission du saint martyr à l'empire de Dèce; l'autre, qui est le résultat d'une leçon défectueuse adoptée par dom Ruinart, — nous pouvons tirer cette conclusion, que le témoignage de Grégoire de Tours, qui ne repose que sur ces actes interpolés, manque absolument de base et n'a plus aucune autorité. Or c'est là pourtant le seul document *positif* sur lequel s'appuie l'école historique pour retarder la mission des sept évêques jusqu'au milieu du III^e siècle.

Mais où trouver la vérité sur l'époque de la mission de ces premiers évêques, puisqu'elle n'est pas dans Grégoire de Tours? Il est clair que, si on doit la trouver quelque part, ce ne peut être que dans les actes authentiques de ces évêques, s'il en existe; surtout si ces actes ont été écrits dans la contrée où ces évêques ont vécu et où ils sont morts, et s'ils ont été rédigés à une date

(1) Honoré DE SAINTE-MARIE, *Réflexions sur les règles et sur l'usage de la critique*, T. I, part. I, p. 240.

(2) Un copiste du moyen âge, ne comprenant pas que les mots *subtis plurimis* étaient une faute pour *satis plurimos*, et voulant expliquer ces deux mots à sa façon, a écrit au-dessus de la lettre *s* du mot *satis* les lettres minuscules *icut*, puis au-dessus des lettres *tis* du mot *satis* les minuscules *ac*, puis enfin au-dessus du mot *plurimis* les minuscules *publicis*, et c'est cette interpolation fantaisiste que dom Ruinart a donnée comme le texte sincère et véritable : *sicut actis publicis* !

assez rapprochée des événements, par exemple s'ils sont antérieurs à Grégoire de Tours ; s'ils s'appuient sur des documents ou des monuments que nous n'avons plus ; et, dans le cas où ils n'auraient été rédigés que par des écrivains assez éloignés des événements, si la tradition orale dont ces actes sont dépositaires est digne de confiance et a pu se transmettre sans altération.

La tâche de la critique est d'examiner les divers degrés de certitude que possèdent ces documents historiques ou traditionnels, et, dans le cas où des détails apocryphes se seraient glissés dans ces récits, d'élaguer ces détails fabuleux, tout en conservant le fond de vérité qui peut s'y trouver mêlé.

Nous avons, dans un autre ouvrage, publié et étudié à ce point de vue les anciens Actes de saint Martial : nous nous proposons de publier et d'étudier les Actes de saint Denys de Paris et de saint Saturnin de Toulouse ; et, après avoir discerné les actes sincères et authentiques des actes plus ou moins apocryphes et fabuleux, nous examinerons le degré de certitude ou de probabilité que peuvent avoir ces actes anciens par rapport à l'époque de la mission de ces deux évêques.

APPENDICE AU CHAPITRE PREMIER.

Actes primitifs de saint Saturnin.

Nous publions ici pour la première fois les Actes primitifs et sincères de saint Saturnin, d'après deux manuscrits de la Bibliothèque nationale :

1^o Le ms. 5,301, fol. 273 : ce manuscrit, peint au x^e siècle, provient de l'ancienne abbaye de Saint-Martial de Limoges ;

2^o Le ms. 3,820, fol. 216, v^o : ce manuscrit, peint au xiv^e siècle, provient de la Bibliothèque Colbert.

Ce second manuscrit n'a pas été copié sur le premier : il y a, dans les deux, des phrases incomplètes et incorrectes, mais qui, heureusement, se corrigent et se complètent à l'aide de l'un et de l'autre.

Ces anciens actes semblent avoir été écrits au moment de la première translation des reliques de saint Saturnin, sous l'empire

d'Arcadius et d'Honorius, à la fin du iv^e siècle, et ils ont probablement pour auteur saint Exupère, alors évêque de Toulouse.

Afin d'éviter la trop grande multiplicité des chiffres dans les notes relatives aux variantes des deux manuscrits, nous indiquerons par la lettre A le ms. 5,301, du x^e siècle, et par la lettre B le ms. 3,820, du xiv^e siècle.

Incipit passio Saturnini martyris.

I. — Tempore illo, quo post corporeum Domini Salvatoris adventum, exortus (1) in tenebris sol justicie, post (2) primam orientalium partium (3) visitationem diffusus, fidei radiis illustrare occidentalem coeperat plagam, quia sensim gradatimque in omnem terram evangeliorum sonus exivit, tardoque processu in regionibus nostris apostolorum praedicatio coruscavit; cum jam in aliquibus civitatibus Ecclesia Christi paucorum (4) fidelium devotione consurgeret (5), sed nichilominus crebra per mundum, miserabili errore gentilium, fetidis nidioribus (6) templa fumarent, primum ac summum (7) Tolosana civitas beatissimum Saturninum habere jam coeperat catholice religionis antistitem (8).

II. — Cujus fide atque virtute, cunctorum qui in urbe eadem colebantur, coeperunt demonum commenta nudari, artes detegi, vaticinia cessare; fallaxque illorum potentia (9), Christianorum fide crescente, decrescere. Cum itaque supradicto antistiti (10), ad ecclesiam tunc temporis (11) parvulam, juxta Capitolium, quod inter domum suam domumque Dei medium erat, creber itus esset ac reditus (12), sancti viri frequentiam sustinere quam-

(1) A : *exortus*, et au-dessus, ajouté plus tard, *est*; — B : *exortum est*.

(2) Sic B : le mot *post* est omis dans le ms. A.

(3) Sic B : le mot *partium* omis dans le ms. A.

(4) Sic B; — A : *pauperum*.

(5) Sic B; — A : *consurgerent*.

(6) A : *nitoribus* pour *nidoribus*; — B : *ardoribus*.

(7) Sic A; — B : *primum et summum*.

(8) Sic B; — A omet le mot *antistitem*.

(9) Sic B; — A : *fallacesque potentiae*.

(10) A : *antistite*.

(11) Sic B; — A : *tum temporis*.

(12) Sic B; — A : *crebrius esset transitus hac reditus*.

libet (1) procax demonum turba non potuit; et, ut erant muta simulacra, nullis adumbrata fantasiis, inter sacrilega obsequia (2), et sollicita consultantium vota patuerunt.

III. — Tunc cuncti (3) profane superstitionis ministri, subita rei novitate permoti (4), inter se invicem (5) coeperunt (6) quærere unde in numina sua (7) repente venisset tantis temporibus inusitata taciturnitas: quis ille esset (8) qui ita garrula prius eorum ora clusisset (9), ut nec invocantium precibus excitata, nec fusi cruoris hostiis delinita, responsum consulentibus, aut irata, aut absentia denegarent (10). Audiunt igitur a quodam sacre religionis inimico, novam nescio quam surrexisse sectam, quæ Christiana appellaretur, et in deorum suorum niteretur excidium (11). Hujus quoque fidei esse episcopum Saturni nomen, cujus crebro juxta Capitolium transitu (12), ad solum viri conspectum ora siluissent; nec facile posse reserari, nisi auctorem facti mors matura (13) subriperet (14).

IV. — Interea, quibus altior erat sensus (15), subjiciunt non in cassum diis suis hominem esse terrori; illum sibi rectius esse venerandum, cujus servus ipsorum numinibus imperaret; stultumque esse pavere metuentes, et eum qui dominatur dominantibus non timere (16).

(1) Sic B: A omet le mot *sustinere*.

(2) Sic A; — B: *intra sacrilega obsequia*.

(3) Sic B; — A: *tunc cunctati*.

(4) Sic B; — A: *subite rei novitate permoti*.

(5) Sic B; — A: *inter se etiam*.

(6) Sic A; — B a omis le mot *coeperunt*.

(7) Sic A; — B: *nomina sua*.

(8) Sic B; — A: *quis ita esset*.

(9) Sic A; — B: *qui ita garrulus prius eorum clusisset*.

(10) Sic A; — B: *et tanq[uam] vel absentia, ut nec invocantium precibus excitata, ne fusi cruoris hostiis delinita, responsum petentibus darent*.

(11) Sic B; — A: *qui Christiana appellaretur, et... deorum suorum niteretur excidium*.

(12) Sic B; — A: *transitum*.

(13) Sic B; — A: *futura*.

(14) Sic A; — B: *subreperet*.

(15) Sic A; — B: *ineral sensus*.

(16) Sic A; — B: *non cassum esse errorem... illum sibi fortassis... nominibus imperaret... pavere metuendum.... qui dominetur dominantibus...*

V. — Inter hæc ergo stupentium (1) vel conquirentium studia, cum paulatim magna fuisset multitudo confluentis (2) undique populi congregata, et omnes (3) studiosius vellent, præparato ad victimam tauro (4), certum aliquid de his quæ dicebantur agnoscere, deosque suos litatione ingentis hostie (5) vel reducere, vel probare, beatissimum Saturninum unus ex illa malignantium turba cognoscit et dicit (6) : En ipsum adversarium cultibus nostris (7), signiferum (8) religionis qui destruenda prædicat templa, qui deos nostros demonum appellatione condempnat, cujus præsentia consueta nos prohibet optinere (9) responsa. Itaque quia ipsum nobis, opportuno in tempore, debitus ipsi (10) finis exhibuit, nostram pariter deorumque nostrorum ulciscamur injuriam, quos jam nunc aut sacrificando placet, aut moriendo letificet.

VI. — Sub hoc sævæ vocis (11) impulsu, omnis sanctum virum insanientis populi turba circumdat, et presbitero uno et duobus diaconibus, qui tunc forte obsequio ejus adherebant (12) per fugam lapsis, ad Capitolium solus attrahitur (13); et cum immolare demonibus cogeretur, clara voce testatur : « Unum et verum Deum novi; huic laudis hostias immolo (14); Deos vero vestros demones scio, quos in cassum non tam pecudum (15) cedibus, quam animarum vestrarum mortibus honoratis. Quomodo autem vultis ut eos timeam, a quibus, ut audio, dicitis me timeri ? »

(1) Sic B; — A : *Ergo stupentium.*

(2) Sic B; — A : *confluentes.*

(3) Sic A; — B : *et omnis.*

(4) Sic A; — B a omis le mot *tauro.*

(5) Sic B; — A omet *hostie.*

(6) Sic A; — B : *et dixit.*

(7) B : *en ipsum adversarie cultibus nostris*; — A : *en adversarium ipsum cultibus nostris.*

(8) Sic B; — A : *signeferum.*

(9) Sic B; — A : *obtinere.*

(10) Sic B; — A : *debitus ipse.*

(11) Sic B; — A : *sub hoc sevotis.*

(12) A : *obsequia ejus adherebant*; — B : *obsequio ipsius adherebant.*

(13) Sic B; — A : *ad Capitoltum trahitur.*

(14) B : *huic laudes hostias immolo*; — A : *huic laudis hostias immolabo.*

(15) Sic A; — B : *pecorum.*

VII. — Ad hanc sancti antistitis vocem (1), effrenatus sacrilegæ (2) multitudinis tumultus incanduit; tauroque illo (3), qui victime fuerat præparatus, fune lateribus ejus circumacto, et post terga dimisso, ad ministerium sue crudelitatis utuntur. Postrema enim parte funis (4), qui ad tauri posteriora defluebat, sancti viri pedes inligant (5), actumque stimulis acrioribus pecudem de superiori parte Capitolii (6) in plana precipitant. Nec mora : inter primos descensus ipsius gradus (7), capite colliso cerebroque excusso, ac toto corpore omni membrorum parte quassato, dignam Deo animam Christus excepit.

VIII. — Exanime vero corpus (8), neque ulli jam sentiente injurie obnoxium (9), usque ad eum locum, impetu furente, perductum est (10), ubi, fune disrupto, tumulariam eo tempore meruit sepulturam. Paucis tunc Christianis, propter furorem gentilium, gloriosissimi martyris corpus digno cultu tumulare metuentibus, mansit aliquamdiu (11) sub vili cespite (12), hominibus quidem inhonoratum, sed Deo pretiosum atque angelis. Unde tamen crescente postmodum fidelium devotione, translatus, consonis nunc concurrentium undique populorum votis, colitur in honorem Domini nostri, cui est honor et potestas in secula seculorum. Amen.

(1) Sic B; — A : *ad hanc vocem sancti antistitis.*

(2) Sic A; — B : *effrenatus sacrilegus.*

(3) Sic B; — A : *tauroque illi victime.*

(4) B : *postremam enim partem funis*; — A : *postremam partem fluminis.*

(5) Sic A; — B : *alligant.*

(6) Sic A; — B : *pecudemque de superiore Capitolii parte.*

(7) Sic B; — A : *inter minos descensus illius gradus.*

(8) A : *Exanime vero, neque...*; — B : *Exanime corpus, neque...*

(9) B : *neque ullum jam sentiendi injurie obnoxium...*; — A : *neque ullam jam sentiente injurie innoxium.*

(10) Le copiste du manuscrit B (3,820) abandonne là le texte de l'antique passion; et, revenant sur la mort du saint martyr, il puise dans la passion interpolée quelques détails sur sa sépulture et sur la translation de ses reliques faite par saint Exupère. — La suite et la fin de notre texte sont prises uniquement dans le manuscrit A (5,301).

(11) Ms. : *aliquando.*

(12) Ms. : *sub vilo scepite.*

CHAPITRE II.

Saint Denys de Paris.

I. — Pendant tout le cours du moyen âge, et, de l'aveu de tous, du ix^e siècle au xvii^e, on a cru que saint Denys de Paris était le même personnage que saint Denys l'Aréopagite, converti par saint Paul, et envoyé par le pape saint Clément dans les Gaules. En 835, à la prière de Louis le Débonnaire, Hilduin, abbé du monastère de saint Denys, fit de savantes recherches dans les archives de son monastère et dans celles de l'Eglise de Paris, et, à l'aide de ces anciens documents, il composa ses *Aéropagitiques* ou Actes de saint Denys l'Aréopagite, qu'il publia en 837 (1). Du temps d'Hilduin, dans toute l'Europe, on avait la même opinion sur saint Denys. Ainsi, en Allemagne, Wandalbert (842), moine de Pruim, écrivait un martyrologe en vers dans lequel il dit : « Denys resplendit d'une gloire céleste, lui qui a été instruit par saint Paul, et que la Gaule a mérité d'avoir pour docteur (2) ». Raban-Maur (845), archevêque de Mayence, écrivant, dans son Martyrologe, trois lignes sur saint Denys, s'il ne mentionnait pas son titre d'aréopagite, rappelait au moins qu'il avait été envoyé par saint Clément (3), comme avaient fait, l'an 825, les évêques du Concile de Paris (4). Enée, archevêque de Paris (860), dans la préface de son *Livre contre les Grecs*, reconnaissait comme premier évêque de son siège saint Denys, consacré évêque d'Athènes par saint Paul, et institué par saint Clément, apôtre

(1) *Patrolog.*, T. CVI, col. 13-50. — Nous avons compté, à la Bibliothèque nationale, dix-huit exemplaires manuscrits des *Aréopagitiques* d'Hilduin.

(2) « Dionysius, æthereo qui splendet honore,
Gallia doctorem, Paulo instituentem, beatum
Quem meruit, gemino comptum junctumque ministro. »
(*Patrolog.*, T. CXXXI, col. 614.)

(3) « VII Id. In Parisio, Passio Dionysii episcopi et martyris, Eleutherii presbyteri, et Rustici diaconi; quos referunt a Clemente papa in Galliam ad prædicandum verbum Dei missos, et ibidem martyrisatos. » (RABAN.-MAUR., *Martyrol.*, 9 octob. — *Patrolog.*, T. CX, col. 1172, 1173.)

(4) MABILLON, *Vetere Analecta*, 1723, p. 213.

de toute la Gaule (1). Odon, évêque de Beauvais (861), dans sa Vie de saint Lucien, reconnaît saint Denys de Paris comme l'Aréopagite envoyé de Rome par saint Clément (2). Jean Scot Erigène (872), dans sa traduction des Œuvres de saint Denys l'Aréopagite, dit que « d'après sa Vie, racontée par des hommes fidèles, Denys vint à Rome du temps du pape Clément, fut envoyé par lui pour prêcher l'Evangile dans les Gaules, et fut couronné à Paris de la gloire du martyr (3) »; et, dans une pièce de vers, publiée de nos jours par le cardinal Maï, il fait une prière à cet évêque d'Athènes, compagnon d'armes de saint Paul, illustre par son martyr, que toute la Gaule vénère (4); Hincmar, archevêque de Reims, dans une lettre à Charles le Chauve (875), disait que la Grèce, Rome et la Gaule étaient d'accord pour honorer l'Aréopagite dans saint Denys de Paris (5); Anastase le Bibliothécaire (876) envoyait de Rome à Charles le Chauve la traduction latine de la Vie de saint Denys l'Aréopagite, évêque de Paris, écrite en grec par Méthode, archevêque de Constantinople (6); vers la fin du siècle, Notker le Bègue (892) composait une séquence en l'honneur de saint Denys, dans laquelle il disait que le philosophe d'Athènes appelé l'Aréopagite avait visité les peuples lointains et les nations féroces de la Gaule (7). Nous venons de nommer toutes les gloires du ix^e siècle.

(1) « Æneas, Parisiacensis urbis episcopus, quo primus præsedet S. Dionysius, a Paulo apostolo Atheniensium consecratus episcopus, sed a sancto Clemente totius Gallie constitutus apostolus. » (*Patrolog.*, T. CXXI, col. 685.)

(2) *Patrolog.*, T. CXXIV, col. 1114.

(3) « Vita ejus a fidelibus viris tradita testatur, temporibus papæ Clementis, successoris videlicet Petri Apostoli, Romam venisse, et ab eo prædicandi Evangelii gratia in partes Galliarum directum fuisse, et Parisii martyrii gloria coronatum fuisse. » (*Patrolog.*, T. CXXII, col. 1032.)

(4) « Præsul ab Athenis Dionysi, symmache Pauli,
Inclute martyrio, cui servit Gallia tota... »
(*Patrolog.*, T. CXXII, col. 1234.)

(5) *Patrolog.*, T. CXXVI, col. 154. — Bibliothèque nationale, ms. 5,569, fol. 15, 16.

(6) *Patrolog.*, T. CXXIX, col. 737. — *Biblioth. nation.*, ms. 11,751.

(7) « Hic Athenis quondam philosophus, et
Areopagita dictus...
Visitat gentes procul habitantes
Et ferocia regna Gallie. »
(*Patrolog.*, T. CXXXI, col. 1025, 1026.)

II. — Au x^e siècle, c'était la même croyance. En 912, Rollon, le chef normand qui venait de recevoir le baptême, ayant fait cette demande à Francon, archevêque de Rouen : « Dans le pays qui confine à ma terre, quel est le saint le plus puissant en mérite ? » — Francon lui répondit : « C'est saint Denys, grec de nation, qui fut converti par saint Paul à la foi catholique, et qui, plus tard, fut envoyé pour prêcher en France par le bienheureux Clément, successeur de l'apôtre Pierre (1) ». Dans le cours du x^e siècle, Flodoard de Reims (960) cite aussi saint Denys de Paris parmi les envoyés de saint Clément (2). Vers la fin du même siècle, Hériger, évêque de Lobbe (990), dans son *Histoire des évêques de Liège*, dit que le pape saint Clément, quatrième successeur de saint Pierre, envoya à Lutèce des Parisiens saint Denys avec d'autres prédicateurs de la vérité (3). Il répète la même chose dans la Vie de saint Ursmar, abbé (4). Vers le même temps, Hrosuita, religieuse de l'abbaye de Gandersheim (995), traduisait en vers la légende aréopagitique de saint Denys (5). Et dans une charte que l'on assigne à l'an 997, Robert, roi de France, proclamait saint Denys « le grand disciple de l'apôtre Paul (6) ».

III. — C'était la même croyance au xi^e siècle : Adémar de Chabannes (1029) en fait foi dans sa lettre sur l'apostolat de saint Martial (7). Le moine Haymon, dans sa lettre à Hugues, abbé de

(1) DUDO, *De gestis Normann.*, *Patrolog.*, T. CXLI, col. 652.

(2) « Pontifices et quinque sacrat qui partibus orbis
Mittuntur conferre datis moderamina legis.
Hic jubet insignis Dionysius effera Gallos
Corda petat.... » (*Patrolog.*, T. CXXXV, col. 628.)

(3) *Patrolog.*, T. CXXXIX, col. 1010.

(4) « Clara Dionysio tunc Gallia Parisiensi
Credula divini suscepit semina verbi. »
(*Patrolog.*, T. CXXXIX, col. 1125.)

(5) *Patrolog.*, T. CXXXVII, col. 1119.

(6) « Quare ego Robertus permissu Dei gratiæ Francorum rex beato Dionysio, magno inquam apostoli Pauli discipulo. » (Publiée d'après l'original par dom FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, 1706, *Pièces justificatives*, 1^{re} partie, p. LXXXI. — Voir encore DU SAUSSAY, *De mysticis Galliæ Scriptoribus* 1639. in-4°, p. 687.)

(7) « Nam Dionysius, primum Pauli, deinde Clementis discipulus, ab eo Galliam missus, primus Parisius præfuit episcopus, ubi nondum erat Ecclesia. » (*Patrolog.*, T. CXLI, col. 99.)

Saint-Denys (1050), rappelait que « le combattant de Dieu, converti à Athènes par la doctrine de Paul, était allé à Rome dans le désir de voir son maître; et que, l'ayant trouvé couronné par le martyre, il avait été envoyé par saint Clément dans la Gaule (1) ». Le pape Léon IX, la quatrième année de son pontificat (1053), disait que « la ville d'Athènes avait permis aux habitants de Paris de recevoir saint Denys, de l'entendre et de l'envoyer au ciel (2) ». L'auteur d'une prose en l'honneur de saint Denys, publiée par Mone d'après un manuscrit du XI^e siècle, de la Bibliothèque de Stuttgart, célèbre les gloires de saint Denys l'Aréopagite (3). Une autre prose du XI^e siècle, composée en Allemagne, et publiée par Daniel, dans son *Thesaurus Hymnologicus*, chante le bienheureux évêque Denys, évêque d'Athènes, envoyé par saint Clément pour prêcher dans la Gaule (4).

IV. — Au XII^e siècle, des écrivains et des personnages illustres reconnaissent les gloires de saint Denys. Sigebert de Gemblours (1110), dans sa Chronique, mentionne les miracles qui furent opérés à la fête du saint martyr, quand les ambassadeurs de l'empereur Michel portèrent à Paris et offrirent à Louis le Pieux les livres de Denys l'Aréopagite (5). Suger, abbé de Saint-Denys (1124), dans une charte en faveur de l'église de Saint-Paul,

(1) « Qualiter iste agoniteta (*agonista*) Domini pretiosus, doctrina Pauli apostoli fuerit Athenis conversus, ibique ab eo antistes ordinatus et constitutus, deinde ejus desiderio Romam veniens, martyrio coronatum invenerit, et qualiter in apostolatus culmine Clemens beato Petro successerit; et quemadmodum non longe post, suæ benedictionis auctoritate munitus, Galliam quo amplius gentilitatis errorem fervere cognoverat, accesserit... » (Dom FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denys*, Pièces justificatives, II^e partie, p. CLXVI.)

(2) « Quem vobis Athenæ, ut Christo lucrifaceret vos, vivum recipere, audire et cœlo transmittere permiserunt. » (*Patrolog.*, T. CXLIII, col. 792.)

(3) MONE, *Hymni latini medii ævi* : Friburgi Brisgovix, 1855. T. III, p. 266.

(4) « Beatissimus namque Dionysius, Athenis quondam episcopus, »
» Quem sanctus Clemens direxit in Galliam, propter prædicandi gratiam,

» Ibidemque martyrio coronatus comperitur et tumulatus. »

(DANIEL, *Thesaurus Hymnologicus*, T. II, 1855, Lipsiæ, p. 54.)

(5) SIGEBERTI GEMBLACENSIS Chronica, an. 824, — *Patrolog.*, T. CLX, col. 157.

disait : « Nous voulons honorer cette église, parce que nous avons obtenu saint Denys, notre protecteur, par la prédication de saint Paul, docteur des nations (1) ». Honoré d'Autun (1130), dans son livre qui a pour titre : *Speculum Ecclesiæ, sive Sermones*, donne un petit sermon qui a pour titre : « De saint Denys et de ses compagnons », dans lequel il analyse brièvement la vie de saint Denys l'Aréopagite par Hilduin (2). Hugues de Saint-Victor (1135), l'Augustin du XII^e siècle, dans son livre intitulé : *De Vanitate mundi*, a écrit quelques lignes fort belles sur le martyr saint Denys l'Aréopagite, envoyé par saint Clément dans les Gaules (3). Orderic Vital (1140), dans son *Histoire ecclésiastique*, parlant de saint Nicaise, évêque de Rouen, dit qu'il fut envoyé par saint Denys du temps de l'empereur Domitien; et, résumant l'antique légende de saint Taurin d'Evreux, il attribue sa mission à saint Denys l'Ionien, l'envoyé de saint Clément (4). Enfin Hugues de Saint-Victor (1173) composait en l'honneur du premier évêque de Paris la belle séquence *Gaude prole Græcta*, que tout le moyen âge a chantée (5).

V. — Le XIII^e siècle faisait écho aux siècles précédents. Robert d'Auxerre (1210), dans sa Chronique, compte parmi les missionnaires envoyés dans les Gaules par saint Clément « le grand Denys l'Aréopagite, contemporain et disciple de l'apôtre saint Paul (6) ». Hélinand, moine de Froidmont (1212), dans son His-

(1) « Quia beati Pauli magistri gentium prædicatione Dominum et protectorem nostrum beatum Dionysium obtinuimus. » (Ap. DU SAUSSAY, *De mysticis Galliæ Scriptoribus*, 1639, p. 703; — DOUBLET, *Histoire chronologique*, 1646, p. 349. — *Patrolog.*, T. CLXXXVI, col. 1450.)

(2) *Patrolog.*, T. CLXXII, col. 1011-1014.

(3) « Dionysius Areopagita, accepto mandato (a Clemente), Galliam penetravit, et, pugnans ut vinceret, prævaluit stabilire leges cœli in terra. Ipse enim, ut ostenderet viam vitæ, propter testimonium veritatis verbum sanguine consecravit, et ne mors vitam hæreditaret, in mortuis vitæ signum faciens, caput manibus bajulavit occisus. » *De Vanitate mundi*, lib. IV, cap. I, *De Inquisitione mysticæ arcæ*, — *Patrolog.*, T. CLXXVI, col. 736.)

(4) *Patrolog.*, T. CLXXXVIII, col. 396.

(5) DOUBLET, *Histoire chronologique*, p. 360, — *Patrolog.*, T. CXCVI, col. 1521.

(6) « Ex his et magnus Dionysius Areopagita, ipsius Pauli apostoli cœvus et discipulus, Galliarum provincias et urbis egregiæ Parisius cum Rustico presbytero et Eleuthero diacono fines aggressus est, fidei

toire qui a pour titre : « *Historia ab initio mundi* », enseigne que saint Denys, né à Athènes, surnommé l'Aréopagite, fut évêque de Paris et martyr (1). Conrad, abbé d'Usperg en Allemagne (1220), dans son Histoire qui va jusqu'à l'an 1229, s'appuyant sur les Actes aréopagitiques de saint Denys, admet l'identité du premier évêque de Paris et de l'aréopagite d'Athènes (2). Vincent de Beauvais (1244), une des gloires de l'ordre de Saint-Dominique, a donné, dans son *Speculum Historiale*, un abrégé très intéressant des Actes de saint Denys d'après Hilduin (3). Saint Thomas d'Aquin (1260), dans un de ses sermons, prenant pour texte ces paroles d'Isaïe : « *Vocans ab oriente avem* » (cap. XLIV), dit que Dieu a appelé saint Denys de quatre manières : 1° il l'a appelé à la sainteté, en l'éclairant des rayons des vertus ; 2° il l'a appelé à l'office de la prédication, en l'élevant à la dignité épiscopale ; 3° il l'a appelé de la Grèce dans la Gaule, en éclairant par lui cette contrée ; 4° il l'a appelé de la terre au ciel, en le couronnant de la gloire du martyr (4). Jacques de Voragine (1290), dans sa *Légende dorée*, a résumé, d'après Hilduin, les Actes de saint Denys l'Aréopagite, et il cite l'autorité d'Hincmar et de Jean Scot à l'appui de cette antique tradition (5). Nous ne ferons qu'indiquer plusieurs historiens de ce siècle, Rigord, Mathieu Paris, Guillaume de Nangis, qui,

semen et vitæ spargens in cordibus populorum. » (*Chronologia seriem temporum et historiam rerum in orbe gestarum continens*, Trevis, 1608, in-4°, p. 35.)

(1) *Historia ab initio mundi*, lib. XLVIII, ap. Du SAUSSAY, *De mysticis Galliarum Scriptoribus*, p. 720,

(2) Chronique éditée par MÉLANCTHON, Bâle, 1559, ap. Du SAUSSAY, *De mysticis Galliarum Scriptoribus*, p. 721, — DOUBLET, *Histoire chronologique*, p. 362.

(3) *Speculum*, T. IV, — *Speculum Historiale*, lib. X, cap. XVI, *De sancto Dionysio Areopagita et sociis ejus*, Duaci, 1624, p. 374.

(4) « Circa primum, sciendum quod Dominus vocavit B. Dionysium quadrupliciter : primo ad sanctitatem, radiis virtutum illum illuminando. Secundo, ad prædicationis officium, eum in episcopali dignitate sublimando. Tertio, a Græcia in Franciam deducendo et eam per ipsum illuminando. Quarto, de mundo ad cælum, eum gloria martyrii coronando. » — (S. THOMÆ AQUINATIS *Opera*, édition d'Anvers, in-folio, T. XVI, Sermones, p. 41.)

(5) *Opus aureum et legende insignes Sanctorum*, Lugduni, 1519, in-4°, fol. cxv, — *La Légende dorée*, traduction de G. BRUNET, 1843, T. II, p. 182.

dans divers endroits de leurs ouvrages, professent l'identité de saint Denys de Paris et de l'Aréopagite (1).

VI. — Mais à quoi bon prolonger cette énumération ? Nous avons, au ^{xiv}^e siècle, Bernard Guidonis et Pierre de Natalibus (2); au ^{xv}^e, le chancelier Gerson et saint Antonin de Florence (3); au ^{xvi}^e, Lippoman, Molanus, Surius et Génébrard (4), et jusqu'à l'aurore du ^{xvii}^e, en pleine critique moderne, le cardinal Baronius, le savant auteur des *Annales ecclésiastiques* (5).

VII. — Nous avons négligé de citer les témoignages de l'Eglise d'Orient et des historiens grecs en faveur de l'aréopagisme de saint Denys de Paris; pourtant ces témoignages ont bien leur importance dans la question. Au commencement du ^{ix}^e siècle, et avant Hilduin, Méthode, archevêque de Constantinople (818), identifiait l'aréopagite et le premier évêque de Paris dans un panégyrique de saint Denys qui fut traduit en latin par Anastase le Bibliothécaire, et envoyé par lui à Charles le Chauve (6). Avant Hilduin, Michel Syncelle, prêtre de Jérusalem, qui florissait sous le règne de l'empereur Théophile (830), composa un éloge de saint Denys l'Aréopagite dans lequel il le fait mourir à Paris (7). Après Hilduin, Siméon le Metaphraste, qui

(1) RIGORD, *De Gestis Philippi Augusti*, ap. DUCHESNE, *Histor. Franc. Scriptores*, T. V, p. 18. — MATTHÆUS PARIS, *Historia major*, édit. de Paris, in-fol., 1644, p. 408, 2^e col. — GUILLELM. DE NANGIACO, *De Gestis sancti Ludovici*, ap. DUCHESNE, *Histor. Franc. Scriptores*, T. V, p. 340.

(2) BERNARD GUIDONIS, *Sanctoral*, III^e partie. Bibliothèque de Toulouse, ms. 64, fol. 99, v^o, — ap. LÉOPOLD DELISLE, *Notice sur les manuscrits de Bernard Guy*, in-4^o, 1879, p. 282. — PETRUS DE NATALIBUS, *Catalogus Sanctorum*, Lugduni, 1542, petit in-folio, fol. CXXXIII.

(3) JOANN. GERSONIS *Opera omnia*, édit. de L. ELLIES DUPIN, Anvers, 1706, in-fol., T. III, p. 1410 : *Sermo de SS. Petro et Paulo*. — S. ANTON. FLORENT., *Histor. Opus*, pars 1^a, tit. VI, cap. XXVIII.

(4) LUDOVICI LIPPOMANI, VERONENSIS EPISCOPI, *Vitæ Sanctorum*, 9 octob. — MOLANUS, *De Historia SS. Imaginum*, lib. III, cap. XLIV. — SURIUS, 9 octob. — GILBERTI GENEBRARDI *Chronologia*, lib. III.

(5) BARONII *Notæ in Martyrolog. Romanum*, 9 octob., *Annales eccles.*, ad pontific. S. Clementis, et ad ann. 837.

(6) P. CHIFFLET, *De uno Dionysio*, 1676, p. 7-35. — *Bibliothèque nationale*, n^o 5,569, fol. 1; n^o 11,751, fol. 30, v^o.

(7) *Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, in-fol., T. II, p. 207-241. — *Patrolog. græc.*, T. IV, col. 621.

florissait au x^e siècle (940), professe l'aréopagitisme dans sa Vie de saint Denys, qu'on cita, comme faisant autorité, dans le concile œcuménique de Florence (1). Une légende de saint Denys, écrite en grec, qu'on trouve à la Bibliothèque nationale dans un manuscrit du x^e siècle, et qui a été publiée de nos jours par M. l'abbé Davin (2), fait de l'Aréopagite l'auteur des écrits qui portent son nom, et place son martyre à Paris, sous le règne de Domitien. Plus tard, l'historien grec Nicéphore Callixte (1305) fait mourir saint Denys dans les régions de l'Occident, et raconte les circonstances miraculeuses de son martyre (3). Enfin, au xvr^e siècle, Zacharie, patriarche de Constantinople (1540), ajoute son témoignage à ceux des siècles précédents (4).

Nous regrettons de ne pas connaître l'âge précis et le contenu d'une *Vie de saint Denys l'Aréopagite*, écrite en syriaque, qui vient d'un vieux couvent de la Thébàïde, et qui se trouve aujourd'hui au *Musée Britannique* de Londres (5).

VIII. — On le voit, pendant le cours du moyen âge, et incontestablement à partir du ix^e siècle jusqu'au xvii^e, on a cru généralement à l'aréopagitisme de saint Denys de Paris. Quelques critiques modernes devaient changer tout cela. Au dire de ces critiques, la mission de saint Denys au temps de saint Clément serait une erreur historique : l'aréopagitisme ne serait qu'une fable, et la vérité, pour sortir des ténèbres où le moyen âge

(1) *Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, in-fol., T. II, p. 190-200. — *Patrolog. Græc.*, T. IV, col. 589-605. — LABBE, *Concilia*, 1672, T. XIII, col. 118.

(2) *Enseignement catholique*, août 1861, p. 557-674. — *Bibliothèque nationale*, ancien fonds, n° 440, fol. 179.

(3) *Hist. eccles.*, lib. II, cap. 20. — *Patrolog. Græc.*, T. IV, col. 613.

(4) *Acta et Scripta theologorum Wirtembergensium et patriarchæ Constantinopolitani*, 1584, Wirtembergæ.

(5) Dom PITRA, *Etudes sur les Bollandistes*, 1850, p. 30. — *British Museum, Manuscrits additionnels*, n° 14,645. — Nous avons écrit à ce sujet à M. W. de Gray Birch, directeur du *British Museum*, et voici ce que ce savant nous répond : « With regard to S. Denis, I have enquired of Dr Wright, the great Syriac Scholar, of Cambridge, and he tells me that the ms. 14,645 has not been translated by any one as far as he knows. It would impossible to say any thing about the connection of the ms. with S. Denis of Paris without reading through it. You will read, in Dr Wrights « Catalogue of Syriac mss. », London, 1871, vol. III, p. 1112, that there are 40 articles in the ms. you mention ». — 27 nov. 1879.

l'avait tenue captive, attendait la venue de Sirmond et de Launoy (1).

Au XVII^e siècle, quelques savants, à la tête desquels figurent le P. Sirmond, célèbre jésuite, et le docteur Launoy, attaquèrent cette tradition immémoriale. Ils prétendirent qu'Hilduin, abbé de Saint-Denys sous Louis le Débonnaire, en était l'inventeur. En 1629, dans son livre sur *les anciens Conciles de la Gaule*, Sirmond disait en parlant d'Hilduin : « C'est lui qui, *le premier de tous*, enseigna que Denys de Paris est le même que Denys l'Aréopagite, évêque d'Athènes, tandis que, avant lui, tout le monde les distinguait (2). Le chanoine de Limoges Descordes, dans sa Dissertation traduite en latin et publiée par du Bosquet en 1636, disait de même : « Hilduin, se laissant emporter aux persuasions de quelques Grecs,... fut le premier à mettre en avant que saint Denys, évêque de Paris, était cet aréopagite converti par saint Paul » (3). Launoy n'est pas moins explicite : « Hilduin, *le premier de tous*, identifia saint Denys de Paris et Denys l'Aréopagite » (4).

IX. — Cette accusation de mauvaise foi que l'école critique formulait contre Hilduin ne concordait pas, il faut l'avouer, avec l'idée que les contemporains de cet abbé de Saint-Denys nous donnent de son caractère. Le savant Mabillon, pour venger la mémoire d'Hilduin attaquée par les critiques de son temps, avait fait remarquer que saint Agobard, archevêque de Lyon, dans une lettre adressée aux grands du palais, appelle Hilduin « très saint et très bienheureux, et presque seul avec Wala pour aider dans la voie de Dieu l'empereur très chrétien (5) ». Les

(1) « Aliquos... liberanda veritas expectabat. » (TERTULL., de *Præscript.*, cap. XXVII.)

(2) « Primus omnium Dionysium Parisiensem eundem cum Dionysio Areopagita episcopo Atheniensium esse docuit, cum ab omnibus antea distinguerentur. » (Ap. LAUNOY, *Opuscula*, 1660, Præfat. — SIRMOND, *Dissertat de duobus Dionysiis*, 1642, cap. IV.)

(3) Ap. BONAVENTURE DE SAINT-AMABLE, *Histoire de saint Martial*, T. I, p. 228. — BOSQUET, *Eccles. gallic. histor.*, pars II, p. 58.

(4) « Hilduinus, monasterii Sancti Dionysii abbas, primus omnium areopagitam fecit in historia, quam de illius actis fecit, quo in negotio nonnullos sui temporis Græcos adstipulatores sortitus est. » (*Dispunctio epistolæ*, etc., 1659, p. 95.)

(5) MABILLON, *Vetera analecta*, édit. 1723, p. 213. — S. AGOBARDI *Opera*, édit. BALUZE, 1666, T. I, p. 192.

auteurs du *Gallia Christiana*, dans la notice qu'ils ont consacrée à cet abbé de Saint-Denis, observent qu'il a été grandement loué par tous les écrivains de son siècle (1). Ainsi Loup de Ferrières l'appelle « un parfait modèle de noblesse, de dignité et de modération », et vante, en même temps que « sa noblesse, la probité de ses mœurs (2) ». Frothaire, évêque de Toul, le cite comme un modèle à suivre, lui, « homme de la plus haute noblesse, élevé à la dignité la plus glorieuse, un père et un maître élu de Dieu (3) ». Raban-Maur, abbé de Fulda, qui fut plus tard archevêque de Mayence, lui disait, en lui adressant son *Commentaire sur les livres des Rois* : « La vénération que vous inspirez est générale ; elle exerce sur un grand nombre nombre les effets les plus salutaires (4) ». Enfin Walafride Strabon, dans les vers qu'il a composés à sa louange, le compare au grand Aaron, et trouve dans les détails du costume du grand-prêtre hébreu des emblèmes de la foi et des vertus d'Hilduin (5). Eh bien ! c'est cet homme, environné des hommages et de la vénération de son siècle, que Sirmond et Launoy ont présenté comme un imposteur !

X. — Au reste, les Bollandistes, en traitant la question de saint Denys, vers la fin du dernier siècle, se sont chargés de venger la mémoire d'Hilduin des accusations calomnieuses de Sirmond et de son école. Ils ont découvert, dans de vieux parchemins, la plupart des pièces sur lesquelles Hilduin s'était appuyé pour composer sa *Vie de saint Denys* ; ils ont retrouvé, dans la poussière des bibliothèques, l'épître d'Aristarque à Onésiphore, l'écrit de Visbius et le petit livre du martyr de saint Denys, qu'Hilduin a, pour ainsi dire, encadrés et enchâssés dans ses Aréopagitiques. A la vérité, ces diverses pièces sont, à leurs yeux, des pièces apocryphes ; mais il n'en est pas moins démontré qu'elles sont antérieures à Hilduin. Il résulte de ces découvertes que le célèbre abbé de Saint-Denis a été, non pas un faussaire, mais un chercheur ; non pas un imposteur, mais un archéologue. On peut contester l'authenticité des documents

(1) *Gallia christiana*, T. VII, col. 352.

(2) *Patrolog.*, T. CXIX, col. 583. 571.

(3) FROTHARIUS, epist. XI. *Patrolog.*, CVI, col. 870, 863.

(4) *Patrolog.*, T. CXIX, col. 1.

(5) *Ibid.*, T. CXIX, col. 1094.

sur lesquels il s'appuie : on ne peut mettre en doute sa bonne foi. Et l'accusation de faux que les savants de l'école grégorienne avaient élevée contre lui retombe de tout son poids sur ceux qui l'ont portée.

XI. — Et cependant, telle a été l'influence de Sirmond et de son école, que, malgré les protestations de quelques savants de premier ordre (1), le XVIII^e siècle regarda comme chose assurée qu'Hilduin était l'inventeur de l'aréopagitisme de saint Denys. C'est ainsi que le P. Longueval, dans son *Histoire de l'Eglise Gallicane*, disait sans hésitation : « Nous avons vu qu'avant lui (Hilduin) on commençait à croire que saint Denys avait été envoyé par saint Clément ; mais *il est le premier* qu'on sache avoir entrepris de démontrer que saint Denys de Paris est l'Aréopagite » (2).

XII. — Ce faux préjugé a causé une grande perturbation dans la science agiographique. Il suffisait qu'on lût dans la vie des martyrs ou des premiers évêques de la Gaule le nom de Denys l'Aréopagite, évêque de Paris, pour qu'on affirmât de la manière la plus absolue que ce document était postérieur à la première moitié du IX^e siècle. C'est ce qu'ont fait, pour la légende de saint Taurin d'Evreux, les Bollandistes et les Bénédictins de l'*Histoire Littéraire de la France*. Citons dom Rivet parlant de la *Vie de saint Taurin* : « L'édition qu'en ont donnée depuis peu les doctes continuateurs de Bollandus (3), sur plusieurs manuscrits, l'un desquels paraît être du IX^e siècle, et les observations lumineuses dont ils l'ont accompagnée, nous fournissent des preuves pour n'en placer l'auteur tout au plus tôt (*sic*) que vers le milieu de ce IX^e siècle. En effet, ayant occasion de parler de saint Denys, évêque de Paris, il le confond avec l'Aréopagite, et mêle dans son histoire d'autres circonstances qui supposent un auteur qui n'écrivait qu'après que les Aréopagitiques furent connus du public (4) ».

(1) Le P. LE COINTE, ad annum Christi 836, n. 121. — Honoré DE SAINTE-MARIE. *Réflexions sur les règles et sur l'usage de la critique*, T. I, II^e partie, p. 226, note a.

(2) *Histoire de l'Eglise gallicane*, livre XV, an 834.

(3) *Acta SS.*, T. II aug., p. 636-643.

(4) *Hist. littéraire de la France*, T. V, p. 96.

Toujours pour la même raison, Tillemont et dom Rivet prétendent que l'ancienne Vie de saint Rieul de Senlis, où ce saint évêque est présenté comme compagnon de saint Denys l'Aréopagite, ne peut être antérieure à la première moitié du ix^e siècle (1).

Mais, si l'on démontre que l'aréopagitisme de saint Denys de Paris est bien antérieur à Hilduin, toutes ces assertions n'ont aucune valeur, et, sur ce point, la science agiographique est à refaire.

Il y a un peu plus de trente ans, M. l'abbé Saintyves, ayant publié trois textes différents de la Vie de sainte Geneviève, dit que l'un de ces textes, qui se trouve dans un manuscrit du ix^e siècle, ne peut être antérieur à cette époque, parce que, dit-il, on y confond mal à propos saint Denys de Paris avec saint Denys l'Aréopagite (2).

Telle est la force et la persistance du préjugé que, de nos jours encore, après les savantes recherches des Bollandistes, M. l'abbé Eugène Bernard a pu dire, à propos d'Hilduin : « *Il imagine de le représenter (saint Denys de Paris) comme l'Aréopagite, de lui attribuer la conversion et la renommée du disciple de Paul, de l'amener d'Athènes à Rome et de là dans les Gaules. Il confondit les deux noms et ne fit qu'un seul et même personnage de saint Denys d'Athènes et de saint Denys de Paris* » (3).

Nous démontrerons que l'Aréopagitisme est bien antérieur à Hilduin, dans l'étude que nous allons faire des anciens actes de saint Denys.

XIII. — Nous avons dit, dans le précédent chapitre, qu'il fallait chercher la vérité sur l'époque de la mission de nos premiers évêques dans leurs anciens Actes, et, en discernant les Actes sincères des légendes fabuleuses, examiner le degré de probabilité ou de certitude que possèdent ces documents traditionnels : c'est ce que nous allons faire pour les Actes de saint Denys.

Il y a deux sortes d'Actes anciens de saint Denys : il y a d'abord les Actes que Pierre de Marca attribuait à Fortunat, et qui ont été insérés dans la dernière édition des œuvres de cet

(1) TILLEMONT. *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique*, T. IV, p. 192. — *Hist. littéraire de la France*, T. V, p. 628-629.

(2) SAINTYVES, *Vie de sainte Geneviève*, 1846 : *Pièces justificatives*, p. vi.

(3) *Origines de l'Eglise de Paris*, 1870, p. 361.

illustre évêque (1). Ces Actes, qu'Adrien de Valois appelle *très antiques* (2) et qu'il regardait comme antérieurs au règne de Dagobert (622), furent publiés en 1636 par du Bosquet, dans ses *Histoires de l'Eglise Gallicane* (3). Mais cette première édition était très fautive : en 1706, dom Félibien, dans son *Histoire de l'Abbaye de Saint-Denys*, en publia une édition plus correcte, d'après un manuscrit du ix^e siècle qui avait appartenu à Claude Joly, chanoine de Paris, et qui provenait de l'abbaye de Moissac (4); et les Bollandistes, en 1780, reproduisirent cette édition de dom Félibien (5). Nous en donnons une édition nouvelle, après avoir collationné les précédentes avec dix manuscrits de la Bibliothèque Nationale. Or, dans ces dix manuscrits, comme dans l'édition de dom Félibien et des Bollandistes, on lit ces paroles : « *Sanctus igitur Dionysius, qui tradente beato Clemente, Petri apostoli successore, verbi divini semina gentibus parturitenda susceperat* ». — « Saint Denys, qui avait reçu du bienheureux Clément, successeur de l'apôtre Pierre, la semence de la parole divine pour la faire fructifier au milieu des nations ». — Nous appellerons ces anciens actes : « *Actes clémentins* », parce qu'ils attribuent la mission de saint Denys à saint Clément, avant la fin du i^{er} siècle. Quelle est l'ancienneté de ces actes ? quelle en est la valeur historique ? Voilà une double question qui s'impose à notre examen.

XIV. — Outre ces Actes *clémentins*, il y en a d'autres qui ont été publiés par les Bollandistes (6), d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Fulda, collationné avec cinq autres (7). Ces actes sont postérieurs aux premiers, dont ils reproduisent le fond, tout en y ajoutant de nouveaux détails. A cause de ces détails

(1) FORTUNATI Opera, edit. Luchi, in-4°, pars II, p. 175, Romæ, 1787. — Patrolog., T. LXXXVIII, col. 577.

(2) « Hæc passio Dionysii antiquissima. et ante Dagoberti principatum composita mihi videtur » (*Disceptatio de Basilicis*, 1657, cap. VIII, p. 95.)

(3) *Eccles. Gallicanæ Hist.*, pars II, p. 68.

(4) *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Denys*, Pièces justificatives, II^e partie, p. CLXIII.

(5) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 925.

(6) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 792.

(7) « Codices nostri tres : OMs. 19, PMs. 155, et QMs. 6, signati. Tria alia insuper : unum ex ms. Audomaropolitano, alterum ex ms. Divitau-giensi, ac tertium denique ex ms. Fuldensi. » (*Acta SS.*, T. IV octob., p. 700 A.)

légendaires, ces actes sont appelés par les Bollandistes *Acta fabulosa*. Nous les appellerons *Actes aréopagitiques*, parce que non-seulement ils font remonter à saint Clément la mission de saint Denys, mais encore ils enseignent l'identité de saint Denys de Paris et de saint Denys l'Aréopagite. Nous en donnons plus loin une édition nouvelle, pour laquelle nous avons collationné celle des Bollandistes avec un manuscrit très ancien de la Bibliothèque Riccardi, de Florence, et trois manuscrits de la Bibliothèque nationale. Quelle est l'ancienneté de ces *Actes aréopagitiques*? Ces actes remontent-ils seulement à la seconde moitié du vin^e siècle, comme les Bollandistes l'ont prétendu? S'ils ont erré sur ce point, à quelle époque en remonte la rédaction? Ces actes ont-ils une certaine valeur au point de vue historique? C'est là ce que nous allons examiner avant d'aborder l'étude des *Actes clémentins*.

ARTICLE 1^{er}.

Actes aréopagitiques.

I. — Les Actes aréopagitiques sont postérieurs de date aux Actes clémentins, comme on peut s'en assurer par l'étude critique et comparée de ces deux pièces. On retrouve et on reconnaît au premier coup d'œil, dans ces Actes aréopagitiques, un certain nombre de phrases, et surtout de membres de phrases empruntés textuellement aux Actes antérieurs. C'est donc là une légende *de seconde main*, qui renferme non-seulement de nombreux fragments des Actes primitifs, mais encore de nouveaux détails que l'auteur a ajoutés, soit d'après la tradition orale, soit d'après d'anciens documents que nous ne retrouvons plus. Il a ajouté par exemple :

1^o La conversion de saint Denys l'Aréopagite, opérée par saint Paul, et sa venue à Rome après le martyre des saints apôtres ;

2^o Le nom de plusieurs de ses compagnons d'apostolat : saint Marcel, envoyé en Espagne ; saint Saturnin, en Aquitaine ; saint Lucien, à Beauvais ;

3^o Le nom de Domitien, cet empereur qui ordonna la seconde persécution, et sous le règne duquel saint Denys souffrit le martyre ;

4^o Le discours de l'un des bourreaux et la réponse de saint Denys et de ses deux compagnons de supplice ;

5^o Le miracle par lequel saint Denys, après sa décollation,

porta sa tête entre ses mains (c'est probablement à cause de ce détail *légendaire* que les Bollandistes ont appelé ces actes : *Acta fabulosa*);

6° Le nom de Catulla, de cette mère de famille qui déroba habilement aux bourreaux le corps des saints martyrs, etc.

Le point le plus saillant de ces Actes, c'est que saint Denys de Paris y est clairement identifié avec saint Denys l'Aréopagite.

Toutefois on n'y trouve pas le nom de Fescenninus-Sisinnius, le préfet impérial qui fit décapiter saint Denys et qui est appelé de la sorte dans l'*Ecrit de Visbius*, dans Hilduin et le martyrologe d'Aden, tandis qu'il est appelé simplement Fescennius dans le petit martyrologe romain et dans Usuard, et simplement Sisinnius dans la légende de saint Taurin d'Evreux.

II. — L'auteur de ces Actes aréopagitiques a voulu sans doute compléter les Actes clémentins, en y ajoutant certains détails qu'il a puisés dans la tradition orale ou dans de vieux documents. En effet, comme il le dit lui-même dans l'épilogue, « il a trouvé les détails qu'il raconte, non dans les ressources de son esprit, mais en partie dans la relation des anciens fidèles, c'est-à-dire dans la tradition orale, et en partie dans certaines petites pages anciennes, à demi effacées par un long espace de temps (1) ».

III. — Ces Actes aréopagitiques sont ceux qui furent cités, en 1031, au Concile de Limoges, par un savant clerc d'Angoulême, et qui étaient, d'après son témoignage, conservés dans cette dernière ville. Les extraits qu'il en donne démontrent de la manière la plus péremptoire qu'il s'agit des Actes aréopagitiques (2). Seulement l'exemplaire que l'on possédait à Angou-

(1) « Eorum (sanctorum) vobis seriem passionis præsumpsimus intimare, non ex nostri ingenii capacitate aut proprii sensus industria, sed quod veterum fidelium nobis relatione patuit, et quod ex parte in quibusdam paginulis veteranis, pauca, ut potuimus, longo spatio interlita dedicimus. » (§ 17.)

(2) « Hæc mihi non discrepare videntur a scriptura quæ penes nos Engolismæ de Dionysii gestis habetur. Ibi enim legitur quod *Clemens quemdam Philippum ordinaverit episcopum, et Hispaniæ destinaverit ad prædicandum*; Dionysio vero verbi divini semina gentibus tradidit eroganda; quem in Galliam misit, sociosque ei Saturninum, Marcellinum et Lucianum, atque Rusticum et Eleutherium adhibuit. Qui cum simul pervenissent ad portum Arelatensium civitatis, Marcellinus in Hispa-

lème présentait une lacune de quelques mots, tout comme l'exemplaire de la Bibliothèque nationale qui porte le n° 11,753, comme aussi l'exemplaire ancien qui a servi, au VIII^e siècle, à la traduction grecque de ces Actes connue sous le nom de Passion de Métrodore; et cette lacune est cause d'un contre-sens considérable que nous aurons l'occasion de signaler dans les Notes ajoutées à ce document (§ 4).

IV. — Ce qui démontre qu'Hilduin n'est pas l'inventeur de l'Aréopagitisme, c'est que ces Actes, qui engagent l'identité du premier évêque de Paris et du philosophe d'Athènes, sont bien plus anciens qu'Hilduin.

En effet, ils sont cités par Hilduin, qui en fait l'analyse, qui en donne le résumé très exact, qui en esquisse les traits principaux, et qui les appelle « le petit livre très antique du martyr de saint Denys ». Citons ses paroles : « La mission que saint Denys avait reçue de saint Clément, lequel l'avait envoyé ici, c'est-à-dire vers la nation des Gaulois; les détails de sa mort, et comment, par la palme du martyr, en subissant les supplices les plus divers et les plus cruels, il est parvenu au Christ, et comment il a porté sa propre tête, conduit par les anges, et honoré dans la célébration de ses obsèques des services de la milice céleste, et de quelle manière il a été enseveli par une mère de famille nommée Catulla, voilà ce que raconte le petit livre très antique de sa passion, et surtout aussi l'Ecrit de Visbii (1) ». Il s'agit là évidemment des Actes aréopagitiques, puisque ces derniers détails ne se trouvent pas dans les *Actes clémentins*, et

niam abiit, Saturninus autem Tolosam profectus est, et Dionysius cum Rustico et Eleutherio Parisios adierunt. Lucianus vero ad Belvacensem profectus est urbem. » (*Patrolog.*, T. CXLII, col. 1366. — HARDOUIN, *Concil.*, T. VI, p. 863.) — Voir, dans les Actes aréopagitiques, les §§ 4, 5 et 6.

(1) « Quoniam (*alias* quonam) autem beatus Clemens huc eum, videlicet in Gallorum gentem, direxerat, et qualiter per martyrii palmam diversissimis et crudelissimis affectus suppliciis, ad Christum pervenerit, et quomodo caput proprium, angelico ductu cœlestis militiæ in celebratione exsequiarum honoratus obsequio, ad locum ubi nunc requiescit, detulerit, et quo ordine a Catulla quadam matrefamilias sit sepultus, *libellus antiquissimus* passionis ejusdem explanat, præcipue tamen conscriptio Visbii... » (HILDUINI *Areopagitica* : *Patrolog.*, T. CVI, col. 16.)

puisque ni les premiers ni les derniers ne se lisent dans l'écrit de Visbius. Si donc ces Actes aréopagitiques sont cités comme *très antiques* par Hilduin, comment cet abbé de Saint-Denys pourrait-il être l'inventeur de l'Aréopagitisme ?

Et ces Actes étaient alors connus de tout le monde, car Hilduin n'est pas le seul à les citer. Louis le Débonnaire en parle dans la lettre qu'il écrivait, en 836, à l'abbé de Saint-Denys (1); un autre contemporain d'Hilduin, Paschase Ratbert, s'appuie sur ces Actes quand il place le martyre de saint Denys sous l'empire de Domitien (2); Scot-Erigène, pour justifier l'identité de saint Denys de Paris et de Denys l'Aréopagite, allègue « sa Vie écrite par des hommes fidèles (3) ». Si donc ces Actes étaient notoires et très antiques du temps d'Hilduin, comment se pourrait-il que cette tradition de l'aréopagitisme ne remontât qu'à la seconde moitié du VIII^e siècle, comme l'a pensé le bollandiste Corneille de Bye (4) ?

Nous en allons en rechercher la trace dans les siècles antérieurs à Hilduin.

§ 1^{er} — VIII^e siècle.

I. — Nous avons un grand nombre de preuves que les Actes aréopagitiques existaient au VIII^e siècle. Ainsi, à cette époque, ces Actes étaient déjà traduits en grec, car c'est d'après cette traduction que saint Méthode, patriarche de Constantinople, composa, vers l'an 800, un panégyrique de saint Denys, qu'il porta à Rome en 818, et qui fut traduit en latin, l'an 876, par Anastase le Bibliothécaire (5). Saint Méthode s'écrie dans son exorde : « La passion du bienheureux Denys a été trouvée, le combat du bienheureux Denys a été révélé, mes frères (6)! » C'est une allusion à ces Actes aréopagitiques, qu'on ne connaissait pas en Orient, et qu'on avait trouvés à Paris.

(1) « Adjunctis eis quæ in libello ejus passionis continentur. » (*Patrolog.*, T. CIV, col. 1327. — SIRMOND, *Concilia antiqua Galliae*, 1629, T. II, p. 629.

(2) *De passione SS. Rufini et Valerii* : *Patrolog.*, T. CXX, col. 1494.

(3) *Patrolog.*, T. CXXII, col. 1032.

(4) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 766, 702.

(5) *Patrolog.*, T. CXXIX, col. 737.

(6) P. CHIFFLET, *De uno Dionysio*, 1676, p. 13. — *Bibliothèque nationale*, ms. 5,569, fol. 4; ms. 11,751, fol. 32, v^o.

Rendons justice aux Bollandistes du dernier siècle. Quoiqu'ils fussent très imbus des préjugés de leur temps, ils ont fait faire un pas considérable à la question, en démontrant que la légende grecque de saint Denys, qui porte le nom de Métrodore — légende imprimée et traduite en latin par le P. Lamsel, en 1634 (1) — n'était elle-même que la traduction grecque de ces Actes aréopagétiques, dont ils ont, les premiers, publié le texte original latin, et dont nous donnons une seconde édition, collationnée avec d'autres manuscrits qu'ils n'ont pas connus. Les fautes mêmes de copiste que renfermait le manuscrit latin, d'après lequel ces Actes aréopagétiques ont été traduits en grec, leur ont servi fortement pour cette démonstration (2). Si la traduction grecque de ces Actes existait au VIII^e siècle, comme ils sont forcés de le reconnaître, évidemment la croyance à l'Aréopagisme est antérieure à Hilduin (3).

Combien d'autres preuves ne trouvons-nous pas de l'existence de ces Actes au VIII^e siècle !

II. — Alcuin, le maître de Charlemagne, qui florissait dans la seconde moitié du VIII^e siècle, composa, vers l'an 796, deux inscriptions en vers, destinées à être placées sur deux autels consacrés en l'honneur de saint Denys de Paris et de ses compagnons martyrs. Le premier de ces deux autels se trouvait dans l'église du monastère de Saint-Vast d'Arras, qui avait été reconstruite par Radon, abbé de Saint-Vast et chancelier de Charlemagne (4); l'autre autel était dans une église dédiée à saint Pierre (5). Or, dans la première de ces inscriptions, Alcuin appelle saint Denys « le docteur magnifique qui répandit les semences du Verbe, et arrosa d'une pluie céleste nos arides contrées », paroles qui s'appliquent parfaitement à l'auteur des *Noms divins* et de la *Hierarchie céleste*. Voici cette inscription :

(1) *Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, in-fol., T. II, p. 242.

(2) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 711.

(3) *Id.*, p. 713.

(4) « In ecclesia S. Vedasti a Radone abbate renovata. » (*Patrolog.*, T. CI, col. 742.) Radon était abbé du monastère de Saint-Vast d'Arras en 796. (Voir MABILLON, *Annal. Benedict.*, T. II, lib. XXVI, cap. L.)

(5) « Ad templum sancti Petri apostoli. » (*Patrolog.*, T. CI, col. 773.)

AD ARAM SANCTI DIONYSII.

*Sanguine martyrii præsul Dionysius aram
Hanc ornet, pariter cum sociisque tuis;
Magnificus doctor, Verbi qui semina sparsit (1),
Imbribus æthereis arida juga rigans (2).*

Dans la seconde inscription, Alcuin présente saint Denys comme « l'écrivain des livres immortels qu'il tient à la main devant la face de Dieu dans les demeures célestes » :

CXCH.

AD ARAM SANCTORUM DIONYSII ET SOCIORUM MARTYRUM.

*Pontificalis apex (3) servet Dionysius aram
Hanc, rogo, cum sociis martyribusque aliis,
Quorum scriba tenet cœlesti in arce libellos
Ante Dei faciem nomine perpetuo (4).*

Par conséquent, Alcuin regardait saint Denys de Paris non-seulement comme l'Aréopagite, mais encore comme l'auteur des ouvrages qui lui sont attribués. Donc les Actes aréopagitiques étaient regardés comme authentiques au VIII^e siècle.

III. — En 784, Tharaise, patriarche de Constantinople, fit faire une enquête à Paris par ses légats, pour savoir si saint Denys, disciple de saint Paul et premier évêque d'Athènes, avait été martyrisé chez les Gaulois; et, après en avoir acquis la certitude, il rendit à la ville d'Athènes le titre de métropole, dont elle avait

(1) Allusion à ces paroles des Actes aréopagitiques : « *Divini verbi semina rudibus cœpit mentibus erogare* (§ 3); — *Quique a beato Clemente divini verbi semina gentibus suscepit eroganda* (§ 5) ».

(2) *ALCUINI Opera*, T. II, *Patrolog.*, T. CI, col. 742.

(3) M. l'abbé Davin, qui, le premier, a signalé ce témoignage d'Alcuin en faveur de l'aréopagitisme de saint Denys, a lu ainsi ces mots : *Pontificalis apex*, qu'il traduit de la sorte : *abeille pontificale* (*Enseignement catholique*, août 1861, p. 581) : c'est une erreur. Il y a dans le texte : *Pontificalis apex*, le sommet du sacerdoce, ou le pontife très haut. On trouve fréquemment cette expression dans Fortunat : *Pontificalis apex* (*Patrolog.*, T. LXXXVIII, col. 160); *Religionis apex* (col. 163, 199); *Præsul, honoris apex* (col. 144); *Splendor, apex fidei* (col. 135), etc.

(4) *ALCUINI Opera*, T. II, *Patrolog.*, T. CI, col. 773.

été dépouillée depuis longtemps (1). Or où trouva-t-on ces renseignements, sinon dans les Actes aréopagitiques? Ces Actes existaient donc à cette époque, et c'est peut-être alors qu'on les traduisit en grec et qu'on les porta en Orient.

Le P. Le Cointe, en 1670, s'appuyait sur ce fait pour montrer aux partisans de Sirmond et de Launoy que l'aréopagitisme de saint Denys était bien antérieur à Hilduin; d'après lui (et sur ce point il était dans l'erreur), cette opinion avait commencé à se répandre dans la Gaule sous le règne de Pépin, vers l'an 760 (2).

M. l'abbé Eugène Bernard, en parlant de cette enquête de Tharaise, s'exprime ainsi : « Cet acte *singulier* ne nous est connu que par le témoignage *toujours suspect* d'Hilduin : il tendrait à prouver qu'à cette époque on s'occupait déjà de confondre en un seul saint Denys de Paris et saint Denys d'Athènes (3). »

Ce qui nous paraît *singulier*, c'est qu'on puisse exprimer un doute sur un pareil témoignage. Comment! Hilduin aurait eu l'audace d'inventer ce fait, qui datait de cinquante ans, et dont il devait encore rester de nombreux témoins à Paris et à Saint-Denys! — Ce qui nous paraît plus *singulier* encore, c'est que,

(1) « Usque hodie Græcorum majores, et Athenæ incolæ perhibent... in eadem civitate Dionysium... primum fuisse episcopum... ipsumque... Romam adiisse, et ut compererunt, apud Gallorum gentem, glorioso martyrio consummatum fuisse. Quod et Tharasius patriarcha Constantinopolitanus per legatos suos sollicitè inquisivit; et ita se rem habere certus, eandem Atheniensium civitatem pallio archiepiscopali, quod jam ex ea diuturno tempore, orta quadam contentione, subtractum fuerat, redonavit, et synodali consensu, Metropolis auctoritate, qua ante functa fuerat, honoravit. » (HILDUINI Areopagitica, *Patrolog.*, T. CVI, col. 19.)

(2) « Apud Hilduinum, Tharasius patriarcha Constantinopolitanus, utrum Dionysius, Pauli apostoli discipulus, ac primus Athenarum episcopus, martyrium apud Gallorum gentem consummavit, sollicitè per legatos suos inquiri, comperitque id certum reperiri. Pippino rege hæc de passione Dionysii Areopagitæ per Galliam spargi cæpit opinio. » (Ad annum Christi 836, n. 121.)

Le P. Honoré de Sainte-Marie, en faisant cette citation, ajoute : « Pépin mourut en 768, et Hilduin écrivit ses Aréopagitiques en 837. Ainsi il n'est pas le premier auteur de cette opinion, qui était déjà reçue en France environ soixante-dix ans avant qu'il en eût parlé. » (*Réflexions sur l'usage et les règles de la critique*, T. I, II^e partie, p. 226, note.)

(3) *Origines de l'Eglise de Paris*, p. 327.

après un aveu pareil, M. l'abbé Bernard soutienne sérieusement qu'Hilduin est le premier inventeur de l'aréopagitisme (1).

IV. — An 768. — Pépin le Bref, dans un diplôme daté de l'an 17 de son règne (768), reproduit une formule d'un diplôme de Thierry IV, roi des Francs, de l'an 723, et dit que « le bienheureux Denys et ses compagnons Rustique et Eleuthère, sous l'ordination ou par l'ordre de saint Clément (*sub ordinatione beati Clementis*), successeur de l'apôtre saint Pierre, vinrent, les premiers après les apôtres, dans cette province des Gaules, où, prêchant le baptême de la pénitence pour la rémission des péchés, et combattant [les combats du Seigneur], ils méritèrent la palme du martyre, et en cueillirent les glorieuses couronnes (2) ».

Ces paroles : — « sous l'ordination de saint Clément », — *sub ordinatione beati Clementis*, sont tirées, non pas des Actes clémentins de saint Denys, mais des Actes aréopagétiques, où on lit ces mots : *Tum beatus Clemens sanctum Dionysium episcopum ordinavit*, ce qui embarrassait beaucoup Hilduin, car il se faisait cette objection : « Si saint Denys a été ordonné par saint Clément, il n'était donc pas évêque d'Athènes avant d'aller à Rome ». Et Hilduin répondait que certains exemplaires de ces Actes renfermaient, à cet endroit, des fautes de copiste, et que ce mot *ordonné* devait s'entendre, non de l'ordination épiscopale, mais de l'institution canonique, et voulait dire, non pas *consacré évêque*, mais *établi, institué* l'apôtre de toute la Gaule (3). — Launoy s'est chargé de répondre à cette objection, quand il a voulu justifier Grégoire de Tours de s'être servi d'une pareille expression à l'égard de saint Pierre, et d'avoir dit que, « étant *ordonné évêque* par les autres apôtres, il établit son

(1) *Origines de l'Eglise de Paris*, p. 361.

(2) « Beatus Dionysius, et sæpe jam dictus Rusticus et Eleutherius, qui primi post apostolos, sub ordinatione beati Clementis, Petri apostoli successoris, in hanc Galliarum provinciam advenerunt, ibique prædicantes baptismum poenitentiae in remissionem peccatorum, dum in hunc modum certabant, ibi meruerunt palmam martyrii et coronas percipere gloriosas... » (DOUBLET, *Histoire chronologique*, 1646, p. 285 ; — DOM BOUQUET, *Rerum Francic. Scriptores*, T. V, p. 710. — *Patrolog.*, T. XCVI, col. 1568.

(3) *Areopagitica*, Prolegom. XI; *Patrolog.*, T. CVI, col. 19.

siège à Rome (1) » ; Launoy a montré que ce mot voulait dire, non pas *consacré évêque*, mais *institué évêque* ; et il l'a montré à l'aide d'un passage de saint Jérôme, où ce mot est employé dans le même sens : « Après la passion du Sauveur, dit ce Père, saint Jacques fut aussitôt *ordonné* par les apôtres évêque de Jérusalem (2) ».

Le diplôme de Pépin, qui a tiré ces expressions — « sous l'ordination de saint Clément » — des Actes aréopagitiques, est donc une nouvelle preuve de l'existence de ces Actes dans la seconde moitié du VIII^e siècle.

V. — En 760, Florus, moine de Saint-Trond dans le diocèse de Liège, qui est reconnu par les savants (3) comme le véritable auteur des *Additions au Martyrologe de Bède* publiées par les Bollandistes, s'exprime ainsi, au VII des ides d'octobre, à propos de saint Denys et de ses compagnons : « Après d'affreux tourments, ils eurent la tête tranchée par la hache, du temps de l'empereur Domitien : » — « *Qui post nimia tormenta securibus submiserunt colla tempore Domitiani principis* (4) ». Or ce détail du martyre de saint Denys sous Domitien est tiré, non pas des Actes clémentins, qui ne nomment pas cet empereur, mais des Actes aréopagitiques, qui le désignent comme l'auteur de la persécution. Donc ces Actes étaient répandus au temps de Florus, en 760.

VI. — La vision que le pape Etienne II eut dans l'église de Saint-Denys, l'an 754, paraissait importante à Louis le Débonnaire, qui pria l'abbé Hilduin de l'insérer dans le second volume des *Aréopagitiques*. M. l'abbé Bernard prétend que « les lettres où le souverain-pontife raconte lui-même le fait ne renferment

(1) « *Petrus apostolus..., ab apostolis cæteris episcopus ordinatus, Romæ cathedram locavit.* » (GREGOR. TURON., *De Gloria martyrum*, cap. XXVIII, edit. RUINART, col. 750.)

(2) « *Post passionem Domini statim ad apostolis Hierosolymorum episcopus ordinatus.* » (HIERONYM., *De Scriptur. Eccles.* — LAUNOY, *Grégor. Tur. vindicat.*, 1670, § XIV, p. 41.)

(3) FABRICIUS, *Biblioth. mediæ et infimæ latinilitatis*, 1734, — *Patrolog.*, T. CXIX, p. 12. — CAVE, *Historia litteraria*, Genève, 1720, p. 416, etc.

(4) VII idus octob. (in L.) ; *Acta SS.*, T. II martii ; — *Patrolog.*, T. XCIV, col. 1067.

pas un mot qui favorise le sentiment d'Hilduin (1) ». Sans doute, dans le récit de cette vision, saint Denys l'Aréopagite n'est pas nommé ; mais il n'est pas douteux que le portrait qu'en fait le Pape et les détails qu'il donne ne soient favorables à l'aréopagisme. « J'étais en oraison, dit-il, dans l'église du bienheureux martyr, au-dessous des cloches ; — et je vis devant l'autel le seigneur Pierre, le bon pasteur, et le seigneur Paul, le docteur des nations, et je les reconnus clairement aux costumes sous lesquels on les représente. — Et je vis le seigneur Denys, trois fois bienheureux, à la droite de Pierre, à la taille mince et plus élancée, d'un beau visage, avec des cheveux blancs, vêtu d'une tunique très blanche garnie de pourpre, et couvert d'un manteau de pourpre constellé d'or ; et ils s'entretenaient ensemble d'un air joyeux. Et le bon pasteur, le seigneur Pierre, dit : « Voici notre frère qui demande la santé... ». Et le bienheureux seigneur Paul ajouta : « Il va être guéri » ; et, s'approchant, il mit sa main amicalement sur le cœur du seigneur Denys... (2) ».

Assurément le portrait du saint et les rapports d'amitié qui paraissent, dans cette vision, entre lui et saint Paul, s'appliquent bien mieux à saint Denys l'Aréopagite, disciple de saint Paul, qu'à un saint Denys du ^{III}^e siècle, missionnaire de second ordre sur lequel la tradition serait complètement muette. D'ailleurs plusieurs des traits que rapporte le pape Etienne, tels que « la taille grêle et les cheveux blancs », conviennent au portrait traditionnel que les Grecs, dans leurs *Menées*, font de saint Denys l'Aréopagite (3). Donc le pape Etienne reconnaissait l'Aréopagite dans saint Denys de Paris, et Louis le Pieux ne s'y trompait pas

(1) *Les Origines de l'Eglise de Paris*, 1870, p. 327.

(2) « Fui sicut in oratione subtus campanas, et vidi ante altare bonum pastorem domnum Petrum, et magistrum gentium domnum Paulum, et nota mente illos recognovi de illorum surcariis, et ter beatum domnum Dionysium ad dexteram domni Petri, subtilem et longiorem, pulchra facie, capillis candidis, colobio indutum candidissimo, purpura clavato, pallio toto purpureo, auro interstellato ; et sermocinabantur inter se letantes. Dixitque bonus pastor domnus Petrus : « Hic frater noster postulat sanitatem ». Et dixit domnus beatus Paulus : « Modo sanabitur » ; et, appropinquans, misit manum suam ad pectus domni Dionysii amicabiliter. » (*Bibliothèque nationale*, ms. 11,751, fol. 53. — SIRMOND, *Concilia antiqua Galliarum*, T. II, p. 13. — GERSON, *Sainte Apologie pour saint Denys Aréopagite*, 1642, p. 30.) — *Patrolog.*, T. CXXIX, col. 1240.

(3) *Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, T. II, p. 186.

quand il ordonnait à Hilduin d'insérer le récit de cette vision dans le second volume des *Aréopagittiques* (1).

Au reste, le pape Etienne II emporta à Rome des reliques de saint Denys pour les placer dans une église qu'il devait bâtir en son honneur (2). Mais ce fut le pape Paul I^{er}, son frère et son successeur, qui fit construire cette église dans le cloître du monastère des SS. Etienne-et-Silvestre qu'il avait fondé (3). En effet, quoique Anastase le Bibliothécaire, dans la Vie de Paul I^{er}, ne donne pas expressément le vocable de cette église, il le donne plus loin dans la Vie de Nicolas I^{er}, lorsqu'il dit que « la grande église du monastère de Saint-Silvestre portait le nom de saint Denys (4). Il plaça dans ce monastère des moines grecs, qui devaient y célébrer dans leur langue le service divin (5), et c'est pourquoi on donna à ce monastère le nom d'Ecole-des-Grecs (*Scola Græcorum*). Aux yeux du savant cardinal Baronius, toutes ces fondations étaient une preuve que, à cette époque, l'Eglise romaine voyait Denys l'Aréopagite dans saint Denys de Paris (6). Et ce qui prouve que le pape Paul I^{er} partageait sur ce point l'opinion de son frère le pape Etienne II, c'est que, trois ans plus tard, en 757, voulant être agréable au roi Pépin, il lui envoya les livres attribués à Denys l'Aréopagite (7).

VII. — Thierry IV, roi des Francs, surnommé Thierry de Chelles, dans un diplôme de l'an 723, publié par Mabillon dans

(1) SIRMOND, *Concilia antiqua Galliae*, T. II, p. 629.

(2) DOM FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, p. 50. — HUGUES MÉNARD, *Diatriba de unico S. Dionysio*, p. 194.

(3) « Iste sanctissimus præsul in sua propria domo monasterium a fundamentis in honore sancti Stephani, scilicet martyris atque pontificis, necnon et beati Silvestri, item pontificis et confessoris Christi, construxit... Infra claustra vero ipsius monasterii ecclesiam miræ pulchritudinis a fundamentis noviter construxit. » (ANASTAS. *Biblioth.*, XCV, — *Patrolog.*, T. CXXVIII, col. 1137.)

(4) « In monasterio Sancti Stephani et Silvestri, quam noviter fundavit sanctæ recordationis domnus Paulus quondam papa, in ecclesia majore, quæ vocatur Sancti Dionysii. » (ANASTAS. *Biblioth.*, CVII, — *Patrolog.*, T. CXXVIII, col. 1359.)

(5) « Ubi et monachorum congregationem construens, Græcæ modulationis psalmodiæ cœnobium esse decrevit. » (ANASTAS. *Biblioth.*, XCV, — *Patrolog.*, T. CXXVIII, col. 1137.)

(6) *Annal. Eccles.*, T. II, ap. DOUBLET, *Histoire chronol.*, p. 119.

(7) Epist. Pauli ad Pippinum regem, — *Patrolog.*, T. XCVIII, col. 159.

son *Tratté de diplomatique*, dit que le bienheureux Denys et ses compagnons Rustique et Eleuthère, sous l'ordination ou par l'ordre de saint Clément (*sub ordinatione beati Clementi*), successeur de l'apôtre saint Pierre, vinrent, les premiers après les apôtres, dans cette province des Gaules, etc. (1) ».

Comme cette pièce, en raison de sa date, embarrassait beaucoup l'abbé Lebœuf et M. l'abbé Bernard, ils n'ont trouvé rien de mieux que d'élever des doutes sur l'authenticité de ce diplôme. Et pour quelle raison ? Parce que, disent-ils, « le diplôme n'ayant été publié que sur une copie, il n'a plus la même valeur (2) ».

Cet argument n'est pas sérieux. L'authenticité de ce diplôme, placée sous la garantie de Mabillon, dans son ouvrage capital *De re Diplomatica*, n'est-elle pas, comme dit M. l'abbé Darras, hors de toute controverse ?

Dans ses *Annales de l'Ordre de Saint-Benoît*, le docte Mabillon ne parle-t-il pas encore de ce diplôme, et ne signale-t-il pas, comme digne d'observation, que la mission de saint Denys y est rapportée à saint Clément (3) ?

Dom Ruinart, qu'on ne peut suspecter en cette circonstance, n'a-t-il pas reconnu l'authenticité de ce diplôme, en le publiant à la suite des œuvres de Grégoire de Tours (4) ?

M. l'abbé Bernard, pour contester l'authenticité de ce diplôme, dit que « dom Félibien ne le rapporte pas parmi les Pièces justificatives de son monastère (5) ». — Mais qu'importe ? Est-ce que dom Félibien, en deux endroits de son ouvrage, ne reconnaît pas comme authentiques ces lettres de Thierry IV ?

Il dit à la page 37 : « Ces lettres renferment plusieurs choses dignes d'être remarquées. On y lit que S. Denys et ses deux

(1) « Beatus Dionysius, cum sociis suis Rustico et Eleutherio, qui, primi post apostolos, sub ordinatione beati Clementi, Petri apostoli successoris, in hanc Galliarum provinciam advenerunt, etc. » (*Ex diplomate Theodorici Calensis*, MABILLON, *De re Diplomatica*, 1681, lib. VI, p. 488. — *Patrolog.*, T. LXXI, col. 1198.)

(2) LEBŒUF, *Dissert. sur l'histoire du diocèse de Paris*, T. I, p. 53. — L'abbé BERNARD, *Origines de l'Eglise de Paris*, 1870, p. 282.

(3) « In hoc diplomate, quod libro sexto de re Diplomatica editum est, illud observatu dignum, quod sancti Dionysii ejusque sociorum missio refertur ad beatum Clementem papam. » (*Annal. Benedict.*, T. II, lib. XX, n. LXI, ad annum 723.)

(4) GREGOR. TURONENS., edit. RUINART, col. 1384.

(5) *Origines de l'Eglise de Paris*, p. 282.

compagnons... vinrent à Paris par ordre du pape saint Clément... Ces lettres du roi Thierry sont un témoignage authentique de la ferveur admirable, etc. ».

Et dans les *Pièces justificatives*, p. CLXIII, dom Félibien cite encore en faveur de la mission de saint Denys sous saint Clément « une charte du roi Thierry de l'an 723 ».

Les critiques contemporains reconnaissent l'authenticité de ce diplôme. Écoutons sur ce point M. Alfred Jacobs, membre de la Commission des Cartes de la Gaule : « Sur les cinquante-six diplômes appartenant à saint Denys, ceux qui ont paru à leurs savants éditeurs posséder des titres certains d'authenticité sont au nombre de trente-neuf. Les voici dans leur ordre chronologique.... : 33° *Diplôme de Thierry IV* (1) ».

Or ces paroles du diplôme : *Sub ordinatione beati Clementi* sont tirées, comme nous l'avons remarqué ailleurs, non des *Actes clémentins*, mais des Actes aréopagitiques. Donc ces derniers Actes et la tradition qu'ils renferment sur saint Denys étaient répandus au commencement du VIII^e siècle.

Tous ces témoignages épars que nous venons de rapporter sont comme autant de jalons qui se correspondent et se prêtent un mutuel appui.

On voit que le bollandiste Corneille de Bye était au-dessous de la vérité quand il attribuait cette tradition au milieu du VIII^e siècle (2).

Mais nous allons remonter un siècle plus haut.

§ 2. — VII^e siècle.

Au VII^e siècle, nous trouvons d'autres preuves de l'existence de ces Actes aréopagitiques, et nous voyons qu'Hilduin avait raison de les appeler « le petit livre très antique de la passion de saint Denys ».

I. — En effet, l'auteur des *Gestes de Dagobert*, qui a écrit, année par année, l'histoire de ce prince, et dont la chronique se termine à la mort de Clovis II, fils de Dagobert, en 655, cet écrivain renferme un témoignage important en faveur de l'antiquité des Actes aréopagitiques.

(1) *Revue des Sociétés savantes*, 1862, 1^{er} semestre, p. 59 et 233.

(2) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 795 et 866.

André Duchesne, qui a publié le premier les *Gestes de Dagobert*, dit que cette chronique est l'ouvrage d'un moine anonyme, *mais contemporain* (1). Dom Rivet, dans l'*Histoire littéraire de la France*, assigne cet auteur au *viii^e siècle* (2), et les Bollandistes ont fixé la rédaction de cette chronique à l'an 750 (3); mais une étude approfondie de cette pièce montre que cet écrivain vivait au plus tard à la fin du *vii^e siècle*, en 690.

Les personnages qu'il cite à la fin de sa chronique comme morts récemment, saint Eloi, évêque de Noyon; saint Ouen, archevêque de Rouen; Rado, son frère; le vénérable Landry, évêque de Paris, sont tous des personnages du commencement ou du milieu du *vii^e siècle*; en sorte que nous pouvons, avec Duchesne, appeler cet écrivain un *contemporain* de Dagobert, et l'assigner au plus tard à l'an 690.

Or voici comment s'exprime cet anonyme en parlant du bourg de Catulliac (aujourd'hui Saint-Denys) :

« Dans cette même bourgade, au temps de Domitien, — qui, le premier après Néron, prit les armes contre les chrétiens, — le bienheureux Denys, premier évêque de Paris, et avec lui Rustique et Eleuthère, l'un prêtre et l'autre diacre, furent mis à mort pour le nom du Christ, en face de cette même cité. Une mère de famille, nommée Catulla, qui a, dit-on, donné son nom à cette bourgade, ensevelit en secret les martyrs, n'osant pas remplir ce devoir en public. Elle eut soin toutefois de marquer le tombeau, afin que la connaissance en fût constatée aux générations suivantes. »

— « In eo sane vico, temporibus Domiciani, qui secundus ab Nerone in Christianos arma corripuit, primum memorate urbis episcopum, beatissimum Dionysium, cumque eo Rusticum et Eleutherium, quorum alter presbiter, alter diaconus erat, pro Christi nomine in prospectu ipsius civitatis interemptos, quedam mater familias, vocabulo Catulla, a qua et vico deductum nomen dicunt, quia palam non audebat, clam sepulture mandavit (4). »

(1) *Gesta Dagoberti*, regis Francorum, scripta a monacho Sancti Dionysii, anonymi quidem, sed *contemporaneo*. (DUCHESNE, *Hist. Franc. Scriptores coëstanei*, 1636, T. I, p. 574.)

(2) *Hist. littéraire de la France*, T. IV, p. 163.

(3) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 719.

(4) *Bibliothèque nationale*, fonds latin, ms. 5569, fol. 24. (Ce manuscrit, d'après le catalogue, est du *x^e siècle*; d'après M. Léopold Delisle, de la

Or tous les détails qui précèdent, — le martyre de saint Denys et de ses compagnons du temps de Domitien, auteur de la seconde persécution, — le nom de la mère de famille, Catulla, — le lieu qui fut témoin de leur martyre, situé en vue de Paris, — tous ces détails, disons-nous, sont tirés, non pas des Actes clémentins, mais des Actes aréopagitiques; donc ces derniers Actes existaient dans la seconde moitié du VII^e siècle.

II. — Nous avons, au milieu du VII^e siècle, un autre document d'une importance réelle, qui nous prouve que les Actes aréopagitiques existaient à cette époque : c'est l'hymne qu'Eugène le Jeune, évêque de Tolède en 650, auteur de diverses poésies, a composée en l'honneur de saint Denys de Paris. Dans cette hymne, il le regarde comme l'Aréopagite, il attribue sa mission à saint Clément, et cite d'autres traits empruntés évidemment aux Actes aréopagitiques.

Nous avons découvert cette hymne, en 1855, à la Bibliothèque nationale, dans le ms. 2,832 du fonds latin, qui date du IX^e siècle, et où elle porte le nom de l'évêque Eugène : *Ymnus Eugenii episcopi*. Nous la publiâmes, cette année, dans les *Annales de philosophie chrétienne* (1). Plus tard, en 1860, nous la publiâmes de nouveau dans nos *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial* (2). Depuis cette époque, en 1871, nous avons découvert un autre ancien manuscrit qui renferme cette hymne : c'est le ms. 11,751 (précédemment Saint-Germain 493), où elle se trouve, folio 30, avec ce titre : *Ymnus sancti Eugenii Toletani epi[s-copi] de sancto Dyonisio compositus ritmice*. Nous l'avons collationnée avec un troisième manuscrit, le n° 13,764, déjà signalé par M. l'abbé Davin (3). Ce troisième manuscrit, du X^e siècle, renferme une légende interpolée de saint Eugène, martyr, dans laquelle ce saint est représenté comme un compagnon de saint Denys; et l'auteur de cette légende interpolée, le prêtre Flohaire (4), a mis dans la bouche de saint Eugène l'hymne

fin du IX^e : DARRAS, *S. Denys de Paris*, p. 214.) — DUCHESNE, *Histor. Franc. Scriptores*, T. I, p. 574. — *Patrolog.*, T. XCVI, col. 1395-1396.

(1) Juillet 1855, p. 74-76.

(2) *Documents inédits*, etc., p. 42-47.

(3) *Le Monde*, 28 avril 1864. — Ms. olim Saint-Germain 1040.

(4) *Histoire Littéraire de la France*, T. VI, p. 194. — MOLANUS, *Natales Sanctorum Belgii*, in-8°, Lovanii, 1597.

de saint Denys : *Cœli ciues applaudite*, ainsi qu'une autre pièce qu'on trouve parmi les poésies d'Eugène de Tolède, et qui commence par ces mots : *Rex Deus immensi*, etc.

Depuis deux siècles, cette hymne a été publiée par plusieurs écrivains : en 1633, par le P. Halloix, dans sa Vie de saint Denys (1); en 1639, par Du Saussay (2); en 1642, Gerson en donnait les six premières strophes (3); en 1643, Hugues Ménard, dans sa *Diatriba*, en citait seulement dix vers, et alléguait en faveur de l'authenticité de cette pièce non-seulement un manuscrit de l'abbaye de Saint-Denys, mais encore des manuscrits de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Père de Chartres (4); en 1646, Doublet, dans son *Histoire chronologique*, en publiait les sept premières strophes, d'après le manuscrit déjà cité (5); en 1677, Noël Alexandre, dans sa *xvi^e Dissertation* sur le 1^{er} siècle, reproduisait le fragment donné par Hugues Ménard; en 1780, les Bollandistes, dans leur travail sur saint Denys, au 9 octobre, ont publié cette hymne d'après deux manuscrits, l'un de l'abbaye de Brogne, l'autre du monastère de Saint-Gislen, dans le *Hainaut* (6); enfin, de nos jours, un savant allemand l'a insérée dans son *Thesaurus Hymnologicus* (7). Depuis nos publications, MM. les abbés Davin, Darras et Bernard n'ont pas manqué de la rapporter dans leurs travaux sur saint Denys.

Le P. Sirmond, qui a donné, en 1619, une édition des poésies d'Eugène de Tolède, n'y a pas admis l'hymne sur saint Denys, soit qu'il ne l'ait pas connue, soit qu'il l'ait regardée comme apocryphe. A la fin du siècle dernier, Antoine de Lorenzana, archevêque de Tolède, à qui l'on doit la dernière édition des œuvres d'Eugène le Jeune, n'a publié de cette hymne que les dix vers cités par Noël Alexandre, d'après Hugues Ménard (8).

(1) *Illustrium Ecclesiæ orientalis Scriptorum qui sanctitate et eruditione secundo Christi sæculo floruerunt vitæ et documenta* : Duaci, 1633, p. 277.

— *Dionysii Areopagitæ Opera*, 1634, in-fol., T. II, p. 353.

(2) *De mysticis Galliæ Scriptoribus*, 1639, p. 576.

(3) *Sainte Apologie pour saint Denys Aréopagite*, 1642, p. 61.

(4) *Diatriba de uno Dionysio*, p. 190, 191.

(5) *Histoire chronologique de saint Denys l'Aréopagite*, p. 20.

(6) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 729, 730.

(7) *Thesaurus Hymnologicus*, 1855, T. I, ad calcem.

(8) ANTON. DE LORENZANA, *Collect. Patrum Toletan.*, 1782 : *Patrolog.*, T. LXXXVII, p. 402.

Cette hymne est-elle authentique ? Il est indubitable qu'elle portait le nom d'Eugène de Tolède dans les manuscrits de Saint-Denys antérieurs à Hilduin, puisqu'il en est question dans la lettre de cet abbé et dans celle de Louis le Débonnaire ; il est visible qu'elle porte encore le nom d'Eugène, évêque de Tolède, dans les manuscrits du ix^e et du x^e siècles que possède la Bibliothèque nationale.

Mais quel est cet Eugène de Tolède ? — Hilduin, trompé par la similitude du nom, a cru que c'était saint Eugène de Tolède, martyr (1), qu'une légende du viii^e siècle représente comme un compagnon de saint Denys (2) ; et l'auteur d'une légende interpolée de ce saint Eugène, c'est-à-dire le prêtre Flohaire, qui vivait au commencement du x^e siècle (3), a mis dans la bouche du saint l'hymne *Cœli cives applaudite*, et une autre poésie qu'on trouve dans les œuvres d'Eugène de Tolède (4), et qui commence par ce vers :

Rex, Deus immensi quo constat machina mundi, etc.

Sans doute Hilduin et cet autre écrivain légendaire se sont trompés en croyant que cette hymne de saint Denys, dont le style et le rythme accusent une époque de décadence et de basse latinité, était une poésie remontant au siècle d'Auguste ; mais cette erreur d'Hilduin est une preuve de sa bonne foi. Si l'on reconnaît que le poème qui commence par ces mots : « *Rex, Deus immensi*, etc. », est l'œuvre, non de saint Eugène martyr, mais d'Eugène évêque de Tolède au vii^e siècle, pourquoi ne pas reconnaître que l'hymne de saint Denys est également de ce dernier ?

Dira-t-on que c'est un faussaire, qui, après avoir composé cette hymne, l'a mise sous le nom d'Eugène de Tolède pour donner du crédit à l'aréopagitisme ? Mais il faudrait fournir la preuve de cette accusation. Si un faussaire eût voulu par là

(1) « Nec mirari quis poterit cur hymnum sancti Eugenii Toletani de beato Dionysio habemus, et vicinorum sapientium scriptis, exceptis paucis, videamur carere. » (*Patrolog.*, T. CVI, col. 17.)

(2) *Bibliothèque nationale*, fonds latin, mss. 17,764 et 1,864.

(3) D. RIVET, *Histoire littéraire de la France*, T. VI, p. 194. — L'ABBÉ DAVIN, *le Monde*, 19 avril 1864.

(4) *Patrolog.*, T. LXXXVII, col. 351.

donner du crédit à l'aréopagitisme, il aurait supposé cette hymne sous le nom d'un auteur plus ancien, de saint Ambroise ou de saint Hilaire de Poitiers par exemple. D'ailleurs, si cette hymne n'était pas d'Eugène de Tolède, quoiqu'elle en porte le nom dans les vieux manuscrits, elle serait au moins aussi ancienne que cet écrivain, et nous prouverions toujours, à l'aide de ce document, que les Actes aréopagiques étaient répandus au milieu du vii^e siècle.

M. Paulin Paris, dans ses Notes sur l'*Histoire littéraire de la France*, en rappelant que « plusieurs manuscrits du viii^e ou du ix^e siècle s'accordent à attribuer cette hymne à un Eugène, sans doute Eugène III, évêque de Tolède au vii^e siècle », convient que « cette attribution ne peut plus guère être contestée, et prouve, une fois de plus, que la tradition qui confond l'évêque de Paris Denys avec Denys l'Aréopagite remonte au-delà du ix^e siècle (1) ».

Nous allons publier une nouvelle édition de l'hymne d'Eugène de Tolède sur saint Denys, en donnant à la marge les variantes des divers manuscrits et des différents éditeurs. Nous indiquons le ms. 2,832, du ix^e siècle, par le chiffre 1; le ms. 11,751, du xi^e siècle, par le chiffre 2; le ms. 13,764, du x^e siècle, par le chiffre 3. Nous désignerons les éditeurs par les initiales de leur nom : le P. Halloix, par la lettre H; du Saussay, par la lettre S; Doublet, par la lettre D; les Bollandistes, par la lettre B; Hugues Ménard, par la lettre M, et Gerson, par la lettre G.

Ymnus Eugenii epi[scope] de sancto Dionisio (2).

Celi cives, applaudite (3)
Mundi jocundo (4) lumini (5)
Quo inlustratur (6) celitus
Hujus diei gracia.

(1) *Histoire littéraire de la France*, édition Paulin Paris, T. I, p. 451.

(2) Sic ms. 1. — Ms. 2 : *Ymnus sci Eugenii Toletani epi[scope] de sco Dionisio compositus rhythmicæ*. — Ms. *Saint-Denis*, ap. du Saussay : *Ymnus sancti Eugenii de beato Dionysio*. — Mss. *Saint-Germain-des-Prés* et *Saint-Père de Chartres*, ap. Hugues Ménard : *Hymnus Eugenii Toletani episcopi de S. Dionysio compositus rhythmicæ*.

(3) Sic ms. 1, H, G, D, B. — Mss. 2 et 3, S : adplaudite.

(4) Sic mss. 1, 2, 3. — H, M, D, G, B : jucundo.

(5) Sic mss. 2, 3, etc. — Ms. 1 : lumine.

(6) Sic mss. 1, 2, 3. — H, M, D, B : illustratur.

Precelsa fides martyris,
Sacrique vita antistitis
Dionisii nobilis
Hodie (1) palmam suscepit.

Areopago (2) Athenæ (3)
Regis sumpsit diadema
Celestis, gemmam (4) fulgidam
Dionisium sophistam (5).

Paulo docente, speculum
Habet fides fidelium,
Et spiculum (6) gentilitas
Quem, ante, murum (7) noverat.

Miro clarescens dogmate
Inluminavit (8) Greciam,
Et inclitus hinc (9) pontifex
Urbem Romanam (10) adiit.

Clemente, Rome presule
Jubente, venit Galliam,
Cui jubar solis splendidi
Inluxit (11) signis, famine (12).

Tandem, repulso demone,
Constructo sacro opere,
Penis affectus maximis,
Cesa cervice celum petit (13).

(1) Sic mss. 1 et 2, H, D, S, G. — Ms. 3, B : celitus.

(2) Sic mss. 1 et 2, H, M, G, B. — Ms. 3 et D : Ariopago. — S : Arei-
pago.

(3) Sic mss. 1, 2 et 3, D, S, M, B. — H, G : ecclesia.

(4) Sic mss. 2 et 3, etc. — Ms. 1 : grammam (*faute de copiste*).

(5) Ce mot *sophista* était pris en bonne part, et veut dire *philosophe*.

C'est ainsi que Sigebert dit de Raban Maur : « *Rabanus, sophista, et sui
temporis poetarum nulli secundus.* » (*Patrolog.*, T. CLX, col. 158.)

(6) Sic mss. 1, 2 et 3, H, G, D. — S, B : speculum (*mauvaise leçon*).

(7) Sic mss. 1, 2 et 3, etc. — B. mirum (*mauvaise leçon*).

(8) Sic mss. 1, 2 et 3, D. — H, S, G, B : illuminavit.

(9) Sic mss. 1, 2, 3, H, G, D. — S. B : hic. (*mauvaise leçon*).

(10) Sic mss. 1, 2, 3, H, S, G, D, B.

(11) Sic mss. 1, 2, 3, D, S. — H, G, B : illuxit.

(12) Sic mss. 1, 2, 3, H, G, D, B. — S : flamine. Cette expression de
famen pour *verbum* se trouve dans une autre poésie d'Eugène de Tolède :
linguæ famine cautus. (*Patrolog.*, T. LXXXVII, col. 359.)

(13) Sic ms 1 et D. — Mss. 2, 3, S, B : petiit. — H : adit.

« Ave, pater, scandens polum,
Ave, pie, visens solum,
Annua festi munera
Tua sacrans presenciam (1).

» Offer, sacerdos optime,
Gemitus nostros et preces,
Firma fidem, martyr Dei,
Moresque nostros corrige.

» Ope gubernata fragiles
In mundi hujus pelago,
Atque exutos corpore
Pie, benignus suscipe.

» Quo sine fine gloriam
Deo patri cum Filio,
Una cum Sancto Spiritu
Tecum canamus perpetim. »

Hymne d'Eugène, évêque, sur saint Denys.

« Citoyens du ciel, applaudissez au joyeux flambeau du monde,
qui éclaire du haut des cieux la grâce de ce jour.

» L'éminente foi du martyr, la vie sainte du pontife, du noble
Denys, ont reçu la palme aujourd'hui.

» Le diadème du roi céleste a pris à l'aréopage d'Athènes une
perle brillante, — le philosophe Denys.

» A la voix de Paul, un miroir est donné à la foi des fidèles ;
et celui que le paganisme regardait comme son rempart, devient
un bélier qui le bat en brèche.

» Brillant d'une admirable doctrine, il illumina la Grèce ; et,
de là, l'illustre pontife arriva en la cité romaine.

» Sur l'ordre de Clément, prélat de Rome, il vint en Gaule, où,
comme un splendide soleil, il brilla par l'éclat de ses miracles et
de sa parole.

» Enfin, ayant vaincu le démon, ayant construit l'édifice sacré,
il endure les plus cruels tourments... ; sa tête tombe, il monte
au ciel !

» Salut, ô père qui gagnez les cieux ! salut, ô pieux pasteur,

(1) Sic mss. 1 et 2, H, S, B. — Ms. 3 : tua sacra b'is gratia.

qui visitez la terre ! Les rites annuels de cette fête sont consacrés par votre présence.

» Offrez, ô prêtre très bon, nos gémissements et nos prières ; affermissez notre foi, ô martyr de Dieu ! et corrigez nos mœurs.

» Gouvernez par votre secours nos fragiles barques sur la mer de ce monde ; et, quand nous serons dépouillés de nos corps, ô pieux pasteur, recevez-nous avec bonté.

» Afin que là-haut nous chantions sans fin : « Gloire à Dieu le Père, avec le Fils, en union avec le Saint-Esprit », avec vous dans l'éternité ! »

III. — *Actes de saint Sanctin de Meaux* (620). — Hincmar, archevêque de Reims, a écrit à Charles le Chauve une lettre dont l'authenticité ne saurait être mise en doute, bien que dom Rivet l'ait regardée comme apocryphe (1). En effet, on la trouve à la Bibliothèque nationale dans un manuscrit contemporain d'Hincmar (2) et d'autres anciens manuscrits (3) ; de plus, au commencement du x^e siècle, Flodoard, l'historien de l'Eglise de Reims, faisant l'énumération des ouvrages d'Hincmar, mentionne expressément cette lettre parmi ses œuvres (4). Après

(1) *Histoire littéraire de la France*, T. V, p. 577.

(2) *Bibliothèque nationale*, fonds latin, n° 5,569, fol. 15. — Ce ms. est de la fin du ix^e siècle, ou au plus tard du commencement du x^e. (Léopold DELISLE, ap. DARRAS, p. 214.) Observons que M. l'abbé Darras désigne constamment ce ms. par le numéro fautif 5,549, et que M. l'abbé Bernard reproduit cette inexactitude. M. l'abbé Darras (p. 212) s'imagine avoir découvert ce manuscrit, et il prétend (p. 337 et 344) en publier quelques documents pour la première fois. — Double erreur : M. l'abbé Davin avait signalé ce ms. en 1861, et le P. Chifflet avait publié, en 1676, les Actes de saint Sanctin et la lettre d'Anastase le Bibliothécaire. Les Bollandistes avaient aussi publié les Actes de saint Sanctin dans le tome cinquième d'octobre (p. 586-588). En outre, la lettre d'Hincmar, que M. l'abbé Darras prétend publier d'après le ms. 5,569, n'est pas conforme à ce manuscrit, mais à l'édition donnée par Mabillon, d'après le ms. 2, 247.

(3) *Bibliothèque nationale*, n° 2,447. fol. 1, olim BALUZE (xiii^e siècle)

(4) « Item, de passione sancti Dionysii à Methodio Constantinopolitano grece dictata, et ab Anastasio. Romanæ sedis bibliothecario latine conscripta, et de vita vel actibus beati Sanctini, et quid in eis inveniuntur de commemoratione beati Dionysii, etc. ». (*Histor. Eccl. Rem.*, III, 18. — *Patrolog.*, T. CXXXV, col. 194.) Devant ce témoignage de Flodoard,

Surius, qui en fut le premier éditeur (1), Mabillon l'a publiée d'abord dans ses *Vetera Analecta*, et ensuite dans ses *Annales de l'Ordre de Saint-Benoît* (2); et, dans le premier de ses ouvrages, il l'accompagne de l'observation suivante : « Nous ne devons pas facilement suspecter la foi d'Hincmar, qui affirme avoir lu, dans les Actes de saint Sanctin, que saint Denys, premier évêque de Paris, n'était autre que Denys l'Aréopagite (3) ». Aujourd'hui cette lettre figure parmi les œuvres d'Hincmar, dans la récente édition que reproduit la Patrologie latine (4). Pourquoi donc le P. Sirmond, qui a publié en 1645 les œuvres de l'archevêque de Reims, n'y a-t-il pas inséré cette lettre à Charles le Chauve? Il la connaissait assurément, puisqu'il avait donné au public, dès l'an 1611, l'*Histoire de l'Eglise de Reims*, par Flooard, dans laquelle cette lettre est spécialement mentionnée (5). En outre, dans sa *Dissertation sur les deux Denys* (1641), Sirmond parle du zèle que déploya Hincmar pour persuader l'Aréopagisme à Charles le Chauve (6). Pourquoi donc Sirmond a-t-il oublié cette lettre d'Hincmar? Launoy nous donne le secret de cet oubli : « Sirmond, dit-il, l'a méprisée plutôt qu'ignorée ; il l'a jugée certainement indigne de figurer parmi les œuvres d'Hincmar (7) ». Ainsi, chose évidente et triste à dire, Sirmond a laissé cette lettre, quoique authentique et très importante, parce

les Bollandistes sont forcés de reconnaître l'authenticité de la lettre d'Hincmar (T. IV octob., p. 725).

(1) *Vitæ Sanctorum*, 9 octob., édit. 1618, T. IV, p. 160. — Doublet, en 1646, a reproduit en grande partie cette lettre d'Hincmar, d'après Surius. (*Histoire chronolog. de S. Denys*, p. 316-317.)

(2) *Vetera Analecta*, édit. 1723, p. 213. — *Annal. Benedict.*, T. III, ad ann. 876. — Mabillon a publié cette lettre d'après le ms. 2,447 de la Bibliothèque nationale qui lui avait été communiqué par Baluze. Le ms. 5,569, qui offre quelques variantes, est conforme à l'édition du P. Chifflet et de Surius.

(3) « Non debemus facile fidem abrogare Hincmaro contestanti in istis Actis a se lectum, Dionysium primum Parisiorum episcopum non alium esse quam Areopagitam, qui in Gallias missus sit a sancto Clemente. » (*Vetera Analecta*, édit. 1723, p. 213.)

(4) *Patrolog.*, T. CXXVI, col. 154, epist. xxiii.

(5) *SIRMONDI Opuscula*, T. IV, supplém., col. 160, édit. Venet. 1728.

(6) *Dissertat. de duobus Dionysiis*, cap. IV, — *SIRMONDI Opuscula*, T. IV, col. 240, édit. Venet. 1728.

(7) « Sirmondus sprexit potius, quam non vidit. Indignam profecto censuit, quæ Hincmari operibus accenseretur. » (*Opuscula*, 1660, p. 412.)

qu'elle était favorable à l'aréopagitisme de saint Denys ; et c'est sans doute pour la même raison que, dans son édition des Poésies d'Eugène de Tolède, il n'a pas dit mot de l'Hymne sur saint Denys, qu'il devait certainement connaître, puisqu'il a eu en mains le manuscrit qui la renferme (1).

Or, dans cette lettre à Charles le Chauve, Hincmar nous fournit une preuve irrécusable de l'antiquité de la tradition aréopagitique.

Hincmar écrivit à ce prince, après avoir lu la passion de saint Denys, traduite du grec de Méthode, archevêque de Constantinople, par Anastase le Bibliothécaire, et envoyée par ce dernier à l'empereur (2). Il lui dit que, après avoir pris connaissance de cette traduction, il s'est rappelé ce qu'il avait lu, du temps de sa jeunesse, dans les Actes de saint Sanctin, évêque de Meaux, sur saint Denys l'Aréopagite. L'année même de la naissance de l'empereur, en 823, il avait transcrit ces Actes sur un exemplaire usé de vétusté, et dont les caractères étaient presque effacés par le temps (3). — « Supposer seulement deux cents ans de date à un parchemin réduit à l'état de vétusté », dit l'abbé Darraas, « n'est pas exagéré, lorsque nos bibliothèques publiques contiennent encore un grand nombre de manuscrits de neuf et dix siècles, parfaitement conservés (4) ». Les Actes de saint Sanctin, peut-être antérieurs au VII^e siècle, existaient donc au moins en 620.

Or ces Actes s'appuient sur les Actes aréopagitiques de saint Denys de Paris. Ils disent que « saint Denys l'Aréopagite, éclairé des lumières de la foi par la prédication de l'apôtre saint Paul, se rendit à Rome après le martyre des saints apôtres, et fut reçu par saint Clément, qui l'envoya dans les Gaules « pour répandre la semence de la parole divine (5) ». Ce sont les propres paroles des Actes aréopagitiques.

(1) DAVIN, ap. *Enseignement catholique*, août 1861, p. 607.

(2) On trouve cette Passion dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale, fonds latin, n° 5,569, fol. 1 (IX^e siècle), n° 11,751, fol. 32 (XI^e siècle). Elle a été publiée par le P. Chifflet en 1676.

(3) « Quaterniunculos valde contritos, et quæ in eis scripta fuerant pene deleta. » (HINCMMARI Epist. XXIII.)

(4) *Saint Denys l'Aréopagite*, p. 209.

(5) « Sanctus Ariopagites Dionysius egregia Pauli apostoli prædicatione, fidei veritate inluminatus, ... Atheniensium est ordinatus epis-

Donc ces Actes existaient au commencement du VII^e siècle.

IV. — Ce qui confirme que ces Actes aréopagitiques sont antérieurs à Dagobert I^{er} (622), c'est qu'il n'y est pas question, non plus que dans les Actes clémentins, des embellissements magnifiques faits par Dagobert à la basilique de Saint-Denys. Un historien contemporain, Frédégaire le Scolastique, nous dit que ce prince « enrichit cette basilique d'or, de pierreries et de précieux ornements, et qu'il l'environna de belles constructions (1) ». Or il était naturel que l'auteur des Actes aréopagitiques, qui parle longuement de la basilique de Saint-Denys, ne passât pas sous silence cette largesse de Dagobert, s'il eût écrit sous ce prince ou après son règne. C'est pour la même raison qu'Adrien de Valois et dom Félibien, qui n'ont connu que les Actes clémentins de saint Denys, pensaient que ces Actes étaient plus anciens que Dagobert (2). Donc les Actes aréopagitiques sont antérieurs au règne de ce prince.

V. — Saint Cérân ou Céraune (*Cerannius vel Ceraunius*), évêque de Paris, qui florissait au commencement du VII^e siècle (601-616), se distingua par son zèle à recueillir les Actes des martyrs. Il s'adressa à Warnhaire ou Garnier, archidiacre de Langres, pour avoir les Actes des trois frères martyrs, Speusippe, Eleusippe et Méleusippe, et la Vie de saint Didier, évêque de Langres. Garnier les lui envoya avec la lettre suivante : « Vous

copus. Procedente autem tempore,... Romam venit,... et a beato Clemente, Petri apostoli successore, amabiliter et honorabiliter susceptus, post aliquod spatium temporis, cum aliis ad eroganda divini verbi semina in Gallias est directus. Qui praedicando et sermonem confirmando sequentibus signis, Parisius Domino ducente pervenit. » (*Bibliothèque nationale*, ms. 5,569, fol. 16, v^o. — Voir encore 11,751, fol. 50, v^o, et 11,759, fol. 155, v^o.)

(1) « An. 637, Dagobertus... sepultus est in ecclesia sancti Dionysii, quam ipse prius condigne ex auro et gemmis et multis pretiosissimis speciebus ornaverât, et condigne in circuitu fabricari præceperat. » (FREDEG. SCHOLAST., *Chron.*, cap. LXXIX : ap. GREGOR. TURON., edit. RUINART, col. 651.)

(2) « Hæc autem passio Dionysii antiquissima, et ante Dagoberti principatum composita mihi videtur, propterea quod basilicæ B. Dionysii ab eo rege conditæ nullam mentionem facit. » (*Disceptatio de basilicis*, etc., p. 95.) — DOM FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denys*, Pièces justificatives, p. CLXIII.

ne cessez de marcher sur les traces et d'égaliser le mérite des plus saints évêques par toute votre conduite dans le sacerdoce, où vous ne cherchez d'autre lustre que celui que vous donne la religion. Vous vous êtes déjà rendu habile dans les saintes Lettres; et maintenant, pour mettre le comble à votre gloire, vous vous occupez pieusement, par zèle pour la religion, à recueillir, dans la ville de Paris, les gestes des saints martyrs. C'est pourquoi vous êtes comparable, en l'ardeur de votre zèle, à saint Eusèbe de Césarée, et vous devez être, comme lui, remémoré par une gloire perpétuelle (1). Excusez mon peu de capacité: je vous louerais mieux si j'avais plus d'éloquence; mais vous connaîtrez du moins mon obéissance. Je vous envoie, comme vous m'avez ordonné, les Actes des trois jumeaux de Langres, et ceux de saint Didier, évêque de cette ville (2) ».

Or, si saint Cérant mettait tant de soin à recueillir les Actes des martyrs, qui peut douter qu'il n'ait recueilli en premier lieu les Actes du saint martyr qui a fondé l'Eglise de Paris, de saint Denys son prédécesseur? Assurément, si ces Actes n'eussent pas existé de son temps, saint Cérant les eût rédigés d'après la tradition orale. Aussi le P. Dubois, de l'Oratoire, dans son *Histoire de l'Eglise de Paris*, conjecturait que les Actes clémentins, que de Marca attribuait à Fortunat, étaient l'œuvre de saint Cérant: « Plût à Dieu, s'écriait-il, que les Actes recueillis par saint Céraune nous restassent encore! Ils seraient, je pense, d'un grand secours dans l'histoire ecclésiastique, et ils nous fourniraient beaucoup de lumière sur les points obscurs de cette histoire. Assurément lui, évêque de Paris, n'eût pas omis les Actes de saint Denys, premier évêque de Paris, qui enlèveraient tout sujet de doute, à moins que les Actes anciens, attribués par quelques-uns à Fortunat, ne soient de saint Céraune (3) ». Mais la con-

(1) « Nunc sanctorum martyrum gesta ad laudis tuæ cumulum pro amore religionis congregare in urbe Parisiaca devotus intendis. Unde sancto Eusebio Cæsariensi in æmulationis studio cœquandus es, et pari gloriæ dono perpetualiter rememorandus. » (*Acta SS.* xvii jan., p. 76. — SURIUS, *in limine passionis SS. mart. Tergemin.*) — Scripta circa annum Christi DC. (BOSQUET. *Eccles. Gallic. Hist.* pars I, p. 69.)

(2) LONGUEVAL, *Hist. de l'Eglise gallicane*, an 616. — DOM PITRA, *Etudes sur la Collection des Actes des Saints*, 1850, p. LXXVIII.

(3) « Utinam Acta, quæ Ceraunus collegerat, nobis superessent! multum, puto, rem ecclesiasticam adjuvarent, et lucis haud parum in

jecture de Gérard Dubois n'est pas recevable, car nous espérons démontrer que ces anciens Actes, appelés par nous *Clémentins*, sont antérieurs à Fortunat et au *vi*^e siècle. Tout au plus pourrait-on conjecturer que saint Cérant a rédigé les Actes aréopagitiques; toutefois nous avons des raisons de croire que ces Actes existaient avant lui, et nous croyons trouver, dans des écrits du *vi*^e siècle, des traces visibles de la tradition aréopagitique.

§ 3. — *vi*^e siècle.

I. — Dès qu'Hilduin, en 837, appelle *très antiques* les Actes aréopagitiques de saint Denys (*libellus antiquissimus passionis ejusdem*); dès qu'Hincmar affirme avoir lu, en 823, cette tradition aréopagitique sur un parchemin usé de vétusté, on peut présumer, sans avoir besoin de s'appuyer sur d'autres documents, que cette tradition de l'aréopagitisme de saint Denys remonte au moins au *vi*^e siècle. En effet, il suffit de deux cent cinquante ans pour remonter d'Hilduin et d'Hincmar au *vi*^e siècle : or est-ce que ce chiffre constitue une bien haute antiquité? D'ailleurs plusieurs autres légendes, dont la rédaction paraît remonter au *vi*^e siècle, mentionnent, — tout comme les Actes de saint Sanctin, — saint Denys l'Aréopagite, évêque de Paris, et par conséquent supposent l'existence des Actes aréopagitiques à cette époque.

II. — Telle est, par exemple, la légende de saint Taurin d'Evreux, publiée par les Bollandistes d'après un manuscrit du *xi*^e siècle (1), et, de nos jours, par M Charles Lenormand (2). Cette légende paraît antérieure à la translation des reliques de saint Taurin, puisqu'elle ne la mentionne pas : or cette translation eut lieu sous Clotaire II, au commencement du *vii*^e siècle. Il y a vingt-cinq ans, nous avons assigné la rédaction

locis obscuris nobis ministrarent; et Acta S. Dionysii primi Parisiensis episcopi haud dubie ipse Parisiensis episcopus non omisisset, quæ omnem ambigendi locum sustulissent, nisi forte Dionysii vetera Acta, quæ quidam Fortunato tribuunt, Cerauni sint. (GÉRARD DUBOIS, *Historia Ecclesiæ Parisiensis*, in-fol., 1690, T. I, lib. III, cap. VI, n. XII, p. 141.)

(1) *Acta SS.*, T. II aug., p. 636-643.

(2) *Découverte d'un cimetière mérovingien*, 1854, p. 47-61,

de cette légende au v^e ou au vi^e siècle, avant de prendre garde au témoignage qu'elle renferme en faveur de l'aréopagitisme de saint Denys (1). Il est vrai que les critiques de l'école grégorienne, en lisant dans cette légende la mention de saint Denys l'Aréopagite, ont prétendu qu'elle ne date que du milieu du ix^e siècle, puisque, disent-ils, c'est Hilduin qui est l'inventeur de l'aréopagitisme de saint Denys (2). C'est pour le même motif qu'ils ont affirmé que les deux légendes de saint Rieul de Senlis, publiées par les Bollandistes (3), sont postérieures à la première moitié du x^e siècle (4). Comme la base sur laquelle s'appuient ces critiques est fautive, leur appréciation porte à faux.

Une ancienne inscription est venue confirmer la haute antiquité de cette légende.

Les savants n'ont pas oublié une lecture que fit M. Charles Lenormand dans une réunion solennelle des cinq académies, le 25 octobre 1854, sur la découverte d'un cimetière mérovingien à la Chapelle-Saint-Eloi, dans le département de l'Eure. Une Société académique de ce département a nié les découvertes de M. Lenormand, et a prétendu qu'il avait été dupe d'un mystificateur (5) : c'était manquer de mesure et manquer à la vérité. Que M. Lenormand soit allé trop loin dans quelques-unes de ses assertions, nous n'en disconvenons pas ; qu'il ait quelquefois substitué son imagination aux réalités, c'est notre avis : mais on ne peut nier l'authenticité de la plupart des inscriptions, car M. Edmond Le Blant, qui a assisté à une grande partie des fouilles, qui a beaucoup trouvé de ses mains, s'est porté garant, ainsi que M. de Wailly (6).

(1) *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, p. 169.

(2) *Acta SS.*, T. II aug., p. 639, 640, nos 2, 3, 7. — Dom RIVET, *Histoire littéraire de la France*, T. V, p. 96.

(3) *Acta SS.*, T. III martii, p. 820-827.

(4) TILLEMONT, *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique des six premiers siècles*, T. IV, p. 192, 719. — Dom RIVET, *Histoire littéraire de la France*, T. V, p. 628-629.

(5) *De la Découverte d'un prétendu cimetière mérovingien, etc.* — *Rapports faits à la Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Eure* (rapporteur, M. l'abbé Lebeurier, : Evreux, 1856.

(6) Lettre de M. Edmond Le Blant, 30 décembre 1879. — Dans son savant livre sur les *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, M. Le Blant a publié ces inscriptions de Saint-Eloi, et la préface contient une longue note provoquée par la polémique élevée au sujet de cette découverte.

Or l'inscription la plus importante est la suivante, qu'un faussaire n'eût pas inventée, et que M. Lenormand a essayé de restituer :

HIC UBI TAUR[INUS], VIRGARUM VE[RBERE CÆSUS],
EST GISACI VICU[S].... CAMPOS QUI R....
HIC UBI LICINI [SC]ERATA ...NERN... (1).

Cette inscription, dit M. Lenormand, « a été tracée certainement au v^e siècle (2) ». Et, comme il y est question de la flagellation de saint Taurin ; de Gisacus ou Gisai, où il fut battu de verges ; de Licinius, le magistrat romain qui lui fit subir un interrogatoire, elle suppose que la légende de saint Taurin, où l'on trouve tous ces détails, existait au v^e ou au vi^e siècle.

Or, dans cette légende, il est question plusieurs fois de saint Denys l'Aréopagite, envoyé de Rome dans les Gaules par le pape saint Clément (3).

Sans doute, dans cette pièce, il y a beaucoup à élaguer ; et le fond de vérité qui s'y trouve est mélangé de quelques détails fabuleux et apocryphes ; mais ce mélange même est un cachet de l'époque, et il n'en est pas moins vrai que la mention faite, dans cette Vie de saint Taurin, de saint Denys l'Aréopagite envoyé par saint Clément, prouve que les Actes aréopagitiqes existaient au vi^e siècle.

III. — Au reste, nous avons, pour cette époque, un autre document de meilleur aloi : c'est la *Vie de sainte Geneviève*, que l'auteur dit avoir écrite dix-huit ans après la mort de la sainte, c'est-à-dire l'an 530.

L'abbé Saintyves, qui a publié, en 1846, cette *Vie de sainte Geneviève*, en collationnant plus de vingt manuscrits des biblio-

(1) Charles LENORMAND, *Découverte d'un cimetière mérovingien*, Paris, 1854, p. 7, 22, 64, 65.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 7.

(3) « Quod audiens beatissimus Clemens, ipse eum (*Taurinum*) de sacris fontibus sustulit, vocatoque beato Dionysio Areopagita, qui cum illo tunc Romæ versabatur.... » — « Advocans beatus Clemens sanctum Dionysium episcopum, monere eum et precari cœpit ut, pro nomine Christi, Galliarum peteret partes, et populum ibidem commorantem Domino acquireret. » (*Vita S. Taurini*, ap. LENORMAND, *Découverte d'un cimetière mérovingien*, p. 48, 49.)

thèques de Paris, du Vatican, etc., avec l'édition donnée par les Bollandistes, a distingué trois rédactions et trois textes différents : 1^o la rédaction la plus courte, dans laquelle il croit voir le texte primitif, quoique les manuscrits où elle se trouve et qu'il appelle de *première classe* ne soient pour la plupart que du xiii^e et du xiv^e siècles. Au lieu d'être le texte primitif, cette rédaction pourrait en être l'abrégé, et ce qui donne du poids à cette opinion, c'est la date relativement récente des manuscrits. On ne lit pas, dans ce texte, de détails particuliers sur saint Denys; toutefois, le plus ancien manuscrit qui le renferme, et qui a été peint au xii^e siècle, donne à saint Denys le nom d'Aréopagite (1); 2^o la seconde rédaction est tirée de nombreux manuscrits que l'abbé Saintyves appelle de *seconde classe*, parce que le texte y est plus étendu que dans les précédents. Cette Vie, qui est conforme à l'édition des Bollandistes, se trouve dans de très anciens manuscrits, par exemple dans celui du Vatican, qui date au moins du ix^e siècle. C'est là à notre avis le texte primitif.

L'auteur, en parlant de saint Denys, dit ces paroles : « Comme je l'ai appris, soit par la tradition des anciens, soit *par la relation de son martyre*, saint Denys fut ordonné évêque par saint Clément, successeur de saint Pierre (2) ». Cette phrase, comme nous en avons fait la remarque ailleurs, est tirée non des Actes clémentins, mais des Actes aréopagitiques, et elle prouve que

(1) « Dilexit beata virgo Genovefa Catolacensem vicum, in quo beatus Dyonisius *Areopagita* cum sociis suis.... » Ms. 3,788, fonds Colbert, xiii^e siècle. » (L'abbé SAINTYVES, *Vie de sainte Geneviève*, Pièces justificatives, p. LX, note 1, et p. XXI, XXXII, note †.)

(2) « Quanta denique veneratione et amore dilexit Catholacensem vicum, in quo sanctus Dionysius cum sociis suis Rustico et Eleuthério passus est et sepultus, nequaquam comprehendere queo. Qui utique sanctus Dionysius, primus episcopus civitatis Parisiorum, a persecutoribus, in quarto milliaro ab eadem urbe, martyrium consummavit. Et, ut comperi juxta traditionem seniorum, *vel relationem passionis suæ*, a sancto Clemente, filio in baptismo sancti Petri apostoli, Romæ, *episcopus ordinatus*, et in hanc provinciam ab eo directus est. » (L'abbé SAINTYVES, *Vie de sainte Geneviève*, Pièces justificatives, p. LX.)

— « Hic vero episcopus (S. Dionysius) in sexto a Parisius miliario martyrio vitam finivit : qui a Clemente episcopo, S. Petri discipulo, est in sacerdotium benedictus, et ab eodem etiam dicitur in has partes destinatus. » (*Vita S. Genovefæ*, cap. IV, n^o 14, ap. *Acta SS.*, T. I januar., p. 144. — Cf. SURIVS, 3 januar., p. 56, conforme à l'autre texte précédent.)

ces derniers existaient au vi^e siècle; 3^e une troisième rédaction, que l'éditeur a tirée d'un manuscrit du ix^e siècle et de plusieurs autres manuscrits moins anciens (qu'il appelle manuscrits de 3^e classe), parle de saint Denys l'Aréopagite d'une manière aussi explicite qu'aurait pu le faire Hilduin (1). Ce dernier texte a subi des remaniements, puisqu'on y cite saint Benoît, qui est mort vers le milieu du vi^e siècle. Toutefois on aurait tort de conclure qu'il est postérieur à Hilduin, comme l'a fait M. Saintyves, qui regardait cet abbé comme l'inventeur de l'aréopagitisme, car certaines locutions géographiques indiquent suffisamment que ce dernier texte est antérieur à cette époque (2).

En résumé, il est prouvé par la *Vie de sainte Geneviève* que les Actes aréopagitiques datent au moins du vi^e siècle, et nous pouvons dire de ces Actes ce que dom Félibien disait des Actes primitifs que nous avons appelés *clémentins* : « Une autre marque de leur antiquité est qu'il n'y est point parlé de l'église bâtie par sainte Geneviève, ni de celle que fit construire le roi Dagobert, mais d'une autre qui fut élevée sur le tombeau de saint Denys incontinent après la persécution de l'Eglise, c'est-à-dire vraisemblablement sous l'empire du grand Constantin (3) ».

IV. — « Mais, nous dira-t-on, êtes-vous bien plus avancé en reculant de trois siècles la rédaction de ces Actes aréopagitiques? Cette tradition de l'aréopagitisme de saint Denys a-t-elle beaucoup plus d'autorité si, au lieu d'avoir été inventée par Hilduin, elle a pour auteur quelque personnage inconnu, quelque anonyme du vi^e siècle? »

Il est clair que plus la tradition est ancienne, plus elle a de valeur. Nous comprenons qu'on ne veuille pas donner à cette tradition une certitude absolue, une certitude historique sem-

(1) « Qui Dionysius, ortus Athenis... conversus ad prædicationem Pauli, credidit in Christum; amissoque civium consortio,... Romam usque tetendit; ubi... a sancto Clemente, successore beati Petri apostoli..., super hanc provinciam legationem indeptus est. » (L'abbé SAINTYVES, *Vie de sainte Geneviève*, Pièces justificatives, p. LXI.)

(2) La ville de Reims y est appelée *civitas Durocordarum* (ibid., p. CX); celle de Spire, en Allemagne, *Vangionum civitas* (ibid., p. LVI); la Touraine, *tertia Lugdunensis* (ibid., p. XCVII); les distances sont évaluées en stades (ibid., p. XCVII), etc.

(3) *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, Pièces justificatives, p. CLXIII.

blable à celle des faits racontés par des témoins oculaires ou des écrivains contemporains des événements : les récits traditionnels peuvent s'altérer en se transmettant d'âge en âge. Toutefois nous ne pensons pas que cette tradition soit à mépriser, à cause du caractère grave des auteurs qui nous l'ont transmise, après l'avoir recueillie de la bouche des anciens. A notre avis, c'est manquer de mesure et de convenance que de prétendre et de supposer gratuitement que ces écrivains ecclésiastiques ont inventé ces traditions dans un but vaniteux ou mercantile, et, comme on l'a dit, « par amour-propre de clocher ». Des documents destinés à être lus dans l'assemblée des fidèles ne pouvaient être contraires à l'opinion publique du temps où ils ont été composés, car ils auraient été rejetés comme contraires à la croyance commune. Donc, si on ne reconnaît pas à ces documents une certitude historique complète, on ne peut leur refuser (quand rien n'en démontre la fausseté) un certain degré de probabilité qui permet de les enregistrer, au moins comme probables, dans les annales de l'histoire, surtout quand ces traditions, qui remontent aux temps les plus reculés, ont été sanctionnées, comme celle de l'aréopagitisme de saint Denys, par une croyance de dix siècles, sans qu'il se soit élevé de doute ni de protestation.

Si Noël Alexandre, il y a deux siècles, alors que la question était moins éclaircie que de nos jours, enseignait *comme probable* l'aréopagitisme de saint Denys (1), nous pouvons, appuyé sur de nouvelles découvertes, regarder cette opinion comme *très probable*; et, si nous attachons une certaine valeur au sentiment de l'Eglise, qui professe l'aréopagitisme dans le bréviaire romain, cette probabilité ne sera guère éloignée de la certitude.

Voilà pour la question de l'aréopagitisme. Quant à la mission de saint Denys par saint Clément, nous montrerons, en étudiant les Actes primitifs au point de vue purement critique et rationnel, que cette tradition approche encore davantage de la certitude historique.

ARTICLE 2.

Actes clémentins de saint Denys.

I. — Nous avons dit dans le précédent article que les Actes du

(1) NATALIS ALEXANDER, *Historia ecclesiastica*, Dissertatio XVI in 1um sæculum.

martyre de saint Denys auxquels nous avons donné le nom de clémentins ont été publiés, d'abord par Du Bosquet, en 1636, puis en 1706 par dom Félibien, d'après un manuscrit du ix^e siècle, et enfin par les Bollandistes en 1780, d'après dom Félibien. Comme l'édition de Du Bosquet est remplie de fautes, comme celle des Bollandistes renferme quelques incorrections, nous en avons préparé une édition nouvelle en collationnant les précédentes avec dix manuscrits de la Bibliothèque nationale. Or on lit dans ces dix manuscrits que « saint Denys avait reçu de saint Clément, successeur de saint Pierre, la semence de la parole divine pour la faire fructifier au milieu des nations » : « *Sanctus igitur Dionysius, qui, tradente beato Clemente, Petri apostoli successore, verbi divini semina gentibus parturienda suscepit* (1) ». On ne lit dans aucun de ces manuscrits, non plus que dans l'édition de Félibien et des Bollandistes, la phrase que Du Bosquet a intercalée dans son édition : « *Qui, ut ferunt, a successoribus apostolorum* », phrase sur laquelle s'appuyait Launoy pour combattre la mission apostolique de saint Denys, en appliquant cette expression « successeurs des apôtres » aux papes du iii^e siècle. Ainsi ces Actes de saint Denys rapportent clairement à saint Clément et au i^{er} siècle la mission du premier évêque de Paris. Quelle est l'ancienneté de ces Actes ? quelle en est la valeur historique ?

II. — Un savant, — dont l'Ecole grégorienne ne méconnaît pas l'autorité, — Adrien de Valois, qui avait lu les Actes de saint Denys dans un manuscrit du ix^e siècle, donné par les moines de Moissac à Claude Joly, chanoine de Notre-Dame de Paris (2), — Adrien de Valois regardait ces Actes comme antérieurs aux premières années du vii^e siècle. « Cette Passion, disait-il, me paraît fort ancienne, et je crois qu'elle a été composée avant le

(1) Parmi ces manuscrits, signalons les suivants : 11,748 (saint Germain), ix^e ou x^e siècle ; le ms. de Moissac (publié par dom Félibien), ix^e siècle ; 5,301 (saint Martial de Limoges), x^e siècle ; 5,296 D (de Thou), xi^e siècle ; 3,793 (Colbert), xii^e siècle, etc. Quelques critiques contemporains n'ont pas fait preuve de grandes recherches quand ils ont dit que « tous les manuscrits qui contiennent la variante si discutée de saint Clément ne sont que des copies provenant de l'abbaye de Saint-Denis. »

(2) C'est d'après ce ms. que dom Félibien a publié les Actes de saint Denys, reproduits par les Bollandistes.

règne de Dagobert (622), parce qu'elle ne fait aucune mention de la basilique de saint Denys bâtie par ce prince (1) ».

Dom Félibien, après avoir dit : « Les plus savants dans l'antiquité ecclésiastique et les plus versés dans la critique ont cru que ces Actes étoient d'un auteur du VI^e ou du VII^e siècle au plus tard », ajoute : « Une autre marque de leur antiquité est qu'il n'y est point parlé ni de l'église bâtie par sainte Geneviève, ni de celle que fit construire le roy Dagobert, mais d'une autre qui fut élevée par les fidèles sur le tombeau de saint Denys, incontinent après la persécution de l'Eglise, c'est-à-dire vraisemblablement sous l'empire du grand Constantin (2) ».

III. — Il est évident que ces Actes clémentins sont plus anciens que les Actes aréopagitiques, puisque, comme nous l'avons déjà dit, ces derniers renferment un certain nombre de phrases et de membres de phrases empruntés textuellement aux Actes primitifs. L'auteur des Actes aréopagitiques a voulu compléter les Actes clémentins en y ajoutant certains détails sur le martyre de saint Denys, que les Actes clémentins ne mentionnaient pas. Or, comme ces Actes aréopagitiques remontent, comme nous l'avons vu, au VI^e siècle, il s'ensuit que les Actes clémentins remontent encore plus haut.

IV. — Ce n'est pas seulement par les Actes aréopagitiques que nous prouvons l'antiquité des Actes clémentins. Quand on étudie certains documents qui datent du VI^e au VIII^e siècle, on est étonné d'y lire quelques détails qui ont été visiblement puisés à cette source, et quelques phrases qui ont été copiées textuellement dans ces Actes primitifs. Mabillon, dans ses *Vetera Analecta*, avait signalé un monument liturgique bien antérieur à Hilduin,

(1) « Passio S. Martyrum Dionysii episcopi, Rustici et Eleutherii, passorum VII. idus octobris, quam legi in Codice vetustissimo et ante annos amplius septingentos scripto, quem Musciacenses Monachi, vulgo Moisacenses dicti, Claudio Jolio, Ecclesiæ Parisiæ canonico, amico nostro doctrina et pietate claro, nuper dederunt. Hæc autem Passio Dionysii antiquissima, et ante Dagoberti principatum composita mihi videtur, propterea quod Basilicæ B. Dionysii ab eo Rege conditæ nullam mentionem facit. » (HADRIANI VALESII, *Disceptatio de basilicis quas primi Francorum reges condiderunt*. — Paris, 1657, cap. VIII, p. 95.)

(2) *Histoire de l'Abbaye royale de Saint-Denys*, 1706. Pièces justificatives, I^{re} partie, p. CXLIII.

dans lequel la mission de saint Denys est attribuée à saint Clément : c'était un antiphonaire grégorien, écrit en partie en lettres d'or, par l'ordre de Charles le Chauve, pour l'église de Compiègne. Dans l'office de Saint-Denys et dans la première antienne de matines, Mabillon avait remarqué les paroles suivantes : « *Sanctus Dionysius, qui tradente beato Clemente, Petri apostoli successore, Verbi divini semina gentibus parturienda suscepit* ». Et, dans le troisième répons du premier nocturne, Mabillon avait lu également ces paroles : « *Beatissimus Dionysius, Christi martyr, tradente beato Clemente, parturienda gentibus semina divina suscepit* ». Or, comme le disait le docte bénédictin, personne ne peut douter que cet office ne fût usité avant cette époque dans l'Eglise gallicane ; car, si Hilduin en eût été l'auteur, il n'eût pas manqué d'y insérer le nom d'Aréopagite, qui pourtant n'y figure pas (1).

Depuis que Mabillon a signalé cet antiphonaire, les bénédictins de Saint-Maur l'ont publié, en 1705, sous le titre de *Liber responsalis*, parmi les œuvres liturgiques du pape saint Grégoire, dont le manuscrit de Compiègne porte le nom. C'est, en effet, un antiphonaire grégorien, à l'usage de quelque église du nord de la Gaule, comme on le voit par les saints dont il renferme l'office. Or, ce que Mabillon n'avait pas remarqué, c'est que les paroles citées plus haut sont tirées textuellement des Actes clémentins ; c'est que, au jour de la fête de saint Denys, ces Actes sont reproduits mot pour mot et presque intégralement dans les trois nocturnes de matines, dans les laudes et dans la partie de la messe qui s'étend jusqu'à l'évangile. Seulement, dans le cours de l'office, ces Actes sont, pour ainsi dire, découpés en antiennes, divisés en versets, distribués en répons (2). Cet antiphonaire a été peint au ix^e siècle, mais la rédaction en est certainement plus ancienne : elle remonte au moins à l'an 754, lorsque, sous le règne de Pépin le Bref, on abandonna en France la liturgie gallicane pour adopter la liturgie romaine. Et, bien avant cette époque, ces Actes étaient lus solennellement dans l'office ecclésiastique, comme nous le verrons plus loin.

(1) *Vetera Analecta*, édition de 1723, p. 213.

(2) *Gregorii Magni Opera*, 1705, T. III, col. 827.

Ce qui montre l'antiquité des Actes clémentins de saint Denys, c'est que plusieurs écrivains, antérieurs au ix^e siècle, ont puisé dans ces Actes certains détails et y ont copié textuellement ou à peu près des phrases entières. Ainsi l'auteur d'un célèbre martyrologe, Florus (760), qui a pris dans les Actes aréopagétiques la mort de saint Denys sous Domitien, a pris dans le second exorde (ajouté après coup) des Actes clémentins cette phrase relative à saint Paul de Narbonne : « *Quem ita labor domesticus et tribulatio exercuit, ut verum Domini esse famulum approbaret* (1) ». De plus, l'auteur de la légende de saint Gaudence, qui écrivait vers l'an 760, a copié mot pour mot dans les Actes clémentins les trois phrases suivantes : « *Nam qui meruerat esse confessor, non cunctatus est atrocibus populis accedere prædicator. — Deum gentibus non desinebat insinuare quem noverat : ejusque omnibus et judicium et misericordiam anteponebat, paulatim Deo sociabat, quos diabolo subtrahebat. — Tantas per illum Dominus dignabatur exercere virtutes, ut rebellium corda gentilium non minus miraculis quam prædicationibus obtineret* (2) ». En outre, l'écrivain des Actes espagnols de saint Saturnin, découverts par Macéda dans une bibliothèque de Florence, et publiés par lui à la fin du siècle dernier, a emprunté quelques pensées et quelques phrases aux Actes clémentins de saint Denys (3).

V. — Quelle est donc l'antiquité de ces Actes primitifs ? Le savant de Marca les regardait comme l'œuvre de Fortunat,

(1) *Patrolog.*, T. XCIV, 22 martii. — Il y a dans les Actes clémentins : « *Quem ita labor domesticæ tribulationis exercuit, ut verum Domini esse famulum approbaret* ».

(2) L'abbé Lebeuf (*Dissert. sur l'histoire ecclésiastique et civile de Paris*, T. I, p. 49), prétend que l'auteur anonyme des Actes de saint Denys a pris ces phrases dans la légende de saint Gaudence : c'est tout le contraire qui est vrai, puisque, — comme nous l'établirons, — les Actes clémentins sont antérieurs de trois siècles à la légende de saint Gaudence.

(3) « *Quo amplius vigeat, acriusque frendebat gentilitatis ferocitas, illuc intrepidus et divina virtute armatus accessit.... ad Tolosam usque, Christo ducente, pervenit. (Acta S. Saturnini, ap. MACÉDA, De celeri propagatione Evangelii, 1798, p. 30).* — Il y a dans les Actes de saint Denys : « *Quo amplius gentilitatis fervere cognovit errorem, illuc intrepidus et calore fidei inflammatus accessit, ac Parisius, Domino ducente, pervenit* ». — Voir une note de Macéda, p. 37.

parce qu'il les avait trouvés dans un ancien passionnaire de l'église de Tours, en tête duquel figurait la vie de saint Hilaire de Poitiers, par Fortunat (1) : mais les autres Actes compris dans ce recueil, ceux de saint Denys par exemple, étaient-ils de Fortunat ? Rien ne le prouve. Voilà pourquoi la conclusion de P. de Marca n'était pas rigoureuse.

Nous croyons pouvoir démontrer que ces Actes clémentins sont antérieurs à Fortunat. Et, en effet, comme Hilduin, dans ses *Aréopagitiques*, en a fait la remarque, Fortunat a composé, en l'honneur de saint Denys, une hymne dont il a tiré les traits principaux de ces anciens Actes, qu'Hilduin appelle « les pages des latins » (2). C'est là qu'il a pris ce qu'il dit sur la mission de saint Denys, envoyé par saint Clément, pontife de Rome, pour faire fructifier dans la Gaule la semence divine :

Clemente, Romæ præsule,
Ab urbe missus adfuit,
Verbi superni seminis
Ut fructus esset Galliæ.

N'est-ce pas la traduction en vers de ce passage des Actes clémentins : « Qui, tradente beato Clemente... verbi divini semina gentibus parturienda suscepit » ?

Et ces autres vers :

Opus sacratum construit...
Magnus sacerdos qui dabat
Templi sacrata munera,

ne rappellent-ils pas clairement ces paroles des Actes clémentins : « *Ecclesiam illis quæ necdum in locis erat, et populis illis novam construxit* » ?

Je sais bien que Launoy a nié l'authenticité de cette hymne, comme il faisait de tous les documents qui étaient contraires à

(1) *Acta SS.*, T. V, junii, p. 549.

(2) « Cum ei (*Gregorio Turonensi*) contemporalis existens, vir prudens et scholasticissimus Fortunatus, qui plura et frequenter ad eum scripserat, hymnum rhythmicæ compositionis pulcherrimum, de isto gloriosissimo martyre composuerit in quo commemorat eum a sancto Clemente destinatum, sicut in Latinorum paginis didicit. » (HILDUIN, *Areopagitica*, *Patrolog.*, T. CVI, col. 20).

son système ; mais assurément personne n'eût élevé le moindre doute sur l'authenticité de cette pièce si la question de saint Denys n'y eût été engagée. En effet, comment Hilduin, en 837, deux siècles après Fortunat, aurait-il osé affirmer que cette hymne était de ce poète, si la chose n'eût pas été de notoriété publique ? S'il avait composé cette hymne sous le nom de Fortunat, il y aurait mis le nom d'Aréopagite, qui ne s'y trouve pas. D'ailleurs, cette hymne portait le nom de Fortunat, non-seulement dans des manuscrits de Saint-Denys, mais encore dans des manuscrits de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Père de Chartres, dans un très vieux manuscrit de Saint-Bénigne de Dijon (1) ; et, encore aujourd'hui, cette hymne se trouve sous le nom de Fortunat dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale (11,751, fol. 29, v°).

Si l'on objecte que cette hymne n'a pas été publiée dans les premières éditions de Fortunat, celles de La Bigne et de Brower, nous répondrons qu'elle figure dans l'édition la plus complète, celle qu'a donnée à Rome, à la fin du siècle dernier, le bénédictin, depuis cardinal, Michel-Ange Luchi. Et le savant éditeur a reconnu, malgré la dénégation de Launoy, l'authenticité de cette hymne, qui a, dit-il, le cachet du style de Fortunat (2). Et quand bien même cette hymne ne se trouverait dans aucune édition de ce poète, cela ne prouverait rien, car il y a beaucoup

(1) DOUBLET, *Hist. chronolog.*, p. 247. — Hugues MÉNARD, *Diatriba*, etc., p. 191. — MABILLON, *Annal. Bened.*, lib. XXXI, n. 42.

(2) « Non dubitavi illum (hymnum) edere sub Fortunati nomine, præsertim cum et stylus, optimus testis, id suadeat. » (FORTUNATI *Opera*, lib. II, cap. X. — *Patrolog.*, T. LXXXVIII, col. 98.)

Le savant cardinal a parfaitement raison. Pour preuve, citons seulement ces deux vers :

Qui morte mortem conterit
Nunc regna cœli possidet.

Ces deux vers antithétiques ne rappellent-ils pas les vers si connus du *Vexilla regis* :

Qui morte mortem conterit
Suspendens est patibulo,

et ces autres vers de la dernière strophe :

Qua vita mortem pertulit,
Et morte vitam reddidit?

(*Patrolog.*, *Ibid.*, col. 95, 96.)

d'autres poésies de Fortunat qu'on ne lit pas dans l'édition la plus complète. Ainsi, par exemple, le ms. 13,048 de la Bibliothèque nationale, écrit en caractères lombardiques, au ix^e siècle, renferme un certain nombre de poésies qu'on ne lit dans aucune édition, et qui ont été publiées seulement de nos jours par M. Guérard dans les *Notices et extraits de la Bibliothèque du Roi* et des autres bibliothèques (T. XII, II^e partie). Après Guérard, le cardinal Maï a publié une autre pièce inédite dans le *Spicilege romain*, T. IX.

Nous allons donner ici une nouvelle édition de cette hymne de Fortunat, en indiquant à la marge les variantes du manuscrit 11,751 et de l'édition de Doublet, puis celles de l'édition du P. Halloix reproduite par Luchi. Nous désignerons le ms. 11,751 par ces mots : « Ms. A », puis les autres éditeurs par les initiales de leur nom.

Ymnus Fortunati de beato Dionysio (1).

Fortem, fidelem militem,
Cœli secutum principem,
Dionysium martyrem,
Plebs corde, voce personet!

Clemente, Romæ (2) præsule,
Ab urbe missus adfuit,
Verbi sup̄erni seminis
Ut fructus esset Galliæ.

Opus sacratum construit,
Fidem docet baptismatis;
Sed audientum (3) cœcitas
Munus repellit luminis (4).

Instante sancto (5) antistite
Errore plebem solvere,
Dum spem salutis ingerit,
Tormenta mortis incidit.

(1) Ms. A : *Ymnus Fortunati viri scolasticissimi de beato Dionysio archiepiscopo*. — HALLOIX, *Hymnus Fortunati viri scolasticissimi de beato Dionysio feliciter*.

(2) Sic ms. A et Doublet; — Halloix et Luchi : *Roma*.

(3) Sic ms. A et D.; — H. et L. : *audientium*.

(4) Sic ms. A et D.; — H. et L. : *seminis*.

(5) Sic ms. A et D.; — H. et L. : *sacro*.

Tenetur a gentilibus,
Christi placens altaribus :
Amore tantæ gloriæ,
Pœnas libenter excipit.

Unum quod illi defuit,
Pro rege colla tradidit :
Dilectionem pectoris
Cervice cæsa prodidit.

Magnus sacerdos qui dabat
Templi sacrata munera,
Fuso beato sanguine
Est factus ipse victima.

Felix pio de vulnere,
Quo pœna palmam præbuit !
Qui morte mortem conterit,
Nunc regna cœli possidet.

Gloria sit Deo Patri,
Gloria Unigenito,
Una cum Sancto Spiritu,
In sempiterna sæcula. Amen (1).

« Que le peuple chrétien chante de la voix et du cœur le soldat courageux et fidèle, Denys le martyr, qui a suivi le prince du ciel !

» Envoyé par Clément, le pontife de Rome, il vint de cette ville jusqu'à nous, afin que la semence du Verbe divin portât des fruits dans la Gaule.

» Il construit l'édifice sacré : il enseigne la foi du baptême ; mais l'aveuglement des auditeurs repousse le présent de la lumière.

» Lorsque le saint pontife s'appliquait à tirer le peuple de l'erreur, pendant qu'il lui prêchait l'espérance du salut, il eut à supporter les tourments de la mort.

(1) DOUBLET, *Antiquités de Saint-Denys*, 1625, livre I, et *Histoire chronologique de saint Denys l'Aréopagite*, 1646, p. 246. — Le P. HALLOIX, *Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, T. II, p. 388. — Le P. COZZA, *Vindiciæ Areopagiticæ*, Rome, 1702. — MICHEL-ANGE LUCHI : *Fortunati Opera*, 1786, T. I, p. 49 ; *Patrolog.*, T. LXXXVIII, col. 98. — DANIEL, *Thesaurus Hymnologicus*, 1855, T. IV, p. 107.

» Il est arrêté par les païens, lui qui aimait les autels du Christ : par amour pour une si grande gloire, il supporte volontiers les supplices.

» Il ne lui manquait qu'une chose : c'était de donner sa vie pour son roi ; en se laissant trancher la tête, il montra l'amour de son cœur.

» Le grand-prêtre, qui offrait à Dieu, dans le temple, des présents sacrés, répandit son sang précieux, et fut lui-même une victime.

» Heureux martyr, qui, par sa pieuse blessure et par ses tourments, a mérité la palme céleste ; qui, par sa mort, a écrasé la mort ! Il possède maintenant le royaume du ciel.

» Gloire soit à Dieu le Père ! gloire au Fils unique de Dieu ! gloire en même temps au Saint-Esprit, dans les siècles éternels ! Amen. »

VI. — En outre, il y a d'autres poésies de Fortunat, imprimées dans toutes les éditions, et dont l'authenticité n'a jamais été mise en doute, qui supposent l'existence de ces anciens Actes de saint Denys. Ainsi le poème que Fortunat adresse à Léonce, évêque de Bordeaux, en 541, au sujet de l'église de Saint-Denys que ce prélat avait restaurée et agrandie, renferme les vers suivants sur le saint martyr :

Qui fervente fide, Christi solidatus amore,
Vertice supposito colla secunda dedit (1).

Ces vers, qui rapportent le genre de martyre de saint Denys, ne supposent-ils pas l'existence des anciens Actes, et ne rappellent-ils pas ces paroles des Actes clémentins : *Intrepidus et calore fidei inflammatus* ?

A qui persuadera-t-on que le culte de saint Denys eût pu se propager jusqu'à Bordeaux, sans une légende qui portât au loin le récit de son martyre ? Ces anciens Actes étaient donc connus non-seulement à Poitiers, du temps de Fortunat, mais à Bordeaux, du temps de Léonce et d'Amélius, dans la première moitié du vi^e siècle. Et quelle autre légende pouvait-ce être, sinon celle qui attribue à saint Clément la mission de saint Denys ? Ces anciens Actes, avec la tradition qu'ils renferment, sont donc antérieurs à Fortunat et au vi^e siècle.

(1) FORTUNATI *Opera*, lib. I, cap. XI. — *Patrolog.*, T. LXXVIII, col. 73.

VII. — Si nous cherchons à déterminer l'époque précise de la rédaction de ces Actes, d'après les caractères *intrinsèques* qu'ils présentent, nous arrivons à la même conclusion.

1. L'auteur de ces Actes nous dit, dans son exorde, qu'il les a écrits plutôt d'après la tradition orale et la relation des anciens fidèles, que d'après d'autres documents écrits : « *Plus fidelium sunt relatione comperta, quam probentur ad nos lectione transmissa* ». — « *Sicut fidelium relatione didicimus... explicemus.* » Il entreprend de faire connaître, avec le secours de Dieu, des faits qui étaient restés longtemps couverts d'un voile de silence : *Quæ longi temporis fuerant obumbrata silentio.* — Ces détails accusent évidemment une époque primitive et qu'on ne saurait retarder au-delà du ^v^e siècle, car à cette époque, dans les Gaules, comme on le voit par un sermon de saint Césaire et d'autres documents (1), on lisait solennellement pendant l'office divin, aux jours de fêtes des saints martyrs, leurs *passions* ou légendes; et précisément ces Actes de saint Denys étaient lus dans les offices publics, comme l'indiquent quelques paroles de l'exorde, et comme Hilduin le déclare dans sa lettre à Louis le Pieux.

2. L'auteur de ces Actes parle d'une église bâtie à Paris par saint Denys et d'une basilique élevée à grands frais par les chrétiens sur le tombeau des saints martyrs : — faut-il en conclure que ces Actes sont postérieurs à Constantin, sous le règne duquel on commença, disent quelques historiens, à bâtir de superbes basiliques? Sans doute. Toutefois nous lisons dans l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe que, dès le ⁱⁱⁱ^e siècle, avant la persécution de Dioclétien, les évêques, dans toutes les villes, non contents des anciens édifices qui servaient au culte, bâtirent, depuis les fondements, de somptueuses basiliques (2). Grégoire de Tours nous dit que les chrétiens de Lyon, après avoir recueilli les ossements des martyrs, l'an 177, élevèrent en leur honneur

(1) « Quando aut Passiones prolixæ aut certe aliquæ lectiones longiores leguntur, qui stare non possunt, humiliter et cum silentio sedentes, attentis auribus audiant quæ leguntur. » (*Inter Opera AUGUSTINI*, T. V, serm. CCC : *Patrolog.*, T. XXXIX, col. 2,319. — D. RUINART, préface des *Acta martyrum*, § 1^{er}, n° 5.

(2) « Quo factum est, ut priscis ædificiis jam non contenti, in singulis urbibus spatiosas ab ipsis fundamentis extruerent ecclesias. » (*Hist. eccl.*, lib. VIII, cap. I, — traduction d'Henri de Valois.)

une basilique d'une grandeur merveilleuse (1); et, dès le 1^{er} siècle, les chrétiens avaient des oratoires où ils se réunissaient pour célébrer les saints mystères.

3. Un détail géographique et une expression singulière employée dans ces Actes pour désigner les habitants de Paris permettent d'en fixer la rédaction au v^e siècle. Il y est dit, à propos de la ville de Paris, que la noblesse des *Germanins* y abondait lorsque saint Denys vint prêcher le Christ : « Tunc memorata civitas, et conventu Germanorum et nobilitate pollebat ». — Hilduin, ne comprenant pas bien le sens de cette phrase, l'a modifiée dans sa *Vie de saint Denys*, en y ajoutant les Gaulois, et en faisant de Paris une demeure royale : « Tunc memorata Parisiorum civitas, ut sedes regia, et conventu Gal-lorum ac Germanorum, et nobilitate pollebat (2) ». Il est dit plus loin, en parlant des habitants de Paris évangélisés par saint Denys, que l'arrogance de la Germanie s'inclinait à l'envi devant sa parole : « Subdebat se illi certatim Germaniæ cervicositas ». Hilduin, ne comprenant pas bien le sens de cette expression archaïque, ajoute « le cothurne des Gaulois » à l'arrogance des Germains : « Subdebat se illi potius certatim Gallicanus cothurnus, atque Germanica cervicositas ». Qu'on remarque bien qu'il ne s'agit pas ici d'étrangers venus en passant sur les bords de la Seine : il s'agit des habitants de Paris, qui, dans ces anciens Actes, sont appelés non pas Gaulois, mais *Germains*.

Or à quelle époque cette locution a-t-elle été en usage ?

C'est au v^e siècle qu'on donna le nom de Germanie aux provinces du nord et de l'est de la Gaule, qui avaient été envahies par les conquérants venus de la Germanie. Ainsi, au v^e siècle, Sidoine-Apollinaire (460) appelait *Germanie lyonnaise* (*Lugdunensis Germania*) la province lyonnaise occupée par les Burgondes ; ainsi, en parlant des sénateurs burgondes, il disait : « La vieillesse courbée des Germains : *Curva Germanorum senectus* (3) ». C'est au v^e siècle qu'on donnait le nom de

(1) « Colligentesque sacros cineres, ædificaverunt basilicam miræ magnitudinis in eorum honorem. » (GREGOR. TURON., *Miraculorum* lib. I, de *Gloria martyrum*, cap. XLIX, edit. RUINART, col. 780.)

(2) *Patrolog.*, T. CVI, col. 40.

(3) SIDONIUS APOLLINARIS, lib. V, epist. VII et V. — *Patrolog.*, col. 538 et 535.

Germanie à la partie de la Belgique dont Amiens (*Somaro-briva*), occupée par Clodion en 435, était la capitale (1); c'est au commencement du v^e siècle que l'historien grec Zozime, parlant du séjour de l'empereur Julien à Paris, disait de cette cité que c'était une petite ville de la Germanie : *Ιουλιανου δι' ἐν Παρισίῳ (Γερμανίας δὲ αὐτῇ πολιχνῇ) διατρίβοντος*, etc. (2). C'est pour la même raison que quelques écrivains de la première période du moyen âge ont appelé la Grande-Bretagne « la Saxe d'outre-mer » : les conquérants donnaient leurs noms aux pays conquis.

Ainsi ces paroles, qui portent le cachet du v^e siècle, confirment la vraie date des Actes clémentins de saint Denys.

VIII. — Maintenant, quelle est la valeur historique de ces Actes ? Quel est le degré de confiance qu'ils méritent, relativement à la mission que saint Denys aurait reçue de saint Clément ?

Il faut convenir que, en fait de tradition historique, on n'a rien de plus ancien sur saint Denys : or que croira-t-on sur ce premier évêque de Paris si on récuse ce témoignage ?

Nous sommes d'accord avec l'école critique sur la question de droit : *c'est l'antique tradition qui doit être acceptée*. Nous ne différons d'opinion que sur la question de fait : Où se trouve la vraie tradition ? Sirmond et Launoy plaçaient la mission de Denys à la date de l'an 250, parce qu'ils croyaient que l'antique tradition de l'Eglise de Paris se trouvait dans Grégoire de Tours ; mais, dès qu'il est prouvé que Grégoire de Tours se trompe, et que la vraie tradition est écrite dans les Actes clémentins, n'est-ce pas cette tradition qu'il faut adopter ?

Le caractère grave et religieux de l'auteur de ces Actes est un gage de sincérité, et la lecture solennelle qu'on en faisait dans les offices publics est une garantie contre le mensonge.

Les critiques qui ont coutume de rejeter comme apocryphes les légendes dans lesquelles ils lisent le récit de quelque miracle sont forcés de reconnaître que les Actes clémentins sont exempts de ces récits merveilleux et de ces détails légendaires qu'on

(1) « Hinc Francorum atque Germaniæ plebs omnis plaudat, [in] quibus [Martinus] videndum inspexit Dominum in sua veste. » (*Inter Opera* GREGOR. TURON., edit. RUINART, col. 1,040. — *Patrolog.*, T. LXXI, col. 1,008.) C'est à la porte d'Amiens que le Christ se montra à saint Martin sous le manteau que le bienheureux avait donné à un pauvre.

(2) Ap. LUCHI, *Fortunati Opera*, — *Patrolog.*, T. LXXXVIII, col. 578.

trouve dans les Actes aréopagitiques : dès lors quelle raison aurait-on de les rejeter ?

Dira-t-on qu'ils ont été écrits trop longtemps après les événements ? Mais combien de faits historiques dont l'authenticité n'est pas mise en doute, et qu'on accepte néanmoins sur le témoignage d'un écrivain postérieur de plusieurs siècles ? Par exemple, on reconnaît que la ville de Comminges (*Convenæ*) a été fondée par Pompée, à son retour d'Espagne, après la défaite de Sertorius. Or a-t-on un autre garant de ce fait que saint Jérôme, un écrivain du IV^e siècle ?

Il est vrai que l'auteur des Actes de saint Denys a écrit son récit surtout d'après la tradition orale et la relation des fidèles ; mais, dans un fait de cette importance, cette tradition est-elle à mépriser ? Et d'ailleurs, qui sait s'il n'avait pas, outre la tradition orale, les diptyques de l'Eglise de Paris, quelque ancienne inscription, quelque vieux document à l'appui de cette tradition ?

Et qu'on ne dise pas que c'est par vanité, par amour d'une illustre origine, que l'auteur de ces Actes a attribué à saint Clément la mission de saint Denys : à ce compte, il eût été bien plus glorieux de la faire remonter à saint Pierre, le chef des apôtres, ou au Christ lui-même. Donc la mission par saint Clément n'est pas une fiction, mais une vraie tradition.

— Mais, dira-t-on encore, ces Actes clémentins ne sont pas favorables à l'Aréopagitisme, puisqu'ils n'en parlent pas ! — Ils n'en parlent pas expressément, mais ils semblent y faire allusion, quand ils disent de saint Denys : « Le souvenir des peines passées fortifiait son courage ». L'auteur des Actes, n'ayant pour but que de faire le récit du martyre de saint Denys, ne prend son héros qu'à son départ de Rome : son silence sur l'aréopagitisme est un argument négatif qui ne prouve rien.

En résumé, nous pensons qu'on doit, dans les pages de l'histoire, résumer ainsi la question de saint Denys : — « D'antiques documents, qui paraissent un fidèle écho de la tradition immémoriale, font remonter la mission de saint Denys au pape saint Clément ; et d'autres documents d'une grande ancienneté, qui ont été sanctionnés par la croyance des siècles, identifient le premier évêque de Paris avec saint Denys l'Aréopagite ».

APPENDICE AU CHAPITRE SECOND.

ART. 1^{er}. — *Actes aréopagitiques de saint Denys.*

Les Bollandistes du dernier siècle, qui ont traité dans les *Actes des saints*, au 9 octobre, la question de saint Denys, ont publié pour la première fois, en 1780, les Actes aréopagitiques, d'après six manuscrits, dont l'un provenant de l'abbaye de Fulda, et un autre du monastère de Saint-Omer (1). Le P. Corneille de Bye, chargé d'élucider cette question, l'a étudiée avec les préjugés de son époque : c'est ainsi qu'il donne à ces Actes aréopagitiques le nom d'*Acta fabulosa*. Toutefois, pour être juste, il faut reconnaître qu'il a fait faire à la question un progrès très important ; car non-seulement il a publié pour la première fois ces Actes aréopagitiques, mais encore il a démontré que la passion grecque de saint Denys qui porte le nom de Métrodore n'était qu'une traduction de ces Actes latins (2). Il a prouvé, contre Sirmond et Launoy, qu'Hilduin n'était pas l'inventeur de l'aréopagitisme, puisque ces Actes, dans lesquels on trouve la tradition aréopagitique, sont bien antérieurs à Hilduin, et existaient, d'après son opinion, dès le milieu du viii^e siècle.

Comme ces Actes aréopagitiques n'étaient connus, au xvi^e siècle, que par la traduction grecque qui porte le nom de Métrodore ; — comme ils ont, dans la question de l'aréopagitisme, une importance que l'on ne soupçonnait pas ; — comme d'ailleurs l'édition donnée par les Bollandistes, quoique collationnée sur six manuscrits, renferme un certain nombre de fautes, — nous allons en publier une édition nouvelle en comparant leur travail avec des manuscrits qu'ils n'ont point connus.

Nous avons découvert à Florence, dans la Bibliothèque Riccardi, et dans un manuscrit du x^e ou xi^e siècle (n^o 223, fol. 148), un exemplaire de ces Actes aréopagitiques, qui manque de prologue et d'épilogue, et que, pour cette raison, nous soupçonnons être plus ancien que les manuscrits étudiés par les Bollandistes.

(1) *Acta SS.*, T. IV octob., p. 792, 700.

(2) *Ibid*, p. 711, etc.

La Bibliothèque nationale de Paris, qui renferme au moins dix-huit exemplaires des Aréopagitiques composés par Hilduin, qui possède au moins dix exemplaires des Actes primitifs de saint Denys que nous avons appelés *Clémentins*, ne renferme que deux exemplaires complets des Actes aréopagitiques, et un exemplaire abrégé de ces mêmes Actes, dans un manuscrit du xiv^e siècle, découvert par M. l'abbé Davin. Voici donc, outre l'édition des Bollandistes, les manuscrits dont nous nous sommes servi pour notre nouvelle édition :

1^o Bibliothèque Riccardi, à Florence : n^o 223, fol. 148 (x^e ou xi^e siècle);

2^o Bibliothèque nationale, à Paris : ms. 11,753, fol. 246 (xii^e siècle, autrefois Saint-Germain latin);

3^o *Ibid.*, ms. 12,601, fol. 6, v^o (xi^e siècle, *olim* Saint-Germain);

4^o Ms. 3,278, xiv^e siècle (publié par M. l'abbé Davin, — *Enseignement catholique*, 1861, p. 558.)

Pour éviter, dans les notes, la multiplicité des chiffres, nous indiquerons comme il suit les leçons des divers manuscrits :

Bollandistes : — *Boll.*

Ms. de Florence : — *Flor.*

Ms. 11,753 : — A.

Ms. 12,601 : — B.

Ms. 3,278 : — C.

Nous citerons en outre les variantes de la passion grecque de Métrodore, qui n'est, comme nous l'avons dit, qu'une traduction, faite au viii^e siècle, de ce texte latin.

Passio sanctorum martyrum Dyonisii, Rustici et Eleutherii.

I. — [« Post beatam et gloriosam resurrectionem Domini nostri Jhesu Christi (1), qua verum Dei templum Judaica impietate resolutum divina potentia sese in triduo suscitavit (2) », et caro humilitatis nostræ (3) in Christo supra omnem cœli militiam, supra omnes ordines angelorum ad Dei Patris est provecta con-

(1) Sic mss. A et B. — Item S. Leo. — *Boll.* : *resurrectionem Domini nostri*.

(2) Cette phrase est empruntée à saint Léon (1^{er} sermon pour l'Ascension).

(3) Ms. B : *Caro humanitatis nostræ*.

sessum, et decimam post diem (1) apostolorum pectoribus Spiritus Sanctus est illapsus (2), ut ligandi solvendique acciperent potestatem, atque sic per ipsos in cunctos Ecclesie principes decreti hujus constitutio commeavit, anno ab urbe condita (3) octingentesimo octavo, Nero Cæsar quintus ab Augusto adeptus est principatum. Beatus itaque Petrus apostolus, cum reliqui apostoli, distributis sibi terrarum partibus, imbuendum evangelium (4) suscepissent, ipse ad arcem Romani imperii divinitus destinatur (5), ut qui primus erat in ordine potestatis primus esset in certamine passionis; et quæ civitas majoribus obligabatur erroribus, majoribus necesse erat remediis adjuvari (6), et ubi (7) erat culpa gravior, ibi esset gratia major (8).

2. Namque, ut dictum est, cum impiissimus Nero terra marique (9) imperii sui jura laxasset, et furor crudelitatis ejus dira rabie (10) in Christi famulos ebullisset, quarto decimo (11) crude-

(1) Sic ms. A. — Boll. : *decima post die*. — Ms. B : *decimo post die*.

(2) Sic ms. A. — Boll. : Spiritus est Sanctus illapsus. — Ms. B : Spiritus est Sanctus inlapsus.

(3) Cette manière de dater les années « *ab urbe condita* » — de la ville fondée » — a fait supposer à M. l'abbé Davin (*Univers*, 21 avril 1864) que cette passion de saint Denys a été composée à Rome : on peut supposer cela, sans témérité, du premier exorde de cette passion, qui renferme deux passages de saint Léon le Grand.

(4) Sic ms. A et S. Leo. — Ms. B et Boll. : imbuendum omni creaturæ evangelium.

(5) Sic ms. A. — Boll. : ipse ad arcem Romani divinitus imperii destinatur. — Ms. B : ipse ad arcem Romani divinitus imperii accessit. — Cette phrase est empruntée à saint Léon : « Nam cum duodecim apostoli, accepta per Spiritum Sanctum omnium locutione linguarum, imbuendum Evangelio mundum, distributis sibi terrarum partibus, suscepissent; beatissimus Petrus, princeps apostolici ordinis, ad arcem Romani destinatur imperii, ut, etc. (*Sermo I in Natale apost. Petri et Pauli*.)

(6) Sic mss. A et B. — Boll. : majoribus necesse erat remediis adtolleretur.

(7) Sic Boll. et B. — A : ut ubi.

(8) Sic A et B. — Boll. : ibi esset et gratia major.

(9) Sic A et B. — Boll. : *terræ marique*.

(10) A : *dira rabies*.

(11) Cette date correspond à l'an 68 de l'ère chrétienne. C'est la date donnée par Eusèbe et saint Jérôme. Saint Epiphane place le martyre de saint Pierre et de saint Paul à la douzième année du règne de Néron (an 66). Baronius fixe leur martyre à l'an 13 de Néron (an 67); et c'est cette date qui a été choisie pour la célébration du XIX^e centenaire (1867).

lissimi (1) imperii sui anno, beatum Petrum et Paulum, felici cruore dampnatos (2), per trophæum martyrii dignos transmisit ad superos. Namque priusquam beatus Petrus per triumphum martyrii evolasset ad cœlos, beato Clementi hanc potestatem tradidit, dicens : Sicut a Domino meo Jhesu Christo (3) ligandi solvendique mihi est indulta potestas (4), ita tibi hanc potestatem tuisque successoribus æterno confero dono (5), ut quæque ligaveris in terris (6), ligata sint et in cœlis (7), et quæ solveris in terris (8), soluta esse valeant et in astris. Hac potestate ditatum (9) successorem, Ecclesiæ perfectum antistitem, et dignum reliquit hæredem. His ita de ordine temporum et apostolicis potestatibus (10) breviter recensitis, ad beatissimi viri Dionysii certamina narraturus accedam.

3. Ut superius jam de ordine temporum pauca digessimus (11), post Jhesu Christi Domini nostri gloriosam ascensionem] (12).

Cum beatus Paulus (13) per gratiam Sancti Spiritus ab errore infidelitatis ad viam salutis regressus, fidem quam ante (14) expugnaverat, perfecta postmodum religione sequeretur, ac secundum dominicam institutionem (15), vas electionis esset in gentibus, et Christi nomen ignotis gentibus prædicaret (16), advenit Athenas (17); ibique sanctum virum Dionysium, gentilibus inveniens

(1) Ce mot *crudelissimi* est omis dans le ms. A.

(2) Sic mss. A et B. — Boll. a omis ces trois mots.

(3) Sic Boll. et B. — Ms. A : *Sicut a Domino meo Christo Jhesu.*

(4) Ms. B : *mihi est tradita* (au-dessus : *indulta*).

(5) Sic Boll. et A. — B : æternum confero donum.

(6) Sic Boll. et B. — A : ut que ligaveris in terris.

(7) A : liges et in celis.

(8) Sic A. — Boll. et B : et quæcumque solveritis in terris.

(9) A : hac potestate ditatus.

(10) Ms. B : et de apostolicis potestatibus.

(11) Ms. B : jam pauca digessimus.

(12) L'exorde renfermé entre deux crochets ne se trouve pas dans le ms. de Florence, et nous paraît avoir été ajouté après coup. — La passion abrégée du ms. 3,278 commence également par ces mots : *Cum beatus Paulus.*

(13) Sic Flor. et A. — Boll. et B : cum beatus Paulus apostolus.

(14) Sic Boll., A, B. — Flor. : antea.

(15) Sic A. — Flor. : ac secundam dominicam institutionem. — Boll. et B : ac cum secundum dominica instituta.

(16) Sic Flor., A, C. — Boll. et B : ignotis populis prædicaret.

(17) Sic Flor., A, B, C. — Boll. : *advenit Athenis.*

erroribus implicatum, ad viam salutis conversum (1), et sacri baptismatis unda renatum, divinis eum illico sanctionibus informavit. Cumque jam tribulorum atque spinarum squalorem (2) ex ejus pectore pepulisset (3), et pulchrum germen novæ segetis pulcher attolleret ager, divini verbi semina rudibus coepit mentibus erogare; cumque jam coelestibus cotidie Christi miles desideriis æstualet (4), superna se ubique gratia præeunte (5), dum rura pontica sulcaturus ingreditur, Romam coelitus Domini dilectus aggreditur (6); qui, [ut superius dictum est] (7), beatum Clementem apostolica inveniens præditum potestate (8), ab eo est continuo digno cum honore susceptus (9).

4. Per idem tempus, cum beatus vir Dionisius beatissimi Clementis cotidie (10) vestigiis adhereret, et apostolicis sanctionibus se omnimodis traderet imbuendum, maximum (11) apud beatum Clementem pro sanctitatis suæ reverentia locum continuo coepit venerationis habere, et magnam apud eum familiaritatis gratiam obtinere. Sed cum jam Deus (12) omnipotens beatissimi viri Dionisii vitam disposeret in exemplum (13) omnibus declarare, contigit Philippum Hispaniæ episcopum [ex hoc decedere seculo] (14):

(1) Sic Flor., A, B. C. — Boll. : *convertit*.

(2) Ms. B : *squalore*.

(3) Sic Flor. — Ms. A : ex ejus pectore repulisset. — Ms. B : ex ejus pectore Sancti Spiritus pepulisset. — Boll. : ex ejus pectore Sancti Spiritus gratia funditus pepulisset.

(4) Sic Boll. et B. — Flor. et A : cumque jam cœlesti quotidie miles desiderio æstualet.

(5) Ms. A : superna se gratia preeunte.

(6) Ces mots *Romam, etc.* sont omis dans le ms. B.

(7) Ces mots — *ut superius dictum est* — manquent dans le ms. de Florence, qui ne renferme pas l'exorde noté plus haut.

(8) Sic Boll., Flor., A. — Ms. B : beatum Clementem apostolicam inveniens prædictum potestatem habentem.

(9) Sic Boll. et B. — Flor. et A : ab eo est continuo cum honore susceptus.

(10) Sic Boll. et B. — Le ms. de Florence omet le mot *cotidis*. — Ms. A : beatissimis vestigiis Clementis adhereret.

(11) Ms. A : maxime.

(12) Sic Flor., A, B. — Boll. : *Dominus omnipotens*.

(13) Sic Flor. et B. — Boll. et A : *in exemplo*.

(14) Sic Flor. — Boll. : *emigrare de mundo*. — B : *migrare de mundo*. — Ce qui est entre deux crochets a été omis dans le ms. A.

— Ce Philippe, évêque d'Espagne, n'est connu que par cette légende de saint Denys. Nous ne l'avons vu mentionné nulle part ailleurs.

in cujus loco (1) Dionysium episcopum] ordinavit (2), et potestatem quam sanctus Clemens (3) a beato Petro acceperat, ei tradidit dicens : « Vade partibus Occidentis (4), prædica evangelium (5) regni cœlestis ; et ligandi solvendique tibi sit concessa potestas , ut Christi Evangelio per te longe lateque diffuso (6), illud a Domino cum fidei servo merearis audire : « Euge, serve bone et fidelis, quia (7) super pauca fuisti fidelis, supra (8) multa te constituam : intra in gaudium Domini tui ». Sociosque ei Saturninum, Marcellum (9) et Lucianum (10) adhibuit, ut in ore

(1) Sic ms. Flor. — Le ms. B commence là un nouvel alinéa (*Lectio V*), par ces paroles : *Tunc beatus Clemens Dionysium episcopum ordinavit.* — C'est également la leçon des Bollandistes.

(2) Le ms. A, qui a omis ce qui se trouve entre deux crochets, construit ainsi cette phrase : *contigit Philippum Yspanie episcopum ordinare*, etc. — L'exemplaire de la passion de saint Denys, qui fut cité au Concile de Limoges, en 1031, présentait cette même lacune, comme on le voit par la citation suivante : *Hæc mihi non discrepare videntur a scriptura quæ penes nos Engolismæ de Dionysii gestis habetur. Ibi enim legitur quod Clemens quemdam Philippum ordinaverit episcopum, et Hispaniæ destinaverit ad prædicandum...* (*Patrolog.*, T. CXLII, col. 1,366.)

La traduction grecque de cette passion, connue sous le nom de Métrodore, portait aussi cette lacune : *Και ὁ ἅγιος Κλήμης τότε Φίλιππον τινὰ Ἰσπανίας ἐπισκοπὸν προεστήσατο.* (*Opera S. Dionysii Areopagitæ*, 1634, T. II, p. 244.)

(3) Sic Flor., A. — Les mots *sanctus Clemens* sont omis dans les Bollandistes et le ms. B.

(4) Sic Flor. et A. — Boll. : vade in partibus Occidentis. — B : vade in partes Occidentis.

(5) Sic Flor. et A. — Boll. et B : prædicare evangelium.

(6) Sic Flor. — Mss. A et B, Boll. : ut Christi evangelium per te longe lateque diffusum. — A : *euvangelium*.

(7) Ce mot *quia*, omis par les Bollandistes, se trouve dans nos trois manuscrits.

(8) Flor. : *super*.

(9) Sic Boll. et mss. B et C. — Flor. et A : *Marcellinum*. — Le ms. d'Angoulême, cité au Concile de Limoges en 1031, lisait aussi *Marcellinum*. (*Patrolog.*, T. CXLII, col. 1,366.) — La traduction grecque de cette passion, connue sous le nom de Métrodore, porte *Marcellus*. — Le Pseudo-Dexter a supposé que ce *Marcellus* était le même qu'Eugène de Tolède, martyr. (Ad ann. 100. — *Patrolog.*, T. XXXI.) — D'autres écrivains légendaires ont supposé, avec encore moins de vraisemblance, que ce Marcel était saint Marcel, d'Argenton en Berry. — *Marcellum Biturigensibus*. (*Vita S. Eugenii*, Biblioth. nationale, n° 13,764, fol. 61, x^e siècle). — Bréviaire de Bourges, ap. DOUBLET, *Histoire chronolog.*, p. 23.

(10) Ms. A : *Lucanum*. — Boll. : Saturninum, Marcellum, Lucianum adhibuit.

duorum vel trium testium religio Christiana (1) ignotis partibus traderetur.

5. Qui cum simul pervenissent (2), pergentes pervenerunt ad portum civitatis Arelatensium (3). Tunc sanctus Dionisius (4) Marcellum (5) in Hispaniam (6) destinavit, ut verbum vitæ Christi Ecclesiis (7) ministraret (8). Sanctus igitur Dionisius, Spiritus Sancti calore succensus (9) et apostolica præditus potestate, quique a beato Clemente divini verbi semina gentibus suscepit eroganda (10), non ferocitatem (11) incredulæ reputans gentis, nec trucibus populis cunctatur (12) insistere prædicator; sed beatissimi principis apostolorum (13) informatus exemplo, qui Romanis fuerat pœnis atrocibus datus, ubi apud Gallias amplius gentilitatis fervere cognovit errorem, illuc (14) divina protectione munitus, fortis se et verus præliator immersit; ut qui meruerat esse confessor, perfectus fieri non cunctaretur et martyr. Aquitanie (15) namque partibus sancto Saturnino di-

(1) Sic Flor. et A. — Boll. et B : *Christiana religio*.

(2) Sic omn. cod. — La traduction grecque paraît indiquer le mot *convenissent*.

(3) Sic Flor. — A : qui cum simul pervenissent, pergentes pervenerunt ad portum Arelatensium civitatis.

(4) Sic Flor. et A. — Boll. et B : qui cum simul pervenissent pergentes ad portum Arelatensium civitatis, sanctus Dionysius Marcellum, etc. — La traduction grecque est favorable à la construction de phrase que nous avons adoptée.

(5) Sic Boll., B, traduction grecque. — Flor. et A : *Marcellinum*.

(6) Sic Boll. et traduction grecque. — B : *in Hispania*. — Flor. : *in Hispanos*. — A : *Marcellinum Hyspanos*.

(7) Sic Flor., A, traduction grecque. — Boll. et B : *Christi ecclesiæ*.

(8) B : *prædicaret*.

(9) Sic Flor. et A. — Boll. : *Sancti Spiritus calore*. — B : *Sancti Spiritus colore*.

(10) Sic Boll., Flor., A. — B : *gentibus erogandum suscepit*. — Hil-
duin a emprunté cette phrase à la passion aréopagitique : *verbi divini
semina gentibus Gallicis eroganda suscepit*. — Il y a dans les Actes
clémentins : *verbi divini semina gentibus parturienda suscepit*.

(11) Mss. A et B : *nec ferocitatem*.

(12) B : *conctanter*.

(13) Sic Boll., Flor., A. — B : *beatissimi apostolorum principis*.

(14) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *illic*.

(15) Flor. et B : *Equitanie*.

recto, ipse cum sancto Luciano, sancto Rustico et sancto Eleutherio (1) Parisius adiit (2).

6. Sanctum namque Lucianum (3) presbyterii honore perfunctum (4) ad Belvacensem dirigit urbem (5), ut ipse pari modo incredulis populis evangelium veritatis inferret. Ipse vero sanctus Dionysius Parisius (6) remansit (7) : quæ civitas, quamvis parva, gentilium tamen erat erroribus et squalore fœdata (8). Nam licet magnis esset paganorum fecibus involuta, fecunda tamen terris, arboribus nemorosa, vineis uberrima ac referta, pollebat commerciis trapezitumque (9), Sequanæ vallata perplexu (10); et copiam piscium alvei sui civibus unda ministrat (11), et non parvum muris noscitur præstare munimen (12); ipsumque insulæ potius quam urbis spatium laticis sui unda concludit (13).

(1) Sic Boll., Flor. — B : ipse cum sancto Luciano, Rustico et Eleutherio.

(2) Sic ms. B. — Boll. : Parisius adierat. — Flor. : Parisium adierunt. — A : Aquitanie namque partibus sanctus Saturninus : sancti vero Rusticus et Eleutherius Parisium adierunt. — C : Sanctus igitur Dionysius cum sancto Luciano, sancto Rustico et sancto Eleutherio Parisium advenerunt.

(3) Ms. A : *Lucanum*.

(4) Le ms. B a omis le mot *presbyterii*.

(5) B : *direxit urbem*.

(6) Sic Boll., A, B. — Flor. : *Parisiis*.

(7) Sic Flor. et B. — Boll. : *remanebat*. — A : *remanet*.

(8) Sic Boll. et Flor. — A : erroribus et squaloribus fœdata. — B : gentilium tamen erroribus et squalore erat fundata.

(9) Sic Flor. et A. — B : *pollebat trapezetum quæ*. — Boll. : *pollebat commercii trapezitarum; quæ*, etc. (Cette construction des Bollandistes est vicieuse, car ce pronom *quæ*, qui se rapporte à la ville de Paris, n'est suivi de rien qui s'y rattache.) — Hilduin a rendu ainsi ce passage : *referta commerciis ac variis commeatibus, unda fluminis circumfluente*.

(10) Sic B et Boll. — Flor. : trapezitumque regione vallata atque complexa. — A : trapezitumque vallata regione complexa. — Ce passage, dans la traduction grecque, est encore plus embrouillé.

(11) Sic Boll. — B : *et copia piscium alvei sui cruibus* (pour *civibus*) *unda ministrat*. — Flor. : *et copiam piscium alveis usibus unda ministrat*. Hilduin a rendu ainsi ce passage : *etiam alveo suo magnam piscium copiam civibus ministrabat*.

(12) Sic Boll., Flor. et A. — B : *et nec parvum noscitur muris stare munimen*.

(13) B : *lati sui unda concludit*.

Hunc ergo locum quum Dei famulus expetisset (1), fidei armatus constantia (2), Dei se omnipotentis ubique auxilio comitante, ecclesiam ibidem juxta virium suarum virtutem (3), ut novus adhuc advena poterat, Domini nostri Jesu Christi in honorem (4) construxit, ut rudis populus, qui veritate erat evangelii imbuendus, sancti eos illic lavacri unda respergeret (5).

7. Cumque beatissimus vir die noctuque doctrinis insisteret pietatis, et Christi populum (6) de antiqui hostis faucibus liberaret (7), ut, quos subtrahebat mundo, dignos transmitteret cælo, fama se sanctitatis ejus longe lateque diffudit (8), atque jam non modica populorum turba dignum se gloriabatur præsulem habere (9), sicque factum est, ut sacerdotum gradus divinis ministeriis dispensaret aptandos (10), probatas quoque personas (11) et dignas meritis suis ordinibus ampliaret (12). Sed Dominus noster Jesus Christus, qui beatissimi viri Dionisii jam non patiebatur famam celari, ut posita super candelabrum lucerna incredulis mentibus lucis suæ radios ministraret (13), tantas per illum dignabatur exercere virtutes, ut rebellium corda gentilium, non minus prædicationibus quam ipsis virtutibus cotidie roboraret.

8. Per idem vero tempus, quo talia gerebantur, sancti viri præconium (14) longe se lateque diffudit (15), in tantum ut Domitiani, qui secundam in Christianos persecutionem post Neronem exercuit (16), vulgi relatione perveniret ad aulam; qui in tanta

(1) A : expedisset.

(2) Sic Boll. — Flor., A, B : *et fidei armatus constantia*.

(3) C : *ecclesiam ibi juxta virium suarum modum*.

(4) Sic Boll. — Flor., A, B, C : *in honore*.

(5) Sic Boll., Flor., A, C. — Le ms. B a omis ce membre de phrase : *ut rudis*, etc.

(6) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *populos*.

(7) A : *antiqui hostis faucibus liberaret*.

(8) Sic Boll., Flor. A, B, C.

(9) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *habituram*.

(10) B : *obtandas*.

(11) Sic Flor. et A. — Boll. et B : *probatasque personas*.

(12) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *ampliavit*.

(13) A : *demonstraret*.

(14) A : *præconio*.

(15) Sic Boll. et B. — Flor. : *longe lateque se diffudit*. — A : *longe lateque diffudit*.

(16) Sic Flor. et A. — Boll. et C : *qui secundam in Christianos post*

rabie indignationis exarsit (1), ut, ubicumque Christianum quempiam reperisset (2), aut diis sacrificaret incestis, aut diversis pœnis addictus, puniendus gladio traderetur. His itaque legibus subditas sibi nationes arctans (3), magna Christi famulis persecutio influebat; nulla jam pro Christo certantibus præsentis vitæ indulgebatur tranquillitas, nulla sanctorum martirum erat excusata libertas (4); sed omnes impium servantes edictum, quod statutum a Cæsare fuerat, transgredi nullatenus audebant (5). Nam electam apparitionem (6) cum ingenti strepitu partibus dirigit Occidentis (7), ut sanctum virum Dionisium perquirentes (8), ubicumque reperire potuissent (9), aut decreta principis observaret, aut pœnis laceratus immensis capite plecteretur.

9. Itaque cum decreta principis apparitores suscepissent (10), Galliarum penetrant fines, qua (11) illico beati eis viri celebre nomen innotuit; sicque, ut eis fuerat imperatum, veloci cursu, tumentibus animis, vultibus trucidissimis Parisius (12) adierunt. Sanctum vero Dionisium contra perfidos inveniunt dimicantem, et prædicatione continua vulgi multitudinem ad fidem inveniunt

Neronem persecutionem exercuit. — B : qui secundam persecutionem in Christianos post Neronem exercuit. — Saint Jérôme : « Secundam post Neronem persecutionem movente Domitiano ». (Brév. rom.: S. Jean, 27 décembre.)

(1) Sic Boll., A. B. — Flor. : *qui tanta rabie*, etc. — Hilduin : *qui tantam rabiem indignationis exarsit*.

(2) B : *invenisset*.

(3) Sic Flor. — A : nationes arcitās. — Boll. et B : nationes arcens.

(4) Sic Boll., A, B. — Flor. : *nulla sanctorum erat martirum excusata libertas*.

(5) B : *transgredi nullus audebat*.

(6) Sic Boll., Flor. — A : nam electa apparitione. — B : *nam apparitionem*.

(7) Flor. : *Orientis*. — B : *Orientis* (au-dessus : *Occidentis*).

(8) Sic Boll., A. B. — Flor. : ut sanctum virum et Deo dignum Dionisium episcopum perquirentes.

(9) Sic Flor., A, B. — C : *ubicumque repperiri potuisset*. — Les Bollandistes ont omis ce membre de phrase.

(10) Sic Boll., Flor., B. — A et C : itaque cum decreta principis apparitio suscepisset.

(11) Sic Boll. — B : quo. — A : quibus illico beati viri celebre nomen innotuit. — Flor. : quibus illico beati eis viri celebre nomen innotuit.

(12) Sic Flor., B. — Boll. et C : *Parisium*.

jam vocantem (1); cum quo etiam beatos viros (2) Rusticum presbyterum et Eleutherium diaconum (3), quos ipse beatus vir in suis ordinibus consecrasset, prædicationis ejus socios et discipulos persecutorum dirus furor invenit. Hi sancti viri a beati Dionisii (4) numquam patiebantur abesse præsentia; quos divina pietas æterni regni jam præsciebat esse consortes: gaudebat sane pius pater in duorum proVectibus filiorum (5), cum et digni filii patris sarcinam spiritualibus humeris levigarent, ut, onere carnis abjecto, valerent ad purum (6) ætheris volare fulgorem.

10. Persecutionis ergo publicata sententia (7), impiorum gaudens turba progreditur, et contra Dei famulos pugnatura conspirat, miroque modo (8) inermibus viris non valebat plebs armata resistere (9). Tunc antiquus hostis videns sibi perire, quod Domino constabat vivere (10), et assidua populorum conversione proficere (11), totam artis suæ calliditatem (12) ad impugnanda, quæ fuerant constructa, convertit, ut eos qui unum et verum Deum (13), sancti baptismatis jam unda respersi (14), se credere fatebantur (15), diversa supplicia maturarent (16). Sed sancti viri, Christi confessores (17) et martyres, impiorum latratibus vi

(1) Sic Boll., A. — Flor.: inveniunt invocantem. — B: vulgi multitudinem ad fidem jam vocantem. — C: inveniunt invitantem.

(2) Sic Flor. et C. — Boll., A, B: *beatum virum*.

(3) Sic Flor., A, C. — Boll. et B: *archidiaconum*

(4) A: hi sancti viri beati Dionisii, etc.

(5) Sic Flor. — A: in duobus proVectibus parvulorum. — Boll.: in duorum proVectibus filiorum. — B: in duobus proVectibus filiorum.

(6) Sic Flor. et A. — Boll. et B: *ad purum valerent*.

(7) Sic Boll., Flor. — A, B: *publica sententia*.

(8) Le texte latin des Actes aréopagétiques, que le traducteur grec (Métrodore) avait sous les yeux, devait être *miror quomodo*, car il y a dans le grec: θαυμάζω δὲ πως.

(9) Cette phrase et la plus grande partie de la suivante sont tirées des Actes clémentins.

(10) Sic Boll. et B. — A: *quæ Domino constabat servari*. — Flor.: *quem Domino constabant servari*.

(11) Sic Boll., A, B. — Flor.: *et assiduam populorum conversationem*.

(12) A: *toto artis suæ calliditate*.

(13) Flor.: *Dominum*.

(14) Flor et A: *respersos*.

(15) Sic Flor. et A. — B: *credere fatebantur*. — B: *crederent*.

(16) Sic Flor. et A. — B: *diversitate supplicii mature multarent*. — Boll.: *diversa supplicia multarent*.

(17) Sic Boll. et B. — Flor. et A: *sed sancti viri, confessores*.

sanctæ prædicationis et cum magnis virtutibus obviantes (1), nullo metu territi reproborum, Christi Ecclesiam nova cotidie fecunditate ditabant (2). Cumque Ecclesia (3), prædicatorum meritis et ore fundata, quamvis inter turbines procellasque lictorum (4), cresceret et augeretur (5), ipsa etiam Germaniæ ferox immanitas (6), subacta cordis compunctione (7), colla se jam Christi jugo supposuisse domata gaudebat (8).

11. Ab ipsis denique destruebantur idola, quorum sumptu fuerant et studio fabricata; et, portu salutis invento, idolorum gaudebant perire naufragia (9). Lugebat tunc portio victa diaboli, cum de ea victrix Ecclesiæ legio triumpharet (10). Cumque talia gererentur (11), furore atrocissimo ministri crudelitatis accensi (12), unus ex his sanctum virum Dionisium (13) cum magna cordis severitate alloquitur, dicens : « Tune es ille nefandissimus (14) senex, qui deorum nostrorum culturas evacuas (15),

(1) Sic Boll. — B : vim sanctæ prædicationis cum magnis virtutibus obviantes. — A : sanctæ prædicationis et magnis virtutibus obviantes. — Flor. : sanctæ prædicationis instantia et magnis virtutibus obviantes.

(2) Sic Boll., Flor., A. — B : nullo metu territi, fecunditate ditabant.

(3) B : cumque Christi Ecclesia.

(4) Sic Flor. et A. — B : quamvis intra turbines procellasque letorum. — Boll. : quamvis in turbines procellasque lictorum pertimendas.

(5) Sic Boll. — Flor. : perendie cresceret et augeretur. — B : perendie cresceret et augeret. — A : percreceret et augeretur.

(6) Sic Flor. — Boll. et A : ipsa etiam Germanie ferax immanitas. — B : ipsa Germanie ferax immanitas.

(7) B : subacta compunctione cordis.

(8) Sic Flor. — A : colla se jam Christi jugo domata gaudebat. — B : colla se jam Christi jugo dogmata gaudebat. — Boll. : colla sua jam Christi jugo domata gaudebat.

(9) A : naufragium. — Le mot *naufragia* veut dire ici *épaves, débris de navire*.

(10) Tout ce qui précède, dans cet alinéa, est tiré des Actes clémentins.

(11) Sic Boll. — Flor. : cum talia gererentur. — B : cumque talia agerentur. — A : cumque talia legerentur.

(12) Ce mot *accensi* est omis dans le ms. A. — Dans cette phrase, comme dans d'autres des mêmes Actes, on remarque le *nominatif absolu* au lieu de l'*ablatif absolu*.

(13) A : *sanctum Dionisium*.

(14) Sic A, B, C. — Boll. et Flor. : *infandissimus*.

(15) Sic Flor., A, C. — Boll. et B : *culturam evacuas*. — Le mot *cultura* est employé au pluriel avec le même sens dans l'ancienne légende de saint Martial : *invenit omnem multitudinem populi diversis idolorum vacare culturis*.

et invictissimi principis statuta con-
asseris esse cultorem (1), aut qua-
tionis (2) adscribis ? » Tunc hi tres (3)
Rusticus et Eleutherius, trium puero-
bulantium Spiritus refecti carismate
interroganti dederunt (6) responsum
tianæ legi noscitur famulari; quem ve-
tuis auribus intimamus (9). Confite-
Spiritum sanctum : Patrem ingeni-
genitum, Spiritum sanctum ab ut-
tem (10) ».

12. Ad hæc impius persecutor bea-
« Ergo principum a vobis jussa con-
fessio invictorum deorum jura re-
superius unanimiter respondentes, dix-

(1) Sic Flor., A, B, C. — Boll. : *cujus te*

(2) Sic Flor. et B. — A : *dictionis*. — La-
rable à la leçon que nous avons adoptée
ἐξουσίας προσηγορίας; — aut quam professione
Les Bollandistes et le ms. C : *ditioni* :
en marge comme variante : *conditioni*. — F
sage : *cujus conditionis te asseris ?* — Nous
la sorte : Quelle preuve apportez-vous de

(3) Sic Flor., A, B. — Boll. et C : *hii tres*
au lieu de *hi tres beati*, met *hi ter beati* : τρεις

(4) Sic Boll., A, B. — Flor. : *spiritu refer*

(5) B : *ex imo ore*.

(6) C : *dedere responsum*.

(7) Sic Flor., A, C. — Boll. et B : *confite*

(8) A : *liquide*.

(9) Sic Flor., A, B, C. — Boll. : *intimabim*

(10) Sic Flor., A, B. — Boll. : *Spiritum sc*
— Le traducteur grec (Métrodore ?), ne va
procède du Fils, le fait procéder seulemen
Πατρός εκπορευόμενον.

(11) Sic Flor. et A. — Boll. : *ad hæc im-*
rogat. — B : *ad hæc impius percussor*
sancta ergo, etc.

(12) B : *sancta ergo principis a vobis ju*

(13) Sic Flor. et A. — La traduction g
leçon : *Nec vestra confessio invictorum d*
— B : *et non vestra confessio invictissim*
— Boll. : *et vestra confessio invictissimoi*

Christum Dei filium natum ex Maria virgine (1), quem cunctis populis certa pronuntiamus audacia, et credimus, et confitemur, et ore (2) non desistimus collaudare (3) ». In hac sanctos viros fidei constantia permanentes, sævi lictores longo non spatio differentes (4), felicia colla pro fide (5) Christi submissa persecutoris mucro truncavit (6). Reddentes terræ corpora (7), beatas cælo animas intulere (8). Namque, ad ostendendam divina pietas (9) martyribus suis collatam victoriam (10), cum a corporibus abscisa capita viderentur, eorum, ut poterant, linguæ Dominum fatebantur. O vere beata nimium et Deo nostro (11) grata societas (12)! O sancta et vere laudanda fraternitas, inter quos nec primus aut secundus (13) potuit esse nec tertius, sed sanctæ Trinitatis gloriam confitentes, uno amplius ab urbe milliario, parvo in monticulo (14), trino meruerunt martyrio consecrari!

13. Jacebant denique in vertice montis abscisa corpora pretiosa (15). Implebatur (16) in martyribus Christi quod olim prophetæ prædixerunt affuturum (17), ut in conspectu Domini

(1) B : ex Maria virgine natum.

(2) B : et hac hora.

(3) Boll. et B. : conlaudare.

(4) Ces mots — *longo non spatio differentes* — sont omis dans le ms. A. — Le ms. B omet tout ce membre de phrase. — C : *non spatio deserentes*.

(5) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *per fidem*.

(6) Sic Boll., A, B. — Flor. : persecutoris mucrone trancarunt. — C : lictores... securibus eorum colla trancarunt.

(7) Le ms. A omet *terræ*.

(8) B : *animas intulerit*.

(9) Sic Flor., A, B. — Boll. : *divina pietate*.

(10) A : *collata victoria*.

(11) Flor. omet le mot *nostro*.

(12) La traduction grecque a compris ce mot *Société* dans le sens de *multitude* : *O vere beata multitudo!*

(13) Sic Boll. et B. — Flor. et A : *nec primus secundus potuit esse*.

(14) C'est là le monument le plus ancien qui désigne la colline de Montmartre comme ayant été le théâtre du martyre de saint Denis et de ses compagnons. — Cette colline était à un mille environ de la cité de Paris.

(15) Sic Flor., A, B. — Traduction grecque conforme. — Boll. : *abscisis capitibus, corpora pretiosa*.

(16) Sic Flor., A, B. — Boll. : *implebaturque*.

(17) Sic A. — Flor. : quem olim prophetæ prædixerunt affuturum. — Boll. et B : quod olim propheta prædixerat adfuturum. — La traduction grecque met *prophetæ*.

pretiosæ permanerent mortes justorum. Namque ad declaranda martyris et sacerdotis primi merita gloriosa (1), ut per quem salutifer primo cœperat fructus oriri, eo amplius gloria ipsius pateret et triumphus (2), beatissimi se Dionisii (3) et pontificis venerandi sanctum exanime cadaver erexit, beataque manu caput a corpore (4), lictoris ense, truncatum (5), pendulum cœpit brachiis vectitare (6); atque ab illo montis cacumine (7), duobus fere milibus, firmis gressibus apportavit : novo et prius inaudito (8) miraculo, exanime corpus viventis currere more (9), et homo jam mortuus firmis incedere plantis (10).

14. Beatorum (11) igitur Rustici et Eleutherii, metuentes impii ne conversi populi fidelissima probataque devotione corpora profutura sibi ad patrocinium tumultata consecrarent (12), inito

(1) B omet le mot *primi*. — Flor. : *meritis gloriosa*.

(2) Sic Flor., A, B, Hilduin. — Boll. : *ipsius pariter et triumphus*. — Les Bollandistes, tout en adoptant cette leçon défectueuse, donnent en marge la variante : *pateret et triumphus*.

(3) B : *beatissimi Dionisii*.

(4) Sic Flor., A, B. — Boll. : *a corpore abscisum*.

(5) B : lictoris perfidia truncatum. — Hilduin a mis : *dolabra lictoris truncatum*.

(6) Sic Boll. — B : pendulum cœpit braciis vectictare. — Flor. et A : pendulo cœpit in brachiis vectitare.

(7) B : *montis acumine*.

(8) Sic Boll. — B : novo et inaudito prius. — Flor. et A : *novo prius et inaudito*.

(9) Sic Boll. et Hilduin. — A et B : exanime corpus juvenis currere more. — Flor. : ut exanime corpus instar viventis curreret.

(10) Sic Boll., A, B. — Flor. : *et homo jam mortuus firmis incederet plantis*. — Variante des Bollandistes : *et hominem jam mortuum firmis incedere plantis*. — Hilduin : *et hominem jam mortuum recto gressu incedere*.

(11) A : *beatissimorum*.

(12) Sic Boll. et B. — Flor. : *corpora futura sibi ad patrocinium tumulo consecrarent*. — C : *corpora futura ad patrocinium tumulo consecrarent*. — A : *metuentes impii ne conversi populi fidelissima probataque devotio corpora futura sibi ad patrocinium tumultata consecraret*. — Actes clémentins : *Metuentes igitur percussores, ne conversi populi fidelissima probataque devotio sanctorum corpora profutura sibi ad patrocinium tumularent* (Bosquet : *tumularet*). — Hilduin : *Metuentes percussores.... ne conversi populi fidelissima probataque devotio, sanctorum corpora... profutura sibi ad patrocinium colligerent, et tumularent*. — Traduction grecque favorable à la leçon que nous avons adoptée.

concilio, imposita navibus (1) in profundissimum decreverunt gurgitem mergi (2) : sed Deus (3) omnipotens, bonus, justus et misericors (4), qui misericordiam suam humano generi nunquam negavit, qui Pharaonis consilium Rubri maris unda submersit, et Holofernis ictu femineo colla truncavit (5), ipse impudentum consilium (6) misericordiæ suæ arte destruxit, ut præclara duo luminaria non gurgitis unda submergeret, sed Christi haberet Ecclesia fortissimos bellatores (7). Nam matrona quædam, Catulla nomine, quæ, licet paganorum adhuc erroribus teneretur addicta (8), converti tamen ad fidem Christi per exempla martyrum se desiderare et mente monstrabat et opere (9), Dei ergo misericordiâ inspirata, mactæ virtutis (10) consilium appetivit, atque ad convivium venire postulat percussores ; cumque eis copiam oblatæ (11) humanitatis expendit (12), a memoria eorum, quæ susceperant agenda, discussit.

15. Denique fidelibus suis arcana sui pectoris reseravit, ut

(1) Sic Boll. — B : *immo posita navibus*. — Flor. et A : *posita navibus*. — C : *posita navi*. — Actes clémentins : *imposita navibus*. — Hilduin : *imposita navibus*.

(2) Sic Flor. et A. — Boll. : in profundissimo decreverunt gurgite demergi. — B : in profundissimo decreverunt gurgite dimergi. — C : in profundissimum decreverunt gurgitem demergere.

(3) Sic Flor., A, B. — Boll. : *Dominus*.

(4) Sic Flor., A, B. — Boll. : *bonus, et justus et misericors*.

(5) Sic Boll. et B. — Flor. : *et Achitofellis ictu funino colla truncavit*. — A : *et Achitofellis ictu femineo colla truncavit*. — La traduction grecque parle d'Achitophel : Hilduin mentionne Holoferne.

(6) Sic Boll. et A. — B : *impudentium consilium*. — Flor. : *impudens consilium*.

(7) Sic Flor. et A. — Boll. et B : sed Christi haberet fortes Ecclesia bellatores. — C : ut Christi Ecclesia non amitteret, sed haberet fortissimos bellatores.

(8) Sic Boll. — B : *teneretur adducta*. — Flor. et A : *teneretur astricta*. — Hilduin : *teneretur addicta*. — La traduction grecque a lu, au lieu du mot *erroribus*, le mot *terroribus* (φόβος).

(9) Sic Boll., Flor., A. — B : desiderare et mente se demonstrabat et opere.

(10) Sic Boll. et Hilduin. — Flor., A, B : *aptæ virtutis*.

(11) Sic Flor., A, B, C. — Boll. : *allatæ*, — Hilduin : *oblatæ*. — Actes clémentins : *oblatæ*.

(12) Sic Boll., Hilduin. — Actes clémentins : *extendit*. — Flor. : *expensis*. — B : *expandit*. — A : *expedita memoria*.

subtracta furto preciosa corpora martyrum beatorum, in sexto (1) procul ab urbe memorata lapide, in agello quem segeti paraverant (2) affuturum (3), latenter (4) absconderent : qui jussa complentes, quod eis præceptum fuerat (5), exequuntur. O furtum laudabile, quod cuiquam non intulit damnum, sed magis omnibus (6) beatum contulit lucrum ! Cumque, ut mos est (7), sationis suæ segetem sacratus produceret ager, ita beatorum martyrum est ubertate ditatus, ut et centuplicatum fructum (8) cultor acquireret (9), et patria mereretur salutem (10), et magnum thesaurum posteris consecraret (11).

16. Prædicta itaque mater familias, horum non immemor martyrum sacratorum, cum primum persecutionis videret tepuisse fervorem (12), locum sanctorum martyrum ossa servantem omni sollicitudine requisivit, atque inventum ingentis mausolei constructione signavit (13) : quam venerabilem feminam non immerito credimus sine dubio sanctis martyribus adhæsisse : quia nisi eam Redemptor omnium ad agnitionem sui nominis venire voluisset, nequaquam ejus pectori (14) consilium tantæ pietatis infunderet. Namque absque ambiguitate confidimus, ut, quæ beatorum martyrum ossa servavit, eorum intercessionibus ad fidei pertingerit (15) veritatem. Christianorum igitur turba quam

(1) B : *in secto... lapide*. — La traduction grecque a été faite d'après un texte latin qui renfermait la même faute, puisque, au lieu de parler du sixième mille, elle parle d'une pierre taillée qui se trouvait placée dans un petit champ.

(2) Sic Flor., A. — Boll. : quem segeti paraverat. — B : que segeti paraverat. — C : quem segeti præparaverat.

(3) A, B : *ad futurum*.

(4) Flor. : *latentem*.

(5) Sic Boll., Flor., B. — A, C : quod eis jussum fuerat.

(6) A : *sed omnibus magis*.

(7) Sic Flor., A, C. — Boll. : *ut moris est*. — B : ut moris.

(8) B : *ut est centuplicato fructu*.

(9) Sic Flor., A, C. — B : cultus acquireret. — Boll. : *cultores acquirent*. — Actes clémentins : *cultor acquireret*.

(10) Sic Flor., A, B, C, Actes clémentins. — Boll. : *et patriæ mererentur salutem*.

(11) Sic Flor., B. — Boll. et A : *consecrarent*. — C : *conservaret*.

(12) A : *videret tempus*.

(13) La phrase qui précède est tirée, presque mot pour mot, des Actes clémentins.

(14) Sic Flor., A, B. — Boll. : *pectori ejus*.

(15) Boll., Flor., B : *pertingeret*. — A : *pertingere*.

plurima, quæ beatorum martyrum fuerat admonitione (1) conversa, omni nisu atque conatu, quæque ut poterant (2), omni cum devotione summoque studio, super sanctorum martyrum beata cadavera ecclesiam construxerunt (3), et in sanctæ (4) gloriam Trinitatis trino numero dignis cum muneribus humaverunt; ad quorum digna corpora, Dei omnipotentis opitulante clementia, cotidie virtutum insignia declarantur.

17. [Quis etenim (5) sermo, vel quæ lingua tantorum martyrum sufficiat enarrare virtutes, quando nec ipsis queunt humanis mentibus retineri? Infirmis salus, debilibus gressus, cæcis visus, surdis auditus, et mutis (6) redditur sermo; immundi spiritus ab obsessis corporibus expelluntur, et pia vota felici exauditione pinguescunt. Nos ipsos, quamvis immeritos, eorum credimus sacris precibus adjuvandos, qui, ut hebetes et indigni, eorum vobis seriem passionis præsumpsimus intimare, non ex nostri ingenii (7) capacitate, aut proprii sensus industria, sed quod veterum fidelium nobis (8) relatione patuit (9); et quod ex parte in quibusdam paginulis veteranis, pauca (10), ut potuimus, longo spatio interlita (11) didicimus (12).

18. Nam sicut majorum (13) cognovimus colloquio peritorum timentium Deum (14) et studio sanctæ caritatis ardentium (15),

(1) Flor. et A : *ammonitione*.

(2) Sic Flor. — A : *ut poterant*, — C : *quam ut poterant*. — Boll. et B : *quaque vi poterat*.

(3) Sic Flor., A, C. — Boll. : *ecclesiam construens*. — B : *ecclesiam construens erexit*.

(4) Sic Flor., A, C. — Boll. et B : *in sanctæ gloriam*.

(5) A : *enim*.

(6) B : *auditus, mutis, etc.*

(7) B : *nostri vero ingenii*.

(8) B : *sed quid veterum nobis fidelium*.

(9) A : *patuerunt*.

(10) B : *quibusdam paginis pauca veteranis*.

(11) B : *in cella didicimus*. — Ces mots « *longo spatio interlita* » signifient : effacés par un long espace [de temps], et non pas, comme a traduit l'abbé Davin : « *un texte semé de longs vides* » (*Enseignement Catholique*, année 1861, p. 729).

(12) Ce paragraphe (17) et le suivant (18) manquent dans le ms. de Florence.

(13) B : *sicut a majoribus*. — A : *sicut major*.

(14) B : *Deum timentium*.

(15) A : *timentes Deum et studio sanctæ Karitatis ardentes*.

multa de beatorum virorum præclaro certamine, ad laudem Christi et gloriam martyrum, ob memoriam posteriorum sacris studuerunt indere cartis; sed subripiente negligentia et antiqui procurante (1) hostis invidia, flammarum (2) incendio feruntur esse consumpta. Nam vestrarum (3) mentium solers capacitas ex paucis, quæ dicta sunt, valet pensare (4), quæ reticentur majora. Hoc tamen (5) absque ulla dubitatione confidimus, multa eos pro Christo subisse certamina, quando usque ad præsens tanta per eos divina virtus cotidie dignatur declarare miracula.]

19. Passi sunt autem beatissimi martyres (6) Christi Dionisius, Rusticus et Eleutherius, VII idus octobris (7), sub Domitiano imperatore, apud Gallias, Parisius civitate (8), regnante Domino nostro Jesu Christo, qui cum Patre et Spiritu Sancto vivit et regnat per omnia sæcula sæculorum. Amen (9).

ART. 2. — *Actes clémentins de saint Denys.*

Les anciens Actes de saint Denys, que nous avons appelés *clémentins*, ont été publiés en 1636, dans l'ouvrage latin qui a pour titre : *Histoire de l'Eglise gallicane*, par François du Bosquet, juge royal de Narbonne, plus tard évêque de Montpellier. Quoique l'éditeur les eût collationnés sur cinq bons manuscrits (10), ces Actes renferment un certain nombre de fautes, dont la plus grave est celle qui est relative à la mission du saint martyr. Dom Félibien, dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Denys*, qui parut en 1706, en donna une nouvelle

(1) A : *procurantis*.

(2) A : *flammæ*.

(3) Sic A. — Boll. et B : *humanarum*.

(4) Sic Boll. et B. — A : *considerare*.

(5) B : *nec tamen*.

(6) Sic Flor. et A. — Boll. : *passi sunt autem martyres*. — B *sunt sancti martyres*.

(7) Flor. : *oclubris*.

(8) Sic Flor. et A. — B : *apud Galliarum Parisius civitatem apud Galliarum Parisium civitatem*.

(9) Sic Flor., A, B, C. — Boll. : *qui cum Patre et Spiritu S. regnat*.

(10) Vitam, aut potius passionis Dionysii acta, Hildu accipe ex fide quinque manuscriptorum codicum optim Eccles. Gallic., pars II, p. 68.)

édition d'après un manuscrit du ix^e siècle, qui provenait de l'abbaye de Moissac, et qui avait appartenu à M. Claude Joly, chanoine de l'Eglise de Paris (1). Cette édition est plus correcte que celle de du Bosquet, et on n'y trouve point notamment la faute relative à la mission de saint Denys. Dom Félibien dit à ce sujet : « Nous avons retenu la leçon du manuscrit de M. Joly, qui porte que S. Denys fut envoyé dans les Gaules par S. Clément : ... parce que nous sommes persuadé que l'évêque de Montpellier n'a pas eu raison de substituer ces mots : *qui, ut ferunt, a successoribus apostolorum*, en la place de ceux-ci : *qui tradente sancto Clemente, Petri apostoli successore* (2) ».

C'est cette édition de dom Félibien que les Bollandistes ont reproduite au T. IV^e d'octobre, dans l'article saint Denys. Comme elle n'est pas exempte de fautes, nous allons en donner une troisième édition plus correcte, nous l'espérons, que les précédentes, car nous avons collationné les éditions de du Bosquet et de dom Félibien avec dix manuscrits de la Bibliothèque nationale, deux du ix^e ou x^e siècle, deux du xi^e et xii^e, trois du xii^e et xiii^e, trois du xiv^e. — Nous citerons en marge les variantes, non-seulement de du Bosquet et de dom Félibien, mais encore des divers manuscrits que nous avons étudiés. Nous signalerons également les variantes de l'office de saint Denys du manuscrit de Compiègne, puis celles des Actes aréopagitiques et de la passion composée par Hilduin, où l'on trouve un certain nombre de phrases empruntées textuellement aux Actes clémentins de saint Denys.

Voici maintenant l'indication des manuscrits de la Bibliothèque nationale que nous avons collationnés :

1^o Le ms. 11,748, fol. 58, v^o (Saint-Germain). Ce ms., d'après le catalogue, est du x^e siècle. Toutefois dom Ruinart, qui s'en est servi pour publier les Actes de saint Saturnin, le jugeait du ix^e siècle. C'est en effet le célèbre manuscrit de Saint-Maur-des-Fossés, duquel il disait, en 1689, qu'il avait neuf cents ans d'ancienneté. M. Léopold Delisle, dont le jugement fait autorité en pareille matière, l'estime du ix^e ou x^e siècle. Ce ms. n'a pas le premier prologue ; il commence par ces mots du second : *Post Domini nostri Jesu Christi salutiferam passionem, etc.*;

(1) *Histoire de l'abbaye de Saint-Denys*, Pièces justificatives, p. CLXIII.

(2) *Ibid.*, Pièces justificatives, p. CLXIII.

2° Le ms. 5,301, fol. 213 (Saint-Martial de Limoges), x^e siècle.

3° Le ms. 5,296^b, n° 2, fol. 4 (*olim* de Thou, puis Colbert),
xi^e siècle.

4° Le ms. 3,793, n° 47, fol. 198, v° (Colbert, xi^e siècle); — ce ms. n'a ni le premier, ni le second prologue; il commence par ces mots : *Sanctus Dionysius*.

5° Le ms. 5,308, fol. 158 (Colbert), xii^e et xiii^e siècles; — ce ms. manque du premier prologue; il commence par ces mots du second : *Post Domini nostri*, etc.

6° Le ms. 5,298, n° 56, fol. 83, v° (Colbert), xiii^e siècle.

7° Le ms. 3,820 (Colbert), xiv^e siècle. — Ce ms. renferme deux copies des Actes clémentins de saint Denys : d'abord, une copie qui n'a que le premier prologue : et c'est une marque, à notre avis, que ce texte a été copié sur un manuscrit d'une haute antiquité, car le second prologue, véritable hors d'œuvre, nous semble avoir été intercalé postérieurement.

8° Ce même ms. 3,820 renferme, folio 164, à la suite de la copie précédente, un autre exemplaire de ces mêmes Actes, qui n'a que le second prologue et qui commence par ces mots : *Post Domini nostri*, etc.

9° Le ms. 3,809^a, fol. 148 (Colbert), xiv^e siècle.

10° Le ms. 5,278, n° 113, fol. 178, v° (Colbert), xiii^e et xiv^e siècles. Comme trois autres manuscrits précédents, ce ms. manque du premier prologue, et commence par ces mots du second : *Post Domini nostri salutiferam passionem*.

Pour éviter dans les notes la multiplicité des chiffres, nous indiquerons ces divers manuscrits par des lettres alphabétiques : le ms. 11,748, par la lettre A; — le ms. 5,301, par la lettre B; — le ms. 5,296, par la lettre C; — le ms. 3,793, par la lettre D; — le ms. 5,308, par la lettre E; — le ms. 5,298, par la lettre F; — le ms. 3,820¹, par la lettre G; — le ms. 3,820², par la lettre H; — le ms. 3,809^a, par la lettre I; — le ms. 5,278, par la lettre K.

Nous indiquerons en outre l'édition de du Bosquet par cette abréviation : *Bosq.*; et l'édition de dom Félibien, reproduite dans les Bollandistes, par cette autre : *Boll.*

Et, comme l'office de saint Denys du manuscrit de Compiègne (ix^e siècle), les Actes aréopagiques et la Vie de Saint Denys, composée par Hilduin, renferment de nombreux fragments empruntés aux Actes clémentins, nous indiquerons les variantes de ces fragments par ces notes abrégées : *Comp.*, — *Act. aréop.*, — *Hild.*

1. Gloriosæ martyrum passiones, et pretiosa Domino spectante certamina (2), quanquam digna sint (3) pro miraculorum dignitate conscribi, nequeunt tamen sine formidinis trepidatione complecti (4) : quia cum magnarum rerum consideratur assumptio, non immerito præsumpti operis (5) timetur magnitudo (6); eo quod tantum sermo tenuis (7) explicare non valet, quantum de se dici veritas passionis imponit (8). Jam licet propositio tantæ rei arduum videatur habere initium (9), in hoc mens trepidatione fatigata respirat (10), quod semper opificem suum magisterium divinæ instructionis præstatione commendat (11). Hac ergo consideratione audaciam nimiae temeritatis adsu-

(1) Sic B. — C : Incipit præfatio passionis sancti Dionysii, etc. — G : Incipit præfatio in passione beati Dionysii, etc.

Ce premier prologue se trouve dans Bosquet, les Bollandistes et les mss. B, C, F, G, I; — il manque dans les mss. A, D, E, H, K.

(2) Sic BOLL., F, I. — Bosq. : pretiosa Domino *ipsorum* certamina. — C, G : Domino *expectante*. — Cette première ligne manque dans le ms. B.

(3) Sic Bosq., BOLL., B, C, F. — G : digna sunt. — I : *digne* sint.

(4) Sic Bosq., B, C, F, G, I. — BOLL. : *compleri*.

(5) Sic Bosq., B, C, I. — BOLL. : non immerito operis (*omis* præsumpti) timetur magnitudo. — F : præsumpti *one* operis. — G : præsumpti *me* operis.

(6) Sic Bosq., BOLL., I. — B, C, F, G : *regitur* magnitudo.

(7) Sic Bosq., BOLL., C, F, G, I. — B : eo quod sermo tenuis.

(8) Sic BOLL., B, C, F, G. — I : quantum de se veritas passionis imponit. — Bosq. : quantum de se *exigit* veritas passionis.

(9) Sic B. — C : tamen propositio tantæ rei arduum videatur habere initium. — F : tamen [ne] propositu[m] tante rei arduum videatur habere initium. — G : tamen proposito tante rei arduum habere videatur initium. — I : tamen et positio tante rei arduum habere videatur initium. — Bosq. : tamen etsi posito (LUCHI : positio) tantæ rei arduum habere videatur initium. — BOLL. : tamen expositio tantæ rei arduum licet habere videatur initium.

(10) Sic B, C, F, G. — BOLL. : in hoc mens trepidatione respirat. — Bosq. ; in *hac* mens trepidatione respirat. — I : in hoc mens trepidatione *respiet*.

(11) Sic B, F, G. — BOLL. : quod (*omis* semper) opificem suum magisterium divinæ instructionis [informat, et inchoantis initium ingenii] *præstitione* commendat. — I : quod semper opificem *ministerium*, etc. — C : quod se per opificem..... præstatione commendat. — La leçon de

mens, quæ longi temporis fuerant obumbrata silentio (1), ipsius Divinitatis auxilio suscepta, sunt reseranda (2); et ut habet testimonium veritatis (3), plus fidelium sunt relatione comperta, quam probantur ad nos lectione transmissa.

11. Unde non sine certa æstimatione (4) conjicitur (5), quod novitas adhuc credentium populorum, gentilium crudelitate conterrita (6), formidavit scribere, quod tamen gaudebat Dei famulos (7) meruisse : cum sine dubio judicentur scripta, quæ fidelium sermo testatur impleta. Credendum enim est, et abstersa dubietatis nube (8), totis viribus confitendum, eos qui pro confessione Domini ac Dei nostri digni fuerunt subire martirium, etiam ampliora tolerare valuisse (9), quam videtur succedentibus ætatibus relatio per populos transmissa recolere. Id ergo supplicatio communis obtineat, ut veniam consequatur devotus, si quid de virtutibus prætermisit (10) ignarus. Nam etsi omnia non ex asse solvuntur (11), credere universitas (12) mereatur, ut de Dei famulis etiam majora sentiat, quam sermo passionis

Bosquet est très mauvaise : « Quod semper *opifex* suum *ministerium divina instructione* [informat, et inchoanti initium et ingenii] perfectionem accomodet ».

(1) Sic B, F, G. — BOLL. : quæ longo temporis fuerant obumbrata silentio. — Bosq. : quæ longo tempore fuerant, etc. — C : quæ longe temporis, etc. — I : quæ longo tempus, etc.

(2) Sic B, C, F. — Bosq. : *incepta* sunt reseranda — G : sunt *reserendo*. — BOLL., I : sunt *revelanda*.

(3) B, C, F, I. — G : et ut habet testimonium *veritas*. — BOLL. : *quia* ut habet testimonium veritatis. — Bosq. : quia ut habet testimonium *veritas*.

(4) Sic BOLL., C, F, G, I. — Bosq. : sine *certi* æstimatione. — B : sine æstimatione *arta*.

(5) Sic Bosq., B, C, F, G, I. — BOLL. : *cognoscitur*.

(6) Sic BOLL., B, F, G, I. — C : *perterrita*. — Bosq. : *contrista* (mot barbare à la place duquel Luchi proposait *contristata*).

(7) G : Dei *famulus*. — I : Dei *famulis*.

(8) Sic BOLL. et alia mss. — Bosq. : abstersa dubietatis *justæ*. (Luchi met en note : forsan add. *caligine*.)

(9) Sic BOLL., B, C, F, G. — Bosq. : *voluisse*.

(10) C : si quid prætermisit.

(11) Sic G et I. — F : omnia *non a se* solvuntur. — B : omnia *non exsolvuntur*. — C : omnia *exasse* solvuntur. — Bosq., BOLL. : omnia *non esse* solvuntur. (Luchi, en publiant le texte de Bosquet, met en note : *locus corruptus*.)

(12) Sic Bosq., B, C, G, I. — BOLL., F. : credere *tamen* universitas.

explanat (1). Qualiter enim cultorem Domini locus ejus gaudens patrocínio habere promeruit (2), quo vel modo (3) aliorum sanctorum junctum illi (4) agnoverimus (5) fuisse consortium, sicut fidelium relatione (6) didicimus, ipsorum juvamine martyrum, quantum de se scire tribuunt (7), explicemus.

(*Alia præfatio.*)

(Ce second prologue se trouve dans Bosquet, les Bollandistes, et dans les manuscrits B, C, F, I. — Il commence le texte des Actes dans les mss. A, E, H. — Il manque dans le ms. G, qui n'a que le premier prologue, et dans le ms. D, qui n'en a aucun. — Ce second prologue, véritable hors-d'œuvre, nous paraît avoir été ajouté à ces Actes vers le vi^e siècle.)

1. Post Domini nostri Jesu Christi salutiferam passionem, post resurrectionis unicæ singularisque mysterium, post ascensionem ejus, qua manifestavit hominibus nunquam se defuisse quo rediit, apostolorum prædicatio universis gentibus profutura successit. Qui cum imminere suas cernerent passiones, quæ (8) Domino nostro Jesu Christo (9) docente didicerant, repleti Spiritus Sancti gratia, docuerunt (10), ita ut, fide crescente, non pauci (11) mererentur fieri confessores, quos postmodum (12) Ecclesia catholica gaudet promeruisse martyres.

(1) Sic BOLL., et alia mss. — Bosq. : *explanet*.

(2) Sic BOLL., C, F, G, I. — B : gaudens *patrocini* habere promeruit. — Bosq. : locus ille gaudens, et ejus patrocínium habere promeruit.

(3) Sic F. — B, G : *quod* vel modo. — C : *quoque* modo. — BOLL. : quomodo. — Bosq. : quando.

(4) Sic C, I. — Bosq. : *inventum* illi. — BOLL. : *vincunt* illi. — F, G : *tunc* illi.

(5) C : cognoverimus.

(6) Sic BOLL., C, F, G, I. — Bosq. : *sic* fidelium relatione. — B : sicut relatione fidelium.

(7) Sic BOLL., Bosq., B, C. — G : *in vanum* martyrum, quantum de se scire *tribuat*. — F : quantum de se scire *tribuant*.

(8) B, C, H. — Bosq., BOLL., I : quod. — A, E, F, K : quas.

(9) Sic Bosq., BOLL., E, H, I. — A, B, F : Domino Jesu-Christo. — C : Domino Jesu. — *Ms. Comp.* : quæ Domino Jesu-Christo *donante*.

(10) H : docuere. — Hilduin a *utilisé* ce premier paragraphe dans son exorde de la *Passion de saint Denys*.

(11) B, *ms. Comp.* : multi.

(12) Sic A, B, C, E, F, H. — Bosq., BOLL., I : modo. — *Ms. Comp.* : quos catholica postmodum gaudet Ecclesia.

11. Hos ergo, quorum virtutem persecutorum non prævaluit superare conflictus, quos ad auri similitudinem reddidit (1) flammarum examinatio pretiosos, ad suscipienda mandata Domini idoneos apostolorum esse judicavit electio, quibus evangelica semina gentibus serenda committeret (2); electisque viris, Dei dispositione, providenter (3) honorem decreverunt episcopatus adjungere, quo facilius eorum prædicationibus acquisiti ad ministerium (4) sacri proveherentur altaris.

III. — Ex qua confessorum turba, sanctum et venerandi meriti (5) Saturninum primum (6) urbs Tolosana promeruisse gaudet episcopum, quem impietas peccantium populorum (7) posterioribus tauri, multis funium nexibus alligatum (8), dedit Capitolinis gradibus illidendum (9) : ubi, sancti capitis soluta compage, cerebrum frequentis illisionis (10) dispersit injuria;

(1) Sic Bosq., BOLL., C, E, F, I. — B : quos ad auri similitudinem reddit. — A, H : quos auri similitudine.

(2) Sic A, B, H. — E, K : quibus evangelica semina gentibus *inserenda* committeret. — BOLL. : quibus evangelica semina *semper à gentibus* servanda committerent. — Bosq. : quibus evangelica semina *semper agentibus* servanda committerent. — I : servanda committeret.

(3) Sic Bosq., BOLL. — I : providentur (pour *providenter*). — B. dispositione providenti. — A : Dei dispositione *prudentiali*. — F : Dei dispositione ac providentia. — C : Dei disponente providentia. — E, K : electosque viros, Dei *dispositionis providentia*, honori decreverunt episcopatus adjungere.

(4) Sic Bosq., BOLL., C, E, F, H, K. — B : eorum *prædicatione* acquisiti, ad misterium... — A : quo facilius, *quorum* prædicationibus *acquisita* ministerium sacri *prohiberentur* altaris.

(5) Sic Bosq., BOLL., C, I. — A : sanctum venerandi meriti. — F : sanctum et venerandi meritis. — H : sanctum et venerandum meritis. — B, E, K : sancti et venerandi meriti.

(6) Ce mot *primum*, omis par Bosquet et les Bollandistes, se trouve dans tous les manuscrits.

(7) Sic A, B, C, E, F, H, K. — I : *peccantis* populorum. — Bosq., BOLL. : *spectantis populi*.

(8) Sic B, C, E, F, K. — A : multis funium nexibus *inligatum*. — H : multis funium nexibus *inligavit et* dedit. — Bosq. : multis nexibus *ligatum*. — BOLL. : multis *ex* funium nexibus *ligatum*.

(9) Sic B, E. — C, F, H : *Capitulinis*. — A, C, H : *inlidendum*. — Bosq., BOLL. : *Capitolii*.

(10) B : frequentis *illisionibus*. — A : frequentis *inlisionis disperit* injuria. — K : *celebrum*.

sed talem descensum, meliore vehiculo, ad Dominum secutus est ascensus (1). Felix tanti meriti, tantæque persona virtutis (2), cui concessum est, primum doctorem esse, et sic martyrem (3), qui quod docuit (4) verbis, evidentibus implevit exemplis.

IV. — Simili etiam gratia beatissimus Paulus antistes atque confessor, Narbonensem provinciam salutari acquisivit eloquio; « quem ita labor domesticus et tribulatio (5) exercuit, ut eum verum Domini esse famulum approbaret (6) ». Sed gratias tibi, Domine Jesu (7), qui infestantis inimici tela probationem fidelium tuorum permisisti esse, non vulnera (8); et talem tuis præstas (9) pro labore mercedem, ut nullum tuorum fuisse gaudeat hostis imbellem (10). Dum ergo ad peculiaris patroni gesta suscepti (11)

(1) Sic C, E. — C : *meliori* vehiculo. — F, H : sed talem *discessum*, meliore vehiculo, ad Dominum est secutus ascensus. — B : sed *post* talem *discessum*, meliore vehiculo, ad Dominum est consecutus. Ascensus felix, etc. — A : sed *tale discessu* meliore vehiculo, ad Dominum est consecutus *corona gloriosi accensus*. — Bosq. : sed tali descensu, ad Dominum assecutus est ascensum. — BOLL. : sed talem *discessum*, ad Dominum secutus est ascensus.

(2) Sic BOLL., B, F, H, I. — E, K : *ô* felix tanti meriti. — Bosq. : felix *vir* tanti meriti, tantæque *et personæ et virtutis*. — A : felix *sancti* meriti, *tantaque* persona virtutis. — C : tantæque personæ vir.

(3) Sic B. — E, K : primum doctorem esse, postea sic martyrem. — A, C, F, H : primum doctorem esse, sic martyrem. — Bosq., BOLL. : primum esse doctorem, *post* martyrem.

(4) Sic Bosq., BOLL., B, C, E. — F : qui quidquid. — A : quodque docuit.

(5) Sic C, E, H, K : Martyrologe de Florus. — A : *redemita* labor domesticus et tribulatio. — B : labor domesticus et *tribulationis*. — F : labor domesticus *tribulationis*. — Bosq., BOLL., I : labor *domesticæ tribulationis*.

(6) Sic B, C, E, F, H, K. — A : adprobaret. — Bosq., BOLL. : *approbares*. — La phrase qui est entre guillemets a été empruntée par Florus, dans son Martyrologe.

(7) Sic A, B, C, F, H. — Bosq., BOLL., I : gratias tibi, Domine Jesu *Christe*. — E, K : sed gratias *ago* tibi Domine Jesu *Christe*.

(8) Sic Bosq., BOLL., etc. — A : qui *infesta* inimici tela *probatione* fidelium tuorum *perempti* esse, non vulnera. — HILDUIN, *Ms. Comp.* : *præstitisti* esse, non vulnera.

(9) Sic BOLL., etc. — Bosq. : *his* præstas. — K : tuis *præsta*.

(10) A : imbella (à la place d'*imbellem* qu'on a effacé). — F : in bello. — Hilduin a *utilisé* cette phrase dans le premier chapitre de sa *Passion de saint Denys*.

(11) Bosq. : Dum ergo ad *pecularia* patroni gesta. — H : gesta *suscepta*.

officii tendit obsequium, non ex asse (1), quæ de servo Dei sunt comperta, prosequimur, sed immemores sui non fuisse (2) sufficiat; in talibus enim causis magis convenit fideles credere, quam possit relatio humana monstrare (3).

Incipit vita.

1. Sanctus igitur Dionisius (4), qui tradente beato Clemente, Petri apostoli successore (5), verbi divini semina gentibus parturienda (6) suscepit, quo (7) amplius gentilitatis fervere cognovit errorem, illuc intrepidus et calore fidei flammatus (8) accessit, ac Parisius (9), Domino ducente (10), pervenit : non veritus incredulæ gentis expetere (11) feritatem, quia virtutem suam præteritarum pœnarum recordatio (12) roborabat; et qui (13)

(1) Sic Bosq., BOLL., I. — H : non ex asse de servo Dei comperta. — A : non exasse quæ de *servi* Dei. — C : non *errasse*, si que de servo Dei. — F : non a se, quæ de servo Dei. — B : non ex ea quæ servo sunt comperta. — E, K : non *omnia*, quæ de servo Dei.

(2) E, H, K : sed immemores sui *nos* non fuisse.

(3) A : *mavis* convenit fideles credere, quam possit *ratio* monstrari. — H : *mavis* convenit fideles credere *qua* possit... — C : *majus* convenit.

(4) Sic A, B, C, F, G, H, Bosq. — BOLL., I : Igitur sanctus Dionisius. — D, E, K, *Ms. Comp.* : Sanctus Dionisius.

(5) Sic A, B, C, D, E, F, G, K, *Ms. Comp.* — H : *trahente* beato Clemente. — BOLL., I : tradente *sancto* Clemente. — Bosq. : qui, ut ferunt, a successoribus apostolorum (*et à la marge : alias : « qui tradente beato Clemente, Petri apostoli successore »*). — La variante que Bosquet a insérée dans son texte ne se trouve dans aucun manuscrit.

(6) Sic A, B, C, E, F, G, H, I, K, *Ms. Comp.* — D : parturiendo. — Bosq., BOLL. : *eroganda*. — *Actes aréop.*, HILD. : *eroganda*.

(7) Sic omn. cod. — K : quo loco.

(8) Sic C, D, E, F, H, I, K, *Ms. Comp.* — A, G, I, Bosq., BOLL. : *inflammatus*. — B, HILD. : *armatus*.

(9) Sic BOLL., etc. — Bosq. : *Parisios*. — D : ad Parisium. — *Ms. Comp.* : ad Parisios.

(10) Ces deux mots *Domino ducente* sont omis dans le ms. A.

(11) *Ms. Comp.* : *experiri* feritatem. — *Ibid.*, alio loco : *expelere* feritatem.

(12) D : recordatione. (Quand nous indiquons la variante d'un ou deux manuscrits, il est entendu que les autres manuscrits sont conformes au texte.)

(13) E, K : et *quia* meruerat.

meruerat esse confessor, non cunctatus est trucibus (1) populis esse prædicator (2).

11. Tunc memorata civitas, et conventu Germanorum, et nobilitate pollebat (3), quod esset (4) salubris aere, jocunda flumine, fecunda terris, arboribus nemorosa, vineis uberrima (5), constipata populis (6), referta commerciis; ipsumque (7) insulæ potius quam urbis spatium, quod habitationi circumfusa (8) fluminis unda præstabat (9), reddebatur exiguum (10); et jocunditatis sollicitatione in unum plebs acta commigrans, pene territorium suum intra murorum conclusionem contraxerat (11).

(1) BOLL. et I : *atrocibus*. — BOSQ. : *auctoribus*.

(2) K : *accedere* prædicator.

(3) Sic cod. mss. — BOSQ., BOLL. : et conventu Germanorum, nobilitate pollebat.

(4) Sic BOSQ., BOLL., D, F, I. — B, C, G, H : *quia* esset. — A : *quæ* esset. — E, K : *quia erat*. — HILDUIN : *quia erat*.

(5) Sic E, K. — HILDUIN : arboribus nemorosa, et vineis uberrima. — F : arboribus nemorosa, et *vinetis* uberrima. — D : *vinetis* uberrima. — A : quæ esset salubris..., jocunda flumine, fecunda terris, arboribus nemorosa..., uberrima. — C : arboribus nemorosa, ...berrima. — G, H, arboribus nemorosa, et *cunctis* uberrima. — B : arboribus nemorosa, et *universis* uberrima. — I : fecunda terris, ...vineis uberrima. — BOLL. : vineis uberrima, et arboribus nemorosa. — BOSQ. : *vinetis* uberrima, et arboribus nemorosa. — *Ms. Comp.* : quia *aura* salubris, aere jucunda, fluminibus fecunda, terris arboribus nemorosa uberrima.

(6) Sic cod. mss. et BOLL. — BOSQ. : *constipulata* populis. — A : constitit ut apopulis.

(7) Sic A, B, C, D, E, G, H, K, BOSQ., *Actes aréop.* — BOLL., F, I : rursumque.

(8) Sic BOSQ., BOLL., D, I. — A, F, G, H : *habitatione* circumfusa. — C : quod *habitationem* circumfusa. — B : spatium *ad habitationem* circumfusa. — K : quod *habitatio* circumfusa. — E : quod *habitatio circumflua*.

(9) Sic BOSQ., B, C, F, G, H, K. — A : *flumini* unda præstabat. — BOLL., I : *appræstabat*.

(10) Sic BOSQ., A, C, D, F, H, K. — BOLL., E : *reddebat* exiguum. — B : exiguum *reddebat*.

(11) Sic BOSQ., C, I, K. — E a laissé le mot *acta*. — A, D, F, G ont mis *conclusionem* au lieu de *conclusionem*. — H : et jocunditatis sollicitatione in unum plebs acta (*laissé* commigrans) *per* territorium suum *infra* murorum *conclusionem* contraxerat. — B : et jocunditatis sollicitatione in unum plebs acta commigrans, *pene* territorium... *conclusionem* *contraxerat*. — Dans l'édition des Bollandistes, cette phrase est dénaturée; il y a seulement : *et jocunditatis sollicitatione* contraxerat.

III. — Hunc ergo locum Dei famulus elegit expetendum (1). Ad quem cum primum fide armatus (2) et constantia confessionis accessisset intrepidus (3), ecclesiam illis quæ necdum in locis erat (4), et populis illis nota, construxit (5); ac officia (6) servientium clericorum ex more constituit, probatasque personas honore secundi ordinis ampliavit (7). Cinctus ergo fide, et jam (8) constructione basilicæ roboratus, « Deum (9) gentibus non desinebat insinuare quem noverat; ejusque omnibus (10) et judicium et misericordiam anteponebat, paulatim sociabat Deo, quos diabolo subtrahebat (11) ».

IV. — « Tantas etiam per illum Dominus dignabatur exercere virtutes, ut rebellium corda fidelium non minus miraculis, quam

(1) Sic BOLL., A, B, C, D, F, I, K, HILD. — G : *eligit* expetendum. — Bosq. : *exegit* expetendum. — Ms. Comp. : *elegit expectando*. — H : hunc ergo locum Dei *famulum fore* expetendum.

(2) H : ad quem cum *pro* fide armatus.

(3) Sic Bosq., BOLL., B, D, I. — C, F, G, H : *accessit* intrepidus. — A, E : et constantia *confessor accessit* intrepidus. — HILD. : ad quem cum *primo* fide armatus et confessionis constantia *roboratus* accessisset intrepidus.

(4) Sic Bosq., BOLL., B, E. — G : ecclesiam *illic* quæ necdum *et* locis erat. — I : ecclesiam quæ necdum in locis erat. — F : ecclesiam illis necdum in locis erat.

(5) Sic G. — H : ecclesiam *illic* quæ nec populis illis nota, construxit. — A : ecclesiam *illic* quæ necdum locis illis nota, construxit. — C, HILD. : ecclesiam quæ necdum locis illis, et populis nota erat, construxit. — D : ...et populis nota...

Bosq., BOLL. : et populis illis *novam* construxit. — F : et populis *illic novam* construxit. — B, E, I, K : et *populus ille novam* construxit. — Ms. Comp. : ecclesia illis necdum in locis erat, *populus ille novam* construxit.

(6) Bosq. : ac *officiale servitium* clericorum. — H : *ne* officia. — Ms. Comp. : *in qua* officia servientium clericorum.

(7) Sic BOLL., A, F, I, Ms. Comp. — Bosq. : honore secundi ordinis *amplians*. — B, C : *honoris* secundi ordinis. — G : *amplificavit*. — H : *impliavit*.

(8) C, I : *etiam*. — F : *etiam*.

(9) A, E : *Domini*.

(10) E : *eisque* omnibus.

(11) Bosq. : *quem* diabolo subtrahebat. — Ce qui est entre guillemets a été copié par l'auteur de la légende de saint Gaudence, avec cette seule variante : *paulatim Deo sociabat*.

prædicationibus obtineret (1). » Miroque modo inermi viro non valebat plebs armata resistere. Subdebat (2) se illi certatim (3) Germaniæ cervicositas (4); et jugum Christi suave imponi sibi (5) arcta cordis compunctione poscebat (6). Ab ipsis quoque destruebantur (7) idola, quorum sumptu fuerant et studio fabricata; et invento salutis portu, idolorum gaudebant perire naufragia (8). Lugebat portio victa diaboli (9), cum de ea victrix Ecclesiæ legio triumphabat (10).

V. — Tunc hostis antiquus, videns sibi perire quod Domino constabat assidua populorum conversione proficere (11), totam artificii sui machinam (12) ad impugnandum (13) quæ fuerant constructa (14) convertit; et suæ partis auctores, deorum suorum flentes exitium, ad impietatem subitæ persecutionis armavit (15); ut eos, qui unum et verum Deum colendum (16) insinuaverant, et timendum, expetere (17) diversitate supplicii

(1) Ce qui est entre guillemets a été copié par l'auteur de la légende de saint Gaudence. — B : *obtenere* : miroque modo *beato* et inermi *vero*.

(2) Sic A, B, C, E, F, G, H, I. — Bosq. et BOLL. : *sed* subdebat.

(3) Bosq. : *certamini*.

(4) B : *germana* cervicositas. — H : Germaniæ *cer...silas*. — E : *germanice* cervicositas. — G : Germaniæ *curiositas*.

(5) B : et jugum Christi *suavem poni* sibi. — A : *impiis ubi* pour *imponi sibi*. — Le ms. G a omis *sibi*. Le ms. H a omis *imponi sibi*.

(6) Sic BOLL., B, K. — Bosq., A, C, F, G, I : *acta* cordis compunctione poscebat. — E : *alta* cordis compunctione poscebat. — H : jugum Christi *suave inflammata* cordis compunctione poscebat.

(7) A : *distruebantur*. — H : *destruebantur et dola*.

(8) A : *naufragium*.

(9) B : lugebat portio *hinc* diaboli.

(10) A : cum *eam* victrix Ecclesiæ legio *triumphavit*. — H : Ecclesiæ *legioni ampliabat*.

(11) E : *confessione* proficere. — A : videns sibi *perisse* quod *Dominus confortabat assidue* populorum proficere.

(12) C : *totam artis* sui machinam. — A : *machenam*.

(13) Sic Bosq., BOLL., B, E, etc. — C, F, G : ad impugnanda. — A, I : ad impugnandam.

(14) A : quæ fuerant *distructa*.

(15) Le reste de l'alinéa manque dans le ms. G.

(16) C : *credendum*. — A : colendum *innot[us]rant* et timendum.

(17) Sic B. — A : expetendam. — C, E, F, H : *expendere*. — BOLL. : *et perdere*. — Bosq. : *perdere*.

maturarent (1) : ne superesse posset (2) qui valeret acquirere quod peribat (3).

VI. — Persecutionis ergo publicata sententia (4), impiorum gaudens turba progreditur, et contra dominicum populum pugnatura (5) conspirat, non cunctati appetere gladio, quos Dominus suos monstraverat esse signaculo (6). Itaque cum occidui orbis partem pro Christianorum inquisitione percurrerent (7), sanctum Dionysium contra incredulos dimicantem Pa-

(1) A : *et expelendum* diversitate supplicii trucidarent.

(2) A, H : ne superesse *possit*.

(3) A : *Beatus igitur Dionisius semper confortabat fidem Christianorum*, ne superesse *possit* qui valeret acquirere *quae perierat*.

(4) C : sententia publicata.

(5) B : *pugna* conspirat. — Les Actes aréopagitiques ont reproduit cette phrase.

(6) Sic C, F, G. — H : quos Dominus *suos* monstraverat esse signaculo. — B : quos Dominus suos monstraverat signaculo. — E : quos Dominus suos monstraverat esse *sancto* signaculo. — BOLL., I : quos Dominus suos *suo* monstraverat esse signaculo. — BOSQ. : quos Dominus suos monstraverat esse *signandos*. — HILDUIN, dans ses Aréopagitiques, a reproduit cette phrase.

(7) Le ms. A est ici rempli de fautes, et montre quelle était parfois la licence ou l'ignorance des copistes. Qu'on en juge par l'extrait suivant, qui termine dans ce manuscrit les Actes de saint Denys :

« Persecutionis sententiam persecutores velociter *urguebant*. Impiorum gaudet turba in sanctos martyres, et contra dominicum populum pugnaturus (*au-dessus* pagani) insistebant. Nunc parati sunt eicere gladium quos Dominus occidui urbis partem Christianorum inquisitionem perquirent... Parisius pervenerunt cum Rustico et eleutherium archaediaconum suum persecutionis valida inruerunt in sanctos martyres. Hi sancti viri hac beatus Dionisius sustinuerunt terrorem gentilium. Sanctus vero dionisius amonebat *socius suos*, ut ad martirium trinitatis pervenirent. Et illi responderunt : parati sumus sicut oves in medio luporum. Tunc beatus dionisius gratias egit domino Jesu Christo de *socios suos*, qui tam digne parati sunt accipere gloriam et honorem. Tunc *impietas* gentilium responderunt dicentes : Vos Dó deorum non colitis per quem *cuelûs* et terra constat : beatus Dionisius respondit : Cuelûs virtus est omnium sanctorum. Traccia ? (*terra* ?) scabellum ejus omnium justorum velut omnes peccatores. Tunc impii irati in sanctos martires ejecerunt gladium percutientes hictum perfuderunt sanguinem justorum. »

risius (1) reppererunt (2); cum quo (3) Rusticum presbyterum et Eleutherium archidiaconem (4) persecutionis furor invenit. Hi sancti viri a beati Dionysii (5) nunquam sustinuerunt (6) abesse praesentia, quos in unum interrogatio percussoris (7) invenit, sed reperire non potuit quem a societate martyrii separaret (8).

VII. — Interrogati, unum et verum in Trinitate Deum confitentur (9). Terrore subjuncto (10), multisque affecti injuriis (11), vel suppliciis macerati (12), Christianos se esse testantur; visoque percutientis ictu (13), Domini ac Dei nostri se famulos (14) magna confessionis voce pronuntiant. In hac ergo fidei pertinacia permanentes (15), reddentes terrae corpora, beatas caelo animas intulerunt (16). Tali ad Dominum meruerunt (17) professione migrare,

(1) Sic BOLL., A, B, etc. — Bosq., *Ms. Comp.* : *Parisiis*.

(2) G, H : *reperierunt*.

(3) Sic BOLL., B, G, H, etc. — Bosq. : *Cumque*. — C : *et cum eo* (le correcteur a effacé *cum quo*).

(4) Sic Bosq., BOLL., B, etc. — A : *archidiaconum*. — G, H : *Rusticum et Eleutherium archid.* — C : *Rusticum et Eleutherium*. — F : *Rusticum presbyterum*.

(5) Sic B, C, F, *Ms. Comp.*, *Actes aréop.* — Bosq., BOLL., I : *hi beati viri a sancti Dionysii*. — G : *sancti igitur viri Rusticus et Eleutherius numquam sustinuerunt*.

(6) Sic B, C, E, G, Bosq. — BOLL. : *nunquam se sustinuerunt*. — I : *nunquam se sustulerunt*.

(7) Sic B, C, F, G, *Ms. Comp.* — Bosq., BOLL. : *persecutoris*.

(8) B : *sed reperiri non potuit, quam...*

(9) Sic Bosq., BOLL., — B, C : *interrogati, unum et verum in Trinitate Dominum confitentur*. — E, F : *interrogati, unum et verum Deum in Trinitate...* — G, H : *unum et verum Dominum in Trinitate...*

(10) Sic C, E, G, H. — B : *terrore subjuncti*. — BOLL. : *deinde terrore subjuncto*. — Bosq. : *et terrore subjecto*.

(11) Bosq., B : *multisque afflicti injuriis*.

(12) Bosq. : *et suppliciis verberibus macerati*.

(13) B : *visuque percutientis ictu*. — E : *usique percutientis ictu*.

(14) Sic Bosq., BOLL., etc. — B : *Domini nostri se famulos*. — G : *Dei se famulos*. — H : *Dei famulos*.

(15) Sic B, C, E, I, *Ms. Comp.* — F, G, H : *in hac ergo fidei pertinacia persistentes*. — BOLL. : *in hac ergo fidei constantia permanentes*. — Sic *Actes aréop.* — Bosq. : *in hac ergo fidei constantia persistentes*.

(16) B, *Actes aréop.*, HILD. : *intulere*.

(17) Sic B, C, E, I. — F : *tali apud Dominum*. — G, H : *tali ad Dominum promeruerunt*. — *Ms. Comp.* : *tali namque ad Dominum*. — Bosq., BOLL., HILD. : *talique ad Dominum*.

ut amputatis capitibus, adhuc putaretur (1) lingua palpitans Dominum confiteri (2). Beata nimium et Deo nostro grata societas (3), inter quos nec primus alter potuit esse, nec tertius (4), sed Trinitatem confitentes, venerabilem locum trino decoravere martyrio (5).

VIII. — Metuentes igitur percussores (6), ne conversi populi fidelissima probataque devotio sanctorum corpora profutura sibi ad patrocinium tumularet (7), elegerunt tetrīs Sequanæ (8) profundisque gurgitibus martyrum corpora perdenda committere, quæ, imposita navibus (9), ad prævisum jubentur gurgitem destinari (10).

IX. — Tunc matrona quædam (11), quæ licet paganorum

(1) G, H : *quia* amputatis capitibus, adhuc *putabatur*. — E : *qua*, amputatis capitibus, adhuc *putabatur*.

(2) C, F : *Domino* confiteri.

(3) Sic B, C, E, F, G, H, HILD. — Bosq., BOLL. : et Deo grata societas.

(4) C : *vel* tertius.

(5) Sic F, H. — G : decorare martyrio. — B : confitentes, *non potuerunt dividi, sed* venerabilem locum trino decorarunt martyrio. — C : confitentes, *non potuerunt non* venerabilem locum trino decorare martyrio. — Bosq., BOLL. : Trinitatem confitentes *meruerunt* venerabilem locum trino decorare martyrio. — *Ms. Comp.* : sed Trinitatem confitentes, *trium* meruerunt decorare martyrio.

(6) B : ad (*pour* at) metuentes percussores.

(7) Il y a *tumularent* dans les Bollandistes et dans tous les manuscrits : mais comme, dans ce cas, le sujet du verbe est *conversi populi*, il faudrait lire, avec les Actes aréopagitiques, « fidelissima probataque devotione » ; si l'on prend pour sujet du verbe le mot *devotio*, il faut lire avec Bosquet : « *tumularet* ». Nous avons opté pour cette dernière leçon. — B : fidelissima corpora (*laissé* probataque devotio sanctorum) profutura sibi ad *patrocinia* tumularent. — BOLL. : profutura sibi *et reliquias* ad patrocinium tumularent. — Bosq. : profutura sibi *et reliquias* ad patrocinium *tumularet*. — Le ms. F omet, comme le ms. B : *probataque devotio sanctorum*. — I : profutura sibi *reliquias* ad patrocinium tumularent. — *Ms. Comp.* : ne conversi populi Christiani sanctorum corpora sibi ad patrocinium tumularent. Les mss. C, E, G, H ont omis les mots *et reliquias*.

(8) BOLL. (FÉLIBIEN) : eligunt. — B : eligunt *tetri Segane*. — *Ms. Comp.* : eligunt ** Sequanæ. — HILD. : eligunt *terris* (*pour* tetrīs) Sequanæ.

(9) E : imposita *navi*.

(10) C, G, H, HILD. : ad *provisum*. — E : *destinare*.

(11) E, K, ajoutent : *nomine Cadulla*.

adhuc implicata teneretur errore (1), conversionem tamen se desiderare mente monstrabat et opere (2), facere aliquid cogitans Domino placitum (3), usa subtilitate concilii, ad convivium venire postulat (4) percussores; et dum eis copiam oblatæ (5) humanitatis extendit (6), a memoria eorum quæ susceperant agenda discussit; ac fidelibus suis secreta ordinatione committit, ut substracta furto corpora diligens elaboraret occultare provisio (7).

X. — Qui, dominæ ordinatione comperta (8), festinanter quod eis præceptum fuerat exequentur (9), furtumque laudabile (10) in sexto ab urbe memorata lapide, id est in arata quam seminibus præparaverant terra (11), industria colentes (12) abscondunt.

(1) Sic C, E, F, G, H. — B : quæ (omit *licet*) paganorum adhuc im-cata, etc. — BOLL. : Tunc matrona quædam, licet (omis *quæ*) paganorum adhuc, etc. — Bosq. : Tunc matrona quædam, licet (omis *quæ*) paganorum (omis *adhuc*) implicata, etc. — *Ms. Comp.* : Tunc matrona quædam, quæ licet paganorum teneretur errore.

(2) Sic BOLL., C, F, I. — B, E, H : *et* mente monstrabat, et opere. — Bosq. : mente monstrabat, et *opera* facere aliqua, etc. — *Ms. Comp.* : conversione se desiderans, facere se aliquid, etc.

(3) Sic B, C, E, F, G, H. — *Ms. Comp.* : facere aliquid cogitans Domino placitura. — BOLL., I : facere aliqua cogitans Domino placitura. — Bosq. : et *opera* facere aliqua cogitans Domino placitura.

(4) B : postulabat.

(5) Sic BOLL., C, E, F, G, H, HILD., etc. — Bosq. : copiam optatæ humanitatis. — B : copiam humanitatis (*laissé* oblatæ). — *Ms. Comp.* : copiam ablata humanitatis. — *Actes aréop.* : copiam allatæ humanitatis.

(6) Sic Bosq., B, C, E, F, G, I, *Ms. Comp.* — H : ostendit. — BOLL., *Actes aréop.*, HILD. : expendit.

(7) Sic Bosq., BOLL., C, F, G. — E : *diligenter laboraret.* — B : *et occultaret* provisio. — H : occultare *visio.* — HILD. : diligens *laboret* occultare provisio.

(8) Sic BOLL. et cod. mss. — HILD. : qui, dominæ voluntate et iussione comperta. — Bosq. : qui *vero* ordinatione comperta. — B : qui *homines* ordinatione comperta.

(9) B : festinanter exequentur quod eis preceptum fuerat.

(10) B : furtoque laudabili.

(11) Sic BOLL., I. — Bosq. : in *aratam* quam seminibus præparaverant *terram.* — B : in arata que seminibus præparaverat industria colentes. — G : in *ara* quam seminibus præparaverat (omis *terra*). — H : in *arata tanquam* seminibus præparaverant terra. — E : in arata quam seminibus præparaverat industria. — C, F : in *aratam* quam seminibus præparaverat industria.

(12) Sic B, C. — BOLL. : *colentis.* — Bosq. : *tollentis.*

Facta, ut moris est, satione (1), nec suum seges negavit obsequium (2), quæ tali fecundata pinguedine (3), sic in ea beneficium ubertatis effudit (4), ut centuplicatum fructum (5) et cultor acquireret, et patria mereretur salutem (6). Qua pubescente (7), tutius latuit (8) quod erat Parisiorum populis profuturum (9).

XI. — Antedicta tamen materfamilias (10), horum non immemor secretorum (11), cum primum persecutionis vidit tepuisse fervorem (12), locum sanctorum ossa martyrum servantem (13), qua

(1) Sic B, C, F, G, H. — E : facta, ut *mos* est, satione. — Bosq., BOLL., HILD. : facta *deinceps*, ut moris est, satione.

(2) B, K : nec *usum* seges negavit obsequium.

(3) B : que *tale secunda* pinguedine. — HILD. : quæ tali *est* fecundata pinguedine. — F : quæ tali fecundata erat, sicque in ea. — G, H : *quæ tali fecundata erat pinguedine*.

(4) Sic BOLL., I. — B, Bosq. : sic in ea beneficium *ubertas* effudit. — F : *sicque* in ea beneficium *sue* ubertatis effudit. — HILD. : *atque se* sic in *eam* beneficium ubertatis effudit. — E : sic beneficium *sue copie* effudit. — G : sic in ea *benefactum* ubertatis effudit. — H : sic in ea beneficium *seu* ubertatis effudit. — C : sic in ea beneficium *seu* ubertatis effudit.

(5) Sic B, F, H, *Actes aréop.* — G : centuplum fructum, — C, E, Bosq., BOLL., HILD. : *centuplicatos fructus*,

(6) Sic B, C, E, F, G, H, HILD. — BOLL., I : et patria mereretur (*omis salutem*). — Bosq. : et patria salutem mereretur. — *Actes aréop.* : et *patriæ mererentur* salutem.

(7) Sic B, C, E, F, G, H. — Bosq., BOLL. : pubescente vero segete.

(8) Sic B, E, G, H. — C : *totis* (*pour* tutius). — I : *totius* (*pour* tutius). Bosq., BOLL. : *diu* latuit.

(9) H : Parisinorum.

(10) B, E : *matrisfamilias*. — *Actes aréop.* : prædicta itaque materfamilias. — HILD. : *prædicata itaque* materfamilias.

(11) Sic BOLL., C, F, I. — Bosq. : horum *immemor* secretorum. — E : *sanctorum* non immemor secretorum. — G : *ipsorum* non immemor secretorum. — H : non immemor secretorum. — B : horum non immemor, secretiorem locum (*ce ms. a omis le membre de phrase suivant* : cum primum persecutionis vidit tepuisse fervorem). — *Actes aréop.* : horum non immemor martyrum *sacratorem*.

(12) Sic C, E, F, G. — BOLL., I : persecutionis tepuisse vidit fervorem. — Bosq. : cum primum persecutionis *furor tepuisset*, vidit *in somnis fervere* locum *tantorum* ossa servantem, et qua oportuit, etc.

(13) Sic B, E, G, H. — Bosq. : *tantorum* ossa servantem. — D. FÉLIB. : tantorum ossa martyrum asservantem. — HILD. : tantorum martyrum ossa servantem.

oportuit sollicitudine (1) requisivit; atque inventum eminentis mausolei constructione signavit (2). Unde postmodum Christiani basilicam supra martyrum corpora magno sumptu cultuque eximio (3) construxerunt, ubi quotidie (4), operante Domino nostro Jesu Christo, merita eorum virtutum probantur monstrari frequentia (5) : ubi recipit cæcitas visum, debilitas (6) gressum, et obstructæ aurium januæ (7) recipere merentur auditum.

XII. — Sed (8) nec illud silendum est (9), quod immundi spiritus infestatione vexati, dum ad memoratum locum examinandi virtute divina ducuntur (10), sanctorum ipsorum coguntur imperio, quo quisque martyrum sit positus loco (11), assignatis nominibus indicare (12). De quorum passione Dominus nos gaudere voluit (13), qui centesimum esse fructum martyrum repromisit (14), cui est honor et gloria, virtus et imperium in sæcula sæculorum. Amen (15).

(1) Sic BOLL., BOSQ., C, etc. — B : qua oportuit *sollicitudine* requisivit. — H : quem oportuit. — G : *quam opportuna* sollicitudine.

(2) E : *significavit*.

(3) E : cultu *nimio*.

(4) BOSQ. : *ibique* quotidie.

(5) Sic BOLL., HILD. — BOSQ., G, H : merita eorum virtutum probantur monstrare frequentiam. — C, E, F : probantur monstrare frequentia. — D : probantur frequentia. — I : probantur *frequentium*. — B : *meritis* eorum virtutum probantur *monstrare* frequentia.

(6) Dans le ms. B, le mot *debilitas* termine cette phrase.

(7) E : obstructæ *aures*. — HILD. : *obstrictæ* aurium januæ.

(8) Ce dernier paragraphe manque dans le ms. G.

(9) B : et non silendum est quod. — BOSQ. : sed nec illud sciendum est. (Luchi, comprenant le contresens, a mis en note : *forsan* silendum est.)

(10) Sic BOSQ., BOLL., B, D, I. — C, E, F, H : *loquuntur*.

(11) B : quo quisque martyrum (*omis* sit) positus loco. — C : quo quisque sit martyrum positus loco. — E : quo *usque* martyrum sit positus loco. — K : quo usque sit martyrum positus loco.

(12) Sic BOSQ., C, E. — H, I : *assignatis*. — B : assignatis *manibus* indicare. — BOLL. : *designatis* nominibus indicare.

(13) Sic H, etc. — B : de quorum passione Dominus gaudere voluit. — C : de quorum passione gaudere Dominus nos voluit. — E : de quorum passione *septimo* Dominus gaudere nos voluit. — BOSQ., BOLL., I : de quorum passione VII *idus octobris* Dominus nos gaudere voluit.

(14) Sic BOLL., B, C, E, H, I, K. — BOSQ. : qui centesimum esse *nostrum* fructum repromisit. — F : qui centesimum fructum repromisit (*ainsi se termine le ms. F*).

(15) Sic BOSQ., BOLL. — B, E, H : cui est honor et gloria in sæcula

Bibliographie de la controverse sur saint Denys l'Aréopagite.

1° Contre l'Aréopagitisme de saint Denys.

1614. Nicolas Le Fèvre, précepteur de Louis XIII, *Opuscula*, in-4°, p. 93.
 1629. Le P. Sirmond, *Concilia antiqua Galliae*. (Voir Launoy, *Opuscula*, 1660.)
 1636. F. du Bosquet, *Histor. Eccles. Gallic.*, lib. I, *pars prima*, p. 48.
 1641. Le P. Sirmond, *Dissertatio in qua Dionysii Parisiensis et Dionysii Areopagitæ discrimen ostenditur*, — *Opuscula*, 1696, T. IV, editio Veneta, 1728, p. 242.
 1641. Launoy, *De Areopagiticis Hilduini iudicium* (2^e edit., 1660).
 1641. Launoy, *Animadversiones in Joannis Samblacati Palladium Galliae*.
 1655. Jean Morin, *De sacris ordinationibus*, II^e pars, cap. 2 et 3. (*Disquisitio de duobus Dionysiis Areopagita et Parisiensi.*)
 1659. Launoy, *Dispunctio Epistolæ*, etc. (Réfutation de la lettre de P. de Marca.)
 1660. Launoy, *Varia de duobus Dionysiis Atheniensi et Parisiensi opuscula*.
 1688. Jean du Fraisse, *Origine des Eglises de France*.
 1690. Gérard du Bois, *De celebri controversia : an sanctus Dionysius Parisiensis episcopus Areopagita ?* (*Histoire de l'Eglise de Paris*, VI^e livre, chap. VI.)
 1730. Le P. Longueval, *Histoire de l'Eglise gallicane*, Dissertation préliminaire.
 1739. L'abbé Leboeuf, *Dissertations sur l'histoire de Paris*, T. I, p. 40-74.
 1780. Corneille de Bye, *Acta SS.*, T. IV octobr.
 Voir encore Tillemont, Baillet, Ellies du Pin, etc.

2° Pour l'Aréopagitisme de saint Denys ou sa mission au 1^{er} siècle.

1634. Pierre Halloix et P. Lanssel (*Inter opera S. Dionysii Areopagitæ*).
 1638. Germain Millet, *Vindicata Ecclesiae gallicanae de suo Areopagita Dionysio gloria*, etc., in-8°.
 1639. André du Saussay, *De mysticis Galliae Scriptoribus* (p. 343-1199).
 1641. J. Samblacat, *Galliae Palladium, sive Dionysius Areopagita*.
 1642. Germain Millet, *ad Dissertationem nuper evulgatam de duobus Dionysiis Responsio* (208 pages).
 1642. François Gerson, *Sainte Apologie pour saint Denys l'Aréopagite*.
 1643. Hugues Ménard, *De unico S. Dionysio Areopagita Athenarum et Parisiorum episcopo, Diatriba* (240 pages).

sæculorum. Amen. — C : cui est honor et gloria, virtus et potestas, etc.
 — I : cui est honor et gloria, virtus et imperium, et æterna potestas, una cum Sancto Spiritu, in sempiterna sæcula. Amen.

1646. Jacques Doublet, *Histoire chronologique pour la vérité de S. Denys Aréopagite*, in-4°, 634 pages.
1658. P. de Marca, *Epistola ad Henricum Valesium* (il met S. Denys au 1^{er} siècle).
1676. P. François Chiffet, *Dissertatio de unico Dionysio, primum Areopagita et episcopo Atheniensi, tum deinde Parisiorum apostolo et martyre*.
1679. Le même, *De sancti Dionysii ætate quo suus Parisiensibus confirmatur Areopagita*.
1679. Noël Alexandre, *In Histor. Eccles. Dissertatio XVI*.
1727. François Pagi, *Dissertatio historico-critica de S. Dionysio Parisiensi episcopo*. (*Breviar. Pontific. Roman.*, T. IV, in limine.)
- Voir encore Ouvrard, le P. Bonaventure, Labénazie, Hugues Mathou, l'abbé Faydit, etc.

APPENDICE N° 4.

Au mois d'avril de l'année dernière (1879), nous nous propositions de lire un résumé de cette étude sur saint Denys de Paris à la réunion des Sociétés savantes qui se tient tous les ans à la Sorbonne. Il nous semblait que les décisions rendues, sur la question des origines chrétiennes de la Gaule, par l'Académie des Inscriptions, n'étaient pas irréformables. Nous voulions, par une discussion, attirer de nouveau sur ce sujet l'attention du monde savant. Nous espérions qu'on voudrait bien nous entendre, car nous apportions, dans cette controverse, des documents inédits et des arguments nouveaux. Déjà nous avions lu notre travail à la Société Archéologique du Limousin, qui avait bien voulu l'approuver. Nous envoyâmes notre mémoire à Paris : mais le Comité de la section d'Histoire ne le jugea pas digne d'être lu en séance publique. Cette décision nous étonna : on semblait, par ce refus, vouloir se dérober à la discussion ; si nos arguments eussent été mauvais, l'auditoire d'élite auquel nous nous adressions n'eût pas manqué d'en faire justice. Voyant que cet auditoire nous échappait, nous avons publié ce résumé de notre travail dans plusieurs numéros du journal *l'Univers* (1). Au reste, le Comité de la section d'Histoire a été, à notre égard, d'une grande urbanité ; voici la note qu'il a daigné nous adresser pour motiver son refus : nous y ajouterons quelques courtes observations :

(1) Samedi 20 septembre 1879, — lundi 3 novembre, — jeudi 11 décembre.

« M. l'abbé Arbellot a été, et est depuis plus de vingt-cinq ans, l'un des avocats les plus ardents de l'opinion qui fait remonter jusqu'aux temps apostoliques l'introduction du Christianisme dans la Gaule. M. Faillon avait pris pour sujet le prétendu apostolat de sainte Marie-Madeleine dans la Gaule méridionale : M. Arbellot a surtout appliqué son opinion à la mission de saint Martial dans le diocèse de Limoges (1). Il a publié depuis 1853 plusieurs mémoires à l'appui de cette opinion ; et c'est après lui, et à son exemple, que d'autres écrivains, M. l'abbé Darras (pour Quimper) (2), M. Salmon (pour Amiens), MM. Fayet et Feugères (pour Reims), etc., ont soutenu ce même système légendaire qui a été souvent combattu, et contre lequel l'Académie des Inscriptions a protesté dans plusieurs rapports de la Commission des antiquités nationales.

» M. l'abbé Arbellot renouvelle son système et ajoute à ses anciens arguments une prétendue interpolation de dom Ruinart dans son édition de Grégoire de Tours (3). Il trouverait la preuve de cette interpolation dans deux mss. de la légende de saint Saturnin qu'il a consultés à la Bibliothèque nationale, et dont Ruinart n'aurait tenu aucun compte et qu'il aurait même altérés (4). M. Arbellot suppose aussi qu'un chiffre L de l'un de

(1) Non-seulement dans le diocèse de Limoges, mais encore dans les divers diocèses des deux provinces ecclésiastiques de Bourges et de Bordeaux, qui formaient l'Aquitaine, dont saint Martial a été proclamé l'apôtre.

(2) M. l'abbé Darras a publié un volume sur saint Denys l'Aréopagite et sur les origines de l'Eglise de Paris, mais n'a rien publié sur Quimper, qui n'a jamais été en cause dans la question des origines chrétiennes. Si l'auteur de cette note a fait confusion, c'est sans doute parce que M. l'abbé Darras était vicaire général honoraire de Quimper. L'évêque de cette ville avait voulu, par ce titre honorifique, rendre hommage au talent de l'abbé Darras, et reconnaître par là les services qu'il a rendus à l'histoire ecclésiastique.

(3) Il ne s'agit pas d'une interpolation de dom Ruinart dans son édition de Grégoire de Tours, mais d'une interpolation des anciens Actes de saint Saturnin, sur lesquels s'est appuyé Grégoire de Tours pour assigner à l'empire de Dèce la mission des sept évêques.

(4) Dom Ruinart n'a pu tenir compte de ces deux manuscrits, ni les altérer, puisqu'il ne les connaissait pas. — Il a altéré les Actes de saint Saturnin de Toulouse en lisant dans un manuscrit une date qui ne s'y trouve pas.

ces mss. doit être retranché ou converti en un I. C'est une des bases de son argumentation (1).

» En opposant ces futiles raisonnements à l'ensemble des témoignages et des arguments sur lesquels les érudits du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle se sont appuyés pour ne point admettre les traditions légendaires que l'école de l'abbé Faillon et de M. l'abbé Arbellot ont soutenues avec tant de persistance, sans tenir aucun compte des objections qui leur ont été faites, M. l'abbé Arbellot convient qu'il veut réveiller cette discussion non suffisamment éclairée selon lui. Il me paraît bien probable qu'il ne convaincra aucun de ses adversaires, et qu'il renouvellera en pure perte une querelle historique et théologique (2) qui paraissait calmée (3).

» Si le Comité autorise la lecture du mémoire, ce devrait être, il me semble, avec de très grandes réserves. Telle est aussi l'opinion de notre président.

» En tous cas, la seconde partie du mémoire de M. Arbellot, dans laquelle sont reproduits les arguments pour identifier Denys l'Aréopagite avec saint Denys, premier évêque de Paris, ne pourrait être lue à la Sorbonne, car elle ne consiste que dans la reproduction d'arguments vingt fois réfutés (4). »

(1) Ce chiffre L, du manuscrit de Saint-Germain-des-Prés, avec lequel dont Ruinart a fait « ante annos quinquaginta », est en effet une leçon inexacte, comme nous l'avons démontré dans le chapitre premier de cette étude.

(2) La question n'est pas du tout *théologique*, mais purement *historique*. Il s'agit de savoir 1^o si saint Denys a été envoyé par saint Clément, dans la seconde moitié du 1^{er} siècle comme l'affirment ses anciens Actes, ou seulement sous l'empire de Dèce, au milieu du 3^e siècle, comme on le lit dans Grégoire de Tours ; 2^o si saint Denys de Paris est le même personnage que Denys l'Aréopagite, comme d'anciens Actes l'ont enseigné. Il n'y a là rien de théologique. — En 1855, l'académie des Inscriptions avait fait la même confusion : elle avait écarté du concours des antiquités nationales notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, dans laquelle elle n'avait vu qu'un *sujet de polémique religieuse*.

(3) La querelle n'est pas calmée, puisque, depuis trente ans, plus de cinquante volumes ou brochures ont été publiés sur cette question.

(4) Nous n'avons pu reproduire des arguments vingt fois réfutés, puisque nous avons envisagé la question sous un point de vue nouveau, en faisant une étude critique des Actes aréopagétiques que l'école de Sirmond ne connaissait pas, et des Actes clémentins, dont cette école ne connaissait qu'une édition altérée.

L'ABBÉ ARBELLOT.

LA

NUMISMATIQUE LIMOUSINE

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878

Rapport lu à la séance de la Société Archéologique et Historique du Limousin du 28 janvier 1879

Dans une précédente séance, notre savant président, M. le chanoine Arbellot, nous disait la part glorieuse qui revenait au Limousin dans l'exposition rétrospective du Trocadéro. Les magnifiques émaux signés par nos plus grands maîtres, les tapisseries sorties de nos vieilles fabriques, les monnaies frappées dans nos ateliers du moyen âge, groupés et classés dans une même galerie, à côté des richesses du monde entier, justifiaient la réputation artistique de notre belle province et l'admiration de ceux qui veulent voir en elle le berceau de l'art français.

La perfection relative des produits monétaires du Limousin a, depuis longtemps, fixé l'attention des numismatistes.

« Parmi les écoles qui se firent remarquer par l'habileté de leur fabrication, dit notre érudit compatriote M. Deloche, celle de Limoges tenait l'un des premiers rangs. Mais cette supériorité du Limousin dans le monnayage, supériorité que plusieurs écrivains ont signalée (1), n'est pas dans son histoire un fait isolé. On se convainc, en effet, à mesure que l'on étudie de plus près les annales de cette province, que sa capitale fut, sous les

(1) LELEWEL, *Numismatique du moyen âge*; — FILLON, *Considérations historiques*.

deux premières dynasties de nos rois, le centre politique, commercial et artistique le plus important de l'Aquitaine (1) ».

Nous allons borner cette revue à l'indication de nos ateliers monétaires représentés dans les vitrines de l'Exposition universelle et à la description de leurs types les plus intéressants.

La collection de M. le vicomte de Ponton d'Amécourt s'impose la première à notre examen. L'exposant est un archéologue des plus distingués, dont le nom fait autorité en matière de numismatique. Il a pris la tâche d'étudier dans ses détails les plus obscurs le monnayage mérovingien. Sa notice sur Abbon, l'initiateur et le protecteur de saint Eloi, et sa *Description raisonnée des monnaies mérovingiennes de Chalon-sur-Saône* méritent une mention particulière, car l'auteur y touche à l'un des points controversés de l'histoire artistique de notre province.

Après avoir démontré que le directeur des officines de Chalon était le même que le premier maître de saint Eloi, M. de Ponton d'Amécourt prétend que les plus anciens ciseleurs et monnayeurs limousins seraient venus de la Bourgogne; les Francs, selon lui, auraient reçu des Burgondes leurs traditions artistiques. Il termine et résume ainsi son travail : « L'Abbon de Limoges est l'ancien monétaire qui a joué un si grand rôle dans les ateliers de Chalon. Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'œuvre d'Abbon, ni à chercher les étapes de sa pérégrination entre Chalon et Limoges, dans la description des monnaies marquées de son nom et empreintes de son style; notre œuvre d'aujourd'hui est accomplie : nous avons classé les monnaies de la capitale du second royaume de Bourgogne, et, recueillant çà et là quelques fleurs d'histoire dans les landes vierges de la numismatique, nous avons constaté un fait important : l'art burgonde a produit l'art limousin. Dans les demi-teintes qui composent l'arrière-plan du grand tableau de notre histoire, on peut distinguer un groupe de voyageurs se dirigeant de l'est à l'ouest, plantant leur tente et installant à Limoges leur modeste bagage. Ce sont les pionniers de l'art français : le génie des anciens Burgondes les accompagne; ils vont allumer le foyer qui brillera d'un si

(1) Maximin DELOCHE, *Description des monnaies mérovingiennes du Limousin*.

vif éclat pendant dix siècles ; ils devancent les créateurs de ces merveilles d'orfèvrerie et d'émaillerie qui meubleront les églises et les palais, et que la postérité la plus reculée admirera dans tous les musées du monde ; ils sont les pères de saint Eloi et les ancêtres de Léonard Limosin (1). »

La nature des travaux de M. le vicomte d'Amécourt, le désir de développer et de corroborer la thèse que nous venons de rappeler, l'amèneront forcément, lorsqu'il aura terminé ses recherches sur les ateliers monétaires de la Touraine, de la Bourgogne et du Maine, à aborder l'étude des monnaies de notre pays. En attendant, il réunit patiemment les matériaux qui lui serviront à compléter, rectifier et mettre au courant des découvertes les plus récentes le remarquable ouvrage de M. Deloche.

La collection limousine de l'exposant est déjà considérable. Nous avons compté, dans son médaillier, des produits de trente-un foyers monétaires de l'ancien diocèse de Limoges.

En voici l'énumération :

1°. — LIMOGES (l'Eglise).

Le type de cet atelier a été décrit par M. Deloche, qui en a signalé trois variétés. Les spécimens de M. de Ponton d'Amécourt lui étaient inconnus.

2°. — LIMOGES (la Cité).

Les produits de cette officine sont moins rares et mieux déterminés que ceux de l'Eglise de Limoges. L'auteur de la *Description des monnaies mérovingiennes du Limousin* en a mentionné huit exemplaires, dont deux figurent dans la vitrine de M. le vicomte d'Amécourt : ce sont des tiers de sou d'or, du deuxième quart du VII^e siècle, portant, l'un au droit : LEMO-VEGAS.F., et au revers : SATURNUS.M—I; l'autre au droit : LIMOVEGAS, et au revers : ANSOINIO MONETAI.

3°. — AMBAZAC.

On ne connaissait jusqu'à présent que deux triens de cet atelier, possédés l'un et l'autre par M. Cartier père.

(1) M. le vicomte DE PONTON D'AMÉCOURT, *Description raisonnée des monnaies mérovingiennes de Chalon-sur-Saône*.

4°. — BRILLAU-FA OU BREUIL-EN-FA.

L'existence de ce fourneau monétaire était attestée par six monnaies qu'a décrites M. Maximin Deloche. A cette liste on doit ajouter le spécimen exposé par M. de Ponton d'Amécourt.

5°. — BERSAC.

L'atelier monétaire de Bersac n'a été signalé, jusqu'à ce jour, que d'une façon hypothétique. Un tiers de sou d'or, de la collection de M. Trimolet, de Lyon, et portant au droit cette légende : + BRECIACO FIT, a été attribué dubitativement par M. Deloche à Bersac (Haute-Vienne) ou à Berchat près Brive. Le type limousin de la monnaie est incontestable, mais le nom de lieu *Breciaco* ne peut se traduire par Bersac ou Berchat, qu'à la condition d'intervertir l'ordre des lettres et de placer l'*e* de *Breciaco* avant l'*r* (*Berctiaco*), au lieu de le laisser après. L'espèce de M. de Ponton d'Amécourt paraît être un double du triens de M. Trimolet. Il représente, au droit, un buste à droite entouré de la légende : BRECIACO FI. On voit sur le revers le nom du monétaire : + VRSVLFO MO, et, au milieu, une croix latine conjuguée avec la croisette initiale. L'exposant pense que ce triens a été frappé à Bersac. La découverte récente d'un cimetière gallo-romain est venu démontrer la haute ancienneté de ce lieu et l'importance qu'il avait autrefois : c'est un argument nouveau en faveur de l'atelier de la Haute-Vienne, contre l'attribution qui pourrait être faite du triens mérovingien à Berchat près Brive, localité mentionnée dans une charte du ix^e ou du x^e siècle seulement.

6°. — CHAMPAGNAC.

Les fourneaux mérovingiens de Champagnac ne nous avaient été révélés par aucun échantillon. Dans sa *Description des monnaies mérovingiennes du Limousin*, M. Deloche n'en signale pas l'existence. M. Maurice Ardant, qui a donné, dans une des séances du Congrès scientifique de France, tenu à Limoges en 1859 (1), une liste des noms de lieu du Limousin où

(1) Congrès scientifique de France, xxvi^e session. — Limoges, 1859, T. I^{er}, p. 276.

l'on a battu monnaie aux époques mérovingienne et carlovingienne, ne parle pas de cet atelier. La pièce exposée par M. de Ponton d'Amécourt offre donc un réel intérêt historique. Elle nous permet d'ajouter un nom à la liste déjà longue de nos foyers de monnayage mérovingiens. En voici la description : CAMPANIAC, ou bien CAMPANIA C (*Castro*). Buste à droite. Revers : + BAVDEGISILO M. Croix latine dans une couronne de feuillage conjuguée avec la croisette initiale.

La lecture de la légende n'offre aucune difficulté. C'est bien à Champagnac qu'a été frappé ce triens. Le type de la pièce est franchement limousin : « Un connaisseur exercé, nous a dit l'exposant, ne saurait s'y méprendre, car, si le style de nos monnaies est malaisé à définir, rien n'est plus facile, au contraire, que de le reconnaître, lorsqu'on a l'habitude du monnayage mérovingien ».

Mais il existe en Limousin plusieurs localités du nom de Champagnac. Pour que l'attribution du triens de M. d'Amécourt soit complète, il faudrait pouvoir établir quelle est celle de ces différentes localités qui a produit la monnaie dont nous nous occupons. Le problème n'est pas commode à résoudre, et nous n'aurons pas la témérité de l'aborder. C'est par la comparaison avec les divers types d'une même province qu'on peut arriver à déterminer le lieu précis de fabrication d'une pièce : il faut avoir pour cela une connaissance spéciale de la numismatique mérovingienne et pouvoir rapprocher entre eux de nombreux spécimens. Nous nous contenterons de faire cette double remarque que le style du triens de Champagnac est le même que celui de la monnaie frappée à Breziaco, et que trois pièces sorties, d'après M. Deloche, de l'atelier de Sarroux près Bort (Corrèze), portent le nom de notre monétaire Baudegisilus.

7°. — CHATEAUPONSAC.

Cette officine de monnayage est représentée dans la collection de médailles de la Bibliothèque nationale par un triens d'or pâle qu'a décrit M. Deloche. La variété exposée dans la galerie de l'art rétrospectif ne présentait aucune particularité à signaler.

8°. — CHERVIX.

Il n'y avait aucun doute sur l'existence de l'atelier de Chervix. Les produits en sont extrêmement rares.

9°. — COMPREIGNAC.

Le triens de M. de Ponton d'Amécourt vient grossir la liste des monnaies frappées à Compreignac.

10°. — EYJAUX.

Une pièce sortie de la fabrique d'Eyjaux figurait dans la même vitrine. L'atelier était déjà connu.

11°. — LA MEYSE (?).

M. le vicomte d'Amécourt n'a fait qu'à titre conjectural l'attribution d'une de ses monnaies à la Meyse. Personne, jusqu'à présent, n'a indiqué l'existence, dans cette localité, d'un foyer monétaire mérovingien. Nous ne connaissons sur son territoire aucun vestige gallo-romain, aucun débris du moyen âge, témoignant de son ancienneté : nous savons seulement qu'elle a été le siège d'un archiprêtre. L'habile numismatiste ne s'est certainement pas trompé sur l'origine limousine de la monnaie ; quant à l'officine qui l'a produite, il n'a émis qu'une hypothèse.

Nous croyons qu'on doit voir plutôt dans ce triens un spécimen de l'atelier de Saint-Yrieix. Sur le droit on lit la légende : **MEDIO VICO**, ou plutôt **NEDIO VICO**, autour d'un buste diadémé à droite. Le revers représente une croix latine conjuguée sur la croisette initiale, avec l'inscription : + **LEODOLENO MO**. Le commencement du nom de lieu *Medio* ou *Nedio* est très imparfaitement moulé. Or la première partie de l'M ou de l'N a la disposition d'un A (A) ; il suffirait donc d'ajouter à la fin de cette première lettre N la retombée de l'R pour obtenir la forme ancienne de Saint-Yrieix : **AREDIO**. Le type de Saint-Yrieix a beaucoup de rapport avec celui de notre monnaie : on voit sur les pièces de cette localité, comme sur celle qui nous occupe, un buste à droite orné d'un diadème. Enfin il y a aussi quelque similitude entre les noms des monétaires Baudoleno, Vadoleno, qui ont signé les triens de Saint-Yrieix, et le nom de Leodoleno inscrit sur la monnaie de M. d'Amécourt.

12°. — MONTROL-SENNAR.

M. Deloche a décrit, dans son savant ouvrage, deux pièces sorties de ce fourneau. La première appartient à M. le président

Bigant; la seconde, qui présente la même effigie et la même légende, dépend de la collection de M. d'Amécourt. On voit au droit une tête de face nue, à longue chevelure partagée sur le front et retombant sur les épaules; le col est orné d'un collier de perles; le buste est habillé. La légende donne le nom mérovingien de Sennar, SENNAMAURO. Au revers on lit : SATORNO MONETARIO; au milieu est une croix égale potencée sur deux degrés. C'est un triens du troisième quart du VII^e siècle.

13°. — NOVIC.

Notre compatriote M. Deloche attribue sans hésitation à Novic les monnaies mérovingiennes qui portent l'inscription : NOVOVICO. Il en mentionne quatre qui sont frappées par le même monnayeur : les deux premières appartiennent au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale; la troisième est en la possession de M. de Saulcy; la quatrième est celle que nous avons vue dans le médaillier de M. le vicomte de Ponton d'Amécourt. Nous citons la description qu'en a donnée notre érudit compatriote : au droit « + FLAVLFV ω (*Flaulfus*). Tête à droite, ceinte d'un bandeau perlé; le col orné d'un collier; le buste habillé ». Au revers : « + NOVOVICO. Monogramme posé sur un globule, et composé d'une croix à la haste de laquelle sont appendus, d'un côté, un R, et de l'autre, un G ».

Les ateliers que nous venons d'énumérer sont compris dans la circonscription départementale de la Haute-Vienne. Le département de la Corrèze est représenté dans la collection de M. d'Amécourt par les monnaies suivantes :

14°. — BAR.

Dans sa *Description des monnaies mérovingiennes du Limousin*, M. Deloche avait signalé l'atelier de Bar-sur-Corrèze d'après un triens d'or trouvé dans les ruines du château de cette vieille localité. Cette pièce, qui avait appartenu à M. Maurice Ardant, avait pour légende, au droit : MARIVCEOS, et au revers : BARRO CASTRO.

M. d'Amécourt possède un spécimen du même triens beaucoup mieux conservé que celui qu'a décrit M. Deloche, et qui permet de rétablir ainsi les légendes et les empreintes : au droit, BARRO CASTRO, tête diadémée à droite; au revers, MARIVCFOS, ou mieux MARIVLFOS, deux petits personnages.

Le même atelier est représenté dans le médaillier de l'exposant par un magnifique sou d'or inédit, dont voici la description : Au droit, BARRO CAITRO, tête à droite ; au revers, MARIVLFI + VIVEDO, guerrier debout à droite, tirant de l'arc ; dans le champ, à gauche, un javelot ; à droite, une petite couronne de perles.

15°. — CHATRAS.

La pièce classée sous ce nom par M. de Ponton d'Amécourt provient d'un atelier ignoré jusqu'à ce jour. C'est un tiers de sou d'or, qui porte au droit : AVDEMVLFO, buste de face ; au revers : + CASTORIANO, croix cantonnée de quatre globules, dans un grénétis. L'exposant propose d'attribuer cette monnaie au lieu appelé Chatras. Nous ne connaissons qu'une localité de ce nom, située dans les dépendances de la commune d'Estivaux, près de Comborn.

16°. — CHOISSE (7).

Il s'agit ici d'un tiers de sou d'or pâle, des dernières années du vi^e siècle, qui a exercé vainement la perspicacité des numismatistes les plus compétents. Son origine limousine est certaine. Les lettres L.E.M.O., écrites dans le champ du revers, suffisent pour ne laisser aucun doute à ce sujet. Mais sa légende CHOI ∞ ∞ ∞ R + ne permet de l'attribuer à aucun nom de lieu connu. Nous nous bornons donc à transcrire la description qui en a été donnée par M. Deloche : « CHOI ∞ ∞ ∞ R +. Tête à droite, ceinte d'un bandeau ; buste habillé dans un grénétis. Revers : THIBAIIO M FICI. Croix égale dans une couronne de feuillage, cantonnée des lettres L.E.M.O. »

17°. — CORNIL.

Le triens de Cornil exposé par M. le vicomte d'Amécourt a été trouvé, d'après le témoignage de M. Maurice Ardant, dans un cimetière du Limousin. Il a été édité dans la *Description des monnaies mérovingiennes* de M. Deloche. Sa légende : COR-NILIO CAS (*Castro*) est facile à interpréter. Dans le champ, un personnage, marchant à droite, tient de chaque main un bâton. Le revers représente une croix égale, fichée, accostée de deux points sous le bras droit et d'un globule sous le bras gauche, avec l'inscription : BONUS MON. Sur les deux faces, le champ est entouré d'une couronne.

18°. — L'ÉGLISE-AUX-BOIS (?).

L'atelier monétaire de l'Eglise-aux-Bois n'avait pas encore été mentionné. Le propriétaire de la riche collection du Trocadéro pense qu'on peut lui attribuer un triens d'or qu'il décrit ainsi : + CLISI FIT. Buste diadémé à droite. Au revers : + LEODENUS MONE. Croix grecque conjuguée avec la croisette initiale.

L'habile numismatiste ne propose du reste cette classification que d'une manière hypothétique, et à défaut d'une attribution plus satisfaisante.

19°. — ESPAGNAC.

Le type et la légende de la monnaie d'Espagnac sont parfaitement clairs. M. Deloche, qui a eu sous les yeux l'exemplaire exposé dans la vitrine de M. d'Amécourt, en donne cette description : — + SPANIACO F. Tête à droite, ceinte d'un diadème de perles terminé sur la nuque par trois bandelettes perlées ; buste nu ; sous le buste, une rangée de cinq perles. Revers : — TIRTEWINDVS MOI. Croix latine potencée. — C'est un tiers de sou d'or du troisième quart du VII^e siècle.

20°. — EYBURIE.

Ici encore nous avons la bonne fortune de trouver dans l'ouvrage de M. Maximin Deloche la description du triens exposé. La légende du droit dit : EBARIO CAS (*Eburio castro*). Au revers on lit le nom du monnayeur : RIDVLFO MO. Un numismatiste autorisé, M. Cartier, avait publié cette pièce dans sa *Liste des monétaires mérovingiens*, mais n'avait indiqué aucune attribution. Le demi-cercle du champ, la croix ancrée du revers accostée de deux globules, rappellent le type des monnaies d'Uzerche. Enfin le nom mérovingien *Eburio* se traduit exactement par Eyburie, aujourd'hui chef-lieu de commune du canton d'Uzerche.

21°. — EYGURANDE (?).

On ne doit pas être affirmatif sur la détermination de l'atelier qui a frappé cette monnaie. L'exposant a cru d'abord qu'on pouvait l'attribuer à Eygurande, et c'est comme un produit probable de cette officine qu'il l'a présentée au Trocadéro. Mais

une meilleure lecture de la légende lui a fait abandonner son opinion. Le droit porte : AGNOLANTE VICO, buste à droite. Sur le revers on voit : AVGEVALDO MONETA, croix latine. Nous ne connaissons qu'un nom de lieu offrant quelque analogie avec *Agnolante-Vico* : c'est *Agolas* ou *Aguola*, aujourd'hui Goules, mentionné dans une charte du ^x^e ou ^{xii}^e siècle (1).

22°. — USSSEL.

L'ancienneté d'Ussel n'est inconnue de personne. Cette ville offre de nombreux vestiges des époques romaine et gallo-romaine. Son atelier de monnayage a été mentionné par M. Deloche, qui en a décrit un tiers de sou en *electrum* de la collection de M. Cartier.

23°. — UZERCHE.

Les produits de cette officine sont représentés par d'assez nombreux spécimens dans les collections privées et le cabinet de l'Etat. M. le vicomte de Ponton d'Amécourt en a exposé deux variétés qui ont été ainsi décrites par M. Deloche : 1° — V ∞ ERCA LO. Personnage marchant à droite, tête nue, tenant de la main gauche une croix ; sous le bras gauche, une croisette posée sur un point ; à la hauteur du front, un globule dans le champ. Au revers : + VRL.....NETAI (*Monetai*). Croix égale, cantonnée des lettres CEMV renversées (pour LEMV), dans un cercle de perles. 2° — VSERCA. Petite effigie à droite ; tête nue ; le tout dans une couronne de feuillage. Au revers : MANUIHIXO. Monogramme de LEMV, dans une couronne de feuillage. — Ce sont des tiers de sou d'or du deuxième quart du ^{vii}^e siècle.

24°. — YSSANDON.

Le style limousin de cette pièce est fortement accentué ; la traduction d'ESANDONE n'offre aucune difficulté ; enfin l'atelier monétaire d'Yssandon a été signalé par les numismatistes.

Cette pièce clôt la liste des monnaies frappées sur le territoire qui forme aujourd'hui le département de la Corrèze.

(1) Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu, charte CLXXXVIII, p. 252.

Pour achever la revue des ateliers de monnayage limousins représentés dans la vitrine de M. de Ponton d'Amécourt, nous avons à nous occuper encore de quelques triens attribués à des localités de la Creuse et de la Dordogne qui dépendaient autrefois du diocèse de Limoges.

Deux variétés seulement appartiennent à la Creuse, dans cette riche collection.

25°. — LEYRAT.

Le triens que l'exposant attribue à Leyrat est le seul produit de cet atelier connu jusqu'à ce jour. Nous le croyons inédit. Il porte au droit : ELARIACO FIT, tête diadémée à droite. Sur le revers, on voit une croix grecque polarisée sur la croisette initiale, avec cette inscription : + SANDIRICOS MO.

26°. — SAINT-ÉTIENNE-DE-FURSAC.

L'existence de l'atelier monétaire de Fursac a été démontrée par M. Deloche, qui a décrit une pièce en *electrum* et deux pièces en or battues dans cet atelier. Il signale même un quatrième spécimen qui pourrait être attribué à la même officine. Le triens de M. de Ponton d'Amécourt, qui ne diffère des premiers ni par le style ni par la légende, doit être ajouté à cette énumération.

27°. — JUMILLAC.

La localité de ce nom, qui appartient au Périgord, dépendait, à l'époque mérovingienne, de la cité des Lémovices. Nous pouvons donc faire figurer dans notre revue de la numismatique limousine le tiers de sou d'or exposé par M. le vicomte d'Amécourt. Il a pour légende, au droit : NECTARIVS, et au revers : GEMELIACO. Il date du troisième quart du VII^e siècle. Sa description détaillée se trouve dans l'ouvrage de M. Deloche.

28°. — SALAGNAC.

Le fourneau du monnayeur qui a produit le triens exposé était déjà connu et représenté au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale par une ou deux pièces d'or. L'inscription SELANIACO et le style de la monnaie démontrent qu'elle a une même origine que celles qui ont été attribuées à Salagnac par les numismatistes.

Quoique le type de cette pièce soit assez éloigné de celui des monnaies connues de Sarazac, la légende : SAGRACIACO a déterminé l'exposant à la considérer comme un produit du même atelier. Nous croyons que le triens de M. de Ponton d'Amécourt est le même qui a été décrit par M. Fillon, dans ses *Etudes numismatiques* (1), sans désignation du propriétaire.

A la suite des monnaies dont l'exposant a traduit la légende et précisé le lieu d'origine, il en existe deux qui se rattachent évidemment par leur type à notre pays, mais qui figurent dans la vitrine de M. d'Amécourt, avec cette mention : « Indéterminées du Limousin ».

30°. — CAMBARISIO.

Sur la première on lit : CAMBARISIO. Ne peut-on pas, avec quelque raison, proposer Chambéry pour la traduction exacte du nom de lieu mérovingien ? Le hameau de Chambéry, commune de Saint-Brice près de Saint-Junien, est cité dans des Actes du xv^e et du xvi^e siècle. Un membre de la famille noble de Rousiers s'appelait sieur de Chambéry. M. le chanoine Arbellot, dans sa *Biographie de François de Rousiers* (2), résume deux titres latins, un testament du 9 avril 1469 et un contrat de partage de 1484, dans lesquels figurent Geoffroy et Junien de Rousiers de *Cambaricio*. Cette localité a été appelée d'abord Chambary ; Nadaud, dans le *Nobiliaire du diocèse de Limoges* (3), parle de Geoffroy de Rousiers, sieur de Chambary. De là est venu le nom actuel de Chambéry.

Nous n'avons pas trouvé la mention de ce nom de lieu dans des chartes plus anciennes que celles qu'a analysées M. l'abbé Arbellot ; mais la forme *Cambarictum*, qui se rencontre dans celles-ci, reproduit exactement la légende du triens de M. de Ponton d'Amécourt. Nous pensons donc qu'on peut attribuer à

(1) B. FILLON, *Etudes numismatiques*, p. 31, pl. I, n° 22.

(2) *Biographie de François de Rousiers*, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — Limoges, 1839, in-8, p. 95 et 96.

(3) *Nobiliaire du diocèse de Limoges*, par l'abbé NADAUD, manuscrit, p. 743.

Chambery (Haute-Vienne) le tiers de sou d'or exposé par le savant numismatiste.

31°. — BULBIACURTE-DOMO.

Le second triens dont M. le vicomte d'Amécourt n'a pas déterminé le lieu d'origine porte la légende : BULBIACURTE DOMO. Nous ne connaissons dans le Limousin qu'une seule localité dont le nom actuel puisse dériver du nom mérovingien inscrit sur cette monnaie. A quelques kilomètres de Tulle, en remontant le cours de la Corrèze, on rencontre un hameau appelé aujourd'hui Bourbacout. Il est situé à peu de distance du Puy-Merle, montagne couverte de bruyères, remarquable par un ensemble d'excavations circulaires disposées symétriquement sur un de ses flancs. Une tradition populaire attribue ces ouvrages aux Anglais, qui, pendant leur occupation du Limousin, auraient établi en cet endroit un camp fortifié. Mais des archéologues y ont vu, avec plus de raison peut-être, l'emplacement d'un village gaulois. Deux tumuli importants, placés à mi-côte, donnent quelque fondement à leur opinion. En tout cas, dans le voisinage de Bourbacout, on trouve de nombreux débris de briques romaines qui démontrent que cette localité a été le siège d'un très ancien établissement.

La détermination d'un atelier monétaire est chose trop difficile pour que nous ayons la prétention d'être absolument exact dans l'attribution des deux triens dont M. de Ponton d'Amécourt n'a pas indiqué le lieu d'origine. Nous proposons un classement qui a pour lui la vraisemblance, en attendant que des numismatistes compétents se soient prononcés sur la question avec l'autorité qui leur appartient.

Auprès de la riche collection de M. le vicomte de Ponton d'Amécourt, figurait, dans la galerie de l'exposition rétrospective du Trocadéro, la vitrine de M. Charles Penchaud. Cet exposant ne s'est pas appliqué, comme son voisin, à réunir dans son médaillier les produits de tels ou tels ateliers de monnayage, la fabrication d'une époque déterminée de notre histoire : il a recueilli les pièces rares et précieuses de tous les siècles depuis l'avènement de la troisième race.

Sa collection, au point de vue historique, est moins intéressante que celle que nous venons d'examiner, et le Limousin, en particulier, n'y est représenté que par un assez petit nombre d'échan-

525
tillons. Mais nous devons reconnaître que toutes les pièces exposées dans la vitrine de M. Penchaud se distinguent par leur grande rareté d'abord, et aussi par leur belle conservation.

Cinq pièces nous ont été signalées par l'exposant comme étant sorties de l'atelier de Limoges.

1° CHARLES VII. — La première monnaie de cette collection que nous pouvons réclamer pour notre province est, par ordre chronologique, un double-tournois au K de Charles VII. En voici la description : — + KAROLUS : FRANCO RX. Dans le champ, deux fleurs de lis sous un K. — Revers : + TVRONVS : FRANCOR. Croix. Point sous la dixième lettre.

M. Penchaud attribue cette pièce à l'officine de Limoges. Quelles sont les raisons de ce classement ? Nous ne les connaissons pas, et c'est seulement sur la foi de ce numismatiste distingué que nous mentionnons ce double-tournois dans notre revue.

2° FRANÇOIS I^{er}. — Pour cette seconde pièce, il ne saurait y avoir de difficulté : elle porte la lettre de notre ancien atelier monétaire et la signature de celui qui a présidé à son émission. C'est un teston sur lequel on lit au droit : + FRANCISCVS. D. GRA : FRANCORVM : REX D. Un buste juvénile, à droite, est coiffé d'un chapel surmonté d'une petite couronne ; les cheveux sont longs et plats ; la figure est imberbe ; les épaules sont drapées. Au revers on voit : + XPS : VINCIT : XPS : REGNAT : XPS : IMPER D. Cette légende entoure l'écu de France couronné, au milieu de treize doubles-arceaux avec un point aux angles intérieurs et un point sous la dixième lettre des deux légendes. La lettre I est placée sous l'écu. Le D qui se trouve à la fin des légendes est l'initiale du nom de François Dauvergne, maître particulier à Limoges.

3° LOUIS XVI. — Le médaillier de M. Penchaud renferme deux essais de monnaies coloniales frappées dans notre ville par Droz. Le premier porte, au droit, cette légende : LUD.XVI.D.G. I FR. ET.NAV.REX. Dans le champ, deux L cursives sont entrelacées ; au milieu est une fleur de lis. On lit sur le revers, dans un cercle de fleurs de lis, et en six lignes : 2 | SOLS | 6 | DENIERS | fl. de
lis | 1786. La tranche est cannelée. La pièce est en billon.

4° LOUIS XVI. — La seconde monnaie ne diffère de celle que nous venons de décrire que par l'inscription suivante, qui se trouve au revers, dans le cercle de fleurs de lis : TROIS | SOLS | + | 1787.

Ces deux essais sont fort rares.

5° RÉPUBLIQUE. — Le dernier échantillon limousin de cette collection est une pièce de cinq centimes assez peu commune. Nous en donnons la description exacte : REPUBLIQUE FRANÇAISE, buste à gauche, avec bonnet phrygien et épaules drapées ; dessous : *Dupré*, avec paraphe. — Au revers : 5 | CEN-TIMES. | — |. Amazone. L'AN 5. Fleur. | I. Tranche cordonnée.

Cette monnaie, d'un petit module, n'a été frappée que pendant l'an IV et l'an V ; elle fut alors remplacée par le cinq centimes du grand module, dont l'émission n'a cessé qu'après l'an IX.

Pour compléter cette revue de la numismatique limousine à l'Exposition universelle, il faudrait peut-être citer encore quelques monnaies des ducs d'Aquitaine que nous avons aperçues dans la vitrine de M. Gariel. Mais ces pièces se rattachent à notre province moins directement que celles que nous venons de signaler, et nous n'avons pu, du reste, obtenir de leur propriétaire les facilités d'examen et les renseignements précieux que M. le vicomte de Ponton d'Amécourt et M. Charles Penchaud nous ont donnés avec une obligeance et un empressement dont nous ne saurions trop les remercier.

RENÉ FAGE.

PROCÈS

ENTRE JACQUES II DE BOURBON

ET QUELQUES HABITANTS DE BELLAC

QUI REFUSAIENT DE PAYER LEUR PART D'UNE AIDE VOTÉE PAR LES ÉTATS DE LA BASSE-MARCHE

[1424]

Vendredi, derrenier jour dudit mois de juin, Jouvenel (1) president.

Entre le roy Jaques, roy de Hongrie et conte de la Marche (2), comme ayant le gouvernement de la Basse-Marche de par le roy, et le procureur du roy, demandeurs, d'une part, et Pierre Lemosnier, autrement dit Potage, Jehan Veilhel, Jehan Naudé, Jehan Granges, Jehan Berigaut, Pierre Malabay, autrement Lombart, Léonard Berigaut, Jehan de Boilhut, Pierre de Meris, Jehan Brunier, Pierre Dommaton, autrement Crosant, Jehan Malabay, Guillaume Gubeau, et Jehan du Carroy, defendeurs, d'autre.

Pour les demandeurs Jouvenel (3) dit que feu messire Jehan de Bourbon, conte de la Marche, ot plusieurs enfans : entre les autres ot une fille nommée Anne, qui *primo* fut mariée au conte de Montpancier, puis au duc en Baviere, dont est yssu Jaques

(1) Jean Jouvenel ou Juvenal des Ursins, président du Parlement de Poitiers, mort le 1^{er} avril 1491.

(2) Jacques II de Bourbon, comte de la Marche, de 1393 à 1433.

(3) Jean II Jouvenel des Ursins, depuis évêque de Beauvais, de Laon et archevêque de Reims, mort le 14 juil et 1473.

de Baviere, seigneur de la Basse-Marche, qui est en Alemaigne avecques son pere (1). Dit que pour l'absence de lui et de son pere, le païs de la Basse-Marche a esté petitement gouverné; dit que le chasteau du Daurat a esté par aucun temps au gouvernement du seigneur de Mortomar (2), et *successive* du mareschal de Severac (3) lequel y mist Raymonnet du Soulier et autres, qui vivoient sur le païs et faisoient plusieurs mauulx, car n'y a plus de LXX livres de rente. Dit que le roy Jaques, ce voyant et desirant y mettre remede, afin que les subgez peussent vivre en paix, a accepté de par le roy le gouvernement de la Basse-Marche, et pour avoir le Daurat en sa main lui a convenu bailler grant finance, tant pour les reparations que y avoit faictes le S^r de Mortomar, comme pour faire vuidier ceulx que le mareschal de Severac y avoit mis; pour avoir laquelle finance furent les trois Estaz du païs de la Basse-Marche assemblés à Belac, et y avoit à l'assemblée la plus grant et saine partie des habitans de Belac; et pour ce que lors n'y avoit assés gens des autres lieux dudit païs, fut ordonné que le ix^e jour de janvier ensuivant se rassembleroient de rechief en plus grant nombre audit lieu de Belac. Ainsi fu fait, et y furent les abbés de Grantmont, de Charroux (4) et du Daurat, les seigneurs de Mor-

(1) Cet exposé généalogique est très exact; cp. *l'Art de vérifier les dates*.

(2) Ce fait est encore confirmé par une pièce inédite très intéressante que voici : « Nous, Jehan de Rochechouart, sieur de Mortemar, chambellan du roy et de M^{se} le dauphin de Viennois, lieutenant general du roy nostredit seigneur par tout son royaume, et cappitaine et garde du chastel du Dorat, confessons avoir eu et receu de M^e Jehan Merichon, receveur general de toutes finances tant en Languedoil comme en Languedoc, la somme de deux cens livres tournois, en deduction et rabat de la somme de XIII^e l. t. que mondit seigneur le daulphin et lieutenant, par ses lettres données le XVIII^e jour de cest present mois, avoit et a ordonné et mandé à nous estre palée et delivrée par ledit Merichon pour un an à compter du jour de la date desdites lettres, tant pour nos gaiges de cappitaine comme pour le payement et gaiges des gens d'armes et de trait et autres neccasitez pour la seureté et garde dudit chastel, si comme plus à plain est contenu en icelles lettres.... Donné en tesmoing de ce soubz noz seel et seing manuel le XXVI^e jour de septembre l'an mil CCCC et dix huit ». — (*Signé* : JEHAN DE ROCHECHOUART *et scellé*. — Bibl. nat., *Clairambault*, 96, p. 7475.)

(3) Amauri, sieur de Séverac et de Beaucaire, mort étranglé en 1427.

(4) Il y a dans le ms. *Chamont*; la correction est évidente.

tomar, de Peruce (1) et du Rix (2), et plusieurs autres prelatz, gens d'eglise, nobles, bourgeois, marchans et gens de commune. Là fut deliberé que pour la recouvrance dudit chastel du Daurat estoit expedient de lever sur le païs de la Basse-Marche et les dependences ung subside de quatre mille v^e escuz; tous furent d'accord que ledit subside feust mis sus et imposé, et furent les habitans de Belac, pour leur porcion d'icellui subside, tauxez et imposez par eux mesmes (3) a la somme de xii^{xx} escuz [à] proportionner et diviser entre eux. Dit que n'estoient gueres chargez en regart aux gens du plain païs, car dudit subside ne paioient chascun que xxx ou xl solz, et ceux du plain païs en paioient trop plus largement. Dit que la greigneur partie des habitans de Belac ont esté content de paier leur taux, mais les defendeurs ont refusé. Le roy Jaques n'a voulu proceder de son autorité à les fere executer, mais pour ce fere a obtenu lettres du roy passées en son Grant-Conseil, adrecens au seigneur de Brion (4) et au premier sergent royal. Estienne du Reppaire, sergent du roy, ala à Belac et par vertu desdites lettres commanda à aucuns que pai[a]ssent; ung nommé Potage dist que rien ne paieroit; par ce le sergent lui commanda tenir prison. Mais Pierre Malabay et autres *animo superbo* deirent que ja n'y entreroit et que lui ne eulx riens ne paieroient dudit subside; osterent de fait audit sergent les clefz des prisons et crierent à la guete que tournast, a tout disans que pour roy ne pour royne n'en feroient ne que pour un bouton; et disoient oultre qu'il leur convenoit aler querir Beauchamp (5) et le mettre dedans la ville de Belac, et que s'il y avoit homme qui procedast à riens lever, ilz met-

(1) Probablement Audoin de Peruce, sieur des Cars, etc. — Voyez NADAUD, *Nobil.*, au mot *Cars*.

(2) Le Ris-Chauveron (commune d'Azat-le-Riz) appartenait alors à la maison de Chauveron, qui lui a laissé son nom.

(3) Ceci ne veut pas dire, comme on pourrait le croire au premier abord, que les habitans de Bellac avaient fait eux-mêmes la répartition du subside : *par eulx mesmes* est la traduction de l'expression latine *per se*, et signifie : à eux seuls, pour leur part.

(4) Guérin, seigneur de Brion (mort en 1429), conseiller de Charles VII et de Jacques de Bourbon.

(5) Beauchamp, capitaine anglais, célèbre alors dans ces parages. En 1419, il occupait Auberoche; en 1420, il fit une incursion en Limousin et se fortifia dans le monastère du Châlard-Peyroulier.

troient tout en pièces. Dit que à ces besoignes ilz estoient de six a viii^{xx} complices, que osterent de fait à l'un des collecteurs dudit subside les clefz d'une des portes de la ville qu'il gardoit et y meirent gardes; dit que menassoient fort les officiers du roy Jaques, et de fait à un soir sur le tard, eulx ainsi assemblez, armez et garniz de arnoys et de arbalestres, le filz Malabay cuida ferir le prevost de Belac d'un vireton, et ne tint à lui que ne le feist. Dit que sont coustumiers de fere telles seditions et rebellions, et nagueres deyrent à Rogerin, huissier de la Court de ceans : « *Regem non habemus, mortuus est* »; dit que ces cas sont mauvais et dignes de grant punicion. Dit que par vertu des lettres royaulx sur ce impetreiz, maistre Jehan Cospost a fait l'informacion, mais autrement n'a esté procedé a l'execucion, car a Belac lui fut dit par Malabay et autres que se il procedoit à prise d'aucun, l'on mettroit la chose en tele disposition que jamais ne seroit reparée. Si fut le mandement baillé à Jehan de la Forge, sergent royal, pour parfere ladite execucion, à l'encontre duquel Malabay et autres s'assemblerent, et avant que eust aucunement procedé à icelle execucion, lui demanderent copie de son mandement et de sa relacion, et combien que leur eust baillé copie dudit mandement, et que quant il auroit parfait son execucion, il leur bailleroit copie de sa relacion, ilz feirent fermer les portes et lui deyrent que jamais ne partiroit jusques à ce que il leur eust baillé copie de ladite relacion. Dit que *finaliter* lesdiz defendeurs ont esté adjournez à comparoir en personne ceans, recite le contenu de l'informacion par laquelle dit qu'il trouve iceulx defendeurs fort chargez des cas et excez dessusdiz, qui sont grans, perillieux et sedicieux. Si conclut pour le roy Jaques que lesdiz defendeurs et chascun d'eulx soient condemnez et contrains à reparer et amender iceulx excès d'amendes honorable en la Court de ceans et au lieu, en chemise, chascun une torche à la main, en disant teles paroles que la Court ordonnera, et proufitable de la somme de dix mille livres, et chascun pour le tout, et à tenir prison jusques à pleine satisfaccion, et que leur soit interdit l'aler à Belac *quousque, etc.*; offre prouver, et demande dommaiges, interestz et despens.

Le procureur du roy dit que par l'informacion il trouve les defendeurs fort chargez de ce que dit est, et que ce touche grandement l'onneur du roy et de ses officiers. Si conclut contre eulx et chascun d'eulx que soient puniz en corps et en biens, et senon en corps, *saltem* en biens, et que contre eulx soit procedé *via extraordinaria, alioquin* que soient condemnez en amendes

honorable comme dessus, et proufitable du double. — Le roy Jaques requiert de *adjudicandis* estre premier paieze que le roy.

Pour les defendeurs Rabateau (1) dit que la terre de Belac est *omnino* separée de la Basse-Marche, comme sont les terres de Champeignac (2) et de Rancon ; et si est en païs de droit escript, ressortissant sans moien devant le seneschal de Limosin, et la Basse-Marche est en païs coustumier, et fut un appenage baillé par le roy (3), est n'estoit point Belac dudit appenage, mais anciennement l'eritage d'une dame qui fut mariee en Angleterre, et l'acquesta d'icelle dame messire Bureau de la Riviere, lequel puis le vendi ou eschanga au conte de la Marche (4). Dit que quant la Basse-Marche fut *ab inicio* baillée par le conte de la Marche à ses filles, Belac aussi leur fut baillé *in augmentacionem*, mais par ce n'estoit point comprins ou païs de la Basse-Marche. Dit que n'ont acoustumé d'estre taillez, ont belles lettres des seigneurs de Belac que ne le peuent ne doivent estre, et *de hoc* ont tousjours joy et usé. Dit que pieça le conte de la Marche les vould tailler, mais veuez leurs lettres les laissa en païs ; et ne sont tenuz pour leur franchise que de paier par an *LXIII* livres ; peut estre que quant le conte de la Marche vould marier sa suer, ilz lui donnerent *liberaliter*, et sans prejudice de leurs franchises, cent livres. Dit que ilz sont appelez les francs bourgeois de Belac, et sans leur consentement ne peut estre imposée aucune taille, ains sont tenuz les seigneurs de Belac les garder et defendre en leurs libertez ; et dit que ne sont subgiez à four, moulin, ne garennnes. Dit que sont gens paisibles et de bon affere ; tousjours ont été vraiz et loyaulx envers le roy, ont bien gardé leur ville à leurs despens et païé le capitaine. Dit qu'ilz ont esté bien joyeux quant le roy Jaques a eu le gouvernement de la Basse-Marche et des autres terres appartenant à son nepveu, et lui ont liberalment païé ce à quoy sont tenuz. Dit que les

(1) Jean Rabateau, avocat criminel au Parlement, où il devint président en 1437. — Voyez D. NEUVILLE, *le Parlement royal à Poitiers*, dans *la Revue historique*, T. VI, p. 284 et suivantes.

(2) Champagnat, commune de Bussière-Poitevine.

(3) Par Philippe le Bel à son fils Charles, depuis Charles IV, en 1314.

(4) Cet exposé des vicissitudes des châtellenies de Bellac, Rancon et Champagnac est exact. — Voyez ROY DE PIERREFITTE, *Hist. de Bellac*, p. 170 et suivantes ; mais la conclusion que veut en tirer l'avocat de Bellac n'est pas admissible.

habitans de Belac onques ne furent à l'assemblée de l'octroy de laditte taille de *mm^{xv}* escuz, ne y consentirent; mais ce nonobstant l'en les a voulu faire contraindre a y contribuer par un nommé Estienne de Beaureppaire, accusé et soupçonné de favoriser les Angloiz et suivre les garnisons; et en a voulu faire fere ladite contrainte par vertu des lettres qui ne s'adressent à aucun officier royal et contiennent que du consentement des trois Estaz de la Basse-Marche (en laquelle n'est compris Belac, comme dit est) ladite taille a esté mise sus, et que aucuns habitans (sans nommer Belac) sont refusans de la paier, *quod est notandum*. Dit que quant Beaureppere entra en la ville de Belac, il vout avoir les clefs de la ville, à quoy lui fut doucement respondu qu'il n'en estoit aucun besoing, car en la ville avoit bon cappitaine. Après Beaureppere vout proceder à execucion pour le fait de la taille; lui fut dit que Belac n'y étoit comprins, car n'estoit point de la Basse-Marche, et s'opposerent lesdiz habitans à l'encontre de ladite execucion; mais ce nonobstant en mist plusieurs en prison, dont appelerent, et sur ce sont en procès en la Court de ceans; mais nonobstant l'appel s'efforça de proceder contre eulx. Peut estre que aucuns lui dirent que le garderoient de proceder par voie de fait; par ce s'en yssi de la ville et alla querir gens d'armes, avec lesquels il courut devant la ville, ou furent prins aucuns des habitans; puis fist course par le país et print ou fist prandre trois ou quatre marchans de Belac qui venoient de la Rochelle, lesquelx par son fait perdirent quatourze chevaulx et grant quantité de poysson et autres marchandises. Au regart des maulx faiz par ceulx du Daurat, dit que riens n'en scevent et onques ne s'en plainsirent. Dit que onques ne parlerent contre l'onneur du roy ne de la royne, ne fere ne le vouldroient. Dit que onques ne firent aucune rebellion à Jehan de la Forge, mais lui firent bonne chiere et paierent la despense de son cheval: aussi ne se plaint-il pas d'eulx. *His vists*, dit que de leur costé n'a en ce aucune offense, et conclut que parties adverses n'ont cause ne accion, et sont iceulx deffendeurs en cas d'absolucion; offre prouver, nie, et demande dommaiges-interestz et despens, et requiert que soient receuz par procureur, et delivrance de cellui qui est prisonnier à Limoges.

Pour le roy Jaques, Jouvenel replique et dit que n'est memoire d'omme que Belac n'ait esté tenu de la Basse-Marche, et toujours a esté comprins es faiz d'icelle; et *dato* que n'en feust, ne s'ensuit que ne soit contribuable au fait de ladite taille qui a esté octroyée et mise sus *ex causa justa et racionabili, scilicet* pour

éviter le dommage du pays. Au regart des lettres et libertez dont ont parlé parties adverses, respond que se aucune chose en est, c'est pour raison des fours et moulins, et que le conte voudroit marier aucune de ses filles; mais lesdites libertez ne se estandent *ad cetera*, *maxime* en ce cas particulier. Dit que ceulx de Belac, qui sont à deux lieues du Daurat, n'ousoient partir de leur ville pour doubte de ceulx du Daurat : par ce *merito* doivent contribuer au fait de ladite taille, *maxime* car y ont consenti, *saltem* la plus grant et saine partie, et n'estoit necessité de y appeler tout le commun. Dit que Malabay a appelé pour lui et ses adherens pour l'empescher l'execucion. Au regart de Estienne de Beaureppere, dit qu'il est sergent royal; et quant il entra en la ville estoit tout seul avecques le commisseres (*sic*) de la ville, et ne povoit aucunement nuyre à icelle ville. A ce que dient parties adverses que aucuns marchans de la ville ont perdu chevaulx, poisson et autres marchandises, dit que riens n'en scet; aussi ne sont lesdiz marchans en ce procès. — Et conclut comme dessus, offre prouver et nie.

Appointié est que la Court verra l'information et ce que les parties mettront devers la Court et au Conseil; et a la Court defendu à Jehan Barton (1), garde des seaux de la conté de la Marche, et ausdiz defendeurs et à chascun d'eulx, à peine de cent marcs d'or, que ne procedent les uns contre les autres par voie de fait en quelque maniere que ce soit.

(Arch. nat. X 2 A, 18, à la date.)

ANTOINE THOMAS,

Élève de l'École des Chartes.

(1) Jean Barton, chancelier de la Marche depuis 1416 jusqu'à 1460 au moins, joua un rôle important dans l'histoire de la Marche et du Limousin. — Voyez une notice biographique que nous lui avons consacrée dans *l'Écho de la Creuse* du 19 juillet 1879.

UN
LÉGAT DE BONIFACE VIII

PRIEUR DE BÉNÉVENT-L'ABBAYE

ET ARCHIPRÊTRE DE CARCASSONNE

(1295-1310)

La liste des prieurs de Bénévent, telle que la donne le *Gallia christiana* (1), est fort incomplète; celle de Nadaud (2), quoique plus longue, laisse subsister de nombreuses lacunes. Nous pouvons combler une de ces lacunes à l'aide de deux bulles du pape Boniface VIII (19 décembre 1300 et 9 avril 1301), qui qualifient de prier de Bénévent au diocèse de Limoges un certain Ysarn Tacconi (3), archiprêtre de Carcassonne (4). Cet Ysarn doit prendre rang sur la liste de Nadaud, entre Foucaud, prier en 1294, et Ponce d'Allayrac, qui l'était en 1310.

(1) *Gallia christ.*, T. II, p. 619.

(2) Reproduite par M. Roy de Pierrefitte dans ses *Monastères du Limousin*.

(3) Les pièces que nous analysons plus loin, au nombre de dix-huit, l'appellent simplement Ysarn. Mais le nom de Tacconi se trouve ajouté au premier dans la liste des évêques de Riga telle que la donne Gams, *Series episc.*, p. 306.

(4) Le *Gallia christ.* connaît Ysarn à ce titre (T. VI, p. 890), et avertit de ne point le confondre avec un évêque de Carcassonne du même nom, comme l'a fait Bzovius dans ses *Ann. eccles.* — M. l'Archiviste du département de l'Aude, à qui nous avons demandé quelques renseignements sur notre personnage, nous a déclaré n'avoir pu en retrouver la trace.

La biographie de ce prieur, jusqu'ici inconnu, est sans grand intérêt pour l'histoire ecclésiastique du Limousin. Nous avons cru bon néanmoins d'en rassembler les principaux traits, en raison de l'importance qu'eut ailleurs ce personnage, et pour montrer à quels titres l'Eglise de France peut revendiquer comme sien un prélat dont la vie a été liée surtout à l'histoire des pays étrangers (1).

Ysarn eut en effet une très haute fortune dans l'Eglise : d'abord chapelain de Boniface, il devint bientôt légat du Pape en Danemark, puis, successivement, évêque de Riga, de Lund et de Salerne.

Nous allons analyser, dans leur ordre chronologique, divers documents émanés de la chancellerie pontificale, et qui le concernent directement. Il serait possible d'ajouter quelque chose en fouillant les Archives des villes dont Ysarn fut tour à tour évêque ; mais, outre que nous ne sommes pas en état d'entreprendre pareilles recherches, elles nous conduiraient à des résultats absolument étrangers à l'objet que nous nous sommes proposé.

1. — Le 23 août 1295, Boniface VIII demandait à Eric, roi de Danemark, la mise en liberté de l'archevêque de Lund, Jean Grand, prince de Suède. Ysarn, qualifié d'archiprêtre de Carcassonne, était chargé de ce message et des négociations qui devaient suivre.

(*Annales for Nordisk Oldkyndighed*, p. 123.)

2. — Le surlendemain (25 août, Anagni), Boniface enjoignait en effet à Ysarn de se mettre en route le plus tôt possible pour remplir cette mission : il lui donnait en outre le pouvoir d'excommunier le roi et de mettre son royaume en interdit, en cas de refus à la demande qui lui était faite.

(*Ibid.*, p. 125.)

3. — Quelles furent les conséquences de cette décision ? Nous n'avons point à le rechercher. Mais nous savons que le 22 avril 1298 (Rome, *ap. Sainte-Marie*), le Pape mandait à Ysarn de faire

(1) Les textes sur lesquels nous appuyons ce travail ne nous sont connus que par les analyses de Potthast, les collections où ils ont été publiés se trouvant absolument hors de notre portée.

exécuter ponctuellement la sentence de condamnation promulguée précédemment contre le roi de Danemark.

(*Ibid.*, p. 148.)

4. — L'année suivante (15 mars 1299, Latran), Ysarn recevait de Boniface VIII le pouvoir d'accorder au roi de Danemark les dispenses nécessaires pour faire célébrer la messe par un de ses chapelains avant le lever du soleil, aussitôt que le roi aurait été relevé de son excommunication.

(*Ibid.*, p. 155. — RAYNALD, *Annales*, 1299, § 10.)

5. — Il le fut en effet quelques jours plus tard (18 mars 1299, Latran). Ysarn fut chargé de lui donner l'absolution papale ainsi qu'à son frère Christophore.

(RAYNALD, *Annales*, 1299, § 9.)

6. — La situation de notre personnage à la cour du roi de Danemark avait dû être souvent fort difficile et pleine de dangers. Ce fut évidemment pour le récompenser de son zèle que le Pape le promut l'année suivante à l'archevêché de Riga, devenu vacant par la mort de Jean III de Schwérin. La bulle de provision est du 19 décembre 1300.

(*Mittheilungen aus dem Gebiete der Geschichte Liv — Ehst — und Kurlands*, T. V, p. 314. — BUNGE, *Livlands Urkundenbuch*, T. I^{er}, p. 760, n° 592.)

7. — En même temps qu'il lui adressait cette bulle, Boniface écrivait à Ysarn pour l'exhorter à l'humilité et à la justice dans l'exercice de sa nouvelle dignité. Il lui annonçait en outre que le pallium lui serait remis par les cardinaux-diacres du titre de Sainte-Marie *in Porticu*, Sainte-Marie *in Cosmedin*, et Sainte-Marie-la-Neuve.

(THEINER, *Mon. Poloniae*, T. I^{er}, p. 112, n° 197. — BUNGE, *Ouv. cité*, T. VI, p. 54, n° 2,765.)

De ce dernier fait il faut conclure qu'Ysarn se trouvait en ce moment même à Rome. Cette conclusion est d'autant plus admissible que Jean de Schwérin, à qui succédait Ysarn, était lui-même dans cette ville lorsqu'il mourut. Dépouillé de ses biens et emprisonné quelque temps par les chevaliers de l'Ordre teuto-nique (1), il était venu demander justice au Souverain-Pontife.

(1) Voyez *Reg. pontif.*, 7 janvier et 13 juin 1299.

8. — Le 9 avril 1301, une nouvelle bulle de Boniface assurait à Ysarn, pour une période de trois années, deux bénéfices dont il venait d'être pourvu (1), pour lui permettre de payer ses dettes et de soutenir sa dignité. Ces bénéfices sont le prieuré Saint-Barthélemy de Bénévent et la prébende attachée au canonat de Carcassonne.

(THEINER, *Mon. Poloniae*, T. I^{er}, p. 113, n° 198. — BUNGE, *Ouv. cité*, T. VI, p. 55, n° 2,767.)

Les termes de cette bulle soulèvent quelques difficultés : elle semble indiquer qu'Ysarn ne reçut ces bénéfices qu'au moment de son élévation à l'épiscopat. Cependant la bulle de 1295, que nous avons citée en premier lieu, lui donne déjà le titre d'archiprêtre de Carcassonne (2). Nous n'avons donc dans l'acte de 1301 que le renouvellement d'une concession antérieure. Il est bien clairement spécifié, en tous cas, qu'Ysarn tenait directement du Pape, et à temps seulement, les bénéfices dont il s'agit, celui de Bénévent pouvant bien ne lui avoir été concédé que longtemps après l'autre. De ces faits il résulte qu'Ysarn n'eut jamais de relations directes avec les moines de Bénévent, puisqu'il ne vint certainement pas en France avant l'expiration des trois années. Cette situation n'a rien de surprenant d'ailleurs : c'est celle qui résulte du régime de la commende, lequel devint plus tard à peu près général.

9. — Ysarn avait raison de se pourvoir en France, car il n'était point assuré que les chevaliers de l'Ordre teutonique en Livonie se décidassent à remettre sur le champ aux mains du nouvel évêque, comme le leur ordonnait Boniface (3), tous les domaines et châteaux qu'ils avaient usurpés sur Jean de Schwérin.

(BUNGE, *Ouv. cité*, T. III, p. 103, n° 6,046.)

10 et 11. — En 1302, Boniface crut devoir faire permuter les deux archevêques de Riga et de Lund (4), et écrivit à Eric de

(1) « Quos promotionis et consecrationis tempore canonice obtinerat. »

(2) Ce point est encore confirmé par le *Gallia christiana*, T. VI, p. 890.

(3) Par une lettre datée de Latran, 18 avril 1301.

(4) Actes des 30 mars et 11 avril 1302. *Ap. Ann. Nord. Oldkynd.*, p. 125 et 158.

Danemark pour lui faire agréer la translation d'Ysarn au siège de Lund (11 avril 1302).

(RÖRDAM, *Ny kirkehistoriske Samlinger*, T. III, p. 408, n° 87.)

12. — Mais, le titulaire du siège de Lund ayant refusé de se soumettre à cette combinaison, il s'ensuivit quelque retard. Son opposition fut vaincue cependant, car, au commencement de l'année suivante (27 mars 1303, Latran), Ysarn recevait, comme archevêque de Lund, une nouvelle mission (1). Il s'agissait d'amener le roi de Danemark à restituer à un clerc nommé Pierre Kitille, les chevaux, bagages et autres biens qui lui avaient été dérobés par un des vassaux du roi.

(RÖRDAM, *Ouv. cité*, T. III, p. 408, n° 88.)

13. — Quelques mois plus tard (7 novembre 1303, Latran), Ysarn fut chargé par le nouveau pape Benoît XI de donner dispense au roi de Danemark pour son mariage avec la fille du roi de Suède, Ingeburge, mariage qui avait été contracté irrégulièrement.

(*Liljengren. Svenskt diplomatarium*, T. II, p. 401, n° 1,412. — PORTHAU, *ad Bullarium accessio*, p. 67.)

14. — Ysarn devait en même temps absoudre de leur faute tous ceux qui n'avaient pas respecté l'interdit prononcé autrefois par Boniface contre Eric et Christophore, son frère. (Même date que la précédente.)

(RÖRDAM, *Ouv. cité*, T. III, p. 412, n° 90.)

15. — Benoît XI lui écrivait de nouveau peu de temps après pour lui recommander le nouvel évêque de Roskild.

(RÖRDAM, *Ouv. cité*, p. 412, n° 90.)

16, 17 et 18. — Les relations furent fréquentes entre Ysarn et le nouveau pape. Dès le 6 mars 1304, l'archevêque de Lund est chargé d'instituer une enquête sur l'élection d'un certain prieur, nommé Pierre, au siège épiscopal d'Odensée (RÖRDAM, p. 416,

(1) Ysarn n'est point nommément désigné dans l'analyse de la lettre du Pape que donnent les *Regesta pontificum*. Mais nous savons d'autre part qu'il avait été définitivement promu à l'archevêché de Lund au mois de janvier précédent. (Voyez Gams, *Series*.)

n° 91), puis d'introniser évêque (1) le prévôt de Burgla (2) élu par le Chapitre (*ibid.*, p. 1, 117, n° 92, 20 mars 1304), et enfin de faire recevoir chanoines de Roeskild, Ripa et Sleswig, trois chapelains du roi Eric.

(*Ibid.*, p. 419, n° 94, même date.)

Ici s'arrête ce que nous avons pu savoir d'Ysarn Tacconi. Ajoutons seulement qu'il fut transféré de Lund à Salerne le 4 juin 1310, et mourut à Avignon au mois de septembre de la même année.

Nous ferons remarquer, avant de terminer, que nos chroniques limousines ne mentionnent point le nom de ce prieur de Bénévent, malgré sa brillante destinée.

Leur silence est d'autant plus extraordinaire qu'un autre prieur de cette abbaye, P. d'Alayrac, chapelain du Pape, se trouvait lui-même à Avignon en décembre 1310, c'est-à-dire quelques semaines seulement après la mort de notre personnage (3). Il semble que, par ce canal, la renommée d'Ysarn Tacconi pouvait arriver jusqu'aux chroniqueurs du Limousin. Il n'en fut rien pourtant : nous en concluons que la publicité des événements était bien restreinte au moyen âge, et ne dépassait que difficilement le cercle de ceux qui y prenaient directement part, soit comme acteurs, soit comme témoins.

ALFRED LEROUX.

(1) « Mandat.... ut ecclesie dictum I. præficiat in episcopum. »

(2) Le nom de cette ville n'a pu encore être identifié. Il y a vraisemblablement une erreur du scribe.

(3) Il signe en effet comme témoin dans un acte passé le 17 de ce mois. — Voyez Roy de Pierrefitte, *Monastères du Limousin*, art. *Bénévent*, p. 21.

TEXTES BAS-LATINS

DES IX^e ET X^e SIÈCLES

- 1^o Vente, par Sicbart et son épouse Alaitrude, à Eldebert et son épouse Adaltrude, d'une vigne sise à Dieulidou, près Brigueil en Limousin : septembre 883;
- 2^o Vente par Ramnulf à Eldegair, vicomte, sa femme Téotberge et leur fils Geraud, d'une terre sise à Dun, vicairie de Dun en Berry : 15 mars 941;
- 3^o Vente par Arnulf, son épouse Téocinde et leur fils Adémar, à Vigbert et son épouse Ildegarde, d'un alleu sis à Lodoac, vicairie de Thiviers en Périgord : janvier 952.

Ces trois actes de vente entre particuliers présentent les mêmes caractères paléographiques et diplomatiques : ils sont du reste de la même époque, et concernent la même partie de la France.

La grammaire et la syntaxe latines sont complètement laissées de côté : l'adjectif ne s'accorde pas avec le nom qu'il qualifie, les régimes des verbes ne sont pas aux cas demandés, etc. — Ainsi on écrit : *Vindedimus vinea nostra..... qui subjungit ipsa vinea de duos latus per vineas ad ipsius [pertinentes], et de tercio latus cum vinea Alberto vel Godulrigo cumeredes, de quarto latus via publica...*

L'orthographe du premier de ces actes présente certains caractères dignes de remarque. Le *t* final est généralement changé en *d* : *constad*, pour *constat*; — *subjungit*; — *complacuit*; — *ita ud*; — *presumserit*; — *conaverit*; — *componad*; — *valead*; — *permanead*, etc. — Le *p* est changé en *b* et réciproquement le *b* en *p* : *via publica*, *stibulatione adnixa*, etc. Dans ces trois textes, l'*h* initial est généralement supprimé : *abeatis*; — *abendum*; — *ec*; — *anc*; — *omnibus*, etc.

Toutes ces oblitérations, cette syntaxe irrégulière, révèlent une langue nouvelle en voie de formation, langue déjà parlée, et qui,

si elle n'est pas encore admise dans les actes publics, ne laisse pas de manifester son existence par cette altération du latin classique. C'est à ce titre que nous croyons utile de signaler les trois pièces ci-après à l'attention des philologues.

Le second de ces actes présente en outre un certain intérêt historique : il a rapport à une question soulevée récemment et qui attend encore une solution définitive : l'origine et la succession des premiers vicomtes de Limoges. On voit en effet figurer dans cet acte de 941 le vicomte Hildegair, son épouse Téotberge et leur fils Geraud. L'existence d'Hildegair à cette époque et la filiation de Geraud ne peuvent plus être contestées aujourd'hui. On pourra s'étonner de ne pas voir figurer à cet acte le second fils d'Hildegair, Heldebert : est-ce un oubli, ou bien Heldebert n'était-il pas encore né ? Il serait difficile de se prononcer. Il serait peut-être intéressant également de connaître la qualité du vendeur Ramnulphe. Dans tous les cas, l'objet de la vente, cette terre située à Dun, *in vicaria Dunense, in urbe Biturico*, fut rétrocédée environ quarante ans plus tard à l'abbaye de Saint-Martial par Geraud, vicomte de Limoges. (Texte publié page 126 de l'*Étude sur les comtes et vicomtes de Limoges*, par Robert de Lasteyrie.) D'après la carte du *pagus* ou *orbis Lemovicinus*, dressée par M. Deloche, Dun est compris dans la vicairie de Fursac en Limousin, tandis que, d'après la chartre en question, Dun serait situé en la vicairie de Dun en Berry (1).

C. RIVAIN.

1° *Vente, par Sicbart et son épouse Alatrude, à Eldebert et son épouse Adaltrude, d'une vigne sise à Dieultdou, près Brigueil en Limousin : septembre 883.*

Igitur ego enim in Dei nomen Sicbardus et conjuges mea Alatrudis, dilectus nobis Eldeberto [et conjuge] sua Adaltrudis vindimus vobis, constad nos vobis vindere, quod ita et vindedimus, vinea nostra, itaque juris nostris, infra ur[be Lemov]icino, in pago Burgolio, in villa cujus vocabulum est Tedlido, qui subjungid ipsa vinea de duos latus per

(1) Depuis la rédaction de cet article, la donation de la terre de Dun (941) a été publiée par M. R. de Lasteyrie dans sa réponse à M. René Fage, intitulée : *Vicomtes de Ségur et vicomtes de Limoges*.

vineas ad ipsius [pertinentes], et de tercio latus terra vel vinea Acberto vel Godulrigo cum eredes, de quarto latus via publica. Ipsa vinea, cum est circuita vel circumcingta per bodinas fixas vel loca desingnata, cum omni integritate vel supra positum ab integrum nos vobis vindimus et manibus tradimus, adque trasfundimus ad abendum vel possidendum. Unde accepimus de vos precium in quod nobis bene conplacuid vel aptum fuit, hoc est ad argento valente in solidus Lxxta tantum, ita ud ab odierno die quicquid de jamdicta vinea facere volueritis liberam et firmissimam abeat is potestatem faciendi.

Si quis vero, nos ipsi aut ullus de heredibus nostris, aut ulla emissa persona, qui contra anc vindicione ista ambulare presumserid aut ulla calumnia generare conaverid, conponad vobis una cum fisco solidos Lxxx, et quod reperid nihil valead vindicare, set presens vindicio ista omnique tempore firma et stabilis permanead cum stibulacione adnixa; manus nostras proprias subter firmavimus et bonis ominibus adfirmare rogavimus.

Signum Sicbart. — Signum Alaitrud, qui anc vindicione ista fieri vel adfirmare rogaverunt. — Signum Gauemero. — Signum Gualtado. — Signum ...lgillo. — Signum — Signum Doteo. — Signum Aigberto. — Signum Dagberto. — Signum Amc.co. — Signum Pastenno. — Signum Martino. — Signum Dotlione. — Signum — Signum — Signum It.... Martine. — Signum Aldberto.

Data vinditione ista, in mense setembris, anno IIII regnante domno nostro serenissimo Karlamando rege : Aldibaldus rogatus sripsit (1).

(Archives de la Haute-Vienne, n° 9162 du classement provisoire; fonds Saint-Martial.)

2° Vente par Ramnulfes à Eldegair, viconte, sa femme Teotberge et leur fils Geraud, d'une terre sise à Dun, vicairie de Dun en Berry : 15 mars 941.

Igitur enim in Dei nomen Ramnulfus pla[cu]it me adque decrevit mihi bona voluntas quod ego, ad dilecto homine venerabile viro nomen Eldejero vescommite et uxore sua nomine Tecbergane et Giraldo filium nostrum, cedo vobis vel dono aliqui de res meas [hoc est] pagina de terra Fromentali qui est in urbe Biturico, in vicaria Dunense, in villa que vocant Duno. Abet fi[n]es de] uno latus terra Sancti Litorii et

(1) Au dos de cette charte :

Carta de quadam emptione

Quarta Sicbardo et uxori ejus Alaitrudis vindicio. Nil valet.

de alio latius rivo currente, de tercio fronte castellaro ipsius Eldejero, de quarto vero fronte terra iterum ipsius vescomite per bodinas. Inter istas fines totum et ab integrum vobis cedo vel dono ad abendum et ad posidendum ut faciatis in homnibus quidquid volueris neminem contradicente. Si quis vero si est ullus de eredibus nostris au ulla misa persona qui cuntra anc cartam au contra istas res ulla calumnia remove presumerit au infringere voluerit, sua petticio nichil valeat ad effectum, se insuper conponat vobis una cum fisco solidos C., et ec cartula facta homnique tempore firma stabilis permanead constipulacione subnixa.

Signum Ramnulfo, qui hoc fieri et firmare rogavit. — Signum Immoni. — Signum iterum Eldejero. — Signum iterum Ramnulfo. — Signum Unberto. — Signum Unberto. — Signum Aldoino. — Signum Amaldinco. — Signum Andraldo. — Signum Isemberto vicarium. — Signum Gossredo. — Signum Eustacius.

Datum in mense idus Marci, anno V regnante Luddovico rege. Ragnaldus scripsit (1).

(Archives de la Haute-Vienne, fonds Saint-Martial non encore classé.)

3° *Vente par Arnulfe, son épouse Téocinde et leur fils Adémar, à Vidbert et son épouse Ildegarde, d'un alleu sis à Lodoac, vicairie de Thiviers en Périgord : janvier 952.*

Igitur nos enim in Dei nomine Arnulfus et uxor mea Teocindis et filius noster Ademarus cedimus ad alicos homines nomine Avidberto (2) et uxore sua Ildegardis alodo nostro qui est sita in pago Petrecorico in vicaria Tiberiacense cujus vocabulum est Lodonacus ubi Barbillo visus fuit manere, cum pratis, silvis, campis et suis fontibus ve decursibus aquarum, cultum et incultum quod ad inquirendum est, et quantum ad ipsum ma....su aspicit vel aspicere videtur, totum et ab integrum tibi vindimus ac manibus tradimus ad abendum vel possidendum tantum ut post hodiernum diem quicquid [facere] volueritis in omnibus abeat licentiam faciendi, nullo contradicente sano. Unde accepimus de vobis [pretium quod nobis bene complacuit vel aptum fuit, hoc est ad argento valente in] solidos XL.

De repetitione vero dicimus, si nos ipsi mutata voluntate nostra aut ullus ex heredibus vel propinquis nostris, qui contra hanc cessione

(1) Au dos de cette charte :

Carta de quadam..... in Biturico in villa que vocatur Duno.

(2) Ou peut-être Adjudberto.

ulla calumnia generare conaverit, illud quod repperid vindicare non valeat, et insuper contra cui litte intulerit componat ei auri libras quinque; sed presens cessio ista omnique tepore firma stabilis valeat perdurare cum stipulatione subnixa.

Facta cessio ista in mense januario, anno XVI regnante Ludovco rege.

Signum Arnulfo et uxore sua Teocindis et filium illorum Ademaro, qui hanc cessione jusserunt vel firmare rogaverunt. — Signum Ildoardo. — Signum Frodgrerio. — Signum Fulconi. — Signum Ucberto. — Signum Ademaro. — Signum Ansalde (1).

(Archives de la Haute-Vienne, fonds Saint-Martial non encore classé.)

(1) Au dos de cette chartę : Carta Arnulfi.

INVENTAIRE

DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

La publication de l'inventaire-sommaire des Archives départementales de la Haute-Vienne est commencée. M. C. Rivain a pu, avant de quitter Limoges, achever le classement de la série C, qui contient tant de pièces importantes sur l'ancienne Généralité dont notre ville était le chef-lieu. — L'inventaire de cette série a paru dans le courant de l'année 1878. Celui de la série D (ancien collège des Jésuites) pourra être livré à l'impression dans les premiers mois de l'année prochaine. Les séries A (actes du pouvoir souverain), B (juridictions), E (titres féodaux), F (divers), G (évêché et clergé séculier), H (abbayes et clergé régulier), seront successivement entreprises. On peut estimer à sept ou huit années le temps nécessaire pour mener à bonne fin ce travail.

La série C comprend trois cent quatre-vingt quatorze articles (liasses ou registres), répartis sous les chefs suivants :

Archives de l'intendance.	Rôles des tailles.
Administration générale.	Vingtièmes.
Agriculture.	Réductions sur les tailles.
Industrie et commerce.	Capitation.
Arts-et-Métiers.	Fonds libres de capitation.
Haras.	Dépenses variables.
Epizooties.	Domaines.
Epidémies.	Affaires militaires.
Administration communale et provinciale.	Ponts-et-chaussées.
Affaires locales.	Navigation.
Comptabilité communale.	Ateliers de charité.
Finances.	Mines.
Cadastre.	Justice.
Arpentements.	Cultes.
Commissaires aux tailles.	Mendicité.
Collecteurs.	Enfants exposés.
Impositions.	Assemblée provinciale.

Le plus ancien document de cette série est de 1463. L'ancien régime, ou, si l'on veut, les temps modernes, sont donc seuls représentés dans cet inventaire. Mais, dans ces limites mêmes, il y aurait beaucoup à glaner pour un chercheur laborieux, qui prendrait à tâche de faire connaître cette période de l'histoire limousine, en s'appuyant toujours sur des documents de première main.

Nous ajouterons que les Archives communales de Limoges ont été elles-mêmes soumises à un classement qui sera, cette fois, définitif. La riche collection des registres paroissiaux a été dépouillée volume par volume. Les parchemins et documents de toute nature qui ont échappé à tous les principes de destruction accumulés contre eux depuis si longtemps ont été recueillis avec soin, et figureront sur l'inventaire à leur place respective. Ce travail a été confié à un ancien élève de l'École des Chartes et de l'École des Hautes-Études, M. A. Thomas, qu'ont déjà fait connaître divers travaux de philologie et d'histoire relatifs à la Marche et au Limousin.

ALFRED LEROUX.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Fizot-Lavergne, Fage, Bourdery, Drouet, Jabet, Camille Jouhanneau, Deschamps, Boutant, Lemas, l'abbé Rougerie, l'abbé Tandeau de Marsac, Ferru, L. Guibert, Taillebois, Ducourtieux, Beaure d'Augères, Faure, Hervy, Nivet-Fontaubert, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal, sur l'observation de M. Guibert, est rectifié en ce sens qu'il est inexact de dire que la Société ait reconnu comme le meilleur dessin des armes de la ville de Limoges l'émail du ^{xv}^e siècle déposé au Musée : ce dessin est le plus ancien, mais il n'est pas le plus exact.

M. le Président énumère les publications reçues par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention particulière de *l'Almanach Limousin pour 1878*, de M. Ducourtieux ; de *l'Annuaire de la Haute-Vienne*, de M. J. Dumont ; d'un volume de poésies, sous le titre de : *Mes chers Souvenirs*, par M. l'abbé Delor ; *Du Bégatement et de son Traitement physiologique*, par le docteur Jules Godard ; *Du Calcul oral pratique*, par M. J. Robert, et du Discours funèbre de feu messire Yrieix Chouly de Permangle, prononcé dans l'église de Saint-Pierre, le 11 février 1679, par le P. Séraphin Avril, augustin, imprimé chez Bargeas, et offert par Mgr Barbier de Montault, prélat romain. M. le Président, au nom de la Société, remercie les donateurs.

MM. Berger, Thézard et Georges Nivet-Fontaubert, présentés

à la dernière séance, sont, successivement et au scrutin secret, admis comme membres résidents.

M. Philibert Mazaudois est, au scrutin secret, admis comme membre correspondant.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandeau de Marsac présentent, comme membre résident, M. Rayet, publiciste à Limoges, et, comme membre correspondant, M. Paul Veyrier de Maleplane, receveur particulier à Villefranche (Aveyron).

MM. l'abbé Arbellot et Nivet-Fontaubert présentent, comme membre résident, M. de Montégut, vice-président du Tribunal civil de Limoges.

MM. Guibert et Rivain présentent, comme membre résident, M. Bosvieux, vérificateur de l'enregistrement à Limoges.

MM. Hervy et Beaure d'Augères présentent, comme membre correspondant, M. Louis Descoustures, propriétaire à Paris.

On procède ensuite par voie d'élection, au scrutin secret, au renouvellement triennal des fonctionnaires de la Société.

Sont nommés :

Président, M. l'abbé Arbellot ;

Vice-présidents, MM. Thézard père et L. Guibert ;

Secrétaire général, M. Garrigou-Lagrange ;

Secrétaire-archiviste, M. Guillemot ;

Secrétaire-trésorier, M. Hervy ;

Membres du Conseil d'administration, MM. Astaix, l'abbé Tandeau de Marsac et Fage ;

Membres du Comité de publication, MM. Lemas, Rivain, Camille Jouhanneaud et Beaure d'Augères.

M. Fage lit un travail sur les origines de la maison et des vicomtes de Ségur.

M. Taillebois lit une notice sur trois lettres de Voltaire, qu'il croit inédites, et sur deux lettres de M^{me} de Maintenon.

M. Guibert lit une note extraite de la chronique manuscrite des comtes d'Eu, T. XXIII de la collection des *Historiens de France*, de laquelle il résulte que le tombeau en cuivre du petit-fils de Jean de Brienne, roi de Jérusalem, fut fait à Limoges, en 1294, et envoyé à l'abbaye de Foucarmont en Normandie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Lemas, Fage, Thézard, notaire; Astaix, l'abbé Malabard, Drouet, Camille Jouhanneau, Ch. Nivet-Fontaubert, Georges Nivet-Fontaubert, Ducourtieux, Berger, Roussel, Rivain, l'abbé Tandeau de Marsac, Beaure d'Augères, Fizot-Lavergne, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, annonçant que la réunion annuelle des délégués des Sociétés savantes aura lieu cette année les 24, 25, 26 et 27 avril prochain, à la Sorbonne. La Société délègue MM. l'abbé Arbellot, Guibert et Roussel pour la représenter à cette réunion.

La Société admet successivement, et au scrutin secret, MM. de Montégut, Rayet et Bosvieux comme membres résidants, et MM. Veyrier de Maleplane et Descoustures comme membres correspondants.

MM. Guibert et Beaure d'Augères présentent, comme membre résidant, M. Gaston David, avocat à Bordeaux, rue de Thiac, n° 15.

MM. Fizot-Lavergne et Lemas proposent, en la même qualité, M. Leygonie, ingénieur hydrographe à Limoges.

M. Guibert met sous les yeux de la Société quatre photographies d'assiettes émaillées envoyées de Rome par M. le comte Patrizzi, qui demande si ces assiettes sont l'œuvre d'émailleurs limousins, et si l'on sait où se trouvent celles qui devaient compléter la douzaine. La Société ignore s'il existe d'autres assiettes du même genre, et elle ne croit pas que celles dont le dessin lui est présenté soient de fabrication limousine.

M. Guibert lit un travail sur le sceau et les armes de l'hôtel de ville de Limoges. Cette étude, fruit de longues et savantes recherches, est un historique complet de la question. La Société en écoute la lecture avec intérêt, et M. le Président félicite l'auteur d'avoir si bien traité un sujet qui semble au premier abord si aride. Le manuscrit de M. Guibert, avec les dessins qui l'accompagnent, est envoyé au Comité de publication.

M. l'abbé Arbellot lit, sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, à Chalus, une notice dans laquelle il rétablit la vérité historique défigurée par le roman du chroniqueur anglais Roger de Hoveden, que tous les historiens ont copié sans critique et sans contrôle. La Société approuve le travail de son président sur ce grand événement de notre histoire, et exprime le désir qu'il en fasse l'objet d'une lecture à la prochaine réunion des Sociétés savantes, à la Sorbonne.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 26 MARS 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Hervy, l'abbé Tandeau de Marsac, Ch. Nivet-Fontaubert, G. Nivet-Fontaubert, Roussel, Ducourtieux, l'abbé Lecler, B. de Montégut, F. Ferru, Thézard fils, R. Fage, Callier, Rivain, G. Noualhier, Berger, Bourdery, l'abbé Joyeux, et L. Guibert, remplissant les fonctions de secrétaire en l'absence du Secrétaire général.

M. Hervy donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

Lecture d'une lettre de M. le Préfet de la Haute-Vienne, relative au camp romain du Grand-Fâ près Magnac-Laval. M. le comte de Couronnel, membre du Conseil général, et plusieurs de ses collègues ont demandé qu'on prit des mesures pour la conservation de ces retranchements, dont le relief est encore très net et en parfait état. Cet ouvrage est d'assez grandes dimensions pour que plusieurs personnes aient cru pouvoir le comparer à la grande redoute elliptique située à peu de distance de Châlons-sur-Marne, et connue sous le nom de *Camp d'Attila*. Trois des membres de la Société ont visité le Grand-Fâ à différentes époques, et ont rendu compte à de précédentes séances du résultat de leur examen : ce sont MM. l'abbé Rougerie, Taillebois et l'abbé Joyeux.

Ce dernier, qui est présent à la séance, donne quelques rensei-

gnements sur l'importance de l'ouvrage. Après avoir entendu, à ce sujet, plusieurs membres, la Société reconnaît le très réel intérêt que présente la conservation du Grand-Fâ ; elle émet le vœu que, pour assurer cette conservation, ce retranchement soit classé comme monument historique, et le terrain acheté par le département ou par l'Etat.

Lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative à l'inventaire des richesses d'art de la France et à la part que la Société est appelée à prendre à ce travail. — De plus, M. le Ministre invite celle-ci à envoyer des délégués à la réunion des Sociétés des Beaux-Arts, comme à celle des Associations historiques et archéologiques. La Société désigne M. L. Guibert pour la représenter aux réunions de la section des Beaux-Arts. M. B. de Montégut est adjoint aux délégués déjà désignés à la dernière séance. Par suite, la Société se trouvera représentée aux réunions de la Sorbonne du 26 avril 1878 par quatre de ses membres : M. l'abbé Arbellot, président; MM. B. de Montégut, Roussel et L. Guibert.

M. le Président annonce qu'un congrès archéologique se tiendra au mois de mai prochain au Mans et à Laval ; des programmes et des bulletins d'adhésion sont à la disposition des membres de la Société.

M. Bellanger, membre de l'Association Philotechnique, a communiqué à la Société un article dans lequel il parle avec éloges des travaux de quelques-uns de ses membres. M. L. Guibert est chargé de remercier M. Bellanger.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. de Montégut, que ses études et sa publication du *Journal de P. de Jarrige* avaient depuis longtemps fait connaître à la Société, et qu'elle est heureuse de compter aujourd'hui au nombre de ses membres.

M. de Montégut remercie à son tour la Société de l'avoir admis.

Vote sur l'admission de nouveaux membres : M. Gaston David, avocat à Bordeaux, et M. Leygonie, ingénieur hydrographe à Limoges, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres de la Société.

M. l'abbé Arbellot propose d'inaugurer la série des excursions archéologiques qui doivent être faites au cours de l'été par la visite des travaux de la cathédrale, de la crypte et des galeries supérieures. Il a reçu de Mgr l'Evêque l'autorisation nécessaire.

M. l'abbé Joyeux communique à la Société un fragment de statue en terre, recouvert d'un émail vert-bleu, et portant des caractères appartenant à l'écriture hiéroglyphique en usage chez

les Égyptiens. Ce fragment a été découvert dans un champ, à la Regaudie, commune de Vicq ; aucun autre reste d'antiquité n'a été trouvé avec ce débris, dont M. Joyeux donne la description. Il entre à ce sujet dans quelques détails sur l'écriture hiéroglyphique en général, et soumet à la Société une explication des caractères gravés sur la statuette, ainsi que ses hypothèses sur les circonstances dans lesquelles ce fragment a pu être porté en Limousin. Quelques membres émettent des objections ; M. Astaix fait remarquer que les statuettes de ce genre ne sont pas rares, et combat les hypothèses du mémoire de M. l'abbé Joyeux.

Lecture par M. Guibert de quelques notes et passages d'actes des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, ayant trait au sac de la Cité par le prince Noir. Les documents communiqués à la Société paraissent établir que, comme l'ont affirmé nos annalistes, et notamment le P. Bonaventure de Saint-Amable, la destruction de la Cité a été complète ou peu s'en faut. M. le Président rappelle à ce sujet quelques passages de son travail sur *Les trois Chevaliers défenseurs de la Cité de Limoges*.

M. R. Fage termine la lecture de son intéressant travail sur les vicomtes de Limoges. Après avoir cherché à établir l'existence simultanée des vicomtes de Limoges et des vicomtes de Ségur, il présente une généalogie qu'il a réussi à rendre très claire et appuie fort ingénieusement sur divers textes.

D'après M. Fage, qui suit en cela les données de M. de Lasteyrie, Foucher, l'habile ingénieur, ne fut pas le premier vicomte de Limoges ; M. de Lasteyrie le fait toutefois figurer dans sa liste en changeant le rang qu'on lui avait assigné jusqu'ici, tandis que M. Fage l'élimine entièrement, et pense que Foucher a été vicomte de Ségur ; il élimine aussi Renaud, dont l'existence n'est rien moins que prouvée. En somme, de ce mémoire il résulterait qu'Aldebert, vicomte de Limoges, aurait eu deux fils : l'aîné, Hildegair, vicomte de Limoges ; l'autre, Foucher, vicomte de Ségur. — A Hildegair succéda Géraud ; à Foucher, Adhémar. Guy, fils de Géraud, réunit les deux branches et les deux vicomtés par son mariage avec Emma, fille d'Adhémar. — Cette lecture, écoutée avec un intérêt tout particulier, est suivie de quelques observations, et M. Fage reconnaît lui-même qu'il y a un point difficile à éclaircir dans son système ; mais plusieurs titres qu'il cite viendraient à l'appui de la généalogie qu'il propose ; tout au moins celle-ci semble-t-elle la plus conforme aux textes d'une

véritable énigme historique.

La séance est levée, vu l'heure avancée, et on remet à la séance du premier mardi de mai les lectures annoncées par MM. Camille Jouhanneaud, Rivain et Ducourtieux.

Pour le Secrétaire général,

L. GUIBERT.

SÉANCE DU 7 MAI 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Fizot-Lavèrgne, Rayet, l'abbé Tandeau de Marsac, Fage, Drouet, Ferru, Ducourtieux, Bosvieux, Rivain, Camille Jouhanneaud, Gérard, Léonce Pénicaut, Nivet-Fontaubert fils, Léobon-Létang, de Montégut, Astaix, Beure d'Augères, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Une lettre de M. le docteur Laborderie annonce à la Société la mort de M. Langlade, l'un de ses membres, instituteur à Bersac, et M. le Président, se faisant l'interprète des sentiments de la Société, paie un juste tribut d'éloges et de regrets à la mémoire de cet homme de bien.

Diverses circulaires parvenues à la Société annoncent : l'une, que le Congrès archéologique, pour la session de 1878, se tiendra à Laval et au Mans, du 20 au 28 mai courant ; l'autre, qu'une excursion archéologique aura lieu, cette année, dans les départements de Vaucluse et des Basses-Alpes. A ce propos, M. le Président croit pouvoir annoncer qu'une pareille excursion aura lieu, l'année prochaine, dans les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse.

M. le Président donne lecture d'une lettre dans laquelle M. le Préfet rappelle qu'un de ses prédécesseurs a demandé le concours de la Société pour la rédaction de l'inventaire général des richesses d'art de la France, en ce qui concerne le département de la Haute-Vienne. Pressé par M. le Ministre de l'Instruction publique de constituer sans retard une Commission à cet effet,

M. le Préfet prie la Société de lui indiquer ceux de ses membres, ou tous autres, qui, par leurs connaissances et leurs aptitudes spéciales, pourraient être appelés à faire partie de cette Commission.

La Société dresse une liste des personnes qu'elle croit devoir désigner au choix de M. le Préfet.

Par une autre lettre du 4 mai courant, M. le Préfet, pour satisfaire au désir exprimé par le Conseil général, demande communication des rapports faits à la Société par ceux de ses membres qui ont visité le camp du Grand-Fa. La Société prendra de nouvelles informations à ce sujet, et en fera prochainement l'objet d'une communication à M. le Préfet.

M. le Président fait, en quelques mots, le compte-rendu des séances de la réunion des Sociétés savantes tenues à la Sorbonne, auxquelles il a assisté comme délégué de la Société, et où il a fait une lecture sur la mort de Richard Cœur-de-Lion, à Chalus.

Il donne ensuite lecture d'un travail de Mgr Barbier de Montault, qui complète la notice de M. de Lasteyrie insérée au T. XXV du Bulletin de la Société, sur une amulette d'Alfred le Grand.

M. Rivain communique à la Société plusieurs chartes fort curieuses du ix^e siècle, avec la traduction qu'il en a faite. Ces documents seront publiés dans le Bulletin.

M. Ducourtieux lit un article intéressant sur la destruction matérielle de la Cité de Limoges par le prince Noir, en 1370. Le manuscrit de M. Ducourtieux est envoyé au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 28 MAI 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, l'abbé Tandeau de Marsac, Ducourtieux, Rayet, Drouet, Guibert, Fage, Hervy, Rivain, Beure d'Augères, Roussel, Léonce Pénicaut, Fizot-Lavergne, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins que la Société a reçus depuis la dernière séance, et fait une mention particulière d'une notice sur la ville de Guéret, offerte à la Société par l'auteur, M. Thuot, ancien professeur de philosophie, et de sept volumes in-8°, dont l'auteur, M. le chanoine van Drival, secrétaire général de l'Académie d'Arras, a fait hommage à la Société.

MM. Guibert et Camille Jouhanneaud présentent, comme membre résidant, M. Charles Blanchaud, demeurant à Mounismes.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandean de Marsac présentent, comme membre correspondant, M. Georges Duchâteau, notaire à Bessines.

M. le Président annonce pour vendredi, 31 mai courant, à quatre heures du soir, une visite aux ruines romaines des environs du pont Saint-Martial, telles que le château de sainte Valérie, le théâtre et le palais de Duratius, l'ancienne enceinte de la ville, le pont de la Roche-au-Got. On se réunira à quatre heures devant l'hospice.

M. Guibert lit un travail sur les consulats de la ville et de la cité de Limoges.

M. Fage lit le compte rendu, par M. l'abbé Lecler, curé de Marval, de la visite faite par la Société, le 27 mars dernier, à la cathédrale de Limoges.

M. Rivain lit une notice sur les propriétaires du château de Chalus, depuis 1280, époque où il fut donné par le vicomte de Limoges à Gérard de Maulmont, jusqu'en 1535, où il devint la propriété de la famille de Bourbon-Busset, qui le possède encore.

M. l'abbé Arbellot lit un travail sur les deux pèlerinages que le roi Louis XI fit à la chapelle de Notre-Dame-du-Pont, à Saint-Junien, le premier, le 2 juillet 1463, et le second, le 4 mars 1465.

Ces lectures sont écoutées avec intérêt, et les manuscrits en sont envoyés au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Thézard, juge de paix ; Thézard, notaire ; Léonce Pénicaud, l'abbé Tandean de Marsac, Fage, Hervy, l'abbé Lecler, curé de Marval, Ferru, Faure, Rayet, Nivet-Fontaubert père, Astaix, le docteur Raymondau, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

La Société admet successivement, et au scrutin secret, M. Charles Blanchaud comme membre résidant, et M. Georges Duchâteau comme membre correspondant.

M. Faure lit une lettre de M. Jacquet, instituteur communal à Bosmie, indiquant la découverte récente de nombreux vestiges d'une vaste construction romaine, près du village du Breuil, commune de Saint-Martin-le-Vieux, sur les n^{os} 547 et 641 du plan cadastral, section D. — M. Jacquet a envoyé à la Société, avec divers débris qu'il a recueillis sur les lieux, deux monnaies romaines qu'il a trouvées parmi ces débris, l'une de Septime Geta, l'autre de Constantin II. La Société remercie M. Jacquet de cette intéressante communication, qui lui signale des ruines romaines restées jusqu'à ce jour inconnues.

M. le Président annonce pour demain mercredi, 26 juin, une promenade archéologique dans les jardins de la rue des Clai-
rettes, et de là au Piaulaud et au pont de la Roche-au-Got. La réunion aura lieu, à quatre heures du soir, sur la place d'Orsay.

La Société fera, le jeudi 4 juillet prochain, une excursion à Coussac-Bonneval et à Saint-Yrieix.

M. Fage, pour M. Guibert, absent, lit un travail que l'auteur intitule : *Un Bourgeois de Limoges au xii^e siècle*. Ce sont de curieux détails, extraits de la Vie du bienheureux Geoffroi du Chalard, sur Pierre Brun, mort vers l'an 1100.

M. l'abbé Lecler, curé de Marval, dans une courte notice dont il donne lecture, recherche quel fut le lieu de naissance de Jean Nicot, auteur du premier dictionnaire français connu, mais surtout célèbre pour avoir importé le tabac en Europe. Les uns le font naître à Nîmes en 1530 ; d'autres soutiennent qu'il naquit à Limoges : c'est à l'avis de ces derniers que se range M. l'abbé Lecler.

M. l'abbé Arbellot lit un travail sur les routiers du Limousin aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et raconte comment ces bandes d'aventuriers qui désolaient le pays furent chassées par trois évêques de Limoges, Gérard, Sébrand-Chabot et Jean de Veyrac, à la tête des communes du diocèse.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, Hervy, l'abbé Tandeau de Marsac, Fage, Camille Jouhanneaud, Nivet-Fontaubert père et fils, Bourgoïn-Mélisse, Raymondaud, Beure d'Augères, Fizot-Lavergne, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président annonce que M. le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts vient d'allouer à la Société une somme de 500 fr., et qu'il l'en a remercié au nom de la Société.

M. le Président énumère ensuite les publications et bulletins que la Société a reçus depuis la dernière séance, et fait une mention particulière des ouvrages suivants : *Sceaux et Armes de l'hôtel de ville de Limoges et des villes, églises, cours de justice, etc...*, *des trois départements limousins*, par M. Louis Guibert ; *Recherches météorologiques*, par M. l'abbé Rougerie ; *Souvenir consacré aux anciens Elèves du lycée de Limoges morts pendant la guerre de 1870*.

M. l'abbé Tandeau de Marsac offre à la Société divers documents, mandements épiscopaux et autres pièces.

M. Sensaud, propriétaire à Saint-Brice, dans une lettre dont M. le Président donne lecture, signale à la Société l'existence de nombreux vestiges et débris de constructions romaines dans un champ de la commune de Saint-Brice, où, suivant la tradition, aurait existé une ville du nom de Tyr.

M. le Président rappelle que, au concours des antiquités natio-

nales, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 28 juin dernier, a accordé une mention à M. Louis Guibert pour son ouvrage sur la *Destruction de l'ordre et de l'abbaye de Grandmont*, et il félicite M. Guibert d'une distinction si bien méritée.

MM. Guibert et du Bastv présentent, comme membre résidant, M. Henri Freyssinaud-Mas-de-Feix, demeurant à Sauviat.

MM. l'abbé Arbellot et Rayet présentent, en la même qualité, M. Poute de Puybaudet, demeurant à Brigueil (Charente).

MM. l'abbé Arbellot et de Montégut présentent, comme membre correspondant, M. Froidefont, membre de la Société Archéologique du Périgord.

La Société décerne le titre de membre correspondant à M. Rivain, qui vient d'être appelé à Paris, et dont le concours lui avait été si utile, alors qu'il était archiviste à Limoges.

M. Camille Jouhanneaud lit un travail intéressant sur la vie de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et sur le lieu de sa sépulture. Son manuscrit est envoyé au Comité de publication.

Sur la proposition de M. Guibert, la Société émet le vœu que le Dictionnaire géographique, statistique et historique du Limousin, par M. Grignard, soit acquis par le département, et déposé aux Archives, comme document intéressant à consulter.

M. Guibert donne lecture de nouveaux documents qu'il a recueillis sur l'ordre de Grandmont, et dont la plupart sont inédits.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 27 AOUT 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Nivet-Fontaubert fils, Fage, Camille Jouhanneaud, Fizot-Lavergne, l'abbé Lecler, Hervy, Ducourtieux, Astaix, de Montégut, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Freyssinaud-Mas-de-Feix, Poute de Puybaudet et Dujarric-Descombes sont successivement, et au scrutin secret, admis au nombre des membres de la Société, les deux premiers comme résidents, et le troisième comme correspondant.

MM. l'abbé Arbellot et Guibert présentent, comme membre résident, M. Goutenègre, professeur au lycée de Limoges.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Lecler présentent, comme membre correspondant, M. l'abbé Pataux, curé de Saint-Quentin.

M. le Président énumère les publications reçues par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention particulière d'une brochure de M^{gr} Barbier de Montault, sous le titre de : *Reliquaire de Lacourt-Saint-Pierre (Tarn-et-Garonne)*.

M. l'abbé Arbellot rappelle et parcourt les légendes et poèmes écrits par les contemporains sur la vie et la mort de Richard Cœur-de-Lion ; il rapporte les nombreuses épitaphes faites pour le tombeau du héros, et il donne lecture de l'excellente traduction qu'il a faite de ces curieux documents.

La Société décide, à ce propos, qu'une excursion aura lieu à Chalus samedi prochain 31 août.

M. Guibert lit une lettre écrite, en 1743, par le neveu du cardinal Dubois à M^{gr} l'évêque de Limoges. Cette lettre, restée ignorée jusqu'à ce jour, contient les détails les plus intéressants sur les legs faits à la ville de Brive par le neveu du cardinal, et sur l'emploi que le testateur assignait à ses libéralités.

M. de Montégut rend compte d'une visite qu'il a faite récemment au château de Ségur, et engage la Société à faire une excursion à ce vieux manoir féodal, en se faisant accompagner d'un photographe. M. le Président remercie M. de Montégut de cette intéressante communication.

M. Fage lit un travail qu'il intitule : *Brive au XVIII^e siècle*. Il rappelle les visites qu'y firent, à cette époque, l'abbé Legros et le voyageur Young. Il rapporte ce que l'un et l'autre ont écrit de cette ville, des coutumes et des mœurs de ses habitants, et ce qu'en écrivait aussi, dans sa jeunesse, celui qui devait être un jour une de ses illustrations, le maréchal Brune. Il compare l'état ancien et l'état actuel de la petite ville limousine, et recherche, en laissant au lecteur le soin de trancher la question, si Brive-la-Gaillarde a mérité tous les lazzis dont elle a été si longtemps l'objet.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Rayet, l'abbé Tandeau de Marsac, Goursolle, Bourdery, Bosvieux, Camille Jouhanneau, Nivet-Fontaubert père et fils, Lemas, Hervy, Léonce Pénicaud, Ducourtieux, l'abbé Malabard, Faure, Fizot-Lavergne, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention particulière de l'ouvrage publié par M. Louis Guibert, dans la *Revue historique*, sous le titre : *Le Parti girondin dans le département de la Haute-Vienne*, et dont un exemplaire a été offert par l'auteur à la Société.

MM. Goutenègre, professeur au lycée de Limoges, et l'abbé Pataux, curé de Saint-Quentin, sont successivement, et au scrutin secret, admis au nombre des membres de la Société, le premier comme résidant, et le second comme correspondant.

MM. Louis Guibert et Alfred Chapoulaud présentent, comme membre résidant, M. Prouff, médecin-oculiste à Limoges.

M. Taillebois demande, par écrit, à passer au nombre des membres correspondants : sa demande est accueillie par la Société.

M. l'abbé Arbellot rend compte de sa visite à l'Exposition universelle.

M. Louis Guibert lit une notice de M. Dumas, ancien juge de paix, sur les restes de voie romaine que l'on trouve sur le territoire de la commune de Saint-Victournien, entre la Chapelle-Blanche et la route n° 141.

Il donne ensuite lecture du commencement d'un travail, qu'il se propose de compléter, sur les origines, l'existence et la suppression des confréries de Pénitents.

La Société fera, le vendredi 8 du courant, à une heure et demie, une visite archéologique à l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Astaix, de Montégut, Rayet, Drouet, Bosvieux, Lemas, Nivet-Fontaubert père, l'abbé Tandeau de Marsac, l'abbé Lecler, curé de Marval, le comte Jean des Monstiers-Mérinville, Camille Jouhanneaud, Fage, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président donne la liste des ouvrages reçus par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention particulière d'une notice offerte par l'auteur, M. le docteur E. Giraudet, sous le titre de : *Nouveaux Documents sur les Courtoys, peintres-émaillleurs de Limoges, établis à Tours.*

M. Guibert dépose sur le bureau un exemplaire de la *Généalogie des Robert du Dorat*, offert à la Société par l'auteur, M. Aubugeois de la Ville-du-Bost.

M. des Monstiers-Mérinville offre à la Société une notice qu'il vient de publier sur Guillaume et Pierre de La Jugie, cardinaux limousins.

La Société remercie les donateurs.

M. le docteur Prouff est, au scrutin secret, admis comme membre résidant de la Société.

MM. Louis Guibert et Ducourtieux présentent, comme membre résidant, M. Alfred Leroux, archiviste du département de la Haute-Vienne.

La Société fera vendredi prochain, 29 du courant, à une heure et demie, une visite archéologique à l'église de Saint-Michel-des-Lions.

La parole est ensuite donnée à M. Louis Guibert, qui continue son intéressante lecture sur les confréries des Pénitents, et en annonce la suite et la fin pour la prochaine séance.

M. des Monstiers-Mérinville indique à la Société et décrit un souterrain qu'il a visité près de Montrol-Sénard. M. Fage en décrit un qui se trouve dans la commune de Verneuil, non loin de la voie romaine qui passait aux Vaseix, et M. l'abbé Arbellot en signale un autre entre Saillat et Rochechouart, sur le chemin de la Pouge, ancienne voie romaine.

M. Fage expose qu'il est chargé par M. Taillebois, membre correspondant, de porter à la connaissance des membres présents à la réunion une adresse à M. le Ministre de l'Instruction publique votée récemment par la Société historique de Brive, et tendant à obtenir la restitution à la France des documents anglo-français conservés dans les archives de la tour de Londres. Il est chargé en outre de solliciter de la Société un vœu favorable à la réclamation formée par nos voisins de Brive. Après discussion, la Société décide qu'il convient de ne pas intervenir pour le moment, et d'ajourner le vœu proposé par M. Taillebois.

L'abbé Arbellot fait une lecture sur les ouvrages du P. Rouard de Card, de l'ordre de Saint-Dominique, ancien provincial de Belgique, vicaire général de son ordre pour la Hollande et l'Allemagne, né à Limoges en 1821, mort en Belgique le 3 août 1878.

Il analyse ces ouvrages, qui sont les suivants :

1° *De la Falsification des substances sacramentelles.* — Paris, 1856.

2° *L'Ordre des Frères-Prêcheurs et l'Immaculée-Conception.* (Lettre à M^{sr} Malou, évêque de Bruges.) — Louvain, 1854.

3° *Jérôme Savonarole et la statue de Luther à Worms.* — Louvain, 1867.

4° *La Dévotion aux saints rois Mages, patrons des voyageurs.* — Louvain, 1872.

5° *Le Miracle de saint Dominique à Soriano.* — Louvain, 1871.

6° *L'Infaillibilité pontificale.* Cet ouvrage, qui n'a pas encore été publié, formera deux volumes in-8°. Le second volume fait l'histoire du concile du Vatican, où le P. Rouard assistait comme théologien du général de son ordre.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1878.

Présidence de M. l'abbé ARBELLOT, Président.

Sont présents MM. l'abbé Arbellot, l'abbé Tandau de Marsac,

Guibert, Astaix, Létang, Rayet, Jabet, Goutenègre, Camille Jouhanneaud, le comte Jean des Monstiers-Mérinville, Poute de Puybeaudet, Fage, Lemas, Ducourtieux, Hervy, de Montégut, Bourdery, Nivet-Fontaubert père, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et ouvrages reçus depuis la dernière séance, et signale plus particulièrement une brochure de M. Léon Landeau, sous le titre de : *Un coin de Paris*, cimetière gallo-romain de la rue Nicole ; une note sur l'architecture de l'ordre de Grandmont, par M. Adolphe de Diou, et *l'Almanach limousin pour l'année 1879*, offert par M. Ducourtieux.

La Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze envoie à la Société son premier Bulletin, et demande l'échange des publications.

La proposition est adoptée.

M. Alfred Leroux, archiviste, est, au scrutin secret, admis au nombre des membres résidants de la Société.

MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandeau de Marsac présentent, comme membre résidant, M. l'abbé Cialis, premier vicaire de la cathédrale de Limoges.

La parole est ensuite donnée à M. Guibert, qui continue et termine son intéressante étude sur les confréries de Pénitents.

M. le comte Jean des Monstiers-Mérinville donne lecture d'une étude non moins intéressante, qu'il intitule : *Un Evêque ambassadeur sous Henri II*, biographie de Jean des Monstiers du Fraisse, évêque de Bayonne, né au château du Fraisse, commune de Nouic (Haute-Vienne). L'auteur, dans la première partie de son travail, prend le futur prélat aux premières années de sa jeunesse, fait connaître ses études, ses ouvrages, et ses voyages en Allemagne.

Il montre ensuite l'évêque de Bayonne ambassadeur, nous fait assister à ses débuts dans la carrière diplomatique, et le suit jusqu'à la diète de Passau, où ses négociations valurent à la France Metz, Toul et Verdun.

M. le Président félicite l'auteur au nom de la Société.

La séance est levée à dix heures.

Signé : GARRIGOU-LAGRANGE.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1878.

BUREAU.

Président. — M. l'abbé ARBELLOT, A. ④.

Vice-Présidents. — MM THÉZARD, A. ④, GUIBERT (Louis), A. ④.

Secrétaire général. — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

Secrétaire-bibliothécaire et Archiviste. — M. GUILLEMOT (Albert), I. P. ④.

Secrétaire-trésorier. — M. HERVY.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. ASTAIX, *, I. P. ④.

M. l'abbé TANDEAU DE MARSAC.

M. FAGE (René).

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM. LE PRÉSIDENT, LES VICE-PRÉSIDENTS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

M. LEMAS, I. P. ④.

M. RIVAIN (Camille).

M. JOUHANNEAUD (Camille).

M. BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave).

DIRECTION DU MUSÉE (1).

Directeur. — M. DUBOUCHÉ (Adrien), *, ancien maire de Limoges.

Sous-directeurs : MM. GUILLEMOT (Albert), I. P. ④.

— NIVET-FONTAUBERT.

— LEMAS (Elie), I. P. ④.

— ARDANT (Henri), *, A. ④.

(1) Par arrêté de M. le Maire de Limoges, les membres de la direction du Musée général ont été nommés directeurs du Musée céramique municipal.

MEMBRES RÉSIDANTS.

1845.

MM.

ARBELLOT (l'abbé), A. , chanoine de Limoges, correspondant du Comité des travaux historiques, 11, avenue de la Corderie.

ASTAIX, * I. P., , directeur de l'Ecole de médecine, 8, rue Pont-Hérissou.

FIZOT-LAVERGNE, avoué à la Cour d'appel, 18, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, ancien capitaine d'état-major, 2, cours Jourdan.

LAJUDIE (Ludovic DE), 9, rue Cruchedor.

NIVET-FONTAUBERT, directeur d'assurances, 32, avenue de Juillet.

NOUALHIER (Armand), *, ancien député, ancien maire de Limoges, à la Borie, près Limoges.

POUYAT (Emile), *, négociant, 2, cours Jourdan.

TARNEAUD (Firmin), banquier, 13, rue Banc-Léger.

1850.

BOURGOING-MÉLISSE, à Saint-Junien.

BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil, 14, avenue de Juillet.

LAMY DE LA CHAPELLE (Edouard), ancien banquier, 17, rue du St-Esprit.

1851.

GRAVES (le comte DE), propriétaire, à Verneuil-sur-Vienne.

1856.

LANSADE (J.-B.), architecte, 5, rue Encombe-Vineuse.

1857.

DUVERI DE LA GABIE, propriétaire, maire de Verneuil.

1858.

ROGUES DE FURSAC (Victor), juge d'instruction au tribunal civil, 15, avenue de Juillet.

1859.

LECLER (l'abbé), curé de Verneuil (Haute-Vienne).

ROUGERIE (l'abbé), curé-archiprêtre de Rochechouart.

TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine honoraire, 10, rue Porte-Tourmy.

1860.

CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur, 24, rue Manigne.

GUILLEMOT (Albert), I. P. , rédacteur en chef du *Courrier du Centre*, 4, rue Turgot.

LABONNE (Martial DE), propriétaire, au château de Montbrun par Châlus.

1861.

GARRIGOU-LAGRANGE, avoué au tribunal civil de Limoges, 1, rue Léonard-Limosin.

1862.**MM.**

DUBOUCHÉ (Adrien), *, I. P. ⚡, ancien maire de Limoges, négociant, à Jarnac (Charente).

FONTANEAU (El.), *, officier de marine en retraite, 8, cours Bugeaud.

FONT-RÉAULX (Théophile DE), notaire, à Saint-Junien.

HERVY (Emile), notaire, 19, boulevard Sainte-Catherine.

LEMAS (Elie), I. P. ⚡, inspecteur d'Académie de la Hte-Vienne, 27, avenue du Midi.

1865.

LE SAGE (Charles), *, A. ⚡, ingénieur civil, ancien maire de Limoges, 8, faubourg des Arènes.

LINARD (Albert), architecte, capitaine des pompiers, 1, place du Champ-de-Foire.

1866.

ARDANT (Henri), *, A. ⚡, 17, rue Manigne.

MAUBLANC (DE) fils, propriétaire, à Saint-Junien.

GRANGE (l'abbé), curé de Saint-Paul-d'Eyjeaux (Hte-Vienne).

1869.

JABET (Edmond), propriétaire, 3, place des Bancs.

MAURAT-BALLANGE, *, conseiller à la Cour d'appel, 7, faub. des Arènes.

1870.

DU COURTIEUX (Paul), imprimeur-libraire, 7, rue des Arènes.

1871.

DELIGNAT-LAUAUD, *, avocat, anc. maire de Limoges, 6, place Jourdan.

LAGRANGE (Paul), propriétaire, 20, rue Manigne.

THÉZARD, A. ⚡, notaire honoraire, ancien juge de paix à Limoges, 7, place de la Cité.

1872.

ARDANT (Georges), imprimeur, 14, rue Pont-Hériasson.

BAJU (Henri), avocat, 1, boulevard du Collège.

BLEYNE (Francis), docteur en médecine, 34, rue Manigne.

DUBREUIL (Alfred), *, négociant, 8, rue d'Isly.

FAGE (René), avocat, 11, boulevard Sainte-Catherine.

FAURE, A. ⚡, chef de division à la préfecture, 3, rue des Charseix.

FRANCEZ (René), propriétaire au Mas-Rome.

GOURSOLLE, ancien conservateur de la bibliothèque de la ville, 7, rue Vigne-de-Fer.

GUIBERT (Louis), A. ⚡, agent d'assurances, 8, rue Sainte-Catherine.

HENRY (Charles), *, avocat, 7, rue Neuve-Sainte-Valérie.

JOUANNEAUD (Camille), avocat, 23, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

JOYEUX (l'abbé), curé de Vicq, par Magnac-Bourg.

LARUE (Armand), avocat agréé au tribunal de commerce de Limoges, 25, avenue du Crucifix.

PINOT (l'abbé), curé de Saint-Michel, 13, impasse des Clairettes.

ROMANET DU CAILLAUD, 52, avenue de Juillet.

SÉNÉMAUD, greffier au tribunal de commerce, 19, rue du Consulat.

TANDEAU DE MARSAC (Henri), propriétaire à Marsac (Creuse).

1873.

BOULLANGER, architecte diocésain, place de l'Évêcaud.

CHOUFFOUR, avocat, 26, boulevard Sainte-Catherine.

CLAPIER (Amable), avocat, 9, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

CRESSAC-BACHELLERIE (DE), percepteur au Dorat.

GADON (Abel), avoué à la Cour d'appel, 3, boulevard Montmailler.

TOURNOIS, O *, intendant militaire, 42, avenue du Crucifix.

VANDERMARCO (Eugène), fabricant de porcelaine, 7, rue Neuve-Sainte-Valérie.

1874.

BOUDET (Gabriel), docteur en médecine, 3, rue Neuve-Sainte-Valérie.

DALPAYRAT, peintre-émailleur, rue des Pénitents-Rouges.

RAYMONDAUD, docteur en médecine, A. 41, 28, faubourg Manigne.

1875.

BOURDERY (Louis), avocat, rue des Combes.

CHARPENTIER (Eugène), à Vergnas, commune de Vicq, par Magnac-Bourg.

CONSTANTIN (Jérémie), avocat, 48, avenue de Juillet.

DUMAS, ancien juge de paix, 3, avenue du Crucifix.

LÉOBON-LÉTANG, notaire à Saint-Priest-Ligoure, par Nexon.

MONTÉGUT (Emile), *, homme de lettres, à Thias, commune d'Isle, près Limoges.

PÉNICAUT (Léonce), négociant, 3, place Dauphine.

1876.

BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave), avocat, 15, rue du Saint-Esprit.

DROUET (Philippe), ancien greffier en chef de la Cour de Limoges, 18, place d'Aisne.

GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William), fabricant de porcelaine, 11, rue du Petit-Tour.

MALABARD (l'abbé), curé de Bonnat.

MONSTIERS-MÉRINVILLE (le comte Jean DES), au château du Fraisse, par Mézières.

NOUALHIER (Gabriel), propriétaire à Linards.

VIGIER (l'abbé), curé de Saint-Martial-de-Noblat, par Saint-Léonard.

1877.

BONNET-LABORDERIE, avocat, docteur en droit à Bersac.

BOUTANT (Charles-Junien), à Saint-Junien (Haute-Vienne).

DELOR (Adrien), maire du Vigen, au Vigen.

DELURET DE FEIX, propriétaire, 21, avenue du Crucifix.

GÉRARD (Emile), négociant, 16, cours Jourdan.

LAMBERTYE (le marquis DE), au château de Cons-la-Grand'Ville (Meurthe-et-Moselle).

MM.

LAPORTE (l'abbé), vicaire à Saint-Léonard.
MURET (Eugène), vice-président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne, cours Vergniaud.
POMÉLIE (le baron Melchior DE LA), propriétaire, au château de Montjoffre près Saint-Léonard.
SAINT-MARC-GIRARDIN (Barthélemy), conseiller général, à Paris, 5, rue Bonaparte.
SAZERAT (Léon), fabricant de porcelaine, 18, faubourg Montjovis.

1878.

BERGER (Élie), professeur au lycée, 32, avenue de Toulouse.
BLANCHAUD (Charles), propriétaire à Mounismes près le Dorat.
BOUVIEUX, sous-inspecteur de l'enregistrement, 5, rue de la Mauvendièrre.
DAVID (Gaston), avocat, rue Thiac, 15, à Bordeaux.
FREYSSINAUD-MAS-DE-FEIX (Henri), à Sauviat, par Saint-Léonard.
GOUTENÈGRE, professeur au lycée, 23, rue du Consulat.
LEROUX (Alfred), archiviste de la Hte-Vienne, 10, avenue des Bénédictins.
LEYGONIE, ingénieur hydrographe, 3, rue des Tanneries.
MONTÉGUT (DE), vice-président du tribunal civil de Limoges, 18, avenue du Crucifix.
POUTE DE PUYBEAUDET (Adrien), 1, rampe du Secours, à Angoulême.
PROUFF, médecin-oculiste, 4, rue Neuve-Sainte-Valérie.
RAYET (Etienne), avocat, 8, rue de la Courtine.
THÉZARD (Lucien), notaire, 8, rue Pont-Hérisson.

1879.

AMFREVILLE (GUYOT D'), avocat général près la Cour d'appel de Limoges, 2, avenue de Juillet.
BELLABRE (Frédéric DE), propriétaire au château de Bellabre, commune de Bujaleuf.
BRIFAUT (L.), clerc de notaire, place Laval, à Magnac-Laval.
CIALIS (l'abbé), curé de la Southeraine (Creuse).
DURAND (Hubert), négociant, 31, rue Haute-Vienne.
LACHENAUD (Emile), entrepreneur, 7, avenue du Midi.
LÉGROS (Michel), pharmacien, 15, rue du Clocher.
LÉPINAY (Gaston DE), maire de Lissac, au château de Moriolle, par Larche (Corrèze).
LEVILAIN (A.) I. P. 44, ancien principal du collège de Blaye, 54, avenue du Pont-Neuf.
MALEVERGNE DE LA FAYE, juge suppléant près le tribunal civil de Limoges, 32, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.
MEYNIEUX (Etienne), avocat, 14, rue du Consulat.
PELLET (Julien), avocat agréé au tribnnal de commerce de Limoges, 12, avenue de Juillet.
ROYER (l'abbé), curé de Meuzac, par Magnac-Bourg.

1880.

BRUEL, percepteur à Nieul.
DRAMARD, conseiller à la Cour de Limoges, 21, avenue du Midi.
VOSSEUR, O. *, colonel, chef d'état-major général, 3, place Dauphine.

MEMBRES HONORAIRES (1).

1852-1876.

MM.

BRUNET (Joseph), O *, conseiller à la Cour de Paris, sénateur, ancien ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts, à Paris.
DELOCHE (Maximin), C *, membre de l'Institut, ancien chef de division au ministère du commerce, 19, rue de la Prévoyance, à Vincennes.

1864-1869.

LAROMBIÈRE, O *, premier-président de la Cour d'appel de Paris.

1867-1874.

DUBÉDAT, conseiller à la Cour d'appel de Toulouse.

1872.

ALLOU, *, avocat à la Cour d'appel de Paris.
DUQUESNAY (Mgr Alfred), *, évêque de Limoges.
TEISSERENC DE BORT, O *, sénateur, ambassadeur à Vienne, ancien ministre.

1879.

DELISLE (Léopold), O *, administrateur général directeur de la Bibliothèque nationale, rue Richelieu, Paris.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

1845.

MM.

BARDY (Gustave), ancien conseiller à la Cour d'Alger, à Alger-Mustapha.

1857.

CLÉMENT-SIMON, ancien procureur général, 7, rue Rouget-de-l'Isle.

1858.

NADAULT DE BUFFON (Henri), *, ancien avocat général, 7, rue Duphot, à Paris.

1860.

GAY DE VERNON (le baron de) *, ancien colonel du 5^e chasseurs, à Saint-Léonard.

1864.

DEBORT (Gabriel), propriétaire à Montaignet, arrondissement de la Palisse (Allier).

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre de Membre honoraire.

1865.

MM.

COUSTIN DE MASNADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat, par Bénévent (Creuse).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, 14, place Dauphine, à Paris.

1866.

CESSAC (DE), au château de Mouchetard, près Guéret (Creuse).

1867.

LALANDE (Philibert), rue Haute, à Brive.

1870-1878.

PICHON (François), avocat, 36, rue Carpenteyre, à Bordeaux.

1871-1874.

AUBÉPIN, archiviste du département du Cantal, à Aurillac.

1872.

DECOUX-LAGOUTTE, juge à Bordeaux.

POULBRIÈRE (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Servières (Corrèze).

1874.

CLARETIE (Jules), homme de lettres, 10, rue de Douai, à Paris.

DEMARTIAL, substitut du procureur général près la Cour d'appel, à Besançon.

1874-1878.

RIVAIN (Camille), archiviste aux Archives de l'État, à Paris.

1875.

BOUTELLER (l'abbé), vicaire à Vallière, par Felletin (Creuse).

DUBOYS (Emile), licencié en droit, à Neuilly-sur-Seine, 42, avenue de Neuilly.

DUPLÈS-AGIER, 16, rue Saint-Louis, à Versailles.

LASTEYRIE (le comte Robert DE), *, archiviste aux Archives de l'État, 13, rue des Saints-Pères, à Paris.

MASBARET DU BASTY, receveur de l'enregistrement et des domaines, à Bourgneuf (Creuse).

1876.

BARBIER DE MONTAULT (Mgr), à Maris, par Jaulnay (Vienne).

1876-1878.

TAILLEBOIS, dentiste, 1, rue Sainte-Anne, à Paris.

1877.

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), propriétaire à Bousac (Creuse).

CERCLE DE L'UNION, à Limoges.

LIBOUROUX (l'abbé), aumônier du collège de Cognac, à Cognac (Charente).

MONTCHEUIL (Paul DE), avocat à la cour de Bordeaux, 44, place Dauphine, à Bordeaux.

MONTVAILLER (Paul DE), avocat, à Confolens (Charente).

PETIT-SÉMINAIRE d'Ajain (Creuse).

1878.

DESCOUSTURES (Louis), propriétaire, 87, boulevard Malesherbes, à Paris.

DUCHASTEAU (Georges), notaire à Bessines (Haute-Vienne).

DUJARRIC-DESCOMBES, licencié en droit, notaire au Grand-Brassac, par Montagnier (Dordogne).

MALEPLANE (Paul VEYRIER DE), receveur particulier à Villefranche (Aveyron).

MAZAUDOIS (Philibert), notaire à Treignac (Corrèze).

PATAUX (l'abbé), curé de Saint-Quentin, par Felletin (Creuse).

TRIBUNAL CIVIL de Limoges.

1879.

CHAMPION, libraire-éditeur, 15, quai Malaquais, à Paris.

FESNHAU (Yves), chef d'institution à la Souterraine (Creuse).

RANCOGNE (DE), à Angoulême (Charente).

THOMAS (Antoine-André), archiviste-paléographe, 60, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris.

1880.

DE BORT DE PIERREFITTE (Henri), étudiant en pharmacie, 57, rue des Combes, à Limoges.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

POUR L'ANNÉE 1878.

AISE :

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry.

Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons.

Société Académique de Laon.

ALGÉRIE :

Société Historique algérienne, à Alger.

Société Historique de la province de Constantine.

Société de l'Académie d'Hippône, à Bône.

ALLIER :

Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.

ALPES-MARITIMES :

Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.

Société des Sciences naturelles des Lettres et Beaux-Arts de Cannes, et
de l'arrondissement de Grasse.

AUDE :

Société des Arts et des Sciences, à Carcassonne.

AVEYRON :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

BOUCHES-DU-RHÔNE :

Société de Statistique de Marseille.

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.

CALVADOS :

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

CHARENTE :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

CHARENTE-INFÉRIEURE :

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

CHER :

Société Historique, Littéraire, Artistique et Scientifique du Cher, à
Bourges.

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

CORRÈZE :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.

Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

CÔTE-D'OR :

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Dijon.

CREUSE :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

DORDOGNE :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

DOUBS :

Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.

Société d'Émulation de Montbéliard.

EURE-ET-LOIR :

Société Dunoise, à Châteaudun.

FINISTÈRE :

Société Académique de Brest.

GARD :

Académie du Gard, à Nîmes

GARONNE (HAUTE-) :

Académie des Jeux-Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

GIRONDE :

Société Archéologique de Bordeaux.

HÉRAULT :

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire, à Béziers.

ILLE-ET-VILAINE :

Société Archéologique, à Rennes.

INDRE-ET-LOIRE :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Société Française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Tours.

ISÈRE :

Académie Delphinale, à Grenoble.

JURA :

Société d'Émulation du Jura, à Lons-le-Saulnier.

LANDES :

Société de Borda, à Dax.

LOIR-ET-CHER :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Société des Sciences et des Lettres, à Blois.

LOIRE :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Saint-Etienne.

LOIRE-INFÉRIEURE :

Société Archéologique, à Nantes.

LOIRET :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

LOT :

Sociétés des Études Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot, à Cahors.

LOT-ET-GARONNE :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

MAINE-ET-LOIRE :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

MARNE :

Société des Sciences et Arts, à Vitry-le-Français.

MEURTHE-ET-MOSELLE :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Société Archéologique de Lorraine et du Musée Historique Lorrain, à Nancy.

MORBIHAN :

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

NORD :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Société Dunkerquoise, pour l'encouragement des Sciences, Lettres et Arts, à Dunkerque.

OISE :

Société Académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.

Comité Archéologique, à Senlis.

PAS-DE-CALAIS :

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

PUY-DE-DÔME :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Clermont-Ferrand.

PYRÉNÉES (BASSES-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

PYRÉNÉES-ORIENTALES :

Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

RHÔNE :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Société Littéraire, Historique et Archéologique de Lyon, à Lyon.

SAÔNE-ET-LOIRE :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société d'Histoire et d'Archéologie, à Chalon-sur-Saône.

Société Éduenne, à Autun.

SARTHE :

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

SAVOIE :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.

SAVOIE (HAUTE-) :

Société Florimontane, à Annecy.

SEINE :

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Société Philotechnique, à Paris.

SEINE-ET-OISE :

Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts, à Versailles.

Société Archéologique, à Rambouillet.

SEINE-INFÉRIEURE :

Société Hâvraise d'études diverses, au Havre.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

SÈVRES (DEUX-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts du département des Deux-Sèvres,
à Niort.

SOMME :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce,
à Amiens.

TARN-ET-GARONNE :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

VAR :

Société d'Études Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.

Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à
Toulon.

Société des Sciences naturelles, des Lettres et Beaux-Arts, à Cannes.

VAUCLUSE :

Société Littéraire, Scientifique et Artistique, à Apt.

VIENNE :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Société d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts, à Poitiers.

VOSGES :

Société d'Émulation des Vosges, à Épinal.

YONNE :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique, à Sens.

Société d'Études, à Avallon.

BELGIQUE :

Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.

Annales de l'Académie d'Archéologie d'Anvers.

Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Bel-
gique, à Bruxelles.

TABLE DES MATIÈRES

MÉMOIRES.

	Pages.
Les Pénitents, par M. Louis GUIBERT.....	5
Nécrologie. — M ^{sr} Berteaud, évêque de Tulle, par M. l'abbé ARBELLOT.....	194
Tombeau de fabrication limousine à Foucarmont, par M. Louis GUIBERT.....	196
Origines chrétiennes de la Gaule, par M. l'abbé ARBELLOT.....	197
La Numismatique limousine à l'Exposition universelle de 1878, par M. René FAGE.....	309
Un Légat de Boniface VIII, prieur de Bénévent-l'Abbaye et archiprêtre de Carcassonne (1295-1310), par M. Alfred LEROUX.....	331
Note relative à la publication de l'inventaire des Archives départementales, par M. Alfred LEROUX.....	342

DOCUMENTS

Procès entre Jacques II de Bourbon et quelques habitants de Bellac qui refusaient de payer leur part d'une aide votée par les Etats de la Basse-Marche (1424) ; — pièce communiquée par M. Antoine THOMAS.....	314
Textes bas-latins des ix ^e et x ^e siècles, communiqués par M. Camille RIVAIN.....	337

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Séance du 29 janvier 1878.....	344
— du 26 février.....	346
— du 26 mars.....	347

	Pages.
Séance du 7 mai.....	350
— du 28 mai.....	351
— du 25 juin.....	353
— du 30 juillet.....	354
— du 27 août.....	355
— du 5 octobre.....	357
— du 26 novembre.....	358
— du 27 décembre.....	359
 Liste des membres de la Société pour l'année 1878.....	 361
Membres résidants.....	362
Membres honoraires.....	366
Membres correspondants.....	368



